

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 26 JANVIER 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 26 JANUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 12.45 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 12.45 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de M. Gabriel Ringlet, professeur émérite à l'UCL**

**Hoorzitting met de heer Gabriel Ringlet, professor emeritus aan de UCL**

La **présidente**: Selon l'ordre du jour, il y aura deux parties à notre après-midi.

Nous entendrons d'abord le témoignage de M. Gabriel Ringlet, prêtre depuis 40 ans, théologien et ancien vice-recteur de l'UCL. Monsieur Ringlet, vous êtes aujourd'hui professeur émérite. Vous avez rencontré et reçu le témoignage de 37 victimes. De plus, vous êtes un observateur averti de l'Église.

Vous allez d'abord faire un exposé, ensuite chaque parlementaire sera libre de vous poser des questions.

Je vous cède la parole et je vous remercie de votre présence aujourd'hui.

**Gabriel Ringlet**: Madame la présidente, mesdames et messieurs les commissaires, mesdames et messieurs, au cours de ces dernières années, et de ces derniers mois en particulier, plusieurs dizaines de personnes victimes de pédophilie dans l'Église catholique ont voulu s'adresser à moi. Je ne suis pourtant en rien un expert dans le domaine des abus sexuels. Je ne pouvais les accompagner ni sur le plan juridique ni sur le plan thérapeutique. De plus, je ne me trouvais en position d'autorité à l'égard

d'aucune d'entre elles et elles le savaient. Elles voulaient néanmoins me faire entendre une souffrance que je qualifierais, faute de mieux, de souffrance "spirituelle". Si vous voulez bien entendre dans ce mot un sens large et ouvert qui dépasse bien entendu la frontière des religions.

J'ai beaucoup écouté, j'ai beaucoup lu, car la plupart des personnes abusées m'ont mis par écrit le récit de leurs douloureuses traversées. Il s'agissait même parfois d'un véritable mémoire qui me permettait de suivre quasiment au jour le jour ce que j'ose appeler l'histoire d'un abus, jusqu'à ses retombées pendant plusieurs années.

La grande majorité de celles et ceux que j'ai rencontrés ont très clairement souhaité garder l'anonymat. Certains n'avaient même jamais parlé de leur situation. Plusieurs m'ont demandé d'évoquer publiquement ce qu'ils et elles m'avaient confié.

Vous l'avez compris, je ne dispose que d'une vue partielle de la situation. Par exemple, je n'ai été amené à rencontrer aucun abuseur, je n'ai rencontré que des victimes, 37 comme la présidente l'a rappelé.

Je ne parle pas des centaines de dossiers, ni de tous les témoignages – et ils sont sans doute nombreux – qui, aujourd'hui encore, sont restés dans l'ombre.

Pour que les témoignages que j'ai reçus puissent être de quelque utilité à la commission, j'ai pensé que je devais me situer à la fois dans l'écoute et outre l'écoute, ce qui explique les deux parties de mon exposé. Car il ne suffit pas d'accueillir le récit d'une destruction – ce sera le sujet de ma

première partie –, il faut encore l'analyser et au-delà, si possible, proposer des pistes de reconstruction.

Première partie: "Le récit d'une destruction".

Je voudrais d'abord et surtout – vous allez très vite comprendre pourquoi – vous parler de Laura parce qu'elle me l'a demandé, parce qu'elle a confié à l'écriture un récit de plus de 200 pages, mais un récit qui sonne si juste, qui raconte avec une telle force ce qui s'est passé, qu'il acquiert, au fil des pages, un statut d'universalité, un récit d'autant plus convainquant qu'il parvient, jusqu'au bout, et malgré le tragique de la situation qu'il évoque, à en respecter la complexité et même à garder de la sérénité.

Tout au long de la lecture, je me demandais où elle avait pu trouver ce courage.

En écrivant, "Personne ne te croira" – c'est le titre qu'elle a donné à son histoire –, Laura est devenue multiple, unique et multiple, "histoire dédiée" – je la cite – "à toutes celles qui sont restées sans voix".

Une histoire qu'elle offre surtout à sa famille, à sa thérapeute, mais qu'elle souhaite aujourd'hui partager le plus largement possible, "parce que", m'écrit-elle, "je veux rêver que, moi aussi, j'ai quelque chose à donner".

J'ai retenu en priorité dans ce "quelque chose" les passages que je retrouvais dans tous les témoignages. Laura, vous l'entendez, me servira de guide, mais derrière elle, ils sont plus de 30 à marcher.

Laura a 12 ans, lorsqu'elle est abusée par le curé de son village. "J'étais une petite fille", m'écrit-elle, "mais à 12 ans, je ne savais plus ce qu'était être une enfant. Le village où je suis née était sans doute trop petit pour ce prêtre perdu!" Cet abus va durer des années. Et Laura va tenter d'alerter, d'appeler à l'aide un curé voisin, un doyen, une religieuse, un professeur de collège, un missionnaire rentré d'Afrique, un confesseur de passage dans la paroisse. Oui, on l'écoute, parfois attentivement, mais la réponse est toujours la même: "Je ne peux rien faire. Pourquoi me dis-tu cela à moi? C'est à toi de prendre une décision. C'est toi qui dois partir" ou pire: "Tu as fait une grosse bêtise Laura! Tu n'en parles à personne! Tu oublies! Tout cela, c'est du passé! Tourne-toi vers l'avenir maintenant!"

Laura mesurera alors dramatiquement qu'elle ne

peut pas raconter, que personne ne peut comprendre, que c'est peut-être elle la coupable.

"Il va être perdu à cause de moi". Alors elle va se confesser à un prêtre de passage, avec l'espoir, dit-elle, d'effacer, de se sentir neuve. Un peu plus tard, elle supplie: "Pardon, pardon d'être ce que je suis, pardon de faire ce que je fais, pardon!" Elle se sent de plus en plus coupable, de plus en plus malade. Il lui arrive même de penser au suicide. "Si le temps pouvait s'arrêter. Si elle pouvait tomber morte." Vous entendez qu'elle parle à la troisième personne parce qu'elle a écrit tout son récit à la troisième personne. "Si elle pouvait tomber morte".

La première chose qui m'a frappé dans le récit de Laura – elle y revient pratiquement tout au long du texte –, c'est le poids du silence ecclésial qui l'a blessée beaucoup plus encore, dit-elle, que l'attitude de son abuseur lui-même. Ce silence qui impose à la victime le déni de son expérience et l'accule finalement au déni d'elle-même. Ce silence, je le retrouve vraiment comme une ligne de force à travers tous les témoignages. Je pourrais vous citer des dizaines d'exemples, comme ce jeune abusé dans son collège, qui va voir le directeur et reçoit comme réponse: "Ne parle de cela à personne, surtout pas à tes parents! Tu commettrais un péché mortel!".

Donc une immense chape de silence. J'en reparlerai.

Une seconde chose m'a marqué dans tous ces témoignages qu'une fois encore, la petite Laura exprime avec beaucoup de justesse et que je pourrais synthétiser à travers une triple destruction. Je sais que c'est réducteur mais je vais essayer de synthétiser en parlant d'une triple destruction. Une destruction physique, bien entendu. Elle, par exemple, va connaître six années de traitements gynécologiques. Une destruction affective et psychologique: dix ans de psychothérapie. Mais aussi, et il me semble qu'on en a moins parlé, une destruction spirituelle qui est un véritable ravage. Je ne suis pas compétent pour analyser les deux premières formes de destruction mais c'est bien pour aborder la troisième que la plupart des victimes sont venues me voir.

"L'Église m'a construite", m'écrit Laura en m'envoyant son mémoire, ces 200 pages. "L'Église m'a construite et l'Église m'a détruite. Je ne suis plus croyante." Je vous résume la suite en quelques mots: "Grâce à la médecine, grâce à la psychologie, grâce à l'écriture, j'ai beaucoup

progressé mais malgré ces progrès, malgré ma distance radicale à l'égard de cette institution qui m'a tant fait souffrir, il manque encore quelque chose à ma guérison."

C'est peut-être cette phrase finalement qui synthétise tous les témoignages que j'ai reçus et qui sous des formulations différentes reviennent dans presque chaque texte: "Il manque encore quelque chose à ma guérison." Quand je demande aux victimes de préciser, Laura me répond: "Que l'Église non seulement accepte sa responsabilité – c'est la moindre des choses – mais qu'elle le dise beaucoup plus clairement, beaucoup plus chaleureusement.

Et que, surtout, elle entame une œuvre de réparation et de reconstruction en s'imposant une réflexion fondamentale. Par mon témoignage" – c'est Laura qui parle –, "j'espère y contribuer."

Quelle lucidité! Là encore, Laura est nombreuse. Son interpellation revient presque dans tous les témoignages que j'ai reçus. J'en cite quelques-uns au vol, en changeant simplement les prénoms quand les personnes me l'ont demandé.

Françoise: "J'ai besoin d'apaisement. Cet apaisement ne viendra que si j'entends de l'Église une parole vraie."

André: "Le plus dur pour moi fut de ne plus pouvoir trouver le Christ dans l'Église."

Élisabeth: "J'attendais des gens d'Église une conscience de leur responsabilité spirituelle; tout ce qui les intéressait, c'était de connaître le nom de mon agresseur."

Madeleine: "Un prêtre m'a volé ma vie. J'attends que vous le reconnaissiez et que vous répariez spirituellement."

Jean: "La foi comptait beaucoup pour moi. Elle est détruite. Je ne crois plus, mais je continue à vivre un drame spirituel."

Astrid: "Très jeune déjà, j'allais à l'église. Ça comptait beaucoup pour moi. J'aimais qu'on m'y parle de l'évangile. J'y croyais, mais on a brisé l'évangile en moi. Qui me le rendra?" C'est terrible: "On a brisé l'évangile en moi."

Christine: "J'ai besoin de justice, j'ai besoin de pardon; j'ai surtout besoin de réparation symbolique. Je déränge tout le monde avec ma blessure. Je me sens exclue d'un lieu d'appartenance auquel je tenais. J'attends une

réparation spirituelle."

Je me suis demandé, et j'entre ici dans ma seconde partie, ce que pourrait être cette réparation. Les victimes m'ont aidé à formuler ce qui va suivre. Quand l'âme est blessée, comment répare-t-on l'âme? Le corps, c'est déjà si difficile, et le cœur, mais l'âme? Et si le mot "âme" vous paraît trop connoté, parlons du souffle, du souffle qui anime toute vie, que l'on soit croyant ou non. Ce sont les mots de Laura, comment retrouver le souffle? Je vais risquer une proposition en cinq points, une proposition en cinq points, qui comporte à la fois du proche et du lointain, du plus matériel et du plus spirituel. Une proposition que j'appellerai, faute de mieux, une réparation institutionnelle. Vous entendez bien que je veux dire: une réparation de la part de l'institution à laquelle j'appartiens pleinement. C'est trop facile de se désolidariser quand tout va mal. Est-ce que la communauté ecclésiale dont je fais partie a été suffisamment attentive aux signes qui auraient pu l'alerter?

Ce serait aussi trop facile d'isoler l'abuseur, de se contenter de l'écarter, de le juger, de le condamner et de le réduire à son crime? Bien sûr qu'il faut faire cela. Mais c'est comme si moi, son frère en humanité, je n'y étais pour rien. Quelle est ma part de responsabilité à son égard? Quand un prêtre fait du mal aux plus petits d'entre les miens, je ne peux pas ne pas me poser la question: "Et toi, où étais-tu à ce moment-là?"

Je ne veux surtout pas verser dans un culpabilisme qui ne construirait rien. Mais je ne veux pas non plus échapper à une responsabilité collective qu'il faut tenter d'exprimer avec le plus de justesse possible, d'où la proposition que j'explicite maintenant et qui touche à l'histoire, au financement, au pardon, à la sexualité et au pouvoir sacré. Les cinq se touchent et c'est sans doute le dernier point que je vais devoir plus développer parce que celui-là je ne l'ai jamais vu abordé nulle part.

L'histoire, la réparation institutionnelle passe d'abord par un important travail de mémoire: écrire l'histoire d'une occultation. Je parle bien d'une histoire scientifique, d'une histoire indépendante; une partie des sources existe, d'autres sont à rechercher. Il faut les réunir et les interpréter. L'enquête doit continuer, elle doit aller jusqu'à la racine. On ne peut pas réduire un phénomène d'une telle ampleur à ses seules déviations individuelles.

Il faut mettre à jour les causes structurelles de la

pédophilie dans l'église.

Certains, je le sais, y compris dans la hiérarchie, ont reconnu ce silence coupable aussi à cette tribune. Ce silence a duré pendant des décennies. Certains l'ont dénoncé récemment et sous la pression des événements. Ce n'est pas assez. Ce n'est pas assez de constater ce silence et de l'avouer.

On doit dire à la petite Laura pourquoi, à six reprises, dans sa seule région, à propos de sa seule personne, chacun a occulté. Je n'étais pas encore prêtre au moment des faits. Mais si je l'avais été, j'aurais pu être ce curé qu'elle appelait au secours et qui lui a dit de tourner la page. Il s'agit là d'une terrible emprise d'une institution sur la conscience d'un individu, même sincère. On n'échappera pas à l'histoire de cette emprise-là. Et je pense que personne ne guérira: ni les victimes, ni l'Église elle-même, ni la société qui sont impliquées dans ce drame. Personne ne guérira si on n'écrit pas l'histoire de cette occultation.

Seconde piste. La réparation institutionnelle passe aussi par une réparation financière. Je sais que cette question est difficile et controversée y compris juridiquement. Je ne veux pas l'aborder à la légère. Je sais que certains membres de la hiérarchie y pensent. On nous dit qu'ils y travaillent. Certaines victimes ne demandent rien. D'autres doivent faire face à des démarches d'accompagnement qui leur coûtent très cher.

Une des victimes m'a dit qu'elle estimait que sa psychothérapie correspondait à la construction d'une maison. Mais pour moi, la réparation financière ne peut pas être qu'individuelle. Elle pourrait aussi permettre de couvrir des dépenses plus larges comme, par exemple, le financement de ces travaux scientifiques dont je viens de parler et qui sont, à mes yeux, absolument indispensables.

À ce propos, je voudrais que mon Église, diocèses et congrégations confondues, osent faire un grand geste même si, juridiquement, elle n'y est pas contrainte, qu'elle ose s'avancer en première ligne, seule s'il le faut. Je suis sûr que cela la grandirait, que cela pourrait recréer un peu de confiance, y compris à l'intérieur des communautés chrétiennes qui ont été tellement ébranlées ces derniers temps et qui – je l'espère – approuveraient une telle réparation, matérielle sans doute, mais aussi à très haute portée symbolique.

Troisième piste: je pense que la réparation

institutionnelle ne peut pas échapper à la demande de pardon. On en a beaucoup parlé. Je sais que le mot fait parfois difficulté. Je le comprends. Il peut être ambigu. Il n'est pas d'abord religieux et, en aucun cas, le pardon ne peut se substituer à la justice, mais même justice étant rendue, la question du pardon se pose. Et en tout premier lieu, évidemment, la demande de pardon de l'abuseur; cela va de soi. La victime a d'abord besoin de l'entendre sur ses lèvres à lui.

Mais nous nous trouvons aussi devant une dimension sociale de l'offense. Au-delà de l'agresseur, c'est une collectivité qui a enfermé la victime dans son mal. J'aimerais que la hiérarchie, les prêtres, les communautés chrétiennes, ensemble – je ne veux pas les séparer – osent s'impliquer dans un pardon plus large qui indique publiquement que la responsabilité n'est pas qu'individuelle, et j'y insiste d'autant plus que les victimes que j'ai reçues m'ont dit leur très très grande déception, une révolte parfois chez beaucoup d'entre elles, parce que ce pardon du bout des lèvres leur paraissait beaucoup trop formel.

Elles veulent des paroles qui prennent chair. Elles veulent entendre un souffle. Elles veulent une Église dont le cœur saigne vraiment et qui n'a pas peur de le montrer. À ce moment-là seulement, la victime pourra peut-être pardonner et même alors, je peux comprendre que ce soit difficile voire impossible.

J'ajoute, avec le sociologue Edgard Morin, que – et c'est bien le cas dans ce drame de la pédophilie en Belgique – pour continuer à vivre en société, surtout après un tel traumatisme, il faut pouvoir "créer par le pardon une rupture dans la chaîne de l'inhumanité". À toutes les victimes, à chacune en particulier, je voudrais pouvoir dire à quel point je suis moi-même blessé de leurs blessures.

Puisque je fais partie de cette institution où elles ont été broyées, j'ose demander pardon en espérant que quelques-unes d'entre elles seront un jour en mesure d'accueillir cette demande.

La réparation institutionnelle, quatrième chemin, passe encore à mes yeux par une interrogation fondamentale de l'Église catholique sur la sexualité. Et ce n'est pas vrai de dire que cela ne regarde qu'elle: la manière dont l'Église catholique parle de sexualité concerne la société; elle ne peut pas se dédouaner en disant que c'est réservé à son regard dans son institution: non! L'Église comme toute instance de la société a le droit

d'offrir sa réflexion éthique dans l'espace public. Encore faut-il que cette réflexion traduise vraiment la manière dont les chrétiens eux-mêmes vivent leur sexualité et que l'Église sur ce terrain-là tienne un discours confiant, un discours encourageant, qu'elle se réjouisse sincèrement d'autres regards que le sien.

Je veux vraiment insister sur ce point: même si la relation entre le discours sur la sexualité et la pédophilie n'est pas directe, on ne peut pas taire parfois certaines liaisons dangereuses entre les deux. Un discours trop pessimiste, trop culpabilisant comme un discours trop idéaliste et qui prône un sommet inaccessible peuvent entraîner de terribles dégâts.

Le philosophe Merleau-Ponty disait: "Si l'homme meurt au contact de l'absolu, alors, cet absolu, il vaut mieux ne jamais le fréquenter." C'est exactement là que des prêtres, parfois généreux - mais aussi des pères de famille, des frères, des oncles, des grands-pères -, prisonniers de ce discours irréaliste, se sont révélés d'une terrible immaturité sexuelle. Je sais que certains membres de l'Église officielle disent s'en inquiéter, qu'ils veulent mieux former les candidats au sacerdoce ou à la vie religieuse, qu'ils veulent s'interroger sur le mode de vie concret des prêtres.

Tant mieux! Mais, pour que ces bonnes intentions soient crédibles, et c'est la dernière réparation dont je voudrais vous parler, il faut encore se poser une question difficile, la plus déterminante à propos de la pédophilie dans l'Église et dont on a très peu parlé, celle de la relation entre la sexualité et le pouvoir sacré. Je veux dire que la réparation institutionnelle passe aussi et surtout par une interrogation sur l'ambiguïté du sacré dans le pouvoir du prêtre.

Permettez-moi de vous entraîner un bref moment sur ce terrain théologique. J'essayerai de ne pas jargonner. On n'y échappe pas si on veut s'engager sincèrement dans une démarche de prévention en profondeur.

Pour le dire en un mot, le pouvoir sacré qui accompagne le sacerdoce peut conduire à de terribles dérives. Comme me le confiait le père Jean-Yves Quéllec, qui m'a autorisé à vous faire part de ses propres paroles – Jean-Yves Quéllec est moine et prieur du monastère de Clerlande d'Ottignies-Louvain-la-Neuve: "Des hommes en manque peuvent combler ce manque de façon anarchique, violente et même criminelle, parce qu'on leur a tenu un discours de plénitude. Ils ne

voient pas ou ne veulent pas voir que Jésus lui-même a aboli la frontière entre le sacré et le profane. C'est ainsi que des êtres faibles, parfois peu équilibrés, mais très investis dans ce faux sacré et imbus du pouvoir qu'ils procurent s'en prennent à de plus faibles qu'eux, abusent d'eux en les enfermant, circonstance aggravante, dans la toile de leur autorité soi-disant spirituelle."

La petite Laura, dans ses mots à elle, avec le vocabulaire de son âge, a tout perçu. Elle exprime remarquablement cet abus de pouvoir, ce sentiment que le sacré permet tout. C'est ce qu'Albert Bastenier appelle très justement dans un remarquable numéro de *La Revue Nouvelle* "une pathologie de la fonction". Tant qu'on n'interrogera pas cette pathologie de la fonction, on n'ira pas jusqu'au bout des causes complexes de la pédophilie.

Pour être prêtre, vraiment prêtre – et la présidente a rappelé que je l'étais depuis 40 ans – il faut avoir suffisamment de profane en soi, suffisamment de laïcité en soi, afin d'échapper à l'ambiguïté du pouvoir sacré. "La prêtrise est d'abord un service et ce service, pour l'exercer aussi sereinement, aussi authentiquement que possible, il faut être capable de se tenir dans un au-delà du clan", comme le disait, dans un autre contexte, mon ami Roger Lallemand.

Cette expression est tout à fait juste: "être capable de se tenir dans un au-delà du clan". Pour le dire dans mes mots à moi: les prêtres ont besoin de distance dans l'appartenance, sinon ils sont en danger et ils mettent en danger parce qu'ils sont en danger.

Avant de terminer, je souhaiterais encore dire que la pédophilie dans l'Église – *La Revue Nouvelle* l'a montré très clairement – n'est pas un accident de parcours. Ce n'est pas un immense fait divers. Elle interroge fondamentalement une institution qui se trouve aujourd'hui "à la croisée des chemins", comme l'écrivaient il y a quelques semaines mes collègues de la faculté de théologie de l'UCL, notamment le doyen de la faculté de théologie. Et ces collègues d'indiquer très pertinemment que l'attitude des autorités ecclésiales dans les affaires qui nous secouent aujourd'hui montre – je les cite – "le symptôme d'un divorce profond entre une partie influente de l'Église catholique et nos sociétés".

L'archevêque de Poitiers, Mgr Rouet, ne dit pas autre chose quand il affirme que "si l'Église ne cherche pas avec le monde un accord commun de sens, elle ne se parlera plus qu'à elle-même".

C'est peut-être, à travers ce terrible drame de la pédophilie, la seule chose qui me donne espoir: l'Église, sous peine de se marginaliser plus encore, devra se mettre davantage à l'écoute des autres manières de penser, admettre que sa vérité est partielle et considérer que la liberté de conscience, un acquis fondamental de la culture contemporaine, doit aussi devenir une pierre angulaire dans l'Église elle-même.

Je m'en voudrais de terminer sans revenir à Laura dont l'histoire – vous l'avez compris – m'a beaucoup marqué et, à travers elle, à celles et ceux qui m'ont invité à faire quelques pas avec eux.

À la dernière page de son récit, Laura écrit: "Je rêve, je rêve d'être une femme qui respire la paix et la bonté. Une femme qui, humblement, sans faire la morale, peut représenter un souffle d'espoir. Rien n'est jamais perdu. Chaque jour peut apporter quelque chose de neuf.

Le seul vrai miracle réside dans notre capacité à rebondir."

Merci Laura et merci à vous.

La **présidente**: Je remercie M. Ringlet pour ce témoignage poignant mais aussi pour avoir redonné la voix à de nombreuses victimes, comme d'autres l'ont déjà fait dans notre commission, à Laura et derrière Laura à des dizaines d'autres. Au nom de la commission, je peux dire que nous avons entendu le message de Laura et des victimes à travers vous, nous avons entendu ses souffrances, ses réflexions et ses espoirs, puisqu'il y a tout de même une note d'espoir à la fin de votre témoignage.

Ce qui m'a également frappé, c'est qu'il y avait énormément de noms de femmes, alors que dans d'autres témoignages, c'était surtout des victimes masculines qui étaient citées. On voit donc également l'ampleur du problème du côté des femmes, chez qui on a recueilli beaucoup moins de témoignages. Ce que je souhaite, c'est que votre message en ces lieux ait été entendu également par la hiérarchie. C'est un message important, surtout de la part d'une personne qui fait partie de l'Église. C'est la réflexion d'un croyant, partie intégrante de l'institution et qui lance un message à l'intention de sa hiérarchie, message qui, je l'espère, sera entendu. En tout cas, nous le reprendrons dans nos travaux.

Je voulais vous remercier également pour les réflexions et les propositions constructives que

vous avez énoncées à la fin.

Nous avons entendu des mots forts, des témoignages forts. Il était important que cette commission vous entende. À présent, je vais donner la parole aux membres de la commission qui la demandent, à commencer par Mme Marghem.

**Marie-Christine Marghem (MR)**: Madame la présidente, je voudrais d'abord remercier l'orateur, car il est bien question de cela, pour le témoignage autant précis que profond qu'il nous a livré après avoir entendu, longuement j'imagine, trente-sept victimes. Il nous a parlé de cinq propositions auxquelles il souhaiterait qu'on réfléchisse, dans cette commission et sans doute ailleurs, car cette commission est aussi une sorte d'amplificateur de ce à quoi il faut réfléchir dans cette problématique.

Monsieur Ringlet, je voudrais reprendre vos cinq propositions et vous dire qu'il n'est pas question que j'instrumentalise votre discours en disant: "Nous y pensons depuis longtemps, c'est cela qu'il faut faire." Il est vrai que je suis assez impressionnée de constater que nous parcourons les mêmes chemins depuis toutes ces semaines, en tout cas pour les quatre premières d'entre elles. Tous autant que nous sommes, nous avons interpellé l'Église et d'autres intervenants sur le travail de mémoire, sur l'indemnisation, sur le pardon de chair et d'os, pas un pardon du bout des lèvres et formel, et pour certains d'entre nous, sur le problème de la sexualité dans l'Église.

Ce qui m'a interpellé dans votre témoignage, c'est le cinquième point. Je vous cite: "L'ambiguïté du sacré dans le pouvoir du prêtre". Vous dites que c'est précisément le pouvoir de l'abuseur qui doit être interrogé car, dans ce cas-ci, il est sacré. Vous savez que notre commission s'intéresse aussi largement à d'autres domaines où le sacré n'est pas nécessairement présent puisque nous avons eu connaissance, par le biais d'experts, d'abus sexuels dans le domaine du sport ou par le biais d'autres témoignages, d'abus sexuels dans le cadre de l'école, sachant que l'école s'est laïcisée profondément et que les enseignants ne sont plus des prêtres. Il y a un lien qui nous paraît peut-être trop évident entre tous ces abuseurs. On peut mettre en parallèle – cela nous a été dit par l'ASBL SOS Inceste – l'abus commis par un prêtre et l'abus commis par un parent ascendant.

Je voudrais que vous nous en disiez plus sur cette connexion dangereuse entre le sacré du pouvoir du prêtre qui mène à ces dérives et à ce que vous

avez dit dans la bouche de Roger Lallemand, à savoir que les prêtres ont besoin d'une Église qui dialogue avec la société. D'aucuns parmi nous l'ont dit également et je voudrais que vous vous exprimiez là-dessus. Vous avez également dit que les prêtres devaient être au-delà du clan, c'est-à-dire qu'ils doivent prendre la distance nécessaire par rapport à l'institution dont ils sont membres, d'où ils sont issus, à qui ils doivent tout, pour pouvoir réfléchir comme des personnes équilibrées dans leur sacerdoce.

La **présidente**: Comme nous en avons pris l'habitude, monsieur Ringlet, nous vous proposons d'entendre les questions des différents membres. Les deux secrétaires de commission sont chargés d'en prendre note pour vous les transmettre afin que vous puissiez les organiser et y répondre.

**Valérie Déom** (PS): Madame la présidente, à mon tour, je voudrais remercier très sincèrement M. Ringlet pour son témoignage et m'associer aux propos que vous avez tenus, madame la présidente.

Monsieur Ringlet, vous vous êtes exprimé sur le sujet dans un certain nombre d'articles et dans la presse. Vous parlez très clairement de cette loi du silence qui interpelle au premier chef notre commission. Vous parlez du poids du silence ecclésial qui constitue la ligne de force de tous les témoignages. J'aurais d'ailleurs souhaité vous entendre vous exprimer un peu plus à ce sujet.

Pensez-vous que ce silence relève de la culture de l'Église? Relève-t-il également d'un tabou social? En effet, Laura s'est manifestement confiée à des hommes et à des femmes d'Église, mais aussi à des profanes – dirais-je. Existe-t-il un tabou social? Est-ce le résultat de la structure interne de l'Église qui offre finalement – on en a eu la démonstration lors des auditions – énormément d'autonomie aux évêques, les laissant seuls maîtres de leur diocèse? Bref, ce phénomène est-il culturel ou structurel ou un peu des deux?

Dans votre première piste de réflexion, vous avez fait référence à l'importance de l'histoire et du travail de mémoire et vous avez parlé d'écrire l'histoire de l'occultation. À cette occasion, vous avez dit: "Une partie des sources existe." Pouvez-vous nous donner plus d'informations à ce sujet?

Ma deuxième question s'inscrit dans la droite ligne de la constatation de la loi du silence. Ainsi, à travers votre analyse, où placez-vous et quelles sont les éventuelles limites du secret de la

confession en cas de crimes aussi graves, voire du secret professionnel des prêtres si l'on considère qu'il existe un secret professionnel? Il est ici question de recentrer la problématique du secret de la confession, du secret professionnel dans le cadre de votre analyse de cette loi du silence.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik wil de heer Ringlet op mijn beurt danken voor zijn indrukwekkend betoog, indrukwekkend door de menselijkheid vanzelfsprekend, maar ook omdat hij een stuk verder gaat dan we tot nu toe gewoon zijn geweest.

Hij blijft niet steken bij het verleden, al geeft hij daar vanzelfsprekend ruime aandacht aan, maar geeft eigenlijk impliciet toe dat er een soort – ik durf het woord nauwelijks te gebruiken – immanent probleem is, een probleem waaraan niet te ontsnappen valt. Mijn vraag is juist om dat te expliciteren. Het gaat om een soort determinatie waarbij – ik ga gewoon door op uw redenering en het staat u natuurlijk geheel en al vrij om mij tegen te spreken – u eigenlijk, zonder dat met zoveel woorden en als dusdanig te zeggen, een soort recidive aankondigt. U zegt: "Het zit in het systeem ingebakken." U heeft het letterlijk – ik heb het beluisterd in het Frans en ik zal u daarom ook citeren in het Frans – over "des hommes en manque", wat dus per definitie gevaarlijke mensen zijn. U heeft het ook over – dat heb ik in het Nederlands opgeschreven en dat zal ik dus in het Nederlands citeren – de pathologie van de functie. Ik zou het kwaadwillig kunnen omdraaien en zeggen dat ze er bijgevolg niet aan kunnen doen, want het heeft te maken met hun functie. Ik neem echter aan dat u die piste niet genegen zult zijn. U zegt echter wel dat als de Kerk daar niets aan doet, men in dit soort systeem zal blijven plakken. *Les hommes en manque* belijden dan immers hun seksualiteit op een anarchistische, gewelddadige of andere, in elk geval foute wijze. Het enige wat u dan zegt als hulp is dat de priesters dan maar zo slim moeten zijn om afstand te nemen van hun eigen clan, wat betekent: er is een reglement voor priesters, maar ze volgen dat beter niet, want men ziet wat ervan komt. Dit leidt tot de aberraties en gruweldaden die we hebben gekend.

De eerste vraag is of u dit discours dat ik nu heb opgehangen en heb proberen te verduidelijken, effectief volgt. Dat heeft immers ontzettende consequenties. Ten tweede, daaraan gekoppeld, als ik u inderdaad juist heb begrepen, wat is dan de oplossing? Ik weet dat u iemand bent met grote intellectuele vermogens, in die zin dat u zich ook kunt voorstellen de plaats van iemand anders in te

nemen. Stelt u zich even in de plaats van deze commissie die met name de opdracht heeft te voorkomen dat dit soort dingen gebeuren in de toekomst, terwijl u tegelijk dit soort discours ophangt over de pathologie van de functie.

Als ik heel primair – ik herhaal heel primair – redeneer, is de logische consequentie dat men de functie moet verbieden. Voor alle duidelijkheid, ik vind dat niet. Het hoort er namelijk bij. Het is inherente pathologie. Wat moet een commissie als de onze – gesteld dat u erin zat – formuleren als aanbeveling om te voorkomen dat dit in de toekomst nog zou gebeuren?

**Olivier Deleuze** (Ecolo-Groen!): Monsieur Ringlet, je vous remercie.

Mes deux questions sont les suivantes. Premièrement, on a constaté que l'Église, depuis le début des années 1990, a institué, ou voulu instituer, en son sein, un lieu d'écoute, des commissions pour entendre les victimes. En septembre 2010 encore, Mgr Léonard faisait l'annonce de la création d'une troisième commission interne au sein de l'Église. On a constaté aussi, phénomène parallèle, que certains témoignages livrés à cette occasion, n'avaient pas été transmis aux autorités judiciaires, que ce soit via ces commissions ou, comme on a pu l'entendre entre autres au début de cette semaine, dans certaines congrégations.

J'aimerais bien avoir votre avis sur cette propension, ce désir ou cette pratique de l'Église catholique, de constituer en son sein des lieux où les victimes peuvent venir témoigner de ce qu'elles ont subi à l'intérieur même de l'institution et qui était une des raisons pour lesquelles cette commission a été instituée.

Deuxièmement, vous avez vu l'intitulé de notre commission qui traite d'abus sexuels et de cas de pédophilie dans des relations d'autorité, particulièrement dans l'Église. Il me semblait qu'il y avait quelque chose de particulier à l'Église et vous l'avez formulé dans vos termes. Evidemment, les cinq recommandations ou les cinq conseils que vous donnez s'adressent à l'Église. Notre travail est différent et pose les questions de savoir quels amendements législatifs ou quelle organisation différente de l'administration publique, etc., seraient nécessaires. Mais, à votre estime, y a-t-il dans la société d'autres lieux qui potentiellement, avec la même force et sur la base d'arguments aussi puissants que le sacré, etc., seraient susceptibles d'avoir connu en leur sein des faits de cette

importance, pendant toutes ces années et que nous n'en sachions rien?

**Christian Brotcorne** (cdH): Monsieur Ringlet, merci pour ce témoignage que je considère réconfortant à titre personnel, qui montre qu'une autre Église est possible et même qu'une autre Église existe. Je n'irai pas plus loin dans la formulation de ce qui est peut-être un avis personnel.

Dans votre réflexion sur la réparation attendue des victimes, d'après ce qu'elles vous ont confié, vous nous avez amené des éléments utiles et intéressants, parfois inédits. Par contre, je n'ai pas entendu une seule fois dans votre intervention un mot qui est pourtant revenu à plusieurs reprises dans le chef des victimes, c'est le mot "sanction" ou "condamnation". Est-ce un élément sur lequel vous ne voulez pas vous prononcer parce que vous n'en avez pas eu l'occasion à partir des témoignages que vous avez reçus? Est-ce parce que vous n'êtes pas un spécialiste de la chose que vous ne vous risquez pas sur le sujet? Cela tient-il à la nature même de ce que vous avez entendu?

Cette sanction n'est-elle pas néanmoins importante, qu'elle soit prise au sein de l'institution, en fonction de ses règles ou qu'elle soit établie à l'extérieur de l'institution, par exemple par le pouvoir judiciaire? Y a-t-il une raison pour laquelle vous n'avez pas employé le terme de "sanction"?

**Bruno Valkeniers** (VB): Mijnheer Ringlet, ik zou even willen doorgaan op wat de heer Bracke pathologie heeft genoemd of als pathologie heeft vertaald.

U hebt het er niet over gehad, maar hebt u ook niet de indruk of de wetenschap – het is een vraag – dat er toch wel duizenden religieuzen zijn die wél afstand hebben genomen van de functie en van het sacrale van de functie en die zich wél goed hebben gedragen en gedurende eeuwen de maatschappij evenwichtig hebben gediend en gedragen?

Zij bestaan, net zoals er zovele ouders, nonkels en tantes, leraren en sportverantwoordelijken zijn die zich niet aan misdrijven hebben schuldig gemaakt en die met veel liefde – een woord dat ik in deze situatie met enige schroom gebruik – met kinderen omgaan.

Waar plaatst u die religieuzen in uw analyse?

**Raf Terwingen** (CD&V): Professor, ik heb niet de hele uiteenzetting kunnen volgen, waarvoor mijn excuses. Ik heb echter begrepen dat u in de loop der jaren toch wel een veertigtal slachtoffers hebt gehoord. Ik sta erop om telkens terug te grijpen naar de taak van onze commissie, zoals ik ze lees in het voorstel tot oprichting van de commissie. Daarin staat onder andere dat wij moeten nagaan waarom de slachtoffers na zoveel jaar nu zouden hebben beslist om over dat misbruik te spreken. Dat is een van onze opdrachten. Wij moeten ook kijken welke factoren ervoor hebben gezorgd dat de slachtoffers zich niet eerder hebben gemeld. Dat is volgens mij de concrete taak van onze commissie in het kader van het kerkelijke verhaal.

Ik verneem dat u zelf een veertigtal slachtoffers hebt gesproken en hun een luisterend oor hebt geboden. Ik denk dat u per definitie nog eens kunt schetsen wat de oorzaak is. Wat is er met die dossiers gebeurd? Zijn die mensen naar Justitie gegaan? Heeft dat al dan niet een vervolg gehad? Hebt u zelf of hebben die mensen via andere wegen de kerkelijke overheden, de bisschoppen en dergelijke meer, daarvan op de hoogte gebracht? Het is ook onze taak om te kijken hoe een en ander in de toekomst moet worden vermeden. Wat is uw bevinding in die concrete dossiers? Welke weg hebben die meldingen afgelegd bij de politionele en gerechtelijke diensten, maar ook bij de kerkelijke overheid?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer Ringlet, u zegt – ik kan dat volkomen begrijpen – dat slachtoffers in eerste instantie nood hebben, niet aan allerlei excuses en voorwendsels die hun worden voorgehouden om aan te tonen waarom ze eventueel zelf in de fout zijn gegaan, waar zij in gebreke zijn geweest en dat de Kerk het niet had kunnen weten, maar aan erkenning van de problematiek en aan oprechte verontschuldigen voor wat hen is overkomen, niet alleen uit de mond van de dader, maar ook van de Kerk en de religieuze ordes in het algemeen.

U zegt dat dat een eerste weg naar herstel van het slachtoffer is. Ik neem aan dat die weg daarmee niet is gesloten.

U zegt dat de Kerk en de religieuze ordes, los van hun juridische aansprakelijkheid, toch initiatief moeten nemen naar verder herstel van de slachtoffers. Wat bedoelt u daarmee concreet? Hoe ziet u dat in de praktijk uitgewerkt?

La **présidente**: Je voudrais vous poser deux questions complémentaires. Pensez-vous que les autorités ecclésiastiques, tant en Belgique qu'à

l'étranger, ont été soumises à des ordres, à une conviction de Rome qu'il fallait gérer cela "en famille", pas à l'extérieur, et que des messages ont été passés à nos évêques?

Sans trahir les témoins qui sont venus à vous, les cas dont vous parlez sont-ils anciens ou récents?

Nous allons suspendre la séance quelques instants.

*La réunion publique de commission est suspendue de 13.43 heures à 13.57 heures.  
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 13.43 uur tot 13.57 uur.*

La **présidente**: Nous reprenons nos travaux. Nous allons attendre que chacun revienne. Comme les parlementaires ont posé leurs questions, il est bon qu'ils entendent les réponses.

**Gabriel Ringlet** : Une question est revenue sous plusieurs formes à travers vos différentes interrogations. Je le comprends très bien. Il s'agit de ma dernière piste: la relation entre le prêtre et le sacré.

J'ai vraiment la conviction que même si dans d'autres relations d'autorité, comme par exemple un parent tout proche qui serait en cause, donc dans une relation familiale, cela peut-être évidemment une circonstance aggravante et bouleversante pour la victime, il y a dans la relation d'autorité dans l'Église quelque chose de tout à fait particulier. Je ne pense pas qu'un papa qui abuse de son enfant lui parle d'abord d'évangile.

Ma réflexion est peut-être brutale mais cela se recoupe dans tous les témoignages. C'est limpide dans l'histoire que me raconte Laura. Ce curé, pendant plus d'un an, l'a vraiment mise dans une toile spirituelle où elle se sentait très bien. Elle était très régulièrement à l'église. Elle sentait en elle des aspirations religieuses et elle voulait vivre l'évangile dans sa vie. Elle se sentait une petite fille un peu seule. Des tas d'éléments jouent. Elle appréciait beaucoup cette relation au départ. C'était extrêmement positif.

De fil en aiguille, c'est devenu de plus en plus grave, jusqu'à un abus qui a duré pendant des années et des années dont elle n'arrivait plus à se dépêtrer car le spirituel et le sexuel se mélangeaient constamment.

Il m'étonnerait, mais je ne suis pas expert, que dans d'autres types de relation à l'école ou dans le

domaine sportif ce soit un même type de relation d'autorité. Il me semble qu'il y a là – et cela me fait mal de devoir le dire – quelque chose de particulier à creuser et qui est, à mes yeux, une circonstance aggravante.

Je joins les deux réflexions ou les deux questions. C'est une raison de plus pour avoir dans l'Église mais aussi dans la société une réflexion fondamentale sur le sens du sacré.

Mon problème à moi n'est pas de "bazarder" le sacré mais d'éliminer le "faux sacré"! Le grand danger, c'est que le sacré sépare: il y a le sacré et le profane. Trop souvent, on situe – et on y est revenu au cours de ces dernières décennies – le prêtre du côté du sacré, comme s'il était en surplomb par rapport à la vie de tous les jours. On en fait d'ailleurs un être séparé: il s'habille autrement; il ne fonde pas une famille; il n'a pas de vie amoureuse et il a une relation d'autorité qui n'est pas celle que l'on a dans une entreprise habituelle. Ce sont tous des éléments de séparation. Pour pouvoir aborder la vie profane concrète de tous les jours quand on est mis à part de cette manière, croyez-moi, il faut un équilibre très supérieur à la moyenne! Ce qui m'oblige à aller jusqu'au fond, c'est que ce prêtre qui se revendique de l'Évangile n'a manifestement pas compris que Jésus, lui-même, est venu abolir cette fausse frontière car la conception positive du sacré, c'est de considérer que c'est le profane qui est grand et qu'il faut l'habiter avec une telle intensité qu'il devienne sacré.

Je ne veux pas vous conduire trop loin sur des terrains théologiques mais je pense qu'il y a du côté du sacré – et c'est vrai pour toutes les religions et tout au long de l'histoire – un risque de déviance.

C'est bien pourquoi - je le dis absolument sérieusement car certains pourraient croire que c'est une projection de ma part – je pense que pour être, au sens noble, un véritable homme du sacré, le prêtre doit être très profane. Il ne doit pas du tout être un être séparé. Il doit si possible avoir un métier comme tout le monde. Il doit se comporter comme tout le monde dans la société civile. Il doit être aussi éloigné que possible de ce faux sacré pour non pas du tout se laïciser au sens péjoratif du terme, mais au contraire pour mieux asseoir sa propre vocation.

Donc, la question que je pose – mais je suis tout le temps à la frontière – c'est à la fois une question que je dois poser à mon Église parce que c'est elle qui forme les futurs prêtres et c'est à

elle de s'interroger sur cette question fondamentale mais, en même temps quand on voit que cette question a de telles retombées sur la société civile, la société est aussi concernée par ceux qui s'engagent dans cette conception du sacré.

N'hésitez pas à m'interrompre.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Quid alors des conclusions à tirer sur le plan de la formation des prêtres et du choix de ces derniers au moment où ils se destinent à ce sacerdoce?

**Gabriel Ringlet:** Votre question va me permettre de répondre à une question de M. Valkeniers.

En la matière, j'ai adopté le point de vue selon lequel il ne faut jamais fuir la réalité. Je ne supporte pas que l'Église dise qu'il y a de la pédophilie ailleurs. Ce n'est pas mon problème, dans le débat qui est le nôtre, aujourd'hui! Oui, mais 95 % des prêtres se conduisent très bien! J'en suis convaincu! Le problème n'est pas là. Le problème, c'est les 5 % des prêtres qui peuvent faire de terribles dégâts. C'est donc par méthode, mais aussi par hygiène personnelle, que j'estime, même s'il y a des choses formidables, j'en suis convaincu, qui sont réalisées – Dieu soit loué! –, que l'on doit se concentrer sur les situations extrêmes qui conduisent aux déviances que nous avons connues. On ne saurait donc être assez prudent en matière de formation des jeunes, des religieux et des prêtres et faire en sorte qu'ils soient confrontés aux profanes, dès le départ. Ce n'est pas par hasard que j'ai cité le père Jean-Yves Quellec qui travaille beaucoup sur cette question.

Pour ma part, je constate qu'aujourd'hui, dans de grandes abbayes, comme celle de Chimay ou de Clerlande, un travail énorme est fourni. En effet, la tâche est encore plus difficile pour ces abbayes puisque des moines, des religieux vivent continuellement sous le même toit, en principe durant toute leur vie. Vous vous imaginez l'équilibre qu'on leur demande d'avoir. C'est la raison pour laquelle ils travaillent beaucoup sur ces questions. J'ai connu des pères-abbés qui, quand ils avaient un candidat dont ils estimaient que la vocation était solide, l'envoyaient, tout d'abord, trois ans à Paris pour qu'il puisse vivre la vie d'étudiant.

Pour ce qui me concerne, j'ai eu la chance de ne jamais connaître une vie de séminaire séparé, d'avoir une vie d'étudiant normal, du début à la fin. On doit revenir à cela. En effet, le grand danger,

c'est d'être prisonnier du clan. Je dirais que certains prêtres sont malades de leur Église parce qu'ils n'ont qu'elle. Ce n'est pas de l'ironie de ma part. On a besoin de diversifier ses appartenances pour vivre sa vocation de manière équilibrée. Une vocation, c'est toujours sur le fil. Il faut donc être très solide intérieurement et l'institution doit y veiller. Je pense qu'en enfermant les gens dans une sorte de pouvoir ambigu qui est le pouvoir sur les âmes, il y a eu des dérapages.

**Bruno Valkeniers (VB):** Mijnheer Ringlet, ik ben het met u eens dat wij ons klaar en duidelijk moeten concentreren op de uitwassen. Daar moet de onderste steen bovenkomen. Niemand zal daaraan twijfelen. Mijn vraag was echter in een andere zin bedoeld. U hebt het over vijf voorstellen. Uw vijfde voorstel is zeer verregaand voor de Kerk. Het kan geïnspireerd zijn vanuit de ervaring van degenen die zich misdragen hebben, maar mijn vraag was: waar plaatst u al degenen, 90, 95 of 99 %, die zich niet misdragen hebben? Waar plaatst u die in dat schema?

**Gabriel Ringlet:** Je me réjouis qu'il y ait une grande majorité de mes confrères qui, dans la vie de tous les jours, se comportent de manière ouverte et qui ne sont pas des pédophiles en puissance. Ce serait la fin du monde, ce serait dramatique, il faudrait que cette institution ferme dans l'heure! Cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Beaucoup de gens, y compris parmi mes confrères, ont été capables eux-mêmes de prendre leurs distances, de vivre d'autant mieux leur vocation qu'ils avaient suffisamment d'autres engagements et une vision plus complète des choses. Nous en sommes tout à fait convaincus, je pourrais vous en donner de multiples exemples.

Ce devant quoi nous nous sommes trouvés, ce n'est pas de temps en temps une petite exception, mais c'est quand même significatif, pendant toute une période et de manière récurrente, même si les pourcentages ne sont pas énormes. C'est inquiétant, il y a là un élément structurel sur lequel nous devons absolument nous interroger. Refuser de travailler sur cet élément structurel, c'est rester au milieu du gué.

Première partie, j'y reviendrai, il y a bien sûr les condamnations. Deuxième partie, il y a bien sûr la reconnaissance, reconnaître qu'on a voulu sauvegarder l'institution, et ainsi de suite. Tout cela, c'est très bien, mais il faut aller plus loin. Il faut se demander très en profondeur quelle est la situation du prêtre dans la société.

Si moi-même j'ai mis un tel accent dans ma dernière partie, c'est parce que je trouve que l'Église est en train de filer un très mauvais coton sur ce plan depuis quelques décennies. Je fais partie d'une génération qui n'a pas été confrontée à cela, parce que nous étions beaucoup plus naturellement laïques, y compris au séminaire. Quand vous regardez certaines évolutions récentes, je vous assure que de jeunes prêtres investis de ce faux sacré sont parmi nous et que c'est dangereux. Je ne peux pas être plus clair, je crois.

La loi du silence est-elle une culture propre à l'Église, un tabou social?

Comment peut-on distinguer les choses? J'ai quand même apporté une partie de réponse dans mon exposé en racontant l'histoire de la petite Laura, parce que je trouve cela très, très, très clair. J'ai essayé d'être humble. Je ne sais pas ce que j'aurais fait si j'avais été un curé de l'époque.

En effet, elle en parle avec beaucoup de délicatesse. Elle décrit, pendant des pages, le fait que ce soit terrible pour elle, à 12, 13 ou 14 ans, de demander rendez-vous au doyen du doyenné, d'aller voir l'aumônier voisin, apprendre qu'il y a un prêtre dans le collège de la petite ville qui pourrait peut-être l'entendre, etc. Vous rendez-vous compte qu'elle a fait six démarches. "Elle a été, chaque fois, bien reçue", dit-elle dans son texte. Mais elle entendit aussi chaque fois comme réponse "Que veux-tu que l'on fasse?" "On n'oserait pas aller à l'évêché!" "Il faut bien que tu règles cela toi-même!"

C'est ce que j'ai pointé du doigt et que j'ai appelé "la terrible emprise d'une institution sur les consciences". Le fait qu'il se soit trouvé des prêtres, sans doute généreux, qui étaient tellement pris dans cette relation par rapport à un système Église qu'il ne leur venait même pas à l'idée de se rendre à toute vitesse à l'évêché pour dénoncer ce que vivait la petite Laura, cela doit terriblement nous faire réfléchir.

Cela a une retombée sur la société globale, car ce n'est pas qu'une affaire de prêtre. De nombreux parents, qui avaient connaissance du même genre de témoignage, ne permettaient pas à leur enfant d'aller plus loin, soit ne parvenaient pas à le croire, soit ne permettaient pas à leur enfant de le dire en d'autres lieux et ne dénonçaient pas eux-mêmes. Cela signifie aussi que c'est la société tout entière qui s'est tue, mais une société qui était souvent, sans doute, sous l'emprise de cette institution-là. Où mettre la frontière entre ce qui est propre à

l'institution Église et ce qui relevait de la société tout entière?

J'ajouterai que, lorsque nous sommes très marqués dans nos affections et surtout chez nos proches par des faits aussi terribles, nous avons une tendance naturelle à le camoufler. Mettez-vous-même en dehors de toute perspective d'Église, si l'un des miens fait des choses terribles, ce n'est pas si simple à dévoiler! C'est toute la famille qui parfois s'écroule et donc, la tentation à camoufler est très grande. Cela rend d'autant plus difficile la situation des victimes qui, ne l'oublions pas, bien souvent, n'étaient même pas crues tout simplement.

La **présidente**: Vous parlez du système de l'époque. Nous l'avons analysé. Dans votre exposé, vous dites aussi que l'Église n'a pas vraiment évolué. Elle a peut-être évolué dans la société, car son emprise sur celle-ci a diminué: il y a moins d'écoles, d'internats qui dépendent de l'Église, elle a moins de responsabilités sociétales aujourd'hui. Mais, en même temps, vous nous démontrez que le système n'a pas évolué en tant que tel et qu'il y a beaucoup de questionnements. Est-ce que le danger, malgré la diminution des responsabilités de l'Église dans la société, de camouflage est encore présent aujourd'hui?

Mme Déom voulait aussi rebondir suite à votre intervention.

**Valérie Déom (PS)**: Je voudrais parler de la structure interne de l'Église et de l'autonomie des évêques. Cette phrase vous a été relatée par Laura et via d'autres témoignages: "On ne peut rien faire pour vous". Nous avons aussi recueilli ce type de témoignages via des associations. Non seulement les évêques ont une autonomie très grande sur leur territoire, mais en plus, manifestement, ils ne pouvaient rien faire. La structure interne, la manière dont l'Église est organisée, peut-elle expliquer également ce poids du silence, cette loi du silence?

**Gabriel Ringlet**: Les deux questions se rejoignent. Si vous m'autorisez à regarder vers l'avenir, je pense, peut-être sous le coup de tout ce qui vient de se passer, de ce qui vient d'être révélé, que jamais plus les choses ne pourront être comme avant.

Pourquoi? Premier élément, très important: la mise à plat. On y reviendra, j'ai des choses à dire à propos de ces études historiques, de ces documents à réunir, et ainsi de suite. On n'y échappera pas. Cela se fera.

Deuxièmement, j'anticipe déjà l'une ou l'autre réponse, le fait que la parole se soit ouverte est une chance exceptionnelle. J'ai vécu cela deux fois. J'ai accompagné les parents de Julie et Mélissa pendant trois ans. J'ai vu une première vague, qui n'était pas nécessairement liée à l'Église, de révélations de victimes qui parlaient pour la première fois. Nous venons d'assister à un deuxième tsunami, très important, qui fait qu'on ne pourra pas taire cela.

L'élément qui me donne le plus d'espoir, c'est que, quand on parle de l'Église, on emploie un mot qui veut dire plusieurs choses à la fois. Je suis très frappé de l'évolution et de la maturité d'un certain nombre de mouvements, de communautés, de prises de positions.

Je trouve qu'on en parle très peu. Si je m'en tiens aux seuls témoignages – on ne parle plus de victimes ici – de nombre de doyennés et des paroisses qui m'écrivent, et qui font signe, je pense que l'on serait très surpris.

Ce n'est pas mon rôle mais, si je me trouvais à la place des responsables de l'Église aujourd'hui, je convoquerais un grand synode de l'Église de Belgique, tous évêchés confondus, organisé fondamentalement par les laïcs - au sens de non-prêtres – qui en prendraient l'initiative et le pilotage, pour qu'il y ait, sur tout ce dont nous débattons ici, un très grand débat d'Église en toute transparence. Je voudrais aussi que les autres religions et courants philosophiques soient invités comme observateurs pour qu'on montre vraiment que l'on ose étudier les questions jusqu'au bout. Je ne prétends pas avoir raison tout seul. Je ne prétends même pas que seuls mes arguments doivent être pris en compte. Je suis tout à fait prêt à en entendre d'autres mais qu'au moins, le débat existe.

Enfin, dernier élément pour répondre à votre question relative au danger de camouflage aujourd'hui. Si j'étais, encore une fois, à la place des responsables, je trouve qu'il y a urgence à combler le fossé – je l'ai dit à travers le témoignage des théologiens de Louvain qui disent la même chose - entre l'Église et la société civile. Ce fossé qui s'agrandit est très mauvais, non seulement pour l'Église mais pour la société civile. Une société civile, un État, ne se grandit et n'est dynamique que si ses composantes sont saines. L'État n'a pas du tout avantage à ce que l'Église s'écroule, si je peux me le permettre. Il a avantage à ce qu'elle se redresse, à ce qu'elle s'ouvre, à ce qu'elle travaille à ces questions pour que les

retombées soient positives pour l'État lui-même. Mais je reconnais qu'il y a beaucoup de travail.

Vous me demandiez également – je ne sais plus qui a posé la question, c'est encore Mme Déom - ce qu'il en était pour cette étude historique et pour les sources. Une partie des sources existe sur le plan international. Vous allez recevoir, je pense, des témoins qui viennent des États-Unis. Beaucoup de choses ont été faites de ce côté-là. Il y a beaucoup de travaux qui ont été faits en Irlande, en Autriche et en Allemagne mais – et c'est tout à fait par hasard – il se fait qu'il y a quinze jours à Paris, à ma grande surprise, j'ai reçu une démarche de chercheurs du CNRS, le Centre national de la Recherche scientifique équivalent au FNRS belge. Dans ce CNRS, il y a une commission Église-société-laïcité absolument remarquable, composée de très grands chercheurs internationaux.

Cette commission s'intéresse et trouve qu'il y a un travail de recherche fondamental à faire en matière de pédophilie, un travail comparatif.

Plusieurs des chercheurs qui m'ont remis un document très stimulant disent: "nous devrions travailler sur l'Irlande, la France, la Belgique, la Hollande, l'Allemagne de manière comparative. Nous avons une partie de sources mais nous voudrions beaucoup enquêter – cela prendrait 2 ou 3 ans –, nous voudrions rencontrer non seulement des victimes mais des abuseurs et des responsables, pour essayer d'apporter un certain nombre de réponses sur ce dossier".

Quand je dis qu'il y a du travail en profondeur à faire, ceci pourrait être une recommandation.

La question que me posaient ces chercheurs, vous l'avez compris, c'est de savoir qui va financer. Le Fonds national de la recherche scientifique est prêt à financer leur traitement mais il faut qu'il y ait des budgets de recherche qui permettent de creuser ces questions. C'est là que j'ai proposé – mais c'est à discuter – qu'indépendamment d'indemnités individuelles, il y a peut-être de l'argent à consacrer à des recherches de cette nature. Cela c'est pour les sources.

Vous m'avez posé une question qui est sans doute la plus difficile de cet après-midi, le secret de la confession.

Si un abuseur vient me voir et me fait aveu de sa faute – et ceci ne vaut pas que pour la pédophilie - ...

Si vous assistiez à mes célébrations dans mon prieuré, je dis toujours que la démarche sacramentelle de la confession n'est jamais un automatisme et que ce geste ne veut rien dire s'il n'y a pas réparation. C'est dans la mesure où les faits qui sont avoués trouvent réparation qu'il y a absolution. Pardonnez-moi mais c'est vous qui m'avez posé la question, donc j'y réponds.

Si un abuseur vient me trouver, je lui dirai qu'il doit réparer et se dénoncer, bien entendu. Je l'accompagnerais s'il le faut. S'il refuse, la question est, là, extrêmement difficile. Ma réponse est que, si je sais à partir de son témoignage, - que l'on peut appeler confession mais qui ne l'est pas tant qu'il n'y a pas d'absolution -, qu'il peut récidiver et si j'ai l'intime conviction qu'il peut mettre quelqu'un en danger, je pense que j'ai le devoir de considérer qu'ici nous ne sommes plus dans le sacrement et que, moi, je dois pouvoir annoncer qu'il y a là quelqu'un de dangereux qui doit être arrêté ou maîtrisé en tout cas.

**La présidente:** C'est une bonne information. Vous êtes le premier à être aussi clair par rapport au secret de la confession. C'est pour cela que je voudrais l'entendre répéter.

**Gabriel Ringlet:** Je vais devoir aller me confesser chez les évêques après!

**La présidente:** Les évêques nous ont dit qu'ils confessaient très peu les prêtres! En tout cas, c'est ce qu'ils nous ont dit ici.

**Gabriel Ringlet:** Je suis rassuré!

**La présidente:** Ils faisaient la séparation entre le lieu où cela se passe; le secret de la confession, cela doit se passer dans le confessionnal. Ce n'est pas un secret professionnel mais c'est absolu quand cela se passe dans le confessionnal.

Vous nous dites qu'il n'est absolu que si vous donnez l'absolution. C'est là que vous mettez la distance. Vous ne donneriez pas l'absolution si vous pensez effectivement qu'il y a un danger pour autrui, si j'ai bien compris le principe.

**Gabriel Ringlet:** C'est compliqué et cela demanderait une demi-heure d'exposé théologique. Je ne crois pas à cette distinction matérielle au sujet du confessionnal. Tous les prêtres savent bien qu'ils peuvent rencontrer dans leur bureau des personnes qui veulent entrer dans cette démarche spirituelle. Le confessionnal n'est

pas un lieu sacré. Voilà le faux sacré! C'est de croire que la boîte ferait en sorte que... Pas du tout. C'est dans une rencontre intime et singulière.

Indépendamment de la confiance, certains peuvent dire qu'ils souhaitent entrer dans une démarche sacramentelle. Démarche sacramentelle ... d'accord. Mais il ne peut pas y avoir de pardon de la part du prêtre s'il n'y a pas engagement de celui qui fait la démarche à la réparation complète. Le fait d'aller auprès de la victime et d'aller se dénoncer si on a commis un crime, ou quelque chose de très grave, il est clair que cela fait partie du processus de réparation et il n'y aura pas d'absolution. Cela me paraît très clair.

**La présidente:** Je vous remercie pour cette clarté.

**Bruno Valkeniers (VB):** Ik zou graag nog een kleine verduidelijking krijgen. Ik volg uw redenering, wat de biecht en het biechtgeheim betreft. Ik heb alleen een beetje moeite om te begrijpen dat u zegt: "Indien ik van oordeel zou zijn dat er een mogelijkheid tot recidive is, dan zou ik de absolutie niet geven en dan is het biechtgeheim niet voltrokken." Zou u dan zelf naar de rechtbank gaan? U zou de absolutie niet geven omdat u denkt dat er een mogelijkheid van recidive is, maar dat is natuurlijk ook weer een persoonlijke appreciatie, van u als persoon, en niet als jurist, als specialist, als rechter.

**Gabriel Ringlet:** Il y a deux choses à ne pas confondre, y compris dans ce que j'ai dit. J'ai dit que l'absolution, dans toute rencontre de confession, n'est jamais un automatisme. Un certain nombre de gens dans la société pensent aussi que c'est une "machine à lessiver", qu'il suffit de s'être présenté et d'avoir donné sa liste pour avoir la bénédiction! Cela n'a pas de sens! C'est quelque chose de beaucoup plus qualitatif que cela. On doit non seulement se retrouver devant un repentir tout à fait sincère mais aussi avoir la conviction intime que celui qui est repentant s'engage à réparer. Le sacrement, théologiquement, ne prendra corps, si j'ose dire, que si la réparation a eu lieu. Ce sacrement est donc très exigeant!

D'un autre côté, je pense l'avoir dit. C'est très rare et j'espère que cela ne m'arrivera jamais; je n'irai moi-même à la justice que si je me trouve devant quelqu'un dont je pense qu'à cause de ce qu'il vient de me dire et devant son refus de m'accompagner auprès d'un juge, je suis obligé de protéger des vies qui vont être menacées. C'est l'extrême limite et la corde tellement sensible qui fait basculer de l'un à l'autre.

M. Bracke demandait s'il y avait un déterminisme, un risque de récurrence et vous parliez de la pathologie de la fonction que j'ai moi-même évoquée. Je pense avoir déjà un peu répondu à cette question. Ce serait absolument dramatique, tout à fait dramatique, s'il y avait là déterminisme. Ce serait de la folie! Je quitterais cette institution à la fraction de seconde si les choses se passaient ainsi. Très heureusement, il y a des tas de possibilités d'échapper à cette pathologie de la fonction. Je rejoins cependant votre inquiétude et interrogation quant à la responsabilité de ceux qui envoient, dans ce genre de vocation, des jeunes qui veulent s'y diriger. Leur responsabilité est grande d'avoir une vérification très, très, très solide qu'ils ne vont pas être prisonniers de cette pathologie-là. Soyons clairs! Dans les meilleures des institutions, on ne réussira jamais à 100 %. Des gens peuvent vous échapper et pour lesquels vous pensiez avoir tout vérifié.

Mais je pense qu'aujourd'hui bien plus qu'hier, dans le fond, ce que j'ai essayé de dire, c'est qu'il faut avoir conscience de ce que l'on induit chez un jeune généreux quand on lui parle d'idéal. C'est très dangereux, dans le fond, l'idéalisme. J'ai l'air d'assassiner mon propre métier, mais il y a une vision idéale qui est pathologique. Moi, je préfère les gens qui sont extrêmement concrets, extrêmement réalistes; ils font beaucoup plus de bien que les idéalismes abstraits. Mais, ça, c'est un débat qu'on doit avoir en interne, bien entendu, mais qui a des retombées sur l'externe. D'accord?

La question de M. Deleuze à propos des autres commissions, à propos de la propension, parfois, du côté de l'Église à installer des commissions, comment dirais-je, parallèles, internes. Moi, au tout départ – c'est très clair, vous pouvez aller revoir les interviews dans la presse -, j'ai considéré que toute commission interne était une erreur. D'ailleurs, toutes les ambiguïtés, tout ce qui s'est passé autour de la commission Adriaenssens est lié, pour moi, à une erreur d'aiguillage dès le début. Si, dès le départ, la distinction très claire entre ce qui relève de l'État et ce qui relève de l'Église avait été plus nette, nous aurions gagné du temps, des dérapages ne se seraient peut-être pas produits. Donc, pour moi, il ne peut pas y avoir la moindre confusion sur ce terrain-là. Il n'y a pas de lieu d'Église qui pourrait se substituer à.

**La présidente:** Vous aviez l'impression que la commission Adriaenssens était un lieu qui se substituait à?

**Gabriel Ringlet:** Je pense que c'est là qu'il faut faire l'histoire, et l'histoire récente. Si l'on veut vraiment être honnête, il y a eu un progrès, positif. Je crois que, pendant très longtemps – et, d'ailleurs, cela rejoindra la question que vous m'avez posée à propos de Rome –, pendant très, très longtemps, il est clair que le mot d'ordre était "entre nous et rien qu'entre nous", y compris quand on était convaincu que des fautes avaient été commises et qu'on ne transmettait pas à la justice.

Je ne doute pas une seconde qu'il y a eu, de ce point de vue, volonté de faire progrès et d'avoir une commission plus indépendante que précédemment. Certainement! Mais, même malgré cette bonne intention, et même malgré - ce qui sera sans doute démontré quand on écrira l'histoire - une vraie indépendance de cette commission, malgré cela, je trouve que, dans le principe, c'était ambigu. C'est ça que je veux dire. Dans le principe, c'était ambigu, et il ne fallait pas mélanger les deux.

D'une certaine manière et c'est le sens de mon témoignage, les victimes ont besoin de s'adresser à l'Église sur un autre plan, les aspects thérapeutiques et les aspects juridiques étant traités ailleurs.

Cette blessure spirituelle est quelque chose de beaucoup plus grand que je ne l'imaginai. C'est aussi l'avis de gens qui se disent non croyants mais qui se sentent plus blessés que si cela avait eu lieu dans une autre institution. Il faut entendre cela et ce n'est pas simple. Toutes les victimes m'ont dit qu'elles voulaient en parler à l'Église mais qu'elles ne voulaient pas aller voir l'Église officielle. Elles ne peuvent que rencontrer des individus ou tenter d'aller voir quelqu'un en qui elles ont confiance pour cette réparation spirituelle.

Je ne veux pas qu'il y ait de confusion des plans.

La **présidente:** Vous n'êtes donc pas pour un modèle de centre où une victime pourrait avoir une réparation intégrale?

**Gabriel Ringlet:** Sûrement pas. Je n'y crois absolument pas. Je veux même bien croire que dans certaines démarches thérapeutiques, les aspects spirituels ont été pris en compte dans l'accompagnement. On n'a pas besoin d'aller plus loin.

Le cas de Laura est très représentatif de tous les témoignages que j'ai reçus. Elle dit que le chemin

fait sur le plan thérapeutique, sur le plan gynécologique, avec la famille et avec la thérapeute est positif. Mais il manque quelque chose à la guérison et c'est cela que j'ai tenté de nommer.

La **présidente:** Chacun reste donc dans ses fonctions et ses missions

**Bruno Valkeniers (VB):** Mijnheer Ringlet, ik wil op dat laatste punt om een verduidelijking vragen.

U werd zelf gecontacteerd door 37 slachtoffers van wie, als ik het goed heb gevolgd, het merendeel zich niet tot het gerecht heeft gewend of wilde wenden?

**Gabriel Ringlet:** Je n'ai pas encore répondu à cette question.

**Bruno Valkeniers (VB):** Hoeveel van die slachtoffers hebben zich tot het gerecht gewend, parallel of voor of nadat zij naar u zijn gekomen?

Was het niet de bedoeling van de commissie-Adriaenssens – wij hebben dat hier gehoord tijdens de vorige vergaderingen met getuigen – om precies aan die mensen die zich niet wilden wenden tot het gerecht, een forum te bieden om met hun verhalen, klachten en wensen naar buiten te komen, net zoals er van die 37 waarschijnlijk een groot aantal naar u is gekomen omdat ze niet naar het gerecht of naar de commissie-Adriaenssens wilden?

**Gabriel Ringlet:** Une grande majorité des personnes qui se sont adressées à moi s'étaient déjà adressées à la justice. Leur dossier était déjà, soit chez un juge, soit à la commission Adriaenssens. Ils venaient pour une raison complémentaire, c'est très clair. Une partie d'entre elles, un peu moins d'1/3, ne voulaient absolument pas parler ailleurs et me disaient même espérer qu'après m'avoir rencontré, elles pourraient en parler à leur famille. Il y en a une qui m'a dit, les larmes aux yeux: "Il y a 40 ans que j'ai caché cela et j'ai de terribles tensions avec ma famille. Suite à notre entretien, je vais aller voir ma famille. Mais je ne veux pas que cela aille plus loin." Une seule sur les 37 m'a demandé que je la mette en rapport avec un juge, ce que j'ai fait. Elle m'a d'ailleurs écrit pour me dire que cela s'était remarquablement bien passé. Cela, c'est une réponse à votre question.

Je trouve la seconde un peu plus difficile, objectivement, parce que je peux comprendre que des victimes qui ne voulaient pas s'adresser à la

justice, voulaient quand même s'adresser à quelqu'un. Ce quelqu'un doit-il être "des individus"? Ou un lieu organisé? Mais dès lors que c'est un lieu organisé, comment éviter l'ambiguïté? Même quand des victimes sont sincères – vous parliez de forums -, comment éviter l'ambiguïté? J'avoue que je n'ai pas une réponse suffisamment claire à cette question.

C'est peut-être quelque chose à creuser et qui ne peut se faire qu'avec les victimes elles-mêmes: quel serait ce lieu qui n'est pas la justice, qui n'est pas dirigé par l'Église et où elles peuvent se réparer, sur ce terrain-là, en confiance? Je ne peux parler que de mon expérience individuelle. Je ne peux pas dire s'il faudrait l'institutionnaliser davantage. J'ai tendance à dire non.

**Olivier Deleuze** (Ecolo-Groen!): Merci bien pour votre réponse très claire à cette question. En même temps, ne nous cachons pas que rien n'est parfait. Par conséquent, il est impossible de trouver le lieu. Ma réflexion est la suivante. Nous avons bien entendu votre classification des souffrances: physiques, psychologiques et spirituelles. Évidemment, la souffrance spirituelle, nous la respectons, mais ce n'est pas dans notre champ d'action, dans nos compétences ou dans notre mandat.

Brièvement, je pense que ce que nous avons pu constater ici, c'est qu'il y a eu trop de danger à mettre en place des structures internes dont la justification était probablement la réparation de cette souffrance spirituelle. Mais ce qui est, pour nous, choquant, c'est que, d'une part, il ne nous semblait pas clair qu'il s'agissait de réparation, mais plutôt de limitation des dommages – y compris pour l'institution -, mais que, d'autre part, cela se limitait le plus souvent à ça. Pour nous, il est difficile d'admettre qu'une institution se limite à la réparation dans son domaine tout en négligeant, d'une certaine manière, le domaine de l'État profane ou laïque, à savoir qu'il y a aussi des lois, des règlements, des dédommagements qui n'ont rien à voir avec le spirituel, mais qu'il est impossible de détacher du spirituel.

La **présidente**: Je pense que c'était une réflexion, et pas une question, monsieur Deleuze.

**Gabriel Ringlet**: Je partage cette analyse en termes de réparation. Mais c'est une ligne tellement claire chez moi: tout doit d'abord aller, évidemment, vers le civil, vers le tribunal, vers un jugement, vers une condamnation – j'y reviendrai, monsieur Brotcorne -, vers une peine, et ainsi de suite. Mais cela étant dit et cela étant fait, il reste

du travail. Nous sommes bien d'accord. Et j'aimerais, et je le souhaite, et je crois que c'est possible, que l'Église comme institution aille plus loin et fasse un geste, même si elle n'y est pas contrainte juridiquement, parce que ce serait un geste qui redonnerait de la confiance, non seulement à la victime, mais aussi dans la relation avec l'État civil.

Cela me permet de passer aux sanctions dont parlait M. Brotcorne.

Je n'en ai peut-être pas parlé tellement cela me paraissait évident. Je me répète donc.

Sanction devant l'acte commis, c'est une évidence; jugement, réparation: cela ne se discute même pas. Pour moi, c'est la toute première priorité.

Mais vous me posiez aussi la question de la sanction à l'interne. C'est une question très très douloureuse pour moi. Je la formulerai de la manière suivante, en rejoignant ce que j'ai dit du sacré.

Je pense que lorsqu'un prêtre profane un jeune, jeune garçon ou jeune fille, il commet un acte sacrilège. Il casse quelque chose de sacré chez cette personne. C'est plus qu'un viol physique, c'est plus qu'un viol psychologique: il l'atteint dans les profondeurs de son être. Je dirais presque que c'est comme si une hostie était profanée.

Ce prêtre est appelé à célébrer, c'est-à-dire à rompre le pain et à présenter cette hostie dans le sens sacré. Je ne veux pas ramener cela à mon livre, mais j'ai commis un livre "Ceci est ton corps", qui porte exactement là-dessus: que fait le prêtre quand il rompt le pain pour toutes les souffrances du monde?

Vous imaginez l'extraordinaire contradiction entre profaner, j'allais dire l'hostie/victime, et célébrer. Je pense moi que, sans même attendre que l'institution prenne une sanction canonique, c'est-à-dire suspende un prêtre quand il a posé un geste comme celui-là, geste grave, il devrait se suspendre et considérer qu'il ne peut plus célébrer et plus exercer son métier.

La **présidente**: Vous nous dites cela aujourd'hui et c'est quelque chose que nous n'avons vraiment jamais entendu de la part des autorités ecclésiastiques.

**Gabriel Ringlet**: Je ne suis pas une autorité ecclésiastique.

La **présidente**: Non, mais on entend bien la justification. Ce qui est important ici aussi, c'est que vous ne dites pas: "il faudrait cette procédure parce que...". Elles sont justifiées avec des arguments, des arguments sacrés ou des arguments profanes. Parce que ce que nous avons constaté ici, c'est que très peu de procédures ont eu lieu au niveau canonique, très peu de suspensions.

Et il y a quelque chose quand de nombreuses autorités nous disaient: "Mais enfin, il peut quand même encore célébrer dans un home pour personnes âgées, dans une abbaye, chez les nonnes" – et, apparemment, elles en ont accueilli! –, "chez les nonnes ou ailleurs." Quand j'entends une justification, mais avec une justification sacrée, si je puis m'exprimer ainsi, cela va à l'encontre même.

La sanction, la suspension *a divinis*, c'est-à-dire une suspension avec interdiction de célébrer la messe, si j'ai bien compris, le successeur de Mgr Léonard l'a donnée, mais c'est le seul à l'avoir fait.

Il ne faut pas négliger dans notre réflexion l'argumentation quant à cette suspension importante au niveau interne. Même si la justice civile doit évidemment être première.

**Gabriel Ringlet**: Je suis prêt à prolonger ce que vous dites là: pour moi, c'est symboliquement très, très fort. Dire qu'il ne pourra plus être en contact avec des enfants et célébrer dans ces conditions-là mais que mon Dieu, pour les personnes âgées... C'est impensable pour moi. D'abord, parce que toute personne est respectable, quel que soit son état, quelle que soit sa fragilité. Mais bien au-delà, c'est parce que nous touchons au sacré dans son essence même.

Et quand je dis cela, quand je dis qu'un prêtre devrait pouvoir se suspendre lui-même s'il n'est pas suspendu canoniquement, cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas accompagner les pédophiles, cela ne veut pas dire qu'eux ne soient pas parfois terriblement victimes, y compris victimes parfois d'un système. Cela ne veut pas dire qu'on réduit le pédophile à son crime. Sinon, il n'y a plus d'humanité. Si on veut que l'humanité reste humanité, même quelqu'un qui parmi nous a commis des choses extrêmement graves reste un être humain dans la société et doit aussi se reconstruire. Je ne compare pas du tout à la souffrance de la victime: je dis simplement que pour que la société reste la société, on doit aller jusqu'au bout de chacun des chemins.

**Christian Brotcorne** (cdH): Monsieur Ringlet, vous évoquez l'espèce d'autocensure, à savoir l'abuseur qui se sanctionnerait lui-même. Ce serait naïf au regard des propos que nous avons entendus jusqu'à présent. Cela signifie que le profil de l'abuseur est tel qu'il peine à reconnaître l'importance du crime qu'il commet. Il a, au contraire, tendance à minimiser, à ne pas se rendre compte de l'importance des actes qu'il pose et, à la limite, de considérer que c'est la victime elle-même qui a été un appât.

Il éprouve de la difficulté à s'appliquer à lui-même une sanction personnelle, d'où l'importance de la sanction en interne le plus rapidement possible, pour que cet abuseur, indépendamment du fait qu'il ne puisse plus commettre d'actes répréhensibles à l'égard d'autres victimes, puisse prendre conscience de l'importance des gestes déplacés qu'il a pu commettre.

**Gabriel Ringlet**: Nous sommes sur deux plans différents. Mais j'accepte tout à fait votre remarque. Sur le plan canonique, c'est-à-dire le droit de l'Église, nous sommes d'accord pour dire que la sanction doit venir de l'autorité. Nous sommes également d'accord pour reconnaître que, sur le plan psychologique – mais ce n'est pas mon métier – les pédopsychiatres nous disent que peu d'abuseurs sont suffisamment lucides et reconnaissent le mal qu'ils ont fait et que la réparation peut aller jusque-là.

Toutefois, dans les témoignages qui sont apparus en public au cours de ces derniers mois, un des abuseurs avait envisagé l'hypothèse de renoncer au sacerdoce. Il arrive que la lucidité soit au rendez-vous. Mais je vous concède qu'elle peut être rare et qu'il convient peut-être de la forcer. Ce que j'essaie de vous dire, c'est que nous touchons tellement le cœur de la vocation qu'il faut être très clair sur cette question!

**Marie-Christine Marghem** (MR): Je l'exprimerai autrement, mais cela revient à la même chose, et je poserai ensuite une question.

Vous avez une connaissance que je qualifierai évidemment de professionnellement théologique de ce qu'est ou de ce que doit être le sacré. Je n'ai jamais eu ce sentiment en entendant les membres de l'Église que nous avons reçus. Je me pose donc la question de savoir – et c'est à ce niveau que je pense que nous sommes confrontés à un gros problème – quel est leur niveau en termes d'application de la connaissance. Il ne s'agit pas ici d'une critique ou d'une

condamnation. Je veux simplement dire que ce n'est pas une preuve de naïveté de croire que la personne devrait se suspendre elle-même. Il s'agit d'une question de connaissance de ce que l'on fait. Cela fait référence à ce que vous avez dit d'emblée. Pour être sacré et savoir ce qu'est exactement le sacré, il faut être très profane. La plupart du temps, j'ai l'impression d'avoir affaire à une institution qui n'a pas cette connaissance "vivante" de ce qu'est réellement le sacré puisqu'elle n'a pas cru utile d'appliquer à l'égard de pédophiles dont on nous dit, depuis au moins l'affaire Dutroux, qu'ils sont en difficulté de reconnaître l'horreur des faits et que donc un rappel à la loi est essentiel. La justice peut faire ce rappel à la loi. Mais des affaires ne vont pas en justice. Il est dès lors essentiel que ce rappel à la loi soit "doublé" ou existe à l'intérieur de l'institution elle-même. Telle est notre préoccupation.

Mon interrogation porte sur la question de savoir si les personnes qui vous ont contacté et dont, pour la plupart, le dossier est allé en justice, ont été satisfaites du travail rendu. S'y sont-elles adressées spontanément? Le processus judiciaire les a-t-elles satisfaites? Je pense ici à la capacité de la justice à remettre les choses à leur place, à rappeler la loi à tout le monde et à rendre à la victime ce dont elle avait besoin en termes de reconnaissance non seulement matérielle, mais aussi symbolique.

**Gabriel Ringlet:** J'entends deux questions dans ce que vous me dites, et je reviendrai à la première juste après. Mais, pour la seconde, c'est une vraie difficulté. La plupart des victimes sont allées à la justice. La plupart, sur le plan proprement "droit" et psychologique, si vous voulez, se sont trouvées rencontrées. Mais c'est bien là, la difficulté. Il manquait quelque chose. Il y avait un chaînon manquant dans la réparation, que la justice dans son système actuel, et même les centres de prise en charge et d'accompagnement que l'on trouve dans tout le pays, n'arrive pas à rencontrer. C'est bien là que nous nous trouvons devant un abus qui est très complexe et très difficile à caractériser, qui est à entrées multiples. Sinon, pourquoi auraient-elles frappé à ma porte? C'est la première partie de ma réponse.

Où je suis plus optimiste, à propos du vrai sacré et du faux sacré, c'est que, franchement, il y a aujourd'hui dans l'Église, y compris dans l'Église catholique, y compris dans notre pays, un débat théologique de fond qui dit qu'on ne peut plus regarder le prêtre comme l'homme de l'ancien

sacré. Autrement dit, n'allez pas croire que je suis le seul à tenir le discours que je tiens aujourd'hui! Lisez les théologiens de Louvain et les tribunes libres qu'ils ont publiées! Et je pourrais ajouter beaucoup, beaucoup d'autres références. C'est peut-être la chance: c'est que l'Église se trouve devant un vrai débat de fond sur ces questions-là, qui dépasse la question de la pédophilie et qui amène à s'interroger sur le type de fonctionnement de l'institution, le type de relation à l'autorité, le type de liberté intérieure dont disposent ses ministres. Je n'imagine pas qu'on puisse être croyant sans vouloir conduire l'autre à sa liberté intérieure. Et le premier qui doit être libre intérieurement, c'est le prêtre évidemment! Et donc, derrière tout cela, il y a quand même des questions de pouvoir qui sont parfois ambiguës et qu'il faut oser poser.

**La présidente:** Je rappelle à tous les parlementaires ma demande d'être bref. Un juge d'instruction qui sera auditionné doit partir 16 h 30. Je donne la parole à Mme Déom mais c'est la dernière parlementaire qui posera une question particulière. Ensuite, M. Ringlet répondra aux questions restantes.

**Valérie Déom (PS):** Je voudrais revenir aux sanctions et à la problématique de l'exclusion, de la laïcisation, la sanction suprême.

**Gabriel Ringlet:** C'est un peu grave de dire "laïcisation".

**Valérie Déom (PS):** Réduction à l'état laïc.

**Gabriel Ringlet:** Certains disent de promotion à l'état laïc

**Valérie Déom (PS):** Cela dépend de la façon dont on voit le verre: à moitié plein ou à moitié vide!

**Gabriel Ringlet:** Il faut un peu d'humour dans cette gravité.

**Valérie Déom (PS):** Certains disent qu'à ce moment-là, l'Église n'a plus la maîtrise puisque le prêtre abuseur est lâché dans la nature. On ne peut donc plus le contrôler. C'était un des arguments avancés pour dire qu'on n'était pas très enclin à exclure et à laïciser car on a une sorte de responsabilité – on a l'impression qu'il y a une sorte de reconnaissance de responsabilité –, de contrôle pour le mettre dans un endroit où l'on est certain qu'il ne pourra plus nuire. J'aurais voulu avoir votre avis sur cet argument utilisé par certains.

**Gabriel Ringlet:** Je l'ai lu, comme vous. Si, réellement, on pense qu'un abuseur est encore dangereux, ne croyez-vous pas que, comme pour tout abuseur qui pourrait être un père de famille ou tout qui vous voulez, il y a précisément une responsabilité de la société civile à mettre en œuvre des actions qui font qu'on peut s'assurer qu'il ne récidivera pas et qu'il sera contrôlé?

Cela n'a rien à voir avec l'Église. L'Église n'a absolument pas à se préoccuper de ce que devient celui qui est retourné à la vie civile. C'est un argument très honnêtement que je ne comprends pas.

Pourquoi les victimes parlent-elles seulement maintenant? Je crois avoir déjà répondu à cette question. Il est clair que c'est sous la pression de tout ce qui a été révélé que beaucoup d'autres victimes m'ont fait signe.

Je vous ai parlé de 37 situations que j'ai suivies de près. J'ai rencontré les personnes ou je les ai eues plusieurs fois au téléphone. Elles m'ont transmis un récit très élaboré. Je ne parle pas de toutes celles qui m'ont parlé au passage, envoyé un mail et qui n'ont pas fourni un véritable dossier. Ces personnes ne veulent pas aller plus loin.

Il n'est pas si simple de faire émerger cela. Une des victimes m'a dit que même aujourd'hui, 25 ans après les faits, elle sentait encore une difficulté d'avoir des relations familiales et des relations amicales normales. Même dans ses relations de tous les jours, ce n'était plus la même chose dès qu'elle avait parlé.

Certains pensent qu'en parlant, ils vont casser quelque chose de leur vie quotidienne. Il y a quand même un curieux comportement citoyen qui fait que la victime est presque reçue comme une pestiférée. On n'arrive pas à avoir une relation normale avec elle.

Cela explique-t-il une certaine forme de silence? C'est une hypothèse.

Enfin, vous me demandez s'il y a eu des ordres. Vous connaissez la réponse. Je pense qu'il y a eu plusieurs étapes. J'ai retrouvé un document de 1962 dans lequel Rome avait émis des directives à ce propos. Je pense que la première étape a été de tout garder en interne. C'est tout à fait clair.

Je pense que nous sommes entrés dans une autre étape surtout avec le pape Benoît XVI. J'ai l'impression que Jean-Paul II a caché, ou en tout

cas a empêché d'enquêter dans plusieurs cas.

Il y a des cas connus comme Mgr Law à Houston et un archevêque autrichien. C'est le primat d'Autriche qui l'a révélé. Donc il y a eu des enquêtes sous Jean-Paul II qui ont été arrêtées au Vatican. Il est clair que le pape actuel s'est montré beaucoup plus clair et en tout cas déclare vouloir une transparence radicale sur le plan de tous les dossiers qui concerneraient l'Église.

Je conclurai en disant: que ce soit localement, chez nous ou que ce soit à Rome, on ne peut pas rester au milieu du gué; il faut que cette interrogation sur les raisons structurelles soit partagée par l'Église toute entière, pas seulement par l'Église d'un pays. Il faut que cela se fasse de la base au sommet.

La **présidente:** Je ne sais pas si vous voulez prononcer un mot de conclusion. Vous nous avez grandement enrichi de par les témoignages que vous nous avez transmis, de par votre connaissance de l'Église et de par votre réflexion. On se rend compte que vous êtes en réflexion continue. Je vous remercie de l'avoir partagée avec nous: elle enrichira les nôtres.

Bien entendu, vous pouvez rester avec nous. Je pense que vous n'avez pas encore mangé. Il y a des sandwiches à déguster.

Tout en m'excusant pour le retard, je demanderai aux deux juges d'instruction, M. Van Cauwenberghe et Mme Van den Noortgaete, de venir nous rejoindre.

**Audition de:**

- **M. Karel Van Cauwenberghe, président de l'Association des juges d'instruction et juge d'instruction au tribunal de première instance d'Anvers**

- **Mme Françoise Van den Noortgaete, juge d'instruction au tribunal de première instance de Tournai**

**Hoorzitting met:**

- **de heer Karel van Cauwenberghe, voorzitter van de Vereniging van onderzoeksrechters en onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen**

- **mevrouw Françoise Van den Noortgaete, onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Doornik**

La **présidente:** Je ne ferai pas d'interruption. Le juge d'instruction, M. Van Cauwenberghe, doit nous quitter à 16 h 30. Nous continuons nos

travaux.

Voici ce que je propose. M. Van Cauwenberghe nous a préparé un petit exposé. Nous allons évidemment entendre le juge d'instruction. Par la suite, vous poserez toutes les questions. Il répondra aux questions et, bien entendu, Mme Van den Noortgaete restera avec nous pour continuer les questions. Il nous reste donc une heure et demie encore avec M. Van Cauwenberghe.

Peut-on travailler dans ce sens? (*Oui*) Je vous remercie.

Vous avez la parole, monsieur Van Cauwenberghe.

**Karel Van Cauwenberghe:** Mijnheer de voorzitter, ik dank u voor de uitnodiging om hier wat toelichting te komen geven bij de wijze waarop onderzoeken worden aangepakt op het niveau van de onderzoeksrechters. Ik heb een kleine nota voorbereid, omdat toch de algemene ervaring is dat niet iedereen altijd een duidelijk inzicht heeft in de juridische procedures en dat het belangrijk is om een aantal dingen in dit verband te benadrukken, zodanig dat iedereen begrijpt hoe dit verloopt.

Een onderzoeksrechter is een centrale figuur in een gerechtelijk onderzoek, maar treedt eigenlijk nooit zelfstandig op, tenzij in de uitzonderlijke gevallen dat hij een misdrijf op heterdaad zou vaststellen, dan kan hij automatisch onmiddellijk optreden. In de andere gevallen treedt hij alleen op op vordering van het openbaar ministerie, van de procureur des Konings dus, of ingeval er een burgerlijke partijstelling is; dan is het eigenlijk de burgerlijke partij die de onderzoeksrechter in werking zet.

Wanneer de procureur de onderzoeksrechter vordert, gaat dat altijd over een bepaald feit of bepaalde feiten, nooit over personen. Er kunnen wel van bij het begin van het onderzoek verdachten vermeld worden; dezen kunnen ook in de vordering worden opgenomen, maar het gaat eigenlijk steeds over een onderzoek naar welbepaalde feiten. Die feiten krijgen in het begin een bepaalde kwalificatie, maar in de loop van het onderzoek kunnen die eventueel andere kwalificaties – strafrechtelijke kwalificaties – krijgen, naargelang de zaken die naar boven komen in de loop van het onderzoek.

Dat is dus wel een belangrijk startpunt: het is het parket dat bepaalt of een onderzoeksrechter wordt

ingeschakeld. Wanneer iemand door de politie betrapt is op heterdaad, dan zal er een onmiddellijke arrestatie zijn via het parket en zal die persoon voorgeleid worden bij de procureur, die dan beslist om de onderzoeksrechter in werking te stellen en wellicht ook om meteen een aanhoudingsmandaat te vorderen. Vanaf dat ogenblik is de onderzoeksrechter de leider van het onderzoek. Dat is in ons Wetboek van strafvordering zo geregeld: vanaf het ogenblik dat de onderzoeksrechter ingeschakeld wordt, neemt die onderzoeksrechter de leiding over van het onderzoek. Dat wil zeggen dat hij op dat ogenblik begint met de zoektocht naar de waarheid en probeert in samenwerking met politiediensten alle mogelijke elementen te verzamelen die van belang zijn om de waarheid aan het licht te brengen.

Het kan ook zijn dat het parket eerst een opsporingsonderzoek leidt en pas in een later stadium de onderzoeksrechter vordert. Op dat ogenblik is een onderzoeksrechter een beetje gehandicapt, omdat hij niet van bij het begin de evolutie van het onderzoek heeft meegemaakt. Het gebeurt regelmatig dat het parket de onderzoeksrechter pas zal inschakelen op het ogenblik dat er bijzondere zaken nodig zijn, waarvoor alleen de onderzoeksrechter bevoegd is, denk maar aan huiszoekingen, aan telefoontaps en uiteraard ook aan de aanhouding of het gebruiken van bepaalde bijzondere opsporingsmethoden.

Ik wil dat heel sterk benadrukken. Er ligt dus een zeer grote verantwoordelijkheid bij het parket, omdat het parket de vervolging in handen heeft en beslist over de klachten die binnenkomen, de processen-verbaal die verzameld worden door de politie, waar mensen klacht hebben neergelegd of waarbij de politie vaststellingen heeft gedaan van een misdrijf.

Het is in eerste instantie het parket dat beslist of een gevolg, en welk gevolg, daaraan gegeven wordt. Dat wil zeggen dat het parket de bijna exclusieve bevoegdheid heeft om te beslissen om een zaak te oriënteren naar de onderzoeksrechter, om te beslissen een zaak niet te vervolgen en zonder gevolg te klasseren of om eventueel zelf het onderzoek voort te zetten. Dat heeft verregaande gevolgen als wij spreken over zaken in het algemeen, maar zeker in het bijzonder over de zaken van seksueel misbruik.

Dergelijke beslissingen kunnen verstrekkende gevolgen hebben voor de slachtoffers, zeker als een zaak uiteindelijk geseponeerd wordt, dus

zonder gevolg geklasseerd wordt. Dat betekent dat het slachtoffer eigenlijk in de kou staat en dat er op dat ogenblik geen verder onmiddellijk gevolg aan die klacht gegeven is. Het parket moet dat wel motiveren. Dat kan zijn om strikt juridische redenen, door het feit dat de zaken verjaard zijn. Dat is een probleem waar wij in zaken van seksueel misbruik vaak mee te kampen hebben, omdat pas laat na de feiten aangifte wordt gedaan en op dat ogenblik blijkt dat feiten eventueel verjaard kunnen zijn. Soms gebeurt het zelfs zo lang na de feiten dat de verdachte ondertussen overleden blijkt te zijn en dat er dus ook geen vervolging meer mogelijk is.

Een andere mogelijkheid voor het parket om zonder gevolg te klasseren – daar zit een belangrijk pijnpunt – is om opportuniteitsredenen. Het parket heeft de bevoegdheid om zelf te beslissen dat een zaak het niet meer waard is om vervolgd te worden. Het parket heeft daar wel zekere structuren voor opgebouwd om, in het kader van de verschillende prioriteiten die in het vervolgingsbeleid gelegd worden, daarin wat transparantie te brengen, maar uiteindelijk blijft het de individuele beslissing van elke parketmagistraat om een zaak al dan niet zonder gevolg te klasseren om opportuniteitsredenen.

Dat is een belangrijk gegeven, waar gelukkig een heel belangrijke correctie op is, want als het parket zonder gevolg heeft geklasseerd, kan een slachtoffer nog altijd via een rechtstreekse burgerlijke partijstelling bij de onderzoeksrechter terecht om een onderzoek op te starten. Het probleem daarbij is dat er ook wel een borg wordt gevraagd. Eventueel kan dat via de rechtsbijstand worden aangevraagd wanneer de persoon minvermogend is, maar iemand die wel vermogend is, zal een zeker bedrag moeten neertellen. Als er deskundigen aangesteld moeten worden, kan dat bedrag vrij hoog oplopen. Dan moet de onderzoeksrechter eigenlijk aan die burgerlijke partij vragen om de kosten voor te schieten. Niemand kan of wil graag direct duizenden euro missen. Dat is een moeilijk probleem.

Ik wens dus alleszins te benadrukken dat de burgerlijke partijstelling een belangrijke correctie kan zijn op het feit dat het parket een zaak zonder gevolg heeft geklasseerd.

Eenmaal een gerechtelijk onderzoek is opgestart, betekent zulks dat er bijkomende rechten mogelijk zijn en dat de zaak ook voor de raadkamer moet komen die de zaak eventueel naar de rechtbank zal verwijzen en waar dus ook een tegensprekelijk

debat plaatsvindt, zodat iedereen zijn elementen naar voren kan brengen, zonder dat zomaar ergens vanachter een bureau wordt beslist de zaak blauwblauw te laten.

Hoe verloopt een gerechtelijk onderzoek?

Ik kan u verzekeren dat zaken van seksueel misbruik mede van de moeilijkste zaken zijn om te onderzoeken. Wanneer er onmiddellijk na de feiten aangifte is gedaan, kunnen er meestal nog veel materiële sporen worden gevonden. Zelfs in dat geval is het soms nog moeilijk. Wanneer er DNA-sporen zijn aangetroffen die met het DNA van de verdachte overeenstemmen, is er al een duidelijke aanwijzing dat die persoon mogelijk iets met de feiten te maken heeft.

Wanneer er echter lang na de feiten een klacht wordt neergelegd, zijn de sporen allemaal gewist. Dan is het ontzettend moeilijk om gegevens te verzamelen van wat er juist is gebeurd. Dan kan men alleen maar voortgaan op verklaringen van het slachtoffer, die eventueel zullen moeten worden getoetst aan de waarachtigheid. In hoeverre is het een juiste verklaring? Dat betekent niet dat wij aan elke verklaring automatisch moeten twijfelen. Indien echter iemand tegen een welbepaalde persoon een klacht over zware, seksuele misdrijven neerlegt, is het ook in het belang van de verdachte dat de klacht goed wordt onderzocht.

Wat zijn de mogelijkheden?

De mogelijkheden zijn heel beperkt. Men kan van minderjarigen een audiovisueel verhoor afnemen. Het audiovisueel verhoor verloopt volgens bepaalde structuren met opgeleid politiepersoneel dat het verhoor heel nauwkeurig probeert op te bouwen, zodat de verklaring min of meer betrouwbaar is. Men kan de verklaring eventueel ook nog aan een psychiater voorleggen.

De psychiaters willen wel voor Justitie werken, maar zij worden steeds zeldzamer. De forensische psychiaters in België worden zeldzaam. Er zijn arrondissementen waar men moeite heeft om nog voldoende psychiaters te vinden om bepaalde onderzoeken te doen, zeker wanneer het om specifieke kinderpsychiaters gaat. Wanneer wij in Antwerpen op iemand een beroep moeten doen, vinden wij bijna niemand meer. Doordat er zo weinig psychiaters bereid zijn, zijn zij ook overbevraagd en duurt het soms meer dan een jaar, vooraleer wij een verslag binnenkrijgen. Met het verslag komen wij ook niet altijd heel veel verder.

Dat is ook zeker een pijnpunt.

Nogmaals, het zijn aangiften van het slachtoffer. Dat is de aanduiding van een mogelijke verdachte, die dan alles ontkent. Dan heeft men woord tegen woord. Zeker als de feiten enkele jaren geleden zijn gebeurd, is het ontzettend moeilijk om daar nog aan waarheidsvinding te doen.

U kunt zich inbeelden dat een onderzoeksrechter die eventueel met een dergelijk onderzoek wordt belast, waarbij een verdachte is voorgeleid, een beslissing moet nemen om die persoon al dan niet aan te houden. Ik kan u verzekeren, dat is telkens opnieuw een marteling.

Er zit voor u iemand die bij hoog en bij laag alles ontkent, en u hebt een verschrikkelijk verhaal van een slachtoffer. Dan heb ik het nog maar over het moment van de voorlopige hechtenis. Dat is al een vrij moeilijk kantelmoment.

Die persoon opsluiten terwijl achteraf misschien zal blijken dat hij het nooit heeft gedaan of nooit gedaan kon hebben, tekent die man voor het leven. Die persoon vrijlaten is een nieuwe slag in het gezicht van het slachtoffer. Opnieuw wordt dat slachtoffer eigenlijk zwaar toegetakeld door dergelijke beslissingen.

Daar moeten wij ons ook zeer goed van bewust zijn. Ik denk dat ook de meeste collega's hier zeer voorzichtig mee omgaan en zich hier zeer goed van bewust zijn. Ik wil maar aangeven hoe moeilijk die onderzoeken lopen.

Op het einde van de rit wordt het nog moeilijker; hoe goed wij ook ons best kunnen doen om een onderzoek op te bouwen en een degelijk dossier voor de rechtbank voor te bereiden, het zal aan de rechter ten gronde zijn om een definitieve beslissing te nemen. Ook daar komen soms vrijspraken uit. Opnieuw een slag in het gezicht van het slachtoffer. Dat is dus vrij moeilijk, maar dat is nu eenmaal de juridische weg die moet worden gevolgd.

Langs de ene kant is het heel belangrijk dat de aangiften gebeuren. Langs de andere kant mag men niet verwachten dat daarmee de kous af is en dat alle heil verwacht mag worden van een gerechtelijke vervolging. Daarmee wil ik niet gezegd hebben dat men geen klacht moet indienen en dat men daar niet mee naar Justitie moet stappen. Ik denk dat het een van de belangrijke punten is dat zoveel mogelijk zaken worden aangekaart, zodat er zicht is op mogelijke

verdachten die mogelijk verschrikkelijke dingen doen.

Zedenfeiten zijn bijzonder ernstige feiten, zeker wanneer het minderjarige slachtoffers betreft, maar het is eigenlijk altijd verschrikkelijk.

Wij kunnen ons ook niet van de indruk ontdoen, met alles wat er de afgelopen maanden naar boven is gekomen, dat de perceptie bestaat dat eenmaal een gerechtelijke stap is gezet, dat andere dingen van hulpverlening en bemiddeling in de weg zou staan. Ik denk dat niets minder waar is. Het is juist vanuit Justitie dat aan het slachtoffer hulp kan worden aangeboden – denk maar aan de diensten van slachtofferonthaal, die ontzettend goed werk doen – maar ook aan de verdachte, wat voor de toekomst ook wel een belangrijk gegeven is.

Wanneer men een verdachte via de justitiële weg naar hulpverlening kan oriënteren, zit daar een justitiële dwang achter die maakt dat men soms al eens gemakkelijker die hulpverlening zal aanvaarden en toch tot inzicht zal komen, en op die manier eventueel behoed zal worden voor de toekomst om nieuwe feiten te plegen. Ik denk dat de samenleving daar zeker mee gediend is.

Het einde van het onderzoek. Het onderzoek wordt afgesloten en gaat dan naar het parket voor de eindvordering, dat dan de vordering kan nemen om de zaak voor de rechtbank te brengen, in voorkomend geval zelfs ook een buitenvervolginstelling kan vorderen en eventueel ook, wanneer er duidelijke psychiatrische problemen zijn bij de verdachte, een internering kan vorderen. Daar is het de raadkamer die dan beslist om in te gaan op die vordering van het openbaar ministerie en dat gebeurt opnieuw via een tegensprekelijk debat, dus eigenlijk iets totaal anders dan een parketmagistraat die de zaak zomaar seponeert. Hier is echt een tegensprekelijk debat en liggen alle kaarten op tafel.

Ik denk dat ik op die manier, zij het zeer summier natuurlijk, geschetst heb hoe het justitiële onderzoek, het gerechtelijk onderzoek, in mekaar zit, en waar belangrijke kantelmomenten en pijnpunten zitten voor de verdere gang van zaken. U zult er uiteraard heel wat vragen bij hebben; daar zal ik aanstonds op antwoorden. Ik wou toch ook, besluitend, al een aantal dingen suggereren die voor de toekomst, vanuit onze ervaring dan toch, de aandacht vragen.

Ik denk dat er vooral bij de magistraten meer

specialisatie moet komen, zodanig dat dergelijke zaken op een uniforme wijze worden aangepakt. Ik had gehoopt dat de evolutie van de hertekening van het gerechtelijk landschap in ons voordeel zou spelen en dat daar binnen de grotere entiteiten die grotere specialisatie mogelijk zou zijn. Jammer genoeg was de hertekening van het landschap wel getekend, maar is de regering daarna gevallen en is dat dus nog niet kunnen worden gerealiseerd.

Een belangrijk punt is dat we ertoe zouden moeten komen dat er meer forensische psychiaters en vooral kinderpsychiaters komen en dat ze correct en tijdig uitbetaald worden, zodat ze niet afhaken om hun medewerking te verlenen aan Justitie. Er moet een betere sensibilisering naar slachtoffers en hulpverleners komen om toch aangifte te doen, in plaats van de zaken binnen bepaalde organisaties te houden die op zich zeer goed werk leveren. Ik wil geen kritiek geven op vertrouwensartsencentra die zeer belangrijke beslissingen nemen en inzake hulpverlening zeer belangrijke stappen zetten.

Ik vind echter dat het niet die mensen toekomt om te beslissen de zaak niet door te geven aan Justitie. Ik denk dat Justitie er belang bij heeft te weten welke verdachten er rondlopen. Het is Justitie dat daar een beslissing in moet nemen. Uiteindelijk zijn het strafbare feiten. Het komt niet aan een kerkgemeenschap, een vertrouwensartsencentrum of welke andere organisatie dan ook toe. Op zich leveren die wel zeer goed werk, maar zij moeten niet beslissen of er nu al dan niet een klacht moet worden ingediend. Ik denk dat Justitie er belang bij heeft om van alles op de hoogte te zijn, want we zien tot wat een dergelijke afscherming geleid heeft en tot welke problemen dat nu aanleiding geeft.

Gestructureerd overleg tussen Justitie en de hulpverlening is er hier en daar wel, maar specifiek gericht op deze problematiek, denk ik dat het belangrijk is dat daar verder werk van wordt gemaakt, zodanig dat de aangiftes ook gemakkelijker gebeuren en zodanig dat ook de slachtoffers gesensibiliseerd kunnen worden binnen de hulpverlening om die stap te zetten. Velen willen dat momenteel niet, omdat zij angst hebben, of om welke reden dan ook. Het moet duidelijk zijn dat wij moeten vermijden dat er mensen blijven rondlopen die verschrikkelijke dingen hebben gedaan, maar die uiteindelijk geen gerechtelijke opvolging krijgen.

Aangaande de creatie van een specifiek opvangpunt, las ik vandaag in de krant dat Child Focus daar meer aandacht aan zal

besteden. Men wil meer aandacht besteden aan de aangifte en aan het doorgeven naar Justitie. Voor mij lijkt dat een zeer goede formule, maar altijd onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat het duidelijk moet zijn dat er te allen tijde een gerechtelijk gevolg gegeven wordt, dat de zaken doorgegeven worden aan Justitie, zonder dat iemand, van welke organisatie ook – kerkelijk, dokters, vertrouwensartsen, hulpverleners of wie dan ook –, beslist om de klacht al dan niet door te geven aan Justitie. Dat laatste moeten wij vermijden in de toekomst. Op de duur zouden we entiteiten creëren die zo'n beetje hun eigen rechtspraak hanteren, om het zo te zeggen. Zij hanteren hun eigen normen, waar niemand een duidelijk zicht op heeft en die ook geen legitieme basis hebben om dergelijke beslissingen te nemen.

Dat is in het kort mijn visie op de werking van de onderzoeksrechters. Ik wil graag ruimte geven aan de commissieleden voor het stellen van vragen.

De **voorzitter**: Mijnheer Van Cauwenberghe, ik dank u voor uw toelichting en uw suggestie.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, collega's, mijnheer de onderzoeksrechter, ik zou even gebruik willen maken van uw kennis en ervaring om u twee problematieken voor te leggen, één in het verlengde van uw derde aanbeveling en één die u niet aangeraakt hebt, in het verlengde van uw stelling dat hulporganisaties goed werk leveren, maar niet de instanties zijn die moeten beslissen over een aangifte of niet. Ik zou de vraag een beetje willen aanscherpen door uw praktische mening te vragen in verband met de aangifteplicht en daaronder de vraag of voor u als onderzoeksrechter het biechtgeheim iets is dat bestaat of iets is dat u moet erkennen als een vorm van beroepsgeheim, dat u al dan niet erkent in de praktijk. Dat is mijn eerste vraag.

Tweede vraag is de problematiek van de tijd, meer specifiek de houding vanuit uw praktijk in verband met de verjaring. Is verjaring iets dat nog zin heeft in deze materie of heeft dat geen zin meer? Gedeeltelijk specifiek: is er hier materie om te spreken van een verlenging of materie om te spreken van een afschaffing?

**Sophie De Wit** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik dank de onderzoeksrechter voor zijn heldere uiteenzetting. Ik denk dat hij een heel heldere en korte synthese heeft gemaakt van veel van de vaststellingen die wij hier al hebben kunnen doen. Waarvoor dank.

Ik heb een gelijkaardige vraag als collega Landuyt, omdat u inderdaad zegt dat hoe korter de aangifte na de feiten gebeurt, hoe meer sporen u heeft. Anders vervallen wij in een verhaal van woord tegen woord en wordt het moeilijker om te achterhalen waar de waarheid ligt. Ik had graag van u vernomen wat uw standpunt is over de verjaringstermijn.

Los daarvan, er gaan heel wat stemmen op – en wij zijn uiteraard al veel bezig geweest met de problematiek binnen de Kerk –, maar af en toe komt er ook een stem naar boven dat dit eigenlijk een problematiek uit het verleden is en dat dit geen problemen zijn uit de 21<sup>e</sup> eeuw. De Kerk zou stilaan een veilige plek moeten worden, zeker na wat er gebeurd is.

Mijn vraag is de volgende. Vanuit uw praktijkervaring, binnen welke sfeer vindt u vandaag de zaken terug van misbruik? Is dat nog binnen de Kerk of ligt dat veel ruimer? Wat komt daarin eigenlijk het vaakst voor vandaag?

**Valérie Déom (PS):** Dans votre exposé, vous avez cité et reconnu la grande responsabilité du parquet par rapport à l'opportunité des poursuites. Celles-ci peuvent être encadrées s'il y a constitution de partie civile. Or, vous avez mis en évidence le coût de cette constitution de partie civile. Au travers de cela, pouvons-nous comprendre que vous êtes favorable à la gratuité de la constitution de partie civile?

On le sait, les directives du Collège des PG et du parquet n'ont pas un caractère contraignant à votre égard. Néanmoins, je souhaiterais savoir si vous avez eu connaissance de la directive de mai 2010 qui vise notamment à veiller à un contrôle systématique de la légalité des poursuites et de la validité de celles-ci dès le début de l'instruction. Avez-vous déjà été confronté à ce contrôle avant ou après la diffusion de cette circulaire, si vous en avez eu connaissance? Si oui, comment ce contrôle s'est-il déroulé et quelles conséquences a-t-il eues sur vos dossiers?

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Ik dank de onderzoeksrechter voor de heldere uiteenzetting en ook voor de suggesties. Dat spaart een aantal vragen uit.

Een problematiek die in de commissie aan de orde is gekomen, is de rol van de politiediensten. Wat zijn uw ervaringen met de politiediensten die de onderzoeken op het terrein uitvoeren? Zijn zij volgens u voldoende gevormd en ervaren om op

dat terrein een kwalitatief onderzoek te voeren? Zaken met minderjarigen, omgang met kinderen en pedofielen, vereisen toch enig specialisme om te kunnen doorbreken, vertrouwen te winnen enzovoort.

Wat is nu het ideale niveau om dat specialisme te organiseren? Moet dat door de federale politie gebeuren, bijvoorbeeld met een equipe per provincie of arrondissement, of zijn de 195 lokale politiediensten in ons land voldoende opgeleid en uitgerust om zulke onderzoeken uit te voeren?

Dat is een belangrijk element in onze reflecties. Hiermee wil ik absoluut niet zeggen dat de lokale politiediensten het niet goed zouden doen. Begrijp mij niet verkeerd. Ik wil weten hoe we dat nog kunnen verbeteren.

Heeft u in uw praktijk ooit druk of beïnvloeding ondervonden in dossiers van seksueel misbruik in relatie met de Kerk of in een religieuze sfeer? Heeft u dat vernomen van collega-onderzoekers, magistraten of van politiemensen die in uw opdracht onderzoeken uitvoeren?

**Marie-Christine Marghem (MR):** Merci, monsieur le juge d'instruction pour ce résumé de mise à niveau pour l'ensemble des membres de la commission par rapport au métier, à la fonction et au domaine d'intervention du juge d'instruction.

Dans cette problématique spécifique, des ASBL sont venues, tout au début de nos travaux, nous expliquer combien il était difficile, pour les victimes, d'être confrontées en première ligne à des policiers peu formés. Une partie de la réponse qui a été fournie sociologiquement et qui rebondit sur la question de mon collègue montre qu'il manque sans doute de policiers spécialisés au premier contact.

Ce qui m'étonne toujours, c'est qu'il y a beaucoup de centres d'écoute et que vous nous dites que c'est un problème parce que cela déjudiciarise ou pourrait déjudiciariser une partie de la problématique. Comment se fait-il que les premiers centres d'écoute ne soient pas la police puisque c'est la voie d'accès principale, étatique, la plus évidente pour ce type de problématique?

Deuxième question. Dans le cadre de ces auditions avec les ASBL, il est apparu qu'elles demandaient deux choses: outre des policiers spécialisés et des juges d'instruction plus spécialisés, mais surtout une mise à l'instruction systématique de ces dossiers. Seriez-vous pour

cette mise à l'instruction systématique et pour rendre obligatoire l'audition vidéo-filmée? Vous savez que c'est une faculté qui vous est accordée. Les victimes et les représentants d'associations de victimes nous faisaient comprendre que, pour des enfants, il fallait passer systématiquement à l'audition vidéo-filmée sans hésiter.

Si la présidente me le permet, j'ai encore une petite question par rapport à l'injonction de soins. Vous savez que cela fait partie des conditions que vous pouvez entrevoir dans le cadre d'une détention préventive – et non pas d'une libération conditionnelle au sens traditionnel du terme - où vous accordez la possibilité à l'inculpé d'être libéré sous certaines conditions.

Les pédophiles sont des délinquants qui peuvent et doivent être soignés, s'ils l'acceptent, mais qui minimisent souvent les faits et qui ont tellement de difficultés à reconnaître l'horreur des faits et à se remettre en question par rapport à cela. Ce qui fait penser que, sur le plan pathologique, ils doivent être suivis. Ne croyez-vous pas que pour ce type de problématique, il faudrait qu'il y ait, à un moment donné, injonction de soins comme on le fait dans d'autres pays, peut-être plus dans les pays anglo-saxons? Nous avons eu la chance de visiter plusieurs structures au Canada et nous avons vu, avec la commission Justice de ce parlement, que là, on n'hésite pas à pratiquer l'injonction de soins.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Meneer de onderzoeksrechter, u hebt bij de aanvang van uw uiteenzetting gezegd, dat het van belang is een onderzoek van bij de aanvang te kunnen opvolgen en dat u – ik vertaal het misschien slecht – het hinderlijk vindt om pas in een later stadium gevat te worden.

Pleit u dan onrechtstreeks om een einde te stellen aan de tweedeling zoals we ze vandaag kennen, tussen parket enerzijds en de onderzoeksrechter anderzijds? Of pleit u voor een volledige hervorming van het strafrecht? Dan gaan we uiteraard breder dan seksueel misbruik. Zegt u dan in het kader van deze procedure dat het beter zou zijn als het onderzoek gevoerd wordt door een parketmagistraat en dat een rechter daarnaast permanent controle uitvoert op het respect voor de rechten van verdediging en dat we dus niet meer in die tweedeling blijven zitten, zoals we ze vandaag kennen? Een onderzoeksrechter handelt dan zijn onderzoek volledig af, maakt het dossier over aan de parketmagistraat, die dan eventueel omwille van beleidsoverwegingen uiteindelijk een andere beslissing van seponering neemt. Dan is

alle moeite uiteindelijk voor niets geweest. Als we kijken naar de cijfers, dan zien we toch dat bij het aantal geseponeerde dossiers de helft omwille van beleidsoverwegingen zonder gevolg geklasseerd wordt. Dan worden heel wat middelen en energie nutteloos geïnvesteerd.

Mijn tweede vraag: specialisatie bij de onderzoeksrechters, is dit vandaag misschien onmogelijk? Is het niet zo dat de voorzitter van de rechtbank kan beslissen dat een onderzoeksrechter voornamelijk dossiers van een bepaalde soort, zedenfeiten bijvoorbeeld, wordt toebedeeld? Is dit anders in uw arrondissement? Ik dacht dat sommige rechtbanken dit wel doen. Specialisatie van onderzoekers, politiemensen: u zegt dat er te weinig forensische psychiaters zijn. Ik hoor u zeggen dat u beroep doet op externen. Pleit u er dan voor dat mensen binnen de politie een dergelijke opleiding moeten gekregen hebben, zodat ze permanent ter beschikking van het onderzoek zijn? Laat het mij in de meest brede zin van het woord zeggen.

Beschikt u over voldoende middelen om mentaal zwakke mensen, dus mensen met een beperking, te ondervragen? We hebben de problematiek van de minderjarigen, het videoverhoor, maar wat met mentaal zwakkere mensen, hoe moeten die verhoord worden? Hoe gaat u daarmee om en zijn daar voldoende middelen voor?

**La présidente:** Je vais clôturer la série des questions. Vous disiez qu'il y avait un danger à créer une "jurisprudence" si les centres de contrôle ou autres commençaient à trier les dossiers eux-mêmes.

Que pensez-vous du fonctionnement de la commission Adriaenssens et de la manière dont la justice a collaboré avec elle? C'est une question essentielle.

Vous avez abordé la problématique du secret professionnel. On a modifié l'article du Code pénal mais il existe encore un secret professionnel. Vous remettez en cause ces centres de confiance. Êtes-vous pour l'annulation de toute possibilité de secret professionnel et de ne plus avoir de possibilité de régler cela en parallèle dans une relation de confiance?

Nous allons d'abord donner la parole à M. Van Cauwenberghe.

**Karel Van Cauwenberghe:** Ik zal het rijtje afgaan.

Mijnheer Landuyt, het probleem met het biechtgeheim is natuurlijk een delicaat probleem, omdat het binnen de Kerk nogal strikt geregeld is. Bij de vorige uiteenzetting, waarvan ik nog een stuk gevolgd heb, heb ik toch even de wenkbrauwen gefronst, omdat het nogal een eigenaardige redenering was. Men gaat dat ook zelf sturen. Als er nog geen absolutie is, is er ook nog geen voltrekking van de biecht en is er dus ook geen sprake van biechtgeheim. De priester moet dus zelf beslissen wat hij met een mogelijk gevaarlijke persoon gaat doen.

Een keer de absolutie gegeven is, dan is het voor mij nog altijd onduidelijk wat het resultaat is. Men krijgt dan het zeer belangrijk gegeven van iemand die dingen toegeeft en daar boete voor wil doen, maar die dan toch terug buiten stapt, terwijl niemand, ook het biechtgeheim niet, de garantie kan geven dat die persoon geen nieuwe dingen gaat doen. Daarvoor zal hij achteraf misschien opnieuw te biechten gaan. Dan gebeurt er eigenlijk niets. Dat verontrust mij buitensporig.

Ik vind eigenlijk dat iemand die in een dergelijke situatie zit – in het kerkelijk gebeuren is dat de priester die de biecht heeft afgenomen –, toch een vorm van schuldig verzuim zou plegen, mocht hij die belangrijke gegevens niet op een of andere manier kunnen doorspelen aan Justitie.

De persoon die te biechten komt, rekent er natuurlijk op dat dit een gesprek is tussen twee en dat dit vertrouwelijk is. Op die manier zou men kunnen zeggen dat dit eigenlijk voor de priester onder zijn beroepsgeheim valt. Het beroepsgeheim blijft echter niet staan als er iemand in nood verkeert. Ik denk dat we dan toch de redenering zouden moeten maken – dat is echter een persoonlijke opvatting – dat we hier voor een noodsituatie staan, omdat iemand met toch wel gevaarlijke handelingen vrij rondloopt, zonder dat daar iets van reactie op volgt, uitgezonderd dan het kerkelijk gebeuren, maar dat is tussen dat individu en de priester. Naar de samenleving toe is dat toch een potentieel gevaarlijk iemand en ik denk dat er eigenlijk toch een aangifteplicht zou moeten bestaan om dit in dergelijke gevallen toch naar buiten te brengen.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik heb een praktisch vraagje. Neem nu dat er een priester voor u zit. U bent onderzoeksrechter en hij is priester en u weet dat hij met iemand gesproken heeft en meer weet, aanvaardt u dat biechtgeheim als een vorm van erkend beroepsgeheim?

**Karel Van Cauwenberghe**: Dat zou zelfs niet

nodig zijn, want iemand die voor een rechter komt en verklaringen aflegt, kan nooit zijn beroepsgeheim schenden. Hij mag zich steeds blijven beroepen op zijn beroepsgeheim.

**Renaat Landuyt** (sp.a): (...) biechtgeheim is beroepsgeheim. Is dat zo?

**Karel Van Cauwenberghe**: Ik zou dat, in functie van hetgeen ik daarnet heb gezegd, niet aanvaarden, omdat er ergens een noodsituatie is, die hem eigenlijk in een positie zou kunnen brengen dat hij ook zou kunnen vervolgd worden voor schuldig verzuim, omdat hij een belangrijk gegeven niet doorgeeft.

Op dat ogenblik moet de afweging gemaakt worden wat het belangrijkste is: het belang van dat individu of het belang van de samenleving. Als wij kijken naar wat wij nu allemaal hebben gelezen, naar wat er naar boven gekomen is, dan denk ik dat de samenleving er belang bij heeft dat dit inderdaad naar buiten komt en dat er geen sprake kan zijn van beroepsgeheim.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): U spreekt over aangifteplicht. Bedoelt u dat zeer ruim, met betrekking tot alle vormen van seksueel misbruik, zowel ten aanzien van minderjarigen als ten aanzien van meerderjarigen? Het is om het goed te begrijpen.

**Karel Van Cauwenberghe**: Ik zou het zeker zo ruim mogelijk zien. Seksuele delinquenten zijn zeer bizarre mensen. Het blijven mensen, maar ze hebben wel bepaalde kronkels waardoor ze bepaalde dingen doen. Niemand kan de garantie geven dat iemand die meerderjarigen heeft misbruikt, later geen minderjarigen zou misbruiken of andersom. Ik vind dat een potentieel gevaarlijke situatie.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Het was om duidelijk te zijn, omdat wij hier reeds verschillende adviezen hebben gekregen en om zeker te weten wat uw mening is.

**Karel Van Cauwenberghe**: Dat is mijn mening hierover, heel duidelijk.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Monsieur le juge d'instruction, il existe en France une prescription légale qui, je crois, oblige tout intervenant à dénoncer ce type de faits même s'il a recueilli la connaissance de ces faits dans le cadre de son secret professionnel. Il faudrait peut-être que l'on me rafraîchisse la mémoire sur cette prescription car je n'ai plus le libellé en tête.

Pensez-vous qu'une telle prescription légale devrait entrer dans notre droit?

**Karel Van Cauwenberghe:** Het beroepsgeheim is momenteel een van de meest omstreden zaken in ons systeem omdat iedereen daarmee op een andere manier omgaat.

In ons Strafwetboek staat daaromtrent een artikel, dat heel algemeen is opgesteld, waarbij wel specifiek de geneesheren worden vermeld. Het gaat om artikel 458. Ik ken het niet helemaal uit het hoofd, maar daarin staat dat iedereen die in het kader van zijn beroep kennisneemt van een geheim dat hem is toevertrouwd, onder het beroepsgeheim valt.

Maar op de duur heb ik de indruk dat iedereen vindt dat hij wel een beroepsgeheim heeft. Het is zover gekomen dat meer en meer mensen zich daarop beroepen en zich achter dat beroepsgeheim verschuilen. Dat is een comfortabele positie. Dat is tot op zekere hoogte te begrijpen, maar vanaf het ogenblik dat het een ander belang overstijgt, moet het volgens mij opzij kunnen worden geschoven. In geval van concrete misdrijven is het beroepsgeheim toch niet zo heilig als sommigen naar voren willen schuiven.

Dat is weerom mijn persoonlijke mening, maar ik ervaar meer en meer dat mensen zich achter dat beroepsgeheim verschuilen om informatie, die nochtans belangrijk kan zijn, ook in het kader van een gerechtelijk onderzoek, niet te verstrekken. Ik laat ze dan toch bij mij komen en zeg: kijk, u zit nu voor een rechter; u mag zich op een beroepsgeheim beroepen, maar als u nu dingen zegt, dan kunt u nooit worden vervolgd. Want dat is de uitzondering die door de wet is voorzien, getuigenis in rechte. Een getuigenis in rechte, dat wil zeggen een getuigenis voor een rechter.

Toch zijn er nog mensen die dat blijven afschermen, terwijl men op dat ogenblik goed weet dat er informatie voorhanden is die zeer verregaande gevolgen kan hebben voor het onderzoek. Het is toch wel belangrijk dat dit kan worden doorbroken, maar als men zich op het beroepsgeheim blijft beroepen, kan momenteel niemand dat doorbreken.

De heer Landuyt heeft als tweede vraag de problematiek van de verjaring aangeraakt. Ik denk dat wij daarover goed moeten nadenken. Criminologen zullen mij verketteren wegens wat ik nu ga zeggen. Ik vind het een logica dat verjaring bestaat, maar ik zeg altijd tegen een verdachte, in verband met seksuele delinquentie, dat hij het

slachtoffer levenslang heeft gegeven. Het slachtoffer zal altijd verder moeten leven met die gevolgen. Ik zeg dan: u hebt dat gedaan; u bent daar verantwoordelijk voor. Ik vind het dus een beetje onlogisch dat voor een slachtoffer de feiten nooit verjaren, terwijl voor een verdachte die feiten uiteindelijk na X aantal jaren, naargelang van de aard van de zaak, wel verjaren.

Ik vind dat er ernstig over moet worden nagedacht om dat te herzien.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Is dat dan ten aanzien van elke aantasting van de fysieke integriteit?

**Karel Van Cauwenberghe:** Ja, omdat het gevolgen zijn, hoe men het ook draait of keert.

Wij komen meer en meer in contact met slachtoffers van misdrijven die de weg vinden naar Justitie en ook persoonlijk contact willen met de onderzoeksrechter die het onderzoek voert. De ervaring leert intussen dat het voor die mensen ongelooflijk diepe wonden heeft geslagen, die ze blijven meedragen. Zij kunnen ermee leven, maar het blijft wel aanwezig. Zij hebben er niet om gevraagd, terwijl de verdachte, als het inderdaad laattijdig naar voren komt, niet meer kan worden vervolgd. Misschien heeft hij er in het beste geval schuldgevoelens over. Een aantal van hen zal dat niet hebben. Dan is de kous af. Er is geen evenwicht.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Een opmerking die nogal eens wordt geformuleerd wanneer men het heeft over het opheffen of het verlengen van de verjaringstermijn inzake seksueel misbruik, is dat het evenwicht in de strafmaat zoek raakt. Wat dan met de bepaalde verjaringstermijn voor bijvoorbeeld slagen en verwondingen met blijvende arbeidsongeschiktheid, met de dood tot gevolg enzovoort?

**Karel Van Cauwenberghe:** Als men het rijtje afgaat van de verschillende misdrijven, dan wordt het natuurlijk moeilijk om keuzes te maken. Waarom voor het ene wel en voor het andere niet?

Als minderjarigen slachtoffer zijn van seksuele delicten, hangt het af van het tijdstip waarop de feiten zich hebben voorgedaan. Er zullen problemen zijn in de puberteit. Er zullen problemen zijn later. Dat komt ook terug in verslagen van psychiaters. Wij stellen dikwijls psychiaters aan om de gevolgen voor het slachtoffer te onderzoeken. Daaruit blijkt vaak dat

die mensen problemen gaan ontwikkelen. Het hangt af van de leeftijd waarop de feiten zich hebben voorgedaan.

Waar is dan het evenwicht? Het slachtoffer blijft met die problematiek zitten.

Het is een moeilijke oefening. Er wordt nu al te gemakkelijk overgegaan. En voor de verdachte zegt men: we gaan na zoveel jaren toch niet beginnen om die mens voor zijn verantwoordelijkheid te plaatsen? Dat zorgt volgens mij voor een belangrijk onevenwicht.

**Valérie Déom (PS):** Monsieur Van Cauwenberghe, je partage votre souci d'équilibre et votre réflexion quant au fait que la victime supporte les conséquences des actes qui ont été posés par l'abuseur à perpétuité.

Parallèlement, dans votre présentation, vous avez mis en exergue la problématique de la preuve. Vous nous avez dit que c'était la parole de l'un contre la parole de l'autre, qu'il était difficile de réunir des preuves. Certes, plus le temps s'écoule, plus ce le sera! Finalement, le classement sans suite au niveau du parquet, voire l'acquiescement au niveau du juge de fond, si la procédure atteint ce stade, est une deuxième claue supplémentaire pour la victime qui peut se sentir davantage trahie.

Qu'avez-vous à nous dire en ce qui concerne cette volonté d'équilibre, voire la prolongation du délai de prescription par rapport à cette problématique que vous avez vous-même mise en exergue et cette double claue pour la victime en cas de classement sans suite ou acquiescement?

**Karel Van Cauwenberghe:** Het is natuurlijk ook een slag in het gezicht van het slachtoffer wanneer die te horen moet krijgen dat zijn zaak niet meer kan worden vervolgd omdat de feiten verjaard zijn. Dat op zich is al een gegeven. Natuurlijk wordt het moeilijker en moeilijker naarmate de tijd vordert om die feiten effectief ook te bewijzen en aan de rechter ten gronde te kunnen voorleggen, met voldoende bewijselementen, om eventueel nog een veroordeling te kunnen krijgen.

Ik vraag me af of het niet beter is om toch te proberen een onderzoek te doen en te proberen elementen naar boven te krijgen die toch aanduiden dat er wel iets gebeurd is, ook al blijft die verdachte dat misschien ontkennen, maar waarbij toch objectieve elementen naar voren gebracht kunnen worden, dat men die inspanning

levert naar het slachtoffer om aan te tonen dat wij hem ernstig nemen. Ik heb de indruk, vanuit mijn ervaring ook, dat veel slachtoffers soms – daar kom ik aanstonds op terug, wanneer het gaat over aangifte doen bij de politie – de ervaring hebben niet ernstig genomen te worden en dat zij op die manier ook weer de indruk krijgen: we worden toch niet ernstig genomen, men klasseert onze zaak omdat ze verjaard is, terwijl als men de inspanning doet om een onderzoek te doen, er toch wel duidelijk een signaal wordt gegeven: kijk, we proberen het.

**Valérie Déom (PS):** N'avez-vous pas la possibilité, par exemple, de mener l'enquête pour vérifier la continuité des faits et déterminer s'il n'y a pas d'autres victimes, ce qui permettrait de réduire à néant la problématique de la prescription?

Vous avez quand même la capacité de continuer à mener l'enquête et pas seulement de constater que, pour ce fait précis qui est dénoncé par la victime, on effectue un calcul "bête et brutal" et on décide qu'il y a prescription. Vous avez quand même la capacité d'aller chercher des éléments?

**Karel Van Cauwenberghe:** Daarom is het ook zo belangrijk dat er zo veel mogelijk aangiftes worden gedaan, omdat op die manier de zaken aan elkaar kunnen worden gelinkt en meerdere slachtoffers in een zelfde zaak kunnen worden gevonden. Op die manier krijgt men wat de verjaringstermijn betreft, meer mogelijkheden omdat op verschillende tijdstippen, in een eenheid van opzet zoals men dat noemt, zaken gebeurd zijn.

Op dat gebied sluit mijn verhaal daarop aan. Laat ons ervoor zorgen dat er zo veel mogelijk aangiftes gebeuren. Dat is belangrijk met het oog op de verjaring. Het is ook belangrijk voor de persoon die in aanmerking komt voor de feiten, dat daar iets mee gebeurt, om te vermijden dat hij nog nieuwe slachtoffers zou maken. Dat heeft een dubbele functie.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Au risque de vous faire répéter quelque chose que vous auriez dit et pour être sûre de bien comprendre, vous seriez donc pour une imprescriptibilité des faits?

**Karel Van Cauwenberghe:** Niet-verjaring is misschien veel gezegd. Aan de verjaringstermijnen is echter al gesleuteld, zodat, wanneer iemand na zijn meerderjarigheid aangifte komt doen, de verjaringstermijn pas vanaf dat ogenblik begint te lopen.

Naar aanleiding van de zaken die nu naar boven komen, zouden een aantal zaken reeds verjaard zijn. Voor de slachtoffers heeft dat uiteindelijk geen effect meer. Wanneer daarentegen alles naar boven is gekomen, wordt iedereen geconfronteerd met zaken die blijkbaar zijn gebeurd. Wanneer Justitie dan moet bekennen dat zij er niets meer aan kan doen, omdat verjaring is opgetreden, dan is dat voor de slachtoffers heel pijnlijk.

**Sophie De Wit (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, mijnheer Van Cauwenberghe, ik volg uw redenering in zekere zin, met name dat het pijnlijk is voor het slachtoffer. Wij moeten dat probleem bekijken, want veel slachtoffers wachten immers al erg lang.

Anderzijds verklaart u ook dat zij zo snel mogelijk naar Justitie moeten stappen. Er moet dus een sensibilisering komen, zodat verjaring kan worden vermeden.

Wij belanden aldus echter in een kringetje. Wij hebben hier vorige week Peter De Waele van de cel van de federale politie in Brussel gehoord. Hij stelde duidelijk dat hoe langer de verjaringstermijn wordt gehouden, hoe minder druk er voor een slachtoffer is om tijdig naar Justitie te stappen. Niet enkel het belang voor het slachtoffer, maar ook het belang van andere slachtoffers wordt desgevallend belicht. Hij voegde er immers aan toe dat ondertussen de kans op recidive en nieuwe, andere slachtoffers blijft bestaan. Hoe langer de verjaringstermijn dus wordt gehouden, hoe groter ook op voornoemd punt het risico blijft.

Ik weet dat het balanceren is op een heel slappe koord.

**Karel Van Cauwenberghe:** Neen, het is niet balanceren op een slappe koord. Daarom staat de sensibilisering van slachtoffers ook in mijn besluit. Het is heel belangrijk dat zij een duidelijk signaal krijgen, met name dat zij zo snel mogelijk aangifte moeten doen. Het is niet omdat er een verjaringstermijn van tien of twintig jaar is, dat zij moeten wachten tot de termijn helemaal ten einde loopt om met zaken naar buiten te komen. Neen, er moet aan de slachtoffers een richting worden gegeven, om het belang van het zo snel mogelijk aangifte doen aan te tonen, niet alleen in het belang van hun eigen zaak, maar ook om te vermijden dat er nieuwe zaken zouden voorvallen.

**Sophie De Wit (N-VA):** U hebt gelijk. Het probleem is dat zulks in de praktijk tot op heden niet gebeurt.

**Karel Van Cauwenberghe:** Daarom heb ik ook de suggestie gedaan van meer sensibilisering voor de slachtoffers, ook door de hulpverlening.

Er is ook een vraag gesteld over de verjaring, maar ik denk dat ik daarop voldoende geantwoord heb.

Is het niet alleen binnen de Kerk, maar ook elders? In de media is al ter sprake gekomen dat er nog andere plaatsen zijn waar risico's bestaan. Het gaat dan over sportclubs en dergelijke. Ik heb al verschillende zaken moeten behandelen waar een trainer zich bepaalde dingen had gepermitteerd ten opzichte van minderjarigen, in clubverband, waar iemand veel in contact komt met minderjarigen. Het kan om het even wat zijn. Ik heb al een zwemclub gehad, en ook een atletiekclub, waar een trainer verregaande toenadering had gezocht. De zwemclub was voor meisjes, dus daar ging het om minderjarige meisjes waar zeer verregaande contacten hadden plaatsgevonden, die uiteindelijk aangegeven en ook uitgekomen zijn, met alle gevolgen van dien. Ik zie dus dat dergelijke zaken ook op andere terreinen gebeuren. Op de zaken die ik in mijn kabinet heb moeten behandelen, is er gelukkig onmiddellijk gereageerd en aangifte gebeurd.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Een heel kort vraagje: als u een dergelijk onderzoek voert, merkt u een verschil in de manier waarop u het onderzoek kunt voeren als het tegen een priester of geestelijke is, of als het tegen een sportclub is?

**Karel Van Cauwenberghe:** Bedoelt u dat er druk zou gezet worden?

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Dat is een vraag die u straks zult beantwoorden, maar het gaat gewoon over hoe vlot het gaat om medewerking te krijgen of om getuigen te hebben. Merkt u daarin een verschil?

**Karel Van Cauwenberghe:** Eenmaal een aangifte is gebeurd, is de medewerking wel zeer groot, omdat men een zekere schroom heeft. Het gaat dan steeds over een kleine gemeenschap. In een zwemclub is er een zekere band, er zijn contacten met de ouders, iedereen ziet mekaar, men komt de kinderen afhalen en dergelijke meer. Er is dus een zekere band, klein of diepgaander. Die mensen kennen mekaar, die steunen mekaar erin om dat allemaal naar boven te brengen. Ik heb daarin nog nooit druk ondervonden. Ik heb ook geen enkel probleem om medewerking te vinden. Wanneer mensen moeten verhoord

worden, dat gaat allemaal zeer gemakkelijk.

En was een vraag over de burgerlijke partijstelling, de vraag of dit gratis moet. Men neemt het argument om ergens een drempel te leggen, om te vermijden dat men zich zomaar burgerlijke partij zou stellen, zodat er ergens een grens is. Vanaf het moment dat men met dergelijke feiten zit, zou het beter zijn dat het gratis is en dat dergelijke drempel niet bestaat, om te vermijden dat mensen opnieuw zouden terugkrabbelen en geen aangifte zouden doen.

Burgerlijke partijstelling is een heel goede rechtsfiguur, maar er wordt ook soms misbruik van gemaakt, om bepaalde procedures langer te rekken, burgerlijke procedures die hangende zijn.

Inzake seksueel misbruik speelt dat echter geen rol. Daar gaat het over een ernstig feit waaraan geen gevolg gegeven is en waarvan het slachtoffer absoluut wil dat er een onderzoek komt. Dan is burgerlijke partijstelling een zeer kordaat middel om een onderzoek op te starten, omdat men dan ook ineens naar een gerechtelijk onderzoek gaat. Dat kan dus zeker overwogen worden.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): (...) meer is dan alleen de drempel van borgstelling, maar nadien ook wanneer blijkt dat er onvoldoende bewijzen kunnen worden verzameld en er kosten zijn gemaakt tijdens het onderzoek, dan blijven die ten laste van de burgerlijke partij. Terwijl in het andere geval, wanneer het parket zelf initiatief neemt en doorgedreven zijn best doet om tot waarheidsvinding te komen en men kan om een of andere reden er toch nog niet toe komen omdat men met een hardnekkige dader zit die erin slaagt om de feiten verborgen te houden, dan blijven de kosten ten laste van de Staat, ten laste van de overheid.

Eigenlijk is dat naar mijn aanvoelen – ik hoop dat u daar ook zo over denkt – een ongelijke behandeling van twee slachtoffers die zich wenden tot Justitie en die van de overheid verwachten dat men zijn rol speelt.

**Karel Van Cauwenberghe**: Ik zit op dezelfde golflengte. Het was niet in een zaak van seksueel misbruik, maar het ging om een zaak die door de burgerlijke partij werd opgestart. Ik heb het parket daarbij de suggestie gedaan om een vordering te nemen, zodat de kosten die eventueel gemaakt werden, gedekt waren. We konden het de burgerlijke partij niet aandoen – het was een zaak waarin medisch onderzoek moest gebeuren en

een college van deskundigen moest aangesteld worden – om de gigantische kosten te moeten betalen. Als een burgerlijke partij met dergelijke zaken zit, kan men het eigenlijk niet maken om hen op te zadelen met die kosten, zeker in de redenering dat als er achteraf een vrijspraak volgt of een buitenvervolginstelling, alle kosten aan de burgerlijke partij moeten worden aangerekend. Dat is dan opnieuw een extra kaakslag, maar dan louter financieel.

Er was een vraag over de rol van de politiediensten in heel het onderzoek. Zijn zij voldoende gevormd en ervaren? Ik denk dat in de meeste rechercheafdelingen van de lokale politie en ook in de afdelingen van de federale politie, gespecialiseerde eenheden aanwezig zijn die specifiek gevormd zijn om om te gaan met dit soort zaken. Ik denk ook aan de verhoren van minderjarigen die echt professioneel gedaan worden. Daarvoor is in een speciale opleiding voorzien, verhoortechnieken van minderjarigen en videoverhoor. Dat wordt dan doorgaans wel met audiovisueel verhoor gedaan zodat het achteraf nog eens opnieuw kan worden bekeken en iedereen kan zien hoe een minderjarige – soms gaat het over vrij jonge kinderen – zijn verhaal doet en op welke manier hij dat doet. Dan kan eventueel een psychiater het duiden en vaststellen dat dit echt niet allemaal gefantaseerd is en dat het wel komt uit een bepaalde ervaring die er geweest is. Ik denk dat daar zeker heel wat professionalisme aanwezig is.

Op welk niveau moet dit specialisme georganiseerd worden? Ik denk dat dit op elk niveau georganiseerd moet worden, het gaat niet alleen om politiediensten maar ook om parketmagistraten. Bij grote parketten heeft men het voordeel dat er veel magistraten aanwezig zijn en dat die specialisatie ook mogelijk is. Ik heb daar altijd voor gepleit, ook op het niveau van de onderzoeksrechters. Alleen is dat voor onderzoeksrechters, omdat zij beperkt zijn in aantal, veel moeilijker te organiseren. De enige officiële specialisatie die er nu bestaat bij de onderzoeksrechters, zijn eigenlijk de terreuronderzoekrechters, die vorig jaar of twee jaar geleden – of nog langer geleden – in het leven zijn geroepen. Voor het overige is het de interne organisatie van een rechtbank die dat al dan niet mogelijk maakt. Zo hebben we in Antwerpen afspraken – maar dat zijn afspraken – dat er twee onderzoeksrechters zijn die zich vooral toeleggen op financiële onderzoeken, die daar ook een zekere expertise in hebben opgebouwd.

Dit vergt eigenlijk ook een speciale aanpak en zou

dus naar die specialisatie toe georganiseerd moeten kunnen worden.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Monsieur le juge d'instruction, nous savons évidemment qu'il existe un peu partout des cellules spécialisées. Nous avons eu l'occasion d'entendre l'une d'entre elles. Il y a des policiers extrêmement expérimentés dans ces matières. Évidemment, ils ne sont pas tous en première ligne.

La première ligne du commissariat de police du quartier est un problème majeur sauf si vous éclairez ma lanterne avec des éléments différents.

Nous avons vraiment eu la sensation en entendant les ASBL qui s'occupent des victimes que la première ligne était catastrophique car les gens n'étaient pas pris au sérieux.

Automatiquement, les victimes – des femmes – se sentaient dévalorisées, moquées et pas du tout encouragées à faire des déclarations avec les précisions voulues. L'accueil est donc un "ratage".

Certes, depuis l'affaire Dutroux, on a mis en place le service d'accueil aux victimes mais pour moi la première ligne devrait être le commissariat de police.

Ne pensez-vous pas qu'il y a quelque chose à faire à ce sujet?

**Karel Van Cauwenberghe:** Ik denk wel dat op het niveau van de eerstelijnsontvangst bij de politie, zeker wat deze problematiek betreft, nog wel wat werk aan de winkel is. Eigenlijk gaat het er vaak over dat men een aangifte wil doen, maar toevallig zit daar iemand die daarmee niet begaan is en men wordt niet au sérieux genomen. Dat is het eerste punt: au sérieux genomen worden met zijn klacht. Men komt iets vertellen en het eerste wat die politiemann vraagt, is of men daar bewijzen van heeft en waarom men nu pas aangifte komt doen. Men krijgt ook te horen dat men daar niets mee kan aanvangen en dat men het niet op papier kan zetten. Het zijn de klassieke reacties, die ik ook al gehoord heb.

Vandaar ook mijn suggestie naar meer sensibilisering van slachtoffers en hulpverleners om die aangifte te doen en die aangifte rechtstreeks naar het parket te sturen of via een burgerlijke partijstelling naar de onderzoeksrechter te sturen. Daar zal men dan wel au sérieux genomen worden. Daar zal men de klacht ineens ontvangen en het onderzoek wordt ineens

opgestart terwijl een politiemann gemakkelijk iemand naar huis kan sturen met de woorden dat men daar toch nooit iets mee zal bereiken voor de rechtbank. Dat is spijtig genoeg nog altijd de reactie van sommige eerstelijns mensen. Zij gaan zelf oordelen dat men met zo'n klacht nergens zal komen, terwijl een politiemann eigenlijk verplicht is om elke klacht op te nemen, elke klacht te acteren. Ik denk dat daar nog een verbetering kan volgen. Op dat gebied ben ik het met u eens.

In het verhaal van seksueel misbruik denk ik dat het belangrijk is dat slachtoffers naar die centra gaan en dat vanuit die centra de nodige stappen worden gezet om hen te begeleiden, zodanig dat er wel degelijk een klacht kan worden opgesteld die zeker geloofwaardig is. Zij kunnen ook aandringen en eventueel naar een gespecialiseerde afdeling van de politie stappen om die aangifte te doen. Op die manier kan men de eerstelijns politie eigenlijk een beetje omzeilen. Dit is misschien niet echt proper wat ik zeg, maar ik denk wel dat dit belangrijk is. Wij zitten met zulke belangrijke feiten dat van in het begin beter een gespecialiseerde dienst zich ermee bezig houdt. Dat bedoel ik. Het is daarom belangrijk om de weg te vinden. De meeste mensen gaan naar het politiecommissariaat om aangifte te doen, maar spijtig genoeg gaat dat in de praktijk niet altijd. Het is dan ook beter dat men ineens naar die gespecialiseerde diensten gaat bij de lokale recherche of bij de federale politie, of ineens rechtstreeks naar het parket of via burgerlijke partijstelling.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** (...) onderzoeksrechter. Wat is volgens u de ideale schaal? Het was een van de discussies bij de hertekening van het gerechtelijk landschap. Moet dat dan op het niveau van het ressort, de provincie of de samengevoegde arrondissementen georganiseerd worden? Wat is volgens u de ideale schaal om te komen tot een (...) efficiënt korps enerzijds, en anderzijds toch voldoende groot om te komen tot efficiëntiewinst en specialisatie.

**Karel Van Cauwenberghe:** De afstanden zijn geen afstanden meer. Wij staan wel allemaal stil in het verkeer, maar wij zijn toch veel mobieler dan vroeger. Een grote entiteit waar zoveel mogelijk mensen over een groot gebied bevoegd zijn...

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Wat is een groot gebied?

**Karel Van Cauwenberghe:** Ik ken de getallen,

ook van de bevolkingsaantallen en het aantal misdaden dat daar geregistreerd wordt, niet van buiten. Zoals het oorspronkelijk plan dat op tafel lag...

**Carina Van Cauter** (Open Vld): De samengevoegde arrondissementen?

**Karel Van Cauwenberghe**: ...met de samenvoeging van een aantal arrondissementen. Eigenlijk is het een virtuele samensmelting. Binnen die grote entiteiten kunnen magistraten mobieler worden ingezet. Dat zou een belangrijke stap voorwaarts zijn, omdat men dan met meer magistraten een groot gebied samen bestrijkt. Nu zit iedereen op zijn eiland en kan men niet verder. Zo kunnen mensen ook specialiseren.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Een provincie of een ressort is te groot, volgens u?

**Karel Van Cauwenberghe**: Dat hangt ervan af. Ik kan nu geen uitspraken daarover doen. Ik zou dan weer de cijfers moeten zien van het aantal mensen dat in elk arrondissement beschikbaar is en wat er gebeurt als men die in één provincie of in één ressort gooit.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Nous avons eu l'occasion de réfléchir à la réforme du paysage judiciaire avec le ministre de la Justice, chaque parti ayant envoyé ses délégués. Tant que j'y suis et tant que nous y sommes, puisque vous avez signalé tout à l'heure la difficulté pour un juge d'instruction de décerner parfois un mandat d'arrêt, par rapport à deux positions de fait diamétralement opposées, ce qui est très fréquent dans ce genre de questions, ne serait-il pas intéressant que la réforme confie ce pouvoir que vous avez à une juridiction qu'on appellerait le tribunal des libertés, comme en France, qui aurait la possibilité de décerner des mandats d'arrêt ou d'amener avec un débat contradictoire et qui vous laisserait libre de faire l'instruction à charge et à décharge en dehors de toute possibilité de ce type?

**Karel Van Cauwenberghe**: Ik heb zelf de ervaring gehad, door een stage te doen.

La **présidente**: On ne va pas passer un quart d'heure sur cette question. On s'éloigne un peu. Il y a plein de questions sur le sujet. Donc, je vous laisse répondre, mais en quelques minutes.

**Karel Van Cauwenberghe**: Ik heb de volgende ervaring gehad. Ik heb stage gelopen in een rechtbank in Frankrijk gedurende veertien dagen

en daar gezien hoe het werkt. Het blijft natuurlijk de beslissing van één rechter. Het is wel een tegensprekelijk debat in de aanwezigheid van een procureur, een verdachte en zijn advocaat, waar beslist wordt over de voorlopige hechtenis, maar wel ineens voor een termijn van vier maanden. Hier bij ons kan de onderzoeksrechter beslissen over vijf dagen en daarna moet de raadkamer, elke keer na een tegensprekelijk debat, maandelijks een beslissing nemen. In Frankrijk wordt ineens voor vier maanden een beslissing genomen, wel met de correctie dat een verzoekschrift ingediend kan worden, als het ware elke dag, om terug in vrijheid gesteld te worden.

De scheiding die in Frankrijk gemaakt werd tussen de onderzoeksrechter en de juge des libertés et de la détention, is toch wel wat kunstmatig. De rechter die over de aanhouding moet beslissen, is dan immers niet meer meester van het onderzoek. Dat maakt het weer wat moeilijker. Er zal toch altijd teruggekoppeld moeten worden naar de onderzoeksrechter. Er wordt ontdudd. Willen wij dan meer magistraten? We hebben er al genoeg. Dus, laten wij hen hun werk doen op de manier waarop zij het nu doen. Ik denk dat het nu wel goed functioneert. Het blijven wel moeilijke beslissingen, maar dat geldt voor de juge des libertés et de la détention eveneens.

Moet er voor alle dossiers systematisch een gerechtelijk onderzoek ingesteld worden? Persoonlijk meen ik dat het parket te lang talmt om een gerechtelijk onderzoek te vorderen. Het zou niet slecht zijn, in belangrijke materies, dat er meer systematisch voor zaken een gerechtelijk onderzoek wordt gevorderd, zodanig dat verregaande maatregelen genomen kunnen worden om zo ver mogelijk te gaan. Een onderzoeksrechter heeft nu eenmaal meer bevoegdheden dan het parket om bepaalde dingen te onderzoeken en om maatregelen te nemen.

La **présidente**: Quand vous dites qu'on devrait pouvoir faire des instructions de manière plus systématique, ce sera au parquet de décider ou non. Pensez-vous qu'il faut des changements? Ce sont des obligations légales par rapport à certains faits, qui sont des faits d'abus sexuels, en disant: "Ces faits-là, on les met d'office à l'instruction". Je crois que c'était le sens de la question de Mme Marghem.

**Karel Van Cauwenberghe**: Het is natuurlijk delicaat om een dergelijke verplichting in te voeren, omdat men dan misschien een overbelasting krijgt van onderzoeksrechters, dat er

veel te veel in onderzoek komt. Dat neemt niet weg dat ik mij nu niet van de indruk kan ontdoen dat toch een aantal zaken achterwege blijft, die op het niveau van het parket worden geseponneerd en waar misschien een kort vooronderzoek is gebeurd maar daarna niets meer.

De vraag is of wij dat wensen en of wij de mogelijkheden hebben. Als wij dat invoeren, denk ik dat er toch heel wat bijkomende ondersteuning nodig is voor de onderzoeksrechters. Wij blijven inderdaad alleen zitten. Wij hebben geen referendarissen of juristen, die ons ondersteunen.

Het parket van Antwerpen heeft momenteel 25 of meer juristen in dienst. Ik zou er ook graag een bij ons op de gang hebben, al was het er maar een voor de 11 onderzoeksrechters, om ons te ondersteunen. Wij zijn ook geen supermensen. Wij worden soms afgeschilderd als superspeurders, maar dat zijn wij niet. Wij zijn juristen, wij zijn magistraten, wij zijn rechters van de rechtbank. Wij proberen onderzoeken te doen, maar dat gaat de dag van vandaag moeizamer en moeizamer, omdat de materie veel complexer wordt. Enige ondersteuning zou daar wel welkom zijn.

De vraag werd ook gesteld of het misschien moeilijk is om iemand vrij te laten onder voorwaarden. Is dat wel haalbaar, omdat seksuele delinquenten meestal een moeilijk publiek zijn en hun problematiek minimaliseren? Dat is zeker het probleem.

Ik zal nooit iemand in dergelijke zaken vrijstellen onder voorwaarden. Ik zal minstens een maatschappelijke enquête bevelen of doorgaans vraag ik ineens een psychiatrisch onderzoek, zodat de psychiater een richting kan aangeven van wat nu de beste begeleiding zou kunnen zijn voor die persoon. Voor elke delinquent is er een andere oplossing naargelang van zijn problematiek. Dat kan ik alleen maar weten op basis van een psychiatrisch verslag.

Als men in dat psychiatrisch verslag tot de conclusie komt dat iemand moet worden geïnterneerd, dan zal ik die ook niet direct onder voorwaarden gaan vrijlaten, tenzij er een strikte begeleiding mogelijk en beschikbaar is.

Dit is het grote probleem. Wij krijgen soms een suggestie voor een begeleiding, maar dan moet er ook een plaats zijn in de instelling waar die persoon terecht komt.

Alle hoop is nu gericht op de forensische centra,

die in oprichting zijn. In Gent is men begonnen. In Antwerpen moeten de bouwplannen nog worden goedgekeurd, denk ik.

Die forensische centra voor psychiatrische patiënten zullen wel voor een aantal van dat soort delinquenten een oplossing zijn, maar dat is maar over drie of vier jaar. Momenteel is daar wel nog een probleem.

Anderzijds, als je iemand in begeleiding kunt oriënteren, blijft de justitiële druk wel heel belangrijk. Ik ben er rotsvast van overtuigd dat het feit dat iemand vrijgelaten wordt, onder druk toch terug aangehouden te kunnen worden als hij zich niet aan zijn voorwaarden houdt, een belangrijke externe motivatie is voor die persoon om in de hulpverlening te stappen en aan zijn problematiek te werken. Het werkt misschien niet perfect en op termijn is er soms kans op enige vorm van herval, maar er is begeleiding, men probeert de persoon onder controle te houden. Als men die persoon gewoon opsluit, dan gebeurt er helemaal niets. Als iemand die geen begeleiding heeft gekregen na een gevangenisstraf gewoon vrijkomt, zal hij in zijn oude patroon vervallen.

**La présidente:** Mme Marghem posait la question de l'injonction thérapeutique.

**Karel Van Cauwenberghe:** Is een verplichte begeleiding nodig? Dat is het eigenlijk, als men iemand vrijlaat onder voorwaarden, zegt men: u bent nu verplicht in behandeling te gaan en u blijft die behandeling volgen zolang de hulpverlening zegt dat u in begeleiding moet blijven. Het kan gaan om een psychiatrische inrichting of een ander centrum waarvan de begeleiders zeggen dat men er nog moet blijven om residentieel of ambulante behandeld te worden. Dat is een verplichte behandeling op dat ogenblik.

Het zou beter zijn dat op het einde, bij de behandeling ten gronde, de rechter ten gronde kan aansluiten op de behandeling die dan opgestart is. Daar zit soms een hiaat. Wij proberen de zaken wel te oriënteren, in samenspraak met het parket. Het dossier van iemand die vrij is onder voorbehoud, moet even dringend worden behandeld, want die voorwaarden lopen en de begeleiding loopt; er moet dus continuïteit zijn, want anders is het gedoemd om te mislukken. Daar moet zeker de rechtbank op aansluiten. Dan is het aan de rechter ten gronde om een beetje te zien: als er goede verslagen zijn van het verloop van die begeleiding, kan op basis daarvan verder gebouwd worden.

**Marie-Christine Marghem (MR):** En lien avec ce que vous avez dit, et vous voyez exactement où je veux en venir, il est vrai que le juge du fond dispose de nombreuses possibilités face à un délinquant qu'il s'apprête à condamner dans ce cas-là. L'idée serait de constituer la thérapie en obligation légale. Le juge pourrait saisir par un texte de loi la possibilité d'obliger la personne à suivre un traitement.

Il y a toujours, sur le plan de la réflexion thérapeutique, une autre idée qui consiste à dire qu'imposer un traitement à quelqu'un, cela ne peut pas fonctionner, ou difficilement. Au point où nous en sommes de connaissance de la problématique des pédophiles, de leur profil, des avancées des psychiatres et des médecins en cette matière, on se pose la question de savoir s'il ne faut pas permettre au magistrat du fond d'obliger la personne à suivre un traitement en lien avec sa condamnation.

**Karel Van Cauwenberghe:** Uiteindelijk bestaat het in de vorm van die probatiemaatregel die een rechtbank kan opleggen. Dat is toch ook een vorm van verplichte begeleiding, zij het dat het de betrokkenen nog altijd vrij staat eruit te stappen. Ik zie niet op welke andere manier men dit zou kunnen verplichten. Men kan zeggen dat iemand die begeleiding moet volgen. Men legt die begeleiding op als vervanging van een straf, maar wat als die persoon die begeleiding niet volgt?

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Wat is uw ervaring met opvolging en controle van voorwaarden?

**Karel Van Cauwenberghe:** Wat Antwerpen betreft, dit wordt nu al enige tijd heel strikt opgevolgd. De voorwaarden die wij opleggen, worden onmiddellijk nationaal geseind. Dat wil zeggen dat elke politiedienst die de persoon controleert, onmiddellijk in de ANG kan zien dat die persoon vrij is onder die en die voorwaarden.

Er wordt onmiddellijk aan de onderzoeksrechter gerapporteerd wanneer die persoon wordt aangetroffen op plaatsen waar hij niet mag zijn of in omstandigheden waarin hij zich niet mag bevinden.

Er is dus een hele strikte opvolging omdat dit nu al sinds meer dan een jaar zo is georganiseerd. Vroeger liep het inderdaad ook wel mank. Er waren mensen die vrij waren onder voorwaarden en die niet werden gecontroleerd en pas tegen de lamp liepen wanneer zij een nieuw misdrijf pleegden. Nu wordt het heel strikt opgevolgd. Dat

werkt heel efficiënt. Wij zien heel wat zaken terugkomen, spijtig genoeg.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Bien sûr, il y a les conditions de probation et on sait bien que si une probation tombe à l'occasion de l'examen de nouveaux faits dans le délai propice à faire tomber cette probation, on peut retrouver des marges de contrainte. L'idée est de dire: "Si vous ne suivez pas cette thérapie, de par la loi, on peut vous emprisonner à titre subsidiaire." Peut-être est-ce inapproprié parce que c'est tout de suite une sanction d'enfermement sans accompagnement, puisque l'accompagnement n'est pas bien organisé en prison. Ces choses doivent être réglées, il faut réfléchir à un système général. C'est cela, l'idée de l'injonction, celle d'exercer une pression plus forte. On dit: "Cela fait partie de vos conditions de probation et si vous ne le faites pas, on vous rattrapera peut-être au tournant si vous commettez de nouveaux faits." La loi le dit mais les gens ne le savent pas et en général, heureusement, on a très peu souvent l'occasion de requérir dans le chef du parquet parce qu'on est dans la situation de la perte d'un sursis probatoire antérieur.

**Karel Van Cauwenberghe:** Mevrouw Van Cauter stelde de vraag die ik had verwacht, namelijk of het nuttig was om de tweedeling van parket en de onderzoeksrechter te behouden.

Als u mij kent, dan zou u weten dat ik een absolute voorstander ben van het behoud van de huidige situatie en wel om de volgende redenen. Ten eerste, een parket is een vervolgende instantie en beziet dat ook vanuit die optiek. Een onderzoeksrechter is een rechter die meer afstand neemt van de vervolging en op een andere manier onderzoek voert, uiteraard met dezelfde optiek om een zaak uiteindelijk voor de rechtbank te brengen, maar dan los van het vervolgende aspect dat het parket wel heeft. Eenmaal het gerechtelijk onderzoek is opgestart, is er een aantal stappen ingebouwd. Volgens sommigen is het te veel tijdverlies, maar anderzijds biedt het de garantie dat er een vorm van tegenspraak is over de manier waarop het onderzoek is gevoerd en wordt er op het einde geoordeeld of in het dossier al dan niet genoeg aanwijzingen zitten om de zaak voor de rechtbank te brengen. Op het niveau van het parket zou alles binnen de parketten worden behandeld en zou men op eigen houtje beslissen om al dan niet te vervolgen.

Zo kom ik terug op wat ik in het begin heb gezegd. Waar zit de transparantie van het beleid van het parket om al dan niet over te gaan tot vervolging?

Eenmaal een zaak in gerechtelijk onderzoek is, gaat het toch de filter van de raadkamer moeten doorstaan. Daar is er een tegensprekelijk debat en kan iedereen elementen aanreiken en bijkomend onderzoek vragen om de zaak al dan niet naar de rechtbank te sturen.

Een belangrijk punt is bovendien de mogelijkheid van burgerlijke partijstelling. Nu kan men bij de onderzoeksrechter terecht om een zaak toch te laten onderzoeken, zelfs al is er daarvoor al een onderzoek geweest op het parket die de zaak om welke reden dan ook heeft geseponeerd; dan nog kan men die zaak aanhangig maken bij de onderzoeksrechter. Dat is een belangrijke correctie bij de manier waarop het parket met de zaak omgaat.

Daarmee wil ik niet gezegd hebben dat het parket slecht werk levert. Dat mag u mij niet in de mond leggen. Dat wil ik helemaal niet zeggen. Er bestaat nu gewoon een evenwicht in ons systeem. Het functioneert zeer goed. Misschien kunnen hier en daar zaken worden versneld, maar het principe...

La **présidente**: On ne va pas traiter de la réforme du parquet et des juges d'instruction comme tout à l'heure du juge des libertés.

**Karel Van Cauwenberghe**: Wij kunnen ter zake op een ander moment uitgebreid van gedachten wisselen. Ik heb immers wel wat ideeën over de manier waarop een en ander kan gebeuren. Ik zal daar dus nu niet nader op ingaan.

La **présidente**: On ne va pas faire la réforme de la justice via cette commission!

**Karel Van Cauwenberghe**: La question a été posée. Wij zullen er hopelijk op een ander moment verder over kunnen discussiëren.

Is specialisatie thans onmogelijk? Ik heb al min of meer op die vraag geantwoord. Op het niveau van de onderzoeksrechter zijn er enkel hier en daar afspraken dat bepaalde onderzoeksrechters een bepaalde materie meer zullen behandelen dan andere. Echt geregeld is dat echter niet. Momenteel is er op ons niveau geen specialisatie, terwijl ik van mening ben dat ze voor bepaalde zaken heel nuttig zou kunnen zijn.

Op het niveau van de politie is er zeker al een specialisatie. In de lokale rechercheafdelingen zijn er immers specifieke cellen. Dat is zeker in grote arrondissementen het geval, waar er een specifieke zedenafdeling is die zich met seksuele delinquentie bezighoudt. Wat dat betreft, zitten wij

dus vrij goed.

Zijn er nog bijkomende vragen?

La **présidente**: Vous avez oublié une question de Mme Déom, notamment sur le contrôle de votre travail par le parquet général, dont la circulaire de mai 2010 qu'un procureur général nous a exposée il y a une semaine. Avez-vous souvent ce type de contrôle? Vous n'y avez pas répondu. Mais il n'y a pas de problème.

**Karel Van Cauwenberghe**: J'ai raté cela. Je m'excuse. Il y avait peut-être une autre question à ce moment-là. Oui, j'ai noté ici.

Ik ben op de hoogte van die circulaire, maar tot nu toe heb ik op dat gebied nog geen ervaringen. Ik denk dat het ook nog te vroeg is om daarover uitspraak te doen.

**Françoise Van den Noortgaete**: Un contrôle de la chambre des mises en accusations? Sur la durée de la préventive? Ou la légalité des poursuites?

La **présidente**: Les saisies, par exemple.

**Valérie Déom (PS)**: Très clairement, nous nous étonnions un petit peu de la rapidité avec laquelle le contrôle a été effectué dans le cadre de l'affaire qui nous intéresse en l'occurrence. Vous avez répondu que c'était tout à fait normal puisqu'il y a notamment une circulaire, etc. On voulait savoir si vous avez eu connaissance de cette circulaire et s'il y avait eu un changement d'attitude quant au contrôle de la légalité des saisies et des actes des juges d'instruction avant ou après cette circulaire.

**Karel Van Cauwenberghe**: Tot hiertoe heb ik daar zeker geen ervaring mee, maar het is ook wel een wettelijke mogelijkheid die bestaat. Het is ingeschreven, sinds de wet-Franchimont, dat die controle door de KI mogelijk is. De KI heeft de mogelijkheid om het onderzoek eventueel te bekijken en de onderzoeksrechter eventueel te interpellieren. Tot hiertoe is dat nog niet gebeurd.

Ik kom dan tot uw vragen, mevrouw de voorzitter, over het gevaar dat men een beetje zijn eigen normen gaat hanteren en beslissen om al dan niet zaken door te geven en hoe ik tegenover de werking van de commissie-Adriaenssens sta. De commissie-Adriaenssens is opgericht. Er is blijkbaar een akkoord geweest met het College van procureurs-generaal. Ik weet niet wat daar afgesproken is. Ik zal daar ook geen uitspraken over doen. Ik heb alleen de indruk dat men binnen

de commissie-Adriaenssens zelf beslist wat men doorgeeft en wat niet. Ik heb wel van het College gehoord dat men blijkbaar toch de bedoeling had om alle dossiers uiteindelijk op te vragen. Ik weet niet hoe dat in de afspraken geregeld was, of er wel degelijk afspraken waren en hoe die gestructureerd waren. Ik heb daar totaal geen zicht op. Ik kan daar moeilijk een uitspraak over doen.

Ik denk dat ik de vraag over het beroepsgeheim al voldoende beantwoord heb, tenzij u daarover nog specifieke vragen hebt.

**La présidente:** En ce qui concerne les centres de confiance, vous nous avez dit que des choses risquaient de ne pas être dénoncées à la justice. Vous vouliez que le plus de choses possibles soient dénoncées, ce que n'a pas fait la commission Adriaenssens, puisqu'elle pouvait choisir les dossiers qu'elle transmettait à la justice.

Vous dites que plus rien ne peut se faire dans le cadre d'une relation de confiance et de secret professionnel et que tout doit passer via la justice et le pouvoir judiciaire.

**Karel Van Cauwenberghe:** Mijn overtuiging is inderdaad dat, om te vermijden dat dingen toch gestuurd worden op een manier die niet controleerbaar is, het toch beter zou zijn dat de hulpverleningscentra alles doorspelen zodanig dat ook zo kort mogelijk op de bal kan worden gespeeld en dat men geen tijd verliest om te kijken of het slachtoffer er wel klaar voor is. Alle begrip voor het slachtoffer, maar wij moeten toch ook proberen te vermijden dat er mensen blijven rondlopen die feiten hebben gepleegd. We zitten daar met misdrijven die eventueel toch aangepakt moeten kunnen worden op het niveau van Justitie.

**La présidente:** On nous a souvent dit que si la victime ne faisait pas de démarche, personne ne la ferait à sa place. On nous a dit que c'était à la victime de décider, ce que je conteste car j'estime que la société a une responsabilité. Des procureurs et des ecclésiastiques nous ont dit que si la victime ne faisait pas de démarche, il fallait respecter ce choix.

**Karel Van Cauwenberghe:** Ja, het is natuurlijk heel juist en heel begrijpelijk voor het slachtoffer dat hij zelf mag beslissen. Anderzijds hebben wij als samenleving een zekere verantwoordelijkheid en ik vind dat wij die verantwoordelijkheid moeten kunnen opnemen en zeggen dat er een slachtoffer is van zeer ernstige feiten, want wij spreken toch niet over de minste feiten, en moeten kijken op

welke manier wij daarop kunnen reageren. Er is maar één manier, namelijk door het te weten te komen en ervoor te zorgen dat die verdachte zo snel mogelijk opgespoord wordt en eventueel voor zijn verantwoordelijkheden geplaast wordt. Het is ook correct naar het slachtoffer en naar de samenleving om te vermijden dat er nieuwe slachtoffers zouden vallen. Dat is de enige manier om te kunnen ingrijpen.

Zich uitsluitend richten op de bescherming van het slachtoffer en de beslissing daar leggen, bij het feit dat hij of zij geen aangifte wil doen, kan op mijn begrip rekenen, maar er is nog wel meer dan alleen dat ene slachtoffer, er zijn er misschien veel meer. Dat kunnen wij alleen maar te weten komen als men de bal aan het rollen brengt.

**La présidente:** Je partage votre opinion sur ce sujet. On fait jouer un grand rôle à la victime, surtout quand il s'agit du ministère public qui doit protéger la société.

**Karel Van Cauwenberghe:** Ik spreek vanuit ervaring, ook met het werk dat ik doe. Ik ben nu twaalf jaar onderzoeksrechter. Ik heb daarvoor ook op de correctionele rechtbank gezeten en daarvoor ook tien jaar parket gedaan. Op die vijftienvintig jaar ziet men ook wel hoe belangrijk het kan zijn dat bepaalde dingen in onderzoek gaan, omdat dan andere feiten ook aan het licht komen. Door een verdachte in een onderzoek te kunnen betrekken, kan die verdachte zelf of, aan de hand van elementen die worden aangetroffen, ook andere feiten aan het licht komen, die belangrijk genoeg zijn om te weten.

**Sophie De Wit (N-VA):** Ik had nog een vraag in dezelfde richting, omdat we het vorige week zeer uitgebreid hebben gehad met de procureurs-generaal over de waarde van het akkoord, de nota, het document. Daar is geen uitsluitel over gekomen. Daar is heel uitdrukkelijk de vraag gesteld naar aanleiding van de commissie-Adriaenssens met meer dan vierhonderd dossiers, waarvan een honderdtal mensen bereid was sowieso naar Justitie te gaan. Peter Adriaenssens had die namen. Toch vond het parket-generaal daar dat als ze niet zelf kwamen, het niets kon doen. Dat zou dan eigenlijk neerkomen op een soort van – het woord is niet gebruikt, maar ik heb het zo begrepen – *fishing expedition*: men zou dan te ver gaan, want men had geen namen, geen data, geen plaatsen en men wist alleen dat het over zedenfeiten gaat, met een heel aantal daders, een honderdtal dossiers en een honderdtal slachtoffers. Dus vonden zij dat ze niet zelf daarin actie konden nemen of bevel geven tot.

Dat is dan toch eigenlijk in tegenstrijd met wat u nu komt te vertellen. Moeten we, als we kennis hebben van een aantal feiten, dan toch niets ondernemen om de maatschappij en eventueel andere slachtoffers te beschermen?

**Karel Van Cauwenberghe:** Ja. Het probleem is dat de dossiers bij die commissie zijn gebleven; enfin, ze zijn teruggegeven of nog niet teruggegeven, of in teruggave. Daar zijn toch slachtoffers die gezegd hebben dat ze inderdaad slachtoffer zijn geweest van bepaalde feiten, gepleegd door een welbepaalde verdachte, dus die gegevens zijn bekend. Vandaar mijn vraag, mijn verzoek eigenlijk, of we in al die zaken die in een dergelijke vertrouwenssfeer wel worden aangepakt, bekeken en behandeld, met de beste bedoelingen, toch geen inzage kunnen krijgen om inderdaad tot vervolging over te gaan, om te zien of er misschien nog andere slachtoffers zijn en om daar toch een belangrijk gevolg aan te kunnen geven. Het is niet omdat het slachtoffer zelf in zijn individuele zaak geen aangifte wenst te doen, dat dat niet belangrijk kan zijn voor anderen. Ik vind het heel belangrijk dat die informatie toch doorstroomt. Vandaar mijn suggestie om te vragen dat van elke zaak aangifte wordt gedaan. Ik weet dat dat botst op de principes van vertrouwensartsencentra en andere hulpverleningsinstanties, die in de vorm van vertrouwelijkheid wensen te werken. Maar daar krijgt men als bizar neveneffect dat die dan zelf eigenlijk de controle houden over wat ze doorgeven en wat niet. Die verantwoordelijkheid mogen ze, denk ik, niet nemen.

**Sophie De Wit (N-VA):** Het gaat eigenlijk zelfs nog een beetje verder. Een aantal slachtoffers had immers aangegeven niet naar Justitie te willen gaan. Een honderdtal had echter aangegeven wel naar Justitie te willen gaan. Om die reden werd er contact gezocht. Het parket-generaal vond het echter zelfs in die context niet nodig om daarin verder te gaan of bevelen te geven. Dat is toch eigenaardig.

**Karel Van Cauwenberghe:** Die vraag zult u moeten stellen aan...

**Sophie De Wit (N-VA):** We hebben die vraag gesteld, maar ze vonden dat dus niet belangrijk.

La **présidente:** On l'a fait. Ne vous inquiétez pas.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Je voudrais poser une petite question concernant les pressions éventuelles.

Dans le cadre de nos auditions, on a, à un certain moment, perçu l'idée que des pressions auraient pu être exercées, que ce soit sur ou par des magistrats de parquet, des magistrats du siège ou des juges d'instruction. Ainsi, des gens dont la profession est de travailler à la découverte d'infractions et au traitement de celles-ci n'auraient pas pu le faire parce que des pressions étaient exercées pour qu'ils ne le fassent pas, dans le cadre de la problématique particulière des abus sexuels au sein de l'Église.

Avez-vous à l'occasion de votre pratique professionnelle entendu parler de cela ou vécu ce type de situation?

**Karel Van Cauwenberghe:** J'ai déjà répondu à la question, mais je peux vous confirmer que je n'ai jamais vécu ce genre de situation.

**Valérie Déom (PS):** Je voudrais revenir sur le respect de la volonté de la victime. Il y a évidemment aussi la protection de la société. Je partage les avis qui ont été exprimés.

Il y a deux possibilités: soit cette obligation de dénonciation, soit le principe de l'abstention coupable ou non-assistance à personne en danger; cette dernière faisant partie de notre arsenal juridique. Manifestement, dans ces cas-là, cela ne semble pas, de ce qu'on a pu en comprendre lors des auditions, être une épée de Damoclès suffisante pour amener les gens à passer outre l'avis de la victime et s'intégrer en termes de responsabilité dans la société en rapport à cette infraction qui pourrait leur être reprochée. Avez-vous une explication à ce sujet ou mon analyse est-elle erronée?

**Karel Van Cauwenberghe:** Ik denk dat de meesten er niet bij stilstaan dat ze eventueel zouden kunnen vervolgd worden, maar het schuldig verzuim is ook iets dat weinig gebruikt wordt in deze context. Het is pas nu dat eigenlijk naar boven komt dat dit wel eens een schuldig verzuim zou kunnen zijn, het feit dat men dingen die men weet niet doorgeeft en niet aangeeft bij Justitie en dat men op die manier personen die in nood verkeren in de steek laat. Dat zou echter niet het zwaard van Damocles mogen zijn dat boven hun hoofd hangt, het zou eigenlijk een verplichting moeten zijn van nature uit om dergelijke zaken niet binnenskamers te proberen af te handelen en op die manier zijn eigen normen te bepalen.

La **présidente:** Je crois que nous allons vous "libérer", monsieur Van Cauwenberghe; il est 16 h 41 et vous vouliez partir vers 16 h 30.

Je vous remercie.

**Karel Van Cauwenberghe:** Mevrouw de voorzitter, mochten er nog bijkomende vragen zijn, ik heb mijn coördinaten achtergelaten op de nota, dus men kan mij steeds contacteren indien dat nodig zou zijn.

**La présidente:** Nous allons maintenant entendre Mme Van den Noortgaete, qui pourra peut-être donner des réponses complémentaires et répondre encore à d'autres questions.

**Françoise Van den Noortgaete:** Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres de la commission, contrairement aux apparences, je suis un jeune juge d'instruction. J'exerce mes fonctions depuis le 1<sup>er</sup> mai 2008. Contrairement au président de l'association, j'ai évidemment une expérience nettement moindre.

J'avais envie d'intituler un petit exposé que j'avais préparé "De la séduction traumatique à la violence sexuelle". C'est le titre d'un livre de M. Haesevoets: "L'enfant victime d'inceste". J'ignore si vous en avez connaissance mais ce livre explique très bien, à mon sens, le contexte dans lequel de tels abus peuvent se produire et toutes les conséquences auxquelles on en arrive auprès de victimes.

Lorsque M. Van Cauwenberghe a demandé si des juges d'instruction souhaitaient l'accompagner devant ladite commission, j'avais à l'idée une enquête que j'ai dû mener à l'égard d'un enseignant. À l'heure actuelle, nous en sommes arrivés à une quarantaine de victimes. Cette enquête me semble un petit peu exemplaire dans toutes les questions que vous avez posées et, si vous m'y autorisez, je reviendrai aussi sur du concret. On évoque le secret professionnel et les difficultés pour une victime. C'est une enquête qui a démarré récemment. On croit que ces faits ne se produisent plus mais cela arrive malheureusement très fréquemment et la majorité des dossiers que nous avons à connaître concernent évidemment le père, le beau-père, l'oncle ou le grand-père de la victime. C'est vraiment l'archétype même de l'abuseur sexuel, si je peux me permettre, dans un contexte familial à l'égard de jeunes victimes qui sont principalement des jeunes filles.

En l'occurrence, les victimes sont masculines et âgées de 8 à 18 ans. Un père dépose plainte auprès d'une zone locale en disant: "L'ami de mon fils m'a signalé que mon fils avait des

conversations par msn avec une personne adulte et qu'elle demandait à mon fils de se masturber devant la caméra." Ce père vient donc dénoncer les faits, non pas directement parce que son fils le lui a dit mais parce qu'il s'est confié à son ami. La zone locale convoque alors cette personne qui est à la fois un enseignant auprès d'une institution pour enfants handicapés et fait partie de ce que l'on appelle des fanfares. Dans le cadre de ces fanfares, il anime des camps musicaux.

Dans un premier temps, la victime habitant en France – ce qui constitue une difficulté – se présente spontanément. Elle dit: "Effectivement, je m'exhibe devant la caméra; je me masturbe et cela se fait avec des adultes mais aussi avec des mineurs d'âge. J'ai eu une enfance très heureuse, des parents très aimants, quelques difficultés scolaires. J'ai une amie et nous vivons ensemble." Cette personne représente une personne de confiance à qui on aurait donné le bon Dieu sans confession. C'est vraiment le jeune homme type, sympathique, avec lequel vous avez sympathisé et avec lequel vous allez directement avoir des affinités et tout le monde le décrit de cette manière.

La zone l'entend. Il fait une première déclaration. Le policier prend contact avec le magistrat du parquet qui lui demande d'essayer de savoir avec quels élèves, quels enfants il est en contact. Mais le suspect est laissé libre et retourne chez lui, en France.

Le dossier est rapidement mis à l'instruction. Il s'agit là d'un réflexe salvateur, dirais-je. Et comme l'a dit mon collègue, c'est le réquisitoire du parquet qui, au niveau de notre saisine, nous limite, en quelque sorte. Ici le réquisitoire visait la personne de plusieurs garçons pendant plusieurs années. On pouvait donc considérer que la saisine était très large. Mais par précaution – il ne s'agit pas ici de l'expression d'une crainte d'un contrôle quant à la légalité des poursuites –, j'ai demandé, en accord avec le magistrat du parquet, à être saisie, à chaque fois que des faits nouveaux concernant de nouveaux enfants étaient révélés, par des réquisitions supplémentaires. Donc, à chaque fois, le parquet pouvait ajouter des dossiers.

Je prends rapidement contact avec la police pour lui demander de dresser une liste. Évidemment, l'affaire fait immédiatement grand bruit dans la ville et aux alentours. On décide alors de reconvoquer le suspect afin d'éviter qu'il ne prenne la fuite. En effet, il y a toujours un risque de fuite. Et il se représente spontanément en avouant qu'il avait commis des faits sur les

dizaines d'enfants figurant sur la liste. Mais il avoue avoir également commis des faits sur d'autres enfants et il cite, à ce moment-là, 30 enfants.

J'entends donc cet auteur présumé. Je l'incolpe. Puisque, avant de délivrer un mandat d'arrêt, il faut que les indices soient suffisants pour que la culpabilité soit reconnue et que l'auteur présumé soit mis sous mandat d'arrêt.

La presse se saisit très vite de l'affaire et le procureur du Roi me contacte en me disant qu'il faut communiquer et faire une conférence de presse. Je lui ai alors répondu qu'il fallait, en priorité, veiller à informer – nous disposions, en effet, d'une liste – les parents des victimes. C'est ainsi qu'une cellule spécialisée a été mise en place au niveau de la zone locale. Une réunion a été organisée dans le cadre de laquelle il a été fait appel au service d'aide aux victimes et à des psychologues. Et je dois dire que les parents des victimes que j'ai pu rencontrer ont réellement apprécié cette prise en charge.

J'en arrive ainsi aux auditions vidéo-fimées. Ces dernières sont évidemment préconisées pour les victimes mineures afin d'éviter qu'elles doivent se répéter à de nombreuses reprises et auprès de différents intervenants.

Dans le cas présent, compte tenu du nombre de victimes, il avait été convenu avec les policiers qu'elles seraient entendues, soit en présence des parents, puisqu'elles sont mineures, soit en présence d'une personne de confiance, soit en présence d'un psychologue.

J'ai eu un retour également. En effet, dans le jugement rendu par le tribunal correctionnel, lorsque la parole de l'auteur était mise en doute par rapport à la parole de la victime, ces auditions effectuées à l'aide d'un psychologue ont permis de départager les thèses, puisque ces auditions ont fait l'objet d'une analyse de crédibilité.

Systématiquement, chaque victime était entendue dans les conditions que je vous ai décrites. L'auteur prenait connaissance de l'audition en disant: "je reconnais", "je ne reconnais pas" et je demandais à un expert psychologue d'analyser la crédibilité des dires de la victime et de déterminer si oui ou non, il y avait des séquelles.

C'est une enquête qui marque chacune des personnes qui en ont fait partie. Les policiers ont travaillé en équipe. Je pense que c'est très important, car une personne devant se retrouver

seule devant un auteur était une banalisation de ce qui se produisait. C'est donc très dur. Ils ont travaillé en équipe et ils m'ont dit qu'il fallait espacer les auditions, parce qu'après cinq auditions, vous n'en pouvez plus! C'est une horreur!

Il fallait également, du côté du suspect, lui faire subir une expertise psychologique, psychiatrique, pour déterminer s'il y avait éventuellement un problème pouvant conduire à un internement, ce qui n'était pas le cas ici.

Ce que nous faisons souvent aussi, c'est demander un avis à l'unité de psychopathologie légale, avis que le tribunal correctionnel demande en général pour déterminer si la personne peut faire l'objet d'un sursis probatoire. Il est demandé, dès à présent, par le juge d'instruction de le faire, ce qui permet au tribunal correctionnel en bout de course de gagner du temps. J'avais également demandé à un expert en matière de pédophilie de décrire, en quelque sorte, le *modus operandi* du suspect.

Cette enquête me paraissait importante pour votre commission, puisqu'elle s'inscrit dans le cadre d'une relation d'autorité à plusieurs degrés. Les faits ont commencé, alors que l'auteur était âgé d'une vingtaine d'années. Il faisait, je vous l'ai dit, partie de cette fanfare. Dans ce cadre, il rencontrait des jeunes, de très jeunes personnes et des adultes.

Les camps musicaux étaient particulièrement propices à une approche de la part de cet auteur. Plusieurs victimes ont témoigné dont trois frères. L'un deux a dit : "Moi, au départ, j'étais trop jeune, je ne l'intéressais pas. Quand j'ai eu 9 ou 10 ans, il m'a proposé des masturbations et des fellations." À un moment donné, la victime potentielle l'intéressait.

Les victimes disent toutes que c'était quelqu'un qui n'utilisait pas de menaces physiques mais que, lorsqu'elles le repoussaient, il insistait, demandait sans cesse et, à force de persuasion, arrivait à ses fins. Il avait cette espèce de proximité avec ces jeunes et jouait sur une relation copain-copain. Pour ces victimes-là, l'expert psychologue ne décrit pas beaucoup de séquelles psychologiques à l'heure actuelle, sans savoir évidemment ce que ça va donner dans l'avenir. La menace typique était: "Si tu ne me fais pas ce que je te demande, tu ne pourras plus venir à la fanfare."

Du point de vue du suspect, il dit: "Pour expliquer

mon comportement, je vous dirais que, vers 16-17 ans, j'ai commencé à fantasmer sur des garçons. Je n'ai pas vraiment le sentiment d'être attiré par de très jeunes garçons. Ce sont les occasions dont je profite. Peut-être qu'il est plus facile pour moi d'avoir de l'emprise sur eux. J'ai considéré très vite que mon comportement était déviant. Dernièrement, j'avais le sentiment de ne plus rien pouvoir contrôler."

Dans le cadre de cette fanfare, pendant huit années au moins, les faits se sont produits, les victimes déclarent: "Voilà, j'ai participé à plusieurs camps et j'avais 10, 11, 12 ou 13 ans." Ils peuvent dire chaque fois le contexte dans lequel cela s'est produit. Les victimes disent: "Il venait dans nos chambres quand il était sûr que les plus jeunes et les adultes dormaient."

J'ai évidemment demandé à ce que soit entendu le responsable de la fanfare qui m'a dit que c'était un jeune homme correct et sérieux dont la famille était parfaitement intégrée. Certains sont les parrains d'autres enfants, etc. Il dit qu'il n'a rien remarqué de particulier dans son comportement et personne ne s'est jamais plaint.

La majorité des victimes n'ont pas de séquelle déclarée, mais une des victimes ayant eu la plus longue période infractionnelle, pendant laquelle les abus se sont commis le plus longtemps, dit: "Si j'avais su que ça aurait évité à d'autres d'être victimes, j'en aurais parlé beaucoup plus tôt, mais c'est difficile de parler de ces choses-là lorsque l'on est jeune." J'ai beaucoup apprécié aussi l'audition. Il avait la liste, il pouvait donner de manière très précise: "Voilà, avec une telle personne, cela s'est passé de telle manière, à tel moment, dans tel contexte." Et il y a un jeune garçon qui dit: "Oui, oui, il m'a une fois demandé de venir dans sa voiture, et il a mis la main sur ma braguette. Eh bien, je lui en ai collé une; je lui ai donné une gifle!" Je trouvais cette réaction tout à fait saine, en disant: "Voilà, l'enfant X n'est pas l'enfant Y." Excusez-moi l'expression, mais le prédateur sait très bien à quel type de victime il peut s'adresser.

Donc, pas de menace, pas de violence. Il dit: "Il passait dans les chambres. Et il nous parlait pour nous convaincre de nous laisser faire. Quand un finissait par se laisser faire, il lui faisait une fellation. Puis, il tentait d'en convaincre un autre, et ainsi de suite. Lorsque l'un refusait, il ne disait rien, il passait au suivant."

Un peu plus loin dans la chronologie, en même temps que ses camps musicaux et que sa

participation à la fanfare, à un moment donné, l'auteur devient enseignant. Il professe dans un institut spécialisé pour enfants handicapés. Nous nous trouvons devant des handicapés lourds, des personnes gravement atteintes tant mentalement que physiquement. Et, dès le début de l'enquête, la direction fait part à la police de ses craintes à l'idée de la rencontre des élèves avec les assistantes sociales de la police. Compte tenu de la difficulté de gérer les angoisses des handicapés, la direction était particulièrement inquiète que ses entretiens se déroulent dans l'établissement, mais comprenait que la situation devait être élucidée au niveau judiciaire. Ouf!

Cette école s'est constituée partie civile devant le juge d'instruction, en disant: "Atteinte à mon honneur, j'ai subi un dommage moral." Et elle obtient effectivement, devant le tribunal correctionnel, un euro à titre de dommage moral.

Les policiers ont eu évidemment énormément de difficultés à entendre ces élèves, certains ne pouvant même pas s'exprimer par la parole, devant s'exprimer par des gestes ou des dessins. D'autres par contre ont pu très précisément décrire les faits et le contexte dans lequel ils se déroulaient, dans le parc de l'école. Le professeur, qui enseigne l'horticulture, leur disait: "Viens, on va voir dans la cabane du poney, on va nettoyer la cabane." Et alors il se dénudait. Il le faisait parfois même en classe. Il se masturbait devant les élèves en classe. Il obligeait des élèves à l'embrasser en les maintenant par la tête.

Là, je pense qu'on passe à un autre stade. Le suspect change quelque part d'attitude. Pour les faits vis-à-vis des membres de la fanfare, il arrive à dire que "oui, effectivement, cela s'est passé comme ça, non, peut-être pas tout à fait ce que lui dit...". Parfois, il donnait une explication ou une gradation dans les faits que la victime elle-même n'osait pas reconnaître. Dans certains cas de viol, la victime parlait uniquement d'attentat à la pudeur. Je pense qu'il était difficile pour la victime de reconnaître également certaines choses.

Donc cela se passait dans la classe. J'ai demandé à cet auteur s'il n'avait jamais craint d'être surpris, si personne ne pouvait entrer dans sa classe à un moment donné. Il répondait: "Non, cela ne m'est pas venu à l'esprit; franchement, cette crainte de voir arriver quelqu'un ne m'empêchait nullement de procéder à des actes."

Les parents, après coup, se sont dit qu'ils avaient perçu un changement de comportement chez leurs enfants. Certains sont devenus plus

agressifs, certains ont parfois pris du poids, certains ont vu leur pathologie très lourde s'aggraver de manière anormale. D'autres se sont auto-mutilés. Les parents ont compris après coup que cela ne pouvait être que cette explication-là. Pour certains, c'était le cas. Pour d'autres, il n'a pas été possible de le déterminer.

Quel a été le réflexe de ces parents? Ils ont retiré leur enfant de cette école car il n'y était plus bien. On n'enlève pas le professeur, mais on enlève l'élève. Apparemment, la direction ne s'est pas posé beaucoup plus de questions. Elle n'a pas demandé pourquoi les parents retireraient leur enfant, s'il y avait une raison particulière à cela. Certains disaient même que leur enfant ne voulait plus aller au cours de français ou de math, et on leur proposait de le mettre au cours d'horticulture. Et hop, la proie tombait dans le piège!

Ces élèves, dans le cadre de cet institut spécialisé, étaient suivis par des psychologues. Il y avait des équipes pédagogiques, de psychologues. J'avais demandé à la police de les écouter. J'ai dit: "Écoutez, essayez! Entendez les psychologues. S'ils se retranchent derrière le secret professionnel, pas de souci, je les entendrai."

Donc eux-mêmes disent: "Nous, on n'a jamais reçu des confidences de ces élèves". Certains élèves disaient: "Oui, nous, on en a parlé. On en a parlé à M. le directeur, on en a parlé aux psychologues". Eux disent que non, qu'ils en ont parlé après que les faits ont été dévoilés. Là, effectivement, les élèves ont commencé à parler. Il est donc difficile de situer la date de ces confidences.

Les psychologues disaient qu'ils n'avaient rien reçu. Je leur ai demandé: "si jamais vous aviez été informés de la survenance de tels faits, qu'auriez-vous fait?" – "J'en aurai parlé à la direction".

Donc réflexe: ce n'est pas dire tout de suite: "Je vais aviser la police ou la justice, non, je passe par la direction, je ne gère pas cela tout seul."

Le genre de menace, à ce moment-là, était plutôt affectif: "Je ferai du mal à ta maman."

Et tous déclarent: "Nous aurons beaucoup de mal à faire à nouveau confiance dans un adulte."

La durée de l'enquête: puisque le suspect était détenu, l'enquête devait être rondement menée. Après huit mois, il a été cité devant le tribunal

correctionnel, composé de trois magistrats, comme dans toutes ces affaires de mœurs, pour 55 préventions de viol sur mineurs, dont parfois des mineurs âgés de moins de dix ans, attentats à la pudeur, outrages aux bonnes mœurs, le fait d'avoir montré des images pornographiques soit comme animateur de camp musical, baby-sitter, professeur et/ou éducateur, avec parfois la circonstance aggravante qu'il s'agissait de personnes handicapées.

Il est acquitté pour deux préventions. Il est condamné à dix ans, avec mise à la disposition du gouvernement de cinq ans. Les frais du procès s'élèvent à près de 20 000 euros. Majorité des frais évidemment...

La **présidente**: Malgré toutes ces préventions et le viol...

**Françoise Van den Noortgaete**: Plusieurs viols!

La **présidente**: ... Plusieurs viols, sur des personnes particulièrement vulnérables, cela a été correctionnalisé?

**Françoise Van den Noortgaete**: Oui. D'office, les affaires de mœurs sont correctionnalisées en Belgique. Vous n'aurez jamais un viol devant la cour d'assises. En France, oui.

La **présidente**: Et vous, comme vous avez mené cette enquête et que vous avez interrogé toutes les victimes et cette personne, pensez-vous qu'à un moment, ce type de faits, avec autant de victimes, allant jusqu'au viol, ne devraient-ils pas, symboliquement, passer devant une cour d'assises?

**Françoise Van den Noortgaete**: Symboliquement. Mais vous avez la réforme de la cour d'assises qui permet maintenant à un tribunal correctionnel d'aller beaucoup plus loin dans les peines. Si vous dites: est-ce une question de peines? Là, je pense que le problème est réglé actuellement. Ici, c'est parce qu'il s'agit de faits antérieurs à l'entrée en vigueur.

Si on découvre de nouveaux faits, si de nouvelles victimes se révèlent, parce que des victimes étaient françaises, et peut-être que des gens apprendront la situation, nous risquons d'être coincés par ce qu'ils appellent...

(...): (...)

**Françoise Van den Noortgaete**: Mais aussi le fait que s'il avait été jugé pour tous ces faits au

même moment, la peine aurait été la même. On considère que c'est une unité d'intention. C'est la manifestation continue d'une même intention délictueuse. Les assises: si je dis oui, je vais me faire tuer par le procureur du Roi.

La **présidente**: Ici, vous n'allez vous faire tuer par personne. Dites ce que vous pensez.

**Françoise Van den Noortgaete**: Les cours d'assises sont déjà surchargées.

La **présidente**: Vous devez réfléchir dans l'absolu. Vous ne devez pas réagir en fonction de ce qu'un procureur peut dire ou en fonction d'une surcharge des cours d'assises de Belgique.

Dans l'absolu, si vous êtes face à de telles affaires, faut-il les correctionnaliser d'office ou une cour d'assises vaut-elle la peine?

**Françoise Van den Noortgaete**: Pour le traitement de ce type de dossiers par une cour d'assises, je dis oui.

La cour d'assises permet que beaucoup plus de personnes soient entendues au procès. La présence d'un jury permet également de voir qu'un pédophile n'est pas le sale monsieur, vicieux, le pervers pépère. Physiquement, c'était quelqu'un... C'est classique dans l'approche d'un pédophile. S'il est méchant, c'est un autre contexte. Mais ici, avec le nombre de victimes, cela n'aurait pas été possible. Les enfants le disaient entre eux: "Celui-là, c'est Dutroux. Ne vas surtout pas seul avec lui dans la cabane!" Les enfants en parlaient entre eux mais n'osaient jamais en parler à leurs parents.

Une cour d'assises serait une possibilité.

Vous avez également parlé des frais. Une expertise psychologique pour vérifier la crédibilité de la victime et pour l'évaluation des séquelles coûte environ 500 euros par victime. C'est le tarif pénal mais je pense que c'est indispensable pour apporter la preuve.

On n'a pas encore parlé du polygraphe. Cela pourrait peut-être être déterminant dans un des éléments constitutifs de la preuve. Je ne l'ai pas encore utilisé dans des affaires de mœurs mais il paraît que cela se fait couramment.

À mon sens, une victime n'oublie jamais ce qu'elle a vécu et je pense qu'un pédophile ou un auteur d'abus sexuel n'oublie jamais non plus. Il aura tendance à minimiser, à dire que ce n'était pas si

grave que cela, que cela se passait de manière sereine. Il y a tout ce contexte que vous connaissez qui va intervenir mais il se souviendra très bien de ce qu'il a commis.

Vous avez parlé de la mise à l'instruction systématique et de la spécialisation du juge d'instruction. Je pensais plutôt à un magistrat de référence, une personne de contact à qui la zone de police pourrait demander si telle ou telle affaire doit suivre un traitement particulier.

Je vous l'ai dit: ici, on part d'une webcam et on aboutit à des dizaines de viols. Il l'a dit: "J'avais déjà donné une vidéo au départ, du porno hard, à un enfant de dix ans." Le père tombe dessus et ne va pas déposer plainte, il va engueuler l'auteur et lui dire qu'il ne peut pas faire cela. "Oui, oui", dit-il. Évidemment.

Personne ne peut s'imaginer cela: il a une copine. Il emmène de jeunes enfants chez lui pour voir la télé ou je ne sais pas quoi. La copine va dormir, il reste en bas. Pourriez-vous imaginer que votre compagnon se livre à des attouchements sur un jeune enfant? Jamais, jamais.

Vous dites que la mise à l'instruction actuellement permet des actes qui à mon sens ne sont pas autorisés au stade d'une information menée par le parquet, c'est-à-dire l'accès au dossier et ces demandes de devoirs complémentaires. C'est pouvoir éventuellement s'opposer à un classement sans suite. Le classement sans suite, je n'en ai pas encore vu beaucoup. On dit qu'on donne un "motif" mais si on en indique un, c'est "motif d'opportunité"... Voilà, c'est ça.

C'est aussi la direction dans laquelle l'enquête va être menée. On va mener l'enquête à l'égard de l'auteur mais dans certains cas, avec des abus d'autorité: ne faut-il pas aller plus loin? Qu'en est-il exactement de la direction de l'école? Qu'en est-il de ces psychologues qui ont tout de même une responsabilité? Le juge d'instruction saisi d'une constitution de partie civile... Moi, j'ai des parents qui m'ont dit "Écoutez, ça ne va pas, l'école, je ne suis pas content." Bon il faut pouvoir démontrer qu'ils étaient au courant. Il ne suffit pas de dire qu'ils ne pouvaient pas ne pas savoir. L'abstention coupable à mon sens ne va pas jusque-là.

**Marie-Christine Marghem (MR)**: Concernant cet aspect spécifique de l'école, personne ne vous a demandé de devoirs complémentaires? Parce que, là, vous aviez une possibilité d'élargissement de l'instruction.

**Françoise Van den Noortgaete:** Je vous ai dit, on a entendu la direction qui a dit: "On n'a rien entendu. Personne ne s'est plaint".

La **présidente:** Combien de cas de viol y a-t-il eu dans l'école?

**Françoise Van den Noortgaete:** Dans l'école elle-même, on en est, je pense, à une quinzaine de victimes. Globalement. Il était aussi baby-sitter. Des parents de personne handicapée - c'est ce qu'un psychiatre m'a dit -, vous imaginez des parents d'un enfant handicapé, la personne à laquelle vous allez confier cet enfant, c'est vraiment une personne à laquelle vous allez faire 100 % confiance. Déjà, votre enfant "normal", vous n'allez pas le confier à n'importe qui, "mais ici il avait toute notre confiance". Donc, lorsqu'il était baby-sitter, c'étaient les occasions.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Comme membre de la commission, et aussi parce que je connais bien le dossier, je dirais qu'on a affaire à un prédateur exceptionnel. Non pas dans le sens mélioratif du terme, évidemment, mais dans celui très péjoratif, parce qu'il a toutes les apparences de la normalité et du respect dû à autrui, de l'intégration en société, etc. Donc, heureusement qu'on ne rencontre pas des prédateurs de ce type-là trop souvent. Mais, quand on en rencontre, c'est extrêmement troublant – ça, c'est vrai.

La **présidente:** Je pense que les prédateurs sont justement des gens bien intégrés, et pas des Dutroux. Enfin, nous entendrons les spécialistes à ce sujet.

**Françoise Van den Noortgaete:** Juste l'injonction de soins... Effectivement, un dossier, une personne condamnée avec un sursis obligation de soins, pendant cinq ans. Un sursis de cinq ans. Quand le sursis est terminé, la personne ne continue pas les soins et elle récidive. Alors, c'est bien, l'obligation de soins, mais elle est limitée dans le temps. Si on oblige la personne, elle va le faire pour ne pas retourner ou pour ne pas aller en prison. Mais peut-on imposer des soins à vie? Pour le moment, le Code ne le permet pas.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Il y a cette réflexion au sein du parlement, depuis un certain temps, à propos des délits sexuels. L'obligation à vie est, peut-être comme le problème de la prescription, une réflexion un peu déséquilibrée. En tout cas, il faut dépasser les mesures prévues par la loi sur le sursis et la probation, avec une obligation autonome de suivre pendant x temps,

par exemple en fonction du rapport d'un psychiatre, dans le cadre du dossier ou autre.

Nous entendrons les experts. Sur la dangerosité, je n'y connais rien. J'ai quand même une petite idée sur les prédateurs mais sur leur dangerosité et leur capacité à récidiver, je n'y connais rien.

Il semblerait qu'on soit obligé de prendre des mesures strictes et contraignantes car on sait qu'il y aura récidive. La question est de savoir si la récidive courra tout au long de la vie du prédateur. C'est une question d'expert.

Je crois que des experts pourraient, lors d'un procès, se pencher sur cet élément et permettre au magistrat d'évaluer s'il a un élément légal pour obliger à une thérapie.

**Françoise Van den Noortgaete:** Le risque de récidive fait partie des expertises que nous demandons. C'est un des éléments d'appréciation pour le tribunal correctionnel. C'est la raison pour laquelle on fait appel à des unités de psychopathologie spécialisées (l'UPPL) en disant "écoutez, voilà, dites-moi".

En ce qui concerne la prescription, j'avais une réflexion. La majorité des faits d'abus se produisent soit dans le milieu familial, soit dans un milieu fermé. La personne qui en est victime, pour moi, tant qu'elle est dans ce milieu a beaucoup de mal à se confier. À qui? Comment? Pour les enfants victimes de la part de membres de la famille, il y a aussi le dilemme: "C'est à cause de toi que papa est en prison!". "Je culpabilise". "C'est à cause de moi".

Je pense que c'est souvent lorsque la personne, qui a été victime d'abus lorsqu'elle était jeune, sort du milieu familial ou du milieu fermé dans lequel elle se trouvait, qu'elle est nécessairement adulte et qu'elle peut faire confiance. C'est une confiance dans une autre personne qui va lui dire "Écoute, là il faut quand même". Le secret des familles. Le poids parfois qui pèse pendant des années. La prescription, ... Bon. Il faudrait la revoir. Jusqu'où? C'est toujours le même problème.

Je pense que le traumatisme pour les victimes est colossal. C'est colossal. C'est indicible. Cela vous démolit une vie!

La **présidente:** Sans entrer dans le secret, y a-t-il certaines victimes qui ont demandé des dommages et intérêts et pour lesquelles les séquelles ont été évaluées par des psys particuliers? On connaît d'autres dossiers où on

reconnait une invalidité de 14 % par exemple. C'est un dossier qui a été cité dans cette commission.

Dans le cas que vous nous avez décrit, a-t-on été aussi loin?

**Françoise Van den Noortgaete:** On a donné des dommages à titre provisionnel pour des victimes au sujet desquelles l'expert avait dit qu'il y avait des séquelles. On a désigné un autre expert en lui demandant de nous dire en quoi consistaient ces séquelles et de procéder à une évaluation. Le tribunal laisse donc la porte ouverte pour que les victimes puissent revenir à un moment donné, même dans plusieurs années, en disant "à ce moment-là je ne m'étais plainte de rien mais voilà, il s'avère, preuves médicales à l'appui en quelque sorte, qu'il y a un lien entre les faits dont j'ai été victime et les difficultés que je rencontre actuellement".

**Marie-Christine Marghem (MR):** Il est important aussi, me semble-t-il, d'avoir connaissance, et de plus en plus probablement, même au niveau des experts eux-mêmes, de toutes les avancées faites par des professeurs d'université notamment, comme Adriaenssens, qui sont parvenus par leurs études à objectiver, par exemple, que sur le plan cérébral il y avait un dommage à raison de 16 % en termes de capacité et/ou d'invalidité pour la personne. C'est rapidement dit mais nous n'avons pas rencontré dans ce dossier un tel degré d'objectivation.

**Françoise Van den Noortgaete:** Ils n'ont pas encore été établis.

**Marie-Christine Marghem (MR):** D'autant mieux, madame le juge d'instruction, que certains enfants avaient beaucoup de difficultés de par leur handicap à s'exprimer correctement sur les faits. Cela a déjà été très compliqué à cause de cela. Ce n'est donc pas toujours possible d'objectiver mais en même temps il faudrait faire une mise à niveau des experts.

**Françoise Van den Noortgaete:** Puis on vous dira pour certaines, "elles sont déjà handicapées à 100 %. Qu'allez-vous ajouter à 100 %?"

La **présidente:** (...)

**Françoise Van den Noortgaete:** Oui, il y avait ceux de la fanfare.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Même dans ce cas, nous n'avons pas eu la finesse d'objectivation

pour des raisons qui sont liées à l'état d'expertise des experts qui ont été désignés. Mais je ne fais pas de critiques; je dis simplement qu'il y a une mise à niveau à réaliser. Il faut vraiment avoir affaire à des gens qui réalisent des évaluations fines.

**Françoise Van den Noortgaete:** La seule chose que je me permettrais ...

Je le disais, l'auteur est français; il y a des victimes françaises; un casier judiciaire européen.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Ah oui.

**Françoise Van den Noortgaete:** Cela nous faciliterait grandement la tâche. Donc voilà, j'en profite.

La **présidente:** Y a-t-il encore des questions à Mme la juge d'instruction?

Il est vrai qu'à travers une expérience d'un dossier lourd, cela nous permet de voir les étapes et les problèmes rencontrés à chaque étape avec les différents acteurs judiciaires ou autres.

**Françoise Van den Noortgaete:** Sinon, j'étais tout à fait d'accord avec M. Van Cauwenberghe concernant les questions qui lui ont été posées.

La **présidente:** Il y a donc unanimité d'esprit.

Je vous remercie d'être venue témoigner dans cette commission et de nous avoir amené votre expertise qui était importante pour cette commission. Si jamais vous aviez encore quelques éléments à nous donner parce que vous y pensez par la suite, vous avez les coordonnées des deux secrétaires de commission. C'est en effet toujours important d'avoir des éléments complémentaires.

Je vais rappeler aux membres de la commission nos travaux de lundi prochain. Nous commencerons à 13 h 30 et entendrons les procureurs du Roi. Nous en avons 4. Nous commencerons avec Mme Reynders, puis M. Berkvens, M. Bulthé et M. Pieters Willaert de Courtrai. On a prévu trois-quarts d'heure pour certains, une heure quart pour d'autres en fonction de l'importance du procureur.

Je vous rappelle aussi que le mercredi 2 février, nous travaillerons à huis clos sur la manière d'élaborer notre rapport. Il faut toujours anticiper. Ce jour-là, comme vous le rappellera un mail du secrétariat de la commission que vous allez

bientôt recevoir, il faudra amener des suggestions pour élaborer le canevas de notre rapport, pour aménager les constats, les discussions sur certaines recommandations, inachevées évidemment.

(...): (...)

La **présidente**: Monsieur, vous n'avez pas droit à la parole.

Le programme est le suivant. Lundi après-midi, nous avons déterminé du travail mais nous n'avons pas encore contacté les personnes donc, je ne vais pas encore le dire pour le moment. Monsieur Landuyt?

**Renaat Landuyt** (sp.a): (...)

La **présidente**: Ce sera à 14 h 15, une réunion de travail normale. Nous allons essayer de nous éviter les sandwiches, pour une fois, même si la soupe était excellente. Je remercie le personnel de nous avoir servi la soupe: cela nous a aidés.

*La réunion publique de commission est levée à 17.22 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.22 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 31 JANVIER 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 31 JANUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 13.40 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 13.40 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de Mme Danièle Reynders, présidente du Conseil des procureurs du Roi et procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Liège**  
**Hoorzitting met mevrouw Danièle Reynders, voorzitter van de Raad van procureurs des Konings en procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Luik**

La **présidente**: Nous allons d'abord entendre Mme Reynders, présidente du Conseil des procureurs du Roi et procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Liège.

Comme pour les personnes qui vous ont précédée, nous allons vous entendre sur les points qui intéressent cette commission spéciale – et vous connaissez les objectifs de cette commission – et ensuite, les commissaires poseront des questions, auxquelles nous vous laisserons répondre.

**Danièle Reynders**: Madame la présidente, mon exposé ne sera pas bien long. Vous avez eu l'amabilité de m'inviter et je réponds à votre invitation sous la première casquette de présidente du Conseil des procureurs du Roi.

J'imagine que la question qui vient à l'esprit est le fameux protocole ou la note ou l'accord intervenu.

Comment en ai-je eu connaissance? C'est à la lecture du procès-verbal de la réunion du Collège des procureurs généraux du 11 mai. Dans ce

procès-verbal, il était question d'une lettre adressée par le ministre de la Justice à M. Adriaenssens et il était question de la problématique des abus sexuels dans le cadre d'une relation pastorale.

La deuxième approche. Le Collège s'est encore réuni au mois de juin et au mois de juillet, et les procès-verbaux de leurs réunions ne mentionnent plus ce sujet à l'ordre du jour. Dans le procès-verbal du mois de mai, il était question d'une réunion entre le Collège et M. Adriaenssens. Je n'ai aucune information à ce sujet-là. Et le Conseil des procureurs du Roi va se réunir, comme chaque année, le deuxième vendredi du mois de septembre. Cette année, c'était le 10 septembre 2010.

Fait également partie de ce Conseil, le procureur fédéral. Il y avait un ordre du jour à cette réunion et un point a été ajouté, le vendredi 10 septembre. C'était de savoir quelle était la situation, puisque tous les procureurs étaient interpellés et intéressés par les perquisitions qui avaient eu lieu au mois de juin et par le dossier, qui est toujours pour le moment à l'instruction chez M. De Troy.

La question qui nous préoccupait était celle de savoir comment savoir ce qu'il y a, quelle est la saisine du juge d'instruction pour, si chaque procureur était saisi par un préjudicié, par une victime, ne pas entamer un dossier pour lequel il y aurait déjà une enquête qui est menée à Bruxelles. Donc, après une longue discussion, le procureur fédéral a aussi donné de l'information aux membres du Conseil en ce qui concerne les relations et les réunions qu'il avait pu avoir, tant avec le Collège qu'avec le procureur du Roi de Bruxelles. Et ce sont ces informations qu'il a

livrées. Et il a offert une mission de coordination. Donc, il serait le point de contact du ministère public pour l'entrée des plaintes et il dispatcherait ces plaintes vers le parquet compétent, le procureur du Roi compétent. Le critère qui a été pris comme compétence, c'était le lieu de résidence du suspect.

Le protocole en lui-même, j'en ai eu connaissance le 27 septembre par un courrier de mon procureur général, qui a envoyé ce document à l'ensemble des procureurs du ressort de la cour d'appel de Liège.

Voilà en ce qui concerne la casquette Conseil des procureurs du Roi.

En ce qui concerne l'arrondissement de Liège, je répondrai à toutes vos questions. Dans une vie professionnelle antérieure, j'ai eu à connaître d'un dossier qui a fait la une des médias, que l'on a appelé "curé de Kinkempois", qui a donné lieu à une condamnation par la cour d'assises. L'arrêt est de 1992.

À titre personnel, je pourrais vous dire que je pense que cette affaire médiatisée a été un appel.

Toutes les victimes qui voulaient se faire connaître, pouvaient le faire. Il y a eu aussi d'autres condamnations dans les mêmes années. Pour vous les citer, je besoin d'un aide-mémoire. Il y a eu un dossier en 1997, qui a fait l'objet d'une suspension en chambre du conseil en 2002. Il y a eu un dossier en 1996 qui, lui, a fait l'objet d'une condamnation à 18 mois avec sursis pour le surplus de la détention préventive le 4 juin 1999. Et il y a eu un dossier de 2007 – c'est beaucoup plus récent – qui, le 3 décembre 2008, a fait l'objet d'un non-lieu, ordonnance prononcée par la chambre du conseil.

Voilà, madame la présidente, ce que j'avais préparé.

La **présidente**: Madame Reynders, je vous remercie et passe directement la parole aux députés. Je vois que M. Van Hecke lève déjà le bras!

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de procureur, ik dank u voor uw korte toelichting. Ik heb twee heel concrete vragen. Ik zal het niet hebben over het protocol, want we hebben daar al urenlang over gediscussieerd. Ik wil het hebben over uw persoonlijke ervaringen in Luik, namelijk over het seponeringsbeleid, gewoon om een algemeen beeld te krijgen. Een dossier dat bij

jullie behandeld wordt in het parket, wordt wellicht toebedeeld aan een bepaalde substituut. Als een substituut tot de conclusie komt dat om een of andere reden kan worden overgegaan tot seponering, wie beslist daar dan precies over? Is het de behandelende magistraat-substituut, die zelf autonoom die beslissing kan nemen, of is dat een beslissing die, ik zal het in het algemeen stellen, eigenlijk aan u wordt voorgelegd als procureur des Konings? Of gebeurt het in onderling overleg of hangt het af van de aard van de zaak en de zwaarwichtigheid van de zaak?

Dan wil ik de link leggen naar seksuele misdrijven. Stel een dossier over seksueel misdrijf, delicaat, al dan niet in de kerkelijke sfeer: heeft een substituut zelf de beslissingsbevoegdheid om te beslissen al dan niet tot seponering over te gaan, of wordt dat met u overlegd of door u beslist? Dat had ik graag vernomen. Dat is de eerste vraag.

Een tweede vraag gaat over uw inschatting met de werking met de politiediensten. Wat zijn uw ervaringen met politiediensten die werken op dossiers van seksueel misbruik? Zijn zij volgens u voldoende gevormd, voldoende ervaren om dergelijke zaken te doen, voldoende gespecialiseerd? Of denkt u dat daar effectief werk aan de winkel is en dat daar door onze commissie aanbevelingen kunnen gebeuren om op dat vlak verbeteringen te realiseren? Dat waren mijn twee vragen.

**Valérie Déom** (PS): Madame la présidente, madame le procureur, pourriez-vous nous donner un peu plus d'éléments concernant le fonctionnement du Conseil des procureurs du Roi? On sait que la politique criminelle est déterminée au niveau du Collège des PG, mais c'est à vous qu'il appartient d'appliquer cette politique criminelle. Par exemple, au-delà du protocole, avez-vous discuté du dossier "abus sexuels dans l'Église" en vue, par exemple, de décider d'une application plus large du principe de tolérance zéro, de porter plus d'attention aux dossiers classés sans suite? En effet, à une certaine époque, les dossiers se sont multipliés, vu le nombre de crimes qui avaient été commis. S'il l'estime nécessaire, le Conseil des procureurs du Roi peut-il adopter une politique plus dure en matière de poursuites en donnant des directives à l'ensemble des procureurs du Roi?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw, met betrekking tot het strafrechtelijk beleid en in aansluiting op de vraag van de heer Van Hecke, lees ik in de cijfers die door uw arrondissement zijn bezorgd dat over de laatste vijf jaar 1 166

dossiers, toch een belangrijk aantal, werd geseponeerd omwille van andere prioriteiten.

Ik zie andere redenen van seponering zoals onvoldoende capaciteit. Ik neem aan dat er een gebrek aan personeel of middelen is om zaken tot vervolging te laten brengen. Ik zie ook de leeftijd van het slachtoffer als een van de redenen waarom tot seponering wordt overgegaan.

Ik zie dat al deze redenen tot seponering niet alleen in uw arrondissement, maar in alle andere arrondissementen voorkomen. Is dat dan het strafrechtelijk beleid van de minister waaraan uitvoering wordt gegeven? Of is het, zoals de heer Van Hecke vroeg, de individuele beslissing van de parketmagistraat om tot een dergelijke beslissing te komen?

Ik zie daarenboven bij de technische redenen van seponering onder meer ook incompetéence. Ik neem aan dat de immuniteit van de dader daarmee wordt bedoeld.

Ik zie daar 164 dossiers. Meer gedetailleerde cijfers tonen aan dat dikwijls dossiers waar sprake is van beelden van seksueel misbruik, bij onbevoegdheid aanleiding geven tot seponering. Wordt dan niet verder naar de eventuele daders gezocht en opgespoord wie de daders van dergelijke misdrijven zouden kunnen zijn? Tot daar mijn eerste vraag.

Ten tweede, denkt u dat het strafrecht naar uw aanvoelen aangepast is aan het bestrijden van seksueel misbruik? U hebt een aantal uitspraken aangehaald waarin een straf met uitstel wordt opgelegd. Denkt u dat een dergelijke straf voldoende garanties biedt om een dader van seksueel misbruik te verhinderen om opnieuw dergelijke feiten te plegen? Of denkt u dat het arsenaal aan straffen dat u voorhanden hebt moet worden aangepast of uitgebreid, ook naar aanleiding van de situatie waar een dader bij een strafeinde komt. Hoe ervaart u recidive inzake seksueel misbruik? Denkt u dat het arsenaal voldoende is?

**Daniel Bacquelaine (MR):** Madame le procureur, comment s'organise, au niveau des parquets, l'accueil des victimes d'abus sexuels? Quid de la collaboration avec les maisons de justice à cet égard?

**Renaat Landuyt (sp.a):** Mevrouw de voorzitter, mevrouw de procureur, ik heb twee kleine vragen.

Ik heb, ten eerste, een praktisch vraagje. Hoe

lossen de procureurs het op, indien er in twee verschillende gebieden een klacht wordt ingediend, bijvoorbeeld een klacht in Brussel en een klacht in Luik? Hoe lost u een dergelijke situatie normaal in de praktijk op?

Ten tweede, is er binnen het arrondissement Luik een andere politiek inzake vervolging van seksueel misbruik sedert april-mei-juni 2010?

**Daphné Dumery (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, mevrouw de procureur, ik ga op hetzelfde thema door. Het gaat hier over de middelen die u ter beschikking hebt.

Hebt u voldoende speurders op uw parket? Hebt u voldoende speurders in uw arrondissement Luik die pedofiliedossiers aankunnen?

Ik heb nog een andere, praktische vraag. Het gaat over de bewijslast of de vergaring van bewijzen.

Zijn de agenten voldoende gespecialiseerd om in uw arrondissement verhoren af te nemen? Ik zou graag uw ervaring ter zake willen kennen.

**La présidente:** Je clôture ainsi le tour des questions. Les deux secrétaires de commission ont pris note de celles-ci. Si vous n'avez pas eu le temps de les transcrire, nous procéderons à une petite suspension afin de pouvoir les consulter.

J'en reviens un instant au protocole, madame Reynders. Vous disiez que, lors de votre réunion habituelle du deuxième vendredi du mois, le 10 septembre en l'occurrence, le procureur fédéral était présent, mais qu'il n'a mentionné le protocole d'accord à aucun moment, alors que vous parliez de la saisie opérée à Bruxelles avec le juge d'instruction De Troy.

**Danièle Reynders:** Si!

**La présidente:** Non, vous avez dit avoir entendu parler du protocole d'accord après le 27 septembre, lorsque vous avez reçu une lettre! Mais lors de cette réunion, un échange est-il intervenu entre la commission Adriaenssens et le Collège des procureurs généraux?

Certains policiers et juges d'instruction nous ont dit qu'il faudrait peut-être mettre systématiquement les affaires de mœurs à l'égard de mineurs à l'instruction.

Je perçois votre regard. Je vous transmets simplement ce que l'on nous a dit. Nous avons d'autres acteurs judiciaires. Certes, l'unanimité est

loin d'être rencontrée en la matière. J'essaie de saisir la pensée de chacun. Dans quelle condition estimez-vous qu'il faut instruire une affaire? Dans le cas contraire, quelle en est la raison? Je parle des affaires de mœurs à l'égard de mineurs bien entendu, puisque c'est le sujet qui nous occupe. Qu'en est-il? Cela découle de la correctionnalisation systématique de ces faits qui peuvent être considérés comme crimes par le Code pénal.

Madame Reynders, je propose de suspendre la réunion pendant dix minutes. Ainsi, vous pourrez vérifier l'ensemble des questions avec les secrétaires de la commission, à moins que vous ne vouliez commencer à répondre de suite. Dans ce cas, il n'y aura pas de suspension! Pas de problème!

**Danièle Reynders:** Il y avait une question sur la politique criminelle au sein d'un parquet.

Au fil des années – je suis magistrat depuis 1984 et je peux donc donner un aperçu sur plusieurs années –, pour le parquet de Liège, ce sont toujours les mêmes magistrats qui ont été en charge des dossiers abus sexuels, pas spécifiquement en ce qui concerne la relation d'autorité dans une relation pastorale mais en règle générale puisque la plupart des dossiers que l'on a à traiter sont quand même dans le cadre familial.

Jusqu'à fin des années 90, c'était géré par des magistrats de ce qu'on appelle le droit commun, qui traitaient les affaires de mœurs tant à l'égard des mineurs que des majeurs. Puis, mon prédécesseur a estimé que la matière était plus proche de ce qu'on appelle la section Jeunesse et elle a confié la gestion de ces dossiers mœurs sur mineurs aux magistrats du parquet qui s'occupent de toute la problématique des mineurs.

Il y a eu des organisations différentes. Le nombre de la section de Liège a varié entre 6 et 8 magistrats. À certains moments, c'était les 6 ou les 8 qui traitaient ce type de dossiers. Depuis 3 ans, on a essayé de regrouper les dossiers mœurs à charge dont les mineurs sont victimes sur la tête de 2 ou 3 magistrats. Ce sont ces magistrats qui prennent la décision.

À l'audition de vos questions, j'ai un peu l'impression que le parquet – je vais vous répondre pour celui de Liège – n'a pas assez d'attention à l'égard des dossiers pédophilie. Je veux m'inscrire en faux contre cette notion. C'est vrai qu'il y a eu des campagnes, qui sont toujours

en cours, sur les violences conjugales. La notion "tolérance zéro" est apparue dans ce cadre mais sans qu'on ne fasse une campagne au niveau des affaires de pédophilie, il y a une priorité. Au niveau du tribunal correctionnel, une audience est consacrée toutes les semaines aux dossiers pénaux à charge d'auteurs majeurs qui s'en prennent à des victimes mineures.

L'avantage d'un parquet c'est d'être plusieurs au sein de l'équipe.

Lorsqu'il y a une difficulté dans un dossier, le substitut a la possibilité d'en discuter avec ses collègues qui traitent le même type de dossiers ou avec le chef de section. Si vous voulez une réponse précise à votre question, chaque fois qu'un dossier est classé ou chaque fois qu'un dossier va à l'audience, je n'appose aucun visa. Dans le cadre de son travail, le magistrat est indépendant et responsable. Ces dossiers font partie des priorités fondamentales au vu de la gravité des faits et de l'ampleur des dégâts qu'ils occasionnent.

Vous m'avez également demandé si nous avons de bons contacts avec les services de police et si les services étaient suffisamment spécialisés. C'est peut-être une particularité de la Principauté de Liège, depuis la réforme des polices, la police judiciaire fédérale n'a pas retiré toutes ses billes et il y a encore une équipe de la police judiciaire qui traite les affaires de pédophilie. Ce travail se passe de manière harmonieuse depuis 2000.

Cette équipe est spécialisée mais elle ne peut prendre en charge tous les dossiers de pédophilie. Il y a eu une formation "d'auditionneurs" au sein de la police. Pour l'arrondissement de Liège, on en compte 24 et ils ont tous du travail. Ils sont compétents. Il y a des réunions de concertation plusieurs fois par an avec les magistrats de la section Famille. J'ai participé à l'une ou l'autre de ces réunions. Au départ d'un dossier, qu'il ait abouti ou non à une condamnation, il y a un débriefing. Nous analysons la manière dont l'audition, qui a été filmée, s'est déroulée et comment nous pouvons progresser. Ces affaires ne peuvent se résoudre par une enquête de quelques jours. Ces dossiers prennent du temps.

Comment traite-t-on un dossier de pédophilie? Il faut d'abord que la plainte arrive au parquet. Une personne s'est présentée dans un service de police et le procès-verbal initial est dressé.

Ensuite, le magistrat va lancer les premiers devoirs. On va chercher alors à établir la réalité

des faits dénoncés par la victime. Pour aller devant le tribunal, il faut qu'on puisse en apporter la preuve. On ne peut pas aller devant le juge avec la déclaration de la victime et un auteur qui va nier les faits, ce qui arrive dans une grande majorité des cas. On ne peut pas se contenter de la parole de l'un contre la parole de l'autre.

À quels arguments et à quelle méthode de travail peut-on recourir pour étoffer un dossier de ce type? Les circonstances dans lesquelles les confidences sont faites: on entend la personne ou toutes les personnes auxquelles la victime s'est confiée. La plupart du temps, du moins quand elle a au moins six ans, parce que plus jeune, cela pose des problèmes, on procédera à une audition vidéo-filmée, à laquelle on essaiera d'associer un psychologue. La mission en complément de ce dernier sera d'établir la crédibilité, ce qui est un vilain mot, mais aussi les séquelles chez la victime et d'un point de vue scientifique, si le discours de la victime correspond à ce que l'expert pourra déceler grâce aux tests psychologiques.

Avec ces éléments-là, on procédera seulement alors à l'audition de l'auteur. La plupart du temps, cela s'accompagne également d'une étude psychologique de l'auteur.

Il y aura une perquisition. Si on a besoin d'effectuer une perquisition, elle peut être consentie. Si la personne l'accepte, les policiers pourront perquisitionner sur consentement. Dans certains cas, le dossier sera mis à l'instruction. Cela dépend du juge d'instruction. Dans une perquisition, on recherche tous les supports d'images, films, photos, écrits qui peuvent établir les faits que la victime aura dénoncés.

Voilà comment un dossier se traite.

Pour répondre à la question du classement, il y a toute la difficulté d'établir la réalité des faits et aussi des dénonciations qui surviennent à cause d'un problème de garde, parce qu'un couple se sépare. Cet argument est alors souvent utilisé.

Je ne vois pas du tout ce que représente le classement pour incompétence. Dans notre jargon, lorsqu'on n'est pas compétent territorialement, on envoie le dossier pour dispositions au parquet territorialement compétent. J'ignore quel document vous avez sous les yeux.

La **présidente**: C'est un document qui a été remis par le ministère de la Justice quand on lui a demandé les suites données aux affaires de

mœurs en fonction des préventions. Depuis 2004, il existe des statistiques un peu plus précises et ils nous ont transmis l'ensemble des justifications des classements sans suite. Dans ce cadre, Mme Van Cauter expliquait que nous ne comprenons pas certaines justifications, notamment "pour incompétence". Nous ignorons ce que cela signifie et espérons avoir une réponse de la bouche d'un procureur.

**Danièle Reynders**: Non, pour moi, compétence territoriale. Maintenant, il est exact que nous avons été interrogés pour connaître le sort et le nombre de dossiers que nous possédions en matière de pédophilie. Et ça, j'ai quand même quelque difficulté à pouvoir vous le donner. Les dossiers mineurs...

Non, je dis des bêtises. C'est dans le TPI et vous les avez également.

Mais pour incompétence, je ne sais pas vous répondre.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Het gaat om 164 dossiers.

**Danièle Reynders**: Pour l'ensemble du pays. Ou pour Liège?

La **présidente**: Pour Liège. De 2004 à 2009, puisque nous n'avons pas eu de statistiques pour les années qui précèdent. On espère les recevoir, on les attend.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): En andere prioriteiten bijvoorbeeld, of 1 166 dossier? Andere prioriteiten is een van de redenen waarom dossiers worden geklasseerd of zonder gevolg worden gerangschikt. Dat betreft 1 166 dossiers, terwijl seksueel misbruik toch de persoon in zijn integriteit aantast en dit eigenlijk een prioriteit zou moeten zijn bij het vervolgingsbeleid. Ik stel mij dan ook de vraag: 1 166 dossiers om die redenen zonder gevolg gerangschikt, dat is niet niets; dat is belangrijk.

**Danièle Reynders**: Sur cinq ans. Cela représente 200 dossiers par an.

La **présidente**: C'est pas mal!

**Danièle Reynders**: Oui, c'est pas mal mais la question porte sur le contenu du dossier. Comme je l'ai dit, la plupart des faits sont commis dans le cadre d'une relation intrafamiliale avec, dans la plupart des cas, un nouveau "compagnonnage".

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank de procureur voor de uitleg rond het beleid en de manier waarop er gewerkt wordt. Het is belangrijk voor ons om goed te weten hoe zo'n dossier loopt. Ik heb begrepen dat het in Luik alleszins zo is dat de bevoegde substituten ook zelf de beslissing nemen.

Wat de politie betreft hebt u gesproken over 24 politiemensen die specifiek opgeleid zijn. Bedoelt u dan politiemensen bij de federale politie of hebt u het ook over mensen van de lokale politie? Waren die 24 enkel van de federale politie?

**Danièle Reynders**: Non. La section de la police fédérale compte, à l'heure actuelle, trois ou quatre personnes. Donc, quand je parle des 24, je songe à ces dernières, mais aussi à des membres des dix zones de police de l'arrondissement de Liège.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Elke zone beschikt dus over minstens één politieagent die specifiek is opgeleid?

**Danièle Reynders**: Ce n'est pas aussi simple que cela! Les zones de police n'ont pas toutes la même importance et ne comptent pas toutes le même nombre de policiers. Certaines zones de police jouent le rôle d'auditionneur pour d'autres. Il n'y en a pas un dans chaque zone mais il y a un accord au niveau de l'arrondissement. Si une zone de police n'a pas d'auditionneur, celui d'une autre zone prendra le dossier en charge pour cette audition-là.

La **présidente**: Si je vous comprends bien, s'il est mineur, il y aura d'office une audition vidéo-filmée.

**Danièle Reynders**: Non, ce ne sera pas d'office mais à la demande du magistrat.

La **présidente**: C'est le magistrat qui décide de demander ou non une audition vidéo-filmée. Ce n'est pas généralisé.

**Danièle Reynders**: Oui. Je peux éventuellement vous faire parvenir les chiffres d'une année. Je suppose que nous devons en disposer.

La **présidente**: Ce serait effectivement intéressant pour la commission.

**Valérie Déom** (PS): Je voulais rebondir sur ce que vous nous avez expliqué. Vous nous avez expliqué la manière dont vous menez l'instruction lors d'un cas de victime mineure. Lorsque des dossiers sont portés à l'instruction, sur la base

d'une plainte d'une personne majeure et où, a priori, on pourrait dire que la prescription... ou, en tous les cas, une personne qui a aux alentours de 28 ans ou, dans tous les cas, plus que 28 ans: à ce moment-là, quelle est la politique menée dans ce domaine? Constate-t-on simplement la prescription ou cherche-t-on quand même, instruit-on l'affaire pour savoir s'il n'existerait pas des faits connexes qui pourraient allonger le principe de la prescription?

**Danièle Reynders**: On a vécu quelques dossiers de ce type et un dossier a été mis à l'instruction. J'en ai un à l'esprit, pas dans un problème de relation pastorale; en dehors de cela. Par contre, c'était une personne qui relevait du disciplinaire. Dans le cadre de ce dossier à l'instruction, ce que l'on a recherché – et même les faits étaient prescrits pour les victimes qui avaient dénoncé les faits – c'est de savoir si, postérieurement, il n'y avait pas de victimes éventuelles. L'enquête n'a pas permis de faire apparaître la découverte de nouvelles victimes.

À ce niveau-là, la chambre du conseil a bien dû prononcer une ordonnance de non-lieu. Par contre, les faits ont été dénoncés sur le plan disciplinaire.

Dans le cadre de l'objet de votre commission, par le parquet fédéral, le parquet de Liège a reçu deux dossiers de plaintes. Ils ne sont pas à l'instruction, mais ils ont été confiés à la police judiciaire. Ils sont traités par un magistrat. Il faut être Liégeois pour le comprendre: le parquet est divisé et réparti sur cinq sites différents. La section Jeunesse n'est pas au palais de justice place Saint-Lambert. Donc ces deux dossiers sont restés place Saint-Lambert où se trouve mon bureau. Je peux avoir comme ça une supervision très précise de ces deux dossiers.

Que va-t-on chercher dans ces deux dossiers? Les devoirs sont partis, pour l'un, au mois de novembre et, pour l'autre, au mois de décembre. C'est de savoir si le suspect a pu être en contact avec des victimes dans la période qui est non prescrite. Ce ne sont pas des dossiers qui sont refermés.

Je peux vous évoquer aussi un autre dossier où là, c'est dans le cadre d'une succession.

On a trouvé une caisse comportant des documents. Et un jour, on a décidé d'ouvrir cette caisse et de parcourir ces documents. On s'est ainsi aperçu que le défunt faisait l'apologie des relations pédophiles qu'il avait entretenues. Ladite

caisse et les documents m'ont été remis car le légataire ne voulait pas les conserver. Ce dossier a également été confié à la police fédérale. Dans ce cas, l'affaire est particulièrement difficile. En effet, si on connaît l'auteur et, éventuellement, le prénom de certaines victimes, on ne connaît pas le nom de ces dernières. La mission consistera donc à les identifier. Mais par la suite, que faudra-t-il faire? Il s'agit-là d'une autre question. Faut-il rouvrir des plaies?

**Daphné Dumery** (N-VA): Mevrouw de procureur, hebt u tijdens zo'n onderzoek en als het gaat om een dader die lid is van een sportclub of in een pastorale omgeving werkt, reeds meegemaakt dat u door een hogere macht onder druk werd gezet in uw onderzoek?

Daarmee wil ik eigenlijk het volgende zeggen. U klinkt nu heel objectief wat uw onderzoek betreft, maar hebt u meegemaakt dat bijvoorbeeld de naam en de faam van een instelling een rol speelde bij het onderzoek?

**Danièle Reynders**: Je ne peux vous parler que d'expériences personnelles. Durant toute ma carrière de magistrat, je n'ai jamais fait l'objet d'aucune pression, que ce soit dans le cadre de l'Église catholique ou d'une autre profession car les dossiers de pédophilie se retrouvent dans tous les secteurs philosophiques. Je peux vous assurer que je n'ai jamais fait l'objet de la moindre pression.

La **présidente**: Je vous propose de poursuivre le fil des questions.

**Danièle Reynders**: Pour ce qui est de savoir si le droit pénal apporte une réponse appropriée, il y aura toute la problématique de l'exécution des peines mais c'est un autre débat. Comme procureur, j'ai d'énormes regrets que les peines qui sont obtenues devant les tribunaux correctionnels restent parfois lettre morte et qu'il faut parfois avoir fait beaucoup pour se retrouver en prison. Quant à savoir si c'est une réponse, il y a les peines avec sursis. Si le sursis est probatoire, il peut y avoir un suivi et la réponse peut être certainement appropriée. Quand les faits sont particulièrement graves, vous avez aussi la possibilité d'obtenir du tribunal la mise à disposition du gouvernement, ce qui permet, après l'exécution de la peine, d'obtenir une surveillance et de maintenir la surveillance sur l'individu.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijn vraag was eigenlijk ingegeven door de bezorgdheid of de

opvolging en de controle door het parket van de voorwaarden die opgelegd zijn, bijvoorbeeld probatievoorwaarden, afdoende zijn om eventueel recidive te vermijden. Vindt u dat u moeilijkheden hebt bij de controle, en dat de opvolging niet snel genoeg en niet efficiënt genoeg gebeurt? Of werkt dat in de praktijk wel goed?

**Danièle Reynders**: Je ne pense pas avoir été confrontée sur l'arrondissement à un problème de récurrence aiguë. Il y a les conditions alternatives à la détention préventive. Dans ce cas, il s'agit d'un autre suivi.

Au niveau du parquet, la période la plus longue est de trois mois. Nous avons un suivi, un service administratif et un magistrat qui s'occupent de vérifier si la personne n'a pas commis de nouveaux faits en même temps que la maison de justice fait son travail.

Pour ceux qui sont condamnés, c'est la commission de probation qui intervient. Il y a parfois des difficultés, eu égard à l'affluence de dossiers, à la problématique des peines de travail; mais je ne connais aucun cas criant, aucun problème concret pour lequel une personne qui aurait été condamnée avec sursis et conditions probatoires aurait commis de nouveaux faits.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mevrouw de procureur, mij viel een zinnetje op dat u haast tussen neus en lippen uitsprak. U zei: "Il faut faire beaucoup pour se retrouver en prison."

Is dat een algemene uitspraak of geldt die ook voor daders van seksueel misbruik?

**Danièle Reynders**: Vous demanderez les chiffres au ministre de la Justice.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Ik vroeg wel naar uw mening daarover.

**Danièle Reynders**: Je ne dispose pas des chiffres, je ne peux donc pas vous répondre. C'est une constatation générale: les petites peines ne sont pas exécutées. Je le regrette. Quant à savoir si cela touche aussi les auteurs d'infractions sexuelles, vous devez demander les chiffres au ministre de la Justice.

La **présidente**: Je me propose de le faire au nom de la commission. Nous savons effectivement qu'il y a des peines qui ne sont pas exécutées, sur base de circulaires.

**Christian Brotcorne** (cdH): Madame le

procureur du Roi, vous venez de faire référence à la problématique de la récidive en disant que dans votre arrondissement, vous ne vivez pas de cas particuliers de récidive importante après des condamnations judiciaires. Or, on entend parfois le discours selon lequel un pédophile n'est jamais "guéri" et qu'il commettra toujours des actes.

Il y a pour nous une interrogation réelle de savoir ce qu'on fait avec ces pédophiles. Vous avez l'air de nous dire que, dans votre ressort, s'ils sont attrapés et condamnés, on ne les voit pas revenir devant les tribunaux correctionnels. Cela veut-il dire que la sanction pénale a suffi et qu'elle leur a permis de prendre conscience des choses et de ne plus commettre d'actes? Ou cela veut-il dire que ces gens sont devenus plus prudents de sorte à ce qu'on ne connaisse plus leurs agissements?

Êtes-vous favorable à la suggestion émise par des intervenants dans notre commission, à savoir la tenue d'un registre de personnes condamnées dans une zone donnée, consultable au minimum par les autorités de police ou judiciaires?

**Danièle Reynders:** En ce qui concerne le registre, dans une enquête qui démarrerait aujourd'hui, si je veux avoir la liste des personnes condamnées dans l'arrondissement pour abus sexuel sur mineur, je pourrais l'obtenir.

Vous pouvez essayer de me démontrer s'il y a un avantage à avoir un registre en plus. Je vous donne mon avis personnel. J'ai l'outil à ma disposition par le casier judiciaire ou par la banque nationale d'enregistrement policier.

En ce qui concerne le taux de récidive, je peux vous parler d'un récidiviste.

Ses victimes étaient de jeunes majeurs. Il a été condamné quelques fois mais il était tout le temps dans le cycle de la surveillance. Je ne vois pas comment faire plus pour empêcher la récidive. S'ils deviennent plus prudents... Quand c'est dans le cadre d'une relation familiale, bien souvent, cela entraîne la séparation entre l'auteur et la victime: ils ne vivent plus sous le même toit... Il peut peut-être s'en prendre à d'autres. Je ne peux pas vous donner d'autre réponse.

**Christian Brotcorne (cdH):** Vous n'avez donc pas constaté de cas de récidive venant devant vos tribunaux?

**Danièle Reynders:** Non.

**Christian Brotcorne (cdH):** (...) peine de prison,

il n'y a pas de suivi thérapeutique, vous l'avez dit aussi.

**Danièle Reynders:** Cela dépend: pour beaucoup d'auteurs, dès la première audition, on peut offrir la possibilité d'un suivi thérapeutique. C'est quelque chose de fréquent. Par contre, si on est condamné à cinq ans fermes, alors là, il n'y a pas de suivi. Quand on arrive à une condamnation de cinq ans, c'est souvent un dossier qui aura été mis à l'instruction avant et peut-être y aura-t-il une libération en cours. Là, le juge aura vraisemblablement imposé comme condition un suivi thérapeutique.

On m'a demandé comment traiter deux dossiers, l'un déposé à Bruxelles, l'autre à Liège. Il n'y a pas de raison de les traiter en parallèle: l'un des deux doit traiter le dossier, soit Bruxelles, soit Liège. Il y a une série de critères qui nous permettent de décider. C'était notamment cela, l'enjeu de notre réunion du 10 septembre 2010.

Y a-t-il une politique différente depuis avril 2010? Je ne pense pas qu'elle soit différente mais je vous ai expliqué ce que nous avons fait dans les derniers dossiers. Je ne pense pas que cette politique ait été moins attentive les années précédentes.

Comment fonctionne le Conseil des procureurs? Il s'agit d'un organe d'avis à l'égard du Collège. Soit, on peut rendre un avis spontanément, soit, on est interrogé. Quand on éprouve des difficultés, on les fait également remonter vers le Collège pour le travail quotidien.

Aucune directive de politique criminelle ne sera lancée au niveau des procureurs du Roi. Ce n'est pas ainsi que le parquet fonctionne. Le Collège est appuyé par des réseaux d'expertise thématique. L'aide et l'appui se font aussi à ce niveau-là. Quant au niveau d'un ressort, c'est en concertation avec le procureur général que la politique est définie.

En ce qui concerne l'accueil des victimes, la maison de justice, on a pu garder des assistants de justice qui sont plus proches du parquet et qui assurent le suivi des dossiers et des victimes. Le parquet et les maisons de justice sont un accueil de seconde ligne.

Le premier service d'accueil que rencontrera une personne qui vient avec son enfant pour déposer une plainte est celui de la zone de police. Par la suite, le parquet va faire une offre de service vers l'adulte responsable et va lui dire qu'on peut

l'informer de la suite et du déroulement du dossier, qu'il peut y avoir un entretien à la demande. On attendra à ce moment que la personne prenne contact avec le parquet.

La **présidente**: L'offre de service de la part du parquet se fait-elle d'office pour soutenir la victime ou le parent si la victime est mineure?

**Danièle Reynders**: Pour les infractions de droit commun (vols avec violence, suicides, meurtres, explosion de la rue Léopold), il y a une directive pour qu'une offre de service soit faite. Je pense qu'au niveau de la Jeunesse, elle existe également. Je peux le vérifier.

La **présidente**: Ce serait gentil.

**Daphné Dumery (N-VA)**: Wij hebben in de vorige getuigenissen gehoord dat toen de commissie-Adriaenssens werd opgericht, heel wat slachtoffers zich daar aanboden en dus de voorkeur eraan gaven om zich tot die commissie te wenden in plaats van een klacht neer te leggen bij politie of gerecht.

Hebt u soms aanbevelingen voor onze commissie over hoe wij het slachtoffer kunnen overtuigen om de eerste stap te zetten naar politie en gerecht in plaats van te vertrouwen op een commissie? Hebt u een verklaring waarom die slachtoffers meer vertrouwen hadden in die commissie dan in de politie of het gerecht?

**Danièle Reynders**: Je peux difficilement me mettre dans la peau d'une victime pour répondre à la question de savoir si elle doit ou non porter plainte.

Je peux, sur base de mon expérience, vous expliquer la difficulté pour une personne majeure ou mineure, qui a subi un viol, de faire la démarche de porter plainte. Certaines femmes disent préférer s'adresser à une femme. Sur toute ma carrière, parce que j'étais en service ce jour-là, j'ai reçu une dame qui s'est présentée à mon cabinet avant de s'adresser à un service de police. J'ai également reçu une dame âgée de plus de 25 ans, d'origine étrangère qui avait été adoptée. Elle se posait la question de savoir si elle allait porter plainte contre son père. Il y a eu deux ou trois entretiens, avant qu'elle ne décide de "se lancer" dans l'opération. On ne peut forcer une victime. Elle vient. On procède à un entretien et puis, il faut l'amener à faire une déposition qu'elle doit signer. La jeune dame dont question a mené son combat durant de nombreuses années. Elle avait une

sœur qui, comme elle, avait été adoptée. À l'occasion d'une première information et d'une première instruction, la sœur a nié. Elle a dit que cela n'était pas vrai. Le père a bénéficié d'un non-lieu. Elle est allée en appel pour arriver au même résultat. Et puis, des années après, la sœur est venue expliquer qu'elle n'avait pas osé dire la vérité et qu'elle reconnaissait qu'elle avait également été victime de son père. Mais les faits étaient prescrits et il n'a pas été possible d'aller plus loin.

On a demandé pourquoi les dossiers étaient correctionnalisés entre 1990 et avril 1995. Vous devez savoir qu'à l'époque, quand il s'agissait d'enfants de moins de dix ans, on ne pouvait pas correctionnaliser les faits et on devait aller devant la cour d'assises. Depuis 1995, les circonstances atténuantes ont été étendues et on n'est plus obligé de s'adresser à cette dernière. Dans ce cadre, j'ai été amenée à entendre des enfants. Certains se confient facilement. Pour leur faciliter les choses, on utilise des poupées ou on leur procure des marqueurs pour dessiner.

Et il y en a eu un aussi qui ne voulait rien dire.

Il est revenu quelques semaines plus tard. Nous avons essayé de trouver, en lui suggérant de consigner son témoignage par écrit et de fermer la lettre. Il est revenu en fermant la lettre. C'est ainsi que nous avons eu l'audition.

Se mettre à la place d'une victime est très difficile. Tout le monde ne réagit pas de la même façon.

Si elles doivent, toutes, arriver à la justice, oui! Mais la décision de savoir comment encourager une victime à déposer une plainte... Dans le dossier qui a donné lieu à l'arrêt de la cour d'assises en 1992, dans lequel a été prononcée la condamnation d'un prêtre, la victime qui a dénoncé les faits au départ ne l'a pas fait pour elle. Elle n'avait pas vingt ans à ce moment-là. Elle l'a fait parce que des gamines de moins de douze ans subissaient les mêmes faits. Elle l'a fait pour protéger les plus jeunes, mais elle s'était tue pendant toute une période.

Voilà des exemples qui illustrent la raison pour laquelle une victime dénonce les faits ou non, mais je ne vois pas ce que je pourrais vous dire de plus en ce qui concerne d'éventuels conseils que j'aurais à vous donner.

La **présidente**: J'avais posé la question de la correctionnalisation systématique avec les circonstances atténuantes des faits. Pensez-vous,

comme pour le prêtre dont vous avez parlé, qu'un procès devant une cour d'assises, lorsqu'il s'agit de faits de mœurs, qui sont des crimes, notamment les viols d'enfants, ne serait pas une nécessité symbolique pour la société?

**Danièle Reynders:** Peut-être! Tout dépend si cela a valeur d'exemple ou pas!

La **présidente:** Pour vous, passer devant un tribunal correctionnel ou une cour d'assises, c'est équivalent?

**Danièle Reynders:** Vous allez me demander mon avis en ce qui concerne la réforme de la cour d'assises!

La **présidente:** Non, pas du tout! J'essaie d'éviter toutes les questions sur la réforme de la justice!

**Danièle Reynders:** Sinon, je vous dirais que je préfère les juges correctionnels!

La **présidente:** Il y avait également la question que j'avais posée sur la mise à l'instruction systématique, que certains demandent.

**Danièle Reynders:** Ce n'est pas possible! Tout d'abord, je pense que le juge d'instruction doit être réservé, lorsque l'affaire est particulièrement grave. Surtout, la raison pour laquelle un dossier est mis à l'instruction, est due aux pouvoirs de contrainte qu'il détient et que le parquet n'a pas. Et lorsqu'on a besoin d'une mesure d'enquête qui impose cette contrainte, dans ce cas, on mettra le dossier à l'instruction.

Sinon, je ne vois pas l'utilité de mettre systématiquement les dossiers à l'instruction ou, alors, on empêchera le juge d'instruction de travailler pour les dossiers pour lesquels il est indispensable.

Dans les dossiers de pédophilie, le dossier arrive bien souvent à l'instruction "en bout de course". Le parquet va faire procéder aux auditions – les confidentes comme je vous l'ai dit précédemment – et à l'expertise psychologique. En fonction de l'importance des faits, il le mettra à l'instruction pour demander, soit un mandat d'arrêt, soit une libération sous condition.

Quant à savoir si je dispose de suffisamment d'enquêteurs, je vous dirais qu'au niveau des services de police, il y a actuellement de grosses difficultés pour que les cadres soient remplis. C'est la même chose au niveau d'un parquet en ce qui concerne les magistrats et employés

administratifs mais la situation est telle que nous faisons avec ce qu'il y a.

En ce qui concerne la discussion que nous avons eue le 10 septembre et le compte rendu qu'en a fait le procureur fédéral, cela a été évoqué mais, comme j'ai voulu vous le dire précédemment, je n'ai eu le texte en main que par un courrier du 27 septembre de mon procureur général. Je ne l'ai pas eu le 10 septembre mais je pense qu'il en a été question à ce moment-là, puisqu'il y avait déjà une mission de coordination avec le Collège. Le procureur fédéral avait été associé.

La **présidente:** À la lecture de ce texte, le 27 septembre, qu'avez-vous pensé?

**Danièle Reynders:** J'ai aimé, dans le compte rendu du Collège du 11 mai, que le fait d'intenter ou non des poursuites appartenait au procureur du Roi. C'est la phrase principale qui a retenu mon attention. Pour le reste, je n'ai pas de commentaire par rapport à ce protocole.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik heb begrepen dat de politiek op zich niet echt veranderd is na mei 2010.

Als er dossiers of klachten zijn in een arrondissement en ook in een ander arrondissement, dan hebt u criteria om te bepalen wie van de procureurs bevoegd is. Mijn vraag betreft niet alleen uw rechtsgebied. Het kan ook interessant zijn om ook andere rechtsgebieden te bekijken. Wat gebeurt er in geval van een conflict, als u vindt dat het dossier u toebehoort en als, bijvoorbeeld procureur Bulthé, vindt dat het hem toebehoort? Hoe lost u zo'n conflict op in ons systeem, volgens uw ervaring?

**Danièle Reynders:** Je pense que la concertation est nécessaire. Comme nous sommes un corps hiérarchisé, on fait appel à l'étage supérieur. Cela passe donc par les procureurs généraux.

Mais je n'ai pas de conflit pour le moment, et même depuis trois ans et demi, je n'ai pas un conflit précis. Il est vrai qu'il faut de la bonne volonté de la part de tous, dans ces dossiers-là comme dans d'autres dossiers.

J'ai eu un dossier de meurtre qui a commencé à Hasselt. Hasselt a mis à l'instruction et, à un moment, on s'est rendu compte que les auteurs étaient liégeois. Hasselt s'est dessaisi par la chambre du conseil et le dossier est arrivé à Liège; il a été mis à l'instruction chez un juge d'instruction liégeois.

En ce qui concerne les dossiers qui me sont parvenus du parquet fédéral, s'ils me sont parvenus, c'est que je suis compétent et qu'ils ne sont pas traités en même temps à Bruxelles.

Par contre, un dossier m'est venu par Child Focus – c'est aussi une autre source d'approvisionnement – et un autre par la presse où un auteur a fait des aveux auprès du journal *Le Soir*. Là, on a regardé l'adresse; si personne ne s'en occupe, on l'enverra au parquet de son lieu de domicile qui est l'arrondissement de Nivelles.

Voilà la situation en ce qui concerne l'arrondissement de Liège. Mais je suis peut-être dans une situation privilégiée par rapport à d'autres.

**Bert Schoofs** (VB): Dank u voor uw uitleg, mevrouw de procureur.

Is er in de Raad van procureurs ooit gesproken over de opportuniteit van het eventueel verlengen van verjaringstermijnen?

Ik heb ook een technisch-juridische vraag, namelijk over het berekenen van de termijnen. Ontstond er eventueel discussie ten gevolge van de evoluerende cassatierechtspraak? Houdt de raad zich ook bezig met het beoordelen en evalueren ervan en het eventueel doorsturen van desbetreffende adviezen?

**Danièle Reynders**: Depuis trois ans et demi, la question de la prescription n'est pas venue à l'ordre du jour du Conseil des procureurs du Roi.

En ce qui me concerne, je ne suis pas pour l'allongement du délai de prescription. Ici, vous avez, je pense, une bonne chose pour le mineur qui est victime d'abus sexuels. Il a dix ans après sa majorité, ce qui lui laisse une longue marge de manœuvre.

Toute la difficulté, c'est quarante ans après les faits. Je vous ai expliqué comment on montait un dossier. Comment réunir les éléments de preuve? Et on est dans un dossier où on ne peut pas condamner un innocent.

En ce qui me concerne, je suis donc opposée à l'allongement du délai de prescription.

La **présidente**: Puisqu'il n'y a plus de questions des commissaires, je propose de libérer Mme la procureur du Roi Reynders.

Je vais faire une petite suspension de 5 minutes

pour accueillir M. Berkvens qui est déjà parmi nous.

**Audition de M. Jean-Marie Berkvens, procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruges**  
**Hoorzitting met de heer Jean-Marie Berkvens, procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brugge**

De **voorzitter**: Wij hebben nu als spreker de heer Jean-Marie Berkvens, procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brugge.

**Jean-Marie Berkvens**: Mevrouw de voorzitter, ik wil u in de eerste plaats danken voor de gelegenheid die mij wordt geboden om voor uw commissie het standpunt van het parket van Brugge uiteen te zetten. Ik neem aan dat dit in hoofdzaak gaat over de kritiek die in de allereerste dagen van uw werkzaamheden zou zijn geuit door de werkgroep Mensenrechten in de Kerk, althans voor zover ik dit via de media heb menen te begrepen.

Ik steek niet onder stoelen of banken dat die kritiek mij heel diep heeft geraakt. Een korpschef van een parket die als dusdanig naar buiten komt en zich niet verbergt, weet maar al te goed dat hij een en ander moet kunnen hebben en dat hij – zoals men zegt – tegen een stoot moet kunnen. Maar wat ik echter niet neem, en wat denk ik geen enkele magistraat, die naam waardig, hoeft te nemen, is dat men zijn integriteit door het slijk sleurt.

Ik heb het volste begrip voor de ontsteltenis, voor de ergernis, voor het ongeloof en de woede die zich sedert het openbarsten van de etterbuil Vangheluwe van heel wat mensen hebben meester gemaakt. Voor alle duidelijkheid: die gevoelens zijn ook mij niet vreemd. Maar soms is het goed het hoofd koel te houden. Emoties zijn dingen die een mensenleven kruiden, en gelukkig maar. Maar ze zijn ook vaak slechte raadgevers. Heksenjachten en lynchpartijen hebben de wereld nooit beter gemaakt.

Het moet dan geen verwondering wekken dat een Oostends parlements lid, niet bepaald bekend om zijn fijnzinnige uitspraken, onder de veilige bescherming van de parlementaire freedom of speech, mee op de kar springt en een parlementaire vraag aanvangt met een statement om u tegen te zeggen. Ik citeer: "Reeds meer dan tien jaar voeren de priesters Norbert Bethune en Rik Devillé strijd tegen zedenmisbruiken binnen de Kerk.

Reeds in 1999 waren er sterke aanwijzingen dat 'het parket van Brugge' en 'het bisdom Brugge' 'een en ondeelbaar leken te zijn.'" Die stukken

staan tussen aanhalingstekens. Dan zijn de aanhalingstekens op.

Mevrouw de voorzitter, men mag dan nog weten van waar het komt – sommigen zouden daar eens mee lachen, maar dergelijke grofheid raakt mij ook niet –, maar er zijn grenzen en er zijn spelregels, zelfs in de judosport.

Mevrouw de voorzitter, dames en heren, als dit het niveau is waarop het debat wordt gevoerd en waarop vooral ondersteuning wordt gegeven aan de strijd tegen seksuele misdrijven binnen de Kerk, dan zou ik mij in de plaats van voormelde priesters ernstig zorgen beginnen te maken.

Ik heb via de media begrepen dat het Brugs parket niet min of niet meer beschuldigd wordt dan van een niet-integere aanpak van seksueel misbruik in een ziekenhuis in Tielt. Als ik het goed heb begrepen – men heeft mij namelijk op geen enkel moment heel duidelijk gezegd wat er ons verweten wordt, maar soit –, zouden wij het dossier met opzet hebben laten verjaren, met andere woorden: een doofpotoperatie hebben uitgevoerd. Ik zal u, met uw goedvinden, straks in detail uiteenzetten hoe wij die zaak in de doofpot hebben gestoken.

Er is, behoudens vergissing van mijnentwege, ook allusie gemaakt op een onderzoek naar seksueel misbruik binnen een instelling voor andersvaliden in Torhout. Het klopt dat daar destijds een groot gerechtelijk onderzoek werd gevoerd. Dat onderzoek heeft geleid tot een aantal effectieve veroordelingen, tot een maximum straf van tien jaar voor de broeder-directeur daar. Ik weet echter niet of ik het over het juiste dossier heb. Ik weet niet wat daar eventueel fout zou zijn gegaan. Ik meen te weten dat de onderzoeksrechter die de zaak behandeld heeft, hier werd opgeroepen, maar de man zat met een heel zware dienstweek en is niet gekomen.

Ik ben nu – ik word eigenlijk een beetje oud als ik dit zeg – in mijn 23ste jaar als korpschef in het parket van Brugge. Wie mij ook maar een beetje kent, weet dat ik niet de gewoonte heb om weg te lopen als het warm wordt. Geen haar op mijn hoofd – ik heb er gelukkig nog – denkt er nog maar aan ex cathedra voor te houden dat er op mijn parket geen fouten worden begaan. Justitie is er voor de mensen, maar is er ook door mensen.

Dat houdt in dat parketmagistraten ook feilbaar zijn, dat ze verkeerde beslissingen kunnen nemen, dat ze een dossier fout kunnen inschatten. Ik heb het immense geluk sedert jaar en dag over

een korps te beschikken waar dat soort dingen zelden of nooit gebeurt. Het gebeurt echter, gelukkig zonder veel erg, maar het gebeurt. Niets is des mensen vreemd, zelfs parketmagistraten niet.

Wat ik echter niet en nooit zal aanvaarden, is dat een magistraat niet integer is. Ik hoor en lees nu al maanden van doofpotoperaties, onder druk zetten van politiemensen, het uitvaardigen van richtlijnen allerhande. Mevrouw de voorzitter, ik vraag u om als dat mogelijk is mij die dossiers te laten kennen, ook al ben ik persoonlijk bij de behandeling ervan betrokken, waar dat soort onregelmatigheden zou hebben plaatsgegrepen. Ik smee er eigenlijk bijna om. Toon ze mij en we zullen zien wat daarmee moet gedaan worden. In een democratische rechtsstaat en in een beschaafd land volstaan roddels, geruchten, insinuaties en suggesties niet om iemand onderuit te halen.

Seksueel misbruik is in ieder geval ernstig, laat daar niet de minste twijfel over bestaan. Seksueel misbruik binnen een gezagsrelatie in de breedste betekenis van het woord is nog ernstiger, omdat daar machtsmisbruik aan te pas komt en misschien nog erger omdat daar misbruik van vertrouwen bij komt kijken. Als daar dan nog eens kinderen het slachtoffer van zijn, dan slaat dit werkelijk alles. Ik wil daarmee duidelijk stellen dat je als korpschef de parketmagistraten niet door de strot hoeft te rammen dat je met dergelijke dossiers niet lichtvaardig omgaat.

De dossiers seksueel misbruik worden op het Brugs parket in hoofdzaak behandeld door de sectie Jeugd en Gezin. Dat is ook voor de hele grote meerderheid van de dossiers seksueel geweld binnen een gezagsrelatie. Binnen een gezagsrelatie betreft de overgrote meerderheid van de gevallen zaken die zich in intrafamiliaal verband voordoen. Vandaar Jeugd en Gezin. De aan familiale verhoudingen vreemde dossiers worden bij ons behandeld door de sectie Gemeen Strafrecht. Mevrouw de voorzitter, ik heb geen cijfers mee, ook al omdat ik weet dat men met cijfers alles en niets kan bewijzen. Ik meen echter te weten dat procureur-generaal Schins u cijfermateriaal heeft overgemaakt voor het ganse ressort Gent en Oost- en West-Vlaanderen.

Daarbij valt inderdaad op, en dat geldt ook voor mijn parket, dat het aantal seponeringen zowat de helft van het totale aantal dossiers bedraagt. Dat is minder dan in tal van andere materies. Bij die sepo's, bij die gevallen zonder gevolg vallen vooral die sepo's op vanwege onvoldoende bezwaar of

onvoldoende bewijs. Dan is er ook een stel dossiers met niet-geïdentificeerde daders. En dan zijn er de dossiers waarin geen misdrijf kon worden vastgesteld. De dossiers die geseponeerd werden om opportuniteitsredenen, vormen duidelijk een kleine minderheid.

Dat wil dus zeggen dat met dossiers van seksueel misbruik, als de feiten bewezen zijn en als de dader bekend is, vrijwel steeds iets wordt gedaan. Seksueel misbruik binnen een gezagsrelatie wordt in de regel vervolgd. Dat hoeft niet altijd tot gevangenisstraffen te leiden, tot effectieve gevangenisstraffen te leiden, dat kan ook aanleiding geven tot probatiemaatregelen, dat kan desgevallend tot strafbemiddeling aanleiding geven. Het hoeft niet altijd tot correctionele vervolging, voor de correctionele rechtbank te komen. In de regel is dat echter wel het geval. Mevrouw de voorzitter, dames en heren, voorhechtenis in de ergste gevallen is allesbehalve uitzonderlijk.

Het zal dan in Brugge zijn zoals bij de meeste parketten, in gevallen van seksueel misbruik van kinderen vooral, wordt ook gebruikgemaakt van de audiovisuele verhoren, van onze dienst Slachtofferonthaal, die bij de ernstige gevallen stelselmatig wordt ingeschakeld, zeker als het over kinderen gaat, al zijn de slachtoffers nog steeds vrij om het aanbod al dan niet te aanvaarden.

Als kinderen slachtoffer zijn van seksueel misbruik, worden stelselmatig kinderpsychologen en/of kinderpsychiaters aangesteld om de kinderen te onderzoeken en de geleden schade te omschrijven. Psychiaters spreken zich telkens weer uit over de toerekeningsvatbaarheid van de daders, over de gevaren op recidive en over de mogelijkheden van therapie die desgevallend in werking kunnen worden gesteld om die recidive te vermijden.

Mijn magistraten rapporteren mij hier een knelpunt, dat zal ook geen monopolie zijn voor het parket van Brugge, namelijk het relatief beperkte aantal deskundigen, waardoor er onvermijdelijk vertraging ontstaat in de afhandeling van die expertises.

Men behandelt met andere woorden geen seksueel misbruik zoals men diefstal of oplichting behandelt. Meer dan andere misdrijven zijn seksuele misdrijven heel erg persoonsgebonden, zowel in hoofde van de verdachte als in hoofde van de slachtoffers, en ligt de waarheid vaak niet zomaar voor het rapen, denk maar aan de

frequente klachten in het kader van een vechtscheiding en aan de problematiek van het omgangsrecht en het hoederecht.

Ook daar is de psycho-sociaaleconomische context vaak meebepalend.

Gelden die overwegingen in hoofdzaak voor intrafamiliaal seksueel geweld, het gros van de gezagsgebonden zedenfeiten, met de overige wordt omzichtig en accuraat omgegaan. Ik ken niet alle dossiers, maar werd in al die jaren wel meer dan eens ingelicht en om advies gevraagd over problemen van die aard met leraars, opvoeders, werkgevers, therapeuten en jeugdleiders in het kader van grensoverschrijdend gedrag.

Dat soort dossiers loopt zeker niet in de tientallen. Ze zijn meer de uitzondering dan de regel en zijn veelal ook niet eenvoudig op het vlak van de bewijslevering.

Het zijn echter ook dossiers waarin men niet als een olifant in een porseleinwinkel mag tekeergaan. Men moet omzichtig zijn en geen enkele dader sparen. Men mag zich ook niet vergissen. Iedereen herinnert zich ongetwijfeld het drama in het Franse Outreau waar door toedoen van een overijverige magistraat de eer, reputatie en soms zelfs het leven van sommige mensen werden vernield.

Welnu, de zorg voor en de bekommernis om slachtoffers wiens jonge leven, en ook vaak hun latere leven, werd vernield, moeten altijd primeren, maar mogen een serene, objectieve en juiste rechtsbedeling niet in de weg staan.

Ik ben altijd een vurig pleitbezorger geweest van een goede slachtofferbejegening binnen Justitie. Ik heb mij in een aantal dramatische gevallen met lijf en leden ingezet om informatie aan slachtoffers en groepen slachtoffers.

Als ik nu alle verhalen lees en hoor dat zovele slachtoffers van seksueel misbruik binnen en buiten de Kerk zo'n immens wantrouwen en angst hadden om met hun verhaal naar buiten te komen, is dat niet enkel te wijten aan Justitie. Ik denk niet het minst aan de vele ouders, ook in de jaren stillekes, die er toen niet waren voor hun kinderen. Als vader en als grootvader slaag ik er maar niet in om dat te begrijpen.

Wellicht ligt dat ook aan Justitie. Ook al heeft de slachtofferbejegening binnen Justitie in de jongste jaren een gedaantewisseling in de gunstige zin

ondergaan, ik vrees dat Justitie voor velen een gesloten burcht is en blijft waar het leven een beetje zijn eigen gang gaat, ver van de maatschappelijke werkelijkheid en zonder al te veel aandacht voor de noden en het lijden van de mensen.

In de praktijk is dat natuurlijk niet meer zo, globaal genomen, althans voor Brugge, want ik kan niet spreken voor de rest van het land, al zal men vandaag nog altijd parketmagistraten vinden die te weinig oog hebben voor de noden van slachtoffers. Men zal ook nog altijd rechters vinden die geen kaas hebben gegeten van slachtofferbejegening.

Het kan nooit kwaad in eigen boezem te kijken. Dat doe ik hier dan ook voor u, zonder enige schroom, maar ik mag hopen dat iedereen die van ver of dicht betrokken is in de problematiek waarover het hier gaat de eerlijkheid en de moed zou hebben om hetzelfde te doen.

Dat was een korte inleiding, mevrouw de voorzitter. Ik heb ook een tekst onder ogen in verband met de problematiek van het ziekenhuis in Tielt. Het is een soort akte van verdediging op de beschuldigingen die mij nog altijd niet zo duidelijk zijn. Beschouw het als een akte van verdediging. Ik heb ten behoeve van de leden van deze commissie een lijst van data gemaakt die in dat dossier van groot belang zijn. Ik kan die misschien overhandigen. Ik heb daartussen altijd een spatie gelaten, zodat er voor de ijverigsten onder jullie plaats is om nota te nemen bij de duiding die ik zal geven.

**La présidente:** Monsieur le procureur du Roi, je voudrais vous rappeler que vous n'êtes pas devant un tribunal. Les parlementaires qui sont ici ne sont pas juges. Comme je l'ai déjà dit avec beaucoup de fermeté, je ne pense pas que, dans cette commission, nous nous employons à "faire du radotage". Nous ne travaillons pas sur base de rumeurs. Pour reprendre vos mots, nous ne faisons pas de "la chasse aux sorcières". Soyez certain que le niveau des débats, dans cette enceinte, est plutôt élevé!

L'objectif est de répondre aux vraies questions. Pourquoi le silence des victimes? Pourquoi n'ont-elles pas fait confiance à la justice? Nous nous interrogeons également sur l'indépendance de la justice et sur la séparation de l'Église et de l'État. Voilà les questions auxquelles nous devons répondre.

Nous ne visons personne. Tel n'a d'ailleurs jamais

été le cas dans cette commission.

Nous devons répondre, en toute objectivité, aux questions auxquelles je viens de faire référence. Je ne souhaite donc pas assister à un plaidoyer visant à répondre à d'éventuels propos tenus dans la presse. Nous ne sommes pas ici pour nous pencher sur des dossiers individuels, même s'il arrive que nous nous posions certaines questions après avoir pris connaissance de documents qui nous ont été communiqués.

J'espère donc que vous n'avez pas le sentiment de vous trouver ici devant un tribunal car ce n'est pas le cas. Mais ne sous-estimez pas le travail fourni par cette commission. Il s'agit d'un travail de qualité. Et j'espère que tout le monde pourra s'en apercevoir lorsque nous aurons rendu notre rapport. En tout cas, nous comptons bien poursuivre ce travail de qualité sans nous en prendre aux personnes. J'ose espérer que, pour votre part, vous n'attaquerez plus, comme vous l'avez fait au début de séance, personnellement des parlementaires. Comme vous l'avez dit, l'émotion "peut être très mauvaise conseillère"!

J'espère que les travaux pourront se poursuivre dans une bonne entente et que vous répondrez aux questions en toute sincérité.

En outre, vous avez dit vouloir nous parler d'une affaire. Sachez que nous n'avons pas connaissance de toutes les affaires! J'imagine que l'affaire du dossier de "l'hôpital" est jugée. Sinon, cela poserait problème.

Je vous propose de répondre immédiatement aux questions. Vous aurez ensuite l'occasion de vous exprimer au sujet du dossier de "l'hôpital".

**Jean-Marie Berkvens:** Madame la présidente, je veux bien m'excuser. Peut-être me suis-je mal exprimé ou peut-être m'avez-vous mal compris: dans un certain nombre de choses que j'ai dites, je ne me suis pas tellement adressé au rez-de-chaussée de ce bâtiment...

Men mag toch niet uit het oog verliezen dat de verwijten en de beschuldigingen die zeer regelmatig aan het adres van het parket van Brugge worden gemaakt, niet ophouden. Dat heeft niets te maken met deze commissie. Ik maak dus geen enkel verwijt aan niemand hier aanwezig en ik vertrouw er ten volle op dat deze commissie haar werk zal doen zoals het hoort. Ik sleep sedert weken zoniet maanden het odium mee van niet-integere korpschef die niet-integere parketmagistraten binnen zijn parket heeft. Dat

mag ik niet tolereren, mevrouw. Ik ontloop mijn verantwoordelijkheid als korpschef als ik daarover zwijg. Ik heb er al heel veel over gezwegen. Toch blijft men verder doen. U zult het mij niet kwalijk nemen maar ik zal niet altijd even vriendelijk zijn in wat ik zal zeggen. Ik zal proberen beleefd te blijven. Ik zal niet altijd even vriendelijk zijn maar dat is men ook niet in de hoek van waaruit men de integriteit van mijn parket aanvalt. Ik heb geen lange tenen, mevrouw de voorzitter, maar als het op integriteit aankomt dan heb ik zeer lange tenen.

**La présidente:** Cette mise au point ayant été faite, j'en prends acte, puisque la commission n'est pas en cause.

Je vous invite à faire le point sur l'affaire dont vous vouliez nous parler, je donnerai ensuite la parole aux commissaires.

La commission n'est pas responsable des interventions d'autres personnes dans la presse ou ailleurs.

Nous allons distribuer votre document de travail aux parlementaires.

**Jean-Marie Berkvens:** Mevrouw de voorzitter, het is niet voor mij dat ik het document heb gemaakt. Het is voor u dat ik het heb gemaakt.

Het is een analyse van het dossier-Tielt, omdat dat dossier een altijd maar terugkomend dossier is. Ik weet overigens nog altijd niet wat men ons ter zake verwijt. Ik heb menen te begrijpen dat men ons verwijt dat wij het dossier met opzet hebben laten verjaren. Welnu, in dat geval ben ik u uitleg verschuldigd.

**De voorzitter:** U mag doorgaan.

**Jean-Marie Berkvens:** Mevrouw de voorzitter, het is een uitleg. Het is een analyse van het dossier die ik zo objectief mogelijk probeer te maken.

In het kader van het onderzoek naar de feiten, gepleegd door Vangheluwe, geef ik op een bepaald moment de opdracht aan mijn onderzoekers om contact op te nemen met de heren Devillé en Bethune, die de weken voordien in de media diverse verklaringen hadden afgelegd omtrent hun kennis van seksueel misbruik van kinderen door geestelijken.

Mij interesseerde het met name hoe de gewezen bisschop van Brugge was omgegaan met

gelijkaardige feiten, gepleegd door geestelijken binnen het bisdom Brugge. Hetzelfde gold in hoofde van kardinaal Danneels. Ik wilde weten wat hij mogelijks van de feiten, gepleegd door Vangheluwe, wist.

Op 21 mei 2010 – ik ben nog niet aan mijn papiertje toe – werd de heer Devillé omstandig verhoord. Hij heeft informatie gegeven die voor nader onderzoek exploiteerbaar was.

Op 25 mei 2010 verliep het verhoor van de heer Bethune lichtjes anders. Hij wenste met name geen medewerking aan het onderzoek te verlenen, zolang hem geen antwoord werd gegeven op een aantal vragen die hij had over de behandeling, door het parket van Brugge, van een dossier inzake seksueel misbruik in Tielt.

Ik heb het dossier dan doen voorleggen. Het was door een van de magistraten behandeld. Ik heb het dossier grondig en grondig doorgenomen. Het dossier is medio maart 1997 opgestart en medio januari 2000 door een van de parketmagistraten zonder gevolg geklasseerd, om reden van verjaring. Die beslissing leek mij persoonlijk terecht. Het was mij volstrekt onduidelijk waarom de heer Bethune alsmaar op diezelfde nagel bleef kloppen en waarom hij weigerde mee te werken aan een onderzoek waarin wij hem nochtans om hulp hadden gevraagd.

De vragen van de heer Bethune, getoetst aan mijn vaststellingen in het dossier, waren van die aard dat ik beslist heb in het dossier-Vangheluwe geen verder beroep op hem te doen.

Ik ga een poging doen met u de juiste chronologie van dat dossier te overlopen. Ik moet u verwijzen naar de brief. Het aanvankelijke proces-verbaal was gedateerd van 10 maart 1997 en rapporteerde de inbezitneming door de toenmalige gerechtelijke politie te Brugge, via een collega van de gerechtelijke politie te Kortrijk, van een video-opname die blijkbaar omstreeks eind december 1996 in Tielt huis aan huis werd bezorgd. Het was een opname voor Netwerk TV, editie Tielt. Ik kende dat van toeten noch blazen. Het was een opname vol streekreclame en streeknieuws.

In het streeknieuws kwam er een interview met de heer Bethune, die zijn beklag deed over zijn ontslag als aalmoezenier in het Sint-Andriesziekenhuis in Tielt. Hij verweet in dat interview de kerkelijke hiërarchie zich bezig te houden met gehuwde priesters – blijkbaar was hij toen al gehuwd – en niet met geestelijken die zich binnen het ziekenhuis aan patiënten vergrijpen.

Dat proces-verbaal van 10 maart 1997 kwam op het parket toe op 14 maart 1997. Op 16 maart 1997 vertrok vanuit het parket een opdracht naar de gerechtelijke politie met de vraag de heer Bethune grondig te verhoren. Wij hebben dat moeten rappelleren op 27 mei 1997. Rappels inzake het sturen en uitvoeren van opdrachten zijn à mon grand regret geen uitzondering. Dat moeten wij af en toe doen.

Bethune werd verhoord op 6 juni. Hij zei: "Ik weet inderdaad van zedenfeiten, maar ik ga daar nu niet op in", en ik citeer, "omdat hier ook slachtoffers bij betrokken zijn die ik niet tegen hun wil in wens te betrekken in een strafprocedure." Wel gingen de slachtoffers akkoord, zei hij, dat hij zonder namen te noemen naar buiten bracht dat die feiten zich voordoen en dat daaraan gewerkt moest worden.

Om te eindigen citeer ik andermaal. Ik vind het belangrijk, want het is één van de weinige positieve dingen die ik uit die hoek hoor. "Ik kan wel zeggen dat ik het goed vind dat er op deze uitspraken van mij gereageerd wordt, en dat dit niet in de mist verdwijnt." Hij zei ook: "Ik zou willen dat u mij nu twee maanden tijd gunt."

Bij opdracht van 8 september 1997, rappel 1 december 1997, geeft het parket opdracht om Bethune te vragen of hij thans bereid is zijn uitspraken verder toe te lichten. Blijkt dan bij proces-verbaal van 15 december dat de heer Bethune in China verblijft, wat zijn volste recht is overigens. 23 januari 1998: verhoor Bethune. 23 januari 1998. Daarin heeft hij het over het pas opgerichte meldpunt in het bisdom, waar personen slachtoffer van seksueel geweld door een geestelijke, zich kunnen aanmelden. Hij beschouwt zich, ik citeer: "...nog altijd als priester en samen met de slachtoffers wil ik dit initiatief een ernstige kans geven om de zaak op te lossen. Ik wens te verduidelijken dat het kiezen van de weg via het meldpunt duidelijk ook de wens was van de slachtoffers." Bethune zegt daarbij dat de feiten voor één slachtoffer reeds verjaard zijn. Voor het tweede moet hij dit nog nagaan. Hij belooft contact op te nemen met ons zodra de slachtoffers dit met hem hebben beslist. Hij zegt: "Ik ga dat doen wanneer komt vast te staan dat mijn tussenkomst bij het bisdom tot geen resultaat leidt."

Op 13 juli 1999, dit wil zeggen anderhalf jaar na zijn verhoor, neemt Bethune telefonisch contact op met de gerechtelijke politie en op 1 september 1999 overhandigt hij een reeks

documenten met betrekking tot de door hem aangeklaagde feiten. Op 7 september 1999 wordt de heer Bethune omstandig verhoord, voor de allereerste keer. Het aanvankelijk proces-verbaal is van 14 maart 1997 (of 10 maart 1997?). Het eerste verhoor van 6 juni 1997. Op 7 september, dus meer dan twee jaar daarna, geeft de heer Bethune voor de allereerste keer de naam van twee slachtoffers en van de verdachte. De slachtoffers, mevrouw B. – madame B., de B van Benedicte, maar dat is niet haar voornaam –, mevrouw D., zal ik haar noemen en de verdachte L. Er wordt verklaard dat die in 1991 reeds van meerdere patiënten uit de psychiatrische afdeling vernam dat L. hen lastigviel. Maar in 1991 verneemt hij ook van mevrouw B. dat zij datzelfde jaar als patiënte door L. eenmaal werd aangerand.

*C'est un peu compliqué*, ik weet het. Het is misschien moeilijk om volgen, maar men kan van een moeilijk dossier geen eenvoudig dossier maken.

In 1993 zou die dame, mevrouw B. daarenboven haar psychiater zijn gaan opzoeken in het ziekenhuis, hem niet hebben aangetroffen, maar wel gebotst zijn op L. die haar naar zijn woning wist mee te lokken om haar andermaal aan te randen.

Volgens Bethune voor wat het tijdstip van de tweede feit betreft, en ik citeer: "Ik heb de feiten van het slachtoffer vernomen kort nadat ze gebeurd waren. Het was dus in '93 maar ik kan dit niet nader preciseren. Ik weet wel dat ik ontslagen werd in september '92 en dat ik niet meer werkzaam was in het ziekenhuis toen die feiten gebeurden." Einde citaat. Dat is voor mevrouw B.

Wat mevrouw D. betreft nam Bethune op 20 juni 1997, in zijn hoedanigheid van lid van de werkgroep Mensenrechten in de Kerk, kennis van seksueel misbruik van die dame, mevrouw D. door L. Hij spreekt van twee feiten van seksueel misbruik toen de dame twaalf jaar oud was. Aangezien de dame in januari '46 werd geboren moesten die feiten zich ergens in 1958 situeren. In zijn verklaring van 7 september 1999 heeft de heer Bethune het ook uitgebreid over de contacten die hij tengevolge van deze kennisgevingen heeft gehad met de directie van het ziekenhuis, met artsen, met het bisdom, niet het minst met L. zelf, altijd met de bedoeling het probleem te verhelpen, met name de toegang tot het ziekenhuis of minstens tot een bepaalde afdeling ervan, aan L. te ontzeggen. Blijkbaar zonder resultaat.

Met zijn verklaringen aan de gerechtelijke politie wenst de heer Bethune en ik citeer: "de integriteit van de patiënten te beschermen en te voorkomen dat de dader verder feiten pleegt." Hij zegt dat op 7 september 1999.

Hij zou achteraf nog bellen om te zeggen: sorry, die eerste feiten op mevrouw B. dateren van 1989 en niet van 1991.

Op 27 september 1999 geeft het parket de opdracht om de dames B., D. en verdachte L. te horen en vraagt om plaats en datum van de feiten zo exact mogelijk te preciseren. Mevrouw B. wordt verhoord op 7 november 1999. Zij vertelt het tragische verhaal van een verkrachting door een buurman toen ze tien jaar jong was. Zo mogelijk nog tragischer was dat ze dit thuis nooit heeft durven te vertellen. Mijn vader zou mij doodgeslagen hebben, zei ze. Toen ze veertien jaar oud was durfde ze voor het eerst haar verhaal kwijt aan iemand in wie zij het volste vertrouwen had, zijnde L., toen deken ergens in Zuid-West-Vlaanderen. Bij een eerste bezoek thuis bij L. werd ze door hem aangerand.

Die feiten – want die dame is ook geboren in januari '46 – moeten dan ergens in '60 hebben plaatsgehad.

Dan brengt de chronologie van het verhaal van mevrouw B. ons naar een opname met psychische klachten in het ziekenhuis in Tielt. Zij situeert dit in '86. Waarop zij vervolgens zegt: "Ik kan niet meer zeggen wanneer L. toen op mijn kamer is gekomen in voormeld ziekenhuis." Dan brengt zij het verhaal van de aanranding. Dat zijn de feiten die volgens Bethune in '89 zouden hebben plaatsgehad.

Waarop vervolgens mevrouw B., en ik citeer: "Een tijdje later – het juiste tijdstip weet ik niet meer – kwam L. mij opnieuw opzoeken in hetzelfde ziekenhuis en gebeurde hetzelfde. Ik heb dan een brief geschreven naar aalmoezenier Bethune. Ik heb het ook verteld aan mijn psychiater, dokter R. Via diezelfde arts werd een briefje aan mijn kamerdeur gehangen dat niemand mijn kamer mocht bezoeken zonder zich eerst aan te melden bij de verpleegeenheid."

Het zijn die feiten die door Bethune worden gesitueerd na september '92, wanneer weet hij niet juist. Mevrouw B. weet het ook niet, maar vertelt daarenboven een heel ander verhaal over de omstandigheden van die feiten.

De rest van het verhoor van mevrouw B. heeft

niets te maken met de eindbeslissing. Ik stap daar dan over.

Ik ga misschien een beetje snel, ik wil uw tijd niet meer dan nodig in beslag nemen, maar het is belangrijk.

Op 26 november 1999 wordt mevrouw D. verhoord die zegt dat zij op 14-jarige leeftijd is aangerand bij L. thuis, ook ergens in het zuiden van West-Vlaanderen. Enkele maanden nadien zoekt zij hem terug op, maar ze weet niet met zekerheid of er al dan niet een tweede aanranding heeft plaatsgehad.

De heer Bethune had het wel over twee feiten, maar so it. Ik ga daar niet op in omdat de feiten hier, in de jaren 60, ruimschoots verjaard waren, zo ongeveer het enige punt in dit dossier waarover het parket en de heer Bethune het eens zijn.

Op 6 december 1999 wordt L. vier uur lang ondervraagd, aan de tand gevoeld door de GP van Brugge. L. bekent de feiten niet, maar eigenlijk ontkent hij ze evenmin. Zijn verklaring is heel typisch voor dat soort daders. Ze weten au fond maar al te goed dat hun slachtoffers niet liegen. Ze pogen dan hun verdrag te verdoezelen achter het verkeerd begrijpen of achter mogelijke verwardheid of ze hadden geen verkeerde bedoelingen of dergelijke argumenten meer.

Ik kan u zeggen dat politie en parket daar niet in lopen. Er is in dit dossier geen twijfel over het strafrechtelijk betuigelbare gedrag in hoofde van L. op de persoon van mevrouw B. en van mevrouw D.

Op 29 december, einde pv van de GP van Brugge, ik citeer: "Hebben uiterst discreet inlichtingen ingewonnen in de streek van Tielt nopens de persoon van L. Hij is gekend als een geestelijke die graag de vrouwen zag en dit ook liet blijken. Hij nam ze ook graag dicht, maar klachten van echte handtastelijkheden zijn ons niet ter ore gekomen. Hij is ondertussen reeds 87 jaar".

Het dossier wordt op 14 januari 2000 wegens verjaring zonder gevolg geklasseerd.

Mevrouw de voorzitter, strafvervolgung vereist dat het openbaar ministerie duidelijk stelt dat een verdachte een misdrijf heeft gepleegd op die plaats, op dat tijdstip, ten overstaan van die persoon.

Het was op basis van de verklaring van het

slachtoffer, mevrouw B., onmogelijk om ook maar bij benadering het tijdstip van de feiten vast te stellen. Dan heb ik het niet alleen over de eerste feiten in het ziekenhuis, maar ook over de tweede.

De niet-conformiteit tussen haar verklaring en die van Bethune omtrent de omstandigheden en het tijdstip van de laatste feiten was niet echt van aard om duidelijkheid te scheppen, zelfs niet bij benadering.

Derhalve werd het dossier terecht zonder gevolg geklasseerd. Het ging, voor alle duidelijkheid, om een technisch sepot, dat niets te maken had met de inhoud van het dossier, waarin het parket en de slachtoffers of het slachtoffer op dezelfde golfengte zaten.

Ik geef toe dat de heer Bethune een andere kijk heeft op het verjaringsaspect van dit dossier. Voor hem, ik heb het al gezegd, situeren de laatste feiten zich na september 1992, ergens in 1993. Afgezien van het feit dat die tijdsbepaling ook niet echt uitblinkt door precisie, wijs ik u nog eens op de tegenstrijdigheid met de rest van de verklaring van mevrouw B. Het probleem is dat het parket bij vervolging geen rekening kan houden met de verklaring van een derde die geen getuige was en die de feiten maar heeft van horen zeggen. Geen enkele rechtbank, daarvan ben ik overtuigd, zou aanvaarden dat het parket met een zaak op de proppen komt waarbij het slachtoffer geen herinnering overhoudt aan de tijdsbepaling, maar een derde die tijdsbepaling vastlegt.

Nu wil ik nog meegaan met de heer Bethune, ook al heeft hij het niet juist voor, en dan zijn de feiten op 14 januari 2000 inderdaad nog niet verjaard. De ironie wil dat, wanneer de feiten op die datum nog niet verjaard zijn, dit te danken is aan het optreden van politie en parket, door hem te gaan opzoeken, naar aanleiding van zijn interview. Hij is niet naar ons toe gekomen, wij zijn naar hem gegaan. Dat die zaak niet verjaard is op 14 maart 2000, versie Bethune, omdat het parket niets anders heeft gedaan dan de verjaring te stuiten, is toch wel zeer merkwaardig voor een parket dat een dossier met opzet doet verjaren. Als de feiten dan toch bij het afsluiten van dat dossier niet verjaard waren, waarom horen wij dan gedurende 10 jaar niets? Rien. Men beweert dat niemand op de hoogte gehouden werd van het afsluiten en het seponeren van het dossier. Ik kan daarin kort zijn. Op de kaft, op het dossier, staat de vermelding "slachtofferonthaal". Op het moment van de seponering staat er: "slachtofferhulp OK".

Wat wil dat zeggen? Dat wil zeggen dat de dienst

slachtofferhulp een seintje heeft gekregen, melding heeft gekregen van het sepot, met de bedoeling dit mee te delen aan de slachtoffers of het slachtoffer. Ik heb de dame gebeld die dat 10 jaar en meer geleden deed. Zij herinnert zich dat dossier niet. Zij heeft er evenmin iets over gevonden in haar archieven.

Dat is heel jammer want dat kan wat samenzweerderig lijken. Dat is jammer maar ik moet zeggen dat het justitiehuis, waaronder die dienst valt, in de laatste jaren ook door business process reengineering veel accurater is geworden.

Opvallend is trouwens dat op diezelfde kaft op 20 april 2000, dat wil zeggen drie maanden na het seponeren van het dossier, de stempel staat van toelating van het parket van inzage en afschrift aan meester Walter Van Steenbrugge en aflevering van een kopie van het dossier. Dat wil dus zeggen dat de advocaat van mevrouw B. – ik heb u zijn naam genoemd – het dossier ziet en weet dat de zaak zonder gevolg is geklasseerd et cetera. Nogmaals oorverdovende stilte, tien jaar lang, wat heel bizar is voor een man van het vak, niet de eerste de beste, die, als ik de media lees en hoor, sedert lichtjaren de strijd heeft aangeboden – een zeer terechte strijd overigens – tegen seksueel misbruik door geestelijken. Wie meester Van Steenbrugge een klein beetje kent in zijn gedrevenheid weet dat hij er de man niet naar is om gesjoemel in een dossier, laat staan een doofpotoperatie, zomaar over zijn kant te laten gaan. Het is immers gesjoemel en doofpot dat men het Brugs parket verwijt.

Daarenboven is de seponering van een dossier geen wet van Meden en Perzen. Men kan een seponering perfect aanvechten. Men kan naar de behandelende magistraat toe stappen. Als men die niet vertrouwt kan men naar zijn korpschef gaan. Als men die ook niet vertrouwt kan men naar de procureur-generaal stappen. Als die al evenmin betrouwbaar is naar de minister van Justitie. Desnoods kan men naar de koning enzovoort. Men kan daar dus tegen reageren. Meester Walter Van Steenbrugge geneert zich niet om in een kabinet van een parketmagistraat binnen te stappen als hij het nodig vindt. Waarom niet overigens of waarom wel?

Men had echter ook juridische middelen kunnen aanwenden, niet het minst het middel bij uitstek om een seponering door het parket te omzeilen, de klacht met burgerlijke partijstelling bij de onderzoeksrechter. A la limite had men nog rechtstreeks kunnen dagvaarden. Ik geef toe, dat wordt zelden gedaan maar men had het kunnen

doen.

Niets daarvan tien jaar lang.

Op 27 augustus 2010 heeft meester Van Steenbrugge mij kopie van het strafdossier gevraagd namens zijn cliënte, mevrouw B. Ik heb hem dat uitgelegd en gezegd sorry maar u hebt er al een gehad. Daarenboven had ik het dossier toen net een beetje heropend want ik moest er nog een of twee dingetjes in doen. Ik heb dat geantwoord op 1 september en ik heb niets meer vernomen, niets meer.

Wat ik wel gezien heb, de heer Bethune heeft op 15 juni... Mevrouw de voorzitter, u denkt dat ik kwaad ben op de heer Bethune. Dat is ook zo.

Op 15 juni heeft hij namelijk een klacht ingediend tegen het parket van Brugge over de behandeling van het dossier bij Peter De Waele, hoofd van de onderzoekscel in de operatie-Kelk. Bij die klacht zit een kopie van heel het Brugs dossier van Tielt. In ieder geval was er dus een kopie voorhanden. Ze moeten mij dus niet meer komen zeggen dat ze van niets wisten.

Volgens de heer Bethune – ik wil nu toch een beetje mijn woorden –, als ik hem hoor en lees, is L. niet min of meer dan een driftige perverse sater die geen vrouw met rust kan laten, vooral dan minderjarige en niet-weerbare vrouwen en zelfs vrouwen die in coma liggen. Onlangs hoorde ik op een plaatselijk televisiestation dat alle mannen in de regio Tielt zich eigenlijk wel eens – zo werd het gezegd – zouden moeten beginnen afvragen of zij er zeker van zijn dat hun vrouwen, hun moeders, hun lieven, hun zusters, hun dochters, hun kleinkinderen, opgenomen in het ziekenhuis te Tielt, niet op een dag of een avond door L. werden bepoteld. Ik durf het nauwelijks zeggen.

Ik wil dat allemaal best wel geloven, ook al blijken de omvang en de frequentie van dat wangedrag niet uit het dossier. Ik kan maar vaststellen dat, naar mijn weten, niemand anders ooit een klacht heeft ingediend tegen L., die ik overigens niet verdedig, verre van dat.

Maar dan moet men dus toch maar eens uitleggen, in plaats van met modder te gooien, waarom sedert 1991, wanneer men voor het eerst hoort over concrete feiten van mevrouw B., terwijl het daarenboven een publiek geheim blijkt te zijn wat L. zoal rotzooit in dat ziekenhuis, wat men medio 1988 al vernomen zou hebben, de echt bevoegde instanties dan niet werden ingelicht. De echt bevoegde instanties zijn voor mij politie en

Justitie, zeker met een man als L. Dat begrijp ik niet. Die stilte duurt meer dan zes jaar, de stilte duurt bijna tien jaar. Dan moet men mij toch maar eens uitleggen waarom politie en Justitie, die zich in maart 1997 bij Bethune gaan aanbieden – niet omgekeerd: wij zijn naar hem toe gegaan – dan nog moeten eens wachten tot 1 september 1999 vooraleer wij te weten komen over wie het gaat en waarover het gaat. Ik huiver bij de gedachte dat L., als hij de man is zoals beschreven is, wat ik best wil geloven, al die jaren zijn gang heeft kunnen gaan.

Ik vrees dat ik weet wat er gebeurd is.

De heer Bethune, die onbegrijpelijkerwijze tussen 1988 en maart 1997 niet de bevoegde instanties op de hoogte bracht van hetgeen in het ziekenhuis gebeurde, heeft later nogmaals, ook wanneer Justitie en politie reeds een eerste keer waren tussenbeide gekomen, de zaak zelf willen oplossen. Het was niet onze taak om hem van dat idee af te brengen, laat staan om hem daarin te hinderen. Mevrouw de voorzitter, ik kan u verzekeren dat ik de laatste maanden meer dan eens gedacht heb dat wij dat beter hadden gedaan.

Of hij dat nu allemaal zeer handig heeft aangepakt en verstandig heeft aangepakt, wil ik beleefdheidshalve nog in het midden laten, maar soms ben ik toch geneigd om te zeggen, hoe kwetsend en arrogant dit ook mag overkomen, mijn excuses daarvoor, schoenmaker blijf bij uw leest. Dat geldt zeker wanneer men in de clinch gaat met instanties zoals een ziekenhuisdirectie, zoals een bisdom, waarmee men ooit in een persoonlijk conflict betrokken was, want dat komt de geloofwaardigheid niet ten goede.

Men is er wel als de kippen bij om een eerste onderzoeker, bij ons, die familiale bindingen had met een directielid van het ziekenhuis, zwart te maken, terwijl de man zich uit het onderzoek terugtrok zodra hij aanvoelde dat Bethune niet alleen L. in het vizier had maar ook het ziekenhuis. Mevrouwen, mijne heren, wie samenzweringen wil zien, wie complotten wil zien, ziet overal complotten.

Natuurlijk spelen de slachtoffers en hun wens om anoniem te blijven in dit dossier een prominente rol. Laat dat duidelijk zijn. Wij hebben daarvoor vanuit het parket het grootste respect betoond, ook al bracht dat ons onderzoek geen stap maar wel jaren verder. Ik neem de slachtoffers niets maar dan ook niets kwalijk, maar het is wel mijn overtuiging dat hun vertrouwenspersoon wellicht

een uitstekende steun en toeverlaat betekende en een uitstekende geestelijke raadsman, maar als adviseur en probleemoplosser duidelijk minder efficiënt was. Het kan nooit kwaad zijn eigen grenzen te kennen, zijn plaats te kennen en zich niet continu te settelen in de illusie van het grote gelijk.

**La présidente:** Monsieur le procureur, un instant!

**Jean-Marie Berkvens:** Je ne suis pas gentil, madame, je l'ai dit!

**La présidente:** Je n'ai pas dit que vous deviez être gentil ou pas! Vous faites une attaque personnelle par rapport à un individu. Je pense que vous nous avez dit que vous alliez expliquer les faits tels que vous les connaissiez du côté du ministère public. C'est ce que vous avez fait.

Je vous demande maintenant d'arrêter. Vous parlez de M. Béthune qui n'a pas le droit de réponse ici devant la commission. On a bien compris votre description. L'important, c'était de voir si la justice a réagi de bonne manière ou de mauvaise manière par rapport à des cas qui avaient été dénoncés, peu importe comment.

Ce que je vous demande, c'est d'arrêter une attaque en règle contre une personne qui n'aura pas la capacité de répondre devant notre commission. Dès lors je pense qu'on peut arrêter ça et passer la parole à nos commissaires, qui auront sûrement beaucoup de questions à vous poser là-dessus.

Par ailleurs, je voudrais simplement vous rappeler, monsieur le procureur, que depuis effectivement les années 90 où l'on se posait des questions sur ces faits au sein de l'Église, il y a quand même 475 victimes qui ont été dénoncer des faits au sein de l'Église.

Vous dites qu'on s'attaquait aux autorités ecclésiastiques à peu près pour rien. Je pense que la commission Adriaenssens a montré qu'il y avait effectivement des problèmes au niveau des abus sexuels dans le cadre d'une relation pastorale. Les faits montrent qu'il avait certaines craintes à avoir par rapport, non pas aux autorités ecclésiastiques, bien entendu, mais à des abus dans le cadre des relations pastorales.

Mais je ne vais pas aller plus loin. Je pense que vous avez eu longuement la parole. Je ne voudrais pas terminer par une attaque en règle sur une personne. Je vais céder la parole à l'ensemble des parlementaires et j'aimerais bien

qu'il n'y ait pas des attaques en règle d'un autre côté, mais je vous fais totalement confiance.

**Jean-Marie Berkvens:** Mevrouw de voorzitter, ik ben het daarmee eens. Ik had trouwens bijna gedaan. Ik heb mij echter een aantal zaken laten vertellen, hoe onduidelijk ook, over de tirades die hier werden afgestoken de eerste of de tweede dag van de parlementaire commissie met verdachtmakingen, insinuaties en suggesties allerhande.

La **présidente:** Monsieur le procureur, vous êtes ici et vous allez continuer à répondre à l'ensemble des questions posées. Je sens qu'elles seront nombreuses et que nous allons encore vous garder pendant quelques heures! Vous aurez l'occasion de répondre et de plaider votre défense.

En ce qui concerne les tirades proférées à l'encontre d'une personne, je ne le pense pas, car nous n'avons jamais lancé de tirades contre qui que ce soit dans cette commission. Je ne me sens pas visée. Je ne maîtrise pas tous les articles de presse, car personne ne les maîtrise, et nous ne les maîtriserons pas non plus après cette réunion!

Je cède donc la parole aux membres. Vous aurez bien encore l'occasion de nous répondre! Chaque membre posera deux questions. Nous commençons par M. Landuyt.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Mevrouw de voorzitter, ik beperkt mij tot twee vragen. Eerst en vooral wil ik de procureur danken voor zijn transparantie, zeker in het dossier van Tielt omdat dit misschien een interessante casestudie is. Nogmaals, wat wij hier onderzoeken zijn de remmen die ertoe hebben geleid dat seksueel misbruik in kerkelijke kringen niet altijd even ernstig werd genomen.

Wij komen niet tussen in de klacht van Bethune tegen u. Dat is een principiële houding die wij hierin nemen. Uw feitenrelaas is interessant. Ik vind het eigenlijk tof dat u het eind-pv van de gerechtelijke politie hebt geciteerd. Mijn vraag is eigenlijk of deze korte eindbeoordeling waarin men het niet had over verjaring, maar over een geestelijke die gekend was omdat hij graag de vrouwen zag en dit ook liet blijken. Hij nam ze ook graag dicht, maar klachten van echte handtastelijkheden zijn ons niet ter ore gekomen. Hij is ondertussen 87 jaar oud. Dit is het eind-pv in dit dossier dat een beetje de sfeer heeft van: "Och god, ja, het is allemaal niet zo ernstig."

Vandaar mijn vraag. Zou men, in de huidige tijdsgeest en met de ervaring die wij nu hebben,

nog op dezelfde manier reageren op dergelijk kort, relatief cynisch pv van: "Hij is er wel voor gekend, maar het is allemaal niet zo erg en hij is 87 jaar oud." Dat is eigenlijk de evaluatie die u geciteerd hebt, die ook in het dossier stond en die mij was opgevallen. Dit heeft eigenlijk niets te maken met verjaring. Vandaar mijn vraag. Is het op dezelfde wijze dat u vandaag zo'n dossier zou laten behandelen door mensen van de politie?

Dan mijn tweede vraag. U hebt duidelijk publiek gemaakt dat u in de zaak-Vangheluwe – ik vraag u niet om de inhoud te verklappen – niet over verjaring wenst te spreken omdat u dat eerst wilt onderzoeken. Wij hebben vernomen dat u in dit kader de heren Devillé en Bethune hebt ondervraagd, omdat u duidelijk op zoek bent naar het effect van het feit dat de bisschop van Brugge eigenlijk zelf een zware dader bleek te zijn. Heeft dat effect gehad op bepaalde doofpotoperaties, om u te citeren.

Vandaar mijn vraag. Hoe pakt u dat dan aan? Is dat dan ook zoals men vanuit Brussel heeft gedaan? Hebt u ook inbeslagnames laten doen in het bisschoppelijk paleis? Hebt u ook interesse voor het mailverkeer of eventueel het bewaren van gegevens omtrent daders binnen het bisschoppelijk paleis?

Dat is mijn enige concrete vraag.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Mijnheer de procureur des Konings, ik heb een vraag over het seponeringsbeleid binnen uw gerechtelijk arrondissement. Wij hebben een overzicht gekregen van het aantal dossiers waaraan een gevolg werd gegeven en het aantal waaraan geen gevolg werd gegeven of zonder gevolg werden gerangschikt. U sprak over een "verwaarloosbaar aantal dossiers ingevolg seksueel misbruik" dat zonder gevolg gerangschikt werd. Wanneer ik naar de cijfers kijk, zie ik toch dat op een totaal van 8 034 klachten – wij spreken over de periode 2004-2009 – maar liefst 1 503 dossiers zonder gevolg gerangschikt werden wegens "opportuniteit", kortom: wegens beleidsoverwegingen. Vindt u dat verwaarloosbaar? Ik vind dit een zeer groot aantal, zeker wanneer wij in ons achterhoofd houden dat er in 3 500 dossiers onvoldoende bewijzen waren, en wij dus niet met zekerheid kunnen spreken over dossiers waar er effectief seksueel misbruik was.

Ik maak de rekening: 8 034 min 3 500 dossiers, en van de rest zijn er 1 503 zonder gevolg gerangschikt wegens beleidsoverwegingen.

Wanneer ik de vergelijking maak tussen uw arrondissement en de andere arrondissementen rijst bij mij de volgende concrete vraag. Door het parket te Gent is er een afhandelingmodus opgesteld volgens dewelke een dossier wel of niet zonder gevolg werd gerangschikt. In Kortrijk spreekt men van nultolerantie. Dat blijkt in Gent ook zo te zijn. Moeten wij dan denken dat die 1 503 dossiers die zonder gevolg gerangschikt zijn enkel uw arrondissement betreffen? Of heb ik het verkeerd voor?

Op welke wijze gaat u om met seksueel misbruik binnen uw arrondissement? Zijn het de individuele parketmagistraten die zich daarmee bezighouden, of hebt u het laatste woord in die dossiers? Met andere woorden, is er visum van de procureur des Konings?

Ik heb ook een vraag over het dossier-Tielt, waarover u ons uitvoerige informatie hebt verstrekt. U zegt: "Het parket is rijkelijk laat op de hoogte gesteld, in 1999, over welke concrete feiten zich op welke specifieke tijdstippen hadden voorgedaan." U zegt: "Wij hebben slachtoffers gehoord, wij hebben de dader gehoord." En u besluit met te zeggen: "Er kan geen twijfel zijn over het strafrechtelijk beteugelbare gedrag van de betrokkene." Zijn er dan nog andere onderzoeksdaeden verricht? Zijn er huiszoekingen geweest? Heeft men verder gezocht naar eventuele andere slachtoffers? In welke mate was de directie op de hoogte? Was er schuldig verzuim door het bisdom, de directie of andere betrokkenen in dit dossier?

Heeft men het onderzoek effectief tot op het bot gevoerd, zoals men wel eens pleegt te zeggen, of heeft men zich vergenoegd met het verhoren van slachtoffer en dader, om vervolgens, omdat een en ander al zo lang geleden lijkt, het dossier zonder gevolg te rangschikken? Ik verwijs ter zake naar de woorden van de heer Landuyt.

La **présidente**: Monsieur le procureur du Roi, les deux secrétaires de la commission vous aident à prendre note des questions. Ne vous inquiétez pas: des questions vont certainement se regrouper et vous pourrez y répondre en une fois.

**Daphné Dumery (N-VA)**: Mijnheer de procureur, ik heb een bemerking. Mevrouw de voorzitter had gelijk toen zij stelde dat het niet onze bedoeling is om uw integriteit en die van uw korps in twijfel te trekken. Wij proberen met onze vragen de methodiek te achterhalen, wat er gebeurt met een klacht.

Ik wil heel graag ingaan op uw aanbod om concrete dossiers te bespreken, maar wij kunnen dat niet. Dat zit niet in ons pakket. Wat u wel hebt, is dat er in deze zaal heel wat juristen en advocaten zitten die hun beroepservaring ook meenemen naar het Parlement.

Wat het parket van Brugge betreft, en deze zaak is al afgesloten en de dader is veroordeeld zodat er geen gevaar bestaat, heb ik weet van een zaak omtrent een minderjarige waarbij de dader in het weekend werd betrapt en de parketmagistraat geen maatregel heeft genomen. Daardoor was de dader in het weekend vrij en kon hij de minderjarige contacteren. De ouders vragen zich af wat de band van het slachtoffer met het parket is. Het vertrouwen gaat weg.

Daarom vragen wij naar de methodiek, naar wat er gebeurt bij een klacht.

Ik heb de volgende vraag hier al een aantal keren aan de procureurs gesteld. Wij hebben in een van de eerste uiteenzettingen gehoord dat vanuit het parket van Brugge aan de politiediensten de opdracht zou zijn gegeven om pas een klacht door te geven wanneer de politieagent honderd procent zeker is dat het kind de waarheid vertelt. Ik stel nu de vraag aan u. Wat is daarvan aan? Hoe hoog ligt die bewijsgrens? Wat kan een kind verklaren om ernstig te worden genomen?

Een tweede vraag die ik ook al aan een aantal andere getuigen heb gesteld, is of u externe druk hebt gevoeld? Als het gaat over een instituut, instelling, ziekenhuis of bisdom, is de naam en de faam daarvan heel belangrijk. In hoeverre werden u of uw diensten gecontacteerd voor een doofpotoperatie? Hebt u deze druk gevoeld?

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!)**: Mijnheer de procureur, ik heb ook twee korte vragen. Ik zal niet herhalen wat andere leden al hebben gezegd.

Wij hebben echter ook cijfers van de bisdommen gekregen, omdat wij ernaar hebben gevraagd. Wij hebben de cijfers gekregen. Zij hebben ook in de krant gestaan. U zal het artikel waarschijnlijk ook met veel aandacht hebben gelezen.

Men had een mooie landkaart van België erop geplakt. Men had de cijfers per bisdom op de landkaart vermeld. Daaruit bleek dat er grote verschillen waren. Bijvoorbeeld, in het bisdom Gent waren er 11 klachten die gekend waren en die door parket of politie werden opgevolgd, met 11 veroordelingen tot gevolg. In het bisdom Brugge waren er 17 dossiers door parket of politie

opgevolgd. Het gaat om cijfers van het bisdom zelf. Het gevolg waren een of twee veroordelingen. Voor het overige is er nauwelijks iets met de dossiers gebeurd.

Wij hebben ter zake procureur-generaal Schins gehoord. Hij heeft beloofd de zaak te onderzoeken. Hij had de verschillen immers ook gezien. Wij hebben dezelfde vraag ook aan alle procureurs-generaal gericht, omdat wij ter zake wat meer duidelijkheid willen.

De cijfers van het bisdom Brugge vielen vooral op. Daarom zou ik u het volgende willen vragen. Het bisdom Brugge is weliswaar niet helemaal het arrondissement Brugge, maar een groot deel van het bisdom zal wel binnen het arrondissement vallen.

Hebt u ook kennis van dergelijke cijfers op uw parket inzake klachten tegen geestelijken en priesters en waarbij het seponeringscijfer zo hoog ligt? Hoe komt dat dan?

Ik sluit mij aan bij de vraag van mevrouw Van Cauter. Hoe loopt dat? Wie neemt de beslissingen over seponering? Is het de behandelende substituut die autonoom dergelijke beslissingen neemt, doet u dat in uw hoedanigheid van procureur of gebeurt dat in samenspraak?

Over het seponeringsbeleid kreeg ik dus graag wat meer uitleg.

Mijn tweede vraag handelt over uw ervaring met de politiediensten.

Meent u, naar uw oordeel en met uw ruime ervaring, dat de politiediensten voldoende zijn gevormd, voldoende ervaren zijn en voldoende gespecialiseerd zijn, om in dergelijke zaken op te treden?

Het gaat ter zake over specifieke vorming inzake de manier van omgaan met slachtoffers en met slachtofferverhoren, maar ook inzake de manier van omgaan met daders. U hebt immers ook verklaard dat daders vaak ontkennen of een speciale manier hebben om met politiediensten te praten, teneinde een en ander te verbloemen.

Zijn de politiediensten voldoende gevormd of is er ter zake nog werk aan de winkel?

Op welke politiediensten doet u een beroep, indien u zelf kunt kiezen? Is dat altijd de federale politie of doet u een beroep op de lokale politie?

Hebt u het al meegemaakt dat politiemensen van een dossier worden gehaald, waarna politiemensen die met fiscale fraude bezig zijn, bijvoorbeeld een dossier moeten overnemen? Wij hebben dat voorbeeld hier gehoord.

Dus ook over de inzet van politiemensen kreeg ik graag uw mening.

**Sophie De Wit (N-VA):** Mijnheer de procureur, mijn vraag betreft veeleer de toekomst en het beleid waar wij naartoe moeten gaan. Een van onze taken is ook dat wij moeten nagaan hoe wij bepaalde zaken uit het verleden kunnen vermijden. U weet – het is nog redelijk actueel – dat recent een pedofiele leraar terug aan het werk is gegaan. Men wist dat niet, omdat daar niet over gecommuniceerd was.

U hebt daar ook op gereageerd. U hebt gezegd dat u de frustratie van de school begrijpt, maar er is natuurlijk het geheim van het onderzoek, de privacy, het vermoeden van onschuld. Jammer genoeg is dat een schoolvoorbeeld van het ontbreken van duidelijke richtlijnen.

Wanneer een veroordeelde voor een openbaar bestuur moet gaan werken, bestaan de richtlijnen wel, maar nog niet voor bijvoorbeeld een leraar of bij sportverenigingen en dergelijke. Het parket moet de school dan niet inlichten. Het volgende is belangrijk voor onze besluitvorming, om te weten hoe wij het verder moeten doen. Acht u het zinvol dat er ook richtlijnen komen voor andere beroeps categorieën in die zin? Of meent u van niet, en vindt u dat de problematiek en het conflict inzake het recht op privacy, het geheim van het onderzoek en dergelijke, belangrijker blijft?

**Raf Terwingen (CD&V):** Mijnheer de procureur, ik kan uw relaas en de bijhorende frustraties wel begrijpen. Tijdens de audities waren er inderdaad veel signalen aan het adres van uw parket, we moeten daar niet naïef over zijn. Het is uw goed recht om daarop te reageren.

Ik heb maar twee heel concrete vragen. Die vragen moeten allesomvattend zijn naar de suggestieve input die hier door een aantal mensen gebeurde.

Hebt u contacten gehad met de kerkelijke overheden? Of werd u gecontacteerd door kerkelijke leiders of andere mensen vanuit het bisdom om op welke manier dan ook beïnvloed te worden bij uw keuzes, seponerings- of behandelingskeuzes of andere in bepaalde dossiers? Dat is de suggestieve indruk die men

hier wilde brengen.

Er is heel duidelijk gesignaleerd dat er zoveel dossiers zouden zijn geweest in uw ambtsgebied. Zijn er, behalve het dossier Tielt waarover wij nu hebben gesproken, nog dossiers aangebracht door onder andere de groep Mensenrechten in de Kerk om u attent te maken op andere problemen? Kunt u concreet zijn over het aantal? Kunt u concreet zijn over welke dossier u nog werden aangebracht in uw ambtsgebied, waarin u werd gevraagd om al dan niet op te treden?

**Marie-Christine Marghem (MR):** Monsieur le procureur du Roi, j'ai été très étonnée par votre diatribe qui a été interrompue à plusieurs reprises, que je peux comprendre comme tout un chacun mais qui ne nous permet pas d'évaluer correctement le travail qui fut le vôtre et qui le reste dans le cadre de vos activités de procureur du Roi au sujet des abus sexuels. Ce sont des choses particulières. Vous évoquez même un dossier avec beaucoup d'informations à la clé.

Au fond, les questions que nous aimerions vous poser portent sur votre manière de fonctionner dans ce genre de dossiers où la preuve est toujours très difficile à obtenir. La plupart du temps, si la plainte n'est pas déposée très rapidement après les faits, les preuves matérielles n'existent plus et il y a confrontation entre la parole de l'un et la parole de l'autre, pour autant qu'on connaisse l'auteur.

Puisque l'information répressive que vous devez mener est délicate, seriez-vous d'accord pour que ces dossiers-là soient mis systématiquement à l'instruction et que dès qu'une plainte en matière d'abus sexuels est formulée, la mise à l'instruction soit automatique? Pensez-vous qu'il faille nécessairement et systématiquement des auditions filmées pour les victimes mineures d'âge?

Pensez-vous que les services de police en première ligne qui sont les premiers à entrer en contact avec des victimes à la psychologie évidemment particulière – ce qui est parfaitement normal puisqu'elles doivent évoquer des faits qui atteignent leur intégrité physique profonde, leur intégrité morale, psychologique, voire spirituelle – soient suffisamment outillés pour recevoir correctement ces victimes sans banaliser, sans évacuer certains éléments importants? Dans le cas contraire, faudrait-il prévoir des mesures particulières pour l'accueil auprès des commissariats de police?

**Valérie Déom (PS):** Monsieur Berkvens, dans la droite ligne de ce qui vient d'être dit par Mme Marghem et sans vouloir me répéter mais pour faire avancer les choses de manière concrète, je vous poserai les mêmes questions que j'ai posées à Mme Reynders.

Il est clair que la preuve est difficile à faire dans ce type de dossiers d'abus sexuels. J'aurais dès lors voulu savoir quelle était votre politique lorsqu'une plainte émane d'une personne qui a plus de 28 ans et pour laquelle *a priori* les faits sont prescrits. Ouvrez-vous, malgré tout, une enquête? Faites-vous des devoirs complémentaires de manière à vérifier s'il n'y a pas d'autres victimes ou des connexions qui permettent éventuellement de dépasser la problématique du délai de prescription? J'aurais voulu vous entendre sur ce point. Mme Reynders, quant à elle, nous a répondu de manière très claire à ce sujet.

**La présidente:** Monsieur le procureur du Roi, je vais clôturer provisoirement la séance en prononçant une petite suspension, afin que vous puissiez classer toutes les réponses.

Avez-vous reçu des dossiers de la commission Adriaenssens via le tri que faisait le procureur fédéral désigné? Une fois la commission Adriaenssens éteinte et démissionnée, avez-vous reçu des dossiers du procureur fédéral, puisque des victimes ont encore porté plainte à ce niveau? Si oui, combien? Ces dossiers sont-ils aujourd'hui à l'information, à l'instruction ou autre?

L'un des deux secrétaires de la commission vous accompagnera pour vous donner lecture des questions. Nous vous octroyons une suspension de cinq à dix minutes. Celle-ci vous permettra de remettre de l'ordre dans vos idées.

*La réunion publique de commission est suspendue de 16.11 heures à 16.31 heures.  
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 16.11 uur tot 16.31 uur.*

**La présidente:** Nous allons maintenant entendre les réponses aux questions.

**Jean-Marie Berkvens:** Mevrouw de voorzitter, dames en heren, ik zal proberen om zo goed mogelijk te antwoorden met behulp van mevrouw De Backer, die mij de antwoorden niet moet influisteren maar de vragen die werden gesteld. Voor de antwoorden zal ik op mijzelf rekenen.

De feiten in het dossier-Tielt waarover ik het net had, zijn voor ons bewezen. Het is ook niet omdat

er een pv ter afsluiting komt, dat wij gezegd hebben: ja dat is hier zomaar... Anders zouden wij ze geklasseerd hebben als onvoldoende bezwaar bijvoorbeeld of geen misdrijf.

Wij hebben dat nu gedaan op het vlak van verjaring, omdat naar onze mening met een aan zekerheid grenzende waarschijnlijkheid de kans dat de zaak verjaard was, veel groter was dan dat ze niet verjaard was. Over de feiten zelf was geen betwisting, ook al zou je in zedenfeiten...

Het is heel gevaarlijk wat ik nu zeg. Er zijn aardbevingen en er is de schaal van Richter. Een aardbeving van 1 op de schaal van Richter, dat is de laagste denk ik, is ook een aardbeving. Ook binnen de zedenfeiten zijn er gradaties maar het zijn zedenfeiten. Dat is voor alle duidelijkheid.

Dat heeft dus geen rol gespeeld in dat dossier, in de eindmaatregelen die wij hebben genomen.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de procureur, hoor ik u zeggen: de kans dat het verjaard is, is groter dan de kans dat het dossier niet verjaard was? Met andere woorden, u zegt hier dat u niet zeker was dat de zaak verjaard was.

**Jean-Marie Berkvens**: Toch wel. Neen, we konden onmogelijk, zelfs niet bij benadering, een datum of periode vastleggen binnen dewelke de allerlaatste feiten zouden gepleegd geweest zijn. Volgens de man die het aangegeven had was er... Als de feiten inderdaad ergens in 1993 hadden plaatsgegrepen, versie, en ons dossier start 14, 10 maart 1997, dan waren ze niet verjaard. Maar het was dus best mogelijk dat de feiten ergens in 1992 gepleegd waren.

Weet u, als mevrouw B zegt - ja, sorry, maar u stelt mij de vraag - als mevrouw B zegt: ik ben de eerste keer aangerand in het ziekenhuis, wanneer weet ik niet precies, en volgens de chronologie van het dossier, als je het dossier leest, kom je inderdaad in 1987, 1988, 1989. Dan zegt ze: een tijdje daarna, gebeurt hetzelfde. Dan moet je natuurlijk de vraag beginnen stellen: wat is een tijdje daarna? Is dat vier jaar daarna? Is dat één jaar daarna? Is dat zes jaar daarna? Je moet toch als parket een zeker houvast hebben over uw tijdsbepaling. In onze visie waren die zaken verjaard, maar het is natuurlijk heel moeilijk om met zekerheid te zeggen: die zaak is verjaard, als je zelf uit de gegevens van het dossier niet kunt afleiden wanneer de feiten mogelijk hebben plaatsgehad. Er is ook, ik zou bijna zeggen: eigenlijk oordeel je daar een beetje als een

rechter. Ook een parketmagistraat, mijnheer Van Hecke, denk ik, moet als hij twijfelt, de twijfel ten voordele van de verdachte laten gaan. Dat is wat de rechter ook doet.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Als het dan echt niet zo heel duidelijk is, is het dan niet beter om nog iets verder te onderzoeken, tot men bijna helemaal zeker is?

**Jean-Marie Berkvens**: Dat is dus het antwoord wat ik ook wou geven aan mevrouw Van Cauter en de heer Landuyt. Ik denk dat we... Ik ga er nog altijd van uit dat door de parketmagistraat die het dossier behandelt, geen fout is gebeurd. Maar men gaat dat dossier anno 2010, anno 2011, misschien enigszins anders behandelen. Zoals wij de verdwijning van meisjes van 15, 16, 17 jaar sedert, u kent het, ook anders bekijken sedert zoveel jaar. Het is, denk ik, goed om lessen te trekken uit het verleden, dus dat gaan wij ook doen.

Wij hadden er in dat dossier... In dat dossier zagen wij niet in, en zag ik ook niet in, in die tijd, waarom het ziekenhuis moest verhoord worden, waarom de directie moest verhoord worden, waarom de bisschop moest worden verhoord enzovoort. Dat vindt u bizar, maar meer dan 10 jaar geleden lag dat niet in de gedachtegang. Dat lag daar niet in.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Dus u zou het nu anders doen?

**Jean-Marie Berkvens**: Nu zouden we misschien nog meer proberen verrijnd te weten te komen: was 't nu verjaard of niet? De vraag is alleen: hoe moet je dat nu gaan bewijzen? Moet je 't slachtoffer gaan plaatsens tegenover haar geestelijke raadsman, om toch maar... Ik denk dat we daar nu misschien iets grondiger zouden in tewerk gaan.

Het is ook wel juist dat de magistraat die dat dossier bekijkt, zet u in zijn plaats, hij krijgt daar een dossier waar het reeds over oude feiten gaat, waar men ons jaren heeft laten wachten, na verloop zegt hij dat niet verder gaat behandelen. Ik zeg niet dat het vandaag misschien niet anders zou gebeuren.

Ik spreek nu over de dossiers, die wij nu hebben. Mevrouw de voorzitter, ik heb er van het federaal parket 14 of 15 gekregen, zowel dossiers die het federaal parket van de commissie-Adriaenssens heeft ontvangen, als dossiers die zij rechtstreeks hebben opgesteld naar aanleiding van contacten

die zij hebben gehad. Die zijn allemaal in behandeling, in vooronderzoek, in opsporingsonderzoek, allemaal op het niveau van het parket. In alle dossiers, met een aan zekerheid grenzende waarschijnlijkheid, gaat het over zeer oude feiten. Bij die dossiers, dat is het probleem dan, zitten er ook dossiers die een stuk elders hangen. Dat is ook niet altijd even gemakkelijk.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): U zegt dat u niet precies kon weten wanneer de feiten zich zouden hebben voorgedaan en dat u dat niet verder kon onderzoeken. De feiten hebben zich, volgens de verklaringen van het slachtoffer, voorgedaan in het ziekenhuis, hebt u ook gezegd. Dan was het eigenlijk toch eenvoudig te vernemen wanneer de betrokkene opgenomen was in het ziekenhuis om te weten wanneer de verjaringstermijn exact begon te lopen.

**Jean-Marie Berkvens:** Dat had men kunnen doen.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): De waarheid wordt niet in twijfel getrokken. Het waren feiten die op dat ogenblik strafbaar waren. Het ging over een dader die blijkbaar een opdracht in een ziekenhuis had.

**Jean-Marie Berkvens:** Het was geen opdracht, het was een oude pastoor die parochianen bezocht. Er was geen dienstverband.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Hij was wel frequent aanwezig in het ziekenhuis.

**Jean-Marie Berkvens:** Ja, wellicht.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Heeft er zich dan nooit iemand afgevraagd of er vandaag mogelijk nog andere mensen in gevaar zijn? Zijn er mogelijk nog andere slachtoffers? Men heeft dat gewoon niet verder onderzocht? Helemaal niet?

**Jean-Marie Berkvens:** Ik ben in een vroeger leven onderzoeksrechter geweest. Ik zou het wellicht niet beter of anders hebben gedaan. Enerzijds is er de bescherming van de identiteit van de slachtoffers en daarom heeft het dossier ook zo lang aangesleept bij ons.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Seksueel misbruik is toch geen klachtmisdrijf?

**Jean-Marie Berkvens:** Nee, maar als men dat in een ziekenhuis gaat onderzoeken, dan moet men, ten eerste, al langs een onderzoeksrechter

passeren. Dat is op zich niet erg, maar met feiten die zeven of acht jaar oud zijn nog eens bij een onderzoeksrechter gaan... Ik heb even graag dat men de dossiers die iets minder oud zijn grondig en snel onderzoekt. Dat is al moeilijk genoeg, maar goed, men heeft al rap te maken met het probleem van het medisch geheim. Men riskeert ook – dat kan de wens van de slachtoffers hier niet geweest zijn – dat de “qu'en dira-t-on” begint te lopen en dat men in het ziekenhuis in een mum van tijd verneemt over wie het gaat, wat er aan de hand is, enzovoort.

Is dat een risico dat men moet lopen? Men betreft het ziekenhuis in een onderzoek. Ik ben het theoretisch met u eens dat men dat kan doen. Ik zeg niet dat men het vandaag niet zou doen, niet alleen omdat het wellicht zinvol is, maar...

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Men moet ook de afweging maken met de mogelijkheid dat iedere dag opnieuw, zelfs jonge slachtoffers kunnen worden gemaakt. Dat is toch ook een afweging die men als parketmagistraat prioriteit zou moeten geven?

**Jean-Marie Berkvens:** Dat is juist. Maar dan zijn wij toch niet alleen, want dan hebben mensen die in dat ziekenhuis rondliepen zeven tot acht jaar gezweven.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Misschien moest dat ook worden onderzocht.

**Jean-Marie Berkvens:** Ik ga de heer Bethune hier niet van schuldig verzuim beschuldigen. Ik ben al kwaad genoeg geweest op hem.

Schuldig verzuim, hier ben ik misschien wat ironisch, is een trend die een misdrijf aan het worden is. Een magistraat komt dat hooguit een paar keer in zijn carrière tegen, in een totaal andere context, bijvoorbeeld bij verkeerszaken of medische zaken.

Het is een misdrijf dat in het Strafwetboek staat, maar nu wordt er met schuldig verzuim, vooral door niet-penalisten, gegooid dat het niet meer mooi is. Ik hoef de hier aanwezige juristen en advocaten toch niet te zeggen dat schuldig verzuim niet voor de hand ligt.

Dat is nu een modeverschijnsel. Ik ben geen groot jurist, maar het zou misschien nuttig zijn om aan een aantal professoren strafrecht te vragen hoever men in dat soort materies met schuldig verzuim kan geraken, maar ik denk dat het heel moeilijk is.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Dat is een overweging die ik wil meenemen.

Dat neemt echter niet weg dat wanneer er aanwijzingen zijn van een bepaald misdrijf een parketmagistraat toch een poging moet doen om dat te onderzoeken en op te sporen, zeker om bijkomende slachtoffers te vermijden?

**Jean-Marie Berkvens:** Dat is juist, maar men moet altijd zien dat de belangen en de privacy van het slachtoffer worden nageleefd. Als men daarvoor respect vraagt, moet men dat naleven. Het principe van het vermoeden van onschuld – men is niet schuldig zolang men niet is veroordeeld – speelt ook.

Veel aanwijzingen inzake L. – ik heb het niet voor L. die in 2007 is gestorven – hadden wij niet, behalve wat ons werd verteld door iemand die voor mij nog altijd een buitenstaander was.

Wij zouden inderdaad naar die psychiater die op de hoogte was en naar de directie kunnen zijn gestapt, maar in welke fase moesten wij dat doen? Wij hadden het zeker niet kunnen doen vooraleer we de naam hadden. Als wij de namen van de verdachte en van het slachtoffer vijf of zes jaar eerder hadden vernomen, dan zaten wij misschien meer echt in het dossier. Nu kregen wij een dossier op ons bord dat al jaren oud was. Dat heeft misschien ook gespeeld.

Ik sluit niet uit dat het feit niet heeft gespeeld dat men een dossier kreeg dat niet bij ons, maar elders is blijven roesten. Verdwijningen worden nu helemaal anders opgenomen dan vroeger het geval was. Of die veranderde houding soms bij de parketten meer is ingegeven door een zekere schrik van wat komen kan of van drama's die eventueel kunnen gebeuren, sluit ik niet uit. Ik vind dat een beetje jammer.

Zoals u wel weet, is er in de nasleep van de zaak-Dutroux algemene paniek ontstaan, bij wijze van spreken, bij de parketten. De parketten konden nauwelijks weerstaan aan de druk om mensen op te pakken die als pedofiel werden gebrandmerkt, terwijl zij dat misschien helemaal niet waren. Wij moesten op dat ogenblik het hoofd koel proberen te houden, en niet volslagen beginnen te panikeren, want dat is niet goed.

Nu moeten we dat ook vermijden. Nu doen wij dingen in de dossiers die ik krijg van het federaal parket. Het klopt dat wij nu misschien grondiger, maar ook behoudender, optreden dan tien jaar

geleden, laat staan nog meer jaren geleden. Dat is juist. Vroeger waren wij misschien te veel gefocust, of net voldoende gefocust, op dader en slachtoffer, maar niet op heel die entourage. Dat deden wij minder. Dat is waar, dat is juist. Dat was niet alleen bij ons het geval, denk ik, maar overall, maar ik kan maar spreken voor ons. In de toekomst denk ik dus wel dat wij daar iets meer werk van moeten maken. Dat is juist.

Zo moet ook onze slachtofferhulp, slachtofferbejegening, nog efficiënter worden dan nu het geval is. Ik heb geen schrik om in eigen boezem te kijken.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Monsieur le procureur du Roi, vous êtes au parquet depuis 24 ans et, dans une vie antérieure, vous étiez juge d'instruction, n'est-ce pas?

**Jean-Marie Berkvens:** Oui!

**Marie-Christine Marghem** (MR): Votre expérience professionnelle est donc assez importante. Vous n'êtes pas un débutant! Vous savez bien que, lorsqu'on reçoit un dossier à votre niveau, en première ligne, celui-ci est loin d'être très détaillé et approfondi. La plupart du temps, c'est un dossier dans lequel il faut faire des devoirs complémentaires.

J'essaie de vous comprendre ainsi que la manière dont vous travaillez mais je suis assez sidérée. Vous dites qu'à partir du moment où l'affaire Dutroux a créé une sorte de "tsunami" dans les parquets où certains voulaient faire arrêter à tour de bras des supposés pédophiles, vous deviez garder la tête froide! Il vaut mieux garder la tête froide. Il y a une différence entre garder la tête froide et se mettre la tête dans le congélateur!

Dans l'affaire qui nous occupe et que vous avez vous-même mise en avant, je constate que des tas de choses s'opposent à vous: le secret médical, le fait que vous auriez peut-être dû interroger la clinique, le qu'en-dira-t-on, la présomption d'innocence, etc. Comme vous l'avez dit vous-même, cette commission compte pas mal de juristes et d'avocats. Nous savons donc tout cela! Votre métier n'est pas facile mais votre métier est celui de chercher. Je suis dès lors un peu étonnée de constater qu'il y a, de votre point de vue, dans cette affaire-là particulièrement – j'espère que ce n'est pas dans toutes les affaires –, besoin de garder la tête froide, alors que vous êtes saisi par un PV initial le 10 mars 1997, c'est-à-dire moins d'un an après la

découverte de Julie et Mélissa. C'est précisément à cette époque qu'il y a un sursaut de l'organisation judiciaire par rapport à tout ce qu'on aurait dû faire avant et qu'on n'a pas fait. Je suis étonnée que vous gardiez la tête tellement froide et que, finalement, des éléments que l'on aurait pu rechercher et préciser ne l'ont pas été. Vous dites que vous avez commencé à travailler dix ans après.

Il ne s'agit pas uniquement de se concentrer sur ce qui a été fait ou non. Vous dites vous-même que des choses auraient pu être faites. Pour ma part, quand je vous entends, j'ai envie de croire, tout en gardant un équilibre, qu'on les fait maintenant.

Pour permettre à un juge d'instruction de travailler correctement avec les pouvoirs qui sont les siens, faut-il, dans ce type de dossiers, ne pas gêner ou mettre en difficulté le parquet, qui est confronté à un tas de difficultés que vous avez énumérées? Faut-il systématiquement mettre ces dossiers à l'instruction?

**Jean-Marie Berkvens:** Neen.

Daarenboven, als u naar de chronologie kijkt die ik u van dat dossier heb gegeven, kunt u moeilijk zeggen dat ons hoofd in de diepvriezer lag op dat moment. Wij hebben dat van kortbij opgevolgd. Het is echter juist dat we dat misschien op vandaag... Ik vind de aanpak van dat dossier juist. Ik vind de beslissing juist. Ik zeg alleen dat we misschien bijvoorbeeld op het vlak van dat verjaringstijdstip misschien iets verder hadden kunnen zoeken om zekerheid te hebben. Dat is echter niet evident. Men zit met een slachtoffer dat – excuseer – niet altijd even duidelijke verklaringen aflegt. Men kan die toch niet door de mangel beginnen halen om toch maar... Dat is toch niet gemakkelijk, dat is toch moeilijk.

Daarenboven, als het dossier niet verjaard was, val ik terug op de andere punten die ik... Zeg het dan, zeg het dan en doe er iets tegen. Steek het kot desnoods in brand bij wijze van spreken maar doe iets. Ik overdrijf. Kom het echter zeggen, men heeft een advocaat. Zwijg dan toch geen tien jaar lang.

**Daphné Dumery (N-VA):** Mijnheer de procureur, ik zou nog eens willen terugkeren naar het schuldig verzuim. U noemt het een trend om dat schuldig verzuim nu naar boven te halen. In veel van deze dossiers zullen er facetten van schuldig verzuim zitten. Ik denk maar aan een school waar men het ontdekt en het eerst zo probeert op te

lossen. Het slachtoffer wordt soms onder druk gezet om een bepaalde bemiddeling te volgen en dergelijke meer. Denkt u dat er vanuit uw diensten een terughoudendheid is om het schuldig verzuim in te roepen wegens de maatschappelijke impact van zo'n vordering?

**Jean-Marie Berkvens:** Ik lach niet met het schuldig verzuim op zich. Het is een misdrijf, maar het is niet omdat men iets wel of niet doet dat fout is dat men noodzakelijkerwijze een strafrechtelijk schuldig verzuim pleegt.

Men kan ook burgerlijk aansprakelijk zijn voor iets waaraan men niet schuldig is. Het is een beetje bizar. Wij zoeken in onze maatschappij altijd schuldigen. Wij ook, hoor. Wij hebben al vaak dossiers gezien van drama's of ongelukken waarvan men eigenlijk nauwelijks kan bewijzen wie er in fout was. Maar er bestaat nog, wat men er ook van moge zeggen of denken, een vreselijk ongelukkige samenloop van omstandigheden zonder dat men iemand strafrechtelijk kan vastpakken.

Schuldig verzuim, mevrouw? Voor mij niet gelaten. Ik vind het wel een beetje trendy dat men er te pas en te onpas, van aan de zijlijn vaak, commentaren over geeft. Wij zullen zien wat de rechtspraak ermee zal doen.

Ik heb professor Hutsebaut...

Weet u, als een priester, leraar of directeur van een katholieke school binnenkomt in de kamer en ziet hoe één van de priesters een kind aan het kapotmaken is, zich omdraait en de deur toedraait en verdwijnt, wetend dat die priester het 's anderendaags opnieuw doet, terwijl men zijn mond houdt, dat is schuldig verzuim! Zulke gevallen komen wij niet tegen, maar dat is schuldig verzuim!

**La présidente:** Il semble qu'on aurait dû le rencontrer par rapport à tous les témoignages qui sont relayés chez M. Adriaenssens, qui ne sont donc pas inventés. Je ne sais pas si vous avez lu le rapport Adriaenssens.

**Jean-Marie Berkvens:** Je l'ai lu.

**La présidente:** Il semble que c'était sans doute dans le chef de beaucoup de parents qui avaient eu – plus actuellement – une négligence coupable puisqu'ils étaient au courant des faits.

Je rappelle que vous êtes le ministère public. Le ministère public est là pour trouver le coupable

mais aussi pour protéger la société et donc tout faire dans une information, dans une instruction, pour protéger la société. C'est cela aussi l'important. C'est pas seulement qu'il faille préserver les intérêts, les droits indispensables de chaque justiciable. Les intérêts de la réputation d'un hôpital, d'une école ou d'une autorité passent après les intérêts de la société, de la protection de la société. Je le rappelle à tous les magistrats qui passent ici car on a parfois l'impression que si la plainte ne tient pas, la société n'a à peu près rien à dire et que s'il n'y a pas une victime qui vient porter plainte, tant pis pour les autres victimes de la société.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de procureur, heb ik u goed begrepen, wanneer u verklaart dat u vandaag het bewuste dossier misschien wel anders zou hebben aangepakt en dat u misschien de verjaringstermijn wat beter had moeten bekijken? U zei dat de verklaring van het slachtoffer echter niet erg duidelijk was.

Het is net daarom dat voldoende moet worden onderzocht, omdat een slachtoffer zich op dat moment natuurlijk in een heel bijzondere situatie bevindt. Het slachtoffer kan verward zijn, kent ook de data niet. Als het onderzoek wordt gevoerd, moet men daar niet zo snel omheengaan en moet men werkelijk alles doen om de exacte datum te vinden.

Het punt dat ik wil maken, is het volgende. Ik heb de indruk dat u niet zo erg van onderzoeksrechters houdt. Ik geef u drie voorbeelden.

U sprak over het dossier van Noord-Frankrijk, waar er een vergissing is begaan. U voegde er fijntjes aan toe dat het een dossier van een onderzoeksrechter was.

U verklaarde daarnet dat feiten van zeven of jaar geleden toch niet meer aan een onderzoeksrechter moeten worden gegeven. Het dossier-Vangheluwe is, voor zover ik weet, evenmin bij een onderzoeksrechter terechtgekomen.

Ik vraag mij dan ook af of u een probleem hebt met het feit dat een onderzoeksrechter een dossier ten gronde aanpakt. Dat is de indruk die ik krijg. Houdt u het dossier liever bij u, om het goed te kunnen bewaken? Wat zijn voor u de criteria om een dossier al dan niet aan een onderzoeksrechter door te sturen?

**Jean-Marie Berkvens:** Mevrouw de voorzitter, onderzoeksrechter is een van de mooiste jobs die ik bij Justitie tien jaar lang heb uitgeoefend of heb mogen uitoefenen. Ik heb bijzonder veel respect voor de onderzoeksrechters. Het is een pracht van een job.

De bijkomende dimensie voor de job van onderzoeksrechter ten overstaan van de job van parketmagistraat is de volgende. Hun job is, op de specifieke bevoegdheden van de onderzoeksrechter na, ongeveer dezelfde. Zij werken met dezelfde experts, dezelfde politiediensten, enzovoort. Echter, de mogelijkheden van menselijk contact, met verdachten in de eerste plaats maar ook met benadeelden en slachtoffers – op het parket heb je met hen sowieso contact –, zijn minder.

Dergelijke contacten zijn verrijkend. Of die menselijke contacten op het niveau van het onderzoek er bij iedereen op vandaag zijn, laat ik in het midden.

Ik heb echter niets tegen de interventie van een onderzoeksrechter, wel integendeel, maar het moet een meerwaarde bieden. De meerwaarde is er inderdaad wanneer er sprake is van toepassing van middelen, zoals (...)maatregelen en voorhechtenis, waarvoor de onderzoeksrechter echt nodig is.

Ik kan u daarenboven verzekeren dat de onderzoeken op het parket door de band rapper gaan.

Ik zeg het misschien enigszins ironisch, maar dat is niet juist. Ik heb het niet tegen de onderzoeksrechter. Dat is echter, omdat ik zo vaak hoor dat onderzoeksrechters precies de magistraten zijn die het best kunnen onderzoeken. Zij zijn geen god de vaders of weet ik wie; zij zijn ook maar mensen. U kent de onderzoeksrechter van Brugge en u kent ook andere onderzoeksrechters. Zij zijn ook maar mensen. Onderzoeken zijn ten laste en ten ontlaste – à *charge et à décharge*. Juist door mijn ervaring ginder ga ik er ook van uit ... Dat is ook een van die zaken die blijven rondlopen. Parketmagistraten moeten ook à *charge et à décharge* onderzoeken. Zij moeten dat ook doen. Daarin onderscheidt een onderzoeksrechter zich dus niet van een parketmagistraat. Ik mag zelfs zeggen: helemaal niet.

Dat is dus hetzelfde, behoudens zijn specifieke bevoegdheid. Met oude zaken gaan wij traditioneel niet meer naar de onderzoeksrechter.

Dat is juist.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik wil toch nog eens terugkeren naar het dossier-Tielt en vooral het allerlaatste proces-verbaal. U hebt het geciteerd en ik kan het gebruiken. Bij de lezing van het dossier viel het mij reeds op dat het, maar u mag mij tegenspreken, de elementen van het probleem inhoudt. Enerzijds is er het element dat slachtoffers zich niet gemakkelijk uiten. Anderzijds is er het feit dat men het *à la légère* opneemt. Met “men” bedoel ik misschien een tijdsgeest, maar in elk geval het probleem. U zegt dat u die feiten erg vond, bij het lezen van die dossiers.

In het allerlaatste proces-verbaal staat dan de zinsnede die alles bevat. Men heeft uiterst discreet inlichtingen ingewonnen in de streek en dan zegt men: “Hij is gekend als een geestelijke die graag de vrouwen zag en dit ook liet blijken. Hij nam ze ook graag dicht, maar klachten van echte handtastelijkheden zijn ons niet ter ore gekomen.”

Is dit niet een houding die wij met zijn allen moeten verlaten? Enerzijds is er het enorme relativiseren van die priesters die houden van iets menselijks. Anderzijds is er het feit dat men zegt dat er toch geen klachten zijn.

Na dit proces-verbaal zijn de boeken dichtgegaan.

**Jean-Marie Berkvens**: Ik kan u volgen, maar dat proces-verbaal heeft volgens mij geen impact gehad op de eindbeslissing in dat dossier. Ik ben het wel met u eens dat dit soort processen-verbaal eigenlijk niet kan. Ik heb mij trouwens al die jaren afgevraagd hoe ze dat maken, hoe ze daartoe komen. Gaat die politiemans achter elke hoek in Tielt op de loer liggen en plots iemand vastpakken en vragen of hij L. kent? Hoe maakt men dat? Op basis waarvan doet men dat? Dat zijn dus geen goede processen-verbaal, maar ik denk niet dat die een belangrijke rol hebben gespeeld. Dat proces-verbaal heeft geen rol gespeeld in die beslissing.

Maar ik ben het met u eens. Ik lees ook niet graag in een proces-verbaal “wij vernemen” of “wij horen” of “de man zou anders wel kalm zijn”, en zo. Hoe weet men dat allemaal?

**Raf Terwingen** (CD&V): Ik begrijp eerlijk gezegd de praktijk en hoe het parket hier heeft gehandeld niet goed. Ik begrijp de tijdsgeest. De heer Landuyt verwees daarnet ook naar de persoonlijkheid van de persoon waarover het hier ging. U hebt zelf gezegd dat, omdat de feiten in dit dossier toch wel bewezen waren, er niet getwijfeld

werd. Dat hebt u denk ik gezegd.

Of er min of meer bekentenissen waren afgelegd, weet ik niet, maar dan verwijst u toch terug naar de verjaringstermijn. Ik vraag mij dan af waarom nog een verjaringstermijn instellen op 10, 15 of 20 jaar als het parket kan zeggen dat het na 6 of 7 jaar al wat laat is, los van het feit of andere instanties ook eventueel een rol hebben gespeeld in het verloop van de verjaring. De verjaring was misschien nog niet bereikt.

Bij de suggestie van mevrouw Van Cauter om dat te checken via ziekenhuisopnames en zo meer, heb ik ook vragen. Ik weet niet zeker of dat hier in deze commissie verder moet worden uitgespit. U hebt daar een beleid gevoerd. U hebt gezegd: “Dat is verjaard, wij gaan dat niet verder volgen”, waarvan akte. Ik begrijp dat niet goed, maar nogmaals, het zal zich in de tijdsgeest hebben geplaatst.

Ik ben zelf advocaat sinds 1994. Ik kan mij moeilijk voorstellen dat ik in '96, '97 of '98 een ander gevoel over dit soort feiten had dan nu. Dat heb ik niet, maar ik ben misschien ook geëvolueerd zonder dat ik het weet.

Ik denk dat de kern van de zaak en de vragen die wij in dit dossier in deze commissie moeten stellen, als wij de opdracht van onze commissie erop nalezen, het gaat hier over een geestelijke die verbonden was aan de katholieke Kerk, heeft dat meegespeeld in de beslissing van het parket om te zeggen dat het verjaard was? Daarover moet onze commissie zich buigen.

Hoe zat het met de relaties tussen het gerecht, het parket en eventuele de katholieke Kerk? Dan kom ik tot mijn zeer algemene vraag die ik daarstraks ook al had gesteld, maar waar u waarschijnlijk nog niet was toe gekomen. Bent u in dit dossier benaderd door de katholieke Kerk om een beslissing te nemen in een of andere zaak.

Dan zijn wij beland bij de kern van wat deze commissie moet achterhalen, niet zozeer het strafrechterlijk beleid op zich onderzoeken, maar wel heel concreet in dergelijke dossiers. Heeft het in uw beslissingen meegespeeld dat de dader een priester of een geestelijke was of niet en bent u daarover gecontacteerd geweest?

**Jean-Marie Berkvens**: Ik kan u in alle duidelijkheid zeggen dat ik nooit... Het dossier werd behandeld door een parketmagistraat. De eindverantwoordelijkheid van alle dossiers ligt bij mij. Ik neem ze op, zonder meer. Die

parketmagistraat, daar ben ik van overtuigd. Ik heb, dat geldt ook voor hem, ik heb nooit een rechtstreekse of onrechtstreekse lijn gehad, niet met Vangheluwe, niet met eender wie in of buiten de Kerk.

De enige rechtstreekse lijn die ik heb, is die met de procureur-generaal. Ik heb nooit een lijn gehad. Ik heb mij daar altijd aan gehouden en ik zal mij daar in de jaren die mij beroepshalve resteren, ook verder blijven aan houden. Zo simpel.

U kunt dat geloven of u kunt dat niet geloven. Dat speelt geen rol. Ik heb ook in geen enkel ander dossier ooit contact gehad of enige druk gevoeld, ook niet in Tordale. Ik heb dat nooit zo gevoeld. Nooit. Ik heb daar eigenlijk geen last van, want ik zou dat lastig vinden als dat zou bestaan.

De huidige bisschop van Brugge heb ik twee keer aan de lijn gehad.

De eerste keer was toen ik via de media vernam dat er op een bepaald moment sprake van was dat Vangheluwe zou verhuizen, wat u zich misschien nog herinnert. Men sprak zelfs van een ver land of een ander werelddeel. Ik heb toen gebeld naar de huidige bisschop om te zeggen dat onze mensen van de federale politie wel mobiel zijn, maar dat het nog ernstig moest blijven. Ik zei dus dat zo'n verhuis geen optie was.

De tweede keer heb ik gebeld – daarmee kom ik terug op een vraag van de heer Van Hecke – met toestemming van mijn procureur-generaal, na overleg, in verband met het plaatje daar. Met het vooruitzicht voor deze commissie te verschijnen, wilde ik eigenlijk weten hoe het nu zat. Van monseigneur De Kesel heb ik dan een lijst gekregen. Die lijst vermeldde inderdaad 23 dossiers. Het klopt dat mijn arrondissement niet zo groot is als zijn bisdom. Er werden 23 namen vermeld, waarvan er 8 op het arrondissement Brugge betrekking hadden. Die zijn allemaal in onderzoek bij ons. We zijn daarmee bezig. Eén of twee van de vermelde mensen zijn gestorven; met de overige dossiers zijn we bezig. Dat wilde ik dus wel weten.

**La présidente:** Vous dites que vous n'avez pas eu de contact, de pression de la part de quelque autorité que ce soit depuis que vous êtes procureur du Roi. Mais, dans le cadre de votre explication de l'affaire, vous mettez en balance – c'est vous qui l'avez dit à un moment –, d'après ce que je comprends, la plainte de la victime, la présomption d'innocence, mais aussi la notoriété, la réputation des institutions. En l'occurrence, il

s'agissait d'un hôpital; en l'occurrence, il s'agit de l'Église par ailleurs.

Sans recevoir de pression directe (je vous ai bien entendu), est-ce que cette notion à l'époque – puisque vous ne feriez plus maintenant ce que vous faisiez à l'époque, d'après ce que vous avez dit –, est-ce que la notoriété d'un hôpital, la notoriété de l'Église a joué aussi dans la manière de traiter ce cas particulier que vous nous avez dit en détail?

**Jean-Marie Berkvens:** Dat zal voor de parketmagistraat in kwestie die het dossier behandeld heeft – ik steek daar mijn hand voor in het vuur – niet de minste rol hebben gespeeld, niet de minste. Wat mij betreft, ik heb het dossier pas ontdekt naar aanleiding van het onderzoek-Vangheluwe, zou dat ook zeker niet het geval zijn geweest. Dat speelt eigenlijk geen rol. Dat speelt echt geen rol. Notoriété of geen notoriété. Overigens, met al mijn respect voor de stad Tielt, het Sint-Andriesziekenhuis in Tielt is het Sint-Andriesziekenhuis in Tielt. Dat is een ziekenhuis in een centrumstad, bestuurd door nonnen als ik mij niet vergis. Heb ik in het dossier menen te lezen. De heer Bethune had beter moeten weten, maar ja... Dat is een ziekenhuis zoals er zoveel zijn.

**La présidente:** Vous avez l'impression que nous amenons des choses. Je répète simplement ce que vous nous avez dit. Vous avez dit que si on avait dû pousser l'information plus loin, il fallait aller vers les autorités de l'hôpital avec les conséquences sur sa réputation.

**Jean-Marie Berkvens:** Je n'ai jamais parlé de réputation.

**La présidente:** Nous relirons l'audition!

**Jean-Marie Berkvens:** Ou alors, je me suis mal exprimé.

**La présidente:** Je vous demande si c'est en balance. Vous avez dit que vous ne gériez plus le dossier maintenant. Cela veut donc dire que quelque chose vous titille puisque les quatorze dossiers que vous avez reçus de M. Adriaenssens ou du procureur fédéral sont bien plus anciens que les dossiers de 1992. À ce moment-là, vous faites une information et vous allez interroger les personnes. Cela veut dire que quelque chose de fondamental a changé et je ne comprends pas quoi puisque, a priori, vous savez que les faits sont prescrits. C'est une simple réflexion de ma part. J'écoute attentivement ce qu'on dit.

**Jean-Marie Berkvens:** Het is juist dat ik reputatie en dat soort dingen niet zo belangrijk vind. Men moet als parketmagistraat, en als magistraat tout court, een zeker EQ hebben. Men probeert een zeker IQ te hebben. Men probeert zich niet alleen te focussen op slachtoffers en daders maar – zoals u terecht gezegd hebt – men probeert ook de maatschappij te beschermen. Men moet dus maatregelen nemen, maar men moet ook zien in welke mate men daar juridisch toe bevoegd is. Men blijft hoe dan ook jurist.

In het dossier-Tielt werd bijvoorbeeld op een bepaald moment de vraag gesteld: “Wat hebben jullie gedaan om de integriteit van de patiënten te beschermen?” Al is het een beetje cru gezegd, het is niet de taak van het openbaar ministerie de totaliteit van de patiënten te gaan beschermen. Zeker niet wanneer men nog van niets weet. Daar kan men dan niets aan doen. Men kan natuurlijk de integriteit beschermen door de dader uit circulatie te halen en hem te doen straffen, enzovoort. Dan doet men het een beetje.

Maar ik heb in dat dossier – van zovele jaren geleden – nog altijd het bewijs niet geleverd gekregen dat L te werk ging zoals werd gezegd. Dat is niet bewezen. Als u meent dat wij het niet bewezen wilden zien, bent u fout. Wij waren vragende partij. Maar, hoe moesten wij dat doen?

La **présidente:** Il me semblait vous avoir entendu dire que les faits étaient établis. Je crois que je vais cesser de poser des questions sur cette affaire, car il me semble que vous avez dit vous-même à M. Landuyt que les faits étaient établis!

**Jean-Marie Berkvens:** Oui, mais deux faits, madame!

La **présidente:** Je vais cesser de poser des questions à propos de cette affaire. D'ailleurs, je propose de sortir du chapitre des questions relatives à l'hôpital pour s'orienter vers les questions plus générales qui vous ont été posées, notamment sur la gestion actuelle.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Mijnheer de procureur des Konings, naar aanleiding van een eerder antwoord hebt u opnieuw een verdere vraag opgeworpen, bij mij althans. U zegt met betrekking tot de verjaring dat u verder had kunnen zoeken maar dat de verklaring van het slachtoffer niet van die aard was dat ze zo precies was. Die dame had blijkbaar toch een zekere psychische problematiek. Hebt u dat gezegd of heb ik dat verkeerd begrepen?

**Jean-Marie Berkvens:** ...gezegd heb dat die dame een psychische problematiek had.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Hebt u dat gezegd of heb ik dat verkeerd...

**Jean-Marie Berkvens:** Ik zou mij daar niet aan wagen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Ik ga het in het midden laten.

**Jean-Marie Berkvens:** Ze was wel niet duidelijk, dat is juist.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Mijn vraag is dan specifiek hoe u de mogelijkheid biedt aan slachtoffers met een geestelijke handicap om hen te verhoren? Er komt een klacht binnen met betrekking tot twee specifieke misdrijven in een ziekenhuis. Er zijn daar patiënten met een psychische handicap bijvoorbeeld. Hoe gaat u daar dan mee om? Neemt u dan zelf het initiatief voor een zekere doorlichting? Ondervraagt u het personeel? Ik kan mij voorstellen dat dit zou kunnen gebeuren. Het zijn zwakke mensen die zich moeilijk kunnen uitdrukken.

**Jean-Marie Berkvens:** Meestal zullen we ons eerst tot de arts richten bijvoorbeeld om te vragen of de persoon in kwestie vatbaar is voor verhoor. Gaan we die niet vermoeien, gaan we die het nog niet moeilijker maken dan ze het al heeft? Meestal wachten we dus op de zegen van de dokter. Als hij zegt go for it dan doen we dat. We proberen dan meestal zo iemand te laten bijstaan door een vertrouwenspersoon of door iemand van de hulpverlening. Dat kan. We proberen de entourage... Er zijn al audiovisuele verhoren geweest, ook van die mensen. Dat is normaal voor kinderen en voor moordzaken en zo. Voor die mensen zullen we het ook meestal proberen opdat er later niet de kritiek zou komen van de andere kant dat ze niet betrouwbaar zijn enzovoort.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** In dit dossier is dat niet gebeurd? Neen.

**Jean-Marie Berkvens:** Neen, mevrouw Van Cauter. Dat was ook niet het niveau waar dat moest gebeuren.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Een tweede vraag. U zegt dat u contact hebt gehad met de huidige bisschop van Brugge in het dossier-Vangheluwe. U hebt het over de huidige verblijfplaats van de heer Vangheluwe. Hebt u dan

voldoening genomen met de zekerheid van de bisschop dat Vangheluwe binnen spreekafstand of bereikbaar was voor verder onderzoek om te zeggen dat men bijvoorbeeld niet zou overgaan tot voorlopige hechtenis? Dat was niet nodig? Gewoon het feit dat de bisschop u verzekerde dat de betrokkene beschikbaar was, was voor u voldoende? Een kerkelijke overste die u verzekert... Heb ik u ook verkeerd begrepen? Als een kerkelijke autoriteit u de zekerheid geeft dat een oud-collega beschikbaar zal zijn voor verder onderzoek neemt u daar genoeg mee?

**Jean-Marie Berkvens:** Zowel collega Bulthé, die u straks zal horen, als ikzelf kunnen u met overtuiging zeggen dat, als men belt dat men hem bereikt. U begrijpt dat ik nu niet... Dat kan ik toch niet doen, hé? Ik zal dat ook niet doen. Hij is bereikbaar, hij is beschikbaar en het duurt geen dagen vooraleer... als wij hem wensen te horen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Mijn vraag was ingegeven. Zou u op dezelfde manier handelen in een dossier dat niets te maken heeft met de Kerk? Als de voorzitter van VOKA beschikbaar moet zijn, dan wordt hij onder voorlopige hechtenis geplaatst en dan neemt men geen... Ik weet dat de vergelijking misschien ver is, maar... Men neemt dan geen genoeg met de verzekering van een collega dat de betrokkene beschikbaar zal zijn om te beslissen om niet over te gaan tot een voorlopige hechtenis. In deze zegt men: "De bisschop verzekert ons dat de betrokkene aanwezig zal zijn." En dan neemt men daar genoeg mee. Dat is mijn vraag. Dat is de vraag die ik mij stel.

**Jean-Marie Berkvens:** Ik denk dat ik meer de bisschop onder druk heb gezet dan dat hij mij onder druk heeft gezet in deze. Wij hebben geen dwangmiddelen. Nu ben ik over het dossier bezig. Ik heb eigenlijk, juridisch gezien, geen dwangmiddelen om hem te verplichten. Sorry hé. Spreek mij niet van voorhechtenis. Men speelt niet, mevrouw Van Cauter, met voorhechtenis.

Ik vind dat moeilijk om dat hier...

La **présidente:** C'est un dossier en cours. Donc nous allons arrêter ici cet échange. Il y avait la dernière question sur le dossier qui a été classé sans suite.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Monsieur le procureur du Roi, vous avez dit, d'une part, que vous n'aviez jamais ressenti aucune pression de quoi que ce soit, venant de l'Église dans ce type de dossier, pas celui-là en particulier, mais en

général...

**Jean-Marie Berkvens:** Ni d'autre part, madame.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Ni d'autre part. On n'a pas exercé de pression sur vous, cela ne vous est jamais arrivé. D'autre part, il n'y a pas non plus de connivence – et c'est une deuxième question qui vous a été posée – entre votre parquet et, sociétalement parlant, le monde de l'Église. Il y a dans votre chef une façon de travailler qui est tout à fait libre, détachée et sans aucun lien avec l'organe ou l'institution contre lequel vous devez agir à certains moments.

Dans tout dossier, il y a des rédactions de PV. Ces PV sont souvent, évidemment à la demande du parquet, par le biais d'apostilles, rédigés par des officiers de police.

Je voudrais savoir – parce qu'il me revient cette information – pourquoi le policier qui a rédigé le PV de synthèse a été mis à la porte après l'avoir rédigé. Est-ce que c'est sur cette base-là que vous auriez pris votre décision de classement sans suite? Parce que c'est souvent comme ça qu'on clôture une information: on demande finalement à la police qui a traité le dossier de bien vouloir re-synthétiser le tout et d'avoir une vue complète avant de prendre position.

Donc, j'aimerais avoir votre réponse.

**Jean-Marie Berkvens:** Wat u daar vertelt, is toch wel zeer gevaarlijk. De man die het allerlaatste pv gemaakt heeft, heeft twee, hooguit drie jaar geleden de politie verlaten, niet langs de grote deur, dat klopt, wel met een correctionele veroordeling. Dat heeft met het dossier-Tielt helemaal niets te maken. Voor de rest zal ik niet antwoorden.

La **présidente:** Donc, voilà pour l'importante précision du procureur du Roi.

Je propose, monsieur le procureur, que vous passiez aux autres questions.

J'aimerais qu'on ne revienne plus sur cette affaire-ci.

**Jean-Marie Berkvens:** Ik heb nog een vraag van mevrouw Van Cauter te beantwoorden in verband met cijfermateriaal. Ik heb die cijfers niet bij mij. Het is dus heel moeilijk om die vraag te beantwoorden.

Ik zie motieven tot seponering. Het gaat om een

totaal aantal dossiers van 8 034, over een jaar of vier tot vijf, waarvan er 1 503 geseponneerd zijn. Op zich is dat natuurlijk niet niets. U moet dat echter gespreid zien over zeven parketten in Oost- en West-Vlaanderen. U zou dat dus allemaal eens moeten bekijken. Dat staat echter toch tegenover 3 400 onvoldoende bewijzen, en toch nog altijd tegenover 2 200 daders onbekend. Het klopt dus dat dit toch nog de meerderheid is van de seponeringen. Dat is duidelijk.

Wat u zegt over die 1 503 dossiers, klopt dus. Ik zie dat het grootste deel daarvan in toestand geregulariseerd is. Afwezigheid van voorgaande; dat kan. Ik heb eens gekeken: pedofilie, proxenetisme, kinderporno, incest, ongewenste intimiteiten... het gaat soms van hier naar daar. Wij hebben zaken van kinderporno, waar het over twee of drie onnozelheden gaat, ook al is het kinderporno, en ik zeg dit zonder te banaliseren. Het is dan eerder toevallig, bijvoorbeeld.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Dat is nu precies mijn bezorgdheid. Wat gebeurt er als u beelden aantreft van seksueel misbruik?

De heer De Waele heeft ons gezegd dat kinderpornografie eigenlijk een verkeerd woord is. Hij zei dat het gaat over beelden van strafbare feiten.

**Jean-Marie Berkvens:** Ja.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Dan kan je twee dingen doen. U kan spreken over twee of drie toevallige feiten; dat is een eerste mogelijke reactie. Of je kunt zeggen: ik ga dat nu eens verder onderzoeken.

De vraag die ik steeds stel, is hoe het parket daarmee omgaat. Is men diligent? Onderzoekt men? Zal men proberen, aan de hand van de beelden, te achterhalen wie de dader is? Zitten we hier in een netwerk? Zijn er nog dergelijke feiten? Kunnen we verdere recidive voorkomen? Dat is de houding die te stimuleren is, als u het mij vraagt.

Daartegenover staat de reactie dat er 1 500 dossiers omwille van beleidsmotieven toch nog geseponneerd zijn. Dat zijn 1 500 dossiers met een strafbaar karakter van feiten of waarin er toch minstens voldoende aanwijzingen zijn van schuld om tot verder onderzoek of vervolging over te gaan.

Dat is mijn bezorgdheid: is er voldoende aandacht voor de opsporing? En hoe zit het met het vervolgingsbeleid inzake seksueel misbruik?

Als ik dat cijfer verneem, dan ben ik ongerust, vandaar mijn vraag.

**Jean-Marie Berkvens:** Wat Brugge betreft, in ieder geval, heb ik niet het recht om te zeggen dat er een nultolerantie is voor seksueel misbruik of voor zedenfeiten, laten we het zo zeggen: zedenfeiten. Je hebt nog altijd de achtergrond, de context, de leeftijd van de dader speelt ook soms een rol, zijn voorgaanden, zijn niet-voorgaanden, zijn job, de wanverhouding of de verhouding tussen de sanctie die hij kan krijgen. Mensen kunnen vallen. Mensen hebben de eigenschap te vallen en dan weer op te staan. En soms eens weer te vallen en weer op te staan. Daar moet een openbaar ministerie ook rekening mee houden. En hoe dan ook zegt de wet nog altijd dat wij oordelen over de opportuniteit van de vervolging. En ik geef toe dat we daar misschien niet allemaal op dezelfde golfengete zitten, of dat daar misschien meningsverschillen over kunnen bestaan, maar dan nog, zeg ik, heeft men de mogelijkheden tot correctie via klacht met burgerlijke partijstelling enzovoort.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Dat was eigenlijk het tweede onderdeel van mijn vraag, maar u hebt mijn tekst daar bij u. In Gent bestaat er een procesbeschrijving van hoe men komt en voor welke specifieke dossiers men overgaat tot vervolging of seponering, en benadrukt men de nultolerantie. Hetzelfde geldt voor Kortrijk, als ik me niet vergis. Hoe zit het met betrekking tot uw arrondissement? Is er daar ook een zekere beleidslijn? Wordt dat bijgehouden? In welke dossiers?

**Jean-Marie Berkvens:** Dat hebben wij niet. In Brugge hebben wij dat niet.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Het is een vraag.

**Jean-Marie Berkvens:** Neen, maar dat hebben wij ook niet. Dat is misschien fout. Dat is misschien ook omdat men denkt dat als men daar al zo lang zit en men de routine en de gewoonten kent, de magistraten... Weet u, de magistraten doen niet zo maar wat ze willen doen.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): En wie beslist er dan uiteindelijk? Uw voorgangers?

**Jean-Marie Berkvens:** Het zijn de magistraten die hun eigen beslissingen in hun eigen dossiers nemen.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Met een visum

van een collega?

**Jean-Marie Berkvens:** Niet stelselmatig. Wel de jongeren. De jongeren en de nieuw binnengekomen, de mannen die daar een jaar of twee jaar zitten, hebben ofwel een soort viseur of een soort begeleider, die doet dat dan. Maar de mensen krijgen snel verantwoordelijkheid bij ons, en vrijheid van oordeel, dat is zo. Weet u, mevrouw Van Cauter, de parketten lopen niet vol. Ze lopen niet vol.

Als er één plaats in de zetel is, zijn er tien kandidaten. Als er een plaats is in het parket, mag men al blij zijn dat er zich iemand komt aanmelden. Dat wil dus ook zeggen dat men die mensen moet responsabiliseren en dat men ze niet... Vooraleer ik onderzoeksrechter werd, was ik ook nog eens zeven jaar op het parket. Dat weet u niet meer, dat is honderd jaar geleden. Toen ik dan van het parket, de eerste zeven jaar van mijn loopbaan, naar de zetel ging, had ik echt het gevoel dat ik massa's zuurstof binnenkreeg. Die structuur, die hiërarchische structuur van de parketten, dat is gelukkig zeer veel veranderd.

Parketmagistraten zijn echter geen kleuters. Parketmagistraten moet men als volwassenen beschouwen en behandelen. Parketmagistraten worden verondersteld voldoende verantwoordelijkheidsbesef te hebben om hun job te doen *comme il faut*. Het is wel juist dat er altijd misbruiken kunnen zijn. Ik zeg u dat ik geen rechtstreekse of onrechtstreekse lijn heb met de bisschop, de paus of de nuntius of met de loge of zo, al doet dat er nu niet toe. Ik weet niet of mijn parketmagistraten die hebben, maar dat zou mij verbazen. Ik steek dat niet weg. De magistraten kennende, zou mij dat totaal verbazen. Zij zijn daar ook niet mee bezig, maar zij hebben inderdaad een vrij grote vrijheid.

Ik viseer persoonlijk bijvoorbeeld de zaken die rechtstreeks worden gedagvaard, zaken die dus rechtstreeks naar de rechtbank gaan. Die bekijk ik altijd, omdat ik ook wil dat men niet met prullaria naar de rechtbank gaat. Ik heb het nu niet over zedenfeiten, maar bijvoorbeeld over de diefstal van een chocoladereep. Ik was onderzoeksrechter, maar ook rechter. Ik heb vroeger als alleensprekend rechter zaken van diefstallen van een pak chocolade gehad, drie of vier jaar na de feiten. Dan moest ik aan die man uitleggen dat hij drie of vier jaar voordien in de Aldi een pak chocolade gestolen had.

Toen ik terug naar het parket ging, heb ik die ervaring meegenomen. Ik heb toen gezegd: nooit

meer dergelijke zaken. Dat waren dertig zaken per zitting. Het was, zoals men dat in Gent noemt, "de lollekensrechtbank". Zo ging dat dan, correctioneel.

Men trekt altijd lessen uit het verleden. Wij zullen dat ook doen voor de zedenfeiten. Nultolerantie is altijd heel gevaarlijk. Het is soms gemakkelijker, mevrouw Van Cauter, om te vervolgen, zoals het als onderzoeksrechter vaak gemakkelijker was om iemand aan te houden, dan om iemand te lossen. Het is ook vaak veel moeilijker om een zaak te seponeren dan om te vervolgen, want vervolgen is dikwijls de paraplu openzetten; de rechtbank zal wel.... Dat is niet gemakkelijk.

Parketmagistraten moeten dat recht blijven hebben, maar het mag niet definitief zijn. Men kan er altijd onderuit. De ratio legis van de klachten met burgerlijke partijstelling, waarvan sedert decennia – ik heb het niet bepaald over deze materie – veel misbruik wordt gemaakt, heb ik als onderzoeksrechter gekend. U ken die ook, mijnheer Landuyt, de burgerlijke zaken, zoals erfeniskwesties, vereffeningen en verdelingen, waar men het dossier uiteindelijk liet opstellen door de politie of het parket, met een onderzoek, enzovoort.

Hoeveel misbruik is er niet gemaakt door de burger? De ratio legis van een klacht met burgerlijke partijstelling is: ga ertoe over wanneer u het niet eens bent met sepotbeslissing van het parket. Dat weet u toch?

**La présidente:** Nous allons revenir à notre sujet. Reste-t-il des questions auxquelles le procureur n'a pas répondu?

**Jean-Marie Berkvens:** Ik ben al geen man van veel richtlijnen, laat staan een richtlijn op te stellen om te zeggen dat men pas een proces-verbaal moet opmaken wanneer de feiten bewezen zijn. Ik weet niet waar men dat haalt, ik heb het ook ergens gelezen, maar dat is absoluut niet waar.

Ik heb ook gehoord dat men speciaal mensen van andere diensten op zedenzaken plaatste, terwijl zij daarmee niets te maken hadden. Ik val totaal uit de lucht. In mijn geest is zoiets absolute nonsens. Stel maar een proces-verbaal op of haal dat eruit, dat is voor mij absolute nonsens.

Bij de gerechtelijke politie, nu de federale politie, past men zich daaraan volledig aan. Men heeft een team van audiovisuele verhoorders. Dat zijn mensen die over het algemeen goed met dat soort situaties omgaan.

Bij de lokale politiediensten, vooral bij de grotere zoals Brugge, Oostende, maar ook elders heeft men de Jeugdendiensten en de diensten Slachtofferonthaal. Of dat allemaal perfect werkt, ik hoop dat dit heel goed werkt. Ik hoor geen klachten.

Ik vraag dat vaak aan de rechters bij ons die zich over dergelijke dossiers moeten buigen. Ik vraag hun of die dossiers in orde zijn, duidelijk zijn, of men daarvoor feeling heeft. Ik hoor daarover weinig klachten. Ik vraag ook aan het parket-generaal dat zij het mij moeten zeggen wanneer zij klachten hebben, zodat wij kunnen bijsturen.

Daarmee hebben wij weinig last, maar het is evident dat het altijd beter kan. Van al dat soort technieken wordt er gebruikgemaakt om de zaken zo perfect mogelijk te maken, maar zedenmisdriven, seksuele misdriven in de meest brede betekenis van het woord, is eigenlijk geen fenomeen.

Het is vreselijk erg, maar het is geen fenomeen. Wij zijn in Brugge sinds jaar en dag, sinds eind de jaren 80 bezig met mensensmokkel, het illegaal smokkelen van mensen en daarmee massa's geld verdienen. Sinds eind de jaren 80 zijn wij daarmee bezig. Dat was toen een fenomeen, dat was niet gekend, dat kwam stelselmatig voor. Het ergste wat wij ooit hebben meegemaakt, waren 5 000 kandidaat-vluchtelingen, die wij ook op de televisieschermen hebben zien aanspoelen op de stranden van Tenerife...

La **présidente**: Monsieur, puis-je vous demander de ne pas vous écarter du sujet? Je sais que la traite des êtres humains est une question importante, mais...

**Jean-Marie Berkvens**: Oui! Il faut ouvrir un camion et voir tomber les gosses!

La **présidente**: Je comprends, mais il n'est pas possible de traiter tous les aspects de la criminalité dans le cadre de cette commission.

**Jean-Marie Berkvens**: Dit gezegd zijnde, dat is een fenomeen waar men met heel gespecialiseerde equipes moet werken, waar men beleidslijnen moet maken, waar men richtlijnen moet maken. Zedenmisdriven op zich zijn de core business van een parket. Als men dat binnenkrijgt, behandel dat dan behoorlijk. Wij hebben inderdaad bij de federale politie de secties Mensen, Goederen, Personen, Ecofin. Dat komt bij een van die secties terecht en dat wordt naar

mijn weten heel behoorlijk gedaan. Ik zie niet in... Maar alles kan beter, dat moet ik u niet zeggen, ook bij de magistraten.

Het was mevrouw die daar de aandacht op vestigde. Wij hebben de wind van voren gekregen, enkele dagen terug, dat is juist, voor iemand, een leraar, die veroordeeld was wegens het bezit van kinderporno. Veroordeeld op maandag. Hij werkte in een atheneum in het gemeenschapsonderwijs in het arrondissement Veurne, in De Panne. Veroordeeld op maandag. De timing van de media is enigszins anders dan die van ons natuurlijk. Veroordeeld op maandag en dinsdagmorgen staat hij bijna met foto en alles in de krant. Maar hij biedt zich op diezelfde morgen aan in zijn school. Hij had hoger beroep aangetekend of hij zou dat doen. Dat is een probleem. Ik vraag... Ik gooi mijn armen in de lucht en ik zeg: "Help. Wie helpt mij?"

Dat is iets anders wanneer je een probleem hebt van seksueel misbruik van kinderen bijvoorbeeld in een school en je moet daar onderzoeksverrichtingen doen in die school. Je begint mensen te horen en ouders. Vroeg of laat komt dat dan uit. Dan weet je meteen ook dat je de directie moet horen, enzovoort. Maar die man zijn activiteiten hadden met die schoolse activiteiten, met zijn trainersactiviteiten – hij was ergens jeugdtrainer – niets te maken. Terwijl je eigenlijk weet dat die man alle dagen naar school gaat en les gaat geven aan kinderen. Als men mij – ons, het OM – de nodige garanties biedt dat ons niets zal gebeuren de dag dat wij naar die directie gaan of naar de inrichtende macht en zeggen: "Jongens, pas op. Het heeft met jullie school niets te maken, maar wij zijn daar bezig met iemand en je begrijpt dat we dat niet mogen zeggen." Dat kan je niet zeggen zoiets.

Ik denk dat de wetgever daarin moet tussenkomen. Daarin moet de wetgever tussenkomen, om ons in te dekken.

De meldingsplicht, dat is inderdaad zo, als het ging over iemand die in het gemeenschapsonderwijs werkte, dan zouden wij dat aan de minister van Onderwijs gestuurd hebben, maar dat doen wij dan ook normaal gezien als het vonnis kracht van gewijsde heeft. Maar dat is een probleem.

La **présidente**: Y avait-il encore des questions importantes? Des députés n'ont-ils pas entendu les réponses à toutes leurs questions?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik wil nog een vraag stellen naar aanleiding van de publieke

verklaringen in de zaak-Vangheluwe. Kunt u iets zeggen over de aanpak van die zaak, zodat wij weten hoe zoiets gaat, uiteraard zonder dat u iets zegt over schuld...

**Jean-Marie Berkvens:** Mijnheer Landuyt, als ik mij niet vergis, was er een persconferentie geweest op vrijdagmiddag 23 april, of zoiets. Ik moest dat ook horen. Ik wist ook van niets. Onmiddellijk besliste ik tot een opsporingsonderzoek. Er kwam wel een weekend tussen. Vangheluwe verdween toen, als ik mij niet vergis, naar een abdij. Ik overlegde met mijn procureur-generaal, de maandag daarop, meen ik. Als zulke zaken zich voordoen, is dat niet alledaags. Ik zei tegen de procureur wat ik ging doen, en riep de gerechtelijke directeur bij mij. Die stelde toen zijn equipe samen. Er werden onderzoekers toegewezen.

Het is juist, wij zijn niet binnengevallen bij het bisdom om er onmiddellijk computers in beslag te nemen en dat soort dingen. Wees gerust, de laptop en het informaticamateriaal van Vangheluwe zijn naderhand in beslag genomen. Maar niet de eerste dag. Ook niet de tweede dag. Ook niet de derde dag.

Wij hebben computercrime-units die zo'n computer weer wakker krijgen mocht het erop aankomen. De facto was het niet het geval. Dat kan ik zeggen zonder het onderzoek te schaden. Dat onderzoek heeft niets gegeven in verband met deze zaak.

Waarom zijn wij niet naar een onderzoeksrechter gestapt? Met een meer dan aan zekerheid grenzende waarschijnlijkheid ging het om feiten die ruim verjaard waren.

Nu gaat u zeggen: "U kon het toch aan een onderzoeksrechter geven en kijken of er geen nieuwe feiten waren?" Wij hebben dat niet gedaan, maar meent u echt dat wij niet gezocht hebben naar andere feiten? Ik kan u verzekeren dat wij het niet over onze kant hebben laten gaan.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik verneem met opluchting dat u effectief ook de computermaterialen hebt gevraagd en gekregen.

**Jean-Marie Berkvens:** Zo indrukwekkend is dat ook niet.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Mijn vraag is of het waar is wat men mij heeft verteld, met name dat voor uw onderzoek ondertussen de server van de computer in het bisschoppelijk paleis nieuw is,

waardoor de informatici, ondanks hun specialiteiten, wellicht niet langer zullen kunnen kijken. Klopt dat?

**Jean-Marie Berkvens:** Ik kan u daarop niet antwoorden. Ik mag niet zeggen dat ik op informaticavlak een neanderthaler ben, maar ik stam ter zake toch veeleer uit het Stenen Tijdperk. Ik durf u dus echt niet te antwoorden.

Maakt u in ieder geval geen begoochelingen.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Het nieuws dat het onderzoek bezig is, brengt mij bij een andere vraag.

Hoe maakt men het onderscheid in de verschillende dossiers nu ze in Brugge ook begonnen of herbegonnen zijn? Hoe doet men de werkverdeling tussen Brussel en Brugge? Op welke manier hebt u daaromtrent overleg met uw collega Bulthé?

**Jean-Marie Berkvens:** Wij hebben overleg dat wordt overkoepeld of gecoördineerd binnen de coördinatieopdracht van de federale procureur, de heer Delmule. Er rees immers een probleem. Dat is juist. De heer Bulthé weet dat. Er rees een groot probleem, met name tussen een gerechtelijk onderzoek en een opsporingsonderzoek.

Ik speel niet met artikelen, maar artikel 28quater van het Wetboek van strafvordering bepaalt duidelijk dat het opsporingsonderzoek niet meer kan worden voortgezet, wanneer er een gerechtelijk onderzoek is.

Los van voornoemd artikel, is het natuurlijk stupide om parallelle onderzoeken te doen, zonder dat men van elkaars onderzoeken afweet.

Ik moet eerlijk toegeven dat ik mij in de media over de materie af en toe heb laten gaan, omdat ik over het probleem bijzonder boos was. Nu zijn wij in overleg en er zit nog een overleg ter zake aan te komen. Onze onderzoeken gaan immers niet alleen over het dossier in kwestie maar ook over andere dossiers, waarover ik mij soms zorgen maak. Wij zijn echter in overleg. Ik hoop dat wij in de problematiek zo snel mogelijk resultaat zullen kunnen boeken.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ons interesseert het ook te weten of er wettelijke mechanismen zijn dan wel alleen de menselijke mechanismen die ervoor zorgen dat het grote Brusselse dossier alle andere dossiers blokkeert over heel het land? Is dat een overdreven stelling of is dat een feitelijkheid?

**Jean-Marie Berkvens:** Er is een probleem wanneer in Brussel dossiers behandeld worden, minstens liggen, die ook elders worden behandeld. Dan moet je daaruit geraken. Dat is geen personenkwestie. Voor mijn part mogen alle dossiers die in Brugge worden behandeld, allemaal naar Brussel, maar dan moeten we daar wel over praten. Dat wordt nu gedaan, maar dat heeft met personenkwesties niets te maken.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Wij proberen de mechanismen van onze eigen rechtstaat te begrijpen.

Wat zou er gebeuren in het geval dat procureur Bulthé en procureur Berkvens per uitzondering niet overeenkomen? Wie kan dan in ons systeem beslissen dat een en ander toch moet gebeuren op een ordentelijke wijze? Is dat dan procureur-generaal Delmulle, die dat kan beslissen?

**Jean-Marie Berkvens:** Delmulle kan coördineren, maar er moet altijd een affidavit volgen van de bevoegde procureur-generaal van het college. Maar wij gaan eruit geraken. Dat is geen probleem.

Het is niet alleen Bulthé-Berkvens. Ook in Brussel moet men eruit geraken.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ook in Brussel komt men niet overeen. Dat weten we.

**Jean-Marie Berkvens:** Dat heb ik niet gezegd, maar men moet er duidelijk uit geraken.

Als ik een burgerlijke partijstelling binnenkrijg, dat zijn problemen die moeten worden opgelost. Als er een burgerlijke partijstelling in Brussel hangt voor feiten die bij mij in onderzoek zijn, in vooronderzoek zijn, in opsporingsonderzoek zijn, dan kan dat probleem relatief gemakkelijk worden opgelost.

Als Brussel zegt, wie dat ook moge zijn: maak dat stuk van de burgerlijke partijstelling aan Brugge over, via de raadkamer bijvoorbeeld, dan moet iedereen meewillen natuurlijk.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Dat is nu niet zo.

**Jean-Marie Berkvens:** Ofwel vraagt men mijn dossier op.

Eigenlijk zijn de zaken vrij eenvoudig. Ik moet zeggen dat de heer Delmulle zich daar heel ernstig voor inzet. Ik heb een eerste overleg

gehad met de heer Bulthé en de chef van de FGP in Brussel. Dat was niet altijd even gemakkelijk. Het tweede overleg was met de heer Bulthé en een parketmagistraat. Dat ging al een stuk vlotter. Wij zijn stilaan in de richting van een oplossing aan het werken. Het moet. De oplossing, sorry, ligt niet in de handen van de lokale parketten. Zonder, maar het is allemaal heel moeilijk. Enfin, voor mij is het niet moeilijk.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Voor ons zijn alle suggesties om uit dit kluwen te raken interessant, als het structureel is en dus niet met mensen te maken heeft, dan trekken wij graag lessen.

**Jean-Marie Berkvens:** Op een bepaald moment komen er in de kranten bij ons heel wat artikelen en interviews over seksueel misbruik, niet binnen een ziekenhuis maar binnen een college dat wel naam zou hebben tussen haakjes. Dat komt via de krant, via de media. Ik laat weten dat ik dat via de media moet vernemen en vraag om in godsnaam naar ons toe te komen. In godsnaam moet ik misschien niet zeggen. Die man doet dat ook en komt bij mij. Nee, hij belde mij eerst, hij lag in het ziekenhuis.

Wij beginnen een onderzoek en verhoren hem uitgebreid. Hij geeft veel informatie, namen van potentiële getuigen en potentiële slachtoffers. Er was werk aan de winkel. Een maand na de opstart van het onderzoek wou hij mij zien om over de zaak te praten. Hij kwam naar mijn bureau en zei er vrolijk bij dat hij de week voordien naar de heer De Troy was gestapt om zich daar burgerlijke partij te stellen. Zijn entourage had hem de raad gegeven om naar Brussel te stappen. Vol schroom heb ik hem niet gevraagd wie hem die raad gegeven had. Ik heb hem gezegd dat we wel zouden zien.

Hij heeft mij dan wel drie of vier weken later gebeld om te vragen hoe het met het onderzoek zat. Het onderzoek ligt stil. Wat ik soms vind – dat is misschien ook in eigen boezem bij advocaten, onderzoeksrechters, procureurs, het kan me niet schelen – is dat men die slachtoffers soms niet inlicht zoals het zou moeten. Die heer, het slachtoffer in die zaak, dacht dat hij er goed aan deed om naar de heer De Troy te stappen. Voilà.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Mijnheer de procureur, u zei daarnet iets opmerkelijks in verband met de zaak-Vangheluwe. U zei dat er vrijdag een persconferentie plaatsvond, waarna het weekend was. Jullie hebben niet onmiddellijk de computer in beslag genomen, niet op maandag, niet op dinsdag, niet op woensdag. Het

was al snel duidelijk dat de feiten verjaard waren.

Ik vind dat u toch wel vrij snel tot die conclusie komt. Hoe kon u na een paar dagen al weten dat de feiten verjaard zouden zijn? Er kunnen of konden nog slachtoffers zijn nadien.

Ik kan maar vaststellen dat u opnieuw op diezelfde piste zat als waar we in het begin over spraken, over de zaak van Tielt. Zonder daarop terug te keren, we hebben het over de verjaring gehad. U hebt daarover gezegd, moest dat vandaag gebeuren, dat u dat misschien wat anders zou aanpakken. Nu hoor ik u in de zaak-Vangheluwe zeggen, na een paar dagen, dat de feiten misschien toch allemaal verjaard zouden zijn.

Bent u niet te voortvarend in de piste van de verjaring?

**Jean-Marie Berkvens:** In het dossier waarover wij het nu hebben, kon je afgaan op de verklaringen die op de persconferentie waren afgelegd. We kunnen dan inderdaad niet zomaar zien of de feiten al dan niet verjaard zijn.

Maar ik begrijp u niet goed. Dat loopt ook niet weg, hé. Vangheluwe was ook niet weggelopen. Er was geen gevaar dat hij zou weglopen.

Het klopt dat ik zijn computer en dergelijke niet onmiddellijk in beslag heb laten nemen, bij wijze van bewarende maatregel. Dat is juist; dat heb ik toegegeven. Het is een beetje gek, omdat wij eigenlijk altijd te laat komen. In dit geval kwamen we toe bij een man die zich al enkele weken afvraagt of hij al dan niet zou bekennen, waartoe hij onder druk stond.

Ik had ook geen tip gekregen dat er mogelijk dossiers waren verborgen. Dat loopt dus allemaal niet weg.

We zijn verder geraakt door verhoren, door opzoekingen, door verhoor van broers en zussen, familieleden. U mag mij echter niet vragen wat het resultaat is van dat luik. Dat kunt u mij niet vragen.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Uiteraard niet. U moet uw onderzoek voeren.

U hebt echter na een paar dagen gezegd dat het voor u duidelijk was dat de feiten verjaard zouden zijn. Denkt u niet dat dit misschien wat te voorbarig is? Het onderzoek zal dat toch moeten uitmaken? Ik wil niet dat u over tien jaar zegt dat u het eigenlijk beter wat anders aangepakt had.

**Jean-Marie Berkvens:** Mijnheer Van Hecke, ik kan u geruststellen. Jammer genoeg, zo moet ik dat zeggen, zijn de feiten verjaard.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Terugkomend op de vraag van collega Landuyt daareven. We hebben de federale procureur die coördineert. Er is mogelijkerwijze een gerechtelijk onderzoek en er zijn opsporingsonderzoeken bij respectievelijk onderzoeksrechter en procureur des Konings. U zegt: men moet afspraken maken en we moeten eigenlijk op vrijwillige basis tot een regeling komen van de procedure. Maar wanneer men niet op vrijwillige basis tot een regeling komt van de procedure omdat bijvoorbeeld de onderzoeksrechter in een bepaald dossier een embargo heeft op het voeden van de gegevensbank. Wat gebeurt er dan? Wie beslist er dan? Of een procureur des Konings komt niet naar een overlegvergadering, of wil niet komen, of wil zijn medewerking niet verlenen om een of andere reden? Wat gebeurt er dan? Blijven die dossiers dan onaangeroerd? Voert men geen verder onderzoek? Of wie beslist er dan uiteindelijk? Of is dat een lacune in de wetgeving? Dat was eigenlijk, denk ik, de vraag van collega Landuyt en ik heb het antwoord niet zeer duidelijk begrepen. U zegt: overleg, maar als het overleg om een of andere reden blokkeert?

**Jean-Marie Berkvens:** Ik zou het inderdaad niet zo echt onmiddellijk weten wat er moet gedaan worden. Manu militari bijna, wanneer men er niet in slaagt om tot overeenstemming te komen.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): En wie kan dan beslissen?

**Jean-Marie Berkvens:** De federale procureur heeft in ieder geval geen beslissingsbevoegdheid. Ik zou het niet weten, of hij echt manu militari kan beslissen dat iemand een dossier doet of niet doet. Ik zou het niet weten. Natuurlijk, binnen de hiërarchie van het openbaar ministerie, daar zijn natuurlijk mogelijkheden. Daar kan de procureur-generaal zijn procureur verplichten om deze of gene handeling te stellen. Maar in het onderzoek lijkt mij dat wel een probleem te zijn. Maar enfin, ik kan mij niet inbeelden, die zaken... Dat is hier zo ernstig dat...

La **présidente**: Nous avons compris que la question était grave. Des dizaines de dossiers sont aujourd'hui en attente avec des faits prescrits ou non. Cette commission a saisi l'urgence en la matière.

Vous avez dit que la concertation était en cours.

M. Bulthé complètera sans doute vos déclarations. Le procureur fédéral essaie d'établir des liens entre chacun pour tenter de prendre une décision quant aux dossiers se trouvant dans la saisie du juge d'instruction De Troy qui étaient, notamment à l'information. Au niveau de la procédure ou de la hiérarchie existe-t-il une possibilité, aujourd'hui, en droit, d'obliger de faire quelque chose pour ces dossiers? Pour ma part, j'avais demandé un droit d'injonction du ministre puisque les noms étaient connus. J'ai plus ou moins reçu une fin de non-recevoir. Vous semblez dire maintenant que les procureurs généraux pourraient peut-être faire quelque chose. Nous voudrions comprendre exactement ce qu'il en est.

**Jean-Marie Berkvens:** Ik denk dat procureurs-generaal iets kunnen regelen naar hun magistraten en naar het openbaar ministerie toe. Dat is niet zo een probleem mocht het daar niet ... Er is natuurlijk de onafhankelijkheid van de onderzoeksrechter die ook zijn onafhankelijkheid heeft tegenover zijn eigen korpschef.

Ik vraag vandaag niet liever dan een oplossing. Ik ben sedert maanden vragende partij, en niet alleen ik maar ook verschillende collega's. Ik begrijp dat het voor collega Bulthé ook niet voor de hand liggend is.

La **présidente:** On ne dit pas que vous êtes "coupable".

Nous essayons de savoir si, dans la procédure, quand on est dans quelque chose d'aussi inextricable, avec des dossiers et des victimes qui demandent qu'une instruction ou une information soit faite et que tout est à l'arrêt depuis des mois et que je ne vois pas comment on va sortir de ces multiples procédures, ... C'est aussi une question que le Parlement se pose aujourd'hui: est-ce qu'il faut modifier une procédure pour que ce genre de choses ne se passe plus?

Pour terminer, est-ce que vous avez eu à connaître de (...) nullité par rapport à des actes d'instruction, quand vous étiez juge d'instruction? Est-ce que vous avez connu la procédure que connaît aujourd'hui M. De Troy, quand vous étiez juge d'instruction ou dans le cadre des affaires que vous aviez mises à l'instruction, c'est-à-dire que le parquet fédéral agit et demande une procédure?

**Jean-Marie Berkvens:** Ik heb dat nooit ontmoet, mevrouw. Wat ik wel deed of probeerde te doen, wanneer iemand zich burgerlijke partij kwam stellen, klacht kwam neerleggen... Maar uit wat ik

zeg moet u geen zaken afleiden die zouden kunnen wijzen op wat ik van de onderzoeksrechter denk. Ten eerste, dan lees je die klachten en kijk je of je bevoegd bent en of een klacht met burgerlijke partijstelling wel de beste oplossing is voor het probleem van de man die zich aanbiedt. Dan neem je misschien contact op met het parket om te zeggen: zouden we hier al dan niet via de raadkamer gaan om dat dossier van meet af aan de juiste richting te geven?

Men praat daar toch over?

Als de man van het college over wie ik het net had zich aanmeldt met zijn burgerlijke partijstelling en de onderzoeksrechter leest die klacht; wat heeft dat te maken met Brussel? Ben ik daar wel voor bevoegd? Loppem valt toch niet onder Brussel? Ik neem hem dat niet.... Dat is toch.... Ik begrijp dat niet. Moet men dan niet vroeger tussenkomen?

Dan moet je als onderzoeksrechter ook uw klacht overmaken aan het parket. Die krijgt dat in handen. Die moet daar iets mee kunnen aanvangen.

La **présidente:** Bien. Comme ça nous vous avons entendu. Je pense que nous avons fait le tour de la question. Je voudrais vous remercier pour votre venue et les réponses à nos nombreuses questions. Je vais d'emblée m'excuser auprès de M. Bulthé qui est parmi nous depuis deux heures au minimum et lui demander de venir nous rejoindre ici pour pouvoir faire le même exercice.

**Audition de M. Bruno Bulthé, procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles**  
**Hoorzitting met de heer Bruno Bulthé, procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel**

La **présidente**: Nous en venons au procureur du Roi de l'arrondissement de Bruxelles. M. Bulthé, je crois que vous avez compris la manière dont nous travaillons.

**Bruno Bulthé**: J'essaye.

La **présidente**: Je vais vous céder immédiatement la parole puisque je crois que vous nous avez préparé un exposé puis nous en viendrons à la séance de questions-réponses. Je vous cède immédiatement la parole et je vous remercie pour votre venue.

**Bruno Bulthé**: Merci, madame la présidente. Hartelijk dank, mevrouw de voorzitter. Je me propose de faire un petit exposé que j'ai fait à la main, il y a quelques jours, avec l'aide de certains collègues spécialistes en la matière. Je comptais vous faire un petit cv puisque j'ai également été juge d'instruction dans une autre vie. Puis, je comptais vous parler de ce qui s'est passé à ce parquet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007, au moment où je suis arrivé. Cela fait deux pages et demi, ce n'est pas trop long. Et puis, je me propose de vous faire, ce que j'ai fait avec des collègues, une petite synthèse over het algemeen beleid inzake zeden. Si cela ne vous dérange pas, je vais alterner les deux langues.

Algemeen beleid inzake zeden.

Mijn naam is Bruno Bulthé. Ik ben 63 jaar. Ik ben geboren in Antwerpen op 1 april 1948 en ik heb mijn ambt opgenomen op 1 april 2007. Ik ben afgestudeerd aan de VUB in de jaren zeventig, waar ik achteraf assistent ben geweest en ook vorser op het Nationaal Centrum voor Criminologie.

Ik breng een kleine anekdote ter sprake. Slachtoffers, en dat is de rode draad doorheen mijn betoog, stonden altijd centraal in mijn werk als onderzoeksrechter, vorser en parketmagistraat. In de jaren zeventig, voor zover het correct is, heb ik met een collega een eerste boek in België geschreven over de victimologie van de verkrachting. Ik vond de benadering van het slachtoffer belangrijk in dat type misdrijven. Het werd uitgegeven bij Bruylant. Het was niet slecht gemaakt. Het stond in functie van de gegevens die toen beschikbaar waren.

In januari 1985 werd ik rechter. Ik had dan ongeveer anderhalf jaar de verschillende secties van de rechtbank doorlopen. Ik zou twee keer naar het hof van assisen gaan als bijzitter, een keer in het Frans en een keer in het Nederlands. Dat was een bijzonder nuttige ervaring. Dat stond mij toe in mijn latere leven als onderzoeksrechter een *fil rouge* aan te houden bij verschillende assisenzaken die ik als onderzoeksrechter behandelde. Ik heb toen – de naam is al een paar keer ter sprake gekomen – Godelieve Halsberghe vrij goed gekend. Zij was toen ondervoorzitter van de rechtbank en regelde de dienstregeling. Vandaag gaat dat niet meer zo. Toen kreeg ik op woensdag een briefje waarop stond: maandag begint u het onderzoek.

De zeden zijn veranderd. Ik heb zeker en vast als rechter altijd heel correcte en heel positieve ervaringen gehad met mevrouw Halsberghe. Dat wil ik ook zeggen.

In mei 1986 ben ik onderzoeksrechter geworden. Op een maand na ben ik dat gedurende 21 jaar geweest, tot 1 april 2007.

Ook anekdotisch. In de jaren 97 heb ik een huiszoeking gedaan op het aartsbisschoppelijk paleis in Mechelen met betrekking tot een specifiek dossier. De operatie was geenszins te vergelijken met wat men later het dossier Kelk zou gaan noemen.

Ik werd ondervoorzitter in 1989. Vanaf begin jaren negentig ben ik gedurende ongeveer vijftien jaar deken geweest van de onderzoeksrechters. Die functie bestond erin om die sectie van ongeveer 135 man te runnen, ventilatie van dossiers en dergelijke. Ik heb dus de meeste dossiers die op onderzoek zijn gestoken door mijn handen zien gaan.

Quelques mots sur la gestion du parquet de Bruxelles depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007, date à laquelle j'ai pris mes fonctions. J'ai prêté serment le 2 avril et dès mon entrée en fonction, je me suis entouré d'une sorte de direction collégiale, sachant bien que j'étais le procureur du Roi et que la décision finale et les responsabilités finales m'incomberaient. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je suis ici. Cette direction collégiale était composée de magistrats et de membres de l'administration, ce qui a fait tiquer certaines personnes. Pour ma part, j'estimais que nous étions tous collègues.

La composition de l'équipe a quelque peu évolué

au fil des années: en ont fait partie mes deux adjoints, le secrétaire en chef, le responsable de la communication et un conseiller en ressources humaines. Le déroulement des opérations était le suivant: tous les matins, nous avions un briefing au cours duquel nous essayions de savoir ce qui s'était passé la nuit. Mes prédécesseurs me téléphonaient à 11 heures du matin pour me demander ce que j'avais fait la nuit, lors d'une descente; moi, je dois le savoir quand j'arrive.

On arrive dans une ancienne maison où je savais ne pas faire l'unanimité: je venais d'un siège, j'étais plutôt indépendant et je crois l'être resté. Je souhaitais d'abord observer cette maison de l'intérieur pendant cent jours. Vous allez me demander pourquoi j'avais postulé. Je trouvais la mariée trop belle, j'avais été un "consommateur privilégié" de ses services pendant un certain nombre d'années! C'est une expression comme une autre, madame la présidente! Par ailleurs, comme je l'avais développé dans mon plan de gestion que j'ai défendu devant le Conseil supérieur, j'étais conscient d'un certain nombre d'options que je voyais.

Nous avons déménagé quelques jours après ma prise de fonctions, ce qui a été une bénédiction dont tout le mérite revient à mon prédécesseur. À partir du 9 avril, l'ensemble des services du parquet ont quitté le bâtiment qu'ils occupaient rue des Quatre-Bras n° 13, qui était assez délabré (on voyait d'un étage à l'autre, je vous épargne les détails) pour rejoindre le Portalis. Pour ce qui me concerne, ce bâtiment a symbolisé dès le départ ce que je poursuivais dans mon plan de gestion: la modernité, l'efficacité et la transparence. Mettons les choses au point: en principe, nous ne sommes pas une maison secrète mais une maison discrète. Et en principe, nous devons être capables de communiquer sur certains points. J'ai encore eu le plaisir de recevoir des journalistes il y a quelques jours pour discuter des chiffres de la maison. Cette tradition existait déjà mais on a été très transparents et nous essayons de l'être dans la mesure du possible.

Pour développer cette vision d'avenir, divers projets ont été menés afin de favoriser la communication interne qui est un gros problème dans un corps de 540 personnes. Un site internet "Portalnet" a été développé, après quelques balbutiements au démarrage. Conscients de l'importance de la communication envers le citoyen, nous avons retravaillé l'ensemble des lettres-type, une initiative qui a été récompensée par une mention d'honneur lors du prix de l'Association des juristes flamands en septembre

2008.

Je vous dis bien: dans ce groupe de travail composé d'entités juridico-administratives – il y avait des secrétaires, des employés qui géraient cela au quotidien, il y avait une qualité de service rendu aux citoyens.

Met dat krabbeltje onder aan de brief vertrok dat naar de advocaat.

Je trouve qu'il y a quelque part une qualité du service rendu au citoyen, notre premier consommateur, à lui rendre.

Soucieux d'encourager la communication, une attention particulière a été également consacrée aux partenaires du parquet. Je me souviens que lors de la première réception de nouvel an, j'avais entre autres invité les chefs de corps de police. C'était la première fois qu'ils étaient invités à notre réception annuelle. Ils ont beaucoup apprécié.

Pour ce qui me concerne, nous nous inscrivons dans une chaîne, avec un certain nombre de partenaires, en sachant bien que chacun a son autonomie et son rôle à jouer.

Parket is parket, rechtbank is rechtbank, maar wat zouden wij zijn zonder de politiediensten?

Je crois que ces deux dernières heures, on a beaucoup parlé police et rapports avec le parquet. Je crois que c'est une évidence.

Une cellule consacrée à la gestion des frais de justice a été renforcée. Parce que je trouve que nous sommes redevables par rapport aux citoyens et à la société des frais que nous occasionnons.

Nous avons - ce qui a d'ailleurs posé problème - détaché quelques personnes du traitement exclusif de dossiers. Pourquoi? Parce qu'à l'époque, un certain nombre de matières connexes étaient disséminées sur l'ensemble des magistrats. Et nous ne sommes pas encore trop. Donc en principe, on a essayé de décharger un certain nombre de magistrats de leurs missions annexes pour se consacrer au traitement des dossiers.

Pour permettre aux magistrats de fonctionner au maximum de leurs capacités, l'accent a également été mis sur la formation avec la création d'une petite cellule d'encadrement et de formations des stagiaires judiciaires et des nouveaux magistrats. Cet aspect est très important car nous souhaitons une certaine

cohérence – nous y reviendrons tout à l'heure. Parce qu'il est exclu qu'un policier qui téléphone au parquet de Bruxelles reçoive, un jour, une réponse "A" à un problème "A", et, le lendemain, une réponse "B" au même problème ou quasiment le même problème. Je crois qu'en la matière, quelques avancées ont également été enregistrées.

En février 2008, suite à un audit du tribunal de police réalisé par le Conseil supérieur de la Justice, et grâce à l'intervention du ministre de la Justice de l'époque, et à la collaboration du parquet général, différentes actions ont été mises en place pour désengorger ce tribunal de police: mise en place d'une politique criminelle dont les priorités tiennent compte des possibilités de traitement de l'instrument judiciaire – cela doit être modulé –, audiences supplémentaires, engagement de juges au tribunal de police, dialogue structuré avec les services de police, développement des transactions, amendes administratives comme alternatives aux poursuites.

Le résultat le plus visible des actions menées a été la réduction d'un délai de citation de 18 à 6 mois.

Pour l'anecdote, je me souviens être allé à une première plate-forme "sécurité routière" avec un certain nombre de responsables en matière de roulage des six zones de police bruxelloises. Tout s'est très bien passé jusqu'au moment où l'un desdits responsables – en général, ce sont souvent des inspecteurs principaux ou des commissaires qui ont une grande ancienneté qui ont beaucoup de mérite et qui peuvent apporter leur expérience – a raconté à l'un de ses collègues qu'il avait fait placer une caméra, mais que la présence de cette dernière avait été très vite connue. Raison pour laquelle il avait décidé de faire placer une deuxième caméra. Quelque chose dans ce genre de réaction me dérange. Je sais que la sécurité routière est primordiale et que la limitation de la vitesse à 30 km/h, notamment à certains niveaux du petit ring est très importante. Mais selon moi, il est exclu – quelqu'un a parlé, tout à l'heure, de la tolérance zéro – ...Quand une masse de dossiers arrivent, et que l'on est a priori pas à même, vu, notamment le nombre de magistrats, de les traiter, il faut "cibler". Ainsi, par exemple, il est exclu de demander à l'ensemble des policiers de Bruxelles de s'occuper toute l'année des "deux roues" sur les trottoirs. Mais on sait parfaitement qu'au parquet de Bruxelles, nous poursuivons ce genre d'infraction.

C'est une manière de gérer!

J'en arrivais tout à l'heure à la pénurie parce que c'est une donnée qui me semble assez importante. En mai 2008, soit quatre ou cinq mois plus tard, un plan d'action concernant la matière financière est conclu grâce au ministre de la Justice. J'ai employé sciemment ce mot mais, chez nous, on parle de "protocole d'organisation interne". C'est une union interne avec un apport très important du parquet général pour résorber ce que j'appelle "l'arriéré historique", ce qui ne plaisait pas toujours à tous. Un protocole a permis entre autres l'engagement de deux juristes...

*(sonnerie de gsm)*

Veillez m'excuser. Il m'avait été demandé de couper mon gsm mais c'est quelque chose de difficile pour le procureur du Roi de Bruxelles!

La **présidente**: Je ne vous ai pas fait de remarque!

**Bruno Bulthé**: Non, bien sûr! J'anticipe car, bien souvent, certaines choses sont urgentes mais j'ai assuré la succession pendant mon absence.

Le protocole a permis l'engagement de deux juristes et de deux experts administratifs ainsi qu'avec la collaboration du parquet général, la création d'une cellule de crise qui s'est consacrée à la gestion des communiqués à toutes fins en attente de traitement. Quand je parlais "d'arriéré historique", cela faisait bondir certaines personnes mais j'apprécie beaucoup l'aide de tout le monde et, a fortiori, à l'époque du ministre de la Justice et du parquet général.

Au total, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le nombre de dossiers communiqués à toutes fins en attente de réquisition finale dans les cabinets financiers francophones était passé 330 à 88 dossiers, ce qui représente un nombre de cartons de 1419 qui a été réduit 385. Cela devenait à nouveau gérable.

En novembre 2008, l'accompagnement d'experts de la direction générale du Développement et de l'Organisation du SPF Personnel et Organisation nous est proposé par le ministre de l'époque. Un projet MET (modernité, efficacité, et transparence) voit le jour grâce à cette collaboration. Il comprend trois volets en interrelations: la stratégie, les ressources humaines et les processus.

À travers le volet "stratégie", la direction générale du parquet est invitée à réfléchir à sa mission, ses

objectifs stratégiques, aux éléments de contexte, aux priorités à fixer et aux risques liés à celle-ci.

Les objectifs que nous avons définis au départ consistaient à vouloir traiter 85 % des dossiers rentrants dans l'année. C'est ce que j'ai communiqué à la presse vendredi dernier; pour le moment, nous sommes à 78 %, ce qui finalement nous semblait déjà un taux honorable mais que l'on doit encore améliorer. Nous prévoyions également de consolider les projets en cours et de stabiliser l'organisation, d'éradiquer l'arriéré, de mettre en place un système de suivi continu des projets et d'exploiter les tableaux de bord établis.

Les collaborateurs de P&O nous ont beaucoup appris. Deux ou trois collaborateurs de P&O étaient là. On s'était rendu compte que certains dossiers, à charge d'inconnus, ne sortant pas de la maison, du parquet, étaient traités en 156 jours et étaient passés entre les mains de 14 ou 16 personnes.

... Il y avait le magistrat, le juriste, l'employé administratif... Puis cela passait à un autre service, parce qu'il y avait une relation, etc. Donc, nous avons essayé de simplifier cela.

On est arrivé, grâce à l'aide de ces experts et des réunions très régulières et de participations très actives d'un certain nombre de nos collègues, à réaliser un certain nombre de choses – j'y arriverai tout à l'heure –, à mettre en place une politique de formation et à développer les bases d'une politique de mobilité, à faire fonctionner les outils et les canaux de communication existants – Portalnet – cycles de fonctionnement et les comités de direction.

Le volet Ressources humaines s'est concrétisé par la mise en place et la mise en œuvre des cycles de fonctionnement pour l'ensemble des membres du parquet. Il s'agit d'un instrument qui permet d'instaurer un dialogue structuré entre le chef fonctionnel et ses collaborateurs, en analogie avec les cercles de développement tels qu'ils sont développés dans d'autres services de l'administration publique.

Ce système nous permet, en outre, de décliner les objectifs stratégiques en objectifs sur le terrain et, ainsi, de mobiliser l'ensemble du personnel autour de ces objectifs communs.

Alors, il y a en fait le volet Processus: il a permis d'identifier le flux des dossiers et de réfléchir aux méthodes de travail au sein de la direction et de la section correctionnelle du parquet de Bruxelles.

Les objectifs poursuivis sont que 80 % ou 85 % des affaires entrantes soient traitées dans l'année. Cela s'est concrétisé par une formalisation d'une politique criminelle cohérente et partagée, la création d'une permanence le 16 novembre 2009.

Ainsi donc, au parquet de Bruxelles, vous avez des sections spécialisées: entre autres, la crim, le grand banditisme, les mœurs (nous y reviendrons tout à l'heure), Ecofin (économique et financière), la jeunesse. Et, en fait, nous avons un grand entonnoir général.

Cela a commencé par une permanence le 16 novembre 2009 qui, finalement, devait traiter tous les dossiers rentrants, qui n'étaient pas attribués d'office à une section spécialisée. Là, on a demandé des volontaires; un certain nombre de volontaires se sont présentés pour nous aider dans cette approche, le but étant que l'affaire soit traitée dans les 24, 48 ou 72 heures.

Je me souviens qu'à un certain moment, un de mes collaborateurs ou collègues me dit: "Tiens, il y a un problème: on ne parvient pas à encoder en temps utile. Il manque du personnel". Je crois que c'est une des seules fois où j'ai fait valoir mes galons – appelons cela comme ça – et j'ai dit au secrétaire en chef: "Tu te débrouilles, mais, pour ce qui me concerne, tu vas les chercher n'importe où, cela m'est égal, mais il me faut du personnel pour encoder. Si on n'encode pas dans les 24 heures, on ne sait jamais traiter ce dossier dans les délais". En effet, tout dossier qui rentre doit être encodé avant d'être traité.

En ce qui concerne le traitement en priorité du dossier à l'information depuis plus de trois ans, on a fait des calendaires pour déterminer ce qui restait au parquet.

Concernant le regroupement des sections zonales en une section générale à partir du 26 avril 2010, Bruxelles avait des sections zonales et chaque bourgmestre tenait très fort à son magistrat. On a gentiment essayé, notamment en envoyant du monde chez les policiers et en tenant un conseil sur une autre sécurité, on a essayé d'expliquer que finalement, on devrait pouvoir mieux fonctionner ou, du moins, moins mal fonctionner si on parvenait à regrouper tout cela en fonctionnant sur un principe de filtre, qui permet un tri efficace dès leur arrivée basé sur une redistribution des tâches au sein de l'entité juridico-administrative.

Je reviendrai tout à l'heure sur le point relatif à la création d'une cellule d'appui consacrée à la gestion de l'arriéré. En fait, on a soustrait deux

magistrats, trois collaborateurs administratifs et deux juristes pour faire ce que l'on appelle une section d'appui chargée de tous les arriérés. Dans une première phase, les arriérés "communiqués détenus": ce sont les affaires mises à l'instruction, qui ont été communiquées mais pour lesquelles les réquisitions n'ont pas été prises. Au départ, on s'attendait à 600 dossiers. On avait encore quelques problèmes de statistiques. Pour ne pas compliquer les choses, on avait dit de les entreposer dans un local. On s'attendait à 650 dossiers. Finalement, nous nous sommes retrouvés avec 800 dossiers dans le local! On a demandé au personnel de s'atteler à la tâche. Pour le mois de mars-avril ou mai, cet arriéré devrait être éradiqué.

La création de tableaux de bord permettant de suivre l'évolution du flux des dossiers. Tous les mois, nous avons, pour les différents cabinets, un flux très régulier sur la base de conseils tels qu'ils nous ont été prodigués par les collaborateurs et les experts de P&O.

Les données dont nous disposons nous permettent d'illustrer les résultats de ce projet. Malgré le fait que 10 000 dossiers correctionnels ont été enregistrés en plus cette année, une tendance se confirme en 2010. Pour 130 957 dossiers correctionnels entrés, 133 000 ont été traités par le parquet, soit 3 000 dossiers de plus.

Pour l'année 2010, 78,41 % des dossiers correctionnels ont déjà reçu dans l'année un traitement définitif au niveau du parquet. Par ailleurs, le nombre de mises à l'instruction a diminué. On reviendra à ce sujet tout à l'heure. J'ai exercé les fonctions de juge d'instruction pendant 21 ans. Pour moi, il y a un filtre: on met à l'instruction ce qui doit l'être. J'ai connu l'époque où le magistrat de service le week-end – au niveau du parquet, on mettait tout à l'instruction – voulait rentrer à 11 h 00. Mes propos sont un peu médisants, mais c'était comme ça!

À présent, nous essayons d'opérer une sorte de *quality control* au niveau de l'instruction. L'objectif étant de mieux cibler les dossiers qui doivent faire l'objet d'une mise à l'instruction, 64% de ces dossiers sont accompagnés d'une mise sous mandat d'arrêt. La diminution des mises à l'instruction va de pair avec une politique de développement des réponses pénales administratives aux poursuites, c'est-à-dire la médiation pénale, les transactions pénales, les poursuites sous forme de citations directes et les comparutions par procès-verbal. Donc une sorte d'alternative à la mise à l'instruction.

Différentes mesures ont été prises en 2010 pour que l'arriéré historique des dossiers correctionnels communiqués et les dossiers à l'information soit éradiqué dans le courant de cette année 2011. J'en ai pratiquement fini.

Au 19 mai 2009, 35 % de notre stock en infos, soit 11 707 dossiers... Je ne vais pas vous surcharger de chiffres; je crois qu'on l'a fait dans le temps mais il est important...

**La présidente:** On va prendre votre texte car on a déjà eu beaucoup de chiffres!

**Bruno Bulthé:** Je vais le retravailler et vous le ferai parvenir après.

... dataient de plus de trois ans. Ces dossiers ont fait l'objet d'une analyse, puis d'un traitement approfondi courant 2009 afin de les réduire. Au 1<sup>er</sup> octobre 2010, le pourcentage d'infos entrées au parquet depuis 3 ans était réduit à 1 %, soit 533 dossiers.

Derrière l'ensemble de ces projets, se trouve naturellement une constante et cela n'est pas chiffré à part quelques chiffres, c'est-à-dire le déficit chronique de personnel. Avec l'équipe, on est parti de l'idée que l'on ne serait jamais au complet. Tout d'abord, il faut considérer qu'il y a un déficit chronique entre 20 et 22 magistrats.

**La présidente:** 22 magistrats?

**Bruno Bulthé:** Oui, sur un cadre de 122. En ce non compris les absents de plus ou moins longue maladie ou de courte maladie.

Peut-on considérer cette situation comme un stigmata? Nous avons appris à vivre avec, comme on dit à Bruxelles.

Il faut savoir que le cadre des juristes marque un déficit de 8 unités. Au niveau administratif, il nous manque 13 personnes. Tout cela sur un effectif de 540 personnes.

Cette situation nous a invités à trouver des solutions créatives pour tenter d'en limiter les effets négatifs en cascade et maintenir l'équilibre difficile en termes de répartition de la charge de travail.

Je comptais vous faire un petit exposé relativement court sur un autre sujet. Je m'étais permis de demander à vos collaborateurs ce que l'on attendait de moi.

Welk is uw beleid inzake zeden? Dat is een eerste punt, en meer in het bijzonder ten aanzien van minderjarigen, maar ook in een relatie, in een gezagsrelatie, en dan gaat het uiteraard niet alleen over minderjarigen. Wij hebben daarover meer uitgebreide nota's op het parket, waarop ik straks kan terugkomen, als er mij desbetreffend vragen over gesteld worden.

U moet weten dat wij op het parket van Brussel – ik heb dat altijd gekend – een specifieke afdeling zeden hebben. Die afdeling staat onder de leiding van een collega, die ook de chef is van de sectie grootbanditisme.

Le choix n'est pas innocent, parce que tout à l'heure, quand on va parler des dossiers, er zijn soms links naar mensenhandel in zedenzaken.

Ik denk dus dat de coördinatie tussen die twee secties interessant is. Het is ook de enige sectiechef die twee secties onder haar bevoegdheid heeft. Dat zijn gespecialiseerde magistraten; daarvan zijn wij overtuigd. Wij proberen, vandaar ook het nut van eventuele opleidingen die worden gegeven... Het vraagt ervaring en een speciale opleiding om de bewijslast in zedendossiers af te wegen, aangezien het vaak gaat om zeer zware misdrijven zonder veel materiële bewijzen.

Comme je dis toujours, cela ne se passe pas sur la Grand-Place de Bruxelles en présence de 300 témoins. C'est un peu brutal mais c'est comme ça. C'est mon expérience en tant que juge d'instruction et c'est mon expérience que j'ai quasiment depuis quatre ans comme magistrat du parquet.

De gespecialiseerde kennis van de typische karakteristieken van bijvoorbeeld incestmisdrijven en pedofilie, qui n'est pas une infraction comme telle, is noodzakelijk om de juiste beslissingen te nemen in die dossiers, die uiterst gevoelig liggen, zeker en vast bij de slachtoffers.

Enige expertise is eveneens vereist teneinde eventueel twijfelachtige klachten te detecteren of het dossier onnodig in onderzoek te stellen. De capaciteit van die sectie is voor ons altijd prioritair geweest. Ik heb dat met de collega's doorgenomen. Gelet op de overbelasting die de sectie de laatste jaren heeft gekend wordt de lat voor verder onderzoek op dat moment iets hoger gelegd. Er is een nota van de toenmalige sectiechef uit 2009. Wij hebben dat, omdat daar toen een aantal mensen vertrokken was, opnieuw

opgetrokken om dat zoveel mogelijk zo grondig mogelijk te kunnen behandelen.

In principe of idealiter zou die afdeling moeten samengesteld zijn uit drie Franstalige kabinetten met een jurist en een Nederlandstalige magistraat met zijn jurist. Aan de Franstalige kant is dit opnieuw het geval sinds eind 2010. Eén kabinet wordt wel geleid door een gerechtelijke stagiair die gedurende een paar maanden op buitenstage is geweest. Aan de Nederlandstalige kant worden de zedendossiers sinds april 2004 dikwijls gecombineerd met mensensmokkel. Vandaar de bijstand van twee juristen voor die magistraat.

Wij gaan uit van het principe dat wanneer die dossiers te traag worden behandeld dit een pak negatieve gevolgen heeft, uiteraard eerst voor de slachtoffers. Ten tweede kan de maatschappelijke relevantie dikwijls in de loop der tijd verloren gaan. De redelijke termijn wordt dikwijls overschreden. Men heeft daarstraks veel gesproken over de verjaring. Zelfs inzake de verjaring is het echter dikwijls interessant om door te gaan om de heel eenvoudige reden dat het interessant is om te weten of die persoon desgevallend nog in contact komt met minderjarigen of met meerderjarigen maar in een gezagsrelatie. Men hoopt precies af te leiden tot waar die verjaring speelt.

De onderzoeksmogelijkheden gaan verloren, onder meer wat telefonie en ik zou zeggen wat het sporenonderzoek betreft. De slachtoffers voelen zich zoals ik al gezegd heb dikwijls terecht miskend. De daders krijgen een gevoel van straffeloosheid, wat zeker en vast niet het geval mag zijn. Het parket moet zich verantwoorden ten opzichte van de Hoge Raad, de minister en anderen. Er zijn andere, aangenamere zaken en we kunnen onze tijd beter elders investeren dan te antwoorden, wat wij uiteraard altijd doen. Justitie krijgt een imago van inefficiëntie en wereldvreemdheid. Wij maken deel uit van deze wereld en wij moeten dat ook waarmaken in de praktijk. Dat is mijn ervaring. Andere procedures zijn dikwijls geblokkeerd in afwachting van de uitslag van de strafrechtelijke procedure. Ik denk hier aan bepaalde tuchtrechtelijke procedures.

Dat is voor niemand goed. Het dossier vraagt ook, als het te lang aansleept, extra veel werk, ik zou zeggen meer procedures en extra brieven. Een snelle behandeling van het dossier is dus een noodzakelijke voorwaarde voor de kwaliteit van het resultaat. Er is op zeker ogenblik door de toenmalige sectiechef in 2009 – ik denk dat u die lijst hebt gekregen – een soort categorisatie gemaakt. Ik wil die eens met u overlopen want het

is wel interessant. Naar de laatste inlichtingen met de sectiechef, zei deze: Wij zijn in feite al heel laag; heel laag in derde categorie.

Racolage par prostituées, à la limite, c'est encore une des choses qui sera gérée en dernier lieu (sauf cas spéciaux).

Er wordt dus rekening gehouden met de lijst van de verschillende soorten zedenmisdrijven, die min of meer worden gerangschikt in volgorde van hun noodzaak om te worden opgevolgd. Van deze volgorde wordt afgeweken omwille van specifieke elementen in een specifiek dossier.

Essentieel voor ons is ook de capaciteit. Ik behandel liever 23 dossiers grondig dan 25 dossiers oppervlakkig te behandelen

*(Une sonnerie de gsm retentit)  
(Het geluid van een gsm weerklinkt)*

**La présidente:** Il faudrait répondre, soit...

**Bruno Bulthé:** Madame, il s'agit d'une autre affaire, assez délicate. Je comprends le souci du président de la cour d'assises, mais je ne peux pas répondre pour le moment.

Categorie 1, dat zijn dossiers die volledig worden onderzocht.

Vous avez déjà reçu cette liste.

Het gaat om zedenmisdrijven ten aanzien van minderjarigen in een familiale context; zedenfeiten ten aanzien van minderjarigen binnen een gezagsrelaties; pedofilie, wat dat ook moge dekken als lading; verkrachting van een willekeurig slachtoffer; mensenhandel; prostitutie, waarbij er sprake is van minderjarigen, of het gebruik van geweld.

In de tweede categorie wordt elk dossier apart beoordeeld in functie van de slaagkans. Straks kom ik, indien u het mij vraagt, terug op een van de cijfers die door de procureur-generaal werden gegeven en waarvan de sectiechefs en ik nogal perplex stonden. Op mijn vraag zijn een zeker aantal dossiers opgehaald, om eens te zien wat er van aan was. Ik zal in functie van de vragen die worden gesteld, nog zien of ik erop terugkom.

Het gaat in de tweede categorie om zedenfeiten in het uitgangleven, zedenfeiten binnen een bestaande seksuele relatie, mensenhandel, prostitutie, onder andere met afgifte van winst met georganiseerd karakter en bezit van kindporno.

In de derde categorie worden de dossiers omwille van een specifieke reden onderzocht. Het gaat om zedenrelaties met een minderjarige van meer dan 14 jaar en met een groot leeftijdsverschil, erotische chats en dito sms-verkeer, exhibitionisme, behoudens wanneer het over minderjarigen gaat, openbare zedenschennis, idem, prostituees en racolage, voor zover het geen minderjarigen treft.

De houding ten opzichte van de verjaarde feiten.

Als feiten worden aangegeven door het slachtoffer, zoals ik u gezegd heb, wordt er rekening gehouden met de concrete omstandigheden van het dossier. Ook het jeugdparket van de woonplaats van de verdachte wordt verwittigd. Daarna wordt nagegaan of de betrokkene nog altijd met minderjarigen in contact komt, wat ons van essentieel belang lijkt.

Les enquêtes de mœurs sont centralisées dans ces dossiers où souvent la parole de l'un est à analyser et à comparer à celle de l'autre. Il est important, en effet, que les mêmes enquêteurs procèdent à l'ensemble des auditions, même en dehors de leur zone et de leur arrondissement. L'avis du magistrat sera d'autant plus fiable et nuancé qu'il est fait par un policier qui connaît tous les tenants et aboutissants du dossier.

Auditions audiofilmées. Afin d'alléger la charge de travail des enquêteurs et d'inciter les magistrats à visionner plus souvent les auditions enregistrées, il a été décidé que ces auditions ne seraient plus transcrites intégralement, sauf demande expresse du juge d'instruction ou des parties et ferait l'objet d'un résumé. Ainsi, en principe la cassette est là et est transmise. On parlera, tout à l'heure, de la question des enfants de moins de 6 ans et de moins de 14 ans pour laquelle des problèmes particuliers se posent.

Un petit problème se pose encore au niveau de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vivierde. En effet, le mineur d'âge francophone qui a subi un certain nombre de sévices dans la périphérie ... Il faut savoir que le Rand où un certain nombre de policiers...

*(M. Bulthé est interrompu par la sonnerie de son gsm)*

**La présidente:** Monsieur le procureur, je vous propose une courte interruption pour vous permettre de répondre à votre appel.

*La réunion publique de commission est suspendue de 18.38 heures à 18.52 heures.  
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 18.38 uur tot 18.52 uur.*

La **présidente**: Nous reprenons nos travaux.

Si vous pouviez aussi parler un peu plus près du micro, de manière à ce que la traductrice puisse mieux vous entendre.

**Bruno Bulthé**: Je parle aussi trop vite!

La **présidente**: Elle a uniquement demandé à ce que vous puissiez parler plus près du micro mais, si vous ralentissez un peu le rythme, le service de traduction sera très content. J'en suis convaincue!

**Bruno Bulthé**: Il semblerait aussi que je ne puisse pas passer d'une langue à l'autre au milieu d'une phrase car cela pose problème pour la structure de la phrase. Cela ne pose pas de problème? Vous avez d'excellentes traductrices, madame la présidente!

La **présidente**: Ce sont des interprètes et elles sont effectivement excellentes!

**Bruno Bulthé**: Veuillez m'en excuser, mesdames!

La **présidente**: Nous étions au cœur du sujet, à savoir l'organisation de votre section "Mœurs". C'est vraiment ce qui nous intéresse! Expliquez-nous comment tout cela se passe!

**Bruno Bulthé**: Je poursuis donc avec le caractère particulier de la victime francophone dans le Rand. Il faut savoir que ce type de mission requiert de l'enquêteur qu'il parle la même langue que la victime, l'intervention d'un interprète n'étant pas toujours indiquée, surtout pour un récit libre.

Il faut savoir que, dans le Rand, il y a, pour les quinze zones de police, toujours deux enquêteurs spécialisés qui assurent un rôle de garde. Chaque zone de police bruxelloise a, elle-même, des enquêteurs qui ont été formés à la chose, ce qui fait que, lorsqu'un problème survient... Celui du Rand, c'est difficile pour lui d'en faire car il s'exprime en général plus facilement en néerlandais qu'en français. Les polices bruxelloises ont déjà leur charge de travail. C'est à la PJF de Bruxelles, disposant d'enquêteurs francophones brevetés en technique d'audition de mineurs, que le coordinateur néerlandophone doit s'adresser en priorité mais cela ne suffit toujours pas car il y a des listes d'attente. C'est le problème

qui se pose pour le mineur d'âge francophone du Rand.

Een audiovisueel verhoor wordt bijna altijd gevraagd wanneer het slachtoffer van het seksueel misbruik jonger dan 14 jaar is. Wanneer het slachtoffer ouder is, wordt het, afhankelijk van de omstandigheden, soms ook gevraagd voor slachtoffers die sterk geëmotioneerd zijn of die een handicap vertonen.

Bij zeer jonge slachtoffers, vier, vijf en zes jaar, wordt het audiovisueel verhoor idealiter bijgewoond door een psycholoog. Op die leeftijd zijn kinderen immers nog zeer beïnvloedbaar, onder meer door de vader of door de moeder.

Il faut savoir que c'est souvent le papa ou la maman qui a la première version et que l'enfant a quelque difficulté à ne pas reproduire cette première version.

In de praktijk is dat niet haalbaar. Wat doet men dan? Men neemt een dvd met het verhoor en deze stuurt men naar de psycholoog, wanneer het kind effectief verklaringen heeft afgelegd.

Het probleem dat zich ter zake stelt is dat er niet veel psychologen meer beschikbaar zijn. Van de vier Franstalige psychologen hebben er zich drie openlijk ten aanzien van mijn ambt beklagd over de gebrekkige betalingen. Facturen worden te laat betaald. Op elke post wordt beknipt. Bovendien werken zij ook meestal voor andere secties van het parket, een algemene sectie of de sectie Gezin.

Het psychologisch en het psychiatrisch onderzoek van de dader en het slachtoffer.

Van de dader worden die onder meer gedaan. Ik ga eerlijk zijn. Als onderzoeksrechter heb ik nooit het gevoel gehad dat men mij onterecht een zaak op onderzoek stak. Gewoonlijk liep dat uit op een mandaat. Dan was de grote vraag binnen de vijf dagen voor mij: is die man al dan niet gevaarlijk. Dan kwam het erop neer om de psychiater die men aanstelt de hamvraag te stellen: dokter, zelfs in een voorlopig verslag, kunt u mij – kunt u mij, want het is nog altijd een menselijke wetenschap – aangeven wat de graad van gevaarlijkheid van die man is, als hij terug in de maatschappij wordt geplaatst, ten opzichte van onder meer kleine kinderen?

Je dirais que l'erreur est humaine.

J'ai souvenance – je vais vous donner un

exemple – qu'un jour, comme juge d'instruction, j'arrête un jeune homme de 18, 19 ans contre lequel son amie a déposé plainte pour viol. Finalement, cette fille – et j'ai encore retrouvé quelques exemples dans la petite analyse qu'a faite ma collègue Roggen, à ma demande –, cette fille vient chez moi, trois jours, plus tard et dit... et trois jours, c'est important. Finalement, elle me dit, elle me fait savoir qu'elle a inventé l'histoire parce que le type avait mis fin à leur relation.

Je ne vous cache pas que c'était avant 1990 et que j'avais encore besoin de la signature du parquet pour libérer quelqu'un. C'était la veille d'une chambre du conseil. Le président de la chambre du conseil, que je connais bien et qui n'était pas un tendre, me dit: "Tiens, t'as libéré celui-là? Tu n'as pas confiance en moi?"

Je lui dis: "Non, mettons les choses au point: comme j'avais l'intime conviction, hier, à 15 heures, que cet homme était innocent, une nuit de plus en prison de ma part, en ne prenant pas d'initiative pour le libérer, j'ai été quémander franchement, sans trop de problème, auprès du magistrat spécialisé à la section mœurs en lui disant: 'Tiens, voilà la situation. Je te demande une signature, en mon âme et conscience. Sois-en convaincu: demain, en chambre du conseil, si tu ne me la donnes pas, moi je vais en tout cas dire ce que j'ai à dire'. Et le magistrat du parquet, en son âme et conscience, a contresigné."

Ainsi, cette personne a été libérée à 16 heures et quelque chose, lorsque les modalités de la levée d'écrou étaient effectuées.

Moi, c'était la réaction du président de la chambre du conseil qui interpellait: "Tu n'as pas confiance en moi?" – "Si, j'ai confiance en toi. Le problème n'est pas là: nous avons preuve sur papier que cette fille a menti. "

C'est comme la fille qui, pour attirer l'attention, va se dire victime dans le métro: elle a été emmenée par quatre bonshommes, elle a été menacée, elle a été amenée dans une station un peu éloignée et, sous la menace d'un couteau, elle a été violée. Or on vérifie la vidéo pas par pas et, finalement, on se rend compte qu'elle attend le métro, qu'elle entre dans le métro et qu'elle est non accompagnée. Finalement, confrontée avec ces images, elle dit: "Oui, au fait, j'ai inventé parce que j'étais rentrée un peu trop tard, etc."

Ce sont des choses... J'y reviendrai parce qu'il y a un élément qui me semble important pour, je dirais, les fausses déclarations.

Psychologisch en psychiatrisch onderzoek van dader en slachtoffer.

Men kan – zo zegt men mij althans, want ik ben geen psychiater, noch psycholoog – nagaan of de verdachte een pedofiele geaardheid heeft. Ook kan nagegaan worden welk het risico is van recidive. Dat lijkt mij heel belangrijk voor de gevaarlijkheidsgraad van die man. Ook kan men een algemeen zicht krijgen op zijn persoonlijkheid.

Ook was het een van mijn gewoontes om het buurt- en moraliteitsonderzoek zo rap mogelijk te laten uitvoeren, om te weten waar die man evolueerde in het sociaal leven en waar hij evolueerde op professioneel vlak.

Ook het onderzoek van het slachtoffer kan interessante elementen opleveren. Ten eerste maakt dit deel uit van het verwerkingsproces, desgevallend, van het slachtoffer. Ten tweede, men kan eventueel ontdekken waarom zij of hij specifiek het slachtoffer is geweest van de feiten. Ten derde, men kan ook meteen al weten welke gevolgen de feiten bij haar of bij hem teweeggebracht hebben.

Dat onderzoek kan tevens interessant zijn om een zicht te krijgen op de familiale dynamiek. Bijvoorbeeld een geval van incest, waarbij een moeder de ogen sluit voor de echtgenoot of de vriend die de feiten pleegt. Twee dagen nadien belt ze naar de onderzoeksrechter met de vraag: kunt u mijne vent niet vrijlaten? U kunt zich niet inbeelden wat dat geeft in de gemeente? Het is een kleine gemeente aan de rand, en iedereen spreekt er schande over. Bovendien is hij de enige kostwinner, en dergelijke meer. Ik zei: maar mevrouw, uw dochter van 16 jaar is tien jaar seksueel misbruikt geweest door uw man; hij bekent dat zelf.

Het probleem dat zich ter zake stelt, heb ik hierboven al uiteengezet. Er zijn nog maar weinig psychiaters en psychologen die wensen te werken voor Justitie, wat tot gevolg heeft dat de verslagen dikwijls heel lang op zich laten wachten. Daarom dring ik daar echt op aan.

Ik kom tot de laatste punten.

De toepassing van de set seksuele agressie. Voor kleine kinderen is het belangrijk dat die door een wetsdokter wordt uitgevoerd. Aanvankelijk bestond het idee om dat voor alle minderjarigen te laten doen. U moet weten dat in Brussel slechts één wetsgeneesheer dit voor het ogenblik uitvoert.

Vroeger waren het twee dames. Een van die dames heeft onze diensten verlaten. Het is een dame die dat doet, omdat het, althans volgens specialisten, meer aangewezen is, zowel voor een mannelijk als voor een vrouwelijk slachtoffer, dat een vrouwelijke wetsgeneesheer dat onderzoek uitvoert. Vandaar dat ervoor geopteerd wordt om dit enkel nog voor kleine kinderen te doen, en zo veel mogelijk overdag. De analyse van een set seksuele agressie duurt vrij lang en is vrij duur.

Dat mag voor mij geen criterium zijn naar het slachtoffer toe.

Hier is er wel een interessant gegeven. Dit is het fingerspitzengefühl van een zeker aantal mensen op ons parket, die sinds jaar en dag met die materie bezig zijn, zonder dat hierover cijfers kunnen worden voorgelegd. Het gevoel bij onze mensen die dossiers behandelen van klachten over seksueel misbruik, is dat misschien een vierde tot een vijfde valse klachten zijn, die elke grondslag missen. Ofwel omdat het slachtoffer de feiten anders interpreteert, bijvoorbeeld een klacht wegens verkrachting omdat het slachtoffer niet tot een orgasme was gekomen. Dat staat letterlijk in de pv's. Ofwel lasterlijk, bijvoorbeeld in een echtscheidingsprocedure. Ofwel uit angst: het veertienjarige meisje dat vlucht met haar vriendje waar ze seksuele betrekkingen mee heeft. Wanneer dit aan het licht komt, dient ze klacht in wegens verkrachting. Ofwel om aandacht te trekken. Ik heb hier het voorbeeld gegeven van het meisje dat zegt dat ze in het metrostation door vier mannen is aangeklampt en in de metro werd gesleurd en die haar in een godvergeten station hebben ontvoerd en verkracht. Wij vragen op dat moment de beelden op en daaruit blijkt dat het meisje alleen op het perron stond op een vrij laat uur, de metro neemt en in een ander station blijkbaar alleen uitstapt. Dan moet dat meisje bekennen dat de klacht vals was.

Dan, en dat is niet minder belangrijk, het slachtofferonthaal, de slachtofferbejegening. U moet weten dat men in de meeste politiezones een agent daartoe speciaal heeft laten opleiden ofwel een sociaal assistent. Ik heb dat in de tijd niet alleen gezien voor feiten van seksueel misbruik maar ik heb dat ook nog meegemaakt bij wedersamenstellingen waarbij iemand werd neergeschoten en waarbij een ander slachtoffer werd gewond.

Die mensen hebben dus een vrij breed palet van tussenkomsten.

Het slachtofferonthaal wordt telkenmale ingelicht

wanneer een dossier in onderzoek wordt gesteld, wanneer wordt overgegaan tot een dagvaarding of een strafbemiddeling, wanneer de magistraat de indruk heeft dat het slachtoffer de procedure niet begrijpt, wanneer het slachtoffer vragen heeft over de teruggave aan het slachtoffer van in beslag genomen kledingsstukken of zelfs wanneer het dossier zonder gevolg werd geklasseerd of ook bij de behandeling ten gronde.

Binnen een info of binnen een gerechtelijk onderzoek is het psychologisch interessant, zelfs op de zitting, dat die persoon ernaast zit. Zelfs bij zware moorddossiers gaat de slachtofferbejegening mee naar de consultatie van het dossier op de raadkamer, wanneer het lijk in stukken gesneden of verbrand werd, kortom wanneer er schokkende beelden zijn.

Mijn ervaring als onderzoeksrechter was ook dat ik binnen de eerste dagen bezoek kreeg, spontaan, van iemand van slachtofferbejegening om te zeggen: wat kunnen wij doen, wat kunnen wij zeggen, wat kunnen wij niet zeggen.

Dat lag natuurlijk iets gevoeliger in onderzoeksdossiers. In onderzoeksdossiers is de baas van de informatie, dat is ook wat wij altijd hebben geponeerd, de onderzoeksrechter.

Het gaat zelfs zo ver dat als er een officieel communiqué door het parket wordt meegedeeld, wij dat eerst afoetsen met de onderzoeksrechter om af te spreken: dat zeggen wij en dat zeggen wij niet.

In de zaak van de treinramp van Buizingen bijvoorbeeld, om over een onderzoekszaak te spreken, was collega Burm onderzoeksrechter. Wij hebben daar speciaal afgesproken wat wij konden zeggen en wat wij niet konden zeggen. Wij waren op dat ogenblik, en hij vooral, afhankelijk van de expertise. Ik weet dat ik op de tweede of de derde dag vrij uitzonderlijk zelf naar een persconferentie ben gegaan om te zeggen: neem het mij niet kwalijk, maar in overleg met de onderzoeksrechter zullen wij over deze zaak niet meer communiceren tot zolang er iets bijkomends te vertellen is.

Je crois avoir dit le principal, madame! Je vous ai donné un aperçu général des activités de cette maison depuis 2007 et surtout de la communication et du fonctionnement de la section mœurs. J'ai une note beaucoup plus élaborée à ce sujet, mais que je ne vous ai pas fait subir pour essayer de limiter cela au minimum pour le moment.

La **présidente**: Étant donné que nous sommes très intéressés par l'organisation de l'ensemble des parquets, ce que vous ne nous avez pas fait subir maintenant, j'espère que vous nous le transmettez de manière détaillée pour que l'ensemble des commissaires puissent en profiter.

**Bruno Bulthé**: Je vous transmettrai cette note bien volontiers.

La **présidente**: Nous allons à présent entendre les questions des membres de la commission.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Monsieur le procureur du Roi, en écoutant votre exposé, on se rend compte que depuis des années, notamment sous votre impulsion, puisque vous avez eu l'élégance de dire que le changement de bâtiment était dû à votre prédécesseur, il y a une volonté du parquet de Bruxelles, en dépit des difficultés, de rendre le travail plus efficace au service du justiciable et du citoyen. Dans ce contexte, vous nous dites que selon vous, il y a une personne apte et formée pour accueillir ce type de plaintes. Vous savez qu'elles sont particulières et vous relevez par ailleurs qu'un quart d'entre elles sont mensongères.

Pour les 75 % restants, toutes les plaintes dont je ne sais pas si vous avez cité le chiffre, en matière d'abus sexuels pour l'ensemble du parquet de Bruxelles sur une période donnée ont-elles été introduites directement auprès de votre office par le biais des plaintes auprès du commissariat? Dans ce cas-là, avez-vous l'impression que dans tous les commissariats de votre ressort, les plaintes sont prises en compte avec toute la délicatesse qui convient? Ce n'est pas du tout ce qu'on a entendu, de la bouche d'une intervenante dans une association oeuvrant en Région de Bruxelles-Capitale qui nous expliquait qu'il y avait des difficultés dans l'accueil, qu'il faudrait qu'en raison du caractère particulier de ces affaires, qu'elles soient mises à l'instruction systématiquement et qu'il faudrait des auditions vidéo-filmées systématiques dès qu'il s'agit de victimes mineures.

**Bruno Bulthé**: C'est une question à laquelle je peux répondre relativement rapidement.

La **présidente**: Nous allons regrouper les questions sous peine de ne pas nous en sortir. De toute façon, on vous interpellera quand vous répondrez, comme on l'a fait avec votre prédécesseur.

**Sophie De Wit** (N-VA): Mijnheer de procureur, ik dank u voor uw uiteenzetting. Ik heb twee vragen.

De eerste vraag betreft de opleiding die uw magistraten en juristen van de zedensectie aangaande de slachtofferproblematiek krijgen. Kan u wat meer uitleg geven over de diepgaandheid van de opleiding? Is ze kort? Is ze algemeen? Wat is de inhoud van de opleiding? Volgen ze de opleiding, terwijl ze al met de materie bezig zijn of gebeurt ze vooraf?

U hebt bij u in Brussel immers een heel mooi voorbeeld, waaraan andere arrondissementen misschien een voorbeeld kunnen nemen.

U moet maar bekijken in hoeverre u op mijn tweede vraag kan antwoorden. Uw antwoord mag algemeen zijn en hoeft zeker niet in detail te zijn. Het betreft de operatie Kelk.

Wat in de media is verschenen, weten wij allemaal. Wij weten allemaal dat er een ware procedureslag wordt gevoerd. Ik had graag van u vernomen of u het gebruikelijk acht dat artikel 136 van het Wetboek van strafvordering zo snel na het openen van een onderzoek werd gehanteerd. Kent volgens u het hele dossier, in de mate dat u op mijn vraag kan of wil antwoorden natuurlijk, een normaal onderzoeksverloop?

**Bruno Bulthé**: Une petite remarque au sujet des questions concernant le dossier Calice. Je souhaite dire dès à présent qu'en principe, je n'ai pas à m'appesantir sur des questions quant au fond du dossier.

La **présidente**: On ne vous le demande pas.

**Bruno Bulthé**: Je suis disposé à parler de la périphérie...

La **présidente**: C'est périphérique cela?

**Bruno Bulthé**: Mais à ce moment, je demanderai le huis clos.

La **présidente**: Pas de problème. C'est votre choix, monsieur le procureur du Roi. Je propose encore une fois qu'on pose toutes les questions.

**Bruno Bulthé**: Je le dis maintenant car comme je m'attendais à ce genre de choses, j'ai également regardé ce que je pouvais dire à ce sujet. Je ne vais pas dévoiler la couronne, et de une, mais je souhaiterais, ce concernant, pour éviter tout malentendu, le huis clos.

La **présidente**: Pas de problème, nous l'entendons aussi.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de procureur, ik heb slechts een vraag, namelijk de vraag of u als procureur of onderzoeksrechter ooit ervaren hebt dat er druk werd uitgeoefend in een concreet dossier van seksueel misbruik in de kerkelijke sfeer in het algemeen, zowel vanuit de Kerk als vanuit de politiek, de politie of justitie? Hebt u ervaren dat ook politiediensten onder druk stonden, algemeen of heel specifiek wat het dossier Kelk betreft? U kunt daar achter gesloten deuren op antwoorden als het daarover gaat maar misschien kunt u een algemene appreciatie geven.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de onderzoeksrechter, ik heb twee vragen met betrekking tot het strafrechtelijk beleid aangaande seksueel misbruik. Als ik u goed begrepen heb zegt u dat u de feiten naar kwalificaties rubriceert in drie groepen. Het is in functie van de meest ernstige feiten als ik het zo kan zeggen dat u uw selectie maakt, tenzij ik het verkeerd begrepen heb, met betrekking tot het vervolgingsbeleid.

Als ik naar de cijfers kijk, dan zie ik toch met betrekking tot uw arrondissement 2 350 dossiers zonder gevolg op een totaal van 9 150. Dat is toch aanzienlijk wanneer men weet dat in deze dossiers de feiten bewezen zijn. Men zegt dan wel dat zero tolerance onmogelijk is en u maakt de vergelijking met verkeersinbreuken. Ik wil wel maar als ik dan kijk naar de kwalificaties van de dossiers die zonder gevolg gerangschikt werden, dan vraag ik mij af hoe men pedofilie een dossier kan noemen dat... Hetzelfde geldt voor kinderpornografie. Dat moet u straks eens uitleggen.

**Bruno Bulthé**: Wij hebben daar ook over gesproken. Er werden dossiers opgehaald.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Misschien kunt u daarover wat meer toelichting geven. U hebt waarschijnlijk daarstraks de debatten gevolgd. Er zijn parketten waar er blijkbaar een uitgeschreven wijze van werken is. Is dat in Brussel ook zo, ja of neen? U zal dat toelichten.

Mijn tweede vraag betreft de coördinatie. Wij hebben het over het dossier inzake operatie-Kelk.

De onderzoeksrechter is gevat. Er is een embargo op het aanvullen van gegevens in de gegevensbank. De verschillende procureurs des Konings weten niet wat al dan niet in de instructie

is vervat. Er is een federale procureur die met de coördinatie bevoegd is en zich bereid toont te coördineren. De procureur des Konings komt evenwel zelfs niet. Wij weten wie hij bedoelt. Het staat in een verslag van de commissie voor de Justitie.

Mijn vraag is de volgende. Uw voorganger verklaarde dat er overleg moet worden gepleegd. Wat doet u echter met dossiers waarvan u niet weet of zij al dan niet in de saisine van de onderzoeksrechter zijn vervat? Start u een opsporingsonderzoek of laat u ze liggen, zoals de federale procureur ons gezegd heeft?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de procureur, ik wil mij zeker bij de laatste vraag van mevrouw Van Cauter aansluiten. Voor ons is het immers belangrijk te weten of er een structureel dan wel een feitelijk of een karakterprobleem is.

In ieder geval gaan wij ervan uit dat het onderzoek tegen de katholieke kerk rond schuldig verzuim een belangrijk onderzoek is waarnaar ook op internationaal niveau wordt gekeken. Anderzijds zijn er de vele, individuele dossiers, zoals het dossier-Vangheluwe, dat blijkbaar geblokkeerd zit, omdat men op een of andere manier inzake een efficiënte werkverdeling niet overeenkomt.

Daarom heb ik de hiernavolgende vraag.

Heeft een en ander met de personen te maken of is er een structureel probleem, wat voor ons, de wetgevers, een suggestie is om op een of ander vlak in te grijpen?

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mijnheer de procureur, ik heb maar één vraag. Ik zou met name een beroep willen doen op uw geheugen en uw lange staat van dienst. Deze commissie is er gekomen omdat een aantal dossiers naar boven zijn gekomen via de commissie-Adriaenssens die allemaal teruggaan tot een ver verleden. Het zijn allemaal schrijnende dossiers waarover jarenlang werd gezwegen.

Ik zou van u willen horen dat u even reflecteert over het idee dat inzake seksueel misbruik de tijden zijn veranderd, in die zin dat er minder tolerantie tegenover bestaat. Mogelijk moet u constateren dat de dingen gewoon doorgaan, maar dat de milieus waarin ze plaatsvinden, veranderd zijn. Vroeger, gezien de maatschappelijke context van toen, gebeurde dat binnen internaten en binnen een kerkelijk verband, terwijl het nu misschien verplaatst is naar andere

verbanden. Kunt u uw licht laten schijnen op die shift die er is geweest, als die er al is geweest?

La **présidente**: Vous avez dit vouloir revenir sur les chiffres car vous estimez que ceux donnés par les procureurs généraux ne sont pas tout à fait exacts.

**Bruno Bulthé**: J'ai dit que certains chiffres m'interpellaient!

La **présidente**: Je vous invite donc à nous donner votre sentiment à ce sujet.

Par ailleurs, avez-vous reçu des dossiers du procureur fédéral depuis la mise en place du téléphone pour les victimes? Depuis lors, apparemment, 103 dossiers auraient déjà été ouverts. La commission Adriaenssens vous a-t-elle directement communiqué certains dossiers?

Je voudrais également vous poser une question que j'ai déjà posée à vos homologues. Ainsi, un protocole ou un accord a été passé entre le Collège des procureurs généraux et la commission mise en place par l'Église. Comment en avez-vous eu connaissance? Vous a-t-on envoyé un courrier puisque les procureurs généraux avaient dit qu'ils informeraient leurs procureurs du Roi. Par ailleurs, j'imagine que vous avez eu l'occasion de lire le texte de cet accord. Qu'en pensez-vous en tant que membre du ministère public, eu égard à la nécessaire indépendance de la justice? En effet, cet aspect nous préoccupe également.

Lorsque vous aurez répondu à ces questions, je vous poserai une question sur l'opération Calice.

**Bruno Bulthé**: Il s'agit déjà d'une question Calice, madame la présidente!

La **présidente**: Non. C'est un protocole connu de tous qui n'a rien à voir avec l'opération Calice, qui a été signé bien avant.

**Bruno Bulthé**: Signé?

La **présidente**: Signé sans être signé, mais, en tout cas, accepté.

**Bruno Bulthé**: Diffusée ou non?

La **présidente**: Diffusé ou non. Je ne peux que relayer les propos tenus par les procureurs généraux, monsieur le procureur du Roi. Nous tentons de retracer le parcours.

**Bruno Bulthé**: C'est très intéressant.

La **présidente**: Nous en avons terminé avec nos questions. Je vous cède la parole pour y répondre.

**Bruno Bulthé**: Mme Marghem a évoqué le type de plaintes auprès de la police locale, de la police fédérale. À Bruxelles, nous sommes tout à fait privilégiés, parce que nous disposons, depuis très longtemps, d'une unité spécialisée. M. De Waele est venu vous expliquer cela à suffisance. Les contacts avec le parquet sont excellents. Des conciliabules sont régulièrement tenus entre autres lors de cette catégorisation dont on a parlé tout à l'heure. Ainsi, le chef de section de l'époque avait mis un événement en section 3 et il avait eu une discussion avec Peter De Waele. Le chef de section a remonté l'événement en catégorie 2. Aujourd'hui on va très, très loin dans ces fameuses catégories. Parce que la section est très importante, on a toujours essayé de la maintenir à flot, même aux dépens d'autres sections. Car je suis particulièrement sensible à ce type d'infraction et surtout à la place qu'y prennent les victimes.

En résumé, que se passe-t-il? La police fédérale a son *know-how*, son équipe et certaines de ces personnes sont introduites dans des formations, qui sont aussi bien suivies par des policiers que par des magistrats. Quelqu'un qui s'occupe de la fraude fiscale chez nous, ne traitera en principe jamais ce type de dossier, sauf à la limite si ce dossier arrive le week-end. Il est rare qu'il soit traité du jour au lendemain.

La genèse du dossier Calice, parce que pour moi, il ne s'agit pas d'une opération – et encore c'est un diminutif qui a été attribué; il ne vient pas de moi – a été abordée avec les enquêteurs, les magistrats du parquet responsables, en fonction d'un certain nombre de paramètres: remet-on ou non les dossiers? Qui remet ou non? Faut-il pousser les avantages ou pas? Ce n'est pas de la provocation non plus, etc., etc.

Donc, il y a des formations idoines, suivies en général par des personnes intéressées par la matière sur laquelle elles se sont déjà appesanties. C'est une des choses que l'on a essayé de faire dès le début. Les personnes venant d'autres sections étaient moins intéressées.

Je vous parlerai d'un nouvel arrivant, une ancienne avocate de 58 ans. Je la reçois bien gentiment et même avant qu'elle ne postule, je lui dis qu'elle commencera dans une section

générale. "Pourquoi?" me rétorqua-t-elle. "Je voudrais bien faire cela!" "Parce que la section générale est celle qui reçoit le tout venant. Et quand, dans quelques semaines, tu seras introduite un rôle de garde, pendant les week-ends; je n'ai pas envie que tu importunes le collègue néerlandophone ou francophone parce que tu ignores ce dont il s'agit".

Cette dame a donc fait, six à sept mois, dans une section de base, ce qui a fait rire certains collègues un peu plus jeunes. Toutefois, ils se sont rapidement rendu compte que cette dame avait un tas d'autres qualités en termes d'esprit décisionnel, etc. Quelques mois plus tard, elle a été affectée à la section spécialisée où elle convient parfaitement.

Le magistrat de service qui reçoit un coup de fil la nuit est confronté à un problème. Ou bien, cela provient d'une police locale... Il faut savoir que la police fédérale est, en principe, en charge de ce qu'on appelle l'omission coupable ou les réseaux et que la police locale est plutôt en charge du cas individuel (personne commettant un seul fait, etc.).

Maintenant, je ne suis pas dans tous les commissariats, madame, et vous avez certainement raison de dire qu'il y a à boire et à manger. C'est une des raisons pour lesquelles on vient du fin fond du pays pour voir M. De Waele qui est connu parce que c'est lui qui donne des interviews, bien entendu avec notre accord et avant tout celui de son chef. Depuis 1996, il ne fait quasiment que ça! Cet homme a donc une connaissance du terrain qu'il partage avec des collègues. Je sais que la PJF de Bruxelles a fait son possible pour aller instruire les polices locales. Il a fallu consentir de gros efforts pour cela car, pendant qu'ils font cela, ils ne font pas de PV. On est d'accord? Or, il y a toujours trop peu de monde pour ce type d'infraction, comme pour les autres. C'était la réponse à votre première question.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Par rapport aux PV, on a aussi eu connaissance du fait que, parfois, la personne se présente mais il n'est pas tenu compte de sa plainte (article 29). C'est banal! Cela arrive dans toutes les matières mais que faites-vous dans ce cas-là?

**Bruno Bulthé:** Cela ne va pas! Cela ne va pas! Et si cela a été porté à notre connaissance, nous tentons d'en tirer les conclusions idoines. On téléphone au chef de corps et, le cas échéant, on écrit ou on demande des comptes à ce monsieur. C'est tout! Parce que ça ne va pas!

**Marie-Christine Marghem (MR):** Ce n'est pas possible!

**Bruno Bulthé:** Ce n'est pas possible!

Mevrouw De Wit, ik denk dat ik daarmee ook gedeeltelijk op uw vraag heb geantwoord, wat de opleidingen betreft. Ik kan u ook zeggen dat het mensen zijn, gelet op het delicaat karakter van de zaak, die dat met hart en ziel doen. Het zijn ook mensen die geen zin hebben om iets anders te doen. Wij hebben echt gespecialiseerde secties. Zo zitten er mensen in financiën, die er heel veel zin in hebben om te werken met cijfertjes en faillissementen te onderzoeken. We moeten dat respecteren.

Ik herinner mij dat mijn oud-voorzitter, toen ik begon, zei dat de magistraten polyvalent moesten zijn. Ik zeg dat de maatschappij vandaag dermate geëvolueerd is, zeker sinds 1996. Daarmee antwoord ik ook op een vraag van de heer Bracke. Ik weet nog dat ik in het buitenland zat in 1996 toen de zaak-Dutroux uitkwam. Voor mijn vader, die me daarover telefoneerde, was dat een wereldschok, en voor mij – ik bevond me 1 200 kilometer hier vandaan, in Zuid-Frankrijk – was het dat eveneens. Dat heeft mijns inziens de mentaliteiten, in ieder geval bij ons, grondig gewijzigd. Zoiets kan namelijk niet.

La mise à l'instruction systématique? Non, madame. Je vais vous donner quelques chiffres.

On parle des statistiques pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2009, réalisées à la demande du procureur général et que j'interprète. J'ai été chercheur, je sais lire les chiffres. Je vois avec l'un de mes collaborateurs "la constatation de la réduction du nombre de dossiers encodés sous la rubrique pédophilie s'explique au regard de la méthodologie d'encodage des dossiers qui se réfère aux charges principales figurant sur le PV". Dites-vous bien également que le juge d'instruction est toujours saisi *in rem*. Donc en principe, la qualification qui va se retrouver à la fin de la procédure n'est pas nécessairement la qualification qui se retrouve au début de la procédure.

Si on compare 2004 à 2009, on constate une augmentation significative des dossiers encodés sous les rubriques x,y,z, mais une diminution significative des dossiers encodés sous la rubrique "pédophilie, harcèlements sexuels, incestes et outrages aux mœurs".

Je continue. Il y a 9 150 affaires entrées entre 2004 et 2009 qui ont fait l'objet d'un classement sans suite, ce qui correspond à 63 % des affaires traitées en matière d'abus sexuels. Ce classement sans suite utilise une codification résultant de l'utilisation des tables affinées des motifs de classement sans suite, à la suite de l'entrée en vigueur de la loi Franchimont en 1998. Nous avons donc ce qu'on appelle un tableau – on vous l'a certainement montré – avec les motifs de classement. Dans le temps, on mettait un "sans suite", maintenant, c'est beaucoup plus modulé. Je vais tout à l'heure vous donner quelques exemples.

On remarque que 25 % des classements sans suite le sont pour des motifs d'opportunité, ce qui explique... Les motifs "autres priorités", "disproportionnés" et "troubles de l'ordre social" sont les plus encodés. J'y reviendrai tout à l'heure.

Le 10 juillet 2010, 2 484 affaires ont fait l'objet d'une citation devant le tribunal correctionnel. Sur ces 2 484 affaires, 1 909 ont fait l'objet d'un jugement. Ces jugements ont abouti à 71 % de condamnations. Ce n'est pas évident que si l'on amène quelque chose devant le tribunal, cela découle nécessairement dans une condamnation.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et le 31 décembre 2009, on constate que les affaires ayant fait l'objet d'un classement sans suite pour opportunité dans le cadre des dossiers en matière de crimes sexuels ont fait l'objet de moins de classements sans suite que dans les dossiers de droit commun. Dans le cadre des dossiers d'abus sexuels ayant débuté par une instruction pénale, soit 1 551 dossiers pour la période de 2004 à 2009, seuls 140 ont donné lieu à une instruction sur la base de constitution de partie civile, ce qui est inférieur aux autres matières. Et là, cela devient tout à fait intéressant. Parmi les 1 551 affaires, on constate que le pourcentage de non-lieux après constitution de partie civile est de 40,91 % pour ce qui concerne les parties civiles. Par contre, il est de 15,61 % quand les réquisitions viennent directement du parquet. On remarque en outre que le pourcentage de renvois après réquisition du parquet est de 73 %. Donc, on prend les réquisitions... Qu'est-ce qui se passe? On met à l'instruction. Le juge arrête – parce que là il y a une grosse confusion – s'il estime qu'il y a des indices suffisants de culpabilité.

Au moment où le procureur du Roi prend ses réquisitions, la question est de savoir s'il y a des charges suffisantes. Il y a des nuances dans les

mots.

Dus aanwijzingen en bezwaren.

Et le président de la chambre du conseil ne va renvoyer qu'à partir du moment où ces charges sont suffisantes. Et la preuve, on dit, "oui mais c'est la preuve, c'est".. Non, non! En principe, je dis toujours qu'on établit que la personne en question, l'auteur potentiel, est coupable après un jugement coulé en force de chose jugée! Que ce soit en degré d'appel, après cassation ou n'importe quoi.

On remarque que le pourcentage des renvois après réquisition du parquet est de 73,50 % tandis qu'il est de 46,30 % après constitution de partie civile. Cela c'est une mission qui ne m'incombe pas mais c'est une décision qui est prise par le président de la chambre du conseil après avoir entendu les différentes parties à la cause.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Peut-être aussi que les dossiers ont fait l'objet d'une constitution de partie civile parce que justement il y avait un classement sans suite.

**Bruno Bulthé:** Très certainement. Ici j'ai demandé à ma collègue...

**Marie-Christine Marghem (MR):** Ce n'est donc pas étonnant.

**Bruno Bulthé:** Madame, j'ai demandé à ma collègue... J'ai été assez interpellé par le tableau 10 de M. le procureur général.

Tabel 10 van de heer procureur-generaal toont op de volgende pagina het aantal verdachten verbonden aan zaken die sinds 1 januari 2000 zijn binnengekomen.

On parle toujours de la période 2004-2009.

Het gaat om zaken die een opportuniteitsseponering kregen toegewezen.

De tabel toont bijvoorbeeld aan dat binnen het arrondissement Brussel 164 verdachten in het kader van verkrachting een opportuniteitsseponering kregen toegewezen.

Il y avait d'autres chiffres également mais je ne vous cache pas que ceci m'a particulièrement interpellé et on en a discuté, Mme Roggen et moi-même. Je lui ai dit: "Fais-moi plaisir et prends un peu ces 164 dossiers; il ne faut pas tous les relire." Elle en a relu une trentaine. Qu'y a-t-elle

trouvé? Je vais vous donner quelques exemples. Il s'agit d'un dossier de 2009.

Interfamiliaal geweld. Beiden hebben alcoholproblemen, vooral de vrouw. Klacht anale verkrachting op 5 mei 2009. Het slachtoffer, de vrouw, gaat terug naar huis, wil zich niet vrijwillig laten opnemen.

Ce n'est pas un péché; on est bien d'accord!

Verdachte ontkent seksuele betrekking tegen de zin van het slachtoffer. Sinds 6 december 2009, de man drinkt niet meer en ze wonen nog altijd samen.

Le substitut me dit: "Wanverhouding gevolgen van de strafvordering, maatschappelijke verstoring."

Je vais vous donner un autre exemple. C'est un dossier qui date de 2009: Leila couche avec Mustapha, qui veut avoir des rapports sexuels, mais avait picolé. "Na het afnemen, klacht van de vrouw, die zegt dat ze zich niet goed voelt bij de klacht".

Elle va déposer plainte mais, en fait, elle dit qu'elle ne se sent pas tellement bien; elle ne veut pas que l'on parle d'agression sexuelle. "Geeft geen toestemming tot huiszoeking". La victime refuse une autorisation pour effectuer une perquisition. "Wil geen verhoor van Mustapha".

Cinq mois plus tard, ils sont de nouveau en ménage (je ne sais pas quand ils se sont remis en ménage) et il n'y a plus de violence dans le couple et le type ne boit plus.

Ici, le substitut – ce n'est pas moi, mais j'assume – : "disproportionnel". C'est le même motif. Ici, en fait, on n'a pas poursuivi, car on a estimé que l'incidence sociale serait beaucoup trop forte en fonction des faits.

Un autre exemple. Elle m'en a sorti 30: je pourrais tous vous les lire, mais j'en ai sorti quelques-uns, les plus marquants.

Een dossier van 2004 handelde over verkrachting van Antonia door ex-vriend Vinda in haar appartement, waar hij zijn spullen kwam ophalen. Vinda bekent op het ogenblik van het verhoor de feiten. Echter, acht maanden later, ils sont de nouveau un couple.

Je vous rappelle que j'arrêtais un monsieur pour faits incestueux pendant dix ans sur sa fille de seize ans et que deux jours plus tard, j'avais la

maman qui frappait à ma porte pour me demander de le libérer, parce que c'était lui qui gagnait le pain et parce que dans le quartier, on parlait de scandale. Je pourrais vous donner d'autres exemples.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): ...van andere prioriteiten wanneer de kwalificatie pedofilie of kinderpornografie is?

**Bruno Bulthé**: Ik lees hier de dertig gevallen die collega Roggen er heeft uitgehaald. Andere prioriteiten, die verkrachting van Antonia. Dat was een prioriteit.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ja maar ik bedoel de kwalificatie pedofilie – zeer specifiek – en andere prioriteiten en de kwalificatie kinderpornografie en reden van seponering andere prioriteiten.

**Bruno Bulthé**: Ik overloop mijn lijst mevrouw. Ik heb hier twee leerlingen op toilet op school, mentaal gehandicapt. Ismael is van 1989 en zou zijn rits naar beneden gedaan hebben en Yasmin van 1996 zegt qu'il allait baiser sa mère. Yasmin is beginnen roepen en andere leerlingen zijn tussenbeide gekomen. Verdachte door mentale toestand niet verhoorbaar. Het is geen verkrachting, het is een eventuele aanranding van de eerbaarheid geworden maar geen verkrachting als dusdanig.

Ik overloop het met u, mevrouw. Ik heb hier redelijke termijn, ik heb misdrijven in relationele ... maar ik heb geen specifiek misdrijf... We gaan de zaak duidelijk stellen. Wat ons betreft, in principe als er aanwijzingen zijn dat die daar zijn is dat een van de prioriteiten.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Pedofilie, kinderpornografie en dan...

**Bruno Bulthé**: Ik grijp terug naar mijn classificatie in drie categorieën, mevrouw. U zult daarin vaststellen...

**Carina Van Cauter** (Open Vld): U moet tabel nr. 7 eens bekijken.

**Bruno Bulthé**: Ik ken de tabel want die komt van bij ons. Ik heb hier... Dat is categorie 1, categorie 2 en categorie 3. Dat is waarover u het hebt. Bezit kinderporno. Dat is categorie 2. Elk dossier wordt apart beoordeeld met het oog op de ernst van de slaagkans.

Ik heb zelf nog iemand aangehouden die

tienduizenden foto's in doosjes bewaarde, met alles erop en eraan. Dat stelde ook geen enkel probleem. Er was zonder aarzelen een onderzoek bevolen door het parket. Het is daarom dat ik kan stellen dat ik in de verschillende categorieën als onderzoeksrechter regelmatig dossiers heb gekregen. De dossiers waren meestal goed gefundeerd en gegrond. Ik heb zelf weinig vrijlatingen bij het verhoor gedaan.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Indien het gaat over pedofilie, zou er dus in principe moeten worden vervolgd?

**Bruno Bulthé:** Mevrouw Van Cauter, pedofilie is in principe steeds volledig onderzocht. In principe, indien er reden is tot een onderzoek naar pedofilie, is dat een dossier dat onder categorie 1 valt.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Nochtans komt in uw cijfertabel voor ...

**Bruno Bulthé:** Ik had het in de plaats aan een collega moeten vragen. Mijn focus lag op verkrachting. Ik kan mij echter inbeelden dat om dezelfde reden het niet klaar en duidelijk is. Het kindje heeft iets verteld, maar vertelt het niet meer in de aanwezigheid van de man.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Desgevallend zou de reden van seponering "onvoldoende bewijs" moeten zijn.

**Bruno Bulthé:** Dat zou inderdaad "onvoldoende bewijs" kunnen zijn.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): De reden kan toch niet zijn dat er andere prioriteiten zijn.

**Bruno Bulthé:** Ik maak mij over de eerste categorie niet te veel zorgen. Ik zou mij niet te veel zorgen over pedofiliezaken maken.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mag ik ter zake nog iets vragen? Hoe worden de slachtoffer of de klagers van de reden van seponering in kennis gesteld? Gebeurt dat nog altijd met een lijst waarop de reden staat aangekruist?

**Bruno Bulthé:** Neen, neen. De betrokkenen worden ontvangen en ter zake ingelicht.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik kan mij voorstellen dat het minstens zo beledigend is om een schrijven van de procureur des Konings te krijgen met de vermelding dat de klacht wegen pedofilie wordt geseponneerd wegens andere

prioriteiten.

**Bruno Bulthé:** Ik heb over slachtofferbejegening gesproken. Dat is een belangrijk item bij ons.

Mevrouw Van Cauter, een dergelijke melding staat niet in onze modelbrieven. Dat is niet de bedoeling. De bedoeling is dat de slachtofferbejegenaar de betrokken persoon op een of andere manier ziet en over de zaak spreekt.

Wij hebben aan de slachtofferbejegening echt veel aandacht besteed. Voor mij is ze immers een van de essentiële zaken in dat verband.

Pour ce qui est des auditions vidéo-filmées systématiques, comme je vous l'indiquais dans mon exposé, cela se fait en principe pour les mineurs d'âge et comme on ne peut pas toujours assurer la permanence du psychiatre ou du psychologue pour les raisons que je vous ai expliquées, on envoie le dvd à ces derniers.

**La présidente:** Vous avez dit que de moins en moins de psychiatres et de psychologues veulent travailler pour la justice à cause de problèmes de paiement. Cela dure depuis des années. Nous avons déjà eu droit à plusieurs questions et interpellations sur ce sujet. Cela crée des problèmes, évidemment: cela contribue à faire traîner les dossiers. Vous dites qu'on envoie le dvd avec l'enregistrement au psychologue ou au psychiatre. Quel est alors le délai moyen de réponse?

**Bruno Bulthé:** Comme il n'y en a plus beaucoup qui travaillent et qu'il y a pas mal de dossiers, cela prend "un certain temps", comme disait Fernand Reynaud. Cela peut aller jusqu'à un an.

**La présidente:** Nous comptons faire des recommandations, monsieur le procureur. Si on vous demande des choses précises, c'est pour essayer d'améliorer votre travail au quotidien.

**Bruno Bulthé:** Je vous dis, d'où l'intérêt pour moi quand je fais arrêter un pédophile ou un père incestueux: l'avocat, c'est bien normal, c'est son travail, essaie de faire libérer cette personne. Pour ma part, j'explique au président qu'à ce jour, j'ignore le degré de dangerosité – ça fait très crimino, vous savez.

**La présidente:** Attention, je suis criminologue!

**Bruno Bulthé:** Bon, j'ai travaillé pendant 13 ans dans un centre national de criminologie. Le *dark*

*number* tout cela m'était assez familier. Pour répondre à la question de M. Bracke, le *dark number* a beaucoup évolué entre la période Dutroux....

La suite, c'est dans le cadre de l'affaire Calice. Votre collaborateur me parle de pressions...

La **présidente**: Cela peut être en dehors, n'importe quand au cours de votre longue carrière; je crois que c'était cela, la question de M. Van Hecke.

**Bruno Bulthé**: Monsieur Van Hecke, j'ai 63 ans. J'étais connu pour être très indépendant comme juge d'instruction et peut-être trop comme procureur du Roi également, je n'en sais rien. Je vous le dis: parlons tout à l'heure de l'affaire Calice.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de procureur, ik ben er zeker van overtuigd dat dat weinig effect zou hebben op u. Maar ik wil gewoon weten of u dat hebt meegemaakt, zonder het feit of het al dan niet gelukt is, want ik ben ervan overtuigd dat het bij u niet lukt.

**Bruno Bulthé**: Ik herinner mij dat op een zeker ogenblik toen ik een rector van een bepaalde universiteit onder mandaat stelde, men mij kwam opzoeken in een privé-gelegenheid rond 21.00 uur, om mij te zeggen: tiens, ge weet toch, dit-ent-dat mijn beste vriend, we gaan het niet moeilijk maken: morgen om 9 uur op mijn kabinet. Er zijn toen twee of drie mensen gekomen. Voor de rest heb ik er niets meer van gehoord. Dat was, wat mij betreft, van bijkomstig belang. Ik kan er desgevallend nog beter over spreken, want dit maakt deel uit van het openbaar domein. Dat is alles.

L'application de la tolérance zéro est un peu plus difficile. C'est un concept qui est mal perçu. La tolérance zéro, cela veut dire que le petit chien qui fait pipi dans la rue... À une époque, on m'a prêté les mots "zone de tolérance". Aujourd'hui, on les attribue au ministre de l'Intérieur, ce qui m'arrange quelque peu!

Pour ce qui me concerne, non! Mais je me dis qu'à un certain moment, il faut marquer le coup, dans un certain contexte, pour certains types d'infraction. C'est notamment le cas dans les quartiers difficiles. Ce qui peut se passer dans d'autres quartiers n'est pas possible dans ces derniers. On a parlé de justice à deux vitesses. Non, il ne s'agit pas de cela. La situation est différente. Et quand on me demande instamment

de mettre fin à la tolérance zéro, je réponds non. Je ne l'ai d'ailleurs jamais dit. Mais ce que vous pouvez dire, c'est que, dans le meilleur des cas, on a modulé les efforts de police, etc., ainsi que la réponse judiciaire et policière dans une situation donnée. Annoncer l'arrêt de la tolérance zéro, c'est quasiment donner un blanc seing à Monsieur Tout-le-monde pour faire n'importe quoi dans les rues! Ce qui ne va pas.

Je vais vous donner un autre exemple. Quand j'ai été nommé, avec certains de mes collègues, j'ai fait un petit tour des services de police. Je me suis ainsi retrouvé à la police de Bruxelles. À l'époque, il y avait ce que l'on appelait la "grand-messe des Van Reusel". Il y avait deux cents personnes. Tous les responsables étaient présents. À cette occasion, j'ai fait savoir que, pour ce qui me concernait, tout qui s'en prendrait à une personne qui est au service de la société qu'il s'agisse d'un policier, d'un pompier, d'un médecin serait mis à disposition et ferait l'objet d'une demande de mandat d'arrêt. On a connu quelques exceptions car les faits n'étaient pas très clairs, sinon un mandat d'arrêt était automatiquement demandé. Et le juge d'instruction décidait d'arrêter ou non. Mais, pour ce qui nous concerne, le message était clair et net. À un moment, je suis sorti et j'ai rencontré un commissaire que je connaissais bien qui m'a fait savoir que c'était la première fois qu'il entendait de tels propos de la bouche d'un procureur du Roi. Je lui ai répondu que la couleur avait été annoncée dès le départ, et qu'il n'était pas normal qu'un médecin ou un pompier qui aide les gens se fasse, par exemple, tabasser.

Par ailleurs, des magistrats travaillent maintenant avec des arborescences pour éviter d'avoir un jour, une réponse A à une situation B et demain une réponse Y. Auteur connu; auteur inconnu; pour une certaine personne, c'est le troisième fait, donc on met à l'instruction, on poursuit directement, etc. On a cherché à avoir une certaine cohérence dans la gestion de la politique criminelle.

La **présidente**: Vous avez donc des politiques de poursuites particulières et homogènes.

**Bruno Bulthé**: Nous le tentons, dans la section générale, qui est l'entonnoir général. Tous les policiers qui, en principe, téléphonent pour du droit commun sont dirigés vers cette permanence. Si cette section générale est là, on a des arborescences très concrètes en disant c'est cela ou cela. Ce n'est pas l'ordinateur! On a encore toujours le loisir et le collègue a encore toujours loisir d'apprécier la situation concrète.

La **présidente**: Heureusement!

**Bruno Bulthé**: Je me dis que les préoccupations et le plan zonal de sécurité du bourgmestre de Gooik ne sont pas forcément ceux de Bruxelles. Je peux m'imaginer que le bourgmestre Thielemans a des problèmes avec des arrachages de sacs; sur la grand place de Gooik, c'est moins fréquent! Il faut donc moduler cette politique. C'est ce que nous avons d'ailleurs fait. Ai-je répondu à votre question?

Pour répondre à une question lancée par notre collègue Berkvens, nous avons eu, dans l'affaire Vangheluwe, des réunions de coordination avec le procureur fédéral, dont une encore la semaine dernière. Je parle de la périphérie du dossier. Il faut savoir que dès l'abord, il avait été entendu, pour le traitement du dossier-mère à Bruxelles, que le juge d'instruction s'occupait de "het eventueel schuldig verzuim en eventuele meerdaadse samenhang". Par contre, pour ce qui était des faits individuels, cela pouvait, dans la mesure du possible, retourner dans les arrondissements des faits, ce qui a déjà été le cas pour un certain nombre de dossiers.

Pour ce qui concerne le procureur fédéral, il nous a transmis – c'est ce que ma collègue m'a gentiment transmis tout à l'heure - huit dossiers dont l'un avait été saisi chez M. Adriaenssens. Nous nous attendons – sans dévoiler la couronne – à être fixés sur ce dossier qui, outre des appels, des procédures en récusation, des cassations, etc., a connu pas mal de méandres. J'en parlerai d'ailleurs de manière un peu plus approfondie ultérieurement. Je ne vous cache pas que, pour ce qui nous concerne, ce dossier nous a été transmis par le juge d'instruction le 3 ou le 4 juillet et, le 5 juillet, il était transmis au procureur général. Ce dossier s'est retrouvé dans notre office, chez le titulaire du dossier, le 15 ou le 16 septembre et est reparti deux jours plus tard pour les procédures en récusation.

En fait, c'est ce que Johan Delmulle nous dit également: nous attendons en fait une conclusion définitive concernant l'ensemble des problèmes de procédure, ce qui, pour moi, pose problème. En effet, je ne m'y retrouve pas avec mes victimes, je ne vous le cache pas.

Les délais de cassation courent toujours. Il y a huit dossiers à l'information qui ont été ouverts chez nous. Donc ils ont été transmis par le procureur fédéral qui estimait que c'était de notre compétence. Il nous en a transmis huit au moins

qui n'avaient rien à voir, ou peut-être quatre, qui n'avaient rien à voir avec les dossiers de base, où les dossiers d'information sont en cours.

La **présidente**: C'est huit plus quatre? Ou quatre parmi les huit?

**Bruno Bulthé**: Oui, huit plus quatre. Je vais vous expliquer tout à l'heure.

Peut-être encore une chose concernant cette coordination.

Il faut savoir que le procureur fédéral a été en charge, d'où son initiative du 29 octobre et de jeudi dernier. Cela explique qu'on a dû aller prendre le Code pénal parce qu'il est plus familiarisé avec cette matière que nous, les procureurs de base. Et comme il dit très gentiment en néerlandais:

Ik kan overruled worden door mijn twee procureurs generaals, de bevoegde procureurs generaals, die van Gent en die van Brussel. Als zij een andere beslissing nemen. De federale procureur kan overruled worden door de procureurs-generaal van de twee betrokken ressorten.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Die een tegenstrijdige beslissing kunnen nemen?

**Bruno Bulthé**: In principe, zoals collega Berkvens uitlegt, is er nog een coördinatievergadering betreffende een specifiek dossier waarbij de federale procureur waarschijnlijk de procureurs-generaal zal uitnodigen om deel te nemen en eens te luisteren.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Stel dat de twee procureurs-generaal het niet eens zijn, wat gebeurt dan?

**Bruno Bulthé**: Dat is hun probleem.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Dat is een probleem?

La **présidente**: C'est leur problème! Mais c'est aussi le problème du suivi de l'ensemble des dossiers et le souci des victimes.

**Bruno Bulthé**: Madame, nous sommes complètement d'accord et j'ai, à suffisance, expliqué que mon souci primordial, ce sont les victimes! Aussi, je ne comprendrais pas que l'on ne parvienne pas à trouver une solution. C'est mon avis personnel, mais je ne me mets pas à la

place d'autres personnes.

La **présidente**: Non! Je ne vous demande pas du tout de vous mettre à la place des procureurs généraux. Ils sont venus s'expliquer sauf qu'ils ont omis de parler de cette procédure. Dès lors, comment se fait-il que, s'ils peuvent prendre une décision...

**Bruno Bulthé**: C'est Johan Delmulle que je crois sur parole!

La **présidente**: Oui! Donc, si les procureurs généraux peuvent à un moment donné se mettre d'accord quant au suivi de tous ces dossiers, malgré la procédure actuelle difficile, qui a lieu par rapport à toutes les procédures de réquisition, pourquoi ne l'ont-ils pas pris plus tôt? Il y a des victimes derrière chaque dossier!

**Bruno Bulthé**: Il faut le leur demander, madame!

La **présidente**: Oui, c'est exact!

Nous savions que cette procédure allait prendre du temps, que les délais sont longs. Ensuite, on nous dit qu'il y a peut-être une possibilité de concertation. Je me dis que les procureurs généraux ont aussi le souci des victimes. Dès lors, on peut s'interroger sur la raison pour laquelle il n'y a toujours pas de solution pour ces dossiers où les victimes attendent une réaction légitime d'ailleurs du ministère public et du parquet. Mais vous ne détenez pas la réponse! Et nous avons omis de poser cette question aux procureurs généraux parce que nous ignorions qu'ils pouvaient le faire!

**Bruno Bulthé**: On me pose la question des protocoles, madame. Je voudrais en parler à huis clos.

La **présidente**: C'est votre droit! Je pose cette question à chacun!

**Bruno Bulthé**: Il n'y a pas de grand mystère. Je parcours les questions.

La **présidente**: Ce qu'on peut encore dire en dehors du huis clos, je vous laisse le dire puis nous ferons un huis clos avant d'entendre – et je m'excuse auprès de lui pour son attente – le procureur Willaert.

**Bruno Bulthé**: Je ne sais pas s'il y a encore d'autres questions.

La **présidente**: Est-ce que chaque parlementaire

a obtenu les réponses à ses questions générales?

**Bruno Bulthé**: Je vais essayer d'être le plus bref possible, je vous le promets.

La **présidente**: Vous savez que cette commission prend le temps car c'est indispensable.

**Bruno Bulthé**: C'est ce qu'on m'a dit.

La **présidente**: Je demanderai aussi que chacun prenne ses vêtements et débranche toutes ces petites lampes rouges et vertes qui nous inquiètent en huis clos.

*La réunion publique de commission est levée à 19.55 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 19.55 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 7 FEVRIER 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 7 FEBRUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14.23 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 14.23 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition d'une délégation de la Commission Permanente de la Police Locale**

- M. Jean-Marie Brabant, vice-président de la Commission Permanente de la Police Locale, commissaire divisionnaire et chef de corps de la zone de police Montgomery

- Mme Sonia De Bruyne, commissaire de la zone de police d'Anvers

- Mme Karine Minnen, commissaire de la zone de police Bruxelles/Capitale/Ixelles

- Mme Patricia Volders, inspectrice principale de la zone de police de Charleroi

**Hoorzitting met een delegatie van de Vaste Commissie van de Lokale Politie**

- de heer Jean-Marie Brabant, ondervoorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie, hoofdcommissaris-korpschef van de politiezone Montgomery

- mevrouw Sonia De Bruyne, commissaris van de politiezone Antwerpen

- mevrouw Karine Minnen, commissaris van de politiezone Brussel/Hoofdstad/Elsene

- mevrouw Patricia Volders, hoofdinspecteur van de politiezone Charleroi

La présidente: (...) les quatre personnes qui sont avec nous cet après-midi.

Je commence par M. Jean-Marie Brabant, qui est vice-président de la Commission permanente de la police locale, mevrouw Sonia De Bruyne, commissaris van de politiezone Antwerpen, Mme Patricia Volders, inspectrice principale de la zone

de Charleroi, et Mme Karine Minnen, commissaire de la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles. Ces quatre membres de la police locale – comme on l'avait demandé – vont nous parler de leur expérience et de leur expertise dans le domaine de l'accueil des victimes en matière d'abus sexuels.

M. Jean-Marie Brabant fera d'abord un exposé sur la situation et, par la suite, il y aura directement les questions. En fonction des compétences de chacun, ils répondront aux questions. Monsieur Brabant, je vous cède la parole.

**Jean-Marie Brabant:** Merci, madame la présidente. Comme vous l'avez constaté, un document a été préparé à votre attention dans les deux langues. Normalement, il vous a été remis. Il reprend d'une manière générale la séquence de travail par rapport aux questions qui ont été adressées par la présidente à la Commission permanente de la police locale.

Comment se déroule l'enquête policière? Comment se fait la prise en charge des victimes? Confronté à un fait de cette nature, le fonctionnaire de police prendra, sans désespérer, contact avec le parquet. Le magistrat de service donnera ses directives et la première directive portera sur la mise en œuvre ou pas du set "agression sexuelle" en fonction des circonstances de lieu, de moment, s'il y a une possibilité quelconque de retrouver des traces biologiques permettant par la suite d'identifier l'auteur ou de mettre en évidence des faits de viol - qui ne sont pas nécessairement le fait d'un rapprochement sexuel: il peut y avoir viol assimilé avec d'autres objets - qui pourront être objectivés

par une analyse médicale.

Ce set "agression sexuelle" sera à ce moment-là mis en œuvre par un médecin dans un des hôpitaux agréés, reconnus, ayant l'habitude de pratiquer ce genre de choses. Par la suite, la victime sera, sans désespérer, entendue de manière à rassembler le plus d'éléments possible quant aux circonstances de fait, de lieu permettant d'identifier l'auteur et de conduire le plus rapidement possible à son interpellation et à son audition. Cette audition se fera, si les conditions le permettent, par une personne du même sexe et, autant que faire se peut, quelqu'un qui a l'empathie et l'expérience voulues que pour ne pas traumatiser davantage cette victime. S'il s'agit d'un mineur, il y aura une attention qui sera beaucoup plus grande encore face à ce genre de faits. Ici encore, les directives du magistrat seront importantes, notamment pour déterminer si, oui ou non, on procède à une audition vidéofilmée de cette victime, cette technique étant préconisée dans bien des cas pour éviter de devoir réentendre à plusieurs reprises un mineur, d'accroître cette victimisation par des répétitions d'auditions qui ne font que faire revivre, malheureusement à chaque fois, la scène traumatisante à la victime. Mais, comme je l'ai dit, c'est au parquet qu'il appartient de décider ou non du recours à cette technique.

Si cette technique est décidée, l'audition sera opérée par des fonctionnaires – en général, des inspecteurs spécialisés – qui y procéderont en la présence ou non d'un expert. Il arrive, dans certains cas, que le parquet désigne un psychologue pour assister à cette audition.

La deuxième question portait sur la prise en charge des victimes. La prise en charge des victimes, cela va de soi et ceci résulte également de nos circulaires, anciennement l'OP 15ter, actuellement la GPI (Geïntegreerde Politie– Police Intégrée) n° 58, qui décrit l'attention qu'il y a lieu d'avoir vis-à-vis des victimes.

La première préoccupation qui sera manifestée sera celle qui sera témoignée par le fonctionnaire de police qui sera pour la première fois confronté à cette victime et qui devra tout faire pour lui apporter le réconfort et la prise en charge nécessaires. Par la suite, en fonction des souhaits des personnes, en fonction de la gravité des faits, du traumatisme subi, une prise en charge secondaire par un bureau d'assistance aux victimes peut être assurée.

Là, les circonstances varient de zone à zone: dans

certaines zones, ce sont des fonctionnaires de police; dans d'autres zones, c'est du personnel civil, communément appelé "Calog" dans notre jargon, formé et aguerri à ce genre de prise en charge, qui assurera le suivi de ces personnes tant que cela sera nécessaire. Pas sur un plan thérapeutique, pour lequel il y a passage vers des spécialistes, car nous ne traitons pas les personnes, mais nous les accompagnons et nous jouons essentiellement une fonction relais, que ce soit vers les assistants de justice ou vers le milieu médical si une prise en charge de plus longue haleine s'avère nécessaire.

Pour en terminer avec les questions générales qui nous étaient posées, quant à la collaboration en ces matières avec la police fédérale, je dirais qu'elle peut se passer à différents instants.

Tout d'abord, au moment des faits, si des constatations doivent être opérées, il est évident qu'appel sera fait aux laboratoires de police technique et scientifique de la police fédérale, qui descendra sur les lieux, avec ses spécialistes pour prélever des traces, rassembler des indices, reprendre tous les éléments qui seront utiles à la continuation de l'enquête.

En fonction de la nature des faits, on peut faire appel au Computer Crime Unit de la police fédérale, s'il s'agit d'opérer des recherches à caractère plus informatique: exploiter un disque dur, effectuer des recherches quant à l'utilisation de réseaux, etc. Ces spécialistes nous appuieront. En fonction des accords de partenariat qui peuvent exister, cela peut aller jusqu'à l'utilisation des locaux d'audition pour les auditions vidéofilmées dont la police fédérale dispose en plus grande quantité que la police locale.

Cela peut même aller jusqu'à reprendre cette enquête si la zone de police n'est pas en mesure de le faire ou ne dispose pas, à ce moment-là, des enquêteurs spécialisés dont je vous ai parlé pour assurer cette suite d'enquête. Par la suite, les échanges se poursuivront bien entendu et, si besoin est, nous aurons recours aux banques de données de la police judiciaire fédérale. Nous alimenterons la banque de données ViCLAS qui est une banque de données spécifiques pour les faits criminels à caractère sexuel qui permet de déterminer, au travers du *modus operandi*, si ce profil criminel est déjà apparu ou pourrait être relié à d'autres faits élucidés ou non.

Si les faits s'inscrivent dans une forme particulière de criminalité organisée de traite des êtres humains, conformément à la circulaire du Collège

des procureurs généraux (COL 2/2002), l'enquête sera normalement reprise par la police judiciaire fédérale qui dispose des moyens et du personnel en nombre et mieux formé encore que celui de la police locale pour conduire et mener ce genre d'enquête. Toutefois, si l'affaire est à l'instruction, encore faut-il que ce soit également la décision du juge d'instruction qui, en la matière, est juge et souverain quant au choix des enquêteurs avec lesquels il entend mener ses devoirs.

Voilà, d'une manière très générale, les éléments que je voulais vous apporter, madame la présidente, ceux-ci ayant pour objet de donner un aperçu aussi large et conforme que possible à la réalité du paysage de la police locale, qui, rappelons-le, est constitué de 195 zones de police avec des capacités diverses. Cela va d'une quinzaine de personnes jusqu'à plus de 2 000 personnes. Il est clair qu'en fonction de l'organisation d'une zone de police, elle-même tributaire des effectifs dont elle dispose, vous retrouverez peu ou prou ce que je vous ai exposé ici. Le grand principe à retenir est que les directives essentielles et l'orientation générale qui sera donnée à cette enquête seront celles que le magistrat du parquet demandera et donnera comme directives à la police locale.

La **présidente**: Monsieur Brabant, je vous remercie pour votre exposé. Des questions plus pointues vont vous être posées. Je vais céder la parole aux membres. Chacun posera deux questions. Nous en prendrons note, nous aussi, pour vous aider. En fonction de vos compétences respectives, vous prendrez la parole pour y répondre.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mijnheer Brabant, ik dank u voor de inleiding en voor de tekst. Ik heb twee concrete vragen.

Mijn eerste vraag gaat over de specialisatie van de mensen van de lokale politie. Wij hebben van de procureur des Konings van Luik het volgende gehoord. Zij heeft ons uitgelegd dat er ginds in de verschillende zones gespecialiseerde politiemensen bestaan. De zones werken met elkaar samen. Op die manier kunnen zij een beroep doen op twintig tot tweeëntwintig gespecialiseerde mensen van de lokale politie. Zij werken in dergelijke gevallen niet alleen in hun eigen politiezone, maar zij kunnen ook over de verschillende zones worden ingezet.

Ik heb ook gehoord dat in het arrondissement Gent op een gelijkaardige manier te werk wordt gegaan. Men beschikt binnen het arrondissement

over een twintigtal politiemensen die inzetbaar zijn.

Kunt u ons toelichting geven bij de werking? Kan er, meer bepaald, in elk arrondissement op een dergelijke manier worden gewerkt en zijn er bijgevolg in elk van de 27 arrondissementen al dan niet voldoende gespecialiseerde mensen van de lokale politie aanwezig, die in een dergelijk samenwerkingsverband werken, of zijn er hiaten in het systeem?

Ik zou graag willen weten of naar uw oordeel die manier van werken goed is en overall in de 27 arrondissementen kan worden gegarandeerd. Mag ik ook vragen of dat 7 dagen op 7 en 24 uur op 24 kan? Indien er 's nachts aangiftes gebeuren, hoe wordt er dan te werk gegaan?

Mijn tweede vraag gaat over de opvolging van de dossiers. Het is een thematiek die hier al vaak is besproken, vooral ingeval een veroordeelde zijn straf volledig uitzit en dus niet met maatregelen ter begeleiding vervroegd vrijkomt, maar gewoon zijn gevangenisstraf volledig uitzit en er geen controle meer mogelijk is. Welke zijn in voorkomend geval voor de lokale politie vandaag in de praktijk de mogelijkheden om een veroordeelde dader die zijn straf heeft uitgezeten, te volgen?

Ik hoorde dat, lokaal, bijvoorbeeld de wijkagent, wanneer een nieuweling in de gemeente komt wonen en de agent de gewone controle doet of de betrokken persoon er effectief woont, toegang heeft tot de gegevensbank. Hij kan dus nagaan of het iemand met een veroordeling betreft. Kunnen op dit moment, met de bestaande wetgeving, de lokale politiemensen iets met die gegevens doen? Kunnen zij ze opvolgen? Zijn er ter zake nog een aantal problemen, waarover deze commissie zich zou kunnen buigen, teneinde er een oplossing aan te geven? Hebt u eventueel suggesties in die zin?

Mevrouw de voorzitter, dat waren mijn twee vragen.

**Christian Brotcorne** (cdH): Madame la présidente, ma question va un peu dans le même sens. Elle porte sur la formation des policiers des zones locales pour ce type de crime ou de délit particulier. Fait-elle l'objet d'une attention particulière? Vous avez parlé de 195 zones qui sont toutes différentes en termes de moyens et de personnel. Existe-t-il une réelle volonté de formation et d'affectation de policiers spécialisés surtout quand il s'agit de l'audition de mineurs?

Une question est souvent revenue dans cette

commission, à tort ou à raison. Ainsi, on a parfois eu le sentiment que la police locale est difficile à aborder par les plaignants qui ne seraient pas toujours très bien reçus. On ne les croirait pas de premier abord et ils feraient l'objet de certaines contrariétés avant d'être réellement entendus. Cela pose le problème de la proximité, surtout dans les plus petites zones où des parents ou familiers des enquêteurs peuvent être mis en cause. Cela pose également la question de savoir s'il ne serait pas plus intéressant pour ce genre d'enquête de passer directement par la police fédérale qui bénéficie peut-être d'un plus grand recul pour appréhender les questions qui sont posées à ce genre d'occasion.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Ik heb de heer Brabant twee open vragen te stellen. Hij heeft een soort beschrijving van het boekje gedaan, hoe het systeem in mekaar zit. Mijn vraag is of dat naar zijn inschatting en met zijn ervaring en natuurlijk sprekend namens een behoorlijk aantal collega's, de ideale wereld is? Allicht niet, en dus is de open vraag: wat kan er naar zijn inschatting worden verbeterd. Wat is er te kort? Waar zitten de lacunes?

De tweede vraag is al even open en al even kort. Dat soort onderzoeken zijn per definitie delicate onderzoeken, waarbij men ofwel botst op de gezinnen en de families – en het is niet evident als zoiets voorkomt binnen families en binnen gezinnen – ofwel met gezagsstructuren. We hebben hier veel voorbeelden gehoord uit de religieuze wereld, maar er zijn er natuurlijk nog een aantal te bedenken. Hebt u naar uw ervaring weet dat er effectief onderzoeken zijn die niet naar behoren konden worden gevoerd vanwege - ik zeg het zeer algemeen en zeer breed - een of andere vorm van druk? Met druk bedoel ik dat u vanuit een of andere hoek minstens de raad krijgt om uw werk niet au fond te doen of om toch met een aantal dingen rekening te houden enzovoort. Het is een heel open vraag.

**Valérie Déom** (PS): Monsieur Brabant, ma première question rebondit sur les questions de mes collègues à propos de la manière dont se passe l'accueil, etc. En effet, un certain nombre de représentants des victimes nous ont signalé que, de temps en temps, les victimes étaient mal accueillies ou qu'elles avaient fait l'objet de pressions, etc.

Aussi avons-nous une question fondamentale. À votre avis et sur base de votre expérience, pourquoi les victimes n'ont-elles pas porté plainte à la police à l'époque et pourquoi, à l'heure

actuelle, ont-elles préféré s'adresser à la commission Adriaenssens plutôt que de se tourner vers l'appareil judiciaire, de manière générale, et la police locale, de manière particulière?

Que faudrait-il éventuellement faire pour améliorer les constats que vous pouvez poser?

Vous arrive-t-il aussi, dans ce type d'affaires, de recevoir des déclarations anonymes? Qu'en faites-vous? Investiguez-vous en la matière? Examinez-vous un éventuel danger de récidive? Malgré tout, la victime doit-elle se faire connaître?

Quels sont les faisceaux d'éléments probants pour poursuivre une enquête, notamment lorsque les faits datent?

Vous nous avez parlé de l'enquête au moment où la victime vient déposer une plainte si les faits sont actuels. La difficulté réside dans le fait que, bien souvent, les victimes attendent un certain laps de temps avant de porter plainte et les preuves, évidemment, s'amenuisent. Dans ce cas, j'aurais voulu savoir comment vous diligentez l'enquête.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik heb twee vragen. De eerste heeft betrekking op de opsporing van seksueel misbruik. Wat mij opviel, onder meer bij de hoorzitting die wij hadden met de procureur des Konings van Brugge, was dat men in een bepaald dossier – dat is een vaststelling die terugkomt – kennis kreeg van seksueel misbruik en dat men te maken had met een slachtoffer dat een eerder afwachtende houding aannam. Er werd dus niet onmiddellijk aangedrongen op opsporing en vervolging. Het seksueel misbruik kon echter wel afgelezen worden uit een verklaring, uit een pv.

Hoe is de houding van de politiediensten dan in het algemeen? Gaat men dan actief op zoek naar het seksueel misbruik om erger te voorkomen of neemt men een afwachtende houding aan en behandelt men seksueel misbruik in de praktijk eerder als een klachtmisdrijf? Zal men werkelijk, zoals het zou moeten, effectief gaan opsporen en verbanden leggen? U zegt dat u contact opneemt met de parketmagistraten. Hoe is uw ervaring? Gaat men spontaan of in het algemeen eerder verdere onderzoeksopdrachten bevelen? We houden immers in ons achterhoofd dat een dossier op twee geseponneerd wordt. Betekent dit dan dat u te weinig aangestuurd wordt of dat in een aantal gevallen eerder gezegd wordt dat het niet gemakkelijk te bewijzen is en dat men het

onderzoek moet stoppen? Als men beelden aantreft van seksueel misbruik, gaat men dan verder op zoek en gaat men u verder beopdrachten eerder dan een afwachtende houding aan te nemen? Wat zijn de instructies die u krijgt? Hoe reageert u zelf wanneer u hiermee geconfronteerd wordt, actief dan wel passief? Dat was mijn eerste vraag.

Tweede vraag. U hebt toegelicht dat er blijkbaar ook een gegevensbank bestaat met betrekking tot seksueel misbruik. Ik was de mening toegedaan dat wij een eengemaakte gegevensbank hadden, de algemene nationale gegevensbank. Blijkbaar bestaan er nog andere gegevensbanken, specifiek voor seksueel misbruik. Voor wie is die gegevensbank dan toegankelijk? Wordt die ook gebruikt bij opsporing, bij controle van voorwaarden? Hoe situeert zich deze gegevensbank? Zijn daar nog aanpassingen nodig of nuttig om het werk nog efficiënter te kunnen laten gebeuren, zeker omdat u zegt dat de parketten contact zouden moeten opnemen? Wanneer de criminaliteit het lokale overstijgt, dan zou men contact moeten opnemen met de gerechtelijke politie. Heeft dat daar ook mee te maken?

**Raf Terwingen** (CD&V): Ik heb twee algemene vragen.

Een van de problemen die tijdens deze commissies werd aangekaart, is het au sérieux nemen van klachten. Slachtoffers voelen zich niet au sérieux genomen of onvoldoende opgevangen.

Ik heb begrepen dat er nu telkens een proces-verbaal wordt opgesteld. Is dat zo? Wij hebben in deze commissie ook gehoord dat men niet overging tot het opstellen van een proces-verbaal, maar gewoon een notitie maakte.

Zegt u dat wat de lokale politie betreft, er een proces-verbaal moet worden opgesteld, wat ook de boodschap van het slachtoffer is? Dit is volgens mij belangrijk voor het slachtoffer. Hoe gaat men daarmee om? Is men sneller geneigd om, indien men niet heel concreet in de feiten wordt, wanneer het bijvoorbeeld over oudere zaken gaat, geen proces-verbaal van op te stellen?

Een proces-verbaal zal steeds naar het parket gaan en een notitie vaak niet. Ik denk dat dit een heel belangrijk element is in het au sérieux nemen van een slachtoffer.

Mijn vraag is dus hoe men dat concreet doet bij

een slachtoffer? Stelt men een proces-verbaal op zodat het langs het parket moet, wat zoals ik heb begrepen nu de algemene beleidspolitiek is, of maakt men nog die bewuste notities, waarmee men toch voorzichtig moet zijn?

Is er een bepaalde evolutie de laatste jaren? Hoe zat dat in het verleden? Ik denk dat de meeste onder u nog relatief jong zijn en misschien nog niet zoveel ervaring hebben, zo lijkt u alleszins, maar is er een bepaalde evolutie merkbaar in het beleid ter zake?

Ten tweede, het verheugde mij u te horen zeggen dat men, zodra het dit soort feiten betreft, overgaat tot een videoverhoor, en dit vooral in het belang van het slachtoffer. Hoe frequent gebeurt zoiets? Mijnheer Brabant, u hebt gezegd dat dit gebeurt wanneer dat het parket dat eist. Dat is een noodzakelijke stap. De politiediensten kunnen die beslissing inderdaad niet nemen. Zij moeten via het parket gaan en daarom wil ik vernemen hoe dikwijls dit de laatste maanden of jaren is gebeurd.

Ik had in deze commissie begrepen dat dit videoverhoor helemaal nog niet structureel is en weinig voorkomt. In welke mate gebeurt het toch en in welke mate zijn de politiezones daarvoor uitgerust en maken zij daarvan gebruik?

**Bert Schoofs** (VB): Mijnheer Brabant, bedankt voor uw toelichting.

Mijn vraag gaat over de databanken. Beschikt men in elke politiezone over voldoende gegevens inzake het aantal personen dat veroordeeld is aangaande seksueel misbruik? Wordt dat systematisch bijgehouden, worden daar lijsten van bijgehouden?

Een aantal weken geleden hebben wij hier bijvoorbeeld een voormalig rijkswachter gehoord, die zei dat zij vroeger, toen de rijkswacht nog bestond, als rijkswachter een of meerdere personen toegewezen kregen die zij een beetje in het oog moesten houden. Hij sprak niet echt van schaduwen, maar wel van het feit dat veroordeelde pedofielen regelmatig eens gecontroleerd werden. Nu zou die functie bijvoorbeeld door een wijkagent ingevuld kunnen worden, denk ik.

Is dat ook een vast gegeven bij de politiezones? Kan men op die wijze te werk gaan?

Daaraan koppel ik een tweede vraag over proactief handelen. Is proactief handelen mogelijk

op basis van de huidige wet en met de huidige middelen die er ter beschikking staan? Ik doel dan op de controle van verdachten van pedofilie.

Vorig jaar, tijdens de bespreking van de wetsvoorstellen inzake de aanpak van plegers van seksueel misbruik, werd het idee geopperd om burgers toelating te geven tot het inkijken van gegevens over veroordeelde pedoseksuelen. Het gaat dan niet over websites of iets dergelijks, waar de identiteit van de dader zomaar te grabbel wordt gegooid, maar wel over het feit dat ouders kunnen informeren naar het aantal pedofielen of zedendelinquenten – want het hoeft niet te gaan over seksueel misbruik op kinderen alleen – die in hun buurt, in hun perimeter wonen. Hoe staat u zelf tegenover het idee dat burgers in beperkte mate inzage zouden kunnen krijgen in wat er aan plegers van seksueel misbruik in hun omgeving woont?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Mijn vragen zijn eigenlijk al door de collega's gesteld. Ik heb nog één algemene vraag, met mijn excuses vooraf. Immers, sedert de uitspraak van een collega durf ik nauwelijks een beroep doen op de ervaring, omdat u dat anders als een belediging zou kunnen aanzien, wat niet mijn bedoeling is.

Toch stel ik de volgende vraag. Verloopt, vanuit uw ervaring, de werkverdeling tussen de lokale en de federale gerechtelijke politie optimaal?

**Sophie De Wit** (N-VA): Mijnheer Brabant, ik dank u voor uw toelichting. Ik heb nog twee korte vragen.

Ik denk dat de samenwerking politie Justitie, enerzijds, en de hulpverlening, anderzijds, belangrijk kan zijn. Ik denk dan aan de CAW's, de vertrouwenscentra voor kindermishandeling en dergelijke meer. Zou u misschien concreet kunnen toelichten hoe dit in de praktijk verloopt? Is er zo'n samenwerking? Zo ja, is er een systematische doorverwijzing? Of kunt u misschien suggesties doen hoe dit praktisch kan worden verbeterd?

Ik kom dan bij mijn tweede vraag. Op uw laatste bladzijde onder puntje 3.3 in verband met de samenwerking met de federale politie zet u daar iets tussen haakjes. Wanneer het het lokale kader overstijgt, dan kan de magistraat het toevertrouwen. U zet daar echter bij: "zou moeten". Dat intrigeert mij natuurlijk en dan ga ik in een keer een algemene vraag stellen. Er zijn een aantal omzendbrieven en richtlijnen. Geldt daar ook dat "zou moeten" of vindt u dat die voldoende zijn? Of meent u dat er op het terrein

nog iets te veel vrijheid is om ermee te doen wat men wil?

**La présidente:** Je vais clôturer cette première série de questions.

En ce qui concerne la collaboration avec les magistrats du parquet, je sais qu'elle est souvent une frustration, légitime d'ailleurs, de la police. Avez-vous le suivi donné à ces dossiers, qu'ils soient classés sans suite ou connaissent une autre issue? Ce sont souvent des dossiers émotionnellement difficiles pour les policiers. Y a-t-il un aller-retour avec le parquet? Vous explique-t-il parfois pourquoi le dossier est classé sans suite ou reçoit un autre traitement? Recevez-vous un feedback des dossiers?

On ne va pas demander les années d'expérience des dames mais peut-être celles du monsieur! Peut-être avez-vous plus d'années que vos collègues féminins? Comme M. Terwingen l'a demandé, avez-vous constaté une évolution de la prise de conscience de la problématique d'abus sexuels au cours de votre carrière? Peut-être que chacune peut tout de même répondre à cette question? Y a-t-il eu un changement au niveau de la police, par une série de lois qui ont été mises en place?

Nous n'allons pas vous mentir. Certaines déclarations ont été faites. Nous avons tous entendu, par la voix de son avocat, une victime affirmer avoir dû faire quatre commissariats pour être prise au sérieux alors qu'elle avait été violée. Certains policiers disent qu'il s'agit de faits anciens et disent: "Que voulez-vous qu'on fasse avec ces faits?". Or on sait que pour les abus sexuels, le parcours des victimes est parfois fort long. Quand la victime vient dix ans plus tard, le policier se demande pourquoi travailler sur ce dossier puisque, de toute façon, cela n'aboutira à rien. J'aimerais donc connaître votre sentiment sur ces affaires plus anciennes.

Nous allons faire une petite suspension de séance pour organiser les questions en fonction des compétences de chacun et de chacune. Ensuite, vous aurez une totale liberté. Même si vous êtes quatre à vouloir répondre à une question, n'hésitez pas!

Les deux secrétaires de commission ont pris note des questions. Ils vont vous aider à mettre de l'ordre dans tout cela.

*La réunion publique de commission est suspendue de 14.55 heures à 15.12 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt geschorst van 14.55 uur tot 15.12 uur.*

La **présidente**: Nous allons reprendre nos travaux.

Je vais immédiatement céder la parole aux quatre représentants de la police locale. S'il y a des positionnements différents, n'hésitez pas à nous en faire part. Nous savons que la police locale n'est pas uniforme et que chacun a ses pratiques.

Les parlementaires pourront vous interrompre s'ils souhaitent des précisions sur l'un ou l'autre sujet.

**Jean-Marie Brabant**: Wat de specialisatie van het personeel betreft, die bestaat vast en zeker waar het gaat om een verhoor van een minderjarig kind dat seksueel misbruik werd. Die opleiding wordt door de federale politie gegeven. Vandaag is er in elk van de 27 gerechtelijke arrondissementen opgeleid personeel, hetzij van de federale politie, hetzij van de lokale politie. Daarmee kunnen wij een antwoord verstrekken.

Wil dat zeggen dat wij in staat zijn 24 uur op 24 en 7 dagen op 7 overal tussenbeide te komen door opgeleide onderzoekers ter beschikking te stellen? Nee natuurlijk, dat is uiteindelijk onbetaalbaar. Wij kunnen uiteindelijk zo'n aantal speurders niet vinden. U alludeert op een netwerk. Dit laat toe in vele arrondissementen over een capaciteit te beschikken die tot nu toe, laten wij zeggen, een redelijk antwoord biedt wanneer zulke rampzalige feiten gebeuren.

Wat het volgen van de dossiers betreft, en meer in het bijzonder – als ik u goed heb begrepen – van de daders door de wijkagent, dat mogen wij mijns inziens vergeten. Waarom? Omdat de wijkagent niet de hele bevolking kan kennen. Vergeet ook de ratio niet die werd bepaald bij het oprichten van de lokale politie: 1 wijkagent per 4 000 inwoners. Niettegenstaande het feit dat wij beter scoren – meestal 1 agent per 2 800 tot 3 000 inwoners – is dit onvoldoende. Zo'n dader blijft ook niet thuis. Il n'est pas assigné à résidence. Hij kan zich verplaatsen. Hij kan naar de Ardennen gaan, of men kan hem aan de kust terugvinden, hij kan naar de bioscoop gaan, enzovoort.

Wij pleiten er meer voor, mocht het door het gerecht zo zijn bepaald dat er te nemen maatregelen zijn en dat wij hem moeten volgen, dat er een identificatiebericht moet worden opgesteld wanneer hij in bepaalde omstandigheden gecontroleerd wordt. Dat geldt vast en zeker voor degenen die in voorlopige

vrijheid gesteld worden. Dan kunnen wij beter controle uitvoeren door het invoeren van de naam of van de persoonlijke gegevens in de nationale databank ANG.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik begrijp dat u zegt dat u voor de politieel controleerbare voorwaarden voldoende instrumenten hebt. Ik meen dat de vraag van onze collega was: wat bij het einde van de straf? Wanneer iemand zijn straf volledig ondergaan heeft, zijn er geen politieel controleerbare voorwaarden meer. Bestaat er een mogelijkheid voor de wijkagent om te weten dat het iemand betreft die een dergelijk verleden achter de rug heeft?

Wij weten dat recidive vaak voorkomt bij pedofielen. Hebben wij een wettelijk middel ter beschikking waardoor de lokale politie de betrokkene extra in het oog kan houden, of om aandacht te hebben voor de problematiek? Ik meen dat dit de vraag was van onze collega.

**Jean-Marie Brabant**: Behalve de aandacht die een wijkagent kan hebben en door het raadplegen van het strafregister kan weten wat de ene of de andere heeft gepleegd, bestaat er mijns inziens niets. De wet heeft in niets voorzien. Ik kijk naar mijn collega's. Misschien hebben zij een ruimere kennis dan ik. Bij mijn weten beschikken wij over geen wettig wapen om zo iets te doen.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Is het een reflex van de lokale politie of van wijkagenten dat zij aandacht hebben voor veroordelingen ingevolge seksueel misbruik? Wordt dat in de opleiding meegegeven? Besteden zij aandacht aan deze problematiek, aan bepaalde signalen die zij kunnen opvangen in de wijze waarop zij hun opdracht vervullen? Wordt het zoals elk ander misdrijf behandeld?

**Jean-Marie Brabant**: Dat lijkt mij mogelijk voor een wijkagent in Ronse of Virton, maar onmogelijk voor een wijkagent in Luik, Antwerpen of Charleroi.

La **présidente**: Monsieur Bracke demande pourquoi.

**Jean-Marie Brabant**: Door het aantal andere taken die de wijkagent moet vervullen en door het aantal inwoners waarmee hij wordt geconfronteerd. Hetzelfde werd ons destijds gevraagd voor daders van een hold-up. Zij moeten ook gevolgd worden. Over iemand die na vijftien jaar uit de gevangenis komt na een zware hold-up wil de federale politie regelmatig informatie krijgen

om te weten of die persoon nog in contact komt met zijn oude vrienden, waar hij naartoe gaat, of hij veel geld te spenderen heeft, of hij een luxeleven leidt. Tal van gelijkaardige informatie wordt ons gevraagd. Wij proberen ons best te doen, maar iedereen heeft zijn limieten.

**La présidente:** Si j'ai bien compris, parfois la police fédérale vous demande un suivi pour quelqu'un qui a été "à fond de peine".

Prenons l'exemple d'un condamné qui sort de prison et qui s'installe dans une ville. Êtes-vous prévenu du fait qu'il vient s'y installer?

**Jean-Marie Brabant:** L'intéressé va se présenter au service population pour être inscrit et une enquête sera demandée à l'inspecteur de quartier afin de vérifier si, à l'endroit où il envisage de s'inscrire, il y a un logement libre qui répond aux standards fixés par la commune.

**La présidente:** Au cours de l'enquête de l'agent de quartier, y a-t-il, par exemple, une consultation systématique du casier judiciaire?

**Jean-Marie Brabant:** Nous ne sommes pas dans un monde rêvé, idéal, mais le bon sens l'imposerait et en tant que fonctionnaire de police, si je devais travailler dans un quartier, c'est l'un des contrôles élémentaires auxquels je me livrerais.

**La présidente:** Je vais poursuivre le raisonnement. Il y aurait consultation du casier judiciaire, bien que ce ne soit pas obligatoire, pour les personnes qui s'installent. Par la suite, l'agent de quartier constate qu'il s'agit d'un criminel qui pourrait renouer avec ses contacts ou qu'il s'agit d'un coupable d'abus sexuels, pour qui il existerait un risque de récidive élevé, ce que des études doivent encore corroborer. L'agent de quartier, d'initiative, se propose de vérifier les faits et gestes de cette personne et de rédiger un rapport le cas échéant...Ou alors il fait rapport à son supérieur et il y a un suivi...Comment cela s'organise-t-il par la suite en l'absence d'obligation légale?

**Jean-Marie Brabant:** Il n'y a aucune obligation légale mais il y a le travail de base de l'agent de quartier qui, selon les standards qui ne sont pas respectés ni appliqués par tous, doit rédiger ce qu'on appelle dans notre jargon des RIR ou des RAR qui sont des recueils d'informations, ce qu'on appelle de l'information douce. Alors que l'information dure peut être consignée dans un procès-verbal, l'information douce est constituée

de ces petites choses, des constats qui en soi ne sont pas problématiques mais qui mis bout à bout ou bien remis dans un autre contexte donnent un tout autre éclairage à ce qui s'est passé et qui semblait anodin.

On a vu par exemple un rassemblement: trois ou quatre voitures se sont rassemblées devant chez lui et l'inspecteur de quartier, par réflexe, aura noté les numéros de plaque. S'il sait que cette personne est active dans le milieu du radicalisme, par exemple, il le note et il rédige un petit rapport. En l'espèce, en matière de police administrative, ce sera un RAR. Si c'est une personne condamnée pour hold-up, ce sera un RIR. Il l'envoie ensuite à un centre de traitement qui est le carrefour d'informations de l'arrondissement. Là, ces renseignements sont conservés. Ces données sont accessibles; on peut les consulter quand une autre zone mène une enquête et se pose des questions. Elle peut demander s'il existe de l'information douce sur telle personne, si tel numéro de plaque est apparu à un moment donné et a fait l'objet d'une information douce.

**La présidente:** (...) (*Intervention hors micro*)

Pour résumer, tous les maillons existent pour que cette information douce aboutisse dans une banque de données et soit disponible pour d'autres, s'il y a de nouveaux faits.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Heb ik het goed dat elke, zachte, informatie moet worden ingebracht in het informatienetwerk op provinciaal niveau? Gebeurt dat ook of gebeurt het dat politiemensen die informatie in hun zone houden, in een apart bestand?

**Jean-Marie Brabant:** Ik zou zeker niet neen zeggen. Ik vrees dat u gelijk hebt, dat velen de moed niet hebben, niet beseffen hoe belangrijk het is en die wachten tot ze over een ander element beschikken met het risico dat de ondervraging ondertussen plaatsvindt zonder dat men het weet en de informatie uiteindelijk niet door derden kan worden gebruikt.

Ik weet niet of mijn collega's daar iets aan toe te voegen hebben?

**La présidente:** Madame Minnen, vous n'êtes pas d'accord?

**Karine Minnen:** Pour ce qui concerne l'information douce, il faut être conscient du fait que les informations de la police sont filtrées au niveau des CIL et des CIA avant d'être transmises

à la BNG.

La **présidente**: Pourriez-vous nous expliquer que ce sont les CIL et les CIA?

**Karine Minnen**: Le CIL, c'est le carrefour local de l'information. Le CIA, c'est le carrefour de l'information au niveau de l'arrondissement.

En fait, dans la plupart des grosses zones de police, il y a un premier filtre au niveau local et un deuxième au niveau de l'arrondissement. Tout ce qui est input vers la BNG est soumis à certaines règles. Il n'est donc pas question de rédiger des rapports sans fondement réel. Une protection de la vie privée existe. Ainsi, toute une partie des informations ne sera pas transmise à la BNG. On a parlé de ce qui se passait après que la personne ait purgé sa peine. Par exemple, si on ne reçoit pas les jugements des juges d'instruction... Normalement les juges d'instruction et les procureurs du Roi peuvent nous envoyer copie des jugements qui ont été prononcés, mais ce n'est pas systématique. Ces jugements sont transmis à la BNG. En interrogeant la BNG, on peut savoir qu'une personne a fait l'objet d'une condamnation pour des faits d'abus sexuel.

La **présidente**: Considérez-vous que l'envoi des jugements par le ministère public doit devenir une obligation?

**Karine Minnen**: Pour ma part, j'estime que "oui" et ce pour deux raisons. D'abord, pour l'alimentation de la BNG; ensuite, de façon concrète, pour les services de police. En effet, c'est finalement aussi une analyse de notre méthode de travail. Cela permet d'avoir un certain feedback des éléments importants dans le cadre de certains dossiers car il peut arriver que l'on ne pense pas forcément à tout. C'est – je le répète – une sorte de reflet de notre méthode de travail. Pour moi, c'est donc fort important.

Il faut savoir que l'alimentation de la BNG se fait également par nos procès-verbaux. Mais ce n'est pas systématique. Pour qu'une personne suspecte soit mentionnée dans la BNG, certains éléments bien particuliers doivent être réunis. Il faut, par exemple, un flagrant délit, ce qui est rarement le cas dans les affaires d'abus sexuels. Ou il faut que l'auteur soit en aveux, ce qui n'est pas toujours le cas. Il faut des témoignages convergents. Mais dans la plupart des cas, si ce n'est le témoignage de la victime, il n'y pas d'autre témoignage allant dans le même sens. Ou alors, il faut des éléments d'enquête. Cela est parfois très difficile pour un CIA qui reçoit la cinquième, la

dixième ou la quinzième suite à un procès-verbal de retrouver les éléments d'enquête. Ou alors, il faut un avis d'un magistrat qui demande l'enregistrement dans la BNG. C'est un aspect qui pourrait être développé pour être certain que ces gens figurent dans la BNG.

La **présidente**: Tout cela est nouveau pour nous et nous essayons de bien comprendre. Vous avez dit que tout n'était pas enregistré et vous avez donné les critères d'enregistrement. Vous avez aussi parlé de l'avis d'un magistrat.

**Karine Minnen**: La demande d'un magistrat est un critère d'enregistrement dans la BNG.

Par exemple, il pourrait arriver – on a déjà connu le cas – que des personnes qui ont été placées sous mandat d'arrêt – et je veux bien admettre que le mandat d'arrêt n'est pas un jugement, mais selon moi, s'il y a mandat d'arrêt, c'est qu'un dossier comprend déjà des éléments sérieux – ne figurent pas dans la BNG parce que l'on ne dispose pas d'éléments de base d'enregistrement autres.

La **présidente**: Sauf si le magistrat instructeur le demande.

**Karine Minnen**: Oui.

**Christian Brotcorne** (cdH): Pourquoi, pour une fois, ne pas prendre les choses par l'autre bout de la lorgnette? Une fois introduit dans votre banque de données, y reste-t-on *ad vitam aeternam*? Y a-t-il des contrôles ou un moyen d'en sortir? Si des règles existent, il serait intéressant que vous nous les précisiez.

**Karine Minnen**: J'ignore si c'est l'endroit pour évoquer cela mais, normalement, une ventilation automatique se fait au bout d'un certain nombre d'années. Je ne connais pas les délais par cœur mais, logiquement, le CIA vérifie la validation et la durée d'enregistrement. Chaque personne a, en outre, le droit de demander si elle figure dans cette banque de données et de demander à ce que son nom soit retiré, le cas échéant.

La **présidente**: Monsieur Brabant, je vous invite à poursuivre. Il était important que nous vous interrompions pour que nous puissions comprendre.

**Jean-Marie Brabant**: Als ik een antwoord verstrekt heb aan al de elementen van uw vragen, la question suivante avait été posée par M. Brotcorne et concernait la problématique des

formations Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, oui, formations il y a! Il s'agit de la formation pour les techniques d'auditions filmées. C'est une formation qui est dispensée par la police fédérale aux fonctionnaires de police fédéraux et locaux, qui sont amenés à œuvrer en la matière. Et en toute logique – veuillez une fois de plus excuser le caractère général et prudent que j'adopte – si le magistrat demande l'audition vidéofilmée dans le cadre de l'abus d'un mineur, celle-ci aura lieu en présence des fonctionnaires qui auront été formés.

Cette formation est-elle suffisante? Oui! Tout réside dans la fréquence. Prenons l'exemple d'un fonctionnaire qui a été formé et qui sera amené, parce que dans sa zone les faits sont rares, sont exceptionnels, à faire une audition par an! Deux ans plus tard, on ne saura pas lui faire suivre une formation continuée correcte, parce qu'il n'aura pas de matériel à apporter, sur lequel il pourra être jugé, sur lequel on va pouvoir faire un debriefing quant à l'évaluation de sa technique, en vue notamment de l'améliorer.

À ce moment, on se trouve au nœud du problème en estimant que le système actuel de répartition des tâches fédérales, locales est bon. Oui et non! Dès le moment où chacun court après le temps et les capacités, le système actuel me semble le moins mauvais. Idéal, il ne l'est pas! Pour qu'il soit idéal, il faudrait un noyau de personnes formées régulièrement appelés. Combien en faut-il? On a une certaine expérience dans les arrondissements judiciaires du nombre de cas que vous avez. Mais à cet égard, on se heurte à un problème. La police fédérale est limitée en raison des contingences budgétaires. Ils ne peuvent plus engager; ils sont dans une phase de stagnation voire de désengagement. En l'absence de ce caractère international, organisé tel qu'il est repris dans la circulaire du Collège des procureurs généraux 2/2002, qui stipule qu'il s'agit d'une matière dévolue à la police fédérale, celle-ci vous renverra à la police locale.

Au niveau de la police locale, le chef de corps et donc son autorité, le Collège de police, s'interrogeront quant à la nécessité d'engager ou de faire former autant de personnes, puisqu'elle n'aura eu qu'un seul cas à traiter l'année précédente. On rentre à ce moment dans une logique d'accords interzonaux. Mais il faut que le compte soit bon en fin d'exercice aussi, car cela revêt un caractère pernicieux et tout le monde ne rentre pas dans ces réseaux constitués, car fonctionner en réseau signifie que si la zone de police X est de rappel cette nuit-ci et qu'un

événement survient, les fonctionnaires partiront, mais si, le lendemain, un cas se présente dans leur zone, ces fonctionnaires ne seront plus disponibles! C'est ainsi que l'on en arrive à un non-sens, où chacun sera amené à s'occuper du dossier de quelqu'un d'autre. Par conséquent, l'ancrage et la force locale qui devaient appuyer cette audition et cette connaissance auront disparu.

Je vous apporte plus de problèmes que de solutions. J'en suis désolé.

**Christian Brotcorne** (cdH): Lorsque c'est un magistrat qui sollicite l'intervention de la police, locale ou fédérale, c'est lui qui l'a choisie et l'on veille à ce que ce soit quelqu'un qui est formé. Quand c'est une situation différente, quand la personne vient d'elle-même spontanément pour se plaindre de ce qu'elle a subi, comment réagit-on dans les zones locales? Est-ce systématiquement l'agent de quartier ou l'envoie-t-on vers la personne qui a été formée spécialement pour ce type d'affaires? Fait-on d'abord une première audition pour voir s'il faut la guider vers la personne formée?

**Jean-Marie Brabant**: Je vais laisser Mme Minnen répondre à cette question car elle a l'expérience. Elle va vous expliquer les critères à appliquer dans la zone où elle travaille. Encore une fois, il n'y a pas de standard universel.

La **présidente**: Comme on a trois zones différentes, je pense qu'on pourrait entendre chacune des représentantes. Ce sont de grosses zones. Peut-être pouvez-vous nous indiquer, mesdames, quel est le nombre de personnes formées à la problématique des abus sexuels?

**Karine Minnen**: Pour la zone de Bruxelles-Ixelles, sept personnes ont reçu une formation spécialisée pour les auditions de victimes mineures. En tout, 17 personnes travaillent à la section mœurs. Les personnes qui ne sont pas spécialisées dans les auditions de mineurs prennent, quant à elles, les auditions de personnes majeures.

Au niveau de notre zone, nous n'avons pas de permanence sept jours sur sept par les personnes spécialisées. Normalement, le premier accueil est fait par les services de garde. Quand il s'agit d'un mineur, nous prenons la première audition du mineur; quand il s'agit de personnes majeures, elles ont souvent déjà été entendues par le service de garde et sont réentendues par notre service, si nécessaire, par la suite.

Maintenant, si l'on parle plus généralement des zones bruxelloises, dans plusieurs zones, il y a un service rappelable et contactable par les personnes spécialisées, 24 heures sur 24, mais ce n'est pas le cas dans notre zone.

En termes d'auditions de mineurs, les six zones bruxelloises ne font pas partie – à moins que je ne me trompe –, d'un réseau: elles ont chacune le nombre d'auditionneurs suffisant pour gérer la situation dans leur zone. Par contre, il y a une coordination des auditionneurs faite au niveau des sciences comportementales.

Il y a aussi les auditionneurs néerlandophones qui sont en fait, principalement des auditionneurs des zones périphériques à la zone de Bruxelles, qui font régulièrement appel soit à la police fédérale, soit aux zones bruxelloises lorsqu'ils ont des enfants qui doivent être entendus en français, sachant aussi que les zones de Bruxelles disposent de peu d'auditionneurs néerlandophones. Je crois que c'est un accord de partenariat par rapport à ce problème, étant donné qu'il vaut toujours mieux que ce soit une personne du même rôle linguistique qui entend l'enfant.

**Patricia Volders:** À Charleroi, six personnes sont formées à l'audition vidéo filmée de mineurs. Nous étions huit il n'y a pas longtemps mais une personne a pris sa pension et une autre ne souhaite plus procéder à ce genre d'auditions, qui sont parfois émotionnellement prenantes. Certains collègues ne se sentent parfois plus capables de faire ce genre de boulot.

Nous ne sommes pas joignables et appelables tout le temps, 24 heures sur 24 ou 7 jours sur 7. Il y a toujours une personne du service de la jeunesse et des mœurs mais qui n'est pas forcément formée à l'audition vidéo filmée. Sauf dans des cas très spécifiques, comme un flagrant délit, le fait d'entendre un enfant en pleine nuit n'est pas très opportun. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas instauré un système de garde la nuit.

À Charleroi, le personnel est spécifiquement formé pour l'audition des mineurs victimes mais pas pour les majeurs. N'importe quel fonctionnaire de police peut être amené à procéder à l'audition d'une victime. Notre service reprend la suite des enquêtes et, par exemple suite à un manque d'éléments, il arrive parfois que nous devions réentendre la victime, ce qui est regrettable. Ce n'est pas toujours très gai de devoir répéter deux fois la même chose, surtout quand on a été

victime de faits graves.

**Christian Brotcorne (cdH):** La formation à l'audition vidéo filmée des victimes mineures inclut-elle l'audition de l'abuseur? Les mêmes personnes procèdent-elles à l'audition des mineurs et de l'abuseur, lorsqu'il est identifié?

**Patricia Volders:** Non, pas systématiquement.

**Christian Brotcorne (cdH):** Y a-t-il une raison particulière? Considère-t-on qu'il y a une technique classique pour l'interrogatoire du majeur présumé abuseur?

**Patricia Volders:** Il y en a au fédéral, notamment.

**Karine Minnen:** Je dirais simplement que la formation à l'audition n'est pas la même. La méthode employée pour l'enfant et le suspect n'est pas du tout la même. Par contre, la méthode que l'on apprend pour l'audition d'enfants victimes est utilisable pour une personne majeure. C'est exactement le même schéma d'audition qui est poursuivi, si ce n'est que, pour l'enfant, il faut faire bien attention à s'adapter à son âge et à sa forme de langage. Le schéma d'audition est identique.

Il est clair qu'il existe des méthodes d'audition d'auteurs; elles sont disponibles et d'ailleurs diffusées par les écoles de recherche et par la police fédérale.

Il n'est pas incompatible pour un fonctionnaire de police de suivre les deux auditions mais cela n'est pas dispensé lors d'une seule... Par contre, il me semble important que ce soit, si pas la même personne, la même cellule qui procède à l'audition de l'enfant et à celle du suspect, de manière à ce que les détails les plus importants ne soient pas perdus.

**Valérie Déom (PS):** Vous dites qu'il existe uniquement des formations pour l'audition des mineurs et que les mêmes étapes sont suivies pour les majeurs. Vous semble-t-il nécessaire de prévoir une formation spécifique pour l'audition des majeurs ou bien estimez-vous que, dans ce cas, il faudrait des formations pour tout type de délits, ce qui devient compliqué? Les formations suivies pour les mineurs, avec ce principe même de sensibilité, suffisent-elles?

**Patricia Volders:** Pour les personnes majeures, en tout cas, handicapées, nous utilisons la même méthode et c'est également filmé. En ce qui concerne les auditions des victimes, une audition

reste, malgré tout, une audition. C'est la base du travail policier qui consiste à recueillir les informations (infractions, dates, etc.). Sinon, comme vous le dites, il va falloir organiser des formations un peu pour tout.

La **présidente**: Avant de passer aux questions, je propose que nous entendions Mme De Bruyne qui nous fera part de son expertise à Anvers.

**Sonia De Bruyne**: Ik kan uiteraard alleen spreken voor het gerechtelijk arrondissement Antwerpen. Het is zo dat binnen ons gerechtelijk arrondissement twee netwerken van kinderverhoorders bestaan.

Een eerste netwerk is het netwerk Antwerpen-Rand, dat wordt gecoördineerd door iemand van de federale gerechtelijke politie Antwerpen. Dat is een netwerk van verhoorders vanuit alle buitenzones binnen het gerechtelijk arrondissement Antwerpen, dus alle politiezones behalve de zone Antwerpen.

Naast dat netwerk Antwerpen-Rand is er ook een netwerk Antwerpen-Stad. Dat netwerk Antwerpen-Stad zit volledig binnen de lokale politie Antwerpen en binnen de jeugdbrigade. De lokale politie Antwerpen heeft een jeugdbrigade met 65 medewerkers; 18 van die medewerkers hebben de functionele opleiding voor kinderverhoor gevolgd. Zij hebben niet alleen die opleiding gevolgd, zij hebben ook allemaal de opleiding rechercheverhoortechnieken gevolgd, die uitermate geschikt is voor het verhoren van verdachten.

De netwerken Antwerpen-Stad en Antwerpen-Rand voorzien in een permanentie van 7 dagen op 7, 24 uur op 24, maar het is wel zo dat de circulaire van 2001 over videoverhoor van minderjarigen voorziet dat kinderen in de beste, de meest ideale omstandigheden moeten gehoord worden. U begrijpt dat wij bijvoorbeeld een kind van zeven jaar absoluut niet om 23.00 uur of om 04 00 uur gaan verhoren.

Als een aangifte buiten de normale kantooruren terechtkomt in een afdeling, dan is het meestal zo dat de begeleidende persoon wordt verhoord en dat de politiemensen van de eerste lijn op dat ogenblik onmiddellijk beroep kunnen doen op een permanentie van de jeugdbrigade en de lokale recherche. Dus onmiddellijk bij die eerste aangifte kunnen afspraken gemaakt worden om de minderjarige naderhand te kunnen verhoren.

Ook het verdere onderzoek gebeurt volledig bij de

jeugdbrigade. Zij zien dus zowel het slachtoffer als de verdachte, wat naar mij aanvoelen toch ook wel zijn voordelen heeft, omdat er dan minder kans is dat kleine details in het onderzoek verloren gaan.

Waarom is dat belangrijk? Bij aangiften van seksueel misbruik van minderjarigen is er zelden sprake van heterdaad, meestal worden die aangiften pas gedaan lang na de feiten. De bewijsvoering is sowieso zeer moeilijk. Het is dus belangrijk dat zo'n onderzoek grondig, in de breedte en in de diepte wordt uitgevoerd.

Het aantal sepo's is inderdaad groot, voor een stuk ook vanwege de moeilijke bewijsvoering. Mijn mening is dat zelfs wanneer een dossier geseponneerd wordt, het toch bijzonder zinvol geweest is om aangifte te doen, omdat bij nieuwe feiten of nieuwe slachtoffers dat dossier dat aanvankelijk geseponneerd was, het volgende dossier veel sterker kan maken. Wij mogen er dus niet vanuit gaan dat het niet zinvol geweest is om een aangifte te doen bij een sepo, want later kan dat belangrijk zijn, bij volgende onderzoeken.

Ik wilde nog even iets aanvullen in verband met het opvolgen van daders na de strafuitvoering. Het is zo dat wij in Antwerpen heel gestructureerd opvolging doen van politionele voorwaarden, maar bij het einde van de strafuitvoering zijn er naar mijn mening wettelijk geen middelen om nog opvolging te kunnen doen. Politiemensen mogen mensen niet zomaar controleren omdat zij daar zin in hebben. De wet op het politieambt voorziet dat men een gegronde reden moet hebben om mensen te kunnen controleren. Daar hebben wij niet de wettelijke mogelijkheden om aan opvolging te doen wanneer de strafuitvoering ten einde is. Daar zie ik dus wel een probleem.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mevrouw de commissaris, begrijp ik het goed dat dit door de politiehervorming veranderd is en dat het vroeger, vóór de grote politiehervorming, wel gebruikelijk was, in die zin zelfs dat men vanop een respectabele afstand daders of ex-daders volgde? Betekende dit dat men hen nooit echt ging verhoren of ondervragen of een buurtonderzoek ging doen, maar dat men het in de gaten hield? Is dat door de politiehervorming veranderd?

**Sonia De Bruyne**: Ik denk niet dat dit met de politiehervorming te maken heeft. Het heeft er veeleer mee te maken dat de wet op het politieambt bepaalt dat men niet zomaar zonder geldige reden mensen mag controleren. Mijn ervaring in Antwerpen is dat de meeste

wijkagenten bijzonder goed op de hoogte zijn van de mensen die in hun omschrijving woonachtig zijn en voor zedenmisdriften veroordeeld zijn. Ik kan u ook meegeven dat zij heel alert zijn. Als er meldingen komen, dan zijn zij daar alert voor.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Hoe weten zij dan dat een ex-dader in hun wijk komt wonen?

**Sonia De Bruyne:** Omdat zij, als die persoon daar komt wonen, inzage hebben in de algemene nationale gegevensbank. Zij kunnen het voorgaande verifiëren. Omdat er nu systematisch een opvolging van de politionele voorwaarden is, zijn de wijkagenten meestal op de hoogte, voor het einde van de strafuitvoering, waar personen voor gevolgd worden. Het feit dat wij nu in Antwerpen heel structureel de politionele opvolging doen, de voorwaarden tijdens de strafuitvoering opvolgen, vind ik een enorme vooruitgang. Dat maakt dat de meeste wijkagenten zeer goed op de hoogte zijn van wie in hun omschrijving woonachtig is.

**La présidente:** Juste pour rebondir: vous dites qu'il y a un contrôle policier pendant que la personne purge sa peine? Non! Après que la personne a purgé sa peine.

Oui, en cas de libération conditionnelle. Mais, pour moi, pendant qu'elle purge sa peine, elle purge sa peine en prison. C'est lors de la libération conditionnelle qu'il y a un contrôle policier supplémentaire aux contrôles des assistants de justice.

**Sonia De Bruyne:** Nee, de controle van de politionele voorwaarde is eigenlijk vóór het einde van de strafuitvoering. Wanneer de strafuitvoering beëindigd is, dan stopt het. Dan zijn er wettelijk geen middelen om die controle verder te zetten.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Als er in Charleroi een aangifte wordt gedaan van seksueel misbruik door een meerderjarige dan wordt die klacht ontvangen door iemand die van permanentie is. In Antwerpen verwittigt men niet noodzakelijk onmiddellijk iemand van de sectie Jeugd omdat het tijdstip van het verhoor misschien niet geschikt is. Men maakt dan afspraken om het kind of de minderjarige nadien te verhoren.

Wat met het materiële sporenbewijs? Het bewijs op het lichaam dat moet worden aangetroffen? Bewijs van eventuele DNA-sporen op de plaats van het misdrijf? Is er dan voldoende vorming en reflex of is dat basisvorming bij de lokale politie?

Ook al heeft men geen specifieke opdracht of vorming, toch doet men het nodige om die onderzoeken te bevelen of contact op te nemen met parket? Hoe gaat dat in zijn werk? Hoe maakt men het onderscheid tussen die zaken waar men onmiddellijk een sporenonderzoek moet doen en daar waar dit niet moet gebeuren als men aan het loket aangifte komt doen?

**Jean-Marie Brabant:** Dat zal uiteindelijk bij het eerste contact gebeuren, in functie van wat er verteld zal worden. Uiteindelijk is dat een bijna onmiddellijk feit, zoals ik het gezegd heb, dat men bij seksuele agressie een onderzoek laat uitvoeren door de geneesheer nadat contact wordt genomen met het parket in functie van wat er zal worden verteld door het slachtoffer. "Ik ben daar verkracht, in het openbaar of op een bepaalde plaats." Zijn wij nog in staat om op heterdaad tussen beide te komen, dan doen wij dit. Hebben wij contact opgenomen met de magistraat? De rechtspraak is verschillend. Sommigen zeggen dat het mogelijk is om onmiddellijk binnen te gaan zonder mandaat. Anderen zeggen dat na contact met de substituut de heterdaad gedaan is. Op dat ogenblik moeten wij verder gaan en moet een onderzoeksrechter gevat worden. En jullie moeten een mandaat krijgen.

Die reflex van: wat kunnen wij uiteindelijk terugvinden, wat zijn de sporen? Wij weten dat een bekentenis uiteindelijk zeer zwak is. De mensen die vandaag bekennen, kunnen morgen zeggen dat het niet waar is en dat zij gefolterd werden door de politie, dat zij gedwongen werden om zich te beschuldigen. Wij weten dat wij materiële sporen nodig hebben en dat is uiteindelijk iets dat wordt uitgelegd bij de basisopleiding aan de inspecteurs. Of iedereen dat goed en volgens de regels van de kunst toepast, is een ander verhaal natuurlijk. Iedereen heeft die opleiding gekregen. De middelen bestaan. De labo's van de technische politie, van de gerechtelijke federale politie zijn beschikbaar en kunnen 24 uur op 24 worden teruggeroepen. Wij hebben alles om goede vaststellingen te kunnen doen.

**Karine Minnen:** Si j'ai bien compris ce que disaient mes collègues, on parle de postposer l'audition mais pas l'enquête ni la prise de... C'est un premier point.

Je crois qu'il y a peu de délits sexuels pour lesquels on procède de la sorte. Dans la circulaire sur le SAS (set d'agression sexuelle), se trouvent des fiches destinées aux corps de police, aux médecins, à la victime, qui décrivent point par

point toute la procédure, les points d'attention en termes d'audition, en termes de perquisition, en termes de recueil des preuves, etc. C'est très pratique pour le fonctionnaire de police.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijn bezorgdheid was ingegeven door het feit dat, als men een verhoor uitstelt, men ook alle feitelijke elementen van het misdrijf niet kent. Men kan moeilijk onmiddellijk tot materiële bewijsvinding bevelen als men het verhaal niet kent. Als men de betrokkene pas binnen twee dagen gaat verhoren, zijn de sporen ondertussen misschien al verdwenen.

Blijkbaar bestaat er dus een omschrijving van de procedure die gevolgd wordt bij seksueel misbruik en die wordt in de mate van het mogelijk gevolgd, als ik het goed heb begrepen.

**Bert Schoofs** (VB): Enigszins aansluitend bij wat collega Van Cauter net zei, is de ervaring, met betrekking tot DNA-materiaal – dat is misschien veeleer iets voor de lokale researchediensten –, dat er voldoende stalen kunnen worden genomen en bijgehouden die naar bewijsvoering kunnen leiden? Ik denk bijvoorbeeld aan een verplichte, systematische afname van DNA-materiaal in alle gevallen waarbij iemand verdacht wordt, dat dan zou kunnen worden bijgehouden.

Ik spreek niet alleen over veroordeelden. Inderdaad, soms kan iemand twee of drie keer verdacht zijn en in feite ontsnappen aan de gerechtelijke diensten, aan een behoorlijke bewijsvoering, maar die zou dan bij een latere controle of een later verhoor toch tegen de lamp kunnen lopen. Hoe denkt men daarover bij de politiediensten?

**Jean-Marie Brabant:** 100 % akkoord. Denk aan het budget van Justitie op dat ogenblik: DNA-onderzoek is niet gratis.

**Karine Minnen:** Je pense qu'au niveau des suspects, c'est régulier. Pour qu'un échantillon d'ADN soit pris sur un suspect, il faut qu'il y ait un ADN de comparaison dans un dossier. Dans beaucoup de dossiers, on a des suspects, mais pas d'échantillons d'ADN qui ont pu être pris. D'autant plus que les suspects commencent, comme tout le monde, à se spécialiser à force de regarder la télévision et laissent ainsi de moins en moins de traces ADN.

Finalemet, ce qui rapporte beaucoup, c'est la banque "Condamnés", plus que la banque "Suspects". Cette dernière permet souvent de

faire des liens entre des dossiers pour un auteur inconnu mais elle n'amène pas nécessairement à une élucidation.

Pour l'arrondissement judiciaire de Bruxelles puisque c'est celui que je connais, le recueil des ADN ne pose pas systématiquement problème. Effectivement, la descente du labo sur les lieux pour recueillir de l'ADN, le set d'agression sexuelle qui permet de recueillir de l'ADN sur la victime est exécuté. Par contre, tous les sets ne sont pas nécessairement analysés. Donc, l'ADN inconnu de l'auteur n'est pas nécessairement comparé aux banques de données et ce, pour des raisons budgétaires.

**La présidente:** Je voulais poser une question sur le suivi des auteurs. Une des possibilités de suivi après une peine de prison ferme entièrement purgée, c'est la mise à disposition du gouvernement. Avez-vous beaucoup de mises à disposition pour les cas d'abus sexuels? En avez-vous connaissance dans vos arrondissements? (Non) Ce n'est pas utilisé par nos juges, alors qu'il existe une possibilité légale d'assurer le suivi des auteurs d'infractions, quelles qu'elles soient. La réponse est claire: vous n'en connaissez pas dans vos arrondissements judiciaires. Nous pouvons reprendre la liste des questions.

**Jean-Marie Brabant:** Er werd een vraag gesteld, ik weet niet meer door wie of in welke taal, omtrent de verbeteringspunten.

Ik denk dat wij op de goede weg zijn, in die zin dat de opleiding voor het personeel voor die videogefilmde verhoren uiteindelijk een voortgezette vorming is, op touw gezet door de federale politie. Zij krijgen één keer per jaar de kans om een debriefing te krijgen gedurende een dag. Misschien is dat te lang. Er wordt nu aan gedacht om dat te verminderen tot een halve dag. Op die debriefing krijgt de politieambtenaar een visie van wat hij gedaan heeft en krijgt hij de raad om zich beter te gedragen bij verhoor, om doeltreffender te worden enzovoort. Op dat vlak denk ik dus dat het nodige gedaan wordt om betere resultaten te behalen.

Andere verbeteringspunten heb ik al aangehaald in mijn antwoord aan de heer Brotcorne. Het heeft te maken met een deftiger netwerk, dat wat soepeler is, dat uiteindelijk een grotere kans biedt dat wij overal en op elk moment over geschikt personeel beschikken, met de limiet die door de collega's aangehaald wordt. Uiteindelijk heeft het weinig zin om 24 uur op 24, zeker wat minderjarigen betreft, mensen beschikbaar te

houden om dat te doen, rekening houdend met het feit dat het verhoor in goede omstandigheden afgenomen moet kunnen worden. Dat betekent natuurlijk niet dat we met het onderzoek moeten wachten, als het gevoerd moet worden. We mogen de kans niet laten aan de dader of aan anderen om sporen uit te wissen.

En ce qui concerne les pressions qui auraient pu être exercées sur les enquêteurs, je n'en connais pas, du moins en tant que telles. Les pressions sont involontaires. Elles sont la résultante de la charge de travail, du nombre de dossiers, des limitations dans les heures supplémentaires et des budgets qui ne suivent pas toujours.

Je n'ai jamais connu ni subi des manières directes, pernicieuses ou même des allusions laissant entendre qu'il ne faut pas poursuivre cette enquête ou qu'on n'a pas intérêt à chercher dans telle direction. Je ne pense pas non plus que mes collègues aient connu de telles expériences.

**La présidente:** Il y a des pressions "objectives". En tant que policier, on pourrait se dire, lorsqu'on mène une enquête dans une école, qu'on va atteindre à la notoriété de l'établissement. Ne vous dites-vous pas que vous devez réunir plus de preuves que si vous étiez confronté à un individu isolé?

On a souvent parlé de cela ici. La notoriété d'un établissement ou d'un milieu fait qu'on s'impose soi-même des réserves. Je ne parle pas ici de pressions extérieures.

**Jean-Marie Brabant:** Les seuls cas que je connaisse concernaient des policiers qui voulaient se créer une certaine notoriété en épingleant certaines personnes. Heureusement, je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui avait des retenues de cet ordre. Les enquêteurs avec qui j'ai travaillé avaient à cœur d'aller au bout des choses s'il y avait une possibilité réelle d'y arriver.

C'est aussi une conséquence d'une professionnalisation de la police, de ce qu'on appelle le management de la recherche. On essaie de baliser les choses. On le voit dans certaines enquêtes qui ont eu un retentissement mais pour lesquelles on recherche encore des éléments 20 ans après les faits. Je leur souhaite de trouver mais j'ai des doutes.

Nous ne sommes pas dans un feuilleton américain. Nous ne sommes pas derrière l'ordinateur pour résoudre deux affaires en 30 minutes. Nous n'en sommes pas là.

**La présidente:** De quand date le management de la recherche?

**Jean-Marie Brabant:** Le management de la recherche a commencé dans les années '90. La nécessité de faire quelque chose est, de mon expérience, d'abord apparue dans les dossiers à connotation financière, où l'on se rendait compte que, si l'instruction n'était pas balisée, si l'on ne s'attachait pas à se fixer une limite, quitte à initier d'autres dossiers pour prendre d'autres aspects que l'enquête avait permis de déterminer, on était dans un système de poupées russes et, finalement, on se retrouvait avec 30, 40, 50 cartons après cinq ans, avec des délais de prescription, avec une impossibilité pour le juge du fond d'encombrement de comprendre, avec des irrégularités aussi. Bien souvent, on était sorti de la saisine du juge d'instruction.

C'est là que la réflexion est apparue, en disant: il faut aller quelque part.

*Idem dito* en matière de criminalité organisée où, finalement, vous avez une bande. Vous avez pu déterminer que cette bande a commis 25 faits; vous les supposez capables d'avoir encore commis cinq faits supplémentaires. Ils ne sont pas solvables: donc pas question pour des parties civiles de pouvoir réclamer quoi que ce soit. Mais vous savez que, pour ces cinq faits en plus, vous allez encore devoir utiliser cinq enquêteurs pendant deux ans pour, finalement, une peine qui ne changera pas.

Le seul facteur qui pourrait nous amener à aller jusqu'au bout, ce serait un taux d'élucidation qui serait un petit peu plus élevé. Ce sont ces critères-là qui ont commencé à prévaloir dans ces années-là et qui, maintenant plus encore qu'à ce moment-là, doivent nous guider et doivent surtout guider les autorités judiciaires et le parquet dans le travail.

**La présidente:** Vous pouvez poursuivre. Vous ou une de vos collègues.

**Jean-Marie Brabant:** Autre question posée: pourquoi cette défiance vis-à-vis des services de police? Vous avez entendu des victimes qui n'ont pas osé, qui ne sont pas venues; j'imagine – je n'étais pas là – qu'il s'agit de faits vieux de plusieurs années.

Si l'on se remémore ce qu'il s'est passé, je crois que l'entourage des victimes ne les a déjà pas crues non plus. Donc, à partir du moment où des

parents, des proches n'apportent pas leur soutien à cette victime, elle n'aura déjà pas tendance ou ne pourra pas aller, si elle est mineure, toute seule vers les services de police. Il faut tout de même reconnaître que les faits n'ont pas changé: ils sont toujours aussi brutaux, aussi sordides, mais il aura fallu, malheureusement, l'affaire Dutroux pour qu'il y ait une prise de conscience, avec tous les excès qui en ont résulté, où c'était le prétexte qu'on utilisait dans n'importe quelle affaire pour invoquer et obtenir un droit de garde, etc.

Cette prise de conscience, cette prise en considération des victimes date de ce moment-là. Si vous regardez l'historique des circulaires qui sont parues, si vous regardez l'OP 15ter: l'intérêt pour ces victimes, la prise en charge, la formation des enquêteurs pour auditionner correctement, pour essayer de déterminer la part du vrai et du faux dans un enfant, qui peut être manipulé par un parent aussi pour venir déposer et raconter des choses qui ne sont pas font que, effectivement, il y a eu une prise de conscience.

Il y a un avant et un après Dutroux. Maintenant, la réticence, je préfère dire la prudence que manifestent les enquêteurs est la résultante des statistiques grâce auxquelles nous pouvons constater qu'un pourcentage très significatif de faits ne sont pas avérés ou ne peuvent pas être prouvés malgré leur relative actualité. Il existe toujours une possibilité de manipulation, d'instrumentalisation de l'enfant par l'un des parents. Le souci de l'enquêteur est un souci de vérité. Une fois que l'anathème a été jeté sur quelqu'un, il a du mal à s'en défaire, son image est ternie, elle est cassée. C'est cette prudence qui nous anime plutôt qu'un déni de vérité ou un refus d'accorder foi au mineur qui vient déposer plainte. Voilà mon point de vue. Mes collègues pourront contredire ou compléter ce propos.

**Valérie Déom (PS):** Je comprends tout à fait votre réponse mais le cas s'est reproduit avec la commission Adriaenssens. Elle a été mise en place en avril 2010 et une série de victimes s'est adressée à cette commission plutôt qu'à la police. Vous parlez du souci de vérité et vous rappelez les dérives et les affabulations, notamment dans des cas de divorce où cet argument est souvent utilisé par l'un des deux parents mais il y a tout de même enquête, malgré tout!

**Jean-Marie Brabant:** Oui, je vous l'assure mais il n'y a peut-être pas une empathie pour des victimes ou des parents des victimes à ce point extrême qu'elle peut laisser croire à un manque de prise en compte de la part du fonctionnaire de

police qui est neutre et doit s'efforcer de le rester, ce qu'il vit parfois très mal, étant aussi parent. Il ne peut pas se laisser aller à exprimer des sentiments: s'il est amené à participer à l'audition de l'auteur, on aura tôt fait de remettre en cause l'impartialité et la neutralité qu'on attend de lui.

**La présidente:** On peut poser des questions sur ce sujet-là mais je voudrais entendre aussi les commissaires de terrain.

**Christian Brotcorne (cdH):** Je souhaite poser une question après avoir entendu le commissaire sur le principe des auditions filmées.

Vous parlez de manipulations. Le fait de filmer permet d'éviter que l'enfant ne doive répéter deux fois, trois fois les mêmes faits. Mais votre expérience de terrain vous amène-t-elle à constater que l'enregistrement des propos de ces enfants, de leurs gestes vous permet de mieux apprécier la vérité ou la non-vérité, la manipulation ou la non-manipulation, l'authenticité du témoignage? Est-ce un plus? Si tel est le cas, ces auditions filmées ne devraient-elles pas être généralisées?

**Karine Minnen:** On a parlé de la présence et de la désignation parfois d'un psychologue. Le rôle de ce psychologue, à part évidemment éventuellement apporter du soutien directement à la victime, est aussi de faire une analyse de crédibilité de l'audition.

Ce n'est pas le fait que ce soit filmé qui permet cette analyse de crédibilité. Il est vrai que le fonctionnaire de police voit, quelle que soit la situation, le non-verbal de la victime vis-à-vis de lui mais il faut être très prudent dans la manière d'interpréter le non-verbal de quelqu'un. On a tous une idée de ce à quoi ressemble une victime en choc. Par exemple, si quelqu'un – je parle d'un adulte – est très froid dans la façon de raconter les faits, son non-verbal pourrait nous faire croire que..., alors qu'il n'en est rien.

L'analyse de crédibilité se base surtout sur les détails pertinents qui sont donnés. C'est un principe très simple. Si vous mentez, vous allez vous concentrer sur le fait et le raconter de la façon la plus réduite possible tandis que quand vous "racontez la vérité", vous allez enrichir spontanément votre récit de détails qui n'ont finalement rien à voir avec le fait. Vous allez par exemple parler spontanément d'un coup de téléphone qui s'est donné ou d'avoir entendu le téléphone sonner. Cela n'a rien à voir avec les faits. Cela nous permet de faire éventuellement

une vérification sur base d'une téléphonie mais c'est la richesse de ces détails qui permet d'asseoir la crédibilité de la victime, qu'elle soit mineure ou majeure.

Le fait qu'il y ait un support filmé reflète beaucoup plus cette richesse de détails. Quand vous êtes obligé de noter au fur et à mesure de l'audition, vous perdez beaucoup de ces détails.

Oui, c'est là un avantage.

Pour ma part, j'essaie de voir avec les victimes pourquoi elles portent plainte. Cet aspect est important parce qu'une personne qui s'adresse à la police n'a pas nécessairement les mêmes attentes qu'une autre. Il est donc important de savoir pourquoi une victime vient nous voir. Veut-elle que l'auteur soit puni et passe devant un tribunal? Veut-elle être reconnue comme victime? Croit-elle qu'on peut trouver l'auteur des faits? Savoir ce que la victime attend de nous contribue largement à améliorer la qualité de l'accueil. On peut ainsi lui dire honnêtement ce que l'on peut lui apporter. On ne peut pas lui garantir que l'on va traîner l'auteur devant le tribunal. Cela n'est pas de notre compétence. Mais cela peut permettre d'éviter beaucoup de mécontentement de la part de la victime. En effet, si on n'entend pas sa demande et si, d'une certaine façon, on n'y répond pas, le mécontentement s'installe.

**Sonia De Bruyne:** Ik wilde daar nog aan toevoegen dat onze ervaringen met het videoverhoor van minderjarigen heel positief zijn. Het ene onderzoek is het andere niet. Soms is het moeilijk. Soms is het videoverhoor heel overtuigend. Het gebeurt in Antwerpen regelmatig dat advocaten van de verdachte inzage vragen in het videoverhoor. Wij merken dat zij vaak heel erg onder de indruk zijn en spontaan zeggen: daar kan ik niet tegenop. In de praktijk is het al gebeurd dat zij hun cliënten het advies geven om de feiten te bekennen. Er bestaat voor mij geen twijfel over dat het zinvol is. Bovendien vind ik het ook een prachtig middel voor de politiemensen zelf. Tijdens dat videoverhoor zitten zij toch wel in een kwetsbare positie. Zo kunnen zij aantonen dat ze het kind op een heel correcte manier hebben bevraagd. Dat vind ik een enorm voordeel.

**Valérie Déom (PS):** Monsieur Brabant, si je vous entends bien, hormis le manque de moyens humains, financiers, etc., les initiatives mises en place et la prise de conscience intervenue à la suite de l'affaire Dutroux suffisent, si on donne les moyens de fonctionner à votre stade?

Dans la foulée, ces idées ayant émergé de diverses auditions, croyez-vous éventuellement opportun de créer des points de contact spécialisés qui fourniraient à la fois l'aide psychologique et judiciaire ou la première audition pour ce type d'abus? Les moyens, soit les initiatives, les instruments, les outils, dont vous disposez aujourd'hui sont-ils suffisants? Je comprends qu'il y ait un manque criant de moyens et qu'une zone n'est pas l'autre.

**Jean-Marie Brabant:** Si nous avons du travail à accomplir pour gagner la confiance et avoir plus de crédit auprès de nos concitoyens, il faut nous le dire, car c'est notre fonds de commerce. C'est en la matière que nous devons percer. La lutte contre la criminalité ne se fera pas uniquement à et par la police. Le partenariat avec toute une série d'organismes, de services, en l'espèce nos concitoyens, est la seule garantie que nous avons.

La création de points de contact, de forums me laisse entrevoir un problème possible, à l'instar de ce que l'on observe avec d'autres professions, qui doivent instaurer un lien de confiance, de confidentialité avec les victimes, en ce sens qu'elles seront mises en porte-à-faux. On a pu le constater avec certains services d'aide à l'enfance, certains centres thérapeutiques qui se limitent à soigner et n'ont nulle intention de dénoncer sous peine de rompre la relation de confiance. Dans le cas contraire, cela risquerait d'empêcher les victimes de s'adresser à eux.

À moins de démontrer que les services de police ont failli et ne sont pas dignes de cette confiance et ne sont pas à la hauteur de la tâche que l'on attend d'eux en la matière, ce sont les seuls interlocuteurs crédibles à mes yeux que l'on doit mettre en avant si l'on veut arriver à apporter une solution, à travers laquelle on pourra résoudre le drame, entendre la victime, lui donner ce statut, lui apporter l'aide dont elle a besoin en travaillant en relais avec d'autres et faire en sorte, en partenariat avec les autorités judiciaires, que ce qui doit être fait vis-à-vis de l'auteur soit fait.

**La présidente:** Merci. Vous pouvez poursuivre.

**Jean-Marie Brabant:** Je voudrais grouper les quatre éléments concernant les déclarations anonymes.

Comment travaillons-nous? Que fait-on? Cette déclaration anonyme est-elle répercutée? Qu'en est-il des victimes? À partir de quand estime-t-on que des éléments sont probants? Si la victime a une attitude attentiste, que va faire la police? Va-t-

elle calquer son attitude sur les réticences ou les atermoiements de la victime ou va-t-elle continuer à faire son travail?

Je proposerai ici quelques idées mais je ne suis pas là pour monopoliser le temps de parole. Il n'y a rien de plus intéressant que d'avoir le cœur qui bat et ce qu'il se passe sur le terrain, on pourrait donc poser les questions à mes collègues.

**La présidente:** Elles ont la liberté de prendre la parole chaque fois qu'elles le veulent! Allez-y, mesdames!

**Sonia De Bruyne:** Wat ik daar kan over zeggen is: wanneer een aangifte of een melding komt – of die nu anoniem is of niet, of wat de houding van het slachtoffer ook is – als politieambtenaar krijgen wij kennis van een misdrijf en zijn wij eraan gehouden om een proces-verbaal op te stellen en het parket daarover in te lichten.

Wat in de praktijk wel gebruikelijk is, is dat – ik spreek dan over de jeugdbrigade Antwerpen – als een slachtoffer zegt om een bepaalde reden niet te willen dat de verdachte zou worden gestraft, dat dan ook wordt opgenomen in de verklaring van het slachtoffer. Wat daar verder mee gebeurt en wat het verder gevolg is, daar oordelen politieambtenaren niet over. De volgende stap is dat het parket of de onderzoekrechter beslist wat er met het verder onderzoek gebeurt.

Mijn ervaringen wat dat betreft zijn toch wel heel positief in Antwerpen. Uiteindelijk proberen wij toch al het mogelijke te doen, zowel vanuit het parket als vanuit de politie, om dat soort zaken heel grondig te benaderen.

**Karine Minnen:** Madame la présidente, je souhaiterais ajouter une précision en rapport avec l'anonymat des déclarations dont on a parlé. Je crois qu'il faut faire la part des choses entre plusieurs possibilités.

On peut recevoir une déclaration anonyme qui contient des éléments concrets quant à l'identité des auteurs ou des victimes. À ce moment-là, il est clair que cela se traduit dans un procès-verbal et dans une enquête qui commence sans même particulièrement rechercher la personne qui a fait la déclaration.

D'un autre côté, nous recevons régulièrement – pour ne pas dire très souvent – des déclarations anonymes qui finalement ne contiennent rien en termes d'identification de la victime ni du suspect. Nous les recevons, soit directement, soit par

d'autres organismes, tel Child Focus qui, via sa ligne directe, reçoit parfois des éléments très peu identifiables. Dans ce cas-là, nous ne commençons pas nécessairement toute une enquête judiciaire.

Il arrive également que certaines victimes nous demandent l'anonymat dans une déclaration. En tant que policier, il faut bien expliquer à la victime d'abus sexuels que garantir son anonymat, c'est quelque part un peu lui mentir aussi. En effet, si elle connaît son auteur, l'auteur la connaît aussi! Dès lors, garantir l'anonymat d'une victime dans un dossier est très difficile. On peut d'une certaine façon entamer le dossier de manière à ce que ne soit pas la victime qui ait l'initiative de la plainte. Par contre, garantir son anonymat vis-à-vis de l'auteur serait, selon moi, lui faire une promesse fallacieuse, ce que l'on ne peut faire en aucun cas.

Pour ce qui concerne les victimes passives, là aussi, c'est au cas par cas. Dans certains dossiers, les éléments matériels sont très probants. Je pense notamment à des dossiers d'abus sexuels sur enfants pour lesquels il existe un support vidéo filmé par l'auteur. Dans ce cas-là, il y a des preuves d'abus. Quand on dispose d'éléments matériels, il est inutile de demander la collaboration du mineur ou d'une personne majeure. Par contre, pour les dossiers qui ne comportent que très peu d'éléments matériels, voire aucun, et dont l'essence se résume à la déclaration de la victime *versus* la déclaration de l'auteur, il est clair que nous n'arriverons jamais à aboutir si la victime est passive, si elle ne veut pas de cette enquête ou ne veut pas collaborer à cette enquête

**La présidente:** Je vous remercie pour ces précisions.

**Jean-Marie Brabant:** Il est bon de répéter que le procès-verbal sera rédigé, qu'il sera transmis au parquet. Indépendamment de ce que le magistrat pourra faire avec le matériel dont il dispose, il y a une trace. Cela aura peut-être – je n'y crois pas, mais restons dans la théorie – un effet préventif sur l'auteur qui se dira qu'il a presque été coincé et qu'il ne veut pas y "retourner". Mais on sait très bien que malheureusement, en matière sexuelle, il y aura récurrence et par conséquent, d'autres éléments. Le fait d'avoir un ou deux dossiers classés faute d'éléments sera quand même suivi d'une conséquence. Je sais qu'il y a l'adage "il n'y a pas de fumée sans feu" et que l'on ne condamne pas sur cette base. Mais toujours est-il que cela apportera des éléments et cela permettra de donner un autre éclairage à la situation initiale

d'une victime par rapport à un auteur.

**Valérie Déom (PS):** Je voudrais revenir à la problématique de l'enregistrement dans la BNG. Selon l'un des cinq critères, il faut deux témoignages concordants, en respectant à 100 % le principe de la présomption d'innocence, etc. , et en sachant que quand il s'agit d'une affabulation, il n'y aura pas de récidive puisque, par définition, il s'agit d'une affabulation. Le risque de récidive étant assez grand, pourrait-on imaginer, dans les cas d'abus sexuel où l'auteur présumé est toujours vivant, qu'un seul témoignage suffise pour que l'information figure dans la BNG?

**Karine Minnen:** Je ne crois pas qu'il appartienne aux services de police de se prononcer à ce sujet.

Votre manière de poser votre question laisse croire qu'il appartient au policier de décider si la déclaration est fallacieuse ou non. Autrement dit, qu'il lui revient de déterminer s'il s'agit ou non d'une fausse déclaration. Mais c'est au juge de fond que la décision revient.

**Valérie Déom (PS):** L'idée est d'enregistrer le procès-verbal dès qu'il y a un témoignage. On pourrait imaginer un enregistrement systématique pour que la base de données soit à jour. De cette façon, si une autre affaire se passe quelque part, un regroupement pourra être fait et vous pourrez bénéficier de l'ensemble des informations.

**Karine Minnen:** Il y a quand même un grand danger par rapport à ce type d'enregistrement. C'est à cela que sert la demande d'un magistrat qui peut estimer le poids du dossier par rapport à un dossier qui contient très peu d'éléments.

La **présidente:** Dans ce cas, le magistrat peut demander l'enregistrement quel que soit le contenu d'un dossier. Il peut demander l'enregistrement dans un souci de prévention, même s'il n'y a qu'un témoignage. C'est là une démarche d'un magistrat. Effectivement, à chacun son rôle!

Vous avez parlé d'un magistrat qui pouvait classer sans suite, en raison notamment du manque d'éléments. Dans ce cas, avez-vous directement un retour, un feedback?

**Jean-Marie Brabant:** D'après mon expérience, nous n'avons pas de feedback.

La **présidente:** Les choses sont peut-être différentes selon les arrondissements.

**Karine Minnen:** Nous n'avons pas de feedback. Nous devons téléphoner nous-mêmes si nous voulons avoir des nouvelles du dossier.

**Sonia De Bruyne:** Ook in Antwerpen is er geen structurele feedback van parket naar politiediensten, maar wanneer onderzoekers zelf informeren, krijgen ze de nodige uitleg.

La **présidente:** Pour vous, ce feedback est-il important, nécessaire, indispensable? Quel est son degré d'importance dans l'enquête, dans le suivi?

**Karine Minnen:** Pour moi, le feedback n'est peut-être pas nécessaire mais il est important. En tant que policier, on voit encore des pistes d'enquête dans certains dossiers. Si on n'est pas au courant d'une décision de classement sans suite... On est de plus en plus dans une relation où le magistrat dirige l'enquête. Je crois que c'est très bien. On fait des suggestions d'enquête et on attend une réponse à ces suggestions. Il arrive que des dossiers soient classés pour lesquels on a fait des suggestions d'enquête. Ce sont généralement des dossiers pour lesquels on prend contact avec le magistrat qui nous apprend alors qu'il est classé sans suite, puisqu'on ne le fait pas systématiquement avec tous nos dossiers.

**Sonia De Bruyne:** Het is vooral voor slachtoffers zelf ontzettend belangrijk om van het parket de nodige feedback te krijgen. Wanneer er geseponneerd wordt omdat er onvoldoende bewijselementen zijn, weet het slachtoffer dat immers niet. Als er geen feedback is naar slachtoffers toe, dan blijven die vaak achter met het gevoel dat ze niet serieus genomen zijn. Als ze daarentegen een goede uitleg krijgen en de bevestiging krijgen dat hun aangifte toch wel zinvol geweest is, dan voelen slachtoffers zich veel meer erkend.

La **présidente:** Pour rebondir, avant de donner la parole à Mme Van Cauter, les victimes reviennent-elles chez vous régulièrement pour demander le suivi du dossier?

**Patricia Volders:** Oui, généralement, elles téléphonent pour voir où cela en est et on les renvoie vers le bureau d'aide aux victimes, quand nous-mêmes, nous n'avons pas de nouvelles. Parfois, on téléphone, mais on est toujours un peu tenus, malgré tout, de donner certaines infos.

**Jean-Marie Brabant:** La procédure le prévoit, les moyens sont chez nous, mais nous ne l'utilisons pas et le fonctionnaire de police la perd trop

souvent de vue: c'est la déclaration de personne lésée. Nous devons spontanément la remettre à toute victime en l'engageant, bien entendu – car on a voulu éviter de banaliser cela et d'entrer dans une administration stérile –, à aller la porter au greffe du tribunal de première instance, donc faire une démarche volontaire pour bien manifester que ce n'est pas simplement une case qu'on a cochée sur un formulaire.

Chez nous, on rate bien souvent le coche. Je veux parler de la zone où je travaille (Montgomery), où je tape sur ce clou depuis des années et des années, et il faudra continuer à le faire. Je crois que ce n'est pas de la mauvaise volonté, mais le fonctionnaire de police est là. Quelque part aussi, c'est peut-être le signe que cette prise en compte de la réalité de victime, quelle que soit la nature des faits dont on est victime, n'est pas encore suffisamment présente dans la tête du fonctionnaire de police.

Je ne dis pas qu'avec ce formulaire on aura tout réglé, mais c'est au moins là une démarche qui traduit un état d'esprit dans le chef du fonctionnaire de police.

La **présidente**: Merci de ces précisions; c'est important.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Een aantal dossiers wordt effectief zonder gevolg geklasseerd uit beleidsoverwegingen of om andere opportuniteiten.

U zegt dat u contact opneemt met het parket in een aantal dossiers waarin u wacht op nieuwe instructies en, omdat u er geen kreeg, vraagt u of er nog verder moet worden onderzocht of wat het gevolg is dat de parketmagistraat aan het dossier geeft.

Gebeurt het vaak dat de feiten manifest bewezen zijn en u contact opneemt met het parket en dan blijkt dat men het dossier laat liggen? Gebeurt het vaak dat men het dossier zonder gevolg klasseert, hoewel de feiten gemakkelijk aantoonbaar zijn en u het bijna onmogelijk acht dat men het klasseert?

**Karine Minnen**: Dat gebeurt niet dikwijls. Dat gebeurt af en toe.

In onze zone krijgen wij ongeveer 150 dossiers van verkrachting per jaar en ongeveer hetzelfde aantal dossiers voor aanranding van de eerbaarheid. Dat zijn bijna 300 dossiers per jaar. Wij nemen niet systematisch contact met het parket voor alle dossiers. Dat is bijna onmogelijk.

Wij nemen contact op wanneer het dossiers zijn waar wij echt elementen hebben waarmee wij kunnen werken. Het gaat vaak ook om klachten waar wij op een bepaald moment vastzitten en over geen enkel element meer beschikken en geen verdere opvolging kunnen bieden vanuit politieel standpunt.

Wij namen maar in een heel beperkt aantal dossiers opnieuw contact op met magistraten, omdat wij meenden nog iets te kunnen doen en toen vernamen wij dat het dossier geseponeerd was. Als dat het geval is, bestaat altijd de mogelijkheid om met de magistraat te overleggen en te vragen of het onderzoek eventueel toch kan worden voortgezet. Dat gebeurt regelmatig.

**Jean-Marie Brabant**: Il y avait une question sur ViCLAS.

C'est finalement – mais je vais demander à Mme Minnen de compléter mon exposé – une compilation d'éléments d'enquête liés au *modus operandi* qui permet de faire des liens entre une série de faits non élucidés ou des éléments qui auraient pu être élucidés, partant du principe qu'en matière d'agressions sexuelles, on a rarement affaire à un auteur qui se limite à un fait. C'est quelque chose qui est malheureusement, serais-je tenté de dire, inscrit en lui et qui aura, même au-delà d'une condamnation, tendance à réapparaître. Dès lors, les caractéristiques de travail de ces auteurs étant similaires, on a estimé utile, se basant sur des expériences étrangères, de compiler ces éléments au sein de la police fédérale.

En ce qui concerne la charge de travail que cela représente, dans un souci d'efficacité, ils ont voulu faire l'encodage eux-mêmes au départ de tous les faits de viol constatés sur le territoire du pays. Je pense que c'est un projet qui va mourir de sa belle mort faute d'effectifs, faute de capacités humaines à pouvoir y affecter.

Selon l'estimation faite par la police judiciaire fédérale, quatorze personnes seraient nécessaires pour alimenter en temps réel ce projet et je crois qu'ils se retrouvent pour l'instant à sept.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Als ik het goed begrijp, hebben wij de gegevensbank van de lokale politie en de arrondissementele politie. Of is er een filter?

**Karine Minnen**: Tout à l'heure, on demandait s'il

y avait une banque de données particulière pour les délinquants sexuels.

Il y a la BNG, qui est la banque de données générale de la police avec des critères qui sont les mêmes pour les suspects d'abus sexuels que pour tous les autres suspects. Il y a ensuite ViCLAS, qui est un groupe de la police fédérale, de la DGJ (direction générale judiciaire), qui est le service d'appui à la police locale et à la police fédérale.

Ce n'est pas une banque de données particulière pour les agresseurs sexuels. Elle puise dans la BNG ce qu'il y a à faire avec certains types d'agressions sexuelles et elle en fait une analyse criminelle. C'est plutôt un programme d'analyse criminelle et de *profiling* sur les auteurs.

On fait une comparaison victime/auteur. Le *profiling* porte sur l'auteur mais aussi sur la victime et sur la façon d'aborder la victime. C'est tout à fait anonyme pour les victimes puisqu'elles ne sont pas enregistrées dans la BNG. C'est la raison pour laquelle ils travaillent avec un formulaire qui est transmis aux corps de police. On demande notamment à la personne en contact avec la victime des détails sur l'apparence de la victime.

Ce n'est pas du tout une banque de données systématique des abus sexuels, loin de là. Elle ne reprend que certains types d'abus sexuels. Elle ne reprend pas les abus de type incestueux. Elle reprend les abus sexuels avec une forme de violence bien particulière.

Il ne s'agit pas du tout d'une deuxième banque de données.

La banque de données nationale est utilisée tant par la police fédérale que par la police locale. La police locale ne possède pas de banque de données spécifique.

La **présidente**: Je vais m'adresser au vice-président.

Vous nous avez donné les critères pour entrer dans cette banque. Vous avez parlé des RIR, des RAR, etc. Cela devient fort compliqué pour nous, nous sommes vraiment des amateurs. Nous avons du mal à comprendre tout le système. Pourriez-vous communiquer une synthèse à la commission pour que nous ne fassions pas d'erreur avec ces données?

C'est un petit travail mais cela aiderait la commission à y voir clair.

**Jean-Marie Brabant**: Pour quand voulez-vous cela, madame la présidente?

Le **président**: Si je vous dis que nous vous donnons un mois.

**Jean-Marie Brabant**: Cela ira.

La **présidente**: Parfait, je vous remercie.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer Brabant, u zegt dat ViCLAS een stille dood lijkt te sterven en dat het een proefproject is geweest dat – ik zal voorzichtig zijn – mogelijkwijze niet zal worden voortgezet. Wordt het dan niet als een nuttig instrument bij de opsporing ervaren of acht u het overbodig?

**Jean-Marie Brabant**: Ja en neen, doordat het uiteindelijk niet volledig of niet regelmatig werd ingevoerd.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Wat zou er gebeuren mocht het regelmatig zijn ingevoerd?

**Jean-Marie Brabant**: In Canada en de Verenigde Staten zijn er voorbeelden waar het systeem zijn nut heeft bewezen.

Vandaag wordt de federale gerechtelijke politie echter met het probleem geconfronteerd dat zij geen bijkomend personeel kan aanwerven. Budgettair is dat onmogelijk. Om extra capaciteit aan bedoeld project te geven, moet zij dus capaciteit van andere projecten wegnemen. Zij heeft aan het College van procureurs-generaal gevraagd of zij nu een keuze in de prioriteiten moet maken. Krijgt ViCLAS uiteindelijk een nuttige rangschikking, zodat zij een heroriëntatie van haar capaciteit kan verwezenlijken?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): De genoemde vraag is dus nog niet beantwoord.

**Jean-Marie Brabant**: Ze is wel beantwoord. Het College heeft "neen" geantwoord.

De volgende vraag hebben wij mijns inziens al gedeeltelijk, om niet te zeggen volledig, beantwoord.

Moet er een proces-verbaal of een nota worden opgesteld? Bij de melding van dergelijke feiten is het duidelijk dat er vandaag geen keuze mogelijk is. Wij moeten, zoals wij hebben herhaald, in dergelijke gevallen een proces-verbaal opstellen.

Hebben wij een evolutie van het beleid gezien? Ja. Het feit dat er meer aandacht wordt besteed aan het slachtoffer en aan wat door kinderen kan worden verteld, geeft een andere impuls aan het gehele gegeven. Wij kunnen nu, niettegenstaande de limieten die blijven bestaan, met zekerheid stellen dat het uiteindelijk nu anders klinkt dan dat een paar jaar geleden het geval was.

Het antwoord op de vraag naar het aantal lokalen bij de lokale politie zullen wij vandaag schuldig blijven. Ik kan het niet zeggen, doordat het aantal uiteindelijk aan de lokale initiatieven is gebonden. Wij hebben in juli 2010 het antwoord gekregen, waardoor wij nu met zekerheid kunnen stellen dat er overall, in elk gerechtelijk arrondissement – met uitzondering van Verviers – minstens één lokaal bij de gerechtelijke federale politie is. De lokalen bestaan dus, met name ingeval een gelijkaardige gefilmd videoverhoor moet plaatsvinden.

Hoe dikwijls heeft de lokale politie uiteindelijk ervaren dat het nodig was en heeft ze de nodige centen geïnvesteerd, om over een dergelijk lokaal te beschikken? Wij kunnen geen nauwkeurig antwoord geven. Wij zullen de vraag aan de 195 zones stellen, in de hoop dat wij van elke zone een antwoord krijgen, om aldus in staat te zijn jullie een precies antwoord te geven.

Het volgen door wijkagenten was ook een van de vragen. Wij hebben op voormelde vraag evenwel reeds geantwoord.

Pro-activiteit, controle van de pedofilie, de lijst publiek maken enzovoort... Ik geef u mijn persoonlijke opvatting, niet die van vice-voorzitter van de vaste commissie.

Ik denk niet dat het een goede zaak zou zijn. De winsten zijn niet in evenwicht met de gevaren, niettegenstaande het feit dat ik vrees dat een pedofiel een pedofiel zal blijven. Rekening houdend met de reactie enzovoort, als wij willen dat het recht in de straat wordt uitgevoerd en niet meer in de justitiepaleizen, dan is dat een eerste stap. Dat is een persoonlijke mening. Ik weet niet of de collega's een andere mening zijn toegedaan?

**Sonia De Bruyne:** Dit is uiteraard ook een persoonlijke mening, maar ik ben er ook geen voorstander van omdat ik vrees dat het meer problemen oplevert dan het oplossingen biedt.

Anderzijds, uit de praktijk ervaar ik zaken die voor mensen ontzettend problematisch kunnen zijn. Ik herinner mij een zaak van een jong kindje dat

misbruikt was door een buurman die recht tegenover hem woonde. Die man is veroordeeld maar is daar na de veroordeling blijven wonen. Dat heeft jarenlang een vreselijke impact gehad op dat hele gezin, niet alleen op het kind maar ook op de ouders. Daar moeten wij als maatschappij een oplossing kunnen bieden. Daders aan de schandpaal nagelen zou alleen maar meer problemen opleveren, geen oplossingen.

**Bert Schoofs (VB):** Ik denk dat het niet de bedoeling moet zijn – ik dacht dat ik dat ook in mijn vraag had gezegd – om de identiteit van de dader bekend te maken, maar wel en vooral dat ouders mogen weten dat er veroordeelden voor seksueel misbruik in een bepaalde perimeter wonen, een zeker aantal. In een bepaalde zone kunnen dat er twintig zijn, in een andere zone kunnen dat er twee zijn. De ouders die in een zone met twintig veroordeelden wonen, moeten zich natuurlijk niet onveilig voelen, het is niet de bedoeling om de angst te stimuleren, ik weet dat dit verwijt weer gaat komen. Toch zou ik graag willen weten, over de onmiddellijke omgeving waar mijn kinderen naar school gaan en waar ik woon, hoeveel veroordeelden er zijn. Dan kan ik eventueel vergelijken met een andere zone. Het hoeven zelfs niet alleen pederasten te zijn, het kunnen ook zware criminelen zijn die verkrachtingen hebben gepleegd op meerderjarigen en dergelijke. Men mag als burger toch een beetje geïnformeerd worden.

U alludeert zelf op een woonverbod: u zou daarvoor pleiten eventueel?

**Sonia De Bruyne:** In extreme situaties denk ik dat dit inderdaad wel aangewezen is.

U spreekt over buurtbewoners die moeten ingelicht worden dat er daders in hun buurt wonen, maar de praktijk is dat als een moeder met twee kinderen huwt met een man, er geen enkel middel is om aan die moeder duidelijk te maken dat de man waarmee zij gaat huwen, veroordeeld is voor zedenfeiten met minderjarigen. Vaak krijgt men dan een heel complexe situatie waarbij het parket vraagt om met die moeder te spreken en haar te vragen of zij kiest voor haar kinderen of voor haar man. Maar eigenlijk kan die vrouw geen eerlijke keuze maken want als je als moeder niet weet dat je man voorgaande veroordelingen heeft voor zedenfeiten met minderjarigen...

Eigenlijk is dat ook een beetje een lacune in onze wetgeving. Uiteindelijk kunnen wij ons beroepsgeheim niet schenden wij kunnen aan die moeder niet mededelen dat die man voorgaanden

heeft. Dan spreken wij niet over de buurt, maar over een vrouw met twee kinderen die huwt met een man en eigenlijk niet weet wat er in het verleden gebeurd is. Misschien is dat ook iets waar we nog eens moeten over nadenken.

La **présidente**: Nous allons d'abord entendre l'avis des trois collègues.

**Karine Minnen**: Je voudrais peut-être encore ajouter qu'il est vrai qu'il faut apprendre aux enfants à être prudents et à se protéger mais je crois qu'une partie de cet apprentissage consiste aussi à ne pas perdre sa confiance en l'adulte.

Tout le monde sait qu'il y a des pédophiles dans la société. À partir du moment où on commence à les localiser, je crains que cela génère une certaine panique chez les parents qui risquent d'apprendre à se méfier de tout et de tout le monde. Et je crois que ce n'est pas très constructif en soi.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Er is de bezorgdheid met betrekking tot het voorbeeld dat u schetst van iemand die zal huwen met een veroordeelde pedofiel en die zelf twee kinderen heeft. Ziet u zelf een oplossing voor dergelijke situaties, met respect voor de fundamentele rechten en vrijheden, ook van een veroordeelde?

**Sonia De Bruyne**: Dat is een bijzonder moeilijke oefening, maar ik vind wel, als een moeder voor de keuze gesteld wordt, dat zij een eerlijke keuze moet kunnen maken.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Hoe kan men die dame in kwestie in de mogelijkheid stellen om een eerlijke keuze te maken, zonder de fundamentele rechten en vrijheden van de veroordeelde te schenden? Ziet u een oplossing?

**Sonia De Bruyne**: Ik denk dat dit heel moeilijk is. De meest elegante oplossing op dit ogenblik is die man ervan te overtuigen om daarover eerlijk te zijn, maar ik denk niet dat zij allemaal daartoe bereid zijn.

La **présidente**: Je rappelle que le pouvoir législatif, c'est nous et pas la police. Enfin, s'il y a des pistes...

**Jean-Marie Brabant**: Je suis arrivé à la fin de mes réponses.

**Patricia Volders**: Nous avons évoqué tout à l'heure la collaboration entre la police, la justice, les services d'aide. À ce sujet, je précise qu'il n'y a

pas systématiquement un renvoi, ce qui conduit évidemment à des problèmes.

La **présidente**: Il y avait une question précise relative au point 3.3 de votre note. Vous avez utilisé les termes "peut" et "devrait". Pourquoi avez-vous mis le terme "devrait" entre parenthèses?

**Jean-Marie Brabant**: On en revient toujours à la même situation. La loi s'applique à tous. La circulaire, la directive s'applique aux fonctionnaires de police, éventuellement au procureur du Roi, mais jamais au juge d'instruction. Dès lors, que constate-t-on? Que la COL 2/2002 détermine une répartition de principe des tâches entre les phénomènes à connotation locale, à caractère international et à caractère supralocal. Les premiers sont pour la police locale, cela va de soi, les seconds pour la police fédérale. In casu ici, si on a affaire à un réseau, une forme organisée d'exploitation, d'abus des enfants, l'enquête devrait pouvoir être transmise à la police judiciaire fédérale. Si l'enquête a démarré d'un cas isolé et nous dirige vers un réseau, nous n'avons aucune certitude que le juge d'instruction changera son fusil d'épaule et confiera l'enquête à la police fédérale. Il peut très bien estimer que la police locale est la mieux placée, parce qu'elle connaît le dossier, parce qu'elle va continuer.

Donc, nous y voyons un souci dans le cadre d'une bonne organisation, parce qu'il s'agit d'enquêtes, qui plus elles deviennent complexes, plus elles nécessiteront de temps et de fonctionnaires de police pour être traitées dans les délais suffisants que pour pouvoir ne pas être estampillées "délai non raisonnable" au moment où elles arriveront devant le juge de fond. On se retrouvera ainsi avec une désorganisation de la police locale, qui va affecter sa capacité à un phénomène qui n'est pas de son ressort, pour lequel elle n'a pas les moyens, pour lequel elle n'est pas formée et lorsque des problèmes locaux émergeront, il n'y aura plus personne pour les traiter.

C'est à cet égard que nous sommes très attentifs au respect de cette répartition des tâches dans lesquelles les juges d'instruction ne se retrouvent pas et ne se sentent pas concernés. Voilà l'explication du souhait, du vœu pieu et de la triste réalité à certains moments!

**Sophie De Wit** (N-VA): Daarbij aansluitend, meent u dat de richtlijnen uit de rondzendbrief op zich volstaan? Of laten zij toch nog te veel vrijheid op het terrein toe?

**Jean-Marie Brabant:** Welke richtlijnen bedoelt u?

**Sophie De Wit (N-VA):** U vermeldde er een aantal in uw uiteenzetting. Ik heb het enkel gehad over het specifieke geval waar men het dossier doorstuurt naar de federale gerechtelijke politie. Volstaan de andere richtlijnen?

**Jean-Marie Brabant:** Ik vind dat ze voldoende zijn. Mochten ze overal stelselmatig en correct toegepast worden, zijn wij correct en volledig gewapend om goed werk te leveren. Daarin slagen, is ons werk. Wij moeten daar blijven op hameren. Wij moeten natuurlijk ook aandacht blijven besteden aan de basisopleiding, in elke politieacademie, waarvan er als ik mij niet vergis een twaalfstal zijn, en de federale scholen. Elk van die scholen heeft een zeer brede autonomie. Dat is niet ideaal om op het eind eenzelfde product te krijgen. De aspiranten die uit Jurbise komen zijn soms moeilijk te vergelijken met degenen die uit Luik komen. Ik spreek nu over de Waalse situatie, maar het is precies hetzelfde, idem dito, wat Vlaanderen betreft.

**Sophie De Wit (N-VA):** U zegt: "als ze correct worden duitgevoerd." Is dat niet altijd zo?

**Jean-Marie Brabant:** Nee. Wij moeten niet dromen

**Siegfried Bracke (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, dat zou kunnen betekenen dat er te veel politiezones zijn, en dat sommige zones gewoon te klein zijn om behoorlijk te functioneren, in het belang van de burgers die in die zone wonen.

**Jean-Marie Brabant:** Ik kan u geen ongelijk geven. Voor een zone met vijftien man, of een zone met vierenvertig man, zie ik moeilijk in hoe zij de zeven basisfuncties, plus die enkele gespecialiseerde taken zoals een gefilmd verhoor van een minderjarige, kunnen uitvoeren. Wij stellen dat inderdaad vast. Meer kunnen wij niet doen.

La **présidente:** J'ai une question d'un expert. Je ne vais pas faire semblant de connaître toutes les circulaires. Un expert me demande donc ceci: la circulaire GPI 58 prescrit qu'il faut renvoyer systématiquement certaines catégories de victimes au centre d'aide aux victimes. Est-ce que cela se fait?

**Jean-Marie Brabant:** Quel centre d'aide aux victimes, madame la présidente?

La **présidente:** Des Communautés.

**Jean-Marie Brabant:** Est-ce que les Communautés organisent une permanence 24 heures sur 24? Sont-elles toutes accessibles?

La **présidente:** Nous allons les interroger, monsieur Brabant, et nous poserons cette question. Pour la poser différemment, les contacts entre les polices locales et l'aide sociale aux justiciables, comme on l'appelle au niveau des Communautés, qui organisent l'aide aux victimes ou aux autres justiciables, fonctionnent-ils bien? Je sais que vous pouvez parler en général mais j'aimerais avoir un écho des quatre arrondissements de police représentés ici.

**Jean-Marie Brabant:** Cela fonctionne difficilement parce que nous avons des réalités communautaires et régionales différentes, parce que la coordination est quelque peu défailante. On a dû mettre le holà: j'ai eu l'impression qu'on voulait mettre sur le dos de la Commission permanente de la police locale cette coordination entre tous ces services d'aide, ce qui n'est pas vraiment notre tâche. Nous n'avons pas de mandat pour ce faire. Tout ce que je peux dire, c'est que ce qui existe dans les zones de police, en reprenant tous les services d'aide, figure sur la carte sociale. L'adresse est mentionnée.

Bien entendu, la victime a parfois besoin d'être accompagnée, pratiquement d'être prise par la main. Elle est déjà fragilisée, elle a rencontré quelqu'un et ne fera pas volontiers l'effort d'aller vers quelqu'un d'autre. Si ce quelqu'un d'autre, on ne peut pas bien en parler parce qu'on n'a pas eu beaucoup d'échanges avec lui et qu'on ne sait pas très bien nous-mêmes comment ça va se passer, on donne une carte de visite, on donne un nom, une adresse mais on ne peut pas faire beaucoup plus.

La **présidente:** Et les bureaux d'aides aux victimes, au sein des zones, ne peuvent pas établir ce lien?

**Jean-Marie Brabant:** Ils peuvent le faire mais il faut voir la réalité en face: la personne qui est autonome, qui a les moyens, qui a une certaine éducation n'aura pas de souci, elle va se prendre en charge. À la limite, bien souvent, elle ne va pas demander cette première aide. Qui va la demander? Des personnes plus fragiles, paupérisées. Ne me comprenez pas mal, c'est toujours une question de capacité: on se dit qu'il faut une voiture, qu'il va falloir conduire la victime là-bas et qu'elle va nous appeler deux jours après pour qu'on l'y reconduise. C'est cela, la réalité de

la mise en œuvre par rapport à laquelle il y a un *non possumus* à notre niveau. Ce n'est pas qu'on ne veut pas mais on ne parvient pas à suivre. On en vient presque à une prise en charge thérapeutique de la personne et nous sortons alors de notre rôle.

**Sonia De Bruyne:** Bij de lokale politie Antwerpen beschikken wij over een dienst Nazorg waar er zes medewerkers zijn die specifiek bezig zijn met slachtofferbejegening. Die hebben wel doorverwijzingen naar een dienst Slachtofferhulp, maar omwille van de bereikbaarheid zijn zij vaak zelf het vangnet op ogenblikken waarop slachtoffers daar behoefte aan hebben. Crisissituaties doen zich meestal niet voor tijdens de kantooruren. Binnen de hulpverlening zijn er vaak ook wachtlijsten. Op het moment waarop slachtoffers nood hebben aan opvang komen die dus vaak bij onze dienst Nazorg terecht.

Wat de minderjarige slachtoffers van seksueel geweld betreft, die moeten doorverwezen worden naar een vertrouwenscentrum kindermishandeling. Dat is bij ons opgenomen in het computersysteem. Als er een aangifte geacteerd wordt, kunnen ze niet voorbij het formulier van die doorverwijzing. Ze moeten die gegevens dus meegeven aan de betrokken personen. Dat gebeurt systematisch. Ik moet zeggen dat we daar wel heel positieve ervaringen mee hebben. Als minderjarige slachtoffers de stap zetten naar het vertrouwenscentrum worden ze daar goed opgevangen of krijgen ze daar een heel goede doorverwijzing.

**Karine Minnen:** J'ajouterais qu'en fait, j'ai parfois aussi l'impression qu'on multiplie la chaîne: on arrive à la police, on va vers le bureau de police d'assistance aux victimes, qui envoie vers un centre d'aide aux victimes qui, finalement, pourrait encore envoyer des gens vers des centres spécialisés dans la problématique dont ils sont victimes.

Ce qui se passe très fréquemment chez nous, c'est qu'en fait, on envoie directement vers les centres spécialisés dans les abus sexuels et donc, tout comme à Anvers, au niveau des enfants, ce sont les équipes SOS Enfants, Vertrouwensartscentrum. Pour les victimes majeures, les associations du style SOS Viol sont sollicitées.

Je crois que, finalement, c'est une série d'occasions où la victime doit à chaque fois raconter son histoire, qui sont des étapes, qui ne sont peut-être pas nécessaires par rapport à cette

problématique. C'est une chose.

Deuxième chose, on a parfois un feedback de victimes – ce n'est pas fréquent, mais cela arrive – où, finalement, elles se rendent compte que l'aide spécialisée devient payante: il y a une contribution. Et où, en fait, elles s'insurgent par rapport à ce fait: "je suis victime et c'est encore moi qui dois finalement payer pour être assistée". C'est une critique qu'on entend très fréquemment.

Ces choses font que, malgré le fait que les bureaux d'assistance aux victimes des polices ne sont là que pour envoyer les gens vers l'aide spécialisée, cela reste finalement quelque chose d'un seuil d'accès très faible, pas payant. Donc elles reviennent régulièrement vers les bureaux d'assistance au sein des polices.

**Patricia Volders:** À Charleroi, généralement c'est soit police secours ou le policier de quartier qui acte la plainte initiale. Un formulaire est rempli par la victime aux fins de savoir si elle accepte ou pas d'être contactée et de donner ses coordonnées, notamment téléphoniques, par le service d'aide aux victimes qui, dans les jours suivants, reprend systématiquement contact avec cette victime. Nous avons de bons contacts.

Maintenant, au niveau proximité, on est assez proches; on est presque dans les mêmes bâtiments, pas très loin en tout cas. Donc il arrive fréquemment que les victimes soient amenées directement par ce service-là parce qu'elles ne veulent pas passer par police secours ou parce qu'elles ont vraiment du mal à parler. Donc voilà, nous avons un très bon contact avec ce service-là.

**La présidente:** Merci. Y a-t-il encore d'autres questions? Non.

C'est donc maintenant que se clôturera cette commission, à une heure raisonnable. Je voudrais vous remercier de la manière dont vous avez parlé, avec beaucoup d'honnêteté, de ce qui allait et de ce qui n'allait pas. Nous allons peut-être essayer d'améliorer les choses.

Toutes ces informations nous seront vraiment utiles pour voir le parcours de ces victimes ou des auteurs, et comment les améliorer, avec votre aide. Merci de votre venue.

*La réunion publique de commission est levée à 17.01 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.01 uur.*



COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 09 FEVRIER 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 09 FEBRUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 12.44 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 12.44 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de M. Johan Delmulle, procureur fédéral**

**Hoorzitting met de heer Johan Delmulle, federaal procureur**

La **présidente**: Chers collègues, je propose que nous entamions nos travaux. Nous commencerons par l'audition de M. Johan Delmulle que nous avons d'ailleurs déjà reçu lors d'une commission de la Justice, voici quelques semaines.

Monsieur Johan Delmulle, vous êtes procureur fédéral et, si je peux m'exprimer ainsi, vous avez été désigné comme gestionnaire des dossiers "abus" après la commission Adriaenssens. Vous avez prévu de faire un exposé. Ensuite, les parlementaires poseront leurs nombreuses questions auxquelles vous tenterez de répondre.

**Johan Delmulle**: Madame la présidente, puis-je vous poser une question préalable? Est-ce normal qu'il y ait ce micro?

La **présidente**: Oui, cela signifie que vous êtes particulièrement...

**Johan Delmulle**: Je suis en "live"!

La **présidente**: Non, nous ne sommes pas retransmis en direct à la télévision. Vous savez qu'il s'agit d'une commission spéciale "ouverte".

Le cas échéant, vous pouvez demander le huis clos pour des points particuliers ou si vous estimez que des questions traitent d'affaires judiciaires en cours.

Cependant, la plus grande partie de nos travaux se fait 'portes ouvertes' et c'est très bien ainsi. Ce sujet a ému la société tout entière et nous voulons travailler en toute transparence, sauf quand il s'agit de dossiers particuliers où l'on risque de mettre en danger une affaire judiciaire. Bien entendu, nous ne voulons pas que cette commission remette en cause des procédures judiciaires. Mais ce sont les seuls moments où le huis clos est requis.

**Johan Delmulle**: Merci, madame la présidente. En principe, je ne demanderai pas le huis clos.

Ik ben graag ingegaan op uw verzoek, mevrouw de voorzitter, om hier vandaag toelichtingen te geven bij de coördinatieopdracht van het federaal parket in het raam van de feiten van seksueel misbruik in de pastorale relatie. Ik ben bereid op de vragen hieromtrent te antwoorden. Ik zal gedeeltelijk refereren aan mijn hoorzitting van drie maanden geleden in de commissie voor de Justitie van de Kamer op 20 oktober 2010. Ik zal u vandaag ook een stand van zaken geven inzake de evolutie van mijn coördinatieopdracht tot 7 februari 2011.

Ik zou u eerst in een paar woorden het wettelijk en regelgevend kader van de coördinatieopdracht van mijn ambt in herinnering willen brengen. Dan is het mijn bedoeling om in te gaan op de wijze waarop mijn ambt hieraan invulling probeert te

geven. Ik zal in mijn uiteenzetting een onderscheid maken tussen vier categorieën van dossiers: de aanmeldingen door de commissie-Adriaenssens bij het federaal parket, de aanmeldingen door de procureurs des Konings, de rechtstreekse aangiftes door de individuele slachtoffers en, nieuw ten opzichte van mijn vorige hoorzitting en een rechtstreeks gevolg van het optreden van uw commissie, de recente aanmeldingen van de bisschoppen bij het federaal parket. Ik zal het ook kort hebben over een aantal coördinatievergaderingen die mijn ambt reeds georganiseerd heeft, en over een aantal juridische problemen waarmee mijn ambt geconfronteerd wordt. Aangezien het om concrete dossiers gaat en het gerechtelijk onderzoek waarmee onderzoeksrechter De Troy in deze problematiek gevat is, geen federaal dossier is, maar een strafonderzoek van de procureur des Konings in Brussel, zult u kunnen begrijpen dat ik bij mijn uitleg een terughoudendheid aan de dag zal leggen en uiteraard geen commentaar zal kunnen geven op individuele dossiers. Dit neemt niet weg dat ik, in abstracto, een aantal persoonlijke denkpijlers – en ik heb er wel een paar – en overwegingen met u zal willen delen.

Het wettelijk en regelgevend kader zal ik niet in detail behandelen, omdat dat deels een herhaling zou zijn van wat ik in oktober in de commissie voor de Justitie gezegd heb. Het is voor u wel van belang te weten dat artikel 144, § 2, 2° van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de federale procureur zorgt voor de coördinatie van de uitoefening van de strafvordering. Er is een ander artikel dat van belang is, artikel 144sexies van het Gerechtelijk Wetboek, dat het volgende zegt: “De coördinatie van de uitoefening van de strafvordering gebeurt in overleg met één of meer procureurs des Konings of arbeidsauditeurs. Indien het noodzakelijk is, kan de federale procureur daartoe, na de territoriaal bevoegde procureur-generaal te hebben ingelicht en behoudens diens andersluidende beslissing, dwingende onderrichtingen geven aan één of meer procureurs des Konings of arbeidsauditeurs.”

Ik kan voorts verwijzen naar de gemeenschappelijke rondzendbrief van 16 mei 2002 van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal inzake het federaal parket, een rondzendbrief die gepubliceerd is in het *Belgisch Staatsblad* van 25 mei 2002. Onder de punten 19 tot en met 23 vindt u de coördinatieopdracht van het federaal parket uitvoerig beschreven.

Uit deze rondzendbrief citeer ik u graag twee passages, die mij al gedurende enige tijd bezighouden. Straks in de vragenronde zal ik daar desgevallend op terugkomen.

Onder punt 20 staat: “De federale procureur beschikt evenwel over de mogelijkheid de zaak tot zich te trekken en zelf de strafvordering uit te oefenen, voor zover althans de materie binnen zijn bevoegdheidspakket valt, indien de coördinatie mislukt, niet volstaat of niet het verhoopte resultaat oplevert.”

Onder punt 15 van de rondzendbrief lezen wij: “Op de vraag of het inderdaad vereist is, met het oog op een goede rechtsbedeling, dat de federale procureur de strafvordering uitoefent, zal in eerste instantie het overleg tussen de procureur des Konings en de federale procureur een antwoord moeten bieden. Bij dit overleg kunnen de volgende criteria de federale procureur als leidraad dienen bij zijn beslissing zelf de strafvordering uit te oefenen.” Dan volgen er enkele voorbeelden. Een van de voorbeelden is: “De coördinatie van de uitoefening van de strafvordering lijkt niet te volstaan of vergt dermate veel inspanningen dat het efficiënter is zelf de strafvordering uit te oefenen.”

Dat is het wettelijke kader waarbinnen mijn ambt op dit ogenblik in deze dossiers optreedt.

De eerste categorie dossiers die wij behandelen zijn – wij noemen die “categorie 1” – de dossiers C1. Die betreffen de coördinatie van de aanmeldingen van de dossiers door de zogenaamde commissie-Adriaenssens. Ik heb, of mijn ambt heeft, in het raam van deze coördinatieopdracht in totaal 13 aanmeldingen van de voorzitter van de zogenaamde commissie-Adriaenssens ontvangen. Ik lees soms dat het er 14 of 15 zijn. Het zijn er 13. Van elke aanmelding – dat is belangrijk – hebben wij op het federaal parket een administratief dossier aangelegd, niet een strafonderzoek, maar een administratief dossier, omdat mijn ambt in deze zaak niet zelf de strafvordering uitoefent, maar enkel coördineert. Het gaat over 12 Nederlandstalige aanmeldingen en een Franstalige aanmelding.

Van die 13 aanmeldingen dateren er twee van voor de huiszoeken op 24 juni 2010 bij de commissie-Adriaenssens en dus 11 van nadien. Met nadien bedoel ik de maanden juli en augustus. Wat hebben wij met die aanmeldingen gedaan? De twee aanmeldingen die dateren van voor de huiszoeking hebben wij, conform een methodologie die binnen het College van

procureurs-generaal werd afgesproken, via de territoriaal bevoegde procureur-generaal aan de bevoegde procureur des Konings tot beschikking en voor verder gevolg toegezonden.

Wij hadden ook een criterium afgesproken voor de aanwijzing van de bevoegde procureur des Konings. De wet bepaalt dat dit degene is van de plaats van de feiten of van de plaats waar de verdachte verblijf houdt of kan worden aangetroffen. Hier hadden wij afgesproken dat de bevoegde procureur des Konings die van de laatste verblijfplaats van de priester in kwestie zou zijn.

De twee meldingen van vóór de huiszoeking zijn via de territoriaal bevoegde procureur-generaal aan de bevoegde procureur des Konings tot beschikking en voor verder gevolg toegezonden. De 11 meldingen die dateren van na de huiszoeking werden door het federaal parket, conform de afspraken die op het College op 12 juli 2010 werden gemaakt, systematisch aan de procureur-generaal te Brussel toegezonden, met de vraag – toen was immers de huiszoeking bij de commissie Adriaenssens al tussengekomen – te willen nagaan of de feiten die daarin vervat zijn niet tevens het voorwerp uitmaakten van het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy. Hetzelfde gebeurde met een proces-verbaal dat rechtstreeks bij mijn ambt binnengekomen was van een centrale dienst van de federale gerechtelijke politie en van twee anonieme klachten die mijn ambt ook ontvangen had. Die hebben wij dezelfde behandeling gegeven. Het is waarschijnlijk dat ene proces-verbaal dat aanleiding gegeven heeft tot het getal 14, in plaats van 13.

Ik heb in de context van de coördinatie op 2 september 2010 een persoonlijk onderhoud gehad met de procureur-generaal te Brussel en op 8 september 2010 met de procureur des Konings te Brussel. Ik heb met de procureur des Konings te Brussel op 8 september een aantal afspraken gemaakt. Daarbij waren er twee grote hoofdstukken.

Ten eerste, de aan het federaal parket aangemelde dossiers door de commissie-Adriaenssens. De procureur des Konings te Brussel zou, wat die dossiers betrof, onderzoeksrechter De Troy schriftelijk verzoeken hem zeer dringend mee te delen of tijdens de huiszoeking in zijn opdracht bij de commissie-Adriaenssens dossiers werden in beslag genomen met betrekking tot de priesters die het voorwerp uitmaken van meldingen door professor

Adriaenssens bij het federaal parket.

Hoe heeft hij dat gedaan? Hij heeft op 9 september een kansschrift daartoe gericht aan onderzoeksrechter De Troy. Ik had afgesproken met de procureur des Konings te Brussel om, van zodra mijn ambt een antwoord zou hebben ontvangen, een bepaalde richting te geven aan de dertien meldingen van de commissie-Adriaenssens en ook aan de drie andere, met name het proces-verbaal van de centrale diensten dat wij hadden ontvangen en de twee anonieme aangiften.

Welke kon die richting zijn? Ofwel kregen we een negatief antwoord en dan zouden wij ons administratief dossier ter beschikking en voor verder gevolg toezenden aan de bevoegde procureur des Konings. Ook hier zou de verblijfplaats van de priester het criterium zijn. De toezending zouden wij doen via de territoriaal bevoegde procureur-generaal. Ofwel kwam er een positief antwoord terug van onderzoeksrechter De Troy. Dan zouden wij ons administratief dossier tot beschikking en voor verder gevolg toezenden aan de procureur des Konings te Brussel met een kopie aan zijn procureur-generaal. Er kon ook nog een derde antwoord zijn, een positief antwoord, en een samenloop met een ander strafonderzoek elders in het land. Dan zouden we een coördinatievergadering organiseren met de procureur des Konings te Brussel, met die andere betrokken procureur des Konings en in voorkomend geval en desgewenst met de ter zake gevatte onderzoeksrechters om dan te bepalen welk parket het best geplaatst is om dat onderzoek te centraliseren en voort te zetten.

Op diezelfde vergadering had ik ook afgesproken met mijn collega te Brussel dat, mocht hij gevat worden voor nieuwe klachten of feiten waarvan de feiten zich niet situeerden in zijn gerechtelijk arrondissement, de procureur des Konings zijn dossier rechtstreeks tot beschikking en voor verder gevolg zou toezenden aan de bevoegde procureur des Konings, weliswaar met een kopie aan het federaal parket ter informatie en voor eventuele coördinatie.

Op 16 september deelde de procureur des Konings te Brussel mij mede dat hij nog geen antwoord had ontvangen van onderzoeksrechter De Troy. Ik had zelf ook nog geen nieuws ontvangen. Ik heb dan op 20 september rechtstreeks een brief gericht aan onderzoeksrechter De Troy. Wat stond er in die brief? Ik heb in eerste instantie de draagwijdte van mijn tussenkomst geschetst, ik gaf een overzicht

van de beslissingen die mijn ambt van plan was om te nemen in het raam van mijn coördinerend optreden voor elk van die dertien aanmeldingen door de commissie-Adriaenssens en ik verzocht de onderzoeksrechter mij te willen meedelen of hij, gevat zijnde met zijn gerechtelijk onderzoek en gelet op de inbeslagnemingen van de dossiers en de werkdocumenten van de commissie-Adriaenssens in dit onderzoek, enig bezwaar had dat er op de wijze zoals ik die in de brief had omschreven zou worden gehandeld en of hij zulks een aantasting van zijn prerogatieven in de zin van artikel 28quater, derde lid, Wetboek van strafvordering zou beschouwen.

Bij brief van 21 september 2010 heb ik antwoord gekregen van onderzoeksrechter De Troy. Hij heeft mij, via de procureur des Konings te Brussel, want dat is de normale werkwijze, laten weten dat het volgens hem niet toekomt al dan niet een bezwaar te hebben tegen een werkwijze die afgesproken is binnen het openbaar ministerie en dat hij zichzelf beperkte tot het gerechtelijk onderzoek zoals het door de procureur des Konings te Brussel was gevorderd, waarbij – zo schrijft hij – de samenhang tussen de verschillende feiten niet over het hoofd mag worden gezien, zeker wat het onderzoek naar schuldig verzuim betreft.

Ik ging er dan ook van uit dat de onderzoeksrechter – volledig ingelicht zijnde, want het was een vrij omvangrijke brief, die ik hem geschreven had – geen bezwaar formuleerde. Ik heb dan ook die dertien aanmeldingen van de commissie-Adriaenssens aan de parketten tot beschikking en voor verder gevolg toegezonden. Er zijn er twee vertrokken naar Ieper. Er is er één vertrokken naar Turnhout, twee naar Hasselt, één naar Veurne, één naar Kortrijk, twee naar Tongeren, drie naar Brugge en één naar Dinant.

Als ik die categorie wil afsluiten, kan ik zeggen, mevrouw de voorzitter, dat met uitzondering van drie dossiers, waarin nog verder coördinatie nodig is, de coördinatieopdracht van het federaal parket voor de andere tien dossiers beëindigd is.

Er is een tweede categorie. Wij noemen dat de dossiers C2. Dat is een coördinatie die de aanmeldingen betreft bij het federaal parket, door de 27 procureurs des Konings in het land. Wat is de origine? Dat is een vergadering op 10 september 2010 van de raad van procureurs des Konings. Daar hebben zij mij uitdrukkelijk verzocht om mijn coördinerend optreden, dat tot dan beperkt was tot de dossiers van de commissie-Adriaenssens, ook uit te breiden tot andere

dossiers inzake feiten van seksueel misbruik in de pastorale relatie. Over welke feiten gaat het? Het gaat over klachten en aangiftes bij de politiediensten of soms rechtstreeks bij het parket of de onderzoeksrechter en waarbij de datum van de feiten – het gaat dus niet over recente feiten – zou kunnen doen vermoeden dat die feiten mogelijkerwijze misschien ook wel het voorwerp uitmaken van het gerechtelijk onderzoek van de heer De Troy.

Wij hebben op die vergadering met de 27 procureurs des Konings een bepaalde methodologie afgesproken. Wat was die methodologie? De procureur die de aanvraag doet naar mijn ambt, richt mij een brief, als het kan met een kopie van zijn dossier erbij, en hij verzoekt mij in die brief hem te willen meedelen of de feiten die vervat zijn in die brief, ook het voorwerp uitmaken van het gerechtelijk onderzoek van de heer De Troy. De tweede stap is dat ik in overleg ga met de procureur des Konings te Brussel. Een derde stap, die wij niet hebben kunnen doen, was een lijst te verifiëren, die een overzicht zou bieden van alle verdachten en alle slachtoffers in het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy.

Op die vergadering van 10 september had de raad van de procureurs des Konings aan de procureur des Konings te Brussel gevraagd een dergelijke lijst te laten opstellen. Tot op vandaag heb ik die lijst niet gezien.

Een vierde stap die wij gezet hebben, in functie van het overleg, en naar wij gedacht hadden ook in functie van de raadpleging van de lijst met namen van slachtoffers of verdachten, is de volgende. Ik kan verschillende antwoorden verschaffen aan de procureur des Konings die mij, over een zaak waarin hij feiten onderzocht, vroeg of de heer De Troy daar ook niet mee bezig is.

Ofwel is er geen hit. In dat geval zeg ik gewoon aan de aanvragende procureur des Konings dat priester X niet het voorwerp uitmaakt van het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy. In dat geval kan de procureur des Konings zijn onderzoek zelf verder zetten.

Ofwel is er wel een hit. Dan zal er een coördinatievergadering worden georganiseerd met de procureur des Konings te Brussel, de aanvragende procureur – dus een van de 26 andere procureurs –, en in voorkomend geval en desgewenst ook met de ter zake gevatte onderzoeksrechters, wederom om te bepalen welk parket het best geplaatst is om het onderzoek te

centraliseren en voort te zetten.

Wat wij tegelijkertijd ook deden, was een bevraging van de databank van de parketten, de REA/TPI en de nationale antecedentendatabank. Sinds kort hebben wij de mogelijkheid – eindelijk, zou ik bijna zeggen – om te gaan kijken in de databanken van de andere parketten, om na te gaan of daar geen onderzoeken lopende zijn. Wij doen ook een bevraging van de algemene nationale gegevensbank van de federale politie, wat de ANG genoemd wordt. Ook doen wij een bevraging van twee gespecialiseerde databanken van de politie, namelijk ViCLAS en SIDIS, en ook van het strafregister.

Op die wijze kunnen wij de aanvragende procureur des Konings uitsluitel geven of er geen andere lopende of afgesloten strafonderzoeken lastens dezelfde priester wegens dezelfde of soortgelijke feiten elders te lande bestaan. Die regeling is in voege sinds 15 september 2010.

De stand van zaken op maandag 7 februari 2011 is de volgende. Wij coördineren ondertussen in 38 dossiers, waarbij 16 parketten betrokken zijn. U zal zich wel herinneren dat ik het bij mijn vorige hoorzitting had over slechts 8 zaken in 7 parketten. Vandaag zijn het 38 zaken in 16 parketten. Daarvan zitten er 3 in Antwerpen, 2 in Brugge, 4 in Dendermonde, 5 in Gent, 4 in Kortrijk, 2 in Leuven, 1 in Mechelen, 1 in Tongeren, 4 in Turnhout, 1 in Veurne, 1 in Arlon, 2 in Liège, 2 in Marche-en-Famenne, 1 in Neufchâteau, 1 in Tournai en 4 in Brussel. Op vandaag zijn er van die 38 dossiers nog 13 onder coördinatie; 25 dossiers zijn afgehandeld, wat het federaal parket betreft. U zal zich wel herinneren dat er op mijn vorige hoorzitting sprake was van 6 dossiers die nog onder coördinatie waren, en 2 die afgehandeld waren.

Ik kom nu tot mijn derde categorie, de categorie C3. Dat is de coördinatie van de rechtstreekse aangiftes bij het federaal parket door individuele slachtoffers.

U zal zich willen herinneren dat sedert medio september van vorig jaar het federaal parket ook als aanspreekpunt dient voor slachtoffers die zich rechtstreeks tot Justitie willen wenden. Er wordt dus ook gevraagd dat hun zaak zou worden gecoördineerd. Ik moet daaraan toevoegen dat dit ruimer gaat dan enkel feiten van seksueel misbruik binnen de pastorale relatie. Ik heb daarjuist de meest recente statistieken al medegedeeld. Zij zullen u straks – ik kom er straks wel aan – ter zake wat meer duidelijkheid

geven.

Sinds medio september 2010 heeft mijn ambt op die manier 150 nieuwe coördinatie-dossiers geopend. Dat betekent heel concreet dat er sinds vijf maanden elke dag, weekends inbegrepen, minstens één aangifte van een individueel slachtoffer bij het federaal parket gebeurt. Ik vind dat een belangrijke vaststelling, want dat wil zeggen dat, in tegenstelling tot wat wij verwachtten, de stroom aangiftes nog steeds niet is stilgevallen.

Ook hier moeten wij steeds onderzoeken of de aangemelde feiten al dan niet reeds het voorwerp uitmaken van het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy.

Hoe doen wij dat?

Mijn ambt, zijnde mevrouw Pellens, stelt bij het eerste contact met de slachtoffers steeds de vraag of zij de feiten voordien reeds bij een andere instantie, bijvoorbeeld de commissie-Adriaenssens, aanhangig hebben gemaakt. In functie van hun antwoord hebben wij twee werkwijzen.

Ofwel zeggen zij nee, geven zij dus een negatief antwoord. Het is belangrijk te weten dat wij ook hier geen 150 strafonderzoeken openen. Wij openen in onze coördinatie-taak 150 administratieve dossiers. In het geval het antwoord negatief is, zal het administratief dossier van het federaal parket ter beschikking en voor verder gevolg aan de bevoegde procureur des Konings worden toegezonden. Ook hier is het criterium opnieuw de verblijfplaats van de priester. Indien zijn verblijfplaats niet te achterhalen zou zijn, dan is het de plaats van de feiten of van het parket van de woonplaats van het slachtoffer. Ook hier zenden wij een afschrift aan de territoriaal bevoegde procureur-generaal.

Ofwel is er een positief antwoord en dan zenden wij ons administratief dossier rechtstreeks ter beschikking en voor verder gevolg over aan de procureur des Konings te Brussel, met een afschrift aan zijn procureur-generaal. Ook hier bevrage het federaal parket volledigheidshalve eerst de REA/TPI, de nationale antecedentendatabanken, de algemene nationale gegevensbank van de federale politie, ViCLAS, SIDIS en het strafregister, om ook hier op voormelde wijze uitsluitel te kunnen krijgen over de vraag of er geen andere, lopende of afgesloten strafonderzoeken lastens dezelfde priester wegens dezelfde of soortgelijke feiten elders in het

land zouden bestaan.

Als die bevraging positief zou zijn of als het slachtoffer op onze vraag te kennen geeft dat hij zich reeds voordien tot een andere overheidsinstantie, bijvoorbeeld een parket of een politiedienst, heeft gewend of gericht, dan sturen wij ons administratief dossier aan de reeds gevatte procureur des Konings toe. Mocht daartoe de noodzaak bestaan, dan beleggen wij een coördinatievergadering.

Mevrouw de voorzitter, de stand van zaken op 7 februari in deze 150 dossiers is de volgende.

In twee dossiers moet er nog verder coördinatie gebeuren. Zeven dossiers bevinden zich in de allerlaatste fase van afhandeling – ondertussen, want de status quaestionis is opgemaakt op maandag, zijn die misschien al afgehandeld – en 141 dossiers zijn afgehandeld door het federaal parket.

Mevrouw de voorzitter, ondertussen is er een vierde categorie bijgekomen. Wij noemen deze de dossiers-C4, om tussen het bos de bomen nog te kunnen blijven zien. Dat is de coördinatie van de aanmeldingen door de bisschoppen.

Wij hebben op 24 december 2010 twee brieven ontvangen van een bisschop met betrekking tot de priesters, werkzaam in zijn bisdom, verdacht van betrokkenheid bij feiten van seksueel misbruik in de pastorale relatie, die hem werden aangemeld na datum van de opheffing van de commissie-Adriaenssens of die in het verleden reeds het voorwerp uitmaakten van een aanklacht die aanleiding gaf tot een intern onderzoek of ordemaatregelen. In de brief werd ons ook gemeld dat een groot aantal onder hen reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van een strafonderzoek.

Wij hebben op basis van de inhoud van die brieven 21 administratieve C4-dossiers geopend. Dat is vrij recent, van 24 december.

Wat hebben wij daarmee gedaan? Wat zijn wij zinnens daarmee te doen? Wij gaan natuurlijk eerst proberen om de priester die in de brieven wordt genoemd, te identificeren. Hiertoe hebben wij bijkomende vragen gesteld aan de betrokken bisschop. De antwoorden zijn vorige week binnengekomen.

De volgende stap zal zijn dat wij ook hier nazicht zullen doen op naam van de betrokken priester in REA/TPI, dus onze databanken, de nationale

antecedentendatabank, ook de onze, dan de algemene nationale gegevensbank van de federale politie, ViCLAS, SIDIS en het strafregister. Op die wijze gaan wij, zoals voor de andere dossiers, proberen uitsluitel te bekomen of er geen andere lopende of afgesloten strafonderzoeken lastens dezelfde priester wegens dezelfde of soortgelijke feiten elders in het land bestaan. Normaal zou dat het geval moeten zijn, gelet op het feit dat de bisschop ons in zijn brief heeft gemeld dat er voor een groot deel van hen reeds een strafonderzoek werd gevoerd.

De derde stap is dan de toezending van ons administratief dossier, want ook hier gaan wij niet zelf het strafonderzoek voeren. Dat zijn geen 21 strafonderzoeken. Wij coördineren nog altijd en wij zitten dus met administratieve dossiers. Het zijn de administratieve dossiers die tot beschikking en voor verder gevolg aan de bevoegde procureur des Konings op basis van hetzelfde criterium zullen worden toegezonden. Bevoegd is de procureur van de verblijfplaats van de priester, of als wij die niet kunnen achterhalen, van de plaats van de feiten, of van het parket van de woonplaats van het slachtoffer. Ook hier met een kopie aan de territoriaal bevoegde procureur-generaal.

Ook hier zullen wij natuurlijk moeten onderzoeken of de aangemelde feiten al dan niet het voorwerp uitmaken van het gerechtelijk onderzoek van de heer De Troy.

Samengevat, mevrouw de voorzitter, dames en heren, in totaal verzorgt het federaal parket sinds juni 2010 en op iets grotere schaal, sinds medio september 2010, de coördinatie in 222 dossiers. Dat zijn 13 C1-dossiers, 38 C2-dossiers, 150 C3-dossiers en nu 21 C4-dossiers.

Behoudens die nieuwe categorie van C4-dossiers moeten we nog in 18 dossiers verdere coördinatie doen.

Ik wou u ook graag, als u mij dat toestaat, mevrouw de voorzitter, een stand van zaken geven met betrekking tot de coördinatievergaderingen.

Mijn ambt heeft op 16 september 2003 drie coördinatievergaderingen georganiseerd tussen het parket van Brussel en het parket van Tongeren, respectievelijk het parket van Hasselt, in drie concrete dossiers. Het waren er twee van Tongeren en een van Hasselt. Onderzoeksrechter De Troy was uitgenodigd door de procureur des Konings te Brussel, maar hij heeft niet deelgenomen aan deze vergaderingen. Die

vergaderingen waren, zoals ik u reeds gezegd heb, noodzakelijk omdat met betrekking tot de priesters die genoemd waren in deze dossiers, mijn ambt aanmeldingen had gekregen van de voorzitter van de zogenaamde commissie-Adriaenssens met de mededeling dat de dossiers en de werkdocumenten van de commissie, naar aanleiding van de huiszoekingen door de onderzoeksrechter, in beslag waren genomen en tevens gebleken was dat er dus nog in een ander parket een strafonderzoek lopende was. Het doel van die coördinatievergaderingen was enerzijds informatie-uitwisseling en anderzijds na te gaan of er nood was aan centralisatie, en zo ja, te bepalen welk parket het best geplaatst was om de onderzoeken te centraliseren en verder te zetten.

De beslissingen die wij genomen hebben in het raam van die coördinatievergaderingen, heb ik opgenomen in die brief waar ik u daarnet van sprak en die ik gestuurd heb naar de onderzoeksrechter, de brief van 20 september. Gelet op zijn reactie hebben wij wat we voorgesteld hadden als oplossing, ook zo kunnen uitvoeren. Wij hebben het dus uitgevoerd in de zin van de brief.

Op 29 oktober 2010 heeft mijn ambt in een vierde dossier een coördinatievergadering georganiseerd. Ditmaal ging het om een coördinatievergadering tussen het parket van Brussel en het parket van Brugge. Tijdens die coördinatievergadering hebben wij ook nog gecoördineerd in een vijfde dossier, dat ook hangende was, tussen die twee parketten. Onderzoeksrechter De Troy was uitgenodigd door de procureur des Konings te Brussel om deel te nemen aan die vergadering, maar liet weten dat niet te kunnen doen, gelet op de op dat ogenblik lopende wrakingsprocedure ten aanzien van zijn persoon.

We hebben tijdens die vergadering, mevrouw de voorzitter, niet met zekerheid kunnen beslissen welke het bevoegde parket was om de feiten te onderzoeken: ofwel Brugge, waar er een opsporingsonderzoek liep, ofwel Brussel, waar het gerechtelijk onderzoek liep. Waarom konden we dat niet? Omdat er in eerste instantie duidelijkheid diende te worden bekomen nopens de regelmatigheid van de initiële saisine van onderzoeksrechter De Troy en de juiste draagwijdte ervan. Die duidelijkheid, zoals u weet, kon enkel worden geboden door de kamer van inbeschuldigingstelling te Brussel, die zich, na de arresten van het Hof van Cassatie van 12 oktober 2010, waarbij de arresten van de kamer van inbeschuldigingstelling van Brussel van

13 augustus en 9 september 2010 waren verbroken, opnieuw over de zaak diende uit te spreken.

Die duidelijkheid is er dan gekomen, doordat op 22 december 2010 de kamer van inbeschuldigingstelling te Brussel een arrest heeft geveld houdende de controle van de regelmatigheid van de rechtspleging in het dossier waarmee onderzoeksrechter De Troy is belast.

Wij hebben dan, op 22 december 2010, eerst de cassatietermijn laten verlopen, de cassatietermijn van 15 dagen, om dan op 27 januari 2011 een nieuwe coördinatievergadering met de procureur des Konings te Brussel en te Brugge te organiseren. Zodra ons duidelijk was dat de cassatietermijn verstreken was en dus het arrest definitief was – er zijn een paar kleine nuances maar die laat ik nu ter zijde – hebben wij gezegd dat wij een tweede coördinatievergadering zouden beleggen, vermits er dan een definitief arrest was van de kamer van inbeschuldigingstelling die ons duidelijkheid gaf over de regelmatigheid van de initiële saisine van onderzoeksrechter De Troy en de draagwijdte ervan.

Wij hebben op die vergadering met de procureur des Konings te Brussel, de procureur des Konings te Brugge en mijzelf verschillende opties afgetoetst om uit de gerechtelijke impasse te geraken. De eindbeslissing was dat wij op korte termijn – dat zal dus op korte termijn na vandaag zijn – een nieuwe vergadering zouden beleggen in aanwezigheid van de procureurs-generaal te Brussel en te Gent.

Waarom moeten die erbij zijn? Omdat, zoals ik u in het begin gezegd heb, krachtens artikel 144sexies van het Gerechtelijke Wetboek mijn ambt, het federaal parket, in het kader van de coördinatie wel dwingende beslissingen kan nemen, maar niet het laatste woord heeft. Ik kan met andere woorden *overruled* worden door de territoriaal bevoegde procureur-generaal.

Op die volgende vergadering met mijzelf, de procureur des Konings te Brussel in persoon, de procureur des Konings te Brugge in persoon en de twee betrokken procureurs-generaal, zou dan een definitieve beslissing moeten kunnen genomen worden over het verdere lot van die dossiers. Ofwel gaat het dossier van Brugge naar onderzoeksrechter De Troy, ofwel wordt de klacht met burgerlijke partijstelling die bij onderzoeksrechter De Troy zit, geheel of gedeeltelijk na ontslag van het onderzoek gevoegd bij de zaak in Brugge.

Ondertussen, ik ben daarmee nog steeds bezig, zal ik pogen inzage te krijgen in het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy. Minstens zou ik graag over een kopie beschikken van alle stukken die relevant kunnen zijn in het kader van mijn coördinatieopdracht. Het zou bijvoorbeeld handig zijn te mogen beschikken over de initiële vordering van de procureur des Konings te Brussel tot het instellen van een gerechtelijk onderzoek bij onderzoeksrechter De Troy en de daarbij gevoegde stukken, alsmede over de aanvullende vordering of vorderingen van de procureur des Konings te Brussel en de daarbij gevoegde stukken, alsmede over de klachten met burgerlijke partijstelling die in het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy zijn neergelegd.

Ik had u nu graag gesproken over hoe ik de coördinatie verder zie. Ik heb u daarnet gezegd dat ik nu meer duidelijkheid heb over de regelmatigheid van de initiële saisine van de onderzoeksrechter te Brussel en de draagwijdte ervan ten gevolge van dat arrest van 22 december van de kamer van inbeschuldigingstelling te Brussel. Ik kan u ook zeggen dat het arrest voor mij bijzonder verrijkend was, omdat mij in de daaraan gehechte vordering van de procureur-generaal te Brussel voor het eerst een volledig overzicht werd geboden van de ondertussen 23 klachten met burgerlijke partijstelling die in het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy zijn ingediend. Met dat arrest en met voor het eerst een volledig overzicht van de klachten met burgerlijke partijstelling in het onderzoek van de heer De Troy, heb ik nu een vollediger overzicht dat mij moet toelaten om verder te coördineren.

Wat zijn nu de problemen die zich daarbij zullen stellen? Er zijn er een achtstal. Een eerste probleem is de samenloop tussen klachten met burgerlijke partijstelling die ingediend zijn in het gerechtelijk onderzoek van de heer De Troy en de strafonderzoeken nopens dezelfde feiten die elders in het land lopen. Ik heb ondertussen al kennis van acht opsporingsonderzoeken die gevoerd worden door zes parketten, met name Hasselt, Leuven, Tongeren tweemaal, Gent, Neufchâteau en Brugge tweemaal. Ik heb kennis van acht opsporingsonderzoeken die gevoerd worden door zes parketten waarbij de feiten ook het voorwerp uitmaken van klachten met burgerlijke partijstelling in het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy. De vraag zal zich dus stellen of de feiten dienen te worden onderzocht in Brussel, wat dus een voeging van die opsporingsonderzoeken van de

parketten van Hasselt, Leuven, Tongeren, Gent, Neufchâteau en Brugge bij het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy zou impliceren, dan wel dat de feiten moeten worden onderzocht in Hasselt, Leuven, Tongeren, Gent, Neufchâteau en Brugge, wat dan een procedure tot ontslag van onderzoek bij de raadkamer te Brussel zou impliceren voor de feiten die het voorwerp uitmaken van de klachten met burgerlijke partijstelling ingediend in het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy. Om zoiets met kennis van zaken te kunnen beslissen, denk ik dat ik toch eerst inzage moet hebben in het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy en minstens kopie moet ontvangen van de ter zake relevante stukken.

Nu, dat lijkt evident, maar dat blijkt niet zo evident te zijn in de praktijk. Het federaal parket in deze is binnen het openbaar ministerie immers geen titularis van het dossier. Er is gebleken dat, gelet op de talrijke procedures die in het dossier van de heer De Troy reeds zijn gevoerd, het dossier zelfs ruim onvoldoende beschikbaar is geweest voor de natuurlijke titularissen ervan. Dan spreek ik van de onderzoeksrechter zelf, of van de procureur des Konings te Brussel, of van de procureur-generaal te Brussel, of van de burgerlijke partijen en de verdediging.

Ik heb nu, formeel en schriftelijk, omdat ik nu in een situatie zit waarin ik “moet doorduwen”, – want ik heb nu die duidelijkheid met het arrest van 22 december en weet nu hoeveel klachten met burgerlijke partijstelling er inzitten, 23 – op 27 januari inzage gevraagd, zeer formeel, minstens kopienamen, van de ter zake relevante stukken aan mijn collega van Brussel. U zal met mij de vraag stellen: is dat dossier dan niet gescand of is daar geen kopie van genomen? Ik heb die vraag ook gesteld, links en rechts; het leek mij een evidente vraag. Het is niet duidelijk. De ene zegt: we hebben het niet gescand. De politie zegt mij: het is gescand. Sommigen zeggen: er is geen kopie van. Anderen zeggen: er is wel een kopie van. Waar is die kopie? Dat weten we niet zo goed.

Een eerste moeilijkheid, mevrouw de voorzitter, om daarin te coördineren – u mag echt eens bij mij komen zitten – is de veelheid aan actoren in dit dossier. Dat bemoeilijkt absoluut een efficiënte kennisname – het is dan nog maar een kennisname! – van het dossier.

Twee. Om met kennis van zaken te kunnen bepalen waar de feiten het best onderzocht

moeten worden, zullen we verder moeten gaan dan een gewone brief; we zullen doorgedreven moeten coördineren tussen de parketten. Dat houdt in de toekomst in dat er verschillende – minstens 8 al – coördinatievergaderingen zullen moeten worden georganiseerd en dat ook veel tijd zal moeten gestoken worden in de opvolging van de tijdens die vergaderingen genomen engagementen. Dit is erg tijdrovend.

Een derde moeilijkheid is: als de coördinatie op een bepaald ogenblik zou evolueren naar een dwingende coördinatie omdat de betrokken procureurs des Konings bijvoorbeeld tegengestelde standpunten hebben en men er niet uitgeraakt met overleg, dan zullen we bijkomende coördinatievergaderingen moeten houden, maar ditmaal in aanwezigheid – ik heb het u daarnet uitgelegd – van de betrokken territoriaal bevoegde procureurs-generaal. Want de wet voorziet wel dat de federale procureur dwingende beslissingen kan nemen in het raam van zijn coördinatieopdracht, maar de wet voorziet tevens dat hij kan *overruled* worden door de betrokken territoriaal bevoegde procureur-generaal.

Ik hoef u niet te vertellen dat dit een vrij tijdrovende aangelegenheid zal zijn, maar dat zich ook heel geladen vergaderingen zullen aandienen.

Ten vierde, als uit de coördinatie zou blijken dat feiten die het voorwerp uitmaken van een klacht met burgerlijke partijstelling bij onderzoeksrechter De Troy, zich eigenlijk buiten het gerechtelijk arrondissement Brussel situeren – als ik naar de 23 klachten kijk, zie ik er zo ongeveer 22 – en als er geen samenhang zou kunnen worden weerhouden met de inleidende of de aanvullende vorderingen van de procureur des Konings te Brussel, zal dit normaal aanleiding geven tot het initiëren van talrijke procedures ontslag onderzoek bij de raadkamer. Dan weet u wat er zal gebeuren: beroep bij de kamer van inbeschuldigingstelling. Dan weet u ook wat de volgende stap zal zijn: cassatieberoep bij het Hof van Cassatie.

Ik hoef u niet te vertellen dat de opvolging hiervan, om na te gaan of de in het kader van de coördinatie genomen beslissingen conform uitgevoerd zullen zijn, erg tijdrovend zal zijn.

Ik heb een vijfde probleem. Als federaal procureur ben ik op dit ogenblik gevat met negen vragen van vier parketten – vijf keer Kortrijk, twee keer Luik, een keer Turnhout en een keer Gent – die ik via de procureur des Konings te Brussel aan onderzoeksrechter De Troy heb gericht. Die vier parketten hebben in die negen vragen om

informatie verzocht, zodat zij kunnen weten of de feiten waarnaar zij in hun lokaal parket een onderzoek voeren ook het voorwerp uitmaken van het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy.

Ik moet vaststellen dat het antwoord op die vraag uitblijft en dat de opvolging van deze aanslepende dossiers erg tijdrovend is.

Een zesde moeilijkheid is dat het hier niet stopt. In de toekomst zullen er nog nieuwe klachten met burgerlijke partijstelling bij onderzoeksrechter De Troy worden neergelegd. Dat laat zich raden. Er zullen ook nog wel nieuwe vragen van de parketten aan het federaal parket worden gericht om te vernemen of de feiten die zij onderzoeken ook het voorwerp uitmaken van het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy. Met andere woorden, de problematiek die ik u schets, zal zich in de toekomst dus wellicht nog scherper stellen.

Ten zevende, ik heb nog steeds geen lijst. Niet ik, maar de raad van de procureurs des Konings heeft ze op 10 september 2010 gevraagd. Ik beschik niet over een lijst houdende overzicht van alle verdachten en slachtoffers in het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy.

Als zo'n lijst voorhanden zou zijn, zou dat een krachtig instrument zijn om op korte termijn een duidelijk antwoord te kunnen geven aan de betrokken procureurs des Konings. Ik kan vanuit mijn coördinatieopdracht geen bevel geven aan de politiediensten om mij een dergelijke lijst te geven, want zij zullen zeggen dat het mijn dossier niet is, maar van het parket en de onderzoeksrechters van Brussel en dat ik in het dossier inbreek. Toch heb ik zo'n lijst nodig en voor mij is dit dus een probleem.

Ten achtste. Op dit ogenblik is het federaal parket gevat met één vraag van een parket dat verzoekt in het belang van zijn opsporingsonderzoek te kunnen beschikken over het in beslag genomen dossier van een slachtoffer bij de commissie-Adriaenssens. U weet dat dit dossier, ingevolge het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling van 22 december 2010, neergelegd is bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg omdat de inbeslagnames nietig werden verklaard en de stukken verwijderd dienden te worden uit het strafonderzoek. Dit geldt niet alleen voor dit dossier, maar ook voor de 474 andere dossiers van de zogenaamde commissie-Adriaenssens. Men moet ermee rekening houden dat een misschien niet onaanzienlijk percentage

van slachtoffers in die uit het onderzoek geweerde dossiers van de zogenaamde commissie-Adriaenssens zullen zeggen dat zij toch een gerechtelijk gevolg willen voor de feiten. Zij zullen zich dan wellicht, zoals de 150 andere slachtoffers, de C3-dossiers, rechtstreeks tot het federaal parket richten. Dit zal natuurlijk ook een aanzienlijke bijkomende coördinatie-inspanning vergen.

Ik besluit dat mijn coördinerend optreden zich op verschillende vlakken situeert, wat – en u zult dat gemerkt hebben – het er niet makkelijker op maakt. Het feit dat het federaal parket hier niet in de eerste lijn staat, noch ten aanzien van de onderzoeksrechter, noch ten aanzien van de onderzoekende politiediensten, vergt grote inspanningen en maakt het erg moeilijk, om niet te zeggen onmogelijk, om op efficiënte wijze te coördineren.

Mevrouw de voorzitter, ik heb u ook een aantal statistische gegevens medegedeeld die nu waarschijnlijk zijn rondgedeeld. Ik heb een overzicht gegeven, zowel van de C1-, C2- en C3-dossiers, maar de C4-dossiers zijn daar nog niet bij. Qua context van de feiten hebben wij gespecificeerd in welke context het zich situeerde: in de pastorale context, pastorale context gebonden aan een school, puur school, intrafamiliaal of andere contexten, bijvoorbeeld een jeugdbeweging, ofwel kunnen wij het niet goed uitmaken uit de briefwisseling of de mails die wij krijgen.

Wij zien in de 201 dossiers die daar staan vermeld, dat er zich 69 in de pastorale sfeer situeren en 73 in de pastorale sfeer gelinkt aan een school. Aangaande het geslacht van de slachtoffers, zien wij in de dossiers C1, C2 en C3 dat er 134 mannelijke slachtoffers zijn, maar ook, en dat verbaasde mij, 57 vrouwelijke slachtoffers.

Wij hebben een overzicht gegeven van de parketten aan wie wij de C1-, C2- en C3-dossiers hebben doorgestuurd. Er zijn 16 dossiers voor het parket van Antwerpen, 16 in Brugge, 10 in Dendermonde, 14 in Gent, 13 in Hasselt, 15 in Kortrijk, 17 in Leuven, 11 in Turnhout en 20 in Brussel. Dat wil zeggen dat, behoudens Brussel, vooral Oost- en West-Vlaanderen en het ressort van Antwerpen de meest getroffen regio's lijken te zijn. Daar werden de meeste dossiers naar de parketten gestuurd. Wij hebben ook twee klachten manifest als niet-ernstig genoteerd. Dat is niet veel. Die hebben wij niet doorgestuurd. Het betrof mensen die minder goed bij geest waren, laat het mij zo zeggen. Wij kregen ook dertien anonieme

brieven, mails of telefoongesprekken, waaruit wij te weinig informatie kregen om deze echt te exploiteren.

In de dossiers C1, C2 en C3 situeert het gros van de feiten zich tussen 1950 en 1980. In de jaren vijftig waren er 23 dossiers, in de jaren zestig 35 en in de jaren zeventig 41. De plaats van de feiten: 7 keer in het buitenland, 170 keer in het binnenland, dus in België, en in 24 dossiers konden wij het niet opmaken.

Er zijn 26 verdachten van wie wij duidelijk kunnen zeggen dat zij overleden zijn. Wij gaan ervan uit dat er nog 175 in leven zijn.

Mevrouw de voorzitter, dat is een stand van zaken van mijn coördinatieopdracht zoals ik deze tot op vandaag mag beleven.

**De voorzitter:** Ik dank u voor de toelichting en voor de verstrekte cijfers.

Nous allons écouter monsieur le procureur fédéral et l'ensemble des questions des collègues. Les deux secrétaires de commission vont vous aider à retenir toutes les questions posées. Ainsi vous pourrez y répondre ensuite. Je donne la parole à Mme Marghem.

**Marie-Christine Marghem:** J'ai une demande de procédure et deux questions, si vous me le permettez, madame la présidente. La demande de procédure concerne la mécanique du fonctionnement de la saisine d'un juge d'instruction. Quand un juge d'instruction est saisi par une constitution de partie civile, voudriez-vous expliquer à la commission la façon dont la procédure s'organise par rapport au procureur du Roi d'instance, donc le parquet d'instance auprès duquel le juge d'instruction accomplit sa mission? Et, deuxièmement, par rapport au parquet fédéral - dans le contexte qui nous occupe.

Car ce qui m'étonne, c'est que vous vous plaignez de ne pas avoir la liste de ces dossiers. Mais, techniquement, je crois que vous ne pouvez pas l'imposer. Vous l'avez dit: vous ne pouvez pas l'avoir. Seulement, le magistrat lui-même peut constater qu'il a des dossiers qui ressortissent à des compétences territoriales qui ne sont pas directement la sienne. Comment peut-on envisager un fonctionnement? Et quelle est la procédure aujourd'hui? C'est important pour que tout le monde soit au même niveau de connaissance.

**La présidente:** Comme c'est important pour

comprendre tout cet exposé, répondez précisément à cette question, monsieur le procureur fédéral.

**Johan Delmulle:** De vordering of de saisine van de onderzoeksrechter kan op verschillende manieren gebeuren. Een onderzoeksrechter kan worden gevat door een vordering van een procureur des Konings. Hij kan zichzelf op heterdaad vatten, hij kan worden gevat door een klacht met burgerlijke partijstelling en er is de mogelijkheid tot zelf-adiëring in het raam van een mini-onderzoek.

Doorgaans wordt de onderzoeksrechter gevat door een inleidende vordering van de procureur des Konings. Zijn saisine wordt dan, krachtens de rechtspraak van het Hof van Cassatie, gedetermineerd, afgebakend door de strafbare feiten die in die vordering omschreven staan en de bijhorende stukken. Meestal zit daar een eerste proces-verbaal bij dat een beschrijving geeft van de strafbare feiten die gebeurd zijn. Als dat proces-verbaal gevoegd is bij de initiële vordering tot het instellen van een gerechtelijk onderzoek, dan is dat geheel het kader waarbinnen de onderzoeksrechter zijn onderzoek kan voeren.

De actoren die dan spelen, zijn de politiediensten, de onderzoeksrechter, die de leiding van het onderzoek heeft, en de procureur des Konings, die uiteindelijk, als het onderzoek van de onderzoeksrechter afgesloten is, het dossier zal terugkrijgen, een volledige lectuur van het dossier zal doen, de strafbare feiten die hij meent te ontwaren in het dossier zal ophijsten en dan zal overgaan, via de procedure van de raadkamer, tot het vragen van de verwijzing van een aantal personen, wegens een aantal strafbare feiten die hij in dat dossier gelezen heeft, naar de correctionele rechtbank. Het zal dan de raadkamer zijn die zal beslissen of dat dossier naar de rechtbank verwezen zal worden dan wel of het bijvoorbeeld gaat om verjaarde feiten of feiten die niet bewezen zijn en die het voorwerp van een buitenvervolginstelling zouden kunnen uitmaken. De procureur des Konings kan natuurlijk ook zelf bijvoorbeeld een buitenvervolginstelling vorderen, wanneer de dader niet kon worden geïdentificeerd of wegens onvoldoende bezwaren.

De drie actoren zijn dus de onderzoeksrechter, die de leiding van het onderzoek heeft, de procureur des Konings, die het dossier meevolgen, die op het einde een vordering zal nemen, maar die ook bepaalde oriëntaties kan geven door aanvullende vorderingen te nemen, en de politiediensten. Het

federaal parket is daarin geen natuurlijke partner. Als ik op de proppen kom, in het kader van mijn coördinatieopdracht, dan zegt de wet dat ik de procureurs, in dit geval die van Brussel en pakweg die van Brugge, moet samenzetten en dat er overleg moet gebeuren. Wij moeten samen kijken in welke richting, bijvoorbeeld, het onderzoek van onderzoeksrechter De Troy gestuurd zou kunnen worden wat de klachten met burgerlijke partijstelling betreft. Moeten die erin blijven of niet? Dat kan via aanvullende vorderingen gebeuren waarover de raadkamer dan beslist. Ik heb echter zelf geen rechtstreekse lijn naar de onderzoeksrechter. Ik kan zelf geen rechtstreekse vordering naar de onderzoeksrechter sturen.

Om een overzicht te krijgen van de namen van de slachtoffers en de verdachten in het onderzoek, is mijn natuurlijke lijn de procureur die titularis is van het dossier dat hij voor verder onderzoek aan de onderzoeksrechter heeft overgemaakt. Ik moet mijn vragen stellen aan de procureur des Konings te Brussel, die, om die lijst te verkrijgen, wellicht die vraag doorgespeeld heeft aan de onderzoeksrechter, die op zijn beurt om die lijst te verkrijgen wellicht die vraag doorgespeeld heeft aan de politiediensten.

Het moet van daar komen. Ik kan niet zelf zeggen aan de politiediensten dat ik wil weten wat er allemaal in het dossier van onderzoeksrechter De Troy zit qua slachtoffers of qua verdachten. Dat is een brug te ver. Ik zou dan te horen krijgen dat ik mijn bevoegdheden van pure coördinatie te buiten ga. Ik zou mij dan mengen in een onderzoek. Ik moet dus via de natuurlijke partners passeren.

Mocht het een dossier zijn van het federaal parket, dan is dat een ander verhaal. Dan heb ik namelijk wel een rechtstreekse lijn. Dan kan ik zeggen aan de *chef d'enquête* dat hij volgende week bij mij moet komen met een lijst met al degenen die in het onderzoek zitten. Dat zou ik wel kunnen. Maar op dit ogenblik zitten we daar niet.

**Marie-Christine Marghem:** Selon nos informations, sauf si je fais erreur, les 23 dossiers que vous avez pu voir apparaître dans l'arrêt du 22 décembre 2010 sont venus entre les mains du juge De Troy par des constitutions de partie civile.

**Johan Delmulle:** Exact.

**Marie-Christine Marghem:** Dans ce cas-là, le juge d'instruction est saisi directement par la victime, via son avocat, et donc le parquet d'instance, le parquet de Bruxelles en l'occurrence, doit être au courant de ce qu'il y a

dans le dossier. Il doit avoir la copie des constitutions de partie civile énonçant les faits, les lieux, etc.

**Johan Delmulle:** Exact.

**Marie-Christine Marghem:** Je ne comprends donc pas pourquoi cette liste ne vous parvient pas directement du parquet de Bruxelles puisque vous pouvez la leur demander.

**Johan Delmulle:** Mevrouw de voorzitter, het grote probleem dat in het bedoelde dossier is gerezen, wanneer ik het van op afstand bekijk, is dat het dossier niet echt beschikbaar was, zoals ik ook heb gezegd.

Ik heb hem de vraag niet gesteld, maar misschien hebt u dat wel gedaan. Indien u echter aan de procureur des Konings te Brussel zou vragen wanneer hij over het dossier zelf heeft kunnen beschikken, of zelfs indien u dezelfde vraag aan onderzoeksrechter De Troy zou stellen, zal u merken dat het dossier door de veelheid aan procedureslagen altijd weg is. U kan natuurlijk opwerpen dat er misschien wel een kopie is. Ik heb er u echter op gewezen dat zulks voor mij een groot vraagteken is.

Echter, een klacht met burgerlijke partijstelling wordt op basis van artikel 70 Wetboek van strafvordering nakijken aan de procureur des Konings medegedeeld, zodat hij desgevallend de vorderingen kan instellen die hij meent te moeten nemen.

Ik heb voor het eerst op 27 december 2010 van de procureur des Konings te Brussel een overzicht van de klachten met burgerlijke partijstelling gekregen. Het gaat dan nog enkel over de klachten met burgerlijke partijstelling, wat nog iets anders is dan alle namen van de slachtoffers die in het dossier zitten. Toen had ik echter al het arrest van 22 december 2010, dat trouwens een vollediger overzicht bood dan het overzicht dat ik van de procureur des Konings had gekregen.

Wat de klachten met burgerlijke partijstelling betreft, zie ik nu eigenlijk voor het eerst sinds 22 december 2010 – omdat ik het kan lezen in het arrest, waar de heel schematische vordering van de procureur-generaal te Brussel aanhangt – hoeveel klachten met burgerlijke partijstelling er zijn, met name 23 klachten. Ik zie nu ook wie er het slachtoffer is en wie de daders zijn. Voornoemde info is echter beperkt tot de 23 klachten met burgerlijke partijstelling. Ik weet bijvoorbeeld niet in alle andere dossiers van de

heer Devillé en mevrouw Halsberghe, die wellicht ook in het dossier in kwestie zitten – ik weet dat niet formeel want ik heb geen inzage –, wat de namen van de slachtoffers in deze dossiers zijn.

Ik krijg een vraag van de procureur van Neufchâteau bijvoorbeeld, waarin hij stelt dat hij een onderzoek lastens de heer Janssens voert. Hij zegt te willen weten of de heer Janssens ook niet het voorwerp van het onderzoek van de heer De Troy uitmaakt. Het enige wat ik nu kan doen, is nagaan of het arrest een klacht met burgerlijke partijstelling lastens de heer Janssens bevat. Dat kan, maar dat kan ook niet het geval zijn.

Het enige antwoord dat ik nu kan geven, omdat ik geen inzage in het dossier heb en ik geen lijst heb van alle daders en slachtoffers die in het onderzoek van de heer De Troy zijn opgenomen, is een onvolledig antwoord. Ik kan antwoorden dat hij op de lijst van klachten met burgerlijke partijstelling staat. Dat is echter slechts een fractie. Zit hij in het dossier of niet? Ik weet het niet. Ik moet de vraag stellen.

Aan wie stel ik de vraag? Ik stel ze aan de procureur des Konings die lokaal voor het dossier bevoegd is. Hij speelt de vraag door.

U legt de vinger op de wonde. Ik zit in de tweede lijn. U zal wel hebben begrepen, toen ik de opsomming heb gegeven, dat het bijna niet te doen is. Ik heb al 222 dossiers moeten coördineren. Ik zit er als een soort brievenbus. Ik kan geen rechtstreekse lijnen ontwikkelen. Vanuit de tweede lijn en dus van op afstand een coördinatie maken in een dergelijk kluwen, wat het uiteindelijk bijna is geworden, is bijna niet meer mogelijk.

Als u tussen de regels leest, zult u gezien hebben dat ik zeg dat ik, om het goed te kunnen doen, eigenlijk in eerste lijn zou moeten komen.

**Sophie De Wit:** Dat was eigenlijk ook mijn vaststelling. U zegt dat uw coördinatieopdracht op die manier bijna niet kan lukken, dat u inderdaad naar die eerste lijn zou moeten gaan. U kunt dat doen door te evoqueren. U hebt dat zelf uitgelegd. Stel dat u dat zou doen en dat u zelf de strafvordering zou gaan uitvoeren, bijvoorbeeld met die 475 dossiers bij de commissie-Adriaenssens. Wat zou u daarmee dan concreet doen?

**La présidente:** Ici, nous sommes en dehors du point de procédure.

Y a-t-il encore quelqu'un qui veut intervenir sur le point de procédure?

**Siegfried Bracke:** In alle eerlijkheid, ik denk dat de vragen wat in dezelfde richting zullen gaan. Als u geconfronteerd wordt met zo'n toevloed aan dossiers, een soort tsunami die op u afkomt... U spreekt voortdurend over coördinatie en dat is ook uw officiële titel. Men zou evengoed kunnen zeggen in zo'n geval dat er moet gemanaged worden. Als ik u hoor spreken – ik ben geen jurist – bent u echter een soort manager die alleen een beroep kan doen op goede wil. Het is ook overduidelijk dat die goede wil er soms is, maar soms ook niet. Men gaat daar behoorlijk ver in. De ene keer vraagt u een kopie en zegt men u blijkbaar dat er een kopie is, terwijl de andere keer ontkend wordt dat die kopie bestaat.

Mijnheer Delmulle, is de conclusie dan niet dat de wetgeving die over uw ambt bestaat, eigenlijk tekortschiet?

La **présidente:** Nous noterons les questions et tout le monde posera ses deux questions.

Madame Marghem, reprenez vos deux questions.

**Marie-Christine Marghem:** Dans quel délai un juge d'instruction doit-il transmettre la copie des constitutions de partie civile, qu'il reçoit du parquet? Existe-t-il un délai légal prévu?

En effet, vous avez dû voir dans l'arrêt du 22 décembre 2010 les dates auxquelles les constitutions de partie civile avaient été déposées. C'est sûrement indiqué. Or vous savez que les perquisitions ont lieu le 24 juin. À ce moment-là, se produit un enchaînement de procédures qui rendent peut-être le dossier indisponible jusqu'à ce jour.

Nous savons aussi que vous avez rencontré le procureur du Roi fin juin. À quelle date exactement?

La **présidente:** Madame Marghem, posez vos questions et n'entamez pas un dialogue avec le procureur fédéral...

**Marie-Christine Marghem:** D'accord. Donc, le délai dans lequel le juge d'instruction doit transmettre, sachant que les perquisitions ont lieu le 24 juin et que vous avez rencontré le procureur du Roi de Bruxelles avant?

Ma deuxième question, dont vous avez très peu parlé: quelle est la genèse, quel est le début de

l'histoire qui a mené à l'établissement du protocole et à votre intervention dans la transmission des dossiers de la commission Adriaenssens comme parquet fédéral?

**Carina Van Cauter:** Mevrouw de voorzitter, mijnheer de federaal procureur, in verband met de procedure en de coördinatie.

U verwijst voor uw coördinatieopdracht naar artikel 144sexies. Daar is beschreven dat u overleg pleegt met een of meerdere procureurs des Konings en dat u, desgevallend, na overleg een richting kunt geven aan een bepaald dossier, behoudens andersluidende beslissing van de procureur-generaal. In deze schakel van actoren ontbreekt totaal de figuur van de onderzoeksrechter. U spreekt tijdens uw beschrijving van de coördinatievergaderingen die er zijn geweest en ook van de briefwisseling die u hebt verzonden. U zegt dat u de onderzoeksrechter hebt aangeschreven, dat u hem hebt uitgenodigd, maar dat hij niet naar de vergaderingen komt. Als ik het goed lees en tenzij er nog andere artikelen bestaan, dan maakt de figuur van de onderzoeksrechter geen deel uit van uw coördinatieopdracht. Nochtans hoor ik u... Ik val eigenlijk een beetje terug op wat collega Marghem zegt. De saisine van de onderzoeksrechter valt eigenlijk buiten uw coördinatieopdracht, zoals die vandaag wettelijk geregeld is, want anders neem ik aan dat u gebruik zou hebben gemaakt van deze wettelijke bepalingen. Ik hoor dat niet. Nochtans wilt u absoluut coördineren, ook met inbegrip van de opdracht en de saisine van de onderzoeksrechter. Vanwaar uw intentie? Klopt het dat u eigenlijk wettelijk niet de bevoegdheid heeft om de dossiers waarmee de onderzoeksrechter gevat is, in uw coördinatieopdracht te betrekken?

Dan een tweede vraag. U zegt dat u problemen hebt bij de coördinatie omdat u niet weet wie alle verdachten of slachtoffers zijn. U hebt dus te weinig gegevens. Maar wat dan met de algemene nationale gegevensbank? Daar was een embargo, maar dat is opgeheven na twee dagen, hebt u ons de vorige keer gezegd. In principe zouden alle gegevens in de nationale gegevensbank moeten zitten en zou er eigenlijk voor niemand nog een moeilijkheid mogen bestaan om – ik neem aan dat alle procureurs des Konings de mogelijkheid hebben om deze gegevensbanken te controleren – die gegevensbanken te controleren en vast te stellen of er al dan niet een dossier met enige verwantschap of een gelijkaardig dossier loopt bij een bepaald parket of onderzoeksrechter? Dan heb ik het even moeilijk

om te begrijpen waar dan de coördinatieproblematiek zit.

**Valérie Déom:** Je voudrais revenir sur les treize dossiers suite à l'application du protocole qui vous détermine finalement assez légitimement comme coordinateur. Vous recevez treize signalements de la part de la commission Adriaenssens dans lesquels les victimes acceptent ou Adriaenssens considère que le dossier doit être transmis au parquet fédéral. Ces dossiers font partie de la commission Adriaenssens. Ils ont été saisis par le juge De Troy. Ces dossiers vous ont été transférés, en tout cas, les signalements. Ces dossiers sont donc au greffe suite à la décision de la chambre des mises.

N'avez-vous pas la légitimité de récupérer au moins ces treize dossiers puisqu'ils vous avaient préalablement été transmis par la commission Adriaenssens sur la base du protocole?

Nous avons entendu les procureurs généraux. Certains ont des interprétations différentes sur la portée de l'objectif de ce protocole. Certains ont fixé un principe de management. À vous entendre, ce principe n'a pas fonctionné correctement. D'autres nous ont évoqué un problème de secret professionnel. D'autres encore nous ont déclaré que ce protocole n'était peut-être pas utile puisqu'il vous confirmait en tant que coordinateur, qui est votre mission première.

Était-il nécessaire d'établir un protocole pour confirmer votre mission? Était-il nécessaire d'établir un protocole comportant autant de descriptions et de détails? En effet, certains procureurs généraux nous ont dit que si c'était à refaire, ils ne le referaient pas rédiger de la même manière. Que pensez-vous de ce protocole?

Si c'était à refaire, rejoueriez-vous dans la même pièce avec ce même type de document (protocole, arrangement, document de management, note, etc.)?

**Sophie De Wit:** Mijnheer Delmulle, ik zal mijn vraag van daarnet hernemen. Ze intrigeert mij immers, omdat u zelf een en ander al aangaf.

U verklaarde dat u, mocht u het zelf in handen hebben, Peter De Waele ... U maakte uw zin echter niet af. Ik zou dus graag van u horen wat u, mochten de 475 dossiers van Adriaenssens onder uw beheer komen, met de dossiers zou doen.

Mijn tweede vraag is van een heel andere orde. Wij weten dat er heel veel aangiftes en klachten

met burgerlijke partijstelling zijn. Tijdens de vorige hoorzitting is echter ook al gesproken over de mogelijkheid van een class action. Dat zou de zaken kunnen vergemakkelijken of bemoeilijken.

Ik had graag uw visie ter zake gehoord.

**Stefaan Van Hecke:** Een aantal vragen zijn al gesteld. Ik heb echter nog een vraag over de cijfers.

U hebt heel wat nieuwe cijfers gegeven. Het is voor ons ook belangrijk om er een zicht op te krijgen, want er circuleren natuurlijk heel veel cijfers van alle commissies, we hebben cijfers gehad van de bisdommen enzovoort.

U sprak over vier categorieën. U zegt ook te onderzoeken telkens als een procureur bezig is met een onderzoek, of dat ook niet het voorwerp uitmaakt van een onderzoek van de heer De Troy. Als dat het geval is, stuurt u het dossier naar Brussel voor verder gevolg, zo niet kan de lokale procureur zijn onderzoek voortzetten. U hebt gezegd voor categorie 2 dat er al 25 dossiers zijn afgehandeld bij jullie en voor categorie 3 141. Wil dat zeggen dat jullie in die dossiers al weten of die dossiers al dan niet het voorwerp uitmaken van het onderzoek van De Troy? Kunt u daar de cijfers van geven, zodat wij een zicht hebben hoeveel van al die dossiers die u in uw coördinatieopdracht hebt, ook tot het dossier De Troy horen? Zo niet zitten we met heel veel dubbeltellingen en de kwestie is daar zicht op te krijgen. Die cijfers hebt u niet opgenomen in het overzicht. Mocht u ons dat kunnen meedelen, dat zou nuttig kunnen zijn.

In categorie 4 hebt u ook info gekregen van de bisschoppen. U spreekt over twee bisschoppen. Kunt u zeggen welke twee bisschoppen u die informatie hebben overgebracht, niet om zicht te hebben op de bisschoppen die hun huiswerk goed doen, maar wij hebben ook cijfers gekregen van bisdommen. Als we de optelsom maken, is er geen enkel van de cijfers waarbij we bij optelling tot 21 komen. Daar moet ook een verschil in cijfers zitten. Mocht u ons dat kunnen meedelen, zou dat heel nuttig zijn.

Wat vindt u eigenlijk een ideale taakverdeling? Is dat een verdeling waarbij de individuele dossiers en individuele klachten opgevolgd worden door de procureur des Konings in het arrondissement of de onderzoeksrechter in het arrondissement, of een waarbij u in zo'n dossier als federaal procureur alles doet? Of vindt u dat bijvoorbeeld uw taak enkel nuttig kan zijn in het kader van het onderzoek naar schuldig verzuim en meer de

verantwoordelijkheid van de ganse organisatie? Wat denkt u in uw beleving of in uw ervaring, mocht er zich nog eens iets gelijkaardigs voordoen, wat eigenlijk de ideale taakverdeling zou zijn?

**Renaat Landuyt:** Mijnheer de federale procureur, u komt bij mijn punt. Uw verhaal over de operatie-Kelk lijkt erop te wijzen dat wij hier de lakmoesproef zullen krijgen voor ons systeem van één federaal parket naast zeventwintig parketten en voor de eenvoud van deze structuur in vergelijking met de eenheidsstructuur van de politie. Dat brengt mij, enerzijds, bij de volgende vraag.

U hebt, beter dan ik ooit in een of ander boek heb gelezen, de illustratie gegeven van de problemen die wij nu met de 28 parketten ervaren. Mijn vraag is een vraag naar punt B. U hebt punt A gegeven, waarbij ik mij, zoals u weet, aansluit. Punt B is echter volgens u een oplossing in de materie.

Ten tweede, om de illustratie nog sterker te maken, er is hier voortdurend sprake geweest van een protocol van 7 juni 2010. Volgens sommigen is het protocol een afspraak met de Kerk; volgens anderen is het een afspraak binnenskamers. Ik wil het dus houden bij de minimuminterpretatie, namelijk de veronderstelling dat het protocol een afspraak binnenskamers betreft.

Hoe legt u dan uit dat er een tiental dagen later een huiszoeking gebeurt, nadat een andere procureur – ik zou bijna zeggen een van uw procureurs, maar dat mag ik niet zeggen – een onderzoeksrechter op pad heeft gestuurd om een huiszoeking te doen, terwijl de procureurs-generaal onder elkaar aan het afspreken waren hoe zij op een volgens hen behoorlijke manier de zaken zouden regelen? Hoe knoopt u een en ander samen in het kader van uw bestaande coördinatieopdracht?

Indien wij ons niet vergissen, hebt u zelfs nog de dag voordien een onderhoud met de procureur van Brussel gehad. Desondanks wordt u 's anderdaags bij manier van spreken gepakt door een actie waarvan u volgens uw verklaringen blijkbaar nooit iets hebt geweten.

La **présidente:** Monsieur le procureur fédéral, je vais encore poser une question.

Vous avez terminé votre exposé en nous citant huit problèmes que vous avez ou allez rencontrer. Parmi ceux-ci, vous dites que cela va prendre chaque fois énormément de temps. Derrière ce

"énormément de temps", il y a des justiciables: des victimes et des auteurs. Vous nous avez donné la description des faits et on sait qu'il y a tout de même des faits qui se sont produits dans les années '80, qui sont donc plus proches de nous. Il y en a peut-être certains qui sont prescrits mais d'autres pas. Avec tout ce temps passé en coordination, en négociations, en palabres – certaines réunions qu'on nous a décrites en ont l'air –, on peut se demander quel message donner aux victimes aujourd'hui.

Parmi celles qui ont été identifiées, vous nous dites que dans les 475 victimes de la commission Adriaenssens, il y en a qui veulent une action judiciaire. Aujourd'hui, les dossiers sont toujours au greffe, mais que fait-on avec ces personnes? Quel message le procureur fédéral lance-t-il aux victimes aujourd'hui: "Si vous voulez un suivi de vos dossiers alors que ces dossiers ont été rendus, vous devez reporter plainte?".

Si on doit déposer une plainte, où doit-on le faire pour assurer le suivi de son dossier? Je ne parle évidemment pas des 13 dossiers qu'on vous a envoyés; je vous parle de tous les autres qu'on a triés et estimé de pas devoir vous envoyer en raison du protocole d'accord.

Par ailleurs, qu'en est-il des abuseurs qui sont identifiés dans ces 475 dossiers? En connaissez-vous le nombre? Maintenant que ces dossiers sont libérés, pouvez-vous, procureur fédéral ou procureur du Roi ou procureur général – je ne sais plus –, aller chercher ces noms et les encoder dans la banque de données? Question simple. Enfin, simple je ne sais pas, mais en tout cas c'est une question qu'on se pose.

C'est ainsi que se termine le premier tour des questions.

Pour la suite, voulez-vous que les secrétaires de commission prennent un instant pour faire le point des questions? (*Non*)

Je vous cède alors immédiatement la parole.

**Johan Delmulle:** Mevrouw de voorzitter, u zult mij willen excuseren dat ik uitsluitend in het Nederlands spreek, maar dat is mijn moedertaal. Als het over delicate zaken gaat, waar een woord soms telt, praat ik liever in het Nederlands.

Wat de federalisering betreft, u moet weten dat ik op 21 oktober 2010 van de procureur des Konings van Brussel een vraag gekregen heb om het dossier over te nemen. De procureur heeft mij

gevraagd om het onderzoek van onderzoeksrechter De Troy te federaliseren, zoals wij dat in het jargon noemen. Dat wil zeggen dat de federale procureur in de plaats van de procureur des Konings komt en dat het de federale procureur zal zijn die de strafvordering in dat dossier zal uitoefenen. Dat wil dus in deze context concreet zeggen dat ik dan in de eerste lijn kom.

De redenen waarom de procureur des Konings mij gevraagd heeft om de zaak te federaliseren, zijn de volgende. Ten eerste, het gaat over misdrijven die in een belangrijke mate verschillende ressorten betreffen. Dat is een van de wettelijke criteria die mij toelaten om een dossier tot mij te nemen. Ten tweede, hij weet het natuurlijk, want hij krijgt al mijn brieven, "dat het efficiënter zou zijn in het kader van mijn coördinatieopdracht".

U moet weten dat de procureur-generaal van Brussel zich op 1 februari daarbij aangesloten heeft. Er ligt dus ook een vraag tot federalisering van hem voor. De elementen die hij aanhaalt, zijn de volgende. Ten eerste, de vraag van de procureur des Konings. Ten tweede, het gaat inderdaad over een groot aantal feiten verspreid over het hele land. Ik denk dat hij daarin wel gelijk heeft. De procureur-generaal stelt ook dat het efficiënter zou zijn in het kader van de coördinatieopdracht van het federaal parket, die momenteel een groot aantal coördinatievergaderingen moet houden. De coördinatieopdracht veronderstelt, toch op dit moment, een omvangrijke briefwisseling en het beheer ervan.

Er staan wellicht ook, zoals ik gezegd heb, en dat komt ook terug in de brief van de heer procureur-generaal, een aantal procedurele initiatieven op stapel. Wanneer er een bepaalde richting gegeven zou moeten worden aan bepaalde klachten met burgerlijke partijstelling die nu in het onderzoek van onderzoeksrechter De Troy zitten, en wanneer vastgesteld zou moeten worden dat de onderzoeksrechter daarvoor niet bevoegd zou zijn, zelfs niet bij samenhang, dan zou het ook makkelijker zijn – in plaats van dat ik moet zeggen aan de procureur des Konings te Brussel wat hij moet doen en welke vorderingen hij moet nemen bij de raadkamer –, mocht ik dan zelf die procedures kunnen voeren. Als het in die richting zou gaan, want dat is natuurlijk nog een andere vraag.

Ook de procureur-generaal van Antwerpen, in wiens ressort er op dit moment een vijftigtal opsporingsonderzoeken lopende zijn, heeft op

26 januari 2011 mijn ambt verzocht te willen overwegen het dossier te federaliseren.

Zijn redenen waren samengevat een grote bezorgdheid voor de 475 dossiers van de commissie-Adriaenssens en het feit dat men geen zicht heeft op die dossiers, noch op de slachtoffers die zich in dat kader kenbaar hebben gemaakt en desgevallend bereid zijn bij Justitie alsnog een klacht neer te leggen.

Een tweede reden die hij opgaf, was dat een federalisering in het kader van de coördinatieopdracht van het federaal parket inderdaad efficiënter zou zijn. Het federaal parket moet immers een bijzonder grote investering doen om invulling te geven aan zijn coördinatieopdracht, die niet wordt vergemakkelijkt – aldus schrijft de procureur-generaal van Antwerpen – door de voortdurende procedurele moeilijkheden in het gerechtelijk onderzoek van Brussel.

Hij schrijft in zijn brief ook dat het zinvol zou zijn om het dossier te federaliseren, omdat op die manier de uitoefening van de strafvordering met betrekking tot de zedenfeiten in een pastorale relatie kan worden gewaarborgd. Tegelijkertijd kan het de slachtoffers binnen een redelijke termijn uitzicht op zekerheid geven over het gevolg dat aan hun zaak kan worden gegeven.

Hij schrijft ook – ik kom straks toe aan dat punt, dat ik een belangrijk punt vind – dat wij moeten oppassen met de 475 dossiers die daar liggen. Hij koppelt dat aan het plegen van nieuwe feiten door eventueel nog actieve daders. Ik zal daarop straks in detail terugkomen.

De vraag van de procureur ligt al sinds oktober 2010 bij mij. Ik heb de procureur des Konings mondeling geantwoord dat hij gelijk heeft. Het is momenteel heel moeilijk om te coördineren. Vooraleer ik mij in een dergelijk avontuur stort, wil ik echter eerst weten waar ik aan toe ben. Ik wou dus hoe dan ook, vooraleer ik hem een antwoord zou geven en een beslissing zou nemen, weten wat de regelmatigheid en de draagwijdte van de initiële saisine van de onderzoeksrechter is. Zoals ik heb gezegd, is de enige die mij op die vraag een antwoord kon geven, de kamer van inbeschuldigingstelling.

Dat is ondertussen gebeurd, met name op 22 december 2010. Ik heb hem echter gezegd dat ik, vooraleer ik antwoord, – 22 december 2010 plus 15 dagen – de cassatietermijn afwachten om zeker te zijn dat het een definitief arrest betreft.

Ten tweede, ik heb hem ook gezegd dat, indien ik een dergelijke beslissing zou nemen, ik ze met kennis van zaken wil nemen. Ik spring niet in het diepe zonder reddingsvest. Ik wil dus ook weten hoe het met de klachten met burgerlijke partijstelling zit. Hoeveel zijn het er? Wat staat er juist in?

Daarover heb ik, zoals ik daarjuist heb uiteengezet, nu ook meer duidelijkheid.

**Marie-Christine Marghem:** Je ne suis pas sûre de bien comprendre. Le 21 octobre, le procureur du Roi de Bruxelles vous demande de fédéraliser ce dossier.

**Johan Delmulle:** Est-ce qu'on va commencer un débat? Pour moi, c'est OK, mais j'aimerais bien d'abord pouvoir expliquer...

La **présidente:** Madame Marghem, s'il vous plaît, on va essayer, comme d'habitude, d'aller jusqu'à la fin du récit.

Vous pouvez répondre. Tout le monde l'a bien entendu: le 23 ou le 24 octobre, le procureur du Roi de Bruxelles vous demande de fédéraliser le dossier. On l'a dit au moins trois fois.

**Marie-Christine Marghem:** (...) puisque vous devenez le procureur du Roi qui exerce l'action publique.

La **présidente:** Madame Marghem, s'il vous plaît. Je ne vous donne plus la parole, pour le moment en tout cas. Laissez aller M. Delmulle jusqu'au bout de son récit.

**Johan Delmulle:** Je vais compléter ma réponse.

21 oktober is juist. Dat is de vraag die gekomen is, maar het is maar een vraag. Het is niet omdat mij iemand vraagt dat ik ineens in de plaats van de procureur des Konings kom. Ik heb hem het volgende gezegd.

Avant de prendre une décision sur une fédéralisation, il est nécessaire pour moi d'avoir d'abord une vue claire sur la saisine initiale du juge d'instruction. Cette clarté peut uniquement être apportée par un arrêt de la chambre des mises de Bruxelles, qui, entre-temps, a été rendu le 22 décembre 2010.

Dat is de *nœud* van het probleem.

Ten tweede, ik federaliseer niet, zonder dat ik weet hoe het met de klachten met burgerlijke

partijstelling zit. Hoeveel zijn het er? Wat staat erin? Ik heb geen toegang tot het dossier. Ik heb ook geen inzage gehad, wat ik nu wel hoop te hebben.

Ik heb, zoals ik u heb gezegd, in het arrest van 22 december 2010 een heel goed overzicht teruggevonden van de 23 klachten met burgerlijke partijstelling die in het onderzoek van onderzoeksrechter De Troy zijn neergelegd.

Ten derde, wat nog hangende is, is het volgende. Ik heb gezegd dat ik wil weten wat de saisine is en ook hoe het met de klachten met burgerlijke partijstelling zit. Ik zou, ten derde, ook het dossier wel eens willen zien. Ik wil niet een volledig dossier overnemen, hoewel ik stilaan enige noties heb waarover het gaat, zonder dat ik inzage in het dossier heb. Minstens zou ik een kopie willen hebben van de ter zake relevante stukken.

Ik heb u verteld dat ik daartoe op 27 januari 2011 een brief aan de procureur des Konings te Brussel heb geschreven.

De conclusie is dus dat eerstdaags de federale procureur een beslissing zal nemen. Het is een beslissing die mij toekomt. De wet bepaalt immers dat ik kan federaliseren, na overleg te hebben gepleegd – dat overleg met de procureur des Konings is nu bezig – over de vraag of in het gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy de strafvordering voortaan door de federale procureur zal worden uitgeoefend.

Ik heb op 3 februari 2011 de kwestie op het College van procureurs-generaal aangehaald. Het College had mij gevraagd een stand van zaken te krijgen over de 222 dossiers die ik in het kader van mijn coördinatieopdracht had behandeld. Er is toen ook van gedachten gewisseld over de genoemde federalisering, wat niet verwonderlijk is, aangezien twee procureurs-generaal mij daartoe een rechtstreekse vraag hadden gericht. Zij wilden dan ook wel weten wat mijn antwoord zou zijn. Bovendien zijn de vijf ressorten, dus de vijf procureurs-generaal, geraakt door alle dossiers in kwestie. Het gaat immers over dossiers uit het hele land.

Dat was het wat de federalisering betreft.

**Stefaan Van Hecke:** Mijnheer Delmulle, u verklaart dat u zelf over een federalisering kan beslissen.

Indien u een beslissing neemt, gaat ze dan over alle dossiers van de vijf ressorten of gaat het over

de dossiers van zij die het u hebben gevraagd, zijnde de dossiers van Brussel, op basis van de vraag van de procureur van Brussel, en van Antwerpen, op basis van de vraag van de procureur-generaal van Antwerpen? Is het daarentegen meteen voor heel België? Mocht het voor heel België zijn, moeten dan ook de procureurs-generaal van de andere ressorten hun toestemming voor de federalisering geven?

**Johan Delmulle:** Ik zal heel duidelijk zijn.

Wat ik tot nu toe in mijn coördinatietaak heb gedaan, blijft coördinatietaak. De dossiers die ik heb uitgezonden of gedispatcht naar de lokale parketten – zoals wij dat bij ons noemen, tot beschikking en voor verder gevolg – en waarvoor ik nooit zelf de strafvordering heb uitgeoefend en er nooit een federaal strafdossier is geopend, blijven lokaal behandeld.

Het gaat dus enkel over het dossier van onderzoeksrechter De Troy, om op die manier de coördinatie met dit dossier te kunnen verzoenen. Ik zit in dat geval dicht bij het dossier, waardoor ik in het kader van mijn coördinatieopdracht en van de nieuwe vragen die nog zullen binnenkomen, in eerste lijn zit. In voorkomend geval moet ik niet langer postbus spelen en moet ik niet meer allerhande zaken vragen. Mijn probleem is immers dat ik altijd maar moet vragen.

Wat de heer Bracke daarstraks heeft opgemerkt over een manager van goede wil, omschrijft het eigenlijk. Door in eerste lijn te komen, kan ik onmiddellijk antwoorden. Als ik in eerste lijn zit, kan ik inderdaad aan de gerechtelijk directeur van de FGP Brussel vragen te stellen en mij laten voorlichten over het onderzoek, want het is dan een dossier waarin ik de strafvordering uitoefen. Ik ga dat natuurlijk in overleg doen met de onderzoeksrechter, dat oprecht voor zich, want hij heeft de leiding van het onderzoek.

Het is nog allemaal hypothetisch, want ik moet nog mijn beslissing nemen. Op dat moment kan ik aan de onderzoeksrechter zeggen: ik zou morgen aan de gerechtelijk directeur van Brussel willen vragen dat zijn *chef d'enquête* bij mij komt en ik zou hem de vraag willen stellen om binnen de week een overzicht te hebben van de slachtoffers en van de verdachten in het dossier. Nu kan ik dat niet doen, want zij zullen vragen waarmee ik me kom moeien. Als ik in eerste lijn zit, dan staat hij daar en dan roep ik hem: "En nu wil ik eindelijk de lijst hebben." Dan zit ik met een directe lijn.

**Carina Van Cauter:** Mijnheer de federale procureur, u overweegt nog altijd het dossier te federaliseren. Als ik u bij het begin van de vergadering heb gehoord, dan zegt u het volgende. Wanneer er onoverkomelijke problemen zijn om op een efficiënte manier te coördineren, dan is het de logica der dingen dat een dossier wordt gefederaliseerd. U hebt een tiental punten opgenoemd waarmee u moeilijkheden ondervindt. Ik hoor u een beetje aarzelend zeggen dat u eerst de saisine wilt kennen, het dossier wilt zien en de klachten met burgerlijke partijstelling wilt kennen. Het lijkt erop dat u zich niet in een avontuur wilt storten. Waarvan heeft u schrik? Ik begrijp dat niet. Als u zegt dat u moeilijkheden heeft met de coördinatie, dan is de logische beslissing volgens mij een federalisering, punt aan de lijn en hoe moeilijk dit ook is. Dit is precies de uitweg die wordt geboden in een moeilijk dossier met procedurekluwens.

**Johan Delmulle:** Daar zal ik graag op antwoorden.

**La présidente:** Allez-y !

**Johan Delmulle:** Ik aarzel niet, maar het zou natuurlijk wel een primeur zijn, mocht de federale procureur in het Parlement beslissen om een dossier te federaliseren. Dat lijkt mij niet aangewezen te zijn. Buiten is misschien iets anders, maar hier lijkt mij dat niet zo optimaal te zijn, gelet op het principe van de scheiding der machten.

Er zijn toch twee zaken nodig. Ik heb nu een aantal duidelijkheden over de saisine, over de klachten met burgerlijke partijstelling. Maar vooraleer ik zoiets doe, moet ik toch wel eens kunnen zien naar de initiële vassing, de stukken. Ik zou minstens de relevante stukken willen zien. Als ik naar daar ga, moet dat vrij snel kunnen gebeuren.

Ten tweede, vooraleer ik dat doe, is het wel de gewoonte dat ik ook met de onderzoeksrechter praat. Mijn idee is dat in de komende dagen de procureur des Konings, onderzoeksrechter De Troy en ikzelf daarover een overleg hebben, al is het maar hoffelijkheidshalve als u wil. Ik denk dat dit echt wel noodzakelijk is.

Ik ben echter niet van plan lang te wachten, want de tijd die ik nu investeer in de coördinatie is niet meer evenredig.

**Valérie Déom:** Il est vrai que nous sommes quelque peu étonnés parce que vous mettez en

évidence des problèmes d'accessibilité aux dossiers et à l'information. Or, en fait, ce problème peut être réglé si vous vous saisissez du dossier et que vous fédéralisez. C'est donc un peu le serpent qui se mord la queue: vous ne voulez pas fédéraliser tant que vous n'avez pas les informations. En fait, finalement, si vous fédéralisez, vous pouvez les avoir. Mais on comprend, vu la complexité du dossier, que ce n'est pas une décision qu'on prend à la légère.

Deux précisions. Vous nous avez parlé d'une réunion du 3 février avec le Collège des procureurs généraux où vous aviez de nouveau parlé de la fédéralisation, mais vous ne nous avez pas dit si, éventuellement, d'autres procureurs généraux que celui d'Anvers et celui de Bruxelles vous ont également sollicité dans le même sens. Y a-t-il eu unanimité au niveau des procureurs généraux?

Si votre décision devait être de devenir le magistrat instructeur de ce dossier, donc de fédéraliser, quid des 475 dossiers qui sont au greffe? Pourriez-vous les récupérer, les saisir?

**Johan Delmulle:** Le 3 février, on a fait un tour de table. Nous avons surtout parlé de la coordination. Il n'est pas nécessaire que le Collège me pose cette question. C'est une décision que je dois prendre, en âme et conscience. Pour moi, cela suffit si le procureur du Roi et le procureur général de Bruxelles et en plus, le procureur général d'un ressort qui est le plus touché, me demandent de fédéraliser, alors, cela suffit.

Je suis prêt à répondre en ce qui concerne les 475 dossiers, mais je pense que M. Landuyt souhaite intervenir.

**Renaat Landuyt:** Ik wil nog even terugkeren op het feit dat u blijkbaar de keuze kunt maken. Ik vind het een heel eigenaardige situatie. Wij hebben hier een dossier waarvan niemand eraan twijfelt dat het Brussel overstijgt, dat het eigenlijk alle ressorten van het land overstijgt, dat het blijkbaar door zijn saisine zelfs reikt over gans het land. Dan zegt de federale procureur: "Ik ga eens wachten of ik het niet bij die procureur laat, of ik het wel zal opnemen." Ik zou er eerder van uitgaan dat het uw plicht is om dergelijk dossier in de hand te nemen. Ik had bijna medelijden met u toen u de beschrijving gaf van uw coördinatieproblemen. Ik hoor nu dat het vanaf 21 oktober een beetje uw schuld is dat u de situatie niet in de hand hebt. Ik vind het foutief dat u kunt kiezen tussen het al of niet opnemen. Ik meen dat u het zou moeten opnemen. Zou het

geen verbetering zijn van onze wet, als wij in de wet schrijven dat u het moet doen, als het nodig is?

**Johan Delmulle:** Ik zou daar graag op antwoorden, mevrouw de voorzitter, want ik heb niet graag dat iemand zegt dat het mijn schuld is als dit niet zo is. Ik koop geen kat in een zak, mijnheer Landuyt, zeker als ik niet weet wat de regelmatigheid is van de initiële saisine van de onderzoeksrechter en de draagwijdte. De tijd heeft mij gelijk gegeven.. Want had ik het in het begin gefederaliseerd, dan... U hebt de procedure ook gezien. Er is inderdaad een stuk nietigverklaard en verwijderd uit het dossier. Ik denk dat het met recht en reden is dat wij eerst kijken wat de procedurele problemen zijn.

Ten tweede, ik denk dat het met recht en reden is dat de federale procureur ook eerst weet hoe het zit met die klachten met burgerlijke partijstelling. Dat hebben wij nu ook.

Ten derde, u mag beweren wat u wil, maar een inzage van het dossier of van de relevante stukken, lijkt mij toch het minimum. Dat gaat nu gebeuren. Ik heb op dit moment die vragen voorliggen. Ik ga dat overleg nu doen en ik zal mijn beslissing nemen.

**Renaat Landuyt:** Kan het zijn en wat zal er gebeuren als u zegt dat u het dossier niet wil? Ik, federaal procureur, wil dit dossier niet. Dat is blijkbaar de hypothese die nog openstaat. Wat moet er dan gebeuren? Gaat u dan de procureur van Brussel zijn plan laten trekken?

**Johan Delmulle:** Dan ga ik verder moeten blijven investeren. Daar heeft u een punt. En het gebeurt niet zo efficiënt, als ik zou willen dat het zou gebeuren in een coördinatie. Dan zal de procureur des Konings te Brussel inderdaad het openbaar ministerie blijven waarnemen wat dat dossier betreft. Ik denk echter dat wij in een hypothetische discussie aan het belanden zijn.

Ik vind dat het beslissingen zijn die ik liever in de beslotenheid van mijn kabinet neem. Ik ga daar eerst met de onderzoeksrechter over spreken en met de procureur des Konings te Brussel. Ik ga bij die gelegenheid kijken wat er in het dossier zit en dan zien wij wel.

**Marie-Christine Marghem:** Je rejoins M. Landuyt sur ce point mais je le dirais un peu autrement. Le procureur du Roi de Bruxelles a la sensation très claire le 21 octobre qu'il faut fédéraliser ce dossier. Il a donc suffisamment d'informations sur

ce dossier, il peut vous en communiquer la teneur et vous voulez exercer votre pouvoir d'appréciation sur la base des pièces, ce qui me paraît légitime. Je vous poserai une autre question: puisque vous avez attendu l'arrêt du 22 décembre – à mon avis, autant de gens espéraient que l'arrêt montre que les perquisitions étaient illégales que de gens qui espéraient le contraire – et comme ces perquisitions pour ces 23 dossiers avec constitution de partie civile ont été déclarées légales, elles sont au greffe avec les 475 dossiers d'Adriaenssens, je suppose. Ou alors où sont-ils? Entre les mains du juge d'instruction, j'imagine?

**Johan Delmulle:** Dat is de grote vraag. Normaal zit het onderzoeksdossier bij de onderzoeksrechter en zit er een werkkopie bij de politiediensten en in het beste geval zit er ook nog een kopie bij de procureur des Konings. Ik weet niet of er een kopie bij de procureur des Konings zit, ik heb niet het vermoeden dat het zo is. Ik weet niet wat er juist bij de politiediensten zit, want het is mijn dossier ook niet. Ik ga de politiediensten dus niet bevragen.

U mag de gevoeligheid van dit dossier ook niet uit het oog verliezen. Het stof is nu een beetje gaan liggen, er is wat tijd overgegaan en de rede is een beetje teruggekeerd. Stel u echter voor dat ik op 26 juni zou gezegd hebben dat ik heel dat dossier overnam, dan had ik hier ook gezeten, maar zouden wij waarschijnlijk een ander debat gehad hebben. Nu gaat het eerder over het feit dat ik gerust mijn bevoegdheden mag uitoefenen. Nu ervaar ik het zo. Ik kan mij echter voorstellen dat als wij dat niet met reden en doordacht zouden gedaan hebben, dat wij hier misschien een ander debat zouden gekregen hebben.

Ik heb mij laten vertellen dat het dossier sinds juli in al die procedureslagen gezeten heeft en dat het dus bijna zelfs niet ter beschikking was van de natuurlijke titularissen, laat staan dat ze het aan mij zouden geven. Stel u voor dat ik nog zou zeggen dat men het voor twee weken aan mij moest geven, zodat ik het kon bekijken.

Laten wij echter naar de toekomst kijken. Wij zijn nu in een situatie beland, zoals ik het zeg, waarin ik over een aantal elementen beschik, waar ik nog een inzage zal hebben, waar ik een overleg zal hebben met de onderzoeksrechter en waar ik dan, in alle rust op mijn kabinet, mijn beslissing zal nemen. Mijnheer Landuyt, als u wilt, zal ik ze u als eerste meedelen, maar ik zal mijn beslissing in alle rust in mijn kabinet nemen.

**Siegfried Bracke:** Ik wil loskomen van dit concrete geval, maar wil toch ook aansluiten bij de vraag van collega Landuyt. Collega Landuyt heeft inzake het feit dat u effectief kunt beslissen om het al of niet te doen, net zoals ik dat ook heb gevraagd, willen peilen naar uw opvatting of de wetgeving in dat verband voldoende is of niet, of daaraan, naar uw inschatting, iets moet worden veranderd of niet.

**Johan Delmulle:** Ik heb een paar suggesties voor aanbevelingen, maar dat gaat dan meer over die 475 dossiers en andere. Die zal ik straks graag delen met de commissie.

Hier moet de wet voor mij niet worden veranderd. Er is een meldingsplicht van de parketten. Wanneer zij een dossier hebben dat beantwoordt aan een lijst van misdrijven die in het Gerechtelijk Wetboek staat, moeten zij dat melden aan de federale procureur.

Op die lijst staan bijvoorbeeld bendevoering, criminele organisatie, georganiseerde mensenhandel, misdrijven die diverse ressorten overschrijden, misdrijven die in een overheersende mate een internationaal aspect hebben, nucleaire misdrijven, misdrijven tegen de in- of uitwendige veiligheid van de staat, terrorisme, ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht. Er is een volledige lijst.

De wet, die voor mij meer dan voldoende en klaar en duidelijk is op dat punt, zegt heel uitdrukkelijk dat als het parket in kennis is van een dergelijk misdrijf, het dat moet melden aan de federale procureur. De federale procureur kan dan desgevallend beslissen om het onderzoek over te nemen, maar enkel – zo zegt de wet het en het is destijds in die filosofie geschreven – wanneer er een meerwaarde zou zijn dat de federale procureur die zaak zou overnemen. Een meerwaarde kan zijn dat hij, doordat hij verschillende onderzoeken voert rond hetzelfde fenomeen, een bepaalde expertise heeft of dat hij een bepaald helikopterzicht heeft.

**La présidente:** Je comprends! Nous savons que le parquet fédéral examine les matières à portée nationale, celles relatives au terrorisme, à la criminalité organisée, aux faits de pédophilie, etc. Mais dans le cas qui nous concerne – désolée de vous avoir coupé la parole, car nous connaissons la loi relative au parquet fédéral et ses compétences – nous sommes dans le cadre de dossiers et d'abuseurs "individuels". Pourquoi vous demande-t-on de fédéraliser? Je ne

comprends pas. Je vous assure que j'essaie, mais je ne comprends pas pourquoi, soudainement, un dossier traitant de cas individuels, d'abuseurs individuels doit être envisagé sous l'angle fédéral comme s'il s'agissait d'un phénomène global. Je ne comprends pas cette demande et pourquoi vous-même posez la question en votre qualité de représentant du parquet fédéral. Le simple fait du *ratione loci* n'est-il pas suffisant, comme cela avait été décidé pour le dispatching, de sorte que la dernière adresse de l'abuseur soit envoyée dans l'arrondissement?

À un moment donné, y aurait-il pu avoir des instructions sur l'omission coupable de manière plus globale et des instructions particulières *ratione loci* sur l'individu?

**Johan Delmule:** Ik zal eerst afsluiten met dat punt. Binnen die context sturen de parketten die informatie op. Er komt heel veel informatie op het federaal parket toe. Bijvoorbeeld, een bende die een aantal ongedekte cheques uitgeeft in een internationale context, valt strikt genomen wel onder het wettelijk kader. Daarvan zien wij echter de meerwaarde van een federalisering niet in. In terrorisme daarentegen nemen we alles, want op dat vlak zit de expertise wel bij ons. Als u stelt, binnen die context, dat alles naar het federaal parket moet, en dat er daar geen marge is om te beslissen, dus dat het federaal parket alles moet aannemen, dan duurt het drie maand en wij liggen helemaal plat. Wij zouden dan namelijk alles krijgen, en dat is te breed.

In huidig dossier moet ik mij eerst de vraag stellen, als de feiten of het dossier mij aangemeld worden, of de feiten vallen onder de misdrijven die in de wet opgelijst staan. Feiten die in belangrijke mate verschillende ressorten betreffen – het onderzoek van onderzoeksrechter De Troy is toch wel van die aard –, kunnen inderdaad een dossier vormen dat gefederaliseerd kan worden.

Dat is nog een andere discussie dan te zeggen dat nu alle feiten, ondertussen overal te lande, waarover onderzoeken bezig zijn, allemaal naar Brussel getrokken moeten worden. Persoonlijk vind ik dat geen goed idee.

Het dossier van onderzoeksrechter De Troy is op zich echter inderdaad een dossier dat door de procureur rechtmatig aangemeld kan worden voor federalisering. Mits kennisname van het dossier en na overleg zouden wij kunnen beslissen om dat dossier naar ons toe te trekken, aangezien het misdrijf op de wettelijke lijst staat. Een van de criteria in de omzendbrief vermeldt ook dat het

veel efficiënter is om zelf de strafvordering uit te oefenen dan te blijven coördineren, federalisatie een optie is.

Over die 475 dossiers wil ik graag het volgende zeggen. Ik spreek vanuit heel mijn coördinatietaak. In het volgende wil ik heel duidelijk zijn. Die 475 dossiers zijn op dit moment in beslag genomen in het onderzoek van onderzoeksrechter De Troy. De procureur die daar bevoegd is, is de procureur des Konings te Brussel, en in graad van beroep is de procureur-generaal te Brussel bevoegd. Ik heb op dit moment dus geen impact op die 475 dossiers. Daarin wil ik duidelijk zijn. Op dit moment is dat geen federaal dossier.

Zolang het geen federaal dossier is, kan ik mij eigenlijk niet moeien met stukken die in een bepaald onderzoek nietig verklaard zijn, daarna eruit verwijderd zijn en op de griffie zijn neergelegd. Dat neemt niet weg dat ik daar wel een aantal ideeën over heb, want ik denk natuurlijk wel na, wat natuurlijk ook mijn taak is. Ik wilde echter toch eerst meegeven dat het in casu een dossier van de procureur des Konings te Brussel betreft, en geen federaal dossier. Ik kan dus alleen maar mijn persoonlijke visie geven. Natuurlijk heb ik er wel een standpunt over.

Laat ik de vraag even abstraheren. De vraag klinkt dan als volgt. Wat moet er gebeuren met stukken – in dit geval zijn dat dossiers van slachtoffers – waarvan de inbeslagname, ingevolge een arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling, nietig werd verklaard, waardoor zij uit het strafdossier zijn verwijderd en waardoor zij, overeenkomstig artikel 235bis, § 6 van ons Wetboek van strafvordering, neergelegd zijn op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg?

Indien die vraag een federaal dossier zou betreffen – dus veel *conditionnels* – en ik zou die vraag moeten beantwoorden, dan zou ik rekening houden met een aantal imperatieven.

Een eerste imperatief is een arrest nr. 86/2002 van het Grondwettelijk Hof. Dat is een arrest van 8 mei 2002. Dat arrest is belangrijk, omdat vroeger in het artikel 235bis, § 6 een zinnetje extra stond. Dat zinnetje luidde: "De ter griffie neergelegde stukken mogen niet worden ingezien en mogen niet in de strafprocedure worden aangewend." Dat zinnetje is geschrapt, is geannuleerd, door het arrest van het Grondwettelijk Hof. Dat wil met andere woorden a contrario zeggen dat stukken, ook al zijn ze nietigverklaard en worden ze neergelegd op de

griffie, wel mogen worden ingezien en wel in de strafprocedure mogen worden aangewend, maar natuurlijk binnen een welbepaalde context. Die context vindt men terug in de considerans, in de overwegingen van het arrest van 8 mei 2002 van het Grondwettelijk Hof. Als men die overwegingen leest, dan volgt daaruit dat het Hof van oordeel is dat nietige stukken toch nog moeten kunnen worden aangewend wanneer zij elementen bevatten die onontbeerlijk zijn voor de verdediging van een partij, dus wanneer er elementen inzitten die à décharge kunnen worden gebruikt.

Als men dan gaat kijken, wat ik ondertussen gedaan heb, of er rechtspraak is van het Hof van Cassatie, dan vindt men een arrest van 22 juni 2005 van ons Hof van Cassatie dat zegt: de stukken die nietigverklaard zijn bij toepassing van artikel 235bis en die op de griffie berusten, mogen door de beklagde wel nog worden ingezien indien ze voor zijn verdediging nuttig zijn. Wat is dus de eerste bedenking – ik heb er een paar – die we moeten maken? De stukken die daar op de griffie liggen, daar moet op een of andere manier toch nog altijd een toegang toe zijn voor iemand die in het onderzoek van onderzoeksrechter De Troy in verdenking gesteld zou worden of die zelf later voor de rechtbank zou komen. Een beklagde in dat dossier waaruit de stukken verwijderd zijn, die moet nog altijd à décharge daar elementen uit kunnen plukken. Dat volgt uit de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof en van het Hof van Cassatie.

Twee. Men zou zelfs de redenering kunnen doortrekken en men zou zelfs bij uitbreiding kunnen zeggen dat een verdachte in een ander strafonderzoek, bijvoorbeeld in Arlon – ik zeg zomaar iets – op een bepaald moment zegt: “Ik ben hier priester en ik word hier verdacht in Arlon, maar in die stukken daar io de griffie van Brussel zitten elementen à décharge voor mij.” Dus dat is eigenlijk een tweede reden om te zeggen: het moet voor een beklagde in een ander strafonderzoek ook mogelijk zijn om de stukken die uit het onderzoek van mijnheer De Troy verwijderd zijn, voor hem à décharge eventueel te benutten.

Een derde bedenking die ik heb over die 475 dossiers, is dat sommige slachtoffers hun stukken zullen willen terugkrijgen. Dat kan ik begrijpen, want er zijn ook heel wat slachtoffers bij de commissie-Adriaenssens gekomen die liever niet hadden dat hun dossier in een gerechtelijk onderzoek zou belanden. Zij zeggen: “Dat is een stap die aan mij als slachtoffer toekwam en die niet iemand anders in mijn plaats moest nemen. Ik

wil mijn dossier terug.”

Ik vind dat iets waarmee wij in elk geval rekening moeten houden.

Het uitgangspunt is dus dat sommige slachtoffers zullen zeggen dat ze hun dossier terug willen. Waar zitten we dan?

Ik ben gaan kijken. Er bestaat op dit moment een koninklijk besluit van 24 maart 1936, dus van voor de Tweede Wereldoorlog. Dat is dus driekwart eeuw oud.

In artikel 2 van het koninklijk besluit op de bewaring ter griffie en de procedure – het is nog geschreven met twee u's – tot teruggave van de in strafzaken in beslag genomen zaken lezen we: “De zaken worden, behoudens een andersluidend bevel van den rechter, teruggegeven aan den persoon in wiens handen beslag werd gelegd.”

Wie doet dat? Dat staat in artikel 1. In artikel 1 staat dat het de griffier bij de rechtbank is die instaat voor de teruggave.

Een bedenking die wij ons moeten maken, is de volgende. Als de stukken niet bij de slachtoffers in beslag werden genomen, dan zal de teruggave in principe, als wij dit toepassen, niet aan hen kunnen gebeuren.

Er is echter een ander artikel in dat koninklijk besluit van 1936 dat erin voorziet dat het openbaar ministerie – daarom is het interessant om daar ook een lijst van te hebben – de personen kan aanduiden die rechten kunnen doen gelden op de zaak. Dat kunnen bijvoorbeeld slachtoffers zijn. Dan kan het openbaar ministerie aan de griffier zeggen: “U moet die personen allemaal verwittigen dat zij binnen een door mij bepaalde termijn” – het KB zegt dat dit een termijn van minimum 15 dagen is – “verzet kunnen plegen tegen de teruggave.”

De teruggave zou dan gebeuren aan degene in wiens handen ze in beslag is genomen, maar de griffier verwittigt op vraag van het openbaar ministerie de slachtoffers om te zeggen dat er een procedure bestaat om daartegen verzet te plegen. De eindbedenking daar is dat de slachtoffers zich dus tegen de teruggave kunnen verzetten.

Ik heb een vierde bedenking als ik over de 475 dossiers nadenk. Sommige slachtoffers zullen zeggen dat ze wel nog een gerechtelijk gevolg willen. Zo zullen er ook nog tussen zitten.

Daar is een oplossing voor. Sinds midden september ligt daar de toegangspoort tot het openbaar ministerie, zijnde het federaal parket. Daar kan men, zoals al 150 anderen vóór hen hebben gedaan, rechtstreeks een mail of een brief sturen naar mevrouw Pellens en dan krijgt men de voorkeurbehandeling, die mevrouw Pellens eigen is. Die slachtoffers zouden kunnen worden aangeschreven door het openbaar ministerie.

Mocht het mijn dossier zijn – het is op dit ogenblik niet mijn dossier –, dan zou ik Pellens daar naartoe sturen en zeggen: maak mij zo snel mogelijk een lijst van al die slachtoffers. We gaan die allemaal aanschrijven en zeggen: als u een gerechtelijk vervolg wil, dan kunt u ons een brief sturen.

Dan gaan we coördineren. Dat wil niet zeggen dat we het onderzoek zelf doen. Zoals bij de 150 anderen, doen we de administratieve verwerking, kijken we welk parket bevoegd is en dispatchen we naar dat parket dat overneemt.

Ik kom bij uw bezorgdheid die ik zeker deel, mevrouw de voorzitter. Als ik de cijfers zie die ik hier naar voren breng, dan kan ik mij voorstellen dat heel wat van die stukken verjaarde feiten zullen betreffen, of een verdachte of een pleger die intussen is overleden. Het is absoluut niet uit te sluiten dat sommige stukken wel erg onrustwekkende elementen zouden kunnen bevatten over mogelijk recidiverende plegers van feiten of dringende aanwijzingen van een onmiddellijke gevarensituatie waarin een minderjarige zich zou kunnen bevinden. Professor Adriaenssens heeft destijds dertien zeer dringende dossiers overgemaakt. Mij is het niet duidelijk of de politiediensten die op dit ogenblik belast zijn met het onderzoek van onderzoeksrechter De Troy, die 475 dossiers hebben geanalyseerd op dit punt: zit er geen potentiële recidivist in of een dringendheid voor een onmiddellijke gevarensituatie voor een minderjarige?

Het zou volgens mij onaanvaardbaar zijn als we op een bepaald moment moeten vaststellen dat een priester ergens ten lande, bijvoorbeeld in Doornik, tegen de lamp loopt omdat hij bepaalde feiten heeft gepleegd en dat zou blijken dat, mocht men destijds in de dossiers van de commissie-Adriaenssens hebben gekeken, er alarmbellen zouden zijn afgegaan omdat de kans bestond dat die dader de volgende dag zou herbeginnen. Het Ronald Janssensyndroom, om het zo te vergelijken.

Ten opzichte van die 475 dossiers maak ik mij de bedenking dat alle uit het onderzoek verwijderde dossiers dringend door het openbaar ministerie moeten worden nagelezen. Er moet per dossier een fiche worden gemaakt. Misschien bestaat die al bij de politie, dat weet ik niet. Ik zit in tweede lijn. Aan de hand van die fiche kennen wij de naam van het slachtoffer, naam van de verdachte, periode van de feiten, plaats van de feiten, mogelijk gevaar voor recidive en mogelijk onmiddellijk gevaar voor minderjarigen. Als er gevaar voor recidive of voor minderjarigen is, dan moet er worden gehandeld en moet er wat mij betreft een nieuw strafdossier...

**La présidente:** Monsieur le procureur général, vous nous dites que les 475 dossiers ne vous appartiennent pas aujourd'hui: vous n'avez pas été désigné et il n'y a pas de fédéralisation de la mission. J'ai bien compris.

Donc ils appartiennent au ministère public, c'est-à-dire au procureur du Roi de Bruxelles, depuis que l'arrêt a été prononcé disant que ceux-là étaient sortis. Ils sont déposés au greffe. Ils n'appartiennent plus au juge d'instruction De Troy.

**Johan Delmulle:** Ze zijn verwijderd uit het onderzoek van onderzoeksrechter De Troy, maar als ik op het einde van mijn verhaal kom, zal juist mijn aanbeveling aan uw commissie zijn, mevrouw de voorzitter, dat de wet daarin niet zo duidelijk is. Ik heb een aantal ideeën. Er zou daar een wetgevend initiatief kunnen genomen worden om daarop een duidelijker zicht te hebben.

Om concreet te antwoorden op uw vraag: het zijn op dit moment, vandaag, de procureur des Konings te Brussel en de procureur-generaal te Brussel, die het openbaar ministerie zijn, die betrokken zijn bij dat dossier. Dat ben ik nog niet.

**La présidente:** C'est bien ce que je disais. La loi n'est peut-être pas claire mais j'imagine qu'on ne va pas attendre une initiative parlementaire pour l'éclaircir et traiter les 475 dossiers.

**Johan Delmulle:** Non.

**La présidente:** Aujourd'hui, suivant l'analyse de l'arrêté dont vous nous avez donné lecture, c'est le ministère public qui doit prendre une initiative au niveau des dossiers déposés au greffe.

**Johan Delmulle:** C'est le procureur du Roi de Bruxelles qui doit prendre l'initiative.

La **présidente**: Il lui revient de prendre l'initiative, par exemple, d'établir des fiches concernant les personnes identifiées dans ce cadre.

**Johan Delmulle**: C'est exact.

La **présidente**: Et jusqu'à présent, aucun message n'a été adressé aux victimes?

**Johan Delmulle**: Non. Mais cela peut se comprendre dans la mesure où on a d'abord attendu le délai de cassation.

La **présidente**: Aujourd'hui, on est arrivé au bout du délai.

**Johan Delmulle**: U kunt natuurlijk blijven wachten. Er zijn een aantal burgerlijke partijen. Ik analyseer alleen maar het arrest. Ik wil mij niet in een domein wagen dat voorlopig nog altijd niet het mijne is. Als u het arrest leest, ziet u dat er een aantal burgerlijke partijen niet waren. Dat wil zeggen dat er een betekening moet gedaan worden aan die burgerlijke partijen om die cassatietermijn te laten lopen wat hen betreft. Dan bent u nog wel een tijdje onderweg.

In het begin zei ik dat er wat nuances waren. In mijn geest denk ik dat we de afweging moeten beginnen maken. Als ik kijk wat in die dossiers zou kunnen zitten, ben ik daar ongerust over. Ik reageer in dit geval als een bezorgde burger zoals jullie.

**Carina Van Cauter**: U verwijst, met betrekking tot de teruggave van de dossiers, naar een KB van 1936, waarbij in eerste instantie het dossier moet worden teruggegeven aan de persoon in wiens handen het in beslag genomen is. Dat is de commissie-Adriaenssens, die vandaag niet meer bestaat. In tweede instantie kan het openbaar ministerie de personen aanduiden die rechten kunnen uitoefenen op de zaak. Het openbaar ministerie kan ook de staat aanduiden, in zijn hoedanigheid van bewaker van.

**Johan Delmulle**: Dat laatste is al juridische spitstechnologie. Daar moet ik eens over nadenken.

**Carina Van Cauter**: Ik ben aan het nadenken om te zeggen dat het openbaar ministerie zichzelf zou kunnen aanduiden ten behoeve van de slachtoffers door uitvoering van de strafvordering, opsporing, vervolging enzovoort.

**Johan Delmulle**: Het enige dat het openbaar ministerie zal zeggen, is dat men het gaat

teruggeven aan persoon A en tegen persoon B. U hebt daar rechten op, u weet dat ik dat zal doen, en ik ga wachten tot wanneer u naar de rechter geweest bent, om dat eventueel te betwisten. Het is een beetje raar dat het openbaar ministerie zal zeggen: ik ga het teruggeven, maar ik ga tegelijkertijd verzet doen tegen mijn eigen beslissing tot teruggave.

**Carina Van Cauter**: Ik heb daar nog een vraag bij of een subvraag. U gaat ervan uit dat het dossier eigendom is van het slachtoffer.

**Johan Delmulle**: Neen, daar ga ik niet van uit.

**Carina Van Cauter**: De slachtoffers zijn gehoord, er zijn verklaringen opgenomen. Wij weten niet hoe een dossier eruit ziet. Het is samengesteld uit verschillende elementen door de commissie-Adriaenssens. Er zijn een aantal personen, die aanspraak kunnen maken op. Logisch redenerend zou ik denken dat de publieke vordering, uit te oefenen door de procureur des Konings of de federale procureur vanaf morgen of zo snel mogelijk, ook zijn rechten laat gelden ten behoeve van de uitoefening van de strafvordering.

**Johan Delmulle**: Wanneer wij zouden beginnen discuten over wie het nu toebehoort, zit ik voorbij hetgeen ik vandaag hier kan zeggen. Ik ben nu in abstracto bezig, maar ik voel dat het aan de grens is. Het is mijn dossier niet. Ik wil wel mijn gedachten met jullie delen en ik wil zeker de aanbeveling die ik hier nog liggen heb, met jullie delen. Veel verder gaan, lijkt mij wat gevaarlijk. Kan ik de aanbeveling delen met de commissie, mevrouw de voorzitter?

La **présidente**: Toutes les recommandations sont les bienvenues dans cette commission, monsieur le procureur fédéral.

**Johan Delmulle**: Ik denk dat in artikel 235, § 6 in de wet zelf zou moeten worden bepaald wat het verder lot is van ter griffie neergelegde stukken die nietig zijn verklaard en die uit het dossier zijn verwijderd. De wet zelf zou bijvoorbeeld moeten bepalen aan wie zij moeten worden teruggegeven, of nog, in welke mate zij nog in een zaak door een partij zouden kunnen worden gebruikt.

Ik denk zelfs dat het artikel in de wet erin zou kunnen voorzien dat de KI zelf verplicht wordt om dat in haar arrest te bepalen.

Nu gebeurt dat niet. Het gevolg is dat de stukken heel lange tijd op de griffie blijven liggen, vaak tot op het einde van het proces. In het beste geval

kunnen wij het KB van voor de Tweede Wereldoorlog van onder het stof halen en dat gebruiken.

Dat er een initiatief van de wetgever wordt verwacht, blijkt ook uit het arrest van het Grondwettelijk Hof van 8 mei 2002, dat zelf een voorzet geeft. Het Hof begreep de argumenten die ontwikkeld waren door de regering, maar stelde: "Het was mogelijk geweest om die doelstellingen te verzoenen met de vereisten van een eerlijk proces door erin te voorzien dat een rechter beoordeelt in welke mate de eerbiediging van de rechten van verdediging vereist dat een partij nietigverklaarde stukken kan aanwenden, er daarbij over wakend de rechten van de andere partijen niet te schaden."

Zij zeggen: u had in de wet iets meer kunnen inschrijven. U had kunnen zeggen: de rechter is degene die zal beoordelen of het stuk kan worden teruggegeven dan wel of het moet blijven liggen als element à décharge.

**Valérie Déom:** Juste pour bien confirmer: même si, demain ou après-demain, vous fédéralisez le dossier, vous n'avez pas le flou juridique qui entoure l'arrêt de la Cour constitutionnelle et l'arrêté royal de 1936. Vous ne pouvez pas, à un moment donné, récupérer les dossiers en raison d'un critère d'utilité et de caractère indispensable, peut-être pour éviter la récidive.

Est-ce un argument qu'on pourrait plaider pour récupérer ces dossiers en tant que ministère public, si vous fédéralisez?

**Johan Delmulle:** Je vais vous dire ce que je vais faire demain si... "Si", car c'est au conditionnel.

Als ik het openbaar ministerie zou zijn in deze zaak, dan zou ik mevrouw Pellens daar op afsturen. Ik zou zeggen dat zij al die uit het onderzoek verwijderde dossiers dringend moet nalezen, een fiche moet maken, zoals ik gezegd heb: naam van het slachtoffer, naam van de verdachte, plaats van de feiten, periode van de feiten en, surtout, vooral gevaar van recidive of gevaarsituatie voor een minderjarige.

Twee. Ik zou een brief schrijven aan alle slachtoffers met de melding dat indien zij een gerechtelijk gevolg wensen aan hun zaak, er een *porte d'entrée* voor het openbaar ministerie bestaat en zij een brief aan mij kunnen richten.

Drie. Ik zou een eensluitende kopie laten nemen – misschien is dat genomen, dat weet ik niet – van

de 475 dossiers.

Vier. Als een slachtoffer zegt dat hij zijn dossier terug wenst, zou ik die procedure van het koninklijk besluit van 1936 initiëren. Dat zou ik doen. Het slachtoffer krijgt bijvoorbeeld een maand om zijn verzet te formaliseren bij een rechter.

**Valérie Déom:** Et si dans un dossier qu'une victime veut récupérer, vous vous rendez compte qu'il y a un risque de récidive?

**Johan Delmulle:** Dan denk ik dat we op dat moment – maar daar moet ik wel nog een keer goed over nadenken – een nieuw strafonderzoek moeten beginnen. We moeten echter goed kijken hoe we dat juist gaan doen, want we moeten voorkomen dat we ergens een strafonderzoek opstarten en de advocaten later komen zeggen dat we eigenlijk begonnen zijn op basis van een nietig verklaard stuk en dat al de rest dus gecontamineerd is. Dan zou je dus eigenlijk al moeten proberen om bijvoorbeeld een slachtoffer te vragen om met een nieuwe klacht naar ons te komen en terug van *scratch* te beginnen. Enfin, daar moet over nagedacht worden. Ik wil vooral eerst zekerheid hebben of er geen potentiële gevaarsituatie in schuilt, waar men later zal vragen waarom men niets gedaan heeft. En terecht. U weet hoe het gaat.

**Marie-Christine Marghem:** Tout ce que vous nous expliquez ici, qui me paraît fort bien réfléchi, est-ce que vous avez eu l'occasion d'en parler au procureur du Roi de Bruxelles ou au procureur général, qui est au-dessus du procureur du Roi? Comment se fait-il qu'on n'ait pas réagi dès à présent, depuis au moins le 22 décembre, dans le sens que vous proposez pour débloquer la situation des 475 dossiers?

Vous nous dites cela aujourd'hui, en disant que ce sont des propositions, mais c'est d'abord aux intéressés qu'il faudrait le dire.

**Johan Delmulle:** Dat is gebeurd. Ik deel deze pistes met u. Ik heb ze ook al gedeeld met de procureur-generaal van Brussel. Een stuk van de oplossing is trouwens een input van de procureur-generaal van Brussel geweest.

Ik heb ze ook al gedeeld met de procureur des Konings te Brussel. Wie de zaak verder gaat doen, hangt af van het feit of het een federaal dossier wordt of niet, vooraleer men die pistes in de praktijk zal omzetten.

Het kon niet vroeger gebeuren. U moet vanaf 22 december nog de termijn van cassatie bijrekenen. De wet zegt heel duidelijk dat ze maar op de griffie worden neergelegd na het verstrijken van de cassatietermijn. Ik weet dus zelfs niet of ze er al liggen. Dat moet ook nog worden bekeken.

**Stefaan Van Hecke:** Mijnheer de federale procureur, kan naar uw mening en op basis van het arrest van het Grondwettelijk Hof en het arrest van het Hof van Cassatie, waarnaar u hebt verwezen, een verdachte vandaag het dossier al inzien op de griffie van de correctionele rechtbank, indien het dossier er al zou liggen?

**Johan Delmulle:** Indien het gaat om iemand die in verdenking is gesteld,... Ik snap uw vraag. Het moet echter zeker al iemand betreffen die het voorwerp van het gerechtelijk onderzoek van de heer De Troy uitmaakt. In voorkomend geval rijst de vraag – ik zou dit moeten onderzoeken – of de in verdenking gestelde tijdens het onderzoek de elementen à décharge reeds kan aanwenden dan wel of hij dat pas kan, wanneer hij voor de rechtbank staat. In het eerste geval zou het al om een aangehouden persoon moeten gaan of die inzagerecht van de onderzoeksrechter heeft bekomen.

Ik denk eerlijk gezegd dat het pas kan in het tweede geval. Het eerste geval lijkt mij immers niet veel zin te hebben. Er is immers nog niets definitief. De in verdenking gestelde weet zelfs nog niet of hij al dan niet zal worden vervolgd. Ik denk dus persoonlijk dat het veeleer het tweede zal zijn. Ik zou dat nader moeten bekijken.

La **présidente:** Madame Marghem, vous avez une dernière question sur ce point puis on continuera les réponses. Des juges attendent déjà. Je les remercie d'ailleurs pour leur patience.

**Marie-Christine Marghem:** Monsieur Delmulle, vous allez bientôt rencontrer le juge d'instruction De Troy.

**Johan Delmulle:** C'est mon intention.

**Marie-Christine Marghem:** Vous savez qu'il y a toujours une procédure pendante qui concerne sa récusation, qui n'a pas encore abouti. Cela peut poser un problème mais je lis dans le Code d'instruction criminelle que "dans le cas où le juge d'instruction ne serait ni celui du lieu du crime ou du délit, ni celui de la résidence de l'inculpé, ni celui du lieu où il pourra être trouvé, ni celui du siège social de la personne morale ou du siège d'exploitation de celle-ci, il renverra la plainte

devant le juge d'instruction qui pourra en connaître". Donc, comme tout le monde sait – vous allez seulement le constater en lisant les dossiers puisque vous voulez absolument les lire – que les dossiers qui sont entre ses mains, de par les constitutions de partie civile qui ont été faites, viennent d'un peu partout en Belgique, pourquoi n'a-t-il pas utilisé cette procédure?

**Johan Delmulle:** Il faut le lui demander.

**Marie-Christine Marghem:** Oui mais quelle en est l'explication?

**Johan Delmulle:** Je ne sais pas.

**Marie-Christine Marghem:** Vous vous rendez compte de toutes les conséquences. Tout le monde se renvoie la patate chaude au détriment des victimes, qu'on le veuille ou non, et il n'y a toujours pas de décision prise quant à l'orientation réelle et finale de ces dossiers.

**Johan Delmulle:** Je ne peux pas répondre à la place du juge.

**Marie-Christine Marghem:** Mais le temps d'arriver à la chambre du conseil pour régler tout cela car c'est ainsi que cela peut se terminer, quelques semaines vont s'écouler.

**Johan Delmulle:** Maintenant c'est trop tard car cet article-là, le juge doit l'utiliser tout de suite. L'enquête ne pas avoir commencé.

**Marie-Christine Marghem:** Et vous n'avez aucune idée?

**Johan Delmulle:** Même si j'avais une idée, je ne peux pas la partager mais je n'ai pas d'idée!

La **présidente:** Madame Marghem, je vous rappelle qu'il faut faire attention aux procédures en cours.

**Marie-Christine Marghem:** Oui, mais je pose une question que je trouve fondamentale et je suis persuadée que l'un ou l'autre connaît la réponse sinon je ne vois pas pourquoi le procureur du Roi vous aurait demandé de fédéraliser ce dossier!

**Johan Delmulle:** Cela, je l'ai expliqué!

**Marie-Christine Marghem:** Oui, oui vous avez votre explication!

**Johan Delmulle:** C'est ce qu'il a écrit.

La **présidente**: Monsieur le procureur fédéral, vous pouvez continuer à répondre aux questions.

**Johan Delmulle**: Ik wou inpikken op de vraag van de class-action en ik wou daar ook een aanbeveling aan koppelen. U zal begrepen hebben dat de coördinatietaak van mijn ambt bemoeilijkt wordt door het feit dat er 23 klachten met burgerlijke partijstelling zijn neergelegd in het gerechtelijk onderzoek. Bij de lectuur van het arrest is het mij opgevallen dat de klacht met burgerlijke partijstelling gebruikt wordt door één advocatenkantoor als een strategisch instrument om feiten van seksueel misbruik in de pastorale relatie en van schuldig verzuim zoveel mogelijk te onttrekken aan hun natuurlijke rechter. Dit is de rechter van de plaats van de feiten, of de rechter waar de verdachte kan gevonden worden of verblijft, en waar vaak ook het slachtoffer zelf woont. Men wil zoveel mogelijk feiten centraliseren bij de onderzoeksrechter te Brussel en dit gebeurt in het raam van die zogenaamde class-action. Als ik het arrest lees, valt het mij op dat 13 van de 23 klachten door één advocatenkantoor zijn neergelegd bij onderzoeksrechter De Troy.

Ik ben gaan kijken op de website van het betrokken advocatenkantoor en daar ziet u de strategie die men eigenlijk heeft willen volgen. Men legt het daar met zoveel woorden uit. Men zegt gemachtigd te zijn door de stafhouder van de balie om onder een aantal voorwaarden een class-action in te stellen inzake het seksueel misbruik binnen de Kerk. Ik citeer wat er op de website staat: "Hoe gaan wij dat nu doen? Wij gaan enerzijds zoveel mogelijk slachtoffers zich burgerlijke partij laten stellen in het kader van het lopende gerechtelijk onderzoek van onderzoeksrechter De Troy en wij zullen steeds, naast een klacht tegen de individuele daders, ook een klacht neerleggen wegens schuldig verzuim. Dan zullen wij een tijdslijn opmaken en dan kunnen wij via eenheid van opzet spreken van een systematisch schuldig verzuim." Anderzijds, zo leert de website mij, zegt men ook de hoge kerkelijke instanties te zullen dagvaarden in schadevergoeding via een burgerlijke procedure, artikel 1382 Burgerlijk Wetboek.

Het is met dat te lezen dat het mij heel duidelijk geworden is wat een class-action juist is. Zoals u weet, is het een figuur die wij hier eigenlijk in ons strafrecht niet als dusdanig kennen. Het is mij dan ook duidelijk geworden waarom al die klachten met burgerlijke partijstelling richting onderzoeksrechter De Troy zijn gegaan. Ik vroeg mij af waarom al die klachten naar daar gingen. Ik vroeg mij dat af omdat dit mijn coördinatietaak

bemoeilijkt, namelijk 23 klachten met burgerlijke partijstelling. Ik zie hier nu voor het eerst dat er een soort class-action *avant la lettre* is, zonder dat daar een wettelijke basis voor bestaat bij ons in ons strafrechtstelsel. Ik ga mij daar niet over uitspreken. Dat is een ander debat. Wat mij wel raakt en dat wil ik met u delen, is dat ik vind dat het niet kan dat men de rechtsfiguur van de klacht met burgerlijke partijstelling gaat afwenden van haar initiële bestaansreden, zoals zij destijds door de wetgever gewenst is.

In het Frans noemen ze dat bij ons "détournement de la procédure" en ik vind dat het zeker niet kan wanneer men in een situatie belandt zoals de situatie van vandaag, die ik u zojuist geschetst heb, waardoor het zeer moeilijk wordt om nog te coördineren. Ik vind dat er zo iets is als 'wapengelijkheid'. De procedures van ons Wetboek van strafvordering moeten door iedereen op een loyale manier worden gebruikt. Als ik dan op de website alle klachten bij de onderzoeksrechter de beweegredenen lees om neer te leggen, dan zie ik dat de samenhang die men aanhaalt, *la connexité* tussen de initiële vordering en de aanvullende vorderingen van de procureur des Konings en de klachten met burgerlijke partijstelling, niet langer meer ingegeven is zoals artikel 227 van het Wetboek van strafvordering het wil, namelijk met het oog op een goede rechtsbedeling, maar wel met het oog op het kunnen uitoefenen van een class action. Dit lijkt mij persoonlijk – maar dat is mijn mening – een brug te ver.

Ik heb in 2001, mevrouw de voorzitter, een artikel geschreven in *Custodes*. Ik heb dat bij en ik zou dat graag straks neerleggen. Dat artikel heette: "Vinger aan de pols en op de wonde: het stellen van prioriteiten bij de opsporing en het vervolgen van misdrijven." Ik heb toen – we spreken van 2001 – in dat artikel de profetische woorden geschreven dat meer en meer wordt vastgesteld dat de benadeelde burger en zijn advocaat zich met hun klacht met burgerlijke partijstelling rechtstreeks tot de onderzoeksrechter wenden zonder zelfs voorafgaandelijk aangifte of klacht in handen van het parket of van de politiediensten te doen. Ik heb toen geschreven: "Dikwijls maken zij de zaak aanhangig bij de onderzoeksrechter, terwijl het opsporingsonderzoek zelf nog lopende is." Ik heb geschreven: "Dit is natuurlijk niet min of niet meer dan een afwijking van de ratio legis van de klacht met burgerlijke partijstelling. Die was, en zo heeft het onze wetgever" – u – "gewild, namelijk te verhelpen aan het niet-optreden van het openbaar ministerie en de uitoefening van de strafvordering in alle gevallen mogelijk te maken."

Ik heb in dat artikel verwezen naar een oud arrest van ons Hof van Cassatie van 10 februari 1913.

Wat ik toen geschreven heb in 2001, blijkt nu vandaag precies wat er aan het gebeuren is. Er zijn strafonderzoeken die op een volledig rechtmatige basis aan de gang zijn in het natuurlijke arrondissement van de feiten. De feiten zijn daar gepleegd, de dader woont daar, het slachtoffer woont daar en die worden met een afwijking van de klacht met burgerlijke partijstelling in Brussel gedropt, omdat alles daar gecentraliseerd moet worden, omdat een class action zou mogelijk moeten gemaakt worden. Als ik dan kijk naar het arrest, want dat is het enige waarnaar ik kan kijken, dan zie ik van de 23 klachten met burgerlijke partijstelling de rubriek "plaats van de feiten" en dan zie ik slechts eenmaal Brussel en 22 maal een andere plaats. Ik zeg u dat dit niet de bedoeling was van de wetgever destijds en wat geldt voor ons als openbaar ministerie, geldt ook voor de andere partners in ons rechtssysteem.

Mijn aanbeveling aan u en aan uw commissie, mevrouw de voorzitter, zou zijn om de rechtsfiguur van de klacht met burgerlijke partijstelling, dat zijn dus de artikelen 63 en volgende, van ons Wetboek van strafvordering, te herbekijken. Een onderzoeksrechter zit nu vast, hij heeft niet veel *marge de manoeuvre*. Als hij gevat wordt door een klacht met burgerlijke partijstelling, moet hij onderzoeken.

Mijn pleidooi of mijn suggestie voor u is om een nieuwe wettelijke weigeringsgrond te creëren in hoofde van de onderzoeksrechter. Een onderzoeksrechter die gevat wordt door een klacht met burgerlijke partijstelling, zou moeten kunnen weigeren om te onderzoeken op grond van feitelijke overwegingen of op grond van opportunitetsredenen. Ik ga ermee akkoord dat er een instantie moet zijn, bijvoorbeeld de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling, die daarop toeziet en die dat desgevallend kan bevestigen of hervormen. Dan zou het mogelijk zijn dat een onderzoeksrechter zou weigeren te onderzoeken vanuit de feitelijke overweging dat nopens hetzelfde feit reeds een opsporingsonderzoek lopende is, of dat de feiten onderzocht zijn en ontkend worden door een voorafgaand opsporingsonderzoek bij de procureur, of om te weigeren te onderzoeken omwille van bijzondere drijfveren van een burgerlijke partij, bijvoorbeeld de organisatie van een class action, ook al is die niet wettelijk voorzien in ons land. Idealiter zou het voor mij zelfs mogelijk moeten zijn dat een

onderzoeksrechter kan weigeren te onderzoeken zolang een klacht niet eerst bij het openbaar ministerie werd aangebracht.

Het zou tegelijkertijd dienstig zijn om onze onderzoeksrechters te ontlasten van het werk. Ik zit er alle dagen in. Ik zie welke karrenvrachten aan dossiers – op ons niveau gaat het gros van de dossiers in gerechtelijk onderzoek – de onderzoeksrechters vandaag de dag zich reeds meester moeten maken. Ik stel mij daar soms ook vragen bij. Het lijkt mij soms menselijk onmogelijk om dat allemaal te lezen.

In mijn artikel heb ik cijfers gegeven. Ik zie dat er enorm veel klachten met burgerlijke partijstelling zijn. Wij kennen die allemaal. Het gaat bijvoorbeeld om een erfeniszaak of een echtscheidingszaak die men wat wil stofferen. Daar kan de onderzoeksrechter niet onderuit. Hij moet dat allemaal tot zich nemen. Hij krijgt al een enorme capaciteit te verwerken in wat ik zijn normale werkzaamheden noem. Dan is er een afwijking, waarbij er een enorme hoeveelheid klachten met burgerlijke partijstelling nog eens bovenop komt. Als ik daarnaar kijk, dan denk ik dat wij voor die onderzoeken toch geen onderzoeksrechter nodig hebben. Een onderzoeksrechter hebben wij nodig voor highlevelzaken, niet voor zoiets. Daarom zou ik die aanbeveling graag formuleren aan u.

**La présidente:** Ce n'est pas exactement dans ce sens-là que nous voulions aller.

**Stefaan Van Hecke:** Mevrouw de voorzitter, ik denk niet dat wij nu het debat moeten voeren over welke aanbevelingen wij zullen volgen en welke niet.

Ik denk dat u in theorie inderdaad gelijk hebt dat er misbruiken zijn, maar zou het ook niet kunnen, mijnheer de federale procureur, dat bepaalde slachtoffers uiteindelijk een klacht indienen bij een onderzoeksrechter waarvan zij gezien hebben dat hij iemand is die iets doet, terwijl zij misschien in hun eigen arrondissement minder goede ervaringen hebben gehad? Dat zou ook de reden kunnen zijn waarom men, los van de class action en de voordelen die eraan verbonden zijn, de rechter opzoekt van wie men ziet dat hij iemand is die optreedt. Misschien moeten wij daar niet altijd andere verhalen achter zoeken.

**Johan Delmulle:** Ik kan u volgen in die zin dat de klacht met burgerlijke partijstelling – ik weet niet wanneer het precies was, maar die is al heel lang geleden in ons rechtssysteem ingevoerd – juist

erop gericht was de inertie van het openbaar ministerie te sanctioneren. Als het daaraan tegemoet zou komen, dan ga ik ermee akkoord, maar hier heb ik niet de indruk dat het dat is.

**Carina Van Cauter:** Ik heb een vraag in dezelfde zin als collega Van Hecke. Als men naar de cijfers kijkt van het aantal seponeringen om opportuniteitsredenen, omwille van beleidsmotieven, dan ziet men dat van het aantal geseponeerde dossiers ongeveer de helft omwille van beleidsmotieven geseponerd wordt. Is de vraag die collega Van Hecke stelt dan niet terecht, ook wat de materie seksueel misbruik betreft?

Weten wij allemaal niet, met betrekking tot een aantal misdrijven, dat men bijna per definitie weet, als daarvoor een klacht bij het parket ingediend wordt, dat daaraan geen gevolg gegeven wordt? Ik bedoel dus dat men dat vooraf weet. Ik denk aan een aantal burgerlijke procedures, inzake meened, valsheid in geschrifte, enzovoort. De enige uitweg om een misdrijf te laten vaststellen, vervolgen en schadevergoeding te krijgen, is de weg van de klacht met burgerlijke partijstelling. Hoor ik u nu pleiten om deze mogelijkheid helemaal uit te sluiten?

**Johan Delmulle:** Nee, ik pleit ervoor om de onderzoeksrechter een bijkomende weigeringsgrond te geven. Nu kan de onderzoeksrechter in een aantal omstandigheden, bijvoorbeeld als hij vaststelt dat het feit verjaard is of dat hij *ratione personae materiae* niet bevoegd is, weigeren te onderzoeken. Die gevallen zijn echter vrij gelimiteerd. Ik zeg: geef hem meer ruimte. Ik kom overal en ontmoet veel onderzoeksrechters. Ik heb al wat onderzoeksrechters...

**Carina Van Cauter:** Kunt u een voorbeeld geven?

**Johan Delmulle:** Bijvoorbeeld een klacht die ingediend wordt lastens iemand met voorrecht van rechtsmacht. Als men een klacht indient tegen een magistraat, dan is de onderzoeksrechter sowieso *ratione personae* niet bevoegd. Dat is het niveau van de procureur-generaal en de raadsheer-onderzoeksrechter.

**Carina Van Cauter:** (...)

**Johan Delmulle:** Dat zijn er niet veel. Dat is juist het punt dat ik wil maken. Er zijn op dit moment niet veel mogelijkheden voor een onderzoeksrechter om te zeggen: "Wat u mij hier komt vragen, dat is eigenlijk een verdoken

manoeuvre om iets te bereiken. Ik, als onderzoeksrechter, vind dat ik hier geen onderzoek moet voeren."

Ik zeg niet dat men een lijst moet maken van feiten die de onderzoekerrechter sowieso niet mag onderzoeken. Ik vraag dat de onderzoeksrechter zelf een grotere wettelijke ruimte tot appreciatie zou krijgen. Ik weet dat zij daarvoor vragende partij zijn. Ik heb geen peiling gedaan, maar velen met wie ik in contact kom, zeggen mij: ik moet een onderzoek doen, dat kost veel politiecapaciteit en wij weten allemaal – die cijfers zouden wel interessant zijn, mocht u die reflectie willen maken – dat het op het einde van de rit toch een buitenvervolginstelling wordt.

Het zou interessant zijn om eens na te gaan hoeveel klachten met burgerlijke partijstelling die worden ingediend bij de onderzoeksrechter – die cijfers zijn wel beschikbaar – uiteindelijk de raadkamer passeren. Daar zou u van verschieten, want dat zijn er niet veel. Ondertussen is hij er wel mee bezig, is de politie ermee bezig en verliezen ze capaciteit, moet de procureur zich daarmee bezig houden.

**Carina Van Cauter:** Op kosten van de burgerlijke partij?

**Johan Delmulle:** U weet ook hoeveel ze moet betalen, de burgerlijke partij. Ik wou de commissie ook die suggestie doen.

**La présidente:** On ne va pas refaire tout le débat sur cette question. Nous avons pris note de la suggestion qui a été faite.

**Marie-Christine Marghem:** J'entends bien les propositions qui ont été faites, mais je ne vois pas comment on pourrait faire. Un juge ne peut se dessaisir lui-même. De toute façon, il y a un débat devant la chambre du conseil, à un moment où à un autre, lorsque l'instruction est terminée.

**Johan Delmulle:** C'est bien ce que j'ai dit.

**Marie-Christine Marghem:** Mais il ne peut faire de proposition. Il rédige un rapport et c'est le réquisitoire... Ce n'est pas la même chose!

**Johan Delmulle:** L'idée, c'est de donner plus de marge de manoeuvre au juge d'instruction. Actuellement, il est presque toujours obligé d'enquêter, même s'il n'est pas convaincu ou pour des raisons d'opportunité...

**La présidente:** Il me semble qu'aujourd'hui, vous

n'arrivez pas à vous mettre d'accord. Toujours est-il qu'il s'agit d'une proposition et que nous en discuterons en temps voulu. Monsieur le procureur général, je vous invite à continuer à répondre aux questions. Je rappelle aux membres de la commission que nous avons encore trois juges du fond à auditionner.

**Johan Delmulle:** Je vais répondre aux questions relatives à la note du Collège des procureurs généraux.

La **présidente:** Elles sont plutôt importantes pour notre commission.

**Johan Delmulle:** Alvorens ik daarop antwoord, mevrouw de voorzitter, moet ik er wel op wijzen, dat ik als federale procureur geen lid ben van het College van procureurs-generaal. De wet laat mij wel toe, en ik doe dat ook wel, om aanwezig te zijn bij de vergaderingen van het College van procureurs-generaal, aanwezig te zijn bij de vergadering van de Raad van procureurs des Konings en van de Raad van arbeidsauditeurs.

In de nota met de titel "Regulering van de informatiedoorstroming tussen de door de Katholieke Kerk van België opgerichte commissie voor de behandeling van klachten wegens seksueel misbruik in een pastorale relatie enerzijds en het openbaar ministerie anderzijds", vond ik vooral het derde hoofdstuk van belang. Maar ik kom daar later op terug. Ik ga eerst in op het zagezegde statuut van die nota zoals het door mij wordt aangevoeld, want daar waren een aantal vragen over.

Ik heb die nota nooit beschouwd of aangevoeld als een akkoord of een protocol. De nota zegt trouwens zelf op pagina 3 dat ze 'zelfs niet als een stilzwijgend akkoord vanwege het openbaar ministerie kan worden beschouwd'. De nota is bij mijn weten ook nooit ter goedkeuring of zelfs ter kennisneming voorgelegd aan de commissie-Adriaenssens of aan de Kerk. Ze is bij mijn weten ook nooit ondertekend door de commissie-Adriaenssens of door de Kerk.

Ik weet, mevrouw de voorzitter, wat er allemaal beweerd wordt – ik lees ook de pers –, onder andere dat de nota een creatie is van een parallelle justitie, die via die nota geïnstalleerd zou zijn en dat het College van procureurs-generaal zijn bevoegdheden aan de commissie zou afgestaan hebben. Ik kan u zeggen, en ik ben daar formeel in, ik kijk u daarvoor recht in de ogen: ik woon alle vergaderingen van het College van procureurs-generaal bij en ik weet dat als er

iets is dat het College van procureurs-generaal na aan het hart ligt, het juist de vrijwaring van de grondwettelijk verankerde onafhankelijkheid van het openbaar ministerie is. Ook voor mij is dat van levensbelang. Ik heb zelf geen procureur-generaal tussen mij en de minister, ik hang rechtstreeks af van de minister van Justitie. Gelukkig is er het artikel 151 van de Grondwet, dat perfect gerespecteerd wordt door deze minister en ook door de vorige ministers. De onafhankelijkheid van het openbaar ministerie is iets wat dus ook voor mij van levensbelang is. Als ik zou aanvoelen dat iemand daarmee een loopje zou nemen, dan zou ik daarop reageren. Ik kan u met de hand op het hart zeggen wat ik u daarnet zei, namelijk dat de vrijwaring van dat principe, dat verankerd is in de Grondwet, primordiaal is voor het College van procureurs-generaal. Ik weet niet wie dat allemaal gezegd heeft over de parallelle justitie en de bevoegdheidsoverdracht, maar ik kan u zeggen: die heeft het wat mij betreft bij het verkeerde eind.

De nota is voor mij een interne nota van het College...

La **présidente:** Je vais vous arrêter comme j'avais arrêté le procureur général. Ce n'est pas une personne qui parle de justice parallèle. Je voudrais rappeler que si nous sommes ici en commission spéciale, comme je l'ai fait pour le procureur général M. Visart de Bocarmé, c'est parce qu'une proposition de loi a été votée à l'unanimité: 150 parlementaires se sont posés des questions sur l'indépendance de la justice, en raison de ce document précisément. Il n'y a pas une personne qui se pose des questions mais 150 et c'est pour cela que nous sommes ici!

Je voulais juste dire que c'est cela, le point de départ. Nous sommes le pouvoir législatif; il y a le pouvoir judiciaire. Nous devons veiller à la séparation des pouvoirs d'un côté et de l'autre au respect de la Constitution et à la séparation de l'Église et de l'État. Vous pouvez relire la loi qui nous institue, comme je l'ai fait moi-même récemment: il y a quatre points portant sur les questions autour de ce document. Si nous sommes ici, c'est parce que nous nous posons des questions et personne ne nous les a soufflées. C'est le pouvoir législatif qui se pose des questions fondamentales sur l'indépendance de la justice. Sinon nous ne serions pas ici tous ensemble.

**Johan Delmulle:** D'accord, nous nous sommes bien compris.

Het doel van die nota is voor mij in hoofdzaak, of

was in hoofdzaak, de creatie van een uniek invalspunt voor de zogenaamde commissie-Adriaenssens. Dat uniek invalspunt, dat waren wij op het federaal parket. En vervolgens, en dat is dat hoofdstuk 3, een informatief flux die uitgetekend moest worden, intern in het openbaar ministerie.

Op de vergadering van het College van procureurs-generaal, onder het voorzitterschap van de minister van Justitie, van 18 mei 2010 is de rol van het federaal parket duidelijk uitgetekend: coördineren en als aanspreekpunt dienen voor de commissie-Adriaenssens. Mocht uw bijzondere commissie kunnen beschikken over de notulen van die vergadering die zijn opgesteld in tempore non suspecto, dan denk ik dat het voor de commissie vrij snel duidelijk zou worden dat er geen sprake is van een bevoegdheidsoverdracht, een protocol, een akkoord of wat dan ook. U zal daarin lezen dat integendeel verschillende leden van het College van procureurs-generaal beklemtonen dat het aan het parket toekomt om de concrete dossiers te behandelen en om ook zich uit te spreken over de juridische aspecten daarrond, bijvoorbeeld de verjaring.

Ik heb – u zou dat ook kunnen lezen in de interne nota van het College – op 22 mei 2010 met professor Adriaenssens een onderhoud gehad. Ik heb hem op dat moment uiteengezet hoe ik de aanmelding van de feiten van hem aan ons, aan het federaal parket, zag. U zal dat zien, dat staat met name in hoofdstuk 3 van de nota van het College van procureurs-generaal. Ik ga dat niet meer uiteenzetten, omdat ik het al uiteengezet heb in mijn inleidende uiteenzetting.

Ik moet u zeggen, dat luik van de vergadering heeft niet zodanig veel tijd in beslag genomen, omdat mijnheer Adriaenssens daar al onmiddellijk was met zijn eerste dossier. Wij hebben dus eigenlijk meer tijd besteed aan zijn eerste dossier, waar hij echt bezorgd was dat we niet in een recidivesituatie zouden geraken met een bepaalde priester en waarbij onmiddellijk een verder gevolg aan dat dossier moest worden gegeven.

Voilà, ik kan maar zeggen hoe ik het aanvoel, maar dat is wel mijn overtuiging. Enkelen hebben daarover een vraag gesteld, maar dat is het eigenlijk.

**Renaat Landuyt:** Wat is er dan gebeurd? Die nota wordt opgesteld, er is een College geweest en dan werkt de procureur van Brussel daarnaast? Zijn er dan geen contacten geweest met de procureur van Brussel om uit te leggen dat het niet nodig was om een onderzoeksrechter in te

schakelen om ze in beslag te gaan nemen, de dossiers waaromtrent jullie een communicatiekanaal hadden afgesproken? Dat begrijpen wij niet.

**Johan Delmulle:** Daar ben ik minder bij betrokken. Wat in het College beslist wordt...

**Renaat Landuyt:** ...contacten geweest? Vóór de actie operatie Kelk zijn er toch contacten geweest door u met de procureur des Konings van Brussel? Ik veronderstel dat daar gesproken werd over het feit dat er op vraag van de minister een protocol – dat was toen de roepnaam, nu wordt dat een nota genoemd – was opgesteld, dat er een persconferentie daaromtrent zou worden gehouden en of ze daarmee rekening wilden houden. Dat gesprek is er toch geweest?

**Johan Delmulle:** Er is een gesprek geweest tussen mij en de procureur des Konings in Brussel op 23 juni, de dag voor de huiszoeking. Dat protocol waar jullie over spreken, maar dat voor mij een interne nota is, is daar aan bod gekomen. Ik moet u in alle eerlijkheid zeggen dat ik niet de indruk had dat dit veel zei aan de procureur des Konings te Brussel.

**La présidente:** (...)

**Johan Delmulle:** Ik had niet die indruk. Ik had hem daarover gesproken. Het was immers een van de redenen waarom ik bij hem was. Ik had gehoord van een van zijn magistraten, die met één man mijn magistraten had gesproken, dat er dossiers van Devillé en van Halsberghe op het parket van Brussel zouden worden behandeld.

Op maandag, de eenentwintigste, is er dat contact geweest. Ik heb op de drieëntwintigste beslist dat ik in het kader van mijn coördinatie taak met de procureur des Konings te Brussel moest praten. Ik stelde mij immers het volgende scenario voor ogen.

Stel dat één slachtoffer met zijn klacht naar de commissie-Adriaenssens is gestapt en dat het dossier bij mij terecht komt, waarna ik het dispatch, zoals ik heb uitgelegd, naar de procureur des Konings van het arrondissement waar de priester in kwestie woont. Dat kan bijvoorbeeld Kortrijk zijn. Stel nu dat datzelfde slachtoffer ook naar de procureur des Konings te Brussel stapt en deze tot de vaststelling komt dat hij niet bevoegd is voor het dossier. Hij beslist om het dossier ook te dispatchen naar zijn collega die bevoegd is, waarna deze het criterium van de plaats van de feiten hanteert, wat binnen het openbaar

ministerie een meer gebruikelijk criterium is. Stel dat hij het naar Brugge zou dispatchen, dan zouden we een slachtoffer hebben dat vandaag de FPG van Kortrijk op bezoek krijgt en morgen de FPG van Brugge.

Om die reden ben ik naar de procureur des Konings te Brussel gestapt en heb hem gezegd dat wij over dat probleem moesten praten. Ik had immers een coördinatieopdracht en er was een nota van het College van procureurs-generaal.

Zoals ik daarnet reeds zei, had ik niet de indruk dat de nota hem veel zei.

**Renaat Landuyt:** Is de verhouding binnen het openbaar ministerie dan dermate dat men aan zijn collega niet mededeelt dat een operatie al bezig is?

**Johan Delmulle:** U bedoelt tussen de procureur en mij?

**Renaat Landuyt:** U hebt een coördinatieopdracht. In uw verhaal hoor ik dat de procureur naar uw verhaal even heeft geluisterd, maar dat u geen kennis kreeg of had van het feit dat hij een zaak lopende had.

**Johan Delmulle:** Ik had er kennis van dat hij een onderzoeksrechter had gevorderd. Ik voelde natuurlijk wel aan dat er ter zake huiszoekingen op til waren. Hij heeft mij toen immers ook gevraagd de zaak onder embargo te stellen. Ik weet dan meestal wel hoe laat het is. Ik wist niet over welke feiten het in concreto ging.

U zegt dat het één grote familie is. Er is echter ook nog het beroepsgeheim dat zowel hem als mij bindt. Er is ook nog zoiets als het respect voor het onderzoeksgeheim. Ik heb ter zake dan ook niet doorgevraagd.

Hij heeft mij de huiszoekingen niet in plaats en tijd gedetermineerd. Hij heeft mij echter niet medegedeeld dat er huiszoekingen bij Adriaenssens zouden gebeuren. Dat is juist.

La **présidente:** On a entendu les cinq procureurs généraux nous dire: "Tout cela n'était que du management". On vous a désigné pour dispatcher les dossiers. Jusque-là, cela semble de la bonne gestion d'un parquet, surtout quand on sait qu'il y aura une masse de dossiers. J'entends bien, parce qu'il y avait un affolement autour des dizaines et des centaines de dossiers. C'est assez simple, puisque cela revient à dire, dans votre réunion du Collège des procureurs généraux, que

le procureur général a la gestion du dispatching des dossiers en fonction du dernier domicile de l'auteur. C'était bien la décision, si j'ai bien compris les procureurs généraux et ce que vous nous avez dit. J'aurais posé la même question: pourquoi alors rédiger sept pages pour vous désigner? Pourquoi est-il écrit que seule la commission peut choisir de transmettre ou non au ministère public les dossiers dont elle dispose? Oui, c'est écrit à la septième page!

Il est vrai que personne n'a un document signé, sauf qu'il y a quand même eu la demande du ministre formulée le 3 mai, parce qu'il a vu M. Adriaenssens. C'est une régulation des flux entre la commission instituée par l'Église, donc la commission Adriaenssens, et le ministère public. Ce papier a circulé. Certains procureurs généraux nous ont dit qu'ils avaient reçu le document par mail. D'autres l'ont transmis à leur procureur du Roi. Donc, c'est un vrai document qui a été accepté, à un moment donné, par les procureurs généraux, sans doute sans signature, si j'ai bien compris.

Vous êtes le ministère public. Et vous en avez, je pense, une longue expérience. Referiez-vous ce protocole avec un autre secteur, puisque vous participez aux réunions du Collège des procureurs généraux, si tout à coup il y avait un afflux de dossiers?

**Johan Delmulle:** Mevrouw de voorzitter, wellicht was het niet nodig om alles op papier te zetten. Dat is juist. Ik weet niet of het College van procureurs-generaal dat vandaag nog zou doen, na wat het hier allemaal ziet gebeuren. Ik kan u enkel zeggen hoe ik een en ander heb aangevoeld.

U verwijst naar pagina 7.

La **présidente:** Et à la page 6 aussi.

**Johan Delmulle:** Wat ik zie, is dat het blijkbaar vooral over de woorden "op haar eigen verantwoordelijkheid" gaat. Dat is de indruk die ik krijg, wanneer ik de bewuste pagina's inkijk. Wanneer ik dat op afstand lees, dan begrijp ik dat u zich daarbij vragen stelt.

Ik zal u zeggen wat dat voor mij betekent. Voor mij betekent "op haar eigen verantwoordelijkheid" dat de commissie haar verantwoordelijkheid dient op te nemen. Zij beschikte over de dossiers. Zij moest de dossiers overmaken aan het federaal parket.

Toen professor Adriaenssens en ikzelf op 22 mei samenzaten, heeft hij mij medegedeeld dat hij in de eerste plaats de dossiers zou bekijken op de aanwezigheid van eventuele dringende aanwijzingen van onmiddellijk gevaar voor minderjarigen. Die dossiers zou hij mij onmiddellijk geven. Bijvoorbeeld de 13 eerste dossiers vielen daaronder. Daar lag voor mij ook de verantwoordelijkheid van de commissie.

Ik snap dat u de passus waarnaar u verwijst op die manier leest. De vraag was echter of de commissie de dossiers zelf onmiddellijk moest meesturen naar het federaal parket, dan wel of het volstond om een brief te schrijven, een gewone aanmelding.

Ook daar was het aan de commissie – het is aldus gesteld – om te beslissen over de vraag of zij de dossiers al dan niet zou meesturen. Wij hebben wel gezegd dat zij moesten weten dat als zij het niet zouden doen, de procureur ze in beslag zou kunnen komen nemen.

Het is zo dat alles moet worden gelezen. Indien ik het zo hoor – ik lees het vooral in de media –, dan wordt er aan de woorden “op haar eigen verantwoordelijkheid” een overgewicht gegeven. Echter, als er dossiers bij de commissie liggen, is het inderdaad de verantwoordelijkheid van de commissie om de dossiers aan ons te bezorgen. Indien de commissie beslist de dringende dossiers eerst te behandelen, dan is het haar verantwoordelijkheid dat de dringende dossiers eerst naar ons komen. Indien de commissie niet weet of zij het dossier al dan niet onmiddellijk zal meesturen, dan is zij vrij om dat te doen en die keuze te maken. In elk geval moet zij weten dat, indien wij de dossiers niet krijgen, er nog altijd een procureur zal zijn die ze in beslag kan komen nemen. Dat staat ook op die manier in het document.

In alle eerlijkheid en wanneer ik het objectief bekijk – ik heb de kwestie deels meegemaakt –, wordt hier misschien – hoewel ik deels snap dat, wanneer iemand het document onbevangen leest, hij of zij zich hierbij vragen stelt – te veel gewicht gegeven aan de woorden “op haar eigen verantwoordelijkheid”. Die dekken niet de lading die er soms in wordt gezien.

La **présidente**: Vous faites réagir beaucoup de membres.

**Stefaan Van Hecke**: Wij hebben dat antwoord nog gehoord. Er stond in die nota dat men de dossiers zou komen halen, als men die niet gaf,

maar dan moet men natuurlijk wel weten dat er dossiers zijn die niet overgemaakt zijn. Professor Adriaenssens had er op het moment van de inbeslagname 60 onderzocht, waarvan er 15, 14 of 13 aan het federaal parket zijn overgemaakt. Hoe kunt u dan weten dat er nog 46 of 47 dossiers zijn die niet overgemaakt zijn? Dat kunt u in principe niet weten.

Wat was het criterium om al dan niet door te sturen? Hij heeft ons dat uitdrukkelijk uitgelegd. Als er een klacht was, dan werd de potentiële verdachte opgeroepen. Als die bekende, dan kreeg hij de absolutie en werd het dossier niet doorgestuurd. Als hij ontkende, dan zei professor Adriaenssens: ik ben geen rechter, ik zal niet trancheren, ik stuur het naar het parket. Ook al ging het over 10 feiten die bekend waren.

Het criterium was voor ons dus zeer bizar en dan zagen wij in de tekst staan dat de commissie zelf beslist om al dan niet door te sturen. U kon ook niet weten welke er niet werden doorgestuurd. Was dat eigenlijk wel een sluitende regeling?

**Johan Delmule**: Ik weet niet of het verslag van het College van 18 mei uiteindelijk opgevraagd zal worden.

La **présidente**: Nous l'avons demandé au président du Collège, M. Schins.

**Johan Delmule**: Ook daar zal je zien dat professor Adriaenssens er een ander gedacht over had dan het College. Ik kan u in elk geval zeggen dat hetgeen het College in gedachten had, vrij duidelijk was. Het staat duidelijk in het verslag van 18 mei. Mijn perceptie was dat alles bij Justitie zou komen. Ik kon ermee leven dat het gefaseerd zou gaan met eerst de hele dringende dossiers en dan de andere. Ik hield degelijk wel rekening met het slachtoffer. Professor Adriaenssens heeft bijvoorbeeld gezegd: wij zijn bezig met gesprekken met de slachtoffers – ik dacht dat hij het bemiddeling noemde – en met de daders of de plegers enzovoort.

Het slachtoffer komt na al die jaren naar buiten. Ik ben nogal slachtoffergevoelig, in alle eerlijkheid. Dat mogen wij niet uit het oog verliezen. Op dat vlak doe ik mijn petje af voor professor Adriaenssens. Als het slachtoffer na al die jaren naar buiten komt en die gesprekken zijn bezig... Van die dertien aanmeldingen had ik er twee voor de tussenkomst gekregen. De andere van na de tussenkomst waren degene die professor Adriaenssens mij nog had gestuurd. Hij zei mij: die gesprekken waren nog bezig. Wij hebben die

afgerond, want anders laten wij het slachtoffer een tweede keer in de kou staan.

Ik kan maar zeggen hoe ik het heb aangevoeld. Ik snap dat jullie vanop afstand vragen stellen. De vlag dekt niet de lading. Ik ken het standpunt van het College op dat vlak.

**Sophie De Wit:** U zegt: "Ik had de perceptie dat alles bij Justitie zou komen." Is dat uw perceptie? Die perceptie is overal anders. We draaien in cirkels. Collega Van Hecke zei: professor Adriaenssens zou enkel doorsturen. Als het woord tegen woord is, dan blijf ik eraf; maar hij ging nog verder, want hij heeft hier zelf gezegd: als ik dacht dat het verjaard was, dan stuurde ik het ook niet door.

Onze reflex is dan: hij is een psychiater, wij hebben veel respect voor wat die man doet en gedaan heeft, dat staat niet ter discussie, maar is hij de best geplaatste persoon om te beoordelen welke dossiers worden doorgestuurd en welke niet, om die verantwoordelijkheid te krijgen?

U zegt dat hem die verantwoordelijkheid werd gelaten, maar hij krijgt daarmee een heel zware verantwoordelijkheid. Hij is tenslotte geen rechter, geen jurist. Andere actoren moeten daarover oordelen.

Wij hebben die vragen ook gesteld aan het College van procureurs-generaal. Zij zijn hier ook geweest. Wij zeiden: u wist toch dat er een honderdtal daders waren en dat er iets aan de hand was.

U zegt: wij hebben tegen hem gezegd dat het zijn verantwoordelijkheid is, maar pas op, als het niet komt dan kunnen wij wel komen.

Wij hebben die vraag gesteld: waarom bent u niet gegaan? U wist dat er een honderdtal daders waren.

Het antwoord was telkens opnieuw: het was veel te vaag, wij hadden veel te weinig informatie om iets te kunnen doen. Dan moet u toch begrijpen dat er bij ons een zekere perceptie leeft. Ik begrijp uw standpunt ook. Wij draaien telkens in een cirkel. Het resultaat is dat we nu zoveel maanden verder zijn en dat alles zo vastzit als maar kan, omdat bepaalde actoren niet onmiddellijk hebben ingegrepen.

**Johan Delmulle:** Je peux répondre?

La **présidente:** Oui, répondez sur le même point.

Vous faites une réponse globale et nous clôturons sur le sujet du protocole.

**Carina Van Cauter:** Mevrouw de voorzitter, wij hebben de tekst van het document en vijf verschillende interpretaties, gebracht door de vijf procureurs-generaal die naar de commissie geweest zijn. Wat ik wel zie, is de wijze waarop uitvoering gegeven werd aan dat document. Wat ik wel vaststel, is dat professor Adriaenssens, aangesteld door de Kerk, die nu mogelijkwijze op een of andere manier betrokken partij is, het College van de procureurs-generaal kan ontmoeten, in aanwezigheid van de minister. Stel dat ik voorzitter ben van de turnfederatie, dan zal u mij ontvangen. Dat is het eerste punt.

Ten tweede, op dat ogenblik waren er 375 dossiers. Ik kan er eventueel één naast zitten. Hiervan waren er honderd waarbij het slachtoffer tussenkomst van Justitie verwachtte. Het slachtoffer was daarbij ook in de waan dat door aangifte bij de commissie, het dossier op een of andere manier de geëigende weg zou volgen. Wat ik vaststelde, is dat op het ogenblik van de huiszoekingen er slechts – als ik het goed zeg – twee dossiers waren ingediend. Dit terwijl er honderd wachtende en vragende slachtoffers waren.

Wat ik ook vaststel, is dat Justitie op geen enkel moment heeft geageerd. Zou u echt blijven stilzitten, zou de procureur des Konings, de bevoegde magistraat, blijven stilzitten, wetende dat er in een turnfederatie 400 of 500 dossiers met 100 daders zijn? Men kent de daders en men weet waar ze te vinden. Ik hoorde procureur-generaal Schins zeggen: "Uit fair play ten aanzien van de commissie."

De interpretatie van de tekst kan toch maar bekrachtigd worden door de uitvoering die eraan gegeven werd? Professor Adriaenssens heeft een tekst – de tekst kon simpelweg van het internet gehaald worden – over hoe het parket op zijn geëigende manier het onderzoek zou regelen, wanneer bijvoorbeeld het in beslag nemen plaatsvond. Men krijgt de tijd om eerst met de dader overleg te plegen. Dit kan toch niet? U weet toch ook hoe belangrijk het is om iemand op een onverwacht moment te kunnen ondervragen. Als men de waarheid wil vinden, gaat men dan echt iemand eerst alle tijd geven?

**Valérie Déom:** Les interventions fusent dans le même sens. Vous dites que nous devons lire cela en gardant une certaine distance. Mais il y a le PV du 18 mai et nous avons auditionné les cinq

procureurs généraux! Et si nous devons lire les protocoles avec une certaine distance, tous les procureurs généraux et vous-même y étiez en plein! Or, c'est la sixième interprétation que l'on nous donne de ce protocole. Le droit n'est pas nécessairement une science exacte. En l'occurrence, nous sommes dans le flou juridique le plus complet! Les cinq ou six plus hauts magistrats du pays donnent à un texte fondamental, qui pose question à tous, six interprétations différentes!

En effet, selon votre interprétation, il s'agissait simplement d'examiner les affaires urgentes à transmettre et puis les autres et examiner s'il fallait transmettre les dossiers ou simplement apposer une note, etc. Ce n'est absolument pas ce que nous ont dit les cinq autres procureurs généraux, qui ont une interprétation différente de ce protocole. Nos questions restent, à mon avis, pleines et entières.

**Johan Delmule:** Ik geef hier geen zesde interpretatie. Ik heb gezegd wat ik vind van die nota. Ik heb gezegd hoe ik het begrijp, en daarover is er blijkbaar een misverstand.

Si vous lisez ce protocole à distance, je comprends que certains mots puissent poser question ou créer un malentendu. C'est ce que j'ai dit et pas l'inverse!

Ik zeg alleen maar dat als iemand de dossiers heeft en hij gaat die aan Justitie bezorgen, dan is het zijn verantwoordelijkheid om dat te doen. Ik heb daar nog een bijkomende invulling aan gegeven. Daar zat het College zelfs niet bij. Op 22 mei zat Professor Adriaenssens bij mij en hij zei: "Ik zal eerst de zeer dringende bezorgen, waarvan ik aanvoel dat er een gevaarsituatie is voor minderjarigen of recidive."

Dat is een bijkomend stuk van zijn verantwoordelijkheid. Hij vroeg of hij bij een aanmelding aan het federaal parket het dossier moest bijvoegen of niet. Toen heb ik hem gezegd dat zulks zijn beslissing was, maar hij moest weten dat als dat niet gebeurde, in elk geval de procureur des Konings en niet ik, want ik dispatch, in het kader van zijn strafonderzoek altijd de mogelijkheid heeft om het dossier in beslag te nemen. Dat is zo geschreven. Ik zie niet in welke andere interpretatie er zou zijn.

Het komt neer op de vraag: hadden wij ze niet allemaal moeten halen?

Ik leef alle dagen tussen dossiers van

huiszoekingen en inbeslagnames. Ik hoed mij voor *fishing expeditions*, het woord is wellicht al gebruikt. Ik krijg de steun van de kamer van inbeschuldigingstelling. Dergelijke *fishing expedition* is door de KI van Brussel op 22 december gesanctioneerd. Ik ben mij zeer bewust van de impact van een huiszoeking en daarmee gepaard gaande inbeslagname op een persoon. Ik sprak vorige maand nog met een onderzoeksrechter. Hij zei: "Johan, ik zit nog liever een week in de gevangenis opgesloten dan dat er 's ochtends om vijf uur een peloton mijn huis komt doorzoeken en in al mijn privéspullen begint te snuffelen, om mij dan verweesd achter te laten."

Ik kan hem begrijpen. Wij gaan daar bij ons niet licht over. Een huiszoeking is een zware aantasting van de privacy. Daar mag men niet lichtzinnig mee omspringen. Het Parlement heeft terecht gezegd: omwille van die inbreuk op de privacy kan het parket of de politie dat niet zomaar doen. Daar is een onderzoeksrechter voor nodig.

Ik had nog mogen willen zeggen dat we alles hadden moeten in beslag nemen. Ik kon het niet doen, want ik ben beperkt met mijn coördinatietak. Eerlijk waar, met wat ik allemaal over het dossier heb gelezen, kan ik zeggen dat ik niet veel onderzoeksrechters ken die op basis van deze elementen tot een dergelijke verregaande dwangmaatregel als de huiszoeking zouden hebben beslist.

Er moeten ernstige aanwijzingen zijn. Toen de wetgever de discussie had en de wet maakte rond het proactief onderzoek, is de norm "redelijk vermoeden" ingevoerd. De wetgever heeft toen gezegd: een redelijk vermoeden, *no way*, geen huiszoeking mogelijk.

Bij een proactief onderzoek kunnen wij de onderzoeksrechter niet vatten om een huiszoeking te doen. Zij hebben gezegd: wij gaan niet beginnen om de huizen van onze burgers binnen te gaan...

**La présidente:** Je vais vous arrêter. Bien entendu, nous sommes en faveur de la défense des droits individuels et des libertés individuelles et de toutes les garanties pour le citoyen dans le cadre d'une perquisition. Mais je vous rappelle qu'on était dans le cadre d'une commission, pas chez des gens, que ce n'était pas une perquisition dans un domicile mais dans les locaux d'une commission dont vous saviez qu'elle recevait des dossiers et des victimes. D'un autre côté, on savait aussi qu'il y avait beaucoup d'abuseurs en aveux. Je n'y reviendrai plus.

Chers collègues, il est 15 h 45 et il y a trois juges du fond qui sont restés gentiment assis dans cette salle à nous attendre. Nous terminons sur ce protocole: je n'accepte plus que deux questions. Il restera quelques petites questions auxquelles vous devez répondre, monsieur le procureur fédéral et que nous allons vous rappeler.

**Marie-Christine Marghem:** Je n'ai pas une question mais une constatation: je vais aller très vite. Comme mes collègues, en observant la chronologie pour ce protocole, j'ai l'impression que ce protocole a déstructuré complètement l'organisation judiciaire. À un excès, d'autres ont répondu par un autre excès. Aujourd'hui, on est bloqués et les dossiers sont traités avec la lenteur et les complications que vous avez décrites. Ce protocole n'eut pas dû exister.

**Carina Van Cauter:** U gaat ervan uit dat ik pleit voor een onmiddellijke huiszoeking en inbeslagname bij professor Adriaenssens en de commissie. U heeft dat gesuggereerd: dat konden we toch moeilijk doen? Stel dat ik niet professor Adriaenssens ben maar de voorzitter van de turnfederatie. Als ik met een dergelijk probleem kom aandragen bij Justitie – waar ik ook terecht kom, bij politie, gerechtelijke politie of mevrouw Pellens –, wat zal men dan doen? Een pv opstellen, neem ik aan?

Hier worden afspraken gemaakt, zelfs over het beoordelen van dossiers, los van enig spoor dat achteraf kan teruggevonden worden om het verloop van het onderzoek te voeren. Of zie ik dat nu echt verkeerd?

**Johan Delmulle:** Het hangt er vanaf. Er komen maandelijks advocaten bij mij die me meedelen een cliënt te hebben – dat is toch ook een privépersoon, dat mag zelfs een vereniging zijn en dat gebeurt in alle materies – die een aantal feiten heeft gepleegd en hij zou daarmee bij Justitie willen komen. Dat betreft bijvoorbeeld feiten over een groot stuk van het grondgebied of met een zware internationale link.

Mijn antwoord is dan het volgende. “Meester, u mag dat naar mij sturen en ik zal dat bekijken. En als dat inderdaad zo zwaar is als u zegt, dan zal ik dat hier houden en dan openen wij op basis daarvan een strafonderzoek. Als ik vind dat dit eerder gedelocaliseerd thuishoort bij een lokale procureur, dan zal ik uw klacht doorzenden naar de plaatselijke procureur, tot beschikking en voor gevolg, en die zal daar dan wel het nodige gevolg aan geven.” Ik krijg dat ook binnen.

Indien uw turnvereniging daarmee zou komen, dan is het inderdaad niet uitgesloten – tenzij ik nattigheid voel, dat is natuurlijk iets anders – dat ik zeg mij dat te bezorgen. Als men al zelf de stap zet naar mij, ga ik na hun vertrek niet zeggen: komaan jongens, we gaan er snel achteraan en we doen er nog een huiszoeking bovenop, via de onderzoeksrechter. Neen, het is subtieler dan dat.

**La présidente:** Monsieur le procureur fédéral, j'étais en train de relire les questions. Il en reste encore une, qui porte sur les dossiers de catégorie 4 qui vous ont été donnés par les évêques. C'était une question précise, si je m'en souviens bien. Voulez-vous apporter des renseignements complémentaires?

**Johan Delmulle:** Waar het juist over gaat, heb ik in mijn inleidende uiteenzetting gezegd.

**La présidente:** Nous savons qu'il s'agit des dossiers envoyés directement par les évêques.

**Johan Delmulle:** J'en ai expliqué le contenu.

**La présidente:** Il y avait la question précise de M. Van Hecke.

**Johan Delmulle:** Het is eigenlijk maar van een bisschop. Het is niet van twee. Het is de bisschop van Gent.

**La présidente:** C'est normal. C'est ce qu'il nous a dit. On clôture.

**Carina Van Cauter:** Ik had gevraagd of in artikel 144sexies, waarnaar u hebt verwezen met uw coördinatieopdracht, de figuur van de onderzoeksrechter inbegrepen is.

**Johan Delmulle:** Eigenlijk niet.

**Carina Van Cauter:** Er kan dus geen coördinatie gebeuren?

**Johan Delmulle:** Het is de uitoefening van de strafvordering die wordt gecoördineerd. De uitoefening van de strafvordering is het prerogatief van het openbaar ministerie. Wij coördineren tussen en gaan in overleg met procureurs.

Wat wij vaak hoffelijkheidshalve doen, is de onderzoeksrechter erbij halen zodat hij kan weten wat er gebeurt, maar strikt genomen, hoeft dat niet. Strikt genomen zou ik kunnen zeggen, met het instrumentarium dat mij ter beschikking staat in het Wetboek, dat om een bepaalde geponde

reden een onderzoek dat nu in Brussel loopt, bijvoorbeeld eigenlijk thuishoort in Kortrijk.

Wat gebeurt er dan? Wat zegt ons Wetboek dan? Dan moet ik een vordering laten nemen door de procureur van Brussel bij de raadkamer om de onderzoeksrechter in Brussel te ontslaan van zijn onderzoek. Ik kan daarover immers niet zelf beslissen. Indien de raadkamer zo beslist, wordt het dossier dan, en dat is de tweede belangrijke correctief, naar het parket van Kortrijk overgemaakt, waar men echter vaststelt dat het uit gerechtelijk onderzoek komt en dus terug in gerechtelijk onderzoek moet gaan, ditmaal in Kortrijk.

De procureur in Kortrijk moet dus opnieuw in een gerechtelijk onderzoek vorderen. Het kan ook best zijn dat de raadkamer zegt dat ik het bij het verkeerde eind heb, dat de onderzoeksrechter volledig rechtsgeldig bezig is en dat het niet naar Kortrijk moet gaan. Dan kunnen wij desgevallend de gebruikelijke beroepsprocedures toepassen.

Het systeem zit wel goed in elkaar, maar het weegt, het neemt tijd in beslag.

**Carina Van Cauter:** In dit dossier is er geen dergelijke vordering geweest door de procureur des Konings?

**Johan Delmulle:** In dit dossier liggen er nu acht dossiers op mijn bureau waarin wij zullen moeten beslissen of het van de provincie naar Brussel gaat of omgekeerd.

**Stefaan Van Hecke:** Het is een vraag die ik al gesteld heb, maar die nog niet beantwoord was.

Van alle dossiers die u hebt gecoördineerd, hoeveel waren er ook in het dossier-De Troy? Dat was een van de afwegingen die u maakte, het nagaan of een klacht die binnenkwam ook al in onderzoek was bij De Troy. Hebt u daar de cijfers van?

**Johan Delmulle:** Van die 150 C3's zijn er 141 waarvan we zekerheid hebben dat dit niet het geval is. Waarom hebben wij die zekerheid? Omdat wij rechtstreeks gevat worden door het slachtoffer. Wij vragen het gewoon aan het slachtoffer. Wij vragen of zij ooit bij Devillé, bij Halsberghe of bij Adriaenssens zijn geweest. Zij antwoorden ontkennend en zeggen dat wij de eerste zijn bij wie ze komen.

Er zijn er nog zeven in afwerking of die misschien al afgewerkt zijn, maar dat zal waarschijnlijk

hetzelfde verhaal zijn. Er zijn er twee waarvan ik het niet weet. Dat zijn de twee met coördinatieproblemen.

Voor de C2's zijn er 13, als ik het mij goed herinner, waarin ik nog coördineer. Het staat in de nota die ik straks zal doormailen, en die mijn uiteenzetting bevat... Ik kan het u zeggen, als ik hem terugvind. In 18 dossiers, schrijf ik, is nog verdere coördinatie geboden. Dat zijn er dus nog 18 in totaal waarvan we het niet goed weten of waarvan we weten dat er een samenloop is.

**Stefaan Van Hecke:** Er zijn dus quasi geen overlappingen met de dossiers die De Troy onder zich had?

**Johan Delmulle:** Het gros van mijn dossiers die ik dispatch, wordt gevormd door de nieuwe. Ik heb er 13 binnengekregen van Adriaenssens. Die zaten op de wip natuurlijk. Daar heb ik een briefwisseling met de onderzoeksrechter over gevoerd, zoals ik heb uitgelegd. Hij verzette zich niet, dat was dus geen probleem. Die zijn gedispatcht, behoudens de drie die ik nog moet doen.

Dan zijn er nog de nieuwe die ik heb binnengekregen. Daar heb ik het voordeel dat ik de vraag rechtstreeks kan stellen. Het is vooral het dossier C2, waar de lokale procureur zegt met een onderzoek bezig te zijn en te willen weten of hij verder kan doen. Vooral voor die dossiers zit ik liever dicht bij de zon.

**La présidente:** Nous avons fait le tour de la question avec M. Delmulle, procureur fédéral. Je le remercie d'être venu devant cette commission. Je vous propose une pause de dix minutes. Messieurs les juges, je vous prie de m'excuser pour l'attente et je vous prie de nous rejoindre pour être auditionnés.

*La réunion publique de commission est suspendue à 15.58 heures.  
De openbare commissievergadering wordt geschorst om 15.58 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 09 FEVRIER 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 09 FEBRUARI 2011

Namiddag

La séance est reprise à 16.15 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt hervat om 16.15 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de**

- **M. Henri Heimans, président de chambre à la cour d'appel de Gand**

- **M. Luc Hennart, président du tribunal de première instance de Bruxelles**

- **M. Henri Haex, ancien président du tribunal de première instance de Louvain**

**Hoorzitting met**

- **de heer Henri Heimans, kamervoorzitter in het hof van beroep te Gent**

- **de heer Luc Hennart, voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel**

- **de heer Henri Haex, voormalig voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven**

La **présidente**: Nous allons reprendre nos travaux. Je vous présente mes excuses pour le retard que nous avons déjà pris.

La commission accueille à présent de heer Henri Heimans, kamervoorzitter in het hof van beroep te Gent, M. Luc Hennart, président du tribunal de première instance de Bruxelles et de heer Henri Haex, voormalig voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven.

Je leur propose de faire un petit exposé chacun avant de passer aux questions. Messieurs, je vous cède la parole.

Heren, u hebt het woord.

**Henri Heimans**: Mevrouw de voorzitter, dames

en heren, ik verheel u niet dat ik nogal verrast was, toen ik hier werd uitgenodigd. Mijn collega's en ikzelf zijn immers niet echt professioneel betrokken bij het thema dat u bezighoudt, zijnde de hele problematiek van het seksueel misbruik binnen de Kerk of binnen gezagsrelaties in het algemeen. De uitnodiging was voor mij dus enigszins een verrassing.

Ik zal mijzelf heel kort situeren. Ik werk een veertigtal jaar voor Justitie. Ik ben als jonge substituut bij het parket van Brugge gestart en bleef dat negen jaar lang. Vervolgens ben ik in Brugge rechter en onderzoeksrechter geworden. Sedert 1991 ben ik raadsheer en kamervoorzitter aan het hof van beroep te Gent geworden. Ik oefen er verschillende functies uit, onder andere kamervoorzitter in de kamer van inbeschuldigingstelling en onderzoeksrechter in een aantal speciale zaken. Ik ben ook voorzitter van de commissie tot Bescherming van de Maatschappij.

Het is in laatstgenoemde hoedanigheid dat ik nogal veelvuldig in contact kom met pedofiele daders en hun slachtoffers. Dat is behalve de dagdagelijkse procedures die in de kamer van inbeschuldigingstelling worden gevoerd en waarin natuurlijk ook daders van seksueel misbruik ter sprake komen.

De specifieke doelgroep van de geïnterneerden bevat heel wat pedofiele daders. Ik heb wat cijfermateriaal verspreid, of het zal nog worden verspreid. Ik ben immers van oordeel dat zonder betrouwbare cijfers op dat vlak geen goed beleid kan worden uitgestippeld.

Het cijfermateriaal is in België een groot probleem.

De gerechtelijke cijfers worden niet altijd op een eenvormige manier bijgehouden. Het verzamelen van cijfers is nogal ambachtelijk werk, wat te betreuren is.

Bijvoorbeeld, cijfers die ik niet meegeef, maar die mij in het maatschappelijke debat nochtans belangrijk lijken, zijn cijfers over hoe lang geïnterneerde daders van seksuele feiten in de gevangenis worden opgesloten. Wanneer of na hoeveel tijd worden de betrokkenen eventueel op proef in vrijheid gesteld? Hoe lang duurt de proefperiode, vooraleer zij definitief in vrijheid worden gesteld en zonder verdere controle opnieuw in de samenleving functioneren? Hoe dikwijls worden de proeftermijnen verlengd? Voor hoe lang worden ze verlengd? Wat zijn de slaagkansen en wat zijn de recidivegevallen binnen het totale interneringstraject?

Dat zijn allemaal vragen waarvoor eigenlijk op een wetenschappelijke manier betrouwbare cijfers zouden moeten worden verzameld.

Hoe zit het met de slachtoffers van die daders? Worden zij gecontacteerd? Hoe worden zij gecontacteerd? Worden zij betrokken bij heel het traject van de geïnterneerden? Dat is ook een belangrijke vraag. Op dat vlak is er in de CBM Gent reeds lang, van tijdens het Dutroux-tijdperk in 1995, een project ontstaan om de slachtoffers van pedofiele daden of van seksuele daden in het algemeen, en ruimer van traumatische feiten, te raadplegen in verband met het verdere interneringstraject. Zij worden geraadpleegd op impuls van de commissie tot Bescherming van de Maatschappij die de dienst slachtofferonthaal van de parketten verwittigt. Er wordt eerst aan die mensen uitgelegd wat een internering inhoudt. Er wordt gevraagd naar hun verzuchtingen en naar de slachtoffergerichte voorwaarden die zij zouden willen opnemen in de vrijstellingsvoorwaarden. Dat gebeurt effectief. Er is telkens een terugkoppeling in een interneringstraject als iemand vrij gaat, als iemand bijvoorbeeld vanuit de gevangenis naar een kliniek wordt overgebracht of in een ambulante setting in begeleiding wordt genomen. De slachtoffers worden daarvan telkens verwittigd. Dat gaat zo ver dat ze zelfs verwittigd worden bij kleine verlopen enzovoort. Wij moeten ook rekening houden met een territoriumverbod als het nodig is. Dat is het bejegenen van de slachtoffers ten aanzien van een geïnterneerde.

Het is heel merkwaardig, en het maakt het ook zo pijnlijk, dat heel wat geïnterneerden, mensen met een stoornis, wanneer men hun levensgeschiedenis bekijkt, zelf slachtoffer

geweest zijn van seksueel misbruik. Het onderscheid tussen dader en slachtoffer is soms heel moeilijk te maken, zeker voor mensen die eerder zwakzinnig zijn of mensen met een echte verstandelijke beperking, een verstandelijke handicap.

Om de commissie er attent op te maken dat men naast dader ook slachtoffer kan zijn, heb ik een casus geanonimiseerd en daar zou ik u een woordje over willen zeggen omdat dit een duidelijk beeld geeft van vele van die geïnterneerden.

Het gaat over een jonge vrouw van in de twintig die in het justitieel circuit terechtkomt voor een banale diefstal van een portefeuille in een café. Die vrouw blijkt een jonge Gentse heroïnejunkie te zijn die op straat leeft. Ze wordt onderzocht door een psychiater en hij schrijft in zijn verslag dat hij te maken heeft met een jonge vrouw die in een catastrofale mentale toestand verkeert: een combinatie van zwakbegaafdheid, verstandelijke handicap, ernstige persoonlijkheidsstoornis en cognitieve aftakeling. In het verslag staat ook een klein zinnetje: mogelijk ook door de vader seksueel misbruikt of alleszins slachtoffer van grensoverschrijdend gedrag. Daar moeten we het mee doen.

Die vrouw wordt aangehouden, wordt opgesloten in de gevangenis; ze zit nu trouwens nog in de gevangenis, al meer dan anderhalf jaar, voor de diefstal van een portefeuille. Men gaat op zoek naar een aantal klinieken die haar zouden willen opnemen, maar dat lukt nooit vanwege de gedragsproblemen en omdat men focust op die persoonlijkheidsstoornissen. Dan heb ik, zoals de CBM regelmatig doet, een andere expert aangesteld, een doctor in de psychologie, die meer het aspect slachtoffer heeft onderzocht. Hij komt tot de volgende vaststelling en dat wil ik u toch niet onthouden omdat het misschien ook een rol zal spelen bij de slachtoffers waar uw commissie het over heeft, de slachtoffers van seksueel misbruik binnen de Kerk. Het luisteren naar die mensen, het verhoren van die mensen is al een heel moeilijke taak op zich.

Hier zijn de resultaten van de observaties van die jongedame: "Wanneer we met de nodige voorzichtigheid peilden naar het seksueel misbruik waarvan betrokkene het slachtoffer zou zijn geweest, deinsde ze enigszins angstig terug met de mededeling dat ze daar eigenlijk niet wil over spreken."

Hij zegt dat dit een typisch kenmerk is voor traumaslachtoffers. Enerzijds wil het

traumaslachtoffer deze gebeurtenissen graag kwijt, zeker als het misbruik, zoals hier het geval was, geheimgehouden moest worden in opdracht van de dader, namelijk de vader en zijn echtgenote. Tevens komt het ook nog steeds bedreigend over om te praten. Traumaslachtoffers zijn bang dat ze het trauma zullen herbeleven als ze erover praten.

Ik citeer verder: "Herinneringen aan het misbruik worden met horten en stoten opgediept. Dit wijst erop dat de gebeurtenissen nog zeer bedreigend zijn voor de onderzochte. Het evoqueren van traumatische seksuele gebeurtenissen gaat nog steeds gepaard met angst en schaamte." Ook dit is typisch voor traumaslachtoffers.

"De herinneringen zijn in essentie beelden van het misbruik. Het is algemeen bekend dat de meest kritische gebeurtenis van het trauma in het geheugen opgeslagen zijn onder de vorm van onuitwisbare beelden." De term hiervoor is flitsen.

"Herinneringen, respectievelijke beelden van het misbruik worden tijdens het klinisch onderhoud door betrokkene van de hak op de tak gereproduceerd, dat wil zeggen met afdwalingen, uitweidingen en ontdaan van chronologie." Dit typeert eveneens traumatische herinneringen.

"Deze worden ongestructureerd gerapporteerd en gaan heel vaak gepaard met afdwalingen."

Dan beschrijft de deskundige ook het posttraumatisch stresssyndroom, namelijk herbeleving van het seksueel trauma via intrusieve beelden of flashbacks van het seksueel misbruik tijdens het waakleven, herhaalde verontrustende nachtmerries over de gebeurtenissen, intense psychologische spanning bij blootstelling aan interne of externe prikkels die het trauma symboliseren of erop lijken, pogingen tot het vermijden van de gedachten en de gevoelens die aan het trauma doen denken en bij betrokkene werd het bewerkstelligd door chronische inname van drugs. Betrokkene rapporteert dat ze drugs innam om te vermijden te denken aan de traumatische gebeurtenissen. De drugs dienden dan om de effecten van angst, verdriet, pijn en psychologische verlamming teniet te doen. Ook herhaaldelijke automutilatie. De betrokkene vertoont tekenen van snijwonden aan de arm. Intoxicatie van alcohol, medicatie, verboden drugs en automutilatie zijn goedgedocumenteerde koppingmechanismen van traumaslachtoffers. Aanhoudende symptomen van verhoogde prikkelbaarheid wat blijkt uit moeite om in slaap te vallen of door te slapen, irritatie,

woede-uitbarstingen. De stoornis veroorzaakt ernstig lijden en beperkingen in het functioneren. Dit blijkt uit het chronische gebruik van harddrugs. Psychiatrische opnames en ernstige zelfverwaarlozing, marginale levensomstandigheden, onderkoeling enzovoort, want dit meisje leefde eigenlijk op straat.

Hij maakt dan ook de deskundige link met de voorafgaandelijke expertise en vandaar natuurlijk de hele uitleg voor de borderline persoonlijkheidsstoornis die gedetecteerd wordt. De relatie tussen traumatische gebeurtenissen en de ontwikkeling van een borderline persoonlijkheidsstoornis zijn wetenschappelijk trouwens goed gedocumenteerd. Opname in een psychiatrische setting is absoluut wenselijk, eerst een eerste tijd residentieel, nadien eventueel ambulantly.

Er zijn sinds de opsluiting in de gevangenis ook tal van zelfmoordgedachten en -pogingen. De onderzochte rapporteert niet alleen suïcidale neigingen, maar eveneens meerdere echte pogingen. Dit werd ook bevestigd door de straathoekwerkster die nog contact had met de dame in kwestie.

De lijdensdruk die de traumatische stresssymptomen met zich meebrengen, wordt groter en groter tijdens de opsluiting. De symptomen worden opnieuw heel virulent. Ook de setting speelt een rol. De gevangenis is helemaal niet aangepast aan haar situatie. Betrokkene lijdt onder meer aan een chronisch posttraumatische stresssyndroom.

Men legt dan ook uit dat zij in feite bewust is van haar eigen problematiek en niet liever vraagt dan te worden opgenomen in een kliniek.

Ik wou dit alleen maar zeggen omdat ik een groot deel van deze ochtend over dossiers heb horen praten, maar hier gaat het effectief over mensen, over slachtoffers. Als ik denk aan de slachtoffers van die honderden die daarnet werden genoemd in de cijfers, vraag ik mij af hoe het met die mensen zit.

Zal er ooit nog een onderzoek komen? Dat moet nog van start gaan, want kennelijk is er nog altijd een procedureslag aan de gang. Zal er ooit nog een ernstig onderzoek komen met die mensen, waar alles naar boven zal komen wat naar boven moet komen om ook de daders te bestraffen?

Dat zijn een paar bemerkingen.

Als zetelend rechter heb ik, naast de kwestie van de geïnterneerden natuurlijk ook, en mijn collega's vermoedelijk nog meer dan ik, regelmatig zaken van seksuele daders in behandeling gekregen op zittingen. Mijn boodschap wat dat betreft, is om die zittingen zo menselijk mogelijk te laten doorgaan, vooral ten aanzien van de slachtoffers.

U kent allemaal de zittingszalen van hoven en rechtbanken. De advocaten zitten vooraan en de particulieren die komen luisteren, zitten helemaal achteraan. Zij horen niets omdat er een slechte klankinstallatie is of omdat die zelfs ontbreekt. Die mensen voelen zich nauwelijks betrokken bij heel het gebeuren op een zitting.

Als wij in onze kamer dergelijke zaken behandelden, werd uitdrukkelijk aan de slachtoffers gevraagd om helemaal vooraan te komen zitten en echt van heel dichtbij het debat te volgen. Zij werden ook persoonlijk bevroegd, los van de advocaten. Ik denk dat het zich betrokken voelen voor een slachtoffer in die fase van de procedure van enorm groot belang is.

Dat was een van mijn bedenkingen als zetelende rechter.

**Henri Haex:** Mevrouw de voorzitter, dames en heren, ik heb een korte tekst laten bezorgen, ik weet niet of die aan de leden is verspreid. Ik zal proberen kort te zijn. Ik geef eerst aan wat mijn relevante ervaring is.

Ik heb gedurende dertien jaar gezeteld in een kamer die seksuele misdrijven behandelt, waarvan een groot deel als voorzitter. Die ervaring is gespreid in de tijd: zes jaar eind jaren tachtig, begin jaren negentig en daarna nog meer dan zes jaar tot begin 2010. In die periode heb ik in die kamer tal van seksuele misdrijven behandeld, ook seksuele misdrijven die zich hadden voorgedaan in een gezagsrelatie. Ik moet er onmiddellijk aan toevoegen dat ik in die periode nooit een seksueel misdrijf heb behandeld dat zich binnen de Kerk heeft afgespeeld. Dat is misschien relevant.

Ik heb in mijn tekst een aantal items opgenomen waarvan ik denk dat het belangrijk is om er in een ruimer kader aandacht aan te besteden als men aan seksuele misdrijven denkt. Sommige punten zijn eerder technisch van aard. Ik overloop ze kort.

Wat de verjaring betreft, en dat is uit de ervaring van de reeds achtereenvolgende wijzigingen, maak ik op het einde de bedenking dat het soms tot zeer vreemde resultaten leidt. Ik maak mij de bedenking naar aanleiding van een specifiek

dossier. Een dader werd vervolgd voor feiten ten aanzien van vijf slachtoffers, gespreid over een hele periode. Het kostte ons veel tijd om die allemaal uit te pluizen. We moesten alle verschillende wetgevingen na elkaar toepassen. Dat is op zich niet zo erg want daarvoor zitten wij daar als magistraat. Maar naar de slachtoffers toe gaf het zeer vreemde resultaten. Technisch zat het wellicht correct in elkaar. De burgerlijke partijen zijn naar het vonnis komen luisteren. Ik heb hen proberen duidelijk te maken op basis waarvan die beslissing was genomen. Sommige feiten die vroeger waren gebeurd waren toch verjaard. Ten aanzien van sommige slachtoffers moesten we verjaring aanvaarden, ten aanzien van anderen niet. Die mensen begrepen daar absoluut niets van. Waarom geef ik die bedenking mee? Als men eraan zou denken om aan de verjaring te sleutelen dan zeg ik: kijk daar toch mee uit, wees daar voorzichtig mee, zoek een oplossing op langere termijn die naar de slachtoffers toe genoegdoening kan geven. Ik ben het er volledig mee eens dat men aan de slachtoffers en aan de maatschappij moet denken maar men moet toch een techniek vinden die oplossingen vermijdt die moeilijk aan slachtoffers zijn uit te leggen.

Over de bewijsvoering heb ik een aantal punten aangehaald. De gegevens die ik verstrek zijn niet enkel bestemd voor de commissie of voor wetgevend werk maar ook voor de actoren zelf, de zetel en het parket. Ik heb vaak vastgesteld dat strafdossiers inzake seksuele delinquentie eerder beperkt zijn. Nu spreek ik over mijn dossiers. Over die van andere collega's wil ik het niet hebben. Heeft dat te maken met het 'geloof' dat een parketmagistraat heeft in het verhaal van een slachtoffer? Dat is mij niet zo duidelijk.

We krijgen heel dikwijls dossiers die zich strikt tot de feiten beperken, en soms dan nog summier zijn, waarin wij heel weinig omstandige toelichting krijgen over context, gevolgen enzovoort. Ik pleit ervoor dat er op een of andere manier afspraken zouden gemaakt worden tussen zetel en parket over een standaardsamenstelling van dat soort dossiers. Dat moet niet via wetgeving geregeld worden, dat kan binnen de magistratuur zelf geregeld worden.

De polygraaftest is een bewijsvoering die dikwijls gebruikt wordt, waarbij men allerlei bedenkingen heeft. De bedenking die ik naar voren wil schuiven is dat op dit ogenblik elke wettelijke reglementering ontbreekt, er is geen vast kader voor. Als onderzoekstechniek lijkt het mij bruikbaar, als bewijstechniek is het een probleem.

Audiovisueel verhoor van minderjarigen is zeer positief en wordt ook zeer vaak gebruikt, terecht. Daartegenover staat echter dat het audiovisueel verhoor van meerderjarigen, ook slachtoffers, zeer zelden gebruikt wordt. Dat zou een nuttige informatie kunnen zijn voor de strafrechtbank. Wij stellen namelijk vast dat heel wat slachtoffers niet persoonlijk voor de rechtbank verschijnen. In de gevallen waarin zij dat wel doen, is dat voor ons meestal een grote meerwaarde. Wij kunnen hun eigen verhaal horen, vooral de manier waarop zij hun verhaal brengen kan voor ons belangrijk zijn. Wij hebben er echter begrip voor dat niet alle slachtoffers daartoe in staat zijn, ook niet als de feiten reeds lang eerder gebeurd zijn. De confrontatie met rechtbank en dader is soms te bedreigend voor veel slachtoffers.

Daarom pleit ik ervoor dat ook bij feiten waar de slachtoffers meerderjarig zijn, eerder wanneer de feiten gebeurd zijn, ook van de dader, bijna automatisch een audiovisueel verhoor zou afgenomen worden, zeker als het gaat over feiten met een zekere ernst. Dat geeft de rechtbank een heel ander zicht op het verhaal, zowel van dader als van slachtoffer.

Bij deskundigenonderzoeken moeten wij het volgende vaststellen. Ik stel hun deskundigheid niet in twijfel, maar misschien wel in zekere mate hun professioneel optreden. Ik moet toch vaststellen dat sommige verslagen, en ik spreek weer voor de dossiers die ik behandeld heb, eerder stereotiepe verslagen zijn. De kritiek die dikwijls door de verdediging erop wordt geuit is dat er veel te weinig tijd aan wordt besteed. In de dossiers waar ik het kan nakijken blijkt het inderdaad dikwijls juist te zijn dat deskundigen zeer weinig tijd besteden aan die verslagen. Dat heeft waarschijnlijk in de eerste plaats te maken met het tarief dat zij daarvoor krijgen, de eerder schamele vergoeding die zij daarvoor ontvangen.

Een andere vaststelling is dat wij beschikken over te weinig gespecialiseerde diensten. Er zouden nu diensten moeten zijn, gespecialiseerd in de seksuele delinquentie. Die zijn er veel te weinig, wat ons voor problemen stelt als wij deskundigen zoeken om zich uit te spreken over voorwaarden die moeten opgelegd worden. In Leuven kunnen wij bijvoorbeeld zeer zelden beroep doen op het Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg, meestal moeten wij naar Brussel, naar I.T.E.R. gaan, wat dan toch ook weer niet altijd evident is. Bovendien is dat centrum ook sterk overbevroegd.

Een ander punt, dat verschillende andere collega's

mij ook gemeld hebben, is dat men op een of andere manier als zittingsrechter toch toegang zou willen hebben tot bepaalde gegevens uit jeugddossiers.

Nu is het zo dat wij zelfs niet weten of er een jeugddossier is. Wij kunnen wel vragen aan een collega of daar een dossier over is. Soms deed ik het, gewoon om gerustgesteld te zijn dat er een dossier geopend was. Dat is niet altijd het geval. Wij krijgen daarover absoluut geen gegevens. Dat zou een zeer goede aanvulling zijn bij het dossier dat wij ter beschikking krijgen.

Ik verwijs hier ook weer naar een relatief recent geval, waar iemand werd vervolgd voor betrekkingen met een meisje tussen 14 en 16 jaar. Dat was aangegeven en die man werd daarvoor vervolgd. Wij duiden een deskundige aan om de gevolgen voor het slachtoffer in te schatten. Die man schrijft ons een briefje terug: "Ik heb met betrekking tot deze minderjarige vijf dossiers lopen in Brussel." Het bleek dat het meisje zich om een of andere reden prostitueerde. Daar wil ik nu niet op ingaan. Dat feit is hier weinig relevant.

Dat gegeven zat bijvoorbeeld niet in ons dossier, maar wel in het jeugddossier. Op een of andere manier zouden dergelijke gegevens moeten kunnen doorstromen. Anders zitten de strafrechtbanken dikwijls met een virtueel dossier. Dat is bijzonder jammer, want dan kan men voor het slachtoffer noch voor de dader aangepaste maatregelen nemen.

Wat de wetgevingskwalificatie betreft, wijs ik in mijn tekst op een – wat door sommigen een anomalie wordt genoemd – leeftijdsgrens van 14-16 jaar. U kent het probleem met aanranding of verkrachting. Het Grondwettelijk Hof heeft zich daarover uitgesproken, maar voor de buitenwereld is het allesbehalve duidelijk. Misschien zou ook daaraan, voor de duidelijkheid, kunnen worden gesleuteld.

Wetgevend zou ook aandacht kunnen worden besteed aan relatief nieuwe fenomenen. Ik denk aan nieuwe media, communicatiemiddelen, internet, gebruik van een webcam, wat ons voor specifieke problemen stelt.

De straftoemeting raak ik ook nog even aan. Ik wijs erop, dat is geen advies voor de wetgever maar veeleer voor de magistratuur zelf, dat er in de magistratuur geen normen of richtlijnen zijn afgesproken over de strafmaten.

Ook het openbaar ministerie heeft, voor zover ik weet, geen richtlijnen, zelfs niet op lokaal niveau om in bepaalde zaken bepaalde typen straffen te vorderen. Het zou de rechtspraak en het begrip, zowel voor dader als slachtoffer, voor straffen die worden uitgesproken, ten goede komen als wij daaraan zouden kunnen werken. Dat zal grondig veldwerk vragen, maar het kan. In Nederland zijn er wel oriëntatiepunten, zoals men dat daar noemt, rond seksuele misdrijven.

Wat het onthaal van de slachtoffers betreft, dat is het thema waarmee de heer Heimans heeft afgesloten, is het mijn inziens belangrijk dat er een goede samenwerking met het slachtofferonthaal wordt uitgewerkt. In de rechtbank in Leuven zitten zij in het gebouw zelf en kunnen wij permanent een beroep op hen doen. Dat is ook voor de rechtbank een ondersteuning.

Wat de schadevergoedingen betreft, ook daar ongeveer hetzelfde verhaal: geen richtlijnen, geen indicatieve tabellen zoals voor lichamelijke schade. Ook hier pleit ik voor, zij het met ruime marges, richtlijnen of afspraken die zouden kunnen gemaakt worden tussen magistraten onderling.

Ik ga het daarbij houden. Ik hoop dat ik een aantal punten heb aangehaald waarop wij straks misschien even kunnen ingaan.

**Luc Hennart:** Madame la présidente, mesdames, messieurs, voici une courte biographie. Je suis nommé juge en 1986, j'ai siégé dans une chambre collégiale à l'époque qui traitait des matières spécialisées, notamment de délinquance sexuelle. Puis, je suis devenu juge d'instruction et j'ai eu un cabinet qui traitait de toutes les matières. Finalement, j'ai fait un passage par tribunal de Nivelles où, en qualité de juge d'instruction, j'ai traité l'affaire Bouhouche-Beijer. J'ai siégé ensuite à la cour d'appel.

Ce qui est significatif, c'est que j'ai siégé pendant toute une période à la chambre des mises en accusation et que j'ai exercé dans le cadre de cette fonction le contrôle sur le cours des instructions. J'ai présidé des cours d'assises et depuis quatre ans, je suis président du tribunal de première instance de Bruxelles.

J'ai noté cinq points qui me paraissent pouvoir nourrir le débat qui vous préoccupe. Le premier point, c'est de savoir si, de manière quasi automatique, il faut arriver à 'judicialiser' toute cette question de la délinquance sexuelle au sens large du terme. Je suis de ceux qui pensent que le

judiciaire a un rôle résiduel et qu'on ne doit pas s'engager trop vite dans la mécanique judiciaire. Il y a toute une série de choses qui peuvent être réglées autrement et les faits que nous connaissons sont de nature tellement différente les uns des autres que s'il peut y avoir une chance de trouver une solution en dehors du judiciaire, il faut lui laisser sa place. Je pense notamment à la médiation. Il y a là un secteur dans lequel il faut pouvoir s'investir pour tenter de régler ce type de problèmes.

Ce qu'il faut savoir, c'est que si on s'engage dans le processus judiciaire, il faut alors s'en tenir aux règles. Il est certain qu'un juge est soumis à des règles, à l'instar des membres du parquet. Ces règles existent et il faut s'y tenir. Mon collègue l'a déjà évoqué et on ne le dit jamais assez: un juge n'a aucune espèce d'initiative à prendre. Pour utiliser une expression qui dit bien ce qu'elle veut dire: "il fait de la compote avec ce qu'on lui donne". On lui présente un dossier. Si le dossier est de mauvaise qualité, il devra juger avec le dossier qu'on met à sa disposition.

Il importe de le dire!

Cela me permet d'aborder le deuxième point, qui me paraît aussi essentiel: c'est que les juges, en ce compris les juges d'instruction, n'ont aucune politique criminelle. La politique criminelle est une compétence exclusive du parquet. J'ai le sentiment que l'on ne rappelle pas assez que pour importante qu'elle soit, la fonction du ministère public et celle des membres du ministère public sont, resteront et doivent rester une partie à la cause. Ils ont toute une série de possibilités. J'entendais, tout à l'heure, le procureur fédéral et les discussions menées pour savoir si oui ou non on va accorder des priorités, si oui ou non, on va poursuivre dans tel ou tel domaine. C'est une compétence qui appartient au ministère public, qui à mes yeux est le représentant de l'exécutif auprès des cours et tribunaux. Une confusion me paraît exister et, peut-être que dans le cas particulier qui vous occupe, c'est sans doute révélateur de ce qu'il ne faut pas faire, c'est qu'à un certain moment, on ne voit plus très bien qui fait quoi.

On a évoqué la question du protocole. À titre personnel et dans la philosophie de ce que je viens de dire, je n'ai aucun souci à ce que des protocoles se signent. Je ne prends pas position par rapport à la teneur de ce protocole, mais ce genre d'accords, qui peuvent se prendre en l'espèce dans le contexte que nous connaissons, mais aussi en dehors de ce contexte avec une

victime notamment, voire même avec un auteur pour ne pas entamer de poursuites, personnellement, cela ne me choque pas dans la mesure où il est bien clair que, et je me répète, pour importante que soit sa fonction, il est partie à la cause. S'il décide de régler cela en dehors des juges, c'est sa responsabilité et sa seule responsabilité.

Si le ministère public décide que le débat doit être porté devant un juge, il peut le faire de toute une série de manières. Il peut saisir un juge d'instruction et il est également maître de l'étendue de la saisie - on ne le souligne pas assez - car un juge d'instruction peut être saisi de manière extrêmement étroite et de manière extrêmement large. Cela a évidemment comme conséquence que, dans un cas, il devra se tenir à ce qui a été demandé; dans l'autre, on va lui ouvrir la possibilité d'instruire de manière beaucoup plus large.

Si le ministère public estime devoir porter l'affaire devant un tribunal, devant un juge, il lui appartiendra d'apporter la preuve de ce qu'il soutient comme point de vue.

Il devra apporter la preuve de ce qu'il soutient comme point de vue conformément à la loi. C'est une chose importante.

Il est peut-être utile de rappeler que le juge d'instruction ne fait pas partie du parquet. Le juge d'instruction fait partie de la magistrature assise. Il a une qualité essentielle: l'indépendance.

Ce juge est indépendant vis-à-vis de tout le monde, vis-à-vis bien évidemment du parquet et des autres parties en cause et de son chef de corps. Il n'y a pas de hiérarchie en ce qui concerne le traitement interne des dossiers. C'est une nuance considérable par rapport au ministère public, organe représentant l'exécutif auprès des cours et tribunaux et qui est une structure hiérarchisée.

Le ministère public - si on se réfère à la Constitution on peut y trouver la confirmation - n'a pas une indépendance de la même nature que l'indépendance du juge d'instruction dont je viens de parler.

On a évoqué tout à l'heure le Collège des procureurs généraux. Il est tout de même intéressant de constater que le ministre de la Justice est membre de ce collège et assiste à ces réunions.

Il a donc - et cela me paraît normal dans notre structure - avec ses procureurs, des discussions sur la politique criminelle qu'il va mener. Il appartiendra au ministre si les choses ne fonctionnent pas comme elles devraient fonctionner, de régler les choses tout d'abord avec ses procureurs et - essentiel s'il en est - de répondre des actes qui ont été posés en tant qu'exécutif devant le seul pouvoir émanant de la nation: le pouvoir législatif. C'est là que les comptes doivent être rendus au travers de ces structures hiérarchiques du ministère public.

Faut-il absolument un juge d'instruction?

Il faut y réfléchir. Je pense qu'il ne faut pas nécessairement un juge d'instruction dans toutes les affaires. Il peut y avoir des affaires qui paraissent à ce point simples et évidentes qu'il n'y a peut-être pas lieu de recourir à un juge d'instruction.

Dès qu'on recourt à un juge d'instruction, il faut savoir que la procédure devient d'une toute autre nature. Il y a le passage en chambre du conseil, le passage en chambre des mises en accusation. Il y a donc un allongement de la procédure. Néanmoins, je crois que dans toute une série d'affaires - et je suis un défenseur inconditionnel du juge d'instruction parce que je crois qu'il y a une très grande plus-value dans sa démarche dans toute une série de dossiers - il n'est pas obligatoire d'avoir recours au juge d'instruction.

Cela doit être réfléchi. Le premier qui va y réfléchir, ce sera le ministère public. Je vous rappelle qu'un juge d'instruction n'a aucune initiative.

Il est saisi par le ministère public ou, et c'est un correctif que le législateur a voulu, éventuellement par une partie civile qui est confrontée à ce qu'elle considère comme l'inertie du ministère public dans certaines matières ou parce qu'elle estime que c'est la meilleure façon d'agir. Lorsque l'affaire vient au fond, une petite réflexion est de savoir si ce type d'affaires doit être traité par un juge ou par une chambre collégiale. C'est aussi un problème qui me paraît intéressant. De ma propre expérience mais aussi, et surtout, de ce que j'ai pu recueillir comme informations des collègues qui siègent en ces matières, ils sont unanimes pour considérer que ce type de dossiers doit être traité par une chambre collégiale. Ce sont des questions fort délicates, qui touchent véritablement l'être humain dans ce qu'il a de plus cher.

Je fais un petit retour en arrière en parlant de la preuve. Il est évident que dans un dossier de viol où l'intéressé, qui a eu le comportement qu'on imagine, est en aveux, cela ne pose pas beaucoup de difficultés. Mais, malheureusement ou heureusement, il y a beaucoup de dossiers où le débat est vraiment à la limite du comportement admissible ou inadmissible. Je pense notamment à cette situation, qui n'est pas si rare, du parent qui commet un attouchement à l'égard d'un mineur. Il y a là une sphère dans laquelle il y a une appréciation et je pense que ce n'est pas simple à faire. C'est aussi, pour le magistrat, une manière de pouvoir en discuter.

J'ai siégé pendant trois ans dans une chambre qui traitait d'affaires de mœurs et il est agréable, il est bon de pouvoir discuter de ce type de problématiques avec les collègues concernés. Cela permet de prendre un peu de distance.

Point suivant que je soumetts à la réflexion, c'est le débat sur la prescription.

On entend beaucoup de personnes qui auraient tendance à vouloir augmenter les délais de prescription. Je crois – et je suis ici l'interprète également de pas mal de collègues – que non seulement les prescriptions actuelles sont déjà fort longues mais qu'il faut absolument éviter l'allongement des délais de prescription.

Je pense que le délai, ou les délais de manière générale, sont ou constituent un moteur très puissant pour que les choses avancent. Plus vous donnez du temps pour faire les choses, plus les choses prennent du temps pour être faites. Je crois donc qu'on a tout intérêt, que ce soit la position de la victime ou de l'auteur, à ce que, dans l'état actuel des choses – il y a tout de même une nuance qui est importante par rapport aux mineurs puisque vous le savez la prescription en la matière ne commence à courir qu'après avoir atteint l'âge de 18 ans, ce qui donne tout de même la marge nécessaire pour pouvoir aborder ce type de question –, on aille vite, ce qui ne veut pas dire faire n'importe quoi. Je crois que tant la victime que l'auteur ont un intérêt majeur – et je peux ajouter le corps social tout entier, puisqu'il faut rappeler que la prescription est aussi un mécanisme qui permet à la société de continuer à vivre normalement – à voir à un moment un trait tracé.

Dernière petite et brève observation, c'est le suivi.

En la matière des observations que j'ai pu recueillir des collègues notamment à la

commission de probation, notamment au tribunal d'application des peines, il y a un véritable problème dans la mesure où si une condamnation ferme est prononcée, on se retrouve dans cette situation un rien paradoxale, c'est qu'au moment où l'intéressé exécute sa peine, et avant le moment où il est dans les conditions pour être libéré au tiers de la peine (application de la loi Lejeune), il n'y a aucun suivi.

Il est enfermé et il n'y a pas le moindre suivi, si ce n'est les initiatives personnelles qu'il peut prendre mais alors se posent des questions de l'intervention de la mutuelle et donc du statut qui est le sien au moment où il est détenu. Ce problème-là n'est pas réglé. Il n'est pas rare que, durant la période où l'intéressé exécute sa peine avant qu'il soit dans les conditions pour être libéré, il n'y ait absolument aucun suivi.

Dès qu'il est dans les conditions pour être libéré, le tribunal d'application des peines intervient. Vous savez que la loi impose que dans ce type de matières, un rapport soit établi par une commission spécialisée.

Une réflexion m'a été faite par plusieurs collègues. Il y a une réelle difficulté car si, après l'intervention de cet organisme spécialisé, le rapport estime qu'il doit y avoir un suivi spécialisé, tout cela se met en place. Il reste le très grand problème du contrôle efficace, dans le sens où si le contrôle existe sur papier, en réalité, il n'y a pas de contrôle. Cela veut dire que l'intéressé peut aller voir son assistant, il peut avoir un suivi au niveau médical mais il apparaît – et des exemples m'ont été cités – qu'entre les périodes de contrôle, il a un comportement totalement hors contrôle. Mes collègues plaident pour qu'il y ait des informations suffisamment diffusées pour que, par exemple, au travers de l'agent de quartier, on puisse en permanence tenir l'intéressé à l'œil pour que puisse se révéler le fait que le pédophile condamné a tendance à fréquenter à nouveau des lieux extrêmement dangereux pour les victimes. Il y a là un signal qui est donné.

Il y a toute la problématique du condamné qui va à fond de peine et qui se retrouvera un jour sur le trottoir; il est remis en liberté. Si nous parlons de prédateurs, un certain nombre de ces personnes décide d'aller délibérément à fond de peine pour échapper de manière définitive au contrôle.

C'est un vrai souci, parce que je crois que ces personnes représentent, pour elles-mêmes et certainement pour les autres, un énorme danger.

Je change un rien de catégorie et je sors du tribunal d'application des peines pour aller vers la commission des probations et parler des condamnations avec sursis, et particulièrement avec sursis probatoire. Et là, il y a une réflexion que j'ai entendue et que je vous livre. Certains collègues se demandent s'il ne serait pas intéressant dans cette matière de pouvoir assortir les peines d'un sursis. Aujourd'hui, le sursis ne peut être accordé que pour des peines égales ou inférieures à cinq ans. Ce sont des faits qui peuvent entraîner des sanctions plus lourdes que celles-là. Et un certain nombre de collègues me faisaient passer le message qu'il serait peut-être intéressant que, dans ces matières spécifiques, le juge puisse, au-delà des cinq ans, aussi assortir sa peine d'un sursis.

Cela aurait notamment quand même avantage... mais alors, nous sommes dans le domaine de la commission probatoire, puisque, si l'intéressé est remis en liberté, vous allez de nouveau voir intervenir des mécanismes spécialisés. Et cela permettrait à la commission de probation, avec toutes les limites que j'ai déjà évoquées, de garder à l'œil le comportement de ce type de personnes. Je crois que ce serait une bonne chose pour tout le monde.

Voilà, en gros, les quelques réflexions que je souhaitais faire.

La **présidente**: Messieurs les juges, je vous remercie pour l'ensemble de ces réflexions et suggestions.

Je vais, à présent, passer la parole aux collègues.

**Bert Schoofs** (VB): Mevrouw de voorzitter, ik heb voorlopig maar één vraag, want men was heel volledig in de uitleg. Die vraag betreft de deskundigen, de gerechtspychologen. We zien vaak in rechtszaken dat er heel tegenstrijdige meningen verkondigd worden over toerekeningsvatbaarheid van daders en dergelijke, ook in het geval van pedoseksuele misdrijven. Mijn vraag is of het geen oplossing kan zijn om een instituut zoals het Pieter Baan Centrum in Nederland op te richten, waar men toch de deskundigen, de gerechtspychologen, verenigt om daar mensen in observatie te nemen. Er wordt soms zelf een overeenkomst met de betrokkene getekend heb ik begrepen, dus dat kan in een bepaalde sfeer van vrijwilligheid gebeuren, waar men dan bepaalde rechten toekent aan diegenen die zich laten opnemen. Misschien is dat een te volgen model of richting voor het stelsel dat wij zouden kunnen uitwerken.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik heb misschien een vraag aan de heer Heimans in zijn hoedanigheid van voorzitter van de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij. Wij hebben cijfers van u gekregen over het aantal pedofiele geïnterneerden dat zich in de gevangenissen bevindt. Daarnaast heb je diegene die geplaatst zijn in een extern zorgcircuit: de problematiek van de gestrafte pedofielen, niet-geïnterneerden. Wat met behandeling van de problematiek en gepaste medische begeleiding? Wij hebben over die problematiek van de geïnterneerden in de gevangenis gesproken. Volgens de minister van Justitie zijn het er meer dan duizend op heden. Hij zegt ons dat we ons misschien minder zorgen moeten maken omdat er in alle gevangenissen voldoende zorgesquipes aanwezig zouden zijn om te zorgen voor de gepaste behandeling en begeleiding. Ik weet niet hoe ik dat juist moet omschrijven. Wat is uw aanvoelen of wat kan u ons daarover zeggen? Is het correct dat er ook vandaag voldoende middelen beschikbaar zijn om aan een pedofiel, al dan niet geïnterneerd, de gepaste begeleiding, opvang, remediëring te verstrekken? Dat is een.

Ten tweede, de vraag die ik aan iedereen stel: het beschikbare strafarsenaal dat we vandaag kennen in ons Strafwetboek. Ik heb een pleidooi gehoord dat we ook voor straffen van meer dan vijf jaar in een soort probatie-uitstel zouden moeten voorzien, temeer daar men op dat ogenblik zou kunnen opvolgen en controleren. Hebt u nog andere suggesties te doen met betrekking tot het correct bestraffen van pedofielen en/of het behandelen ervan?

**Valérie Déom** (PS): J'ai une question qui s'adresserait plutôt à MM. Heimans et Hennart au vu de leur expérience à la chambre des mises.

J'aurais voulu savoir comment s'exerce le contrôle de la régularité de la procédure et des actes d'instruction, notamment la purge des nullités en cours d'instruction. Est-ce fréquent? Quand exerce-t-on le contrôle habituellement, dans quelles conditions et à quel moment?

On nous a parlé d'une circulaire du Collège des PG qui date de mai 2010 et qui vise à avoir un contrôle plus fréquent et plus rapide de l'instruction. Connaissez-vous cette circulaire? Savez-vous si elle a été régulièrement utilisée ou mise en pratique?

De manière plus précise, j'aurais voulu connaître peut-être votre intime conviction, ai-je envie de

dire. La manière dont on a introduit les recours contre les saisies du juge d'instruction De Troy a parfois été critiquée. On a considéré qu'on agissait rapidement dans le cadre de la purge des nullités. J'aurais donc voulu connaître votre conviction sur le sujet et sur les réactions intempestives qu'il y a eu à la suite du comportement du juge De Troy.

**Sophie De Wit (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, ik wil ook de drie sprekers bedanken voor hun volledigheid. Een aantal vragen is al beantwoord door hun zeer uitgebreide en zeer volledige betoog.

Ik heb twee vragen voor voorzitter Heimans.

Het is al gedeeltelijk aangehaald door collega Van Cauter. Wij weten dat heel veel pedoseksueel veroordeelden hun straf ten einde doen. Wat er in de gevangenis gebeurt, is zeer belangrijk want eens zij vrijkomen, is er niets meer voorhanden inzake controle en behandeling. In 1999 was er het idee van een poco-project voor mensen met een dergelijke stoornis. Dit KB is nooit in voege getreden. Hebt u er zicht op of in de gevangenissen een voldoende begeleiding of behandeling is van mensen met een pedoseksuele stoornis? Dat is mijn eerste vraag.

Mijn tweede vraag betreft eigenlijk de cijfers die u hebt bezorgd. Ik lees dat in Gent er binnen de geïnterneerden 127 zijn met een pedoseksuele stoornis. Als we dan kijken naar de mensen die onder vrijheid op proef staan, en meer concreet wie thuiszit, dan kom ik tot de ontstellende vaststelling dat er 31 van die pedoseksueel geïnterneerden thuiszitten met een ambulante begeleiding. U zet daaronder in uw cijfers nog eens "gewoon thuis" en daar zijn er ook 31. Als ik dat goed begrijp dan zijn er 62 op de 127 geïnterneerden, die vrij zijn op proef, gewoon thuis met een beperkte controle en een kwart zelfs zonder behandeling. Is dat niet ontzettend veel? Of lees ik die cijfers totaal verkeerd?

**Renaat Landuyt (sp.a):** Mevrouw de voorzitter, ik heb één vraag, die aansluit bij de hele problematiek die ook door de heer Hennart is aangekaart. Het is echter net zo goed een vraag voor de andere sprekers.

De problematiek van het effectief wachten tot het strafeinde, is een gekend fenomeen, zeker bij pedofielen. Daarom heb ik de volgende vraag.

Waarom wordt de techniek van de terbeschikkingstelling bij de regering zo weinig toegepast? Is dat omwille van problemen

daaromtrent? Is dit niet de goede oplossing? Moeten wij iets aan bedoelde techniek veranderen?

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Mijn vraag is niet specifiek voor één van de drie, maar ik wil gewoon jullie ervaringen even toetsen, want jullie hebben alle drie ervaring met behandeling van seksuele misdrijven.

Ten eerste, in verband met de recidive: Hebben jullie op basis van de dossiers die jullie behandeld hebben een beeld van het voorkomen van recidive? We horen vaak dat het typisch is dat seksueel misbruik zich herhaalt, dat het ongeneeslijk is en dat recidive bij seksueel misbruik veel voorkomt. Is dat ook jullie ervaring of stellen jullie ook vast dat er een aantal factoren zijn die er toe leiden dat recidive meer of minder voorkomt bij bepaalde daders? Dus met andere woorden, kunnen we daar iets uit leren voor de toekomst? Het is waarschijnlijk moeilijk daar iets over te zeggen omdat er weinig wetenschappelijk onderzoek voorhanden is, maar wat is jullie ervaring in de concrete dossiers?

Ten tweede, als magistraten ten gronde had ik graag geweten wat jullie ervaringen zijn met de kwaliteit van de strafdossiers die jullie krijgen. Dan gaat het over de kwaliteit van de verhoren van de slachtoffers, waarvan we weten dat het bijzonder belangrijk is, zeker als het over minderjarigen gaat, over de kwaliteit van het verhoren van daders die vaak heel geslepen en sluw zijn, maar ook over bewijsvoering in het algemeen en over de kwaliteit van de deskundigenverslagen, waar al even op gewezen werd. Is de kwaliteit globaal in orde en zien jullie een verschil tussen onderzoeken gevoerd door het parket en onderzoeksrechters? Zien jullie relevante verschillen tussen dossiers waar de lokale politie, de federale politie of als we nog verder teruggaan de gerechtelijke politie het onderzoek uitvoert? Zien jullie verschillen als men de historiek bekijkt van onderzoeken voor en na Dutroux? Is er daar een evolutie zichtbaar? Wat de video-opnames betreft: binnen de concrete behandeling van dossiers is het bekijken van de video-opname vaak doorslaggevend geweest in de beoordeling van schuld of onschuld van de dader? Is dit voor jullie als rechters ten gronde vaak een doorslaggevend element geweest?

**Marie-Christine Marghem (MR):** Monsieur Hennart, je voudrais vous poser une question au sujet de votre analyse de la situation du ministère public dans l'organisation judiciaire.

Votre analyse est pertinente, mais elle en vaut une autre. Ces magistrats restent indépendants et, jusqu'à preuve du contraire, le ministre ne peut pas leur donner autre chose que des injonctions positives. Donc, s'ils veulent poursuivre, ils ont la liberté et l'indépendance de le faire, ce pour protéger la société.

Vous dites que la victime doit avoir son mot à dire et que s'il y a d'autres voies qui permettent de régler le problème du point de vue de cette dernière, c'est bien. Mais il y a aussi la protection de la société par rapport à un abuseur qui a souvent un profil de récidiviste, qui peut avoir "commis des faits" sur plusieurs victimes et qui doit évidemment être surveillé par l'organe de l'État pour éviter que des dommages subséquents ou contemporains à ceux qu'a connus la victime ne soient commis ou restent impunis.

J'aimerais vous entendre à ce sujet et, en particulier, en ce qui concerne le rôle du ministère public dans sa vocation d'intervenir pour la défense des intérêts de la société.

Quel équilibre voyez-vous entre le droit légitime de la victime à ne pas recourir à la justice et les obligations de ce corps de magistrats de défendre la société?

Je voudrais également adresser une question aux trois témoins qui a trait au suivi des pédophiles.

Seriez-vous favorables à une inversion de la logique en matière de condamnation qui consisterait à dire qu'il y a une injonction de soins au lieu d'une peine qui oblige le pédophile convaincu de faits de pédophilie à se soigner pendant un temps qui peut être plus long que le temps d'une probation dans un établissement spécialisé et qu'à défaut, il y a emprisonnement subsidiaire?

La **présidente**: Merci, madame Marghem. Ma question vous concerne tous les trois.

On a beaucoup parlé de la problématique des experts, le ministère public et les juges d'instruction nous disant qu'il y a de moins en moins d'experts qui acceptent de travailler pour la Justice, étant donné qu'ils ne sont pas suffisamment ou pas rapidement payés. M. Haex l'a d'ailleurs indiqué. Cela implique que le dossier n'est pas très bon ou alors il met longtemps avant d'arriver chez vous, et les délais deviennent de moins en moins raisonnables, puisqu'on nous a parlé d'un an pour pouvoir avoir un rapport d'expert sur un auteur ou une victime. Et puis, je

vous ai entendu dire que, même quand vous demandiez des rapports, ils étaient totalement stéréotypés et n'étaient pas approfondis.

L'expertise est évidemment importante, tant pour la victime que pour l'auteur. Y a-t-il des pistes à développer? Ou bien seul le paiement des experts fait-il défaut?

Une question plus particulière à M. Hennart: vous avez nommé Mme Callewaert, en raison des différentes demandes de réquisition introduites. Qu'en est-il aujourd'hui? Vous savez qu'on se préoccupe beaucoup des victimes et de l'avancement de ces dossiers. Les a-t-elle récupérés? En a-t-elle toujours la charge? Je ne demande rien sur les dossiers mêmes.

**Henri Heimans**: Er werden vragen gesteld over de psychiatrische of psychologische deskundigen. Dat is inderdaad een probleem.

Wat internering betreft, is er sinds 2007 een nieuwe interneringswet die nog altijd niet van kracht is. De inwerkingtreding wordt steeds maar uitgesteld bij gebrek aan middelen. Daarin is uitdrukkelijk voorzien dat de experts zullen moeten worden erkend. Er zal worden geput uit een lijst van erkende deskundigen die daarvoor een specifieke opleiding zullen volgen.

Er is ook voorzien in een koninklijk besluit dat zal omschrijven wat de inhoud moet zijn van een deskundig verslag, minimale kwaliteitsvereisten, enzovoort. Dat zal ook gepaard moeten gaan met een betere vergoeding van de deskundigen.

Dat is iets dat eigenlijk al is geregeld ten aanzien van personen van wie men vermoedt dat zij lijden aan een geestesstoornis. Het is dan nog altijd de deskundige die zal adviseren of de betrokkene toerekeningsvatbaar is of niet. Dat is wel een vooruitgang, maar die wet is nog niet van kracht bij gebrek aan middelen.

Wat de psychiatrische observatie betreft, is er inderdaad een enorm tekort in België. Al de ons omringende landen hebben een systeem van psychiatrische expertise onder de vorm van een klinische observatie die een aantal maanden duurt. In het Pieter Baan Centrum duurt die drie maanden.

Dat was ook voorzien in de nieuwe interneringswet die nog altijd niet van kracht is. Dat moet hoe dan ook een inhoud krijgen. Er moet dan een observatiecentrum worden opgericht. Er bestaat er inderdaad een op papier – het POKO –,

maar dat is nooit in werking getreden bij gebrek aan middelen.

Het is dus vooral een kwestie van middelen. U weet dat er in Gent en Antwerpen een forensisch-psychiatrisch centrum komt voor high-riskpatiënten. Er zal daar ook een observatieafdeling bestaan, zoals in alle psychiatrische klinieken.

Een van de ideeën zou zijn dat men die observatie-eenheid, die hoe dan ook superbeveiligd is, zou gebruiken als arresthuis voor mensen die moeten worden onderworpen aan een grondiger expertise. Dat is een van de denkpijlers, maar het is een groot probleem.

Ik wil dit een beetje relativiseren. Er zijn nog altijd experts die dat desondanks heel gewetensvol doen en daarin tijd steken. Het voorbeeld dat ik daarnet heb gegeven, is trouwens zo'n voorbeeld van een dokter in de psychologie die zijn tijd neemt om een slachtoffer te onderzoeken en daders te expertiseren.

Wat behandeling betreft vóór strafeinde, moet men het onderscheid maken tussen geïnterneerden en veroordeelden. Bij geïnterneerden is de situatie een beetje anders omdat internering een maatregel is van onbeperkte duur. Men kan dus vanaf het begin van het traject al iets ondernemen op therapeutisch vlak. Bij strafuitvoering kan men maar iets beginnen ondernemen van zodra er sprake is van een vervroegde vrijlating, dus als men de termijn haalt van strafuitvoering.

De zorgequipen in de gevangenis bestaan alleen voor de geïnterneerden, niet voor de veroordeelden. Seksueel delinquenten die veroordeeld zijn tot een straf kunnen dus geen beroep doen op die zorgequipen. Die zorgequipen zijn trouwens – dat moet ook duidelijk zijn – totaal onderbemand. Die geven eigenlijk 'nood-psychiatrisch' hulp of een elementaire begeleiding, maar het is ook niet meer dan dat. Men kan dat in een gevangenis eigenlijk ook niet verwachten. Als men spreekt over therapie, spreekt men immers over vertrouwensband of vertrouwensrelatie tussen diegene die moet behandeld worden en de behandelaars en dat is natuurlijk niet het geval in een gevangenissetting.

Wat de gevangenis of het gevangenisregime wel zou kunnen doen zowel voor gedetineerden als veroordeelden is een soort pre-therapie. Ik denk dan vooral aan, wat men in de volksmond noemt 'de chemische castratie'. Daar zou men wel mee

kunnen beginnen. Men zou in een hormonale behandeling kunnen voorzien voor een aantal daders. Dit is ook niet vanzelfsprekend want er zijn daar heel wat consequenties aan verbonden maar dat wordt bij geïnterneerden soms wel toegepast. Dit betekent dat op het ogenblik dat ze vrijuit gaan, al is het in een behandelingssetting of in een ambulante setting er al een hormonale behandeling is opgestart, uitgeprobeerd en kan die dan verder worden gezet in een situatie van vrijheid.

Het strafarsenaal. Ik denk dat de waaier aan strafarsenaal op het eerste gezicht ruim genoeg is in ons Strafwetboek. Er is wel een probleem voor veroordeelden, dit geldt niet voor gedetineerden, die kiezen voor strafeinde. Dat is de realiteit: na strafeinde is er niets, geen enkele controle, geen enkele voorwaarde die nog kan worden opgelegd. Daar zou de wetgever eventueel de terbeschikkingstelling kunnen gebruiken. De terbeschikkingstelling is iets dat in een nieuwe wet is voorzien en ook nog niet in uitvoering is. Er is een heel nieuw systeem van terbeschikkingstelling. Van zodra dat in uitvoering wordt gebracht, is dat een mogelijkheid.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Wat is het probleem bij het huidige systeem van terbeschikkingstelling van de regering? Waarom aarzelt men om dat toe te passen?

**Henri Heimans**: Het huidige systeem is heel beperkt. Het kan maar worden toegepast onder heel beperkte voorwaarden, als straftoemeting voor recidive. Een dader die geen recidivist is, kan men voor het ogenblik niet brengen onder het stelsel van TBR. In het nieuwe systeem weet ik niet precies hoe het in elkaar steekt. Het is vooral een probleem dat het hele TBR-systeem wordt overgeheveld naar de strafuitvoeringsrechtbanken. Dat betekent een meerlast voor de strafuitvoeringsrechtbanken, dus een uitbreiding van de strafuitvoeringsrechtbanken. Ik denk dat het probleem gedeeltelijk daar zit. Die rechtbanken moeten telkens oordelen over de verschillende stappen.

**Henri Haex**: Ik wil daar nog iets aan toevoegen. Ik vang bedenkingen op bij collega's. Waarom gebruikt men het, zelfs in situaties waar het niet kan, het is inderdaad relatief beperkt, maar waarom gebruikt men het toch niet, omdat men juist vaststelt dat er inhoudelijk weinig regeling is. Men geeft met andere woorden carte blanche aan de uitvoerende macht. Ik denk dat rechters daar niet zo erg van houden. Als men het wil promoten,

dan moet men gaan naar een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank die dan extra maatregelen kan nemen. Dan zou het effectiever kunnen zijn. Het is deels de terughoudendheid van de magistratuur, die mensen niet zomaar in handen van de uitvoerende macht wil geven.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Als wij meer uitleg willen krijgen over de bestaande terbeschikkingstelling van de regering, dan is dat een vraag voor de minister van Justitie, want het is zuiver de administratie, die beslist zonder enige controle.

**Henri Heimans**: De rechter moet het beslissen op het moment van de oorspronkelijke veroordeling. De uitvoering, die veel later komt, na de straf, is voor de minister. Dat zou nu worden overgeheveld naar de strafuitvoeringsrechtbank. De strafuitvoeringsrechter zou dat kunnen koppelen aan een aantal behandelingsvoorwaarden.

**Renaat Landuyt** (sp.a): De boodschap is: als men het meer wil toepassen, dan mag men het niet enkel beperken tot recidive, niet enkel tot mensen die een tweede keer worden veroordeeld.

**Henri Heimans**: Er is een vraag gesteld over de opvolging. Een van de vraagstellers was nogal geschrokken van de cijfers van de ambulanten en thuis. De cijfers zijn de cijfers. Als er gewoon "thuis" staat, dan wil dat nog niet zeggen dat er geen therapeutische opvolging is. Het kan iemand zijn die bijvoorbeeld thuis overnacht, maar die overdag dagtherapie volgt in een kliniek of die regelmatig naar een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of naar een andere therapeut gaat. Al die mensen moeten wel een verplichte therapie volgen. Dat wordt gecontroleerd. Er volgt rapportage naar de justitiehuisen, die op zich weer aan ons rapporteren. Er is dus een hele wisselwerking van overdracht van informatie inzake de geïnterneerden. Dat gebeurt op een nogal intense manier. Er kan opgetreden worden als het aan het mislopen is.

De opvolging van de geestesgestoorde pedofielen of van degenen die vallen onder het interneringsstelsel, is relatief intens. Er is een rapportageplicht, die toekomt bij de commissie die eventueel repressieve maatregelen kan nemen. Het parket kan mensen wederopsluiten als zij zich niet houden aan voorwaarden.

Het alternatief voor een aantal pedofielen is een levenslange opsluiting. Dat is de realiteit. Er zijn er een aantal van wie we ons kunnen afvragen of het

ooit goed komt. Ik denk dat wij moeten leren leven – dat is niet gemakkelijk – met het idee dat er een aantal onbehandelbaar is. Er is dan weinig of niets aan te doen dan een zeer rigide controlesysteem.

Mijn collega Haex kan wat meer zeggen over de kwaliteit van de onderzoeken.

**Henri Haex**: Er werd een vraag gesteld naar de kwaliteit van de strafdossiers, meer bepaald ook van de verhoren van slachtoffers en daders.

Wat de verhoren, zeker van minderjarige slachtoffers, betreft denk ik dat de kwaliteit meer dan voldoende is. De verhoortechniek van minderjarigen loopt wel vrij goed, tenminste in de dossiers die ik gezien heb. Het verhoor van daders is soms een veel groter probleem. Dat kan ik niet duiden naar lokale politie of gerechtelijke politie maar wie een beetje vertrouwd is met strafdossiers en de manier waarop processen-verbaal worden opgesteld, weet ten eerste dat als een proces-verbaal wordt opgesteld de tekst die daar te lezen staat niet de tekst is die de verhoorde heeft gezegd. Het is een vertaling, hertaling die gemaakt is door de politieagent. Dat is nooit in die woorden gezegd. Dat geeft op zich al problemen. Is een bekentenis wel een bekentenis?

Als ik in mooi Nederlands een proces-verbaal krijg en de verdachte komt voor mij en spreekt perfect tiens, dat geeft mij al een idee wat er gebeurd is bij die ondervraging. Als ik in een ondervraging zie staan dat – ik zeg maar iets – de ondervraging om 11 uur gestopt is en om 14 uur herbegonnen is waarna de dader opeens bekent, dan stel ik mij vragen. Vandaar mijn pleidooi om ook die verhoren op te nemen op video, zodat men weet wat er werkelijk gebeurd is.

Het gebeurt zeer regelmatig dat daders komen zeggen dat zij toen uiteindelijk hebben bekend maar dat dit onder druk was. Men had hun gezegd dat als zij bekenden en zij aanvaardden om voorwaarden te volgen zij naar huis mochten gaan en alles terug in orde was. Anders ging men naar de echtgenote die nog niets wist, naar de werkgever enzovoort. In sommige gevallen zijn we in de mogelijkheid geweest, eerder toevallig, om dit na te gaan. Als er bijvoorbeeld een polygraaftest wordt afgenomen wordt dat op video opgenomen en konden wij het wel controleren. Het bleek in sommige gevallen ook te kloppen wat een dader ons zei.

Wat dat betreft, de verhoren van daders, denk ik dat de kwaliteit beter kan. Ik wil niet de politie in

het algemeen hiermee culpabiliseren, absoluut niet. Het gebeurt echter dat er inderdaad verhoren worden afgenomen die absoluut niet door de beugel kunnen. Dat kan.

**Henri Heimans:** Er was nog een vraag over de controle van de KI.

La **présidente:** Oui, sur l'instruction par la chambre des mises en accusation.

**Henri Heimans:** Er zijn verschillende controlemogelijkheden, maar de ambtshalve controle op initiatief van de KI zelf gebeurt door een gebrek aan mensen en middelen niet zo veel. Daar is denk ik wel een gebrek aan controle op de lopende onderzoeken. Dat is toch de ervaring in Gent. Er wordt controle uitgeoefend op initiatief van een van de partijen of van het parket, als er iets wordtesignaleerd.

In feite zou een KI op elk moment elk lopend onderzoek kunnen controleren. Ze zouden zich stukken kunnen laten voorleggen en nagaan of alles voldoende diligent gebeurt.

Mijn ervaring in Gent is dat dit nauwelijks gebeurt. De controle beperkt zich tot een bijna administratieve controle. Men kijkt eens na hoelang een onderzoek duurt. Er is een heel systeem van controle van de duur van de onderzoeken. Men wil voorkomen dat onderzoeken in het slop geraken, veel te lang duren.

Er wordt wel regelmatig, bijna automatisch, gekeken naar de onderzoeken die langer dan zes maanden duren. Dan vraagt men wel aan de onderzoeksrechter wat de reden is van een vertraging, maar verder gaat dit op dit ogenblik niet. Ik weet niet of het in Brussel zo is.

La **présidente:** La question avait été posée pour l'ensemble des juges, aussi ceux qui sont allés en chambre des mises en accusation.

**Luc Hennart:** Madame la présidente, en ce qui concerne l'expérience bruxelloise et en particulier celle que j'ai menée alors que j'étais en chambre des mises en accusation, j'ai suggéré, à l'époque, de développer le système. Mais, comme l'a dit mon collègue, cela demande toute une initiative, puisque les dispositions du Code d'instruction criminelle... Je crois d'ailleurs qu'à la base, c'était vraiment la volonté que les choses se déroulent de cette manière car, on l'a dit, on passe dans la sphère des juges et on a voulu que la chambre des mises en accusation ait un rôle très actif. Je

rejoins mon collègue de Gand pour dire que, hormis mon expérience personnelle, c'était resté lettre morte, notamment parce que cela demande des personnes et peut-être une évolution de la mentalité.

À l'époque, j'avais des contacts réguliers avec les juges d'instruction et, lorsque je constatais, siégeant en chambre des mises en accusation, quelque chose d'étrange ou que je ne comprenais pas vraiment, je prenais simplement mon téléphone. J'allais voir le juge d'instruction en lui disant, tiens, n'y a-t-il pas là un nœud? Ce n'est pas nécessairement facile à faire car, d'un côté, vous avez un juge indépendant et, de l'autre, vous avez également un juge indépendant. Au vu du regard que ce juge de la chambre des mises en accusation jette sur l'instruction, il faut mettre des gants pour que les choses se passent bien.

Cela étant dit, je déplore personnellement que ce ne soit pas plus actif. On éviterait bon nombre de difficultés s'il pouvait y avoir cet échange de vues entre les membres de la chambre des mises en accusation et les différents juges d'instruction. C'est une mentalité qu'il faut faire évoluer. Le législateur avait bien apprécié la situation. Sans doute a-t-il sous-estimé le temps et les moyens qu'il faut pour bien pouvoir le faire.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik vind het een beetje een eigenaardige opmerking vanuit Brussel. Als wij merken dat afgelopen zomer op heel snelle wijze een groot dossier door de kamer van inbeschuldigingstelling kon bekeken worden om te zien of een en ander goed gebeurt, dan heeft men blijkbaar toch tijd in Brussel om de KI heel actief te laten optreden.

**Luc Hennart:** Ik heb over mijn eigen ervaringen gesproken enkele jaren geleden. Ik heb het initiatief genomen om de contacten te leggen en ik mag zeggen dat die contacten op een heel vlotte manier verlopen.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik bedoel maar, afgelopen zomer merken wij in het dossier van de operatie Kelk, dat men in heel korte tijd de kamer van inbeschuldigingstelling van Brussel inschakelt, juist om de controle te doen op de onderzoeksrechter.

**Luc Hennart:** Maar daar op initiatief van het openbaar ministerie als ik mij niet vergis.

**Renaat Landuyt (sp.a):** U spreekt van gebrek aan middelen, maar we hebben vastgesteld dat ze dat in een paar weken tijd kunnen klaren.

**Luc Hennart:** Waarschijnlijk is het zo dat niet alle dossiers op dezelfde manier worden behandeld. Ik bedoel daarmee dat de belangstelling voor een bepaald dossier waarschijnlijk hoger geweest is dan de belangstelling voor andere dossiers.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Heeft men daar bepaalde criteria voor?

**Luc Hennart:** Neen. Dergelijke zaken met de KI bij de voorlopige hechtenis komen regelmatig voor. Het is daarom de gelegenheid om bepaalde situaties even grondig na te kijken. Als u ziet dat er daar of daar een probleem is, kan u het initiatief nemen en het was mijn standpunt indertijd. Ik heb het persoonlijk gedaan, ik ga niet zeggen dat ik de enige ben geweest die het zo gedaan heeft. Maar wat er vandaag gebeurt, wordt meer geregeld op afstand. Het zijn signalen die men krijgt. Het openbaar ministerie neemt het initiatief, zoals afgelopen zomer, om de KI te vatten, verantwoordelijkheid van het OM. Maar, men zou ook kunnen stellen dat het KI de mening was toegedaan dat ze geen initiatief moest nemen, dat kan ook.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Vanuit uw ervaring, gebeurt het geregeld dat het parket-generaal van Brussel dergelijke vordering stelde aan de KI om bij de start van een gerechtelijk onderzoek een onderzoek van het onderzoek te voeren?

**Luc Hennart:** Uit mijn eigen ervaring kan ik stellen, enfin, kan ik daarop antwoorden: nee.

**Henri Heimans:** Over de controle van de KI zou ik toch nog iets willen zeggen, want ik ben een beetje te vlug geweest om te zeggen dat het in Gent eigenlijk weinig gebeurt, tenzij op afstand zoals mijn collega zegt. Wij hebben toch een aantal zware zaken gehad waar de KI wel de zaak aan zich getrokken heeft, dus niet alleen vastgesteld dat het onderzoek verkeerd aan het lopen was, op een verkeerd spoor zat, maar de consequenties daar ook uit getrokken, namelijk – en dat is ook voorzien in de wet – de zaak zelf is beginnen onderzoeken. Dus dan wordt er, en dat is natuurlijk voor de KI enorm belastend, want een van de leden van de KI wordt dan uit de KI geplukt laat ons zeggen, om zelf onderzoeksrechter te spelen. Dat is in Gent, dergelijke zaken lopen, en er zijn een aantal assisenzaken bijvoorbeeld die totaal hernomen zijn, waarvan het onderzoek volledig is hernomen door de KI zelf. Dus het gebeurt wel. Maar het is dus zodanig belastend dat het eigenlijk bijna niet doenbaar is met de huidige middelen.

**Henri Haex:** Op de meeste vragen is, denk ik, ingegaan, op recidive is nog niet ingegaan. Het is uiteraard moeilijk om aan zittingsrechters de vraag te stellen naar het bestaan van recidive. Uiteraard hebben wij in onze job weinig overzicht over het geheel, men kan alleen een beetje casuïstisch redeneren. Wij zien inderdaad soms daders terugkomen, dat is zo. Dat gebeurt voor verschillende soorten feiten. Voor echte pedofielen is het inderdaad een probleem en heb ik dat reeds regelmatig gezien. Ook voor het bezit van kinderporno, wat ook een zeker misbruik inhoudt, op een of andere manier, misschien niet in een gezagsrelatie, maar misschien op een bepaald moment ook weer wel, ziet men dat regelmatig.

Bij echte pedofielen en echte kinderpornobezitters, handelaars daarin, is er veel recidive, kan ik zeggen uit eigen ervaring. Natuurlijk is mijn visie beperkt tot het arrondissement Leuven en dan ook nog tot alleen de dossiers die ooit opnieuw voor de rechtbank komen. Als eenzelfde dader in een ander arrondissement iets doet, heb ik er als zittingsrechter geen zicht op. Misschien heeft een parketmagistraat daarop iets meer zicht, maar ik heb er zelf geen zicht op.

**Henri Heimans:** Volgens mij is er slechts één oplossing en dat is doorgedreven wetenschappelijk onderzoek. Men moet veel meer een beroep doen op universiteiten en hogescholen om heel die problematiek te onderzoeken.

Voor de geïnterneerden is er bijvoorbeeld een omvangrijk wetenschappelijk onderzoek bezig over recidive van personen die ooit in een van de drie forensische klinieken hebben verbleven, in Zelzate, Bierbeek of Rekem. Men is nu aan het onderzoeken wat er met die mensen gebeurd is nadat zij de kliniek verlaten hebben, de levenswandel van die mensen 10, 15 à 20 jaar nadat ze de kliniek verlaten hebben, om eens te kijken of ze hervallen zijn of niet. Dat vraagt echter een zeer nauwgezet dossieronderzoek, individueel, en opzoekingswerk in alle soorten bestanden. Dat is echt wetenschappelijk onderzoek, het bepalen van de reële recidive. Wij hebben daarover als rechter een vage indruk, maar daarvoor is wetenschappelijk onderzoek nodig.

**Luc Hennart:** Je peux rejoindre ce qui vient d'être dit par mes collègues. Il est très difficile de faire une évaluation du nombre de récidives. Mes collègues disent que c'est très lié à la nature des

faits. Il est évident que dans ce type de criminalité – on parlait tout à l'heure du prédateur –, on voit plus de récidives. Mais il existe une autre catégorie où il y en a assez peu.

Il y a un élément paradoxal au niveau de l'information. Un collègue me disait que dans les banques de données dont on peut disposer, il existe une banque de données en ce qui concerne l'exécution des peines – c'est-à-dire la partie probatoire –, il n'en existerait pas pour ceux qui ont été à fond de peine. Je pense qu'il y a un souci.

C'est extrêmement difficile comme le disait mon collègue Haex. Par exemple, si un individu commet des faits à Bruxelles et qu'il en commet ailleurs dans le pays, il n'est pas du tout évident que le collègue qui en sera saisi ailleurs saura que cet individu a des problèmes à Bruxelles. Il y a là une réflexion à mener.

**La présidente:** Il nous semblait qu'il y avait une banque de données générales?

**Luc Hennart:** Il semble qu'en réalité cette fameuse banque de données générales n'est pas aussi complète qu'on le dit.

**Renaat Landuyt (sp.a):** De federale procureur sprak erover dat de antecedentenbank, de gegevens bij de parketten nu uitwisselbaar zijn en uitgewisseld worden tussen de arrondissementen. Dit betekent dat de procureur het uiteraard moet aanbrengen aan de zetel en die gegevens moet toevoegen, maar blijkbaar durft hij vandaag bevestigen dat alles technisch in orde is om dit te doen.

**Henri Haex: (zonder micro)** Ik wist dat men daar aan werkte, maar dan moet het zeer recent zijn dat dit werd gerealiseerd. Als ik dat voor begin 2010 vroeg op een zitting, kreeg ik die informatie niet.

**Luc Hennart:** Dat is duidelijk een probleem. Dat is goed nieuws. Er is vandaag toch een goed nieuws geweest.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Wie zegt de waarheid? Het kan zijn dat jullie uit ervaring...

**Luc Hennart:** Ik kan het standpunt bijtreden van de collega. Tot zeer recentelijk was het niet zo eenvoudig om aan zo'n informatie te raken. Ik speelde u door wat een collega mij zei over die informatie en het ging over een collega van de strafuitvoeringsrechtbank. Hij zei dat daar een

probleem is. Daarenboven zei hij ook dat er heel weinig signalen waren als iemand zijn straf tot op het einde uitzat. De betrokkene verlaat de gevangenis en is "dans la nature". Misschien zou men in de plaats van... Dat hoort men soms. Als zo'n dader op een bepaalde plaats gaat wonen, dat men daar een speciale aanduiding zou doen. Daarmee ga ik persoonlijk niet akkoord, maar misschien op het niveau van de politiediensten zou het aangeraden zijn dat de informatie in de databank zou blijven zodat de wijkagent – om iemand te noemen – de betrokkene in het oog zou kunnen houden en op die manier een controle uitoefenen en de betrokkene in het oog houden tussen de periodes waarin hij bij zijn assistent moet gaan. Alles verloopt fantastisch, maar gedurende de tussenperiodes weet men niet wat er aan de hand is en de politiemensen weten ook niet dat het over zo iemand gaat.

Quant aux peines de sûreté, le juge peut décider d'assortir certaines peines d'une mesure de sûreté. Mon collègue me disait qu'actuellement, il y aurait 130 détenus faisant l'objet d'une telle mesure et que le ministre de la Justice, d'après une évaluation, active la mesure de sûreté dans un quart des cas.

**La présidente:** Donc, vous mettez à disposition et c'est le ministre de la Justice qui décide.

**Luc Hennart:** À la fin de la peine, comme l'a dit un collègue, cela relève exclusivement du ministre. Mais on l'a dit aussi, le projet existe pour que ce soit le tribunal d'application des peines qui statue sur ce type de questions. Vous avez l'exemple français, qu'on a cité tout à l'heure, avec des mesures de sûreté mais qui sont sans fin tandis que chez nous, il y a des délais. Il est étrange de savoir que quelqu'un qui a été condamné en France pour ce genre de choses peut être maintenu à la disposition du gouvernement jusqu'à la fin de ses jours si l'évaluation réalisée en fin de peine fait que l'on considère que l'intéressé est toujours dangereux.

Une autre petite observation et je profite du fait que nous parlons des mesures alternatives. Il y a notamment toutes les libérations qui peuvent intervenir avec les bracelets. Un collègue me faisait observer que le système actuel se base sur des émetteurs-récepteurs, ce qui veut dire que la personne doit rester chez elle, que le bracelet émet et reçoit et que son porteur doit rester dans un certain périmètre. Il m'expliquait également qu'en France existe un système de bracelet gps, ce qui rejoint l'observation que je faisais tout à l'heure. Cela permet de mieux tenir à l'œil ce type

de délinquant par rapport aux lieux qu'il fréquente, ce qui constituerait un progrès mais présenterait, comme toujours, un certain coût. Il y a là une réflexion à mener.

On m'a posé une question sur le contrôle par la chambre des mises en accusation. Je vous l'ai dit, le législateur, par les dispositions 235 et suivantes, a donné de très grands pouvoirs à la chambre des mises en accusation, parce qu'on a considéré que c'était en quelque sorte le "juge naturel". Maintenant, faute de moyens, comme le disait mon collègue, il est vrai que la chambre des mises en accusation peut aussi se charger de l'instruction mais il est évident qu'aujourd'hui, la chambre des mises en accusation n'a pas les moyens de le faire. À Bruxelles, il y a tout de même 22 juges d'instruction. Si la chambre des mises se met à attirer les dossiers dans lesquels elle estime qu'il y a des nœuds – je n'ai pas dit qu'il y en avait beaucoup –, j'imagine ce que cela peut représenter comme charge de travail pour la chambre des mises en accusation.

Vous parliez de circulaire des procureurs généraux; j'aimerais, néanmoins, souligner que les circulaires ne lient pas les juges. Vous dites: "Bien sûr!" Mais il faut vraiment garder cela à l'esprit. Cela me permet de répondre à Mme par rapport au rôle du ministère public.

La tendance générale est, en effet, de considérer que le ministère public fait partie du pouvoir judiciaire ce que, à titre personnel je ne pense pas. Je continue à dire qu'il est le représentant de l'exécutif auprès des cours et tribunaux. Nous sommes deux maintenant à penser la même chose. (...).

Mais lisez bien, madame, ce que dit..."sans préjudice". Dès lors, il faudra que l'on m'explique comment on est indépendant sans préjudice des circulaires de toute une série de choses que l'on discute ensemble. Et le jour où (...)

C'est une situation, monsieur Landuyt, qui est, pour moi, le classique du classique. Je peux vous dire que c'est un discours qui passe assez mal dans les milieux du parquet, parce qu'ils considèrent – et ils ont tort – que c'est une manière de les exclure. Moi, je dis qu'ils jouent un rôle fondamental. Et il faut leur donner les moyens d'exécuter cette mission, mais ce ne sont pas des juges. Et je continue à penser que si l'on cessait de prendre des airs effarouchés quand on voit les membres du ministère public discuter avec le ministre de la Justice de ce qu'ils vont faire dans un certain domaine.... Quand on dégage une

politique criminelle, on décide, désormais, que la tolérance zéro sera appliquée. Cela vous rappellera les aventures d'il y a quelques temps. M. Landuyt sourit. Il sait de quoi je parle. Mais c'est le ministre qui décide et il le fait avec les procureurs. S'il y a un problème par rapport à cela, et bien, mesdames et messieurs les parlementaires, c'est devant vous que le ministre et les procureurs doivent rendre des comptes, ce qui est une différence fondamentale et si vous vous rappeliez la disposition de la Constitution dans laquelle on parle d'indépendance, le juge a une indépendance d'une toute autre nature.

Et donc, lorsqu'en l'espèce, j'entendais tout à l'heure le procureur fédéral parler de protocoles, d'accords qui ont été pris avec l'Église, ou que sais-je encore, je vous dirais que, moi, même si je peux avoir une opinion quant au contenu, sur la circonstance je n'ai pas de problème. Je n'ai pas de problème! C'est un débat que les procureurs ont eu entre eux.

Maintenant qu'ils aient, à un moment, souhaité aller dans un sens et que l'un d'entre eux ait décidé dans un autre, c'est-à-dire qu'il prend l'initiative de saisir un juge d'instruction, je vous renvoie – et c'est peut-être intéressant à faire – à la saisine du juge d'instruction. Il y a peut-être là des réflexions à mener. Mais, là, c'est un problème de parquet: dès l'instant où le juge d'instruction est saisi, il va agir, dans son instruction, de manière totalement indépendante. Et il est hors de question que qui que ce soit puisse considérer qu'il a, sauf dans les mécanismes ordinaires – il y a, bien entendu, la chambre des mises et toute une série de mécanismes qui sont prévus –, mais il n'appartient plus au ministre de la Justice de dire: "vous allez vous occuper de ceci ou pas". C'est fini pour la part du ministère public. Et pour appréciable et indispensable que soit le rôle du ministère public, c'est là qu'il doit remplir véritablement sa fonction. Quand il définit une politique criminelle, c'est sa responsabilité. Vous allez me dire: "Oui, mais il défend la société". C'est vrai. C'est lui aussi qui décide, pour prendre un autre exemple, qu'à un moment il y a une tolérance zéro à Cureghem; c'est lui qui décide que les violences intrafamiliales deviennent insupportables et que tous les dossiers sont ouverts. C'est lui qui le décide. Nous, juges - le juge d'instruction, mais aussi le juge du fond -, "allons faire de la comptabilité avec ce qu'on nous donne".

Et quand on parlait de qualité: y a-t-il une différence entre un dossier "instruction" et un dossier "information"? Je crois qu'il y a une

différence. Et quelle est-elle? C'est qu'aujourd'hui, il y a une priorité qui est mise sur tel type de dossier; demain, on change la priorité, et tous les dossiers qu'on a ouverts avant sont traités pour s'en débarrasser, si vous me passez cette image. C'est un vrai souci. Le juge d'instruction ne peut pas avoir ce type de démarche-là. Le juge d'instruction, il est saisi et il doit aller jusqu'au bout. Et il doit vider intégralement sa saisine, ce qui n'est pas du tout le cas du ministère public. Et c'est ce qui fait qu'il y a une différence de qualité entre le travail qui est fait par le juge d'instruction et celui qui est fait par le ministère public. Je n'ai pas dit que le travail du ministère public était mauvais. Ce n'est pas du tout mon propos. C'est simplement d'une nature différente.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Je suis tout à fait d'accord avec vous. Il est vrai que nous avons eu l'occasion de discuter avec M. Landuyt, dans le cadre de la réforme du paysage judiciaire, de l'article 151 de la Constitution. Et nous n'avons pas fini d'en parler!

En dehors du fait que des lignes de politique criminelle impliquent dans le chef du parquet de les suivre en termes de poursuites, et si elles changent d'en changer, si le magistrat de parquet décide de poursuivre, parce qu'il estime, en tant que protecteur de la société, que c'est nécessaire, il ne peut être empêché de le faire. Vous l'admettez avec moi.

Ma question a trait aux droits de la victime. Vous avez dit que la victime avait aussi des droits et qu'il n'est pas nécessairement intéressant de "judiciariser" les problèmes qu'elle rencontre. D'autres solutions peuvent être envisagées.

Il n'est pas possible d'envisager une transaction pénale pour ce genre de matières. Vous n'êtes évidemment pas allé jusque-là. Mais vous avez dit que si, à un moment donné, une autre solution que celle qui consiste à poursuivre devant une juridiction classique est offerte, pourquoi ne pas la prendre.

J'aimerais que vous replaciez ces propos dans le contexte de la protection de la société. On parle ici d'abus sexuels; vous savez bien que ce n'est pas le genre de délit qui amènera un jour, pas après l'affaire Dutroux, un laxisme particulier, partant du principe que ce n'est pas une priorité sur le plan des politiques criminelles et que l'on ne poursuit pas ce genre de choses, etc.

Pour ma part, je ne sens pas cela de cette manière. Donc, dans ce contexte, l'idée – et là je

vous rejoins sur le contenu de ce protocole – consistait à dire pourquoi appliquer un traitement particulier à des abus sexuels qui sont des infractions génériques par ce qu'ils sont commis au sein de l'Église par rapport à d'autres pour lesquels on adopte une politique criminelle qui consiste à poursuivre avec des gens qui portent plainte auprès de juges d'instruction, etc.

Si vous avez entendu M. Delmulle, vous aurez constaté qu'il considère que certains avocats ont usé et abusé de la constitution de parties civiles entre les mains de juges d'instruction dans un but détourné de son objet et ont mis entre les mains du juge d'instruction De Troy des plaintes qui n'auraient pas dû être déposées à cet endroit parce qu'elles viennent d'un peu partout en Belgique. M. Delmulle estime donc qu'il faudrait pouvoir permettre au juge d'instruction de se débarrasser de cette saisie qui est faite pour des raisons qui ne sont pas liées directement au problème soumis pour des raisons d'opportunité.

Quand on met tous ces éléments bout à bout, on se pose des questions quant à la façon dont la justice réagit par rapport à des crimes fort graves – tout le monde s'accorde à le dire.

**Luc Hennart:** Madame, vous dites que plus personne ne songe à ce que l'on puisse considérer que la poursuite des affaires en matière de pédophilie... eh bien, à ne plus les poursuivre, moi, je peux vous dire au bout de mon expérience, peut-être pas très longue, que j'ai vu changer les priorités plus d'une fois. Et que, de nouveau, si un certain nombre de faits...

Je vous donne l'exemple de la violence familiale. Vous allez me dire: "Oui, vous comparez des pommes et des poires". Je ne suis pas sûr: quand j'ai entendu, il y a quelques années, dire que les violences familiales ou intrafamiliales doivent être une priorité absolue, notamment parce qu'elles ont pour conséquence de conduire, dans toute une série de cas à la cour d'assises, parce que ça se termine par des meurtres et ça se termine par des assassinats. Je pense qu'il y avait là quelque chose qui pouvait parler au commun des mortels.

On a donc – je parle du parquet de Bruxelles – décidé d'une priorité absolue des poursuites en matière de violence familiale. Eh bien, aujourd'hui, ce n'est plus le cas, c'est fini! Cela n'est plus une priorité. Pourquoi? Parce qu'il y a d'autres choses. Et je crois que là, c'est un débat – et c'est tout le sens de la politique criminelle – qui est un débat essentiel et qui est un débat – et je me répète – qui appartient au ministère public, en concertation

avec le ministre de la Justice. Cela me paraît évident.

La seule chose à laquelle il faut penser quand on parle de politique criminelle, c'est qu'à un moment, ça doit ou ça peut venir devant les tribunaux. Là, il faut être conscient que la réponse à une politique criminelle décidée aujourd'hui aura sans doute une réponse dans de très nombreux mois parce qu'on ne vit pas tout à fait, dirais-je, selon les mêmes modalités et selon le même tempo.

Mais quand vous dites "il y a en matière de..." ou "certains dossiers d'abus sexuels", je suis certain qu'encore aujourd'hui, il y a des contacts qui se nouent avec les officiers du ministère public, comme les appelle la Constitution, et qu'avec eux, il se décide si oui ou non ils en font un dossier, pénal ou non.

Ce sont des choses qui se passent tous les jours, dans ces matières-là comme dans toutes les autres. C'est ça l'opportunité des poursuites et c'est là aussi qu'ils décident de la manière dont le corps social dont ils sont finalement l'avocat sera ou non défendu.

C'est leur responsabilité. C'est une responsabilité très importante et qui s'exerce sous le contrôle du parlement au travers de l'interpellation au ministre de la Justice.

**Marie-Christine Marghem (MR):** C'est pour cette raison que la loi prévoit qu'on puisse saisir un juge d'instruction quand on est une personne individuelle, de manière à lutter individuellement contre les aléas des politiques criminelles telles qu'elles sont établies.

J'entends un représentant du parquet fédéral dire, en parlant des juges d'instruction, qu'il faudrait leur permettre de se débarrasser de certains dossiers introduits de mauvaise foi, en utilisant un outil du Code d'instruction criminelle à des fins qui ne sont pas prévues pour cela. Comment réagissez-vous à cela?

**Luc Hennart:** D'une façon tout à fait simple. D'abord, c'est une opinion parmi d'autres. Le procureur fédéral a son opinion. Il estime qu'il y a des abus de procédure. Si vous avez l'occasion d'entendre les avocats, ils vous expliqueront fort longuement qu'il y a peut-être des "abus de procédure" dans le chef du parquet, qui poursuit tout et n'importe quoi. Les parties s'expriment et ont la liberté de le faire.

On voudrait que le juge d'instruction puisse se

débarrasser de dossiers introduits à des fins diverses. Le juge d'instruction fait une évaluation en termes de constitution de partie civile. Si cela ne relève pas du domaine pénal, c'est tout simple: il clôture son dossier, il le transmet au ministère public et ce dernier prend ou ne prend pas de réquisition et le problème est clos. Aujourd'hui, il peut le faire. Il n'y a vraiment pas de souci à cet égard.

**Thierry Giet (PS):** Madame la présidente, je souhaitais intervenir sur autre chose.

**Henri Heimans:** Ik wil juist nog zeggen dat ik mij als ex-onderzoeksrechter grote zorgen maak over het verloop van het onderzoek Kelk, doordat al die procedurekwesties nog steeds lopende blijven. Voor de grond van de zaak, als men uiteindelijk bewijs zal moeten vergaren tegen de daders, zijn we hopeloos te laat. De daders die iets te verbergen hebben, hebben immers allang alles weggedaan. Daar hoeven we ons geen illusies over te maken. Dat is ook een vaststelling.

**Thierry Giet (PS):** J'adresse ma question à M. le président Heimans ou à M. le président Hennart.

L'article 106 du Code judiciaire prévoit l'établissement du règlement particulier de la cour d'appel et cela pour l'ensemble des juridictions.

Ce règlement prévoit le nombre de chambres en général. Ce règlement reste fort impersonnel. Il faut donc ensuite un acte qui descende dans les détails et qui précise quels sont les magistrats siégeant dans telle ou telle chambre afin que chacun sache le lundi matin ce qu'il doit faire et là où il va siéger.

J'aurais voulu savoir comment cela se passait en pratique. Y a-t-il une ordonnance du premier président qui établit la répartition des magistrats nominativement dans les chambres respectives? Cette ordonnance est-elle prise pour l'année judiciaire? Pour un mois? Pour six mois? J'ignore totalement comment cela fonctionne dans les faits.

Comment cette ordonnance, si tel en est le fonctionnement, peut-elle être modifiée?

**Henri Heimans:** Dat is inderdaad een beschikking van de eerste voorzitter die genomen wordt, over het algemeen op 30 juni voor het daaropvolgende gerechtelijk jaar. De magistraten die op vakantie gaan, weten wat zij zullen moeten doen vanaf 1 september.

Het probleem dat ik daarin zie, is een heel delicaat probleem, namelijk de verdeling tussen de strafkamers en de burgerlijke kamers. Men kijkt naar de input van zaken op burgerlijk gebied en de input van zaken op strafgebied en daar is er altijd een spanningsveld. Het is de eerste voorzitter, die eigenlijk bepaalt in hoeveel strafkamers hij voorziet tegenover de burgerlijke kamers. Er zal altijd een groep magistraten zijn, die vindt dat er in zijn sector te weinig kamers zijn ten opzichte van de andere sectoren.

**Renaat Landuyt** (sp.a): En wanneer en hoe gebeurt het dan als men een vaststelling van een bepaalde strafkamer verandert? Zijn daar redenen voor? Kan dat of kan dat niet? In de loop van het jaar komt er plots een andere samenstelling voor.

**Henri Heimans**: Het is een voorzitter of een eerste voorzitter die inderdaad in concreto, in de details de dienst regelt. Er is een algemeen kader met kamers voor de verschillende sectoren, maar de voorzitter zelf – in principe denk ik dat de meeste korpsoversten zo werken, namelijk dat zij voor een lange periode een principesverdeling, een taakverdeling hebben – kan hier en daar wel schuiven.

Het principe bij mij was dat eender welke zaak die op een zitting komt, ik verander die samenstelling niet tenzij er echt een reden is die als wrakingsgrond zou kunnen gelden of die daaraan grenst. Anders loopt elk dossier gewoon voor de vaste kamer door. Maar in principe denk ik niet dat er iets is dat een korpsoverste belet om, rekening houdend met de aard van een bepaald dossier, de samenstelling van de kamer te veranderen. Het kan. Een korpsoverste kan dat.

**Thierry Giet** (PS): Très concrètement, lorsqu'on parle de l'intervention du chef de corps, c'est via une ordonnance. C'est donc un document qui est écrit et conservé, je présume, dans les registres ou les archives de la juridiction?

**Luc Hennart**: Tout à fait. Mais, pour rejoindre ...

**Carina Van Cauter** (Open Vld): (...)

**Luc Hennart**: Natuurlijk. Het zijn twee verschillende beslissingen: gerechtelijk verlov en ...

Donc il n'y a aucun souci par rapport à cela: il y a la structure de base et le reste, en fonction... Parce que la vie d'une juridiction, c'est déjà suffisamment... C'est ce que je disais tout à l'heure, c'est que, lorsque... par rapport à une

politique criminelle, si l'on n'organise pas la composition des chambres pour une période d'un an, ce que l'on fait habituellement, eh bien, alors on ne s'en sort vraiment pas.

Mais c'est la structure de base. Si demain, un magistrat est malade, on le remplace et tout ça se fait avec beaucoup de naturel et d'efficacité, dirais-je.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik heb nog een kleine bijvraag over het vaststellen van de werkregeling. De heer Heimans zei: op 30 juni wordt dat vastgesteld voor de periode vanaf 1 september. Is het voor de vakantiekamer ook 30 juni, of wordt die beslissing vroeger genomen?

**Henri Heimans**: Die wordt vroeger genomen. Dat gebeurt ongeveer rond deze tijd, en zeker vanaf Pasen bij ons.

**Henri Haex**: Er is geen vaste regel voor, maar met het oog op personeelsbeleid moet dat tijdig kunnen gebeuren, wat logisch is. Bij ons was dat tegen eind februari al geregeld.

La **présidente**: Ça, c'est fixé. C'est ce qu'on voulait savoir. (...)

**Henri Heimans**: In Gent worden er ploegen samengesteld van twee weken telkens.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): (...) na 24 juni wordt samengesteld voor de zomervakantie.

**Luc Hennart**: Dat is ook de bedoeling.

La **présidente**: Voilà pour les renseignements sur les chambres. Monsieur Hennart, il y avait encore une question sur Mme Callewaert.

**Luc Hennart**: Je vais laisser vos collègues s'ébrouer quelque peu, puis je leur dirai ce qu'il en est.

La **présidente**: J'attends une réponse de votre part. C'est la fin de la journée, ils deviennent dissipés.

**Luc Hennart**: Ce n'est pas grave. Heureusement qu'il y a de temps en temps de la dissipation, cela fait du bien à tout le monde.

En réalité, c'est tout simple. Il faut remonter un petit peu dans le temps. En principe, comme le demandait M. Giet, au niveau de l'instruction, le règlement interne prévoit aussi des saisies. Le mécanisme qui est en place au tribunal de

première instance est le suivant: dans les affaires urgentes – c'est sujet à bon nombre de discussions mais disons que dans l'ensemble, cela fonctionne pas mal –, le procureur du Roi peut saisir en ligne directe; dans les autres affaires, c'est le doyen ou plutôt le président qui délègue ces tâches au doyen des juges d'instruction, en l'espèce je remplis les deux fonctions, donc c'est moi qui distribue aux 17 juges francophones et aux 5 juges néerlandophones les différents dossiers. Voilà comment cela se pratique.

Mon collègue le juge De Troy a été saisi. Vous connaissez les aventures qu'il a vécues. De quelles aventures s'agit-il? Il y a eu l'intervention du ministère public pour faire contrôler la légalité des actes qu'il a posés. Cette affaire a été pendante devant la chambre des mises en accusation qui a rendu un premier arrêt, arrêt qui a fait l'objet d'un pourvoi en cassation et qui a été cassé, ce qui a amené la chambre des mises à de nouveau prendre attitude.

Petite parenthèse: quand on entend discuter de savoir ce qu'il faut faire avec les dossiers, ne pas faire, etc., je pense qu'il faut permettre – ne l'oublions tout de même pas – au juge d'instruction en charge du dossier de faire également une évaluation par rapport à tout cela.

Les arrêts, pour autant que je les aie lus, ne sont peut-être pas aussi cristallins qu'on pouvait le souhaiter. Donc, le juge devra faire une appréciation.

Dans l'aventure que le collègue a connue, il y a aussi deux initiatives qui ont été prises pour le récuser. Et la loi - la disposition, je ne m'en souviens plus de mémoire -, prévoit que, dès l'instant où un juge fait l'objet d'une requête en récusation, plus aucun acte ne peut être posé dans le dossier. Et la même disposition prévoit que, lorsqu'il s'agit d'un juge d'instruction, le président du tribunal peut, sur réquisition du ministère public, désigner un juge pour traiter l'affaire pendant la période intermédiaire. Et la situation très concrète aujourd'hui, lorsque le ministère public m'a saisi, ce qu'il n'a pas fait immédiatement, mais quand il l'a fait, j'ai pris une ordonnance. Et qui voilà? Mme Callewaert a été désignée par le président du tribunal pour s'occuper du dossier jusqu'au moment où la procédure en récusation sera terminée.

La situation est un peu compliquée en l'espèce, parce qu'il n'y a pas qu'une requête, il y en a deux. Et Mme Callewaert est donc désignée pour veiller

au grain durant toute cette procédure en récusation qui, à l'instant où je vous parle, en tout cas pour l'une d'elles, est encore traitée par la Cour de cassation. Il faut savoir que toute cette procédure de récusation, soit dit en passant, à laquelle le juge n'est absolument pas appelé – la seule chose qu'il peut dire, c'est formuler au bas de l'acte de récusation les commentaires qu'il a à faire –, toute cette procédure se déroule en dehors de lui. Il se dit à son sujet des horreurs, mais il ne l'apprend qu'au moment où il reçoit l'arrêt. C'est peut-être aussi une réflexion qu'il faut mener de manière plus globale.

Donc, aujourd'hui, très concrètement, dès que la procédure en cassation sera terminée, c'est-à-dire que la Cour de cassation aura pris attitude et aura rejeté... parce que, si la Cour de cassation casse l'arrêt de la cour d'appel qui a rejeté la récusation, on recommence, et le juge De Troy ne peut pas intervenir pendant ce temps. Donc, jusqu'au bout de tout cet épisode, c'est Mme Callewaert qui veille au grain.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Monsieur le président Hennart, j'aurais voulu vous demander si vous aviez entendu tout le passage de la discussion entre le procureur fédéral Delmulle et nous, commissaires, au sujet de la localisation des dossiers à la suite de la saisine du juge De Troy.

On a tout entendu et finalement je me demande – c'est peut-être une question complètement stupide et je m'en excuse à l'avance – comment Mme Callewaert va traiter une instruction dont les dossiers ne seraient pas identifiés à tel ou tel endroit.

**Luc Hennart:** Attention, il faut opérer une distinction.

On a parlé du dossier, c'est-à-dire le dossier dans lequel se trouvent les PV, les auditions, donc le dossier de base. Il y a toute une série de dossiers qui ont été saisis et ces dossiers, c'est la logique même et c'est la loi qui le dit, sont déposés au greffe. Donc, dans l'état actuel des choses, normalement – mais là je parle en méconnaissance de cause, je ne me suis pas préoccupé de savoir où ils se trouvaient physiquement – ces dossiers se trouvent actuellement au greffe du tribunal correctionnel.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Il s'agit de ceux qui sont saisis.

**Luc Hennart:** Ce sont ceux qui sont saisis mais

on ne parle que de ceux-là.

**Marie-Christine Marghem (MR):** D'accord mais les 23 dossiers ouverts sur constitution de partie civile, qui forment le dossier du juge d'instruction De Troy sont des dossiers que le juge ne peut pas traiter pour l'instant en raison de la procédure de récusation à son encontre et le procureur fédéral se plaint de ne pas avoir la possibilité d'en obtenir une copie, qui devrait être peut-être entre les mains du procureur du Roi ou peut-être entre les mains du procureur général et pas entre ses mains. C'est ce que nous avons entendu tout à l'heure.

**Luc Hennart:** Si j'ai bien compris ce que disait le procureur fédéral, pour l'instant, il ne s'occupe pas de cette affaire.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Nous parlons du même. C'est le procureur fédéral qui a dit que le 22 décembre, il commençait à entrevoir l'idée de s'en occuper en ayant un contact avec le juge De Troy. On ne lui a pas dit mais on sait bien qu'il y a cette procédure de récusation et s'il compte le faire dans les jours à venir, je suppose que le juge De Troy devra lui répondre, à juste titre, qu'il ne peut pas lui répondre. Je suppose qu'il doit entrer en contact avec Mme Callewaert qui, elle, a ces dossiers et qui devrait pouvoir lui en fournir copie s'il veut les évaluer pour savoir s'il fédéralise ce dossier comme le lui a demandé le procureur du Roi de Bruxelles. Je vous 'retape' ce que j'ai entendu tout à l'heure!

**Luc Hennart :** Oui.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Oui, mais comment se fait-il que quelque chose qui ne peut être fait depuis un certain temps parce que Mme Callewaert intervient depuis un certain temps, n'est pas fait?

**Luc Hennart:** C'est le genre de situation qui peut être problématique: le dossier a non seulement connu des appels dans le cadre de l'examen par la chambre des mises en accusation, mais a aussi connu une procédure en récusation.

Et le dossier papier est en train de circuler, mais cela n'est pas satisfaisant à mes yeux. Je crois que, assez simplement, ce dossier... Et Mme Callewaert, lorsqu'elle sera interpellée par le procureur fédéral demandant si elle pouvait donner une copie ou mettre à disposition ce dossier, ... la loi prévoit que cette mise à disposition doit intervenir. Donc il n'y aura pas de difficulté en tant que telle.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Nous sommes heureux de l'entendre parce que, à entendre le procureur fédéral, il avait toutes les difficultés du monde, depuis un certain temps, à obtenir une copie de ce dossier. On ne sait pas s'il existe... Et on ne sait pas où il est.

Il y a donc eu un mélange des genres. Vous savez, lorsqu'on écoute bien ce qui est dit, il y a un mélange des genres évident entre le dossier des plaintes avec constitution de parties civiles et 23 dossiers qu'il a vu énumérer dans l'identification de la victime, de l'auteur et, sans doute, des dates et des lieux dans ce fameux arrêt du 22 décembre.

Donc, depuis lors, il éprouve des difficultés, depuis le 21 octobre 2010, époque à laquelle le procureur du Roi de Bruxelles lui a demandé de fédéraliser ce dossier, alors que Mme Callewaert est désignée depuis... Je ne sais pas, mais vous allez nous le dire: depuis quand?

**Luc Hennart:** J'allais dire le mois de novembre, mais sous réserve...

**Marie-Christine Marghem (MR):** Donc le parquet fédéral a un interlocuteur pour se fournir en copies, sans aucune difficulté, selon vous – et le Code d'instruction criminelle, dans les articles 60 jusqu'à 70 le prévoit, que la copie est mise à disposition – et il éprouve des difficultés.

**Henri Heimans:** De federale procureur heeft gezegd dat hij zelf niets kan doen. Hij moet zich altijd wenden tot de procureur van Brussel. Het is de procureur van Brussel die de kopieën moet afleveren aan de federale procureur. Hoe kan hij die afleveren? Door die dossiers op te vragen of te gaan zoeken waar die zijn. Als dat dossier aan het circuleren is tussen de KI en Cassatie of elders, dan moet er een middel gevonden worden om die dossiers tussendoor te kopiëren, maar alles is, volgens mijn persoonlijke mening, een kwestie van slecht management. Men heeft dossiers laten circuleren zonder kopieën te nemen. Dat zal het probleem zijn, volgens mij.

**La présidente:** En l'occurrence, nous demandons le dossier complet "aux différents étages" et non pas juste une pièce comme à notre habitude.

**Henri Heimans:** Het is ook niet omdat een dossier in cassatie is, dat men geen kopieën kan nemen. Het is maar een kwestie van het dossier op te halen en te kopiëren. Alles bevindt zich zelfs in hetzelfde gebouw.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Om toch even de procureur in Brussel te verdedigen...

**Luc Hennart**: Dat heeft hij niet nodig.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Zijn stelling was dat het uniek is wat er gebeurde. Dat wordt ook bevestigd, het unieke is dat het parket-generaal alles heeft opgevraagd omdat zij het willen onderzoeken. Zij houden het dus bij zich om het effectief te bekijken. Er is zelfs een antwoord van de minister waarin letterlijk gezegd wordt dat het parket kopieën aan het nemen was, wat blijkbaar toch niet gebeurd zou zijn als ik het allemaal kan volgen. Hier is het unieke dat het parket-generaal alles heeft meegenomen om het te onderzoeken op de bewuste maandag 5 juli, toen de vakanties geboekt waren.

**Luc Hennart**: Ik zou durven zeggen, een reden temeer dat er geen probleem bestaat. Als het parket-generaal over een kopie van het dossier beschikt is het toch heel eenvoudig. Zij komen regelmatig samen, de federale procureur en de procureur-generaal. Zij kunnen een kopie vragen. Alstublieft, laat u de onderzoeksrechters buiten gans die discussie. De onderzoeksrechter probeert zijn taak uit te oefenen, maar er is een ganse discussie. Maar tussen wie?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Dat is wat wij proberen te begrijpen, omdat u de procureurs zo beschrijft als één korps.

**Luc Hennart**: Maar dat is toch zo? Dat is de wet.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Binnen dat korps slaagt men er blijkbaar niet in om kopieën door te geven. Dat stellen wij vast. Maar zij overleggen wel.

**Luc Hennart**: Wat kunnen wij als rechter daaraan doen?

**Renaat Landuyt** (sp.a): (...)

**Luc Hennart**: Het is heel aangenaam om zich even te ontspannen maar als er daarover duidelijkheid bestaat zijn er een hoop discussies van de baan.

Ik kan persoonlijk het volgende niet begrijpen.

Een onderzoeksrechter wordt gevat door de procureur des Konings in Brussel. Hij is gelast met zijn zaak en hij werkt verder. Zoals mijn collega zojuist zei, de procureur mag het dossier opvragen. De wet stelt dat hij het dossier mag

krijgen. Geen discussie.

Men moet dus niet vragen hoe het komt dat het niet kan. Sorry, voor mij is het heel eenvoudig. Als het een discussie wordt over management, dan moet het wel degelijk het management van het openbaar ministerie zijn, niet van de rechter.

Daarstraks sprak ik al over hiërarchie. Het is ook een van de kenmerken van het openbaar ministerie dat het over een korps gaat met hiërarchie. Dat is een groot verschil met rechters, die volledig onafhankelijk zijn ten aanzien van iedereen.

Het is een beetje te gemakkelijk om te zeggen dat het aan de onderzoeksrechter ligt. Welnee, de onderzoeksrechter probeert, in de mate van het mogelijke, zijn ambt uit te oefenen. Alstublieft, zou ik zeggen, laat hem verder werken.

Alors, nous pourrions sans doute voir un peu de clarté.

**La présidente**: Nous ne sommes ni juges, ni juges d'instruction, ni le ministère public. Nous ne comprenons pas tout ce qui se passe. Chaque nouvelle explication complique ce qui nous a été dit la semaine précédente. Nous ne sommes pas en train de viser quelqu'un, ni le juge d'instruction, ni un autre! Pour le justiciable, nous aimerions que tout soit correct, que les choses avancent et ne pas être dans des bagarres de procédure, de hiérarchie, etc. Nous tentons simplement de comprendre l'imbroglio qu'il y a dans ce dossier et qui n'en finit pas depuis cet été, pour une bonne administration de la justice. Nous voulons en tirer des conclusions législatives et voir s'il ne faut pas à nouveau changer les choses pour que ce soit plus clair. C'est ce que nous tentons de faire ici.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Worden in Brussel, zoals voorgeschreven door het Wetboek van strafvordering, bij de wettigheidscontrole door de KI de burgerlijke partijen opgeroepen? Waarom is dat niet gebeurd in het dossier dat ons bezighoudt? Gebeurt dat normaal?

**Luc Hennart**: Er is inderdaad een discussie geweest. Het heeft trouwens aanleiding gegeven tot cassatie...

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Het staat letterlijk in het Wetboek van strafvordering.

**Luc Hennart**: ...omdat sommige van de burgerlijke partijen niet opgeroepen werden.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Geen enkele partij.

**Luc Hennart:** Enkele.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Geen. Aucune. Men heeft de burgerlijke partijen niet opgeroepen. Wat is de praktijk in Brussel? Volgt men het Wetboek van strafvordering of volgt men het niet? Dat is de vraag die ik aan u stel.

**Luc Hennart:** Dat zou misschien een deel van de oplossing kunnen zijn. Voor mij, als voorzitter van de rechtbank, als rechter, is de situatie echt heel eenvoudig. De onderzoeksrechter werd gelast. Wat hij in het kader van zijn onderzoek heeft gedaan, is vatbaar voor kritiek. Waar? Voor de KI.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Op de geëigende, voorgeschreven wijze.

**Luc Hennart:** Natuurlijk. Waarom – het zal waarschijnlijk niet de eerste keer zijn – is men daar op het niveau van de KI vergeten om sommige van de burgerlijke partijen op te roepen?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Geen enkele is opgeroepen. Is men dat vergeten? Is het een menselijke fout?

**Luc Hennart:** Het is uiteraard onmogelijk op zo'n vraag te antwoorden.

**Henri Heimans:** Men kan dat terugvinden op de vordering van de procureur-generaal in de KI. Normaal staan de burgerlijke partijen daarin nominatim vermeld. Als hij die niet heeft vermeld, dan zal de griffie dat ook niet gezien hebben en zullen er geen opgeroepen zijn. Ik denk dat de sleutel daar ligt.

**Luc Hennart:** Ik heb nog een bijkomende opmerking. Wie was burgerlijke partij of alleen maar slachtoffer of benadeelde partij? Dat was ook een bijkomende discussie. Het heeft misschien tot die moeilijkheden geleid omdat het zeer ingewikkeld was. Cassatie is tussengekomen en Cassatie heeft beslist dat het niet kon. Het heeft misschien een beetje lang geduurd, maar het systeem heeft gewerkt. Het wordt langzaam tijd dat heel de procedurediscussie wordt afgerond, zodat de onderzoeksrechter, de heer De Troy, of misschien iemand anders, verder kan doen met het onderzoek.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Dans ce corps de magistrats hiérarchisés qui a beaucoup de difficultés à se transmettre des copies, on entend

dans la bouche du procureur fédéral qu'il a sa petite idée sur la raison pour laquelle le juge d'instruction De Troy, sachant bien – et on n'a pas besoin de lire les dossiers, tout le monde le sait – que les plaintes avec constitution de partie civile qui forment son dossier pour 13 sur 23 viennent de partout en Belgique, une seule venant de Bruxelles, n'a pas décidé comme le prévoit le Code d'instruction criminelle de renvoyer lesdites plaintes à d'autres juges d'instruction, puisque l'article 69 dit que le juge peut le faire. Il me dit qu'il a sa petite idée mais qu'il ne peut rien dire.

Je ne vous interpelle pas sur la réponse du procureur général mais simplement sur le fait qu'à un moment donné, on fédéralise un dossier, on veut fédéraliser ce dossier-là parce qu'on estime qu'il a une portée nationale alors que d'un autre côté, il y a un magistrat qui n'a pas le choix, qui reçoit des plaintes avec constitution de partie civile, qui doit les traiter et qui voit bien que toutes ne sont pas nécessairement liées à son arrondissement et donc que sa compétence peut éventuellement être prolongée par celle d'un collègue, un autre juge d'instruction ailleurs mais qui ne le fait pas, qui décide de les garder – ce qui est son droit, parce qu'il est parfaitement indépendant, comme vous l'avez rappelé.

C'est comme si – et je ne suis pas contre – on avait des processus de fédéralisation concurrents qui jouent d'influence l'un contre l'autre. Un avocat décide de choisir un juge d'instruction en lui apportant X dossiers parce qu'il estime qu'il s'agit d'une problématique générale et un parquet fédéral estime qu'il doit avoir ces dossiers pour les réorienter parce que c'est une question fédérale ou fédéralisée.

**Luc Hennart:** Mais c'est la loi! Et comme je vous le disais tout à l'heure, madame, la question et la seule qu'il convient de se poser est: quelle a été la saisine du juge d'instruction De Troy? Prenez – si vous avez ces documents - ses réquisitions! Si le juge De Troy – je n'en sais rien, car je vous avoue avoir d'autres occupations – a été saisi de manière très large, il est habilité à traiter les dossiers de manière très, très large et sans les limites de compétence territoriale. C'est le premier exercice qu'il faut faire.

Si le juge De Troy a été saisi d'un fait de pédophilie commis par A sur B, alors, il y a un souci. C'est cela qu'il faut voir tout d'abord. Ce qui me fait dire que les choses méritent, en tout cas, d'être approfondies, c'est que la chambre des mises en accusation semble déjà avoir opéré un tri. Observez qu'elle a fait un premier tri et ensuite,

un second! Mais la chambre des mises, pour autant que je sois bien informé, n'a pas purement et simplement considéré que tous les dossiers du juge De Troy devaient être restitués.

Et aujourd'hui, si, comme le disait le procureur fédéral tout à l'heure, un malheureux petit Arlonais se plaint du comportement du curé du coin et se rend auprès du juge De Troy pour se constituer partie civile, si le juge De Troy a été saisi de la problématique ou de faits de pédophilie commis au sein de l'Église, le juge De Troy est compétent. C'est aussi simple que ça.

Si, en revanche, il a été saisi de manière plus spécifique – lorsque je vous parlais de politique criminelle - c'est le procureur du Roi qui a décidé "zwart of wit". Donc, on peut supposer, mais c'est sa responsabilité de juge, que si, aujourd'hui, des initiatives sont prises par les uns et les autres d'aller se constituer chez le juge d'instruction De Troy et que celui-ci accepte les constitutions de partie civile et ne les renvoie pas sous la réserve qu'il soit en mesure de le faire – maintenant, il ne peut plus -, il peut à ce moment-là poursuivre l'instruction de cette affaire sans la moindre difficulté.

Cela devrait réjouir le procureur fédéral puisqu'il y a, grâce à cela, une certaine fédéralisation.

**Marie-Christine Marghem (MR):** On dirait que non, justement.

**Luc Hennart:** À l'instar de celles du Seigneur, s'il existe, les voies du ministère public sont impénétrables!

**Henri Heimans:** Ik zou daar graag een kleinigheid aan willen toevoegen. Laat ons aannemen – ik ben het volledig eens met mijn collega – dat de saisine van de onderzoeksrechter De Troy ruim is, zeer ruim. Sommigen zeggen te ruim. Als er een burgerlijke partijstelling is, moet er toch onderzocht worden om te weten of er samenhang is met zijn zaken. Men kan niet onmiddellijk een burgerlijke partij wandelen sturen want mogelijks is er een samenhang tussen dat ene slachtoffer en die dader die ondertussen verhuisd is van het ene klooster naar het andere. De samenhang moet eerst feitelijk worden onderzocht vooraleer hij het kan terugsturen.

La **présidente:** Pouvons-nous clôturer ici nos travaux? (*Oui*)

Dans ce cas, il ne me reste plus qu'à vous remercier, messieurs, d'être venus, pour les

informations et les suggestions que nous avez communiquées.

*La réunion publique de commission est levée à 18.47 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.47 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 14 FEVRIER 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 14 FEBRUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14.26 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 14.26 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de**

- **M. Thomas Doyle, prêtre américain et canoniste**

- **M. Christian Terras, rédacteur en chef de la revue française 'Goliath'**

**Hoorzitting met**

- **de heer Thomas Doyle, Amerikaans priester en kerkjurist**

- **Christian Terras, hoofdredacteur van het Franse tijdschrift 'Goliath'**

La **présidente**: Chers collègues, nous allons commencer nos travaux. Ils seront dirigés aujourd'hui davantage vers une expertise internationale puisque nous avons avec nous, d'une part, M. Doyle et, d'autre part, M. Terras. Des experts qui nous viennent des États-Unis et de France. Comme d'habitude, ils nous feront un exposé puis nous leur poserons des questions.

Mister Doyle, I would like to welcome you. I thank him for being with us today and sharing his expertise with the commission. I give you the floor.

**Thomas Doyle**: I would like to begin by apologizing for the fact that it would be necessary for me to speak in English. I did live for a number of years in the province of Quebec, in Canada, and at one time was fairly fluent in the brand of French. And even were I fluent in it today, you might have a difficult time understanding. However, I will speak as slowly as possible and as clearly as possible, because the subject is of very

great importance.

I would like to begin with just a bit of a word of my own background: why I am here, why I am involved with the issue of sexual abuse of children by Roman Catholic clerics. I was ordained a Catholic priest in the Dominican order forty years ago. In the course of those forty years, I have held a number of positions, most of them in some form of church administration. The most important one was the years that I spent as the canon lawyer at the Vatican embassy, the Nunciature in Washington, DC.

My educational background is a mixture. I am a Doctor of Canon Law; I have graduate degrees in Philosophy, Theology, Political Science, Administration and History of Law.

I am also a licensed addiction therapist. So if you drink too much today, come and see me.

At one time I worked in the Vatican embassy in Washington, DC, and while I was at this job –this was between 1981 and 1986– I was asked to simply handle the documentation on the case of a priest in the southern part of the United States who had sexually abused about forty children, and who was being charged with a criminal offence. The parents of one of those boys had decided to sue the Catholic diocese. Up to that time –1981– no one had sued a Catholic diocese or any entity of the Catholic for the neglect or improper behaviour of a priest or a bishop. When these people decided to sue, it sent shockwaves through the country, because the bishops of the United States believed that nothing would happen, that they were impervious to any kind of criticism from the outside.

I became involved with that case, with two colleagues, one an attorney, the other a priest who was also a psychiatrist. In the course of working with that particular case, we learned that there were numerous other priests who were doing the same thing in the southern part of the country, whom the bishops were aware of, but did nothing.

We prepared a proposal, expecting that the bishops would receive it, and we did it in good faith, hoping that they would understand the seriousness of this problem and take some form of action. At that time –in 1981– I had absolutely no idea that the Catholic bishops in my country would stonewall, cover up and lie arbitrarily about something as horrendous as the rape and violation of little children by priests.

That began my involvement. In the twenty-six years since that time, I have served as an officer in the United States air force as a chaplain for career, and continued to work in this area. I have worked closely with victims in several countries, with families of victims in several countries. I have been a consultant and an expert witness in well over a thousand law cases in the United States, both civil and criminal. I have testified before several grand juries in the United States. I was a consultant and a witness to the government investigatory commissions in Ireland.

Why I am here today –I am grateful for being invited– I am not here to tell anyone in this country how to do it. But simply to share the very painful, tragic experience that I have had, and that others of my colleagues have had in my country and in others.

The only reason that I have stayed involved in this issue, and that I am here today, is because of the welfare of children. The most important and the only real fundamental issue with this problem, with this question, that we must never lose sight of, is that this is primarily about innocent, vulnerable children who have been sexually violated, in most instances by rape, by the man in their life whom they trusted the most: the priest.

There are two dimensions of the problem that maintain themselves throughout:

1) One dimension is the actual violation of children by clerics. And the abusers have included deacons, priests, bishops and cardinals. These are all documented knowledge of these issues, men that have done this. So you have the abusers, most of whom suffered from a serious psychological illness that propels them to seek out sexual satisfaction either from children who are

beneath the age of puberty (under twelve, let's say) or younger adolescents (13, 14, 15, 16). It is abnormal for a grown man, an adult, to be sexually attracted to a child or a young minor. That's one part of the coin.

2) The other side of the problem is the systematic betrayal of these victims and their families by the official leadership of the Catholic Church, by means of their failure to protect children, in favour of their obsession to protect their image, their offices and their resources. I do not say this to be dramatic, or facetious. I say it with great sadness. I have been a priest for forty years, part of the system that was my life.

One of the most tragic things –I think– that has happened in the history of the Catholic Church, has been the betrayal of innocent children by the bishops.

What I would like to do now is place Belgium, and the experience in Belgium, within a broader context of other countries, that have not only discovered this problem, but tried to reach out and do something about it. And I will share only my experience of the countries that I have been involved in.

I would like to, first of all, put it in an historical context. Sexual abuse of children did not suddenly come into existence in the mid 1980's in the United States, or in Boston in 2002, or in Belgium in 2004. Sexual abuse of children by clerics, by priests, has been known, in the Catholic Church, since the earliest centuries. There is documented evidence from the Church's own documents, that the bishops, the popes and ecclesiastical senates and councils were concerned about priests who sexually abused minors, children, from the earliest centuries.

The first actual Church law that was put into place, was put into place in Elvira in southern Spain in the year 309. Since that time, there have been many other instances of documents, legislations, rules, exhortations by the Church against sexual abuse of children by clerics. One of the most dramatic documents, and the most clear-cut indirect document, is a book that was written in the year 1048 by St. Peter Damian, called the 'Book of Gomorrah'. That book could just as well have been written in the year 1998. It talked about the same problems: sexual violation of minors, cover up by superiors, lack of proper attention by the Pope. The response of the Catholic Church, of the hierarchy, has been uniform in every country I have experience in, and has been uniform

throughout the centuries.

The countries that I have been involved in, and that I will speak about from my background, are certainly the United States, which, as you know, is composed of fifty different states; some would say fifty different countries.

I have had experience in each one of these states, Canada, the republic of Ireland, the United Kingdom, Austria, Australia, New Zealand, Mexico and the Netherlands. I have had less experience in Mexico and the Netherlands than I have in other countries. Most of it has been in Canada, Ireland and the United States.

One primary aspect about this whole problem in the Catholic Church is deep, profound secrecy. The sexual abuse of children has been hidden under a very thick blanket or cover of secrecy. And the fear that exists that these secrets will be exposed to the public, it exists because the leadership of the Church does not want the public to know of the corruption within its own ranks. In fact, it is my belief that, if the Church leadership, the bishops and the popes, were completely open and honest, they would receive much more respect than they do by hiding this problem.

Another response of the bishops in these countries has been that "We did not know about this problem until very recently", "We are only learning about the seriousness of sexual abuse now". Any adult, male or female, who is from planet Earth, that does not know that a rape and violation of a child by an adult is deeply harmful to that child, has either been born on Mars, or has completely lost the use of reason. It is impossible to say "We did not know that the rape of children was seriously wrong". Counter to that claim, the fact that, in the first Code of Canon Law in 1917, the Catholic Church made abuse of children a crime. That law was repeated in the Code of Canon Law in 1983.

The issue has been controlled in many ways, over the centuries, by the Church hierarchy. There were periods in history, in the late Middle Ages and in the Renaissance, when the ecclesiastical order Church superiors collaborated with the secular authorities in dealing with priests who sexually abused children. And in some of the city-states, in smaller kingdoms, the penalty for the rape of a child, was execution. There is documentation, in certain of these countries, that I have seen, that documented cases, where the Church turned priests over to the secular authorities, and the secular authorities applied the

punishment. They were beheaded.

This is historically proven. In 1866, the Vatican passed legislation imposing total secrecy on all cases of violation of the confessional to seek sexual favours, called solicitation, and on all cases of sexual abuse of minors. Any actual canonical case, once it began, was covered by complete and total secrecy.

There were two important documents issued by the Church, one in 1922 and the other in 1962. Their name is the same: Crimen Sollicitationis, that means 'the crime of solicitation'. These documents are each procedural rules that outline, for bishops, how they are to proceed in investigating and prosecuting the crime of solicitation by a priest in confession for sex, asking a penitent to have sex or touching the penitent. Included in that legislation was a special chapter, chapter 5, that explicitly said: "Included to be processed with these norms are three other crimes: homosexuality (homosexual relations by priests, and it is only homosexual with males, because priests are men), sexual abuse of children and minors, and bestiality (sex with animals)".

So, both of these documents were sent out in absolute secrecy to every bishop in the world. And the bishops were ordered to keep the documents completely secret. When the 1962 document was uncovered in 2003, it was uncovered because a priest who was being charged with solicitation received this document from the Congregation in Rome to use as part of his defence. He sought out the assistance of two other Canon lawyers to help him, both of whom received copy of this document. And one of these Canon lawyers was myself. I had never seen it until that time, and never heard of it. But, in 2003, I shared that document with some civil attorneys in the United States.

When that became publicly known, the Church authorities immediately tried to distort the real meaning of the document. It was in place, in force, until 2001.

And the proof of that is in the wording of its successor document, written by Cardinal Ratzinger, now Pope Benedict XVI. Word explicitly says: "Crimen Sollicitationis of 1962, in force until this date, is no longer in force"; that was May 18<sup>th</sup>, 2001.

In fact, in the United States, in Canada and in Ireland, the Canon Law processes that are

prescribed, that must be used by bishops when they are informed of a crime, including a crime of sexual abuse by a priest of a minor, have been rarely used. Rather than use the processes, the bishops have secretly transferred the priests, in most instances, to another parish, without warning the pastor or the people, that this priest had sexually abused children.

In some instances, the priests have been sent to another diocese, and in some instances to another country. That pattern is no longer in existence because of the anger that arose in the United States when the public found out that this was happening. So that was the procedure that was used. In fact, the Code of Canon Law is completely useless in protecting the rights of the victims and in insuring justice for the victims; and I say this not only because I am a Doctor of Canon Law and I have had a 30-year experience as a Canon lawyer in Church courts and administration. It is useless because it is a legal system in service to, and controlled by the Pope and the bishops.

In my country, as you may know, we have what we call the separation of powers. Judiciary, the United States Supreme Court is completely separate from the legislator and from the executive, the President. In Catholic Church law, those three offices are combined in the Pope for the whole Church, and in the bishop for his diocese. So there is no possibility for what we call in my country 'checks and balances'. There is no possibility of a Supreme Court making sure that the laws that are passed are what we call constitutional, are valid laws. The law givers in the Catholic Church are the Pope, one man, or bishop, one man.

I will talk a little bit more about Canon Law, but basically I think it gets to the point by summing it up saying "It is useless". Many have said the Church should have used Canon Law properly. Well, it has never been used properly and even attempts to use it properly failed.

Why has this happened now, in our era? The beginning of this was 1984, but it really came to fruition after 2002 in the United States, because of what happened in Boston. There had been revelations many years before. In Boston, the Boston Globe, the main newspaper, printed photographs of the letters written by several mothers to the archbishop, saying "Father so-and-so abused my children", and printed letters back from the archbishop to them basically saying "It never happened, you are imagining it", something like that. That infuriated the people.

Why is it happening now? I think it is happening now because we are within a gradually secularising mode in our society, because the culture –at least in the United States and in Canada– has diminished the deference or respect shown, not only to the Catholic Church, but to every organized religion. They no longer have the dominant position where they can do no wrong and are allowed to get away with the commission of crimes rather than being prosecuted or called to accountability.

The fear that many had toward the Church was: "If I disclose that I was raped; if, as a lawyer, I defend a child-victim; if, as a parent, I complain to the bishop; if, as a publisher, I write a story in my newspaper, I will be condemned and punished by God" . This is no longer dominant. People do not believe this anymore. But they did! They believed. I have had more than one person telling me, from several countries: "We believe that if we criticized a priest, we would suffer, in the afterlife and in this life". In Ireland, it was common –because Ireland was probably the most Catholic country on the globe– for mothers to believe that if they had a child that was born deformed, with a deformed arm, deformed leg, it was because the mother had spoken against a priest and that this was God's punishment.

So it's happening now. And the difference between the revelations now and in the past is that now in our era the leaders of the Church are not in control of the destiny of the revelations of sexual abuse; they are not in control of the process.

The victims are in control and the people who support the victims and the secular government.

The only way that the institutional church will change or move is when it is faced with a power greater than itself. And in several countries, my own included, we have discovered that that power is the secular courts. The secular courts in the United States and the secular media, the newspapers, have made it possible for justice to begin to happen for the victims of sexual abuse. This is also true in Canada, in Ireland, Australia and New Zealand. The process is further along in my country but the bishops are just as resistant.

I'd like to talk about some common aspects that have existed in the discovery of how the church has dealt with or responded to these problems in several countries. And I would ask the question: if it has happened in these other countries is Belgium different? Deep secrecy, which I have already responded to.

The Church, either the offending priests or their Bishops have never informed the civil authorities, the police or the judiciary, never, in the United States, now they are forced to. But they had never done that. If the janitor raped a child he would be turned into the police. If the priest does it he is kept secret.

In all of the countries I have been involved in the victims and their families have been coerced, either the bishops have tried to coerce them in a nice way: please don't do this, don't report this, you don't want to hurt the Church.

If that hasn't worked they've tried intimidation. If you go to the police, if you go to the media you are harming the Church and God will get even with you, a very common mantra. There have been many, many instances of that in the United States. Another common factor has been broken promises. People would go to the Bishop, to the Chancery Office, to speak to the vicar general and disclose Father so and so sexually abused me or he did this to my child. Don't worry about it, we'll take care of it, Father will never do this again.

They go home assured, believing that the problem is being cared for, when in fact it is not. And they discover maybe a few weeks, a couple of years later that Father was simply transferred to another Parish where he has done it to two more children.

Back in 1985 and 1986 a number of parents, when they approached the Church for help became angry because they were being ignored, lied to or 'stonewalled' as we say and that's when they began to go to the Civil courts. Because the Church courts were useless, they need not help them.

In the United States, I have found that in many instances the civil lawyers have done for the victims what the priests should have done. They have listened to them, they have believed them, they have supported them and they have comforted them. I've had lawyers who were Jewish say to me 'I'm beginning to find out what it means to be a priest because I have many clients who are victims and I have to do this. I listen to them when they call. I listen to their wives when they talk about the pain and the sorrow, I go to the funerals when they commit suicide'.

In the United States it is known that about 100 victims at least have committed suicide. It is also known that about 25 priests who have been accused have committed suicide.

So the common aspects are secrecy, transfer, quiet, clandestine secret transfer of priests to another parish, lack of honesty to the victims, to the media and to the victims' families. And perhaps the most important common factor in all of these is that I have seen no evidence in any country and in any State of the United States where the very first response of the Bishop after he learned that a priest had violated a child was to go to the family and find out how much harm had been done and find out if he could offer pastoral care to the mother and the father and the victim.

The common response is to stay away, to send the lawyers and to ignore them. There have also been instances where the Catholic Bishops have not only ignored, but they have turned around and sued the victims for defamation of character of the accused priest, for any number of things. They sued the victims!

And the most ludicrous example I can think of and I hope this comes through clearly in the translation was a law case in the United States where the Catholic diocese, the Bishop, brought a legal suit against the mother and the father for wilful neglect of their child saying in the lawsuit 'this is 1999, Catholic lay people are aware of the fact, they know that priests sexually abuse children, they should not have left their child alone with the priest'. The Judge literally laughed when he read that and it was dismissed. But that is the level.

Another common factor has been the silence of most of the priests when they have known about this. Many of the priests are angered, are embarrassed, and are hurt by what has happened and they would very much like to do something. There are many priests in my country who reach out to victims and help them but they cannot go forward and speak publicly because if they do they will be punished.

In the United States every priest who has publicly criticised the Catholic Bishops for their mishandling of sexual abuse of children by other priests has been punished, every priest, I am one of them. The others have either been suspended, their salaries have been taken away, they have been put out of their parish, something has happened.

I have talked about the common elements of response. I would now like to speak about some of the excuses that are given because this too is common.

Perhaps the first excuse, which I have mentioned already, is 'We did not know, we had no idea'. Another one is that 'all of this is over exaggerated, there is only a tiny number of priests who do this. Most of these accusations are false'. There is absolutely no evidence in the United States, Ireland or Canada that most of the accusations are false. In fact, even spokespeople for the Church have admitted that the vast majority of accusations are in fact true.

In our country before a person goes to Court they are always put through a long, very difficult interview when meeting the lawyer for the first time so that the lawyer is satisfied that this is a real case. In my 27 years, I've only known of 5 instances out of several thousands where the people coming forth, the so-called victims were a fraud.

When cases are dismissed from the courts in my country, it is not because there is no merit, it is because of prescription, the time that has passed, we call it statute of limitations.

Another common reaction has been to shift the blame. One of the major scapegoats in my country now is homosexuals, it's all a homosexual problem. It is not a homosexual problem. Homosexuals as such are not sexual deviants. Any more than heterosexuals as such are sexual deviants.

Most of the crimes committed by priests are on males. That does not mean that the problem is a homosexual problem. Any more than adultery is a heterosexual problem. If you say the way to eliminate the problem of sexual abuse of children is outlaw homosexuals then you would have to say that the way to eliminate adultery is to outlaw being a heterosexual. It makes as much sense.

Another common complaint is that all of this, or most of it is anti-Catholic bias against the Church, primarily by the press. This is completely untrue. To publicise sexual abuse of children is not anti-Catholic, it is telling the truth. And in fact the media who publicises helps the Church because the church is not just the Bishops and the priests, it's all the people. The Church is a meeting of three of four victims together, that's the Church. The Church is the lawyers who try to help them. So it's not just the Bishops and the priests. When harm has come to the Church it has come to these people, that's where the most harm is, to the victims.

Another excuse has been that these are old

cases, let them rest in the past. That is true in many instances, the cases come from years ago because the people only now have felt the strength and the freedom to come forward and disclose. The criticism that these cases are not important is based on an almost complete lack of understanding of the profound damage that occurs as a result of sexual abuse.

In the United States the average age that anyone is sexually abused as a child is 12. The average age that people report their abuse or disclose it is 42. Why does it take 30 years? Because they themselves will say 'I was so afraid, I did not want to make it known, I didn't want anyone to know this, I was covered with guilt and shame', especially when it came to the Church. People were simply deathly afraid of going to the Church and accusing a priest. Many did, not that many, but many did, a small number did and many of them suffered because they did it.

So these cases from the past that are now coming forward, these are real human beings with deep scars who still suffer, still suffer from what happened to them when they were younger.

And they suffer in a number of ways. They can't have relationships or they find it very difficult. Many of them suffer from an inability to trust someone else. I know one man who is afraid to go out in the daylight because people will see him. Many of them are very unstable, they are unable to hold a job, they are unable to find counselling or the money to get the counselling that would make them whole. This is not all, but I'm saying many are afraid to disclose.

The pain and the scars and the crime is just as much today as it was the day the rape was committed. And therefore, the priest who committed that crime is just as guilty today as the day he committed it and the Superiors who allowed him to commit it, who failed to take action are just as guilty today as they were then.

Another factor that has brought this to the attention of the world has been the organization of the victims. Most victims that I have spoken to have believed for a long time that they were the only one. When they found out there were others they didn't feel so alone. In the United States our victims began to organise into a support group in 1988.

There were two groups, one is now the dominant group in the United States and it's called SNAP, the Survivors Network of those Abused by Priests.

It was founded by a woman named Barbara Blaine who herself was a victim. It's been, what we call 'a grassroots movement' that has tremendous impact in the United States and throughout the world.

I understand that SNAP as an organization is now here in Belgium and the director is Lieve Halsberghe. The addresses, the phone numbers, the information is important to have because victims need to go somewhere, they need to have someone to talk to who will believe them. So the victims began to get organised in 1988 and 1989 and they suffered.

They have been persecuted in many ways by the official Church, by the Bishops, because they are victims, because they are challenging the official Church. Only one diocese in the United States, and there are 195 Catholic dioceses in the United States, there are I think 10 Cardinals, 45 Archbishops and perhaps 300 Bishops.

You've only got 6 here, we'll share some. Only one of those dioceses allows SNAP to advertise on its website and in its newspapers, only one. But it is vitally important. And what these organizations do is provide support so the victims have someone to talk to and at least the beginning of the long painful road to healing.

At this point I would like to digress just for a moment and share with you one of the reasons why I have remained not just involved but passionately involved to the almost non-existence of my career in the Catholic Church for these years.

This problem, priests and Bishops know about it from a distance, they hear about what it does to children, what it does to families, but they rarely, if ever, have any first hand experience.

In my family, my niece, I have 3 nieces and 1 nephew, at the age of just 14, she had just had her 14<sup>th</sup> birthday was raped by two men who gave her drugs at a party. She changed within three weeks from being a bright, happy, cheerful young girl to one who was sad, withdrawn and given to anger. My family had no idea what was going on. She began to abuse drugs and alcohol at the age of 15. Until at one of the rehabilitation centres where she went she disclosed what had happened to her. Between the ages of 14 and 22, she is now 22, she has abused alcohol, drugs, she has been in jail, she has been promiscuous, she has been in despair, she has considered suicide.

I baptised this girl, I gave her her first communion and I believe the most painful day in my life was the day I visited her in prison. Imagine that, I'm an Uncle. Imagine if you are a father and a mother what goes through your heart when you learn that your child had been raped but worse raped by the priest whom you trusted.

Another common aspect in the countries I have been involved in is that the hierarchy have paid little or no attention to the mothers and the fathers. And I believe this is so because number 1) none of them are parents, none of them have an understanding of what it means to be a mother or a father, of the bond that exists between a mother and a father.

My sister and her husband continued to love their daughter no matter what she had done, and much of her anger happened at home, incredible anger, breaking windows, breaking vases, throwing things around, attacking her mother, attacking her father. All this brought to us was intense pain, not anger at her. So imagine that.

That has affected me. I have seen what it has done to my family. I have seen what it has done to my sister.

My sister told me she did not have a decent night sleep in 7 years because she waited every night for a phone call telling her that her daughter was dead, from a drug overdose, from suicide, from an accident. The only time she told me she felt comfortable and secure was when my niece was in jail because my sister told me then she knew she was safe. That's a story that is reproduced thousands of times by other parents whose children have been sexually abused by anyone.

But I believe we have a special obligation if it is the Church. The hierarchy have been the major stumbling block to action. They have opposed any kind of organized response for victims until 2002 when the lawsuits began to gain momentum.

However, in most instances that I have seen in the United States and in the other countries I have worked in, the response of the hierarchy has been insincere. They have established protocols, policies, procedures, review boards but none of these would have existed where they not forced to do so. In many instances the investigations afterwards have discovered that the protocols, the policies were not properly followed and that priests were still giving deferential treatment. And a recurring problem in America is that priests known to be sexual abusers are still put back in Ministry

where they can harm more children.

One wonders, why? Why is it that the leaders of a Church put their reputation, their image in a more important position than the rape and the violation of children?

One is the belief that the Church is a perfect society and was created as a society by God himself. And therefore, we the Bishops have the utmost obligation to protect it and if we acknowledge the victims we will not be protecting it because we will be admitting this terrible corruption in our midst. But everyone knows this corruption is in our midst and the Church is not perfect, it is human.

The other issue, one of the issues with the response has been the governmental system itself. It's monarchical. It's the last absolute monarchy in the world. The Pope is an absolute monarch, he has complete power. Canon Law says the Supreme Pontiff answers to no human power. In this monarchy the most important people become the monarchs, the bishops and the aristocracy and in fact the Church is by definition a stratified society where the hierarchy are above the laity, it shouldn't be that way, it should not be that way. Equal concern and care should be given to anyone, Bishop, Priest, Pope, Child.

Another serious problem has been the Catholic Church's philosophy of human sexuality. We believe that sexuality resides in the will and it is something you can turn on and turn off. Therefore priests who are vowed celibates can make a will not to do anything, not to have any sexual experience.

But sexuality goes through your whole being, it is part of you as a person. As a result the Catholic clergy do not properly understand the effect of sexual abuse. One bishop said he was not going to worry about those boys. Little boys heal, in a few weeks they will forget about it. Little boys don't heal after they have been raped. The wound stays open and it gets worse and worse and worse as the years go on.

The victims have finally found their voice. The victims are insisting that they be listened to and paid attention to.

I wonder if the experiences in my country and in others are repeated in this country and I would like to just respond briefly as I conclude with some of the questions that have been posed to me about

Belgium, that I was asked to speak about.

One in particular was the responsibility of the Bishop for priests who are members of religious orders who work in the diocese or men who are members of religious orders but who are not priests, who are brothers. The Bishop of a diocese is responsible directly for anyone who does any type of pastoral work in the diocese including religious priests and brothers, if they work in parishes, schools, hospitals, if they do any kind of work, chaplains in a diocese. The Bishop not only has authority over them but responsibility for what they do.

Their Superior in the religious order is responsible for their life in the order, foreseeing that they obey the Orders rules, he takes care of their transfers and so on but the Bishop has authority. If a Bishop finds out a priest has violated a child the Bishop can tell the religious Superior first I'm calling the police and second get him out of here. There have been so many cases at home in the United States where this has been the situation, religious order members in the diocese where the offence was known by both the Bishop and the religious order and both were then held responsible.

I was asked to also comment on the issue of secrecy with oaths, to explain the oaths that the Bishops and the Cardinals take.

It is true that Cardinals take a special oath when they become Cardinals to say nothing detrimental about the Church. I don't have the wording of the oath in front of me.

Bishops, when they become bishops, take an oath of fidelity to the Pope, not to the Church, not to the Gospel, not to Jesus Christ but to the Pope. Those oaths are appealed to by many of them as the reason why they cannot say anything but they do make those promises. That oath is similar to an order given by a Military Commander. As I said earlier, I was a Military Officer for many years, I was thought that you obey all commands of your Commanders unless they are harmful, irrational or illegal. To take an oath to be faithful to the Pope at the detriment and sacrifice of a child victim is not valid, it is a ridiculous oath, it should not be honoured.

The Vatican and the Bishops have strongly opposed Bishops themselves turning over to police priests who offend children. A priest is no different in any society than any other citizen. He is just as responsible as any other citizen to answer to the law for what he does. Because he is

a priest he is not special. A child raped by a priest is still raped just as a child raped by a milkman, by a policeman or by a teacher is still raped and still ruined.

Several Cardinals have spoken out and said that Bishops should not turn priests over to civil authorities.

Several years ago in France Monsignor Pican was sentenced to three years in prison for precisely that, for not revealing to police a priest who is now serving 18 years in prison.

Just last week in the United States two high ranking Monseigneurs from the diocese of Philadelphia, not the Cardinal, but two of the upper level officers were indicted, that means that a Grand Jury found that there is enough evidence to send them to trial for the crime of negligence against children. This is the first time this has happened in my country.

This is what we are hoping for, that not only the rapists themselves, many of them in the United States have been tried and sent to prison, but that those who allow them to continue doing what they are doing and that's primarily the Bishops, that they too must answer before the law. The Bishop is no different than any other citizen, he may think he is, many of the citizens may think that bishops are above the law but they're not. The harm done when you recognise someone as being above the law is a greater harm.

The other issue I was asked to speak about was the Latin document *Crimen Sollicitationis* and I believe I answered the questions on that satisfactorily.

And I'd finally like to say one word about the present and the future. This issue became public 27 years ago when I first became involved, after I got over the shock of discovering that the Bishops were trying to cover this up. I then for a long period of time had no hope that there would ever be justice.

But in those 27 years I've seen just the opposite happen. I've seen something like this happen in my country in state after state where there are investigations. I've seen the trials and I've seen people who are victimised acknowledged and I've also seen tremendous outreach to these victims to help them.

I'd like to end by reading a saying that has helped me a great deal.

One hundred years from now it will not matter what kind of car I drove, what kind of house I lived in, how much money I had nor what kind of clothes I wore. But the world will be a better place because I was important in the life of a child.

Would that the Bishops in my country and other countries live by this saying!

Thank you very much for your attention and above all, thank you, thank you, thank you for the children of the future, for what you are doing to help them.

**La présidente:** Thank you, mister Doyle. Je vais immédiatement passer la parole à M. Terras puis nous en viendrons aux questions.

**Christian Terras:** Je suis Christian Terras, le responsable de la revue *Golias*, magazine qui paraît tous les deux mois. Je suis aussi responsable de l'hebdomadaire que nous avons décliné, depuis quatre ans, qui s'appelle *Golias Hebdo*. *Golias* s'est toujours situé, en termes éditoriaux, au carrefour de l'investigation et de la réflexion. Et, notamment, l'investigation et la réflexion dans le champ chrétien, et plus particulièrement catholique, dont je suis et je demeure - malgré les vicissitudes de l'existence ecclésiale, on vient d'en entendre un volet.

Mais, avant de parler plus de la question statistique - parce qu'il faut aussi se dire: "ça représente quoi, les crimes de prêtres pédophiles à l'échelle de l'Église universelle?" -, je voudrais faire deux petites approches. On l'a dit, les évêques, leurs conseils, les prêtres - souvent copains de prêtres pédophiles - ne réalisent pas fondamentalement ce qu'est un acte pédophile. Intellectuellement, théoriquement, ils n'en mesurent pas matériellement, viscéralement, je dirais: ontologiquement, ce qu'est l'essence même de la transgression pédophile. Et je veux faire ce petit préliminaire pour dire que nier l'enfance, c'est astreindre l'homme à se vouloir toujours plus fort, toujours plus puissant. Et un monde sans enfance, c'est un monde de tueurs, c'est un monde clos, c'est la barbarie. Il n'existe donc pas de pédophilie innocente, ni douce, ni violente. Il s'agit toujours d'un rapport de domination du fort au faible, fût-il assorti de cadeaux. Le déni d'enfance, chez le pédophile, comme chez le prêtre, c'est le cheval de Troie d'un déni d'humanité beaucoup plus large. Et si on cède sur ce point, on s'ouvre à la barbarie.

Donc, défendre l'enfance, c'est défendre l'homme

dans ce qu'il a de plus humain, dans ce qu'il a de plus grand, c'est-à-dire sa faiblesse. Aussi, dans le cas de la pédophilie, le meurtre est ontologique. Et il s'ajoute aux meurtres, physique et psychologique, de l'enfant. La blessure, dans le cas de l'acte de pédophilie, n'est pas simplement corporelle ni spirituelle; elle est essentielle. C'est-à-dire qu'elle concerne l'être même de l'enfant, l'essence même de l'enfant.

Notre conception occidentale de l'enfance vient de loin. Elle est quelque part aussi parmi d'autres influences, religieuses ou philosophiques, éminemment chrétiennes, s'il faut lui donner un nom. Dans les Évangiles, par exemple, les enfants exclus, privés de parole dans la société qui est la leur, sont promus justement à la dignité humaine, car ils vont avoir droit désormais à la représentation. Ainsi, quand les disciples de Jésus dissuadent des enfants de s'approcher de lui, il leur réplique: "Qu'ils restent avec moi, ne les empêchez pas." Dieu, pour celui ou celle qui croit dans le champ du christianisme, Dieu se fait lui-même enfant. Le soir de Noël, ne chante-t-on pas dans toutes nos églises, dans le monde entier: "Un enfant est né, un enfant nous est donné."

L'enfance, c'est l'événement qui est inscrit au cœur même du christianisme et qui par-là même transfigure le visage même de l'enfance. Car, à travers l'enfant, l'Église, lieu de transmission de l'évangile, rend aux hommes et aux femmes de ce monde la légitimité de leurs faiblesses. Il redonne espoir par cette présence fragile à tous les faibles, tous les démunis de la Terre. Aussi la tradition évangélique donne bien un statut révolutionnaire à l'enfance.

C'est la raison pour laquelle la pédophilie dans l'Église est une perversion d'autant plus grave, car elle touche aux fondements même du christianisme, de la révélation du christianisme, de l'incarnation de Dieu fait homme, qui est la spécificité du christianisme. Ce qui est en jeu, au-delà des événements, des analyses de ce scandale, c'est bien cette conception de l'enfance nourrie du sentiment que l'enfant n'est pas un adulte en miniature mais un être en devenir, un être en construction, donc fragile, donc à protéger.

L'enfance, partant de là, est bien porteuse d'avenir. Elle est la condition même de l'humanisation de notre humanité. Nier l'enfance, c'est nier la part de faiblesse qui existe en chacun d'entre nous et qui existe dans l'humanité. On comprendra mieux alors la terrible perversion à laquelle nous sommes confrontés, que nous soyons catholiques, que nous soyons chrétiens

d'autres confessions du christianisme ou que nous soyons agnostiques, chercheurs de sens, athées. On comprend mieux alors la terrible perversion à laquelle nous sommes confrontés depuis un certain nombre d'années avec les auteurs et les complices des auteurs de crimes pédophiles qui se réclament de l'évangile.

C'est la première chose que je voulais dire en préambule.

Deuxième chose. Si la révélation de ces crimes implique d'abord et surtout un appel à la justice et une réflexion de l'institution chrétienne, catholique en particulier, sur elle-même, je dirais que l'indignation légitime ne suffit pas, au risque de rejeter les pervers au nom des gens sains que nous serions ou que je serais.

Il s'agit bien de crimes qui engagent la responsabilité légale. Leur gravité en est souvent déniée par les coupables. Nombre de pédophiles rencontrés dénie l'acte même de la pédophilie ce qui témoigne à l'évidence d'une morale faussée, et quand il s'agit de prêtres, la contradiction entre leur fonction spirituelle – dans une Église qui, je le rappelle, moralise beaucoup par ailleurs – et la gravité de leur transgression est plus choquante encore. Mais le paradoxe s'explique car, "qui veut faire l'ange fait la bête". Si les besoins psychiques, affectifs et sexuels de quelqu'un sont non seulement réprimés mais niés, l'accumulation des tensions suscite angoisse et risque de crispation jusqu'à la rupture, avec ou sans culpabilité consciente car, comme le dit un proverbe espagnol, la nécessité a le visage d'un hérétique.

C'est de la misère sexuelle que procèdent les plus graves perversions. L'idéal spirituel et la discipline ecclésiastique ne font qu'accroître le risque puisqu'ils entretiennent le mythe et l'idéalisation d'une continence sans risque d'effets secondaires, d'une spiritualisation totale de l'existence. Elle pousse donc à éviter de regarder sans complaisance ce que l'on éprouve vraiment, soit corporellement, soit dans les "mauvaises pensées", même si elles sont psychiquement saines. Oraisons, douches froides ou ballades en montagne ne règlent pas tout. Et tout est réuni alors pour l'éternisation d'un rapport adolescent masturbatoire, entre autres, à la sexualité.

Ce que je veux dire à travers cela, c'est que si en plus, l'institution, l'Église catholique en l'espèce, couvre le problème ou ne veut pas le connaître, si la justice ne vient pas rétablir en sanctionnant le crime les instances de la loi et les repères

moraux, éthiques, notamment ceux de la différence des générations et du respect des besoins de l'enfance, alors la défense justificatrice est entérinée. Lorsqu'elle étouffe le problème, la perversion institutionnelle transforme le dérapage navrant d'un homme et ses effets destructeurs sur ses victimes en crime organisé au nom de l'image de marque de l'institution qui continue de produire ce qu'elle peut par ailleurs déplorer à coup de vœux pieux et de bons sentiments, en tentant d'apporter des solutions souvent pertinentes aux problèmes soulevés mais qui relèvent alors plus du rafistolage que d'une prise en compte réelle de la situation et d'une remise en cause radicale du système.

En novembre 1997, je publiais dans *Golias Magazine* un dossier complet sur "Église et pédophilie". Le titre en était "L'Évangile de la honte". J'écrivais dans un éditorial qu'à la lecture des documents qui composent ce dossier, c'était tout d'abord un sentiment d'accablement qui me submergeait. Accablement certes devant une ampleur quantitative que je ne soupçonnais pas et dont nous ne présentions à l'époque qu'un maigre prélèvement. J'indiquais alors que le nombre de faits de pédophilie nous montrait dans les limites de cette enquête qu'étaient dépassés les modestes chiffres, cas isolés et non significatifs que l'Église arborait pour se défendre lorsqu'il s'agissait de l'interpeller sur son manque de vigilance.

Accablement aussi devant la gravité du mal commis et du mal subi. Il ressortait en effet de tous les témoignages et enquêtes réalisées à ce moment-là que les victimes étaient marquées de traumatismes indélébiles – on l'a entendu tout à l'heure – et notre indignation était d'autant plus vive qu'à chaque fois, je dis bien "à chaque fois", les abuseurs sexuels de l'Église abusaient d'abord d'un statut et d'un rôle qui ne pouvaient inspirer que la plus grande confiance à des êtres vulnérables comme l'est par essence un enfant.

Je conclusais cet éditorial en disant: "Heureusement, ces faits commencent à être divulgués aux États-Unis, en France, en Belgique et ailleurs dans le monde. Paroles libératrices des victimes qu'elles ont étouffées des années durant sous une implacable chape de silence. Une dizaine d'années plus tard, l'année 2010 aura été celle d'une prise de conscience dans de plus larges couches de l'opinion quant à l'existence de cette véritable tragédie."

Si je me suis impliqué dans ce combat éditorial sur la pédophilie et l'Église, c'est tout simplement

que, en menant d'autres enquêtes qui n'avaient rien à voir avec le sujet, au début des années 1990, nombre de familles catholiques classiques, traditionnelles ne savaient où poser leur fardeau par rapport à la violence, à l'abus sexuel dont leurs propres enfants avaient été les victimes.

Le grand message de ces parents, c'était: "Nous ne pouvons pas parler à visage découvert, mais nous avons une dette par rapport à nos enfants, parce que nous avons au moins manqué de vigilance, dans le sens où notre représentation du prêtre, de l'évêque à qui nous avons indiqué notre malheur, notre tragédie a été, elle aussi, abusée. Nous leur avons fait confiance pour qu'ils règlent le problème, pour que justice se fasse, pour que la reconnaissance de nos enfants au niveau de statut de victime soit faite. Et nous avons été floués, nous avons été roulés dans la farine."

Je me souviens de ce couple de Dijon, dont les enfants étaient aux scouts unitaires de France – cela vous montre la sensibilité très classique pour ne pas dire très traditionaliste de ces parents – qui, n'en pouvant plus de porter cette épreuve, ont trouvé dans un journaliste – cela aurait pu être quelqu'un d'autre – la possibilité, enfin, de pouvoir dire ce qui était indicible.

On m'a demandé de travailler à l'échelon international sur la dimension globale de la pédophilie. Fin août 2009 –et c'est dans ce contexte que j'essaie de dire ce qui va suivre – le cardinal brésilien Claudio Hummes, alors préfet de la Congrégation pour le clergé (c'est le patron des 400 000 prêtres de l'Église catholique) reconnaît ce qui suit dans un entretien à un mensuel catholique espagnol d'ouverture *Vida Nueva*, en juin 2009.

Nous reprendrons l'information en août 2009 sur [www.golias.fr](http://www.golias.fr). Il reconnaît que le pourcentage de prêtres pédophiles pourrait être évalué à 4 % dans les rangs du clergé catholique. Selon lui, 20 000 prêtres sur 400 000 seraient concernés. Puis, dans un courriel, le cardinal Hummes me demande de préciser qu'il s'agissait, dans son interview – il avait fait la même précision pour le journal espagnol –, plutôt de 16 000 car un certain nombre de dossiers n'avaient pas complètement abouti. Il les chiffrait à environ 4 000. Au passage, il m'indiquait qu'il était très difficile d'avoir des statistiques plus précises en la matière, ce qui est vrai.

À travers cet échange avec un cardinal de curie aujourd'hui à la retraite, je veux dire que ce dernier a eu un certain courage de reconnaître le

caractère massif de la pédophilie dans l'Église catholique avec son clergé. 4 % des prêtres pédophiles officiellement recensés par l'Église, c'est énorme! Qu'on me comprenne bien, s'il s'agit de 16 000 cas ayant fait l'objet d'une procédure d'examen ecclésiastique et/ou judiciaire et non de 20 000, si cela s'étend sur une quarantaine d'années et non pas sur deux ou trois ans, ce sont des nuances importantes. Mais le fait demeure! Entendons-nous bien, toute querelle de chiffres ne serait qu'un évitement du problème, une injure faite aux victimes, une forme de déni. Il reste que l'établissement des chiffres importe à la vérité et à l'analyse de cette tragédie, de ce drame, sociologiquement, judiciairement, spirituellement et institutionnellement.

On sait les ravages des pensées des courants négationnistes dans d'autres domaines. J'ajoute aussi, comme me le précise le cardinal Hummes dans son courrier, que toutes les affaires venues au jour n'impliquent pas la culpabilité des prévenus. Mais force est de constater que dans un fait social aussi massif, il y a inévitablement beaucoup d'agressions sexuelles pédophiles de prêtres non connues, parce que non dénoncées. De ce point de vue, la fréquence doit être encore plus effrayante, ce qui rejoindrait d'ailleurs l'effacement qu'éprouvent nombre de soignants dans une pratique de psychanalyse ou de psychologie devant la fréquence impressionnante des abus sexuels qu'ont subis leurs patients, qu'ils proviennent de prêtres catholiques, de familles ou d'autres acteurs socioprofessionnels.

La question des chiffres et des statistiques est importante à un autre niveau car lors de la crise, au printemps 2010, qui a secoué l'Église catholique avec la sortie en cascade de scandales de pédophilie à travers la planète entière, notamment l'Europe et l'aire anglo-saxonne, il y a eu un sentiment de panique et de désarroi qui régnait au Vatican le premier semestre 2010 à la suite de ces révélations. Elles ont débouché sur une tentative de la part de responsables de l'Église, les évêques en tête, de dédouaner l'Église catholique en disant que d'autres institutions n'ont pas fait mieux et que l'Église catholique n'est certes pas la seule en cause. Qui plus est, l'Église catholique était certainement celle où le taux de pédophilie était inférieur à d'autres institutions comme les institutions scolaires ou éducatives.

Certes, l'Église catholique n'est pas seule en cause dans cette affaire sauf que si l'Église catholique, comme l'ensemble du corps social, a mis du temps (beaucoup de temps pour l'Église

en particulier) pour réaliser combien les enfants réduits à être des objets sexuels avaient pu être traumatisés à vie pour le plus grand nombre d'entre eux sinon la totalité, il est tout de même regrettable que l'Église non seulement ne l'ait pas réalisé en même temps que le corps social – je pense au système éducatif, au système socio-éducatif – mais pourquoi pas avant, elle qui s'estime investie d'une mission à l'égard des enfants et se veut "éclairée", "experte en humanité", comme le disait le pape Paul VI.

Il est donc problématique que, prenant en permanence la compassion et l'aide à apporter à son prochain en souffrance, que se voyant confier la responsabilité d'éduquer sinon de protéger des enfants, ayant une autorité "morale" majeure sur la société civile, elle n'ait pas su faire l'effort qui s'imposait pour entendre la parole des victimes, encore enfants ou devenues adultes. Cela pose un problème!

Au contraire, cette parole, elle l'a trop longtemps étouffée, bâillonnée, discréditée, puisque ceux qui dénonçaient les crimes de prêtres pédophiles se voyaient renvoyés à une situation où c'était eux qui étaient sur le banc des accusés parce qu'ils avaient dénoncé ce qui était indénonçable. Elle a même abusé de la confiance et du crédit que lui accordaient encore parfois – j'ai pu le vérifier en France – les institutions publiques convaincues que l'Église catholique saurait réagir positivement sans enterrer les plaintes qui arrivaient.

Non seulement, l'Église catholique est coupable de cette tragédie de violence aux enfants mais elle doit supporter une circonstance aggravante renforcée du fait de son état et c'est bien ce qui est en train de se jouer quand les victimes s'organisent aujourd'hui, quand les victimes demandent justice, quand les victimes demandent réparation.

Tout cela n'est finalement que moral et, finalement, que normal.

Je finirai – mais ce n'est pas exhaustif et nous pourrions discuter sur d'autres cas et sur comment cela s'est passé dans d'autres pays – sur comment les choses se sont passées en France.

En France, il aura fallu des condamnations comme celle, en septembre 2001, de Mgr Pican, évêque de Bayeux-Lisieux, à trois mois d'emprisonnement avec sursis pour non-dénonciation de crimes et non-assistance à personnes en danger pour rappeler à la hiérarchie catholique qu'elle ne pouvait pas se réfugier

derrière le secret de la confession, encore appelé secret professionnel, quand elle était en vérité l'employeur du prêtre violeur d'enfant.

D'autant que, dans le système catholique, la confession fait fonctionner le *for interne* et le *for externe*. C'est-à-dire qu'un supérieur, un évêque par rapport à un prêtre n'est pas en 'mesuration' de confession. Parce que l'évêque ne peut être dans le *for externe* avec son prêtre au niveau de sa relation et non pas dans le *for interne*, c'est-à-dire qu'il ne peut pas examiner les profondeurs de son âme, seule démarche dévolue au confesseur. Donc l'artifice qui consistait à se défendre et s'abriter derrière le secret de la confession a volé en éclats puisque, lors de ce procès, ce secret de la confession a été levé du fait qu'il s'agissait d'un secret professionnel et que le secret professionnel pouvait être levé lorsqu'il y avait péril en la demeure et péril de vie.

En effet, la condamnation à 18 mois de réclusion criminelle de l'abbé Bisset – puisque c'est lui qu'avait couvert Mgr Pican – a fait couler beaucoup d'encre et inquiété beaucoup de hauts responsables de l'Église catholique en France. Pour la première fois lors d'un procès d'assises, le supérieur hiérarchique d'un prêtre a été convoqué. Ainsi, le 4 octobre 2000, le secret de la confession a été abordé, vaste débat.

Il faut dire que le dossier était particulièrement lourd et que la justice n'a pas retenu l'argument derrière lequel se retranchait Mgr Pican, pour dire que la confession ne lui permettait pas de signaler à la justice et à la police les actes de pédophilie de ce prêtre qu'il avait reçu à plusieurs reprises et qu'il avait déplacé pendant une dizaine d'années, au fur et à mesure que les cas de pédophilie s'accumulaient.

En janvier 2000, Mgr Pican est donc, suite à son témoignage devant les assises, mis en examen, suite à quatre plaintes de familles de victimes. Ces quatre plaintes de familles de victimes sont portées par une association de droits des enfants, qui s'appelle "L'Enfant bleu", une association qui n'a rien de confessionnel, mais qui est profondément laïque. Ils lui reprochaient de ne pas avoir agi promptement en tant que supérieur hiérarchique pour éloigner le prêtre pédophile alors qu'il connaissait les faits. Sa condamnation est donc une première en France depuis la séparation de l'Église et de l'État en 1905.

Après avoir annoncé qu'il ferait appel, Mgr Pican a finalement renoncé sous pression de l'épiscopat, voire du Vatican. Il recevra, en revanche, le

soutien du Vatican même sous une autre forme par un document que nous avons révélé à l'époque, Castrillon Hoyos, qui est le prédécesseur du cardinal Hummes. Castrillon Hoyos, cardinal colombien responsable des prêtres catholiques au Vatican, envoie une lettre personnelle diffusée aux 5 000 évêques de la planète pour dire à Mgr Pican: "Vous avez été héroïque. Vous avez été un fidèle serviteur de l'évangile. Votre résistance à l'administration civile s'inspire de saint Paul qui, dans les actes des apôtres par rapport aux ennemis, brandit l'arme de la foi et ne fait aucun compromis", etc. En guise de conclusion, il le félicite en disant: "Pour votre témoignage, j'enverrai cette lettre à l'ensemble du Collège épiscopal de la planète." Je dispose ici du document.

J'en viens à une autre affaire qui a bouleversé et qui a fait un peu jurisprudence, l'affaire Pican étant la plus significative. À Évreux, Mgr Gaillot a plaidé l'ignorance sur un prêtre pédophile québécois, accueilli dans son diocèse, jurant qu'il ne connaissait rien du passé pourtant lourd du prêtre condamné au Québec. Pas de chance pour Mgr Gaillot, la Congrégation religieuse de saint Paul, à laquelle appartenait le prêtre en question, a rendu publique – au moment où Jacques Gaillot disait ne pas être au courant de sa situation – sa correspondance avec l'évêque d'Évreux de l'époque, aujourd'hui à la retraite, lors de l'installation même du prêtre québécois dans la région d'Évreux. Cette correspondance faisait état des condamnations dont le prêtre avait fait l'objet au Québec.

Depuis lors, le prêtre a été condamné. Il est mort en prison récemment. Mgr Gaillot a reconnu s'être complètement trompé et avoir fait une erreur. Connaissant bien Jacques Gaillot, il m'a dit: "J'ai pris cette décision à une époque où nous étions moins alertés sur les problèmes de pédophilie et, donc, je suis rentré dans le déni de l'institution." Pour en avoir discuté avec Jacques Gaillot, il m'a dit que le secret de la confession n'était pas une réponse appropriée et m'a confirmé que l'évêque ne confesse pas les prêtres qui sont sous son autorité, selon le principe du *for interne* et du *for externe* que je vous ai indiqué précédemment.

Ces mesures ont amené l'Église catholique française – notamment la condamnation de l'affaire Pican – à faire une déclaration en 2000, qui est tout à fait remarquable et intéressante, et à la décliner par un livret pédagogique d'alerte par rapport aux crimes de pédophilie. Ce qui est à retenir par rapport à la pratique française de la gestion des prêtres pédophiles, en tout cas dans

l'Église catholique, c'est qu'à la différence d'un certain nombre de commissions épiscopales qui se mettent en place dans différents pays, ou qui sont en place aujourd'hui – que ce soit comme chez vous, en Belgique, en Autriche, en Hollande, etc. –, l'Église de France a choisi une autre option. C'est celle de ne mettre en place aucune instance nationale de recueil ou de traitement, mais de tout renvoyer vers la justice. Une décision qui a été prise en 2000, alors que l'Église de France était secouée par plusieurs procès, dont celui de Bayeux. Mgr Bernard-Nicolas Aubertin, qui est archevêque de Tours aujourd'hui et qui est président du Conseil pour les questions canoniques de la Conférence épiscopale française, indiquait, par rapport à la justification de cette voie française: "Tous les juristes que j'ai sollicités m'ont mis en garde. Il ne nous appartient pas de déclarer si une plainte est prescrite ni de mener une enquête qui pourrait être comprise comme une tentative d'étouffement de l'affaire."

Donc, en France, la philosophie qui a cours est celle-ci: le signalement fondé, recoupé, d'un prêtre suspect de pédophilie... Et j'ai un certain nombre de témoignages et de cas, puisque depuis que les affaires de pédophilie en 2010 ont fait la une de la presse et de l'opinion publique, il y a à peu près l'équivalent d'un prêtre par mois en France qui a été accusé de pédophilie, dont trois dans le diocèse de Rouen. L'un d'eux était même le directeur de la radio chrétienne de Seine-Maritime.

Si la France a pris cette voie-là, je n'observe pas aujourd'hui d'évêques qui, devant des signalements recoupés, font du contournement, du dédouanement. Je crois que l'affaire Pican a servi de leçon, très fortement. Et donc, il y a un signalement à la police et à la justice. Si ce n'est pas l'évêque lui-même, c'est le vicaire général; en tout cas, c'est le diocèse qui le fait.

L'Église de France n'en a pas pour autant fini avec la question de la pédophilie de ses prêtres, parce qu'il y en a toujours actuellement. Un problème va devenir préoccupant: en France, environ une centaine de prêtres sont dans le collimateur de la justice, qui y rentrent, qui y sont rentrés, qui font de la prison, qui viennent d'en sortir, avec probation, etc.

Le problème qui se pose à l'Église de France aujourd'hui, c'est celui de la réinsertion dans le tissu pastoral de ces prêtres une fois qu'ils ont purgé leur peine de prison. La question qui se pose, pour avoir fait une enquête sur trois diocèses cet été en France, c'est que les évêques

ne semblent pas avoir compris – c'est pour cela que j'ai préféré commencer avec le préliminaire sur ce qu'implique le viol d'un enfant – fondamentalement d'où ces prêtres venaient et ce qu'ils avaient fait.

Par exemple, j'envoie un questionnaire à un évêque parce qu'il ne veut pas me parler au téléphone, qu'il me dit que ce sont des peccadilles. Vous voulez interpellier sur un prêtre qui a fait cinq ans de prison qui est remis dans une paroisse comme patron de la paroisse. Une paroisse aujourd'hui en France, c'est 24 ou 25 clochers, avec des patronages, des enfants au catéchisme, etc. Vous voulez interpellier sur la question de savoir si on est bien sûr que ce prêtre a suivi la thérapie, a reçu l'accompagnement de ses confrères, de l'institution et psychothérapeutique pour pouvoir à nouveau rentrer dans le registre pastoral. On me répond: "Peccadilles".

Fort de ce qu'il s'est passé en 2010, précédé par ce qu'il s'était passé en 2002, où énormément d'affaires de pédophilie avaient secoué l'Église universelle, l'opinion publique est beaucoup moins aujourd'hui dans le registre de ces familles dont je parlais tout à l'heure, c'est-à-dire d'une représentation sacralisée de l'institution, des prêtres et des évêques. C'est tout le bénéfice de la sécularisation, qui fait qu'aujourd'hui, notamment à travers ce drame et cette tragédie, les gens n'ont plus cette connotation qui donne quitus aux prêtres et aux évêques contre leurs propres enfants.

Il y a aujourd'hui une interrogation a minima. Les gens, dans les paroisses que j'ai visitées, m'ont dit: "On l'a appris et il est hors de question qu'on mette nos enfants au "caté" avec ce type. Nous allons rencontrer l'évêque et nous allons lui demander des comptes par rapport à cela."

Je ne sais pas ce que cela va devenir, comment les choses vont évoluer. J'avais été un peu horripilé par les déclarations du président de la Conférence des évêques de France, Mgr Vingt-Trois, archevêque de Paris.

Alors que tous les feux étaient au rouge dans nombre d'églises locales en Europe, il se targuait qu'en France, on avait trouvé la solution. J'avais trouvé cela un peu pédant, un peu prétentieux au regard de la réalité et surtout au regard de l'histoire qui avait fait que, si l'Église de France a pris la voie qui est celle qu'elle a prise aujourd'hui, c'est-à-dire avoir recours à la justice rapidement et directement et ne plus tergiverser, il a fallu des dizaines et des dizaines d'affaires pour qu'elle le

fasse. L'humilité et la modestie auraient été appréciables dans ce registre-là.

La **présidente**: Je vous remercie, monsieur Terras. Je voudrais vous demander si vous pouvez nous fournir le livret pédagogique et la déclaration des évêques que vous avez cités. Si vous n'avez pas le document ici, peut-être pourriez-vous le faire parvenir à la commission pour voir la déclaration de 2000 et ce livret pédagogique qui accompagne cette déclaration. Je pense que M. Doyle voulait encore dire un mot avant les questions.

**Thomas Doyle**: I would just like to make a couple of statements that I neglected. First off I would like to congratulate my colleague, that was outstanding, you spoke slow enough so that I could understand most of what you said and it was momentous so congratulations, it was excellent. Much of what he has said is very similar from our own experience.

Regarding Bishops there are actually close to 5000 Bishops on the planet. In the United States there are as I already mentioned 400 or so.

I only know of two Bishops in the world who have publicly spoken out in support of victims of sexual abuse by clergy, one in Australia and one in the United States. The Vatican has punished both Bishops for their honesty. No Bishop in any country that I know of who has violated a child has been punished by the Church in any way. There are 22 Bishops in the United States who are known to have sexually violated children or young adolescents and I believe 19 in Europe, they have all been allowed to resign and have a comfortable retirement.

In the United States the media has expressed that there has been close to 3 billion dollars expended in settlements for victims. The Church has claimed in many instances that if this keeps up they are going to go out of business and that they will not be able to continue with their Ministries. And my response to that is that perhaps it is good for the Church to get out of the property business and begin to deal with people. You do not need property and buildings to have a church, you need people and goodness.

In fact, in my country there have been 8 dioceses that have appealed for bankruptcy protection. They have not gone bankrupt. They have asked the courts to help them not go bankrupt by stopping the legal process and negotiating with victims. What they have found in the cases that

have been finalized is that the Catholic dioceses had far more money and resources than they admitted. In one diocese the Bishop claimed he only had 96 million dollars in resources and that was not enough to cover the claims of the many victims.

When the process in the Courts got rolling they discovered the diocese was worth about 3 billion. The issue and the problem as he has mentioned so eloquently and I will say again is truth, they do not tell the truth, from beginning to end and those amongst them who would tell the truth are not allowed to speak out.

There are public expressions of sorrow 'we're so sorry this happened, we regret it and so on' but not one has said 'I'm sorry for what I did, for what we did to make this happen'.

While the public expressions of sorrow are giving regularly on the other hand quietly, or not so quietly the victims themselves are punished for being victims. They are pounded in the Courts. When they go to Court the Bishops and their lawyers often take drastic measures to embarrass the victims, to discourage them, to punish them for having gone to Court. They've gone into such extremes as sending private detectives to investigate them, to ask their neighbours to find out information about them, even to go through their garbage to find some way to discredit these people who want justice for what has been done to them.

You mentioned percentages. The experts at home estimate that the percentages are closer to 6 to 8% of the numbers that actually are potential or actually have sexually abused children. That is based on projections from the numbers that we have already seen.

I think one issue that he mentioned and I'd like to reiterate and support is that two things need to be closely examined to find out and to get at the reason for this nightmare, one is the governmental system in the Catholic Church. The Church claims it's God-given. God did not intend the Catholic Church to be a monarchy, is it necessary to be a monarchy and to protect the monarchs at the expense of the victims? And secondly the clerical stronghold, the whole clerical subculture that creates and protects priests and Bishops must itself be closely examined from the outside because this in itself is a major cause of why the cover-ups have happened and why justice has not been dished out fairly to priests, why they have been protected.

Included in the examination of the clerical subculture is the examination of mandatory celibacy. Being forced to be a celibate does not turn a man into a sexual pervert. But what it does do very often is it prevents his maturity from proceeding, it prevents him from fully understanding what sexuality is. It also leads him to have a very distorted understanding of human relationships, marital relationships.

There was a time in seminaries when you were thought, we were thought, I was thought that being a celibate is a higher calling than being someone who is has experienced sex of some sort.

It didn't ring true with me, in other words, my parents are lesser than I am because of what they did. That's the way many of us were taught and many still remember this.

One of the problems with the victims is they are afraid. The priests are afraid to speak out, the victims are afraid to come forward because they fear they will be punished, they fear that they will be further embarrassed and that nothing will happen. And the church does in fact do this. And when I say Church I mean the institution, not the broader Church but the institution itself.

It is often said the Bishops don't get it, as my colleague mentioned they don't understand. I think in many instances they do understand but they don't care. They do not care. The value of a child is far, far less than the value of a mitre, a crosier or a purple robe when in fact there is no office in the Catholic Church from the papacy on down to the Church janitor that is so important that it is worth the sacrifice of the honesty and the innocence of one child.

The most fearsome thing that faces most bishops is an adult Catholic, not a chronologically adult Catholic but a mentally and spiritually adult Catholic who is not afraid to speak the truth, who looks him in the eye and says we are on an even playing field here. I will tell the truth and this is evil. You've covered this up to the detriment of the victims. You've hurt them, you've ruined their lives, their parents and their friends and there is no excuse for that, you must answer. The only way an answer will be given is in the civil courts and the only way the courts will be enabled is when there is support from the outside society.

I would like to conclude by thanking this group for what you do for the children now and in the future and I would beg you to put teeth into your procedures. There has been too much talk in 27

years about this problem, about solving it, the church talking, committee after committee, and nothing happens.

Talk does not heal or protect children, there must be force behind the talk, there must be force that says you will not do that, not you cannot do that, you will not do this, you will protect children, you will protect their families and you will not allow these predators loose on society.

One more thing I would add. I mentioned earlier that it is so important for support for victims and there is this organization in Belgium now, SNAP Belgium. Support it. Refer victims to it. They will get support, they will get guidance, they'll have someone to talk to and it's the beginning of the dawn of justice.

**La présidente:** La parole est à l'ensemble des parlementaires. Comme il y aura des traductions en français et en anglais, je vous demande de parler lentement pour aider nos interprètes et de ne pas faire de questions trop longues car nous jouons avec trois langues cet après-midi. Je vous remercie d'avance pour les interprètes. J'ai déjà une série de questions. Je vois d'abord Mme De Wit.

**Sophie De Wit (N-VA):** Thank you, mister Doyle. Merci, M. Terras.

Ik heb alleen een vraag voor de heer Doyle. Uit het verhaal dat u hebt geschetst blijkt heel duidelijk dat u een zeer ruime internationale ervaring als priester, canonist, advocaat hebt, met een heel grote betrokkenheid in heel wat rechtszaken. De combinatie van uw verschillende hoedanigheden biedt daarbij zeker een meerwaarde.

U kent het systeem van binnen en van buiten. Ik zou op die ervaring even een beroep willen doen met een heel specifieke vraag. U sprak daarnet over de Crimen Sollicitationis, de richtlijn van hogerhand aan bisschoppen over hoe zij met feiten van misbruik moeten omgaan of misschien juist niet omgaan. Wij hebben in onze commissie heel wat bisschoppen gehoord en ondervraagd over de Crimen Sollicitationis. Sommige bisschoppen vielen uit de lucht. Zij kenden dat niet. Zij wisten niet dat dit bestond.

In een interview van u heb ik gelezen dat u zei dat bisschoppen liegen, zelfs onder eed. Dat was hier niet onder eed. U zei het daarnet opnieuw: "They don't tell the truth". U gaat zelfs nog verder. U zegt: "They don't care". Dat zijn krasse uitspraken.

Ik had graag van u vernomen of wij de bewering van de bisschoppen dat zij de Crimen Sollicitationis niet kennen, geloofwaardig mogen vinden?

La **présidente**: Chers collègues, comme ce sont des personnalités, on va procéder par aller et retour, comme ça vous avez directement la réponse à la question.

**Thomas Doyle**: I got your question from the translator and the question is what about the knowledge of 'crimen sollicitationis'. The fact is that it was sent secretly to every Bishop in the world in 1962 and many Bishops throughout the world do not know that this happened because that was 1962 so they may well be correct that they were not aware.

The concern about 'crimen sollicitationis' however is that it is an indicator of a pattern, of a policy and of a culture of silence and secrecy. It does provide procedures, procedures that are also found in the Code of Canon Law, none of which were rarely ever used over the decades since 1962.

You mentioned that my statements had been strong. That is true, they have been strong and based on my experience but also based on the fact that what we are dealing with is not stealing money from the collection, but we are dealing with something as important as the violation of children. I don't think that those of us who defend children can be too strong.

Thank you for your question. If that doesn't answer please...

**Valérie Déom (PS)**: Je remercie M. Doyle et M. Terras pour leur exposé.

Monsieur Doyle, au début de votre exposé, vous nous avez indiqué l'histoire de 40 enfants qui ont été violés par un prêtre dans les années 1980-1981, si je ne m'abuse, et dont les parents voulaient traîner l'Église devant les tribunaux. Ensuite, vous nous avez dit que, pour la première fois aux États-Unis, deux prêtres avaient été condamnés pour abstention coupable puisqu'ils connaissaient les faits et ne les avaient pas dénoncés à la justice. M. Terras nous a fait part de l'obligation de dénonciation qui existe en France et de l'affaire Pican qui, finalement, fait prendre conscience et engendre le fait que maintenant tous les faits sont dénoncés à la justice.

Aux États-Unis, quelles sont les bases sur

lesquelles les deux prêtres ont été condamnés? Y existe-t-il une disposition juridique équivalente à celle qui existe en France, c'est-à-dire l'obligation de dénonciation qui permet la violation du secret professionnel et celui de la confession?

Plus largement, sur quelles bases, aux États-Unis, a-t-on impliqué la responsabilité de l'Église en tant qu'institution? Ce qu'on nous dit pour le moment, c'est qu'il ne peut y avoir qu'une responsabilité du prêtre abuseur. On nous explique aussi que, contrairement à ce que vous nous avez dit, l'évêque n'a aucune responsabilité vis-à-vis des prêtres qui sont dans son diocèse. Donc, il voulait bien s'excuser mais il avait du mal de le faire pour des choses qu'il n'avait pas commises. Et que, quelque part, l'institution de l'Église n'existait pas et qu'il n'y avait donc aucune responsabilité juridique possible. J'aurais voulu savoir comment cela s'est passé aux États-Unis.

**Thomas Doyle**: Those are excellent questions. I will respond as I took my notes so if it's confused it's because I didn't hear properly.

I mentioned at the outset the priest from Louisiana who pled guilty to sexually abusing 39 children but this same priest admitted to a psychiatrist when he was in a hospital that he thought he probably had sexually violated at least 500 children. It is known that a true paedophile, those are men who are obsessed with children not adolescents, average out 75 victims per person.

You then asked about the basis for the indictment of the two priests in Philadelphia, the basis for their indictment was not that they failed to notify the police. There is a law in the United States, it's called a 'Reporting Law', that anyone who has charge over children must report to the authorities any form of child abuse, physical or sexual. This goes state by state. In some states Ministers and priests are not obliged. We are trying to make that obligatory in every state. The only opposition in several states to making everyone an obligated reporter has been the Catholic Church. These men were charged not with failing to report but for intentionally endangering the welfare of children because they allowed men, whom they knew were confirmed sexual predators back in a situation, they reassigned them to parishes, were they had access to children. In other words these men were not simply men, the priests themselves were not men who abused one or two children, they were mass rapists. That is the basis of that charge.

The legal basis for liability in the United States is

this and again it varies state to state to some extent. We don't have one legal system that binds everybody equally throughout the country. The liability is that an employer or a superior is responsible for the actions of his subjects. If that person does something wrong and the employer or the one responsible, the superior, knew about it or should have known about it and did nothing then they share in the liability or the responsibility. The theory that has been proven in our court system has been that Bishops have such complete control over priest. A Bishop has more control over a priest's life than any employer has over an employee.

He can control what the priest does on vacation, when he goes on vacation, what he wears, when he says mass, almost total control. Now most Bishops don't exercise minute control on a day-to-day basis but they can. So that's the basis for the liability. They knew or should have known.

Almost every case that I have been involved in and in my experience with the cases in the States is that I as an expert witness am sent all of the files, the complete documentation, boxes, and I have to review every bit of them and write a professional report. I have seen in almost every case, not every one but in almost every one in spite of denials by the Bishops, we knew nothing, we heard nothing, there was in fact evidence in the file that they were informed. Someone was informed. If the letter goes to the vicar general he has the obligation to inform the Bishop and it is as if the Bishop knew. So that is the basis for the liability.

In fact, Bishops do have a great deal of control over the priests. Recently as you know there are two cases in the United States that have named the Vatican, the Holy Sea, as a defendant and our Supreme Court is allowing them to proceed. The response from the Holy Seas lawyer, it's an America lawyer representing the papacy who is in the United States was that was that the papacy, the Pope has no control over Bishops which is laughable, it's so ridiculous because the Pope has complete control over the Bishop, a Bishop can't do anything, the Pope creates him, he can retire him, he can fire him and he can move him.

Is that a sufficient answer?

C'est clair?

**Christian Terras:** Concernant la question des religieux qui ne seraient pas sous la responsabilité de l'évêque – je parle de prêtres qui ne seraient

pas diocésains, de prêtres religieux –, souvent les évêques arguent du fait que ce n'est pas leur responsabilité mais celle du supérieur de la congrégation religieuse en question. Or il se trouve que de plus en plus de congrégations religieuses participent au travail pastoral du diocèse. Pour les raisons que l'on sait (manque de prêtres, vieillissement du clergé), des congrégations religieuses arrivent en renfort dans les diocèses et mettent à la disposition de l'évêque du lieu un certain nombre de religieux, frères ou prêtres.

Or, j'ai pu observer cela en France, la communauté religieuse, la congrégation religieuse en question contractualise son engagement avec l'évêque et à partir de ce moment-là, la communauté religieuse met sous la responsabilité de l'évêque ses propres membres, si bien que les membres de la congrégation religieuse ont deux casquettes, si vous me permettez cette expression un peu triviale: à la fois la responsabilité, l'autorité du supérieur religieux et pour le travail pastoral, la responsabilité et l'autorité de l'évêque. En aucun cas un évêque qui a eu sous sa responsabilité pastorale un religieux, qu'il soit prêtre ou frère, ne peut dénier sa responsabilité par rapport à lui.

**La présidente:** Je vous remercie pour ce complément d'information.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, ik wil de heren Doyle en Terras bedanken voor hun komst.

Ik zou op een vraag willen terugkeren, omdat het antwoord mij intrigeert. Een tweede vraag, over een totaal ander onderwerp, wil ik eraan toevoegen.

Mijnheer Doyle, ik begrijp dat wat u zegt over de Crimen Sollicitationis, wijst op een bepaalde ingesteldheid en op een bepaalde atmosfeer binnen de Kerk.

Anderzijds, mag u het mij niet kwalijk nemen dat ik toch een beetje verbaasd ben, alsof dat de sleutel zou zijn ter verklaring van vele mistoestanden? Het gaat eigenlijk om een document dat in het geheim is verzonden en waarvan niemand wist, op enige uitzonderingen na, zoals kardinaal Ratzinger, dat het bestond. Daar voegt u nog aan toe dat het ook nooit als dusdanig is gebruikt.

Wil u alstublieft het belang van dat document nog eens toelichten? Ofwel is het een sleutel in het begrijpen van wat er is gebeurd. Het behoort tot

de opdracht van onze commissie om te begrijpen wat er is gebeurd, met het doel voorkomen dat het nog gebeurt. Ofwel, als het geen sleutel is, is het een soort van theoretische verklaring voor wat er is gebeurd.

Mijne heren, mijn tweede vraag is de volgende. U hebt beiden internationale ervaring. U hebt gezien wat er in verschillende landen is gebeurd. Het is niet onbelangrijk te weten of er in al die gevallen een soort van gemeenschappelijke *trigger* is in alle gebeurtenissen, een soort van evenement waardoor de dingen aan het rollen zijn gegaan. Bij ons is de affaire in verband met bisschop Vangheluwe onmiskenbaar de *trigger* geweest om een heleboel zaken aan het licht te laten komen. U zou kunnen zeggen dat men daarmee daarvoor al bezig was, wat ook wel klopt, maar als men dat bekijkt in termen van cijfers, dan zijn de cijfers van voor Vangheluwe bijna onbeduidend ten opzichte van de cijfers die na Vangheluwe aan het licht zijn gekomen.

Is er een soort van gemeenschappelijke *trigger* te ontdekken in al die landen?

**Thomas Doyle:** First, I will respond to the question about Crimen Sollicitationis. I think that I did not make myself clear enough. The document Crimen Sollicitationis is important because it shows the attitude and the culture of secrecy and the fact that it was not used consistently over that period of time. Now, it was used from time to time, not very much. But I have seen in files documents from the process where it was used. So I think the document itself is useful to indicate the atmosphere of secrecy. It is not the key to why the Church has responded or not responded the way it has. It is not what we call in the United States – some of the lawyers have used the term– a ‘smoking gun’, which is a sign of conspiracy. It is not evidence of a conspiracy, nor is it a smoking gun. It is simply a papal document that was kept secret.

Now the other: the common trigger. One of the experiences from my country has been that this is gone almost in waves. When there is an event that happens such as what you saw here, it brings people forward because they feel they will be believed and listened to. We have had many such instances in the United States, a trial, the exposure of a bishop, or a priest –something dramatic that happens– they get into the media, people hear about it. Another thing that has been a trigger –there were many– is that, when there is a television documentary about the problem of sexual abuse by clergy –I have seen that happen

every time in my country, Canada or Ireland– it inevitably results in a number of people coming forward. The reason is they feel safe and they feel confident that they will be listened to.

**Christian Terras:** Juste pour apporter un complément sur Crimen Sollicitationis. Puis le fil rouge.

Le document Crimen Sollicitationis est en fait tombé aujourd'hui en désuétude.

Non que l'Église ait dit ne plus reconnaître ce document, pas du tout. Dans l'Église, il y a une tradition continue: tous les documents s'empilent les uns sur les autres. Crimen Sollicitationis au niveau de sa structure, de sa justice, de son droit a été inclus d'une manière plus moderne dans la réforme du droit canon de 1983.

Ainsi, je dirais que Crimen Sollicitationis ne fonctionne pas finalement à part, historiquement, dans un coin de l'histoire de l'Église, certes récente, mais Crimen Sollicitationis a été, pour les parties qui concernent les questions de sollicitations, d'abus, etc. intégrée, d'une certaine manière, moderne, dans le Code de droit canonique de 1983 qui augure d'autres réformes du droit canonique, qui vont suivre pendant plusieurs années, jusqu'à la fin des années '80.

Donc Crimen Sollicitationis, oui, document historique fléché en tant que tel, mais, quelque part, il perdure par la culture du secret qui était la sienne, par son juridisme pointilleux, par le fait qu'aujourd'hui, lorsqu'on veut ester en justice auprès des tribunaux ecclésiastiques et qu'on s'appuie sur le Code du droit canon de 1983, il est difficile pour le simple pékin que je suis, pour les simples associations de laïcs qui défendent les enfants victimes de prêtres pédophiles, de pouvoir ester en justice et faire justice.

En ce qui concerne le fil rouge, ce que j'ai observé, moi, à la fois dans différentes enquêtes et dans différents pays, notamment en Europe, c'est qu'à chaque fois – je l'ai dit tout à l'heure par rapport à la France – un événement fondateur est là pour révéler, pour faire éclater au grand jour ce qu'il en est.

L'affaire Pican, par exemple, fait jurisprudence aujourd'hui quelque part. Cela ne veut pas dire que tout est merveilleux, que tout va bien, machin, etc., mais un fil rouge est toujours un acte de justice ou médiatique fondateur.

En Irlande, ce sera le rapport Ryan, au printemps

2009. Le rapport Ryan va étaler sur 2 600 pages ce qu'a été la violence des enfants irlandais de 1940 à 1980 dans les institutions catholiques, internats, centres de rééducation, etc. C'est un document effroyable, effroyable! Ce rapport Ryan a sonné dans l'opinion publique irlandaise un réveil, qui a fait que les associations de victimes qui, jusque-là, se battaient souterrainement, clandestinement, ont trouvé là une légitimité, une crédibilité.

Voyez bien le travail que nous faisons depuis dix ans, quinze ans à quoi il aboutit. Enfin, on le reconnaît. Enfin, ces associations de victimes, comme le SNAP aux États-Unis, sont reconnues.

Mais le rapport Ryan a été prolongé par le rapport Murphy, toujours du nom du ou de la juge en charge du dossier. Il enfonce le clou et montre que le nombre de victimes s'élève à 14 500, dont la moitié sont des victimes d'abus sexuels, les autres étant des victimes de mauvais traitements, de violences physiques. Vous avez tous vu le film "Magdalene Sisters". Lorsqu'on prend connaissance des rapports Ryan et Murphy, on est plongé dans cet univers. On est complètement immergé dans cet univers concentrationnaire de victimes expiatoires pour la satisfaction des besoins pulsionnels des religieux, voire même des religieuses ou des prêtres qui exercent des responsabilités. Donc, rapport Ryan, rapport Murphy.

Ce qu'il faut savoir, c'est que ces rapports Ryan et Murphy, par exemple concernant le cadre irlandais, sont courageux. En effet, l'Église catholique irlandaise ne va pas collaborer avec la justice irlandaise. C'est la raison pour laquelle trois évêques donneront leur démission en 2010 au pape, qui va accepter. L'Église catholique n'a pas voulu collaborer avec la justice irlandaise dans le cas des investigations que celle-ci se donnait à faire sur tous les cas de pédophilie, ce qui pose, aujourd'hui, un grand problème de crédibilité, maintenant que l'opinion publique est libérée par rapport à la parole de l'Église catholique en Irlande.

Je ferai une exception pour Mgr Martin, l'archevêque de Dublin, qui a été un des rares évêques catholiques, dans la tourmente qui a secoué l'Église catholique avec les faits de pédophilie, à avoir pris toutes ses responsabilités. Et si les indemnités ont pu avoir lieu à hauteur de 12 500 victimes, c'est parce que Mgr Martin, évêque de Dublin, a, à son niveau - il précise: "La marge de manœuvre que j'avais était limitée" - apporté sa quote-part, mais les autres évêques

ont refusé.

Les rapports Murphy, Ryan et le rôle des associations de lutte contre les abus sexuels commis sur les enfants sont d'autant plus méritoires qu'est sortie, récemment, sur la chaîne irlandaise RTÉ, relayée par le *New York Times*, l'existence d'un document révélant la collusion directe du Vatican dans la stratégie de silence et d'enfouissement des abus sexuels.

Ce document date de 1997 et au nom du Saint-Siège, le nonce apostolique en Irlande, à l'époque Mgr Luciano Storero, envoie un texte dépêche à chaque évêque du pays (17 ou 18) les informant des réserves du Vatican quant à la dénonciation des coupables d'abus sexuels, à cause des résultats qui pourraient être "embarrassants". Autrement dit, quand on connaît la sémantique, le style feutré des diplomates romains, il s'agit purement et simplement de conseiller fortement aux évêques de couvrir les abus sexuels commis par le bas-clergé et de ne pas donner prise aux renseignements que demande la justice.

Ce nouveau document confirme celui que nous avons publié en septembre 2001 par lequel le préfet du clergé Dario Castrillon Hoyos félicitait l'évêque de Bayeux-Lisieux, Mgr Pican, de ne pas avoir dénoncé l'abbé Bissey aux autorités civiles. Je dirais que le document de Mgr Storero ne donne pas seulement confirmation d'une politique adoptée, il prouve clairement que cette politique n'est pas simplement le fait d'un cardinal à titre personnel ou d'un nonce à titre personnel ou d'un évêque à titre personnel ou d'une congrégation vaticane, mais qu'elle est dictée par la secrétairerie d'État elle-même. Si le nonce, Mgr Storero, se permet d'envoyer un message de ce type aux évêques, il dépend de la secrétairerie d'État, c'est-à-dire l'aile diplomatique de l'Église, le pouvoir politique de l'Église. À ce titre-là, c'est le cardinal Sodano, alors à la tête de la secrétairerie d'État - on dit que c'est le numéro deux du Vatican -, et le pape Jean-Paul II lui-même, qui étaient à l'initiative de cette démarche. Un nonce ne fait qu'exécuter ce qu'on lui impulse de Rome.

L'effet qui est révélateur en Irlande est que la non-collaboration de l'Église avec les enquêtes judiciaires fait revisiter les rapports Murphy et Ryan à la lumière des souffrances des familles des victimes et de l'impossibilité de faire la vérité et de faire la justice.

Par exemple, un autre effet révélateur, qui est un fil rouge dans le sens que vous indiquez, est que l'Église d'Allemagne était réputée, à tort ou à

raison, pour être assez sérieuse et draconienne. L'ancien évêque auxiliaire d'Essen indiquait en 2002 que sur 18 000 prêtres allemands, il y en avait à peu près 300 qui relevaient d'actes de pédophilie. L'Église allemande, par rapport à d'autres Églises locales, avait pris conscience du problème. Beaucoup de choses ont été faites avec des vœux pieux, peu avec des décisions très concrètes.

Cela dit, quand l'affaire du collègue jésuite de Canisius à Berlin éclate au mois de janvier, par la volonté de son supérieur religieux, ce dernier, un jésuite, a été remercié et muté. Le collègue Canisius est célèbre par la réputation des jésuites mais aussi parce que c'est une école prestigieuse. Nombre de responsables politiques allemands sont passés par ce collègue. Il y a aujourd'hui 208 victimes identifiées. Quand cette affaire sort, Canisius est un symbole et rebondit sur la classe politique parce que nombre de personnes de la classe politique connaissent le collègue. Cela va avoir un effet domino dans l'ensemble de l'Allemagne.

C'est comme cela qu'on va avoir cette grande difficulté dans laquelle s'est trouvée Joseph Ratzinger, Benoît XVI, au mois de mars. C'est-à-dire que lui, archevêque de Munich, il doit réinsérer un prêtre pédophile en faisant plaisir à un copain évêque du centre de l'Allemagne, sans écouter le psychologue, sans écouter les prêtres qui disaient "Mais vous ne pouvez pas le mettre, au regard de son passé" et qu'il a été difficile pour le Vatican d'argumenter concernant le pape et sa responsabilité de l'époque à ce sujet.

Donc, en Italie – je finirai là-dessus –, on en est au Moyen-Âge concernant la question des abus pédophiles, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune association en tant que telle, sauf l'association autour de l'Institut des enfants sourds de Vérone, il n'y a aucune association en tant que telle qui porte cette problématique. Le responsable du Téléphone vert pour enfants en détresse et en difficulté indique notamment, dans une enquête qu'a réalisée l'hebdomadaire *L'Espresso*, qu'il est difficile dans ce centre d'appel, quand les personnes sont interrogées, invitées à cocher d'où vient sociologiquement parlant et professionnellement l'auteur des crimes de pédophilie, et bien, la population italienne concernée a du mal à indiquer, même en biffant d'une croix un papier, qu'il s'agit d'un religieux ou d'un prêtre.

Cela commence à arriver tout simplement parce que le fil rouge, l'événement révélateur, a été les

enfants sourds de l'Institut qui est à côté de Vérone – c'est une tragédie identique à celle qu'on peut voir en Irlande dans le film "Magdalene Sisters" –, des enfants sourds qui venaient du nord de l'Italie, des enfants pauvres qui étaient hébergés parce qu'ils étaient handicapés, des enfants qui ont été abusés pendant des années par des religieux qui tenaient cet institut qui était destiné au contraire à réparer le handicap ou en tout cas les aider, à les accompagner. Ils ont été abusés en considérant qu'ils étaient sourds et que ne parlant pas, le message ne passerait pas.

Ces gens-là ont réussi à lever cette chape de plomb grâce à des personnes qui leur ont permis enfin d'avoir accès à des médias et du coup, la révélation du scandale de l'Institut des sourds-muets de Vérone a été un révélateur pour des enquêtes qui sont en train de se faire en Italie mais dont on sait que la pression de la curie – on appelle cela la curie, c'est-à-dire l'évêque du diocèse – est telle sur les personnes qui veulent dénoncer les prêtres pédophiles que le système de chrétienté dans lequel on est encore en Italie fait que c'est très compliqué. Il n'y a donc ni indemnisation possible, ni médiation possible, ni discussion possible.

En tout cas, pour finir de répondre à votre question, le fil rouge est toujours un acte fondateur, qu'il soit médiatique, judiciaire ou à l'initiative de jeunes ou d'adultes victimes, qui trouvent enfin un relais médiatique pour dire leur tragédie.

La **présidente**: Merci. M. Brotcorne et on rebondira là-dessus.

**Christian Brotcorne** (cdH): Madame la présidente, monsieur Doyle, vous avez expliqué, en début d'exposé, les nombreuses casquettes qui sont les vôtres. J'ai retenu que vous étiez avocat et psychiatre, si je ne me trompe. C'est dans le cadre de ces deux qualités qui sont les vôtres que je souhaite vous adresser quelques questions et faire un peu de droit comparé.

Vous avez parlé de l'abuseur, considérant qu'il s'agissait d'un malade. Vous me direz que la Justice aux États-Unis dépend de chacun des États fédérés. Toutefois, j'imagine qu'il y a des pistes communes. Lorsqu'une personne condamnée pour pédophilie fait de la prison, comment est-elle accompagnée? Fait-elle l'objet d'une thérapie ou de soins particuliers au sein de l'établissement pénitentiaire? Lorsqu'elle retourne à la vie "normale" à la fin de sa peine, fait-elle l'objet d'un suivi particulier continu et permanent?

Ou, au contraire, considère-t-on que le fait d'avoir purgé sa peine lui redonne une forme de "virginité" et elle n'est plus soumise à l'encadrement de quelque autorité que ce soit? Notre commission est confrontée au fait de devoir formuler des recommandations pour éviter la récurrence de faits de pédophilie. Or, on nous dit que, souvent, un pédophile récidive et que le pédophile est incurable. Dès lors, je souhaiterais connaître ce qui se passe dans votre pays ainsi que votre sentiment par rapport à ces positions?

**Thomas Doyle:** Thank you. The question was: "What about the confirmed abusers after they have finished the jail sentence or been exposed in one way or another?"

In the United States, as I have mentioned, in every state, sexual abuse of a child is a crime, and the penalty is uniformly some degree of imprisonment. In some states, it used to be a crime punishable by death, but that has been changed over the past several years. When a man is released from prison, and has been imprisoned for a sexual crime such as this, he must be registered on what is called a *Sexual Criminal Registry*. And that goes state by state, so that that can be looked up on the internet. The next thing, in some of the prisons – it depends on the state and the prison – there are programs to help the prisoner deal with the illness, or deal with the problem.

Now when I mentioned illness. Paedophilia is recognized a psychiatric disorder. That does not mean that that is an excuse for what the man does. It is just an explanation perhaps. So, in some places, there are programs that they can take part in, that try to help them understand and deal with their illness. But that is not uniform. I do know, from my experience in the military, that the United States Navy has a facility in California for sexual offenders that is outstanding. They have a wonderful program that, if the individual wants to participate he can, it does provide some help. The fear is that twenty years in prison, or ten years in prison does not, in any way. We move the possibility of a re-offence, of offending again. The fear is that, once back on the streets, whether it is a priest or a plumber, there is a possibility of re-offending. Paedophilia, especially, has a very high recidivist rate. A lot of them do re-offend a great deal.

There is one thing, this time, that started to trigger something in my head that I would like to simply mention: all of the evidence of the way the bishops and the papacy have responded to sexual abuse accusations have come from official Church

documents. It is not from rumours, or sensational newspaper stories, it is from official documents. We have our own deaf tragedy in Milwaukee. Two hundred little boys, as young boys, were raped by a priest, over a long period. He was a chaplain, and the Vatican refused to defrock him, even though the archbishop requested it.

Does that answer sufficiently? If not, I will try to answer your questions better.

**Christian Brotcorne (cdH):** Si vous pouviez peut-être préciser comment fonctionne le registre des criminels sexuels. Vous avez parlé d'internet. Qui donne les informations, qui a accès aux informations, de quelle manière, comment sont-elles éventuellement rectifiées?

**Thomas Doyle:** The *Sexual Offenders Registry* is a public document, in each state, that is available on the internet, if you know how to find it. And sometimes it is just to write in "Sexual Offenders Registry" and the search engine will bring it up. The information is available from law enforcement officers, from the police; it is available from all child protective services. So it is publicly known, and if a sexual offender moves from one place to another, without informing the state authorities, he is liable to become imprisoned again. This has happened, when they failed to notify they were moving to this place or that place. Some states have very stringent rules on where sexual offenders can live. They cannot live anywhere near a school or where there are concentrations of children. And some of them make it very difficult for them to find a place to live, because they are so restricted.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Ik wil beide sprekers bedanken voor hun getuigenis. Vele elementen komen ons ook bekend voor. Ik wil een ander thema aansnijden, met name de verjaring. U hebt er al naar verwezen. Dat is natuurlijk niet alleen hier een probleem maar wellicht ook in Frankrijk en de Verenigde Staten. Ik had eigenlijk graag geweten hoe dat bij u aangepakt is. Heeft men de verjaringstermijn verlengd? Hoe heeft men dat aangepakt? Zijn er nog andere manieren?

Ik heb gehoord dat men in sommige staten van de Verenigde Staten werkt met een *window*. Op een bepaald moment, wanneer er in een bepaalde staat een schandaal uitbreekt, hebben slachtoffers de kans om gedurende een beperkte periode alsnog een klacht in te dienen, ook al zijn de feiten strikt gezien verjaard. Ik had graag van u vernomen wat uw ervaringen zijn en welke

voorstellen daarrond zijn gedaan. Dat kan ons immers ook inspiratie bieden aangezien wij ook geconfronteerd worden met dit probleem.

Ik heb nog een tweede vraag. Mijnheer Doyle, kent u het initiatief Healing Circles? Het is een initiatief waarbij zowel slachtoffers, daders en vertegenwoordigers van de Kerk worden samengebracht om de problemen samen te bekijken. Hebt u daar ervaringen mee? Hebt u daarvan gehoord? Wat is uw appreciatie van een dergelijk systeem?

**Thomas Doyle:** Thank you. The first question. We refer to prescription –as it is generally called, I believe, in the continental law systems– as the ‘statute of limitations’. It varies, again, from state to state. In some states, there is no statute of limitations. In every state of the United States, I believe now, there is no statute of limitations for a criminal prosecution for child’s sexual abuse. It does not matter. The statute is more effective in the civil area, where it makes it difficult to sue either the perpetrator or the organization that protected him. Several states have an active legislation that does two things. First, it makes the statute of limitations or the time very long; it extends it to twenty / forty years beyond the time when the individual realises that he or she was harmed by the event. So they have changed it, it is not –let’s say– two years or five years after the rape, but two years or five years or twenty years after you realized the harm that has happened to you. And that depends usually on medical reports, psychological reports about the individual. Those vary.

The victims organization lead by SNAP, and other victims organizations from other denominations – by the way, we have the same problem in other denominations in the United States, other Churches. Not as much as the Catholic Church because nobody is that big–, have brought up the issue in many states, to ask the state legislator either to eliminate the statute of limitations / prescription on the grounds that they did not even needed it. If there is no evidence, it will fall in the courts. Allow the case to go to court, allow the individuals to bring their case to court, and allow the lawyers the opportunity to develop evidence. If it is not there, it is not there. But the efforts have been made, not only to extend it, but also to create what we call ‘a window’ of one or two years, during which time anyone can bring a cause before a court, even if it has formerly been impossible due to prescription or the statute of limitations.

The opposition for this has been from the Catholic

Church, in state after state. They have been the strongest opposition. So the bishops say, on the one hand we want to do everything to help the victims, but, on the other, we do not want to do anything to help the victims that will inconvenience us. So they spent literally millions of dollars to hire lobbyists and other lawyers to oppose this change. And I have testified myself in eight different states. The effect of it is very good. It has a double effect. It allows many more victims to come forward, but it also identifies more perpetrators who have been allowed to go free because they could not be identified or prosecuted because of the statute of limitations. The victims could not go to court to expose their abuser. And with this one or two-year window, for example in California, close to two thousand new cases were brought to the courts.

Clearly almost one thousand (I believe the number was 880) were against the Catholic Church. Of those 880, only two ended up to be false claims. That window also brought to light and exposed three hundred known sexual perpetrators, not just clergy, priests, but others. Three hundred perpetrators, who made a lot of victims, who had been able to escape because of the statute of limitations.

So, it varies from state to state, but there is a strong movement that is supported by victims support organizations, SNAP being the most important one. They organized the opposition in each state, they organized the testimony, they organized the demonstrations, they helped write the legislation itself. And the only opposition, as I have said, is the Catholic Church. Generally, when the bishops organizations go in before the legislator, they use a mixture of distorted information and untrue information, commonly known as lies, to present this.

They say we cannot have this legislation. They say, for example, that if we have this legislation, it will violate the sacrament of confession, because any communication between a bishop and a priest is sacred like confession. Well, that is simply not true! So that is the main problem, but it brings forward a lot more victims. And the issue is, of course, that most victims are not capable of coming forward for many years.

The healing circles. I have heard of that in Europe –I believe here in Holland– but we do not have anything exactly similar in the United States. What we do have are a number of organizations such as SNAP, for example, which has chapters in many of the states, where they encourage and organize something similar: support groups of all sorts of

victims. We found that the best, the most effective situations for the sexually abused victims of the Church, are when they all come from that group, when they are all victims of the Catholic Church, because their damage is different. It is not simply emotional, psychological, but there is a severe spiritual damage, that is not really known or acknowledged, even by the bishops. They do not know the questions to ask. They think spiritual damage means they do not want to go to mess anymore. It is far deeper than that. So these groups do play a role, but they are not organized by the government.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Bedankt. Ik heb nog een kleine bijvraag over de *window*. Toen dat ingevoerd werd, heeft het Grondwettelijk Hof van de Verenigde Staten zich moeten uitspreken over de vraag of zo een systeem, dat toch afwijkt van de normale gang van zaken, aanvaardbaar was. Heeft dat systeem de toets aan de grondwet kunnen doorstaan?

**Thomas Doyle**: Yes, that is another valid question: did it survive what we would call a constitutional challenge? And the answer is "Yes".

**Marie-Christine Marghem** (MR): Je remercie nos deux grands témoins qui nous font part de leur expérience, laquelle est malheureusement similaire à celles que nous découvrons ici, raison pour laquelle nous avons institué cette commission.

J'aimerais vous poser deux questions institutionnelles à tous les deux. Vous savez peut-être qu'en Belgique, à un moment donné, sous l'impulsion du ministre de la Justice, parce qu'au sein de l'Église on avait institué une commission qui était de nature à permettre aux victimes de s'adresser à elle en toute confiance – elle était dirigée d'ailleurs par un pédopsychiatre – pour libérer leur parole, avec aussi, vous l'avez signalé tout à l'heure, un événement fondateur qui a été la découverte d'actes de pédophilie dans le chef de l'évêque Vangheluwe de Bruges –, cette commission a pris un accord avec l'État belge, et plus exactement son appareil judiciaire, pour échanger des informations et, dans une certaine mesure, aider ce président de commission interne à l'Église, à régler les problèmes juridiques qui se posaient à lui.

Je voudrais savoir ce que vous pensez de l'intervention d'un État dans ce type de situation et ce que vous pensez également de l'instauration au sein de l'Église de ce type de commission. C'est une première question institutionnelle.

**Thomas Doyle**: The question is: Church created commissions to investigate and respond to report of sexual abuse by priests of children or minors. We do not have a national commission in the United States, but there is a national Church commission that is practically useless. Each diocese is supposed to have what is called a Review Board. Some are somewhat acceptable if they are completely independent of the bishop and the Church hierarchy. But most are not because the bishop picks out the members. The response in general, of those official Church commissions, has been, for the most part, that they are not only useless, but detrimental and re-victimize some of the victims.

I believe the investigations should be basically conducted by professionals. Priests and bishops are not professional investigators. I do not know a great deal about your commission here. I think that, if there is a commitment to the welfare of children and to the truth by the Church leaders, there is potential, there will be an effective commission. In Canada, in 1989, the archbishop of St. John's, Newfoundland, called for the appointment of a late commission to investigate sexual abuse at an orphanage run by the Christian Brothers. That commission took its job seriously. It did not differ to the archbishops and give them favourable treatment. And they published a blistering report that ended up with the archbishop having to resign, and several of the Brothers going to prison.

But, in general, the experience of Church created commissions has been not successful. Basically, if the government is going to become involved, they should be allowed to. Abusing a child is a crime, so it should be investigated by those who have the expertise. One of the presidents of the National Review Board in the United States, which is put together by our bishops in 2002 –why they waited between 1984 and 2002 is a good question– was a former FBI officer named Frank Keating. He had also been the governor of the state of Oklahoma. I presume you all know what the FBI is: the Federal Bureau of Investigation. He resigned from the chairmanship of this Church created commission because, as he stated publicly, the bishops are like the Mafia, organized crime, because they protect their own, they do not cooperate with the courts. If a man commits a crime, he must be turned over to the civil authorities and prosecuted. He publicly stated that the Catholic bishops were worse than the Mafia. He eventually resigned as chairman and, subsequent to that, he apologized to the Mafia.

But fact is that there is a resistance to allowing the government, the state investigation organizations, to get involved. And they should.

**Christian Terras:** On voit que plusieurs types de commissions ont été créés suite à ces affaires de pédophilie. Les situations sont différentes, suivant que l'on est en Hollande, en Allemagne, en Belgique, en France ou en Irlande.

Personnellement, ce que me disent un certain nombre de victimes, c'est qu'elles ne sont pas sûres du résultat par rapport à une commission qui est mise en place à l'initiative de l'Église. Elles ne sont pas sûres que l'on aille au bout du bout de l'enquête. Elles sont plus confiantes dans le regard de l'État et de ses services judiciaires que dans celui de l'Église qui aura tendance, qu'elle le veuille ou non, à son corps défendant, à s'auto-protéger et à ne pas faire la lumière à hauteur de ce qu'elle exigerait d'être. Personnellement, je serais assez méfiant de voir perdurer la commission diligentée par l'Église sur une affaire aussi sensible qu'une affaire de pédophilie. Je trouve normal que l'État puisse avoir son droit de regard sur ce dossier dans le registre qui est le sien, celui de l'investigation, de l'instruction, des commissions rogatoires, etc.

Je lisais récemment, dans la presse, la position d'un évêque jésuite, professeur à la faculté de droit de Namur, Xavier Dijon, concernant une rencontre organisée sous l'égide d'une commission de l'Église par l'évêque, entre la victime, gardant son anonymat, et l'abuseur reconnaissant les faits. Il disait que c'était la solution idéale et la plus humaine. Il disait, dans ce que j'ai pu lire de son interview dans l'article, que "l'abus sexuel est une perversion extrêmement grave de la relation pastorale. Il faut inverser cela en rétablissant une relation humaine, d'autant que pour beaucoup de victimes, le plus important est la reconnaissance des souffrances subies et l'assurance que l'autorité spirituelle empêchera toute récidive."

Il continue en disant qu'"évidemment, cette démarche est suspectée de vouloir cacher, camoufler, mais pour moi, même devant la justice civile, la répression n'est pas toujours l'idéal". Pour ma part, en contrepoint, je préfère la voie qu'a prise l'Église de France et qui est de ne mettre en place aucune instance de recueil ou de traitement national mais de tout renvoyer vers la justice.

Cela me paraît beaucoup plus clair et beaucoup plus sain car je crois que, sous les vœux tout à fait

louables de ce jésuite, que l'on peut entendre, le fonctionnement ou la systémique de l'institution catholique fera que, en dernier ressort, elle se protégera toujours et n'ira pas au bout de l'affaire. Donc je suis très méfiant par rapport aux commissions que l'Église met en place parce que je pense qu'on n'a pas la garantie qu'on ira au bout de la vérité, au nom même de la défense et de la protection de l'institution par rapport à ce qu'elle a secrété.

**Thomas Doyle:** Could I add something to his statement? I have one short statement. In the United States, I will give you an example of how some of the Church commissions work. Several of them have refused to allow victims to become members of the commission, because they have claimed that if we allow the victims to become members of the commission, the victims won't be objective.

However, in this archdiocese of Los Angeles, which is the largest in the United States, it was exposed recently that one of the members of the commission, a priest, was himself an admitted sexual abuser of young girls. The archbishop knew this when he appointed him to membership on the commission to investigate and be in liaison with the victims. And his excuse was that he brings a unique dimension because of his experience. People saw this and said this is absolutely insane. He was working in a parish, he had never been convicted in the courts because they covered for him.

Now he has had to resign from the commission and he has had their suspending him from ministry as a priest because he has been exposed, and he was exposed by the media. The newspaper went and said: "Do you know this about this guy?". Well they did know it. The bishop did know he was an abuser. And he is on the commission. That is an example of the stupidity of how this thing is approached sometimes.

**La présidente:** Votre seconde question, madame Marghem.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Juste avant, une petite question à M. Terras. Vous avez parlé tout à l'heure des juristes français qui avaient émis les plus expresses réserves par rapport soit à la constitution de commissions internes à l'Église soit au fait que l'Église travaille avec la justice sur cette problématique. Pourriez-vous aborder cet aspect-là des choses en reprenant ce que vous disiez tout à l'heure? Parce que ce qui nous interpelle évidemment, c'est la séparation de

l'Église et de l'État et la séparation des pouvoirs.

**Christian Terras:** C'est Mgr Aubertin, Bernard-Nicolas Aubertin que j'ai cité tout à l'heure, qui est archevêque de Tours et qui était en charge de la question des abus dans l'Église catholique à la Conférence épiscopale française. C'est lui qui dit: "Tous les juristes que j'ai sollicités m'ont mis en garde: il ne nous appartient pas de déclarer si une plainte est prescrite ni de mener une enquête qui pourrait être comprise comme une tentative d'étouffement de l'affaire." C'est un évêque qui compte dans l'épiscopat français. L'archevêque de Tours est responsable aujourd'hui des questions canoniques de la Conférence épiscopale, c'est un ancien moine, on va dire que c'est un sage, ce n'est pas un trublion de l'épiscopat, il n'est pas dans la vindicte par rapport aux autorités civiles, par rapport aux juridictions. C'est quelqu'un de très mesuré.

Pour qu'un homme de ce type-là, avec ce profil très classique, arrive à cette conclusion, fort de la culture juridique canonique qu'il a de l'Église et fort de la connaissance qu'il a du phénomène de la pédophilie dans l'Église, en tout cas dans l'Hexagone, que cette personne se risque à dire cela de manière aussi forte montre bien le débat dans lequel on est. C'est un vrai débat: ce que disaient le père jésuite et Xavier Dijon tout à l'heure prenait le contre-pied de cela, justement.

Je crois que vous allez entendre mes amis des Pays-Bas. Aux Pays-Bas, la commission qui a été mise en place par l'Église a été rapidement secondée par une autre commission, composée de commissaires indépendants, d'experts indépendants, parce que la commission qu'avait mise en place l'Église pour traiter des nombreux cas de pédophilie – on parle de 1 300 cas aux Pays-Bas – était suspectée au bout d'un moment de ne pas faire la vérité sur l'ampleur du phénomène et, qui plus est, ne menait pas toujours jusqu'au bout des dossiers sensibles qui mettaient en cause des personnalités de l'Église importantes et pas simplement des prêtres de base. La commission de l'Église aux Pays-Bas qui s'appelle "Aide et Droit" s'est vue coiffée par une autre commission, présidée par Wim Deetman, juriste protestant, qui, elle, fonctionne avec des commissaires indépendants.

Il me semble que la voie française, sans pousser de cocorico, d'une vraie laïcité dans le cadre de la séparation des pouvoirs me semble s'imposer pour régler le problème des prêtres pédophiles.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Monsieur, j'ai

une deuxième question d'ordre tout aussi institutionnel. Vous témoignez du fait que l'Église n'utilise pas beaucoup les procédures canoniques pour sanctionner les prêtres à l'intérieur de son institution. Pensez-vous que l'utilisation de ces procédures, de façon plus fréquente et plus rigoureuse, est nécessaire? Pensez-vous qu'à travers ces procédures, lorsqu'on ne peut obtenir une indemnisation devant la justice de l'État concerné, il faut rechercher une indemnisation à l'intérieur de ces procédures? Pensez-vous que l'Église, quand un prêtre n'a pas les moyens d'indemniser, doit intervenir pour suppléer le défaut d'indemnisation par le prêtre abuseur?

**Thomas Doyle:** Thank you. First off, I will repeat what I mentioned earlier. As far as using the Canon Law procedures to prosecute and process reports of sexual abuse of children, my belief, from my experience, is that the Canon Law procedures are completely useless. Do not even bother trying to figure out a way to make them work. Sexual abuse is a canonical crime. Let the Church, let the bishops deal with that and defrock the priest if they can convict him. But as far as the government and the State are concerned, you have to follow your own law and make sure that it is followed correctly.

Unfortunately, some of the bishops, especially in Vatican, actually think like they are in the Middle Ages, that they are exempt from civil law, and that these priests should not be prosecuted in the civil courts, only in the Church courts. Well, in the Church courts, the problem is you have no assurance of objective justice, because the court system is controlled by the bishop. So I do not see any sense, in myself, in going on in a long explanation. I just say from experience: the Canon Law is useless in this regard.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Si au terme d'un procès, un prêtre abuseur est condamné à payer des indemnités et s'il n'en a pas les moyens, est-ce que l'Église, l'institution à laquelle il appartient, doit intervenir et comment?

**Thomas Doyle:** Most of the time, the individual priest cannot pay any compensation. Very often, in the United States, they are sued and they are ordered to pay compensation, but they do not have any money. But the organization that has enabled that priest, that has allowed him to go from parish to parish, and not moved him, that is the Church, the bishops. They are the ones that are ordered to pay compensation to the victims, and I believe it is a very just order, that they owe the victims monetary compensations, because the

victims' lives have been ruined. And there is no amount of money that can put a life back together. But it is one way to make the bishops realise how serious this is, by taking the money.

The individual priests probably cannot pay compensation, the bishops do and that is the way it works in the United States, in Ireland and in Canada, and I believe in the UK as well. When a lawsuit finds a diocese guilty, a bishop guilty of neglect, they are the ones that must pay the compensation.

We also have what we call "punitive damages", which is punishment. In addition to the actual damages that they assess this crime caused the victim, the punitive damages are punishment for wilful neglect. And there are certain qualities that have to be present for that. The punitive damages in some states can go as high as they want, up in the millions, way in the millions!

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik had een vraag over hetzelfde punt.

Mijnheer Doyle heeft heel duidelijk uiteengezet en getuigenis gebracht van het feit dat seksueel misbruik ernstige schade aan iemands persoon kan toebrengen. Niet alleen jullie getuigenissen hier vandaag in de commissie hebben het ons duidelijk gemaakt. Ook in het verleden zijn een aantal getuigen ons hier immers duidelijk komen maken en duidelijk komen stellen dat seksueel misbruik schade aan het individu toebrengt.

Mevrouw Marghem had het over schadevergoedingen in het kader van een canonieke procedure, waarbij de priester niet in de mogelijkheid is om met eigen middelen te betalen. U antwoordt dat de dader zelf uiteraard aansprakelijk en verantwoordelijk is voor de vergoeding van de schade. Bovendien is er de eigen verantwoordelijkheid en aansprakelijkheid van de bisschop.

Mijnheer Doyle, hebt u in de Verenigde Staten ervaring met een soort solidariteitsfonds dat zou zijn opgericht voor die gevallen waarin noch de priester noch het bisdom eventueel aansprakelijk werden gesteld, maar waarbij het seksueel misbruik en de schade is vastgesteld? Bestaat er een soort solidariteitsfonds? Door wie is dat fonds desgevallend gespijsd?

**Thomas Doyle:** I think I understand your question. First, I would like to say that, if there is a crime, someone has to have committed that crime. Children are not raped by the spirit. So if

there is a crime, someone has committed it. The only thing close to that that we have in the US, is that some bishops are what they call 'self insured', they have set up funds to insure themselves. There are other instances where the bishops form their own insurance company, which will help to compensate if this happened.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Bedoelt u met "verzekering" een solidariteitsfonds?

**La présidente:** Laissez d'abord M. Doyle aller jusqu'au bout de son explication. Ici, il parle du fait que les évêques sont assurés. Après, il va peut-être parler d'un fonds. Mais laissez-le aller jusqu'au bout.

**Thomas Doyle:** Maybe I do not understand exactly what the word 'solidarity' means. There is no grouping, there is no institution or gathering of dioceses and bishops where they put together a fund to compensate victims, without there having to be some sort of court order. There just is not that.

On their own, the dioceses, the bishops have done very little to compensate victims. If a victim goes and says to the bishop "Will you compensate me and I won't sue", they will get very little if anything. And in those instances where the court cases have ended without a judgment in favour of the victim because of the statute of limitations, because they cannot go forward, the bishops have done literally nothing to compensate or help the victims.

So the only solidarity that I know of, the only grouping together –if that is what you are referring to– is the self-insured situations. But I do not know of any fund of money that can be used apart from what is assessed in the courts.

But maybe I did not understand the question. I will give it another shot here.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): U zegt dat men zich in de Verenigde Staten kan verzekeren tegen de schade ingevolge opzettelijk misdrijf?

**Thomas Doyle:** I cannot insure myself against a crime, but there was a time when the Church, the organization, had insurance policies that covered certain kinds of crimes committed by their employees. And in this case, it was the priest who was considered like an employee.

Now, in most instances, that type of insurance coverage has been cancelled, because what

insurance companies have discovered –and they have gone around and sued the Church themselves– is that, in many instances, when the insurance company has been asked by the court, after a judgment favourable to a victim, to pay out a vast amount of money, they discovered that the Church, the bishop had failed to disclose that this priest had a record of sexually abusing children and that they knew about it.

So if you know that your priest is a predator, and then you want the insurance company to pay for him, that does not work that way, they cannot do it.

Does that answer the question?

**Christian Terras:** Pour ce qui concerne les procédures canoniques, dans les années '80, nombre d'évêques, notamment aux États-Unis, ont voulu entreprendre des procédures canoniques pour réduire à l'état laïc, comme on dit dans le jargon de l'Église, un certain nombre de prêtres pédophiles. En général, outre-Atlantique, la loi oblige chaque diocèse concerné à rembourser les dommages de ses prêtres responsables d'abus sexuels. C'est ce qui a donné lieu à la faillite de nombre de diocèses. Début des années '80, la situation était intenable pour les évêques américains. Aussi, afin d'éviter de payer ces sommes astronomiques à chaque procès, un certain nombre d'évêques américains, pas tous, ont demandé au Vatican de pouvoir réduire à l'état laïc des prêtres accusés de pédophilie. Pour ce faire, ils ont tenté d'obtenir une dérogation au Code de droit canon pour les faire démissionner, bref, une dérogation facilitant une procédure trop complexe pour arriver rapidement à la réduction à l'état laïc du prêtre.

Des évêques américains, forts de ce qui se passait dans leur diocèse, ont dit que ce n'était pas possible et que l'on ne pouvait pas continuer comme ça. Ils saisissent donc le Vatican, sauf que Rome refuse! Le Vatican refuse parce qu'il fait remarquer que la réduction à l'état laïc est la peine la plus grave prévue par le droit canon pour un prêtre. J'ai un exemple très précis qui concerne le préfet Ratzinger, puisque le cardinal Ratzinger était à l'époque en charge de la Congrégation pour la doctrine de la foi, donc celui qui était chargé de donner les sanctions. Il s'agit d'un évêque de Californie du diocèse d'Oakland, Mgr Cummins. Celui-ci est confronté à un prêtre pédophile qui a abusé six enfants âgés de 11 à 13 ans. Les faits ont d'ailleurs été reconnus par l'intéressé devant les tribunaux américains. En outre, le père Kiesle, puisqu'il s'agit de ce prêtre-

là, est lui-même demandeur d'être relevé de ses fonctions de prêtre. Ce cas de figure est assez emblématique!

Et bien, quand, en 1982, Mgr Cummins engage la procédure auprès de la Congrégation pour la doctrine de la foi, il n'a aucune réponse! Il relance l'affaire et obtiendra une réponse trois ans et demi plus tard, fin 1985, de Joseph Ratzinger lui-même: "Excellence, ayant reçu vos lettres du 13 septembre de cette année" – Cummins n'arrêta pas de harceler le Vatican pour réduire ce prêtre à l'état laïc - "au sujet de la dispense de toutes les charges sacerdotales qui concernent Étienne Miller Kiesle, de ce diocèse, il est de mon devoir de vous communiquer ce qui suit. Ce dicastère (donc la Congrégation pour la doctrine de la foi), même s'il estime d'un grand poids les arguments produits pour la dispense en question, estime cependant nécessaire de prendre en considération en même temps que le bien du demandeur, celui de l'Église universelle et ainsi il ne peut faire peu de cas des dommages que la concession de dispense peut provoquer dans la communauté des fidèles du Christ, compte tenu surtout de l'âge juvénile du demandeur. Il faut donc que cette congrégation soumette le cas de ce genre à un examen plus approfondi", etc. Bref, Ratzinger lui dit: "Je comprends votre douleur, je comprends votre problème, mais au nom de l'Église universelle, de la respectabilité de l'Église universelle, il n'est pas possible pour moi de rentrer en procès canonique pour réduire ce prêtre à l'état laïc."

C'est la réponse qu'il reçoit en 1985. Procédure canonique classique que fait un évêque. Mgr Cummins était assez zélé, assez militant. Il ne se contentera pas de cette lettre et il harcèlera à nouveau Ratzinger et il obtiendra enfin la réduction de ce prêtre-là fin 1987. Un évêque, conscient du problème, qui veut aller au bout de la procédure, ne le peut pas. Les procédures canoniques de l'Église sont des impasses ou alors il faut être héroïque pour y arriver.

D'autre part, dans les procédures canoniques concernant les instructions d'abus dans la justice de l'Église, du fait de la dispersion des dossiers jusqu'en 2001 dans différentes congrégations romaines, il y a eu beaucoup de dossiers qui ne sont pas arrivés au bout. Il a fallu réorganiser. Fort du scandale pédophile à l'échelle de l'Église universelle, dont Jean-Paul II ne voulait pas appréhender l'ampleur et la difficulté, je donne *quitus* à Joseph Ratzinger d'avoir pris conscience de ce problème.

À voir le nombre de dossiers qui se perdaient au Vatican, parce que ces dossiers étaient gérés par différentes congrégations, le fait qu'il ait recentré cela sur la Congrégation pour la doctrine de la foi - pas uniquement pour qu'elle donne des sanctions, mais pour qu'elle instruisse les dossiers -, a été une révolution dans les procédures canoniques de l'Église.

Entrer dans une procédure canonique, c'est déjà difficile pour un évêque qui en a la culture. Vous comprendrez que c'est encore plus difficile pour une victime.

Concernant les indemnisations – en tout cas pour ce que je connais en Europe et, plus précisément, en France –, pour tous les cas de pédophilie qui ont été jugés et les prêtres pédophiles qui ont été jugés, l'Église de France n'a pas versé un kopeck. Ce sont les prêtres en question qui ont été entamés sur leurs propres biens personnels, qu'ils avaient de leur famille, etc.

Attention à la question des indemnisations, parce que, si le prêtre n'a pas les moyens, l'Église doit-elle intervenir? Attention à la perversion, parce que, par exemple en Irlande, il y a eu le cas d'un évêque, récemment, qui est impliqué dans des affaires de pédophilie au niveau d'une complicité éhontée, mais qui n'a pas démissionné, lui. Le diocèse en question est amené à assumer un certain nombre de frais de justice, qui sont très importants. L'évêque en question demande à l'ensemble de l'Église diocésaine de participer à une collecte pour l'aider à payer les indemnités pour prêtres pédophiles alors que c'est lui qui n'a pas exercé sa vigilance de pasteur et qui a permis que ces (*coupure de micro*) (...) Impliquer le *vulgum pecus* de telle ou telle paroisse au fin fond de l'Irlande pour lui dire: "Il faut être solidaire avec mon incompetence crasse, avec mon manque de discernement, avec ma collusion avec des pédo-criminels. Et vous allez cracher au bassinet pour payer la note."

Donc, attention aux effets pervers quand on dit que l'Église doit être derrière le prêtre qui ne peut pas financer: c'est l'évêque qui doit payer, pas l'Église!

**Daphné Dumery (N-VA):** Ik wil op mijn beurt de beide sprekers danken voor hun heldere en heel concrete uiteenzetting.

Ik heb twee korte vragen. Mijnheer Doyle, u had het over de visie van de Kerk inzake seksualiteit en het onbegrip voor seksueel misbruik dat

daarvan het gevolg is. Gelet op de processen die in Amerika werden gevoerd, met grote financiële gevolgen voor de Kerk, ziet u op dit moment een evolutie in de visie over seksualiteit? Denkt u dat er daaromtrent in de toekomst een verbetering zal zijn?

Wij werden hier in vorige getuigenissen geconfronteerd met het verschil tussen weten en kennen. Blijkbaar weten heel veel priesters en mensen in internaten en scholen dat er iets aan de hand is, maar men kent de feiten niet. Voor mensen die niet tot het instituut Kerk behoren, lijkt dit nogal vreemd. Ik heb daarvoor geen begrip en begrijp niet goed het verschil tussen beide. Hebt u daarmee ervaring in Amerika?

Ik heb nog twee vragen voor de heer Terras. U had het over de levensstijl van de ouders van slachtoffers als zijnde klassiek en traditioneel. Ik vermoed dat u het dan over vroeger hebt. Hebt u weet van wetenschappelijke studies waaruit blijkt dat de klachtbereidheid van slachtoffers of ouders gerelateerd is aan de levenswijze? U hebt een stelling ingenomen. Wij moeten proberen begrijpen waarom slachtoffers niet naar het gerecht zijn gestapt en u hebt daar heel duidelijk de link gelegd met de levenswijze. Ik wil weten waarop u zich baseert.

Iedereen bij ons is voor de scheiding tussen Kerk en Staat, maar meent u niet dat het beter is dat de Kerk wordt betrokken bij de justitiële of maatschappelijke afhandeling van dergelijke dossiers, zodat zij meer tot inzicht komt, en niet dat de dader wordt geïsoleerd en zelf maar moet zorgen voor de afhandeling?

**Thomas Doyle:** I am going to have to ask her to repeat the second part of the question. One clarification about something that was said earlier: no diocese in the US has gone bankrupt. Eight have appealed for bankruptcy protection, but none has gone bankrupt. But they have used that to try to make it appear that the claims of victims are going to make them go bankrupt. They have discovered, in each case, that they have got plenty of money; more than the public knew.

Now, your question about knowing things, could you repeat it for me? Give me the first part of your question, the first question, then I will do the second one.

**Daphné Dumery (N-VA):** In een internaat bijvoorbeeld wisten de priesters die het internaat runden dat er iets aan de hand was, maar wanneer hun dan werd gevraagd: 'Kent u de

feiten?', dan wisten ze van niets. Dat was niet enkel in internaten zo maar ook in bisdommen. Men wist altijd dat er seksueel misbruik was maar men kende de feiten niet. Dat is heel bizar. Ofwel weet men het, ofwel weet men het niet.

**Thomas Doyle:** I get it now, that is very clear. What you are saying is that some would say, in our school, in the diocese, something was wrong, somewhere, but I did not know what it was. And the fact is that in most instances, from my experience, others did know that there was sexual abuse going on, either by other members and other priests in a boarding school, other priests living in a presbytery, but they looked the other way.

I know of one case, in California, where a priest was walking down the corridor, and a door was opened. He looked in the room and found another priest living in the parish actually having sex with a twelve-year old boy. Now what this priest did –he had been a lawyer before he was a priest– was calling the police, and he called the district attorney. It was in San Francisco, California. The bishop suspended the priest who found the other guy raping the child and he charged him with insubordination. So what this man did was going to court and suing the bishop for unjust termination of employment. The Appeal Court upheld his request and said “Yes, this is not a problem with Church / State relationship, you can sue the bishop”, at which time the bishop decided he was not going to go to court, he would settle.

Then the police investigated the case and found out that this priest had been, in fact, a serial predator. That is an example. But in many instances, they do know, but are afraid to speak up, or reluctant to speak up; afraid because no one will listen, afraid because the other priests will become angry with them because they have betrayed the brotherhood, or reluctant for those very same reasons.

The other part of your question, I do not think I did answer that; the first part; the first question.

**Daphné Dumery (N-VA):** De visie over seksualiteit. U zei dat ze onbegrip hebben voor de gevolgen van misbruik door hun visie over seksualiteit, maar de processen die geweest zijn...

**Thomas Doyle:** I understand, I am sorry, I have had a temporary moment of oldness, senility.

The understanding. There has been in the United

States, and I think in other countries, a tremendous amount of scholarly research into this whole issue of the effects on the children, why the perpetrators do what they do... There has been a great deal of very helpful research on, basically, the nature of human sexuality, and why human beings get involved in perverted sex, why they become dysfunctional as the same goes.

The overall effect on the institutional Church, of all of this progress, is resistance, from the highest level. The Vatican will not allow even discussion about the Catholic concept of human sexuality, nor will it allow even discussion about celibacy. And it maintains that our traditional understanding is the only valid understanding, which most behavioural psychologists will say is a very twisted, limited concept or understanding of what human sexuality is all about, and what the effect of mandatory celibacy is.

So there is a problem there. The results of the research, however, are having a lot of benefit in the fields of psychology and in the behavioural sciences, and for criminologists. They are advancing on what makes people do what they do. And another area of research has been to look into why sexual violation has such a profound negative impact on the victims, why the scars, why the harm remains throughout life, why it does not go away like a headache. When you fall down and scrape your leg, the bruise will go away. When you are raped, it does not go away, it stays.

So there is a lot of study being done, even more so than had already been done, as to why this is happening, and how to help, both the perpetrators and the victims.

**Christian Terras:** Je m'excuse de faire des passerelles avec mon voisin, sur l'évolution de la sexualité par rapport à la crise de la pédophilie.

La **présidente:** Vous pouvez y aller et répondre aux deux questions!

**Christian Terras:** Concernant cette question, je dirais que dans l'architecture globale, dogma-disciplinaire de l'Église, il n'y a rien à bouger pour le moment, c'est clair. En revanche, je crois que, chez vous, deux ou trois évêques – je pense à l'évêque d'Anvers et à celui de Bruges, notamment – ont pris position sur cette question, sur le célibat ecclésiastique, sur l'ordination éventuelle des femmes, à débattre. Ce n'était pas évident par rapport au Vatican, dans la situation qui était celle de la Belgique à ce moment-là, de pouvoir se positionner un petit peu en décalage

sur des questions qui sont le nerf de la guerre dans l'Église catholique.

Le célibat, que je refuse d'appeler sacerdotal, presbytéral est la clef de voûte du système. Que ces deux évêques prennent position, j'allais dire dans la tourmente qui était la vôtre et la nôtre à ce moment-là, j'ai trouvé que c'était une évolution en profondeur qui était en train de rentrer dans certaines consciences dirigeantes ecclésiales que j'accompagnerais avec beaucoup d'attention. Je ne passerais pas cela par pertes et profits. Je pense qu'ils ont acté quelque part, pour l'avenir, d'une certaine manière.

Mgr Schönborn, cardinal archevêque de Vienne, qui lui aussi à été confronté en Autriche à des scandales de pédophilie qui sont équivalents à ceux que vous avez vécus – quand on regarde la proportion de prêtres pédophiles par rapport au nombre de prêtres autrichiens, on est sur des étages de 4 à 5 % de la population, sans compter le cardinal archevêque de Vienne, Mgr Groer, qui a été démis de ses fonctions pour les raisons que l'on sait tous – a dit que la loi du célibat ecclésiastique était intenable. Il ne faisait pas un lien direct entre pédophilie et célibat mais il a encore redit récemment, dans le journal *Tiroler Zeitung*, que la crise de la pédophilie, notamment en Autriche, était l'occasion, même si on n'en voyait pas encore les mesures et les fruits, d'une métanoïa, c'est-à-dire d'une conversion radicale. Il disait: "Ce ne sont pas des vœux pieux, c'est un système qui est à repenser."

Je pense donc que quelques voix, isolées encore pour le moment, exercent un certain discernement et une certaine vision sur ce scandale et cette dérive.

Ce que j'observe aussi, dans mon travail d'enquête, c'est qu'en Suisse les deux séminaires francophones que je connais ont vraiment pris en compte la question de la pédophilie des prêtres. Aujourd'hui, en Suisse, dans le cursus de sept ans pour devenir prêtre, une année complète, la deuxième, porte sur l'équilibre psycho-affectif du candidat à la prêtrise. Je n'ai pas vu d'autres Églises où cela aurait été mis en œuvre. Les gens qui mettent cela en œuvre travaillent avec des psychologues, avec des psychanalystes, avec des sociologues, des anthropologues. C'est aussi une manière de répondre à ce fléau de la pédophilie dans l'Église. Je ne dis pas que cela va tout changer, mais en tout cas il existe des endroits où on peut vérifier des choses.

En France, même si on a pris la voie que j'ai

décrite tout à l'heure, on est encore très timoré au niveau du guichet d'embauche, pardonnez-moi cette expression, quant à la vérification du profil psycho-affectif du candidat. Il y a un diocèse qui abrite un séminaire régional. Il y a une quinzaine de jeunes séminaristes qui viennent là. Je connais le directeur de ce séminaire. Il essaye d'inscrire dans le cursus des ateliers qui concernent l'équilibre psycho-affectif et sexuel du candidat. Il a énormément de mal, au niveau de la réunion des directeurs de séminaires français, à en parler. C'est tabou. On ne veut pas en parler. À partir du moment où les gens se présentent, on les prend.

La dérive est d'autant plus grave, en tout cas pour ce que je connais de l'Église française, avec l'émergence d'une autre fabrication de prêtres dans d'autres réseaux que les diocèses. Il s'agit des communautés nouvelles, type charismatique: les Béatitudes, l'Emmanuel, le Chemin neuf, etc., mais pas qu'elles. On a des prêtres qui émergent dans ces communautés. Elles font souvent très bien leur travail. Mais on n'a pas la garantie, pour en avoir discuté avec nombre d'évêques, que toutes ces communautés, qui ont été labellisées pour former des prêtres et les ordonner, aient le discernement nécessaire quant au profil de ces jeunes.

Nous avons une génération 'sauvage' de prêtres qui ne sont pas contrôlés directement par le tissu diocésain, qui peuvent chahuter des lignes qui essayent de se resituer par rapport aux dérives (?) de la pédophilie.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Bij het aanhoren van de getuigenissen ben ik verwonderd dat u beiden nog katholiek bent. Enerzijds, hoor ik opmerkingen dat men aan protectie doet, anderzijds, hoor ik opmerkingen dat er in de vorming iets verkeerd is. Mijn vraag, naar aanleiding van de bijzondere cursussen, is de volgende: "Moeten wij de katholieke kerk omschrijven als een kweekschool voor pedofilie of als een schuilplaats voor pedofilie?"

**Christian Terras**: Je crois vous avoir dit, en préliminaire, le décryptage du fonctionnement de cette institution. Et je dis que l'Église catholique, dans son fonctionnement institutionnel pervers, abrite et fabrique des pédophiles. C'est le jointement, le croisement d'une fragilité psychoaffective qui, par fonctionnement pervers institutionnel, couvre et permet à des personnes pédophiles de rester dans le déni, puisque pour tous les psychologues et psychanalystes que j'ai rencontrés sur la pédophilie en général et les prêtres en particulier, rares sont ceux qui – y

compris en fin d'analyse, qui dure sept ou huit ans pour certains, s'ils vont jusqu'au bout – sortent du déni.

Donc, je dis que le croisement d'une perversion individuelle et d'une perversion institutionnelle fait ce que nous avons en France, en Belgique et ailleurs: l'Église catholique est un système qui fabrique de la perversion sexuelle. Pour autant, certaines initiatives très isolées ont commencé depuis deux ou trois ans, pas plus, en Suisse. Honnêtement et intellectuellement, je dois dire que cela apparaît très monolithique, mais il y a aussi des pistes et des prises de parole qui essaient de voir comment trouver une voie de liberté et une approche qui évite le pire.

Vous le savez, dans n'importe quelle institution civile, sociale, professionnelle, quand on embauche quelqu'un, on n'est jamais sûr même si on met tous les critères, les pré-requis les uns à la suite des autres, notamment dans les ressources humaines aujourd'hui où l'on est dans l'excellence par rapport à cela, même à travers le filtre de la meilleure des ressources humaines, on arrive à laisser passer des candidats qui ne font pas l'affaire. C'est encore plus difficile lorsqu'il s'agit de sonder les profondeurs des âmes des candidats à la prêtrise. Je ne dis pas pour autant que ce que l'Église a fait jusqu'à présent est souhaitable, parce qu'elle n'a quasiment rien fait.

J'observe simplement et petitement les gens qui proposent des alternatives pour contourner ce vice institutionnel qui nous amène à cette tragédie de la pédophilie dans l'Église. Ce sont des tout petits pas, une hirondelle ne fait pas le printemps, mais c'est tellement beau à voir.

La **présidente**: Il y a encore deux questions auxquelles vous n'avez pas répondu et que Mme Dumery vous avait posées.

**Christian Terras**: Oui, sur le mode de vie. Je ne sais pas si l'on se comprend sur "le mode de vie". Ce que j'ai voulu dire c'est que, ce qui m'a amené à travailler sur l'Église et la pédophilie, c'est que je voyais de plus en plus de personnes qui n'étaient pas nécessairement sur ma ligne éditoriale, en gros catholique progressiste, pour faire court. À la faveur de mes enquêtes, je rencontrais des gens qui me disaient: "Ce serait bien que vous rencontriez telle famille, qui n'est pas du tout d'accord avec vous sur votre vision de l'Église, du catholicisme, de la théologie, etc., mais qui aimerait bien vous parler parce qu'elle porte un lourd fardeau."

Toutes ces enquêtes que j'ai sorties en 1997, une dizaine pas plus à l'époque, concernaient des familles catholiques classiques voire traditionalistes, dont les enfants étaient aux scouts unitaires de France – c'est un peu les scouts d'Europe si vous voulez, un peu les scouts musclés, le service d'ordre de l'évêque ou du pape quand il vient en France – où l'on fraie avec un certain nombre d'idées telles que le retour à l'ordre, la reconquête chrétienne, etc.

Vous voyez que la question de la pédophilie fait éclater les registres idéologiques que l'on soit de gauche ou de droite, pour faire court, parce que ce qui compte, c'est l'enfant. D'ailleurs la plupart des faits pédophiles en France, mais en Italie aussi, sont faits sur des jeunes enfants de familles catholiques qui sont très amies avec le prêtre. La maman est catéchiste, le papa est patron de la fabrique. Le prédateur pédophile ne va donc pas chercher à 10 000 lieues. Il va chercher dans la famille qui l'accueille.

Je pourrais vous raconter le cas du prêtre pédophile qui a été condamné à 18 ans de prison à Luçon en Vendée. Il était très ami avec une famille qui avait huit garçons. C'était un homme éminemment brillant intellectuellement qui parlait sept ou huit langues dont trois langues telles que l'hébreu, l'araméen, le syrien, etc.

Ce prêtre avait trouvé dans cette famille un accueil. Sans que les parents ne le sachent, et jusqu'à ce qu'ils découvrent l'horreur, il a abusé des huit enfants. Aucun des enfants ne savait que son frère était abusé par le prêtre en question. Quand cette famille a découvert cette atrocité, qu'est-ce qu'ils ont fait? En bons catholiques, ils sont allés voir l'évêque. Ils lui ont dit: "Dans un premier temps, on n'a pas cru nos enfants".

C'est cela qui va être le révélateur chez ces familles-là. On ne croit pas ses enfants parce que l'image du prêtre et de l'évêque qui le soutient est supérieure à la parole d'un enfant. Cela rejoint la parabole de Jésus. Les enfants ne doivent pas aller jusque Jésus parce qu'ils sont moins que rien. Les familles vivent cela: leurs enfants, c'est moins que rien, leur parole, c'est moins que rien.

S'il dit qu'il a été abusé par le prêtre ami de la famille... En plus, il ne le dit pas comme cela. Il le dit parce qu'il a des symptômes qui montrent qu'il n'est pas bien. Parce qu'il décompense, parce qu'il fait des cauchemars, parce qu'il tente de se suicider, à 11, 12 ou 13 ans. On ne comprend pas ce qui se passe. La famille n'est pas dans la logique culturelle de penser que l'ami de la famille,

le prêtre, a pu abuser.

**Daphné Dumery** (N-VA): Zeer kort, want ik denk dat u mijn vraag verkeerd begrepen hebt. Ik wil voorkomen dat u ons benadert met clichés. Wij zijn een commissie die bepaalde zaken moet achterhalen. Als ik u vraag op welke wetenschappelijke basis u uw vaststelling baseert, dat het gaat om het traditionele gezin, dan zegt u nu eigenlijk dat...

**La présidente**: M. Terras nous a dit qu'il se basait uniquement sur sa propre expérience. Il n'a pas dit que c'était une recherche scientifique. Il travaille depuis une vingtaine d'années sur cette question. Les cas qui lui ont été rapportés, les parents qui ont été le voir étaient issus de familles traditionnelles. On n'est pas ici dans une étude sociologique universitaire, mais dans l'expérience d'une personne qui a travaillé sur cette question.

**Christian Terras**: Tous les gens que j'ai rencontrés en Italie, en Espagne, en Amérique du Sud ou aux États-Unis sur les questions des abus pédophiles me disent que ce sont des familles souvent très catholiques, en tout cas catholiques, où les prédateurs ont sévi. Au niveau de l'investigation, je ne dis pas que c'est scientifique, mais cela fait vingt ans que je travaille là-dessus, on peut le recouper.

Ce que je veux dire aussi, et je finirai là-dessus, c'est que ces familles-là sont allées voir l'évêque, lequel a noyé le poisson, pour faire court, en disant: "Écoutez, je vais régler le problème, on connaît l'histoire." Là, il ne l'a pas nommé ailleurs, parce que c'était trop gros, mais au bout de deux ou trois ans, les parents reviennent aux nouvelles auprès de l'évêque: "Où en est-on? Avez-vous saisi la justice?" Parce que c'était cela que les parents demandaient à l'évêque: "Saisissez la justice! Dans les deux ans où vous ne nous avez pas répondu, les enfants ont causé. On a fait vérifier leurs paroles par des psychologues. Et puis, avec mon mari, on a réalisé qu'on n'avait pas cru nos enfants et que, pendant deux, trois, quatre ou cinq ans, on les avait laissés dans la solitude de leur drame et que, heureusement, quelqu'un de l'extérieur qui les a accompagnés thérapeutiquement nous a permis de comprendre que...". Alors, on va revoir l'évêque une dernière fois et on lui dit: "Qu'est-ce que vous entendez faire par rapport à cela?" Et l'évêque dit: "Je ne peux rien faire."

À ce moment-là, ces familles, et c'est une chose que j'observe à partir du début des années 1990, vont aller voir des associations de défense des

droits des enfants et vont leur demander des conseils juridiques et d'accompagnement du drame qu'ils vivent, par rapport aux voies de justice qu'il est possible de prendre.

Et ça c'est ce déclenchement, c'est-à-dire la non réponse fiable de l'évêque qui vous écoute, vous reçoit et vous donne de bonnes paroles, etc. Mais, vous avez votre progéniture qui a été abîmée à hauteur de huit, qui décompense et qui vous pose problème y compris dans votre couple. Parce qu'il y a des problèmes de couple qui sont hyper importants. J'ai vu des maris qui reprochaient à leur femme d'être trop près de la paroisse, d'y avoir trop investi et vice et versa. Il y a des règlements de compte entre couples qui sont absolument ahurissants.

C'est vous dire que l'acte de la pédophilie sur un enfant, c'est une déflagration dans la famille et qui a des effets collatéraux incroyables. Je dis simplement que ces familles-là qui, au départ, n'ont pas l'intention d'attaquer l'Église en justice, - au nom des procédures informelles qu'elles prennent avec l'évêque pour essayer d'être entendues et que celui-ci fasse ce qui est à faire - en désespoir de cause, vont s'adresser à des associations qui vont porter leurs problèmes et c'est comme cela qu'on va avoir l'affaire Pican. C'est le cas avec l'association *Les enfants bleus* qui a recueilli quatre témoignages qui étaient dispersés dans la nature, de gens qui parlaient comme ça - c'est le fameux savoir et connaître dont vous parliez tout à l'heure. Quand j'enquêtais en Normandie, on me disait "Oui, on sait qu'il s'est passé quelque chose là, c'est peut-être l'ancien curé de là..." mais pas plus. Mais quand vous rencontrez les gens, ils vous disent: "Voilà ce qu'il s'est passé, tel jour, etc."

Donc ces quatre familles qui étaient perdues dans la nature ont considéré à un moment donné que c'était invivable et cette association a porté le problème, avec un avocat brillant et compétent. C'est comme cela que l'on a l'affaire Pican et la condamnation de l'abbé Bissey. S'il n'y avait pas eu le travail de fond de ces familles catholiques lambda, classiques, pendant dix ans...

J'ai quelqu'un qui m'écrit de la Réunion en ce moment. Il a été violé quand il était jeune séminariste à l'âge de 12-13 ans dans un petit séminaire de Vendée dans l'ouest de la France. Sa famille l'a cru mais n'a jamais voulu faire de peine à l'Église comme il dit. Du coup, il a 60 ans aujourd'hui et il vit encore avec sa déstabilisation personnelle.

**Thomas Doyle:** Two things on the question of the seminaries raising paedophiles. I was in the seminary, obviously. And I have probably more experience than any of you from seminary life. Seminaries, in general, prevent a man from maturing the way he should. When I was ordained at the age of 27, or whatever, I was far less mature than my peers at the same age, because you are held back, you are told what to do, you cannot be creative, you do not have experience with women and so on.

The other issue that you were speaking about, I think is very important. It focuses on the resistance that you may have here, as a commission, to force a study of this issue from certain laypeople and others. I believe, that I have seen much what he has seen. I have seen the resistance of Catholics, especially of very conservative Catholics, because you are criticizing the bishops, you are picking on the Pope, you are criticizing priests, and they have been taught that priests, bishops and popes are sacred persons. But beneath that, this idea provides an individual, very strong, emotional security. And you do not then have to take any decisions about your spirituality. They will be made for you. Ask the priest, he will tell you what to do. Go to the sacraments, that is all you need to do.

So the issue, I think, is really the resistance and the anger that often is experienced by individuals, because of the sexual abuse problems that when it has surfaced, it has forced people to see corruption in the Church. And this is very difficult for a lot of people to accept. They cannot accept the fact that what they were taught was a sacred institution, a blameless institution, is made up of human beings who can be corrupt and can make mistakes.

One woman, who is unfortunately deceased, and was a victim herself at the age of 12, addressed a group of the age of 62 that was very resistant to the idea of challenging the Church. They were saying it is not true, it is wrong to challenge the Church. And she said clearly to them that they must not be afraid to take charge of their own spirituality, their own life; that they must be able to make their decisions, to form themselves and arrive at whether or not this or that is right, without depending on a bishop or a priest or a pope to be the middleman between them and the almighty God.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik heb een vraag voor de heer Terras in verband met de meldingsplicht in Frankrijk. Heeft die plicht enig effect op het naar

boven komen van zaken? Functioneert dat systeem?

**Christian Terras:** Sur la centaine de diocèses qu'il y a en France, l'affaire Pican sert de jurisprudence, elle a été un choc extraordinaire. C'est la peur qui sert de gouvernail dans l'approche de ces problèmes. C'est plus la peur que la volonté foncière de faire la vérité.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ziet u diezelfde meldingsplicht ook werken bij andere beroepen waarbij vertrouwelijkheid een rol speelt?

**Christian Terras:** En France, l'Éducation nationale a eu 350 instituteurs dans les années 1990 qui ont posé des problèmes de pédophilie. Le système d'alerte qu'a mis en place l'Éducation nationale par rapport à ce type de comportements fonctionne bien. Aujourd'hui, dans l'Éducation nationale, il y a très peu de cas, à la marge, par rapport à la mise en place de ce système. Ce système fonctionne. Dans l'Église catholique, on en est au début. C'était en 2002, 2003, mais il est vraiment opérationnel depuis 2004, 2005.

Une autre affaire dont je n'ai pas parlé, même si elle n'a pas eu d'incidence juridique, va avoir une incidence importante dans le *background* des évêques, c'est l'affaire di Falco. Cet évêque auxiliaire de Mgr Lustiger à Paris a été accusé de pédophilie. On l'a révélé à l'époque avec *L'Express*. Le délai de prescription, dix ans à l'époque, était passé. La justice a décidé de classer l'affaire sans suite. Il y a eu une bonne instrumentalisation du cardinal Lustiger à l'époque pour que la justice fasse ce travail. Des policiers étaient en mission, en instruction pour trouver des victimes qui échappaient à la fameuse prescription de dix ans.

Mgr di Falco y a échappé. Il est aujourd'hui évêque. Le cardinal Lustiger savait, puisqu'il avait fait faire une enquête interne. Là aussi, la raison d'Église a fonctionné avec la raison d'État. Si je dis cela, c'est que cette affaire di Falco, qui est venue se greffer à l'affaire Gaillot dont j'ai parlé tout à l'heure et à l'affaire Pican a été un déclencheur quant au sérieux qu'il fallait prendre par rapport à cette procédure d'alerte et de signalement à la justice. Jusqu'à l'affaire di Falco en 2002, 2003, certains évêques louvoyaient par rapport à la position officielle de l'Église, qui était de saisir la justice directement. L'affaire di Falco les a calmés très sérieusement.

Je peux l'observer dans mes différentes enquêtes

sur le terrain. Je l'ai vu notamment en 2010 quand il y a eu environ 15 affaires de pédophilie en France entre fin décembre et le mois de juin. Ce n'étaient pas des petites affaires, puisqu'il s'agissait du vicaire épiscopal d'Angoulême, du vicaire épiscopal de Sens-Auxerre... Je vous parlais tout à l'heure du directeur de *Radio chrétienne* à Rouen.

Cela a secoué les évêques. Là, j'ai pu voir qu'ils étaient contents de trouver le mode opératoire qui avait été mis en place en 2002. Et qu'ils le faisaient fonctionner. Je ne dis pas qu'il n'y a pas des évêques qui attendent le dernier moment pour y aller. De la même manière, reste la question de la réinsertion de ces prêtres quand ils sortent de prison.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Is die meldingsplicht in Frankrijk ook van toepassing op andere mensen met een beroepsgeheim zoals artsen of verpleegkundigen? Vallen ook zij daaronder?

**Christian Terras**: En France, oui. Toute personne qui est témoin d'un crime, quel qu'il soit, même dans l'exercice de sa profession et dans son secret professionnel, doit alerter les autorités compétentes.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Quelles pistes pourriez-vous nous donner en termes de suivi de réinsertion des prêtres condamnés, alors qu'ils réintègrent l'Église - parce que, souvent, les évêques nous l'expliquent, et c'est la même chose partout: "On ne va pas laisser Untel sur le côté, on ne réduit d'ailleurs pas à l'état laïc"? Donc, ils font toujours partie de l'Église. Comment assument-ils, à votre connaissance, le suivi?

**Christian Terras**: Pour les enquêtes que j'ai faites récemment sur le suivi de ces prêtres qui sortent de prison pour des peines de pédophilie, je dis que c'est très problématique. Cela pose énormément de questions.

Quand j'interpelle l'archevêque de Toulouse, qui est un évêque qui compte dans l'épiscopat français, sur la réinsertion de deux prêtres pédophiles dans son diocèse, après avoir purgé des peines de prison, il me répond: "Ce sont des peccadilles". Si je lui envoie un questionnaire d'une dizaine de problématiques sur lesquelles je lui dis: "Vous serez plus à l'aise de répondre, non pas au téléphone, et je publierai *in extenso* vos commentaires et vos réponses à mes questions"... ces questions n'étaient pas du tout frontales, qui étaient: "Comment envisagez-vous?

Êtes-vous sûr que le suivi thérapeutique qu'il a eu en prison donne des garanties par rapport au fait qu'il ne rechutera pas?" "Est-ce que vous pensez que la communauté chrétienne dont il va être le pasteur doit être informée des difficultés qu'il a eues dans son ministère précédent?" Il s'agissait donc de questions ouvertes, auxquelles il a refusé de répondre. J'ai eu plusieurs cas comme ça.

Pour répondre très rapidement, je ne suis pas très optimiste quant à la réinsertion de ces prêtres dans le tissu ecclésial et pastoral. Et cela m'amène à dire, et c'est pourquoi j'ai fait ce préliminaire tout à l'heure sur la pédophilie concernant le cœur même et les fondements du christianisme, que les évêques n'ont toujours pas réalisé ce que cela veut dire, même si le prêtre a fait de la prison.

J'ai aussi travaillé beaucoup avec des psychanalystes et des psychologues sur les prêtres pédophiles en cure. Je n'ai pas de statistiques bien entendu, c'est trop compliqué; simplement, j'ai rencontré plusieurs psychanalystes qui ont des prêtres en cure et notamment pédophiles: 10 % des prêtres pédophiles arrivent à reconnaître qu'ils ont été responsables d'un acte criminel, sinon délictueux, 10 % ! Les autres sont dans le déni.

Je prends l'exemple d'un prêtre qui a été une figure emblématique dans le catholicisme français parce que prêtre et médecin humanitaire. Il faisait la une de tous les journaux catholiques. Il se trouve que, en Afrique, il y a eu des accusations de pédophilie contre lui et qui se sont avérées exactes. C'est une procédure qui a duré cinq ans et qui a été très difficile. J'ai enquêté dessus. Ce prêtre a été condamné à huit ans. Il est sorti de prison. Il est tellement dans le déni de ce qui s'est passé qu'il va saisir la Cour de justice européenne pour révision de son procès.

Je dirais donc que je ne suis pas sûr que les évêques aujourd'hui, après la tourmente qui a touché l'Église catholique en 2010, aient tiré toutes les conclusions nécessaires de ce phénomène globalement, et notamment par rapport à la réinsertion de ces prêtres. La proposition que j'ai, quand je peux discuter avec un évêque ou responsable de séminaire, c'est que ces prêtres-là, je comprends qu'ils ne soient pas au ban de l'Église à partir du moment où ils ont payé leur dette en faisant de la prison. Je ne suis pas pour la mort du pécheur. Je dis simplement qu'on n'a pas les garanties aujourd'hui dans l'Église d'une institution qui est garante d'un accompagnement thérapeutique, humain et

professionnel pour que ces personnes exercent pleinement leur ministère sans dérives et rechutes potentielles.

Pour ce faire, je dis que ces prêtres peuvent rendre d'énormes services à l'Église, notamment dans les archives, dans des bibliothèques, dans des registres où ils ne sont pas confrontés à des enfants. Je pense qu'il y a des lieux dans l'Église qui ne manquent pas d'activités où les prêtres ne sont pas confrontés à des enfants et pour lesquels ils peuvent avoir une mission, ils peuvent s'investir.

Pour finir sur ma phase un peu enquête psy, informelle, mais recoupée par plusieurs psys que j'ai rencontrés, on est quand même en dehors de la question de la pédophilie chez les prêtres et dans le déni, par rapport à des prêtres qui viennent consulter – me disent des psys, chrétiens ou pas chrétiens –, on est quand même dans un pourcentage très faible de prêtres qui vivent de manière épanouie leur célibat. Exemple à ma gauche.

On a 10, 15, 20 % des prêtres qui vivent de manière épanouie leur célibat parce qu'ils savent le sublimer par des dons personnels qu'ils peuvent avoir sur le plan artistique, sur le plan militant, sur le plan théologique, etc. On a une grande catégorie de prêtres qui sont des gens formidables, qu'on connaît tous, mais dont beaucoup, lorsqu'ils sont devenus prêtres, ont pris le célibat dans le packaging parce qu'il en faisait partie, mais ils ne l'ont pas nécessairement choisi. Ces prêtres-là vont vivre le célibat, eux, pour une partie, sainement, en le transgressant. C'est-à-dire qu'ils vont avoir une copine, une compagne ou, de plus en plus – j'observe cela dans mes enquêtes – des copains, des compagnons.

Dans le cadre d'une relation hétérosexuelle ou homosexuelle disons clandestine, un certain nombre de prêtres, qui considèrent qu'ils ne peuvent plus vivre sainement et de manière équilibrée leur célibat, vont s'autoriser des transgressions adultes, normales, saines, pour pouvoir vivre ce célibat, tout du moins en apparence.

La **présidente**: Monsieur Terras, je ne voudrais pas partir de manière impolie, mais on m'attend ailleurs. Vous pouvez continuer vos travaux, je ne les arrête pas.

Je dois vous quitter, mais, avant, je voulais vous remercier tous les deux. C'était vraiment très intéressant. Je vous laisse aux mains du vice-

président, M. Van Hecke. Je vous quitte et vous remercie encore pour votre venue dans cette commission.

*Voorzitter: Stefaan Van Hecke.*

*Président: Stefaan Van Hecke.*

**Christian Terras**: Je voudrais terminer sur le troisième point. Il va nous rester entre 4 %, dont j'ai parlé officiellement, et 6 ou 8 % de prêtres qui vont complètement décompenser dans leurs ministères. Là, nous sommes dans la transgression qui n'est ni adulte ni saine; nous sommes dans la transgression criminelle, délictuelle vis-à-vis de l'enfant. Nous aurons alors 4, 6 ou 8 %, suivant les pays, de population "fragile", que l'Église a accompagnée, mais en révisant radicalement l'approche qu'elle en avait jusqu'à présent.

**Thomas Doyle**: I would like to answer your question in one sentence: no priest who has ever violated a child should ever be allowed to function an active ministry again. No teacher who has ever violated a child in a school should ever be allowed to teach in a school again. Violating a child is a serious crime. It is the ruination of that child's life. There is nothing special about a priest who is a sexual violator or a sexual pervert. He is no different than anyone else. So, no matter what the bishops say, or their provincials or anybody else, how much talk you can give to this, there is no excuse for allowing any priest who has been convicted of child abuse, for ever functioning in ministry, where there is any risk, again.

De **voorzitter**: Dat zijn mooie woorden om vandaag af te ronden. Mijnheer Terras?

**Christian Terras**: Juste une incise sur la question de la prescription.

Si votre commission pouvait avancer sur le travail des victimes dont les faits sont prescrits pour qu'elles puissent avoir un jour proche le statut de victime quand même.

Je prendrai un exemple qui me tient à cœur et par rapport au travail que vous faites, quand je vois Mgr di Falco, pérorer dans les médias pour promouvoir le cd de son groupe de prêtres Spiritus Dei chez Michel Drucker, Patrick Sébastien, que pensez-vous que pensent les victimes dont les faits sont prescrits quand ils voient leurs prédateurs encensés, mis en scène sur une musique religieuse spirituelle?

Pour eux, si vous pouviez au niveau des faits

prescrits trouver une voie qui permette à cette personne d'être reconnue comme victime, je pense que vous permettriez à ce combat de faire une avancée considérable.

Le **président**: Merci beaucoup, monsieur Terras, mister Doyle. Merci d'être venus ici et, pour M. Doyle, you have other meetings this week. So, I wish you good luck and success this week.

**Thomas Doyle**: Thank you very much.

*La réunion publique de commission est levée à 18.20 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.20 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 16 FEVRIER 2011

Matin

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 16 FEBRUARI 2011

Voormiddag

La séance est ouverte à 13.11 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 13.11 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de M. Marc Verwilghen, ancien ministre de la Justice**

**Hoorzitting met de heer Marc Verwilghen, gewezen minister van Justitie**

La **présidente**: Chers collègues, je propose que nous entamions nos travaux. Comme vous le savez, trois ministres ou anciens ministres nous rejoignent cet après-midi pour aider cette commission. Nous commencerons par entendre M. Marc Verwilghen, ancien ministre de la Justice de 1999 à 2003 qui était présent lors de la Commission Halsberghe dont il a été question au sein de cette commission. En outre, monsieur Verwilghen, vous avez été président de la commission d'enquête Dutroux. Par conséquent, la problématique des abus sexuels et des victimes ne vous est pas inconnue. Enfin, vous avez également été cité par une association de défense des droits des victimes Mensenrechten in de kerk qui était venue vous voir lorsque vous étiez ministre de la Justice.

Tous ces éléments ont fait que la commission souhaitait vous entendre et vous poser des questions sur la période allant de 1999 à 2003. Nous vous donnons tout d'abord la parole pour votre exposé et, ensuite, nous procéderons aux questions. Vous connaissez la procédure de la Chambre; vous savez comment cela se passe en commission. Je ne vais pas vous l'apprendre! Vous avez davantage d'expérience que moi. Je vous cède donc immédiatement la parole.

**Marc Verwilghen**: Mevrouw de voorzitter, dames en heren volksvertegenwoordigers, zowat drie weken geleden werd ik telefonisch gecontacteerd door uw secretaris, die mij gevraagd heeft om vandaag voor uw commissie te komen.

Naar ik uit haar uitleg heb begrepen, ging het over het beleid dat ik heb gevoerd in de periode 1999-2003, met betrekking tot de strijd tegen seksueel misbruik en pedofilie in het algemeen, maar ook in de relatie die uw commissie bezighoudt. Natuurlijk zal ik ook antwoorden op de vragen die de commissieleden zouden willen stellen.

Mijn uiteenzetting zal grosso modo vijf kleine delen inhouden, namelijk een korte inleiding, het beleid dat in mijn periode werd gevoerd, het strafrechtelijk beleid van het College van procureurs-generaal, klachten met betrekking tot deze specifieke onderwerpen en enkele nabeschouwingen.

Ik beschik natuurlijk niet meer over een administratie die mij toelaat om tot in de details te kunnen nagaan wat er zich in die periode exact heeft afgespeeld. Ik heb ook geen parlementaire medewerker meer. Ik heb, zoals u weet, het politieke halfroond ondertussen verlaten. Ik ben dus zelf in het archief gedoken. Dat was geen sinecure. Vergeef het mij, maar indien er onnauwkeurigheden zijn, dan zijn die voornamelijk te wijten aan het feit dat de feiten waarover wij vandaag zullen spreken, hebben plaatsgegrepen tussen twaalf en acht jaar geleden. Dat is toch al een behoorlijke poos. Mocht men u vragen wat u op een bepaalde datum acht of twaalf jaar geleden exact hebt gedaan, dan weet ik niet of u

daarop voor de vuist weg zou kunnen antwoorden. Ik vermoed van niet.

In januari 2009 heb ik het genoeg gehad om in Brugge aan een debat over Justitie deel te nemen, in aanwezigheid van mijn confrater en uw collega Renaat Landuyt en een vertegenwoordiger van de huidige minister van Justitie, Stefaan De Clerck. Ik heb toen bij wijze van inleiding met een boutade gezegd dat elke minister van Justitie de minister van Justitie van zijn of haar ambtsperiode is.

Daarmee heb ik willen zeggen dat men niet van een wit blad vertrekt. Er is geen tabula rasa. Men kan niet alles vanaf nul herschrijven. Men is als inkomend minister van Justitie slechter bedeed dan degene die een nalatenschap krijgt toegewezen, want die zou die nalatenschap nog kunnen verwerpen of kunnen aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving, maar voor een intredende minister van Justitie is dat dus niet mogelijk. De krijtlijnen van zijn beleid zijn op voorhand vastgelegd, want daarvoor dienen de regeringsonderhandelingen en het regeerakkoord dat is afgesloten. Men wordt willens nillens geconfronteerd met een aantal incidenten tijdens de ambtsperiode, *les incidents de parcours*. Dat is het leven van een minister van Justitie in België. Het is niet gecompliceerder dan dat.

Waarom heb ik dat gezegd op dat ogenblik? Wel, omdat in de periode tussen juli 1999 en juni 2003 ik mij in hoofdzaak, als ik dat mathematisch zou moeten uitdrukken, gaat het over meer dan driekwart van de werkprestaties en inspanningen die ik in die periode heb geleverd, toegespitst heb op de realisaties van het regeerakkoord. Wat was dat regeerakkoord? Dat was in hoofdzaak de omzetting van de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie, u hebt daarstraks de naam gebruikt, ik heb die naam nooit gebruikt, voor mij is dat de parlementaire onderzoekscommissie van de vermoorde en de vermiste kinderen.

Mevrouw de voorzitter, het is een understatement wanneer ik u zeg dat ik als lid van die parlementaire onderzoekscommissie doordrongen was van die aanbevelingen. Dat is trouwens de meest recurrente kritiek die men tegenover mij heeft geuit. Men heeft gezegd dat ik steeds bezig was met de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie van de vermoorde en vermiste kinderen, er zijn nog wel andere dingen die in de justitie foutlopen.

Dat is misschien ten dele juist, maar men blijkt dan toch uit het oog verloren te zijn dat in die

periode 300 000 mensen vreedzaam hadden betoogd over deze aangelegenheid. Er wordt nu terug vreedzaam betoogd, maar voor andere zaken die moeten bekomen worden. Ik wil u maar zeggen dat de kracht van de vox populi niet mag worden onderschat.

Ik wil er toch ook nog eens aan herinneren dat én de politieke wereld én de justitiële wereld én de politiewereld gezworen hadden, dure eden die ze gezworen hadden, dat dit nooit meer zou gebeuren en zou plaatsgrijpen. Ik was dus exact afgelijnd in datgene dat ik diende tot stand te brengen.

Mevrouw de voorzitter, mijn beleid is daarop trouwens in hoofdzaak geconcentreerd geweest. Ik nodig u uit het regeerakkoord van de eerste paarse regering, van Verhofstadt I te lezen, dan zult u merken met betrekking tot justitie waarop dat beleid was toegespitst en dan zult u al die aanbevelingen terugvinden.

Mevrouw de voorzitter, ik bespaar u trouwens de lectuur van deze aanbevelingen. Een van de leden van mijn parlementaire onderzoekscommissie en ook een eminent lid van uw onderzoekscommissie heeft dat in die periode in het halfroond gedaan en heeft daarvoor, terecht, zijn tijd genomen. Ik zal dat dus niet herhalen, maar ik grijp toch wel even terug naar datgene dat toen beslist werd door het Parlement. Wij hebben dat in twee tijden gedaan. U weet dat die parlementaire onderzoekscommissie twee rapporten heeft ingeleverd.

In het eerste rapport, de eerste reeks aanbevelingen, hebben wij drie thema's aangesneden. Het eerste thema, en dan zit ik reeds voor een stuk in het beleid dat moet toegelicht worden, had betrekking op slachtoffers. Dat was voor ons toen het belangrijkste en was voor mij trouwens ook het belangrijkste. Het gaat over de manier waarop men die slachtoffers opvangt, bijstand verleent, de manier waarop men hun toegang verleent tot het strafdossier, de manier waarop zij een rol in dat strafproces zullen vertolken en ook de manier waarop zij, op het ogenblik dat er een strafuitvoering komt, namelijk de voorwaardelijke invrijheidstelling, toch zouden moeten geraadpleegd worden indien men van plan is om een dader al of niet voorwaardelijk in vrijheid te stellen.

Het tweede is het politionele onderdeel. Dit werd gekenmerkt door twee heel belangrijke tekortkomingen. Ten eerste de politieoorlog, waarop ik niet zal ingaan. We hebben vandaag

gekozen voor de politiezorg die gestructureerd moest worden op twee niveaus: het federale en het lokale niveau.

Ik zal het echter voornamelijk hebben over het gemis aan wettelijk kader dat men vaststelde op het ogenblik dat men bijvoorbeeld bijzondere opsporingsmethodes wilde toepassen. Het ging toen ook over – dit is, vrees ik, vandaag nog steeds actueel en daarom zal u een aantal zaken die ik vermeld herkennen, ook al zijn we reeds twaalf of acht jaar later – het opvoeren van het professioneel niveau van de onderzoeksverrichtingen, maar ook van de onderzoekers die zich met de zaak bezighouden. Er is ook de wettelijke regeling van het opsporingsonderzoek, met inbegrip van de proactieve recherche. Dit laatste was destijds een grote lacune.

Het ging ook over het werken met informanten. Sta me toe het u te zeggen, mevrouw de voorzitter, maar in die periode was het zoals in de Far West: er was niets geregeld. Men deed dus van de politieoverheid uit, datgene waarvan men dacht dat men het noodzakelijkerwijze moest doen en dit zonder enig wettelijk kader, laat staan zonder enig wettelijk vangnet.

Er was ook een derde onderdeel, namelijk het gerechtelijk onderdeel. Dit had voornamelijk betrekking op het strafrechtelijk beleid, maar hierover zal ik straks meer vertellen. Het had ook betrekking op de verbetering van de informatie-uitwisseling tussen de parketten, wat, als u het mij de dag van vandaag vraagt, nog steeds actueel is. Men wilde een nieuwe taak of een nieuwe definitie geven van wat een korpsoverste moest doen en van wat procureurs-generaal moesten doen, waarbij ik voornamelijk spreek over de parketten.

Er is ook het gebruik van nieuwe bewijsmiddelen. Men zou beroep doen op getuigen die anoniem of beschermd waren of, zoals zelfs in de commissie ter sprake gekomen is, mensen die uit het milieu kwamen en die bereid zouden zijn geweest om tegen strafvermindering een verklaring af te leggen. Dit is de fameuze 'pentiti regeling', welke er overigens nooit gekomen is. De commissie had dit beslist maar iedereen weet waar het probleem zich voordeed.

Men had het toen ook over de preventie van recidive bij seksuele delinquentie. Dit betreft de wet over de bescherming van de maatschappij. Die titel van deze wet van 1930 – excuseer mij voor deze titel – luidt "de wet tegen de abnormale en gewoontemisdadigers". Eigenlijk gaat het om

de psychiatrische delinquenten. De 'Derochettes' in de affaire Loubna Benaïssa zullen ongetwijfeld nog veel zeggen aan de leden van deze commissie.

Ten slotte is er een aanpassing aan de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling. Dit was het eerste deel van de aanbevelingen.

Thans kom ik tot het tweede onderdeel van de aanbevelingen. Dat is een goed jaar later gekomen. Dat hield voornamelijk de oprichting van een federaal parket in. Men had immers ingezien dat in sommige omstandigheden de gewone lokale parketten, de 27 parketten in de 27 arrondissementen, een onvoldoende antwoord konden bieden. Het bevatte ook het opdrijven van het wetenschappelijk onderzoek omtrent seksuele delinquentie en pedofilie, de specialisatie en internationalisering bij de coördinatie, het aanleggen van een gegevensbank inzake seksueel misbruik van minderjarigen en ondervragingsmethodes van slachtoffers van seksuele misdrijven. Bij dat laatste had men vooral twee zaken op het oog, met name het invoeren van de audiovisuele technieken en het ontslaan van personen van het beroepsgeheim en hen de mogelijkheid bieden het spreekrecht te gebruiken.

Van bij de opstart van mijn kabinet heb ik mij over die twee reeksen aanbevelingen gebogen. Ik heb daarvoor een beroep gedaan op de onvolprezen Christian Maes, voor wat het seksueel misbruik van kinderen betreft, en op Marc Timperman en Philippe de Koster, voor wat de bijzondere technieken en het doorvoeren van bepaalde aanpassingen aan de wet op de getuigenissen betreft, beiden magistraten die thans in de hoogste rechtsmacht, het Hof van Cassatie, aan de slag zijn.

Mevrouw de voorzitter, thans wil ik iets zeggen over het gevoerde beleid. Ik zou gemakkelijk kunnen verwijzen naar de beleidsbrieven die ik heb geschreven. Telkens er een begroting werd ingediend, in 2000, 2001, 2002 en 2003, zijn er omstandige beleidsbrieven geweest die zeer uitvoerig werden besproken in de commissie voor de Justitie in de Kamer, in de commissie voor de Justitie in de Senaat – hoewel die geen uitstaans had met de begroting werd het toch gedaan –, en in de plenaire vergadering. Die werden daar goedgekeurd, vaak meerderheid tegen oppositie, maar dat is nu eenmaal het spel van de begrotingsregels. Zij passeerden er telkenmale de revue.

Het is misschien belangrijk te zeggen dat niet enkel werd aangekondigd welke stappen zouden worden ondernomen. Er zijn ook wetten uit voortgevloeid, wettelijke kaders die ontbraken en die aanleiding hebben gegeven tot de twee reeksen aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie die ik heb voorgezeten.

Er is de uitvoering van de Octopusakkoorden inzake de gerechtelijke pijler in de politiesamenwerking. Er is ook de opstelling van het veiligheidsplan. Dat is belangrijk, want het was geen aanbeveling van de parlementaire onderzoekscommissie. De regering had gekozen voor het veiligheidsplan. Ik herinner u eraan dat het eerste veiligheidsplan van 2000 startte met tien prioriteiten die men wenste door te voeren en die dus ook moesten worden vertaald op het vlak van strafrechtelijk beleid. In hoofdstuk 5 ervan zie ik het maximaal voorkomen van seksuele misdrijven.

Er zijn een tiental inspanningen die op dat vlak dienden te worden geleverd. Elke prioriteit kende een veiligheidsschakel die moest worden doorlopen. Welke maatregelen onderneemt men om preventie in de hand te werken? Welke maatregel neemt men op het ogenblik men repressief moet optreden? Welke maatregelen neemt men in de nazorg, na de repressie, indien men moet opvolgen, zowel voor de slachtoffers als de daders?

De snelle en humane rechtsbedeling was voornamelijk toegespitst op het slachtoffer van in het begin van de procedure, alsook tijdens het proces, waarbij we dan ook specifieke inspanningen hebben gedaan met slachtofferzorg en herstelconsulenten. Men heeft dan voor het eerst de herstelconsulenten ingevoerd, die tussenkwamen als een soort van schakel tussen de dader en het slachtoffer, om de zaken die moeilijk liepen, toch wat te vergemakkelijken.

Ook in de strafuitvoering en in het penitentiaire beleid had men het over de straf met de opvolging. U weet dat een straf wordt uitgesproken, maar dat men daarna vaak een veiligheidsmaatregel van terbeschikkingstelling aan de regering treft. We hebben dat ook willen invullen. We hebben dat ook niet willen linken aan een korte termijn, maar aan een lange opvolging, omdat we weten dat seksuele misdadigers nu eenmaal het type misdadigers zijn die regelmatig hervallen.

De getuigenbescherming is tot stand gekomen. De wet op de bijzondere opsporingsmethoden

heeft het daglicht gezien en is sindsdien van toepassing.

Er is nog iets dat niet opgenomen was in de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie, maar dat erg belangrijk is. België is een absolute precursor geweest in Europa, maar ook in de wereld, door als eerste een wetgeving voor de strijd tegen de informaticacriminaliteit door te voeren. U denkt bij informaticacriminaliteit misschien alleen maar aan informatica. Een van de terreinen bij uitstek om in de informaticacriminaliteit aan de slag te kunnen, was echter precies de pedofilie en kinderpornografie, die natuurlijk bijzonder welig tierde, en een zeer grote bron van inkomsten voor de georganiseerde criminaliteit betekende.

De strafuitvoeringsrechtbank heeft in die periode het daglicht gezien, weliswaar in zijn embryonale vorm en niet zoals we die vandaag de dag kennen. De toegang tot het strafdossier gedurende het onderzoek is geregeld geweest. Het federaal parket is tot stand gekomen. Dat is toch wel een erg belangrijk instrument gebleken.

Het werkstuk waar ik het meest fier op ben uit die periode, mevrouw de voorzitter, is de strafrechtelijke bescherming van de minderjarigen. Daarin zijn immers twee zaken geregeld geweest, namelijk in de eerste plaats het audiovisueel verhoor door gespecialiseerde politiemensen van minderjarigen die omtrent zedenfeiten bepaalde verklaringen moeten afleggen. Daarnaast werd de mogelijkheid geboden aan mensen die gebonden zijn door hun beroepsgeheim, daarbij denk ik aan geneesheren, advocaten, mensen uit de welzijnssector, wanneer ze de laatsten waren in de schakel die nog een kind kon beschermen, dan eisten we van hen, of gaven we aan hen de mogelijkheid in voorliggende wet om te spreken. Indien die personen niets zouden ondernemen, dan was het kind verloren. Ze moeten dus spreken, ze mogen spreken. Men verkreeg een spreekrecht. Indien men dat spreekrecht niet gebruikt, dan maakt men zich plichtig aan schuldig verzuim. We hebben dus die wet gecreëerd in 2000.

Het is een understatement om te zeggen dat om al die zaken tot een goed einde te brengen ik mijn handen de vier jaren van mijn ambtstermijn vol heb gehad met deze realisaties. Die realisaties vorderden soms bijzonder moeizaam. Nu kan ik daar vanop een afstand naar kijken maar ik vind mij nog altijd behoorlijk op als ik zie welke stappen en welke hindernissen soms moesten worden genomen, welke taboes moesten worden

doorbroken en welke vooringenomenheid er bestond op het terrein. Het is werkelijk hemeltergend dat het allemaal zo traag is verlopen, spijs de dure eden die werden gezworen.

Ik kom tot het onderdeel strafrechtelijk beleid en de verstandhouding met het College van de procureurs-generaal. In het colloquium waar ook collega Landuyt aanwezig was, heb ik gezegd dat Justitie het enige departement is waar de drie klassieke machten, de wetgevende, uitvoerende en rechterlijke macht rechtstreeks met elkaar in contact komen. Rechtstreeks, dat betekent ook met alle spanningsvelden daaraan verbonden. Ik zal proberen daarvan enkele illustraties te geven.

Het strafrechtelijk beleid wordt geacht gerealiseerd te worden. In mijn tijd waren er maandelijkse samenkomsten van het College van procureurs-generaal onder het voorzitterschap van de minister van Justitie. Men zou kunnen denken dat, als het gebeurt onder het voorzitterschap van de minister van Justitie, hij dan wel de richting zal aangeven. Vergis u echter niet; krachtens de wet had de minister van Justitie het voorrecht om het College van procureurs-generaal voor te zitten, maar in die functie is er geen moeilijker moment dan dat voor te zitten. Dat is geen sinecure. Ik wil hoegenaamd niet natrappen naar de personen die ik in die periode heb ontmoet. Met velen van hen heb ik persoonlijk een goede band opgebouwd.

Ik had al eens een preview gekregen toen ik nog voorzitter van de parlementaire onderzoekscommissie was. Ik had het voorrecht bij de toenmalige minister van Justitie Stefaan De Clerck, en dat zal wel een uitzondering geweest zijn, om een College van procureurs-generaal onder het voorzitterschap van de toenmalige procureur-generaal van Antwerpen te mogen meemaken. Ik kwam er enkel om de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie toe te lichten. Ik kan u verzekeren dat dit niet als een feest werd aanzien, integendeel.

Ik voelde dat het een heel besloten zitting werd vanaf het moment dat ik met een van de aanbevelingen van de commissie kwam aanzetten. Het was bijna verstikkend. Dat was niet de *cup of tea* van dit College. Laat dat duidelijk zijn. Ik heb moeten doorzetten om de zaken die het Parlement had beslist erdoor te krijgen.

Ik zal niet zeggen dat men het niet wou uitvoeren, zo ver ga ik niet. Het enthousiasme was echter bijzonder gering, bijzonder laag. Men maakte mij

voortdurend opmerkingen waarom iets niet kon, niet waarom iets kon. Waarom iets niet kon, dat was het eerste dat ik op mijn bord kreeg geserveerd. Dus werden al die thema's afgehandeld *au fur et à mesure*. De tijd verliep, het was soms een processie van Echternach, in die zin dat men soms een paar stappen achteruit moest zetten, herbeginnen, er terug mee aankomen, wachten tot er een beter moment kwam om de volgende stap te kunnen zetten.

Ik heb die beleidsperiode even nagekeken. Als ik kijk wat er gerealiseerd is – de juristen onder ons zullen dat wel weten – zijn de circulaires van het College van procureurs-generaal de COL's. Er zijn in die periode heel weinig COL's gerealiseerd. Het moest bijna allemaal bij ministeriële omzendbrief omdat men binnen het College niet akkoord kon raken over de aanpak ervan en ik toch wel vooruitgang wou boeken. Er is bijvoorbeeld een ministeriële richtlijn met betrekking tot het audiovisueel verhoor van de minderjarige die seksueel misbruikt is. Geen collegierichtlijn. Er is een ministeriële richtlijn met betrekking tot de opsporing van vermiste personen. Geen collegierichtlijn. Er is een ministeriële richtlijn inzake het vervolgingsbeleid pedofilie en inbreuken tegen de goede zeden. Geen collegebeslissing. Er is een ministeriële omzendbrief met betrekking tot kinderpornografie. Dan is er een circulaire van het College van procureurs-generaal inzake de informatie die overgebracht moest worden naar slachtoffers op een ogenblik waarop de voorwaardelijke invrijheidstelling van een verdachte die zedenfeiten had gepleegd ter sprake zou komen. Dat is een collegebeslissing. Er is ook een omzendbrief gekomen over de proactieve recherche. Er zijn samenwerkingakkoorden gekomen in die periode – dat was niet zo eenvoudig – tussen de parketten en Child Focus met betrekking tot kinderpornografie en kindermisbruik. Er is ook de oprichting geweest van een werkgroep-Beatrijs Van Oudenhove met betrekking tot misbruikte kinderen.

Dan hebben we heel lang gediscussieerd over een voorstel van richtlijn van het College van procureurs-generaal waarbij men inlichtingen over zedenfeiten kenbaar wilde maken aan overheden of werkgevers van die daders wanneer die daders nog activiteiten uitoefenden waarmee ze nog regelmatig in contact zouden kunnen komen met minderjarigen. Er is een heel moeilijke articulatie geweest met het College van procureurs-generaal omtrent deze materie. Ik geef u een klein voorbeeld. Het is maar een anekdote en het heeft zelfs niet onmiddellijk iets te zien met uw

werkzaamheden.

Men vroeg in Charleroi de invoering van een pilootproject met betrekking tot videoconferentie voor aangehouden misdadigers die in de gevangenis van Jamioulx zaten, een verzoek van de rechterlijke macht zelf. Ik ben daarop ingegaan tot grote tevredenheid van de heer Lacroix, de voorzitter van die rechtbank en ook toenmalig onderzoeksrechter. Dat zinde echter duidelijk een procureur-generaal niet. Die procureur-generaal heeft tegen de beslissingen die de correctionele raadkamer toen heeft geveld hoger beroep aangetekend. De procureur-generaal heeft mij daarvan niet in kennis gesteld. Dat hoger beroep is afgehandeld. Men heeft de procureur-generaal gevolgd en gezegd dat een videoconferentie van een aangehouden verdachte die niet verschijnt voor de kamer van inbeschuldigingstelling en die in een televisiebeeld opgenomen en doorgestraald werd naar de raadkamer niet kon. Men keurde dat niet goed. Dat was een beslissing van de rechterlijke macht. Hij liet de cassatietermijn verstrijken om dan doodgemoedereerd op een van de colleges met een grote glimlach te komen zeggen dat het was afgevoerd.

U kan begrijpen dat dit mij, als toenmalig minister van Justitie, bijzonder gestoord heeft. Mevrouw de voorzitter, het stoort mij tot op heden nog altijd. Ik wil dat niet onthouden aan deze commissie. Het is geen kwestie van natrappen, maar ik blijf erbij: de houding van het college is bij momenten bijzonder moeilijk om te handelen zoals nochtans afgesproken en zoals nochtans beslist door een regering én een Parlement.

Trouwens, als ik het college wou kriebelen, wist ik wel hoe ik het college moest kriebelen. Het was voldoende dat ik rechtstreeks contact opnam – ik heb dat gedaan – met de Raad van de procureurs des Konings. Ik heb ook rechtstreeks contact opgenomen met de Hoge Raad voor de Justitie. Ik heb ook rechtstreeks contact opgenomen met het federaal parket, op het ogenblik dat het gesticht was. Dat kon in de ogen van het College niet want zij aanzagen zich als het tussenschot tussen de minister van Justitie – lees, de regering – aan de ene kant en de rechterlijke macht aan de andere kant.

Krachtens de wet is dit voor bepaalde zaken zo, maar dit is geen algemene regel. Ik wil u maar zeggen dat het voeren van een strafrechtelijk beleid geen sinecure en geen evidentie is. Uw commissie moet dat weten en moet daar misschien toch ook enkele conclusies aan vastknopen.

Ik wil ook iets zeggen over de klachtenbrieven. Als men minister van Justitie is, krijgt men heel veel klachtenbrieven over de werking van Justitie. Tijdens mijn ambtsperiode – ik heb het opgezocht – zijn er meer dan 9 450 klachtenbrieven van individuele burgers verstuurd naar de minister van Justitie. Die hadden heel vaak betrekking op lopende zaken. Dat is een bijzonder delicate aangelegenheid. Men kan daar eigenlijk, als minister van Justitie, niet in tussenkomen. Maar om toch blijk te geven dat het mij ernstig was, heb ik die bezorgd hetzij aan de korpsverste die voor de materie bevoegd was, hetzij aan het federaal parket en soms ook aan de Hoge Raad voor de Justitie van zodra zij haar klachtenafdeling – daar is ook een klachtenafdeling verbonden aan de werking van de Hoge Raad voor de Justitie – had ingericht.

Nu ga ik er wel bijzeggen, mevrouw de voorzitter, dat ik heb nagekeken hoeveel van die klachten betrekking hadden op seksueel misbruik. Op die 9 450 brieven zijn er 143 die betrekking hebben op “abus d’enfants” – kindermisbruik – in het Waalse en Brusselse gedeelte van het land en 56 in Vlaanderen. In materie van “viol” – verkrachting – 15 in Wallonië en 31 in Vlaanderen op die vier jaar tijd. Zedendelicten – “outrage aux bonnes moeurs” – 4 in Wallonië en Brussel, en 14 in Vlaanderen.

Zoals ik u al heb gezegd, is het uiterst delicaat voor een minister van Justitie om daarin tussen te komen, maar ik probeerde daar toch enig gevolg aan te geven in de zin dat ik ook niet wilde dat mensen die het slachtoffer geworden waren van feiten, in de kou zouden zijn blijven staan.

Mevrouw de voorzitter, ik sluit af met enkele bedenkingen – het zijn zelfs geen suggesties – omdat ik uw werkzaamheden ben blijven opvolgen. Daarbij heb ik vastgesteld dat er grote parallellen bestaan tussen het werk van de parlementaire onderzoekscommissie die ik heb kunnen voorzitten en de bijzondere commissie die u nu voorzit. Ik geef die bedenkingen enkel uit interesse. Ik ben een gewezen minister van Justitie, ik ben ook lid geweest van de commissie voor de Justitie en ik ben nog altijd advocaat. Ik ben dus wel door die materies beroerd.

Ik stel vast dat klachten aangaande misdrijven die u specifiek bezighouden, spijtig genoeg niet altijd – dit is echter geen algemene regel – ernstig worden genomen, ook vandaag nog niet.

Mijn tweede vaststelling – en dat was in mijn tijd idem dito – wie bij *the right man on the right place*

valt, zowel bij het parket als bij de politiediensten, is een *lucky guy*, en zal opvolging krijgen van zijn klacht. Maar o wee wie terechtkomt bij iemand die daarin niet geïnteresseerd is. Dan mag hij nog honderd keer gelijk hebben, maar hij zal geen gelijk krijgen. Ik vind dat dit niet kan in deze aangelegenheid.

Ik denk trouwens ook dat men absoluut moet komen tot een protocol van samenwerking. De heer Maes heeft daaraan gewerkt onder het beleid van een van mijn opvolgers. Er is een protocol tot stand gekomen tussen de welzijnssector en de justitiële sector. Nu zou er een protocol tot stand moeten komen tussen de welzijnssector, de justitiële sector en de politiesector. De politiesector kan daarin niet uitgesloten worden; die heeft men ook nodig. Die drie samen zullen gezamenlijk beslissen, in een afsprakennota die zij maken, hoe zij dit soort van zaken zullen aanpakken. Anders heeft dat geen zin. Zo werkt men.

Wij kunnen nog honderd keer een strafrechtelijk beleid uitdenken, maar als het vervolgingsbeleid, het werk van het parket, het opsporingsbeleid en het werk van de politiediensten daar niet op afgestemd is, dan lukt dat dus niet. Dat moeten wij wel goed onthouden.

Over de rol van het College van procureurs-generaal, denk ik het volgende, en ik hoop dat alle ministers van Justitie dezelfde teneur zullen aanhouden. Het zou op zich niet slecht zijn, mochten de werkzaamheden die daar ter sprake komen, ook aan een parlementaire controle onderworpen zijn. Dat is bijzonder delicaat, want de onderwerpen die daar worden besproken – nog vele andere onderwerpen dan degene die u hier behandelt –, kunnen soms heel verstrekkend zijn. Die onderwerpen moeten een bepaalde confidentialiteit en in sommige gevallen zelfs een zekere geheimhouding met zich meedragen. Ik ben er echter van overtuigd, als u een constructie zou opzetten – als u, zoals met het Comité I voor de inlichtingendiensten en het Comité P voor de politiediensten en een Comité R voor de justitiediensten tot stand zou brengen –, dan zouden daar ten minste een aantal zaken meegedeeld kunnen worden. Dan zou er een zekere transparantie zijn.

De controle van het Parlement zou volgens mij verhoogd worden, en de opvolging is uiterst belangrijk. Vergeet immers niet dat al de ministers van Justitie tijdelijk zijn. Daar kan ik van meespreken. Sommigen hebben het geluk gehad wat langer aan de slag te kunnen blijven. Maar als

dat niet wordt opgevolgd, dan wordt er later ook geen progressie meer in gemaakt. Ik denk dus dat parlementaire controle goed zou zijn.

Ik heb nog een laatste bedenking.

U moet zich altijd goed inbeelden – dat is tenminste mijn opvatting geweest – dat eender welk slachtoffer van seksueel misbruik, ongeacht of het een minderjarige of een meerderjarige betreft – bij een meerderjarige gaat het vaak om iemand die in een verzwakte positie staat, zoals bijvoorbeeld iemand die invalide of gehandicapt is of zich geestelijk niet goed kan uitdrukken –, trauma's oploopt die hij of zij voor de rest van zijn of haar leven meedraagt. Daarover is iedereen het eens.

Andere slachtoffers van misdaden zijn er meestal niet meer. Zij zullen dus ook niet veel meer kunnen zeggen. De familie blijft nog wel over. Dat is iets anders. Hier is er echter een slachtoffer, dat zijn leed moet meedragen.

Mevrouw de voorzitter, het is een oproep van Lausanne geweest om aan te geven dat slachtoffers van dergelijke misdrijven eigenlijk het slachtoffer van een misdaad tegen de menselijkheid zijn. In sommige landen rondom ons zijn op dat ogenblik hetzij heel lange verjaringstermijnen, hetzij zelfs de onverjaarbaarheid van dergelijke feiten weerhouden.

Uw commissie moet zich misschien ook over dat punt eens proberen te buigen. Zij is, mijns inziens, wijs genoeg om een aanbeveling ter zake te doen. Het Parlement zal dan wel beslissen wat moet worden beslist.

Mevrouw de voorzitter, dat was in vogelvlucht de vier jaar die ik op Justitie heb doorgebracht. Ik herhaal dat het voor mij een heel leerzame periode is geweest. Wat ik heb uiteengezet, heb ik voornamelijk naar voren gebracht, omdat een en ander een bekommernis is waarvoor ik nu een uitlaatklep krijg die ik zou moeten mededelen. Welnu, ik deel het u mee, zoals de zaken zijn. Of een en ander nu goedschiks of kwaadschiks wordt opgenomen, ik heb niet de gewoonte om op bedoeld vlak een blad voor de mond te nemen. Ik heb dat dus ook vandaag niet gedaan.

**La présidente:** Je vous remercie pour cet exposé et pour vos réflexions sur notre sujet. J'ai fait mes premiers pas au parlement en commission de la Justice, quand vous étiez ministre, monsieur Verwiltghen. Je connais donc aussi les débats que

nous avons eus en commission sur différents sujets.

Je pense qu'on a entendu la réalité d'un ministre face au Collège des procureurs généraux. C'est une réalité qu'on n'avait encore jamais entendue. Apparemment, il n'est pas simple d'élaborer une politique criminelle. Et ce sont des questions que nous pourrions sans doute poser à vos successeurs, puisque deux autres ministres de la Justice vont venir devant nous.

Chers collègues, je vous cède immédiatement la parole pour une série de questions. Monsieur Verwilghen, je vous explique les travaux: chaque député peut poser au maximum deux questions, et puis vous y répondez.

**Marc Verwilghen:** Mevrouw de voorzitter, ik wil hiervan geen gebruik maken, maar in mijn tijd was er een heel handige commissaris. Hij stelde slechts twee vragen. Hij had echter wel zeven of acht "sous-questions". Ik wil evenwel niemand inspireren.

**Le président:** Cela risque de se passer de cette manière et vous connaissez très bien le Parlement! Je donne la parole à M. Van Hecke.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Mevrouw de voorzitter, ik zal het zonder subvragen doen.

Mijnheer Verwilghen, ik dank u voor uw uiteenzetting. Ik heb met heel veel aandacht geluisterd. Het was immers een stukje van de geschiedenis die ik als jonge advocaat heb meegemaakt. Ik ken de actualiteit, maar niet het toenmalige beleid. De verhalen die u vertelt over het College van procureurs-generaal, zijn treffend. Ik hoop dat dat vandaag niet meer het geval is.

Ik heb twee heel concrete vragen. Ten eerste, zoals de voorzitter in de inleiding zei, hebt u contacten gehad met vertegenwoordigers van Mensenrechten in de Kerk. De heer Devillé heeft ons verteld dat hij u op een bepaald ogenblik heeft bezocht en heeft gesproken over de problemen van seksueel misbruik.

Kunt u zich nog herinneren wat hij u precies heeft gevraagd of wat met hem werd besproken? Hij zei ons dat het net was voordat de nieuwe bisschop van Gent zou worden benoemd en dat u blijkbaar contact had met die nieuwe bisschop over die problematiek. Het was onduidelijk waarover dat precies was gegaan en welk gevolg daaraan werd gegeven. Wij zouden u dankbaar zijn, mocht u ons daarover wat meer uitleg kunnen geven.

Ten tweede, ik wil ingaan op het concrete idee dat u lanceerde om in navolging van een comité I en P na te denken over de oprichting van een comité J. Wij moeten dat onderzoeken. Het lijkt mij heel aantrekkelijk.

Zou het echter niet in strijd zijn met de grondwettelijke beginselen van de scheiding der machten dat het Parlement op die manier controle zou uitoefenen op de werking van Justitie? Werd dat ooit onderzocht? Hebt u daarover nagedacht? Lijkt u dat haalbaar of denkt u dat dat mogelijk is een grondwettelijk probleem zou doen rijzen?

**Valérie Déom (PS):** Je remercie également M. Verwilghen pour l'information qu'il nous a donnée sur les relations entre le ministre de la Justice et le Collège des procureurs généraux qui est éclairante et qui constitue un élément nouveau pour nous. J'ai une question sur la commission Halsberghe. En 2000, lors de la mise en place de cette première commission pour le traitement des plaintes d'abus sexuels au sein de l'Église, mon collègue Thierry Giet vous avait déjà interpellé à ce sujet, mettant en exergue une série de questions que nous nous posons encore aujourd'hui sur cette commission ou sur la commission Adriaenssens, notamment sur le transfert des dossiers vers la justice, soit par les victimes soit par la hiérarchie de l'Église qui était manifestement au courant de ce qui s'y passait.

Dans votre réponse, vous avez promis au Parlement d'éclaircir ces points et vous avez dit que vous alliez interroger les autorités ecclésiastiques. Comme je n'étais pas là à l'époque, je voudrais savoir si vous étiez revenu devant le Parlement ou si vous aviez transmis des précisions à ce sujet à la commission de la Justice. Aviez-vous été rassuré quant à la mise en place de cette commission Halsberghe? Le nom même de cette commission ne laissait-il pas présager que le travail mené dépasserait la simple remise d'un avis sur le traitement disciplinaire à appliquer aux prêtres abuseurs? Je voudrais connaître votre avis sur cette commission suite aux interrogations des parlementaires à l'époque.

**La présidente:** Monsieur le ministre, je continue à vous appeler de la sorte: j'en ai pris l'habitude, je vous ai appelé comme cela pendant plus de quatre ans. Les secrétaires de commission prennent également note des questions pour éviter l'un ou l'autre oubli.

**Sophie De Wit (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, ik had twee vragen, waarvan een vraag gelijklopend

is met de vraag van de heer Van Hecke. Het betreft een vraag over de contacten met de werkgroep Mensenrechten in de Kerk. Ik zal die vraag dus niet herhalen.

Mijnheer Verwilghen, ik had van u ook graag gehoord wat het verloop en het gevolg van voornoemde contacten waren.

Mijn andere vraag betreft het POKO-project, dat u misschien niet onbekend zal zijn. Het is een project dat een koninklijk besluit van 1999 betreft. Het dateert dus van net vóór uw aantreden en is onder uw voorganger goedgekeurd. Het betreft de behandeling en diagnose van gedetineerden met het oog op een betere klassering van de gedetineerden. Het is belangrijk voor recidivisten en voor seksueel delinquenten. In feite past het project geheel in het beleid waarmee u bezig bent geweest.

Voornoemd koninklijk besluit dateert van 1999. In praktijk is er nadien en tot op vandaag nooit iets mee gebeurd, wat bijzonder jammer en misschien wel een gemiste kans is.

Ik had graag van u vernomen of u enig licht kan werpen op de vraag waarom er tijdens uw beleidsperiode niet aan het project werd doorgewerkt.

**Sonja Becq** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer Verwilghen, ik heb ook een paar vragen. Een eerste vraag is dezelfde vraag als de vraag die de heer van Hecke over het onderhoud met de heer Devillé heeft gesteld. Ik zal het vraag nul noemen.

Mijn eerste vraag luidt als volgt. Monseigneur Luysterman heeft hier over de oprichting van de commissie toentertijd, in 1999, verteld. Hij vertelde dat hij toen ook met u een onderhoud over de oprichting van de commissie heeft gehad, vooral om te willen vermijden dat er een parallelle justitie zou ontstaan, indien de thematiek om verschillende redenen binnen de Kerk zou worden opgenomen. Hij heeft daaraan toegevoegd dat hij juristen had geraadpleegd, teneinde een soort van statuten op te stellen. Hij zou de statuten ook aan u hebben bezorgd. Hij zou echter nooit een antwoord hebben gekregen.

Waarom hebt u niet op de zaak gereageerd? Was er daarentegen wel een reactie, waarvan wij geen weet hebben? Kan u ter zake enige verduidelijking geven?

Ten tweede, u sprak ook even over de

9 450 brieven die u hebt ontvangen, waaronder ook 143 brieven of dossiers die met kindermisbruik te maken hadden. U verklaarde dat u het heel delicaat acht om in dergelijke dossiers op te treden of iets te doen. U verklaarde dat u niettemin ter zake iets had gedaan.

Wat hebt u ter zake ondernomen?

**Marie-Christine Marghem** (MR): Monsieur Verwilghen, par rapport à votre expérience – chacun y a fait référence – il est intéressant d'entendre que vos relations avec le Collège des procureurs généraux ont été à ce point difficiles; je suis loin de m'en réjouir mais je trouve cela tout à fait particulier. En effet, selon nos informations aujourd'hui, les relations du ministre actuel avec ledit Collège sont de loin meilleures. En effet, au moment où le ministre De Clerck leur demande d'établir un document qui va, en quelque sorte, formater le transfert des plaintes entre la commission Adriaenssens et la Justice, cela se fait rapidement et sans aucun encombre.

Dès lors, comment réagissez-vous par rapport à la façon de faire actuelle et ce, à deux points de vue? Envisagez-vous à l'époque, pour avoir été contacté dans le contexte de l'Église au niveau de la commission Halsberghe ainsi que cela a été dit tant par mes collègues lors de nos auditions, de réagir de cette manière? Avez-vous hésité à le faire en raison de contacts déplaisants avec les procureurs généraux? Au contraire, estimez-vous que cette façon de faire est improbable et incorrecte vis-à-vis des procureurs généraux et de la séparation des pouvoirs en règle générale?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de minister, ik ga verder op wat collega Marghem zegt en op wat u ons hebt toegelicht. Wanneer u initiatieven wilde nemen met betrekking tot de bestrijding van pedofilie en kinderpornografie moest u telkenmale uw nek uitsteken en kwam u tot het schrijven van ministeriële omzendbrieven. Blijkbaar was het zeer moeilijk om het college te bewegen tot het uitvaardigen van richtlijnen. Als wij de situatie van toen vergelijken met de situatie zoals wij die vandaag hebben leren kennen dan stellen wij vast dat op eenvoudig verzoek, een brief van de minister van Justitie, een document van maar liefst acht bladzijden lang tot stand is gekomen, namelijk "Regulering van de informatiedoorstroming tussen de katholieke Kerk van België en de opgerichte commissie voor de behandeling van klachten wegens seksueel misbruik in een pastorale relatie enerzijds en het openbaar ministerie anderzijds."

Over de kwalificatie van dit document is heel wat te doen geweest. Professor Adriaenssens beschouwt het als een contract en schrijft dat ook letterlijk. In deze commissie zijn de verschillende procureurs-generaal gehoord. Volgens de ene is het een circulaire, volgens de andere is het een non-paper. Men geeft er allerlei benamingen aan. Wat vaststaat is dat, wanneer men naar de inhoud van het document kijkt, daar geschreven staat dat het de verantwoordelijkheid is van de commissie Adriaenssens om de feiten die een misdrijf zouden kunnen uitmaken en waarvan zij in het raam van haar opdracht kennis kreeg, al dan niet over te maken aan Justitie. Verder zegt men dat het de verantwoordelijkheid is van de commissie om te beslissen een dossier al dan niet aan het openbaar ministerie te bezorgen, enzovoort.

Het komt met andere woorden toe aan de commissie om uit te maken of een feit strafbaar is. Ik hoorde u zeggen dat opsporing voor de politie is en dat het aan de commissie Adriaenssens is om te beslissen of de strafvervolgning op een bepaald ogenblik kan worden opgestart door het dossier over te maken.

Denkt u dat zo een document over de regulering van de informatiedoorstroming in strijd is met het Wetboek van strafvordering die aan de procureur des Konings de opdracht geeft om de strafvervolgning in te stellen en uit te voeren? Zou u met een niet-autoriteit tot een dergelijke afspraak zijn gekomen?

U hebt ons uitgelegd dat er destijds een spreekrecht werd gegeven aan degenen die aan het beroepsrecht zijn gehouden. Er is een spreekrecht geweest. Daar was heel wat om te doen, zei u. Waarom is het geen spreekplicht of meldingsplicht geworden, zeker wanneer het gaat om minderjarigen wiens fysieke integriteit wordt aangetast?

**Laurent Louis** (indép.): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre exposé car cela fait vraiment du bien d'entendre un discours sans langue de bois. Cela nous change un peu.

Monsieur le ministre, au vu de votre expérience à la tête du ministère de la Justice, pourriez-vous me dire quel regard vous portez sur le protocole qui a été conclu entre le ministre De Clerck et l'Église catholique belge. Partagez-vous mon impression qu'il s'agit là d'une forme de privatisation de la justice?

Enfin, vous avez été en première ligne et vous

avez pu, en ces mêmes lieux, constater combien il y avait eu d'intimidations, de mensonges et de manipulations lors de l'affaire Dutroux mais aussi durant la commission que vous présidiez. Ainsi, dernièrement dans la presse, vous avez déclaré qu'il y avait eu des sabotages en interne et même des pressions sur des commissaires.

J'avais déjà établi un parallèle au cours des travaux de cette commission avec l'affaire Dutroux en démontrant en fait qu'il existait des liens entre les deux affaires dramatiques. Mais ce qui ressort indéniablement, et vous l'avez vous-même évoqué dans votre exposé, c'est que tant dans l'affaire Dutroux que dans le drame de pédophilie au sein de l'Église, il y a une véritable volonté de contrôle et d'étouffement de l'enquête. Ainsi, je voudrais avoir votre avis sur la question importante suivante. Ne trouvez-vous pas stupéfiant de voir à quel point le parquet général fut prompt à réagir à la suite des perquisitions menées par le juge De Troy alors même que nous étions en pleine période de vacances et surtout, alors même que la justice ne nous a pas habitués à avoir une telle réactivité? Avec le recul, ne trouvez-vous pas qu'il s'agit là en fait de méthodes d'intimidation comparables à celles qui auraient pu être exercées à l'égard du juge Connerotte ou de la justice de Neufchâteau et utilisées dans le but de déstabiliser le juge d'instruction et l'empêcher en quelque sorte ou le raisonner du moins de ne pas investiguer dans une direction qui pourrait nuire à certaines personnes ou institutions?

Ainsi, et j'en terminerai par là, quel regard portez-vous sur ce scandale de pédophilie au sein de l'Église et voyez-vous des liens concrets avec l'affaire Dutroux?

Avez-vous vu resurgir ces derniers mois, lors de l'éclatement de ce scandale, les mêmes réflexes de protection que dans l'affaire Dutroux ou pensez-vous, comme d'autres, que tout ceci ne sont que purs fantasmes inhérents à la fameuse théorie du grand complot?

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer Verwilghen, ik dank u voor uw openhartige toelichting. Ik heb eigenlijk maar twee vragen. Het zijn vragen om verduidelijking bij wat u hebt gezegd. U hebt gesproken over in totaal 9 000 klachtenbrieven die u in de loop van die vier jaar hebt gekregen. U hebt die opgesplitst in kindermisbruik, verkrachting en zedenfeiten. Dat zijn cijfers die niemand ongevoelig laten. Men kan niet zeggen dat het niets is. U hebt gezegd dat u ook wel probeerde om daaraan iets te doen, hoe delicaat dat ook was, want het betrof lopende

zaken.

Ik begrijp natuurlijk heel goed dat de minister van Justitie niet kan tussenbeide komen in de rechtsgang, maar toch deed u iets. U hebt echter niet gezegd wat. Ik zou willen weten, al was het maar bij wijze van voorbeeld, wat men kan doen, omdat het ons ook kan leren wat, zelfs binnen de loop van een rechtsgang, anderen, zij het de minister van Justitie, in dat verband kunnen doen.

Mijn tweede vraag is een zeer algemene, maar, voor zover ik dat zelf mag zeggen, mijns inziens ook een zeer essentiële vraag. U hebt een verhaal verteld over hoe moeizaam het allemaal gaat, terwijl aan de andere kant de constatering is dat het gaat over slachtoffers, met name in het geval dat ons bezighoudt kinderen, waarbij men zich in zeer algemene, menselijke termen de vraag kan stellen hoe het kan dat men onberoerd blijft ten opzichte van dit soort leed.

Toch vertelt u dat ook op dat terrein het voeren van een strafrechtelijk beleid niet evident is en dat men met allerlei tegenwerking te maken krijgt. Ik zou het kunnen uitbreiden tot de hervorming van Justitie tout court. Toen u net van het ministerie verwijderd was, zei men nogal gemakkelijk dat Verwilghen er niet zoveel van gebakken had. U hebt de tijd mee, want degenen die na u gekomen zijn, hebben er in mijn ogen eigenlijk ook niet zoveel van gebakken.

Zij hebben waarschijnlijk allemaal te maken gehad met dit soort verdragingsmanoeuvres en tegenwerking. Hoe verklaart u dat? Wat is er precies aan de hand dat dit niet kan. Kunt u zich met de afstand die op dit moment de uwe is, inbeelden dat er daar toch iets aan te doen is? Hoe kan men de vicieuze cirkel doorbreken van tegenwerking en een klein beetje hervorming, waarbij men geen beroep kan doen op het College van procureurs-generaal, maar zelf een en ander moet omzeilen via ministeriële richtlijnen? Hoe doorbreekt men dat systeem?

**Bert Schoofs (VB):** Mevrouw de voorzitter, ik heb nog een vraag die voor de duidelijkheid een antwoord vereist.

Mijnheer Verwilghen, hebt u in de periode dat u minister was, op een bepaald moment de afweging moeten maken om in een bepaald dossier uw positief injunctierecht aan te wenden, en dan meer bepaald in zaken waarover onze commissie handelt, het seksueel misbruik van minderjarigen? Kunt u uw visie geven over het positief injunctierecht? Hoe beschouwde u dat en

wanneer meende u dat te kunnen en moeten gebruiken?

**La présidente:** Je voudrais vous poser une dernière question. J'ai relu – cela a été évoqué par Mme Déom – les questions d'actualité posées par M. Giet et Mme Herzet en séance plénière du 14 mars 2000 – il y a donc plus de dix ans – au sujet de la mise en place de la commission Halsberghe. À l'époque, vous aviez répondu que les faits avaient déjà atteint une proportion inquiétante et qu'ils étaient beaucoup plus graves que prévu. Des associations sont également venues vous voir.

En tant que ministre de la Justice, vous êtes-vous posé la question de savoir si des mesures ne devaient pas être prises pour des faits qui se sont sans doute passés il y a longtemps au sein de l'Église comme, par exemple, une mesure tendant à mettre en place une commission externe à l'Église?

**Marc Verwilghen:** Mevrouw de voorzitter, dames en heren volksvertegenwoordigers – ik wilde bijna zeggen collega's van het Parlement – ik kan de vragen van sommige onder u samennemen en samenballen, omdat sommige van die vragen compleet gelijklopend zijn.

Ten eerste, er wordt mij gevraagd om toch enige duidelijkheid te scheppen over het contact dat ik heb gehad met de heer Devillé. Ik kende de werkzaamheden van de heer Devillé, zoals waarschijnlijk iedereen die met Justitie bezig was in de periode 1998-1999. Ik kende hem als iemand die erin geslaagd was om van slachtoffers die anders nooit aan de bak gekomen zouden zijn de zegsman te zijn. Hij vertolkte dus een bijzondere positie, hij was namelijk iemand die slachtoffers toch ertoe kon brengen om hun verhaal te brengen, misschien klacht neer te leggen en daaraan toch enig nuttig gevolg vast te knopen. Wij hadden gezien tijdens de werkzaamheden van onze parlementaire onderzoekscommissie hoe moeilijk dat lag.

Op een bepaald ogenblik is er een verzoek gekomen, een verzoek dat uitging van de heer Devillé. Dat gebeurde via een tussenpersoon, zijn advocaat, maar ik herinner het mij niet exact, ik moet mij verontschuldigen ten aanzien van mijn confrater Van Steenbrugge, niettegenstaande ik hem ken, ik associeerde hem niet meer met de heer Devillé.

Ik herinner mij goed het gesprek met de heer Devillé. Dat was een gesprek bij het begin van het

kabinet, de opstart van het kabinet. Het kabinet was zelfs nog niet volledig. Ik heb proberen na te gaan in de documenten die ik had op welk moment het exact was, ik situeer het ergens in augustus of september 1999. Het kabinet was dus verre van volledig.

Het was ook een informeel gesprek. Ik herinner mij nog zeer goed dat de Devillé van wal is gestoken met enkele lopende dossiers. Ik heb hem daar onmiddellijk moeten onderbreken en moeten zeggen dat ik zetelend minister van Justitie was, dat die zaken onder gerechtelijk onderzoek waren, in handen van het parket waren of zelfs in handen van een onderzoeksrechter en dat ik daarin niet kon tussenbeide komen, dat hij dat moest begrijpen, dat dit onmogelijk was. Hij begreep dat ook.

Hij drong echter wel aan opdat aan slachtoffers mogelijkheden zouden geboden worden om zich te uiten op een convenabele manier. Dat was dus blijkbaar voor de mensen van dit type misdrijf niet mogelijk. Ik heb toen met hem en met zijn raadsman, die hem toen vergezelde, de in opgang zijnde werken, die zouden worden uitgevoerd, die voornamelijk wetgevend werk waren, even overlopen. Ik herinner mij nog dat hij mij toen heeft gezegd dat indien dat wettelijk kader er ging komen, dat misschien soelaas ging brengen. Een wet maken is immers één, die wet doen toepassen in de praktijk zodanig dat gevolgen die wij daaraan vastknopen, als hetzij wetgevende macht, hetzij uitvoerende macht, ook in de realiteit worden omgezet, is niet altijd evident.

Dat is het gesprek met de heer Devillé geweest.

Het gesprek met de heer Luysterman was van een ander type en van een andere natuur. De heer Luysterman is bij mij gekomen op het ogenblik dat hij benoemd werd tot bisschop van de provincie Oost-Vlaanderen, in Gent. Ik zou toch willen onderstrepen dat de minister van Justitie ook de minister van de erediensten is. Daarmee trap ik eigenlijk een open deur in. Het is dus normaal dat, voor bepaalde erediensten, met kardinalen, met de aartsbisschop of met bisschoppen, wordt gesproken, net als met mensen van het Executief van de Moslims of met rabbijnen of opperrabbijnen. In die context heeft dat gesprek plaatsgegrepen.

Op een bepaald ogenblik is er toen ook over de problematiek in de Kerk gesproken. Dat was een van de onderdelen. Toen heeft hij mij meegedeeld dat zij zinnens waren om een initiatief te nemen. Op dat informeel gesprek kan ik de exacte datum niet meer kleven, maar het moet zowat november

1999 geweest zijn, dus in het begin van de werkzaamheden. Ik herinner mij nog dat hij toen heeft gezegd dat zij zouden proberen om een contactpunt tot stand te brengen, waardoor slachtoffers van seksueel misbruik in de kerkelijke relatie toch een zekere drempel kunnen overschrijden die zij de dag van vandaag ogenschijnlijk nog niet kunnen overschrijden.

Ik weet dat ik daarop heb gezegd dat ik dat een goed initiatief vond. Daarbij vertrok ik van het uitgangspunt waarvan ik al lang doordrongen was, namelijk dat het slachtoffer een sleutelrol heeft en dus niet als het vijfde wiel aan de wagen behandeld moet worden in een proces, maar effectief deel uitmaakt van het proces. Hij is er het slachtoffer van en ook het voorwerp ervan.

Er is toen ook gesproken geweest over het feit dat binnen de Kerk een soort van commissie tot stand gebracht zou worden. Maar ik heb begrepen dat de commissie die zij tot stand wensten te brengen, er een was die zich zou bezighouden met het verschaffen van een advies aan de kerkelijke autoriteiten. Dat advies zou de kerkelijke autoriteiten – in mijn overtuiging van toen – toelaten om, hetzij tuchtrechtelijk, hetzij deontologisch als dat noodzakelijk zou zijn, te kunnen interveniëren ten aanzien van de uitoefenaar van de eredienst die op een bepaald ogenblik zijn boekje te buiten is gegaan.

Wat ik hem toen heb gezegd is altijd mijn stelling geweest. U zult dat ook gemerkt hebben in de antwoorden die ik zowel aan de heer Giet als aan mevrouw Herzet heb gegeven. Ik heb toen altijd gezegd dat er geen sprake van kon zijn om een alternatief circuit, een tweede circuit, te organiseren, waarbij er buiten de Justitie nog een tweede, kerkelijke afhandeling van een klacht mogelijk gemaakt zou worden. Dat die twee mekaar zouden interfereren, is voor mij altijd uit den boze geweest.

Enkele maanden na dat gesprek, op 4 februari 2002, stuurde de heer Luysterman mij een brief, waarin hij mij mededeelde dat zij ondertussen een persconferentie hadden gehouden, dat zij dat meldpunt tot stand hadden gebracht en dat hij mij daarbij de statuten overmaakte. Ik ben daarop niet ingegaan, omwille van het feit dat ik dat los van Justitie zag. Dat was voor het intern gebruik van de Kerk, voor degenen die het meenden binnen de Kerk om een halt toe te roepen aan de misbruiken. De Kerk kon op die manier de mogelijkheid geven aan slachtoffers om zich te uiten. Zo kon ook nagegaan worden welke maatregelen de Kerk daaraan intern zou moeten

vastknopen. Het staat echter buiten kijf dat iedereen die het slachtoffer wordt van een misdrijf, en die in bepaalde omstandigheden vindt dat hij verder moet gaan, het recht moet hebben om verder te kunnen gaan. Ik heb dat altijd binnen die context gezien.

Volksvertegenwoordiger Van Hecke had ook een vraag gesteld met betrekking tot dat Comité R, dat Comité Recht als ik het zo mag zeggen. Ik heb daarover nagedacht, ja, indertijd. Volgens mij is er niet onmiddellijk het probleem van de scheiding van de machten. U mag niet vergeten dat de eerste macht in een land – het is de Grondwet die het ons leert – de wetgevende macht is en niet de uitvoerende macht of de rechterlijke macht. De wetgevende macht heeft het recht om de controle op de andere machten uit te oefenen. Het bewijs trouwens: over de begrotingen Justitie wordt hier in de Kamer gestemd. U hebt daar eigenlijk een toezicht op en ik denk dat ook werkzaamheden van een minister van Justitie en de articulatie die hij heeft met het College van procureurs-generaal eigenlijk ook het onderwerp moeten kunnen vormen van een controle en opvolging door het Parlement. Hoe wilt u anders dat een Parlement kan opvolgen wanneer ze aanbevelingen geeft aan een regering en ziet dat die regering daarop ingaat, of die ook op het terrein worden vertaald? Wetgeving is een, maar de uitvoering van die wet in de praktijk is niet de macht van de regering, maar in essentie de macht van de politiediensten die optreden onder controle en opdracht van de rechterlijke macht, meestal de parketten.

In die omstandigheden denk ik dat er niet een echte scheiding van de machten ter sprake komt, maar ik geef mij er perfect rekenschap van dat, op het ogenblik dat men daarover zal moeten discussiëren, die vraag aan bod zal komen. Het is maar goed dat die vraag aan bod komt. Maar jullie hebben een aantal voorbeelden. Het is niet in het wilde weg dat men daarin moet optreden. In het Comité I en het Comité P hebt u gelijkaardige werkzaamheden. Ik denk dat dit enigszins daarop moet kunnen worden geënt.

Ik kom ook op de vraag van mevrouw Déom die het had over de commissie-Halsberghe. U moet wel opletten. Op het ogenblik dat ik met de heer Luysterman heb gesproken, was er geen sprake van een commissie-Halsberghe. Er was sprake van dat men een commissie zou oprichten en er was ook sprake van dat men daarvoor een beroep zou doen op een aantal juridische consultants. Ik heb dan achteraf gezien dat men die commissie – maar ik zeg nog eens: voor intern gebruik in de Kerk – heeft tot stand gebracht met mevrouw

Halsberghe die ik kende. Zij was een gewezen korpsoverste. Zij was voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel. Zij was op dat ogenblik op emeritaat, met pensioen, of hoe men het ook moet noemen. Het was iemand die haar tijd daarvoor wilde vrijmaken. In het interne advies dat moest worden verleend, was dit niet onbelangrijk.

Ik kan mij toch moeilijk indenken dat iemand zoals zij op een bepaald ogenblik, wanneer er echt zware misdrijven zouden hebben plaatsgegrepen, niet zou hebben gezegd: “Enfin, hier moet verder mee worden gegaan. Dat is geen werk voor onze commissie.” Ik denk trouwens, zonder dat ik exact de volledige statuten van naaldje tot draadje ken van de commissie-Adriaenssens ten aanzien van die commissie-Halsberghe, dat er vrij merkwaardige verschillen zijn. Dat had niet hetzelfde elan, noch dezelfde enverchure.

Mevrouw De Wit heeft mij de vraag gesteld over het koninklijk besluit van 1999 en het project over de behandeling en de diagnose voor seksuele delinquenten. Dat is een interessante vraag, want ik moet u eerlijkheidshalve zeggen dat een van de zaken die wij hebben moeten ervaren toen we het veiligheidsplan hebben uitgeschreven was dat het wetenschappelijk onderzoek op dit punt eigenlijk niet bijzonder ver gevorderd was. Men heeft dan opdrachten gegeven via de geëigende kanalen, onder meer via wetenschapsbeleid, om toch meer over die fenomenen te weten te komen. Dat is een beetje verstrikt geraakt op een bepaald ogenblik. Uit het oog is dan niet uit het hart maar men is daar niet onmiddellijk mee bezig. Ik zat met een arsenaal aan wetgevend materiaal dat eerst moest worden afgewerkt en men had daar ondertussen opdrachten gegeven, die met mondjesmaat zijn ingevuld. Men heeft daar ondertussen onderzoeken over kunnen doen en men heeft daar meer inzicht in verworven maar het project an sich van het koninklijk besluit van 1999 is ogenschijnlijk niet verder geactiveerd.

Mevrouw Becq heb ik geantwoord voor de aangelegenheid van monseigneur Luysterman. Mevrouw Becq, ik heb niet geantwoord – ik heb ook gezegd waarom ik niet heb geantwoord – omdat ik het zag als iets dat intern kerkelijk was. Het was mij ook zo voorgesteld door monseigneur Luysterman. Vandaar dat ik hem ook niet meer specifiek heb geantwoord.

**Sonja Becq (CD&V):** Mag ik daar onmiddellijk op inpikken? Hebt u hem dan expliciet – ik trek hem dan onmiddellijk ook open naar de heer Devillé – gezegd dat hij naar het gerecht moest gaan? Ik

begrijp dat zij toch wel kennis hadden van een aantal dossiers. U verwijst naar hangende procedures; daar kom ik niet in tussen.

**Marc Verwilghen:** Voor de heer Devillé ben ik formeel: die zaak was lopende voor de rechterlijke macht.

**Sonja Becq (CD&V):** Ik had begrepen dat hij kennis had van zo'n 87 feiten.

**Marc Verwilghen:** Er is mij toen gesproken over een tweetal dossiers. Hij heeft mij wel gezegd dat er een massa andere klachten bestonden, maar die zijn niet aan de orde gekomen. Voor de heer Luysterman is het ook niet ter sprake gekomen hoeveel klachten er waren. Hij heeft alleen geantwoord toen ik hem zei dat er toch ook iets zou moeten gebeuren binnen de Kerk, de misbruiken die daar bestaan. Hij heeft mij gezegd dat ze een initiatief zouden nemen. Hij heeft mij dat initiatief in korte bewoordingen toegelicht.

**Sonja Becq (CD&V):** Maar u hebt ook niet expliciet gezegd dat hij daarmee naar de Justitie moest gaan?

**Marc Verwilghen:** Voor mij is het duidelijk, mevrouw. Als daar misdrijven zijn van die aard, dan zijn die voldoende ernstig om in elk geval altijd naar de justitie te gaan. Maar ik wil nog eens onderstrepen wat ik in mijn inleiding heb gezegd: als men het ongeluk heeft niet op de right man in the right place te vallen, dan komt men in een zeer, zeer vernielende situatie.

Mevrouw Marghem had mij gevraagd om het werk van de commissie Adriaenssens en van de commissie Halsberghe te vergelijken. Er zijn trouwens ook vragen geweest van andere volksvertegenwoordigers, waarbij men mij vroeg of ik dat gedaan zou hebben.

Het enige dat ik moet zeggen is het volgende. Als dat punt ter sprake zou gekomen zijn, en ik zou bijvoorbeeld een gesprek hebben gehad met de heer Adriaenssens of met de kerkelijke autoriteiten, waarbij die aangaven dat ze enkel in bepaalde omstandigheden verder zouden willen werken, dan is het nogal evident dat de eerste afweging die gemaakt wordt, de vraag behelst of je de materie aan het College van de procureurs-generaal voorlegt. Ik ben met name niet zeker of ik dat aan het College van de procureurs-generaal zou hebben voorgelegd. Indien er immers zeer ernstige feiten zijn, dan zou men naar mijn mening, zelfs op basis van de wet op de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen,

voor zover het minderjarigen aangaat – voor meerderjarigen zou eigenlijk hetzelfde moeten gelden in de omstandigheden dat ze zich in een kwetsbare situatie bevinden – op een bepaald ogenblik uit de tent moeten komen. Dat geldt zeker en vast voor dienstverleners. In die situatie moet men de zaken bij naam durven noemen.

Voor mij valt dat niet gelijk te stellen met een algemene meldingsplicht. Daar moet naar mijn mening over nagedacht worden. Daar moet een serieus debat over worden gevoerd, aangezien daar heel wat voetangels en schietgeweren inzitten. Dat is niet zo eenvoudig. Men moet ook vermijden dat de welzijnssector op een bepaald ogenblik schrik krijgt om in bepaalde dossiers tussenbeide te komen. Ik heb echter ook vastgesteld dat ze in sommige omstandigheden blijven zwijgen, en ze zich eigenlijk ook schuldplchtig maken aan schuldig verzuim. Ze zijn immers de laatste rempart, als ik dat zo mag formuleren, tussen het slachtoffer en de justitiële diensten.

Wat dat betreft, kunnen de voorwaarden in artikel 458 naar mijn mening zeker en vast uitsluitel geven. Het gaat meerbepaald over artikel 458bis. Dat is een van die artikelen die naar aanleiding van de wet op de stafrechtelijke bescherming van de minderjarigen is gewijzigd. Misschien moet dat verder verfijnd worden. Dat laat ik in het midden, dat is het werk van het Parlement. Daarvoor is een wetwijziging nodig, en misschien een aanbeveling van de bijzondere commissie seksueel misbruik.

**La présidente:** Mme Marghem voudrait intervenir. Elle parlait plus du protocole que du secret professionnel.

**Marc Verwilghen :** Je vais arriver au protocole.

Wat is dat protocol? Het is tot stand gekomen, er zijn gesprekken gevoerd met het College van procureurs-generaal. De ene noemt dat een circulaire, de andere een non-paper. Daar moet bijzonder omzichtig mee worden omgesprongen. Mijn aanvoelen kan verschillen van dat van anderen, maar volgens mij is het de creatie van een alternatief circuit. Als de basisbedoeling is om het slachtoffer aan het woord te laten en er zeker van te zijn dat de feiten die hem zijn overkomen worden bestraft, wanneer het een misdrijf is, dan is dat een lovenswaardig standpunt. Maar is het zo? Dat is niet altijd klaar en duidelijk. Men moet vermijden dat er twee soorten van rechtstoegang zouden zijn, namelijk een via Justitie en een andere via een protocol en de kerkelijke

overheden. Dat kan volgens mij niet. Ik zou daarover vrij duidelijk geweest zijn.

Ik kom terug op de vraag met betrekking tot de intimidatie. Ik heb de strafdossiers van de heer De Troy niet gelezen en dus weet ik niet wat erin staat. Ik ben zeer slecht geplaatst om daarover een uitspraak te doen. Is er al dan niet sprake van intimidatie?

Het enige wat ik weet, mevrouw de voorzitter, precies omdat het mij zelf is overkomen toen ik in dezelfde stoel zal waarin u nu plaatsneemt, is dat wie zulke commissie leidt wordt overspoeld met brieven, vragen, verduidelijkingen en opmerkingen. Dat zal bij u niet anders zijn. Sommige zijn ongetwijfeld gegrond maar andere zijn soms gefantaseerd. Ook dat zijn wij in de commissie tegengekomen. Het kaf van het koren onderscheiden is een bijzonder moeilijke aangelegenheid maar ik zou het daarom nog niet durven gelijk te stellen met een methode die algemeen wordt toegepast.

Ik heb wel vastgesteld dat degenen die daarbij betrokken zijn graag zo snel mogelijk tot de orde van de dag overgaan. Die pagina moet worden omgedraaid zodat men zo snel mogelijk kan voortdoen. Dat is het algemeen fenomeen van de *backlash*. Dat fenomeen bestaat overal. Op dat vlak wordt er niets nieuws gezegd.

La **présidente**: Quand vous étiez ministre, que vous avez rencontré M. Luysterman et pris connaissance de la commission Halsberghe, aviez-vous alors l'impression, comme nous l'avons ressentie et dit ici, que l'Église voulait travailler entre elle et ne voulait surtout pas que cela se sache au niveau de la société?

M. Léonard nous a parlé "d'étouffement". Avez-vous ressenti cela en tant que ministre de la Justice?

**Marc Verwilghen**: Mevrouw de voorzitter, ik had niet dat gevoel, omdat de heer Luysterman mij eigenlijk op een vrij spontane manier heeft meegedeeld dat zij dat contactpunt gingen creëren en ook een commissie. Ik heb hem toen heel duidelijk, dat weet ik zeker, gezegd dat het niet kon zijn dat er een alternatief circuit werd gecreëerd en dat het niet de bedoeling mocht zijn om daarvan een doofpotoperatie te maken, omdat men daar strikt gezien niemand mee helpt. Integendeel, die slachtoffers geraken nog meer geïsoleerd en staan nog meer in de kou.

Ik kan natuurlijk niet in het hoofd van iemand

lezen; men weet niet hoe oprecht iemand voor u verschijnt en wat zijn bijgedachten zijn. Ik heb in elk geval nooit dat gevoel gehad op dat ogenblik.

**Christian Brotcorne** (cdH): Lorsque vous avez eu ce contact avec l'évêque de Gand, Mgr Luysterman, vous parlez ensemble de l'idée de ce point de contact. Faut-il déduire de vos réponses données jusqu'à présent qu'à aucun moment cet évêque ne vous demande, en tant que ministre de la Justice, une aide quelconque de l'appareil judiciaire dans l'examen de ce dossier?

**Marc Verwilghen**: Neen. Daar ben ik vrij formeel in.

Trouwens, mocht hij dat gedaan hebben, dan zie ik niet goed in waarom hij... Zoals hij zelf heeft verklaard voor de commissie, hij is naar een aantal juridische consultants gestapt. Dat was duidelijk voor intern gebruik, dus het was niet de bedoeling dat hij dat...

Trouwens, het gesprek is door mij op dat punt gebracht geweest, want de basis van het gesprek was niet specifiek de creatie van dat contactpunt en de commissie. Het is een algemeen gesprek geweest. Ik heb toen over het misbruik in de Kerk gesproken.

Ik kom nu tot de vragen van de heer Bracke aangaande die brieven over de lopende zaken. Het enige wat ik wilde doen, op het ogenblik dat er daarover een klacht binnenkwam, was dat laten weten aan de korpsoverste, zodat die ten minste op de hoogte zou zijn dat er zich aangaande een lopende zaak een probleem voordeed. Ik weet dat er korpsoversten zijn, die dat nauwkeurig opnemen. Zij vragen aan de behandelende magistraat wat er verkeerd loopt, wat het probleem is, of hij zal signaleren dat er daarover een probleem bij het slachtoffer bestaat. Ik zond die brieven ook naar de Hoge Raad voor de Justitie, omdat die op een bepaald ogenblik belast was met de algemene klachten inzake de werking van Justitie. Als het sloeg op dit soort van misdrijven, dan werd het echter meestal de korpsoverste. De Hoge Raad voor de Justitie spreekt meer over algemene klachten van Justitie.

Mijnheer Bracke, vervolgens hebt u mij gevraagd hoe ik mijn periode op Justitie ervaren had, en de tegenwerking die er toch geweest is, en of ook mensen na mij dezelfde moeilijkheden hebben ondervonden. Dat is voor mij geen verhaal, maar een ervaring. Ik vertel u gewoon de ervaring die ik heb meegemaakt. Zo heb ik die zaak beleefd.

Er waren een aantal weerstanden, die niet gemakkelijk doorbroken worden. Voor een stuk is dat ook normaal. Bij de invoering van het principe van de scheiding van de machten, heeft vooral de rechterlijke macht zeer vaak de indruk dat men haar op een bepaald ogenblik wil kortwieken.

Ik heb dat voornamelijk gevoeld op het ogenblik dat ik het woord werklastmeting uitsprak. Toen was het hek van de dam. Ik kreeg te horen dat ik wilde zien wat zij eigenlijk juist doen, terwijl ik zei dat ik aan de belastingbetaler moet kunnen verantwoorden waarom wij die verhoogde inspanningen in Justitie doen, en dat daar dan ook iets tegenover staat. De toenmalige minister van Begroting was daarin trouwens heel formeel. Hij zei, de dag dat ik kon aantonen dat wij met het aantal magistraten het werk niet aankunnen dat uitgevoerd moet worden, dat ik hen er op die dag bij zou krijgen. Ik wilde een objectieve waardemeter daaromtrent. U weet echter ondertussen hoe het gelopen is met het voorstel aangaande de werklastmeting.

Mijnheer Schoofs, het positief injunctierecht is iets dat een minister van Justitie in zeer uitzonderlijke omstandigheden toepast. Hij past dat eigenlijk alleen toe wanneer het risico bestaat dat er geen vervolging zal plaatsgrijpen.

Met betrekking tot deze dossiers werd mij nooit, op geen enkel ogenblik, door een slachtoffer, door een advocaat van een slachtoffer of door een belangenorganisatie, gezegd dat er iets fundamenteel verkeerd liep, dat er moest ingegrepen worden en dat er desgevallend een positief injunctierecht zou kunnen overwogen worden. Dat is nooit gebeurd. In die omstandigheden ben ik, wat dit betreft, daartoe nooit geroepen geweest.

**Sonja Becq** (CD&V): Mijnheer Verwilghen, ik had graag nog even verduidelijking gehad. U sprak daarstraks over meldingsplicht en meldingsrecht. U hebt dan even gezegd dat dit kan overgaan in schuldig verzuim of dat men moet opletten voor schuldig verzuim. Waar ligt voor u de grens? De wetwijziging werd destijds tijdens uw ambtsperiode doorgevoerd.

**Marc Verwilghen:** Wij hebben daarover eertijds zeer lang gediscussieerd in de commissie voor de Justitie. Laten wij duidelijk zijn, een geneesheer heeft een beroepsgeheim, bepaalde personen in de zorgsector hebben een beroepsgeheim, advocaten hebben een beroepsgeheim. Men kan in een situatie terecht komen waarin men eigenlijk

nog de laatste reddingsboei is voor het slachtoffer, omdat men, door de gesprekken die men voert met het slachtoffer, cliënt, patiënt of wat dan ook, weet wat de bron is van zijn ergernis. Het is in die omstandigheden, als men de laatste boei is en er geen enkel ander reddingsmiddel meer overschiet, dat men het beroepsgeheim mag opgeven; dan heeft men spreekrecht zonder het gevaar te lopen om aangesproken te worden wegens de schending van het beroepsgeheim.

Dat was de constructie die werd bedacht. Het was geen spreekplicht, want ik weet dat daarover ook wordt nagedacht, het was toen een spreekrecht. Wij hebben gezien dat in bepaalde omstandigheden dit ook zorgzaam gewerkt heeft. Alleen heeft het bijzonder veel tijd gekost om over te gaan tot het creëren van een protocol. Men heeft dan gekozen voor een protocol dat alleen Justitie en de zorgsector omvat. Ik heb dan gezegd dat dit niet ging, dat men Justitie, de politiesector en de zorgsector daarin samen moest betrekken, want anders gaat er nog steeds een wiel afdraaien.

In die omstandigheden, wanneer men werkelijk die laatste strohalm is, moet er kunnen gewerkt worden en gesproken worden. Het was binnen die context dat het was opgevat en waaraan het Parlement zijn meerderheid toen heeft gegeven.

**La présidente:** Merci, chers collègues. Monsieur Verwilghen, je vous remercie de votre venue et aussi pour votre franc-parler. Nous allons immédiatement accueillir Mme Onkelinx, vice-premier ministre, mais aussi ex-ministre de la Justice.

**Audition de Mme Laurette Onkelinx, ancien ministre de la Justice**  
**Hoorzitting met mevrouw Laurette Onkelinx, gewezen minister van Justitie**

**La présidente:** Madame la vice-première ministre, vous allez nous faire un petit exposé, les parlementaires vous poseront ensuite une série de questions.

**Laurette Onkelinx:** Madame la présidente, chers collègues, je suis un peu embarrassée, je voudrais vous poser la question quant à la nature de mon exposé. Les faits dont vous avez à traiter sont extrêmement douloureux. J'en ai pris connaissance, comme vous, dans le sillage de la démission de l'évêque de Bruges en avril 2010. Nous avons eu connaissance de faits ponctuels de pédophilie dans l'Église, notamment dans le cadre de procès retentissants. L'ampleur des faits

que nous avons découverts et le nombre de victimes en souffrance ne nous étaient pas connus. Rien de tout cela n'avait été porté à ma connaissance en tant que ministre de la Justice. Rien!

Cela ne veut pas dire que nous n'avons rien réalisé durant cette législature dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles. Beaucoup de collègues ici étaient présents dans les commissions de la Justice. Nous avons commencé la législature en organisant le procès Dutroux; c'est dire si nous étions au cœur du sujet. Avec le Parlement, nous avons beaucoup travaillé sur le suivi et le traitement des délinquants sexuels, sur l'accueil et l'aide aux victimes et, dans un autre chapitre, sur la violence intra-conjugale.

Je pourrais, en quelques mots, rappeler ce qui a été fait et ce qu'il reste à faire, autour des idées que nous avons eues en commission de la Justice, tant sur le plan législatif que sur le plan des mesures particulières sur le terrain.

Je suis persuadée que, dans la lutte contre les violences sexuelles, notamment sur les enfants, nous devons travailler sur la sanction, sur le statut du détenu pour éviter la récidive et sur le soutien et l'aide aux victimes.

Si vous pensez qu'on s'écarterait alors du travail de la commission...

La **présidente**: Cela rentre tout à fait dans le cadre des travaux de cette commission. Nous parlons de la problématique des abus sexuels dans l'Église, de l'accueil des victimes dans notre système judiciaire, des moyens pour limiter la récidive et pour organiser une meilleure prévention.

Je vous invite donc à nous faire part de ce qui a été mis en place et à nous faire des suggestions, en tant qu'ancienne ministre de la Justice.

**Laurette Onkelinx**: Madame la présidente, chers collègues, rappelez-vous: à cette époque-là, les commissions de la Justice au parlement ont été extrêmement mobilisées par la proposition de loi relative au statut interne du détenu, la fameuse loi Dupont. Nous avons mis des mois et des mois. C'était un travail absolument passionnant. On connaît les avancées que cette loi a permises.

Mais il y a peut-être un élément sur lequel je voudrais revenir, c'est qu'un pan important de cette loi a trait aux soins de santé et à l'expertise

médico-psycho-sociale durant la détention. Pour la première fois, la loi a fait une distinction claire entre les missions de soins accordés aux détenus et les missions d'expertise. Les soins aux détenus doivent s'inscrire dans la relation de confiance qui se noue entre un patient et un prestataire de soins, tandis que la fonction d'expertise est tout autre, puisqu'il s'agit de formuler des avis sur l'aptitude du détenu face à certains enjeux – par exemple, une libération anticipée.

Cela concerne les détenus et également les internés. Quand on sait qu'un tiers des internés se sont rendus coupables de faits d'abus sexuels, on se rend compte évidemment de l'importance de la matière. À l'époque, nous avons préparé avec l'administration pénitentiaire une forme de plan d'action pluriannuel pour la mise en œuvre de la loi. Nous avons commencé – et je sais que ceux qui m'ont succédé l'ont réalisé également. Par contre, je pense que les dispositions sur les soins de santé et l'expertise demandaient plus de temps et que le travail n'est pas terminé. Donc, à cet égard, il serait peut-être intéressant pour votre commission d'évaluer et de faire des propositions pour terminer ce travail-là. Je pense que c'est tout à fait essentiel si l'on veut prendre en charge le détenu dès le début de sa détention pour prévenir le risque de récidive lorsqu'il sort.

Ensemble, nous avons aussi créé les tribunaux d'application des peines. C'était la loi du 17 mai 2006. Et nous avons également travaillé sur le statut externe du détenu, notamment toutes les modalités d'exécution de la peine privative de liberté, du congé pénitentiaire, de la surveillance électronique, de la libération conditionnelle, etc.

D'autre part, dans la lignée de la loi de mars 1998 sur la libération conditionnelle, nous avons prévu qu'un tribunal pourrait imposer l'obligation de suivre un traitement ou une guidance dans un service spécialisé pendant la durée qu'il détermine. Nous avons dit très clairement, comme législateur, que toute demande de libération anticipée devait être accompagnée d'un avis motivé d'un service spécialisé quant à la nécessité de suivre un traitement.

Ces lois sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2007 pour tout ce qui concerne l'exécution des peines de plus de trois ans. C'était déjà un transfert important des dossiers vers les tribunaux d'application des peines. Les autres dispositions devaient entrer en vigueur pour le 1<sup>er</sup> juillet 2008. On sait qu'il y a eu en la matière toute une série de difficultés de mise en œuvre et que cette date a dû être retardée. Dans ce cadre, je pense utile

que la commission puisse faire le point sur le sujet et voir les priorités. De nouveau, si on veut empêcher la récidive, ce travail est, selon moi, essentiel.

On a travaillé, rappelez-vous - je pense que nous avons été ensemble en week-end en Flandre - sur la loi sur l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental. On connaît donc la proportion de ces personnes qui ont commis des faits de violence sexuelle.

Trois éléments me paraissent importants à relever aujourd'hui.

1. Vous savez que la loi de 2007 donne à la juridiction qui prononce l'internement la possibilité de prononcer à l'égard de l'auteur des faits de délinquance sexuelle une interdiction pour une durée de un à vingt ans de participer à diverses activités en contact avec des mineurs, par exemple dans le secteur associatif ou dans le milieu de l'enseignement, etc.

2. La loi a transféré la compétence de libération anticipée au tribunal d'application des peines, ce qui était plus logique et cohérent.

3. S'agissant à nouveau spécifiquement de délinquants sexuels, on s'est inspiré du statut externe des détenus et dès lors on a imposé une obligation de traitement ou de guidance par un service spécialisé. Dans ce cadre, on avait aussi prévu une entrée en vigueur pour février 2009 mais il y a encore des choses à faire puisque pour toute une série de raisons, cela n'a pas pu être réalisé. Pour moi, c'est vraiment, quand on va sur le terrain, une priorité.

Enfin, vous savez que la loi du 26 avril 2007 a modernisé la question de la mise à disposition des personnes condamnées pour des faits graves. Pour rappel, cette mise à disposition est une peine complémentaire qui vient s'ajouter à la peine prononcée par le tribunal à l'encontre d'auteurs d'infractions graves. Cette peine complémentaire qui prend cours à l'expiration de la peine privative de liberté peut être prononcée par le juge du fond dans certaines hypothèses dont la délinquance sexuelle.

C'est le tribunal d'application des peines qui peut l'activer.

Ce point est également important pour empêcher, y compris à l'expiration de la peine, que des personnes, notamment dans le cadre de graves déviations sexuelles, ne soient remises sur le

terrain sans avoir une certaine conviction quant à leur conduite. Il faudrait appliquer cela au plus vite. Cette matière me semble faire partie des priorités. Voilà en tout cas le travail principal que nous avons réalisé ensemble au niveau législatif.

Ensuite, une série de mesures furent prises dans la foulée des réalisations initiées par mes prédécesseurs. Dans ce cadre, je voudrais d'abord dire qu'il ne faut pas toujours de grande loi pour que cela se passe mieux sur le terrain. Ainsi, le fait de remplir les cadres dans les prisons et l'augmentation du personnel psychosocial peuvent résoudre pas mal de difficultés. C'est ce que nous avons fait.

Pour le reste, je voudrais témoigner d'un voyage que nous avons effectué en septembre 2006 au Canada. Je m'y suis rendue avec une équipe d'experts pour y recueillir des informations sur l'ensemble du processus de prise en charge des délinquants sexuels. Nous en avons parlé en commission, puisque l'expérience nous paraissait intéressante. J'ai notamment rencontré le professeur André McKibben, directeur du programme d'évaluation, de traitement et de recherche auprès des auteurs d'agressions sexuelles, internationalement reconnu en la matière, ainsi que toute une série d'autres acteurs, magistrats, policiers, travailleurs sociaux et autres.

Nous avons visité des structures spécifiques prenant ces délinquants en charge. Le premier élément qui m'avait impressionnée, c'est la prise en charge des détenus, dès le lendemain de leur incarcération. Je dis bien dès le lendemain! Ils sont évalués sous toutes les coutures pendant une période de trois mois et, en fonction des résultats de cette évaluation, ils sont dirigés vers l'une ou l'autre prison.

Ce qui est tout à fait frappant dans le système pénitentiaire canadien, c'est la diversité importante des régimes organisés dans les différents complexes pénitentiaires, avec une classification des niveaux de sécurité des établissements. Ainsi, tous les auteurs de délinquance sexuelle ne sont-ils pas nécessairement soumis au même type de régime, mais en fonction de l'expertise de départ, ils sont répartis et un programme est immédiatement mis en œuvre. On n'attend pas de savoir ce qui se passera en cas de demande de libération anticipée, on le fait de suite.

J'ai également visité l'Institut Philippe Pinel. C'est un hôpital sécuritaire à Montréal. Vous en avez peut-être entendu parler dans le cadre des

travaux de votre commission. Il accueille des internés et notamment des délinquants sexuels après un séjour en prison. Tous les délinquants sexuels y sont obligés de suivre un programme de formation et de suivi psychologique. Ils sont impliqués dans des programmes de formation collectifs où ils sont confrontés à certaines victimes. Il y a tout un travail important pour la réinsertion mais aussi pour les victimes.

J'ai également pu visiter ce qu'on appelle des maisons de transition où les détenus sont à leur sortie pris en charge par une équipe psychosociale favorisant leur réintégration progressive dans la société.

J'en viens maintenant aux mesures que j'ai prises concrètement dans le cadre du traitement des délinquants sexuels. Dans les annexes psychiatriques des prisons, on a mis sur pied à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2006 des équipes pluridisciplinaires chargées du suivi des internés. Ces équipes sont composées de psychologues, psychiatres, assistants sociaux, éducateurs, kinésithérapeutes, ergothérapeutes et infirmiers psychiatriques. On retrouve là la notion d'équipes pluridisciplinaires pour le suivi.

Par ailleurs, j'avais obtenu des moyens budgétaires pour un projet pilote dans quatre établissements pénitentiaires. Il s'agissait de mettre en place un programme thérapeutique pour cent délinquants sexuels dès l'incarcération. C'est le modèle canadien en collaboration avec des centres de guidance spécialisés. Un appel d'offres a été lancé puisqu'il fallait passer par un marché public. Je pense qu'il y a eu là aussi des difficultés et que ce projet n'a pas pu être poursuivi. Mais je maintiens que pour moi c'est quelque chose de très important.

Nous avons pris d'autres types d'initiatives. On a créé une Direction générale Maisons de justice. On en a profité pour engager près de deux cents assistants de justice supplémentaires. En 2007, quinze assistants de justice nouveaux ont été engagés avec une mission très précise visant à intensifier la guidance et le contrôle en cas de libération à l'essai ou de libération conditionnelle d'un délinquant sexuel. L'objectif était d'arriver dès 2007 à ce qu'il y ait plus de contacts entre l'assistant de justice et les intéressés. Il serait intéressant d'évaluer l'apport des programmes qui ont été mis en place.

Des initiatives ont également été prises au niveau policier. L'objectif était de permettre qu'un policier

de référence soit désigné par zone de police pour le suivi des auteurs d'abus sexuels faisant l'objet d'une libération provisoire. La police était, en outre, systématiquement informée des conditions imposées à un délinquant sexuel. De la même manière, j'ai demandé à ce que, progressivement, se mette en place, dans chaque arrondissement judiciaire une plate-forme police-parquet-maison de justice pour améliorer la circulation de l'information. Sur ces deux aspects, le travail de concrétisation est toujours en cours et cela vaudrait peut-être la peine d'examiner le suivi.

Au niveau européen, nous avons travaillé à l'interconnexion des casiers judiciaires. Vous vous souviendrez des couacs que nous avons connus dans l'affaire Fourniret. C'était indispensable! Nous avons pu aboutir, avec l'interconnexion, pour ce qui concerne la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Espagne, le Luxembourg et l'Autriche mais il faudra probablement poursuivre le travail pour qu'elle existe dans l'ensemble des pays européens.

Un mot aussi sur la castration chimique. À l'époque, nous avons eu un long débat à ce propos en commission de la Justice. C'est évidemment un thème délicat. Il n'y a pas de remède miracle pour le traitement de la délinquance sexuelle.

En réalité, la castration chimique fait partie des mesures qu'on peut décider d'appliquer dans le cadre du traitement d'un délinquant sexuel, le choix du traitement restant de la responsabilité du médecin. Le juge peut imposer l'obligation de suivre un traitement mais il ne peut imposer sa nature.

Cela étant dit, j'étais allée visiter notamment l'hôpital psychiatrique de Tournai, où j'avais rencontré des psychiatres. L'un d'entre eux m'avait communiqué une expérience douloureuse: un interné avait pu continuer pendant des années à perpétrer des viols sur enfant alors qu'il était sous castration chimique. C'est dire que cela constitue une possibilité sous surveillance et traitement médical mais que ce n'est pas la panacée universelle. Cela dit, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009, j'ai fait en sorte que le coût de ce traitement soit pris en charge par l'INAMI pour que cela ne soit pas un frein. Mais qu'on ne croie pas que ce soit la panacée.

Quelques éléments sur la politique en faveur des victimes, en particulier l'accueil et l'aide aux victimes.

De oprichting van het directoraat-generaal voor de justitiehuisen, waarover ik daarnet sprak, werd natuurlijk ook ingegeven door de bekommernis om de burgerlijke opdrachten van de justitiehuisen, in verband met de slachtofferhulp, te bevorderen. De in 2006 en 2007 aangeworven tweehonderd bijkomende justitieassistenten moesten er ook voor zorgen dat de kwaliteit van dat onthaal werd versterkt.

Er werd ook belangrijk werk verricht om de rechten van de slachtoffers in het kader van de strafuitvoering en de internering uit te breiden. De hervorming met betrekking tot de strafuitvoeringsrechtbank hield eerst expliciet rekening met de situatie van de slachtoffers. De wet van mei 2006 breidde het recht van de slachtoffers tot heel de strafuitvoeringsprocedure uit om informatie te krijgen en om door de strafuitvoeringsrechtbank te worden gehoord. Zij zullen voortaan over alle strafuitvoeringsregels worden ingelicht – penitentiare verloven, voorwaardelijke vrijlatingen, elektronisch toezicht – terwijl zij vroeger alleen van de voorwaardelijke invrijheidstelling werden geïnformeerd.

De wet van 2006 hief trouwens het onderscheid op dat men in 1998 tussen slachtoffercategorieën maakte en waarbij, afhankelijk van de aard van de ondergane feiten, sommigen konden worden gehoord en anderen niet. Voortaan worden alle slachtoffers betrokken en kunnen zij allen desgewenst worden gehoord. Zij zullen ook systematisch over de besliste maatregelen worden ingelicht. De wet van april 2007 verzekert in het kader van de internering diezelfde rechten om ingelicht en gehoord te worden.

Cela concerne les internés et l'audition des victimes devant les tribunaux d'application des peines. La victime est, par ailleurs, informée dans les vingt-quatre heures, par écrit, de l'octroi ou du refus des modalités de sortie et, le cas échéant, des conditions qui sont imposées dans son intérêt.

Nous avons beaucoup travaillé en commission de la Justice sur cette volonté de mieux protéger les victimes, mieux les entendre, mieux les soutenir et de les faire participer à des décisions. C'était un débat très difficile, puisqu'on estimait auparavant que cette décision, notamment sur les modalités de libération anticipée, n'appartenait qu'à la puissance publique. En ce sens-là, nous avons un petit peu renversé la donne.

Voilà ce que je pouvais dire de tout le travail que nous avons réalisé ensemble sous cette législature. Je voulais aussi vous dire, mais en

quelques mots, que nous avons travaillé sur la tolérance zéro au niveau de la violence intrafamiliale. Nous avons travaillé par le biais de circulaires dans le cadre d'un très bon dialogue que nous avons eu avec le Collège des procureurs généraux.

Vous vous souvenez de la volonté du procureur du Roi de Liège, Anne Bourguignon, qui en avait fait vraiment son leitmotiv. Nous avons donné corps à cela à travers deux circulaires. Nous y avons aussi beaucoup travaillé dans le cadre du Plan national de lutte contre les violences dont les femmes sont victimes. Donc, deux circulaires en 2006: l'une sur le repérage et l'enregistrement par les services de police et des parquets des situations de violence intrafamiliale ainsi que de maltraitance d'enfants signalées à la justice; la deuxième était relative à la politique criminelle, avec des lignes directrices pour mettre en œuvre cette tolérance zéro.

Voilà, madame la présidente, chers collègues, le travail réalisé. C'était un rappel pour beaucoup, puisque je reconnais beaucoup de collègues qui étaient présents dans ces commissions.

**La présidente:** Madame la vice-première ministre, je vous remercie beaucoup. Il est vrai que, pour le parlement, il est bon de rappeler tout ce qu'il a voté: nous avons énormément voté de lois et de réformes fondamentales durant cette législature. Voilà qui montre combien le parlement devrait assurer le suivi de la mise en œuvre des lois qu'il vote. Ce sera là aussi un des travaux de cette commission: voir ce qui a été voté sans avoir déjà été réalisé sur le terrain, alors que pourtant indispensable, sans doute, pour le suivi des détenus, mais aussi pour le suivi des condamnés par le biais de la prévention, de la prise en compte de la récidive, et pour le suivi des victimes.

Contrairement à votre prédécesseur, il semble que vous ayez pu, vous, madame la vice-première ministre, travailler avec le Collège des procureurs généraux alors que lui disait que ce fut une guerre ouverte pendant quatre ans. Chacun a donc une expérience différente. Je suis sûre que mes collègues poseront quelques questions à cet égard.

**Olivier Deleuze** (Ecolo-Groen!): Madame la ministre, merci pour votre témoignage. J'avais deux questions concernant le protocole ou les textes qui pourraient exister pour réguler le flux d'informations entre l'Église catholique et le ministère public.

Premièrement, pendant votre office de ministre de la Justice, d'une manière ou d'une autre, avez-vous été approchée par une institution, que ce soit l'Église catholique ou une autre, dans le but d'établir éventuellement un protocole d'échange d'informations avec le ministère public, qui devrait définir la manière de traiter les cas individuels, qu'ils soient prescrits ou non?

Deuxièmement, concernant ce protocole-ci, qui est une proposition du Collège des procureurs généraux de juin 2010, le gouvernement actuel a-t-il, d'une manière ou d'une autre, discuté de ce projet, de ce papier? A-t-il été informé de démarches du ministre de la Justice en ce sens? Ou bien cela n'a-t-il pas du tout été fait de manière collégiale ou en partage d'informations au sein du gouvernement?

**Sophie De Wit (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, ik dank u voor uw toelichting.

Het is opvallend hoezeer de focus in de vorig legislatuur lag op recidive en preventie. Er was allerlei wetgeving rond strafuitvoering, internering, terbeschikkingstelling van de regering, enzovoort. Men kan daaruit afleiden dat het een vat vol goede bedoelingen is geweest. Er waren heel veel goede intenties en de aanzet was gegeven, maar de eindmeet werd nooit bereikt omdat de wetgeving maar deels in werking is getreden.

Ik merkte dat voorheen in mijn praktijkervaring en begreep het niet. Na enkele maanden hier schijnt al een beetje het licht waarom het soms moeilijk gaat, maar toch begrijp ik niet echt waarom die eindmeet niet wordt gehaald.

Het is zo belangrijk om recidive te vermijden. Waarom wordt die eindmeet niet gehaald? Is dat enkel door technische of praktische moeilijkheden of is het een probleem van middelen of van een andere insteek van de opvolgers? Dat kan immers ook. Ik wil graag weten wat volgens u de reden is waarom die goede intenties niet kunnen worden verder gezet.

Ik heb daarnet aan uw voorganger, de heer Verwilghen, vragen gesteld over het POKO-project, een koninklijk besluit van 1999 dat belangrijk is en dat helemaal kadert in de uiteenzetting die u gaf rond de behandeling van seksuele delinquenten recidivisten met het oog op preventie.

Behandeling en diagnose zijn heel belangrijk. Waarom is dat stilgevallen? Het antwoord was dat

men meer wetenschappelijke informatie nodig had. Ik kan dat begrijpen. Men had die opgevraagd, maar nadien is die vraag niet opnieuw geactiveerd en is het wat stilgevallen.

U had het in uw betoog daarnet over een paar pilootprojecten. Waren die geënt op het POKO-project en op de wetenschappelijke informatie die u ondertussen wel had of waren het andere projecten? Waarom zijn die dan ook op termijn weer stilgevallen? U hebt gezegd dat er een pilootproject was dat na een tijdje werd stilgezet. Waarom was dat dan?

**Valérie Déom (PS):** Madame la ministre, vous nous avez parlé du suivi qui peut être effectué lorsqu'il y avait libération conditionnelle, des mesures probatoires grâce aux différents instruments mis en place. On a aussi souvent évoqué devant notre commission la question des auteurs d'abus sexuels qui vont à fond de peine. À ce moment-là, la peine ayant été exécutée, il n'y a pas de suivi. À l'occasion de l'examen de cette question réalisé sous votre législature, le suivi des auteurs qui vont à fond de peine a-t-il été évoqué? Y a-t-il des pistes de réflexion en la matière?

Par ailleurs, comme d'autres collègues l'ont déjà dit, M. Verwilghen nous a fait part des difficultés qu'il a rencontrées avec le Collège des procureurs généraux, disant très clairement que la question des abus sexuels sur les enfants, qui était pourtant la suite des recommandations de la commission Dutroux n'était pas "la tasse de thé" du Collège – et je reprends mot pour mot ses paroles. Il devait chaque fois se battre pour faire passer les mesures et les recommandations adoptées par cette commission et il devait plus souvent recourir à des circulaires ministérielles, vu l'inertie des procureurs généraux.

Vous nous avez fait part d'une expérience plus positive dans le domaine de la lutte contre les violences intra-familiales. Néanmoins, les deux circulaires étaient des circulaires ministérielles ou des procureurs généraux. Avez-vous pu constater de temps en temps, par rapport à vos priorités, une certaine réticence ou une inertie chez les procureurs généraux?

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, u hebt tijdens uw uiteenzetting gesproken over maatregelen van "terbeschikkingstelling van de regering", zoals in de nieuwe wet op de geïnterneerden wordt herschreven. Wij kennen dit middel ook vandaag reeds. Het wordt vandaag reeds uitgesproken door heel wat rechtbanken en hoven.

Wij hebben hier de heer Heimans, voorzitter van de commissie, gehoord. Hij deelde ons mee dat de magistratuur aarzelend is alhoewel het een goed middel is omdat men na strafeinde of na opsluiting toch nog maatregelen kan nemen ten aanzien van de seksuele delinquent zodat recidive kan worden vermeden. Het is een goed middel, maar de magistratuur is aarzelend omdat de uitvoering vandaag toekomt aan de regering en wij stellen vast dat slechts in een vierde van de dossiers er opvolging wordt gegeven en gevolg gegeven wordt aan die maatregel van terbeschikkingstelling van de regering. Drie vierden van de onder deze maatregel te begeleiden seksuele delinquenten blijven gewoon zonder enige opvolging en zijn gewoon thuis, zoals collega De Wit het uitdrukte tijdens een vorige vergadering.

Mijn vraag, mevrouw de minister. Hoe is u daar mee omgegaan? Wat denkt u dat er moet gebeuren opdat honderd procent opvolging kan worden gegeven aan dergelijke maatregel?

Ten tweede, het protocol of de regulering van de informatiedoorstroming tussen de commissie-Adriaenssens enerzijds en het openbaar ministerie anderzijds, dat er is gekomen op verzoek van de minister van Justitie en waarbij zeer duidelijk wordt gesteld dat het de verantwoordelijkheid is van de commissie om dossiers al dan niet over te maken aan Justitie en dus onrechtstreeks te oordelen over de aanwezigheid van een strafbaar feit, over de al dan niet verjaring, enzovoort. Nochtans moet het openbaar ministerie instaan voor de strafvervolging. Mijn collega heeft u gevraagd of u kennis had van dit protocol, overeenkomst, regulering? Men geeft het document allerlei namen. Had u er kennis van? Zo ja, zou u ermee hebben ingestemd indien u er vooraf kennis van zou hebben gehad?

**Marie-Christine Marghem** (MR): Madame la vice-première ministre, par rapport à cet afflux de plaintes auprès de la commission Adriaenssens, qui ont trouvé un prélude *molto piano* à travers la précédente commission qui existait depuis 2000 sous la présidence de Mme Halsberghe, en tant que ministre de la Justice entre 2003 et 2007, avez-vous eu connaissance de la commission Halsberghe au sein de l'Église? Saviez-vous sur quelle base elle avait été instituée et ce qu'elle faisait? Aviez-vous également connaissance du problème existant au sein de l'Église par rapport aux abus sexuels?

Pourquoi dis-je cela? Parce que, et c'est la deuxième question, on a l'impression qu'après l'affaire Dutroux, toute une série de mesures ont été prises par votre prédécesseur et vous-même – votre prédécesseur ayant plus de mal avec la réticence de l'appareil judiciaire, puisque les mesures qu'il avait prises concernaient peut-être plus l'appareil judiciaire que l'appareil exécutif –; tandis que, vous, c'était l'internement, la mise à disposition et les mesures concernant le traitement et l'encadrement thérapeutiques. Là, c'est plus l'exécutif.

Dans ce contexte, j'aimerais que vous apportiez une réponse à ceci. Dans les auditions, tous les intervenants du terrain nous ont dit qu'il serait convenable que les auditions vidéo-filmées soient systématiques chaque fois qu'il s'agit d'enfants dans cette problématique-là, alors que la loi en réserve la faculté aux magistrats et qu'elles ne sont pas systématiques; qu'il serait souhaitable que toutes ces affaires soient mises à l'instruction systématiquement et avec des magistrats spécialisés, les policiers l'étant. Même si l'accueil des victimes au commissariat n'est pas toujours excellent, on peut avoir recours à des policiers spécialisés. Seriez-vous d'avis que cela évolue comme ça? Estimez-vous que c'est nécessaire? Et pourquoi dis-je cela? Parce qu'il est étonnant qu'à travers toute cette réflexion législative et sociétale, les crimes commis à l'intérieur de l'Église n'aient pas été pointés du doigt et n'aient pas été pris en charge comme l'ont été ceux qui sont commis dans la société.

**Laurent Louis** ( indép.): Madame la ministre, vu votre expérience à la tête du ministère de la Justice, j'aurais voulu vous demander quel regard vous portiez sur le protocole qui a été conclu entre le ministre De Clerck et l'Église catholique belge. Pensez-vous, comme certains de mes collègues, qu'il s'agit d'une forme de privatisation de la Justice ou auriez-vous pu vous-même conclure ce type de protocole lorsque vous occupiez les fonctions actuellement remplies par M. De Clerck? Pensez-vous que ce genre de protocole soit acceptable dans un État de droit?

Enfin, comment jugez-vous les actes posés par le ministre De Clerck au cours de ces derniers mois? Avez-vous fait pression au sein du Conseil des ministres pour que M. De Clerck revoie sa position, puisqu'on a vu, durant l'été, qu'il était particulièrement attaché à cet accord avec l'Église?

Avez-vous l'impression qu'il s'est laissé guider par ses propres convictions religieuses au détriment

de l'institution qu'il représente? Finalement, estimez-vous qu'il a commis une faute politique ou morale?

La **présidente**: Madame la vice-première ministre, voilà une série de questions. Je vous cède la parole.

**Laurette Onkelinx** : Madame la présidente, pour répondre directement à Mme De Wit, je dirais qu'une législature dure quatre ans. Pour faire voter une loi, par exemple la loi Dupont sur le statut interne des détenus, le Parlement a travaillé un an et demi, deux ans. C'était un travail immense. Par la suite, il faut tout changer sur le terrain. Ça bouge! Ainsi, les tribunaux d'application des peines n'existaient pas avant la législature, mais bien maintenant. L'obligation de demander l'avis des victimes, de les informer n'existait pas auparavant contrairement à aujourd'hui. La DG Maisons de justice, les nouveaux assistants, les nouveaux psychologues et le suivi psychosocial n'existaient pas auparavant, contrairement à aujourd'hui. Donc, ça bouge, mais peut-être pas aussi vite qu'on le voudrait!

En ce qui concerne d'autres éléments non concrétisés que j'ai évoqués tout à l'heure, je n'en sais rien, peut-être! Et à mon avis, mes collègues qui ont siégé en commission de la Justice sous la législature passée le savent mieux que moi. Peut-être aussi que nous sommes revenus sur certaines orientations et que nous avons considéré que ce n'était pas le meilleur moyen. Ce point est à examiner avec le ministre de la Justice actuel. Peut-être aussi y a-t-il eu des problèmes budgétaires. Je le répète, ça bouge quand même! Ce que fait le Parlement est très important, qu'il s'agisse de mesures législatives, réglementaires, de simples travaux de terrain avec la police, etc., cela fait bouger les choses, mais la mise en œuvre demande un certain temps.

Pour ce qui concerne la mise à disposition, il faut l'utiliser avec parcimonie. N'oubliez pas que cela concerne une personne qui a purgé sa peine et qui, après cette peine-là, a une nouvelle peine privative de liberté, par le biais de la mise à disposition! On ne doit pas prendre cela à la légère.

Cela dit, nous avons travaillé sur le sujet - mais de mémoire, je n'ai plus la loi en tête -, pour quatre grandes catégories de crimes. Nous avons non pas fait de la mise à disposition un automatisme, mais incité, pour ceux qui sont à fond de peine, de travailler sur cette mise à

disposition en donnant une mission aux tribunaux d'application des peines. En effet, dans ce cas, il est beaucoup plus facile aux magistrats d'avoir accès à cette mise à disposition, car ils savent qu'un travail du tribunal d'application des peines entoure l'utilisation de cette mesure exorbitante par rapport au cadre normal de la peine et de la prise en charge des auteurs des faits et des victimes.

Selon moi, cette loi-là n'est pas d'application. Peut-être faudrait-il voir pourquoi?

Il est vrai que cela existait auparavant. Mais une modification a été apportée en commission de la Justice. Et c'est cette partie-là qui n'est pas d'application. Il faudrait se demander pourquoi et s'interroger sur le sujet.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de minister, ik besef goed dat er een onderscheid is met betrekking tot de terbeschikkingstelling van de regering en de regeling zoals ze gold voor de wetgeving die onder uw beleid is totstandgekomen en erna, en dat de regeling die erna is goedgekeurd, vandaag nog niet in uitvoering is.

Dat neemt echter niet weg dat er vandaag door hoven en rechtbanken seksuele delinquenten ter beschikking worden gesteld van de regering, met toepassing van de oude regelgeving. Zoals u zegt, wordt er na de straf in een opvolging voorzien zodat maximaal garanties kunnen worden verleend dat de seksuele delinquenten niet hervallen en recidiveren.

Er werd ons gezegd dat er in drie vierde van de uitgesproken terbeschikkingstellingen helemaal geen opvolging is. Er gebeurt niets met die seksuele delinquenten. Dat maakt ons bezorgd.

Mijn vraag was of u dat kan bevestigen. Wat is daarvoor de reden? Wat moet er gebeuren, opdat vanaf vandaag seksuele delinquenten die ter beschikking van de regering worden gesteld, worden opgevolgd? Het gaat om personen die een straf hebben gekregen en waarvan de rechter het nodig heeft geacht dat zij verder worden opgevolgd. In drie vierde van de gevallen zou er geen opvolging zijn.

**Laurette Onkelinx**: Je pense avoir répondu! Dans le cadre des dispositions législatives que nous avons votées durant la législature pendant laquelle j'ai été ministre de la Justice, nous avons justement prévu que si la mise à disposition était prononcée par les juges, toute l'activation de la mise à disposition, avec le suivi, se faisait par les

tribunaux d'application des peines. C'était pour bien dire que le tribunal d'application des peines devait absolument, de par sa composition particulière, en fonction des délinquants sexuels, faire un suivi.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Entre-temps, c'est le ministre.

**Laurette Onkelinx**: La notion de suivi était essentielle.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Tout à fait d'accord mais entre-temps, c'est le ministre?

**Laurette Onkelinx**: Je ne sais pas. Je ne suis plus là depuis 2007!

La **présidente**: Je rappelle que depuis 2007, la vice-première ministre n'est plus ministre de la Justice. Nous verrons donc avec le ministre suivant.

**Laurette Onkelinx**: Il faut peut-être mettre en vigueur cette loi.

(...): Il faut surtout mettre en vigueur les lois que l'on vote!

**Laurette Onkelinx**: Il y a peut-être des raisons mais je ne les connais pas.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Daar gaat het net om, het gaat over het in werking treden van wetgeving. Mevrouw de minister, ik ben wat verwonderd als u zegt dat het Parlement eigenlijk zou moeten onderzoeken hoe het komt dat de wetten die goedgekeurd zijn nog niet in uitvoering zijn. Wij hebben wetten goedgekeurd op voorstel van de regering. Het zijn wetsontwerpen die hier goedgekeurd zijn om de inwerkingtreding systematisch uit te stellen. Eigenlijk moeten wij aan u, aan de regering, vragen hoe het komt dat dit niet in werking treedt. We hebben die vragen al vaak gesteld aan de minister van Justitie. U kaatst de bal naar ons maar het is de regering – in eerste instantie de minister van Justitie maar ook de hele regering – die ons via wetsontwerpen heeft gevraagd om de inwerkingtreding uit te stellen. Ik kaats de bal dus terug. Waarom wil of kan de regering die wetten niet uitvoeren?

**Laurette Onkelinx**: Maar het is geen spel.

Je ne suis plus ministre de la Justice depuis 2007. Je vous ai expliqué ce que nous avons fait entre 2003 et 2007.

Je suis d'accord avec vous pour dire que les lois doivent être exécutées et que cela ressort de la compétence de l'exécutif. Mais depuis lors, je n'ai plus suivi cette question. Il existe peut-être de bonnes raisons. Je n'en sais rien. Un travail autour de ces motifs doit être réalisé pour comprendre ce qui s'est passé. Des problèmes techniques se sont peut-être posés. Des initiatives plus intéressantes ont peut-être été prises. Des problèmes budgétaires ont peut-être été rencontrés. Il n'en reste pas moins intéressant de s'interroger sur la question.

Pour ce qui me concerne, j'estime que vous avez raison, ce n'est pas au Parlement à exécuter les lois.

La **présidente**: En tout cas, on peut tirer un enseignement de ce que l'on vient d'entendre: il est temps d'évaluer l'exécution des lois qui sont votées ici, surtout quand il s'agit de lois aussi importantes.

Nous savons que nous sommes confrontés à des problématiques budgétaires. Mais faire de la politique, c'est aussi donner des priorités en termes de défense de la société.

Toujours est-il que beaucoup de lois qui ont été votées au cours d'une période de quatre ans ne sont toujours pas exécutées.

**Laurette Onkelinx**: Madame la présidente, je voudrais répondre maintenant aux questions relatives aux relations que j'ai pu entretenir avec le Collègue des procureurs généraux. Vous savez que l'on se rencontrait très régulièrement. Je pense me rappeler que c'était tous les 15 jours, mais je peux me tromper.

La **présidente**: Tous les mois.

**Laurette Onkelinx**: À mon avis, je les ai rencontrés plus d'une fois par mois.

Toujours est-il que nous avons bien travaillé ensemble. Je ne dis pas que cela a toujours été facile, certainement pas. En effet, il s'agissait de discussions de pouvoir à pouvoir. C'est très différent comme dialogue. Cela dit, on a pu, malgré tout, travailler ensemble.

À un moment donné, j'ai été confrontée à des difficultés qui n'avaient rien à voir avec les faits qui vous occupent. Je voulais conditionner l'octroi de moyens budgétaires supplémentaires aux différentes juridictions à la lutte contre l'arriéré judiciaire. Cela a été extrêmement difficile.

Pourquoi? Parce qu'à l'époque, le pouvoir judiciaire estimait que je voulais, en quelque sorte, le "mettre sous ma coupe". Autrement dit, ils estimaient que je voulais mettre à mal leur indépendance. Nous avons longuement parlé et nous avons "arrangé les bidons". Et les conventions de collaboration ont pu être signées. Cela n'a pas toujours été simple, mais on y est arrivé.

Madame Marghem, je n'avais pas connaissance de la commission Halsberghe. On ne m'en a parlé à aucun moment. Qu'il s'agisse des gens de l'Église, de la magistrature ou des victimes, à aucun moment je n'ai été interpellée. Je vous disais au début de mon exposé que je me trouvais dans une situation particulière car je n'avais pas été interpellée sur le sujet.

J'en viens au protocole. Au mois de juillet 2010, j'ai pris connaissance de la note des procureurs généraux; je pense que c'était par la presse. Je crois vraiment en la bonne foi de mon collègue Stefaan De Clerck. Je pense qu'il a voulu bien faire et que cela n'avait rien à voir avec ses convictions religieuses. Mais sur le fond, je ne suis pas en accord avec lui. Cela peut arriver, le fait de dire que nous avons des divergences d'appréciation n'est pas une marque d'irrespect.

En Conseil des ministres, nous avons eu une discussion lors de laquelle les avis étaient partagés. J'ai fait savoir qu'il ne me paraissait pas normal, dans notre système démocratique, de mettre en place un mécanisme de collaboration entre l'Église et le parquet.

Pourquoi ai-je dit cela? Je peux admettre qu'on n'ait pas la même opinion que moi. Je vous expose mon opinion. J'estime que ce protocole consiste à confier à une institution privée le soin de se saisir de plaintes, de déterminer si des faits dénoncés constituent ou non une infraction et si ces infractions doivent être portées à la connaissance du pouvoir judiciaire. Cela me pose un vrai problème. À cette époque, j'avais évoqué un des passages du protocole qui habilite la commission à donner avis au parquet fédéral, sous sa propre responsabilité, des faits susceptibles de constituer une infraction et dont elle prend connaissance, si elle estime devoir les porter à la connaissance de la justice. Cela pose un problème. Dans notre système pénal, c'est le ministère public qui apprécie si une situation infractionnelle doit ou non donner lieu à des poursuites pénales. Ce quasi-monopole dans le chef du ministère public est d'ailleurs renforcé par l'obligation légale faite à tout fonctionnaire de

dénoncer au parquet les infractions dont il a connaissance; c'est le fameux article 29 du Code d'instruction criminelle. Je pense que le protocole conclu par les procureurs généraux a occasionné une brèche importante aux mécanismes qui posent les balises de notre système judiciaire.

Cela ne veut cependant pas dire que toutes les personnes victimes d'une infraction, aussi grave soit-elle, doivent s'adresser à la justice. Je ne dis pas cela. Je peux parfaitement comprendre que certaines personnes ne désirent pas porter plainte. C'est un autre débat! Ces personnes ont aussi l'occasion de s'adresser à des professionnels de la santé, notamment de la santé mentale, qui sont soumis à une déontologie stricte dans leur travail. Le cadre d'intervention est clairement défini. Ils n'ont pas vocation à recevoir des plaintes et sont tenus au secret professionnel. Nous sommes dès lors loin de la démarche du protocole.

**La présidente:** Madame la vice-première ministre, certaines questions portent sur le protocole.

**Renaat Landuyt (sp.a):** U heeft het over een discussie binnen de regering over het protocol. Wanneer was dat?

**Laurette Onkelinx:** Cela avait déjà été signé. On en a parlé parce qu'on venait de l'apprendre par les médias. Je pense que c'était en juillet 2010 mais je peux me tromper.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Naar aanleiding van het feit dat u verrast was dat zo een overeenkomst werd gesloten tussen het college en de commissie-Adriaenssens?

**Laurette Onkelinx:** Je viens de le dire.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Op dat moment werd dat verdedigd als zijnde een akkoord?

**Laurette Onkelinx:** Non. Ce protocole avait été conclu entre le mini... entre les procureurs généraux et l'Église. Il y a eu une discussion, ce n'était pas un point à l'ordre du jour, c'était une discussion informelle au Conseil des ministres où les uns et les autres se sont exprimés sur le sujet. Puisque vous m'avez posé la question, j'ai un devoir de sincérité à votre égard: j'ai exprimé ce que je viens de vous décrire. Je n'étais pas la seule. Mais c'était une discussion informelle, le point n'est pas venu officiellement à l'ordre du jour. Je pense qu'on en a discuté au moins deux fois. Comme la situation persistait, on en a parlé au moins deux fois.

La **présidente**: Et c'est seulement quand la commission Adriaenssens a démissionné qu'il y avait la volonté de remettre une deuxième commission, où le ministre De Clerck s'est de nouveau prononcé pour un nouvel accord. Et là, je pense que vous êtes sortie publiquement.

**Laurette Onkelinx**: Oui, absolument. C'était d'abord une conversation informelle sur le sujet. Je me suis exprimée comme je viens de le faire. Puis, lorsqu'il s'est agi d'éventuellement recommencer, là, je me suis exprimée publiquement.

**Olivier Deleuze** (Ecolo-Groen!): Madame la ministre, ma question va dans le même sens. La lettre du ministre De Clerck aux procureurs généraux date du 3 mai 2010. La proposition du Collège des PG date du 7 juin 2010. Vous avez l'impression que les deux discussions qui ont eu lieu en Conseil des ministres se situaient après la proposition des PG ou bien est-ce avant que le ministre n'écrive?

**Laurette Onkelinx**: Je pense que c'était en juillet.

**Olivier Deleuze** (Ecolo-Groen!): Après que tout ait été fait.

**Laurette Onkelinx**: Oui. Nous n'avons absolument pas connaissance de (...).

Il y avait encore une question de Mme Marghem. Elle disait: "Quand il s'agit d'enfants, quel est votre avis sur les vidéos systématiques, d'avoir des juges d'instruction spécialisés, d'avoir la mise en instruction automatique dès qu'il y a fait d'abus sexuels d'un enfant?" Pour les enfants, il faut que cela se fasse. Je suis tout à fait d'accord avec cela.

La **présidente**: Chers collègues, y a-t-il encore des questions pour la vice-première ministre? (*Non*) Madame la vice-première ministre, je vous remercie de votre venue, de toutes les informations et suggestions que vous nous avez faites. Nous allons faire une pause de dix minutes.

*La réunion publique de commission est suspendue de 15.30 heures à 15.49 heures.  
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 15.30 uur tot 15.49 uur.*

**Audition de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice**  
**Hoorzitting met de heer Stefaan De Clerck, minister van Justitie**

La **présidente**: Nous accueillons maintenant l'actuel ministre la Justice, M. De Clerck. En affaires courantes, oui, puisque vous le rappelez. Tout le monde est très conscient de cette réalité dans ce parlement. On vous a déjà entendu, monsieur le ministre de la Justice, en commission de la Justice sur différents points. Mais nous vous avons évidemment entendu avant de créer cette commission spéciale. Nous vous avons aussi entendu avant d'avoir entendu différents points de vue, différents magistrats, notamment l'ensemble des procureurs généraux. On reviendra certainement sur des points qui avaient déjà été évoqués en commission de la Justice, notamment le protocole d'accord. J'imagine que vous allez d'abord nous faire un exposé. Par la suite, il y aura les questions des commissaires de cette commission. Monsieur le ministre, je vous cède la parole.

**Stefaan De Clerck**: Mevrouw de voorzitter, collega's, ik ben inderdaad op 17 september verschenen voor de hoorzitting. Ik heb toen een uiteenzetting gegeven. Ik ben blij dat ik even kan terugkomen op een aantal feiten. Ik zal in het kort proberen de context te schetsen waarin een en ander is verlopen met betrekking tot dit belangrijke dossier. De vorige keer heb ik ook gezegd dat dit dossier mij ten zeerste heeft aangegrepen. Ik heb met alle middelen willen interveniëren opdat Justitie haar rol zou vervullen.

In 1995 ben ik minister van Justitie geweest en ben ik eigenlijk altijd op een of andere manier met seksuele delinquentie geconfronteerd. Vanaf de eerste dag dat ik daar was, waren twee kinderen verdwenen. Dat ging voort met wetgevend werk, parlementair werk, onderzoekscommissies en zeer veel initiatieven. De hele problematiek van het slachtoffer is eigenlijk gelijktijdig naar boven gekomen. Die is zeer sterk ontwikkeld in diezelfde periode. De problematiek van kinderen, ouders en slachtoffers was immers zeer aangrijpend. Daaromtrent is heel veel werk verricht.

Vorige keer ben ik geëindigd met een document. Nu begin ik ermee. Dit is voor mij immers een ongelooflijk belangrijk document, met name het eindrapport van de Nationale Commissie tegen seksuele uitbuiting van kinderen. Het is een document van 23 oktober 1997. Tal van academici en personen uit de sector waren samengekomen om te weten op welke manier men die problematiek zo efficiënt mogelijk kan aanpakken.

Er staan vijfendertig aanbevelingen in. Die

aanbevelingen zijn voor mij nog altijd relevant. Ik heb ze altijd als een zeer goed uitgangspunt bekeken. Ten eerste, plaatsen die het slachtoffer centraal. Vandaag is dat evident. Toen was dat echter niet evident. Laat het slachtoffer zijn verschillende fases doorlopen. Geef een slachtoffer de mogelijkheden om een soort traject, een levenstraject, mee te maken om te kijken hoe men er optimaal mee omgaat om de schade te herstellen.

Ten tweede, iedereen heeft zijn verantwoordelijkheid. Dat is het tweede grote uitgangspunt. Het is dus niet alleen van Justitie. Het is niet alleen een defensieve Justitie. Iedereen moet zijn job doen. En het is, denk ik, in eerste instantie vanuit de nood van het slachtoffer dat men moet zoeken welke methodiek de beste methodiek is om tot een goede oplossing te komen. Je moet alle middelen gebruiken. Alle middelen moeten worden aangewend. En daarin wordt natuurlijk zeer sterk aangewezen dat er samenwerkingsprotocollen worden gemaakt, dat er interventiemodellen worden gemaakt. Dit zijn allemaal methodes, die worden aangebracht. Er is daarin duidelijk een idee over beroepsgeheim, enzovoort. Het is het belangrijkste document voor mij geweest in al mijn politieke handelen, gedurende jaren en eigenlijk ook nog vandaag.

Misschien kan daar een kopie van worden gemaakt? Men begint de hele problematiek met te zeggen dat het slachtoffer kijkt op welke manier er een justitiële of een buiten-justitiële aanpak wordt aangeboord. Het slachtoffer moet kijken op welke manier niet-justitieel iets gebeurt op het vlak van onderzoek, multidisciplinair, et cetera, hoe men tot conclusies komt, en anderzijds, eventueel, hoe men via Justitie tot een onderzoek komt. Er moet op een bepaald ogenblik worden gezocht naar bruggen tussen die twee. Voor mij is dat altijd een belangrijk punt geweest.

Dat brengt mij tot de conclusie dat vanuit deze ideeën diverse stappen zijn gezet. Niet alleen is de hele Franchimontprocedure aangepast, niet alleen zijn er justitiehuisen gerealiseerd met justitieassistenten, die voortdurend beschikbaar zijn, maar er zijn inderdaad tal van samenwerkingsakkoorden gesloten. Er zijn zeer veel initiatieven genomen.

De eerste belangrijke – ik zal u dat ook meegeven want ik heb ze op uw vraag gekopieerd – zijn de samenwerkingsakkoorden in de periode van 1997 tot 1999 in verband met slachtofferzorg. Dat zijn de eerste geweest. Slachtofferzorg is heel de nieuwe problematiek van hoe je slachtoffers een

plaats geeft. Hoe maak je een relatie tussen federaal en de Gemeenschappen om die slachtoffers optimaal te begeleiden? Dat zijn protocolakkoorden, die allemaal gepubliceerd zijn en dateren van de periode 1998-1999. De akkoorden over slachtofferzorg – ik zal daar later wellicht kunnen op terugkomen – zijn voorwerp van advisering vanwege het nationaal forum voor slachtoffers, dat volgende week wellicht zijn conclusies zal formuleren en dat ons aanbevelingen zal geven over de wijze waarop die moeten worden geactualiseerd en hoe we die moeten herschrijven.

Tweede reeks zijn de samenwerkingsakkoorden inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel geweld. Dat is volop de materie waar we mee bezig zijn. In 1998 heb ik de eerste akkoorden gemaakt tussen de federale staat en de Vlaamse Gemeenschap. Dat is ook voortgezet met het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie. In 1998 en 1999 waren er ook akkoorden om naar mekaar toe te groeien en modellen van samenwerking te realiseren. Ook daarover zal heel binnenkort een evaluevaluatie komen want die werden aangevraagd in tempore non suspecto om rond deze samenwerkingsakkoorden, uitgevoerd door de Dienst voor Strafrechtelijk Beleid te kijken hoe die moeten worden geactualiseerd. Dit eindverslag heb ik nog niet, maar het zal wellicht ook op heel korte termijn kunnen worden bezorgd.

De derde categorie betreft de sociale hulpverlening aan gedetineerden. Dit is meer een algemene problematiek. Hoe gaat men om met de personen die in de gevangenis verblijven, de gedetineerden en de samenwerking met de Gemeenschap?

Dat is een eerste pakket dat ik u zal overhandigen, maar er is een tweede pakket. Dat tweede pakket werd niet met de Gemeenschappen afgesloten. Er zijn een aantal protocollen – ik durf het woord uit te spreken – ondertekend. Er zijn veel protocollen gesloten. Ik zal u enkele voorbeelden geven. De eerste reeks zijn protocollen die zijn gesloten met Child Focus. Er zijn vier akkoorden met Child Focus. Ook dat dateert in eerste instantie van de periode 1997/1998, de periode waarin Child Focus werd opgericht. Er is toen gekeken hoe tussen Justitie en Child Focus optimaal werd samengewerkt om zoveel mogelijk dossiers te vinden en zoveel mogelijk dossiers naar Justitie te kunnen begeleiden. Inzake Child Focus betreft het protocollen rond internationale kindervervoering,

vermissing, seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie op internet. Dit is een volgende reeks protocollen die zijn gesloten met Child Focus.

Een andere reeks geef ik u ook al mee en die is een beetje divers van aard. Er zullen nog reeksen volgen. Ik zal ze u meegeven. Ik geef een overzicht van de akkoorden die de procureurs-generaal hebben gemaakt voor hun ressorten. Als men dat bekijkt dan ziet men – een lijst wordt doorgegeven, de stukken zullen wellicht volgen – dat het parket-generaal van Gent zeven bladzijden vol heeft met akkoorden, samenwerkingsverbanden en protocollen met de een en de ander rond diverse zaken. Ik zal straks een of twee voorbeelden geven. Ik geef u dit overzicht. Dit zijn nog niet de volledige teksten, maar dat zijn allemaal initiatieven die genomen zijn meestal door lokale parketten in diverse dossiers.

Daar zit onder andere het volgende in. Ik vernoem bijvoorbeeld wat er loopt in West-Vlaanderen met de ziekenhuisgroep Zorg Heilige Familie. Het parket sluit met de ziekenhuiswereld akkoorden af, een samenwerkingsprotocol ziekenhuiscriminaliteit, waarbij het geheel van de criminaliteit in een ziekenhuis gecoördineerd wordt door één coördinator, aangeduid door het ziekenhuis. Hij inventariseert, hij noteert, hij maakt de verbinding. Hij heeft een grote rol. Met andere woorden, men zoekt vanuit het parket met de politiediensten een methode om die wereld specifiek te vinden als een partner. Men zoekt daar een protocol mee af te sluiten.

Ik vernoem bijvoorbeeld nog een protocol van een andere aard, namelijk met de bedrijfswereld, in verband met terrorisme, om na te gaan op welke manier terrorisme in initiatieven of informatie doorgespeeld kan worden.

Dat zijn diverse zaken die volgens mij wel belangrijk zijn en aandacht verdienen.

Los van die samenwerkingsakkoorden die ik u geef, los van het overzicht van protocollen, zijn er twee belangrijke stappen inzake kindermishandeling. Die stappen zijn de volgende.

Ten eerste, in 2007 werd het protocole d'intervention entre le secteur médico-psycho-social et le secteur judiciaire afgesloten. Dat protocol is ondertekend door een hele reeks ministers. Het is een heel belangrijke stap vanuit de praktijk die was gegroeid rond SOS Enfants. Er zit dus al een basis in van een manier van

samenwerken. Laurette Onkelinx, Catherine Fonck, Bernd Gentges en Paul Magnette hebben dat ondertekend. Het is een methodiek die expliciet verwijst naar het begindocument daarvan. Het zegt dat, in toepassing daarvan, dat protocol wordt gemaakt. Dat protocol wordt dan ook door de procureurs-generaal verder uitgezet, en het wordt toegepast. Die tekst overhandig ik u ook.

Diezelfde tekst van 2007 is in Vlaanderen opgewaardeerd. Het is een basis geweest, maar er is een zekere evolutie. In maart 2010 heb ik met de bevoegde minister Jo Vandeuren een afsprakenprotocol ondertekend, een uitgebreid document waarin ook rond kindermisbruik een volledige procedure is afgesproken. Dat is toch wel een belangrijk document, waarover ik het volgende wil zeggen.

Dit bouwt een systeem uit als volgt. Er is in eerste instantie de stelling dat men zoals SOS Enfants overal vertrouwenscentra voor kinderen heeft, dat daarover nu ook specifiek arrondissementele raden voor het slachtofferbeleid zullen werken, dat hulpverlening en Justitie samenwerken, dat zij ook op hun vernieuwende manier zullen kijken of er een nationaal forum is om het beleid verder uit te bouwen. Zij zullen evenwel vooral onderzoeken – en dat is toch speciaal –, op welke manier zij stappen kunnen zetten in het organiseren van casusoverleg tussen de hulpverleningssector en het openbaar ministerie. Zij gaan ervan uit dat zij daarvoor een methode kunnen ontwikkelen die ertoe leidt dat ertussen het openbaar ministerie en de hulpverleningssector geval per geval wordt overlegd. Dit is een experiment dat zij aankondigen in dat protocol. Wij hebben dit als een experiment naar voren geschoven. Het is de moeite om zover te gaan. De traditionele problematiek bestaat tussen enerzijds Justitie die haar verantwoordelijkheid heeft en anderzijds de hulpverleningssector die zeer divers is samengesteld. Elk heeft zijn autonomie. Er is altijd de moeilijkheid om die brug te slaan. Daarom experimenteren we met casusoverleg. We zullen de dossiers bij wijze van experiment één per één bespreken. Dit is nu in volle beweging en maakt voorwerp uit van het debat.

Het is belangrijk dat u deze documenten verder onderzoekt. Het afsprakenprotocol geeft zeer goed weer op welke manier dat hele samenwerkingsmodel is uitgebouwd tot maart 2010. Ik bezorg u deze documenten.

In een sfeer van protocollen en samenwerking zoek ik naar een manier om de wereld van Justitie

en de brede wereld van diverse instanties telkens weer met elkaar in contact te brengen om tot een resultaat te komen. De laatste was in maart 2010. Dit sluit aan bij de verantwoordelijkheid van iedereen. Iedereen moet zijn verantwoordelijkheid nemen. Dat is een van de uitgangspunten.

Het is dus duidelijk dat ook de Kerk haar verantwoordelijkheid moet nemen. Inzake seksuele delinquentie is het evident dat wat in de Kerk gebeurt, op dezelfde manier moet worden aangepakt en dat alle dossiers maximaal hun juiste gevolg moeten krijgen.

De week van 22, 23 en 24 april 2010 was een heel bijzondere week, want het was de week waarin de regering viel. De stekker werd eruit getrokken. Het is ook in die week waarin het dossier-Vangheluwe bekend raakte, wat een enorm effect had, en waarin een massa dossiers bij de commissie-Adriaenssens terecht kwam.

Het is evident dat dit op een bepaalde manier wordt geïnterpelleerd, dat men zich afvraagt hoe men daaraan moet beginnen. Mijn eerste reactie was, hoewel wij onnoemelijk veel inspanningen hadden geleverd, studies, afspraken binnen de parketten, de justitiehuisen, de hulpverleningssector en alle Gemeenschappen, en er zoveel stappen werden gezet, men moet vaststellen dat een heel pak dossiers niet werd opgevangen door heel dat systeem.

De eerste reactie is dus om zich af te vragen hoe het mogelijk is dat men dat mist, ondanks al die inspanningen. Dit zijn mijn eerste twee reacties geweest: hoe komt het dat men daarin niet is geslaagd of, omgekeerd, zijn wij teveel met alleen maar minderjarigen bezig geweest? Alles was inderdaad altijd gefocust op kinderen en minderjarigen, waardoor wij misschien een soort blinde vlek hebben ontwikkeld. Hoe komt het dat wij het volwassen slachtofferschap niet op een accurate manier hebben kunnen ontdekken, daarop kunnen reageren en iets voor hen kunnen doen? Wij hebben dat vertraagd slachtofferschap niet op dezelfde manier gezien.

Dat is een probleem, in die zin dat de problematiek van de verjaring zich daar scherper laat voelen. In de dossiers van de commissie-Adriaenssens gaat het om daders van gemiddeld meer dan 70 jaar, om slachtoffers die ook al zo oud zijn, om feiten uit de jaren 60 en 70, veel daders zijn onbekend of overleden enzovoort.

Toch was er een massale aangifte van dossiers ten gevolge van de combinatie van het dossier-

Vangheluwe dat naar buiten kwam en van het feit dat de commissie-Adriaenssens aantrekkelijk is en men daarin vertrouwen stelt.

De vraag rijst dan op welke manier wij daarop moeten reageren. Wat kan er nu gebeuren als men dat ziet? Ik ben op geen enkele manier gecontacteerd geweest, maar ik zag dat gebeuren. Ik heb op dat ogenblik gezegd dat ik initiatieven zou nemen. Er moest iets gebeuren. Er moest worden gehandeld. Wij kunnen dit niet zo laten gebeuren. Er moet een juiste weg naar Justitie worden gevonden. Justitie moet in dat dossier aanwezig zijn.

Ik heb op dat ogenblik dan ook een brief gericht aan Adriaenssens.

Ik moet vooraf nog zeggen dat wij hier natuurlijk met de eredienst zitten. Bij toeval ben ik ook minister bevoegd voor de eredienst. Dat heeft er op zich niets mee te maken, maar ik weet wel dat grondwettelijke bepalingen rond eredienst ook hun belang hebben. De artikelen 19, 20, 21, enzovoort, van de Grondwet brengen natuurlijk met zich mee dat er een grote onafhankelijkheid is binnen de eredienst, binnen elke eredienst. Daar moet dus rekening mee gehouden worden. Dat wil heel duidelijk zeggen dat wij niet kunnen tussenkomen op basis van die artikelen, vooral artikel 21 van de Grondwet, bij de benoeming, de installatie, de overplaatsing, het ontslag, de afzetting of de herroeping van de bedienaren van de eredienst. Dat is een duidelijk positie. Dit is een reactie tegen vroegere praktijken maar het is de praktijk. Dit is het grondwettelijk principe. Er is dus een vrijheid van territoriale en bestuurlijke organisatie. Zij hebben dus een organisatorische autonomie. Ik kan daar niet zomaar in interfereren.

Het Hof van Cassatie heeft meermaals bevestigd, enerzijds, dat de benoeming en de afzetting van de bedienaren van de eredienst alleen door de bevoegde religieuze overheid kan geschieden, overeenkomstig de regels van de eredienst en, anderzijds, dat de godsdienstige discipline en rechtsmacht op die bedienaren alleen door diezelfde overheid en overeenkomstig diezelfde regels kunnen worden uitgeoefend. Dit is cassatie van '99.

Met andere woorden, daar kan men niet frontaal naartoe; dat heeft een soort interne autonomie, een administratieve, organisatorische autonomie. Dit wil ook zeggen dat die bedienaren van de eredienst geen ambtenaren zijn en dat zij dus ook niet onderhevig zijn aan de principes van de artikelen 29 en 30 van het Wetboek van

Strafvordering. Die aangifteplicht bestaat niet in hun hoofde.

Dat wil dus zeggen dat in deze materie, toegepast op de problematiek van het seksueel misbruik, zij wel degelijk een legitieme werkwijze kunnen opbouwen. De wijze waarop zij hun verantwoordelijkheid intern moeten nemen om te zien welke stappen worden gezet met degenen die geconfronteerd worden met praktijken die niet aanvaardbaar zijn, is legitiem. Zij hebben een interne verantwoordelijkheid maar tegelijkertijd is het ook zo dat wanneer misdrijven zich voordoen, de overheid, Justitie, het openbaar ministerie, volle bevoegdheid heeft en niet gebonden is aan de wijze waarop de katholieke Kerk meent te moeten omgaan met die melding.

Er is dus een wederzijdse autonomie. Er is wederzijds een verantwoordelijkheid waarmee moet worden omgegaan. Het is belangrijk om nog even te herhalen dat ik, toen ik het initiatief nam, ook met het voorgaande rekening moest houden.

Een en ander bracht dus met zich dat drie vaststellingen moesten worden gedaan.

Ten eerste, de Kerk kan een dergelijk initiatief autonoom organiseren.

Ten tweede, binnen de Kerk wordt een commissie opgestart, die daarenboven in een vertrouwenscentrum is geïnstalleerd, onder leiding van een professor-medicus, met name professor Adriaenssens. Bedoelde commissie stelt onafhankelijk te zijn en is niet onderworpen aan een aangifteplicht. Zij kan ook een deel van het beroepsgeheim vragen; zij kan dus allicht een beroep doen op een aspect van het beroepsgeheim. De vraag is immers gerezen op welke manier het beroepsgeheim ter zake is in te roepen. Er treedt immers vertrouwelijkheid op. Er is evenmin meldplicht. Met andere woorden, er is een vertrouwen of het gevoel wordt gewekt dat in de commissie in alle vertrouwen met slachtoffers wordt omgegaan.

Dat is het tweede aspect, met name dat er binnen de autonomie van de commissie een vertrouwensrelatie is die wordt opgebouwd, zonder dat er een aangifteplicht bestaat.

Tegelijkertijd – en dat is de eerste vaststelling – moet daartegenover Justitie haar opdracht vervullen. Er moet dus worden bekeken op welke manier Justitie zo veel mogelijk dossiers naar zich toe kan halen, wat de basis van mijn brief is geweest.

Daarom heb ik op 3 mei 2010 de bewuste brief geschreven. Ik heb de brief aan Adriaenssens geschreven. Hoe is dat gegaan? Ik heb Adriaenssens gebeld en hem gevraagd om met Justitie contact op te nemen. Ik heb hem ook gevraagd op welke manier een en ander zal verlopen. Hij heeft geantwoord dat hij nog geen contact had gehad en nog niet was gecontacteerd. Ik heb hem gevraagd of hij de dossiers zou bezorgen. Hij antwoordde bevestigend. Ik heb vervolgens gemeld dat ik zou bekijken op welke manier het College van procureurs-generaal zijn verantwoordelijkheid zou kunnen nemen.

Ik kon op dat moment geen bijkomende stappen zetten, omdat ik het openbaar ministerie uiteraard moest vatten. Aansluitend op mijn telefonisch gesprek is voornoemde brief van 3 mei 2010 geschreven. In de brief vraag ik een werkmethode en een overlegmethode. Ik heb de brief beëindigd met de melding dat ik mijn secretariaat zou vragen hem te contacteren, met het oog op een vergadering met hemzelf en de voorzitter van het College van procureurs-generaal, waarin wij de werkwijze in een protocol zouden kunnen vastleggen.

Het was mijn brief en dus ook mijn verantwoordelijkheid. Ik heb de brief geschreven.

Ik maakte meteen vermelding van alle zaken waarvan ik wist dat ze voorwerp van debat zouden zijn. Als men met 500 dossiers van seksuele delinquentie te maken heeft, weet men dat de problematiek van het kerkelijk recht, van de verjaring, van de geheimhouding zich zal stellen. Ik vermeldde dat in mijn brief en zei dat wij daarop op de juiste manier moesten reageren en moesten kijken hoe wij daarmee omgaan.

Mevrouw de voorzitter, leden van deze commissie, u zult dan wellicht kennis hebben genomen van de vergadering op 18 mei. Ik was ook aanwezig op die vergadering, net als het College van procureurs-generaal en de federale procureur.

Ik gaf de inleiding en zei dat de vraag rees naar de articulatie van de respectievelijke bevoegdheden en de manier waarop de commissie kan samenwerken met Justitie. De individuele behandeling is één, de globale fenomenen zijn twee. De behandeling van individuele dossiers komt toe aan de procureurs des Konings. Dit werd gezegd als uitgangspunt en er ontspon zich dan een volledig gesprek.

Er werd het volgende genoteerd in hoofde van

professor Adriaenssens. Hij stelde dat de commissie zich alleen richt op de behandeling van verjaarde dossiers, andere dossiers dienen verwezen te worden naar het parket. In ongeveer 100 dossiers vraagt het slachtoffer wel degelijk dat de dader gesanctioneerd wordt.

Later in de tekst zegt hij dat de commissie, in de gevallen waar het slachtoffer geen gerechtelijke stappen wenst te ondernemen, de feiten en de gegevens van de dader wenst door te geven zonder de naam van het slachtoffer erbij. Met andere woorden op drie à vier plaatsen in zijn verklaring zegt hij dat hij de dossiers wilde meedelen aan Justitie. Er werd daarvan akte genomen, naast alle andere elementen van vragen die werden gesteld. Uit dat verslag blijkt echter heel expliciet dat professor Adriaenssens zocht om die dossiers door te geven.

De reactie van 18 mei is een belangrijk document. U ziet dat het daar ook enigszins gecorrigeerd wordt ten aanzien van mij, want ik had het woord adviserend daarin gezet. De procureurs zeiden dat er geen sprake van was dat het college of een procureur een advies geeft aan de commissie, dat kan wettelijk gezien niet.

Er werd daar heel expliciet en direct gezegd door het openbaar ministerie dat de commissie niets te zeggen heeft over de verjaringen, dat het het openbaar ministerie is dat de beslissingen moet nemen over de verjaring. Er werd ook gesproken over een referentiemagistraat, want ik ga dat woord gebruiken. Dat is zo ongeveer het grootste containerwoord dat bestaat bij Justitie. Als men een gespecialiseerde magistraat wil aanduiden, dan spreekt men over een referentiemagistraat. Men vindt dat hij in elk geval geen individuele dossiers kan behandelen. Met andere woorden, in dat verslag werd wat gecorrigeerd en dergelijke meer.

Die vergadering heeft plaatsgevonden. Daarop aansluitend gaat de vergadering met de federale procureur Delmulle door. Het College heeft dan zijn volle verantwoordelijkheid genomen, in die zin dat zij, buiten mijn aanwezigheid, op een volledig onafhankelijke manier hun regulering hebben uitgewerkt. Die regulering hebben zij niet aan mij of de commissie-Adriaenssens voorgelegd. Het is een regulering die zij eenzijdig hebben gedecreteerd en uitgeschreven, na intern overleg binnen het College van procureurs-generaal.

Toen ik dat heb ontvangen, heb ik daarvan een communiqué gemaakt. Het werd gewoon verwerkt en er kwam geen andere onmiddellijke reactie. De

eerste dossiers komen binnen, maar op 24 juni was er de huiszoeking en de inbeslagname. De dossiers gaan mee naar Brussel, op verzoek van de onderzoeksrechter.

Dat zijn de feiten. Ik kom direct terug op die regulering, omdat dit de vraag is die u mij stelt: wat is het karakter van de regulering van de informatiedoorstroming? Vanuit mijn brief, die startte met de werk- en overlegmethode en het protocol, heb ik niets opgelegd. Integendeel, ik heb vanuit het gezag dat ik over het College van procureurs-generaal heb, hen gevraagd om de nodige verantwoordelijkheid op te nemen. Zij zijn tot een eenzijdig opgelegde regulering van de informatiedoorstroming gekomen.

Ik denk dus dat de totstandkoming gezien moet worden in het kader van die brief en in het kader van de vergadering die wij met professor Adriaenssens hebben gehad, want in die vergadering zijn tal van signalen gegeven waaruit bleek dat de dossiers zouden worden doorgegeven. De bereidheid om alle niet-verjaarde dossiers mee te delen, was duidelijk. Ik denk dat iedereen die op die vergadering aanwezig was, uitgegaan is van de goede trouw en van de bevestiging van de wil om maximaal dossiers aan Justitie door te spelen.

Dat is niet als dusdanig in die regulering opgenomen, maar zo kan men het wel lezen in het verslag van de enige ontmoeting die er is geweest. Dat geldt ook voor mijzelf. Ik heb geen andere ontmoetingen met professor Adriaenssens gehad. Op die ontmoeting was duidelijk genoteerd, in het verslag van College van procureurs-generaal, dat de niet-verjaarde dossiers doorgegeven zouden worden, dat 100 slachtoffers vroegen om de dader te sanctioneren en dat andere dossiers zouden kunnen worden doorgegeven, zelfs wanneer die verjaard waren. Dat gold ook voor de dossiers waarin slachtoffers geen justitiële stappen wilden zetten. Ook die wilde men geanonimiseerd doorsturen.

Dat is niet als dusdanig opgenomen in de regulering, maar het is volgens mij wel een fundamentele vaststelling dat de wil om dat mee te delen, expliciet bestond.

Er zijn in die vergadering twee problemen naar voren gekomen, en twee vragen. Ten eerste, hoe moet de selectie gebeuren van de dossiers? Welke dossiers gaan door en welke dossiers niet? Ten tweede, aan wie worden de dossiers medegedeeld? Op welke manier, concreet, gaan ze door?

Op de tweede vraag was het antwoord snel duidelijk. Het was niet aan de referentiemagistraten, maar aan het federaal parket, met name de federale procureur, die de bevoegdheid heeft om zulke dossiers te coördineren. Er is dus relatief snel duidelijk gemaakt dat, als de dossiers doorgegeven dienden te worden, zij dan naar de federale procureur moesten gaan. Op die vraag is dat dus een duidelijk antwoord geweest in de regulering. Dat is ook bijna de kern van de regulering, van de informatiedoorstroming: stuur ze naar de federale procureur, met ook een overzicht erbij.

De andere vraag was complexer. Het is de vraag op welke manier er geselecteerd wordt. Welke dossiers gaan door, en welke niet?

Ten gevolge van dat gesprek van 18 mei, heeft het College van procureurs-generaal zeer legalistisch, zeer sterk verwijzend naar de principes, met alle mogelijke voorzichtigheidsformules, in die regulering gereageerd. Het college zegt heel duidelijk dat het openbaar ministerie onafhankelijk is. De basisprincipes worden op de pagina's 1, 2 en 3 heel duidelijk geschreven en herhaald. Zij zijn onafhankelijk, zij mogen geen advies geven, zij kunnen niet in de plaats treden van die commissie, zij kunnen niet bepalen wat er al dan niet verjaard is bij die commissie. Zij doen dat autonoom, onafhankelijk. Zij zeggen dus duidelijk, als er een structuur van informatiedoorstroming komt, dat zij nooit beschouwd kunnen worden als zouden zij een akkoord gegeven hebben. Zij halen dat op verschillende plaatsen aan. Zij zijn dus zeer voorzichtig. Die voorzichtigheid zit niet alleen in de principes, die herhaald worden. Zij kunnen die selectie ook niet maken. Zij kunnen niet in de plaats treden.

Die commissie heeft geen aangifteplicht. Die commissie is tot stand gekomen vanuit een autonomie binnen de Kerk, vanuit een sfeer van vertrouwelijkheid. Er is dus een geheimhouding gekoppeld aan de indiening van een pak dossiers. Die vertrouwelijkheid, die keuze van de slachtoffers, is heel expliciet. Heel wat slachtoffers hebben expliciet daarvoor gekozen. Die keuze van de slachtoffers moet gerespecteerd worden. Men kan daar niet zomaar tegenin gaan. De geheimhoudingsplicht is iets absoluut. Daar kan niet zomaar van afgeweken worden. De regels daarin kunnen wel besproken worden, enzovoort. Dat is een debat dat kan worden voortgezet, bijvoorbeeld met betrekking tot de minderjarigen.

De slachtoffers hebben dus een keuze gemaakt en men zegt dat men niet kan overgaan tot die keuze. Bovendien is er de hele filosofie dat, als men zegt dat men dat niet kan en dat die commissie de verantwoordelijkheid heeft, die commissie dan ook de verantwoordelijkheid heeft om desgevallend vervolgd te worden wegens schuldig verzuim als zij niet doet wat zij moet doen.

Dat is de andere zijde van de medaille; als iemand die dossiers verzamelt en er op een bepaald ogenblik een plicht is in het kader van wettelijke bepalingen en andere gegevens, als er noodsituaties of elementen zijn die betekenen dat men moet handelen, is er het artikel 422bis van het Strafwetboek. Dan is er de verplichting en is er desgevallend schuldig verzuim.

Dit moet ook worden onderlijnd als de tegenzijde van dezelfde medaille. Er is geen aangifteplicht, maar wel een verantwoordelijkheid die zij moeten opnemen en de onafhankelijkheid van het openbaar ministerie om desgevallend te zeggen dat als men niet correct heeft doorgegeven, men strafrechtelijk verantwoordelijk is en zelfs kan worden vervolgd als men niet heeft gedaan wat men moest doen. Dat is de achterliggende filosofie die moet worden gerespecteerd.

Bij het lezen van dat document moet men concluderen dat het openbaar ministerie al zijn autonomie om zelf te handelen en om zelf in beslag te nemen volledig heeft gevrijwaard. Zij hebben een vervolgingsplicht, maar dat moet dan ook wettelijk gebeuren. Zij kunnen dat niet zomaar doen, maar moeten dat op een wettelijke manier doen.

Ik denk dat de conclusie duidelijk was dat zij zelf niet in de plaats konden treden, dat zij die dossiers niet zomaar konden meenemen en dat zij die verantwoordelijkheid bij de commissie moesten leggen, maar dat het dan ook heel expliciet hun verantwoordelijkheid was, iets waarover zij desgevallend later konden worden op aangesproken.

Dat doet mij tot slot concluderen dat de regeling van informatiedoorstroming wellicht anders had kunnen worden geformuleerd, meer pedagogisch, met wat andere accenten. Er had bijvoorbeeld kunnen worden opgenomen dat er absoluut bereidheid was om door te sturen, enzovoort.

Het College van procureurs-generaal heeft zich heel wettelijk opgesteld, in een eenzijdig opgestelde tekst die voorligt en die het voorwerp is

geworden van tal van commentaren, maar die volgens mij op geen enkele manier ertoe leidt dat er een soort parallelle justitie wordt georganiseerd. Integendeel, de autonomie, de prerogatieven van het openbaar ministerie worden heel sterk onderlijnd. Volgens mij is de wijze waarop men heeft gehandeld, grondwettelijk helemaal correct.

Waarom? Omdat er geen overeenkomst is afgesloten. Men heeft geen overeenkomst met de commissie Adriaenssens, het college van Procureurs-Generaal heeft de tekst zelf bepaald, met de grootste voorzichtigheid en met het aanduiden van de juiste verantwoordelijkheid in hoofde van iedereen.

Het openbaar ministerie wordt niet, maar kan ook niet betrokken worden bij de beslissingen van die commissie. Het is hun verantwoordelijkheid in de hele context die ik heb gebracht. Zij kunnen ook geen advies geven, zij kunnen daar niet in interveniëren, dat mag niet. Het openbaar ministerie doet op geen enkele manier afstand van zijn prerogatieven om te gepasten tijde zijn vordering in te stellen. Maar de prerogatieven in hoofde van het openbaar ministerie zijn volledig behouden.

Het is niet omdat er een afspraak wordt gemaakt over het overmaken van het dossier dat men afstand doet van het recht om te vervolgen. Het vervolgingsrecht blijft intact. Men blijft dus de mogelijkheid behouden om dit te allen tijde op alle mogelijke manieren het voorwerp te kunnen laten uitmaken van een vervolging. Ik denk dat dit duidelijk betekent dat de grondwettelijke onafhankelijkheid in de individuele opsporing en vervolging in hoofde van het openbaar ministerie gevrijwaard is en dat men alle voorzorgsmaatregelen in die regulering heeft opgenomen.

Ik sta dus achter het College van procureurs-generaal dat op mijn verzoek, op mijn initiatief zijn verantwoordelijkheid heeft genomen en op de eigen manier heeft uitgewerkt. Ik dacht dat dit inderdaad tot goede resultaten zou leiden. Er zijn natuurlijk andere feiten tussengekomen. Maar goed, dit zijn dan de procedures die zich hebben voorgedaan en die intussen steeds meer geregulariseerd worden. Ik dacht dat de federale procureur Johan Delmulle u een precieze stand van zaken heeft gegeven over de wijze waarop de dossiers nu verder optimaal worden opgevolgd.

Mevrouw de voorzitter, ik denk dat met de beste bedoelingen en met grote overtuiging ik zelf ook zeker heb gezocht om deze dossiers zo efficiënt

mogelijk door Justitie te laten behandelen, zo efficiënt mogelijk en in zo groot mogelijke mate. Ik meen op dat punt mijn politieke verantwoordelijkheid te hebben genomen.

**La présidente:** Monsieur le ministre, je vous remercie pour cet exposé et pour être revenu sur les faits essentiels.

En effet, si nous nous retrouvons dans cette commission spéciale, c'est essentiellement, je le rappelle, parce qu'on s'interroge sur l'indépendance de la Justice au sujet de ce flux de régulation des dossiers. Telle est la mission qui a été votée en séance plénière par 150 parlementaires. Cela signifie que 150 parlementaires, comme je le dis toujours, se posaient des questions sur ce protocole, sur l'indépendance de la justice et sur la séparation de l'Église et de l'État au regard de ce protocole.

On entend votre argumentation mais les questions sont encore, je crois, nombreuses puisque c'est notre raison d'être ici.

Je vais maintenant passer la parole à tous les parlementaires.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Monsieur le ministre, merci pour votre visite. Vous vous doutez bien que cette visite en conclusion des auditions de vos prédécesseurs est importante, surtout après tout ce que vous avez lu et entendu de l'ensemble des auditions que nous avons menées jusqu'à présent.

Je suis sidérée par votre présentation factuelle et juridique de la situation. J'ai rarement entendu une présentation aussi peu méthodique que la vôtre. Je ne vous critique pas nécessairement en disant cela, je constate simplement les faits.

Premièrement, je voudrais – c'est une question que je vous pose – que vous me confirmiez que j'ai bien compris vos propos. C'est donc vous qui, à un moment donné, pour éviter qu'on vous reproche de ne rien avoir fait, avez pris l'initiative de contacter Adriaenssens pour savoir comment on allait régler le problème? C'est la première question que je vous pose et qui se déduit de ce que j'ai entendu.

La deuxième question que je voudrais vous poser est un peu plus complexe. À partir du moment où vous rencontrez Adriaenssens, vous dites d'abord que l'intention était de transmettre tous les dossiers mais je constate que seulement une quinzaine d'entre eux ont été transmis. Pourtant, vous nous assurez qu'Adriaenssens souhaitait

même transmettre les dossiers des victimes qui ne le souhaitaient pas, tout en préservant leur anonymat.

Au fond, je terminerai par là, les procureurs généraux, de qui vous dites aujourd'hui qu'ils ont pris un protocole de façon tout à fait unilatérale – sous-entendu sans que vous mettiez votre nez là-dedans –, ont créé – me semble-t-il quand j'entends votre explication – le garde-fou nécessaire face à vos volontés de faire des protocoles et d'arranger les bidons avec la commission Adriaenssens, de vouloir tous ces dossiers et de voir comment ils allaient venir auprès de la justice et de vouloir en tout cas les capter auprès de la justice pour être sûr qu'on ne vous taxe pas de n'avoir rien fait!

Donc, par l'existence même de ce protocole qui est le premier avec l'Église – vous avez cité une série de protocoles dont on ne connaît pas le contenu –, je voudrais que vous m'expliquiez comment vous pouvez penser qu'à un moment donné, vous n'avez pas compliqué un problème simple! En effet, l'article 1<sup>er</sup> du Code d'instruction criminelle dit que ce sont les parquets qui ont le monopole des poursuites et de l'évaluation des infractions, alors que vous avez répété plusieurs fois que ce pouvoir devait être laissé à l'Église en son sein dans le cadre de la commission qu'elle avait institué sans pouvoir s'en mêler puisqu'elle était indépendante.

**Renaat Landuyt** (sp.a): In het begin van uw discours noemt u een pak protocollen, ook gesloten door de procureur-generaal van Gent – dat moet toch even onderstreept worden –, onder andere een protocol met een ziekenhuis. Wat ons bijzonder interesseert, is of er nog afspraken zouden zijn die toelaten dat instellingen eigen initiatieven nemen. Het interesseert onze commissie uiteraard te vernemen of het fenomeen van het al dan niet bij zichzelf houden van misdrijven nog voorkomt om het dan te bestuderen. U zegt dat er gelijkaardige protocollen zijn zoals er uiteindelijk op het einde van uw redenering geen is gesloten maar zoals u er een wilde sluiten. Als dat bestaat, dan hebben wij een fenomeen van afspraken die misschien storend zouden kunnen zijn.

U verwijst naar gelijkaardige protocollen om te eindigen met de stelling dat er geen protocol is geweest. Ik verander de vraag: u wijst er ons op dat er overeenkomsten bestaan tussen procureurs en instellingen om misdrijven bij zichzelf te regelen. Dat is wat ik meen begrepen te hebben, met een bijzondere verwijzing naar ziekenhuizen.

Ik veronderstel dat het ook om seksuele misbruiken gaat, dat ze het op eigen manier proberen op te lossen. U brengt de dossiers aan, waarvoor dank. Als u het meer kunt verduidelijken, des te beter, vooral omdat er uiteindelijk geen protocol met de Kerk is gesloten. Dat heb ik vandaag begrepen. Dat is een beetje anders dan uw communiqué in verdachte of onverdachte tijden.

U sprak terloops van de heer Delmulle, die nu probeert een overzicht te maken. Vorige week hebben wij hem gesproken. Hij had de intentie om de zaken effectief als procureur te behandelen. Is dat inmiddels zo?

**Valérie Déom** (PS): Monsieur le ministre, comme mes collègues, j'aimerais essayer de suivre votre raisonnement qui est parfois compliqué.

Je reviendrai sur la réflexion de Mme Marghem; j'irai même plus loin. Les procureurs généraux nous ont clairement affirmé que c'était M. Adriaenssens qui avait pris l'initiative d'entrer en contact avec vous et que c'était suite au contact que vous aviez eu avec M. Adriaenssens, que vous lui aviez, par l'intermédiaire d'un courrier, promis de mettre à sa disposition deux magistrats de référence. Ici vous nous dites que c'est vous qui avez pris l'initiative. On aimerait donc savoir qui a pris in fine l'initiative.

Vous dites aussi que le Collège des procureurs généraux a répondu à votre demande mais a fait un peu comme il voulait. C'est tout de même une demande plutôt particulière! En fait, vous ne demandez rien aux procureurs généraux! Vous leur transmettez la copie d'un courrier que vous adressez à M. Adriaenssens et dans lequel vous lui promettez déjà que vous allez mettre deux magistrats à sa disposition. Vous ne réclamez rien; vous demandez au Collège des procureurs généraux de prendre acte de la manière dont vous comptez régler les choses avec M. Adriaenssens.

On sait que le Collège des procureurs exerce ses missions sous votre autorité mais est-il habituel qu'un ministre de la Justice impose ses décisions au Collège des procureurs généraux? On a eu l'occasion d'auditionner M. Verwilghen qui nous a indiqué qu'il avait plutôt toutes les peines du monde à essayer de faire passer certains messages au Collège des procureurs généraux.

Par ailleurs, vous nous dites qu'il y avait une bonne volonté dans le chef de M. Adriaenssens puisqu'il avait promis de transmettre les dossiers qui n'étaient pas prescrits. Encore une fois, cela

veut dire que vous aviez dans l'esprit de confier à un pédopsychiatre la possibilité de se substituer à la justice pour décider ce qui est prescrit ou non! Ce sont quand même des choses pour le moins interpellantes!

Avec ces différentes interpellations, je reviens sur ce protocole. On a entendu les cinq procureurs généraux. On a entendu le procureur fédéral. On a eu cinq interprétations différentes du protocole, d'une note, d'un *non paper*, d'un accord, d'un non-accord. Maintenant, on ne sait même plus comment l'appeler, certains parlant du secret professionnel, les autres d'une note de management, etc. J'aurais voulu, même si vous dites que vous n'y avez pas participé, avoir votre interprétation du protocole pour voir si on va en avoir une supplémentaire et peut-être connaître les raisons pour lesquelles ces interprétations sont si différentes.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de minister, u zult ons, zoals mevrouw Déom gevraagd heeft, toelichting geven over de kwalificatie die wij aan het geëigende document zullen geven. Procureur-generaal van Gent Schins heeft gesproken over een afspraakregeling, een protocol, dat eigenlijk geen protocol is, een tekst die opgesteld is en doorgestuurd is naar de commissie-Adriaenssens. Volgens u is de tekst opgesteld door het College van procureurs-generaal, terwijl het verslag meldt dat het college een voorstel van werkwijze zal voorleggen aan professor Adriaenssens en aan de minister. Dat is dus weer een andere versie. Eigenlijk komt het erop neer dat het strafrechtelijk beleid in die specifieke dossiers in overleg tussen professor Adriaenssens, die voorzitter is, niet van een onafhankelijke commissie – want we weten dat hij benoemd werd door de Kerk –, het College van de procureurs-generaal en de minister van Justitie tot stand gekomen is.

In ieder geval is het zo dat de lijn die door het parket zou aangehouden worden inzake opsporing en vervolging – dat is de opdracht van het parket –, ter kennis gebracht is aan een commissie die intern, dus binnen de Kerk, werd opgericht. Eigenlijk maakt een organisatie die opgericht werd door een partij in het geding mee de afspraken in verband met het vervolgingsbeleid en krijgt kennis van hoe men zal optreden.

Ten eerste, is dat geen schending van de vervolgingsopdracht, die autonoom en exclusief toekomt aan het openbaar ministerie.

Ten tweede, zou het niet beter zijn om iedereen

die opdracht en mandaat heeft bij de behandeling van dergelijke dossiers, gewoon zijn werk te laten doen. De CAW's konden instaan voor de opvang van de slachtoffers en de diensten Slachtofferonthaal konden instaan voor het ontvangen van de klachten. U had professor Adriaenssens gewoon naar de politie kunnen doorverwijzen of naar de federale politie. Het parket had kunnen behandelen zoals het vandaag doet: de klachten ontvangen en vervolgen.

Er is wettelijk geregeld dat de federale procureur moeten zorgen voor de coördinatie en als de coördinatie moeilijk is, kan hij het dossier federaliseren. Waarom moest men voor het behandelen van seksueel misbruik gepleegd in een pastorale relatie, een bijzondere regeling uitwerken over de manier waarop dossiers bij Justitie terecht zouden komen? Waarom kon men Justitie niet gewoon haar werk laten doen, te meer omdat u zeker wist dat een aantal slachtoffers absoluut tussenkomst van Justitie wilden, dat professor Adriaenssens er tijdens het overleg op gewezen had dat een aantal daders en een aantal feiten misschien wel oud was. Maar, hij verwijst zelf – dit blijkt uit die nota van het overleg met het college – naar daders die nog een aantal andere feiten hebben bekend.

Professor Adriaenssens heeft dat hier ook gezegd. Daarom was het zo belangrijk dat iedereen, politie, openbaar ministerie, college van de procureurs-generaal, federale procureur, deed wat van hem verwacht kon worden. Waarom moest hier nu een specifieke regeling totstandkomen om het dossier op een efficiënte manier aan te pakken?

**Christian Brotcorne** (cdH): Monsieur le ministre, ce fameux protocole – appelons-le ainsi – nous interpelle depuis le début et est à l'origine de la création de la commission. On en a les lectures qu'on peut ou qu'on veut mais je crois qu'à un moment donné, il faudra que nous puissions déterminer de quelle manière le qualifier. En cela, ce que vous nous dites cet après-midi est fort important.

Au départ, c'est vrai, quand on n'a que le protocole, on a des raisons, me semble-t-il, tout à fait objectives de penser qu'on se trouve en présence d'une forme de sous-traitance judiciaire. On a l'impression qu'on donne à la commission Adriaenssens la possibilité de décider, par exemple, de ce qui est prescrit ou de ce qui ne le serait pas, puisqu'elle ne transmettrait à la justice que les dossiers non prescrits. Qui décide que tel dossier est prescrit ou pas? La commission

Adriaenssens n'a pas, me semble-t-il, les compétences pour le faire.

Par conséquent, ce protocole en tant que tel est particulièrement interpellant. Au fur et à mesure des auditions – en tout cas moi, c'est ainsi que je le ressens –, on a eu connaissance de votre lettre du 3 mai 2010, la lettre que vous adressez au Pr Adriaenssens. On a par la suite le rapport de la réunion des procureurs généraux du 18 mai 2010 et on a mené l'audition de chacun de ces procureurs généraux. Je pense pouvoir dire – Mme Onkelinx l'a pratiquement dit elle-même tout à l'heure –, qu'il y a du côté du monde de la justice probablement de la bonne foi et une certitude d'avoir dans ce contexte rappelé les principes, dont les principes d'indépendance et d'exclusivité des poursuites.

Je pense que c'est vrai dans votre lettre du 3 mai. Je pense que c'est vrai quand on lit le procès-verbal de la réunion du 18 mai 2010 où, je le cite simplement, le procureur général Schins précise qu'il "n'appartient pas à la commission mais au parquet de traiter les dossiers et de décider de certains aspects tels que la prescription". Quand on entend les procureurs généraux devant notre commission, ils nous donnent la lecture de ce qui pour eux n'est pas un abandon de leurs prérogatives, et même le procureur général Michaux qui était le plus réservé a dit ici de manière très claire qu'il ne s'était en fait pas opposé à la rédaction du protocole, ce qui a permis qu'il sorte ses effets. Il suffisait qu'un des procureurs généraux dise qu'il n'était pas d'accord pour que ce protocole n'existe pas.

Donc, par rapport au monde judiciaire et par rapport à votre responsabilité de ministre de la Justice, je pense que dans vos esprits les choses étaient peut-être claires. Malheureusement, on ne peut pas en dire autant de l'autre partie. Ce document n'était pas qu'à usage interne du monde judiciaire; il était surtout destiné à permettre à une commission privée, présidée par le Pr Adriaenssens, de voir comment elle allait gérer les dossiers problématiques qu'elle allait recevoir et comment elle allait en discuter et les transmettre ou non à la justice.

Le Pr Adriaenssens, que nous avons entendu à deux reprises a parlé, lui, d'un accord, d'une espèce de contrat, d'une convention qu'il a passée avec la justice sur base de laquelle la répartition des rôles entre les uns et les autres était claire, en tout cas dans son esprit. Donc, lui n'a pas lu et reçu ce protocole de la même manière que ceux qui en ont été les rédacteurs.

Comme je l'ai déjà dit à cette commission, c'est tellement vrai que le Pr Adriaenssens a été totalement dépité lorsqu'il a vu, quelques jours après l'entrée en vigueur de ce protocole, débarquer la justice, avec laquelle il croyait avoir un accord, pour effectuer une saisie particulièrement efficace et musclée – pour ne pas employer d'autres mots. Il a eu le sentiment d'être trompé, légitimement, dans sa confiance en sa collaboration avec le monde de la justice.

Est-ce que finalement, il ne serait pas temps de constater qu'il y a au minimum une maladresse, si pas une erreur ou une faute, dans la façon dont le protocole a été rédigé? Je crois que le procureur général Visart de Bocarmé a fini par le dire ici...

**La présidente:** (...)

**Christian Brotcorne** (cdH): Madame, je ne suis pas souvent intervenu, me semble-t-il, de manière inutile mais il y a des moments où j'estime qu'on doit pouvoir aller jusqu'au bout de sa pensée.

**La présidente:** Allez-y monsieur Brotcorne!

**Christian Brotcorne** (cdH): Chacun peut s'exprimer et si vous additionnez les minutes des uns et des autres, vous verrez que je n'étais certainement pas celui qui a abusé de la parole.

Ce que je voulais dire, c'est qu'il y a peut-être eu une maladresse dans la manière dont ce document a été rédigé qui permette l'interprétation que l'on en fait. Vous avez une interprétation, le monde judiciaire en a une, M. Adriaenssens en a une autre. Vous pouvez admettre que nous pouvons – je pense que c'est tout à fait légitime à la lecture du texte en notre possession – avoir une interprétation qui nous inquiète sur la possibilité de voir les attributs de la justice avoir été, à tout le moins de manière un peu trop facile, remis ou donnés en exercice à ceux qui ne sont pas habilités à le faire. Je me demande s'il ne faudrait pas que vous acceptiez peut-être aussi de considérer qu'une autre interprétation a pu exister à un moment donné et reconnaître que la rédaction de ce document était au minimum une maladresse.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb twee vragen. Ik ga beginnen met de protocollen.

U heeft zich natuurlijk goed voorbereid om naar hier te komen. U komt met verschillende mappen met allemaal protocollen. U wilt er ons eigenlijk

mee doodslaan, als ik het zo mag uitdrukken. Wij zullen ze straks allemaal lezen, mijnheer de minister. Het enthousiasme waarmee u spreekt, deed mij op een bepaald moment de indruk krijgen dat u eerder een minister van Protocollen was dan de minister van Justitie.

Het ene protocol, mijnheer de minister, is het andere niet. Ik heb op zich geen probleem met een protocol dat door Justitie wordt afgesloten met publieke overheden om te kijken hoe een bepaald fenomeen kan worden aangepakt. Hier gaat het over een protocol met een private vereniging. Mijn vraag is heel expliciet en heel duidelijk. Hoeveel protocollen heeft u of Justitie – procureurs-generaal en dies meer – afgesloten met private verenigingen waarin uitdrukkelijk is gestipuleerd dat zijzelf de triage doen van de dossiers en zelf kunnen beslissen welk dossier al dan niet naar Justitie gaat? Dit is de essentie van de kwestie. U kan ons dat natuurlijk allemaal geven en wij zullen het allemaal uitpluizen, maar misschien kunt u ons dat even toelichten voor de private verenigingen.

Mijn tweede vraag gaat over slachtofferzorg. Het mag ook eens over iets anders gaan dan over de protocollen. Het gaat ook over samenwerkingsakkoorden die worden afgesloten met de Gemeenschappen. Begin 2010 is er afgesproken dat er samenwerkingsakkoorden zouden worden afgesloten tussen enerzijds Justitie, Binnenlandse Zaken en anderzijds de Gemeenschappen over slachtofferzorg. Er was toen aangekondigd dat dit zou worden gefinaliseerd tegen eind 2010. Hoeveer staat het met die akkoorden met de Gemeenschappen? Zijn die er al? Zijn die ondertekend? Wat is de stand van zaken daarin?

**Sophie De Wit (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, het kan aan mijn toestand liggen, maar ik volg eigenlijk niet meer. Er is hier sprake van een autonomie die er geen is. U zegt, “volgens het protocol” – laat ons maar bij het woord blijven – “heeft de commissie haar eigen verantwoordelijkheid en loopt ze haar eigen risico’s, ze loopt het risico van schuldig hulpverzuim”. Dat is één. Aan de andere kant zegt u, “het college behoudt autonomie. Zij zullen bepalen wat verjaard is en wat niet.” De heer Adriaenssens had dat helemaal anders geïnterpreteerd. Hij dacht dat hij mocht oordelen.

Doch, u zegt er onmiddellijk bij dat het college niets kan doen binnen het huidige wettelijke kader. Dus ze hebben autonomie terwijl ze niets kunnen doen. Dan hebben ze geen autonomie, want ze kunnen er niet aan. U maakt daarbij een uitstapje

naar de Grondwet en de vrijheid van erediens en de vrijheid van verenigingen. Hoe zit het dan met die andere verenigingen? Want iedereen kan zich verenigen en zo kunnen het college en het openbaar ministerie niets meer doen.

Ik dacht nochtans dat van zodra een openbaar ministerie kennis heeft van feiten – er moet geen klacht bij hen worden neergelegd, zeker niet bij zedenfeiten, het is tot nader order geen klachtmisdrijf – men toch stappen kan zetten. Dus leg het mij nog eens uit. Het zou aan mij kunnen liggen, mijnheer de minister, maar ik begrijp het op dit ogenblik niet meer. Dit is een autonomie die er geen is en dit heeft het ganse verhaal geweldig bemoeilijkt.

Tot daar het protocol. Ik had nog een andere vraag. Ik ga zelf een uitstapje maken. Ik heb het daarnet ook aan de voorgangers gevraagd. In verband met alle wetgevingen. Want als er één zaak duidelijk is, is dat het Parlement sedert eind jaren 90 hard heeft gewerkt, veel wetgevingen heeft goedgekeurd, maar dat het blijkbaar zeer moeilijk is om die wetgevingen ook volledig in uitvoering te krijgen. Ze zijn soms gedeeltelijk in uitvoering, nooit volledig. Ik heb u al eens, een hele tijd geleden, gevraagd naar het POKO-project.

Maar er zijn nog veel meer wetgevingen. Er is de terbeschikkingstelling rond de internering, rond de SURB. We kunnen zo een heel lijstje opnoemen. Ik heb het daarnet ook aan mevrouw Onkelinx gevraagd en zij zei dat het Parlement dat maar moet opvolgen. Ik denk dat niet, ik denk dat de regering moet uitvoeren. Daarom had ik ook graag van u vernomen hoe het volgens u komt dat die wetgeving op een gegeven ogenblik in de koelkast terecht komt en dat die uitvoering niet wordt verder gezet. Daar moet dan toch een specifieke reden voor zijn. Dat kan budgettair zijn, dat kan een andere reden hebben.

Het is een hele hoop, mijnheer de minister. Er is heel veel, het gaat om de internering, om de terbeschikkingstelling van de regering, om de SURB die er maar deels is. Het is voornamelijk wetgeving die draait om strafuitvoering, het vermijden van recidivisme, preventie, eigenlijk een globaal kader, iets waar heel veel belang aan is gehecht, maar dat dan blijkbaar – net zoals POKO in 1999 – ergens is stilgevallen. Ik kan me niet indenken dat dit alleen aan het Parlement ligt, er zullen ook wel andere factoren spelen. Ik had dat dan ook graag van u vernomen.

**Laurent Louis (indép.):** Monsieur le ministre, le

temps a voulu que vous vous présentiez devant notre commission en tant que ministre démissionnaire et c'est finalement une bonne chose pour vous car sans cela, j'ose imaginer que mes collègues auraient déjà réclamé au moins votre remplacement, comme je le fais depuis l'été, notamment au vu de ce que notre commission nous a permis de découvrir jusqu'à présent. Je vous l'ai déjà dit en commission de la Justice le 17 septembre: le protocole que vous avez conclu avec l'Église est tout simplement inadmissible. Ce faisant, vous avez démontré que vous ne croyez pas en l'institution que vous dirigez en permettant la mise en place d'une véritable justice parallèle – on serait tenté de parler plutôt d'injustice – en permettant à l'Église de traiter en interne de faits graves commis sur des enfants innocents.

Avez-vous oublié, monsieur le ministre, qu'il était de votre devoir de défendre la primauté de la justice étatique plutôt que d'opter pour une privatisation de la justice comme vous l'avez fait? Comme l'a dit M. Thomas Doyle devant cette commission, l'Église cache et couvre des crimes depuis de très nombreuses années, de trop nombreuses années. Je vous en prie, ne nous voilons plus la face. Malgré les déclarations qui ont été faites devant cette commission par les plus hauts responsables de l'Église, il ne fait nul doute que des faits de pédophilie, d'abus sexuels au sein de l'Église étaient connus et ont été cachés. Pire, comme on l'a vu avec Mgr Harpigny, dans plusieurs dossiers, on a même tenté de faire passer les abuseurs pour des victimes et les victimes pour des menteurs guidés par un esprit malin.

Quel est aujourd'hui votre état d'esprit, monsieur le ministre? Croyez-vous vraiment aux arguments que vous énoncez devant notre commission? Pour ma part, j'ai des doutes sur l'élaboration de votre intervention. Étant profondément démocrate, j'ai sincèrement foi en votre fonction et en l'institution que vous représentez et c'est pour cela que je me permets de vous demander si aujourd'hui, avec un peu de recul, vous n'avez pas l'impression d'avoir commis, plus qu'une maladresse, plutôt une faute grave ou du moins une faute d'appréciation. Dans votre exposé, vous dites avoir voulu faire primer la justice. Je suis désolé, monsieur le ministre: dans vos actes, vous n'avez pourtant fait que l'écarter de ce dossier. Par respect pour les victimes, il serait peut-être temps de reconnaître une erreur dans votre chef. Pour reprendre les termes de M. Doyle, avez-vous l'impression d'avoir couvert, voire même d'avoir participé à une sorte de crime organisé en concluant ce protocole avec l'Église?

Enfin, monsieur le ministre, je conclurai mon intervention en vous demandant si vous êtes favorable au principe de responsabilité hiérarchique. En d'autres termes, après avoir découvert les lettres du cardinal Castrillon Hoyos et de l'archevêque Luciano Storero invitant les évêques du monde entier à ne pas dénoncer les prêtres à la justice civile ou à taire carrément les crimes sexuels commis par ces derniers, pensez-vous que les plus hautes autorités de l'Église, tant en Belgique qu'au Vatican portent en elles la responsabilité des abus commis au même titre que les abuseurs et que leur silence a justement permis que ceux-ci perdurent et fassent des victimes toujours plus nombreuses?

**Bert Schoofs (VB):** Mevrouw de voorzitter, ik wil het ook over de protocollen hebben. In feite heb ik meerdere vragen maar ik mag er maar twee stellen. Ik zal het in een statement proberen te gieten. Klopt het dat de parketten de vrijheid hebben om protocollen te sluiten die niet echt bijgehouden worden door Justitie? Is er een soort centraal register van? Welke zijn dan de modaliteiten waaronder die kunnen aangegaan worden? Worden die door Justitie of door de procureurs-generaal op enige wijze vastgelegd omdat er blijkbaar verschillende strekkingen of verschillende soorten protocollen zijn? Dat intrigeert mij toch wel. We kunnen stilaan de indruk krijgen dat er een wildgroei is. Ik ben niet tegen protocollen an sich omdat zij inderdaad de brug kunnen slaan tussen het gerecht en de samenleving, tussen domeinen in de samenleving waar het gerecht weinig toegang heeft en waar het moeilijk is om misdrijven op te sporen. Ik kan het nut er dus wel van inzien. Ik zou echter willen weten of er een bepaalde duidelijke lijn gevolgd wordt, of er een bepaalde stroomlijning is en of uw voorgangers zich ook aan protocollen hebben gewaagd dan wel of u voorbeelden heeft uit het buitenland. Heeft men zich daarop geïnspireerd? De strekking van de protocollen is een eerste punt.

Ten tweede, de evaluatie ervan, gebeurt die jaarlijks? Sommige protocollen lopen naar ik meen over meerdere jaren. Wordt dat dan afgetoetst? Zo ja, door wie? Doet u dat of doen de procureurs-generaal dat ten aanzien van de parketten? Wie houdt daar in feite een beetje het overzicht in? Wie kan bijsturen indien dat noodzakelijk zou blijken?

**Daniel Bacquelaire (MR):** Monsieur le ministre, ma première question a trait à la réunion du 18 mai. Je perçois dans le procès-verbal un

certain nombre de réticences de la part des procureurs généraux. Au cours de cette réunion, ces derniers expriment quelques doutes quant à l'utilité de ne pas recourir à la procédure normale, c'est-à-dire la dénonciation des faits devant le procureur du roi du ressort.

Par rapport à cela, eu égard à l'audition de certains procureurs généraux, ils nous disent carrément être radicalement contre la rédaction de ce protocole. Je prends, par exemple, l'audition du procureur général Michaux, qui nous rappelle avoir écrit au procureur du roi de son ressort pour lui dire qu'il était hors de question de conclure quelque protocole que ce soit.

Le procureur général Schins, dans le PV de la réunion du 18 mai, dit, à plusieurs reprises, que c'est la procédure normale qui doit prévaloir, à savoir la dénonciation devant le procureur du roi.

Ensuite, brutalement, le PV de la réunion du 18 mai se solde par la décision suivante: "Le Collège soumettra une proposition de procédure à M. Adriaenssens et au ministre". Voilà M. Adriaenssens et le ministre renvoyés dos à dos. Mais, quelle était la marge de manœuvre des procureurs généraux pour conclure ou non ce protocole?

La lecture du protocole m'apprend, dans son préambule, qu'"il n'appartient pas au ministère public de procurer à la commission de l'Église catholique des conseils juridiques ou d'émettre des avis quant à une procédure à suivre ou à ne pas suivre", se référant en cela à l'article 297 du Code judiciaire.

Un peu plus loin dans le même document, en ce qui concerne la procédure de saisine du groupe de travail spécial, je lis: "Le groupe de travail spécial qui est constitué est interpellé par demande écrite adressée à l'un de ses coprésidents, en particulier par la commission de l'Église catholique, afin de répondre à des demandes de renseignement d'ordre général liées au phénomène des abus sexuels ou aux faits portés à la connaissance du ministère public par la commission de l'Église catholique". Comment, pouvez-vous, monsieur le ministre, expliquer cette contradiction dans le même document?

**Raf Terwingen** (CD&V): Mijnheer de minister, ik heb twee vragen, allebei over het protocol.

Ten eerste, indien ik u goed heb begrepen, interpreteert u zelf het protocol als zijnde de wijze of de manier om nu net alle dossiers uit het

kerkelijke milieu en het milieu van de commissie weg te halen teneinde een snellere doorstroming naar de justitiële weg te krijgen. Zo begrijp ik de uitleg die u hier hebt gegeven.

Hier in de commissie wordt aan uw interpretatie getwijfeld. Dat is duidelijk. De vraagstelling is ter zake ook duidelijk.

Het is dan ook belangrijk om het volgende te weten. Ik sluit mij ter zake aan bij de vraag van de heer Bacquelaine. Hij vraagt in welke mate u zelf invloed hebt uitgeoefend op de tekst die uiteindelijk is geredigeerd, zijnde de regulering van het protocol, of hoe wij het ook mogen noemen. De tekst is trouwens unaniem door de procureurs-generaal aangenomen – laat dat duidelijk zijn –, hoewel hier in de commissie één procureur-generaal heeft geprobeerd op dat vlak een bocht te maken. De tekst is echter uiteindelijk door de procureurs-generaal aangenomen.

Wat is uw rol in de redactie van de tekst geweest?

Tegelijk vraag ik naar uw appreciatie. Kunt u erin komen dat de tekst een bepaalde perceptie geeft, waarover hier alleszins ook de discussie wordt gevoerd, met name over de vraag hoe dat nu zit? Er zijn natuurlijk elementen in de tekst die, terecht trouwens, hier in de commissie uit de tekst zijn gelicht. Het gaat over de passages waarin wordt gesproken over het op eigen verantwoordelijkheid doorgeven van dossiers door de commissie aan Justitie. Dat zijn bijna letterlijk de passages uit de tekst, die van belang zijn, los van het feit dat er op verschillende plaatsen in het protocol over de onafhankelijkheid van het openbaar ministerie en dergelijke wordt gesproken.

Het is echter eigen aan dergelijke teksten dat de punten eruit worden gehaald die eruit mogen worden gehaald. Daarom vraag ik ook uw idee over de perceptie die eventueel rond het protocol kan leven.

Mijn tweede vraag sluit aan bij de vragen van de heer Van Hecke en mevrouw De Wit.

Zij spreken over autonomie en over de mogelijkheid die de commissie-Adriaenssens, op basis van het bewuste document, zou hebben om te triëren, om de triage te doen – ik denk dat dit de woorden waren die mevrouw De Wit en de heer Van Hecke in de mond hebben genomen.

Interpreteert u het protocol ook in die zin, met name dat het aan de commissie-Adriaenssens toekwam om te triëren wat zou worden

doorgegeven? Kwam het aan commissie toe om bijvoorbeeld al dan niet tot verjaring te besluiten? Hoe interpreteert u het protocol?

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mijnheer de minister, mijn enige vraag sluit perfect aan bij wat collega Terwingen heeft opgemerkt. Hij vroeg naar uw rol in het totstandkomen van dat protocol. U hebt daar in uw uiteenzetting op geantwoord in die zin dat u weliswaar die vergadering in gang hebt laten zetten, maar dat u vervolgens de procureurs-generaal hebt laten werken. Als ik mij goed herinner hebt u zelfs het woord 'eenzijdig' gebruikt. De procureurs-generaal zouden de tekst van dat protocol hebben geredigeerd. U zegt wel dat u daarover hebt gecommuniceerd; dat u dat in een communiqué hebt gegoten.

Zou u de commissie de tekst van het communiqué kunnen bezorgen? Tenzij u het nu bij de hand hebt en zou kunnen voorlezen. Ik had gehoopt u van deze vraag te kunnen sparen omdat u een behoorlijke website hebt waarop veel te vinden is. Ik heb gezocht. Ik vond wel de rechtzetting bij wijze van spreken van dat communiqué. U zei dat Justitie hoe dan ook bevoegd is. Het staat zowel in het Nederlands als in het Engels op uw website. Het communiqué dat onmiddellijk volgde op de totstandkoming van dat protocol vind ik echter niet. U zult dat zonder twijfel bij de hand hebben. Ergens op uw kabinet moet het zeker te vinden zijn. Kan deze commissie over dat document beschikken?

La **présidente**: Il s'agit d'une demande officielle relayée par la commission.

Je voudrais revenir aux propos tenus par M. Bracke. Je dispose de quelques communiqués de presse.

En fait, vous avez envoyé un courrier dans lequel vous demandiez de mettre à disposition deux magistrats de référence. Face à cette proposition, la réaction des procureurs généraux a été assez violente. On a, sans doute, chacun nos propres échos. En tout cas, pour deux ou trois d'entre eux, il s'agissait d'une atteinte directe à l'autonomie du ministère public.

Vous organisez une réunion le 18 avec les réserves – cela a été dit par mes collègues – de M. Schins et peut-être d'autres. Mais le 20 mai, vous annoncez que deux magistrats feraient office d'intermédiaire avec la commission de traitement des plaintes d'abus sexuels.

On dirait que vous confirmiez, en fait, cette

nomination. Vous présidez le Collège des procureurs généraux, il n'est donc pas question "d'ordres", mais, en tout cas, vous avez écrit à M. Adriaenssens, sans avoir au préalable consulté les procureurs généraux pour l'informer que vous alliez lui mettre deux magistrats à disposition. Selon les procureurs généraux, cette pratique porte directement atteinte à l'autonomie du ministère public et ils vous le font savoir. Je ne comprends pas comment, en tant que ministre de la Justice garant de cette autonomie, vous n'avez pas "perçu" cet état de fait. De plus, par la suite, vous avez parlé à la presse. Vous avez ainsi donné l'impression que ces magistrats seraient bel et bien mis à la disposition de la commission Adriaenssens, ce qui constitue une atteinte directe...

En outre, en dehors du fait que tous les procureurs généraux nous ont dit qu'ils avaient très mal rédigé le protocole dont question, n'avez-vous pas eu le sentiment qu'il présentait un danger?

Vous savez que nous avons entendu vos deux prédécesseurs. Il est vrai que l'on a oublié M. Vandeurzen. Mais si ce dernier a quelque chose à nous apprendre, nous parlerons à cet oubli. Nous allons lui poser la question.

En tout cas, les deux ministres que nous avons entendus ont été clairs. M. Verwilghen, qui avait lu le protocole sachant qu'il allait être entendu dans cette commission, a déclaré que cela était totalement inacceptable et que jamais il n'aurait participé à un protocole portant ainsi atteinte à l'indépendance de la justice. Mme Onkelinx a dit qu'il y avait eu débat au sein du Conseil des ministres et que, selon elle, il y avait atteinte à l'indépendance de la justice. Elle a parlé de discussions informelles qui ne faisaient pas l'objet d'un point de l'ordre du jour. Mais on sait que lorsque l'Église a voulu mettre en place une deuxième commission, vous avez dit qu'il n'y aurait plus de protocole avec la justice. En tout cas, si l'on parcourt vos textes, il est toujours question de protocole. Pourquoi, dans ces conditions, revenir sur une situation qui vous agréait un mois auparavant, que vous avez sollicité pour, ensuite, dire que cela n'arriverait plus jamais? Des déclarations publiques ont été faites par d'autres ministres après avoir découvert ce protocole. Selon eux, il ne garantissait pas l'indépendance de la justice.

Voilà, monsieur le ministre, les questions que nous voulions vous poser. Si vous le désirez, nous pouvons suspendre durant cinq minutes nos

travaux. Vous pouvez aussi, si vous le souhaitez, commencer à répondre immédiatement.

**Stefaan De Clerck:** Madame la présidente, je vais essayer de répondre.

De toute façon, je n'ai pas eu l'occasion de participer à un débat quand les faits se sont présentés car il n'y avait plus de gouvernement, donc pas de commission. Aucune question publique n'a été posée, aucun débat politique n'a eu lieu et aucune correction immédiate n'a pu être apportée durant cette période.

Nous avons maintenant un débat avec un énorme retard. Cela peut avoir une influence. Si un débat avait pu avoir lieu, les choses auraient peut-être évolué d'une autre manière. Je rappelle que les faits se sont passés dans la semaine du 22-23 avril en pleine crise politique. Je ne pense pas qu'une question ait été posée en commission de la Justice ou en séance plénière. Durant cette période, il y a eu "immobilisation" de la situation.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Er was geen Parlement meer om u te ondervragen, maar er was wel nog een regering. Mevrouw Onkelinx heeft gesproken van enige discussie binnen de regering.

**Stefaan De Clerck:** Er werd toen nog ten onrechte over het protocol gesproken. Ik heb die tekst rondgedeeld, uitleg gegeven en gevraagd om goed te lezen wat erin stond. Dat is in een kern informeel besproken. Het is geen formeel punt van de Ministerraad geweest. Ik heb dat rondgedeeld en wij hebben het gehad over de toekomst. Wij hebben gezegd dat de situatie op een heel andere manier evolueerde.

Wat collega Onkelinx heeft gezegd, is correct. Ik kan dat bevestigen. Het was een informele babbel op een kern, waar ik de tekst aan iedereen heb bezorgd om hen te laten weten waarover het ging. Als zij erover wilden praten of lezen, konden zij de tekst lezen. Dat is gebeurd in aanwezigheid van alle leden van de kern.

**Daniel Bacquellaine** (MR): Monsieur le ministre, excusez mon impertinence: n'était-ce pas précisément parce qu'il n'y avait plus de parlement que vous avez décidé de ce protocole?

**Stefaan De Clerck:** J'ai essayé d'expliquer que je vis dans le contexte des protocoles. J'en fais beaucoup.

Je vais vous rappeler le fil rouge de mon comportement. C'est sur la base des

recommandations que je cherche à avoir des contacts. Tout le monde doit participer à la lutte contre la délinquance sexuelle. Tout le monde doit prendre ses responsabilités et une multidisciplinarité est nécessaire.

Il y a eu de nombreux contacts, de protocoles. Lorsque j'ai écrit ma lettre, j'ai parlé du protocole. Mais ce qui est sorti de tout cela, ce n'est pas un protocole. Je m'excuse mais ce n'est pas un protocole!

Je ne veux pas me défendre sur ce concept de protocole dont tout le monde parle. C'est une régulation des flux d'informations et cela a été décidé unilatéralement par le Collège des procureurs généraux. Cela ne m'a pas été soumis, ni à la commission Adriaenssens. Cela n'a pas été discuté, cela n'a pas été signé.

**La présidente:** Cela a été quoi, monsieur le ministre?

**Stefaan De Clerck:** Ils m'ont envoyé le texte. Ce n'était pas un protocole dans le sens de ce qu'il se passe ici avec d'autres.

Magritte disait: "Ceci n'est pas une pipe." Niks is wat het lijkt!

**La présidente:** Monsieur le ministre, nous sommes dans une commission spéciale, nous ne sommes pas en commission de la Justice. Comme avec toutes les autres personnes qui sont passées ici, les parlementaires peuvent vous interpeller à tout moment. Nous ne sommes pas dans le cadre question-réponse-réplique. Nous avons procédé de la sorte avec l'ensemble des personnes qui sont passées par ici.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de minister, u hebt ons de tekst ter beschikking gesteld. U zegt dat het document, waarvan u straks zult zeggen wat het nu precies is, eenzijdig is opgesteld door het College van procureurs-generaal. Als wij naar het verslag kijken van de vergadering – ik niet alleen, collega's samen met mij – dan ziet men dat er als beslissing staat: "Het College zal een voorstel van werkwijze voorleggen aan professor Adriaenssens en de minister." Uiteindelijk is er een document "de regulering van de informatiedoorstroming" door u, als zijnde een overlegd en consensueel tot stand gekomen akkoord, doorgestuurd aan professor Adriaenssens. Dat kan toch niet anders?

**Stefaan De Clerck:** Ik heb dat niet doorgestuurd. Dat is door het college bezorgd. Ik herhaal. Ik heb

mijn brief geschreven. Daarin sprak ik van een protocol, omdat ik in die termen dacht. Ik heb dat gezegd en geschreven. Ik zal u uitleggen waarom ik daarover schreef. Ik leg u de bewijzen voor. Op basis van die brief werd er een vergadering georganiseerd, waar ik bij was, alsook het College van procureurs-generaal en professor Adriaenssens. Professor Adriaenssens kwam daar het probleem uiteenzetten. Ik nam het initiatief. Wij zaten samen en ik zei dat er een oplossing moest komen en dat Justitie haar job moest doen.

Hoe deed men dat? Het moest dringend georganiseerd worden. Ondertussen waren er 360 dossiers aangekomen. Dat waren dus 360 dossiers die ernaartoe gegaan waren. Die mensen zegden dat zij gerechtigheid, respect en een antwoord wilden krijgen. Zij wilden dat de Kerk haar verantwoordelijkheid nam en dat professor Adriaenssens zijn job deed. Ik zag dat gebeuren. Ik heb een brief geschreven. Wat was de binding met Justitie? Die vergadering ging daarover.

Hoe is die vergadering verlopen? Professor Adriaenssens stelde heel expliciet dat hij die dossiers aan Justitie wilde geven, maar hij maakte drie of vier categorieën. Ten eerste, alles wat niet verjaard was, ging naar Justitie, zei hij. Ten tweede, de dossiers van de slachtoffers die dat vroegen en die dus een veroordeling of sanctionering wilden, gingen door. Ten derde, zelfs de dossiers van degenen die dat niet vroegen, wilde hij bezorgen, maar geanonimiseerd, omdat hij de rechten van de slachtoffers moest respecteren, wat correct is.

Hij zei dat en dat staat in het verslag, dit werd geacteerd. Op dat ogenblik, mevrouw Marghem, luisterde het College van procureurs-generaal, nam het daarvan akte en hoorde dat die dossiers zullen komen. Dan stelden zich twee problemen, ik heb dat daarnet ook uiteengezet, maar het is belangrijk dat dit het debat is.

Ten eerste, op welke manier, waar moeten die nu naartoe? Dan komt men immers natuurlijk tot de verantwoordelijkheid van al die procureurs des Konings over het hele land en dan is de vraag of dat niet beter moet worden georganiseerd.

Ik heb daar gesproken over referentiemagistraten. Er zijn 91 soorten toepassingen van referentiemagistraten in het openbaar ministerie. Als ik dat woord gebruik, is het omdat ik het overal zie staan. Ook in de overeenkomst van maart 2010 wordt er gesproken over

referentiemagistraten.

In plaats van een referentiemagistraat wil het College de federale procureur. Alle dossiers moesten daarheen. Punt. Afgesproken. Beslist. Het werd gezegd in die vergadering en werd bevestigd in die regulering.

Ten tweede is er de moeilijkheid, de vraag welke dossiers. Waar ze naartoe moeten is eigenlijk het punt al niet meer, dat is opgelost. Er wordt gezegd dat er dossiers zullen komen, die dossiers worden uitgevoerd, waar moeten ze naartoe, de federale procureur, geen probleem, geacteerd, punt.

Misschien hadden ze in die regulering dat beter nog eens expliciet gezegd, dat er de vraag en bereidheid is om al die dossiers zo snel mogelijk te bezorgen et cetera. Dat schreven ze echter niet.

**La présidente:** Ils ne l'écrivent pas mais, pour revenir à ce que vous nous dites, ce n'était pas votre proposition. Je vous rappelle que vous avez fait une proposition au Collège des procureurs généraux qui a été rejetée parce qu'elle portait atteinte à l'autonomie du ministère public et à l'indépendance de la Justice. C'est ce que nous disent les procureurs.

**Stefaan De Clerck:** Dans quelle mesure ma proposition y portait-elle atteinte?

**La présidente:** Par le fait qu'elle évoquait deux magistrats de référence qui allaient trier... C'est la proposition que vous faites dans la lettre!

**Stefaan De Clerck:** Dans le rapport de la réunion du 18, en effet... Ma lettre comportait le concept de "magistrat de référence". Or, je répète que, dans 91 dossiers multiples, on parle toujours de "magistrats de référence" et que, dans le texte qui a été finalisé en mars 2010 dans le cadre de la problématique des abus sexuels, il est à nouveau question d'un magistrat de référence qui sera responsable, dans chaque arrondissement, pour traiter les dossiers d'abus sexuels.

**La présidente:** Monsieur le ministre, vous indiquez "magistrat de référence qui sera délégué à la commission Adriaenssens". Ce n'est pas la même chose! Les procureurs généraux ont d'ailleurs dit non et aussi à deux reprises via la presse.

**Stefaan De Clerck:** Madame la présidente, j'essaie d'expliquer pourquoi j'ai utilisé le terme "magistrat de référence". Or cela a été corrigé! C'est clair! Dire que cela a été corrigé ne me pose

aucun problème. Le Collège a dit: "non, ce ne sera pas un magistrat de référence. Ce sera le procureur fédéral." Vu la complexité du dossier d'un point de vue géographique, etc., ce sera le procureur fédéral. Il y avait une solution et je ne voyais aucun inconvénient à ce que le Collège des Procureurs généraux désigne le procureur fédéral. J'étais tout à fait d'accord. S'ils estimaient que c'était mieux que ce soit lui, je l'admettais également, d'autant plus que, légalement, cela relève de sa compétence d'assurer la coordination entre tous les arrondissements dans des dossiers de ce type. Là n'était pas mon problème!

Ce que je veux expliquer, c'est la difficulté de faire ce triage. Là était le nœud du problème! Qui fait quoi? J'ai tenté de l'expliquer! Excepté le flux et la manière de s'organiser qui étaient déjà réglés, il s'agissait de déterminer quels dossiers. Il fallait trouver une méthodologie. Nous étions confrontés à la problématique classique d'un ministère public de la Justice qui a ses responsabilités, son autonomie mais qui, dans ses actions, doit respecter la légalité. On ne peut pas faire n'importe quoi à n'importe quel moment. Il détermine avec quels moyens on peut agir d'une manière correcte.

Le ministère public n'a jamais laissé tombé ses compétences, son autonomie et sa responsabilité en ce qui concerne la poursuite, *de vervolging*. Jamais! Il a uniquement accepté le flux, le fait que les dossiers soient transmis. Mis à part ce flux, je répète que la question était de savoir s'il pouvait se mêler de la sélection et du triage. Il a dû constater que, vu le cumul des arguments, le fait qu'il n'y ait pas de *meldingsplicht* ou *d'aangifteplicht*, qu'il y ait une demande de confidentialité de la part des victimes et qu'il y ait une responsabilité auprès de tous, le cas échéant, il y a *schuldig verzuim* si on ne fait pas le nécessaire. Il y a une responsabilité des deux côtés. Du fait d'un manque de dossiers concrets dans le chef du ministère public—le Collège n'étant pas conscient, actif ou saisi d'un dossier concret à ce moment-là—, il n'y avait pas moyen de saisir des dossiers, ce qui était pourtant prévu dans le texte.

Het is moeilijk uit te leggen dat die commissie zelf een heel grote verantwoordelijkheid had om inderdaad te bekijken welke dossiers zij niet zou mededelen. Dit was eigenlijk de verantwoordelijkheid: welke dossiers zou zij niet mededelen. Als achteraf bleek dat dossiers niet werden meegedeeld, ze voor het openbaar ministerie toch voorwerp werden van onderzoek en het openbaar ministerie meende dat er sprake

was van schuldig verzuim door de commissie, omdat zij die dossiers niet hadden meegedeeld, daartegen moest men voorzorgen nemen. De commissie zei dus dat ze niet in hun plaats kon treden, maar dat het hun verantwoordelijkheid was.

Er is dus een cumul van argumenten, die maakt dat zij op dat ogenblik moesten zeggen dat de commissie zelf de verantwoordelijkheid had om te bepalen welke dossiers al dan niet overgelegd zouden worden.

Dat is niet om hen weg te jagen, niet om te zeggen: u bent zelf verantwoordelijk voor de afhandeling, voor de vervolging, voor de strafvordering. Nee, het is alleen om te zeggen: wij houden onze vrijheid om onze verantwoordelijkheid voluit uit te oefenen, wanneer en waar wij het nuttig achten, op basis van de dossiers, die wij op een of andere manier hebben en die ons toelaten om beslag te leggen, om eventueel een onderzoeksrechter te vatten, et cetera, et cetera. Dat is de filosofie. Dat is de logica van die juridische redenering.

Ik begrijp dat dat anders gelezen kan worden. Als daar het woord "protocol" op wordt geplakt, dan lijkt het een soort van akkoord. Maar dat is het helemaal niet. Het is geen protocol. Het is louter een regulering van een stroom van dossiers, waardoor het openbaar ministerie zijn verantwoordelijkheid zelf kan nemen.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de minister, u zegt dat het geen akkoord is.

**Stefaan De Clerck**: Ik heb het dan over de finale tekst.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): De finale tekst is geen akkoord. Maar u leest toch samen met mij het verslag van de vergadering met het college? Daarin staat: het college zal een voorstel van werkwijze voorleggen aan professor Adriaenssens en aan de minister. Er is dus een voorstel gekomen. Daarop hebben u en professor Adriaenssens ja gezegd.

**Stefaan De Clerck**: Neen. Neen, sorry, neen.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Dat is mijn eerste punt.

**Stefaan De Clerck**: Mevrouw Van Cauter, staat u mij toe om daar direct op te antwoorden, voor het gemak van het debat.

Ik lees dat ook, op het eind van dat verslag. Maar, in alle eerlijkheid, in alle juistheid, het college heeft zich, met die elementen, teruggetrokken. Het heeft daarover geoordeeld. Het heeft wellicht intern gedebatteerd. Zo heeft het college een positie ingenomen. Dat gebeurde niet na overleg met ons. Het werd ons niet voorgelegd en het is niet besproken. Het college heeft zijn verantwoordelijkheid genomen en uitgedrukt in die tekst.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Als iemand een voorstel doet, en op afstand zegt men ja, dan is er toch een akkoord? Dus er is een akkoord. Ik kan dat niet anders uitgelegd zien.

**Stefaan De Clerck**: Die tekst vormt niet de basis van een akkoord. Het is een eenzijdig opgemaakt document, dat aansluit op mijn brief en de vergadering. Dat is de context. Het is geen resultaat als een protocol in de aard van wat daar is ondertekend en goedgekeurd door het college. Dat zijn ondertekende protocollen. Het is een heel andere procedure dan wat hier eenzijdig werd opgelegd door het college.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): U zegt: "Op het ogenblik dat professor Adriaenssens ons kwam zien; wat moest er gebeuren met die 500 dossiers?" Eigenlijk was dat toch eenvoudig? Er waren 100 dossiers, 100 slachtoffers die aan professor Adriaenssens hadden gevraagd: wij willen tussenkomst van Justitie. En wat doet men als men tussenkomst wil van Justitie? Dan legt men een klacht neer. En waar? Bij de politie of bij het parket. Punt aan de lijn. Wettelijk is er geregeld dat er een federale procureur is, die kan instaan voor de coördinatie, voor zover dat moeilijkheden oplevert. Vandaag handelt men ook zo. De federale procureur heeft ons gezegd dat er ondertussen 200 nieuwe klachten zijn geformuleerd, andere dossiers. Wat is daarmee gebeurd? Die klachten zijn binnengekomen en daar is gecoördineerd. De federale procureur zegt dat die coördinatie moeilijk is en dat hij die dossiers misschien naar zich moet trekken. Dat is over die 100.

Schending van beroepsgeheim, problemen. Professor Adriaenssens heeft ons gezegd dat er geen enkel probleem was. Tijdens de hoorzitting heeft hij gezegd: "Professor Adriaenssens meent dat de commissie niet gebonden is door het medische beroepsgeheim." Geen probleem. Waar haalt men dat?

Schuldig verzuim. Ja, schuldig verzuim is een notie. Degenen die kennis hebben van misdrijven

en degenen die weten dat slachtoffers in nood zijn, moeten doen wat ieder burger moet doen en dat is aangifte doen. Kon de commissie-Adriaenssens dat? Ja, zij kon dat. En waar moest zij dat doen? Bij de politie of bij het parket. Heel die heisa en die verwarring geeft in ieder geval minstens de indruk...

**La président**: Ce sera à Mme Marghem, puis à Mme Déom et vous répondrez ensuite aux trois.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Ce sera préférable, car nous sommes au centre de la problématique.

Votre prédécesseur, Marc Verwilghen, nous a expliqué que, quand l'évêque de Gand Luysterman était venu lui dire qu'il avait l'intention de créer une commission au sein de l'Église, il ne lui avait rien demandé d'autre que de l'informer de ce fait et lui a soumis les statuts, mais votre prédécesseur, à aucun moment, n'a attiré Luysterman à une autre façon de considérer les choses en disant: il faut que ces dossiers soient transmis et nous allons faire un accord pour qu'ils soient transmis de la meilleure façon possible.

On peut peut-être dire que vos personnalités sont différentes et que vous agissez à des moments différents dans l'histoire. Mais il reste que – et ma collègue l'a amplement dit – tout ce qui existe dans la loi depuis longtemps, puisque l'article 1<sup>er</sup> du Code d'instruction criminelle existe depuis 1870, tout ce qui existe dans la loi en termes d'institutions étatiques pour traiter ces problématiques pouvait être rappelé simplement à M. Adriaenssens.

Je ne comprends pas, je ne parviens pas à comprendre et vous ne parvenez pas à l'expliquer, excepté en disant que vous aimez les protocoles et que vous voulez que tout le monde participe, quel besoin vous avez eu d'aller demander à Adriaenssens comment il comptait transmettre le plus de dossiers possible à la justice. D'où la réaction de l'intéressé à un moment donné de dire: je vais en transmettre un maximum, y compris ceux où les victimes ne souhaitent pas nécessairement que leurs noms soient connus, etc.

Nous avons entendu – vous devez le savoir et je crois que c'est clair et net, qu'il n'y a pas moyen de tourner autour du pot – qu'Adriaenssens a dit qu'en tant que président de cette commission, il ne s'attachait pas à sa mission, la mission qui lui avait été confiée par l'Église, un quelconque secret professionnel. Si, bien entendu, il est le

thérapeute des victimes, je peux le comprendre, mais ce n'était pas le cas, en aucun cas.

Donc, toutes ces questions annexes qui noient le poisson dans l'eau n'ont rien à voir avec notre sujet. Vous avez pris la décision à un moment de harponner Adriaenssens pour organiser, de façon médiatisée finalement, la transmission de ces dossiers et vous avez obtenu le résultat inverse: au lieu d'en avoir un maximum, on en a eu un minimum.

Finalement, c'est une institution privée qui a été amenée, parce que le parquet général – vous avez entendu les différents procureurs généraux – a eu la bonne réaction, me semble-t-il, de rappeler son autonomie en disant que "la commission Adriaenssens transmettra sous sa propre responsabilité, mais nous n'allons pas et nous ne pouvons pas indiquer". C'est donc Adriaenssens qui a décidé à un moment ce qui était prescrit, ce qui ne l'était pas, et de transmettre ou de ne pas transmettre.

Et vous l'avez créée par votre protocole – ou Dieu sait quel mot on peut utiliser – parce qu'Adriaenssens a cru que c'était un accord et il l'a mis sur son site comme tel et il l'a revendiqué comme tel; il nous l'a dit.

Expliquez-moi donc pourquoi vous avez pris contact avec lui et quel était votre but en prenant ce contact avec Adriaenssens.

**Valérie Déom (PS):** Très rapidement car c'est dans la ligne droite, je reviens à ce procès-verbal du 18 mai.

Pour résumer ce que mes deux collègues viennent de dire, pourquoi faire un protocole de 7 pages si ce n'est que pour rappeler la loi et l'existence des procédures? Et pourquoi, le 18 mai, au moment où vous avez et où le Collège des procureurs généraux a Adriaenssens devant lui, qui affirme clairement qu'il y a une centaine de dossiers dont les victimes souhaitent que l'auteur soit sanctionné et donc que leur dossier soit transmis à la justice, pourquoi ne dites-vous pas à ce moment-là: "Très bien demain ou après-demain, apportez-nous au moins ces 100 dossiers"?

Malheureusement ces dossiers se sont perdus ensuite dans la perquisition, perquisition et saisie dont on sait ce qu'il est advenu. Maintenant ces dossiers sont coincés au greffe du tribunal de première instance, avec peut-être – M. Delmulle nous l'a dit –, des abuseurs qui sont encore en

activité, ai-je envie de dire, et qui ne peuvent être détectés car la procédure légale n'a pas été mise en place tout de suite et qu'on a cherché à conclure un pseudo-accord, protocole ou que sais-je encore.

**Stefaan De Clerck:** J'essaie de récapituler quelques éléments.

Cette régulation a été finalisée le 10 juin, a été communiquée et la saisie, la perquisition date du 24.

**Valérie Déom (PS):** Le 18 mai...

**Stefaan De Clerck:** Je m'excuse, mais il y a eu cette réunion le 18. Le Collège a été informé de la demande de cette commission. Je répète qu'à plusieurs reprises M. Adriaenssens déclare qu'il va communiquer les dossiers non prescrits, les dossiers dans lesquels les victimes demandent une sanction et même les dossiers où la personne demande la confidentialité mais en biffant le nom de la victime. Il déclare que les dossiers doivent passer à la justice et donc au procureur fédéral parce qu'entre-temps, on voit que c'est ce dernier qui est le mieux placé pour la coordination de tous ces dossiers.

Il faut rappeler qu'à ce moment là, il y a plus que 360 dossiers! Un paquet qu'on n'a jamais vu dans n'importe quelle instance, n'importe quelle commission, mais qui tout à coup sont là. Il faut donc agir. Il vient déclarer qu'il veut les transmettre. Je prends l'initiative de dire: "Mettez-vous autour de la table et faites en sorte que les dossiers soient transmis le plus vite possible!". Et il déclare lors de la réunion qu'il va faire le nécessaire. Mais avant que, après cette réunion, un document sorte – et moi je ne savais pas comment et de quelle manière –, un document soit conclu, c'est le Collège des procureurs généraux qui prend ses responsabilités après cette réunion! Et il prend ses responsabilités en écrivant un texte de régulation, qui date du 10, etc., le temps de communiquer. Mais entre le 10 et le 24, il n'y a pas trop de temps pour dire qu'on va exécuter dans sa totalité tout ce qui a été dit.

Il est donc difficile de juger s'il y a eu refus ou manque de volonté. Je suis convaincu que non mais le délai était tellement bref pour confirmer un tel accord ou une telle régulation.

**La présidente:** Les procureurs généraux nous ont dit qu'ils n'auraient pas dû écrire ce texte. Ils l'ont tous dit. Ils ont même dit qu'ils auraient dû se relire.

Des procureurs généraux devraient se relire, c'est certain! C'est assez inquiétant car ce sont eux qui font notre politique criminelle.

Ils nous ont également dit qu'ils avaient une masse de dossiers et qu'ils souhaitaient faire du bon management. Pour ce faire, on avait trouvé la solution le 18 mai: le procureur fédéral allait tout dispatcher. Il suffisait de dire à M. Adriaenssens que M. Delmulle était là...

**Stefaan De Clerck:** C'est la deuxième partie de ma réponse.

La **présidente:** Il y avait 100 dossiers dont il devait se débarrasser car les victimes le voulaient, parce qu'il y avait peut-être danger, etc. On a alors dit à M. Adriaenssens de les transmettre à M. Delmulle. On lui a dit de les amener au parquet ou qu'on viendrait les chercher, non pas via une perquisition mais via une bonne entente. Pourquoi attendre un mois pour rédiger un protocole dans lequel on lui dit que c'est lui qui peut vérifier si les dossiers sont prescrits? C'est quand même particulier.

**Stefaan De Clerck:** Le flux organisé est la partie la plus simple. La deuxième partie est la question de savoir comment on gère la confidentialité, la responsabilité de chacun, le secret professionnel, etc. Plein de choses qui sont difficiles à gérer.

C'est un débat très complexe. Si on fait tant de protocoles, c'est parce qu'il y a des problèmes à chaque fois. Il faut donc bien conclure des accords entre tous les services et la justice pour bien peser les responsabilités.

Je vous rappelle que, tout de suite après les perquisitions, il y a eu plus de 300 médecins qui m'ont envoyé un message en attirant mon attention sur le secret professionnel, en me demandant ce qu'en j'en faisais. Vous pouvez dire qu'il s'agit d'un débat sans importance mais je dis que c'est un débat avec une certaine importance, essentiellement pour la confidentialité des victimes qui se présentent dans un certain contexte.

C'est un des principes que je répète toujours: la victime fait un choix, elle a la possibilité de diriger l'action.

Elles ont une responsabilité. Elles ont une liberté. Elles ont le droit de le faire et il faut respecter les droits de la victime! Si on bafoue les droits de la victime, je crois qu'on commet une faute dans

l'autre sens. Telle est la balance qui est très difficile à gérer.

La **présidente:** Mais monsieur le ministre, si tout en respectant les droits de la victime, qui sont légitimes, on met en danger toute la société parce qu'il y a un auteur connu...

**Stefaan De Clerck:** Voilà! Men start met een confidentialiteit, met een positie waar er geen aangifteplicht is, met een geheim in een vertrouwenscentrum et cetera, waarvan men nog niet weet hoe het allemaal zal evolueren. Daartegenover staat de verantwoordelijkheid ten aanzien van de gemeenschap. En die verantwoordelijkheid ligt ook bij die mensen. Dat is precies het schuldig verzuim, wat ik daarnet ook al zei. Als men zijn verantwoordelijkheid niet neemt, is men strafbaar. Dus men moet zelf zijn verantwoordelijkheid nemen.

Het openbaar ministerie kan geen dubbele rol aannemen om aan die commissie, aan die personen te zeggen "u moet het zo doen, of u moet het anders doen". Dit kan niet. Men kan geen advies geven. Men mag zich niet mengen. Men moet onafhankelijk blijven in zijn rol en men moet het recht behouden, als het niet gebeurt, om voluit zelf te kunnen gaan op het moment dat men een concreet dossier heeft. Men moet het recht hebben om dat te doen, binnen de wettelijke bepalingen. En als men het anders doet, komt men in de problemen. Dat is de lezing die men heeft gemaakt binnen het College van de procureurs-generaal.

Dat is, mijns inziens, een legalistische, correcte benadering van een zeer moeilijk hoofdstuk inzake de geheimhouding, de confidentialiteit, het recht van de slachtoffers, het recht om te kijken op welke manier men het eigen traject kiest. En daar staat tegenover dat er op een bepaald ogenblik een meldrecht is, dat er mogelijkheden zijn, dat men niet in een schuldig verzuim kan terechtkomen, dat men die verantwoordelijkheid ook draagt.

Dit is de voortdurende balans, de voortdurende wereld van Justitie die zijn recht houdt. Die wereld van hulpverlening en andere organisaties, iedereen, bij wijze van spreken, die een recht heeft om intern zaken te regelen, heeft ook een verantwoordelijkheid ten aanzien van de gemeenschap om door te spelen als het moet. Maar dat is hun verantwoordelijkheid en men kan niet in de plaats treden van anderen.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Monsieur le

ministre, je ne comprends pas pourquoi M. Adriaenssens, qui est un homme vraiment intelligent – nous l'avons rencontré ici-même au moins à deux reprises – ignorait sa responsabilité par rapport à sa position de président d'une commission dans ce cadre-là, à savoir celle d'un homme, comme tout citoyen, qui sait que les lois existent, qui sait que les délits découverts, alors qu'il n'y a pas de secret professionnel – j'ignore où vous allez pêcher des secrets professionnels – doivent être dénoncés si l'auteur peut commettre d'autres infractions qui mettent en danger la société.

Vous auriez pu le lui expliquer. En lui faisant simplement la réflexion suivante: "Voilà les moyens légaux qui existent pour que ces dossiers soient transmis à la justice", vous évitiez toute critique et tout problème sous la seule responsabilité d'un homme qui était capable de les prendre. Donc, il ne fallait pas s'immiscer dans ce dossier, car M. Adriaenssens s'est senti soutenu à tort. Et à cause de cela, votre prédécesseur Marc Verwilghen l'a dit tout à l'heure, vous avez créé un double accès à la justice pour les victimes, des victimes qui, d'un côté s'adressent à la commission Adriaenssens, et de l'autre qui se fient aux institutions étatiques pour les mêmes problématiques avec des traitements différents. C'est un gros problème que vous avez suscité en réagissant exagérément à propos de ces 300 dossiers. Il suffisait simplement de dire à M. Adriaenssens ce qu'il en était de la loi et de ses responsabilités en tant que citoyen.

**Stefaan De Clerck:** C'est ce qui a été dit! (*Intervention hors micro*)

**Carina Van Cauter** (Open Vld): U verwijst naar het aantal dossiers, wat voor een capaciteitsprobleem bij Justitie zou hebben gezorgd.

**Stefaan De Clerck:** Het was de eerste keer in mijn leven dat ik meemaakte dat er op 14 dagen tijd 360 dossiers van seksueel misbruik op een plaats, buiten Justitie en buiten de hulpverlening, worden gecentraliseerd. Dat is nog nooit eerder gebeurd.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): U zegt dat er geen capaciteitsprobleem was. Ik kan dat begrijpen. Wij weten immers uit de cijfers dat er jaarlijks 3 400 dossiers van seksueel misbruik zijn, dus als er daar zeker 100 dossiers bijkomen – in een aantal dossiers was de dader overleden, die zouden we dus kunnen uitsluiten, maar laten we een raming maken van 250 dossiers –, vormt dat

geen capaciteitsprobleem. Dat kan ik begrijpen, maar wat is dan de reden waarom er een bevestigd akkoord moest komen tussen professor Adriaenssens, het College van procureurs-generaal en de minister van Justitie?

**Stefaan De Clerck:** Er is geen bevestigd akkoord. In de vergadering wees Frank Schins erop dat de commissie zich moet wenden tot een magistraat met bevoegdheid voor het concrete dossier, wat niet het geval is met referentiemagistraten, wel met de federale procureur. Dit zijn de zaken die gezegd zijn en dat is ook bevestigd.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de minister, het resultaat is dat er uiteindelijk twee dossiers zijn overgelegd voor de huiszoeken, terwijl er op 18 mei minstens 100 dossiers waren waarvan men wist dat het slachtoffer de tussenkomst van Justitie wenste.

Men had binnen veertien dagen aangifte kunnen doen. Wat is er vandaag gebeurd? Er zijn voor de huiszoeken, voor 24 juni, twee dossiers overgelegd aan Justitie en na de huiszoeken elf. Dat is wat de federale procureur ons heeft gezegd.

Professor Adriaenssens zegt dat hij er vijftien heeft overgelegd. Wij zijn twee dossiers kwijt en er zijn elf en twee dossiers overgelegd terwijl, als ieder zijn werk had gedaan en zijn verantwoordelijkheid had genomen in minstens 100 dossiers, Justitie die dossiers onmiddellijk had kunnen afhandelen.

**Stefaan De Clerck:** Het is niet aan mij om te bewijzen dat het anders zou gelopen zijn. Ik herhaal de timing. Op 24 juni is het allemaal in beslag genomen. Op dat moment is er een interventie van een andere orde. Terecht.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Maar de dossiers zijn nog na de huiszoeken overgelegd!

**Stefaan De Clerck:** Er waren nauwelijks een paar dagen tussen. Men kan moeilijk bewijzen dat het niet zou gebeurd zijn.

Ik stel alleen maar vast dat ondertussen Johan Delmulle hier zijn uiteenzetting geeft, dat hij de methode vindt om die 475 dossiers te benaderen, dat er 220 dossiers zijn die hij op een of andere manier beheerst en dat dit meer dan ooit bewijst dat de federale procureur rekening houdt met alle soorten problemen in het land en dan vooral in Brussel in verband met de wijze waarop dit

allemaal moet verlopen, dat er nog altijd een probleem van coördinatie is, dat misschien niet had ontstaan als het college meer mogelijkheden had, dat zij die regulering voluit zouden zien toegepast door de commissie. De tijd is er niet voor gegeven. Men kan dan achteraf moeilijk zeggen dat het een kaduuk verhaal is, omdat men niet de kans heeft gekregen om het behoorlijk uit te bouwen. Er was geen tijd en intussen was er een verstoring.

La **présidente**: On a perdu du temps.

**Stefaan De Clerck**: Oui, mais à cause de quoi?

La **présidente**: A cause du protocole

**Raf Terwingen** (CD&V): Ik hoorde mevrouw Van Cauter u aan het begin van de discussie verwijten, mijnheer de minister, hoe het kon dat de slachtoffers niet naar het gerecht zijn getrokken. Waarom heeft de heer Adriaenssens de dossiers niet doorgegeven?

Ik stel mij de vraag of men u dat moet verwijten, mijnheer de minister. Dat is het wat men hier duidelijk vroeg: hoe kan het zijn dat die klachten niet bij Justitie zijn gekomen, omdat de slachtoffers blijkbaar hebben gekozen voor Peter Adriaenssens met zijn reputatie, kennis en manier van benadering. Ik begrijp niet dat men dat aan u verwijt. Het zal aan mij liggen. Waarom de heer Adriaenssens dat heeft gedaan, is uw fout, mijnheer de minister. Laat dat genoteerd zijn.

In welke mate was de heer Adriaenssens gelukkig met dat bewuste protocol? In zijn plaats zou ik ervaren dat het een juridisch probleem was. Ik kan mij voorstellen dat die man ook vragende partij was naar een regulering om dat te doen. Men verwijt u dat Adriaenssens zijn dossiers, als dat niet was gebeurd, sneller had bezorgd. Maar waarom heeft de heer Adriaenssens die dossiers dan niet gegeven op 18 mei? Ik stel mij ook die vraag. Dat mogen we u niet verwijten. We moeten het aan de heer Adriaenssens vragen.

In welke mate kon het protocol tot regulering Adriaenssens faciliteren om het te doen? Ik denk dat zulks ook een van de bedoelingen was of vergis ik mij daarin?

La **présidente**: Monsieur Terwingen, personne n'a jamais reproché au ministre dans cette commission le fait que les victimes se soient dirigées vers la commission Adriaenssens au lieu d'aller vers la police ou les structures d'aide. On a posé le problème du transfert des dossiers. En

tout cas, c'est ce que j'ai entendu ici.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik heb inderdaad gezegd dat slachtoffers die zich gewend hebben tot professor Adriaenssens op een vragenlijst de mogelijkheid aangekruist hebben om hun dossier door Justitie te laten behandelen. De Kerk heeft professor Adriaenssens en de commissie aangeduid en heeft namelijk een vragenlijst doorgestuurd aan de slachtoffers. De slachtoffers, de honderd slachtoffers alleszins, hadden de indruk dat door het aanvinken van 'ik wens tussenkomst van Justitie', er tussenkomst van justitie zou zijn en dat er met hun dossier iets zou gebeuren.

In plaats van de dossiers over te maken aan Justitie, is er interferentie geweest van de minister van Justitie, die professor Adriaenssens contacteerde of door hem gecontacteerd werd. In ieder geval heeft men overlegd over hoe men de dossiers zou overmaken aan Justitie. In plaats van gewoon de wet te volgen en doodgewoon het adres van de politie, het parket en van de federale procureur die zal instaan voor de coördinatie, op te zoeken, heeft men echter beslist om gewoon te wachten.

**Stefaan De Clerck**: Mevrouw Van Cauter, u weet ook dat aansluitend op die vergadering van 18 mei er een vergadering is doorgegaan met de federale procureur en professor Adriaenssens om die zaken te bespreken. Ik ben daar niet meer in tussenbeide gekomen. Men heeft zijn verantwoordelijkheid genomen. Dit was niet het deel van het probleem. De overdracht van de dossiers van de commissie naar federaal procureur Delmulle was niet het probleem. Dit is opgelost. Er is ook een ontmoeting geweest welke zonder problemen verder zijn gang gekend zou hebben. Daar ben ik van overtuigd, maar dat valt achteraf echter niet te bewijzen.

**Raf Terwingen** (CD&V): We spreken hier eigenlijk voornamelijk over iemand die hier niet is, terwijl professor Adriaenssens hier wel is geweest. Over dit concrete punt hebben we hem nog niet ondervraagd, maar ik vind Adriaenssens nog altijd één van de spilfiguren in de positieve zin van het woord. Het dossier had zonder hem niet kunnen plaatsvinden. Misschien is het nuttig om hem daarover nog eens te ondervragen, in plaats van daarover na te denken en hypothesen te formuleren.

**Stefaan De Clerck**: Ik zal de tekst van het perscommuniqué aan mijnheer Bracke bezorgen. Dat is geen probleem. Ik heb verder geen invloed

gehad op het tot stand komen van de teksten. Ik heb op dat protocol niet gereageerd.

Betreffende de zogenaamde autonomie zou ik nog graag reageren op een aantal zaken. Ik zal in elk geval het communiqué bezorgen. Ik denk dat de kern opnieuw bediscussieerd werd. Ik vind het belangrijk dat ik met alle mogelijke middelen gestreefd heb naar een zo snelle en volledig mogelijke overdracht van de dossiers naar Justitie. Dat dit niet perfect verlopen is, mevrouw de voorzitter, besef ik ook. Ik heb in elk geval de methode gehanteerd die mij op dat moment het meest aangewezen leek. Het college heeft daarna de zaak behandeld.

**La présidente:** Monsieur le ministre, vous dites que cela ne s'est pas fait de manière parfaite, mais vous trouvez que ce texte est un bon texte...

**Stefaan De Clerck:** Non, non! C'est ce que j'ai déjà dit dans mon introduction: on aurait pu faire un texte qui soit plus pédagogique et plus acceptable et plus lisible pour tout le monde, pour dire: voilà, on comprend que ces dossiers vont être transmis, on comprend qu'il y a des catégories qui vont certainement être transmises, etc., peut-être avec un délai, etc. Tout cela aurait pu être fait.

Ici, cela a été un texte qui a été défensif, légaliste pour dire: nous, Collège, on ne peut pas s'engager sur un terrain qui n'est pas le nôtre; nous devons garder nos distances. Cela a été la différence dans le texte.

**La présidente:** Monsieur le ministre, alors que la commission Adriaenssens est finie, au mois de septembre, il y a clairement la volonté de l'Église de mettre un nouveau centre en place. Là, il y a clairement une réaction des procureurs généraux qui disent: "Les procureurs généraux ont fait savoir jeudi au ministre de la Justice qu'ils ne collaboreraient pas avec le Centre d'accueil des victimes d'abus sexuels annoncé par les évêques (pourtant on est sur le même modèle que M. Adriaenssens); les procureurs veulent préserver la primauté incontestable de la justice dans l'approche et le suivi des dossiers."

Cela sous-entend que cela n'avait pas été préservé par avant. Et vous aviez dit, le mardi, alors qu'ils réagissent le jeudi, votre souhait d'étudier comment une collaboration entre la justice et le Centre était possible, en insistant toutefois pour que les faits soient transmis.

(...): (...)

**La présidente:** Je lis les journaux!

**Stefaan De Clerck:** Ah! les journaux!

**La présidente:** Oui, je sais que les journalistes disent parfois n'importe quoi.

Monsieur le ministre, après cela, il y a eu une discussion en Conseil des ministres où là, clairement, les ministres ont dit: plus de protocole d'accord.

La question à laquelle j'aimerais que vous répondiez par oui ou par non: demain, est-ce que vous souhaiteriez un nouveau protocole avec une commission mise en place par l'Église?

**Stefaan De Clerck:** Je n'ai jamais eu de protocole!

*(Rires dans la salle).*

Comment répéter mille fois la même chose? Il faut accepter. En effet, un procureur général, à un certain moment, a fait un message à la presse en disant: il n'y a pas d'accord, il n'y a pas de protocole! J'ai dit alors: "Monsieur le procureur général, vous avez raison!" Cela a été acté.

Comment, à mille reprises, dois-je expliquer ce qui s'est passé! Mais vous n'acceptez pas la conclusion qui est toujours la même! Donc, votre question est sans objet, sans pertinence.

**La présidente:** Alors je suis sans pertinence!

**Sophie De Wit (N-VA):** Mijnheer de minister, protocol of geen protocol, dat maakt eigenlijk niet zoveel uit. De clou is dat er een aantal dossiers waren waarvan de slachtoffers hadden aangegeven dat zij naar justitie wilden en dat het College van procureurs-generaal in een document voor zichzelf heeft uitgemaakt om een heel zware bevoegdheid en verantwoordelijkheid aan Adriaenssens te geven om al dan niet met die dossiers te komen.

Mag ik uit uw betoog afleiden dat u daarmee kunt instemmen, dat een College van procureurs-generaal zo'n zware bevoegdheid eigenlijk laat? Ik zal niet het woord "overdragen" gebruiken want dan zijn we misschien met protocollen of overeenkomsten bezig. Het laat echter die bevoegdheid. Ik spreek enkel over die honderd dossiers, ik wil respect hebben voor de slachtoffers die niet naar justitie willen gaan. Ik wil ook geen fishing expedition. Daar gaat het niet

om, het gaat om die honderd dossiers waarin de slachtoffers namen en daders aangaven en stelden dat ze naar justitie wilden. Daar spreek ik nu over. Zelfs voor die dossiers laat het College echter blijkbaar de bevoegdheid aan een psychiater om te beoordelen wat hij er al dan niet mee gaat doen voor die drie jaar.

Los van akkoorden, afspraken, protocollen, vindt u dat dit kan? U zegt dat ze niets konden doen binnen het wettelijk kader. Mag ik daaruit afleiden dat u vindt dat dit kan? Ik zeg niet dat het uw verantwoordelijkheid is.

**Stefaan De Clerck:** Het probleem is dat de wettelijkheid hen op dat ogenblik niet toeliet om te beslissen om die 360 dossiers mee te nemen. Op dat ogenblik konden zij dat niet, want er waren in hun hoofde geen aanwijzingen van strafbare feiten. Zij waren niet gevat, zij waren niet bij dat dossier. Er was geen aangifte enzovoort. Ik herhaal mijn argumenten. Zij konden dat niet op dat ogenblik. Zij moesten de bal, de verantwoordelijkheid, wel bij de anderen leggen en stellen dat men dan maar moest doen wat men had voorgesteld te doen, onder zijn verantwoordelijkheid. Dat was natuurlijk beter in die tekst opgenomen. Dat hebben ze niet opgenomen. Dat was natuurlijk wel de essentie.

**Sophie De Wit (N-VA):** U zegt dat we eigenlijk een zware verantwoordelijkheid bij de maatschappij leggen, dus bij de commissie-Adriaenssens. Ligt de verantwoordelijkheid voor de bescherming van de maatschappij echter eigenlijk ook niet bij het openbaar ministerie? Ze hadden hier immers een aanknopingspunt. Ze wisten dat die mensen naar de justitie wilden, ze konden aan de identiteit komen, ze kenden de daders. Dat is volgens mij geen fishing expedition. Ik begrijp het voor de andere dossiers en de wil van de slachtoffers. Als men het echter expliciet aangeeft...

**Stefaan De Clerck:** Ik voel perfect uw zorg en ik voel ook die evidentie. Het moet echter op een bepaald ogenblik op een dossier gebaseerd worden. Die flux zou dacht ik in hun hoofde beginnen en zou van het een naar het andere komen. Het was ook geen criminele bende, die commissie. Men kan niet zeggen dat het een bende is en men kan het dus niet doen. Men moet dus wachten tot men die dossiers heeft. Men moet een aanleiding hebben, men kan geen fishing expedition organiseren. Men moet dus wachten. Dat was hun redenering. Ik ben er zeker van dat had men dat laten ontwikkelen er een mechaniek zou ontstaan zijn waardoor van het ene het

andere zou gekomen zijn. Dan zouden al die dossiers op een of andere manier natuurlijk mee opgevolgd zijn. Dat kunnen we echter achteraf niet meer bewijzen, daarna waren de dossiers weg.

**Sophie De Wit (N-VA):** Maar u volgt de redenering dat zij daar niets aan konden doen?

**Stefaan De Clerck:** Op dat ogenblik. Op dat moment konden zij dat niet. Achteraf zou dat volgens mij zeer zeker hebben gekund en gemoeten, maar op dat ogenblik konden zij dat nog niet. Zij waren niet gevat door dossiers.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Mijnheer de minister, stel dat morgen een groot schandaal uitbreekt in een sportvereniging met honderden dossiers. Wat gaat u doen, wetende wat u nu weet? Hoe gaat u optreden? Wat zal u doen om dat te reguleren als er een vraag komt? Ik heb het niet over een protocol.

**Stefaan De Clerck:** Zij hebben daar hun eigen parket.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Seksueel misbruik in een sportfederatie.

**Stefaan De Clerck:** Ze hebben hun eigen parket in het voetbal.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Laat ons een turnclub of de turnfederatie nemen. Honderden slachtoffertjes. Hetzelfde doet zich voor. Hoe zou u dat aanpakken met wat u nu weet?

**Stefaan De Clerck:** Ik denk dat ik dan terugkom bij mijn begin. Wij hebben zeer veel instellingen en als het zou gaan om een jeugdvereniging dan zijn alle instrumenten, die wij hebben uitgezet, perfect geoutilleerd om dat onmiddellijk op te vangen. Ouders, onderwijsinstellingen, leraars en vrienden zouden rechtstreeks en onmiddellijk in de juiste kanalen worden ondergebracht – vertrouwenscentra, SOS Enfants. Die zouden functioneren. Dat zou worden doorgespeeld. Daar is geen enkele twijfel over.

Vandaar dat wij hier in dat bijzondere dossier zaten. Dossiers uit de jaren zestig en zeventig met volwassen slachtoffers die niet in die schema's, die wij uitgewerkt hadden, pasten. Dit is een deel van het probleem. Dit is ook de reden waarom zij niet zijn gevat via onze uitgezette kanalen en via de methodieken die zijn ontwikkeld. Zij zijn naar een ander kanaal op zoek moeten gaan. Dat was het uitzonderlijke waarvan ik heb gezegd: "Ja maar, dat hebben wij niet gevat dus dit moet

worden verbonden met het justitiesysteem, anders rateren wij." Wat ik hier als het ware verweten word, is precies het omgekeerde waarvan ik zeg dat dit zo rap mogelijk naar Justitie moet worden gebracht. Ik ben daarbij afhankelijk van de legale methodes die door het college kunnen worden ontwikkeld.

Ik wil aan mevrouw De Wit ook nog het volgende zeggen. Ik zeg hier: "Het college kon op dat moment niet." A contrario is natuurlijk wel bewezen dat de procureur des Konings van Brussel de onderzoeksrechter wel zijn rechten heeft behouden en dat zij op dat ogenblik wel naar het college konden. Zij waren niet gevat. Zij waren niet bekend. Er was bij hen geen dossier bekend. Van zodra een procureur werd gevat, heeft hij het wel gedaan en heeft hij gedaan wat hij dacht te kunnen doen. Dat is een hele procedure.

U moet hen niet verwijten dat zij niets gedaan hebben. Het bewijs is eigenlijk geleverd dat zij het wel hebben gedaan, maar op een onverwachte manier. Niet op de verwachte manier van een flux zoals dat op een of andere manier was afgesproken via de federale procureur. Via het PK Brussel, onderzoeksrechter De Troy, is het wel gebeurd. Dit kon dus op elk ogenblik.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Het is gebeurd omdat de procureur des Konings van Brussel gezegd heeft dat die overeenkomst hem niet bond. Of het in uw naam was of niet in uw naam, maar federaal procureur Delmulle is nog bij de procureur des Konings geweest de dag voor de huiszoekingen. Daar is de discussie, net als in de regering, gevoerd over het feit dat dergelijke afspraken niet kunnen. Blijkbaar zou hij van de vereniging van patissiers ook niet aanvaarden dat zij zo'n overeenkomst sloot.

Was u op de hoogte van het feit dat federaal procureur Delmulle nog eventjes daarover gediscussieerd heeft met de procureur? Dat wordt hier verteld.

**Stefaan De Clerck**: Ik heb aan de voorzitter inzage gevraagd in de verslagen (openbare zittingen en zittingen achter gesloten deuren) van de bijzondere commissie en heb dat niet gekregen. Ik weet dat niet.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Want het zou uw antwoorden niet beïnvloeden als u het gezien had?

La **présidente**: Monsieur le ministre, les documents à huis clos, personne ne peut les

consulter, mis à part les membres de la commission.

Je répète que l'on a oublié M. Vandeurzen mais, comprenez-vous qu'à un moment donné, vos deux prédécesseurs, ministres de la Justice pour une durée de quatre ans, disent que, pour eux, c'est une atteinte à l'indépendance de la justice? Ils l'ont dit ici il y a un instant. Je ne fais que le répéter. Comprenez-vous aussi les critiques que vous avez reçues au sein du gouvernement à ce propos?

**Stefaan De Clerck**: Je n'ai pas de commentaire à donner!

La **présidente**: Pas pour ce qui concerne les critiques du gouvernement mais par rapport à ce que viennent de déclarer les deux autres ministres.

**Stefaan De Clerck**: Je propose que vous invitiez également Jo Vandeurzen pour lui demander son avis.

La **présidente**: J'en déduis que vous ne voulez pas répondre à ma question. Cependant, deux ministres nous disent qu'ils estiment que c'est inacceptable et, parallèlement, 150 députés se posent la question de l'indépendance de la justice. C'est le message que je souhaite vous faire passer.

**Stefaan De Clerck**: Si le dossier, tel qu'il est présenté par plusieurs membres, était exact, je vous comprendrais, mais le dossier n'est pas tel que vous le présentez. C'est là le problème! Je donne, pour ma part, une autre explication de ce qui s'est passé. Il n'y a pas eu de protocole, d'accord ou de contrat disant: "vous allez faire le nécessaire". On n'a pas demandé à cette commission de faire le travail de la justice. Au contraire! Non, cela n'a pas été demandé! Si certains disent le contraire, je le conteste formellement! Par contre, si tel avait été le cas, je dirais que ce n'est pas normal. Mais, en l'occurrence, je maintiens la position que j'ai tentée d'expliquer, à savoir que ceci n'est pas un protocole!

La **présidente**: Ceci n'est pas une pipe!

**Daniel Bacquelaîne** (MR): Monsieur le ministre, que ce soit un protocole ou pas n'a pas énormément d'importance. C'est une question de sémantique! Que ce soit une convention, une proposition de procédure...

**Stefaan De Clerck:** Non, il est question de savoir si le Collège ou le ministre a commis une faute. Si cela avait été un contrat avec une commission, cela aurait différent, mais ce n'est pas le cas.

**Daniel Bacquelaine (MR):** Toutefois, votre lettre de la réunion du 18 mai et de la rédaction par le Collège des procureurs généraux d'un texte sur le flux de régulation a quand même eu pour conséquence pratique de stopper, pendant à peu près deux mois, la possibilité pour les victimes d'aller vers la justice. C'est cela le résultat!

**Stefaan De Clerck:** Non!

**Daniel Bacquelaine (MR):** Bien entendu, à partir du moment où la commission Adriaenssens était en discussion avec le Collège des procureurs généraux ainsi qu'avec vous pour savoir comment on allait organiser l'orientation des dossiers vers l'institution judiciaire... Pendant toute cette période, vous avez participé à une sorte de scénario qui a non seulement retardé considérablement mais aussi introduit, dans l'esprit des victimes, la fausse impression que l'institution judiciaire était dans le coup au niveau de la commission Adriaenssens.

Quand ils s'adressaient à la commission Adriaenssens, ils avaient donc l'impression d'être dans une chaîne qui incluait l'institution judiciaire et notamment le Collège des procureurs généraux et le procureur fédéral. C'est cela, la conséquence pratique. Et c'est pour cela que je pense que vos interventions dans ce dossier ont introduit une césure dans le fonctionnement normal de l'institution judiciaire. Et cela, c'est dommageable pour les victimes. Voilà pourquoi on vous pose toutes ces questions. Des gens ont été victimes d'abus sexuels mais ils ont aussi été victimes, me semble-t-il, d'une confusion organisée et installée dans le biais d'une procédure tout à fait exceptionnelle et inadéquate.

**Stefaan De Clerck:** C'est faux. Les dossiers qui sont arrivés à la commission, vous avez les chiffres, c'est du 23 au 30 avril.

**Daniel Bacquelaine (MR):** À la commission, pas à l'institution judiciaire.

**Stefaan De Clerck:** Les dossiers étaient là. J'ai pris ma responsabilité politique en disant qu'il n'était pas possible que cela reste dans une commission et qu'il fallait les transférer à la justice.

**Daniel Bacquelaine (MR):** Mais vous avez tout

fait pour qu'ils ne soient pas transférés!

**Stefaan De Clerck:** C'est le contraire, mais je n'arriverai pas à vous convaincre... Les dossiers étaient à une commission et vous ne respectez pas le fait qu'il existait la possibilité pour ces victimes de choisir leur direction. Tout ce que j'ai fait, c'est essayer de ramener le plus vite possible ces dossiers devant la justice. En effet, il y a eu plusieurs problèmes par après mais pas seulement à cause de cette régulation, laquelle a été réalisée selon une méthode correcte.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Met uw goedvinden, mevrouw de voorzitter, zou ik een ander onderwerp willen aansnijden.

Mijnheer de minister, de hele toestand is tot een stilstand gekomen op het moment van de huiszoeking. Als ik het mij goed herinner, hebt u er vrijwel onmiddellijk na de huiszoeking over gecommuniceerd. Dat was de dag zelf of de dag nadien, al doet dat er nu niet toe. U hebt daarop impliciet kritiek geformuleerd. Hebt u daaromtrent contact opgenomen met de betrokken magistraten of met de betrokken politiemensen die het onderzoek in de praktijk hebben uitgevoerd?

**Stefaan De Clerck:** Met betrekking tot wat er die dag, de 24ste, is gebeurd, was ik, zoals iedereen, verrast. Ik heb dat ook gezegd. Ik heb onmiddellijk gezegd dat de procureur des Konings en de onderzoeksrechter alle vrijheid en alle mogelijkheden hadden om dat te doen. Ik heb dat onmiddellijk bevestigd.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Ja, maar als ik het mij goed herinner, hebt u ook gezegd, mijnheer de minister, dat er eigenlijk onmiddellijk moest worden nagegaan of dit wel volgens de regels was gebeurd. Dat was in mijn ogen en in mijn herinnering een ietwat vreemde tussenkomst.

**Stefaan De Clerck:** De procureur-generaal heeft een initiatief genomen; dat was niet op instructie.

**Siegfried Bracke (N-VA):** U was hem dan voor, bij wijze van spreken? U was de eerste die zei dat er nagegaan moest worden of dit wel zeker volgens de regels van de kunst was gebeurd.

**Stefaan De Clerck:** Ik heb toen wel op een bepaald ogenblik gezegd dat de procedures er zijn, in hoofde van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter, om te doen wat zij menen te moeten doen in alle vrijheid. De procedures zijn er ook om in geval van discussie over wettelijkheid naar een kamer van

inbeschuldigingstelling te gaan. Die procedures zijn ook ingevoerd door de wet-Franchimont. Dit is ook in het kader van de vroegere periode van slachtofferproblematiek. De procedure werd toen gecreëerd om een toetsing te kunnen doen. Ik heb ook altijd gezegd dat ik het liever heb, als er discussie is over de wettelijkheid, een toetsing te kunnen doen in een vroeg stadium in de procedure, in plaats van jaren een procedure te voeren en dan te moeten vaststellen dat bij de aanvang alles eigenlijk kaduuk was. Ik ben ervan overtuigd dat het het beste was de discussie over de wettelijkheid onmiddellijk te voeren en uit te klaren. Dat is nu afgehandeld en ik denk dat het een goede zaak is geweest.

**Valérie Déom (PS):** Procédure – et ce n'est pas nous qui le disons, ce sont des magistrats spécialisés dans le domaine, notamment le président du tribunal de première instance de Bruxelles –, procédure tout à fait exceptionnelle parce que la chambre des mises n'a pas les moyens humains et matériels pour procéder à une vérification systématique. Donc, procédure tout à fait exceptionnelle qui a été également diligentée, même si c'est sur base du parquet, de manière extrêmement rapide. C'est du jamais vu en Belgique, et ce n'est pas moi qui le dit!

**Stefaan De Clerck:** Beaucoup de choses ont été du jamais vu! Quatre cent septante-inq dossiers tout à coup dans une commission de victimes qui n'ont pas trouvé la justice! C'est cela le scandale! Que la justice n'a pas été "ouverte" et que tous les systèmes n'ont pas fonctionné!

**Valérie Déom (PS):** Au sein de l'Église!

**Stefaan De Clerck:** C'est le début. C'est 475 dossiers de victimes qui ont heureusement trouvé le chemin mais que l'on a dû ramener. Tout a été exceptionnel, je crois. Ce n'est pas seulement cette procédure

La **présidente:** Monsieur le ministre, dans la même logique, je ne pense pas que vous ayez rédigé un communiqué de presse après l'opération Calice mais si vous en avez fait, pouvez-vous le fournir à la commission. En tout cas, il y a eu des réactions dans la presse, M. Bracke vient de le dire. Sinon, nous ferons une petite recherche. Comme les journaux interprètent.

**Stefaan De Clerck:** De toute façon, si j'ai fait des communications, c'était sous mon propre nom.

La **présidente:** C'était à la télévision. C'était donc

vos propres paroles! Si vous étiez face à la télévision, c'est évidemment plus simple et il n'y a pas d'interprétation possible, même quand il y a des guillemets!

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Mevrouw de voorzitter, ik heb nog een andere vraag gesteld, niet over het protocol, maar over de slachtofferzorg en over de samenwerkingsakkoorden die zouden worden gesloten met de Gemeenschappen. Er werd beloofd dat dit zou worden gefinaliseerd tegen eind 2010. Kunt u ons de stand van zaken meedelen en, als er vertraging is, ons de redenen daarvoor geven?

**Stefaan De Clerck:** Ik heb dit ook in mijn inleiding gezegd. Die akkoorden zijn het voorwerp van een evaluatie door het Nationaal Forum voor slachtofferbeleid. Ik heb aan dat forum overigens ook een advies gevraagd over deze problematiek, maar in het bijzonder inzake het volwassen slachtofferschap. Het gaat erom te kunnen zeggen wat wij moeten doen. Ik wacht op dat advies.

Zij hebben die protocollen geadviseerd; die teksten zijn inderdaad in voorbereiding en zouden op relatief korte termijn voor de interministeriële conferentie gebracht kunnen worden. De interministeriële conferentie is opgeschort wegens lopende zaken. Ik denk dat wij ter zake toch voortgang zullen moeten maken, want die teksten moeten eerstdaags kunnen voorgelegd worden aan die interministeriële conferentie, waardoor de Gemeenschappen samen met de federale regering de vernieuwde teksten kunnen beoordelen en eventueel goedkeuren. Dit is dus een zaak die op korte termijn kan afgehandeld worden.

Het is tot op heden, in lopende zaken, nog niet gebeurd om zo'n interministeriële conferentie samen te roepen.

Ik weet zelfs niet of wij al dan niet nog in lopende zaken zijn.

La **présidente:** Pour votre information, monsieur Van Hecke, nous avons contacté le Forum des victimes. Elles viendront la semaine prochaine. Elles seront ajoutées à la liste.

**Stefaan De Clerck:** De vraag van mevrouw De Wit over de problematiek van de strafuitvoering heeft zij al verschillende keren gesteld. Ik weet dat zij in de materie bijzonder geïnteresseerd is. Ik heb al verwezen naar de uitleg in de nota rond het

strafuitvoeringsbeleid uit het voorjaar van 2010, die op 23 februari 2010 in de Kamer is behandeld.

Ik weet niet of u de tekst in kwestie hebt. Ik kan u of de commissie de tekst mededelen. In de tekst geef ik een overzicht van de verschillende stappen die moeten worden gezet.

Een van de bijzondere zaken die mij onnoemelijk enerveert, is dat het POKO nog altijd niet is gerealiseerd. De realisatie ervan was voor mij immers een strijdpunt in 1998. Het is immers essentieel dat er in het land een plek is waar van bij het begin aan seksueel delinquenten de juiste diagnose kan worden gegeven. Er is daartoe een wetgeving gemaakt en de besluiten zijn er. De wet is echter niet uitgevoerd.

Ik heb nu in de begroting opnieuw een fiche ingebracht, in de hoop dat ik erin zou slagen het POKO alsnog te realiseren. Het is echter een financiële kwestie. Blijkbaar is er in het verleden niet de nodige wil geweest. Ik heb daarop geen commentaar te geven. Ik zou het POKO wel willen realiseren. Dat vraagt echter een budgettair engagement. De wetgeving is er immers. Wij zullen nagaan op welke manier het kan worden gerealiseerd.

Het gaat over 75 tot 100 gedetineerden, die wij op een bepaalde plek van bij het begin voor analyse van seksuele delinquentie moeten kunnen volgen.

Ik herhaal de cijfers. Bijna 20 % van de gedetineerden hebben met seksuele delinquentie te maken. Bijna 40 % van de geïnterneerden zijn opgenomen wegens seksuele delinquentie.

De problematiek van seksuele delinquentie is dus onnoemelijk belangrijk. Hoe rapper de juiste diagnose kan worden gesteld, met name op welke manier met de problematiek moet worden omgegaan, hoe beter. Daartoe is het POKO nodig. Dus hoop ik dat het op korte termijn kan worden gerealiseerd.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb nog twee korte vragen.

Ten eerste, bij het wettigheidsonderzoek dat door de kamer van inbeschuldigingstelling is gevoerd, zijn de burgerlijke partijen ten onrechte niet uitgenodigd geworden.

Mijnheer de minister, is een onderzoek gevoerd naar de reden van voormeld verzuim?

Ten tweede, inzake de ter beschikkinggestelden van de regering heeft de heer Heimans, voorzitter van de commissie, er ons op gewezen dat er een probleem zou zijn op het vlak van de opvolging van bedoelde gestrafte delinquenten, die ter beschikking van de regering zijn gesteld. Met name geniet drie vierde van hen gewoon totaal geen opvolging, terwijl de kans op recidive na het einde van de straf toch reëel is.

Klopt het cijfer, met name dat drie vierde gewoon niet wordt opgevolgd? Wat is daarvan de reden? Kan u ter zake wat meer toelichting geven?

**Stefaan De Clerck:** Een antwoord op uw eerste vraag. Is er onderzoek gebeurd omwille van het niet horen en waarom, et cetera? Bij mijn weten niet. U overvalt mij een beetje met die vraag. Dat is voorwerp geweest van discussie. Cassatie heeft een uitspraak gedaan en de zaak is teruggekeerd. Achterliggend onderzoek daarover is mij niet bekend.

Ten tweede, in verband met de terbeschikkingstelling van de regering. Wij zitten voorlopig nog steeds in die oude wetgeving. De nieuwe wetgeving zou voluit moeten toegepast worden en een essentieel punt is dat de analyse van die personen in de toekomst door de strafuitvoeringsrechtbank zou moeten kunnen gebeuren. Dit is de nieuwe wet. Maar die strafuitvoeringsrechtbank is daar niet voor uitgerust. We hebben niet de mensen, dit is niet georganiseerd, et cetera. Met andere woorden, we zitten in een oud systeem waarbij we problemen hebben om die allemaal behoorlijk op te volgen en zeker ook om ze allemaal behoorlijk te plaatsen.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): In drie vierde van de gevallen gebeurt er niets.

**Stefaan De Clerck:** Dat is mij niet bekend, maar het is zeker een reëel probleem. Er zijn duizend en zoveel mensen die in de gevangenis zitten, maar er zijn er duizenden die niet in de gevangenis zitten.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik spreek niet over de geïnterneerden, ik spreek over de terbeschikkinggestelden na strafeinde.

**Stefaan De Clerck:** Ja, maar de problematiek is gelijklopend. Ik wil het wel eens opzoeken in verband met die drie vierden, et cetera. Er zitten daar ook veel seksueel delinquenten, et cetera. Dat is de toepassing van de terbeschikkingstelling van de regering na strafeinde. Men gaat ervan uit

dat ze beter niet vrijkomen en de minister neemt de beslissing om hen ter beschikking van de regering te houden en daar is dus een probleem in verband met opvolging. Dat is juist, maar dat is een globaal probleem.

**Sophie De Wit (N-VA):** Ook een deel van mijn vraag ging over al die wetgeving die maar deels in uitvoering is. Waarom wordt de SURB dan niet geutiliseerd? Waarom ligt dat eigenlijk gewoon stil? Wij hebben de wetgeving. Waarom wordt die niet concreet uitgevoerd? Is het een budgettair probleem? Men blijft de oude wet uitvoeren, maar dat is problematisch. Men heeft een nieuwe wet, maar die ligt dan ergens te wachten.

**Stefaan De Clerck:** Het is voor een deel een financiële kwestie, maar de hoofdzaak is dat de hele keten gewijzigd moet worden. De nieuwe wetgeving die is gemaakt, is mooi en idealistisch en zeer te verdedigen. Net zoals de beginselenwet voor het statuut van de gevangene en het gevangeniswezen, is de wet op de geïnterneerden zeer goed gemaakt, maar het wil zeggen dat wij de hele wetgeving moeten aanpassen, wat betreft de psychiaters, de erkenningen, de commissies, de benoemingen en de integratie in de strafuitvoeringsrechtbank.

Het financiële is zeker een deel, maar er zit ook een pak problematiek van organisatorische aard in. Wij zouden wel graag willen vooruitgaan. Ik heb ook geschreven dat wij daarin absoluut moeten vooruitgaan, maar het is breder dan alleen maar het financiële. Het zit ook volop in de discussie over het deskundigenonderzoek, over de deskundigen in Justitie. Dat is een deel van een drieluik waarin wij problemen hebben. Dat is het luik van de psychiatrie, het luik van de experts, van de psychiaters, die niet meer willen werken, die wachten op het statuut, die wachten om het nieuwe systeem te kennen. Die systemen kunnen niet worden uitgebouwd. Wij moeten ervoor zorgen dat het in werking kan treden. Daarvoor moeten alle uitvoeringsbesluiten gemaakt worden. Dat is vandaag niet mogelijk.

De heer Heimans is daarmee bezig. Hij werkt voor ons. Wij werken voortdurend met hem samen om, in overleg met hem, die wetgeving uitvoerbaar te maken. Wij zijn dus, samen met raadsheer Heimans, bezig met de teksten, om dat zo vlug mogelijk afgehandeld te krijgen.

La **présidente**: Chers collègues, je pense que nous pouvons clôturer nos travaux.

Monsieur le ministre, je vous remercie d'avoir

répondu à nos questions.

Bien entendu, une copie de l'ensemble des documents requis sera remise aux membres de la commission.

**Stefaan De Clerck:** (...)

La **présidente**: Comme je l'ai dit aux magistrats que nous avons entendus, nous ne sommes pas une commission d'enquête.

Nous vous enverrons un mail ainsi qu'une lettre officielle afin que vous puissiez nous communiquer l'ensemble des documents qui ont été demandés par les membres de cette commission

Je rappelle que la semaine prochaine, nous entamerons nos travaux lundi à 12 h 30 pour entendre les services qui soutiennent les victimes (Child Focus, SOS Enfants, des centres de confiance, des services d'aide aux victimes, le Forum national des victimes). Mercredi, nous entamerons nos travaux également à 12 h 30 pour entendre des représentants des institutions chargées du suivi des délinquants sexuels (établissements pénitentiaires, maisons de justice, des directeurs de prison, mais aussi un juge d'un tribunal d'application des peines).

*La réunion publique de commission est levée à 18.15 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.15 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 21 FEVRIER 2011

Matin

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 21 FEBRUARI 2011

Voormiddag

La séance est ouverte à 12.54 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 12.54 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de Mme Anne Lemonne, chercheuse auprès de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie.**

**Hoorzitting met mevrouw Anne Lemonne, onderzoekster bij het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie**

La **présidente**: Chers collègues, comme nous avons énormément de personnes à auditionner aujourd'hui, nous allons commencer dans des circonstances un peu difficiles et je m'en excuse.

Nous recevons d'abord Mme Anne Lemonne, chercheuse auprès de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie, qui va nous exposer des recherches qui ont été faites sur les victimes et les attentes des victimes.

Madame Lemonne, je vous donne directement la parole.

**Anne Lemonne**: Je tiens tout d'abord à remercier la commission de m'avoir invitée à être entendue dans le cadre de ses travaux.

Avant de commencer mon exposé je tiens à préciser que ce n'est pas en tant que praticienne du traitement des victimes d'abus sexuels que je m'exprimerai ici aujourd'hui, ni d'ailleurs en tant que spécialiste du traitement des abuseurs sexuels ou des victimes d'abuseurs sexuels, mais, comme l'a dit Mme la présidente Karine Lalieux, en tant que chercheur ayant travaillé (et travaillant

d'ailleurs toujours) au sein de la direction opérationnelle criminologie de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie, sur une évaluation - il s'agit d'une recherche dite "permanente" même si elle se structure en plusieurs volets - de la politique généraliste à l'égard des victimes. L'angle de recherche - c'est important - vise à croiser l'évaluation de cette politique à l'égard des victimes par rapport aux besoins des victimes (même si au cours de notre recherche, nous avons préféré parler d'expérience et d'attentes des victimes).

Ce que je peux donc apporter essentiellement aujourd'hui, c'est un regard que j'appellerais "décalé" par rapport à la problématique qui occupe cette commission. Il est issu des premiers résultats de cette recherche qui a été initiée en 2004 déjà au sein de la direction opérationnelle criminologie. Ces résultats de recherche ont été publiés. Je mettrai à disposition de la commission le petit ouvrage issu de cette recherche. Il est publié en français et en néerlandais. Il y aura donc un exemplaire francophone et un exemplaire néerlandophone, ce qui permettra aux membres de la commission qui le souhaitent de lire de manière un peu plus approfondie les résultats de cette recherche.

Cette vision légèrement « décalée » est cependant, me semble-t-il, une bonne entrée en matière lorsqu'il s'agit d'examiner la prise en charge des victimes en général, et des victimes d'abus sexuels en particulier. Effectivement, s'il s'agit d'essayer d'appréhender la manière dont on peut éventuellement compléter le dispositif d'aide ou y suppléer, une première question à se poser est: qu'existe-t-il à l'heure actuelle pour les victimes et comment fonctionne ce système?

Je vais essayer d'être la plus brève possible, (même si je ne suis pas certaine d'être aussi brève qu'on me l'a demandé) pour vous expliquer la démarche de recherche, pour vous permettre de comprendre son angle d'étude et ses limites méthodologiques et ce, afin que vous puissiez mieux appréhender ses conclusions et les résultats qui seront, eux, évoqués dans la deuxième partie de cet exposé.

Tout d'abord, lorsque Laurette Onkelinx, ministre de la Justice, a commandité à l'INCC la réalisation d'une évaluation des dispositifs mis en place à l'égard des victimes d'infractions au regard des besoins des victimes, trois constats majeurs sont apparus aux chercheurs dès la phase d'élaboration du projet. Premier constat: il existait en Belgique assez peu de résultats de recherche disponibles sur le phénomène de victimisation en général et en particulier sur les expériences et besoins financiers, physiques, psychologiques et émotionnels des victimes, même si des résultats étaient disponibles à l'étranger.

Ce qu'il est important de garder à l'esprit, c'est qu'en Belgique, la recherche en victimologie a surtout pris son essor dans les années 1980, mais plutôt grâce à l'activisme de certaines associations oeuvrant en faveur des victimes.

Ces associations se sont dès lors prioritairement attachées à définir, avant tout, selon leurs conceptions, un ensemble de méthodes juridiques et sociales permettant d'atténuer les conséquences de l'infraction sur les victimes.

Second constat initial qui a permis de mettre en place le dispositif de recherche: malgré le peu de connaissances disponibles sur le phénomène de victimisation dans notre pays, dès la fin des années 80 et de manière toujours croissante à partir des années 90, un nombre important de réglementations et de législations a été développé en vue d'améliorer le sort des victimes. Cette évolution suit d'ailleurs celle qui a pris place sur le plan international. La Belgique n'est pas du tout unique en la matière puisqu'un certain nombre de déclarations, recommandations, directives, notamment européennes, ont stimulé, essentiellement depuis les années 90, la mise en place de dispositifs à l'égard des victimes. En Belgique évidemment, des événements conjoncturels particuliers ont accéléré – l'affaire Dutroux est emblématique – la mise en place de ces dispositifs.

Bref, la politique en faveur des victimes en

Belgique s'est donc développée à partir de cette époque sur les plans communautaire, régional et fédéral. Elle fut mise en œuvre par des organismes privés, à savoir des ASBL, ou par des organismes publics, la police et la justice. Elle s'est concentrée sur le développement d'un dispositif d'aide général – lorsque j'utilise le terme "général", c'est un dispositif qui est mis en place à l'égard de toutes les victimes – et catégoriel (c'est-à-dire des victimes spécifiques), ainsi que sur l'amélioration de la position juridique des victimes dans le champ pénal.

Le Forum national pour une politique en faveur des victimes, qui a été créé en 1994 par le ministre de la Justice de l'époque, en vue d'assurer une concertation interdépartementale en matière d'assistance aux victimes avait déjà formulé entre autres trois types de propositions pour améliorer le sort des victimes: la prévention de la victimisation secondaire, via notamment la mise en place d'une politique d'accueil, d'information, de première prise en charge au sein de la police et de la justice; la réparation du dommage matériel et moral, en ce compris le rétablissement de la confiance en autrui, dans la société, via la mise en place d'un ensemble de dispositifs d'aide et éventuellement de médiation et la mise en place de mesures spécifiques pour des victimes qui ont des besoins particuliers, telles que des victimes de violences sexuelles ou, par exemple, de la traite des êtres humains ou du racisme.

Troisième constat à la base de la recherche: il n'existait que peu d'évaluations des mesures concrètement implémentées dans le cadre de cette politique. Donc, on a un dispositif législatif très important qui a d'ailleurs été reconnu, notamment sur le plan de la littérature scientifique internationale comme relativement complet et unique, mais plusieurs scientifiques et praticiens ont quand même émis des réserves face à l'évaluation des dispositifs uniquement sur la base de critères législatifs estimant qu'il fallait bien évidemment aussi observer la manière dont ces dispositifs étaient mis en place en pratique.

Par rapport à notre recherche, l'ensemble de ces constats nécessitait que des choix stratégiques soient adoptés puisque la demande initiale était fort large. Des choix stratégiques ont donc été réalisés. Il est important de les préciser pour pouvoir avoir une bonne compréhension du type de résultat que l'on peut tirer de cette recherche.

La mise en place d'une recherche évaluative portant sur les dispositifs en faveur des victimes

en Belgique au regard des besoins de ces dernières n'était pas une démarche évidente en raison de l'ampleur des dispositifs existants et de la carence de données en la matière.

En supplément, la commande de recherche invitait à s'interroger sur le type d'évaluation à mettre en œuvre. Fallait-il réaliser une évaluation en terme d'impact des dispositifs sur les victimes? Si oui, quels dispositifs et quels critères spécifier? Ou alors il y avait une autre possibilité: proposer une analyse compréhensive de la rationalité des dispositifs de la politique en faveur des victimes, à la lumière des discours et des pratiques des professionnels qui les implémentent ainsi que de ceux desdites victimes.

Dans le cadre de notre recherche, c'est cette seconde approche qui a été valorisée. D'une certaine manière, on peut dire que l'on a pris directement une distance par rapport à certaines options théoriques ou méthodologiques qui viseraient simplement à considérer les dispositifs en faveur des victimes existants comme des réponses naturelles et évidentes aux besoins des victimes et dont il s'agissait simplement de tester l'impact sur le public visé.

On a donc opté pour une recherche compréhensive impliquant la mise en place d'une méthodologie que l'on peut appeler qualitative inductive, c'est-à-dire qui est réellement ancrée dans les pratiques et les discours concrets.

Ceci devait permettre une analyse du champ dans lequel cette politique se déploie et ainsi explorer la question de la mise en œuvre des dispositifs en faveur des victimes au regard de leurs besoins de manière relativement ouverte contextuelle et selon différents angles.

Cela devait notamment permettre, vu le manque de données en la matière, de répondre à un certain nombre de questions purement descriptives:

- Quels types d'arrangements institutionnels ou philosophiques furent-ils mobilisés pour les dispositifs en faveur des victimes?
- Quels sont les points de vues, en termes d'expérience et d'attentes, des acteurs professionnels et des victimes sur les dispositifs?
- Comment les usagers utilisent-ils les dispositifs?

Enfin, elle devait également autoriser une meilleure compréhension des rationalités qui président respectivement à la mise en place de ces dispositifs en faveur des victimes.

Deux questions cruciales pour la recherche étaient notamment:

- Ces dispositifs en faveur des victimes offrent-ils avant tout leurs services à des victimes d'infractions pénales ou à certaines victimes d'infractions, qui pourraient être considérées comme des victimes plus méritantes que d'autres?

- L'usage des dispositifs en faveur des victimes est-il instrumental? Quand on met en place un dispositif, l'idée est-elle réellement d'aider les victimes ou par exemple - et on retrouve cela dans la littérature victimologique -, utilise-t-on des dispositifs à l'égard des victimes en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice pénale, en vue d'obtenir une meilleure collaboration des victimes, ce qui, dans une certaine mesure pourrait ne pas correspondre à leurs attentes?

Il s'agissait de réellement étudier la pratique des dispositifs, nous avons donc décidé d'étudier ce qu'on appelle les dispositifs généralistes à l'égard des victimes, ceux qui accueillent tout type de victime.

Deuxièmement, c'est une recherche dans laquelle nous avons voulu donner la parole aux victimes, aux acteurs professionnels mais aussi aux autorités. Dans le cadre de cette recherche, les professionnels et les bénévoles qui l'implémentent, mais aussi des victimes individuelles qui en sont les premiers usagers ont aussi longtemps été observés et interrogés.

Il y a eu une septantaine d'autorités et de praticiens du secteur, de l'aide, de l'assistance et de l'accueil des victimes qui ont été interrogés.

Quarante-trois victimes ont longuement été interrogées via des entretiens très ouverts concernant justement leurs expériences et leurs attentes par rapport aux dispositifs mis à leur disposition. À cet égard, c'est vraiment le sujet victimisé qui nous a intéressé. Nous avons essayé de partir du principe que toutes les victimes n'avaient pas vu leur demande rencontrée par le système ou n'avaient pas voulu avoir recours à ce système qui leur était proposé. Nous avons fait en sorte qu'elles partent de leur expérience pour que nous puissions déceler finalement leurs attentes. Leurs attentes concernaient-elles le pénal ou d'autres dispositifs? Leurs attentes étaient-elles dans le pénal ou hors champ pénal?

Pour ce qui concerne l'observation des pratiques de terrain, nous avons fait de longues

observations participantes à partir de services d'aide d'accueil et d'assistance aux victimes. Ces observations ont été réalisées essentiellement sur deux arrondissements judiciaires, à savoir Bruxelles et Anvers, même si, en fin de recherche, une série de rencontres ont été mises en place avec d'autres intervenants de terrain, d'autres arrondissements judiciaires qui ont globalement, en tout cas, confirmé notre appréhension du fonctionnement de la politique à l'égard des victimes.

Ces précautions étant mentionnées, je vais maintenant passer aux grandes conclusions de notre recherche.

Cette recherche a duré trois ans. Il faut bien vous dire que si, selon en tout cas les critères de chercheurs, l'analyse actuelle mérite sans aucun doute encore un certain nombre d'approfondissements, elle permet, me semble-t-il, de déjà amorcer un débat autour des enjeux relatifs à la mise en œuvre des dispositifs en faveur des victimes, au regard des expériences et des attentes des victimes.

Les axes de réflexion des conclusions de notre recherche, que vous trouverez dans l'ouvrage qui est déposé, sont les suivants :

Tout d'abord, le premier axe tourne autour du fait qu'il y a à l'heure actuelle une multiplication des dispositifs à l'égard des victimes censés travailler justement de manière intégrée mais que cette multiplication pose un certain nombre de problèmes tant aux professionnels qu'aux victimes.

Le deuxième axe de réflexion concerne davantage les pratiques du pénal et pose la question suivante: "est-ce que le pénal constitue réellement une réponse aux attentes des victimes?".

Troisièmement, le développement des dispositifs en faveur des victimes s'est fait dans un contexte institutionnel particulier, séquencé et on peut s'interroger sur les rationalités et les logiques institutionnelles qui y ont présidé. Est-ce que ces dispositifs fonctionnent en raison des logiques institutionnelles dans lesquelles ils s'insèrent ou en ayant réellement, ce que nous avons appelé, le souci des personnes, en l'occurrence ici le souci des victimes?

L'exposé des principaux résultats de la recherche a montré – j'en ai déjà parlé – qu'au cours des deux dernières décennies un nombre de plus en plus varié d'acteurs et de dispositifs est venu

compléter progressivement les quelques ressources déjà existantes pour les victimes d'infractions. Avant la mise en place de cette politique particulière à l'égard des victimes, les victimes d'infraction, notamment dans nos pays, avaient tout de même une certaine place, notamment au niveau du droit pénal puisqu'elles ont un droit de plainte, peuvent faire une citation directe, elles ont une possibilité de constitution de partie civile et une possibilité de recevoir des dommages et intérêts de la part du condamné. Au niveau des soins, au-delà de tout ce qui concerne les dispositifs spécifiques mis en place à l'égard des victimes d'infractions, il y a aussi des services thérapeutiques ou sociaux beaucoup plus généralistes. Dans nos différentes rencontres avec les professionnels du terrain notamment mais aussi avec les victimes, beaucoup ont recours à des services par exemple de santé mentale où elles vont trouver des ressources thérapeutiques.

Il n'empêche qu'un ensemble de dispositifs a été créé. On peut constater par rapport à ça, que l'activité législative et réglementaire en la matière s'est quantitativement accentuée, car de plus en plus de dispositifs ont été prévus, mais s'est aussi qualitativement étoffée, car la nature des dispositifs s'est diversifiée. Je pense que c'est important.

Pour rappel très bref, un fonds d'indemnisation pour les victimes d'actes intentionnels de violence fut créé. Des services d'aide aux victimes furent établis et financés par les Communautés et les Régions en vue d'apporter aux victimes une aide psychosociale et, éventuellement, juridique. Un soutien propre fut apporté dans les commissariats de police et au sein des parquets et tribunaux par la création de services d'assistance et d'accueil des victimes, ayant essentiellement pour tâche de permettre justement un premier accueil, une première assistance de ces victimes avant leur renvoi vers des services d'aide aux victimes.

Des dispositions spécifiques furent établies pour améliorer leur position dans le cadre de la procédure pénale. Vous savez tous que fut établie cette position via la possibilité pour les victimes de faire une déclaration de « personne lésée », d'obtenir un accès aux dossiers, de demander des devoirs complémentaires durant la phase d'information et d'instruction, de s'exprimer sur les conditions de libération des condamnés au point, diront certains, que la réparation des victimes est devenue progressivement un des objectifs avérés de la politique pénitentiaire, notamment.

Enfin, parallèlement à ces évolutions, des programmes de médiation furent adoptés et mis à la disposition des victimes et des auteurs à tous les stades de la procédure pénale.

Au travers de ces différents cadres structurels et réglementaires, la politique en faveur des victimes s'est donc vue partagée entre de multiples dispositifs adoptant chacun des objectifs et approches spécifiques: indemnisation, assistance, accueil, aide, amélioration de la position légale des victimes, médiation.

Ces dispositifs sont aussi répartis entre différents acteurs et autorités – fédéraux, régionaux, locaux, policiers, magistrats, travailleurs sociaux, médiateurs –, même si, comme nous y reviendrons plus loin, ces cadres structurels et réglementaires touchent de manière prédominante, selon nous, la sphère d'interaction des victimes avec l'institution pénale.

On peut donc dire que, dans le champ de la politique en faveur des victimes (c'est une image qu'on peut prendre), c'est en pratique une réalité de réseaux qui a vu le jour. En effet, il y a une multiplication d'organisations au sein desquelles les victimes sont susceptibles de transiter, plus ou moins longtemps, et un accroissement du nombre d'intervenants impliqués dans leur prise en charge au sein d'une même organisation.

Par exemple, la politique généraliste en faveur des victimes est aujourd'hui conçue de la manière suivante et c'est véritablement le parcours de la victime: les victimes sont censées recevoir successivement une première assistance auprès de la police, un accueil au niveau de la justice et, enfin, une aide à moyen terme auprès des services d'aide aux victimes. Mais, au sein d'une même organisation telle que, par exemple, la police ou la justice, les policiers sont présumés travailler en collaboration avec les travailleurs des services d'assistance aux victimes ou des assistants de justice des services d'accueil des victimes. Par ailleurs, ces derniers travailleurs (les travailleurs sociaux ou les assistants de justice) sont censés réellement travailler dans des cas spécialisés, puisque la mission première d'accueil ou d'assistance des victimes est dévolue essentiellement aux policiers et aux magistrats.

Il faut savoir aussi que tous ces acteurs sont censés se coordonner au sein de conseils d'arrondissement ou de *Welzijnsteams*, telles qu'elles ont été créées en Flandre, en vue de permettre la mise en place d'une politique intégrée à l'égard des victimes qui passent par ces

différentes institutions dans lesquelles ils travaillent.

Je suis désolée que mon exposé soit un peu long mais le système est complexe et il me semble que c'est important de le préciser.

Lorsque l'on a observé le fonctionnement concret de ces dispositifs, que s'est-il passé? Bien sûr, c'est une politique multidimensionnelle et intégrée qui est mise en place mais, comme dans beaucoup de cas, ce n'est pas un réseau plane. On voit qu'il y a des rapports de force au sein de cette structure.

Pour ce qui est des constats, dans un premier temps, il est clairement apparu un manque d'investissement de certaines autorités politiques, administratives et judiciaires dans le champ de la mise en œuvre des dispositifs en faveur des victimes. D'une part, il devrait normalement y avoir des accords de coopération qui sont conclus entre les différentes entités: le fédéral, les Communautés et Régions. Jusqu'à ce jour, seul l'accord de coopération entre le fédéral et la Communauté-Région flamande a pu être signé. D'autre part, au sein des organes de coordination, les travailleurs travaillent sans cadre structurel. Tous ces travailleurs qui sont censés coordonner cette politique à l'égard des victimes sur le terrain travaillent finalement selon des lignes directrices intermédiaires mais, en tout cas, pas selon un cadre structurel.

On a pu aussi constater un certain manque d'implication des autorités judiciaires ou administratives dans la mise en place des organes de concertation comme, par exemple, les conseils d'arrondissement.

Cela a été essentiellement dénoncé par les travailleurs de terrain directement en contact avec les victimes et relativement admis par ces autorités judiciaires également. Eux-mêmes sont pris dans des logiques institutionnelles et organisationnelles qui ne leur permettent pas toujours de consacrer du temps à l'investissement dans cette politique.

Quoi qu'il en soit, de facto, il y a une sur-responsabilisation du personnel travaillant directement en contact avec les victimes et plus particulièrement, selon les dires et les observations, des travailleurs psychosociaux qui oeuvrent au sein des services d'assistance, d'accueil et d'aide aux victimes. En réalité, ce sont essentiellement ces travailleurs psychosociaux qui définissent concrètement et se répartissent les

tâches au sein de réunions et de plates-formes de concertation qui, quand tout va bien, seront éventuellement simplement avalisées par les autorités judiciaires.

Dans un second temps, il s'est avéré que, parmi les professionnels susceptibles de se trouver en interaction directe avec les victimes, les travailleurs des services d'assistance, d'accueil et d'aide aux victimes jouent en réalité le rôle de cheville ouvrière. En effet, les policiers et les magistrats de terrain, s'ils doivent normalement s'impliquer en première ligne dans l'assistance et l'accueil de toutes les victimes au sein des commissariats de police et des parquets et tribunaux, apparaissent toujours jouer actuellement, pour des raisons diverses sur lesquelles je reviendrai plus loin, un rôle assez limité dans ce domaine et ce malgré l'accent mis sur les instances pénales dans la reconnaissance et la gestion des conséquences de la victimisation dans la politique actuelle.

Cette situation entraîne des effets pervers. Initialement, les travailleurs sociaux ne devaient prendre que les cas lourds qui n'étaient pas gérés directement par la police et la magistrature. L'effet pervers, c'est que ces travailleurs sont aujourd'hui submergés par des tâches individuelles alors que leur premier travail aurait dû être une tâche structurelle de sensibilisation des magistrats et de policiers et la prise en charge de cas plus lourds. Ce qui se passe très concrètement c'est que, souvent, les magistrats et les policiers, dès qu'ils ont un contact avec les victimes, les renvoient vers ces travailleurs sociaux. On a aussi relevé dans la recherche que c'était probablement dû également à la formation de ces travailleurs eux-mêmes. Il s'agit souvent de travailleurs sociaux formés à l'individuel et non pas aux tâches structurelles.

Dans un troisième temps, il a pu aussi être constaté que, sur le plan de la coordination des missions des différents services d'assistance, d'accueil et d'aide aux victimes, un certain nombre de difficultés apparaissent également notamment en termes d'accessibilité mais aussi de disponibilité des services. Vous verrez qu'une de nos recommandations concerne notamment le subventionnement des services d'aide aux victimes régionaux qui ne parviennent pas à absorber les demandes.

Cela nécessiterait des recherches complémentaires mais il semble qu'il existe aussi des divergences d'options théoriques et méthodologiques entre les services impliqués

dans la prise en charge des victimes qui constituent un frein dans la mise en œuvre concrète des relais théoriquement prévus. Inévitablement, ces aspects ont un impact sur la coordination qui doit théoriquement prendre place entre ces différents services mais surtout sur le soin qui peut être apporté aux victimes.

Dernier élément important, puisque je vous ai parlé des différents dispositifs, sur le terrain, nombre d'acteurs de la politique des victimes développent une vision dichotomique de leur intervention. Ils ne s'occupent que des victimes et ont tendance à les percevoir en opposition aux auteurs et en conséquence, ils renvoient rarement d'initiative vers des programmes de médiation les personnes qui s'adressent à eux.

A priori, toutes ces difficultés inviteraient à accorder une attention particulière à la responsabilité respective des différents acteurs et pour cela, une évaluation de l'effectivité des accords de coopération et des organes de concertation par rapport à leurs objectifs initiaux serait un moyen d'apporter des solutions aux déséquilibres constatés dans les responsabilités prises par les autorités et certains acteurs de terrain. À cet égard, il y a eu une évaluation de l'accord de coopération flamand dont vous aurez des détails via Daniel Martin, président du Forum national pour une politique à l'égard des victimes.

La recherche a cependant également insisté sur les conséquences de ce type de système sur le soin qui peut être apporté aux victimes. Sur ce point, je vais me référer essentiellement au discours des victimes. Comme je vous l'ai dit, il s'agit d'une politique en réseau, qui comprend énormément d'acteurs qui sont disséminés en différents lieux, subventionnés par différentes autorités. Lors des entretiens avec les victimes et aussi lors de nos observations à partir des services d'assistance, d'accueil et d'aide aux victimes, il est apparu que certaines d'entre elles éprouvent de réelles difficultés face à la structure même de la politique à l'égard des victimes qui leur est proposée, en raison notamment de sa complexité et de l'exigence de mobilité qu'elle induit. Il faut savoir que si vous êtes victime, vous pouvez d'abord passer par un service d'assistance policière aux victimes qui va très vite vous renvoyer vers un service d'accueil aux victimes qui lui-même pourra très vite vous renvoyer vers un service d'aide aux victimes.

Certaines victimes ont montré ou considéré qu'il était difficile de comprendre le système actuel et encore plus d'y retrouver son chemin. Certaines

d'entre elles ont d'ailleurs évoqué qu'il n'était pas toujours supportable, pour des raisons psychologiques ou même matérielles, de se voir renvoyer d'un service à l'autre.

Le système actuel est en effet exigeant pour les usagers. Il requiert des victimes une compréhension adéquate d'un ensemble très complexe de règles régissant l'action d'un nombre important d'acteurs et de dispositifs spécifiques. De plus, il nécessite une grande capacité de mobilité et d'adaptation au changement. À chacun des stades de la politique en faveur des victimes, les acteurs ou dispositifs spécifiques sont effectivement censés intervenir en fonction des limitations de compétence prévues par le cadre réglementaire. La capacité de mobilité et d'adaptation des victimes ne sera par ailleurs – et c'est très important – pas sans conséquence sur l'activation de leurs droits. Par exemple, sur la capacité à se déclarer personne lésée, à se constituer partie civile ou à faire une déclaration de victime.

Bien sûr, si nous sommes tous, et de plus en plus souvent, confrontés à une nécessité d'adaptation rapide et de flexibilité, nous ne sommes certainement pas tous égaux devant l'exigence de mobilité. On peut se dire qu'un certain nombre de victimes ne suivent pas le mouvement ou se montrent incapables de suivre cette structure à l'heure actuelle. Cela rend, aussi, inconfortable le travail de certains travailleurs de terrain, qui malgré une bonne compréhension du cadre réglementaire, sont parfois tentés d'aller au-delà de manière à pouvoir apporter ce soin aux victimes.

J'en arrive ainsi au deuxième point très important du rapport de recherche sur lequel je voudrais insister un peu plus longuement. En réalité, il s'agit d'une interrogation. Les pratiques du pénal: une réponse aux attentes des victimes?

Comme on l'a vu, la position de la justice dans le cadre de la gestion des phénomènes de victimisation a été complétée, pendant un temps, par des dispositifs connexes d'aide matérielle, psychosociale, de médiation. Mais la position de la justice pénale est et reste tout à fait centrale.

Les principaux dispositifs de la politique à l'égard des victimes visent surtout à limiter les conséquences néfastes du passage des victimes auprès des instances policières et judiciaires pénales par le biais d'une assistance ou d'un accueil des victimes, à permettre aux victimes d'infractions pénales d'influencer le processus

pénal par la mise en place d'un certain nombre de dispositions, et à orienter la politique pénitentiaire notamment (la politique de protection de la jeunesse l'est aussi), vers la réparation des victimes.

Dans ce cadre, on peut se dire que l'on donne de plus en plus au pénal, d'une certaine manière, une place plus importante, en tant qu'instance réparatrice, voire selon certains, thérapeutique pour les victimes. Son action en soi ambitionne dans cet esprit d'atteindre une meilleure prise en charge de leurs souffrances.

Cependant, si l'accent mis sur le pénal dans la gestion des conséquences de la victimisation s'est traduit dans l'évolution récente du cadre réglementaire, il se doit réellement d'être confronté aux discours et pratiques des professionnels et des victimes révélés dans le cadre de la recherche. S'il y a bien un domaine où il existe un écart entre les attentes initiales des victimes et leur évaluation finale de l'action de la police et de la justice, une fois qu'elles l'ont expérimentée, et entre la rationalité prévue par le cadre légal et réglementaire et les pratiques des professionnels de terrain, c'est bien celui-là.

L'approche que nous avons choisie dans le cadre de la recherche ne nous permet pas de donner une visée quantitative. C'était une recherche qualitative. Elle ne nous permet pas, par exemple, de nous prononcer sur le nombre ou les types de victimes qui ont désiré ou effectivement eu recours au pénal. Il est aussi difficile pour nous de nous prononcer sur l'éventuelle prévalence chez les personnes rencontrées de certaines de leurs attentes par rapport à d'autres.

Néanmoins, l'analyse des entretiens qui ont été menés avec les victimes – et il est important que je vous dise que les victimes que nous avons finalement réussi à contacter, je pourrai l'expliquer plus tard si cela vous intéresse, sont des victimes d'infractions relativement graves et sérieuses – ont exprimé un certain nombre d'attentes par rapport aux institutions policières et judiciaires. La police et la justice ont, en tout cas, énormément d'espoirs au départ pour celles qui étaient en quête d'une solution à leur situation de souffrance psychique ou matérielle.

Cependant, les attentes formulées à l'égard des institutions judiciaires et policières ont recouvert plus de complexité qu'un simple désir de répression à l'égard des auteurs ou qu'une simple volonté d'influencer le cours de la procédure pénale.

Je m'explique. Dans leur grande majorité, les victimes qui ont participé à la recherche ont eu, volontairement ou involontairement, des contacts avec les institutions policières et judiciaires. Pour les répondants qui ont fait appel à la police ou à la justice, ce recours à la justice a souvent été, dans un premier temps, conçu comme un moyen approprié de résoudre les problèmes concrets qu'ils rencontraient. Nous avons affaire ici à des infractions de tous types. Pour les victimes, il pouvait très bien s'agir de retrouver des personnes ou des biens. Si vous vous êtes fait voler ou violenter, vous pouvez vouloir qu'on retrouve les personnes ou les biens. Il pouvait aussi s'agir, pour les proches de victimes, de retrouver la victime initiale. Il s'agit parfois simplement d'acter les faits, en vue de se prémunir contre d'éventuelles conséquences futures de la victimisation. Nous connaissons tous l'idée d'avoir un procès-verbal destiné aux assurances en cas de vol.

Pour certaines victimes, il a pu s'agir d'avoir recours à la justice pour résoudre le problème plus symboliquement, c'est-à-dire que l'auteur soit arrêté pour qu'on puisse le condamner, pour qu'il change afin que la victime et les autres soient protégés, ce qui est une manière de résoudre le problème. D'autres victimes attendent le prononcé d'une punition, c'est-à-dire la visée répressive de la justice, mais cela peut être considéré à la base comme un moyen de résoudre ou d'atténuer leurs propres souffrances. Ce sont les espoirs exprimés à la base.

Par ailleurs, dans les entretiens avec les victimes, il était intéressant de constater que les personnes rencontrées, même si elles avaient ces espoirs, n'avaient que rarement émis la volonté d'interférer sur la nature et sur le quantum de la peine qui devait être infligée à l'auteur, estimant qu'il s'agissait d'une responsabilité de la justice. Je pense que ce constat devrait être approfondi par une étude plus quantitative. C'est un peu vague mais cela nous paraissait important à relever.

Cette résolution de problèmes est une chose, mais, de manière plus importante, il me semble, le recours à la police et à la justice correspond, en tout cas initialement, à leur souhait d'également percevoir une reconnaissance publique de ce qui leur était arrivé. Le pénal, dans ce cadre, peut être considéré comme le lieu approprié de la reconnaissance.

Ce second cas de figure recouvre évidemment partiellement des attentes déjà mentionnées dans

ce qui concerne la résolution des problèmes, mais intègre également des espérances sensiblement différentes. En effet, certaines victimes ont fortement souhaité que la police acte leur plainte, que les procureurs poursuivent les auteurs, que les juges les sanctionnent publiquement, également et surtout parce qu'elles espéraient une reconnaissance symbolique.

Mais c'est beaucoup plus que ça: dans ce contexte, il est aussi apparu que ce que les personnes ont surtout souhaité, c'est finalement que la police et la justice fassent avant tout ce qu'elles peuvent (même si le résultat n'est pas toujours atteint). Le désir de se retrouver simplement en dialogue – c'est très important – en dialogue ou en interaction avec les policiers et magistrats – et ce, quelle que soit la décision prise par eux par rapport à la manière dont le problème qui les occupait était traité – a été formulé à de nombreuses reprises par les victimes rencontrées.

Finalement, les personnes interrogées espèrent qu'on les prenne en compte tout au long de leur parcours, qu'on prenne en compte leurs émotions et les problèmes éventuellement pratiques qui résultent de la situation qu'elles ont vécue, que la police prenne son temps, que les acteurs policiers et judiciaires usent de tact, que les lieux dans lesquels elles sont accueillies soient adéquats.

Voilà pour les attentes initiales.

A présent, leur expérience concrète. Les témoignages des personnes rencontrées dans le cadre de la recherche ont montré que, malgré les attentes importantes à l'égard du système policier et judiciaire, ces attentes n'ont pas toujours été rencontrées, même si le maître-mot à retenir en ce domaine est sans doute quand même celui de la variabilité de la satisfaction des victimes quant à la réponse policière et judiciaire.

Ni en termes de résolution du problème puisque, bien entendu, les auteurs, les victimes directes, les biens n'ont pas toujours été retrouvés, les dommages et intérêts permettant de compenser les pertes subies n'ont pas toujours été prononcés ou payés. Dans les cas où les auteurs ont été condamnés à des peines d'emprisonnement, les victimes ne sont pas toujours parvenues à faire leur deuil, d'autant que la libération de l'auteur est alors souvent redoutée.

Ni en termes de reconnaissance: la police n'a pas toujours voulu acter leur plainte, les policiers ou magistrats n'ont pas toujours pu ou voulu leur apporter les informations qu'elles désiraient, elles

n'ont pas toujours trouvé leur place au procès – je dirais même rarement –, tant physiquement que symboliquement, n'ont pas compris la logique judiciaire (j'y reviendrai car c'est très important). Les policiers ou magistrats n'ont pas toujours pu ou voulu leur offrir le soutien émotionnel ou pratique qu'elles espéraient.

La qualité humaine de l'accueil, de l'assistance offerte s'est souvent avérée aléatoire. Les procédures qui pouvaient permettre à la victime d'être mieux informée se sont souvent révélées peu connues, mal comprises par les victimes et n'ont pas toujours été performantes dans la mise en œuvre par les acteurs. Les entretiens et les observations auprès des professionnels ont confirmé à bien des égards les expériences et perceptions des victimes que nous avons esquissées ci-dessous.

À diverses reprises dans les entretiens avec les travailleurs de terrain et les observations réalisées sur le terrain, il est apparu que pour des raisons de résistances propres aux champs policier et judiciaire – peut-être d'ailleurs des résistances légitimes –, les victimes ne font l'objet que de peu d'attention des acteurs de base de ces institutions et qu'il resterait un travail important à réaliser pour faire en sorte que les promesses qui leur ont été faites par l'institution des nouvelles dispositions légales et réglementaires, notamment en termes d'information et de participation, soient assumées par les acteurs policiers et judiciaires. Le travail avec les victimes au niveau de ces instances est dès lors, comme nous l'avons déjà souligné, surtout le fait de travailleurs sociaux engagés dans les services d'assistance et d'accueil des victimes.

Les acteurs policiers et judiciaires, surchargés par d'autres prérogatives, ne sachant pas toujours comment faire pour recevoir les victimes adéquatement ou en raison d'exigences légitimes propres à la logique policière et judiciaire à laquelle ils participent, ont tendance à limiter leurs contacts avec elles. Ils semblent également craindre pour certains d'entre eux, une main-mise des victimes sur le procès pénal.

Actuellement, le passage par l'institution policière et judiciaire pose donc toujours des problèmes aux victimes et aux acteurs professionnels de base de ces institutions. Face à ces constats, une question se doit d'être posée: le pénal est-il capable de répondre aux attentes des victimes? Je séparerai cette question en deux sous-questions. Quelles sont les capacités structurelles de la procédure et du procès pénal à être en soi

un véritable lieu de reconstruction de la victime en tant que sujet? Quelles sont les capacités des acteurs policiers et judiciaires à simplement contribuer à éviter la victimisation secondaire qui peut entraîner la confrontation des victimes avec l'institution policière et judiciaire?

Pour ce qui concerne le premier point – les capacités de la procédure et du procès pénal à être en soi un lieu de reconstruction de la victime en tant que sujet –, ce qui est clair, c'est que pour les victimes, si la reconnaissance sociale, publique de la victime peut être importante, la manière dont le procès pénal constitue en soi un lieu thérapeutique pour les victimes, c'est-à-dire un lieu de reconstruction de la victime en tant que sujet, est, quant à lui, davantage à remettre en question. Les extraits d'entretiens avec les victimes illustrant plus particulièrement le moment du procès pénal ont été, à notre sens, emblématiques des difficultés qu'elles connaissent à se trouver confrontées à la rationalité judiciaire. Les personnes ont effectivement souvent considéré que tant la qualification des faits que le procès pénal ou le lieu de sa tenue constituaient avant tout une fiction – c'est revenu dans énormément d'entretiens avec les victimes – ou une mauvaise pièce de théâtre.

On peut toujours imputer cela à des questions organisationnelles, mais il y a quelque chose de beaucoup plus fondamental nous semble-t-il derrière cette perception. Divers aspects de la rationalité judiciaire ne peuvent, selon nous, en soi, que se retrouver en confrontation avec les attentes des victimes. D'une part, la perception de l'événement par la personne, souvent le mépris ou l'injustice qu'elle a ressenti, n'est pas réductible à ce que sous-tend le concept d'infraction sanctionnée par une peine. Il est dès lors rare – et nos entretiens en ont attesté – que les gens se plaignent uniquement d'une infraction. En fait, ils se plaignent surtout et avant tout d'une situation problème. Or, le procès pénal, se centrant sur des concepts d'infraction, abstraction juridique désignée par les besoins de l'ordre public, ne ramasse que les faits qui en relèvent directement. Le processus de "véridiction" du pénal a effectivement une tendance à fonctionner selon ses propres critères et laisse donc, par essence, souvent frustrées les victimes, qui y voient des problèmes sous-jacents ou connexes. La vérité judiciaire et la manière d'y accéder et la vérité de l'injustice subie par les victimes sont sans aucun doute deux choses différentes.

D'autre part, le procès pénal n'est certainement pas le lieu approprié pour exprimer sa parole et sa

subjectivité. Il ne s'agit pas d'un lieu d'expression de la parole individuelle, de la souffrance endurée, ni un lieu de débat. Le temps judiciaire est contraint et la parole des victimes souvent confisquée par les professionnels. Il constitue également le moment par excellence où la sanction accule l'accusé à se défendre par tous les moyens, y compris, le cas échéant, le déni et le mensonge. Ce contexte ne contribue donc en rien à ce qu'une réelle politique de reconnaissance puisse prendre place à l'égard des victimes. Tout sépare en réalité la fonction de restauration de l'ordre légal, qui est la fonction première de la justice pénale, et la réparation de l'expérience traumatique.

À la lumière de cet éclairage, on peut donc s'interroger sur les capacités qu'a le procès sur l'apaisement et la guérison.

Si on a pu préconiser que la solution à cette situation pouvait consister à offrir plus de pouvoir aux victimes dans le cadre de la procédure pénale, en tant que chercheurs, il nous semble nécessaire de rester prudents face à ce type de réforme. Ces initiatives nécessitent en effet une refonte importante de la procédure pénale qui, si elle est poussée à l'extrême, entraîne une certaine privatisation de la justice pénale ou, à tout le moins, une justice pénale dont la géométrie varierait en fonction de la sensibilité des victimes à leur cause. Elles occasionneraient également fort probablement des résistances légitimes du point de vue des acteurs judiciaires pénaux.

Pour ce qui concerne les capacités des acteurs policiers et judiciaires à contribuer à éviter la victimisation secondaire, un certain nombre d'efforts pourraient être menés pour améliorer la politique de reconnaissance. En effet, les demandes d'écoute, de respect, d'information et de participation, tant formulées par les victimes dans le cadre de la recherche, constituent des symptômes de cette attente de reconnaissance qui s'exprime de plus en plus dans nos démocraties occidentales sur le plan collectif, mais aussi à l'échelle individuelle. Attestant d'ailleurs de la possibilité de généralisation de ces revendications, les résultats de la recherche ont montré que les attentes des victimes en termes de reconnaissance, notamment sur le plan émotionnel, pratique et informatif, concernaient la justice pénale, mais aussi d'autres institutions. Cet aspect me paraît important pour montrer que le besoin de reconnaissance peut être rencontré par la justice pénale mais aussi par d'autres institutions.

La **présidente**: Madame, ce que vous dites est très important, mais je crois que nous ne vous poserons pas de question, sinon nous ne pourrions pas respecter notre agenda. De toute façon, la recherche dont question fait l'objet d'un livre. Je vous invite donc à poursuivre votre intervention pour parler des constats essentiels.

**Anne Lemonne**: Au niveau de la justice pénale, on pourrait spéculer que des efforts pourraient être simplement fournis en priorité pour toucher à la manière dont on prend le temps, dont on prend en compte les difficultés d'ordre émotionnel, pratique des personnes et enfin, la manière dont on leur permet de communiquer avec le système et ses acteurs sans, pour autant, en dépasser les limites. À cet égard, un certain nombre de travaux devraient être entrepris en vue d'appréhender le rôle que les policiers et les magistrats pourraient concrètement jouer au moment même de leurs interventions, en vue de permettre aux victimes d'être reconnues comme des personnes estimables, aimables et respectables tout en leur permettant d'affirmer les limites de leurs compétences, puisqu'un policier ou un magistrat n'est pas un travailleur social ou un psychologue.

Enfin, troisième axe important des conclusions de notre recherche, c'est l'enjeu qui consiste à mentionner que la mise en œuvre des dispositifs en faveur des victimes est ardue en raison du contexte institutionnel et organisationnel plus large. Il existe en effet pour les travailleurs de terrain, à l'heure actuelle, un certain nombre de difficultés à œuvrer, en raison de contraintes structurelles et organisationnelles importantes, en ayant avant tout le souci des personnes.

Comme je l'ai déjà mentionné, les dispositifs en faveur des victimes sont saupoudrés entre différentes institutions. Ils fonctionnent donc souvent dans des cadres institutionnels plus larges. Selon plusieurs travailleurs, cette tendance ne permet le développement d'une réelle politique en faveur des victimes que sur un mode mineur. Les acteurs de base des services de police, des parquets et des tribunaux se révèlent changeants ou soumis eux-mêmes à d'autres changements institutionnels et/ou organisationnels que ceux relatifs à la politique en faveur des victimes.

L'analyse des entretiens et des observations a par ailleurs permis de mettre en évidence que l'organisation et l'évaluation des services se font de plus en plus sur la base de facteurs quantitatifs qui sont déterminés, entre autres, de manière endogène, c'est-à-dire selon les critères d'efficacité de l'institution, et non selon des

critères qualitatifs exogènes impliquant une prise en compte du bien-être des usagers à la suite de l'intervention. Dans le champ de la mise en place des dispositifs en faveur des victimes, le chiffre – et pas n'importe lequel – tend en effet à devenir un critère important de l'évaluation des services.

Or, ces chiffres visent en réalité davantage à mesurer la charge de travail des travailleurs que le degré d'émancipation de l'utilisateur ou l'effectivité des droits fondamentaux auxquels il est susceptible d'avoir recours. Il est d'ailleurs important de souligner qu'à cet égard, de nombreux acteurs interrogés ont dénoncé la carence d'outils de réflexion mis à leur disposition tels que des supervisions par exemple.

Quant aux policiers et magistrats, on peut paradoxalement constater qu'aucune évaluation de leur travail n'est mise en œuvre à ce jour, malgré les prérogatives qui sont les leurs en termes d'assistance et d'accueil de qualité auprès des victimes.

**La présidente:** Je vous remercie pour cet exposé. Je rappelle à chacun que nous avons reçu l'étude réalisée par l'Institut national de criminalistique et de criminologie. Elle sera bien entendu à votre disposition.

Nous passons aux questions, qui seront courtes, je l'espère. Je demanderai aux commissaires de ne pas empiéter sur les auditions suivantes. Ce que nous avons entendu ici est le fruit d'une recherche. Nous entendrons tout à l'heure les acteurs de terrain.

**Raf Terwingen (CD&V):** Mevrouw, ik wil heel kort om verduidelijking vragen.

Ik wil u ten eerste bedanken voor uw uiteenzetting die een opsomming inhoudt van een groot aantal punten. Ik wil u gewoon vragen of ik het juist heb begrepen.

Is het inderdaad zo dat uit uw onderzoek blijkt dat slachtoffers in eerste instantie vooral hun weg willen zoeken via politie- en justitiële diensten? Ik heb begrepen dat u zegt dat men daar als eerste steun vraagt en dat slachtoffers prioritair daar willen geholpen worden om vervolgens verder te gaan. Ik denk dat dit een zeer belangrijk punt is en dat deze commissie ook zou willen dat het op die manier zou gaan. Pleit u ervoor dat dit de te volgen weg is, om vervolgens de slachtoffers te laten kiezen of verschillende mogelijkheden uit te diepen? Mijn vraag is ook of uit uw onderzoek blijkt dat dit ook zo is voor slachtoffers van

seksuele misdrijven, want daarover gaat het hier. Ik begrijp dat uw onderzoek vooral algemeen is, maar hebt u daar gegevens over? Indien niet, dan zij het zo, maar dan moeten wij dat verder onderzoeken.

Ik kom tot mijn tweede vraag. Als ik het goed begrepen heb, is er bij politie en justitiële diensten onvoldoende kwalitatieve ondersteuning, ervan uitgaande dat slachtoffers daar het eerst willen geholpen worden. Deze vaststelling blijkt uit uw enquêtes, afgenomen bij slachtoffers. Maar u zegt vervolgens ook dat het eigenlijk nooit professioneel onderzocht is of die gerechtelijke en politie diensten, waar een slachtoffer volgens uw onderzoek eerst terecht wil, al dan niet goed werken. Blijkbaar krijgt u deze informatie van slachtoffers.

Heb ik deze twee punten goed begrepen?

**La présidente:** Madame Lemonne, je suggère que nous collections l'ensemble des questions. Si nécessaire, les secrétaires de commission en prennent également note.

**Valérie Déom (PS):** Madame Lemonne, je vous remercie pour vos explications. Mes questions rejoignent un peu celles de mon collègue, Raf Terwingen. L'étude se rapportant aux victimes de manière générale, toutes vos conclusions peuvent-elles se rapporter aux victimes d'abus sexuels? Vous avez dit, par exemple, que les victimes avaient beaucoup d'attentes vis-à-vis de la justice, entre autres une reconnaissance publique lorsqu'elles passent par la police, le judiciaire. Ce besoin de reconnaissance publique par une institution publique peut-il être transposable au niveau des abus sexuels? En effet, on a plutôt l'impression que l'histoire qu'ont vécue ces victimes est tellement dure et difficile à raconter qu'il y a un besoin de reconnaissance – énormément d'acteurs nous l'ont dit – mais il s'agit plutôt d'une reconnaissance privée et pas nécessairement publique. De fait, dans le cas qui nous occupe, les victimes se sont prioritairement tournées vers une commission de type privé plutôt que vers la justice.

**Bert Schoofs (VB):** Mevrouw de voorzitter, met alle respect en beleefdheid wil ik eerst het volgende zeggen over de orde van de werkzaamheden.

De mensen die hier komen spreken, moeten goed worden ingelicht over de spreektijd die zij krijgen. Wij moeten ons nu beperken. De vragenronde moet worden afgehaspeld. Ik herinner mij

vergaderingen van deze commissie waar een hele bisschoppenconferentie is langsgelopen, als het ware tussen de boterhammen door. Als sommigen dat willen doen, is dat voor mij geen probleem.

Er zijn echter nog andere problemen naast het seksueel misbruik binnen een pastorale relatie en dat is precies waarover deze mensen ons hier vandaag kunnen inlichten. Ik heb dat al een tijd geleden gezegd toen de heer De Waele, een excellent onderzoeker, hier getuigde.

Deze dame biedt een excellent verhaal, waarover ik heel veel vragen kan stellen, maar de tijd is te beperkt. Ik vind dat er een onevenwicht is. Neemt u het mij niet kwalijk, mevrouw de voorzitter, dat ik dit zeg.

**La présidente:** Posez vos questions, monsieur Schoofs.

**Bert Schoofs (VB):** Nee, nee. U kunt alles regisseren wat u wil, mevrouw de voorzitter, maar ik wil hiertegen protesteren. Ik wil dat dit in het verslag wordt opgenomen.

Ik had nog een vraag te stellen aan de dame die komt getuigen. Ik moet mij blijkbaar beperken tot één vraag, maar ik zal dat niet meer laten gebeuren tijdens de volgende hoorzittingen. U weze gewaarschuwd.

Mevrouw, alleen wat het luik strafuitvoering betreft, is er bij de strafuitvoeringsrechtbanken een wijziging opgetreden ten opzichte van de behandeling van de slachtoffers zodra een straf moest worden uitgevoerd ten aanzien van plegers van seksueel misbruik? Welke ervaringen hebben de slachtoffers op dat vlak?

Het grootste novum dat wij de laatste jaren hebben gekend in verband met de strafuitvoering en het strafhandhavingsbeleid, is dat het slachtoffer daarin een grotere rol zou krijgen. Voelen slachtoffers het zo aan dat zij hun rol kunnen spelen binnen de strafuitvoeringsrechtbank? Werd er een verbetering aangebracht of is alles bij het oude gebleven?

**Anne Lemonne:** Je répondrai tout d'abord à la première question, qui concerne justement l'attente des victimes par rapport à l'institution judiciaire pénale. Les victimes que nous avons rencontrées avaient des attentes par rapport à l'institution policière et judiciaire ou étaient entrées en contact, sans même le vouloir, avec cette institution, puisque, comme je vous le disais, il

s'agissait de cas d'infractions relativement graves, ayant notamment entraîné un décès. Je pense que nous n'avons pas beaucoup de temps; je ne vais donc pas ...

**La présidente:** Si, allez-y.

**Anne Lemonne:** Initialement, l'étude voulait toucher une diversité la plus importante possible de victimes. On a réussi à toucher des victimes assez diverses, mais en majorité, les victimes avec qui nous avons eu un contact ont été des victimes d'infractions plutôt graves. Donc, il faut interpréter les résultats de nos recherches notamment en fonction de ce fait, en se disant que pour ces victimes-là, effectivement, la police, la justice peuvent être des instances avec lesquelles on entre en contact presque inévitablement. Maintenant, si on regarde au niveau statistique, et les résultats du moniteur de sécurité l'ont montré, une frange importante de victimes d'infractions n'ont pas le désir d'entrer en contact avec la police ou la justice. En fait, pour contacter les victimes, on a suivi toute une procédure permettant de diversifier notre échantillon, mais il faut savoir que pour des raisons déontologiques, au bout du compte, les victimes devaient accepter elles-mêmes de participer à la recherche. C'est ce qui explique que ce sont essentiellement des victimes d'infractions graves qui se sont mobilisées.

Les victimes d'abus sexuels constituent une problématique particulière. On a eu, dans notre échantillon, trois victimes d'abus sexuels qui, effectivement, ont eu recours à la police et à la justice volontairement. Maintenant, je pense que ce qui a été évoqué, notamment par la commissaire, est une problématique tout à fait particulière. J'ai lu les travaux de la commission et certainement le rapport Adriaenssens, et, bien entendu, il y a tout un contexte qui fait que ces victimes là, précisément ont peut-être eu moins tendance à se diriger vers la police et la justice.

Dans le cadre de l'intervention de la police et de la justice, y-a-t-il un encadrement de qualité (tenant compte du fait qu'il n'y a pas toujours de souhait de la part de la victime de rencontrer l'institution judiciaire ou policière)?

Je pense qu'avant tout, il faut envisager les choses sur un plan structurel. Lorsque le contact avec les victimes se passe mal ou ne prend pas place, ce n'est bien souvent en rien de la malveillance professionnelle. Il faut bien se rendre compte que le système est extrêmement compliqué et dispersé dans des environnements

institutionnels soumis à de nombreux changements avec des postes – je pense par exemple à des magistrats de liaison au sein du parquet qui devraient s'occuper des victimes –, des fonctions qui ne sont pas réellement reconnues. Enfin, elles sont reconnues officiellement mais certainement pas rémunérées et donc, tout cela occasionne des surcharges de travail pour le personnel. Toutes ces contraintes structurelles et organisationnelles pèsent bien évidemment sur la capacité de ces acteurs à répondre et à fournir un encadrement de qualité.

Lors de l'évaluation des dispositifs, ont aussi été mises en évidence des carences en termes de formation des policiers, de formation des magistrats à l'accueil des victimes. Même au niveau des services d'assistance ou d'accueil des victimes près des parquets, ce sont des travailleurs qui ont des formations assez généralistes (de travailleurs sociaux). Ils ont acquis bien entendu une expertise sur le tas mais, d'une certaine manière ils manquent parfois de supervision, de formation, d'autant qu'eux aussi se retrouvent dans des contextes organisationnels ou institutionnels dans lesquels notamment – je le disais à la fin de mon exposé – les supervisions ne sont pas toujours proposées ou financées par les pouvoirs subsidiaires. Là, j'insisterai grandement sur la formation de ces travailleurs. Cela me paraît tout à fait important en général et plus particulièrement pour les victimes d'abus sexuels où là encore peut-être plus qu'ailleurs cette formation me paraît indispensable.

Une question a été posée par rapport aux attentes en matière de reconnaissance. Bien sûr la justice peut être un des moyens de reconnaissance pour les victimes même si ce n'est pas le seul. Dans le cas des victimes que nous avons interrogées, qui n'étaient pas des victimes spécifiques d'abus sexuels, oui c'est souvent, dans un premier temps, ce qu'elles ont exprimé: "on veut aller en justice; on veut que l'auteur soit condamné". Elles estimeraient effectivement qu'il s'agissait potentiellement d'une possibilité, une reconnaissance sociale, symbolique.

Mais l'analyse a montré qu'il y a aussi une évolution dans le discours des victimes selon la phase de la procédure, selon qu'elles sont en début ou en fin de processus, notamment au pénal.

Je dirais que plus on avance dans la procédure pénale, moins elles estiment qu'il s'agit réellement d'un lieu de reconnaissance possible. Elles estiment par contre de plus en plus aussi que

d'autres lieux de reconnaissance – c'est important – sont possibles. Dans les entretiens les victimes ont beaucoup exprimé la capacité de reconnaissance et d'aide d'autres institutions sociales.

Pour les victimes d'abus sexuels – je pense aux quelques victimes avec lesquelles nous avons eu des contacts, et ce, dans un contexte institutionnel différent que celui dans lequel travaille cette commission –, la recherche ne peut pas vraiment dire quelque chose. Mais ce qui est clair, c'est qu'il n'y a pas que la justice pénale. Je dirais que plus les victimes passent, traversent, se retrouvent en contact avec la justice pénale, plus quelque part elles finissent par chercher des moyens de reconnaissance ailleurs.

Par rapport aux tribunaux d'application des peines, c'est effectivement une bonne question. À ce niveau, quand nous avons fait notre recherche, ces tribunaux d'application des peines n'étaient pas mis en place. Je m'abstiendrai donc de répondre par rapport à ce dispositif particulier. Je peux vous expliquer ce qui était mis en place à l'époque par contre. Une victime pouvait déjà être entendue dans certains cas dans le cadre des commissions de libération conditionnelle, notamment s'exprimer sur son intérêt direct et légitime, ce qui est d'ailleurs le cas à présent dans le cadre du TAP.

Ce qui est intéressant pour les victimes qui ont participé à cette procédure, c'est qu'en fin de compte, ce qu'elles cherchent est plutôt emblématique de ce qu'elles cherchent par rapport à la justice pénale. Elle permet aussi de révéler l'écart qui peut parfois se creuser entre cette rationalité judiciaire et la rationalité dans laquelle elles sont elles-mêmes.

Par exemple, la plupart des personnes ne comprennent finalement pas très bien ce que signifie « l'intérêt direct et légitime ». Elles disent: "moi, je ne veux pas qu'il sorte de prison". - Oui, mais ce n'est pas cela votre intérêt direct et légitime; c'est celui de l'État disent les intervenants – "Oui, mais c'est quoi mon intérêt direct et légitime alors?" – Eh bien, vous pouvez dire par exemple ... (et là, une espèce de canevas de propositions se met en place de la part des intervenants), est-ce que vous voulez encore le croiser, sur le trajet du boulot? Est-ce que vous voulez qu'il prenne un autre bus? Est-ce que vous voulez qu'il n'habite plus à proximité de chez vous? Il y a là un hiatus entre les espoirs des victimes et ce que peut proposer le système.

Par ailleurs, les raisons pour lesquelles certaines se rendent à ce genre de commission, c'est avant tout parce qu'il y a un certain nombre de choses qu'elles n'ont pas comprises au terme du processus judiciaire.

Comme je vous l'expliquais, un peu brièvement peut-être, la rationalité pénale ramasse les faits qui l'intéressent, il y a un système de véridiction dans le pénal qui fait qu'on va juger une « infraction pénale » et que, pour cela, il faut un certain nombre de preuves. C'est un système dans lequel il existe aussi une certaine opposition entre les parties, entre les victimes et l'auteur. L'auteur se défend, ce que les victimes peuvent tout à fait comprendre, mais finalement, les victimes se disent qu'un certain nombre de choses ont été dites lors du procès pénal mais, au bout du compte, elles se demandent où est la vérité.

Les victimes recherchent alors encore un petit bout de vérité dans le cadre de ces commissions voire, ce que de nombreux juges ne comprennent pas toujours simplement le fait de remettre un visage sur l'auteur car elles ne se souviennent souvent plus très bien du visage de l'auteur et elles ont des craintes par rapport à sa sortie en cas de rencontre.

Je veux insister sur le fait qu'on ne peut pas dire actuellement qu'aucune victime ne veut influencer sur la capacité de libération d'un auteur. Mais toutes ne cherchent pas cela, certaines cherchent aussi autre chose, qui est de l'ordre de la communication, qui est de l'ordre de cette recherche d'un petit bout de vérité, de leur vérité sur base de critères qui leur semblent plus logiques que celui de la rationalité pénale traditionnelle.

Je n'ai pas mentionné le fait, important à mon sens, qu'un certain nombre de victimes que nous avons rencontrées sont passées par des processus de médiation. Dans ce cas, une communication avec l'auteur est effectivement possible et, d'une certaine manière, on peut se rendre compte que certaines victimes, qui sont prêtes à rentrer dans ce processus, parviennent à avoir le sentiment d'avoir appréhendé la vérité de manière un peu plus importante. À tout le moins, elles savent qu'elles n'auront sans doute pas plus de vérité que ce qu'elles ont déjà eu parce qu'elles peuvent communiquer directement avec les auteurs d'infractions. Mais, comme je le disais, ces processus de médiation sont relativement peu utilisés dans le cadre pénal à l'heure actuelle. Or ils offrent des avantages pour les victimes.

**La présidente:** Je pense que vous avez répondu à toutes les questions. Y a-t-il d'autres questions pour Mme Lemonne?

**Sophie De Wit (N-VA):** Ik heb nog een korte vraag.

Mevrouw, wanneer u zegt dat de hele strafrechtelijke procedure te ingewikkeld wordt ervaren door de slachtoffers, zegt u daarmee dan ook impliciet dat de begeleiding van slachtofferonthaal en slachtofferhulp onvoldoende is? Die diensten zijn er toch. Zij begeleiden die mensen soms mee naar de rechtbank. Zij staan hen bij. Zij leggen hen op de zitting een en ander uit, los van de bijstand van een advocaat die zij ook kunnen hebben. Er is ook slachtofferhulp en slachtofferbegeleiding. Wil dat dan zeggen dat dit onvoldoende performant is, als zij het toch nog altijd als ingewikkeld blijven ervaren? Misschien kunt u dat toelichten?

**Anne Lemonne:** Cela renvoie quelque peu à ce que je vous ai dit lors de mon exposé. Je ne dis pas que ces services ne sont pas performants. Quand ils accompagnent les victimes, ces dernières sont, selon moi, bien accompagnées. Le problème c'est qu'ils ne peuvent pas accompagner toutes les victimes. Les moyens en personnel sont totalement insuffisants. Or les assistants de justice, par exemple, de l'accueil des victimes disent qu'ils sont un peu la vitrine humaine du pénal. Entre les victimes et la rationalité pénale, il y a une nécessité de traduction: ce que l'on peut attendre du pénal, la règle du pénal. Toute cette procédure doit être expliquée aux gens de manière à ce qu'ils comprennent bien les limites des possibilités que le pénal peut leur offrir. Pour ce, il faudrait un accompagnement de beaucoup de victimes, mais les moyens actuels ne le permettent pas, et je ne sais pas s'ils le permettraient un jour.

**Sophie De Wit (N-VA):** Dat begrijp ik niet (...) (*zonder micro*)

**Anne Lemonne:** Je suis désolée, mais je n'entends pas la traduction.

**Sophie De Wit (N-VA):** ...gratis in het kader van rechtsbijstand. Er is ook bijstand door een advocaat of raadsman. Ook hij heeft de taak om een en ander uit te leggen. (...) (*zonder micro*)

**Anne Lemonne:** C'est très clair et c'est un point, certes, que je n'ai pas abordé. Le rôle des avocats a été largement mentionné aussi dans les entretiens avec les victimes. Dans le rapport, on a

dû appeler cela « du meilleur au pire ». Effectivement, une fonction peut être remplie par l'avocat, mais il faut qu'il la remplisse. Pour cela, il faut qu'il y ait une sensibilisation des acteurs judiciaires en général à la problématique des victimes et surtout par rapport à ce hiatus entre rationalité judiciaire et attentes des victimes.

Les victimes n'ont pas cette habitude du champ judiciaire. Comme le disent certaines d'entre elles, "nous sommes bercés par les procès à l'américaine", qui n'est d'ailleurs pas le même système que chez nous. Ainsi elles se représentent le pénal d'une manière, qui en fait ne correspond pas à la réalité.

Il importe d'insister sur une sensibilisation accrue de l'ensemble des acteurs judiciaires à l'égard de cette problématique des victimes, tout en montrant bien cependant les limites de leurs capacités à répondre aux attentes des victimes. En effet, les acteurs judiciaires ne parviendront jamais à répondre à toutes les attentes des victimes.

**Bert Schoofs** (VB): Mevrouw de voorzitter, ik zal proberen samen te vatten.

Mevrouw, het was een interessant betoog. U zegt – als we dit allemaal even van bovenaf bekijken – dat we naar een veel eenvoudiger, veel duidelijker en meer helder gestructureerde slachtofferbegeleiding moeten, die echt moet passen binnen het luik Justitie. Justitie kan er niet los van staan. Nu staat Justitie er in feite veel te los van. Er is een veel te groot tussenschot tussen echte slachtofferbegeleiding en de rol die Justitie daarin kan spelen. Op een of andere manier moeten ze in mekaar worden gepast en dat in een heldere structuur. Dat is in feite het verhaal dat ik onthoud, dat u vandaag bent komen zeggen, en waar wij op een of andere manier naartoe zullen moeten met onze conclusies om alle slachtoffers, en meer in het bijzonder die van seksueel misbruik, een meer voldoende herstelgerichte bemiddeling te doen bekomen zonder Justitie daarin uiteraard te verwaarlozen.

Dat is wat ik vandaag heb kunnen leren, mevrouw de voorzitter. Ik kan al mijn vragen laten vallen als dat de conclusie is die ik in dit luik kan trekken.

La **présidente**: Je vous remercie. Je crois que c'était une observation et pas une question. Au nom de la commission, je vais remercier Mme Anne Lemonne mais aussi tous les chercheurs qui ont participé à cette recherche importante sur les victimes et surtout sur la problématique de

victimisation dans le champ judiciaire et en particulier dans le champ pénal. Encore une fois, je crois qu'on lira avec beaucoup, beaucoup d'intérêt toute la recherche – le livre n'est pas trop épais; je le vois là – dont vous avez tiré les conclusions essentielles, ici, devant la commission. Mais elle est plus épaisse que je ne le pensais. Je voyais le petit bouquin...

**Anne Lemonne**: Ca c'est l'ouvrage pour les gens qui sont un peu plus intéressés que ce qui a été dit. Et ça, c'est le rapport encore beaucoup plus complet pour ceux qui sont vraiment très intéressés.

La **présidente**: Chers commissaires, vous voyez qu'il y aura encore énormément de lecture importante et intéressante pour continuer à essayer d'élaborer nos recommandations. Je vous remercie au nom de la commission.

*La réunion publique de commission est suspendue de 14.18 heures à 14.23 heures.  
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 14.18 uur tot 14.23 uur.*

**Audition de**

- Mme Kristine Kloeck, directeur général, et  
 Mme Ellen Stassart, directrice du département  
 exploitation sexuelle et e-safety de Child Focus  
 - M. Bernard Parmentier, président de la  
 Fédération des Équipes SOS-Enfants  
 - M. Stef Anthoni, directeur du Centre de  
 Confiance pour l'Enfance Maltraîtée  
 - M. Daniel Martin, président du Forum National  
 pour une politique en faveur des victimes

**Hoorzitting met**

- mevrouw Kristine Kloeck, algemeen directeur  
 en mevrouw Ellen Stassart, directeur seksuele  
 uitbuiting en E-safety van Child Focus  
 - de heer Bernard Parmentier, voorzitter van "La  
 Fédération des Équipes SOS-Enfants"  
 - de heer Stef Anthoni, directeur van het  
 Vertrouwenscentrum Kindermishandeling  
 Antwerpen  
 - de heer Daniel Martin, voorzitter van het  
 Nationaal Forum voor slachtofferbeleid

La **présidente**: Nous allons d'abord entendre Child Focus qui va nous faire un exposé accompagné d'un powerpoint. Je pense que les services vous le distribuent pour le moment. Je vais donner immédiatement la parole à la directrice générale de Child Focus, Mme Kristine Kloeck.

**Kristine Kloeck**: Merci, madame la présidente. Dank u wel, mevrouw de voorzitter. Mesdames, messieurs, je vais d'abord me présenter. Je suis directeur général de Child Focus depuis novembre 2004. Je crois que vous connaissez tous Child Focus: une fondation pour enfants disparus et sexuellement exploités. Évidemment, c'est uniquement le volet enfants abusés et sexuellement exploités dont il sera question aujourd'hui.

Je suis sociologue et criminologue de formation. J'ai une longue carrière - je suis assez vieille - qui se situe tout le temps, depuis le début, au carrefour de la justice et de l'aide aux personnes. J'ai travaillé tant avec des adultes, auteurs et victimes, qu'avec des enfants, auteurs et victimes de délits. J'ai travaillé dans des prisons, donc sur le terrain, pendant une assez longue période de 12 ans. J'ai travaillé dans la protection de la jeunesse. Ensuite, j'ai travaillé dans des cabinets, tant le cabinet de la Justice que celui du Bien-Être, où j'étais en charge, d'une part, de la politique pénitentiaire et, d'autre part, de la politique des victimes et de la protection de la jeunesse. Je vous raconte ceci pour que vous compreniez que mes points de vue ne se basent pas uniquement sur ma fonction de directeur général de Child

Focus.

On va vous présenter, premièrement, la position et le rôle de Child Focus dans les matières d'abus sexuels et d'exploitation sexuelle: ce sera ma collègue, Ellen Stassart, qui va vous exposer cela. Ensuite, nous allons vous faire part de quelques points de vue, de quelques recommandations de la part de Child Focus pour une meilleure politique en matière d'abus et d'exploitation sexuels.

**Ellen Stassart**: Ik zal mij even voorstellen. Ik ben Ellen Stassart. Van opleiding ben ik juriste en criminologe. Ik heb eerst als wetenschappelijk medewerkster gewerkt bij de Katholieke Universiteit van Leuven, faculteit Rechtsgeleerdheid en Criminologie, rond herstelgerichte justitie. Daarna heb ik een aantal jaren gewerkt bij Kind en Gezin. Sinds eind 2006 ben ik werkzaam als directeur bij Child Focus.

We gaan even de positie en de werking van Child Focus toelichten inzake seksueel misbruik. We behandelen vooral Child Focus als crisismeldpunt inzake seksueel misbruik.

Wat wordt er exact gemeld aan Child Focus? Dat gaat dan eerst en vooral over intra- en extrafamiliaal seksueel misbruik. We ontvangen zo'n 500 à 600 meldingen per jaar, een tiental per week ongeveer. Het overgrote gedeelte van deze meldingen situeert zich uiteraard in een gezagssituatie, een situatie van afhankelijkheid of van machtsmisbruik. Dit is bij enige uitzondering, behalve als het gaat over jongeren die onder elkaar misbruik plegen. Dat zijn echter slechts 3 tot 5 % van de meldingen die bij ons toekomen. In bijna 80 % van de gevallen die bij Child Focus gemeld worden, kent het slachtoffer de dader. Het gaat voor ons om crisismeldingen. Dat wil zeggen dat we vooral gericht zijn op een gerichte, goede oriëntatie en doorverwijzing. Daarover straks meer.

Daarnaast wordt ook gemeld seksueel misbruik gelinkt aan nieuwe technologieën. Momenteel is het zo dat ongeveer 20 % van alle meldingen – dus 1 op 5 van de meldingen rond misbruik – een link hebben met nieuwe media, met nieuwe technologieën of gepleegd worden via nieuwe technologieën. We stellen toch wel een stijging vast. Vandaar ook dat we deze categorie apart beschouwen.

Ten derde, het vermoedelijk kinderpornografisch beeldmateriaal dat gemeld wordt aan Child Focus. Hierbij gaat het over een tweeduizendtal meldingen gemiddeld per jaar. Het gaat hier over

beeldmateriaal op websites. Url's kunnen gemeld worden. Het gaat hier voornamelijk over anonieme slachtoffers.

Ten slotte onderscheiden we ook nog de categorie van het georganiseerde of commerciële seksueel misbruik, seksuele uitbuiting. Dan gaat het over de gevallen van kinderprostitutie, kinderhandel en sekstoerisme. Deze meldingen zijn een minderheid van de meldingen bij Child Focus. Om u een idee te geven, ruwweg in 2010: twee of drie meldingen van kinderprostitutie in 2010, sekstoerisme één in de afgelopen vier maanden en kinderhandel geen in 2010.

Het profiel van de melder. Wie meldt er bij Child Focus? Als het gaat om extrafamiliaal seksueel misbruik, dan zien we dat in 61 % van de gevallen de moeder de melder is. In 18 % van de gevallen bij extrafamiliaal misbruik is het iemand anders. De moeder is slechts in de helft van de gevallen de melder als het gaat om intrafamiliaal seksueel misbruik. Dat wil zeggen dat het in 30 % van de gevallen iemand anders is uit de omgeving van het kind. Minderjarige slachtoffers melden eerder zeldzaam seksueel misbruik bij Child Focus, maar het gebeurt wel. Dat is gemiddeld 5 à 6 % per jaar.

Ik kom tot de context van het misbruik. In 19 % van de gevallen is de dader een misbruikende vader. In 7 % van de gemelde gevallen gaat het om een buurman. In 6 % van de gevallen gaat het om een leerkracht buiten de schoolcontext, daarmee bedoelen we een sportanimator, een muziekleraar en dergelijke. In 4 % van de gevallen gaat het om een leerkracht binnen de schoolcontext, in de echte schoolomgeving. In 3 tot 5 % gaat het om misbruik plegende minderjarigen onder elkaar.

Niet onbelangrijk voor deze commissie, in een zestal gevallen in 2010 waren er meldingen over gevallen binnen een pastorale relatie.

Wat doet Child Focus bij een melding? Wij werken binnen het kader van de samenwerkingsprotocollen van Child Focus. Er is een samenwerkingsprotocol rond verdwijningen en seksuele uitbuiting. Dat zijn de twee grote thema's binnen de missie van Child Focus. Er is een samenwerkingsprotocol rond kinderpornografie, een samenwerkingsprotocol rond niet-begeleide minderjarige vreemdelingen en een samenwerkingsprotocol rond internationale kinderontvoering. Daarnaast werken wij ook naar analogie van de kaders die getekend zijn in de protocollen Justitie, Welzijn en Gezondheid rond

kinder mishandeling. Het gaat over de volgende protocollen:

- "Protocole d'intervention entre le secteur médico-psycho-social et le secteur judiciaire";
- Protocol kindermishandeling justitie-welzijn.

Bij een vermoedelijk seksueel misbruik, zal Child Focus eerst en vooral informatie inwinnen. Wij gaan op een zeer actieve en empathische manier luisteren, om zo goed mogelijk de noden van het slachtoffer te kunnen inschatten.

Daarnaast zijn wij gericht op de meest gepaste oriëntatie, de meest gepaste begeleiding, waar wij het slachtoffer naartoe leiden.

We doen dus echt aan crisisinterventie en oriëntatie. Wij informeren de melder over hulpverlening en justitiële mogelijkheden. We hanteren telkens dat tweesporenbeleid.

Het is voor ons extreem belangrijk om de complementariteit van die twee mogelijkheden aan elke melder uit te leggen. Daarbij heeft het slachtoffer het recht om een van die wegen of beide wegen samen te bewandelen.

De veiligheid en het belang van het kind, dus de meest directe noden van het slachtoffer, zijn onze allereerste bekommernis.

Child Focus vervult niet zelden een brugfunctie, in die zin dat wij de melder leiden naar hulpverlening en naar Justitie indien nodig.

Daarnaast zorgen wij voor een kortlopende opvolging. Vooraleer een dossier afgesloten wordt, zullen wij telkens opnieuw contact opnemen met de melder, om na te gaan of de melder zijn weg gevonden heeft. Dat wordt ook wel sterk geapprecieerd door de slachtoffers.

Wanneer het gaat over vermoedelijk kinderpornografisch materiaal, zitten wij in het raam van ons samenwerkingsprotocol met politie en Justitie, waarbij wij vooral samenwerken met de gespecialiseerde diensten, de Federal Computer Crime Unit van de federale politie, en de dienst Mensenhandel. Daarbij bezorgen wij het materiaal aan de politie voor verder onderzoek.

Op dat vlak merken we dat in 2010 de trend is dat we steeds meer meldingen krijgen van beeldmateriaal dat ons toegezonden wordt via *social networking sites*, of beelden waaraan mensen aanstoot nemen op *social networking sites*.

Het gaat hier over een zeer goede en zeer vruchtbare samenwerking, waarbij er echt sprake is van complementariteit tussen Child Focus en politie en Justitie.

Welke is de toegevoegde waarde van Child Focus? Wij zijn voor melders vooral een zeer toegankelijk crisismeldpunt. Wij hebben een gratis noodnummer 116 000, waarbij wij telefonische hulpverlening bieden.

Het gebeurt uiterst zelden dat wij een melder of een slachtoffer zelf ontmoeten. Dat zal enkel gebeuren in de gevallen dat het slachtoffer niet zelfredzaam is of als de telefonische crisisinterventie niet blijkt te helpen, terwijl er toch een nood is dat wij het slachtoffer zelf of de melder zelf ontmoeten.

Dat wordt telkens overwogen. In 2010 gebeurde het slechts een zestal keren.

De zichtbaarheid van Child Focus is hierbij niet te onderschatten. Child Focus kent een ruime bekendheid, is laagdrempelig, en in zo'n 50 % van de gevallen die ons gemeld worden is Child Focus de eerste gesprekspartner.

Ook de nabijheid is belangrijk. Dat wil zeggen: Child Focus staat bekend als opkomend voor slachtoffers en voor kinderen.

Daarnaast is er het belang van het nationale, landelijke karakter van Child Focus: men kan vanuit heel België melden aan Child Focus. Tegelijkertijd – en dat hoeft niet contradictoir te zijn met die nabijheid – is er een zekere afstand. Daarmee wil ik het volgende zeggen. Daar het voor slachtoffers zo moeilijk is zich te melden, is het soms belangrijk dat er een grotere anonimiteit is. Slachtoffers wensen soms een grotere anonimiteit dan in de vertrouwde punten dicht bij huis. Zij wensen zich soms verder van huis te melden, net omdat het taboe zo enorm is.

Concluderend kunnen wij zeggen dat het meldpunt Child Focus bijdraagt tot de ontsluiting naar hulpverlening en Justitie. Er is complementariteit. Wij verzekeren de toegang tot hulpverlening en Justitie.

Er is een link met het expertisecentrum Child Focus. Naast een meldpunt is Child Focus ook een expertisecentrum, waar wij studies, preventiecampagnes en beleid ontwikkelen. Dit om de maatschappelijke ontwikkelingen op de voet te volgen en het beleid daarover in te lichten. In het bijzonder leggen wij ons toe op het

ontwikkelen van expertise omtrent vormen van seksueel misbruik via nieuwe technologieën.

**Kristine Kloeck:** In dit tweede deel wil ik ingaan op de visie van Child Focus en ook enkele aanbevelingen formuleren.

Vooreerst dit: wij zijn erg blij met de verhoogde aandacht voor de problematiek van seksueel misbruik en seksuele uitbuiting. Wij zijn er immers van overtuigd dat die ertoe kan bijdragen dat het taboe doorbroken wordt, dat de meldingsbereidheid versterkt wordt en dat het *dark number* vermindert, wat belangrijk is.

Toch wijzen wij op het belang van een debat dat op serene wijze gevoerd wordt, een debat dat de stereotypering van slachtoffers en van daders vermijdt en dat de polarisering van de positie van dader en slachtoffer vermijdt, omdat dit niet in het belang van de samenleving is en omdat het niet in het belang van de slachtoffers is.

Wij menen dat het debat moet worden verbreed naar alle contexten waarin seksueel misbruik voorkomt. U spreekt over seksueel misbruik in gezagsrelaties. Wij zijn geneigd te zeggen dat elke vorm van seksueel misbruik van een kind te maken heeft met misbruik van gezagsrelaties, misbruik van afhankelijkheidsrelaties, ook wanneer het intrafamiliaal gebeurt, of waar dan ook.

Wij hebben drie grote aanbevelingen.

Ten eerste, wij pleiten voor een absolute inzet op preventie. De beste manier om slachtofferschap te voorkomen en de beste manier om daderschap te voorkomen is de preventie. Daderschap en slachtofferschap zijn uiteraard inherent met mekaar verbonden. Er zijn reeds heel wat initiatieven op dat vlak, maar er is een gebrek aan samenhang, een gebrek aan coördinatie en een gebrek aan evaluatie, op het vlak van wat er werkt en wat waar moet bijgestuurd of versterkt worden.

Uiteraard is preventie een meerduidig begrip, met primaire, secundaire en tertiaire preventie. Wij hebben hier de heel gekende opdeling gehanteerd. Bij primaire preventie gaat het over zoveel mogelijk voorkomen van seksueel misbruik. Op de slides hebben wij natuurlijk alleen de sleutelbegrippen weergegeven. Uiteraard gaat het over het sensibiliseren, het massaal sensibiliseren van het grote publiek rond het belang van het kind en rond de integriteit van het kind, het respect voor het kind, niet-gewelddadige waarden, niet-gewelddadige omgangsvormen op

ruime schaal promoten. Op elke vorm van geweld ten aanzien van kinderen, fysieke vormen van geweld, seksueel geweld, psychologisch geweld moet een absoluut verbod staan.

Positieve opvoeding, met inbegrip van relationele opvoeding en seksuele vorming, thuis en op school, seksuele vorming om dat taboe om te spreken over seksualiteit te doorbreken. Er moet een openheid komen over seksualiteit. Er moet reeds met kleine kinderen gesproken worden over een gezonde seksualiteitsbeleving. In de marge daarvan moeten ook seksueel misbruik, seksuele aanranding en dat soort zaken bespreekbaar worden met kinderen. Kinderen moeten opgevoed worden tot zelfbeschikbaarheid en weerbaarheid, dus hun eigen grenzen kunnen stellen, nee kunnen zeggen.

Er is uiteraard noodzaak aan een beleid rond omgang met kinderen en kinderrechten en aan gedragscodes in diverse sectoren, professionele organisaties, verenigingen waar volwassenen en kinderen samenwerken, samen interageren in gezagrelaties. Er is uiteraard – dat bestaat reeds in België, maar op dat vlak is evaluatie en verbetering nodig – nood aan selectie en zogenaamde *pre-employment screening* van professionelen en vrijwilligers voor functies in instellingen en verenigingen die werken met kinderen. Dat is verplicht in het onderwijs, maar dat is niet verplicht in de andere sectoren.

Een tweede niveau, de secundaire preventie. Daarbij gaat het over het herkennen van signalen en het inspelen op risicofactoren voor seksueel misbruik. Dat is weer met de bedoeling om vroeg te detecteren, vroeg te interveniëren, ten aanzien van slachtoffers, maar ook ten aanzien van daders. Heel wat daders beginnen er namelijk op heel jonge leeftijd aan. De helft van de daders vertonen seksueel deviant gedrag wanneer ze nog minderjarig zijn. Daar is zeer weinig aandacht voor en er bestaat ook zeer weinig opvang en begeleiding voor. Samengevat, vroege detectie en vroege interventie zijn nodig om het *dark number* te verkleinen.

Vervolgens heb ik het over vorming en concrete richtlijnen voor professionelen. Hoe kunnen ze signalen herkennen en daarmee omgaan, wat kunnen ze daartoe doen? Hieronder horen ook publiekscampagnes, informatie rond signalen en de stappen die men kan ondernemen.

We denken ook dat we ons absoluut moeten afvragen hoe het komt dat die meldingsbereidheid zo laag ligt, zeer laag bij Justitie en zelfs vrij laag

bij de hulpverlening. Het is belangrijk om op die oorzaken, die natuurlijk velerlei zijn, in te spelen. Die analyse moet gemaakt worden om te weten te komen hoe die meldpunten en de hulpdiensten zich beter kunnen profileren en zichtbaarder kunnen worden gemaakt ten aanzien van de bevolking.

Als laatste is er het derde niveau, de tertiaire preventie, waar het gaat over begeleiding en behandeling van slachtoffers, in eerste instantie. Op dat vlak is er nog heel wat te doen: opvang tot en met langdurige begeleiding, die in principe echt kosteloos zou moeten zijn voor de slachtoffers; daarnaast zou het aanbod groter moeten zijn.

In tweede instantie gaat het over begeleiding en behandeling van daders. Zoals ik u al zei, zijn die twee onlosmakelijk met elkaar verbonden. U weet dat er samenwerkingsakkoorden bestaan rond begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik, die op dit moment geëvalueerd worden. Het rapport daarvan zal u binnenkort bereiken, als dat al niet gebeurd is. Daar staan heel wat aanbevelingen in om de werking op dat vlak te verbeteren.

Een eerste groep aanbevelingen gaat over absolute inzet op preventie. Een tweede groep aanbevelingen gaat over de afstemming en de articulatie van de samenwerking tussen hulpverlening en Justitie.

Mijn collega zei het al, Child Focus werkt conform het protocol kindermishandeling Justitie-Welzijn dat in maart 2010 werd gesloten tussen de minister van Justitie en de minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin. Pour la Communauté française, le protocole d'intervention entre le secteur médico-psycho-social et le secteur judiciaire. Dat is eigenlijk het regelgevend kader waarbinnen wij werken.

Het is onze overtuiging dat bij de aanpak van seksueel misbruik noch de ene noch de andere benadering, noch een justitiële noch een hulpverlenende benadering alleen zaligmakend is. Beide hebben elkaar absoluut nodig. Justitie kan de problemen van seksueel misbruik en de achterliggende problemen niet oplossen. Justitie beantwoordt niet volledig aan de noden van de slachtoffers. Hulpverlening heeft Justitie nodig, al is het maar als stimulans voor de begeleiding en behandeling of als stok achter de deur, om te voorkomen dat iemand tijdens de begeleiding afhaakt. Ik heb het dan over de daders.

Dat is een visie die aan de basis ligt van het

protocol inzake kindermishandeling en het *protocole d'intervention entre le secteur médico-psycho-social et le secteur de la justice*. Aan beide protocols is jarenlang overleg voorafgegaan. Het overleg werd in 1998 opgestart in uitvoering van het verslag van 23 oktober 1997 van de Nationale Commissie tegen Seksuele Uitbuiting van Kinderen. Die commissie werd in het zog van de zaak-Dutroux opgericht.

Voormelde commissie heeft resoluut voor een multidisciplinaire aanpak van de problemen van kindermishandeling in alle vormen gekozen. Zij legt heel sterk de nadruk op een noodzakelijke articulatie tussen de justitiële sector en de medisch-psychologisch-sociale sector.

In dezelfde historische periode werden trouwens de samenwerkingsakkoorden inzake slachtofferbeleid uitgewerkt. Ook werden toen de samenwerkingsakkoorden rond behandeling en begeleiding van daders van seksueel misbruik uitgewerkt. Al die akkoorden werden door het Parlement goedgekeurd. Zij hebben dus kracht van wet.

Telkens, in alle voormelde samenwerkingsprotocollen, ligt de keuze voor een multidisciplinaire aanpak en een multi-agency benadering aan de basis. De kerngedachten daarvan vindt u op de slide. De kerngedachten zijn de volgende.

Beide hebben elkaar nodig. Zij ontmoeten elkaar in gelijkwaardigheid en complementariteit.

Beide hebben verschillende finaliteiten. Door die verschillende finaliteiten is beroepsgeheim nodig, zowel van de kant van Justitie als van de kant van de hulpverlening. Er is voor de hulpverlening echter een meldingsrecht, die in de wetgeving heel goed is omschreven.

Beide moeten in een perspectief van heling en herstel voor slachtoffer, dader en samenleving werken. Met andere woorden, de keuze moet worden gemaakt voor een constructieve aanpak, die tot een echte probleemoplossing kan bijdragen.

Iedereen weet dat wij seksueel misbruik en seksuele uitbuiting nooit helemaal zullen kunnen uitroeien. Wij moeten echter onze uiterste best doen om het fenomeen zo veel mogelijk te verminderen.

Er zijn bij mijn weten op het terrein, zowel langs justitiële kant als langs de kant van de

hulpverlening, positieve ervaringen met die samenwerkingsprotocollen en samenwerkingsakkoorden.

Het is zelfs zo dat men stappen voorwaarts zet, in die zin dat men op het terrein de grenzen van het beroepsgeheim aftast en probeert naar dossiergebonden casusoverleg te evolueren, zodanig dat in overleg tussen Justitie en de hulpverlening telkens opnieuw wordt gezocht naar wat hier in het belang van het slachtoffer is en wat hier de best mogelijke aanpak voor het slachtoffer en zijn omstanders is.

Dat is ons inziens de manier om het aantal justitiële sepo's te verminderen, waarbij slachtoffers in de kou blijven staan. Dat is de beste manier om de eventuele te late signalisatie vanuit de hulpverlening naar Justitie tegen te gaan, om de wederzijdse deskundigheid en zorgvuldigheid in het werken rond die gevallen te versterken.

Een laatste slide dan. Er is zeker nood aan meer onderzoek. Absoluut. Onderzoek als basis voor een *evidence based* beleid. Er is een schromelijk tekort aan kennis en inzicht. Hoe kan men een beleid voeren wanneer men nauwelijks weet wat de prevalentie van seksueel misbruik is, wanneer men niet weet welke begeleidings- en behandelingsprogramma's werken?

Dan komt onze laatste aanbeveling. Wij menen dat het debat absoluut moet worden gevoerd, rekening houdend met de internationale context. Regelgeving inzake seksueel misbruik is niet uitsluitend een Belgische aangelegenheid.

Wij verwijzen naar de Conventie van Lanzarote, die zeer sterk de nadruk legt op sensibilisering en preventie. België heeft die conventie ondertekend maar nog steeds niet geratificeerd. Wij verwijzen uiteraard naar het Kinderrechtenverdrag en meer bepaald naar de slotbeschouwingen van het VN-Comité voor de Rechten van het Kind. Wij verwijzen ook, niet het minst, naar de actuele debatten in het Europees Parlement rond het Voorstel voor een Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad ter bestrijding van seksueel misbruik, seksuele uitbuiting van kinderen en kindepornografie.

Dat zijn belangrijke documenten, omdat in al die documenten onder meer de problematiek van seksueel misbruik in gezagsrelaties, waaronder pastorale relaties, ter sprake komt. De problematiek van meldrecht, meldplicht, de problematiek van *pre-employment screening*

enzovoort, komen allemaal ter sprake.

Ik wil nog een laatste woordje zeggen in verband met dat onderzoek. België heeft een historische kans gemist door het koninklijk besluit tot oprichting van het POKO, het Penitentiair Oriëntatie- en Klinisch Observatiecentrum, dat in 1999 in het zog van de zaak-Dutroux werd goedgekeurd en waarvoor een budget werd uitgetrokken, in de opeenvolgende legislaturen te verwaarlozen en niet te realiseren. Dan had onze kennis over deze fenomenen heel wat verder gestaan dan vandaag.

De laatste slide is het overzicht van het geheel.

Merci de votre attention.

La **présidente**: (*Hors micro*)

Chers collègues, nous entendrons les intervenants au fur et à mesure, puis nous poserons les questions.

Ensuite vient M. Bernard Parmentier, président de la Fédération des Équipes SOS Enfants. Je vais vous céder immédiatement la parole pour votre exposé.

**Bernard Parmentier**: Madame la présidente, mesdames et messieurs, nous allons probablement redire toute une série de choses déjà dites dans la matinée, mais je n'ai entendu que la fin de cette présentation et de ce qui fut dit par Child Focus au cours des différentes interventions, et principalement les interventions du secteur psycho-médico-social.

Les Equipes SOS Enfants sont nées, comme d'ailleurs les équipes Médecins Confidants du côté néerlandophone, d'une recherche action qui date de la fin des années 70 et qui a finalement donné lieu à deux systèmes, qui ne sont pas du tout antinomiques, qui recherchent des richesses dans un système de fonctionnement parfois un peu différent.

Quel est le fonctionnement des Equipes SOS Enfants qui ont été instituées par décret de 1985? C'est axé sur une large pluridisciplinarité, c'est-à-dire que, dans chacune des équipes il y a des médecins, psychiatres et pédiatres, de préférence, ou généralistes, il y a un avocat, il y a des psychologues, il y a des assistants sociaux.

Cette très riche pluridisciplinarité permet non seulement d'avoir des avis techniques, donc, par exemple, pour le juriste, d'avoir dans une discussion, des précisions juridiques, mais aussi

d'avoir une approche des situations qui est fondée sur la formation, donc la façon de penser de chacun des participants.

Il est évident que la logique d'un juriste n'est pas la même que celle d'un médecin ou d'un psychologue. C'est cette complémentarité, avec une réflexion sur chacune des situations soumises à l'équipe, qui permet de trouver des solutions aux situations qui leur sont confiées.

La mission des Équipes SOS Enfants est très large. C'est une mission de prévention. Mme Kloeck a présenté les types de prévention: classique, primaire, secondaire, tertiaire. Soit on évite qu'il y ait la moindre situation de maltraitance soit on traite, on soigne les situations avérées de maltraitance. Le rôle de l'Equipe SOS Enfants se situe à tous les niveaux, tant par des actions de prévention générale, ce qui est souvent délégué à d'autres organismes, dorénavant, que par des situations de prévention secondaire car il est également important de pouvoir former des professionnels.

Même avant le décret, certaines équipes fonctionnaient déjà. Il s'agissait de faire comprendre, de faire admettre aux médecins traitants, aux instituteurs, que l'enfant qui tombe de la table à langer, que l'enfant qui arrive à l'école avec des bleus ou tel ou tel comportement n'a peut-être pas subi un accident et qu'il peut y avoir de la maltraitance. Il s'agit d'apprendre à ouvrir les yeux, d'apprendre à pouvoir admettre d'abord que cela peut arriver.

Ce travail a dû être fait et de fil en aiguille, des Equipes SOS Enfants ont dû se spécialiser parce que cette spécificité était parfaitement indispensable pour tous les autres services, y compris les parquets, le pouvoir judiciaire. Les services d'aide à la jeunesse, les services de protection judiciaire et d'autres ont besoin alors d'un diagnostic spécialisé et de traitements spécialisés pour aider les familles. Cette spécialisation de plus en plus importante a été l'œuvre des Equipes SOS Enfants.

Il faut signaler également qu'à l'heure actuelle, une grande confiance est apportée par l'ensemble des intervenants et par les familles: on peut compter à peu près une demande sur deux qui provient de la famille elle-même ou de la famille élargie – et ce chiffre est relativement constant. L'établissement d'une relation de confiance avec une équipe thérapeutique est fondamental. Cette équipe fonctionne dans un réseau, comme je l'ai laissé entendre, qui est assez large et qui est tout

le temps sollicité. Il est indispensable de ne pas cloisonner le travail de chacun des intervenants mais d'arriver à un travail d'ensemble. Ce travail est gratuit, il est important de le souligner: jamais rien n'est demandé aux familles ni aux services. En outre, il doit se faire dans une très grande transparence.

Pour en venir à ce qui vous occupe dans cette commission, c'est-à-dire les abus sexuels plus particulièrement dans une relation d'autorité, je m'étais fait la même réflexion que ce qui a été dit tout à l'heure, c'est que tout abus sexuel se fait dans une relation d'autorité. Je dirai que nos chiffres sont pratiquement les mêmes que ceux de Child Focus. La plus grande partie des abus sexuels sont intra-familiaux. Là aussi, c'est une relation d'autorité, que ce soit l'autorité parentale ou l'autorité d'un beau-père ou une autorité de fait. C'est évidemment une notion qui est importante. Le terme "abus" le laisse d'ailleurs entendre également. Cette proportion d'abus sexuels est relativement la même; nous avons à peu près 5,8 % d'abus extra-familiaux, soit de professionnels (1,76 %) ou d'autres (3,96 %). Ce sont les chiffres de 2009.

Les équipes font chaque année un rapport annuel; l'ONE le travaille et le publie sur son site. Elle fait un tableau qui, malheureusement, ne fait pas de distinction entre les maltraitements en général et les abus sexuels en particulier. Mais les chiffres sont à peu près les mêmes. Nous avons, dans les signalements – et je ferai une observation juste après –, à peu près 30 % de signalements concernant des abus sexuels au sens large, et donc 70 % d'autres types de maltraitements.

La remarque que je voulais faire, c'est de faire la distinction entre le signalement, ou la plainte parfois, et le diagnostic, donc la situation réellement diagnostiquée. Ce n'est pas toujours la même chose, parce qu'il y a toute une série de situations qui, après analyse, ne relèvent pas d'abus sexuels. Là, il faut évidemment être attentif au fait qu'un signalement d'abus sexuel ne signifie pas un abus sexuel; une plainte ne signifie pas effectivement une réalité.

Dans la matière, par exemple, des séparations parentales, des abus sexuels sont dévoilés, sont signalés. Le professeur van Gyseghem entre autres a réalisé toute une étude sur la notion du faux/vrai; il y a quelque chose de vrai ou en tout cas un problème particulier surgit mais cette situation n'est pas véritablement ou n'est pas du tout un abus sexuel. Il est rarissime qu'il y ait une invention à partir de rien du tout mais souvent, une

situation qui est saine ou qui n'est pas malsaine est montée en épingle, soit volontairement soit involontairement par une inquiétude démesurée, qui dégènerait en signalement d'abus sexuel.

Ce qui est très important, c'est évidemment le contact, la relation avec le pouvoir judiciaire. Quand on a créé les Equipes SOS Enfants, en 1985 – on était encore six ans avant notre décret au niveau de la Communauté française sur l'aide à la jeunesse qui visait à déjudiciariser toute une série de situations –, l'état d'esprit était le même et la justice était véritablement l'ennemi à contourner, à éviter. Il fallait surtout sortir de ce système les situations de maltraitance et les situations d'abus. C'est sans doute grâce à la présence aussi de juristes, d'avocats souvent, dans les Equipes SOS Enfants qu'on a pu modifier un peu l'état d'esprit et considérer qu'avec le parquet, il y avait moyen de discuter et de collaborer.

Quel est le rôle du parquet? Il a un rôle prétorien très important. Le parquet n'a jamais d'obligation de poursuivre ou de ne pas poursuivre; c'est lui qui décide et qui juge. Il faut savoir que l'aspect judiciaire peut avoir deux volets: l'aspect pénal pour l'auteur de la maltraitance, donc des abus, ou l'aspect protectionnel. Là il s'agit de soumettre la famille, très souvent, à des directives, voire de veiller à un placement. Nous devons être toujours très attentifs à un élément qui est la protection de l'enfant. C'est un élément qui ne nous suffit jamais parce que ce qui est le plus important, c'est de pouvoir traiter et d'arriver à apporter une certaine thérapie à l'enfant mais sa protection est évidemment indispensable.

On doit être très attentif à ne pas non plus tuer la parole de l'enfant. Par exemple, un enfant, une petite fille de six ans, vient dire à la psychologue "je vais te dire un secret mais tu ne le diras à personne" et lui explique, ce dont on se doutait, qu'elle est victime, et ce qui se passe avec son père, à la maison, etc.

Si on agit en partant du principe que ce père doit aller en prison, que l'enfant doit être placé, que c'est une situation tout à fait intolérable qui ne peut perdurer, et si on va trop vite avec le dépôt d'une plainte, arrivée au parquet avec une audition vidéo filmée, l'enfant ne dira plus rien. Il se sentira bafoué au niveau de la confiance qu'il avait accordée à un adulte à qui il avait confié un secret. Il faut donc travailler avec l'enfant en lui demandant quoi faire de ce secret. Parfois, cela ne peut se faire dans la même journée. Il faut donc faire preuve de courage en sachant que

l'enfant va encore subir des abus, mais en sachant aussi que l'on ne peut agir aveuglément avec le dépôt d'une plainte.

Il faut qu'à un moment, l'enfant puisse intégrer tout ce qui va se passer. Il ne faut pas perdre de vue que, dans certaines situations, tout son univers va basculer: son père va être emprisonné, il va être placé – c'est ce qui s'est passé avec la petite fille. Cela doit se préparer. Dans cette situation, il a pu y avoir une collaboration entre l'Equipe SOS Enfants et le parquet, ce dernier se disant tout à fait prêt à intervenir le moment venu.

Dans ce genre de situation, surtout en cas d'abus extrafamilial où il y a moins de choses auxquelles il faut faire attention au sein de la famille, quoique, l'idée générale est de porter plainte. Dans le cadre de la réflexion générale d'une Equipe SOS Enfants, la méthode de travail sera donc d'atteindre cet objectif mais, dès le lendemain, on fera déjà une exception. Il s'agit d'un autre élément sur lequel je souhaitais insister: il n'y a pas de règle générale. Il n'y a pas de "prêt-à-porter" possible en cette matière, comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs. Il faut s'attacher au cas par cas. Chaque situation, chaque victime est tout à fait unique et doit pouvoir bénéficier d'une méthode tout à fait unique. C'est la raison pour laquelle ce sont des spécialistes qui doivent réfléchir à ce genre de choses.

Il ne faut pas oublier non plus l'énorme ambivalence de la victime, surtout quand le problème est intrafamilial, mais même quand c'est extrafamilial, c'est quelqu'un de l'extérieur mais c'est un éducateur, quelqu'un que l'enfant connaît bien, qui a sa confiance.

Vis-à-vis de cette personne, l'enfant n'a pas de sentiments tout à fait blancs ou tout à fait noirs. Ce n'est donc pas véritablement ce sentiment de rejet et cela explique que, parfois, la parole de l'enfant sera extrêmement difficile à obtenir. Cet abuseur, que ce soit un parent, un éducateur ou un étranger, aura cassé la relation de confiance. Il aura cassé l'enfance de la victime – c'est quelque chose d'irréparable – mais aura aussi suscité un énorme sentiment de culpabilité. J'ai entendu tout à l'heure que cela vous était dit. C'est évidemment particulièrement important. Cela peut expliquer l'ambivalence de l'enfant, l'abuseur ayant parfois une très grande importance dans sa vie de tous les jours.

La classification des abus sexuels ne se fait pas par type d'abus. On ne peut en effet pas dire que, lorsqu'il s'agit d'un exhibitionnisme, ce n'est pas

grave, et que, dans le cas d'un viol avec torture, c'est extrêmement grave. Chaque victime va réagir d'une façon tout à fait personnelle et très différente par rapport à un abus. Il arrive qu'une personne soit beaucoup plus détruite par un simple exhibitionnisme que par un abus qui, objectivement, paraît beaucoup plus grave.

Un autre élément également signalé par Child Focus est la question importante du secret professionnel. C'est la base même du travail. Il faut savoir que ce secret est tout à fait indispensable pour pouvoir travailler avec, pour seule limite, l'intérêt supérieur à protéger et l'assistance à personne en danger. Personne parmi les travailleurs médicaux, sociaux, etc. n'a l'obligation de dénoncer. Ils ont l'obligation d'intervenir efficacement.

Enfin, il est vraiment important d'avoir des lieux totalement indépendants de tout pouvoir, quel qu'il soit (que ce soit le judiciaire ou le système d'aide à la jeunesse, etc.) et de toute hiérarchie. Les professionnels sont formés en permanence pour recevoir la parole, la guider et, sans exclusive, la comprendre – c'est le diagnostic – ainsi que pour apporter les soins et les suites nécessaires au cas par cas. On a besoin en outre d'une prévention efficace. C'est un élément qui a aussi déjà été souligné préalablement. Au niveau de SOS Enfants, nous sommes convaincus que la prévention la plus efficace est celle qui commence très tôt, c'est-à-dire avant la naissance. Une prévention anténatale est fondamentale car elle forme déjà les parents. Elle vise d'ailleurs tous les types de maltraitance.

**La présidente:** Je vous remercie, M. Bernard Parmentier.

Ik geef het woord aan de heer Stef Anthoni, directeur van het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling Antwerpen.

**Stef Anthoni:** Mijn naam is Stef Anthoni. Ik ben directeur van het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling van Antwerpen. Ik werk daar twintig jaar. Ik ben van opleiding psycholoog en seksuoloog.

Die twintig jaar geven mij de kans om de evolutie en de veranderingen in die jaren op dat terrein te kunnen beschouwen. Daarnaast heb ik ook heel wat ervaring op het vlak van trauma's. Ik spreek hier trouwens niet alleen namens het centrum in Antwerpen, maar namens de zes Vlaamse Vertrouwenscentra Kindermishandeling.

Die centra willen, naast de waardering van het werk van deze commissie en de commissie-Adriaenssens, ook hun respect uitdrukken voor de moed van alle slachtoffers die de stap gezet hebben om hun pijnlijke ervaringen te vertellen. Dankzij hun moedig optreden is dit politiek debat mogelijk. De Vertrouwenscentra Kindermishandeling zijn hoopvol dat dit tot een nog betere aanpak en zorg voor de huidige en mogelijk toekomstige slachtoffers kan leiden.

Na de zaak-Dutroux leek ons land onder een soort collectieve vorm van trauma gebukt te gaan. Internationaal werden wij erop aangesproken en soms ook aangekeken. Deze commissie geeft ons de kans om te tonen dat er in ons land op een verantwoorde en doordachte manier pistes uitgewerkt kunnen worden voor dit complexe probleem. Daarbij wil ik zeggen dat het belangrijk is dat dit debat met voldoende zin voor nuancering en respectvolle zorg kan gebeuren. Door het publieke karakter wordt een belangrijk standpunt ingenomen dat haaks staat op geheimhouding, schaamte en het grote zwijgen, dat situaties van seksueel misbruik op kinderen en volwassenen kenmerkt. Dat op zich is al een zeer belangrijke boodschap.

De zorgvuldig geformuleerde aanbevelingen van deze commissie zullen hopelijk een ijkpunt worden voor onze samenleving die lessen trekt uit het verleden en een zorgend draagvlak verleent voor kinderen die mogelijk in de toekomst nog zulke situaties zullen meemaken.

Ik wil kort stilstaan bij de werking van de Vertrouwenscentra Kindermishandeling. Mijn collega heeft daarvan al een deel toegelicht. Ik wil ook toelichten wat de ruime ervaring van de jarenlange werking ons geleerd heeft, om dan te eindigen met enkele suggesties en aandachtspunten die hopelijk de commissie zullen helpen in haar aanbevelingen.

De Vertrouwenscentra Kindermishandeling bestaan officieel sinds 1987. Daarvoor waren er pilootprojecten.

Het centrum in Antwerpen is opgericht in 1979 en heeft dus een geschiedenis van dertig jaar. De missie van de vertrouwenscentra is daarbij omschreven als het stoppen van intrafamiliale kindermishandeling en het kind helpen. Daarom kan iedereen die zich ongerust maakt over een kind contact nemen met een vertrouwenscentrum met het oog op hulp. Wij nodigen de betrokkene dan uit om feiten te erkennen en om samen met het centrum naar oplossingen te zoeken. Wij

moedigen het melden van kindermishandeling aan, niet vanuit een justitieel doel, maar omdat tijdige hulp een significant verschil kan maken voor de veiligheid en ook voor het herstel van het slachtoffer.

Kinderen moeten daarbij maximaal worden beschermd, want zij zijn heel kwetsbaar.

Wij moeten daarnaast ook erkenning geven aan de competenties van die kinderen en hun gezinnen. De weerbaarheid van kinderen en de positieve krachten in het gezin zijn noodzakelijke hulpmiddelen om tot verandering te komen en herstel mogelijkheden aan te spreken.

In die dertig jaar ervaring staat een aantal aspecten centraal. De vertrouwenscentra hebben een laagdrempelige aanpak. Zoals daarnet al werd gezegd, is het heel belangrijk dat wij zowel professionelen als mensen uit de leefomgeving van het kind aanmoedigen om bij ongerustheid en bezorgdheid contact te nemen. Net zoals bij mijn collega, zorgt die leefomgeving voor een kleine 50 % van het aantal meldingen aan de vertrouwenscentra, 45 tot 46 % op dit moment.

Al die mensen kunnen bij een Vertrouwenscentrum Kindermishandeling terecht voor deskundig advies, overleg, coaching en, waar nodig, het opzetten van een verder hulptraject. Er is een laagdrempelig meldpunt waar er geen wachtlijsten zijn, waar er permanent een hulpverlener bereikbaar is en ook na de kantooruren – 's avonds en in het weekend – bestaat een provinciaal vierentwintiguurs gsm-wachtsysteem om dringend advies in acute situaties te kunnen verstrekken.

Naast de vertrouwenscentra is het belangrijk dat er nog voldoende aanspreekmogelijkheden zijn. Dat is iets anders dan meldpunten voor slachtoffers. Aanspreekpunten zijn vlot bereikbaar voor kinderen en staan dicht bij hun leefwereld; ik denk aan leerkrachten, Centra voor Leerlingenbegeleiding, verpleegkundigen, Kind & Gezin, OCMW's, opvoedingsondersteuning enzovoort.

Door de veelheid van situaties waarin kinderen terecht kunnen, kunnen wij de beste garantie bieden voor een tijdige detectie. De huidige tendens tot sensibilisering van alle professionelen die in contact komen met kinderen, moet daarbij nog worden versterkt. Als voorbeeld kan ik u zeggen dat de vertrouwenscentra het afgelopen jaar bij de kinderopvang en bij alle situaties van 0- tot 6-jarigen een intensieve sensibiliseringscampagne hebben gevoerd bij

iedereen die daarmee professioneel te maken heeft.

Het claimen van alle situaties door één instantie zal volgens ons een afschrikkingseffect hebben.

Er zullen onnodige drempels worden opgeworpen door mensen die zich gaan bezinnen of zij wel het recht hebben om zich te moeien met het privéleven van anderen. De stap om zich te melden blijft nog steeds groot. Het NIMBY-effect, *not in my backyard*, maakt nu eenmaal deel uit van ieders verlangen naar veiligheid. Dat verlangen houdt mensen vaak tegen om een signaal uit te sturen. Wij zien aarzelende melders, zeker bij risicosituaties, ook bij niet-professionelen. Wij hebben vaak te maken met situaties bij jonge kinderen, ook bij seksueel misbruik. Internationaal situeert de gemiddelde leeftijd van seksueel misbruik zich rond tien jaar. Dat is jong en het gemiddelde duidt erop dat er heel wat situaties zijn met nog jongere kinderen. Het is heel essentieel om dan bij de nodige ongerustheid vlot een stap te zetten. De huidige stand van de wetenschap maakt het overduidelijk dat snel reageren en kunnen ingrijpen figuurlijk en soms ook letterlijk van levensbelang is. Effecten op de ontwikkeling van kinderen, zoals hechtingsstoornissen, posttraumatische stressstoornissen evenals de effecten op de ontwikkeling van het brein, zijn intussen wetenschappelijk onderbouwd en erkend. Daarover kan ik lang uitweiden, maar dat zal ik niet doen. Wij kunnen er eventueel nog op terugkomen.

Ik heb in de tekst cijfers meegegeven. In de eerste tabel ziet u dat wij nu nog, tussen 2004 en nu, nog steeds een groeiende aanmeldingscurve hebben bij de Vertrouwenscentra Kindermishandeling. Wij menen dat dit te maken heeft met een groeiende alertheid van de samenleving. Wij hopen dat onze goede werking daar ook zijn deel toe bijdraagt. Afgelopen jaar zijn er bij de Vlaamse vertrouwenscentra meer dan tienduizend kinderen gemeld, voor allerlei vormen van kindermishandeling. Dat wil zeggen: negenentwintig kinderen per dag, weekends en feestdagen inbegrepen.

Van meldpunt tot zorgverantwoordelijkheid. Het is belangrijk in de werking van vertrouwenscentra dat zij niet alleen een meldpunt zijn, maar ook kunnen instaan voor de verdere zorg bij crisissituaties. Ik verwijs naar Child Focus, waar na een telefoon ook opvolging kan gebeuren. Dat is essentieel. De huidige tendens tot het installeren van allerlei meldpunten die weer eens

een doorverwijskanaal volgen, is net niet hetgeen waaraan de mensen volgens ons nood hebben. Mensen hebben nood aan organisaties die mee zorgverantwoordelijkheid nemen. Dat betekent dat bij contactname van een melder ook vragen worden gesteld rond risico-inschatting en dat er een inschatting wordt gemaakt van de nodige zorg en bescherming. Een vraag om advies stopt soms niet bij het advies, maar zal dikwijls een contactname worden om verdere hulp te installeren.

Waar nodig zetten de VK's die verdere stappen.

Met procesdiagnostiek maken de VK's een analyse van de mogelijkheden en beperkingen van het gezin en van de ouders. Zo wordt er samen met het kind een hulplan opgesteld.

De inschatting van de responsiviteit en de mogelijkheden van de ouders is daarbij een zeer belangrijk gegeven. Is het ook voor hen duidelijk dat er problemen zijn? Kunnen zij gevolg geven aan de bezorgdheid voor kindermishandeling? Kunnen zij zorgen voor veiligheid en herstel van hun zoon of dochter? Hebben zij mogelijkheden om te veranderen?

De VK's, de Vertrouwenscentra Kindermishandeling, steken daarbij hun voet tussen de deur. Onze medewerkers bemoeien zich met het gezinsleven van anderen en investeren stevig in het motiveren van ouders om een verschil te maken voor hun kinderen. Zij doen dit geïnspireerd door de kinderrechten.

Tegelijk zullen de centra ook niet aarzelen om gebruik te maken van hun spreekrecht of van hoogdringendheid als dat de enige weg naar veiligheid is voor een kind. Ik heb het zelf nagekeken. Ik denk dat het de afgelopen vijf jaar, in dossiers waar wij reëel met de gezinnen aan het werken zijn, in 5 % van de situaties gebeurd is dat wij, vanuit die werking met dat gezin, de stap gezet hebben naar Justitie. Dat is dus een gegeven dat zich frequent voordoet.

Seksueel misbruik als een van de vormen van kindermishandeling. Ik weet dat deze commissie de nadruk legt op seksueel misbruik, maar sta mij toch even toe om er de nadruk op te leggen dat de neiging bestaat om al die vormen te onderscheiden: fysieke mishandeling, emotionele mishandeling, verwaarlozing, seksueel misbruik. Voor het kind, het kind dat slachtoffer is, is er echter slechts één vorm, namelijk de mishandeling die het ondergaat. De meeste slachtoffers leven bovendien in een complex

geheel van geweld en verwaarlozing. Dat dreigen wij te missen als wij sterk de nadruk gaan leggen op een of andere vorm van kindermishandeling, zoals seksueel misbruik.

Als men luistert naar de verhalen van kinderen, als men de verslagen leest van de commissie-Adriaenssens, dan ziet men dat wat steeds weer bovendien vooral de emotionele factoren zijn die op het verdere leven wegen: de angst, de schaamte, het geschokte vertrouwen, de eenzaamheid, de nood om gehoord te worden, erkenning te krijgen; wij hebben dat daarstraks nog gehoord. Dat is wat het meest beklijfd. Ik meen dat de commissie ook de verantwoordelijkheid heeft om die complexiteit mee te nemen.

Ik heb achteraan ook een tabel gestoken. U ziet daar het aandeel bij de Vertrouwenscentra Kindermishandeling van seksueel misbruik. U ziet dat dit sinds een aantal jaren vrij stabiel is en dat dit over iets meer dan 20 % gaat. Wat men in een tabel veel moeilijker kan uitleggen, is het parallel lopen van vormen. Heel vaak zien wij dat er naast seksueel misbruik ook andere vormen van emotioneel geweld en dergelijke aan de gang zijn.

Die zijn moeilijker juridisch te vertalen, maar ze hebben zeker een heel grote weerslag op de ontwikkeling van kinderen. Dat verklaart waarom de effecten van kindermishandeling ongeacht de vorm vaak gelijklopend zijn. Als we het wetenschappelijk onderzoek daarop nakijken, dan zien we zeer grote parallellen, ook als het gaat om emotionele mishandeling, net hetzelfde als bij seksueel misbruik.

Het kind dat slachtoffer is als uitgangspunt nemen. In 1997 stond het reeds in grote letters in de aanbevelingen van het eindrapport van de nationale commissie tegen seksueel misbruik van kinderen. De nationale commissie stelt dat iedere opvang van het kind dat slachtoffer is van seksueel misbruik dient te starten bij de noden van het kind zelf. Men dient zich daarbij te laten leiden door respect voor de hulpvraag van het slachtoffer. Deze aanbeveling geldt nog onverkort. De Vertrouwenscentra Kindermishandeling nemen dit ook nog steeds als uitgangspunt. Wil een kind klacht indienen, dan zullen wij al het nodige doen om dat zo goed mogelijk te leiden en te zorgen dat de klacht er kan komen op de plaats die daar het best voor geschikt is. Wil een kind hulp, dan zal dat het uitgangspunt zijn, tenzij de veiligheid van het kind in het gedrang is. Wil het kind beide, dan zal er mee gezocht worden naar een zo goed mogelijke samenwerking tussen beide pistes,

zodat hulp voor het kind en klacht tegen de dader elkaar niet voor de voeten lopen, maar samenwerken. We merken dat ook Justitie vragende partij is om deze werkwijze te kunnen hanteren. Het protocol kindermishandeling van Justitie en de teksten van het op stapel staande "protocol van moed" zijn verder gebouwd op de piste van een uitgebreidere samenwerking. Ook politiemensen signaleren ons wel vaker hoe zij na een eerste gesprek met een kind waar ze bij geroepen zijn, toch de piste van hulp als heel belangrijk naar voren schuiven en dan vaak in een moeilijke situatie komen.

U hoort mij in dit verband ook vaak spreken over kinderen die het slachtoffer zijn van kindermishandeling en seksueel misbruik. Het is belangrijk voor de waardigheid en het respect voor kinderen en volwassenen dat wij hen door ons taalgebruik en nood tot dadendrang niet verenigen tot hun slachtofferschap. Daardoor ontnemen wij ze net een bestaan daarbuiten en hypothekeren we hun kansen op herstel.

In de Vertrouwenscentra Kindermishandeling in gesprekken met volwassenen gaan wij ook hun verhaal beluisteren. Heel vaak merken wij dat ook die volwassenen een geschiedenis hebben, waarbij een of andere vorm van mishandeling in het verleden gespeeld heeft. Dat is geen lineair gegeven. Het is niet omdat zij dit meegemaakt hebben, dat dit gaat gebeuren, maar het komt toch frequent voor. Ook met hen gaan wij dan kijken wat er verder nodig is. Soms kan dit ook wel eens in een klacht resulteren omdat het niet alleen over intrafamiliale zaken, maar soms ook over extrafamiliale zaken gaat.

Dat sluit aan bij de volgende thematiek: intrafamiliaal versus extrafamiliaal misbruik. Mevrouw Kloeck heeft de complexiteit daarvan ook al aangegeven. Het model van de Vertrouwenscentra Kindermishandeling sluit het best aan bij intrafamiliale kwesties. Daar hebben kinderen, hun gezin en familieleden, het meest te winnen om zich mee te engageren in hulp, de meeste nood aan erkenning. De herstel mogelijkheden zijn daar dikwijls reeds aanwezig.

Maar wij merken dat veranderingen in de samenleving het rigoureus onderscheid tussen intra- en extrafamiliaal misbruik door de jaren sterk gerelativeerd heeft. De huidige samenlevingsvormen maken het begrip "familie" trouwens tot een zeer complexe definitie. Ook deze commissie worstelt met die complexiteit. Wat is een gezagsrelatie? Zijn ouders en

opvoeders niet bij uitstek de primaire gezagsrelatie? Voor kinderen zijn zij alvast de natuurlijke gezags- en hechtingsfiguren. De impact van kindermishandeling door die figuren laat daardoor heel veel sporen na. Wij zien bij de heer Vangheluwe dat hij niet alleen aangesproken kan worden op zijn toenmalige positie binnen de Kerk, maar ook als oom van het slachtoffer. Uit die gezagsrelaties binnen de familiestructuur, als ouder, als grootouder, als nonkel, als tante, kan men niet ontzet worden.

Ook bij andere geschiedenissen merken wij dat de term gezagsrelatie niet alleen te maken heeft met de uiterlijke kenmerken van de positie, maar vooral met een vertrouwensband en met de afhankelijkheid die gegroeid is. Voor kinderen gaat het niet over intra- of extrafamiliaal misbruik. Het gaat over het misbruik door iemand die zij vertrouwen. De vernietigende sporen daarvan zijn vele jaren later, ook in volgende relaties, nog steeds zichtbaar.

Daarnaast worden de Vertrouwenscentra Kindermishandeling de jongste jaren ook frequent gevraagd om bij andere situaties van seksueel misbruik aan crisisinterventie te doen. We denken dan bijvoorbeeld aan seksueel misbruik in voorzieningen, in internaten, in scholen. In de media zijn er de jongste jaren een aantal van die situaties naar voren gekomen. Het gaat om situaties waar feiten met kinderen en jongeren gebeuren. De impact daarvan op kinderen, op groeps- of klasleden, op ouders, op opvoeders en leerkrachten, drijft ons tot een complexe en snelle aanpak. Waar het misbruik door externe volwassenen gebeurt in die situaties, wordt er steevast sterk op aangedrongen dat de desbetreffende inrichtende macht klacht indient. Maar ook dan blijft de zorg voor de slachtoffers en alle betrokkenen iets wat snel georganiseerd dient te worden. Daardoor strekt de bemoeizorg van de centra zich gaandeweg ook uit tot die domeinen.

Dat brengt mij automatisch bij een volgende aanbeveling: samenwerking. Na de onthullingen over misbruik in de Kerk, bestaat het gevaar dat men weer op zoek gaat naar de beste manier van reageren.

Schokkende gebeurtenissen wekken gevoelens van kwaadheid, verontwaardiging en wraak op. Daardoor neigen wij te grijpen naar repressieve oplossingen en worden situaties vlugger over dezelfde kam geschoren. Men dreigt dan te vervallen in de discussie wie het nu voor het zeggen heeft en waar welke beslissing over meldingen met geweld genomen moet worden.

Maar dat is een oneigenlijk debat. Dat is daarstraks ook al gezegd. Niemand heeft een sluitend en allesomvattend antwoord in huis. Dat is net eigen aan de problematiek van kindermishandeling en van mishandeling. Justitie en hulpverlening hebben elkaar nodig om mishandeling te bestrijden.

De jongste jaren zijn er op dat vlak positieve stappen gezet. Mevrouw Kloeck heeft daarnaar verwezen. Er is samenwerking tussen Justitie en hulpverlening. Door de betrokken ministers zijn protocollen ondertekend waar heel wat waardevolle elementen in opgenomen zijn. Een aantal van die initiatieven moet wel nog geïntensifieerd worden. Zij lijken nu te langzaam te lopen, vaak bij gebrek aan middelen en tijd. Het is erg moeilijk dat uit te leggen aan kinderen die het slachtoffer zijn. Wij denken vaak dat het *too little too late* is. Daar kan echt meer gebeuren.

In Antwerpen zijn wij al geruime tijd bezig met voorbereidende gesprekken om de samenwerking met de parketten verder uit te testen. *Good practice*, knelpunten, de juridische vragen aangaande beroepsgeheim, daarmee zouden wij op het terrein verder willen gaan.

De sfeer die er nu is, die positief is en toch tot een aantal initiatieven kan leiden, moet nu groeien tot een reële testfase. Ik heb al naar het "protocol van moed" verwezen. Ik meen dat wij nu moeten komen tot een reëel uittesten daarvan op het terrein, om dan te kijken hoe het verder geïmplementeerd kan worden in de andere arrondissementen.

Pleiten voor een globale aanpak betekent: een evenwicht tussen zorgaanbod en verantwoordelijkheid. U hebt al begrepen dat ik niet pleit voor het invoeren van een meldingsplicht. Het grootste deel van de situaties inzake seksueel misbruik gaat over intrafamiliale situaties. Meldingsplicht zal daar net in het omgekeerde resulteren: dat men minder gaat melden, dat kinderen afgeschrikt worden, dat mensen niet meer met hun zorgvraag in hun omgeving terecht kunnen en zich de bedenking gaan maken dat zij verklikken, verdacht maken enzovoort.

Het bestaande brede veld moet wel meer ondersteund en uitgebouwd worden. De intensifiëring van preventie is belangrijk.

Daarnaast blijft de terechte bedenking of er geen beter systeem kan worden uitgewerkt om mannen die met kinderen werken in gezagsrelaties, waarbij sterke aanwijzingen zijn van seksueel misbruik,

aan te melden. De praktijk dwingt mij te zeggen dat er op dat vlak al veel veranderd is.

Terwijl men twintig jaar geleden directies erg moest overtuigen om de desbetreffende medewerker niet gewoon te ontslaan, maar om een klacht in te dienen, is die praktijk gelukkig drastisch gewijzigd. Een school, een voorziening, behoudt nu zijn goede reputatie als het krachtdadig optreedt in een situatie en niet als het overgaat tot een doofpotoperatie. Dit is nu wel algemeen aanvaard, gelukkig maar.

Toch kan er op dat vlak nog verbetering komen. Niet alle voorzieningen of organisaties hebben nu een protocol waarin opgenomen wordt welke stappen zij dienen te zetten. Een richtlijn op dat vlak is alvast een belangrijke verdere stap in de goede richting, ook bij organisaties waar vrijwilligers die organisatie schragen – op dit terrein ontbreekt nog vaak een code – zoals sportverenigingen en jeugdverenigingen. Een betere regelgeving lijkt ons hier op zijn plaats.

Binnen Integrale Jeugdhulp in Vlaanderen heeft men ondertussen ook begrepen dat een algemene visie moet worden ontwikkeld om hulpverleners alert te blijven maken op situaties waar een ingrijpen noodzakelijk is. Men spreekt dan van situaties van maatschappelijke noodzaak. Ook daar is een traject lopende.

In Nederland, waar op dit moment een soortgelijk debat over meldplicht gevoerd wordt naar aanleiding van enkele fatale overlijdens bij erg jonge kinderen, opteert men voor een systeem van een meldcode die vanaf dit jaar, 2011, ingevoerd is. Daarbij zijn professionelen verplicht om bij een vermoeden van kindermishandeling en huiselijk geweld een aantal vastgelegde stappen in acht te nemen, zoals de mogelijkheid om te overwegen een advies te vragen bij het AMK – Advies- en Meldpunt Kindermishandeling, de Nederlandse variant van de Vertrouwenscentra Kindermishandeling – of bij het Steunpunt Huiselijk Geweld, want die meldcode gaat over beide.

Bij mishandeling door een professioneel is er ook in een meldplicht voorzien aan het bestuur. Responsabilisering wordt daardoor verhoogd en volgens Nederlands onderzoek zou dit leiden tot een verdrievoudiging van het aantal gemelde situaties. Als die cijfers ook bij kindermishandeling bevestigd worden, lijkt mij dit iets waar wij moeilijk naast kunnen kijken en waar wij nog iets mee moeten doen. Wij moeten in de mogelijkheid voorzien dat de bestaande organisaties, zoals de

vertrouwenscentra, uitgerust worden om deze vragen te beantwoorden.

Een goed evenwicht tussen ruimte om te onderhandelen in een sfeer van vertrouwen, en anderzijds gezag en macht om in te grijpen als bescherming van het kind, zijn internationaal aanzien als belangrijke criteria. Ook hier sluit mijn betoog daarbij aan.

Ik wil nog even zeggen dat er steeds blijvende aspecten zijn van specifieke thema's waar we aandacht aan moeten geven. Maatschappelijke tendensen verschuiven. Wij zien dat ook gebeuren. Daardoor komen er steeds andere thema's naar voren. Ik denk dan aan emotioneel geweld bij kinderen die getuige zijn van partnergeweld of die het slachtoffer zijn van aanslepende vechtscheidingen. Het is belangrijk dat deze thema's ook een plaats krijgen, en de nodige aandacht en onderzoek in de politieke agenda.

Een van de elementen die onze centra de voorbije vijf à tien jaar sterk zien stijgen, is het misbruik dat door minderjarigen wordt gepleegd. Deze vorm wordt steeds meer gesignaleerd. Vaak blijkt het daarbij ook om ernstige vormen van seksueel misbruik te gaan.

Vroeger werd seks tussen minderjarigen vooral afgedaan als een vorm van experimenteergedrag en als een initiatieritus. Nu wordt steeds meer het onderscheid gemaakt tussen experimenteren en ernstige vormen van seksueel misbruik, zoals frequent misbruik met orale en anale seks. Zulks gebeurt ook vooral in familie- en gezinskring.

Onderzoek ter zake wijst uit dat een kleiner deel van de populatie van de bedoelde, jonge plegers van seksueel geweld later ook een kans op een verstoorde ontwikkeling maakt, soms een pedofiele manier om met seksualiteit om te gaan. Het zou daarbij om maximaal 10 % gaan.

Onze centra ontwikkelen ook voor deze situatie een complex hulpverleningstraject, met zorg voor het kind dat slachtoffer is, voor de jongere die pleger is en voor de ouders of de familie waartoe beide kinderen behoren. Men moet het maar meemaken: ouder zijn van een gezin waar zowel een pleger van seksuele feiten als een kind of kinderen die van dergelijke feiten het slachtoffer zijn, samen onder één dak leven.

Een complex aanbod is ter zake nodig, om in goede hulp en de nodige zorg te voorzien. Ook op dat vlak is er nog nadere uitwerking nodig, om de

hulpverlening verder te kunnen installeren voor iemand die met de gezinsdynamiek aan de slag kan en een goede screening kan maken. Extra investeringen zijn zeker nodig.

Net zoals mijn collega's wil ik hier eindigen door enkele suggesties te doen.

Ik heb het al gezegd: investeren in de samenwerking tussen Justitie en hulpverlening is cruciaal. Mogelijk is een regelmatige rapportage aan de commissie voor de Justitie en de commissie voor Welzijn een goede manier om het voorgaande nader op te volgen. Het uitgangspunt ter zake moet de zorg voor het mishandelde kind blijven. Een zelfde visie en aanpak van de parketten en de hulpverlening is daarbij nodig.

Ik heb onlangs de kans gehad een studie in te kijken die in de loop van 2011 zal worden gepubliceerd. Het gaat om een internationale studie, die in Oxford wordt gepubliceerd. In de studie worden de *child protection systems* in de Verenigde Staten en in een aantal Europese landen met elkaar vergeleken. De studie beoogde na te gaan wat, na alle ervaringen, nu het beste systeem was.

De studie komt in feite tot de conclusie dat het beste systeem niet bestaat. Er is een cultuur waarbinnen een land functioneert, ofwel een cultuur waarbij de bescherming op het eerste plan komt, ofwel een cultuur waarin zorg en dergelijke, zoals in ons land, naar voren worden geschoven. De laatste tien jaar ziet men echter dat die culturen steeds dichterbij elkaar komen en hoe in goede situaties samenwerking tussen Justitie en hulpverlening tot de beste aanpak leidt.

Ik denk dat dit een boeiend gegeven is om verder op te werken. Ik hoop dat de commissie ook nog voldoende aandacht ervoor zal hebben dat de aanbevelingen van de commissie betrekking zouden hebben op alle situaties van seksueel geweld en dus ook van toepassing zouden zijn op het merendeel, namelijk intrafamiliale situaties. Ik heb al gewezen op het belang van protocolafspraken voor de organisaties. Ik meen dat ook daar nog stappen gezet kunnen worden. Het Nederlands model van een meldcode kan ons daarbij helpen.

De verdere uitbouw van de sensibilisering van professionelen en het trainen zijn daarstraks ook al aan bod gekomen. Dat zijn wezenlijke onderdelen. Wij merken dat aan de vertrouwenscentra steeds meer gevraagd wordt hoe men ouders moet aanspreken en hoe men

met kinderen over zorg moet spreken. Het trainingsaspect begint een grotere plaats in te nemen. De vragen nemen, gelukkig, alsnog toe. Dat is een belangrijke tendens.

Preventiecampagnes moeten met regelmaat georganiseerd worden. Het is belangrijk om dit te doen, omdat de overheid zo duidelijk maakt dat wij een zorgende samenleving betrachten waarin men aandacht aan dit probleem schenkt en dat dit thema hoog op de agenda blijft staan. Dat zal mensen stimuleren om hulp te zoeken en om ongerustheid kenbaar te maken, op een volwassen manier. Het stimuleert een zorgzaam handelen en werpt een dam op tegen een angstige samenleving.

Het verder uitbouwen van de hulpverlening en de samenwerking tussen de Gemeenschappen is belangrijk. Ik denk daarbij niet alleen aan de Vertrouwenscentra Kindermishandeling en de versterking. Wij hebben bij de minister van Welzijn een plan ingediend. Er zijn ook andere initiatieven. In Berlijn is er bijvoorbeeld een initiatief geweest waarbij men aan mogelijke daders van seksueel geweld de kans bood om hulp te krijgen. Tot grote verrassing van heel wat mensen is daarop een grote reactie gekomen. In Berlijn is er een ziekenhuis dat daarvoor een aanbod gedaan heeft. Honderden mannen zijn daarop ingegaan en hebben daarop een beroep gedaan. Dat is alvast een soort preventieve piste waaraan verder kan worden gedacht.

Wij denken dat het geen zaak is van ronkende verklaringen, maar van ernstige inspanningen. Zoals mevrouw Kloeck, wil ook ik besluiten met bescheiden te zijn. Kindermishandeling uit de wereld helpen, is, vrees ik, een illusie. Cijfers uit *The Lancet* illustreerden in 2008 – het betrof een uitgebreide, wereldwijde, vergelijkende studie – dat het probleem zeer groot is.

Dat mag echter geen excuus zijn en het mag ons zeker niet tegenhouden om al het mogelijke te doen om preventief situaties te voorkomen en curatief zo snel mogelijk in te grijpen. Het blijft een belangrijke aanzet en intensifiëring van de inspanningen en middelen zijn daarbij zeker en vast nodig.

Daarbij wil ik ook zeggen dat er al belangrijke zaken zijn gerealiseerd, die nu een verdere keuze en engagement behoeven. Dat is ook een belangrijke boodschap die op zijn minst ook wel wat hoop uitstraalt. Hulpverlening en Justitie zijn beter georganiseerd dan tien jaar geleden.

Situaties van kindermishandeling worden vroeger gemeld. Wij zien bij de vertrouwenscentra dat een derde van het aantal meldingen van kindermishandeling gaat over kinderen die jonger zijn dan zes jaar. Dat wil zeggen dat wij er sneller bij zijn, adequater kunnen optreden en dat er meer kans tot herstel is. Ik denk dat dit belangrijk is.

Ook deze commissie is er gekomen dankzij de gedrevenheid van mensen die iets willen verbeteren en die een aanpak willen, niet alleen voor wat vroeger is gebeurd, maar ook voor de toekomst.

Wij denken dat een doortastende visie en een daadkrachtig beleid daarop een goed antwoord zullen bieden. Wij wensen de commissie daar dan ook alle succes mee.

**La présidente:** Dank u, mijnheer Anthoni.

Je passe immédiatement la parole à M. Daniel Martin, président du Forum National pour une politique en faveur des victimes.

**Daniel Martin:** Madame la présidente, mesdames et messieurs les commissaires, je vous remercie de donner l'opportunité au Forum National d'exposer ses réflexions et ses positions sur cette importante matière.

Pour mémoire, le Forum National a été créé en 1994 à la suite d'une motion de la Chambre des représentants. C'est tout naturellement que ses réflexions peuvent alimenter les travaux ultérieurs de cette institution.

Je vous présenterai, dans cette introduction, un état de la réflexion inspirée par deux des thématiques qui ont occupé nos travaux au cours des six derniers mois. Il s'agit, d'une part, de l'examen des conclusions de la commission Adriaenssens, que nous avons essayé d'interroger à la lumière de la politique en faveur des victimes et de ses principes et, d'autre part, du suivi des protocoles d'accord de juin 2009 qui visent à la mise en place d'accords de coopération en matière d'assistance aux victimes.

Nous avons fait cette double démarche en parallèle avec un travail d'évaluation de l'accord qui existe déjà entre l'État fédéral et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes.

Le projet d'avis rédigé par notre Forum à la suite des conclusions de la commission Adriaenssens commence par le rappel des principes fondateurs

de la politique en faveur des victimes car il nous semble qu'en la matière, il n'y a pas lieu de se départir des principes et des objectifs qui ont guidé jusqu'à présent toutes nos réflexions et nos recommandations. Je voudrais les résumer brièvement.

Dans les objectifs de la politique en faveur des victimes, il s'agit de prévenir la victimisation secondaire, celle qui peut s'ajouter à la victimisation initiale lorsque les réponses que notre société apporte à la situation de victimisation ne sont pas appropriées. Il s'agit par ailleurs de contribuer au rétablissement des victimes et, de ce point de vue, deux aspects paraissent plus spécialement importants: la restauration du lien social, souvent perturbé à la suite d'une infraction – c'est certainement le cas en matière d'abus sexuel – et la réparation des dommages, qui peut prendre des formes multiples en fonction de chaque victime.

Les principes de base peuvent être résumés de la manière suivante. Il s'agit de considérer la victime comme acteur de son propre parcours, ce qui implique de créer un cadre favorable pour qu'elle puisse exercer ses droits. Il s'agit de lui apporter une assistance pour qu'elle puisse poser ses propres choix dans les meilleures conditions, notamment en étant bien informée, en s'abstenant de décider à sa place ce qui serait bon ou mauvais pour elle. C'est ce qu'on appelle parfois le principe de non-substitution. Il s'agit de ne pas faire peser sur les victimes des responsabilités qui reviendraient à l'État. Nous pensons en particulier à cette responsabilité essentielle qui est celle de décider en matière de poursuite, de sanction et d'exécution des peines. L'élaboration d'une politique cohérente en faveur des victimes passe, nous semble-t-il, par une nécessaire concertation entre différentes autorités et instances concernées.

Il s'agit d'éviter une dispersion des moyens, qui sont toujours limités, d'éviter les doublons, d'éviter aussi au contraire des lacunes qui peuvent être dramatiques. Il importe dans cette perspective d'éviter la création d'instances supplémentaires qui se superposent au dispositif existant souvent sans qu'une réflexion préalable ait eu lieu sur la pertinence et la plus-value de cet apport.

Un quatrième principe est celui que j'appelle le principe de coopération. Nous sommes dans un pays complexe, caractérisé par l'éclatement des compétences entre plusieurs niveaux de pouvoir et de nombreuses autorités. Il importe donc, plus encore dans notre pays que dans un autre,

d'organiser de manière optimale la politique en faveur des victimes et ce n'est possible que via des accords de coopération.

Ceux-ci doivent intervenir, notamment en ce qui concerne la répartition des tâches entre les différents intervenants, le relais des victimes qu'il s'agit d'organiser depuis les dispositifs de première ligne vers des formes de prise en charge plus élaborées. Il s'agit, enfin, de s'assurer que les structures de concertation que l'on met en place fonctionnent effectivement.

De tels accords ont été élaborés dès 1998. C'est le cas en particulier d'un accord entre l'État fédéral et la Communauté flamande, qui a été ratifié et mis en vigueur depuis une dizaine d'années. Il est en cours d'évaluation. Un accord similaire – on le sait parfois moins bien – a été signé à la même époque avec la Région wallonne et la Communauté française, mais celui-là n'a jamais été ratifié. Il a, toutefois, heureusement inspiré plusieurs réglementations en matière d'assistance policière, d'accueil dans les tribunaux ou d'aide psychosociale. On peut ainsi parler d'une certaine expérience du modèle préconisé par cet accord, même s'il n'a jamais reçu valeur légale.

Une nouvelle, et j'espère importante étape, a été franchie en juin 2009 avec l'adoption simultanée d'une série de protocoles impliquant l'État fédéral, les trois Communautés, la Région wallonne et les Commissions communautaires pour Bruxelles. Les parties de ces différents protocoles ont souhaité qu'un accord de coopération soit conclu dans les 18 mois suivant leur signature. Cela signifiait avant le 31 décembre 2010. Un groupe de travail composé de représentants des différentes parties a été chargé de finaliser ces textes et le Forum National de coordonner les travaux nécessaires. Ce travail a été réalisé de janvier à juin 2010. Le groupe de travail a examiné chacun des projets avec un double souci: clarifier les différentes définitions, les répartitions de compétences, les harmoniser dans toute la mesure du possible pour que les trois accords de coopération soient le plus proche l'un de l'autre, tenir compte dans ce travail de l'évaluation en cours de l'accord flamand et, éventuellement, repérer les aménagements de cet accord qui seraient nécessaires, compte tenu de l'existence à l'avenir de quatre textes.

Ce travail a été achevé au début du mois de juin. Les textes élaborés à cette occasion ont été transmis aux différents partenaires, signataires. Il était prévu que dès la mise en place du gouvernement fédéral, une dernière rencontre

inter-cabinets serait organisée et que le travail en vue de la signature puis de la ratification de ces textes se poursuivrait selon les procédures prévues en la matière. L'échéance du 31 décembre 2010 est dépassée; vous le savez: nous n'avons pas de gouvernement. Donc, les trois accords de coopération auxquels on a travaillé pendant de longues années ne sont toujours pas signés.

Que peut-on dire de l'évaluation de l'accord de coopération flamand? Tout d'abord, celle-ci a été réalisée avec des moyens relativement modestes, via un questionnaire adressé aux conseils d'arrondissements judiciaires flamands. Ces conseils font partie du dispositif, des instances, des moyens de concertation qui ont été prévus dans l'accord flamand: il était donc naturel de se tourner vers ces lieux de concertation au plan local afin de voir comment l'accord qui était mis en application depuis une dizaine d'années semblait répondre aux objectifs formulés.

Par ailleurs, les changements institutionnels intervenus dans notre pays, notamment les changements importants dans la police et dans la justice ainsi que la perspective de nouveaux accords de coopération constituaient une occasion intéressante de prendre position par rapport à l'état du texte déjà plus ancien de 1998. Ce travail a montré que certaines dispositions de l'accord devaient être actualisées mais aussi qu'il subsistait des problèmes sur le terrain, notamment sur un point névralgique dans cet accord de coopération, à savoir le système de renvoi des victimes vers les structures d'aide.

On estime généralement qu'un système de renvoi efficace suppose d'une part une procédure clairement définie et une mise en œuvre effective de cette procédure par les services de première ligne et d'autre part que les services d'aide aux victimes disposent de moyens suffisants afin de pouvoir proposer rapidement un accueil et un encadrement appropriés aux victimes qui ont fait l'objet de ce renvoi et qui – je le précise au passage – ont donné leur accord à cette orientation, à ce renvoi.

Disons d'emblée que la charge de travail dans les services d'aide aux victimes est très importante. Certains sont déjà confrontés à une limitation de leur offre par rapport à la demande et à une liste d'attente. Néanmoins, les services interrogés continuent à estimer qu'un système de renvoi est nécessaire, qu'il devrait même être renforcé, amélioré dans le sens où il n'est encore utilisé que de manière irrégulière par les services de police.

Tout ce qui était dans l'accord de coopération de ce point de vue-là a été traduit depuis de nombreuses années en directives nationales, qu'il s'agisse de l'ancienne circulaire OOP 15ter sur l'assistance policière aux victimes ou de la circulaire plus récente GPI 58 qui tient compte de la nouvelle infrastructure de la police. À côté de la mise en œuvre effective de ces dispositions, plusieurs points sont soulevés au sujet de l'axe policier du dispositif. Il faut savoir que l'un des objectifs de la réforme repris dans la circulaire GPI 58 était d'élargir le dispositif d'assistance policière aux victimes à la police fédérale et de ne pas le limiter à la police locale. De ce point de vue, les partenaires sur le terrain constatent que l'assistance aux victimes par la police fédérale manque encore de visibilité et qu'il n'est pas toujours facile pour les intervenants de déterminer la part des tâches qui peut être accomplie par la police fédérale.

Le problème de l'information des victimes par la police reste important. Bien entendu, une amélioration est intervenue depuis l'introduction d'une attestation de plainte uniforme mais l'information orale reste indispensable. Or il semble que les fonctionnaires de police soient encore relativement mal à l'aise par rapport à ce rôle.

L'attestation de plainte uniforme ne dispense pas le fonctionnaire de police de toutes les autres tâches mentionnées dans la GPI 58.

Le groupe de travail qui a travaillé sur l'évaluation de l'accord de coopération par le Forum pointe aussi l'absence d'un point de contact au sein du ministère de l'Intérieur. Vous devez savoir que l'accord de coopération prévoit un tel point de contact pour chaque instance, pour chaque ministère. Il n'a pourtant pas encore été défini pour la police. Or c'est un élément essentiel du dialogue permanent qui doit exister entre les différents départements, qui permet une réflexion et un suivi appropriés de tels accords.

Dans le passé, la police générale du Royaume au sein du ministère de l'Intérieur jouait ce rôle, mais cette fonction a disparu avec la réforme de la police intégrée à deux niveaux.

En ce qui concerne le pôle Justice, l'évaluation en cours met en évidence la nécessité de renforcer la mission structurelle du personnel en charge de l'accueil des victimes au sein des parquets et des maisons de justice.

Il faut savoir que, dans la définition de l'accueil des victimes au sein des juridictions, il a toujours été conçu que deux types de missions principales devaient se conjuguer: des missions de prise en charge individuelle et des missions structurelles qui devaient permettre de contribuer à la sensibilisation de l'ensemble du personnel des parquets. Ce n'est pas seulement le service d'accueil des victimes qui doit être sensibilisé à un traitement adéquat des victimes; c'est l'ensemble des personnels, des intervenants au sein des juridictions.

Par ailleurs, de grosses lacunes restent encore en ce qui concerne la tenue des victimes au courant des décisions de poursuites, décisions du parquet. Il est évidemment intéressant d'avoir renforcé le droit des victimes en la matière, mais on a aussi augmenté les attentes des victimes. Il reste difficile de ne pas satisfaire ce droit fondamental à l'information dans tous les cas où des plaintes ont été déposées.

En ce qui concerne la politique d'orientation systématique des victimes prévue par l'accord de coopération, en particulier pour le cas de victimes de violences, le groupe de travail constate que, face à la grande fragmentation du paysage de l'aide et à la diversité des catégories de victimes qui sont à prendre en considération, souvent les intervenants de première ligne se posent les questions suivantes: quand faut-il orienter? Comment faut-il orienter? Vers qui faut-il orienter? Quelles victimes faut-il orienter?

Il y a des procédures définies dans l'accord de coopération, mais du point de vue de l'application quotidienne, il semble que ces dispositions ne soient pas encore suffisamment concrètes, pas suffisamment précises et qu'elles créent donc des difficultés dans leur mise en œuvre.

Le deuxième aspect de mon intervention portera sur les recommandations que le Forum pense pouvoir formuler dans le cadre des réflexions actuelles en matière d'abus sexuels dans une relation pastorale ou dans une relation d'autorité du point de vue des principes de la politique cohérente en faveur des victimes que je viens de résumer et par rapport à la question de savoir si des accords de coopération, tels qu'ils ont été conçus, devraient être de ce point de vue revisités et éventuellement complétés.

Je ne développerai pas tous les aspects mais je voudrais simplement en évoquer trois.

Au sujet de la prescription des infractions

sexuelles commises sur des mineurs – c'est une question dont vous avez certainement longuement débattu –, le Forum National n'estime pas nécessaire d'allonger le délai de prescription pour les infractions sexuelles, en se fondant non seulement sur des arguments de type juridique ou technique, notamment ceux qui ont été longuement étudiés par le service de politique criminelle et dont nous avons eu l'occasion de discuter mais aussi en partant de l'analyse des besoins et des attentes des victimes. C'est notamment lors d'auditions de spécialistes de la prise en charge de victimes d'abus sexuels que nous avons eu l'occasion de faire que nous sommes arrivés à cette conclusion.

Il nous paraît en effet que plutôt qu'un prolongement éventuel du délai de prescription, avec le risque notamment de voir la justice intervenir très tardivement dans le parcours des victimes qui n'avaient jamais imaginé un jour être confrontées à l'auteur par rapport à leur expérience, ce qui est essentiel de souligner, c'est l'importance pour les victimes de pouvoir déposer une plainte, même si les faits sont prescrits. Le droit fondamental d'être entendu et si possible, à l'occasion de ce dépôt d'une plainte, la possibilité d'une reconnaissance de la victime doit pouvoir avoir lieu.

On évoquait tout à l'heure le fait que des victimes demandaient parfois, rarement il est vrai, à être entendues par le tribunal d'application des peines. Ma collègue évoquait un certain nombre de motivations. L'une d'entre elles est la possibilité pour la victime de faire entendre des éléments de son expérience qu'elle n'a pas eu l'occasion d'exprimer lors du procès. Donc ce besoin d'être entendue, d'être reconnue est quelque chose de fondamental mais ne peut pas être réduit à la question de la pertinence d'un dépôt de plainte du point de vue de la prescription. De ce point de vue-là, il nous paraît inadéquat qu'au stade de l'information par la police, des victimes – et nous en avons régulièrement l'écho – se voient opposer que des poursuites sont impossibles pour motif de prescription et que donc la plainte ne sera pas enregistrée.

À propos de la création éventuelle d'un centre pour l'accueil et la prise en charge des victimes d'abus dans le cadre d'une relation d'autorité, les membres du Forum National ont exprimé un avis unanime. La création d'un nouveau service pour cette catégorie de victimes ne paraît pas pertinente. Le dispositif d'assistance dans notre pays est déjà particulièrement diversifié. Il s'organise à tous les stades du processus pénal.

Il nous semble donc que la prise en charge psychologique et sociale de cette catégorie de victimes est déjà prévue, est déjà partie des missions des services d'aide existants et qu'ajouter des éléments au dispositif serait risquer de faire perdre de la lisibilité à ce dispositif. Au contraire, c'est dans un renforcement de cette visibilité par une meilleure information des victimes, une meilleure information de la population et, éventuellement, des mesures nécessaires pour pouvoir faire face à l'afflux des demandes qui pourraient en résulter, que les efforts devraient être portés.

Enfin, les développements récents auxquels votre commission contribue du reste impliquent-ils, suggèrent-ils des adaptations supplémentaires aux nouveaux accords de collaboration? Je dis "nouveaux" dans la mesure où plusieurs de ces accords ne sont pas encore ratifiés aujourd'hui. Le Forum n'a pas relevé d'éléments significatifs qui justifieraient de modifier les projets d'accord de coopération. La problématique des victimes d'abus sexuels pourrait parfaitement être prise en compte dans ce cadre.

Il est un point sur lequel la discussion a été plus longue: celui de savoir s'il fallait ou non ajouter des catégories de victimes ou modifier les catégories de victimes dans le modèle de renvoi que prévoit l'accord de coopération, donc renvoi systématique de certaines victimes, avec leur accord, de la police vers les services d'aide.

Ce n'est pas dans ce sens que le Forum a pris option. Il pense plutôt que c'est dans le sens d'une responsabilisation des intervenants. Il s'agit que, de manière plus systématique, l'opportunité de ce renvoi soit prise en considération – le terme "opportunité" sous-entend aussi la légitimité; en effet, il est prévu par différentes dispositions réglementaires voire légales du côté de la Communauté flamande – mais aussi que la responsabilisation des intervenants soit sollicitée par rapport aux cas où, éventuellement, le renvoi systématique ne serait pas déjà prévu. Chaque fois que la situation de la victime semble nécessiter une prise en charge psychosociale, il est toujours possible aux policiers d'utiliser les mécanismes de renvoi prévus dans la réglementation.

Il reste un aspect des accords de coopération que je n'ai pas mentionné jusqu'à présent: les instruments de concertation. J'ai dit que la concertation et la coopération sont des clefs de la cohérence du dispositif et tout ce que nous

venons d'entendre sur les rapports entre la justice et le secteur social et médical va dans le même sens.

Plusieurs dispositifs ont été prévus dans l'accord de coopération flamand ou sont prévus dans les projets d'accord de coopération: le Forum National sur le plan national, les conseils d'arrondissement au niveau des arrondissements judiciaires et des équipes psychosociales permettant, plus sur un niveau de terrain, le suivi des situations et d'assurer les contacts nécessaires entre les différentes catégories d'intervenants.

L'évaluation de l'accord flamand révèle, de même que la recherche dont vous avez eu le compte rendu ce matin, que ces lieux d'échange sont indispensables mais elle montre aussi que, faute de moyens, ces dispositifs n'atteignent pas toujours les objectifs recherchés. Dans l'évaluation que nous avons faite au cours des derniers mois, nous avons été frappés par les nombreuses attentes des membres, notamment des conseils d'arrondissement, les nombreuses sollicitations en termes de dynamisation, de conseils sur les procédures, d'échanges d'informations et de comparaison des expériences des différents conseils, tout cela tourné vers le Forum National qui devrait remplir, à leurs yeux, ce genre de mission. Ceci pose une question déjà ancienne qui est celle de l'institutionnalisation du Forum National. Depuis de nombreuses années, la question a été à l'ordre du jour de plusieurs législatures successives. L'institutionnalisation n'a toujours pas eu lieu et, aussi bien pour les missions actuelles que pour les missions futures que le Forum pourrait être appelé à jouer si l'on veut contribuer à une cohérence de la politique en faveur des victimes, je pense qu'elle fait partie des questions que votre commission pourrait examiner avec intérêt.

Enfin, madame la présidente, je voulais insister sur le fait que, lorsque l'on a été confronté aux témoignages de tant de victimes, il est délicat d'arriver avec des conclusions. Il ne s'agit pas de créer de nouvelles réponses et cela pourrait paraître frustrant. Au contraire, mon message est "assurons l'effectivité des nombreuses mesures qui ont déjà été décidées dans notre pays". Sur le plan international, lorsque l'on regarde les textes, les recommandations et les principes, nous sommes montrés en exemple. Le problème est de mettre en œuvre, de manière cohérente, l'ensemble des moyens que nous avons prévus.

La **présidente**: Monsieur Martin, je vous remercie pour votre exposé. Je vais maintenant céder la

parole à l'ensemble des commissaires. Voici comment cela fonctionne: les commissaires vous poseront leurs questions, puis vous y répondrez. Vous choisirez qui répond ou alors vous pouvez tous quatre apporter une réponse. Vous êtes totalement libre d'intervenir sur les questions posées par les commissaires.

**Christian Brotcorne** (cdH): Merci à chacun des intervenants. J'ai été intéressé par une chose dont chacun a parlé de manière succincte mais complémentaire, c'est la problématique du secret professionnel. C'est un sujet qui va nous occuper; on en a d'ailleurs déjà discuté. On parle de la loi française. J'ai entendu Mme Kloeck, au nom de Child Focus, glisser très rapidement sur la problématique de ce secret professionnel, en disant que c'était un facteur crucial de succès. M. Parmentier nous en a parlé en disant qu'il ne pouvait probablement y être dérogé que s'il y a un intérêt supérieur à protéger ou s'il y a un risque de non-assistance à personne en danger. Monsieur Anthoni, vous êtes venu compléter l'info en disant, en termes de statistiques, que finalement, sur l'ensemble des cas que vous rencontrez, dans seulement 5 % des cas, vous utilisiez votre droit de parole. J'en conclus que les 95 % restants sont couverts par le secret professionnel, nonobstant des accords pris entre le secteur de l'aide et le secteur judiciaire – puisqu'un protocole existe à ce sujet; on l'a reçu tout à l'heure. Dans ce protocole, on fait référence de manière explicite au secret professionnel.

La question que j'ai envie de vous poser est la suivante: devant l'évolution de ces maltraitances sexuelles d'enfants, d'une manière générale, estimez-vous qu'il y a place pour une évolution du secret professionnel, une évolution qui irait dans le sens de la loi française qui dit que ce secret n'existe pas lorsqu'il est question d'atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur? Ou considérez-vous, au contraire, que le secret professionnel tel que nous le connaissons aujourd'hui doit absolument être maintenu ou renforcé, modalisé d'une manière ou d'une autre, pour faire face à ces nombreux cas auxquels vous avez fait référence qui, pour l'essentiel, comme nous le savions, se produisent dans le cadre intra-familial? Je pense que ce serait un débat intéressant à avoir avec notre commission au regard des recommandations que nous aurons à formuler.

**Daphné Dumery** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, aansluitend op hetzelfde thema had ik twee vragen, gericht aan de mevrouw van Child Focus en de heer Anthoni.

Wat mij vooral interesseert, is hoe daders bestraft worden. Wij vonden het beroepsgeheim een hindernis in heel het verhaal. Wij hebben hier het voorbeeld gehoord van twee bureaus die hun kinderen in een gezagsrelatie misbruiken en bij de ene wordt er melding gedaan bij de politie, bij de andere bij de hulpverlening. Eigenlijk zijn de gevolgen totaal verschillend. Wat is de analyse daarvan? Het beroepsgeheim zit daar tussen.

Ik zie hier in het boek dat wij gekregen hebben van Child Focus, dat men eigenlijk wel een aantal alternatieven geeft. Zij staan wel open om afstand te doen van dat beroepsgeheim – zwijgrecht, spreekrecht, spreekplicht. Die analyse. Ik zou daar graag iets meer over willen weten. Ook over het protocol met de hulpverlening. Ik heb dat protocol nog niet gelezen, maar kunt u mij iets meer zeggen wie daaronder valt. Welke organisaties vallen onder het protocol hulpverlening?

Mijnheer Anthoni, vindt u zelf niet dat dat een hindernis is? Als u neen zegt en u het beroepsgeheim blijkbaar heilig blijft vinden – ik gaf het voorbeeld van de twee bureaus die op een verschillende wijze zullen worden bestraft –, denkt u dan niet dat u op zo'n ogenblik kan afstappen van het beroepsgeheim?

**Valérie Déom (PS):** Je ne vais pas répéter ce que mes collègues ont déjà dit par rapport au secret professionnel. Il est évident que c'est un thème qui nous intéresse et sur lequel nous allons apporter une réflexion approfondie. Je pense que c'est M. Anthoni qui a parlé du code de signalement qui existe aux Pays-Bas. Pourriez-vous éventuellement nous en dire un peu plus? Bien que je pense que nous recevons quelqu'un qui viendra des Pays-Bas et qui pourra nous en parler. Mais si l'on pouvait déjà avoir les grandes lignes de ce code, cela peut nous aider.

J'aurais deux autres questions. J'aurais voulu savoir, notamment par rapport à SOS Enfants - vous existez quand même depuis 1970, donc vous avez eu l'occasion de voir toute l'évolution de l'aide et de l'accueil des victimes -, ce que vous pensez de la démultiplication des structures qui sont à disposition des victimes puisque, on l'a entendu dans la bouche de plusieurs structures, on dit qu'il y a une démultiplication et peut-être - il y a une étude qui tend à la démontrer - un manque de concertation et de cohésion entre ces différentes structures qui fait que la victime ne s'y retrouve plus nécessairement et qu'elle est ballottée d'une structure à l'autre. J'aurais voulu avoir l'avis de SOS Enfants par rapport à son

expérience mais, évidemment, la question s'adresse également aux autres associations.

Vous êtes soit en première, soit en deuxième ligne. Par rapport à votre expérience, j'aurais voulu avoir votre avis par rapport à la problématique de la confiance dans la justice. Pourquoi, à votre avis, les victimes s'adressent-elles en première ligne à vous – bien que vous soyez des institutions publiques – voire à des commissions mises en place par des institutions privées comme la commission Adriaenssens dans le cadre des faits qui nous occupent ou dans le cadre des abus sexuels commis au sein de l'Église et pas directement aux institutions mises en place par le pouvoir judiciaire? Y a-t-il un problème de confiance des victimes en la justice?

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Ik wil de sprekers hartelijk danken voor hun uiteenzetting, want we hebben ook heel wat concrete aanbevelingen meegekregen, wat niet altijd gebeurt. Dat maakt het voor ons ook gemakkelijker om te kijken wat we verder kunnen doen. Ik heb twee concrete vragen; de problematiek van het beroepsgeheim zal ik niet aanraken, daar zijn al veel vragen over gesteld.

Naar aanleiding van de tekst die wij ter voorbereiding hebben kunnen lezen en waarin eigenlijk al een aantal aanbevelingen staan neergeschreven voor onze commissie, heb ik een specifieke vraag voor mevrouw Kloeck. U pleit voor het behoud van een ruim aanbod aan laagdrempelige meldpunten. Als ik het goed begrijp, mag men niet één groot meldpunt creëren waar iedereen heen moet, maar moet men die laagdrempelige meldpunten behouden. U stelt ook voor om duidelijke en eenvormige werkprocedures te maken. Dat lijkt me inderdaad vrij logisch, aangezien het over 26 CAW's, 21 Centra Geestelijke Gezondheidszorg, 75 CLB's en de 6 VK's gaat. Dat zijn al 138 verenigingen aan Nederlandstalige zijde, zonder de Franstalige organisaties. Mijn vraag is dan ook: hoe ziet u die oefening om tot een gezamenlijke werkprocedure te komen? Moet dat door de overheden worden bekeken en opgelegd of genegotieerd? Of moet dat veeleer door de sector zelf worden gerealiseerd? Wie zal daarin initiatief moeten nemen, aangezien het geen evidente oefening is?

Mijn tweede vraag, mevrouw Kloeck, u spreekt in het artikel ook over de mogelijkheid tot burgerlijke partijstelling inzake sekstoerisme en kinderpornografie. Is het naar uw mening ook nuttig om die mogelijkheid uit te breiden naar andere vormen van seksuele misdrijven? Ik heb

die expliciete vraag niet gelezen in uw tekst, maar denkt u dat het nuttig zou kunnen zijn voor Child Focus of andere organisaties om een dergelijke mogelijkheid te krijgen?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw Kloeck, u zei dat Child Focus een groot aantal meldingen van seksueel misbruik krijgt en dat men zich voornamelijk bezighoudt met het leiden naar hulp of Justitie in een vijfhonderdtal crisisdossiers per jaar.

Begrijp ik dan goed dat er nooit melding wordt gemaakt bij Justitie, ook in die gevallen waar u, door de contacten die u hebt met de melder, mogelijkwerwijs vreest voor recidive of voor het aanhouden of verergeren van een situatie of dat er andere slachtoffers worden gemaakt?

Met betrekking tot het beroepsgeheim, u pleit voor een dossiergebonden aanpak, een juist evenwicht tussen hulpverlening en Justitie. Dat begrijp ik. U zegt echter in een en dezelfde zin dat u niet pleit voor de opheffing van het beroepsgeheim.

Meent u niet dat men, door het beroepsgeheim te laten bestaan, de dossiergebonden aanpak niet kan garanderen? Is het niet zo dat wanneer het beroepsgeheim wordt opgeheven en alle feiten bij zowel de hulpverlening als bij Justitie bekend zijn, men dan de correcte afweging kan maken tussen een aanpak door hulpverlening en/of Justitie?

Zou het niet beter zijn dat het beroepsgeheim wordt opgeheven en dat er een samenlezing zou gebeuren door de hulpverlening en de parketmagistraat om zodoende te komen tot een dossiergebonden aanpak?

**Raf Terwingen** (CD&V): Ik denk dat het heel nuttig is wat u hier vandaag bent komen vertellen. Ik moet tot mijn schade en schande zelf vaststellen dat ik als advocaat evenmin op de hoogte ben van de bestaande middelen en wegen. Ik denk bijvoorbeeld aan Child Focus. Veel mensen denken dat dat alleen te maken heeft met vermiste kinderen.

Ik denk dat het een belangrijk signaal is en een van de aanbevelingen kan zijn om dat duidelijk te maken aan een groter publiek. Tot mijn schade en schande moet ik zelf vaststellen dat ik niet altijd op de hoogte ben van alles wat er bestaat, terwijl ik dat toch professioneel gezien had moeten zijn.

Ik heb twee vragen. Ten eerste, u hebt er, waarschijnlijk terecht, op gewezen dat uw instellingen het belang hebben van

laagdrempeligheid. Dat is het grote voordeel van het systeem.

Er werden ook aantallen meegedeeld, onder andere door de heer Anthoni, die het had over meer dan 10 000 aangiften van kindermishandeling per jaar.

Wij zijn hier vooral heel erg gefocust geweest op het misbruik in pastorale relaties. Welnu, ben u ervan overtuigd dat de laagdrempeligheid ook in die omstandigheden nu nuttig zal blijken? Het gaat hier over oude dossiers in een tijd waarin dergelijke laagdrempelige initiatieven nog niet bestonden. Kan de commissie gerust zijn dat er nu een beter systeem is? Of niet?

Mijnheer Anthoni, ik heb daarover ook nog een vraag. U had het over meer dan 10 000 aangiften of feiten per jaar, maar wat is het nominale aantal van seksueel kindermisbruik?

Niemand van u pleit voor een algemeen meldpunt. Ik denk dat dat logisch is, omdat u kunt aantonen dat uw instanties stuk voor stuk een bepaalde rol vervullen en dat werk al doen.

Ik denk dat de heer Van Hecke gelijk heeft wanneer hij zegt dat er misschien een coördinatie moet komen van al die verschillende meldpunten, die er zijn en die blijkbaar goed werken, wat een geruststelling is voor mij.

Of zou het toch nuttig zijn als er een soort meldpunt is, waar professor Adriaenssens wel voor pleit? Hij pleit ervoor om de gegevensuitwisseling met Justitie te vergemakkelijken voor jullie allemaal op het terrein.

Dat is de concrete vraag. Hoe doet u dat, indien u toch beslist, ondanks uw beroepsgeheim in die 5 % van de gevallen, om naar Justitie of de politie te gaan? Ik veronderstel dat dat via het plaatselijke parket of de plaatselijke politiedienst gaat, conform het protocol. De vraag is of dat niet moet worden gecentraliseerd, zoals ook de heer Van Hecke heeft gevraagd?

**Siegfried Bracke** (N-VA): Dank aan de sprekers voor hun getuigenissen, hun inzichten en vooral hun aanbevelingen.

Mevrouw Kloeck heeft gesproken over het aantal meldingen en dat is natuurlijk aanzienlijk. Er zijn ook meldingen waarvan achteraf blijkt dat ze vals zijn. U hebt gezegd bij het afsluiten van dossiers te kijken of de melder de juiste weg heeft

gevonden.

Wat is de juiste weg? Wie bepaalt dat? Heeft u cijfergegevens of indicaties over mensen die niet de juiste weg vinden? Wat doet u dan? Blijft u dan bij wijze van spreken helaas toezien?

Dat is een interessant knooppunt. Het heeft rechtstreeks van doen met wat u zelf het *dark number* heeft genoemd. Als u daarop greep krijgt, dan krijgt u natuurlijk ook greep op het *dark number*.

Aangaande die meldpunten is er de discussie tussen een of meer. Het enige wat ik vandaag in deze zitting heb geconstateerd, is dat mevrouw Lemmonne zegt dat er veel op poten is gezet, dat er heel veel gebeurt, maar dat er effectief niets is gecoördineerd. Het loopt zelfs een beetje door elkaar en, belangrijkste conclusie, het beantwoordt niet aan de verwachtingen van de slachtoffers.

Zijn er genoeg of te weinig meldpunten? Zou men naar een taakverdeling moeten streven waarbij Child Focus hét meldpunt is, vanwege laagdrempelig en al de rest als instanties die voorkomen in de opvolging? Ik zeg maar wat, het is niet eens een suggestie.

**Bert Schoofs (VB):** Mevrouw de voorzitter, ik heb ook een vraag voor de mensen van Child Focus en tevens wil ik iedereen die vandaag in het panel zit bedanken. Inzake visie en aanbevelingen wordt er gesproken over het vermijden van stereotypering en polarisering. De vraag is wat hiermee wordt bedoeld. Kunt u een voorbeeld geven van stereotypering en polarisering en de gevolgen die dat kan hebben? U sprak van slachtoffers en daders. Kunt u een voorbeeld van stereotypering en polarisering geven dat nefaste gevolgen heeft voor slachtoffers en daders?

Ten tweede, preventie is uiteraard heel belangrijk. Ik kan mij in alles vinden wat er over preventie gezegd wordt. Hoe staat men echter tegenover repressie? Er zijn bijvoorbeeld daders die bewust hun gevangenisstraf uitzitten en die elke vorm van behandeling weigeren. Blijkbaar zeggen ze dan in de gevangenis tegen medegevangenen of cipiers dat wanneer ze vrij komen er toch geen hulp voor hen is en dat zij in feite van plan zijn om gewoon verder te doen. Hoe moeten dergelijke gevallen volgens u aangepakt worden? Ik denk dat preventie daar al helemaal... Zij wijzen zelfs elke vorm van preventie of behandeling af. Ik denk dus dat dit niet helpt. Hoe moeten die mensen, die daders, aangepakt worden?

**Renaat Landuyt (sp.a):** Mevrouw de voorzitter, mevrouw Kloeck, het is een vraag voor u, maar ze is misschien ook interessant voor de andere sprekers, vooral omdat de heer Parmentier zei dat er ooit een situatie bestond van een soort van vijandigheid van Welzijn en hulpverlening ten opzichte van Justitie, en misschien vice versa, maar dat dit nu voorbij is, heb ik een klein beetje begrepen.

Bij de opvolging van de melders, hoe gebeurt de oriëntering in de keuze tussen Justitie en hulpverlening? Of wordt dat gecombineerd? In uw slides staat er daar steeds een slash en geen gelijkheidsteken. Vandaar mijn vraag. Kunt u op een of andere manier duiden wat nu beter is? Of moet alles altijd samen gezien worden? Kan hulpverlening zonder Justitie of Justitie zonder hulpverlening? Hoe moeten wij dat precies zien?

**La présidente:** Je vais clôturer la première série de questions. D'abord une question à SOS Enfants et son pendant néerlandophone. Pour bien comprendre par rapport au fait de porter plainte ou pas, si j'ai bien compris, quand c'est extra-familial, vous portez d'office plainte? Donc j'ai mal compris. Vous allez me raconter ce qui se passe entre l'intra-familial où, j'ai bien compris, c'était encore plus difficile que quand c'est de l'extra-familial. Quels sont les éléments, à un moment donné, qui vous amènent à porter plainte, en dehors de la volonté de la victime, qui est un enfant en l'occurrence, ou de la volonté des parents? J'aimerais savoir comment, à un moment donné, on va vers la justice. Avec quels critères? Même si on sait que ce sont tous de cas individuels et qu'on ne peut pas rédiger une série de critères comme ça.

Pour Child Focus, c'est vrai que vous avez, à un moment donné, vers le mois de janvier, fait une sortie en prenant aussi comme exemple la Hollande par rapport à une charte qui serait imposée ou non à l'ensemble des personnes qui travaillent avec des enfants ou des adolescents, c'est-à-dire les clubs de jeunesse, les clubs sportifs ou autres, pour non seulement casser le tabou de cette problématique qu'il peut y avoir des abus sexuels dans tous les milieux où on travaille avec des enfants ou des adolescents mais aussi sans doute pour responsabiliser et sensibiliser ces clubs sportifs. On a eu M. De Waele de la police judiciaire qui est venu nous expliquer que les clubs sportifs ou autres étaient aujourd'hui fort résistants à ce processus de signature d'une charte de type hollandaise. J'aimerais savoir quel travail vous entamez là-dessus. Vous demandez

aussi que ce soit une des recommandations que nous adoptions. Pour pouvoir adopter une recommandation, il est bon d'en savoir plus.

Mesdames, messieurs, vous vous organisez comme vous l'entendez. Ce n'est pas parce que l'un répond que vous ne pouvez pas répondre et que vous devez être d'accord avec la réponse précédente. La parole est libre ici et je vous cède immédiatement la parole dans l'ordre que vous désirez.

**Bernard Parmentier:** Je vous remercie, madame la présidente. Je vais d'abord répondre à votre question qui était effectivement plus directe.

Ce que j'ai dit c'est que, évidemment, quand il y a un abus sexuel venant de l'extérieur, on a plus tendance à déposer, conseiller, veiller à ce qu'une plainte soit déposée que quand c'est intra-familial.

J'insistais sur le fait qu'il n'y a et qu'il ne peut y avoir aucune règle générale parce qu'il peut y avoir des situations dans lesquelles, même quand c'est un abuseur extra-familial, la plainte va faire pire que bien. On va toucher nécessairement à une question qui a été posée à de multiples reprises qui concerne le secret professionnel pour voir quelle est sa finalité.

Pour répondre à cette demande en ce qui concerne les critères, c'est notamment lié à la gravité des faits. Ce n'est pas lié à la volonté des enfants ou à celle des parents parce que cette volonté est parfois contraire à l'intérêt de l'enfant. Un des critères les plus importants est l'impossibilité de travailler avec cette famille et le risque de récidive ou le risque de manque de protection pour l'enfant.

Je sais que cette question de la récidive générale a aussi été abordée. Quand je parle de récidive générale, je pense surtout à ce qu'on appelle communément la pédophilie, c'est-à-dire des abus sexuels extra-familiaux répétés. Il y a vraiment une nuance entre l'abus sexuel, même extra-familial, vis-à-vis d'une seule victime avec laquelle une relation malsaine s'est nouée et des personnages tout à fait exceptionnels. Nous avons eu des Landru ou des Fourniret qui sont des personnages exceptionnels. Ces gens sont effectivement irrécupérables.

J'aborde aussi une question posée concernant le traitement.

Un abuseur peut refuser de se faire aider, aller à fond de peine, et refuser tout processus

thérapeutique. Il existe des processus, même après avoir purgé sa peine, mais il faut accepter d'y participer. Ici, quelle que soit la répression, nous n'avons pas de réponse à notre niveau.

C'est véritablement le risque pour l'enfant et l'impossibilité de travailler qui sont les critères fondamentaux.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Kunt u een voorbeeld geven van een klacht inzake extrafamiliaal seksueel misbruik waarbij de klacht meer kwaad dan goed doet? Hoe kan men zonder interventie van het parket oordelen of een bepaalde dader wel of geen gevaar is voor de maatschappij en voor recidive? Ik neem aan dat u geen toegang hebt tot gegevensbanken. Hoe kan men na een telefonisch contact – een oppervlakkig contact is misschien een slecht gekozen woord, maar men heeft dan toch geen kennis van alle gegevens van een dossier – uitmaken dat er in dat concrete dossier geen gevaar is voor de maatschappij en dat Justitie in geen enkel aspect moet tussenkomen?

**Marie-Christine Marghem (MR):** Je suis tout à fait interpellée par ce que vous dites. Je poserai donc ma question autrement: selon vous, quelle est la valeur ajoutée de la plainte?

Si je comprends votre logique, vous ne déposez plainte que quand cela entraîne qu'il y ait une valeur ajoutée à le faire par rapport à votre système d'accueil et d'aide. Je voudrais comprendre ce que, pour vous, représente la plainte et quelle est sa valeur ajoutée dans un processus d'accueil et d'aide.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Mevrouw de voorzitter, mijn vraag gaat een beetje in dezelfde lijn. Als men zegt dat een strafklacht of een klacht kwaad kan doen, wordt daarmee dan niet gezegd dat een procureur iets gevaarlijks is die direct verkeerde dingen doet?

Wie is dan de instantie die kan oordelen, in naam van de maatschappij, of een optreden goed of slecht is? Uit uw verklaring lees ik immers dat er een risico bestaat om zich te wenden tot de juiste autoriteit.

La **présidente:** Tout le monde va pouvoir répondre à cette interpellation fondamentale. M. Parmentier va continuer mais, par la suite, j'aimerais que chacun s'exprime sur la problématique de la plainte.

**Bernard Parmentier:** Il est vrai que cette

question est terriblement difficile. Quelle est la bonne autorité? Et puis faut-il nécessairement une autorité?

L'intervention judiciaire a deux volets: l'intervention pénale vis-à-vis de l'auteur et l'intervention protectionnelle. L'avantage de l'intervention judiciaire est qu'elle peut viser à la protection de l'enfant, à la protection générale – je parle du risque de récidive –, au traitement de l'abuseur et évidemment à l'application d'une peine. Nous avons un système qui fonctionne sur la base d'un droit pénal qui inflige une sanction à quelqu'un qui a commis une infraction; cela reste tout à fait nécessaire. Mais l'énorme problème qui se pose, c'est le problème de preuve.

Dès le moment où nous avons une affaire correctionnelle qui se termine par un acquittement soit au bénéfice du doute, soit sur la base de la prescription, cela peut parfois faire bien pire parce que – et cela je l'ai vécu très souvent parce que je suis professionnellement également avocat – on voit alors l'abuseur – et on est certain que c'est effectivement un abuseur – qui se pavane parce qu'il a été acquitté. Il est sorti par la petite porte, bénéfice du doute ou bien pire encore, la prescription. La victime subit alors un deuxième abus qui est encore plus cinglant que le premier. C'est la raison pour laquelle on doit particulièrement être prudent et qu'on ne doit pas avoir une mesure systématique.

De toute façon, dès le moment où l'on a une mesure systématique, où est la limite entre le fait d'y aller ou de ne pas y aller? Donc, le deuxième inconvénient d'une intervention judiciaire est le blocage de la parole de la victime, la parole de l'enfant. J'avais donné un exemple tout à l'heure qui l'illustre quand même un peu. On a l'expérience de nombreuses auditions vidéo filmées – cela est une amélioration importante dans l'écoute de la victime – où l'on voit l'enfant, surtout le jeune enfant, qui est absolument complètement bloqué. Il faut beaucoup de savoir-faire pour pouvoir interpréter. On sait que le langage non verbal représente à peu près 80, si pas 90 % de la communication.

Pour interpréter le langage non verbal d'une jeune victime qui ne dit absolument rien, qui est tétonnée et complètement bloquée, c'est effectivement la croix et la bannière. Que se passe-t-il dès lors? On a une intervention. Et il ne faut pas pour autant aller jusqu'à la procédure correctionnelle. Déjà au niveau du parquet, il y aura un classement sans suite par manque d'éléments. D'expérience, on constate, même au

niveau de la justice, qu'à ce moment-là, cela a un effet plus délétère encore. Quelle est la valeur ajoutée de la justice? Elle est évidemment très importante à partir du moment où l'on peut obtenir une reconnaissance.

J'en viens à un inconvénient de l'intervention judiciaire. Évidemment, à partir du moment où il se trouve confronté à une procédure judiciaire, l'auteur aura beaucoup plus tendance à nier les faits que si on est dans un processus thérapeutique au cours duquel, il pourra – si c'est couvert par le secret professionnel – reconnaître certaines choses.

Si je ne m'abuse, cela vous a été dit ce matin. Il faut évidemment bien tenir compte de la reconnaissance dont a besoin la victime. Elle a besoin d'une reconnaissance d'avoir été, elle, victime et de n'avoir pas du tout un atome de culpabilité dans cette relation et dans cet abus qu'elle a subis. Tous les moyens sont bons pour la lui donner, un bon moyen étant effectivement la justice. Cependant, à partir du moment où l'on risque d'avoir un écueil qui peut faire éclater toute possibilité de reconnaissance, il faut être particulièrement prudent. C'est évidemment là l'élément fondamental!

Il ne faut pas oublier que ce n'est pas seulement un service d'accueil et un service d'aide thérapeutique. C'est véritablement un service thérapeutique qui vise à apporter un élément tout à fait apaisant, entre autres cette reconnaissance. C'est pourquoi je dis qu'il n'y a pas une seule voie, une seule méthode ou une seule exclusive du tout! C'est tout à fait fondamental!

La **présidente**: Avant de passer à d'autres questions, nous allons entendre Mme Kloeck et M. Anthoni sur le même sujet.

**Kristine Kloeck**: Wat ik graag in dit verband zou willen zeggen, is dat mijns inziens de tijd van concurrentie tussen hulpverlening en Justitie op dit en andere terreinen eigenlijk echt voorbij is of zou moeten zijn. Ik heb daarstraks gezegd dat ik een honorabele leeftijd heb. Mijn oudste herinneringen als jonge criminologe op dit terrein is het pingpongspel tussen Justitie en hulpverlening rond kindermishandeling en seksueel misbruik.

Wij hebben in die veertig jaar een enorme weg afgelegd. En daadwerkelijk, na de zaak-Dutroux zijn wij tot samenwerkingsakkoorden en tot protocollen gekomen. Ik spreek eigenlijk liever van articulatie en afstemming dan van samenwerking, omdat beide sectoren inderdaad verschillende

finaliteiten hebben. Overeenkomstig die verschillende finaliteiten – dat geldt bijvoorbeeld ook voor advocaten die dat toch wel herkennen – is er het beroepsgeheim, maar er is ook een gemeenschappelijke finaliteit en dat is kindermisbruik, kindermishandeling doen stoppen en terugdringen in deze samenleving. Het is in die gemeenschappelijke finaliteit dat mijns inziens beide sectoren elkaar moeten en kunnen vinden en die concurrentie moeten loslaten. Het gaat ons dan niet om of-of, maar wel over en-en.

Het is inderdaad zo dat in de protocollen, die ik heb vermeld en die na de nationale commissie tot stand zijn gekomen, zeer uitdrukkelijk staat “prioriteit aan de hulpverlening, subsidiariteit voor Justitie”. Zij hebben elkaar echter nodig. Justitie is noodzakelijk als stok achter de deur om hulpverlening mogelijk te maken en om het afhaken van de hulpverlening onmogelijk te maken. Wij zijn nu aan het evolueren naar een stap verder en daar situeer ik die samenspraak, in het kader van het dossiergebonden casusoverleg.

Iemand van u heeft terecht gevraagd of het beroepsgeheim daarvoor geen hinderpaal vormt. Daarover zou ik graag de heer Anthoni aan het woord laten, want wij zitten als crisisinterventiecentrum en als telefonische hulpverlening toch een beetje verder af van de concrete, daadwerkelijke samenspraak tussen Justitie en hulpverlening. Ik denk dus: geen concurrentie, afstemming, en-en naargelang van het individuele geval. Waar de hulpverlening het misbruik kan stoppen, kan Justitie als een veiligheidsbewaker, als stok achter de deur, blijven functioneren.

**La présidente:** Nous allons d'abord entendre M. Anthoni et nous reviendrons vers vous ensuite, pour avoir une réponse générale des trois intervenants.

**Stef Anthoni:** Gelukkig dat leeftijd niets afdoet aan bevoegdheid!

Wat het beroepsgeheim betreft, het is belangrijk dat men gaat zoeken naar een samenspraak daarin, als men eenzelfde finaliteit heeft. Ik denk dat men een finaliteit kan vinden in het belang van het kind.

(...): (...)

**Stef Anthoni:** Ja, ieder kind en elk dossier op zich. Het is die piste die wij op dit moment in Antwerpen proberen in debat te brengen. Hoe kan men in het belang van het kind op een soepelere

manier met het beroepsgeheim omgaan? Wij zien dat daarin mogelijkheden liggen. Vorige vrijdag is er daarover nog een vergadering geweest. Wij kunnen die grenzen verder aftasten dan dat op dit moment wettelijk gezien mogelijk is. Daar is een weg af te leggen.

Als men dezelfde finaliteit naar voren brengt en als men daarin elkaar vindt – wat is voor het kind belangrijk in die situatie? – dan zal men een stuk verder kunnen gaan. Op dat vlak zijn er dus heel wat mogelijkheden.

Wij vertrekken vooral vanuit de geschiedenis van het kind en wat er belangrijk is voor het kind. Als dat een klacht is, dan kan er een klacht komen. Dat kan ook hulp zijn, zeker bij intrafamiliale situaties. Daarvoor werden de centra dertig jaar geleden ook opgericht. Men zag dat er een grote nood was om een stap te kunnen zetten naar, enerzijds, het stoppen van de mishandeling of het misbruik en, anderzijds, naar herstel. Ik denk dat hulpverlening daarin een aantal extra troeven heeft.

Ik neem seksueel misbruik als voorbeeld, omdat dat aan de orde is. Als wij gaan kijken naar het voorkomen, dan zien wij in internationaal onderzoek dat de incidentie van seksueel misbruik tout court hoog is. Voorzichtige schattingen gaan tot 1 op 10 en meer. Dat stelt de samenleving ook voor een verantwoordelijkheid, niet alleen een verantwoordelijkheid met het idee dat wij dat kunnen stoppen, maar ook een verantwoordelijkheid om een antwoord te geven en om herstel te kunnen initiëren. Ik meen dat de hulpverlening daarin meer marge te bieden heeft dan Justitie. Ik denk dat wij elkaar daarin nodig hebben en elkaar daarin moeten vinden.

Ik wil meteen inpikken op een vraag over de samenwerking tussen Justitie en hulpverlening. Ook daarin zijn er nog heel wat stappen te zetten.

Ik heb gemerkt dat wij de voorbije jaren in een aantal dossiers zeer goed hebben kunnen samenwerken. Er zijn ook dossiers waarin dat niet het geval was. Het hangt nu af van de contacten en de samenwerking op het terrein. Ter zake is echter merkbaar dat soms fantastisch kan worden samengewerkt.

Ik heb daarstraks het voorbeeld gegeven van seksueel misbruik in scholen en voorzieningen. Dat is een erg complexe materie. Wij zullen ter zake altijd voor Justitie pleiten. Naast Justitie moeten wij echter aan de slag gaan met het kind dat slachtoffer is, met het kind dat iets heeft

gedaan en met mogelijke andere kinderen die daar weet van hebben of mogelijk zelf slachtoffer hadden kunnen zijn. Ik denk daarbij aan alle kwetsbare kinderen in voorzieningen.

De ouders moeten zo snel mogelijk worden geïnformeerd en bij de zaak worden betrokken. Tussen de ouders zullen echter mensen zitten die ook hun geschiedenis hebben. Hoe moeten wij daarmee omgaan? Hoe stemmen wij een en ander af? Hoe plaatsen wij opvoeders opnieuw in hun positie, zodat zij opnieuw hun werk kunnen doen en hun autoriteit kunnen opnemen? Hoe plaatsen wij een en ander binnen het strafrechtelijke luik en binnen de goede samenwerking, de transparantie en het goede overleg? Op dat terrein hebben wij elkaar vreselijk nodig. Ik merk gelukkig dat de samenwerking in een aantal situaties echt goed loopt. Ik pleit er enkel voor dergelijke situaties meer te bekijken en er meer een soort protocollering of structuur van te maken, waarbinnen de *good practice* ook de regel wordt. Op dat vlak is er inderdaad nog heel wat weg af te leggen. Wij kunnen elkaar ter zake echter heel goed vinden.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Zijn jullie niet van oordeel dat iedere niet-registratie van een dossier van seksueel misbruik bij Justitie een gemiste kans is voor een ander kind om aan seksueel misbruik te ontsnappen?

Mijn vraag behoeft geen nadere toelichting.

Ik heb alle begrip voor het feit dat er waarschijnlijk in ieder dossier nood is aan interventie van de hulpverleningssector, als ik dat zo breed mag noemen. Ik heb daarvoor alle begrip.

Wat ik echter niet versta, tenzij ik jullie verkeerd begrijp, is dat jullie opereren dat niet in ieder dossier het optreden van Justitie nodig is. Dat begrijp ik niet. Wij hebben hier al zovele deskundigen horen verklaren dat pedofielen gewoontecriminelen zijn – of hoe ik dat ook mag uitdrukken. De kans op recidive is dus erg groot.

Mijnheer Parmentier, u had het erover dat men geen bewijs zal kunnen aantreffen. Echter, hoe sneller er wordt opgetreden, hoe vlugger en gemakkelijker bewijzen kunnen worden gevonden.

Ten tweede, laat mij een voorbeeld bedenken. Iemand die kinderen opzoekt van twee of drie jaar, die dus niet mondig zijn, is geregistreerd, maar er wordt geen bewijs gevonden. Het feit dat betrokkene is geregistreerd, kan met zich brengen dat bij een tweede, derde of vierde klacht ten minste bij iemand het belletje begint te rinkelen. Er

zal waarschijnlijk wel iemand opmerken dat het dossier nauwlettend moet worden opgevolgd, omdat er iets fout is.

Als de hulpverleningssector op dat moment zegt dat er geen bewijs is, geen registratie, en dus geen melding aan Justitie, dan blijft het voortgaan. Dat zijn gemiste kansen in het raam van het onderzoek. Ik zeg niet dat Justitie in ieder geval moet vervolgen. Dat is strafrechtelijk beleid. Dat is, dacht ik, ook niet de taak van de hulpverlening om over de vervolging te oordelen, maar van de procureur des Konings. Hij moet evenwel de overweging kunnen maken en als het dossier er niet komt, kan hij zelfs de overweging niet maken en kan hij ook niet optreden ten voordele van ieder kind.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Je suis parfaitement d'accord avec ma collègue. C'est d'ailleurs une des choses qui nous taraudent dans cette commission depuis que nous avons commencé les auditions.

Il est bien clair qu'aujourd'hui, heureusement, la situation a évolué et la concurrence entre la justice et le secteur de l'aide ne se pose plus. Il y a donc collaboration. Mais, par hypothèse, uniquement dans les cas où, si la plainte vient vers la justice, il y a orientation vers le secteur de l'aide si c'est nécessaire – et j'imagine que cela se passe relativement bien, sous les réserves que vous avez pu donner – et, inversement, si le secteur de l'aide estime que la justice doit être saisie, il le fait.

Mais, pour tous les autres cas, il y a une différence fondamentale entre le fonctionnement de la justice et le fonctionnement de l'aide: c'est bien entendu le fichage ou le registrement ou la registration – je ne sais comment l'on peut dire – qui permet à un moment d'identifier les auteurs. Vous n'avez pas accès à cela; seule la justice y a accès. Elle, pour pouvoir constituer correctement un fichier qui donne une idée de la situation, d'auteur, sous réserve de la présomption d'innocence (je ne sais pas comment on peut faire évoluer le système), la justice est la seule à pouvoir le faire, à devoir le faire dans l'intérêt de la protection de la société.

Je veux donc bien entendre que, quand il est néfaste, parce que vous estimez qu'il n'y a pas de preuve matérielle, et c'est votre estimation personnelle, sous votre propre responsabilité, quand vous estimez qu'il n'y a pas de preuve matérielle et que vous avez, grâce au secret professionnel, une preuve humaine d'un abus, que

savez-vous de cet auteur en termes d'autres faits qu'il aurait pu commettre à l'égard d'autres enfants, à d'autres moments, ou d'autres faits qu'il pourrait commettre plus tard?

Alors, c'est bien d'être tourné vers la reconnaissance de la victime, car sa parole est accueillie et qu'on peut mettre en face de celle-ci l'auteur qui avoue les faits, tout cela dans le secret professionnel, mais que savons-nous de cet auteur avant et après que la victime vous saisit du problème?

Donc, là, j'ai une véritable difficulté et je voudrais pouvoir vous interroger là-dessus pour qu'on puisse trouver une façon accordée, dirais-je, et non concurrente, coopérante entre les deux secteurs pour avoir des informations sur les auteurs dont on sait, dont on nous répète à longueur d'audition, venant des psychiatres, qu'ils sont souvent des récidivistes.

La **présidente**: Avant de tirer des conclusions, j'espère obtenir des chiffres.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ten eerste, mevrouw Kloeck, u maakte een opmerking in verband met de protocollen van maart 2010. Er is sprake van prioriteit voor hulpverlening en dan eventueel pas voor Justitie. Dat moet u toch eens verduidelijken, want die protocollen zijn niet in het Parlement behandeld.

Ten tweede, u ging er in uw redenering allemaal vanuit dat de inschatting van de situatie gebeurt door de hulpverlening, en niet door Justitie. Dat wijst ook op de prioriteit die aan hulpverlening wordt gegeven of heb ik dat verkeerd begrepen?

**Christian Brotcorne** (cdH): Dans le même registre, je vais partir d'un exemple concret. Imaginons que demain, j'ai connaissance d'un abus sexuel commis sur un mineur de sept ou huit ans dans ma zone, dans mon entourage, dans un milieu que je côtoie. À vous entendre, pour être certain de ne pas traumatiser inutilement la victime ou pour éviter une victimisation secondaire, comme on l'a entendu, ma première réaction devrait être de l'orienter vers le secteur de l'aide parce qu'il a des outils qui lui permettront de déterminer s'il est préférable pour la victime ou pour le milieu dans lequel elle vit que ce dossier reste relativement confidentiel, c'est-à-dire confiné au secteur de l'aide dans le cadre du secret professionnel. Je dois accepter que vous disiez que cette situation est trop particulière, trop dangereuse, trop difficile pour la traiter seul et que vous décidiez alors de l'envoyer à la justice.

C'est ce qu'on a reproché à la commission Adriaenssens: considérer que les dossiers communiqués n'étaient pas graves parce qu'ils concernaient des personnes âgées, parce que les faits étaient prescrits et ne transférer que les dossiers qu'elle considérait devoir être transmis à la justice. Je n'ai pas d'*a priori* intellectuel en la matière mais j'aimerais être sûr de comprendre pour que nous ne présentions pas demain des recommandations qui risquent d'être totalement à côté de la plaque. Je vous ai entendu dire: finie la concurrence entre la justice et le secteur de l'aide – et ajouter que la priorité doit être accordée aujourd'hui au secteur de l'aide. Cela veut dire que la concurrence joue mais dans l'autre sens parce que vous considérez que c'est mieux.

J'aimerais savoir si la démarche que j'accomplis dans le cas concret que je viens de vous soumettre est bien celle qui est dans votre esprit.

**Valérie Déom** (PS): M. Brotcorne vient d'avoir la même réflexion que la mienne. Dans le cas de la commission Adriaenssens, nous avons considéré quelque part qu'il y avait une privatisation de la justice parce qu'une commission gérée par un pédopsychiatre pouvait décider si, oui ou non, les cas étaient transmis à la justice. Cela nous a mis en émoi. Il y avait un protocole qui concrétisait ce que nous avons appelé une sorte de privatisation de la justice. Cela nous a mis en émoi aussi. Ici, vous réclamez la même chose, c'est-à-dire donner priorité aux services d'aide. J'aurais voulu vous entendre sur le cas concret de la commission Adriaenssens puisque c'est cela qui a justifié la mise en place de notre commission.

Quand M. Anthoni dit qu'il doit y avoir une articulation entre la justice et les services d'aide dans l'intérêt de l'enfant, notre préoccupation est l'intérêt de l'enfant victime mais aussi des enfants potentiellement victimes, et donc de la protection de la société. Dans ce cas-là, on peut comprendre le travail thérapeutique mais la préoccupation de la justice et éventuellement du parquet qui va poursuivre va au-delà de l'intérêt de l'enfant. Elle est dans l'intérêt de la société avec le risque de récidive qu'on peut imaginer.

La **présidente**: Vous avez tous l'occasion de répondre, dans l'ordre que vous souhaitez.

**Kristine Kloeck**: Je voudrais expliquer davantage comment Child Focus fonctionne à ce niveau. Nous avons clairement dit que lorsqu'une personne prend contact avec nous...

Wanneer een persoon een melding doet bij Child Focus, worden in elk individueel geval de twee sporen toegelicht en heeft het slachtoffer het recht om zelf de weg te kiezen voor heling, verwerking en benadering van de problematiek waarmee hij of zij in de gezinssituatie, want vaak gaat het toch over gezinssituaties, wordt geconfronteerd.

In dit debat wordt alles een beetje over dezelfde kam geschoren, alsof er één daderprofiel is en één slachtofferprofiel, quod non. Het onderscheid tussen intra- en extrafamiliaal misbruik werd al geschetst. Er zijn grijze zones in onze samenleving, maar grof geschetst zullen wij, wanneer het gaat om extrafamiliaal misbruik, het slachtoffer nadrukkelijk aansporen het justitiële spoor te bewandelen en dus klacht neer te leggen.

Indien het slachtoffer, de nabestaanden of de melder, dat zelfs na aandringen en aanklampend werken van Child Focus, niet wensen te doen, wordt overwogen of het gaat om een ernstig en acuut gevaar voor nieuwe slachtoffers of voor herhaling van het slachtofferschap. In dat geval zal Child Focus zelf de stap naar Justitie zetten. Dat is evident.

In de praktijk is dat iets dat heel weinig voorkomt, want wij beschikken over voldoende overredingskracht ten aanzien van de slachtoffers om hen naar de politie of Justitie te doen stappen. Heel wat melders zijn, wanneer zij bij Child Focus komen, al bij Justitie geweest. Als u dat wenst, kan mijn collega Ellen Stassart u schriftelijk de cijfers bezorgen hoe dat in de praktijk precies verloopt.

Wij privilegiëren zeker niet automatisch het ene spoor tegenover het andere. Het is aan het slachtoffer om die keuze te maken, met kennis van zaken – wat betekent het juist, wat zijn daarvan de implicaties –, met dien verstande dat wij daarop aandringen wanneer het risico voor herhaling van het slachtofferschap ons inziens reëel is.

Bij intrafamiliaal seksueel misbruik mag men niet grof veralgemenen. Ik heb de recidivecijfers nu niet voor mij, maar u hebt ze wellicht al van andere getuigen gekregen. Er wordt altijd in heel veralgemenende termen gezegd dat het recidivecijfer enorm hoog is en dat behandeling niet werkt. Dat zijn slogans. De realiteit is veel genuanceerder dan dat.

De vraag hoe het komt dat slachtoffers niet gemakkelijk naar Justitie stappen, is terecht gesteld. Ik denk inderdaad dat de drempel van

Justitie voor slachtoffers nog heel hoog is. De realiteit bewijst dat. Justitie kan daaraan wat doen, kan zorgen voor een meer proactieve, constructieve opvang van slachtoffers. Er is al een hele weg afgelegd, maar er moet nog een hele weg worden afgelegd. Er is op dat vlak nog heel wat werk.

Ik denk dat de garantie ontbreekt voor slachtoffers dat hun rechten en hun belangen worden gerespecteerd. Ik verwijs hier opnieuw naar het feit dat 80 à 85 % van het seksueel misbruik intrafamiliaal misbruik is.

Ik geloof ook dat een slachtoffer wanneer hij naar Justitie stapt vaak het gevoel heeft dat hij alle greep op de situatie verliest, dat hij er geen enkele controle meer over heeft. Dat geldt voor slachtoffers maar ook voor daders, want volgens Child Focus kennen tot 80 % van die daders en slachtoffers elkaar. Indien het geen vader of geen oom of geen grootvader is, dan is het de buur of een kennis. Als er geen constructieve, herstelgerichte, helinggerichte aanpak van de problematiek is vanuit Justitie, maar wanneer de justitiële aanpak – excuseer mij, ik gebruik nu ook slogans – kwaad met kwaad gaat bestrijden, dan blijven we op het verkeerde spoor en zullen slachtoffers niet aangemoedigd worden om klacht in te dienen bij Justitie.

Bij de hulpverlening zijn er ook drempels, maak u geen illusies. Zelfs aan Child Focus – we noemen onszelf een laagdrempelige instelling – is er nog heel veel te verbeteren. Child Focus is vrij zichtbaar en toch zijn er nog heel wat mensen die ook niet bij Child Focus melden, ook niet bij de Centra Algemeen Welzijnswerk (CAW), SOS Enfants, vertrouwenscentra. Aan die visibiliteit van de hulpverlening is nog heel wat te werken opdat het *dark number* zou kunnen verminderen.

**La présidente:** Nous sommes toujours dans les mêmes questions relatives aux dénonciations et aux plaintes déposées devant la justice.

**Daniel Martin:** Je dirai quelques mots pour évoquer la manière dont ce débat a été mené aussi au sein du Forum National. Ce n'était pas la question la plus facile à aborder. Le message général qui sort de cette discussion est le suivant: il est essentiel que des victimes puissent trouver le chemin d'un lieu pour parler. L'un de ces chemins est celui du monde de l'aide et de la santé. Un autre lieu est celui de la police et de la justice.

Lorsqu'il s'agit d'adultes, il nous paraît essentiel que la personne puisse choisir, mais nous désirons l'aider et la soutenir, notamment par l'information pour qu'elle prenne, elle-même, le choix le plus approprié. Soyez sûrs que dans cet échange, cette discussion, les préoccupations pour la société, pour les autres victimes possibles sont souvent présentes! Elles le sont déjà souvent lorsque la victime a accompli ce premier pas d'aller parler de ce problème dans un lieu garanti par le secret professionnel. Il serait tragique pour la justice de priver les victimes de la possibilité de parler en un lieu confidentiel de ce qui leur est arrivé.

Quelqu'un disait tout à l'heure: "La représentation de la justice est-elle mauvaise, défectueuse au point que les victimes ne s'adresseraient pas à elle pour lui faire part de leur situation?" Parfois, oui! Certaines victimes ont été mal reçues! Parfois, elles ont été refoulées, notamment en évoquant prématurément le problème de la prescription! Parfois aussi, le prix à payer pour la victime serait considérable si elle s'adressait à la justice, parce qu'elle n'a pas la garantie que sa situation personnelle sera protégée. Malgré cela, nombre de victimes font le pas de se rendre auprès d'une structure d'aide, une structure thérapeutique pour y faire part de leur situation.

La question devient: "Toute victime qui souhaite s'adresser à la justice se trouve-t-elle dans des conditions telles qu'elle puisse y trouver reconnaissance, prise en compte et traitement adéquat de sa situation?" Pour celles qui s'adressent au secteur thérapeutique, la question devient: "Les dispositions légales actuelles garantissent-elles suffisamment qu'en particulier, dans le cas d'un mineur, si la situation présente un risque actuel, elles fassent l'objet d'une dispense, d'une dérogation au secret professionnel?" Il me semble que les dispositions qui ont été prises dans le cadre de la loi sur la protection pénale des mineurs répondent favorablement à cette question.

Quant aux différents intervenants du secteur de l'aide – je parle davantage pour la partie francophone du pays – on leur fait devoir de signaler une situation s'ils ne sont pas en mesure de prendre eux-mêmes efficacement le problème en mains. Mais on leur laisse le choix, hormis l'exception où le danger est immédiat pour la victime.

On leur laisse le choix de passer la main à une structure qui a une meilleure capacité de prise en charge sur le plan thérapeutique ou celui de

signaler directement les faits aux autorités judiciaires. Cet équilibre, qui a été mis en place depuis quelques années, a sûrement contribué à ce que beaucoup de victimes trouvent le chemin de l'aide et qu'une bonne partie d'entre elles prennent librement la décision de s'adresser à la justice, même s'il y avait un énorme fossé entre leur situation et l'idée qu'elles se faisaient de la justice pour répondre à leur problème.

**Bernard Parmentier:** Je voudrais répondre sur ce point, mais il y a encore deux autres chapitres: le secret professionnel et la coordination.

Cela dit, il ne faut pas se méprendre sur ce que j'ai dit. On m'a demandé des exemples, des raisons pour lesquelles un problème pourrait se poser au niveau de la justice. Ce n'est pas du tout une question de confiance vis-à-vis de cette dernière. C'est une constatation après coup. Et ce n'est qu'un exemple. Il ne faut donc pas dire que c'est parce que l'équipe SOS Enfants risque de ne pas trouver de preuve, etc. Ce n'est pas le rôle de SOS Enfants.

L'aide psycho-médico-sociale permet le diagnostic, le soutien, la reconnaissance. Elle ne fait pas d'enquête. Son rôle n'est pas de rechercher des preuves, mais elle permet de donner des conseils.

La justice, elle, permet de rechercher des preuves. On a parlé de toute une série d'éléments que la justice peut connaître et que le secteur d'aide ne connaît pas et n'a pas à connaître. Il ne faut donc pas mélanger les rôles.

Ici, ce n'était qu'un exemple d'un problème. Il faut savoir de quoi l'on parle. Il y a 15 % d'abus sexuels qui sont le fait de personnes extérieures à la famille, mais dans ces 15 %, 10 % sont des amis de cette dernière ou des voisins. Donc, environ 5 % d'abus sexuels sont le fait de personnes extérieures. Et dans ces 5 % tels qu'ils sont soumis aux équipes SOS Enfants, par exemple, dans 9 cas sur 10, on transmet le dossier à la justice. Il s'agit vraiment de cas infimes qui concernent les abus extrafamiliaux commis par des gens qui sont capables d'une récidive à l'extérieur sur d'autres victimes. Quand il s'agit d'abus intrafamiliaux, d'abus commis par un ami ou un voisin, la situation est différente.

Ce sont des abus qui concernent une victime, une victime bien particulière, une et une seule avec laquelle cette relation malsaine s'est nouée. Il y a un risque de récidive énorme vis-à-vis de cette victime-là mais il n'y en a pas vis-à-vis de

l'extérieur. Cela vaut dans la plupart des cas. Il y aura toujours un exemple pour contredire ce genre de chose. C'est la raison pour laquelle il ne faut jamais généraliser totalement.

Pour répondre à la question plus précise de M. Brotcorne qui disait: "j'ai un exemple, une situation: dois-je d'abord m'adresser à la justice ou à l'équipe SOS Enfants? Quel est l'avantage de l'un et de l'autre?" C'est évidemment au cas par cas. S'adresser à l'équipe SOS Enfants permettra de poser un diagnostic et de soutenir la victime et, le cas échéant, la famille de la victime pour le dépôt de la plainte. C'est en soi déjà un avantage.

J'en viens à la question précise qui revenait à dire qu'à ce moment-là, on entre dans le même travers que la commission Adriaenssens, à savoir que c'est la commission qui décide. Pas du tout! Que ce soit les équipes SOS Enfants ou d'autres, ce n'est pas ce service ou cette commission qui décide. Tout le monde décide! Tout le monde a le pouvoir de décider. Lorsque les équipes SOS Enfants, investies d'une mission ou chargées d'un dossier, prennent telle ou telle décision, celle-ci a été réfléchie car toutes les situations sont discutées en équipe complète avec les cinq disciplines, telles qu'elles sont représentées dans ces équipes. Toutes les situations sont réfléchies pour essayer de voir quelle est la meilleure formule à suivre. Il n'y a jamais aucune exclusive et on ne se permet jamais d'interdire ou de dire: "voilà, maintenant, vous n'avez plus rien à faire. C'est l'équipe qui va décider souverainement". Jamais! Jamais! Jamais!

J'en reviens aux termes du décret que vous venez de rappeler qui dit que l'obligation d'agir existe. De même, l'obligation de porter secours à personne en danger (article 422bis du Code pénal) existe également et elle est universelle. Il s'agit de porter un secours efficace. Il ne s'agit pas nécessairement de dénoncer mais il peut s'agir de dénoncer à la justice. La nuance est là! Toutes ces équipes et ces services d'aide travaillent, à chaque fois, avec énormément de nuances. Dans chaque situation, elles sont différentes. Dire qu'elles ne commettent jamais d'erreurs, ni mon voisin, ni moi-même n'oserons évidemment le prétendre. C'est évident. Toutefois, il y a cette recherche, ce besoin de se spécialiser et de professionnalisme, qui est fondamental et qui est à la base de tout. Je répète qu'il n'y a pas d'exclusive du tout! C'est ce qui, à mon avis, est le plus important. Je rappelle également qu'il faut bien savoir de quoi on parle et de quelle proportion de maltraitances sexuelles on parle. C'est important!

**Stef Anthoni:** Ik zal het kort houden, want mijn voorganger heeft het, denk ik, uitvoerig en juist geschetst. Ik wil er nog één ding aan toevoegen. Waarom zijn de vertrouwenscentra opgericht? Wat heeft aanleiding gegeven tot hun oprichting? We zaten net met heel veel situaties die nooit naar voren kwamen, die nooit opgevangen werden, terwijl de stap naar Justitie al lang kon gezet worden. Kinderen aarzelen, zijn ongelooflijk voorzichtig, zenden signalen uit en dergelijke. Ik heb in mijn carrière nog situaties geweten waar het jaren duurde vooraleer een kind met iets naar buiten kwam. Die termijnen zijn veel korter geworden, we spelen korter op de bal. Kinderen maken zich niet enkel heel veel zorgen over hun papa, hun grootvader die in de gevangenis kan belanden, maar ook over wat dat zal betekenen voor hun mama, hoe het systeem daarmee zal omgaan, welke druk erop zal zitten en dergelijke. Die complexiteit probeer je helemaal mee te nemen. Heel vaak maakt men mee dat kinderen kiezen voor hulpverlening omdat er met heel dat sociale netwerk rekening wordt gehouden en omdat er hulp kan worden opgezet voor het kind en voor de man die iets gedaan heeft.

Ik wil toch even repliceren op de sprekers die zich daarnet afvroegen wat voorrang krijgt. Ook bij ons wordt bij elke situatie duidelijk gemaakt wat de twee pistes zijn, met hun consequenties, hun voordelen en eventuele bedenkingen daarbij. Wij vinden dat elke melder en elk kind recht heeft op heel duidelijke informatie daarover, zodanig dat zij zelf mee kunnen nadenken en mee kunnen kiezen. Indien zij in de loop van een situatie hun keuze willen wijzigen, dan staan wij daar ook achter. Wanneer de hulpverlening al gestart is en een kind vindt dat er om allerlei redenen toch klacht ingediend moet worden – wat af en toe ook gebeurt – dan staan wij daarachter. Dit wordt voor de verwerking van het kind en voor de erkenning op dat moment heel belangrijk. Het is dus geen of- ofverhaal, het is geen prioritair verhaal, we moeten wel nagaan welke keuze de beste erkenning, herstel en mogelijkheden geeft aan de desbetreffende kinderen die slachtoffer zijn.

**Kristine Kloeck:** Daaraan toegevoegd is er het feit dat in de hulpverleningssector het recht op spreken effectief wordt gebruikt wanneer er gevaarssituaties zijn. Wat Child Focus aangaat, kan ik het volgende zeggen, dat ik nog niet aangehaald had. Wanneer bijvoorbeeld de melder niet bereid is om naar Justitie te stappen, terwijl wij menen dat een klacht bij Justitie wel opportuun zou zijn, dan gebeurt het dat wij een al dan niet anonieme getuigenis aan Justitie bezorgen. Of die

klacht al dan niet anoniem is, is fiftyfifty in de cijfers. Die registratie is echter nog heel recent en het ontbreekt ons ook aan de nodige feedback vanwege justitie over hoe dergelijke (anonieme) getuigenissen (kunnen) worden opgevolgd.

**La présidente:** Nous allons prendre les dernières questions. Même si vous êtes d'accord ou pas avec ce qu'on dit, ce n'est pas le problème. Le problème est de poser encore une ou deux questions techniques et nous passerons alors aux autres questions posées par les collègues.

J'accepte encore deux courtes questions précises sur la manière de réagir de ceux qui ont plus de 20 ans d'expérience de terrain.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Je voudrais demander à Mme Kloeck ce qu'elle appelle une approche constructive de la justice. Vous avez dit qu'il faudrait que la justice ait une approche plus constructive de ces phénomènes. Concrètement, que voulez-vous dire par-là?

**Carina Van Cauter (Open Vld):** De heer Martin zei dat slachtoffers niet mogen worden belast met taken die de overheid toekomen. Een taak die de overheid toekomt, is het strafrechtelijk beleid: vervolgen of niet.

Ik hoor de heer Anthoni echter zeggen: binnen de hulpverlening stellen wij kinderen voor de keuze, of wij maken met hen de keuze, wel of niet een klacht te formuleren.

Begrijp ik goed dat u een kind van 10 vraagt of het wel of niet een interventie door Justitie wil en dat het kind die beslissing moet nemen? Is dat niet in tegenspraak met wat de heer Martin zei, dat men dan op dat ogenblik kinderen responsabiliseert voor iets wat eigenlijk Justitie toekomt?

**Kristine Kloeck ,:** Je suis bien heureuse de la question de Mme Marghem: qu'est-ce qu'une approche constructive de la part de la justice?

Ik zal die vraag in verband brengen met een andere vraag van daarstraks: wat bedoelt u met stereotypering en polarisering van daders en slachtoffers?

Een constructieve benadering van Justitie is mijns inziens een benadering waarin belangen van slachtoffer(s), dader en samenleving in samenhang worden gezien. Het is als het ware een benadering waarin heling van het gebeuren en herstel voor het geheel, voor slachtoffers en samenleving, voor ogen wordt gehouden. Het is

een benadering waarin men juist de meerwaarde van het samengaan en afstemmen van Justitie en hulpverlening voor ogen houdt. Dat is mijns inziens een constructieve benadering.

Ik geef een voorbeeld. Vijfentachtig procent van het seksueel misbruik is intrafamiliaal. Voor een kind is die dader, die dikwijls de papa is, meer dan een dader. Dat is ook de papa met wie gespeeld wordt, met wie op stap wordt gegaan en van wie het kind een heel positief beeld heeft. Als Justitie dan louter repressief ingrijpt, vader in de gevangenis gooit, het kind plaatst en moeder alleen achterlaat, dan is dat geen constructieve benadering. Waarom zijn er zoveel moeders die niet melden? Omdat zij hun relatie niet stuk willen zien gaan, omdat zij hun gezin willen redden. Het kind wil ook niet die papa in de gevangenis. Dan voelt het kind zich schuldig daaraan.

Dat is een *cas de figure* die ik schets. Ik zeg niet dat dat in alle gevallen opgaat, maar dat bedoelen wij met een constructieve benadering.

Ik wil in dat verband ook verwijzen naar het herstelperspectief, herstelrechtelijke benadering. Ik weet niet of jullie de vzw Suggnomè aan het woord hebben gelaten? Ik denk dat het superbelangrijk is, juist omdat die herstelrechtelijke benadering dat evenwicht zoekt tussen de belangen van het slachtoffer, de belangen van de samenleving en ook de belangen van de dader, die sowieso opnieuw in die samenleving komt of je moet in levenslange straffen voorzien voor iedereen die zich schuldig maakt aan seksueel misbruik. Ik weet niet of dat de bedoeling kan zijn. Of chemische castratie. Dat is een contradictie in de termen. Hopelijk weten jullie dat? Castratie is iets definitief. Chemische castratie, dat zijn pillen en die werken zolang men die pil inneemt. Dat begrip klopt dus al niet.

Ik wil maar zeggen. Als men in een solidaire samenleving niet kiest voor dat soort radicale oplossingen, dan moeten wij kiezen voor een herstelrechtelijke benadering waarin men evenwichten zoekt tussen de belangen van de samenleving.

Ik wil nu even overgaan naar de vraag wat wij bedoelen met stereotypering en polarisering. Wel, er domineren in onze samenleving rond een delicaat onderwerp als seksueel misbruik – dat is begrijpelijk – bepaalde beelden en stereotypen, onder andere het stereotiepe beeld van het kind als een inherent kwetsbaar en asexueel wezen.

Alle pedagogen zullen u uitleggen dat een kind

geen asexueel wezen is. Wij menen dat het laten domineren van dat beeld in de samenleving ongelijke machtsverhoudingen in de hand werkt, dat het de kwetsbaarheid en afhankelijkheid van een kind versterkt. Als men niet de zelfredzaamheid versterkt, maar de kwetsbaarheid en de afhankelijkheid van het kind, dan werkt men het in de hand dat een kind door volwassenen kan worden gemanipuleerd. Dat komt onzes inziens een serene en effectieve aanpak van de problematiek niet ten goede, net als, daartegenover, een absolute demonisering van de dader. Voor een kind is de papa, die dader is, veel meer dan een dader. Een dader is niet alleen dader, maar heeft nog tal van andere elementen van zijn identiteit, die positieve en constructieve aanknopingspunten kunnen zijn voor zijn behandeling. Een slachtoffer is niet alleen slachtoffer. Een dader of een slachtoffer is niet per se goed of slecht. Wij vinden dus dat er een genuanceerd debat in het belang van een solidaire samenleving moet kunnen worden gevoerd, zonder dat men een slachtoffer herleidt tot die status van slachtoffer en het een stigma opkleeft. Dat slachtoffer wil ook af van dat stigma. Die wil zijn slachtofferschap verwerken en verder kunnen leven zonder de status van slachtoffer. Wij zijn ervan overtuigd, en dat bewijst ook de herstelrechtelijke praktijk, dat een slachtoffer erkenning en genoegdoening wil als slachtoffer, maar die genoegdoening herleidt zich niet tot een zware straf voor de dader of zelfs maar een financiële vergoeding. Die genoegdoening gaat veel verder dan dat. Maar daarover kan een vzw als Suggnomè en de mensen in die sector u veel meer vertellen dan Child Focus.

La **présidente**: Je vous remercie.

Nous allons passer à d'autres points, mais vous avez loisir de réagir à toutes les questions posées. Allez-y chacun à votre tour; à vous, monsieur Anthoni!

**Stef Anthoni**: Ik wil nog even antwoorden op een vraag van mevrouw De Cauter. Het is natuurlijk een complex gegeven. De twee sporen naast elkaar zetten, gebeurt niet alleen met een kind, maar dat gebeurt ook met de moeder en dergelijke.

Wij hebben gelukkig in onze equipe ook kinderpsychologen, die op een voor een kind begrijpbare manier die pistes kunnen schetsen en uitleggen, zodat dat veel helderder wordt. Ik kan u verzekeren dat een strafbeleid voor een kind van 8 of 10 iets anders is dan voor een kind van 15 of 16. Het is soms ook belangrijk om bij de

consequenties beelden te kunnen gebruiken en dat op een manier te kunnen verduidelijken.

Hoe jonger het kind, hoe meer de beslissing bij de ouder of beide ouders zal liggen, als het iemand van daarbuiten is. Dan worden de pistes, zowel met de melder als met de mensen die men op de dienst zelf krijgt, naast elkaar gelegd en op hun niveau van functioneren teruggekoppeld en besproken.

**Bernard Parmentier**: Je voulais répondre à la question sur le secret professionnel qui me paraît être une question fondamentale. Faut-il le maintenir, le renforcer, l'aménager comme on le fait dans d'autres pays? La question du secret professionnel a évolué ces 20 dernières années. Un arrêt de cassation particulièrement important dit ce que je disais tout à l'heure: à partir du moment où il existe un intérêt supérieur à protéger, le secret professionnel peut céder. Il a été aménagé. Après l'article 458, on a créé le 422bis qui traite de la non-assistance à personne en danger et qui fait vraiment pendant à la notion de secret professionnel. En matière d'abus et de délits commis sur les enfants, il y a cette possibilité de l'article 458bis qui a été créée à ce propos. Cela ne fait que baliser l'attitude que doivent adopter tous les intervenants. C'est une question sur laquelle on peut plancher pendant des jours et des jours sans jamais arriver à une solution optimale.

Je ne sais pas si vous voulez vous pencher davantage sur la question du secret professionnel. Pour ce qui est des services sociaux et des services psycho-médico-sociaux, Lucien Nouwynck, avocat général, a écrit pas mal de choses à ce propos, entre autres sur cette notion du secret professionnel partagé. À mes yeux, il est fondamental de maintenir un secret professionnel qui ne doit pas être verrouillé comme ce fut le cas au siècle dernier, qui permette une approche intelligente et nuancée de toutes les situations. Néanmoins, ce secret professionnel est fondamental. Si on veut créer une relation de confiance, quelle qu'elle soit, elle doit permettre de recueillir des confidences sans pouvoir les dévoiler, sauf en cas de nécessité. Le secret professionnel pour le médecin est évident, pour l'avocat aussi mais pour les services psycho-médico-sociaux, le secret professionnel est le même: le processus thérapeutique n'est possible que dans la mesure où ce secret professionnel est de mise.

Dans le cas des Équipes SOS Enfants, il y a une nuance de taille. Il s'agit de savoir quel secret doit

être protégé. Il ne s'agit pas de protéger le secret de l'abuseur; nous ne sommes pas là pour nous occuper de l'abuseur. On s'en occupe quand c'est intrafamilial d'une façon indirecte. C'est la parole de la victime qui doit être protégée, la parole de l'enfant, du mineur, pas celle du reste de la famille, bien entendu.

Ce qui est fondamental, c'est le travail dans la plus grande transparence. Il faut donc nécessairement que les gens à qui l'on s'adresse sachent ce qu'on dit et ce qu'on ne dit pas, connaissent les limites. Et on met des limites. C'est cela qui permet de voir s'il y a moyen de faire un travail. Mais je parle ici de situations qui concernent moins ce qui vous préoccupe, c'est-à-dire la maltraitance intrafamiliale ou de proches de la victime puisque, je le rappelle, dans les autres situations, très clairement, il y a dans la plupart des cas passage au pouvoir judiciaire.

La **présidente**: Y a-t-il d'autres interventions sur le secret professionnel? (*Non*)

**Stef Anthoni**: Er is een vraag gesteld over de meldcode in Nederland. Daar kan ik de volgende toelichting bij geven. Er is in Nederland gekozen voor een landelijke meldcode waarbinnen bij een vermoeden van kindermishandeling en een vermoeden van huiselijk geweld de hulpverlener een aantal stappen moet zetten. Die stappen moeten ook schriftelijk geacteerd worden en dergelijke. Ik geef enkele voorbeelden. Bij een vermoeden moet hij dat bespreken met collega's, om na te gaan of het vermoeden al dan niet gestaafd, al dan niet bevestigd wordt. Indien mogelijk, wordt het gedrag dat tot het vermoeden leidt, met het kind en met de ouders besproken. Daarin hoeft nog niet uitgedrukt te worden dat het een vermoeden van kindermishandeling of seksueel misbruik is, maar het bepaalde gedrag dat het vermoeden oproept, wordt wel getoetst. Die toetsing wordt opnieuw besproken met collega's. Dan kan er beslist worden om het AMK, vergelijkbaar met de Vertrouwenscentra Kindermishandeling in Vlaanderen, te consulteren. Al die stappen worden geacteerd en vastgelegd. Gaat het over een vermoeden van een professioneel iemand, een collega of dergelijke, dan moet het bestuur van de eigen organisatie op de hoogte gebracht en ingeschakeld worden. Verschillende stappen zijn dus op een heel logische manier opgebouwd. Iedereen moet zich daaraan houden. Ik heb het overzicht op papier bij, maar het is ook op het internet te vinden.

Belangrijk daarin zijn niet alleen die stappen. Het sluit ook aan bij een samenleving waarin de

responsabilisering van iedereen zo sterk mogelijk naar voren komt. Een van de dingen om dat niet te doen en te snel naar Justitie te gaan, is dat mensen hun verantwoordelijkheid niet nemen. Men dropt het. Ik moet zeggen: heel af en toe hebben wij dat ook, bijvoorbeeld wanneer een professioneel iemand uit een ziekenhuis belt met de mededeling dat een kind werd ontslagen, maar dat men zich zorgen maakt. Dan kunnen we beginnen. Ik kan u verzekeren dat dit niet de prettigste meldingen zijn om mee te starten. Heel vaak is het anders: dan ligt het kind daar nog. Dan kunnen we naar het ziekenhuis gaan en, samen met de arts daar, de ouders aanspreken enzovoort. Dan zitten we op het niveau van responsabilisering.

Ik denk dat dit heel belangrijk is, ieder op zijn niveau. Een niet-professioneel die zich zorgen maakt, moet de kans krijgen om met die zorg ergens terecht te kunnen. Zeker ook op professioneel niveau is dat belangrijk. Er moet maximaal aan gedacht worden dat iedereen in een zorgende samenleving zijn verantwoordelijkheid opneemt. Vanuit dat denken, moeten wij een parcours uitbouwen. Ik denk dat dit daarvan een facet kan zijn.

**Kristine Kloeck**: Ik wil nog even ingaan op de vragen in verband met meldpunten. In januari is Child Focus naar buiten gekomen met een persconferentie waarin de versterking van ons meldpunt voor seksueel misbruik en seksuele uitbuiting werd aangekondigd. Dat hebben wij gedaan op uitdrukkelijke vraag van onze raad van bestuur, die mede in het licht van de werkzaamheden van deze commissie en gezien de vaststelling dat er zo'n groot *dark number* is op het vlak van seksueel misbruik, vond dat Child Focus zich sterker moest profileren op dat vlak.

Dit sluit aan bij een opmerking van een van de commissieleden die zei dat hij niet wist dat Child Focus zich niet alleen met verdwijningen bezighoudt.

Onze intentie was niet Child Focus als centraal meldpunt, als enig meldpunt, te profileren. Zeker niet. Het is niet de bedoeling de andere actoren op het terrein concurrentie aan te doen.

De vraag of het goed zou zijn dat er een centraal meldpunt is, laat ik in het midden. Ik meen dat men die vraag niet met ja of nee kan beantwoorden. Daar moet onderzoek aan voorafgaan. Zo'n onderzoek is al gebeurd in Vlaanderen, op verzoek van minister Vervotte, die *in illo tempore* Vlaams minister van Welzijn was.

Het antwoord op de vraag was toen, voor zover ik het mij herinner, eerder negatief. De sector zelf – de vertrouwenscentra, de CAW's en dergelijke – was daar geen voorstander van omdat dit – ik ga nu kort door de bocht – de afstand tussen de melder en de hulpverlener vergroot. Men vindt dat iemand het beste een melding kan doen waar die rechtstreeks hulp kan krijgen.

Het is inderdaad een zorg van Child Focus. Wij menen dat de Vertrouwenscentra Kindermishandeling (VK's) en de CAW's meldpunten moeten zijn. Er zijn er nogal wat in Vlaanderen. Wij vinden het goed dat er een keuze bestaat tussen een aantal laagdrempelige meldpunten. Wij willen echter niet pleiten voor nog meer meldpunten.

Ik wil u het onderscheid in herinnering brengen dat de heer Anthoni daarstraks aanhaalde: er is een verschil tussen een meldpunt en een vertrouwenspersoon of een aanspreekpunt, zoals een groene leraar enzovoort. Een meldpunt wordt bemand door professionals die gehouden zijn aan hun beroepsgeheim en die op professionele wijze met zo'n melding kunnen omgaan.

Wij maken ons inderdaad zorgen over hoe men tot een homogene werkwijze komt, met gelijkberechtiging van de melders. Als men het aantal meldpunten eindeloos uitbreidt, gaan al die waarden die belangrijk zijn verloren.

Ik wou aansluitend daarbij ingaan op de vraag naar een charter. Het is inderdaad zo dat wij in datzelfde kader de boodschap hebben gegeven dat het belangrijk is dat er in allerlei professionele organisaties waar volwassenen en kinderen samenwerken, in verenigingen, sportverenigingen, cultuurverenigingen enzovoort, een duidelijke gedragscode komt. Nu, we maken het onderscheid met een gedragscode die algemeen is en die eigenlijk gaat over hoe omgaan met kinderen, wat zijn rechten van kinderen en hoe respecteer je die rechten van kinderen. Dat is eigenlijk een breed gegeven. Daarnaast staan concrete richtlijnen omtrent hoe herken je signalen van seksueel misbruik en hoe ga je daar dan mee om, wat kan je doen als getuige van dergelijke signalen. We denken dat beide noodzakelijk zijn en we hebben daar een beetje werk rond geleverd. We merken dat in heel wat verenigingen en organisaties daar al werk rond geleverd is of dat dergelijke codes en richtlijnen of gedragsregels in de maak zijn. Er is echter inderdaad een bekommernis voor coördinatie en afstemming op elkaar. Dat is zeker. Ik denk dat het voor een stuk toch de verantwoordelijkheid is

van de overheid om daar iets in gang te zetten en weet ik op welke manier ervoor te zorgen dat de verschillende sectoren samen gaan zitten om dat uit te werken op een afgestemde wijze.

Ik zou ook willen antwoorden op de vraag in verband met de burgerlijke partijstelling. Child Focus heeft zich inderdaad tot nu toe al vijf keer burgerlijke partij gesteld in een zaak van georganiseerd seksueel misbruik of seksuele uitbuiting. Dat gaat dan over sekstoerisme en kinderpornografie op internet. Dat is dus in het kader van de wetten van '95 rond de seksuele uitbuiting. Of het opportuun is om dat uit te breiden naar seksueel misbruik? Dat is niet direct een optie van Child Focus, omdat wij heel duidelijk de optie genomen hebben om ons burgerlijke partij te stellen in zaken waarin slachtoffers anoniem zijn, met als bedoeling om die slachtoffers een gezicht te geven, hun verdediging op te nemen daar waar er niemand is om de verdediging van die kinderen op te nemen en om als het ware die slachtoffers zichtbaar te maken. In andere zaken, waar de slachtoffers gekend zijn of familie hebben die zich burgerlijke partij kan stellen, moet Child Focus niet in de plaats treden. Dat is een optie in eerste instantie zal ik zeggen. Dat is eventueel voor herziening of voor discussie vatbaar.

Ik heb dan nog de vraag van de heer Bracke. Sorry dat uw naam mij even ontsnapte. Ik heb een zekere leeftijd, die soms vergeetachtigheid in de hand werkt. Ik heb al een paar keer vermeld dat ik oud ben.

De heer Bracke heeft de vraag gesteld over de opvolging van onze zaken en op welke manier wij weten wat de juiste weg is. Wij spreken niet over de juiste weg. Wij leggen aan elke melder het tweesporenbeleid uit en ook wat de opportuniteit is van het neerleggen van een klacht bij Justitie. Wij vertellen hem of haar ook op welke manier de hulpnoden van het kind door de hulpverleningssector kunnen worden beantwoord. Er is echter geen juiste weg voor Child Focus. Het is een en-enverhaal. Het slachtoffer beslist welke weg hij bewandelt.

Wij tonen de weg. Wij proberen de hulpverlening en ook Justitie voor het slachtoffer te ontsluiten en de meldingsbereidheid te vergroten. Nadien checken wij of het slachtoffer of de melder effectief de weg heeft gevonden dan wel of hij op een wachtlijst is terechtgekomen, waardoor hij pas na drie maanden bij de hulpverlening terecht kan. Wij checken ook of er met zijn klacht bij de politie iets is gedaan. Het is al meermaals gebeurd dat

een melder effectief naar de politie stapt en een klacht wil neerleggen, maar dat hij wandelen wordt gestuurd. Desgevallend gebeurt het – wij hebben immers een vrij goede samenwerkingsrelatie met politie en Justitie – dat wij met bijvoorbeeld de dienst Mensenhandel of met een politiekantoor in overleg treden over de vraag waarom die bepaalde klacht niet ontvankelijk is verklaard en waarom de klacht niet is opgenomen.

Dat is checken of het slachtoffer terecht is gekomen en zich goed voelt bij de hulp of bij de opvolging die Justitie heeft gegeven.

**Ellen Stassart:** Ik kan daaraan toevoegen dat in 2010 in 50 % van de gevallen Child Focus de brug naar Justitie en/of hulpverlening effectief heeft kunnen maken. In de meeste gevallen had het slachtoffer zelf of de melder zelf de stap gezet naar hulpverlening en/of politie en justitie.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Hoeveel mensen zijn er waarvan u denkt dat ze eigenlijk niet of maar half of heel gebrekkig zijn geholpen? Hebt u daar gegevens over?

**Ellen Stassart:** Gelukkig, ik denk dat dit maar 1 of 2 % van de gevallen is. Ik denk dat wij er in bijna alle gevallen in slagen om die weg uit te stippelen. Dat blijkt heel duidelijk uit onze statistieken, uit onze dossiers. Het is een dialoog met de melder. In eerste instantie verloopt dat niet altijd gemakkelijk.

Ik maak dat even heel concreet. Ik herinner mij een geval van een melder die de vader was. Hij meldde dat zijn dochter aan de binnenkant van de dijen aangeraakt was door de gitaarleraar. De vader belde ons in eerste instantie om te vragen of dit erover was of niet. "Kan dit of kan dit niet? Moet ik hiervan een probleem maken? De hele toekomst van mijn dochter ligt bij de gitaarleraar, want het is de beste in de omgeving. Er is geen betere te vinden. Heel haar vriendengroep en haar sociaal leven situeren zich in die context. Ik wil haar daar niet weg. Ik zal vanaf nu altijd meegaan en dan vermijd ik dat het tot erger zal escaleren."

Dan hebben wij de dialoog daadwerkelijk opgestart en hebben wij gezegd: "U moet ook nadenken over mogelijke andere slachtoffers, u moet zich goed realiseren dat uw dochter misschien niet de enige kan zijn. U hebt een heel terechte reflex. Als uw dochter u dit verteld heeft, wil dit zeggen dat er een grens overschreden is. Dit is geen normaal contact in de context van een muziekles."

Aan het einde van de rit, ik kan de commissie daarin echt geruststellen, slagen wij er in bijna alle gevallen in om die weg aan te tonen die het slachtoffer of de melder op dat moment nodig heeft. En als dat niet lukt, wordt er wel degelijk een getuigenis opgestuurd.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Dat toont ook aan dat jullie vraag om te gaan naar een homogene werkwijze uiteraard zeer belangrijk is. Als ik hoor hoe jullie dat aanpakken, denk ik dat dit de goede werkwijze is. Dan denk ik dat het goed is dat alle hulpverlening ongeveer op dezelfde manier werkt en dezelfde finaliteit heeft.

U hebt niet helemaal op mijn vraag geantwoord. Ik ben het er volledig mee eens dat er een homogene werkwijze moet zijn, maar hoe moet dat dan gebeuren? Wie moet dat doen? Moet de overheid daarin een rol spelen? Of zullen in onderlinge afspraak met de sectoren *good practices* worden afgesproken? Waarom is dat nog niet gebeurd?

**Kristine Kloeck:** Ik denk dat de overheid daarin in elk geval een rol te spelen heeft, maar dat wil niet zeggen dat er topdown een gedragscode of wat dan ook kan worden gelegd. Dat moet absoluut in overleg met de verschillende sectoren gebeuren. Dat is een idee. Er zijn er wellicht andere.

**Bernard Parmentier:** Je souhaitais aborder cette question de coordination qui avait été posée par plusieurs des commissaires quand on parlait de la question de méthode de travail uniforme au niveau des équipes.

SOS Enfants a 14 équipes, c'est-à-dire à peu près 100 ETP, pour de notre côté un traitement de fond de 5 000 signalements. Mais la coordination, la méthode de travail, cela se fait en interne. Je crois que c'est l'idéal pour ce genre d'organisation. Parce que le système de fonctionnement des Équipes SOS Enfants n'est pas comparable à d'autres services d'aide ou de travail de ce genre.

Une instance centrale peut avoir – puisque c'était une question qui rencontrait la préoccupation de plusieurs –, une certaine utilité pour certains faits. Je pense, par exemple, à tout ce qui concerne Child Focus. Quand il s'agit de traiter d'une situation d'une manière plus thérapeutique, cela ne se justifie pas à mon sens.

Il y a une très grande importance de travailler en réseau, de travailler avec le réseau. Il existe un réseau. On a soulevé à plusieurs reprises la

question de savoir s'il n'existe pas une pléthore de services, trop de services qui feraient plus ou moins la même chose et qui se marcheraient sur les pieds.

Un énorme travail de cohérence a été accompli, en tout cas de la part de la Communauté française à ce propos. Il existe les commissions de coordination à la maltraitance au sein de chacun des arrondissements, qui, pour certaines, travaillent vraiment très bien et très finement, d'autres peut-être pas assez. C'est un outil qui existe et qu'il faudrait peut-être optimiser. Cela permet en effet de coordonner l'action et de ne pas faire de double emploi, ce qui est évidemment quelque chose à éviter.

**Stef Anthoni:** Mevrouw de voorzitter, ik wil nog even reageren op de vraag of we goed bezig zijn. Ik antwoord in twee delen. Enerzijds hoor ik van ouders die vroeger zelf een geschiedenis hebben meegemaakt dat zij betreuren dat de dingen die nu bestaan er vroeger niet waren. Ik heb het dan over 30 tot 40 jaar geleden. Op dat vlak zijn we beter bezig dan vroeger. Anderzijds moeten wij bescheiden blijven. Dagelijks zien wij kinderen waar lichamelijke, emotionele en seksuele dingen mee gebeurd zijn. Elk kind dat bij ons komt, is er een te veel. Dat houdt ons op het werkveld heel alert. We hebben nog een hele weg af te leggen. Het zal nog heel wat van ons vragen. Het is dus een complex antwoord.

Ik sluit nog even aan bij wat mevrouw Kloeck zei en bij wat ik net ook al heb gezegd. Het is belangrijk om als meldpunt hulp te kunnen bieden en te kunnen reageren. Kijken we internationaal naar de situaties die fataal aflopen, en dan denk ik aan situaties van kindermishandeling met jonge kinderen, dan doen die zich heel vaak voor op het snijvlak van twee organisaties. Iemand krijgt iets toe en verwijst het door naar een andere dienst. Die andere dienst is er nog niet bij betrokken en wie het heeft doorverwezen, is ook niet meer verantwoordelijk. Dan ontstaat er een moeilijke situatie. Vandaar mijn pleidooi voor een systeem waarin de verantwoordelijkheden scherp en duidelijk zijn en doorlopen, zodat de situaties goed worden opgevolgd en het geen amalgaam wordt van allerlei instanties die alleen maar telefoon krijgen en dan beginnen door te verbinden. Zo scheppen we meer problemen dan dat we oplossingen bieden.

La **présidente:** Qui désire encore prendre la parole?

Je présente déjà mes excuses aux quatre

personnes qui attendent encore. Mais vous voyez combien les commissaires sont intéressés par le quotidien des gens de terrain. Tout ceci est fort important pour que l'on puisse faire des recommandations correctes.

Si tous les commissaires ont reçu des réponses à leurs questions, je vais remercier nos invités. Je vous remercie sincèrement parce que le travail de terrain est fondamental pour comprendre le fonctionnement dans ces cas délicats d'abus sexuels. Si j'ai bien compris, il y a un traitement fondamentalement différent en cas d'abus intra-familiaux et extra-familiaux.

N'hésitez pas à nous transmettre des documents, des chiffres, des textes. Tout cela viendra enrichir nos travaux et nous aidera à tirer nos conclusions. Je vous remercie également pour vos suggestions. Merci aussi pour le travail que vous faites sur le terrain.

*La réunion publique de commission est suspendue à 17.53 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt geschorst om 17.53 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 21 FEVRIER 2011

Soir

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 21 FEBRUARI 2011

Avond

La séance est reprise à 18.07 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering is hervat om 18.07 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de**

- **M. Frans Heylen, président de la fédération "Centrum Algemeen Welzijnswerk"**

- **Mme Kris De Groof et Mme Kris Stas, fonctionnaires cadre auprès du "Steunpunt Algemeen Welzijnswerk"**

- **Mme Charlotte Rigaux, psychologue auprès du Service d'Aide aux Victimes de Bruxelles 1**

- **Mme Anne-Françoise Dahin, psychologue auprès du Service d'Aide aux Victimes de Bruxelles 2**

**Hoorzitting met**

- **de heer Frans Heylen, voorzitter van de "Centrum Algemeen Welzijnswerkfederatie"**

- **mevrouw Kris De Groof en mevrouw Kris Stas, stafmedewerksters bij het Steunpunt Algemeen Welzijnswerk**

- **mevrouw Charlotte Rigaux, psycholoog bij "Service d'Aide aux Victimes de Bruxelles 1"**

- **mevrouw Anne-Françoise Dahin, psycholoog bij "Service d'Aide aux Victimes de Bruxelles 2"**

La **présidente**: Chers collègues, nous reprenons nos travaux, parce que deux des intervenantes doivent nous quitter à 19 h 15. Elles étaient en effet invitées à 16 h 30 et nous ne leur avons pas demandé de libérer leur agenda en soirée.

Je m'excuse déjà auprès de nos invités pour le retard. C'est cependant habituel au sein de cette commission parce que, comme vous avez pu le constater, les commissaires sont particulièrement intéressés par le travail de terrain. C'est pourquoi

nous profitons de la présence d'acteurs de terrain pour leur poser toutes les questions qui nous aideront à établir notre rapport.

Je propose que vous fassiez, chacun à votre tour, votre exposé. Je pense cependant que Mme Charlotte Rigaux et Mme Anne-Françoise Dahin parleront d'une même voix pour les fédérations francophones.

De heer Frans Heylen, mevrouw Kris De Groof en mevrouw Kris Stas zullen spreken voor de Nederlandstalige federatie.

Je propose de donner d'abord la parole aux représentantes francophones du service d'aide sociale aux justiciables et aux victimes, pour leur exposé.

**Anne-Françoise Dahin**: Je vous remercie d'avoir invité le secteur de l'aide aux justiciables, qui est un secteur qui avait d'ailleurs déjà réagi au moyen d'un communiqué de presse lorsqu'il y a eu cette annonce de créer un centre spécifique pour les victimes d'abus sexuels dans le cadre de l'Église. Le secteur avait réagi en disant qu'il existait déjà un secteur de prise en charge des victimes et qui avait compétence en ce domaine.

Je vous remercie donc de donner la parole à ce secteur. Nous allons vous expliquer ce qu'est un service d'aide aux justiciables et ce qu'est un service d'aide aux victimes. Quelles sont les missions légales qui lui sont confiées? En quoi est-ce un lieu adéquat pour prendre en charge les victimes d'infractions pénales, dont les victimes d'abus sexuels? Comment aide-t-on ces victimes? Et puis, certaines recommandations. Étant donné

que je suis ici depuis avant 16 h 30, j'ai pu voir que des questions vous préoccupaient, comme le rapport avec la justice, mais aussi le morcellement des compétences. Je vous dirai quelle est notre position, qui est un peu différente de ce que nous avons entendu jusqu'ici.

Je m'excuse parce que je dois partir à 19 h 15, pas pour m'amuser, mais parce que j'ai un groupe thérapeutique à 20 heures et que je suis obligée d'y être.

Nous sommes deux. On va vous expliquer qu'il y a deux services d'aide aux justiciables à Bruxelles. Je vais donc donner la parole à ma collègue qui va d'abord vous parler des missions légales qui sont confiées à ces services.

**Charlotte Rigaux:** Bonsoir. En fait, sur l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, il existe deux services d'aide aux victimes, dont nous sommes deux représentantes. Il existe un service de ce type dans chaque arrondissement judiciaire en Belgique. Notre objet est d'apporter une aide sociale, psychologique ou juridique aux victimes d'infractions pénales, et ce pour les aider à faire face aux conséquences directes et indirectes des actes qui ont été commis.

Cette aide est très, très vaste et on peut vraiment aider la personne, soit juste après la victimisation, soit après-coup. On est aussi amenés à rencontrer les proches de ces victimes.

Notre service est dit généraliste car on peut vraiment rencontrer les victimes de tous types d'infractions pénales. Parmi celles-ci, on reçoit donc des victimes qui ont subi des abus sexuels. Ceci en opposition à deux services qui existent, par exemple à Bruxelles, et qui seront plus spécifiques. Je pense qu'il s'agit d'une complémentarité sectorielle très importante et intéressante et qui permet finalement aux personnes victimes de choisir soit un service plus généraliste, qui stigmatisera peut-être un peu moins, soit un service plus spécifique.

L'aide que l'on propose est dite gratuite. Nous aimons dire que c'est payé. L'idée derrière cela est finalement d'expliquer aux victimes que quand on subit un préjudice dans notre société, il y a un suivi, un accompagnement qui peut être mis en place pour, finalement, réparer le préjudice ou en tout cas la reconnaître dans son statut de victime.

**Anne-Françoise Dahin:** Quelque chose qui est très important à retenir, c'est que nous ne disons pas aux victimes que l'aide est gratuite. Bien sûr,

elle est gratuite pour eux, mais nous leur disons que l'aide est prise en charge par un autre, qu'un autre paye. Parce que qui dit infraction pénale, tant pour celui qui l'a commise que pour celui qui l'a subie, dit un fait hors la loi. On dit des auteurs qu'ils sont hors-la-loi et on fait tout un travail de réinsertion pour les faire revenir dans le cadre de la société.

Ce qu'on a oublié, et dont on s'est rappelé maintenant, c'est que les victimes aussi sont emmenées hors la loi, à leur corps défendant, par le fait subi. Si vous voulez, le cadre qui fait qu'on vit tous en commun a volé en éclats et les victimes ont un sentiment de "hors de". C'est ce qu'on appelle la déliaison. Il y a un impact subjectif des victimisations, mais il y a aussi une "déliaison" par rapport au sentiment d'appartenir à la société, au sentiment d'être protégé par ce cadre qui a volé en éclats.

Donc, pour les victimes, il y a beaucoup d'effets de ce "hors de", qui font qu'elles ne se reconnaissent plus dans les autres et qu'elles ont parfois le souhait de rencontrer d'autres victimes qui ont connu ces faits-là.

Le fait que le législateur ait pensé à mettre en place ce droit à l'aide et que le coût de l'aide est pris en charge par la société, est une manière de les réinscrire dans la société. On a beaucoup entendu les termes "besoin de reconnaissance". Qui peut l'apporter? Plusieurs instances peuvent apporter ces effets de reconnaissance, mais l'aide aux victimes, par ce biais de réinscription, par le coût de la prise en charge, est une première manière d'apporter une reconnaissance.

Ces services sont agréés pour assurer cette mission. Ils sont aussi indépendants et extérieurs aux services de police et aux services de la justice.

On a dit qu'on était agréé pour faire l'aide. Nous avons d'autres missions, comme la formation. On a parlé tout à l'heure de victimisation secondaire. C'est le fait pour les victimes d'être maltraitées par les instances qu'elles rencontrent. Mais nous avons la possibilité de donner des formations. Dans ces formations, nous donnons en premier la parole aux victimes, puisque nous avons des vidéos, qui sont des témoignages de victimes, qui vont dire ce qu'elles ont subi. Ainsi, nous avons, par exemple, quatre à cinq témoignages de victimes d'abus sexuels. Et nous formons différents types de professionnels: les policiers, les assureurs, les magistrats, mais aussi des intervenants psychosociaux. Ça, c'est une aide

indirecte, pour que les victimes soient bien traitées dans les contacts qu'elles vont avoir de manière inévitable.

Quelque chose de très important est que l'approche est globale. Elle est centrée sur l'ensemble des conséquences de la victimisation. Quand on est victimes, il y a des conséquences. On pense bien sûr tout de suite aux conséquences psychologiques, mais il y a aussi des conséquences sociales, des conséquences familiales, professionnelles, financières, juridiques et parfois, médicales. Nous pensons que c'est une attention accordée à l'ensemble de ces conséquences qui va faire qu'une victime va surmonter ou pas les faits.

On a, dans ces services, trois formes de professionnels: des psychologues, des assistants sociaux et des juristes. Vous voyez donc qu'il n'y a pas de médecin. Mais en Belgique, nous avons un système de médecins généralistes, mais aussi de psychiatres en suffisance pour que l'on puisse collaborer.

Dans notre service et dans d'autres services d'aide aux victimes, nous portons une attention particulière aux victimes d'abus sexuels. Pourquoi? Parce que c'est une victimisation complexe. Lorsqu'elle a eu lieu dans l'enfance, cela crée des adultes qui ont une multitude de problèmes, même si certains de ces adultes peuvent avoir une vie qui a l'air normal. Mais une part d'eux peut aussi être tout à fait brisée, tout à fait "clivée" comme nous disons, c'est-à-dire séparée, parfois à l'insu des conjoints.

Parfois, le rapport avec un professionnel dans l'aide n'est pas possible directement. Pourquoi? On a vu souvent que l'abus a eu lieu dans le cadre d'une relation d'autorité. Or, un professionnel – psychologue, assistant social – est une autorité. Et donc, la personne a beaucoup de mal à faire confiance, même aux professionnels de l'aide.

Parfois, la seule porte d'entrée qu'il y a pour l'aide, c'est de rencontrer d'autres victimes qui ont connu ça. Au service d'aide aux justiciables, on a un groupe de parole spécifique pour les victimes de violences sexuelles. Cela nous aide beaucoup parce que cela permet vraiment de reconstituer un sentiment d'appartenance à la communauté humaine. Les personnes se reconnaissent entre elles, pour une première fois, peuvent échanger. Puis alors, pour travailler le traumatisme par ce biais-là, c'est encadré par des professionnels. Ce n'est donc pas de l'entraide; il y a des professionnels qui sont là pour travailler ce qui est

apporté.

On a beaucoup parlé tout à l'heure du morcellement des compétences entre l'assistance aux victimes, l'accueil des victimes au parquet. L'assistance aux victimes, c'est dans le cadre de la police. Il y a une compétence bien limitée dans les tâches policières. Quand il y a une reconstitution, quand il y a des suites policières – la récupération de vêtements, etc. -, l'assistance policière est extrêmement précieuse. Ce sont des professionnels qui aident les policiers qui, eux, doivent faire une assistance policière.

L'accueil au parquet, c'est différent; c'est quand les victimes veulent être mises au courant des suites du dossier au niveau de la justice. Là aussi, il y a un service d'accueil. Et cela, c'est dans le cadre des missions de la justice.

Et nous, c'est l'aide, avec cette approche globale.

Je travaille depuis 18 ans, je suis donc témoin de l'avancée, de l'agencement de ces niveaux, de cette articulation. S'il est juste qu'au départ, les premiers travailleurs qui ont été engagés après moi dans le cadre de l'assistance policière aux victimes n'avaient pas de directives claires, très vite, ils ont pu être amenés à faire de l'aide. Et il y avait une grande confusion. Aujourd'hui, 18 ans plus tard, ils ont des circulaires, des formations, le rôle de chacun est beaucoup plus clair. Parfois, de-ci de-là, il y a une petite confusion, mais alors, c'est plus à titre individuel.

Et c'est pour nous très précieux. On disait tout à l'heure: quelle est notre position par rapport à la justice? Pour nous, la justice, c'est très précieux. Pourquoi? Parce que quand on a été victime d'abus sexuels, on est vraiment plongé dans la confusion totale. On a dit tout à l'heure qu'il y a une peur plus grande chez un enfant que l'abus sexuel, c'est l'éclatement de la cellule familiale. On l'a entendu. Donc, les enfants, plutôt que de parler, ils vont intérioriser l'abus et ils ne vont pas parler, pour que la cellule familiale se maintienne en place. Nous voyons beaucoup les adultes. Pour les enfants, il y a les équipes SOS Enfants; c'est eux qui les prennent plus en charge. Mais nous voyons beaucoup d'adultes qui ont vécu des faits, il y a très longtemps.

Nous voyons qu'il s'agit d'adultes qui n'ont pas parlé et qui ont intériorisé l'événement. Ils jouent dès lors tous les rôles et répètent incessamment ce qu'ils ont vécu. Il y a ce que l'on appelle "l'identification à l'agresseur". Comme ils sont restés hors la loi, puisque la loi n'a pas été

énoncée, ils peuvent pratiquer des actes d'automutilation, faire des tentatives de suicide, se mettre en danger ou mettre en danger la génération suivante en guise "d'appel à la loi", afin que celle-ci intervienne.

Par conséquent, il nous apparaît que porter plainte est très important. Nous ne pousserons, bien sûr, jamais une victime à porter plainte, mais nous allons lui donner l'information nécessaire afin qu'elle puisse trouver le courage de porter plainte. Si on fait cela, on porte une responsabilité. Nous devons être sûrs que la victime sera bien accueillie.

Une victime qui n'a pas porté plainte porte la plainte en elle. Porter plainte, c'est la déposer pour s'en décharger et tourner la page. Quand quelqu'un vient chez nous, qu'il n'a pas encore porté plainte, mais le souhaite, parce qu'on lui a longuement expliqué ce que cela signifie que d'impliquer la loi, nous appelons tout d'abord quelqu'un de l'assistance policière aux victimes (nous les connaissons maintenant). Nous expliquons à cette personne qu'un dépôt de plainte particulier va arriver et nous lui demandons de trouver un policier formé à l'audition des personnes. Nous organisons cette audition spécifique et quelqu'un de chez nous, si c'est nécessaire, va accompagner la personne, présenter l'assistant aux victimes, présenter le policier.

Très récemment, avec toutes ces affaires, j'ai accompagné une dame victime d'abus sexuels au sein de l'Église, pour qui les faits s'étaient déroulés il y a cinquante ans. Avec la préparation dont je vous ai parlé, elle a été reçue d'une manière tout à fait adéquate: le policier a effectué une audition comme si les faits n'étaient pas prescrits; il s'est efforcé d'interroger la dame pour obtenir les détails de l'abus afin de pouvoir qualifier les faits; il a qualifié les faits très précisément et il a dit qu'il allait contacter le magistrat le jour même. Après ce dépôt de plainte symbolique, c'était fini pour la dame, alors qu'elle a plus de septante ans. Nous devons donc être sûrs que les gens seront bien accueillis, que le policier comprendra l'importance du caractère symbolique d'un dépôt de plainte. Or, maintenant, c'est possible, car nous avons les structures pour ce faire.

Je voudrais aborder un autre sujet tabou, la question de savoir si les victimes sont maintenant bien prises en compte dans la procédure pénale. Pour nous, pas encore tout à fait. Je trouve que les victimes sont encore cantonnées au rôle de

partie civile et que le droit de recevoir des informations, le droit d'en donner, le droit d'être pris en compte par la procédure n'est pas encore suffisamment considéré.

Il dépend encore trop – j'insiste sur ce fait – du bon vouloir des magistrats. Je vous donne un exemple tout simple: à l'heure actuelle, lorsqu'il y a un procès (peu importe la matière), il n'y a pas de place prévue pour les parties civiles. Elles ont le même statut que n'importe quelle personne qui viendrait assister au procès. Encore aujourd'hui, cela dépend du bon vouloir du magistrat. Cela peut paraître loin de vos préoccupations, mais il y a des magistrats qui sont, eux-mêmes, traumatisés et en état d'épuisement. Or c'est quelque chose dont on ne parle jamais. Le bon vouloir et la sensibilité du magistrat vont être influencés par son état psychologique.

S'il y a donc une recommandation à faire, si on veut prendre en compte les victimes, il faut d'abord prendre en compte l'impact émotionnel du travail des magistrats. Cela a été fait pour les policiers, il existe des cellules pour les policiers qui débarquent sur une scène; mais les magistrats sont, eux, encore extrêmement isolés et on ne parle pas de ce problème-là.

Vous savez qu'il existe des chambres spécifiques pour les affaires de mœurs. Or celles-ci ont un impact psychologique sur les magistrats qui écoutent toute la journée des affaires de mœurs sordides; et il peut, par conséquent, y avoir un rejet des victimes, par réaction. Si j'ai donc une recommandation à faire, ce serait celle-là. Des initiatives ont été prises. Tout le monde sait que, pour que les professionnels écoutent convenablement les victimes et adoptent la position adéquate (ce que font de nombreux magistrats, policiers et travailleurs sociaux, mais cela n'est pas encore tout à fait généralisé), il faut prendre en compte l'impact émotionnel que subissent ces gens.

Nous sommes un service d'aide aux justiciables. Nous disposons de deux lieux distincts: l'un qui reçoit les victimes, l'autre les auteurs des faits. Nous effectuons également des actions intéressantes dans le cadre de la justice réparatrice. Nous encourageons des modes de remise en relation entre l'auteur et la victime, soit directe, soit indirecte. Vous connaissez l'ASBL Médiane qui est très intéressante et qui effectue un travail précieux, notamment en ce qui concerne la "re-liaison" (c'est un mot qui doit vous parler) entre les auteurs, les victimes et la société. Toutes les structures, toutes les instances, concourent à

cela.

Voilà. Nous ne pourrions sans doute pas répondre à vos questions car nous ne serons plus là.

La **présidente**: Je vous propose de consacrer un quart d'heure aux questions sur l'exposé, si M. Heylen et Mmes De Groof et Stas le permettent. N'ayez crainte, nous vous écouterons avec attention par la suite: on est infatigable dans cette commission. Y a-t-il des questions sur l'exposé de Mmes Rigaux et Dahin?

**Marie-Christine Marghem (MR)**: Merci pour votre exposé très clair et qui va à l'essentiel. Par rapport au secret professionnel, il y a l'articulation de cette obligation qui probablement s'impose à vous et du fait d'inciter fortement et d'aider dans certains cas la victime à déposer plainte et la collaboration avec la justice dans ce cadre.

**Anne-Françoise Dahin**: Souvent, les victimes sont dans la terreur de porter plainte parce que c'est un acte symbolique dont elles sentent l'impact. Elles ont peur aussi parce que des phrases sont restées imprimées dans leur tête, qu'on leur a dit: "Si tu parles, il va y avoir quelque chose de terrible." Nous devons donc aider d'abord la victime à démonter tout ce qu'on lui a dit: qu'elle est coupable, qu'elle a aimé ça. La question du plaisir est là, même chez l'enfant et celui-ci peut avoir éprouvé du plaisir mécanique. Les victimes sont tellement dans la confusion, si honteuses qu'elles ont peur d'entendre qu'on leur dise qu'en effet, elles sont coupables. C'est cette confusion et cette terreur qui les empêchent souvent de porter plainte. Nous devons accomplir tout un travail pour rétablir le cadre de la loi et démonter toutes ces croyances. Cela prend déjà tout un temps.

Nous avons une position plus facile parce que souvent, nous recevons des adultes, qu'il n'y a plus de danger réel. Il nous arrive de recevoir des enfants quand ils sont passés par SOS Enfants. Parfois, cela se passe mal et ils viennent alors chez nous. C'est tout relatif parce que ce sont quand même des questions transgénérationnelles. Il existe ce risque qu'une personne abusée devienne abuseur à son tour mais si elle vient à l'aide, c'est qu'elle veut sortir de ce cercle.

Quels sont nos garde-fous? Il y a des réunions d'équipe pour discuter des cas difficiles. Il y a des supervisions, pour lesquelles nous nous adressons à un intervenant extérieur. S'il y a une nécessité de signaler quelque chose, on le ferait après réflexion, après consultation. Mais je

travaille depuis 18 ans et je n'ai pas eu à faire cela. Le travail d'information et le fait de sortir les victimes de leur terreur auront suffi. En outre, je sais que mes relais auprès de la justice vont être pertinents; je m'en assure.

Dans la procédure pénale, aucune directive ne mentionne qu'il faut laisser une place à la victime quand elle se présente. Il n'est pas tenu compte des victimes dans tous les aspects de la procédure.

Dans les procès d'assises, il y a une différence de hauteur. Les victimes sont dans le public. Elles ne savent même pas parler à leur avocat. Si l'auteur disait une chose qui n'est pas vraie, elles ne savent rien dire, parce que l'avocat est parfois très loin. Elles sont comme n'importe quel citoyen. Elles ont des droits, par exemple, celui d'être informées si une libération conditionnelle intervient, mais pas pour une personne qui va à fond de peine.

Tout est ainsi. Il n'est pas tenu compte des victimes. Si elles veulent une information de justice, elles doivent la demander. Certes, il y a un service d'accueil des victimes au parquet, qui est très bien et qui va les aider à préparer une audition. Cela n'existait pas auparavant, mais les victimes doivent le demander. Dès lors, elles ne se sentent pas prises en compte.

**Valérie Déom (PS)**: Je voudrais vous poser une question concernant la récidive. À en croire les acteurs de terrain, le risque de récidive est important quand il est question d'abus sexuels. En outre, une distinction est établie entre les faits commis dans le cadre intrafamilial et ceux commis dans un contexte extrafamilial. Et le risque de récidive semble être plus important lorsque les faits sont commis dans ce dernier contexte.

Cela dit, quand on lit certaines études sur la récidive, on constate que le taux de récidive n'est pas plus grand en cas d'abus sexuel que pour tout autre type délit.

Pour plus de 80 % des cas, les abus sexuels sont commis dans le cadre intrafamilial où, pour des raisons contextuelles, le risque de récidive est moins grand. Les 20 ou 15 % restants se passent dans un contexte extrafamilial avec un chiffre de récidive de 12 ou 13 %. Le risque de récidive dans ce contexte est donc réel.

Sur la base de votre expérience en tant que membre d'un service d'aide aux victimes et aux justiciables, pouvez-vous nous confirmer que le

risque de récidive dans le contexte extrafamilial est beaucoup plus important que dans le contexte intrafamilial?

**Anne-Françoise Dahin:** C'est une question de diagnostic. Quelqu'un commet l'abus sexuel pour une certaine raison, qu'on va diagnostiquer. Les récidivistes dont vous parlez sont qualifiés de pervers. On va établir un diagnostic de perversion. Cela représente un petit pourcentage des cas d'abus sexuels. Ils sont difficilement soignables, ils posent beaucoup de problèmes pour les prises en charge thérapeutiques car ils ne comprennent pas qu'ils commettent des infractions.

Je pense qu'il y a un risque de récidive intrafamiliale aussi à travers les générations.

Quand on parle de la loi à une victime d'inceste, c'est à la fois pour que l'auteur soit reconnu hors la loi mais aussi pour faire revenir cette victime dans la loi. Il peut arriver qu'il y ait des passages à l'acte des victimes sur elles-mêmes – on parle d'automutilation – mais aussi sur la génération suivante.

La question de la transmission dans les générations est différente de celle de la perversion.

Le soin envers les auteurs et les victimes est précieux pour la société.

**Valérie Déom (PS):** Vous avez une approche globale. Vous êtes une courroie de transmission, un intermédiaire, un accompagnant de la victime vers la justice, en ce compris le contact avec les services de police afin d'être certain que la victime aura affaire à un policier formé pour l'auditionner. Vous contextualisez la problématique au départ. Vous avez votre expérience sur Bruxelles. Les services d'aide dans les autres arrondissements travaillent-ils comme vous? En ont-ils les moyens? Y a-t-il suffisamment d'interlocuteurs au sein des services de police?

**Anne-Françoise Dahin:** Comme vous le savez, cela a été régionalisé. Avec la régionalisation, nos deux services bruxellois ont, d'une certaine manière, été coupés des douze ou treize autres services wallons. Nous avons dû établir un nouveau décret pour redéfinir la mission. Une question s'adresse aux collègues néerlandophones qui y répondront eux-mêmes.

Le grand problème est la prise en charge à long terme. Lorsque nous avons renégocié le décret, nous avons redéfini l'accompagnement

psychologique qui nous permet de suivre les personnes à long terme et aussi des personnes de faits anciens. Du côté wallon, la définition de l'accompagnement psychologique a été conservée. C'est une drôle de définition: "... à l'exception des troubles persistants". Or, les personnes abusées sexuellement dans l'enfance ont des troubles persistants. C'est comme si elles étaient devenues des malades qui, de ce fait, doivent passer dans le réseau des soins. Mais, elles restent des victimes.

Pour ce qui est du côté néerlandophone, nous travaillons beaucoup avec notre homologue Groot Eiland sur Bruxelles car nous avons un accord de coopération. Là où nous sommes différents, c'est que, contrairement à nous, ils peuvent intervenir pour des faits récents, dans les trois mois, mais pas pour les faits anciens. Je propose qu'ils vous en disent davantage. C'est une autre structure. Peut-être manque-t-il alors d'un lieu pour la reconnaissance des faits anciens. Sinon, ils sont envoyés en santé mentale. C'est en tout cas ma vision. Ce qui est positif sur Bruxelles, c'est que nous travaillons en étroite collaboration avec les néerlandophones. Nous avons des accords de collaboration. Ce sont eux qui nous ont appris à travailler avec les vidéos dans les formations. Ils sont plus anciens que nous et ont une approche structurelle vraiment intéressante. Cela se passe bien et heureusement! Cependant, comme cela a été régionalisé, cela dépend du bon vouloir des travailleurs. C'est la Belgique!

En ce qui concerne la collaboration en Wallonie, la question est qu'ils sont moins nombreux. Il arrive que des services n'aient qu'un temps plein assistant social, qu'un temps plein psychologue pour les missions des justiciables hors prisons. Ils ont moins de moyens. Les territoires sont parfois très étendus en Wallonie. Nous-mêmes, notre territoire, ce sont les dix-neuf communes plus les communes limitrophes. On a très peu de moyens pour les frais de fonctionnement.

**La présidente:** Beaucoup d'intervenants ont parlé de listes d'attente pour les victimes et, par conséquent, de moyens clairement insuffisants. Si une victime a décidé de faire cette démarche – surtout une victime d'abus sexuels car vous nous avez dit combien c'est difficile pour elle – mais qu'on lui répond par téléphone qu'elle ne peut être reçue que dans un mois et demi, cela risque de la décourager, avec toutes les conséquences que cela peut avoir.

Je vous garantis que nous avons invité d'autres fédérations mais personne n'a souhaité venir. Il ne

s'agissait pas d'inviter uniquement Bruxelles. La Flandre est d'ailleurs représentée ici.

Avez-vous des listes d'attente? Nous poserons également la question par écrit aux fédérations wallonnes.

**Anne-Françoise Dahin:** Pour l'instant, nous n'avons pas de liste d'attente. Mais nous sommes nombreux dans notre service: environ 12 travailleurs et cinq psychologues et il y a l'autre service. Autrement, nous sommes deux. Donc nous n'avons pas de liste d'attente comme telle.

Vous avez entendu parler des accords de coopération. Pour l'instant, si une victime va porter plainte, on va lui proposer qu'un service d'aide la recontacte si elle le souhaite. Le modèle proposé est très bon: c'est ça, la main tendue. L'initiative sera du côté de la société pour prendre de ses nouvelles.

Le modèle original du côté neerlandophone prévoit que le recontact soit fait par des bénévoles; ce modèle est appelé « citoyen pour citoyen »: un citoyen se manifeste auprès de la victime qui, n'étant pas considérée comme malade, n'a pas besoin dans un premier temps de professionnels. Ces bénévoles sont formés très sérieusement par les services d'aide aux victimes.

C'est un modèle tout à fait pertinent. Du côté francophone, nous pensons que le bénévolat est moins bien perçu, c'est une question de mentalité différente. Si les accords étaient signés, nous pensons que le recontact se fera pas les professionnels de l'aide aux victimes. C'est vrai que c'est du travail, ce recontact, et des frais de fonctionnement supplémentaires.

Mais, pour l'instant, sur Bruxelles, il n'y a pas de liste d'attente. Les visites à domicile, c'est plus difficile parce que le territoire est vaste. Mais souvent, les personnes abusées, ce ne sont pas elles qui les demandent, ce sont plutôt les personnes blessées,... Mais c'est vrai qu'il y a une question de sous-financement du secteur.

À Bruxelles, ces dernières années, on est mieux loti, sauf, je dirais, au niveau des frais de fonctionnement.

**Charlotte Rigaux:** En ce qui concerne l'ASBL "Autrement", on ne fonctionne pas avec des listes d'attente, mais on est quasi à saturation permanente. On essaie de relayer, lorsqu'il s'agit de problématiques spécifiques, vers d'autres services.

Ou alors, on a la chance d'avoir une autre ASBL qui a le même mandat. On essaie alors de voir avec eux s'ils peuvent nous aider. C'est vrai qu'on adapte notre travail. Comme, par exemple, les visites à domicile: c'est plus difficile. On va proposer, dans un premier temps, si une personne souhaite avoir un suivi psychologique et que ce n'est pas faisable avant un mois, la rencontre avec une assistance sociale qui peut déjà examiner la situation.

Donc il y a toujours des choses qui sont proposées, mais c'est vrai qu'on agit en permanence avec les moyens du bord.

**La présidente:** Y a-t-il d'autres questions? (*Non*)

On va donc vous libérer à heure et à temps, si je puis m'exprimer ainsi.

Si vous avez le courage, l'une et l'autre, de nous donner d'autres types d'information que vous n'avez pas eu l'occasion de nous communiquer aujourd'hui, n'hésitez pas à nous écrire le cas échéant. En effet ce travail de terrain nous importe et il ne s'agit pas de dire qu'il n'existe pas. Je sais que votre temps est compté mais si c'est possible, n'hésitez pas à nous envoyer les grandes lignes de votre travail et ce qu'il faudrait améliorer.

Je vous remercie.

**Frans Heylen:** Mevrouw de voorzitter, ik ben vertegenwoordiger van de Centra Algemeen Welzijnswerk. Ik ben Frans Heylen, voorzitter van de federatie van alle CAW's van Vlaanderen. Er zijn er intussen 25 in Vlaanderen, in een twintigtal regio's. Het is de bedoeling van onze minister dat er wat minder zouden komen op termijn. Nu zijn de regio's minimaal 150 000 inwoners, en dat zal waarschijnlijk evolueren naar een 300 000-tal inwoners minimaal, op termijn.

De CAW's hebben heel veel diverse opdrachten, die ik even overloop. Onze kernzin is dat het CAW opkomt voor kwetsbare mensen. Mensen die het moeilijk hebben door gebeurtenissen in hun persoonlijk leven; dat is een van de thema's waar we mee bezig zijn, namelijk familiale problemen, scheiding, verlies, zingevingsvragen, eenzaamheid, stress. Een tweede grote doelgroep omvat mensen die slachtoffer zijn van sociale uitsluiting en die niet tot hun recht komen in onze samenleving, thuislozen, jongeren aan de rand, kansarme gezinnen. Een derde grote doelgroep zijn mensen die als dader of als slachtoffer van een misdrijf in een kwetsbare situatie

terechtkomen.

Wij ondersteunen die mensen met hulpverlening op de eerste lijn en wij voeren ook acties voor een meer solidaire samenleving, in die zin dat wij met de signalen die wij opvangen van onze klanten, daders en slachtoffers, ook proberen om een maatschappelijk debat te voeren. Vandaar ook dat wij graag hier mee aanwezig zijn om onze ervaringen met u te delen.

In ons nieuw decreet zult u lezen dat wij drie kerntaken hebben: ten eerste, onthaal en vraagverduidelijking, ten tweede, sociale begeleiding bieden en, ten derde, preventie en beleid signaleren.

Binnen dat groot terrein – dat zijn allemaal nog redelijk grote categorieën – hebben wij ons aanbod inzake geweld en misbruik voor u op een rijtje gezet. Dat document is zopas rondgedeeld, en ik zal het met u even overlopen, zodanig dat u een zicht kunt hebben op wat wij als CAW's allemaal daaromtrent doen. Mijn collega Kris De Groof zal straks meer onze visie omtrent geweld en misbruik, van waaruit wij werken, toelichten. Collega Kris Stas zal het vooral hebben over de deontologische code en de manier waarop wij dienaangaande met een aantal pertinente vragen en problemen omgaan.

Wij hebben in ons aanbod slachtofferhulp. Dat is daarstraks al even door de collega's uit het Brusselse toegelicht. Daarvoor hebben wij een sectorprotocol, waarin de bijkomende opdracht wat hulp en dienstverlening aan slachtoffers van misdrijven betreft, wordt toegelicht. Het gaat zowel over meerderjarigen als minderjarigen en hun naasten, aan wie materiële, fysieke of morele schade toegebracht is als gevolg van een handeling die, of een verzuim dat strafbaar gesteld is in het Strafwetboek of door bijzondere strafwetten, of die daarvan getuigen waren.

Ook nabestaanden van dodelijke verkeersslachtoffers, nabestaanden na zelfdoding en slachtoffers van rampen moeten worden geholpen bij de uitoefening van hun recht op hulp en maatschappelijke dienstverlening.

Tot slot vermeldt het sectorprotocol dat ook misdrijfslachtoffers die geen klacht ingediend hebben bij de politionele of justitiële diensten, tot de doelgroep van slachtofferhulp behoren.

Onze doelstellingen en opdrachten worden ook in het sectorprotocol omschreven.

Ten eerste is het helpen van slachtoffers bij de uitoefening van hun recht op maatschappelijke dienstverlening uiteraard een belangrijke opdracht. Ten tweede willen wij voor de doelgroep de toegankelijkheid tot onze eigen diensten, alsook tot de maatschappelijke dienstverlening, bevorderen en bewaken. Ten derde willen wij de maatschappelijke positie van de doelgroep structureel verbeteren via sensibilisatie, beleidssignalering en beleidsbeïnvloeding.

De hulpverlening die aangeboden wordt, is gericht op politionele, justitiële, administratieve, materiële, psychosociale, lichamelijke en zingevingaspecten van het slachtofferschap en hun onderlinge wisselwerking.

De hulpverlening omvat vaak tegelijk informatieve, praktische, emotionele en psychologische steun in alle fasen van de rechtsgang. Bemiddelend optreden bij allerlei instanties en de slachtoffers ondersteunen bij bemiddelingsinitiatieven worden waar nodig aangeboden.

Dat brengt mij bij een opmerking die daarstraks al even aan bod kwam. De hulp wordt actief en kort na de feiten aangeboden met het oog op een normale verwerking. Dat is wel een verschil met wat de collega's daarstraks zeiden. De diensten voor slachtofferhulp zijn expliciet opgericht om snel te reageren op recente feiten. Dat is hun kerntaak. Als er echt een aanslepend probleem is, als er een pathologie ontstaat, moeten wij ofwel intern verwijzen naar andere diensten van het CAW, ofwel extern, naar een Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg of naar meer gespecialiseerde therapeutische diensten. Dat is misschien een verschil met wat hier daarjuist aangegeven werd.

Ik kom aan het tweede aanbod van de CAW's. Wij hebben teams hulpverlening aan seksuele delinquenten. Ik heb begrepen dat hulpverlening aan daders volgende week aan bod komt, maar ik wil het hier toch even situeren in de context van wat de CAW's allemaal doen. Er is ter zake een samenwerkingsakkoord met de Vlaamse overheid en de federale Staat, waarin de werkwijze van de hulpverlening, de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik uitgelegd wordt.

De doelgroep zijn dan wel de meerderjarige justitieclënten. Het gaat dan om potentiële daders die feiten van seksueel grensoverschrijdend gedrag stelden of stellen, zoals, en dit staat dan ook uitdrukkelijk omschreven, incest, pedoseksueel gedrag, verkrachting en exhibitionisme.

Om voor begeleiding in aanmerking te komen, is het wel belangrijk, omdat er ambulante gewerkt wordt, omdat er via gespreksmethodiek gewerkt wordt, dat er een minimumbesef is van normoverschrijding, dat er akkoord wordt gegaan met afspraken aangaande begeleiding/hulpverlening, dat men over voldoende cognitieve, affectieve en communicatieve mogelijkheden beschikt, dat ambulante begeleiding zinvol is en nodig is en dat er geen zware verslavingen of ernstige psychiatrische problematiek aanwezig zijn. De doelstelling kunt u ook nog verder nalezen in de tekst.

Ik kom nog even op de leerprojecten voor daders van seksueel geweld. De leerprojecten kan men situeren in het kader van de alternatieve gerechtelijke maatregelen. In dat kader is er ook het hulpverleningsaanbod vanuit de CAW's. De doelgroep zijn weer daders van seksueel grensoverschrijdend gedrag dat in de juridische betekenis van het woord de kwalificatie delict krijgt. Het gaat ook weer over meerderjarigen, meerderjarige plegers van zedenfeiten, personen die niet volledig ontkennen en personen die in aanmerking komen voor ambulante begeleiding. Er zijn uiteraard ook een aantal uitsluitingcriteria. Ook daar zijn de doelstellingen gelijkaardig aan die van de HSD-teams.

Het aanbod Dader In-Zicht is ook in het kader van alternatieve gerechtelijke maatregelen. Dat is ook een maatregel die onmiddellijk aansluit bij het gepleegde misdrijf en de psychosociale situatie van de dader zelf. Het is de bedoeling dat de persoon tot inzicht komt en meer zicht krijgt op wat hij heeft aangericht als dader, zodanig dat hij zich daarvan bewuster wordt, want de ervaring is dat dat vaak een probleem is.

De doelgroep is ook weer mensen die een misdrijf gepleegd hebben, de feiten hebben bekend, meerderjarig zijn enzovoort. Ook een aantal uitsluitingcriteria zijn daar aan de orde.

Een vijfde hulpverleningsvorm heeft betrekking op partnergeweld. Minister Vervotte heeft in juli 2006 een aantal voltijdse medewerkers aan de CAW's toegevoegd, met de bedoeling een aanbod rond partnergeweld te ontwikkelen. De volgende doelstellingen werden naar voren geschoven: er moest een preventief aanbod verwezenlijkt worden en er moest een duidelijk en toegankelijk aanspreekpunt gecreëerd worden, zowel voor burgers, politie, parket als andere welzijns- en gezondheidsdiensten.

Er zou ook een samenwerkingsverband ontwikkeld moeten worden, evenals een netwerkstructuur, met duidelijke afspraken, zowel intern binnen het eigen CAW als extern, met politie, parket en andere welzijns- en gezondheidsdiensten, zodat er een geïntegreerd hulpaanbod ontstaat. Er werd ook gepleit voor een verruiming van het hulpaanbod dat kan worden ingezet in situaties van intrafamiliaal geweld. Er moest een laagdrempelige, outreachende werkwijze gehanteerd worden. De deskundigheid verhogen was ook een van de belangrijke doelstellingen.

Daarnaast heeft de minister nog een aantal aspecten bijkomend onderstreept, namelijk crisisinterventie – zo snel mogelijk reageren op een acute geweldsituatie – en aandacht besteden aan alle leden van het cliëntsysteem.

Een andere doelstelling is het creëren van een hulpaanbod met vaardigheidstrainingen, psychosociale begeleiding en therapie, hetzij intern binnen het CAW of extern, door een partner uit het samenwerkingsverband. Het is de bedoeling, als dat in een extern hulpaanbod gerealiseerd zou worden, dat het CAW dan de rol van casemanager zou opnemen. De hulpverleningsketen moet dan ook wel zo kort mogelijk gehouden worden, vandaar de netwerkfunctie. Het Steunpunt Algemeen Welzijnswerk werd dan ook gevraagd om heel die procedure mee op poten te zetten. Daarover zal de heer De Groof straks nog een aantal zaken vertellen.

In een tweede punt in de nota die u hebt gekregen, ziet u ook de samenwerkingsakkoorden en de omzendbrieven die wij kennen en waar de CAW's zich aan te houden hebben. Er is het Vlaams samenwerkingsakkoord rond slachtofferzorg. Er is het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de Vlaamse overheid inzake begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik. Er is ook een ministeriële omzendbrief.

In een derde punt wil ik met u een aantal cijfers overlopen. Dat is altijd zinvol. Ter inleiding moet ik wel zeggen dat wij in de registraties – dat is misschien een beetje technisch – een onderscheid maken tussen onthaal en een instapgesprek. Een instapgesprek is een gesprek waarin bekeken wordt welk hulpverleningsaanbod een cliënt nodig heeft. Als hij in dat hulpverleningsaanbod stapt, dan start de begeleiding. Dat is een aparte registratie. Zo moet u de cijfers bekijken die

daarna komen. Niet iedereen stapt vanuit het onthaal in een begeleidingsaanbod.

Onthaal is dan wel een breed begrip waarin vraagverduidelijking, kortdurende en praktische hulp heel centraal staat. Het is niet zo dat onthaal louter ontvangst is; het is een heel proces aan begeleiding maar dan kortdurend, meer verkennend.

In totaal, om het te situeren in een brede context van een CAW, kunt u zien dat wij in 2009 104 000 cliënten hadden in onthaal en directe hulp waarvan er 41 000 doorgestroomd zijn naar begeleiding. Als we dan meer en meer gaan focussen op slachtofferhulp, als we dan de cijfers van slachtofferhulp uit dit hele pakketje halen, dan ziet u dat er daar 9 990 registraties zijn van onthaal binnen de diensten slachtofferhulp. Door die diensten werden, als er sprake was van een misdrijf waarmee dat onthaal gelieerd was, die misdrijven ook apart geregistreerd. U ziet daar dat we dat voor 6 236 van die registraties kunnen detailleren. Als we daar de zedenfeiten en de misdrijven tegen personen nog eens uitlechten, dan ziet u de details voor 2 906 aanmeldingen tegen personen. U kunt zien welke de feiten zijn waarrond aangemeld wordt. Bij de zedenfeiten vindt u ook een detail voor die feiten die daar vermeld zijn. Ook bij psychische mishandeling is het meer in detail weergegeven.

Als we dan eens verder kijken hoeveel cliënten er uiteindelijk in de begeleiding terechtgekomen zijn, dan zien we dat er 2 228 doorstromen in de begeleiding slachtofferschap, wat een heel divers aanbod kan zijn. Dat inzake de registratie van de CAW's in de brede betekenis.

U weet het of u weet het niet, maar sinds augustus hebben wij middelen gekregen als algemeen welzijnswerk om een telefonisch meldpunt te organiseren, dit naar aanleiding van het opschorten of afschaffen of hoe u het ook noemt, van de commissie-Adriaenssens. U vindt daar de cijfers sindsdien. Dat is louter een telefonisch meldpunt dat georganiseerd werd in Gentse CAW's. Die telefoon is twee keer bekendgemaakt, bij het oprichten ervan en onlangs is het ook in de belangstelling geweest. Wij hebben daar echt heel weinig reclame mee gemaakt. U ziet dat er daar 92 oproepen geweest zijn en 79 mails. Dertien van die telefoons en acht van de mails hadden dan betrekking op dossiers die reeds aangemeld waren bij de commissie. Negenenvertig en 59 dossiers werden nog niet eerder aangemeld.

U ziet waar het ongeveer over ging: vraag om informatie, het verhaal doen, specifieke vraag om begeleiding, vraag om klachten en verhalen te bundelen, vraag naar lotgenotengroep, vraag om met een geestelijke te praten, vraag rond financiële vergoeding en therapie.

Tot 31/8 waren dat er 31 en 30. De overige dateren van daarna, van 1/9 tot en met 31/3. De meeste komen eigenlijk van daarna. Het aanbod dat wij hebben gedaan, is echt telefonische hulpverlening geweest: toelichting geven bij de werking, naar verwachtingen polsen, luisteren naar het eerste verhaal, eerste opvanggesprek, verstrekken van informatie, vraagverheldering enzovoort.

Er werd, indien nodig, ook gezocht of verwezen naar verdere begeleiding, eventueel bij andere CAW's, diensten geestelijke gezondheidszorg of privétherapeuten. Ook verwijzing naar Justitie bij vragen rond dossiers bij Justitie.

Dan hebben wij nog wat algemene cijfers rond de problematiek van IFG. U ziet dat men in de onthaalfiches een aantal problematieken kan registreren, maximum vijf. Die worden dan in categorieën ondergebracht; 8 100 meldingen hadden te maken met IFG-problematiek.

Dan hebben wij ook nog een tabelletje voor u rond de 5 582 cliënten die wij bereiken via e-mail of chat. Wij zijn actief bezig met vooral de jongerenadviescentra om te werken rond chathulpverlening. Wij merken dat dit heel drempelverlagend is voor cliënten om met een aantal verhalen te komen. U ziet waar die vragen of meldingen dan gaan.

Rond begeleiding. Wij bieden drie specifieke IFG-modules aan. Een module is een eenheid van begeleiding. Het totaal van een begeleiding kan soms uit meerdere modules bestaan binnen een CAW. U ziet dat wij 4 052 modules aangeboden hebben: een begeleiding intrafamiliaal geweld voor 1 404 dossiers, integrale residentiële begeleiding – hoofdzakelijk opvang van slachtoffers van partnergeweld in vluchthuizen – en begeleiding slachtofferschap 2 228.

Als wij de IFG-problematiek nog even verder bekijken, zien wij dat het in de meeste gevallen over partnergeweld en oudermishandeling gaat en dat kindermishandeling en kinderverwaarlozing ook aan bod komen. Als wij even de cijfers rond pleeghulp bekijken, zijn er de daarstraks reeds aangehaalde werkvormen zoals de leerprojecten, Dader In-Zicht, Slachtoffer in Beeld en natuurlijk

HSD.

U ziet dat er 8 074 cliënten in het onthaal werden opgevangen en 1 883 in begeleiding gekomen zijn, zowel voor HSD als voor justitieel welzijnswerk. Voor de leerprojecten is er een subtotaal van 848 dossiers.

Verder vindt u nog een aantal tabellen over de problematiek geregistreerd bij begeleiding van seksuele delinquenten, waarover het bij de begeleidingen zonet ging, over de problematiek bij de leerprojecten en Slachtoffer in Beeld, over de feiten waarvoor mensen verwezen zijn en over Dader In-Zicht.

Op die manier hebt u hopelijk een beetje zicht op wat de CAW's doen in het landschap van dader- en slachtofferhulp. Mijn collega's gaan uitleggen op welke manier wij dat doen en vanuit welke visie.

**Kris De Groof:** Ik wil beginnen met de aanwezigen te bedanken voor het feit dat u hier nog zit. Ik denk dat de aandacht ondertussen een beetje verslapt is, maar wij doen ons best om u te animeren.

Vandaag is het de Europese Dag van het Slachtoffer. Ik wil dat even vermelden omdat ik dat redelijk historisch vind.

In elk geval is het voor mij de bedoeling om een aantal dingen rond hoe wij kijken naar geweld en misbruik toe te lichten. Ik ga niet alles wat in de tekst staat met u bespreken. Ik pik daar een aantal dingen uit die volgens mij belangrijk zijn, gezien het late tijdstip.

Ik wil ook nog kort even ingaan op een aantal dingen die wij deze namiddag hebben gehoord, want wij zijn hier komen luisteren naar wat de andere sprekers te zeggen hadden. Wij hebben hier en daar zeker aanvullingen te doen.

Ik wil beginnen met het document, als aanvulling op wat Anne Lemonne in de vroege namiddag wist te vertellen rond de behoeften van het slachtoffer. Waarom wil ik dat toch aanvullen? Het is een belangrijk onderzoek dat het NICC heeft gedaan.

Wat wij in deze tekst hebben geprobeerd, is de behoeften te bundelen: waar zitten die behoeften, rond welke gebieden? In die zin wilde ik dat kort met u overlopen.

Er is een literatuurstudie geweest van ten Boom die eigenlijk gepeild heeft naar behoeften van

slachtoffers, waarin zij een onderscheid maakt tussen emotionele behoefte, behoefte op het vlak van het strafproces in ruime zin, behoefte aan informatie, behoefte op praktisch gebied, financiële behoefte en primaire behoeften.

Het leuke eraan is dat op het einde van die behoeften ook nog eens een onderscheid wordt gemaakt tussen behoeften per delict. Welke slachtoffers van welk misdrijf hebben welke speciale behoeften?

Het onderzoek start met de behoeften op emotioneel gebied. Dat is onder andere de behoefte aan eerste opvang, steun en erkenning. Daar is vandaag al vaak over gesproken. Behoeft in het kader van verwerking, herstel, afsluiting van het gebeurde en hulp om dit te kunnen afsluiten.

Wat ik ook in de tekst heb proberen te doen, is te kijken aan welke instantie de behoefte die er is, moet worden gericht. Wie kan die behoefte vervullen? Soms is dat de politie, soms is dat Justitie en soms is dat hulpverlening.

Slachtoffers hebben kort na het delict nood aan eerste opvang en steun. Zij hebben nood aan een houding die zorg uitstraalt en aandacht en steun verleent. Zij hebben dit in eerste instantie nodig van mensen uit hun omgeving, maar ook van de politie. Ook na het delict en in de rechtszaal hebben zij een luisterend oor nodig, iemand om mee te praten, en dan vooral van iemand uit hun omgeving.

Volgens ten Boom wordt de behoefte aan erkenning van politie en Justitie verwacht en gaat het over de behoefte om gezien te worden als wie zij zijn, enerzijds, en gezien te worden in hun slachtofferschap, anderzijds. Zoals een aantal sprekers daarnet al heeft gezegd, wil een slachtoffer worden gezien in wat hem is overkomen en wie hij nog is, naast zijn slachtofferschap.

Volgens een onderzoek van Carr in 2003 zijn er twee essentiële stadia waarin positieve contacten met mensen in een strafrechtelijk systeem cruciaal zijn voor de slachtoffers. Het eerste is het contact met de politie. Onderzoek toont aan dat het eerste contact met de politie doorheen de jaren heel positief is geëvolueerd. Wij stellen vast dat het gevoel is voor de slachtofferproblematiek enorm toegenomen is. Dit contact is vaak heel kort, maar wordt door slachtoffers sterk herinnerd, vooral wanneer de politie heel hulpvaardig is of wanneer zij dat

helemaal niet is. Beide uitersten worden heel goed onthouden.

Veel emotionele behoeften hebben te maken met verwerking, herstel en mogelijk afsluiten van wat er is gebeurd. Dit kan op verschillende manieren gebeuren. De ene wil erover praten, ook tijdens de zitting, terwijl de andere er net niet over wil praten. Het ene slachtoffer wil een confrontatie, ook met de pleger, terwijl een ander alles doet om het contact te vergeten en zich daarvan af te sluiten. Mensen willen verder met hun leven en soms willen zij ook de pleger vergeven. Het is belangrijk om zich weer veilig en zeker te voelen.

Er is een behoefte aan een bijdrage van de pleger. Sommige slachtoffers willen bijvoorbeeld een gesprek met de pleger of hebben nood aan het ontvangen van excuses, of willen weten wat er allemaal gebeurd is en willen dat van de pleger horen. Volgens ten Boom wil een aantal slachtoffers ook komen tot een herstelde relatie met de pleger of met de brede maatschappij.

Wat behoefte betreft op het vlak van strafproces in ruime zin, er is behoefte aan een snelle respons van de politie en, waar mogelijk, een ingrijpen in de situatie. Dit heeft vaak met veiligheid te maken. Een sympathieke houding, luisterbereidheid, betere informatie over de voortgang en het verloop van hun dossier en vlotte doorverwijzing naar slachtofferhulp worden aanbevolen.

Daarnaast willen de slachtoffers ook zelf informatie geven. Ze willen niet alleen informatie krijgen over hetgeen met hun dossier gebeurt, maar ook de mogelijkheid krijgen om aan te geven wat volgens hen nog belangrijk is, en om bepaalde zaken mee te geven. In die zin is het soms ook belangrijk om de slachtoffers niet enkel een keer te verhoren, maar om ook de ruimte te creëren om bijkomende pv's op te stellen, waarin de slachtoffers bijkomende informatie kunnen verstrekken.

Bovendien zijn er slachtoffers die geconsulteerd willen worden voor er belangrijke beslissingen met betrekking tot de pleger of het strafdossier worden genomen, maar die geen beslissingsrecht willen. Andere slachtoffers willen wel instemmingsrecht met betrekking tot belangrijke beslissingen. Sowieso willen slachtoffers als procesdeelnemer en belanghebbende worden gezien. Naar mijn mening onderschatten we echt hoe belangrijk het is voor slachtoffers om een stem te hebben in hetgeen hen overkomen is.

Slachtoffers willen ook informatie met betrekking

tot het strafdossier ontvangen. Ten Boom stelt vast dat slachtoffers vanuit politie en Justitie nood hebben aan arrestatie en bestraffing van de pleger. Het slachtoffer heeft behoefte aan gerechtigheid. Er zijn slachtoffers die de behoefte aan wraak uiten. Dat is nog iets anders dan gerechtigheid. Anderen willen geen actieve rol in het proces, en enkel als getuige betrokken worden. Er zijn ook slachtoffers die nood hebben aan *mediation* tussen het slachtoffer en de pleger. Dat is hetgeen waar we daarstraks over gesproken hebben, namelijk de herstelbemiddeling.

Wemmers geeft aan dat het voor slachtoffers vaak veel belangrijker is om rechtvaardig behandeld te worden, dan om effectief betrokken te worden bij de beslissing over de straf. Slachtoffers verwachten wel, en vinden het belangrijk om een positieve interactie met justitiële actoren, en de procureur des Konings in het bijzonder, te hebben. Dat geeft hun het gevoel betrokken te zijn bij hun dossier en geïnformeerd te worden over de ontwikkeling ervan.

Een andere behoefte die zich bij de slachtoffers stelt, is de hulp die men nodig heeft met betrekking tot de rechtsbijstand. Daarnaast heeft men ook nood aan een minder strikt juridische en ruimere bijstand bij hetgeen zich voordoet rondom een rechtszaak. Men noemt dat informatie of hulp bij een rechtszaak. Dat is daarstraks ook aan bod gekomen. Ik denk dat de hoogzwangere dame die nu weg is, effectief zei dat mensen vaak willen dat iemand de juridische taal en hetgeen er gebeurt, vertaalt. Men wil de weg gewezen worden. Men wil informatie krijgen over hetgeen men kan verwachten, over de lopende procedure, de zaken waarin men een stem heeft, welke vragen men kan stellen, en dergelijke meer.

In buitenlandse voorbeelden wordt ter zake de politie als verantwoordelijke partij gezien, terwijl het in België een gedeelde verantwoordelijkheid is van de politie, bij de eerste opvang, van slachtofferonthaal bij de justitiehuisen en van slachtofferhulp.

Wat ook belangrijk is om te vermelden, is een grote informatiebehoefte. Ik kom er zo dadelijk nog even op terug. Uit onderzoek dat in België en Vlaanderen is gevoerd, blijkt dat de informatieopdracht van de politie op dat vlak vaak faalt. Hoewel de politie eigenlijk de instelling is die het eerst met slachtoffers in contact komt, worden de slachtoffers vaak slecht of verkeerdelijk geïnformeerd. Nochtans is de politie heel slachtoffervriendelijk. Dat is een groot verschil.

Er is dus een duidelijke sensibilisering. Slachtoffers voelen zich ook gehoord. Anderzijds blijkt echter dat het geven van informatie bij de politie vaak niet zo goed verloopt.

De periode van de dagvaarding tot na de zitting blijkt volgens Carr (?), een onderzoeker, heel belangrijk om noodzakelijke informatie over te brengen. Recht op informatie en een positieve interactie zijn cruciaal voor slachtoffers. Een slachtoffer dat zonder rechtsbijstand in een strafzaak een rol wil spelen, is zeker nog geen ervaren procesdeelnemer, terwijl de andere deelnemers dat wel zijn.

Zulks maakt de informatiebehoefte heel groot. Slachtoffers hebben nood aan uitleg over de gang van zaken, over wat wordt verwacht en over wat zijn plichten en zijn rechten zijn. Bedoelde informatiebehoefte wordt zowel aan slachtofferhulp als aan politie geuit, maar zou zeker ook in België voor slachtofferonthaal kunnen gelden.

Bovendien heeft het slachtoffer behoefte aan informatie rond bescherming of aan informatie die hem toelaat inzicht te krijgen in het hoe en waarom iets is gebeurd. Een aantal slachtoffers heeft ook, zoals ik zei, echt behoefte om het hoe en waarom aan de plegers zelf te vragen. Slachtoffers zitten vaak met het gevoel dat zij de puzzel niet helemaal gelegd krijgen. Er zijn een aantal zaken die het weet, heeft gezien en heeft kunnen ervaren. Echter, een aantal zaken weet het niet. Waarom ben ik gekozen? Waarom is mijn huis gekozen om in te breken? Waarmee heeft dat te maken? Zij zoeken naar antwoorden.

Het voorgaande is volgens ten Boom eigen aan het slachtofferschap, omdat de strafzaak het slachtoffer persoonlijk raakt.

Bovendien is er nood aan informatie met betrekking tot het verwerken van het gebeuren en over preventiemogelijkheden. Inzake de preventiemogelijkheden, is de preventiebehoefte bij inbraken en dergelijke heel erg voelbaar.

Slachtoffers willen actief bij hun eigen herstel en preventie worden betrokken. Volgens Pemberton, een belangrijk onderzoeker, is die behoefte heel natuurlijk, aangezien een van de gevolgen van een misdrijf net een verminderd gevoel van controle is.

Wat dat controlegevoel betreft, wil ik heel even een zijspoor bewandelen. Er is hier vandaag al

heel vaak de vraag gesteld naar de reden waarom slachtoffers soms geen klacht willen neerleggen. Dat heeft net heel veel met dat controleverlies te maken.

Er gebeurt iets zonder dat wij daar invloed op hebben. Stel dat ik op straat word overvallen. Dan wordt heel mijn beeld over de maatschappij en hoe die in elkaar steekt, door elkaar geschud doordat ik slachtoffer ben. Ik denk ook dat er net daardoor een verminderd gevoel van controle is, wat ervoor zorgt dat men het gevoel heeft de controle terug te moeten afgeven, wanneer men een klacht neerlegt bij de politie. Ik vind dit een heel belangrijk aspect dat ook hulpverleners indachtig moeten houden wanneer er wordt gesproken over het al dan niet klacht neerleggen bij de politie.

De praktische behoeften zijn vooral de behoeften om de bezittingen zo snel mogelijk terug te krijgen. Die stellen zich eigenlijk vooral in enge vorm bij diefstallen. Anderzijds stelt ten Boom dat de meeste praktische behoeften gericht zijn op andere instanties: het huishouden regelen, het regelen van formaliteiten, transport, medische hulp enzovoort.

Wat de pleger betreft, is er zowel de nood aan materieel als immaterieel herstel. Onderzoek raadt aan om de pleger het slachtoffer rechtstreeks te laten vergoeden, in plaats van de vergoeding te vorderen via een boete. Ook in het algemeen is er volgens ten Boom behoefte aan financiële hulp. Men wil geld lenen of compensaties bij een fonds of verzekeringsmaatschappij aanvragen en daar hulp bij krijgen. Ik denk daarbij aan het fonds voor slachtoffers van gewelddaden dat in België in voege is.

Wat de primaire behoeften betreft, hebben slachtoffers vaak nood aan onmiddellijke veiligheid en het voorkomen van herhaling. Men wil dat de pleger gearresteerd wordt, men wil het geweld ontvluchten en de bewegingsvrijheid van de pleger beperken. Daarnaast ontvangen slachtoffers ook graag suggesties om hun bezittingen te beveiligen.

Wat de specifieke behoeften per delict betreft, wil ik kort zeggen dat er meer geweldslachtoffers dan slachtoffers van vermogensdelicten nood hebben aan iemand om mee te praten of aan emotionele steun, hoewel ze beide relatief hoog scoren. De behoefte aan juridische uitspraken is bij geweldslachtoffers wel opmerkelijk hoger dan bij slachtoffers van vermogensdelicten. Ten Boom

stelt dat nabestaanden van slachtoffers van levensdelicten en slachtoffers van geweld typische behoeften hebben ten opzichte van andere slachtoffers. Het gaat hierbij vaak om het herstellen van relaties en de wens om de pleger niet te vervolgen.

Wij hebben daarover daarstraks reeds veel gesproken. De vraag waarmee dat te maken heeft, werd al vaak gesteld. Ik wil even herhalen, ook al werd het vandaag al vaak gesteld, dat veel geweldsdelicten binnen het gezin plaatsvinden. Men is bezig met de wens om het herstel van de pleger en niet met het vervolgen van de dader. Het gaat hierbij dus om behoeften die samengaan met de wens om wel het geweld, maar niet de relatie te verbreken.

Daarnaast wordt ook de behoefte aan onmiddellijke veiligheid aangetroffen. Dat is trouwens ook iets waaraan men binnen de hulpverlening van de CAW's heel erg werkt. Wanneer men met geweld wordt geconfronteerd, is men in eerste instantie bezig met hoe men het geweld kan stoppen en daarna met het garanderen van de veiligheid. Er wordt echt met een slachtoffer en een pleger bekeken hoe men hiervoor garanties kan hebben. Bij nabestaanden van slachtoffers van een levensdelict worden specifieke behoeften zoals crisismanagement en begeleiding bij het omgaan met de media vermeld.

Ik wil nog even kort iets zeggen over een recht dat in Nederland in voege is, namelijk het spreekrecht van het slachtoffer. In Nederland mag een slachtoffer, telkens de zaak voorkomt, op de zitting uitspraken doen over welke gevolgen het heeft ondervonden door wat er gebeurd is, kortom omtrent de gevolgen van het slachtofferschap.

Ondertussen werd dat spreekrecht geëvalueerd en onderzoek toont aan dat dit spreekrecht zeer positief geëvalueerd wordt door slachtoffers. Slachtoffers mogen niet praten over de gewenste strafmaat voor de pleger, maar wel over hetgeen het slachtofferschap in hun leven heeft teweeggebracht. Het gevoel dat slachtoffers mogen spreken en dat ze dus letterlijk een stem krijgen over de gevolgen van het slachtofferschap, wordt heel positief geëvalueerd voor de verwerking van het gebeuren.

Ik sla het slachtofferbeleid in België over. Ik wil nog kort een aantal dingen aanhalen omtrent de visie op gerechtelijk opgelegde hulpverlening, in welk verband mijn collega die hier nu niet mag spreken, mij gevraagd heeft een en ander te belichten.

In het kader van plegerhulpverlening schakel ik de CAW's-werkvormen in, die het welzijn bevorderen in een justitiële en veiligheidscontext. Er wordt uitgegaan van een tweesporenbeleid. Hierover werd daarstraks ook reeds veel gesproken. Enerzijds is er Justitie, die zich richt op bescherming van de samenleving en de bevestiging van haar waarden en normen. Anderzijds is er het CAW dat zich richt op emancipatie door de cliënt te begeleiden bij de inspanningen om zich in de samenleving een plaats te verwerven en zich te verbinden.

De gerechtelijk opgelegde hulpverlening in de CAW's beweegt zich daar waar de welzijnsbenadering en de strafrechtelijke aanpak elkaar raken.

Werken met een stok achter de deur verplicht plegers om stil te staan bij ontkenningen, hun aandeel in het misbruik en de gevolgen voor slachtoffers. De druk maakt dat zij in begeleiding blijven. Daders die spontaan om hulp vragen, vormen rond seksueel geweld evenwel een uitzondering. Vaak is de dreiging met gerechtelijke interventie aanvankelijk de enige motivatie om in begeleiding of therapie te gaan. De combinatie van straf en gerichte hulpverlening is effectief. Anderzijds hoeft deze druk niet alleen uit te gaan van Justitie. Hij kan ook uitgaan van een school, een vertrouwenscentrum, werk, dreigende relatiebreuk en dergelijke.

Ik wil het ook nog heel kort hebben over de visie die wij hebben rond geweld in het gezin. Ik ben u alleen maar meer moe aan het maken, heb ik de indruk.

Onderzoeken tonen duidelijk aan – daarstraks ging het daar ook al over – dat geweld in het gezin toeneemt. Wij pleiten heel erg voor een integrale aanpak van familiaal geweld. Hiermee bedoelen wij dat wij uitgaan van een samenhang tussen de verschillende vormen van geweld in het gezin; dat wij aandacht hebben voor alle levensdomeinen: schulden, isolement, relatieproblemen en dergelijke; dat wij aandacht hebben voor de dader- en slachtofferdynamiek, omdat wij ervan uitgaan dat er in elk van ons een mogelijk slachtoffer en een mogelijke pleger schuilt; dat wij streven naar een intersectorale samenwerkende aanpak waarin het samenwerken en het uitklaren van ieders rol en taak met de verschillende partners belangrijk is. Een integrale visie sluit niet uit dat verschillende vormen van geweld in het gezin specifieke kenmerken hebben.

Kort nog even over de visie rond de aanspreekpunten Geweld en Misbruik. Minister Vandeurzen heeft op dit moment tijdelijke middelen verstrekt voor het aanspreekpunt Geweld en Misbruik binnen gezagsrelaties binnen de twee CAW's van Gent. Zijn intentie zal worden uitgevoerd. Wij zijn nu volop aan het onderhandelen over de manier waarop dit zal worden uitgevoerd, maar het is in elk geval duidelijk dat er aanspreekpunten Geweld en Misbruik binnen de CAW's zullen worden georganiseerd.

Net zoals de Waalse collega's daarstraks hebben aangekaart, hebben wij ook gezegd dat er op dit moment al heel wat bestaat rond geweld en misbruik in de CAW's. Er is slachtofferhulp, er zijn de JAC's – de Jongeren Advies Centra – die voor onlinehulpverlening al heel wat expertise rond seksueel misbruik hebben ontwikkeld en er zijn de aanspreekpunten Partnergeweld. Wij pleiten er dan ook voor om niet nog eens een apart aanspreekpunt Geweld en Misbruik te organiseren, maar integendeel, de aanspreekpunten die er op dit moment zijn rond andere vormen van geweld en misbruik – of het nu partnergeweld is, slachtofferhulp of andere – in het aanspreekpunt te integreren.

Daarbij pleiten we ervoor geen onderscheid te maken tussen de groepen die met misbruik en geweld te maken hebben.

Belangrijk is – dat hebben wij toch vastgesteld in de hulpverlening die binnen de JAC's online ontwikkeld is – dat er niet alleen nood is aan telefonische hulpverlening, maar ook aan een zeer toegankelijke website zodat mensen informatie krijgen op een correcte en laagdrempelige manier. Er is ook nood aan contact via e-mail en, waar mogelijk, aan fysiek contact.

Ik ga stoppen. Ik heb nog van alles te zeggen, maar ik denk dat het ons te ver zal leiden. U bent waarschijnlijk allen zeer moe.

De **voorzitter**: Ik dank u voor uw toelichting. Hebben wij uw tekst gekregen?

**Kris De Groof**: Ja, die is ondertussen verspreid.

De **voorzitter**: Waarvoor dank.

**Kris Stas**: Ik wil de rangen sluiten. Ik vind dat wij een medaille verdienen voor moed en volharding. Dat geldt ook voor u.

Ik ben als stafmedewerker verbonden aan het

Steunpunt Algemeen Welzijnswerk. Het beroepsgeheim, deontologie en cliëntinformatie zijn mijn kluijfe. Daarnaast ben ik als docent verbonden aan een school waar ik probeer maatschappelijk welzijnswerkers klaar te stomen voor de moeilijke morele kwesties die in de praktijk op hen afkomen. Ik ben ook lid van de deontologische commissie van Suggnomè, waarnaar daarstraks verwezen werd toen het ging over herstelbemiddeling. Wij proberen herstelbemiddelaars op een moreel correcte manier te ondersteunen.

Ik heb daarnet op mijn vingernagels moeten bijten om niet tussen te komen toen er vragen werden gesteld over het beroepsgeheim. Ik heb begrepen dat dit uw commissie heel erg bezighoudt. Ik ben blij dat ik het woord nog krijg. Ik ga u niet onderhouden over de technische kant van het beroepsgeheim. Ik heb immers begrepen dat professor Put dat volgende week uitgebreid komt doen. Ik wil er wel enkele dingen over zeggen die voor deze commissie van belang kunnen zijn.

Is het beroepsgeheim belangrijk voor een welzijnswerker? Ja. Is het beroepsgeheim voor een welzijnswerker absoluut? Nee. Is het belang van een individu dat een beroep doet op een welzijnswerker van belang? Ja. Betekent dit dat wij niet kijken naar het belang van de samenleving? Nee. Nu zou ik kunnen zeggen dat ik ermee klaar ben en u een goede avond kunnen toewensen, maar ik wil toch nog een en ander verder toelichten.

Het is namelijk belangrijk om te weten hoe wij in het welzijnswerk met die morele kwesties omgaan, door af te wegen of wij al dan niet ons beroepsgeheim behouden. Ik wil dit toelichten aan de hand van een voorbeeld uit de praktijk. Ik heb het voorrecht om af en toe gecontacteerd te worden door mensen uit de praktijk en zo krijg ik ook casussen die net passen in het thema van vandaag.

Enkele weken geleden diende een veertiger zich aan bij een CAW, dat een ambulante dienst is. Hij was daar terechtgekomen omdat hij in een socialetewerkstellingsplaats moeite had met agressiebeheersing. Men vond binnen de tewerkstellingsplaats dat hij daarvoor naar de hulpverlening moest en die man was zo goed om dat te doen. Hij komt bij een ambulante dienst aankloppen en er wordt over die agressieproblematiek gesproken. Op het einde van het gesprek laat die man zich ontvallen dat hij nogal eigenaardige seksuele voorkeuren heeft – althans volgens de gangbare ethiek – en vertelt

daar verder over. Even later vertelt hij ook dat hij in een ver verleden veroordeeld is voor zedenfeiten met kinderen. Dit is dus een zeer slimme man, aangezien hij de media volgt en goed begrepen heeft dat hij die feiten ver achteruit moet zetten. Hij werd dus veroordeeld in een ver verleden.

De hulpverleners zijn gealarmeerd. Niet door het feit dat die man veroordeeld is, want daarvoor is hij gestraft, maar zijn gedrag baart hen wel zorgen. Men heeft het gevoel dat de man eerder manipulatief is en men stelt zich ook de vraag of er sprake is van een psychopathologie. Als welzijnswerker weet men dit niet, want men is geen psychiater. Men is dus gealarmeerd.

Men maakt enkele dagen later opnieuw een afspraak met die man en ondertussen gaat men aan de slag. Ik wil voor u even toelichten hoe dit in zijn werk gaat. Zoals wij daarstraks al van de andere sprekers hebben gehoord, gaat men onmiddellijk in overleg met de eigen collega's: "Wij zijn gealarmeerd, wij zijn ongerust." Men begint de zaak uit te zoeken en te exploreren. Als men hierdoor niet het goede antwoord vindt, gaat men telefoneren. In deze casus heeft men gebeld met het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling, want zij hebben heel wat expertise op het vlak van het maken van inschattingen, risicotaxaties. Zo is daarstraks ook al gebleken. Men gaat die mensen anoniem opbellen, want men mag het beroepsgeheim niet schenden, en navragen hoe zij die situatie inschatten. Het VK zegt op dat moment: "Let op met deze man, *beware, watch out.*" Oké. Men blijft alert.

De man komt later opnieuw op gesprek en men bespreekt met hem dat men zich zorgen maakt over die seksuele voorkeuren. Hij vertelt er ook bij dat hij een appartement heeft gevonden tegenover een schooltje. Men is nu zeker gealarmeerd, maar er zijn nog steeds geen feiten. Men zegt de man dat men hem zou willen doorverwijzen naar een gespecialiseerde dienst voor hulp aan seksuele delinquenten en de man gaat daarin mee. Op dit moment is de man doorverwezen naar deze dienst en moet er bekeken worden wat er met hem moet gebeuren.

Hebben deze mensen verantwoord gehandeld? Ja. Kunnen zij voorkomen dat er ondertussen feiten gebeuren? Nee. Dat is het risico waar hulpverleners dagelijks mee te maken krijgen. Dat moet u goed beseffen. Mochten wij alles op voorhand weten – wat evenzeer voor u geldt – dan waren wij nu allemaal steenrijk. Wij moeten dus voortdurend risicotaxaties maken en inschatten

wat wij moeten doen.

De voorbije jaren is er heel wat ontwikkeld in het welzijnslandschap om hulpverleners hierbij te helpen. Wij hebben heel wat deontologische codes – waar mevrouw Kloeck daarstraks ook al naar verwees – die handvatten moeten bieden aan hulpverleners om op een verantwoorde manier beslissingen te nemen. Er zijn ook allerlei organen, zoals een deontologische commissie, die hulpverleners moeten helpen om die afweging correct te maken. Aan welk belang geeft men de voorkeur? Dan komen wij uit bij wat hier daarstraks bediscussieerd werd: geven wij de voorkeur aan het belang van het individu of gaan wij voor de veiligheid van de samenleving? U moet verduiveld goed beseffen dat wij zorgvuldig moeten omgaan met al wie een beroep op ons doet.

Want als wij niet zorgvuldig omspringen met dat vertrouwen dat men ons geeft, dan zijn wij die mensen kwijt. Dit is ontzettend jammer. Dat is de evenwichtsbalk waar wij voortdurend op moeten lopen. Welk belang laten wij hier doorwegen en met welke goede argumenten laten wij het ene belang ten opzichte van het andere doorwegen? Dat zijn risico's waar wij dagdagelijks mee te maken hebben.

Wat betekent dit voor een organisatie? Want het is een doelstelling van welzijnswerkers om het welzijn te maximaliseren en de morele kosten zo klein mogelijk te houden. Het is belangrijk dat een welzijnsorganisatie, en elke andere organisatie, zoals bijvoorbeeld een kerk, toezicht houdt op het eigen personeel en op een gezonde manier in de gaten houdt wat er precies gebeurt tussen cliënten en hulpverleners, maar ook in die zin dat men goed moet onderzoeken hoe een welzijnswerker tot goede beslissingen komt en geen impulsieve beslissingen neemt. Het is nodig dat men mensen op een goede afstand zet van een bepaalde casuïstiek om samen te kunnen bekijken hoe een verantwoorde beslissing kan genomen worden over deze casus. Wij moeten dat kunnen omkleden met goede argumenten.

Dit vraagt uiteraard om reflectie, om collegiaal beraad, maar ook om consult. Men moet bij anderen kunnen navragen hoe een probleem best aangepakt wordt. Kortom, welzijnswerk is complementair naast Justitie, want ook daar moet men voortdurend afwegingen maken. Op het moment dat men besluit om een zaak te seponeren, maakt men ook afwegingen en doet men ook aan risicotaxatie. Dat is precies hetzelfde. Het is ontzettend belangrijk om goed

naar dat proces te kijken, want dit kwam reeds meerdere malen aan bod in de namiddag. Mensen, met name slachtoffers, gaan een proces in, wanneer ze een beroep doen op hulpverlening, en het is heel belangrijk om die timing te nemen wanneer het moment gekomen is om tot actie over te gaan, bijvoorbeeld om te melden bij Justitie. Dit is een zeer belangrijk proces om te gaan.

Het is ook moeilijk als hulpverlener om altijd de juiste boodschap te begrijpen. Het is mogelijk dat een slachtoffer zegt "ik wil niet dat er klacht wordt neergelegd bij Justitie", maar eigenlijk bedoelt "ik wil dat wel, maar durf niet". Dit ontrafelen is een moeilijke taak voor een welzijnswerker.

Waarom ben ik als welzijnswerker tegen een meldingsplicht? Want in de schoot van deze commissie werd al enkele malen vermeld dat dit een oplossing zou zijn. Ik denk dat er een aantal gevaren verbonden zijn aan een verplichte meldingsplicht.

Eerst en vooral, slachtoffers en sprekers spreken niet meer, eens zij zouden weten dat wij de plicht hebben om door te geven wat zij ons vertellen. Wij moeten toch heel goed beseffen dat wij vandaag veel weten dankzij de moed van veel mensen die gesproken hebben. Zij hebben vertrouwen gesteld in de commissie. Er valt van alles over de commissie te zeggen, maar zij hebben wel vertrouwen gesteld in de commissie. Dat moet met zorg benaderd worden.

Het is volgens mij heel moeilijk om te spreken over een spreekplicht in sommige misdrijven, en in andere niet. Het wordt voor de gebruikers, voor de cliënten, moeilijk om dan te weten wanneer er gerekend kan worden op het volle vertrouwen, of wanneer de welzijnswerkers of artsen een meldingsplicht hebben.

Een volgend gevaar is dat men het moreel gehalte uit het vak van welzijnswerker zou halen. Men zou niet meer reflecteren. Men zou geen afwegingen meer maken. Men zou niet tot argumentatie overgaan, maar snel doorgeven. Dan is men er vanaf.

Het is ook perfect mogelijk dat welzijnswerkers en artsen, door een verplichting om te spreken, niet meer willen zien. Er is een voorbeeld van een vader, nadat hij was aangehouden voor feiten op zijn 7-jarige dochter, die zei: "Ik had nochtans verschillende keren aan mijn huisarts gezegd dat mijn belangstelling voor mijn dochter ongezond was." Die arts heeft dat niet willen oppikken. Het is

een morele plicht voor al wie te maken krijgt met kinderen, maar ook met plegers en slachtoffers, om te horen en te zien wat er op de tafel komt.

Bovendien, bij de slachtoffers van seksueel misbruik in de Kerk gaat het nog altijd om meerderjarige mensen. Het is niet direct nodig, denk ik, om in hun plaats te spreken. Het is onze taak om hen aan te moedigen om de weg naar de rechtbank en Justitie te vinden en hen daarbij maximaal te ondersteunen. Wij moeten zowel het slachtoffer als de pleger op een gepaste manier responsabiliseren voor wat zij kunnen doen in het stoppen van het geweld en het misbruik.

Bovendien moeten wij heel bescheiden zijn, zoals Stef Anthoni daarstraks al verschillende keren heeft gezegd. De stap naar Justitie, en dan? Stel dat ik, met de man uit mijn voorbeeld, heel snel Justitie contacteer, dan denk ik dat ik als antwoord krijg dat zij geen feiten hebben en niets kunnen doen. Alleen maar alert zijn op mogelijke dingen die te gebeuren staan.

In dat opzicht wil ik ook oproepen om het debat over de meldingsplicht ten gronde te voeren, en echt op korte en lange termijn na te denken over de mogelijke effecten van zo'n meldingsplicht. In het après-Dutrouxtijdperk hebben wij die discussie ook gevoerd. Er is toen gekozen voor een spreekrecht. Wij weten, uit de cijfers van de VK's onder andere, dat daar eigenlijk weinig gebruik van wordt gemaakt.

Als men dat positief wil duiden, kan men zeggen dat heel veel diensten hun verantwoordelijkheid ter zake vandaag de dag echt wel opnemen.

Dat is het belangrijkste wat ik over de materie wil meegeven. Ik wil nogmaals mijn erkentelijkheid uitdrukken ten aanzien van de vele slachtoffers die hebben willen spreken.

**Bruno Valkeniers (VB):** Mevrouw Stas, u hebt een vurig pleidooi over de meldingsplicht gehouden. In een aantal landen rondom ons, bijvoorbeeld Frankrijk, bestaat een meldingsplicht.

Hebt u er ervaringen mee en weet u waarom zij tot een meldingsplicht zijn overgegaan? Weet u ook wat bij hen de evaluatie van de meldingsplicht is?

**Kris Stas:** Ik heb daar geen zicht op. Het lijkt mij echter de moeite om de meldingsplicht goed te evalueren.

Daarstraks verklaarde mijn collega wel dat het aantal meldingen is gedaald.

**Bruno Valkeniers (VB):** Dat was mijn vraag, met name of er een evaluatie van de meldingsplicht is gemaakt, of wij weet hebben van een evaluatie van de meldingsplicht in Frankrijk en ook wat de gevolgen van de meldingsplicht zijn. Indien u er geen weet van heeft, moeten wij misschien eens op zoek gaan naar iemand die wel een evaluatie van de meldingsplicht heeft gemaakt.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Mevrouw Stas, terloops wil ik, om misverstanden te vermijden, mededelen dat de meldingsplichtdiscussie over het melden van feiten gaat en niet over het melden van slechte karakters. Dat is iets anders.

Mijn vraag gaat over het meldpunt bij de CAW's en over de cijfers die daaromtrent werden gegeven. Mij valt immers iets op in de vergelijking met het meldpunt dat bij het federaal parket is ondergebracht.

Het federaal parket spreekt van zowat 150 meldingen sinds midden september 2010. Wanneer ik de hier voorliggende cijfers bekijk, dan merk ik dat er sinds september 2010 ongeveer 51 personen in Vlaanderen zich via de CAW's hebben gemeld. Ik neem 82 min 31 van vóór augustus.

Wat ik niet goed begrijp: men zegt dat slachtoffers zich liever wenden tot de hulpverlening dan tot Justitie, maar dat blijkt hier niet direct uit de cijfers. Ik sta u dus toe om daaromtrent enige duiding te geven.

**Raf Terwingen (CD&V):** Mevrouw Stas, eerst een vraag aan u. Ik zal u niet vragen wat u van de meldingsplicht vindt, daarmee zal ik u niet meer lastigvallen.

Naar aanleiding van uw casus wil ik het even hebben over het spreekrecht, 458bis als ik mij niet vergis, ingevoerd na Dutroux, voor minderjarigen. Om even uw casus te hernemen; ik kan mij voorstellen dat de hulpverlener die daarmee in aanraking kwam, misschien in dubio stond om te kijken of hij wel kon spreken in dit soort concreet dossier waar er misschien geen echte acute nood was en er dus misschien geen schuldig verzuim was. Die hulpverlener besefte, 458, dat hij beroepsgeheim had, dat het niet om een minderjarige ging en dat hij dus niet kon spreken. De vraag is dus concreet of u het nuttig vindt om het spreekrecht, dat nu in 458bis beperkt is tot de minderjarigen, uit te breiden tot meerderjarigen. Dat is mijn eerste vraag.

Tweede vraag. Dit kadert een beetje in wat de heer Landuyt heeft gevraagd aan mevrouw De Groof. Inzake het bewuste aanspreekpunt Geweld en Misbruik, dat minister Vandeurzen, mijn gouvgenoot, onlangs heeft opgericht, begrijp ik u goed dat we niet nog eens bijkomend iets moeten creëren en dat er al voldoende op de markt is, maar dat we moeten coördineren? Zo begrijp ik het toch. Is dat dan ook, bijvoorbeeld, het verhaal dat we daarstraks hebben gehoord van Child Focus? Zitten die ook bij de te coördineren aanspreekpunten die er al zijn, evenals de vertrouwenscentra die we net hebben gehoord? Zitten die daar ook bij? Ik heb te weinig zicht op de globale welzijnsmarkt om dat te kunnen plaatsen. Is dat de bedoeling, wat dan dat nieuwe aanspreekpunt Geweld en Misbruik zou kunnen doen?

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Ik dank u voor uw uiteenzetting. Ik heb twee vragen. Een ervan gaat over de concrete casus. U hebt op het einde gezegd dat u de persoon doorverwezen hebt. Werd daar ook op ingegaan? Voorts heb ik dezelfde vraag als Raf Terwingen. Moeten wij niet kijken of wij artikel 458bis nog moeten aanpassen of wijzigen?

Als die persoon uiteindelijk niet gaat, hoewel hij dat beloofd had, of hij gaat één keer en nadien niet meer, hebben jullie dan een afspraak, zodat jullie op de hoogte zijn? Wat doet u dan? Als hij niet gaat of onmiddellijk stopt en als men nog altijd geen concrete aanwijzing heeft dat er iets fout loopt, wat zouden dan de volgende stappen zijn die jullie zetten?

U verwees ook naar het spreekrecht van het slachtoffer in Nederland, als ik het goed begreep. Bij elke zitting van de rechtbank heeft het slachtoffer daar het recht om te vertellen welke gevolgen hij of zij heeft ervaren. In hoeverre verschilt dat van het Belgische systeem? Na Dutroux zijn er ook heel veel wijzigingen gebeurd. De burgerlijke partijen en slachtoffers hebben ook inzage in het dossier, ook in de raadkamer, als het dossier bij de onderzoeksrechter ligt. Op elke zitting ten gronde mag men, als men in persoon aanwezig is, ook het woord nemen om te zeggen wat men wil, behalve als het een zeer botte voorzitter is. Zeker als men begeleid wordt door een advocaat, zal dat niet echt een probleem zijn. In de fase van de strafuitvoering kan men ook vragen om betrokken te worden. In hoeverre verschilt het Nederlandse systeem, waar u enthousiast over bent, van het onze? Waar liggen de verschillen of zijn die toch kleiner dan wij op het eerste gezicht zouden denken?

**Kris De Groof:** Ik zal eerst iets zeggen, ook al zal ik de rest aan mijn collega overlaten, over de vraag over de meldingsplicht in Frankrijk. Daarover wil ik het niet hebben, maar ik wil het wel even hebben over de situatie in Nederland, waar men inderdaad meldpunten huiselijk geweld heeft. Ik ken die meldpunten huiselijk geweld zelf redelijk goed, omdat ik heel veel ken van het thema familiaal geweld. Het is zo dat daar, in die meldpunten huiselijk geweld, echt in een systematische casusbespreking wordt voorzien tussen politie en hulpverlening. Bij wijze van spreken, elke situatie wordt daar besproken tussen hulpverlening en Justitie.

Ondertussen zijn die meldpunten een aantal jaren bezig en in een aantal regio's stelt men vast dat het aantal situaties, het aantal meldingen daalt. Men is ook gaan onderzoeken waarmee dat zou kunnen te maken hebben en een van de tegenindicaties daarvan is net dat mensen ondertussen weten dat er systematisch besprekingen zijn tussen hulpverlening en politie rond een bepaalde casus. Er wordt inderdaad, ik weet niet of ik het echt repressief kan noemen... Maar van in het begin worden die twee sporen echt naast mekaar bewandeld, de justitiële poot en de hulpverlenende poot.

Men is daarvan in Nederland steeds heel erg voorstander geweest, omdat men inderdaad ervan uitging dat er steeds een stok achter de deur moet zijn. Ik wil daar toch even bij aanvullen. Een stok achter de deur blijkt inderdaad bij plegers van seksueel geweld vaak wel nodig te zijn, bij partnergeweld is dat vaak veel minder nodig.

Mijn collega's gaven daarstraks ook reeds aan – ik geloof dat het de heer Stef Anthoni was – dat er inderdaad een campagne geweest is in Oostenrijk, waar men getracht heeft om plegers te motiveren om zelf hulp te zoeken. Dat heeft zich ook in Nederland gesteld en ook in een aantal andere landen. Men stelt daar inderdaad vast dat een aantal plegers wel echt op zoek is naar hulp.

Ik wil daarmee heel kort even aangeven dat het bewandelen van beide sporen naast mekaar, waarbij in essentie het vertrouwen vanuit de hulpverlening wat gebroken wordt, ook tegenindicaties heeft. Wij moeten daarmee heel erg voorzichtig zijn.

Ik wil wel nog even zeggen dat ik de meldingsplicht in Frankrijk niet ken.

**Bruno Valkeniers (VB):** Een klein tussenvraagje.

Er zijn geen aanwijzingen dat enerzijds de meldingen bij de hulpverleners en vertrouwenspersonen dalen, maar er zijn anderzijds wel meer rechtstreekse meldingen bij politie en juridische instanties?

**Kris De Groof:** Nee, dat is net het eigene aan de meldpunten huiselijk geweld, dat de twee sporen daar bijna samengaan. In die zin is er geen sprake van dat het ene daalt en het ander stijgt. Dat wordt allemaal samen verrat. Men stelt vast dat daar dalingen zijn. Men heeft daar kleine onderzoeken naar gedaan, naar de mogelijke oorzaak.

**Kris Stas:** Een aantal vragen ging over het spreekrecht. Deze man is doorverwezen en dat is dan ook een succesverhaal. Wij moeten natuurlijk afwachten wat er verder mee gebeurt.

Stel dat de man nu zou weigeren om doorverwezen te worden of hij minimaliseert dat. Hij zegt: "Ik heb eigenlijk helemaal niet zo'n probleem, ik ben genezen van mijn pedoseksualiteit." Want dat is ook een van de dingen die hij beweert; dan wordt het voor de hulpverlener wel moeilijker.

Er staat een klein schema in uw tekst, waar wij in het kader van kwaliteitshandboeken voor de CAW's een integriteitsprocedure hebben moeten uitwerken. Hoe gaan wij bepalen of de integriteit van de gebruiker of een derde in gevaar is? Dat wordt nu net afgewogen.

Dan moet ik technisch worden en dat laat ik aan professor Put over. Ik denk dat er in de wetgeving en de rechtspraktijk al heel wat ruimte is om nu net wel buiten dat beroepsgeheim te kunnen spreken, zonder het beroepsgeheim te breken.

Wat wel bijzonder belangrijk is, dat vinden wij vanuit de CAW-context heel belangrijk, is dat wij zeer transparant willen zijn, tenzij er argumenten zijn om niet transparant te zijn – de mens is te gevaarlijk bijvoorbeeld – om heel duidelijk te zeggen: dit is het spoor dat wij in uw situatie belopen.

Stel dat die man zou afhaken of hij zou ontkennen en wegblijven en wij zouden toch bij ons vermoeden blijven dat de integriteit van anderen echt wel in gevaar is, dan zouden wij ervoor kiezen om hem te zeggen: "Luister, wij gaan dit wel aan het parket doorgeven, want ik als hulpverlener ben niet gerust." Dan pakken wij dat eerder bij ons.

Als hij daarover klacht indient bij de rechtbank, zal

hij moeten uitleggen waarom wij welke argumenten hebben gebruikt om dat te doen. Daar is nota bene welhaast geen rechtspraak over, over dit soort situaties. Ik wil dat wel relativiseren.

Op het uitbreiden van het spreekrecht naar meerderjarigen, heb ik daarstraks al ja gezegd, maar let op dat u niet meteen de verantwoordelijkheid van een meerderjarige overneemt. Ik zou liever hebben dat wij als welzijnswerkers investeren in het ondersteunen, sensibiliseren en responsabiliseren van volwassen slachtoffers om hen aan te moedigen om wel naar Justitie te stappen.

Natuurlijk, als het slachtoffer daar niet klaar voor is en als de situatie van die aard is dat wij denken dat er op dat moment nieuwe slachtoffers worden gemaakt, wordt opnieuw de procedure integriteit uit de kast gehaald en doorlopen, en worden beslissingen genomen.

Wij zeggen dus altijd dat een hulpverlener nooit alleen mag handelen en dat hij altijd direct in overleg moet kunnen gaan met collega's. Dus ook in het online aanbod, waarin men wel in een heel directe 1/1-relatie zit, hebben wij als kwaliteitscriterium dat er meteen feedback van een collega moet kunnen worden gegeven. Men moet kunnen zeggen: "Twee seconden time-out, want ik moet even met een collega overleggen over wat kan worden gedaan en wat verantwoord is." Op dat spoor hebben wij al heel wat ontwikkeld. Alstublieft, inventariseer het, haal het naar boven en bestudeer het.

La **présidente**: Il y avait encore la question de M. Landuyt par rapport aux chiffres qui étaient non concordants par rapport au discours, si je puis m'exprimer ainsi.

**Frans Heylen**: Wat de cijfers betreft, u haalt er 52 uit. Wij hebben natuurlijk ook nog die mails. Ik denk echter dat het elkaar niet tegensprekt, dat het belangrijk is dat we die twee kanalen hebben. De bandbreedte wordt breder. Wat Kris daarnet zei, geeft dat ook aan. Door de hulpverlening als mogelijk maar niet-verplicht kanaal te zien, krijgt men een bandbreedte bij. Anders blijft het de gewone bandbreedte van Justitie, die er nu ook is. Dat is ook een extra pleidooi om geen meldingsplicht in te stellen.

**Kris Stas**: U hebt bovendien ook gezegd dat wij nog geen enkele publiciteit hebben gevoerd rond het meldpunt.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Dat is juist wat mij zorgen baart. Ik begrijp uw bezorgdheid over de meldingsplicht, maar vergeet die even. Het gaat hier over de wegen die de slachtoffers bewandelen. Wij stellen vast dat de weg naar het federaal parket, naar die ene telefoon, bestaat uit 150 telefoons. Mails heeft men daar wellicht niet. Via de zachtere weg gebeurt het blijkbaar minder. Publiciteit zou niet zoveel verschil hebben gemaakt.

Ik vind het ook vreemd dat men zich intussen nog niet heeft georganiseerd om iets meer daarop te springen. Er is een maatschappelijk fenomeen. De twee ministers nemen een initiatief. De ene minister werkt met het federaal parket, de andere met de CAW's, en *that's it*. U zegt eigenlijk na zoveel maanden dat de CAW's met dat nummer niets hebben gedaan. Ondertussen spreekt u over het probleem waarmee u bezig bent, over intrafamiliaal geweld, hetgeen wij zeker niet willen relativiseren. Hier gaat het echter over seksueel misbruik in gezagsrelaties. Voor dat fenomeen lijkt er op het terrein geen druk of extra inzet aanwezig te zijn. Dit meen ik af te leiden uit uw commentaar: er is de telefoon en zij hebben getelefoneerd, punt.

**Kris De Groof**: Ik wil daar even op reageren. Er is duidelijk gesteld, ook naar de minister, dat bij de CAW's seksueel misbruik of geweld heel veel binnenkomt. De cijfers die er zijn rond het tijdelijke meld- of aanspreekpunt van de CAW's... Men heeft daar eigenlijk gezegd: "We zetten dat voorlopig op, maar we zien wel. Laat ons eerst een oefening maken. Als er een aanspreekpunt moet komen: waar hoort dat dan, wat moet dit bevatten en hoe zit dat dan juist in mekaar?" In die zin is – ik wil dat toch nog eens herhalen – er ook voor gekozen om daarin heel voorzichtig te zijn inzake profilering.

Wat we wel vaststellen, maar die cijfers hebben wij niet, is dat niet alleen in dat tijdelijke aanspreekpunt van de CAW's meer meldingen toekomen; ook, bijvoorbeeld, binnen slachtofferhulp stellen wij een stijging vast. Wij hebben die daar niet uitgehaald, omdat wij het gevoel hebben dat dit een heel klein project is. Wij moeten dat niet te erg gaan vergroten en *in the picture* zetten want het is ook niet duidelijk of dit inderdaad een taak is van het Algemeen Welzijnswerk of niet.

Er is wel vanuit het steunpunt en vanuit de federatie heel erg gezegd dat het Algemeen Welzijnswerk ter zake een aantal troeven heeft. Uiteindelijk heeft minister Vandeurzen beslist om

het toe te kennen aan de CAW's en zijn wij dit nu conceptueel verder aan het uitwerken. Om heel eerlijk te zijn, is het zeker niet zo dat wij daar nog niets rond gedaan hebben. Maar als wij het doen, willen wij het goed doen.

Ik heb echt geen zin om, zoals wij bij de aanspreekpunten Partnergeweld hebben gemerkt, te moeten vaststellen dat er naast slachtofferhulp ook nog eens een apart aanspreekpunt Partnergeweld is. De politie is daardoor eigenlijk wat verward en zij vragen zich af of zij slachtoffers van partnergeweld nu naar de werking van slachtofferhulp of naar de werking van de aanspreekpunten moeten sturen. Wij zijn de laatste maanden heel erg bezig geweest met te kijken hoe dit er moet uitzien, als het er moet komen.

Hoe moet dit er dan uitzien? Ik wil het deze keer goed doen. Als wij dit willen doen, wil ik het goed doen.

Wat uw vraag betreft naar de vergelijking met de middelen van Justitie. Ik wil eigenlijk niet in concurrentie treden. Als mensen de weg vinden die zij belangrijk vinden, is dat voor mij het belangrijkste. Als mensen die effectief naar het federaal parket stappen, zeggen dat zij naar Justitie willen stappen en ik heb daar nu een lijn mee, dan ben ik daar blij mee en dan denk ik dat wij vanuit het Algemeen Welzijnswerk zeker niet moeten zeggen: "Eerst langs ons passeren en dan pas naar Justitie." Nee, laat die twee lijnen naast mekaar bestaan. Wij zijn dat op dit moment aan het uitwerken en conceptueel zit dat goed. Dat andere stuk vind ik ook heel belangrijk.

Ik heb geen zin daarover een concurrentiestrijd te voeren. Ik vind het goed dat beide sporen er zijn, als mensen maar vinden waar zij menen dat zij recht op hebben.

**Kris Stas:** Bovendien heeft de minister gezegd dat wij de verschillende punten moeten integreren. Slachtofferonthaal, IFG, en het op te richten aanspreekpunt zouden geïntegreerd moeten worden. Dan komt terecht de vraag: wat met Child Focus? Wat met de VK's? VK's zijn natuurlijk voor minderjarigen, voor alle duidelijkheid.

Wij moeten met Child Focus aan tafel gaan zitten, want dat is geen hulpverleningsorganisatie. Wij zitten met een verschillende profilering. Wat komt er via hen binnen, wat wordt doorgegeven aan wie, en wat komt er bij ons? Dat moet op elkaar afgestemd worden. "Gearticuleerd", heb ik vandaag geleerd.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik heb nog een andere term geleerd: "vraagverduidelijking" of zoiets. Ik wil mijn vraag dus verduidelijken. Wat ik enigszins zorgwekkend vind, is dat wij hier vertrekken vanuit het fenomeen seksueel misbruik in een gezagsrelatie, in het bijzonder naar aanleiding van feiten binnen de Kerk, maar dat het eigenlijk volgens wat men ons zegt veel erger is dan dat. Het komt ook voor in de sport en overal waar gezagsrelaties zijn.

Uw organisaties zijn al goed uitgebouwd voor geweld, intrafamiliaal geweld. Dat staat op punt. U doet dat goed. Alle formules ter zake zijn klaar. Er is nu een signaal vanuit de maatschappij dat er nog veel wordt stilgezwegen. Dan komen er twee ministers van goede wil. De ene zegt: "Ik ga bij Justitie een meldpunt onderbrengen." De andere zegt: "Ik ga het bij Welzijn doen." Nu hoor ik: "Dat bestaat wel bij ons, maar liefst niet te veel." Dat is wel een andere manier van inspelen op het signaal. Ondertussen is er misschien een probleem in andere sectoren dat niet naar boven komt.

Ik vind dat u evengoed de houding kunt aannemen – dit is geen verwijt aan u, u kunt maar werken met de middelen die u hebt – dat u de deur openzet om te horen wat er leeft in de maatschappij. Uw signaal blijkt te zijn: "Wacht nog een beetje."

**Kris Stas:** Er is gezegd dat wij de deur willen openzetten, maar op een kwalitatieve manier. Nu zijn wij de kwaliteitscriteria aan het uitwerken van wat wij gaan doen wanneer wij meldingen binnenkrijgen van pakweg een hulpverleningsdienst. Want die gaan wij krijgen. Misbruik komt overal voor, ook bij hulpverleningsorganisaties, ook binnen de schoolcontext enzovoort. Wij willen zien welke signaalprocedures wij ontwikkelen en hoe wij die organisaties aanspreken op hun verantwoordelijkheid. Uiteraard, dat moeten wij doen, dat is duidelijk.

**Kris De Groof:** Wij hebben inderdaad beslist om een tijdelijk aanspreekpunt te hebben, tot wij conceptueel klaar zijn, waarna wij het ruim kunnen bekendmaken. Dat is een verschil. Het is niet dat er voorlopig niets is. Er is iets, in afwachting van iets dat kan worden verruimd naar andere regio's, maar dat wij eerst goed willen uitwerken.

Ik wil nog even ingaan op wat Kris Stas zei rond samenwerking met andere sectoren. Wij hebben al heel veel samengezeten, gebeld en gemaïld

met de VK's om te kijken hoe het CAW-aanspreekpunt rond geweld en misbruik en het aanspreekpunt van de VK's, dat zich inderdaad tot minderjarigen richt, zich tot mekaar kunnen verhouden, in positieve zin. Dat is een samenwerking die op dit moment heel goed verloopt en waar wij bekijken hoe wij mekaar daarin kunnen aanvullen. Met Child Focus moeten wij dat inderdaad nog doen.

Ik sluit aan bij wat Kristine Kloeck deze namiddag zei, met name dat het geen probleem is dat er verschillende aanspreekpunten zijn, als mensen maar de weg vinden en als er overal maar kwalitatief wordt gewerkt en wordt doorverwezen waar het nodig is. Dat is voor ons het belangrijkste.

Ik heb begrepen dat Child Focus en de VK's zich op minderjarigen richten, terwijl het CAW-aanspreekpunt rond geweld en misbruik zich richt op meerderjarigen.

Ik wil nog even ingaan op de vraag inzake het spreekrecht. Als mensen zich burgerlijke partij stellen tijdens een zitting, krijgen zij het woord. Ik vind dat wat oneigenlijk gesteld. Uit onderzoek blijkt dat slachtoffers vaak niet op de hoogte zijn van het feit dat zij zich burgerlijke partij mogen stellen. Als zij zich burgerlijke partij stellen, laten zij zich vaak vertegenwoordigen door een advocaat. In Nederland nemen slachtoffers vaak zelf het woord. Er is een heel groot verschil tussen een advocaat die een zaak bepleit in rechterlijke taal tegenover iemand die zijn eigen verhaal van vlees en bloed brengt.

Wij hebben dat hier al gemerkt in onze uiteenzettingen. Als ik mij aan mijn nota's houd, krijg ik een heel andere uiteenzetting dan een casus van mijn collega Kris Stas.

In die zin is het heel belangrijk voor de sensibilisering van de magistratuur, dat slachtoffers hun verhaal kunnen vertellen, evenals de gevolgen van wat het misbruik met hen gedaan heeft en wat het slachtofferschap met hen gedaan heeft. Ik vind dat een heel groot verschil met wat een burgerlijke partijstelling op dit moment is.

Een burgerlijke partijstelling gaat eigenlijk over de vergoeding van de schade. Daar wordt dan technisch over gesproken, terwijl het spreekrecht in Nederland gaat over de gevolgen van het slachtofferschap. Ik vind dat echt een groot verschil. Bovendien blijkt inderdaad uit onderzoek dat wij ons vaak laten vertegenwoordigen door een advocaat die dan effectief in zijn mooie

juridische taal zegt wat wij vertolkt willen zien – slachtoffers geven ook vaak aan dat zij hun verhaal bijna niet meer herkennen – en dat het Nederlandse systeem, net doordat slachtoffers zelf hun verhaal doen, positief is voor het verwerkingsproces.

In die zin is het voor mij echt een wezenlijk verschil. Voor mij is dat een aanbeveling.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Misschien moeten wij eens goed bestuderen wat men in Nederland precies doet. Elk slachtoffer in een Belgisch strafproces wordt normaal op de hoogte gebracht van het feit van de zitting. Als u zegt dat dit vaak niet gebeurt, dan...

**Kris De Groof:** U moet die taal...

**La présidente:** Le commissaire a la parole.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik denk dat wij dat best eens bestuderen. Hebt u informatie over de methode die men gebruikt? Kunt u die bezorgen, zodat wij kunnen kijken welke plaats de persoon krijgt in het strafprocesrecht?

**Kris De Groof:** Ik zal u de evaluatie van het onderzoek bezorgen.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Wij hebben het daarnet over de andere sectoren gehad, maar zien jullie, vanuit jullie ervaring, een aantal sectoren die ook problematisch zijn of zouden kunnen zijn? Ik denk aan de sport en de medische sector.

**Kris Stas:** Ook de gehandicaptenzorg.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Hebben jullie statistieken daarvan? Als het niet familiaal is, in welke sectoren komt het dan vaak voor?

**Kris Stas:** Daar hebben wij geen cijfers over.

**Kris De Groof:** Nee, maar wij hebben wel het vermoeden dat daarover ook nog heel wat taboes bestaan en er nog heel wat misbruik is dat op dit moment niet aan de oppervlakte komt. Daarom hebben wij ook gezegd dat als wij een aanspreekpunt rond geweld en misbruik willen creëren, wij bijzondere aandacht zullen moeten besteden aan hoe we instituten kunnen ondersteunen om dit geweld bespreekbaar te maken, een procedure te ontwikkelen en dergelijke meer.

**De voorzitter:** Ik dank u voor uw komst.

Et je remercie l'ensemble des courageux parlementaires. C'est important que vous puissiez répondre à l'ensemble des questions et vous exprimer complètement. Je vous remercie.

*La réunion publique de commission est levée à 20.08 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 20.08 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 23 FEVRIER 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 23 FEBRUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 13.02 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 13.02 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de M. Christophe Adam, criminologue à l'ULB**

**Hoorzitting met de heer Christophe Adam, criminoloog aan de ULB**

La **présidente**: Chers collègues, nous allons commencer tout en nous excusant parce que, effectivement, il y avait une réunion de la commission de la Justice avec des auditions sur le tribunal de la famille. L'ensemble des membres a donc maintenant pu nous rejoindre. À l'ordre du jour, il y a d'abord M. Christophe Adam, qui est criminologue à l'ULB mais qui a aussi une expérience et une expertise pratique - qu'on voit là, d'ailleurs - au niveau tant des victimes que des auteurs d'abus sexuels. Je pense que je ne serai pas plus longue car vous avez son cv en face de vous. Je vais immédiatement lui passer la parole pour qu'il nous présente son expérience et son expertise.

**Christophe Adam**: Madame la présidente, mesdames, messieurs les commissaires, je tiens tout d'abord à vous remercier pour votre invitation à venir vous exposer l'expérience que j'ai acquise dans le cadre de mes fonctions professionnelles.

Afin que vous puissiez bien comprendre, ces différentes fonctions vont me servir de base pour structurer mon exposé.

J'enseigne à l'ULB et à l'UCL ce que l'on appelle la psychopathologie criminelle, c'est-à-dire les

liens entre les différentes formes de délinquance et le registre des maladies mentales.

Par ailleurs, je suis praticien de terrain attaché à une équipe spécialisée qui travaille dans le cadre des protocoles d'accord que vous connaissez entre le ministère de la Santé et celui de la Justice. Je travaille donc avec une équipe spécialisée dans le traitement et la guidance des auteurs d'infractions à caractère sexuel, reprise ici sous l'abréviation AICS.

Je vois aussi ce que l'on appelle une population tout venant, qui n'est pas seulement envoyée par la justice dans le cadre d'une obligation de soins, mais aussi des victimes. Peut-être aurais-je l'occasion de revenir sur ce point ultérieurement.

Je voudrais vous expliquer en quelques mots l'expérience professionnelle qui m'a servi de base pour structurer mon exposé.

Je suis titulaire d'un doctorat en criminologie. J'ai fait ma thèse de doctorat sur les pratiques psychosociales en milieu pénitentiaire, à destination des délinquants sexuels.

J'ai pu observer, pendant à peu près cinq années, trois équipes SPS (Services psychosociaux) sur le terrain, à l'intérieur des prisons. Cela a donné lieu à cette thèse de doctorat qui sera publiée dans l'année. J'ai aussi une expérience de diagnostic psychologique et d'évaluation des possibilités du traitement de guidance dans une institution bruxelloise dont je pense que vous allez rencontrer un des responsables: il s'agit du Centre d'appui bruxellois qui est une institution dans le cadre de l'accord Justice-Santé mais spécifique à Bruxelles. J'aurais peut-être l'occasion de le

préciser tout à l'heure, mais je pense que la personne responsable du centre d'appui le reprécisera également, il y a une situation spécifique à Bruxelles qui n'existe ni en Flandre ni en Wallonie. Cette expérience-là est liée d'abord à un travail diagnostique et aussi d'envisager dans quelle mesure quelqu'un est susceptible de répondre à un traitement ou une guidance.

L'autre expérience, celle qui est peut-être la plus longue, c'est celle au sein de l'équipe spécialisée dans le traitement et la guidance des auteurs d'infractions à caractère sexuel au service provincial de santé mentale de Dinant. Cela m'occupe deux jours et demi par semaine. J'y rencontre des auteurs mais aussi des patients tout venant et, comme je l'ai dit tout à l'heure, des victimes.

Depuis quelques années déjà, j'interviens aussi à destination des aumôniers de prison francophones, des personnes qui sont visiteuses de prisons. À partir de cette expérience-là, j'ai pu mettre en dialogue une série de questions que j'ai pu partager avec elles, notamment des questions qui vous concernent relatives aussi aux problématiques telles qu'elles se posent dans l'Église.

Je voudrais vous dire quelques mots sur les résultats principaux de ma thèse de doctorat. Je voudrais aussi épingler l'une ou l'autre problématique qui me semble importante eu égard à ce que je m'imagine être les travaux de la commission.

De plus en plus, au sein des prisons, c'est la mission d'expertise qui prend le pas. On a de jeunes praticiens, le plus souvent des jeunes femmes, dont c'est la première expérience professionnelle, qui ont affaire à des délinquants sexuels. Ils évaluent les risques de récidive et les contre-indications à la libération conditionnelle.

J'en arrive ainsi aux problèmes majeurs qui peuvent être soulevés. Je n'insisterai pas sur le premier car il revient fréquemment; il s'agit du manque de moyens. Je m'étendrai plutôt sur la question de la quasi-exclusivité de l'expertise. Cette dernière prend de plus en plus d'importance et en laisse de moins en moins à d'autres perspectives. Je pense notamment aux missions faisant partie de celles qui sont définies pour les personnes qui travaillent en prison: psychologues, assistants sociaux et psychiatres. C'est ce que l'on appelle le pré-thérapeutique. Ce dernier est complètement désinvesti en raison d'un surinvestissement de l'expertise. Il s'agit là d'un

des premiers éléments qu'il faut relever.

Dans le cadre de ma thèse de doctorat, j'ai pu évaluer le *turnover* très important des professionnels qui créent des problèmes de stabilité à l'intérieur des prisons. En gros, – je vais caricaturer un peu – on demande aux détenus de construire des relations stables avec autrui, de se réinsérer, d'avoir un emploi et, éventuellement, de s'engager dans un lien amoureux avec un partenaire stable. Cette demande est le fait de toute une série de professionnels successifs. On pourrait dire que l'expérience de stabilité la plus grande, c'est le détenu qui l'a fait. Se pose donc un problème de *turnover*. Autrement dit, nous n'avons pas en Belgique des figures professionnelles stables. Les professionnels vont d'un établissement à l'autre et, après deux ans, ressentent une fatigue professionnelle et décident de quitter le milieu pénitentiaire pour investir d'autres lieux professionnels. Or, l'une des conditions de possibilité du traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel, c'est la stabilité du professionnel. Sans cela, le traitement est mis à mal.

Un autre problème est récurrent. Il a encore été pointé récemment à l'occasion d'une recherche menée aux Facultés universitaires Saint-Louis. J'avais également pu mettre en évidence ces résultats, mais ils ont été confirmés dans le cadre de la recherche précitée. Il s'agit du problème de la scission entre les soins et les expertises.

Je voudrais vous donner quelques précisions au niveau du cadre légal. Il est ici question de la loi du 12 janvier 2005 dont vous avez certainement entendu parler qui prescrit que la fonction de prestataire de soins est incompatible avec une mission d'expert au sein de la prison.

Cela s'arrime à une règle de déontologie médicale: c'est l'article 121, § 2, du code de déontologie médicale et c'est mis en application via une circulaire 1800 de l'administration pénitentiaire datant du 7 juin 2007. L'idée était d'étendre ces dispositions aux internés dans les annexes psychiatriques des prisons et des établissements de défense sociale relevant du SPF Justice. Pour l'instant, les dispositions ne sont d'application que pour les internés dans les annexes psychiatriques et dans les établissements de défense sociale qui relèvent du SPF Justice mais à l'origine du moins, cela devait concerner tous les détenus et pas seulement les internés.

Quels sont les problèmes principaux que pose la

scission? C'est l'organisation qui a été peu préparée: en gros, c'est une implémentation par essais et erreurs, par tâtonnements. Les personnes de terrain y réagissent de manière plutôt vigoureuse. L'idée de séparer les soignants des experts a créé de nombreuses tensions au sein du personnel. Les intervenants psychosociaux ont été dépouillés de leur missions d'accompagnement de soins dont je rappelle qu'elle fait partie du cadre organique de leur mission, ce qu'on appelle soit le soutien soit la perspective ou l'activité pré-thérapeutique, ce qui vient avant le traitement et qui en est une des conditions.

Cela a créé donc des tensions entre soignants et experts. C'est l'un des effets pervers de la mise en œuvre de cette scission: les expertises ont été moins informées qu'auparavant puisque ce qui relevait des préalables, des prémices, le traitement ou le pré-traitement informaient déjà les experts dans une certaine mesure. Les expertises ont donc perdu en qualité, ce qui est un effet d'incidence de ces nouvelles dispositions. Cela a créé nombre de confusions auprès des détenus qui ne savent plus vraiment qui fait quoi dans la prison, qui est expert et qui est responsable des soins.

Venons-en maintenant à mon expérience du Centre d'appui bruxellois et de l'évaluation lors de l'orientation des auteurs d'infractions à caractère sexuel. C'est donc un protocole spécifique à Bruxelles où le Centre d'appui exerce une fonction tierce: il est l'intermédiaire entre le monde de la santé et le monde de la justice, entre le monde judiciaire et les soignants et thérapeutes. L'offre des traitements à Bruxelles est extrêmement limitée, tant quantitativement que qualitativement. Les équipes qui acceptent de traiter les délinquants sexuels à Bruxelles sont au nombre de deux si on compte les équipes universitaires.

Il y a une extension à ce qu'on appelle les services d'aide aux détenus qui acceptent, mais qui ne peuvent prendre en charge que quelques personnes. Se pose ici un problème d'offre thérapeutique.

L'offre de traitement est limitée qualitativement. Cela signifie que sont représentés, en tout cas à Bruxelles, dans les équipes soignantes au niveau du monde de la santé, seulement certains courants thérapeutiques. Ces courants produisent un certain nombre de critères d'inclusion ou d'exclusion de leur patientèle. Cela peut être problématique dans certaines circonstances.

Dans les protocoles d'accord, il est toujours intéressant de relever que le législateur avait utilisé deux termes: traitement ou guidance. Ces termes, au départ, avaient cette vocation de viser large, ce qui pouvait, d'ailleurs, ouvrir le champ de l'offre thérapeutique à différents courants, qui pouvaient y être représentés. Or, ce que l'on constate sur le terrain, c'est une interprétation restrictive du traitement au sens de la thérapeutique, alors que le cadre légal visait large. Pour illustrer mon propos, je dirais que l'on observe à Bruxelles de grandes difficultés à investir ce que l'on peut appeler une guidance psycho-pédagogique, où on n'est pas dans des thérapies au sens psycho-dynamique ou psychanalytique du terme, où l'on suit la personne, l'on exerce un certain contrôle social avec des méthodes davantage liées au développement des habilités sociales et autres.

Ce que j'ai pu constater aussi dans cette expérience de praticien au Centre d'appui bruxellois, qui est vraiment charnière entre le monde de la justice et celui de la santé, c'est la définition de critères de prise en charge a priori, qui opèrent une forte sélectivité au sein de la population qui peut être prise en charge, notamment la reconnaissance des faits qui devient un impératif pour intégrer les programmes de traitement.

Or, tant mon expérience que la recherche scientifique nous amènent à relever que le fait de ne pas reconnaître les faits n'est pas un indice, ni un indicateur d'efficacité thérapeutique. En clair, une personne qui ne reconnaît pas ce dont elle est accusée n'est pas une personne inaccessible au traitement. Tout dépend de la façon de penser ce traitement et de considérer cette absence de reconnaissance des faits. L'aveu n'est même pas, en tout cas d'un certain point de vue, nécessaire au praticien pour pouvoir travailler.

Quant aux déficients mentaux, ils font l'objet d'une mise à l'écart et d'une exclusion très grandes parce qu'ils ne rencontrent pas nécessairement les attentes des thérapeutes. C'est une population qui demande des adaptations assez rigoureuses du dispositif thérapeutique. Or, mon expérience me montre que c'est une population extrêmement difficile à rencontrer car je pense que les exigences des thérapeutes sont assez élevées alors qu'un principe devrait pouvoir guider notre clinique: c'est à nous à nous adapter au fonctionnement des patients et ce n'est pas aux patients à s'adapter à notre propre fonctionnement.

C'est aussi le problème des catégories de patients qui ne sont pas accessibles à une psychothérapie psychanalytique ou psychodynamique, c'est-à-dire toute une série de patients pour qui raconter sa vie n'est absolument pas essentiel et n'est absolument pas leur problématique. Il faut inventer des manières de faire pour pouvoir rencontrer leur problématique. Je dirais que c'est une majorité de notre patientèle.

J'en viens à l'importance d'une pluralité de modèles de prise en charge. C'est ce que je dégage de mon expérience. C'est aussi faire place à d'autres techniques, des techniques notamment psychoéducatives qu'on peut utiliser surtout avec des personnes qui ont des intelligences relativement modérées et très limitées. On fait les bilans: "Qu'est-ce qui s'est passé de positif, de négatif dans votre journée, cette semaine?", etc. C'est une approche très concrète des situations.

Venons-en à la prise en charge des auteurs d'infractions à caractère sexuel, qui constitue l'essentiel de ma pratique. C'est donc dans le cadre d'un protocole wallon qui diffère du protocole bruxellois, protocole d'accord qui suppose un certain nombre de prescrits.

Je vais vous décrire comment fonctionne le service de santé mentale spécialisé de Dinant. Chaque centre a un fonctionnement propre. Il n'est pas ici à considérer comme un modèle du genre, comme un idéal mais simplement comme une manière de fonctionner alors que d'autres centres ont leurs propres prérogatives.

Nous recevons les demandes qui nous arrivent par la justice, sous l'angle d'une obligation de traitement, via les maisons de justice. Différents cadres légaux peuvent être concernés: l'alternative à la détention préventive, la probation, la libération conditionnelle, la surveillance électronique. Nous rencontrons les personnes dans différents cadres légaux.

Nous recevons ces demandes. Une des exigences du service dans lequel je travaille, c'est d'intégrer l'acteur de justice comme partie prenante. C'est-à-dire que le représentant de la justice, en l'occurrence l'assistant de justice, est convié à l'entretien appelé "entretien tripartite" où sont présents le représentant de la justice, le patient justiciable et l'intervenant de l'équipe spécialisée. Ce premier entretien se fait à trois pour justement marquer que nous sommes bien dans un cadre qui intéressera bien sûr la justice, mais aussi le patient et le soignant.

À partir de ce premier entretien tripartite, au cours duquel les partenaires sont présents, est menée ensuite une période d'évaluation qui peut être plus ou moins longue: elle peut prendre entre un et six mois. Cette période d'évaluation est structurée: nous utilisons des méthodes, des moyens, notamment un questionnaire très structuré, qui permettent de collecter une série d'informations qui peuvent être utiles pour la décision de prendre en charge et également pour trouver les voies thérapeutiques les plus adaptées à la situation problématique rencontrée.

Au cours de cette période d'évaluation, nous posons bien sûr un diagnostic, mais pas seulement: nous posons aussi la question du pronostic relative à la possibilité de prendre en charge le patient. Il nous est tout à fait possible – et l'accord de coopération à cet égard est particulièrement clair – de refuser de prendre en charge un patient. C'est la liberté thérapeutique qui est ici en jeu.

C'est vrai d'un point de vue théorique, mais d'un point de vue pratique, empirique, concret – j'ai repris les statistiques du service –, en dix ans de fonctionnement, nous avons refusé de prendre en charge deux patients. C'est relativement peu par rapport à tant d'années d'expérience et à un nombre de cas qui avoisine plus de 1 000 patients; je n'ai pas le chiffre exact ici. S'il le faut, je pourrai vous communiquer ultérieurement des statistiques précises sur cette question.

Pour avoir un ordre de grandeur, jusqu'ici, deux refus sur dix années d'expériences, c'est quelque chose qui va nous singulariser à Dinant par rapport à un fonctionnement que je connais d'ailleurs, notamment à Bruxelles, où le refus est parfois plus important. Cela mériterait vraiment un travail de recherche sur ce qu'il en est des modalités de refus et des raisons pour lesquelles on n'accepte pas de prendre en charge un patient.

Est-ce lié à des dispositions qui relèvent du fonctionnement psychique ou psychologique du patient, de ses dispositions individuelles ou est-ce aussi lié aux exigences du cadre et, dès lors, ce sont des exigences qui sont posées par les praticiens? Pour être concret, l'idée est de dire qu'il n'est pas suffisamment intelligent, réflexif, donc je ne peux pas le prendre en charge. Un certain nombre d'exigences sont parfois posées a priori et produisent, quand même, dans le fonctionnement global, de l'exclusion sociale. Il faut savoir que les thérapeutes eux-mêmes sont parfois à l'origine de l'exclusion sociale de toute

une série de personnes qui ne peuvent pas être prises en charge.

Dans le service dans lequel je travaille, on a coutume de dire que l'accueil doit, au moins dans les premiers temps, être inconditionnel. Quasi inconditionnel puisque les patients qui ont été refusés sont les patients qui se sont montrés violents à l'égard du personnel, lorsque des menaces avaient été proférées. Ces patients ont été exclus pour ces raisons-là.

Lorsque l'on exclut un patient, cela demande une réflexion en équipe. Ce n'est pas une décision qui se prend seul. C'est une décision que nous devons prendre en équipe, ce qui inclut un responsable thérapeutique qui fait fonction de chef d'équipe et qui vient trancher les conflits lorsqu'ils existent entre les praticiens. À Dinant, nous sommes un temps plein et demi pour rencontrer à peu près une centaine de personnes. Il faudrait mesurer comment cela se passe ailleurs mais je pense que le manque de moyens est relativement criant. C'est certainement une litanie que vous entendez souvent. Il faut savoir que c'est un problème de fond mais je ne vais pas surenchérir sur ces questions-là. Vous les connaissez mieux que moi.

Nous essayons de voir dans quelle mesure un patient est traitable ou pas et, si oui, quelles sont les voies qui vont se proposer. Ce n'est pas une évaluation au petit bonheur la chance. C'est une évaluation structurée, rigoureuse, scientifique avec des instruments qui existent mais que je ne vais pas détailler ici. Si vous le souhaitez, je pourrais fournir la documentation utile ultérieurement.

Vous voyez qu'il y a un point d'interrogation. Celui-ci est lié à l'évaluation des risques du traitement. Dans le sens commun, nous entendons souvent dire qu'aller voir un psy, un psychiatre ou un médecin, cela ne peut pas faire de tort, cela ne peut pas vous faire de mal.

C'est une idée reçue que l'on entend souvent. Ici, j'insiste tant du point de vue de ma pratique de chercheur que du point de vue de ma pratique professionnelle, de praticien, c'est faux! S'engager à un traitement ou à une thérapie ou à une guidance, cela ne va pas de soi. Cela va remuer des tas de choses chez une personne et cela va probablement l'amener dans un état de malaise existentiel, peut-être pire qu'il ne l'était avant de commencer.

Donc, il y a dans la littérature ce qu'on appelle les

effets iatrogènes du traitement. Ce sont les effets négatifs: traiter peut faire mal.

Nous faisons le pari de quand même traiter et nous mesurons bien sûr l'impact de nos interventions. Nous avons alors la latitude de moduler une série de choses, notamment le rythme thérapeutique. C'est un rythme qui est fixé en moyenne tous les 15 jours. On voit la personne tous les 15 jours. Mais quand elle traverse une crise, cela peut-être plusieurs fois par semaine. Nous avons cette possibilité et c'est notre liberté thérapeutique de moduler la fréquence des entretiens.

D'un point de vue déontologique, que devons-nous fournir à l'autorité judiciaire donc à l'assistant de justice? Nous devons communiquer endéans le mois qui suit la signature d'une convention dont je vais vous parler ensuite, un certain nombre d'informations à l'autorité judiciaire. Ces informations ne portent pas sur le contenu de la thérapie mais portent sur des aspects formels mais néanmoins importants.

Parmi ces points rencontrés obligatoirement: la personne se rend-elle à ses rendez-vous? Vient-elle régulièrement ou pas? Y a-t-il cessation unilatérale du traitement? Continue-t-elle ses thérapies?

Il faut donc être extrêmement vigilant car toute situation peut impliquer un risque sérieux pour un tiers; c'est lié à ce que vous avez déjà certainement abordé dans vos travaux, à savoir 'ce péril grave et imminent'. Nous sommes tenus d'être extrêmement vigilants par rapport à cela.

Il y a donc lieu de communiquer ces informations à la justice tous les six mois. Donc, endéans le mois qui suit la signature des conventions et tous les six mois pour les suivis. Les suivis vont souvent jusqu'à cinq ans. Ce n'est pas parce qu'un suivi va jusqu'à cinq ans au niveau de la temporalité fixée par la justice que les patients nous quittent. Les patients parfois, dans une moindre mesure peut-être, continuent à venir nous voir.

Je pense qu'il faut là distinguer le temps judiciaire du temps thérapeutique.

Évaluation des risques de traitement: j'insiste parce que cela met alors à mal une représentation du sens commun comme quoi aller voir un psy, ça ne peut que vous faire du bien. Il faut renverser l'argument. Ce n'est pas vrai.

Cette signature de convention tripartite, comment est-ce que cela se passe dans les faits? Très concrètement, il y a ce premier entretien tripartite, il y a la période d'évaluation et, à l'issue de cette période, il y a un second entretien tripartite où nous signons une convention qui est un contrat entre les trois parties: la justice, en l'occurrence représentée par l'assistant de justice, le patient et le thérapeute représentant du centre de santé spécialisé. C'est un contrat qui reprend terme à terme les prescrits de l'accord de coopération.

Une fréquence est fixée. La plupart du temps tous les 15 jours. Elle est modulable en fonction de l'état du patient et, éventuellement, des inquiétudes du thérapeute. S'il y a des difficultés dans le respect, que ce soit pour une partie ou pour l'autre, un entretien tripartite est convoqué. La plupart du temps, lorsqu'il y a des écarts par rapport aux obligations des uns et des autres, il est tout à fait possible de reconvoquer un entretien tripartite où nous recadrons les choses. Ce travail de thérapeute dans ce cadre-là ne se fait jamais sans l'appui de la justice. C'est un travail qui est impossible si l'on ne s'appuie pas sur l'institution judiciaire.

Je vous le disais tout à l'heure: les refus sont très rares. Je trouve qu'il y aurait là matière à recherche... à essayer de faire le tour, à voir quelles sont les équipes qui prennent, qui refusent, et pourquoi. Cette situation de refus et d'acceptation a été très peu abordée par la recherche — à ma connaissance, en Belgique, à aucun moment, d'ailleurs. Quand je vous parle de cela, je vous parle de ma propre expérience, qui demanderait à être vérifiée scientifiquement sur des pratiques plus globales.

Après cette période d'évaluation, il y a la prise en charge effective, qui était déjà dans la période d'évaluation, mais nous sommes, là, à une autre étape — qui est le début du traitement.

Ce que j'avais envie de vous dire par rapport à mon expérience, c'est que ce à quoi nous sommes confrontés dans la pratique, c'est une grande diversité des situations et des pathologies. On entend parfois dire que les délinquants sexuels sont tous des pervers; c'est absolument faux. La perversion est le diagnostic le plus rarement posé par rapport à nos patients, c'est la pathologie la moins représentée. Et je dirais qu'il n'y a absolument pas de découpage spécifique de notre population par rapport à la population générale qui est traitée. C'est-à-dire que ce sont à peu près les mêmes pathologies qui sont représentées.

Donc, ce contre quoi il faut à présent lutter, c'est cette idée de sens commun que la population des délinquants sexuels est spécifique. D'un point de vue psychopathologique, c'est faux. La perversion est donc très rare, la pathologie la moins représentée. Par contre, ce à quoi nous sommes le plus souvent confrontés, ce sont des situations sociales de détresse de plus en plus fréquentes et graves, qui nous imposent d'ailleurs de transformer beaucoup nos cadres d'intervention.

De plus en plus, nous nous rendons à domicile pour pratiquer la thérapie. Les personnes ne peuvent pas se déplacer pour toute une série de raisons (handicaps, difficultés, etc.).

Par rapport à cela, travaillant dans un service public, nous avons la possibilité de pratiquer la gratuité des soins, ce qui n'est absolument pas le cas dans le privé et ailleurs. Nous pouvons tenir compte bien sûr des situations sociales; et il faut le faire, sinon les personnes n'auraient pas accès au dispositif de soins. La plupart du temps, une personne dans notre population ne peut pas s'offrir le luxe d'une consultation à 30 ou 50 euros. Le prix maximal de la consultation est de 8,5 euros. Nous pouvons aller jusqu'à la gratuité. C'est très important, parce que sans cela les personnes ne pourraient pas s'en sortir et ne pourraient pas être soignées. Pour ma part, je partage cette idée d'une éthique du soin: le soin doit être accessible à tous.

Nous sommes confrontés à des situations de détresse sociale dans des régions quand même très largement rurales, où les situations sont dramatiques. C'est peut-être parfois, d'abord et avant tout, sur la situation sociale qu'il faut agir, si nous voulons pouvoir agir sur le niveau psychologique. Les gens sont parfois tellement déstructurés au niveau social que le "psy" ne peut pas faire grand-chose, en tout cas s'il n'a pas dans son arsenal thérapeutique un souci ou une dimension d'intervention sociale.

Dans l'équipe dans laquelle je travaille, nous travaillons parfois en binôme avec un assistant ou une assistante sociale qui nous aide à toute une série de choses. Les assistants sociaux sont précieux dans les équipes, parce qu'ils ont une bonne connaissance du droit social et cela nous aide beaucoup en termes de relais institutionnel.

Nous ne travaillons pas seuls non plus. Quand il y a urgence d'une intervention psychiatrique, nous travaillons en réseau avec le réseau local et notamment les médecins psychiatres. Il m'arrive

d'ailleurs d'envoyer l'un ou l'autre patient qui a des problèmes de délire – qui pète les plombs pour le dire de manière plus commune et concrète – chez mon collègue psychiatre. Nous nous consultons, nous travaillons en synergie les uns avec les autres, sous réserve d'un secret professionnel partagé puisque, je le rappelle ici, nous n'avons pas à communiquer le contenu de ce qui se passe dans l'espace thérapeutique à la justice. Nous n'avons qu'à communiquer sur le respect ou non des exigences de se rendre à la consultation.

La majorité des patients que nous voyons est dans la situation d'un inceste père-fille où la recherche montre – et j'aurai l'occasion de reprendre avec vous le problème de la récurrence – que la récurrence est particulièrement limitée dans ces cas-là et ce, pour toute une série de raisons. Soit l'enfant n'est plus là parce qu'il a été isolé de la famille. Mais quand bien même l'enfant resterait en famille, ce qui n'est pas si rare que cela – où il y a reconstruction des liens familiaux, ce qui est particulièrement complexe –, les chiffres indiquent une récurrence limitée, plus limitée que dans d'autres situations dont je parlerai tout à l'heure.

Ce qui est vraiment important, comme soignant, c'est une vigilance permanente par rapport au risque de récurrence. Tout soignant qui s'écarterait de cette vigilance ne serait plus dans la logique du protocole d'accord qui est tout à fait clair sur cette question, en étant orienté vers la lutte contre la récurrence. Un soignant qui travaille dans le cadre de ces protocoles d'accord ne peut absolument pas s'en émanciper. Il est tenu par ce cadre-là.

Nous amenons les auteurs à essayer d'apprendre, ce qui peut prendre le sens du conseil ou de la pédagogie. Nous ne sommes pas toujours des nobles thérapeutes mais parfois nous intervenons comme des pères ou des mères de famille, avec des conseils, parfois très concrètement, à cent lieues de ce que nous avons appris à l'université comme étant la bonne manière de pratiquer. Il faut aussi amener beaucoup de bon sens par rapport à cela sinon nous ne touchons absolument pas la population que nous recevons. C'est amener l'auteur à prendre soin de lui, ce qui n'est pas si simple que cela, et aussi, à faire attention, à se surveiller et à repérer quelles sont les situations à risques.

Il y a alors un travail psychopédagogique qui peut être mis en place. Nous travaillons donc très concrètement: "Qu'avez-vous fait la semaine dernière?", "Que s'est-il passé?", "Qu'avez-vous ressenti?", "Avez-vous compris que cela pouvait être un risque?". L'idée est que le thérapeute soit

vigilant dans ce cadre-là, notamment pour identifier des situations à risque. On travaille sur ces questions. Il faut le rappeler, dans cette matière, nous sommes soumis à une obligation de moyen et non à une obligation de résultat. Cela me paraît important à préciser.

Nous procédons en équipe à une réévaluation périodique du traitement, tous les deux mois. Les cas sont discutés tous les deux mois et on fait le point sur l'évolution du traitement.

Quand les patients nous inquiètent, l'idée, c'est de ne jamais rester seul, de ne jamais travailler seul quand on travaille dans ce cadre-là. Travailler seul, c'est prendre tous les risques de se tromper et de faire du mauvais travail.

Je pense que c'est un point qui peut intéresser les travaux de la commission. Je voulais l'aborder de manière plus spécifique et au regard de la littérature scientifique qui malmène considérablement une idée reçue, une évidence qui est fautive. C'est l'idée que le risque de récurrence est extrêmement élevé chez les auteurs d'infraction à caractère sexuel.

Je vais m'expliquer en reprenant ces idées-là de manière plus systématique. D'abord, vous n'ignorez certainement pas que le problème de la récurrence est d'un point de vue méthodologique, scientifique et épidémiologique, extrêmement difficile à mesurer. La récurrence, ce n'est vraiment pas simple. C'est un véritable casse-tête pour les scientifiques!

Que faut-il considérer comme récurrence? Quelles statistiques mobiliser? Cela demande-t-il une réincarcération? Est-ce une ré-arrestation, auquel cas il n'y a pas nécessairement une nouvelle condamnation, voire pas de nouvelle incarcération?

La façon d'appréhender ce qu'est la récurrence chez les scientifiques qui tentent de la mesurer et au niveau européen ne donne pas lieu à la même définition. Cela complique les choses quand on veut utiliser les chiffres et prétendre à une comparaison des statistiques. Donc, je crois que cela mérite d'être rappelé que c'est extrêmement difficile à faire. J'ai choisi ici ce que sont pour moi les travaux de pointe les plus sophistiqués et les mieux faits.

Ces travaux convergent vers un constat qui est de dire que tant dans le sens commun que chez les praticiens, pas seulement le citoyen lambda, ce sont aussi les professionnels de terrain qui

surement les risques de récidive chez les auteurs d'infraction à caractère sexuel. Sur ce point-là, les scientifiques s'entendent.

Une référence majeure qui est mobilisée et qui est réactualisée, ce sont les travaux d'Hanson et Bussière. Ils ont fait ce qu'on appelle une méta-analyse. Ils ont regroupé à peu près toutes les recherches connues sur l'estimation des risques de récidive auprès de cette population. Il existe une soixantaine d'études qui couvrent plus de 20 000 agresseurs. Le taux de récidive est de 13,4 % pour une période de suivi de cinq ans.

Cette période de suivi est importante. C'est ce que l'on appelle une étude de cohorte, qui doit se faire au-delà de périodes de cinq ans. Cela veut dire que plus on va augmenter la durée de la période d'observation, plus on va enregistrer un taux de récidive plus élevé. À dix ans, il passe à 20 %. À 15 ans à 24 %. Et à 20 ans à 27 %.

Mais si l'on confronte ces taux avec d'autres taux concernant, notamment les vols avec violence, les vols simples, il est question de 70 %, 80%, voire 90 % de récidive.

Je vais vous donner des résultats de la recherche d'Annie Kensey qui est un auteur majeur de cette étude de récidive. On a généralement des taux de récidive plus faibles que pour les autres délinquants. Cela malmène considérablement notre représentation et l'idée reçue selon laquelle un délinquant sexuel est un récidiviste né. Cela n'est pas vérifié d'un point de vue scientifique. Bien sûr, d'un point de vue méthodologique, il y a le problème du chiffre noir, c'est-à-dire qu'il y a toute une série d'infractions qui ne sont pas connues parce que pas dénoncées. Si ce n'est que des travaux récents ont mis en correspondance des taux de récidive et des taux de signalement à la police et à d'autres niveaux de filtre du système pénal. En effet, vous savez que ce dernier filtre les affaires qui n'arrivent pas nécessairement toujours à la condamnation, ni même à l'incarcération.

On peut dire que les statistiques telles qu'elles sont présentées dans les travaux les plus récents parviennent à relativiser l'importance du chiffre noir, donc des affaires qui ne sont pas connues et qui pourraient nous induire en erreur dans l'appréciation de la réalité qui est évidemment impossible à mesurer telle quelle.

Je reprends le beau travail d'Annie Kensey et des données qui ont été réactualisés à l'occasion d'une recherche française. Ces données sont,

selon moi, importantes dans la mesure où la France a une tradition juridique assez proche de la nôtre. Au niveau de la mesure de la récidive, les problèmes d'interférence ou d'objection que l'on pourrait adresser sont relativement limités.

Selon Annie Kensey, globalement, le taux de retour sous écrou – il ne s'agit donc pas du taux de nouvelles condamnations, ni du taux d'arrestations – ou de réincarcération est de 41 % dans les cinq ans qui suivent la libération.

Il varie de 11 % pour les agressions sexuelles ou autres atteintes sexuelles sur mineur, que ce soit crime ou délit, à 65 % pour les vols avec violence. Ces statistiques nuancent considérablement le sens commun selon lequel le délinquant sexuel est un récidiviste en puissance. C'est le voleur avec violence ou l'auteur de vols simples qui l'est.

La **présidente**: Excusez-moi, à quoi correspondent les 41 %?

**Christophe Adam**: C'est le taux de récidive général, toutes infractions confondues. Le taux est donc significativement plus bas que la moyenne pour les crimes et délits à caractère sexuel.

Nous sommes ici à 11 %. Il y a donc une différence significative par rapport aux 41 %.

On m'avait demandé de présenter le Powerpoint la veille, donc je n'ai pas pu y intégrer ceci, mais je le ferai si vous le souhaitez.

Un problème autre que la récidive, pour lequel il me semble que, à la fois le scientifique et le praticien de terrain peut amener des informations, c'est le problème des intraitables ou des incurables. Nous avons, dans les années septante, eu à affronter une vague extrêmement pessimiste, d'un point de vue thérapeutique et une grande fatigue professionnelle qui y était liée. Ce pessimisme thérapeutique a toujours existé dans l'histoire du traitement. Si vous prenez les psychiatres ou les aliénistes du XIX<sup>e</sup> siècle, il y avait des optimistes et il y avait des pessimistes.

Cependant, le danger, quand on mobilise ces catégories d'intraitables, c'est de rechercher un confort personnel pour le praticien face à des patients qui sont difficiles et souvent décourageants, parce qu'ils remettent en cause nos habitudes de traitement. Ils interrogent aussi les pères et les mères de famille que nous sommes, surtout quand il y a des enfants parmi les victimes. Cela bouscule énormément de représentations et donc la mobilisation de la

catégorisation de l'intraitable est liée à la recherche d'un confort personnel, plus qu'à des caractéristiques individuelles du patient.

C'est ce que j'ai indiqué comme deuxième point: l'intraitabilité ou l'incurabilité ne renvoie pas uniquement aux dispositions individuelles d'un patient. Elle renvoie à l'état de nos connaissances théoriques: avons-nous les modèles pour comprendre ce qu'il se passe pour telle ou telle personne? Cela renvoie à la qualité de notre relation thérapeutique; il y a donc de nombreux impondérables. On a beau être le meilleur thérapeute, le plus bardé de diplômes, c'est toujours dans une relation, dans un contact inter-humain que ça se passe. Or, toute une série de choses se passent dans la relation thérapeutique sans que vous puissiez nécessairement prétendre les maîtriser. Il y a des gens qui nous sont plus ou moins sympathiques, cela demande, bien sûr, de nous interroger; il y a des patients avec qui ça marche et d'autres avec qui ça ne marche pas, d'où l'importance de travailler en équipe et – j'insiste – avec une parité des deux sexes représentée au sein de nos institutions, c'est extrêmement important.

Cela renvoie, bien sûr, aux dispositions professionnelles et personnelles du thérapeute, à la fois ses qualités de contact et ses qualités de formation. Ce que j'essaie de dire ici c'est que, quand on agite un peu vite l'idée qu'il y a des intraitables, nous devons, en tant que soignants, prendre cette responsabilité de nous interroger sur l'idée que nous ne sommes peut-être pas capables, nous-mêmes, de traiter l'autre. Nous lui faisons peut-être en quelque sorte porter le chapeau de cette incapacité-là. Il est indispensable pour les soignants de s'interroger sur cette responsabilité.

Cela peut dépendre également des moyens mis en œuvre. Comme je vous le disais, un soignant qui serait rétif, résistant par rapport à l'adaptation de son dispositif thérapeutique à des patients déficients mentaux, par exemple, ne pourra dire qu'ils sont intraitables.

S'ils sont intraitables, c'est parce que le soignant n'a pas pu s'adapter au fonctionnement du patient, ce n'est pas seulement en raison des dispositions et du quotient intellectuel du patient. C'est quand même très important, parce qu'il est trop facile de dire qu'il y a des intraitables. C'est vite dit. Surtout que cela nous permet justement d'écarter ceux avec qui ça ne va pas être simple.

Seulement, il ne faut pas non plus verser dans

l'extrême qui est de dire que les intraitables, les incurables, ça n'existe pas. Ils existent, bien sûr. Mais si vous voulez en croire mon expérience et ce que j'ai pu constater dans la littérature scientifique, ils sont beaucoup moins nombreux qu'on ne veut bien le dire. Un patient intraitable est extrêmement rare.

Un point important sur lequel j'insiste beaucoup est: les patients intraitables ne sont pas repérables a priori. Ils ne sont repérables que si on a tenté avec eux le traitement. Il n'est absolument pas possible de le savoir à l'avance, sans s'engager dans cette aventure souvent difficile qu'est le traitement. Cela demande à être réaffirmé parce que, précisément, notre travail est inconfortable. Et dès qu'il devient confortable, nous ne sommes plus des soignants. Donc, il faut se méfier des expertises qui déclareraient la personne incurable sans même avoir essayé. Bien sûr, nous devons aussi mesurer l'acharnement thérapeutique.

Ce qui nous conduit à la nécessité d'évaluation régulière des changements. Les changements attendus ne doivent pas être idéalisés. C'est-à-dire que nous sommes à l'affût des modifications et des changements dans le chef de nos patients. C'est un véritable travail thérapeutique qui est demandé. On n'est pas là pour bavarder. Il y a un travail à faire. Seulement, ce qu'on constate aussi, surtout quand on est jeune praticien, qu'on quitte l'université, qu'on a des idéaux (on va changer le monde et transformer tous les délinquants en non-délinquants), ces attentes-là sont absolument gênantes pour le travail. Elles sont tellement idéalisées que soit le soignant déprime et c'est la fatigue professionnelle parce qu'il n'y arrive pas; soit le patient déprime parce qu'il n'y arrive pas non plus les attentes étant trop élevées. Nous devons travailler petit – pour reprendre une expression issue de la sagesse populaire –, nous devons travailler avec des attentes qui soient à la mesure du fonctionnement de nos patients.

Je vous donne un exemple: un patient qui récidive sexuellement, qui passe du viol à l'exhibitionnisme, c'est peut-être un échec pour la pénalisation, pour le judiciaire; ça ne l'est pas nécessairement pour un soignant, parce que plutôt que de faire effraction dans le corps de l'autre, il y a effraction dans son champ visuel. Il y a peut-être à penser les choses du côté d'un aménagement des passages à l'acte.

C'est difficile à entendre, mais en notre qualité de soignant, nous devons poser de telles questions.

Nous pouvons arrêter le traitement s'il devient trop dangereux pour le patient, si le patient menace de s'écrouler. Par exemple, un traitement en profondeur pourrait inciter le patient au suicide. C'est déjà arrivé. De temps en temps, nous sommes malmenés dans la relation thérapeutique, nous sommes ce que l'on appelle dans le langage technique des psys, le mauvais objet. Nous devenons l'ennemi, le représentant de la société, qui est attaqué.

Nous pouvons aussi interrompre le traitement, lorsque nous imaginons, par exemple, que dans le travail de découverte de soi à travers la thérapie, le patient fait l'expérience de toute une série de possibilités nouvelles. Il devient parfois plus menaçant qu'il ne l'était avant d'intégrer le dispositif thérapeutique. Il importe d'évaluer ce qui se passe. Dans ce cas, l'arrêt, comme je l'ai dit, est très rare.

Nous avons aussi des patients pour lesquels, avant la période de cinq ans, nous estimons que le travail thérapeutique a été suffisamment efficace. Dès lors, nous avons la liberté de dire qu'il n'est plus utile de poursuivre. Cela pose problème au judiciaire évidemment qui est tenu par d'autres temporalités que le thérapeutique, mais nous avons parfois cet impératif de pouvoir distinguer ce qui est de l'ordre du temps judiciaire, du temps pénal, et du temps thérapeutique. Il ne faut absolument pas les confondre. C'est redoutable si on en vient à de telles confusions.

Je terminerai par quelques éléments de réflexion que je tiens de l'expérience de formation des aumôniers de prison. Le terme aumônier peut vous abuser. La plupart sont laïcs. Ces personnes, visiteuses de prison sont, en Belgique francophone du moins, soucieuses de se former à l'écoute. Elles sont particulièrement exposées à tout type de délinquance et avec des détenus présentant les problématiques les plus diverses et qui sont dans des attentes de formation. Personnellement, je donne des cours de psychopathologie pour les amener à avoir quelques grilles de lecture des situations qu'ils peuvent rencontrer. C'est à cette occasion que j'ai pu observer une série de choses et mettre en discussion une série d'idées.

Ce que l'on peut constater n'est pas spécifique aux personnes de l'Église, mais ce que l'on constate chez nos patients, de manière majoritaire, c'est un soulagement d'avoir été signalés et arrêtés.

Le fait d'être arrêté les soulage dans une certaine

mesure. Il ne faut absolument pas négliger cet aspect des choses.

Il me semble que le problème, que vous avez certainement abordé longuement et de manière bien plus rigoureuse que je ne le ferais ici, est celui de la condamnation de la sexualité pour toute une série de personnes, condamnation générale qui donne lieu à répression, voire refoulement, et qui peut faire retour sous diverses formes. Je crois que c'est là un point important. C'est l'idée que la pédophilie est une de ces formes, mais elle n'est qu'une de ces formes. Ce refoulement de la sexualité ou cette répression peut faire retour sous bien d'autres formes que celle de la pédophilie qui est une des formes spécifiques alors qu'il y en a bien d'autres. On peut tomber malade somatiquement du refoulement de la sexualité, surtout quand elle est interdite d'un point de vue institutionnel et du point de vue de la morale.

On peut se poser aussi la question de la pédophilie. La pédophile est-elle un choix d'objet, est-elle vraiment une orientation décisive dans la vie de quelqu'un? Dans ce contexte-là, je vois réellement peu de pédophiles. Il y en a, mais peu. Par contre, est-ce aussi la disponibilité, la vulnérabilité, l'influencabilité, la présence de l'enfant qui fait l'objet de ces abus. Ce n'est pas la même chose que d'avoir un choix qui se tourne uniquement vers les enfants ou d'avoir une sexualité qui est agie avec l'enfant parce que l'enfant est la victime peut-être, dans un premier temps ou dans les lieux où cela se passe, la plus disponible.

Je crois très fort à l'importance d'une formation et d'une écoute professionnelles. Écouter quelqu'un dans la confession, ça n'est évidemment pas simple et c'est soumis d'ailleurs à des tas de manifestations qui ont lieu dans le travail de l'écouter. Si on veut être un écoutant professionnel, c'est une formation dont on n'a pas assez d'une vie pour apprendre. L'écoute professionnelle est très compliquée et demande une réelle formation. En ce qui concerne l'écoute professionnelle extérieure, je pense que la supervision par rapport à des personnes extérieures est toujours importante. Elle nous permet aussi de recadrer un certain nombre de choses et j'imagine que ce qui fait défaut, parfois, c'est cette supervision par rapport à un extérieur.

Je ne suis pas un spécialiste du droit canon; je connais un petit peu mieux le droit positif entourant les prescrits légaux relatifs au secret professionnel. Je crois qu'il ne faut pas confondre

les deux. J'ai eu l'occasion de discuter du problème du secret de la confession qui m'est souvent présenté comme un absolu et je trouve que c'est le terrain idéal pour le développement de la relation d'emprise, qui est une relation perverse. Je ne parle pas de perversion du côté de la personnalité mais d'une relation d'emprise. Il faut bien évidemment, ici, dire que cette relation d'emprise n'est pas spécifique à la pratique de la confession.

Elle existe dans bien d'autres domaines, sur les lieux de travail, sous la forme du harcèlement, dans les liens conjugaux, dans les liens avec le partenaire.

Je m'arrête ici pour l'exposé et accueillerai volontiers vos questions tout en vous disant que je ne prétends pas pouvoir répondre à tout et je ne répondrais qu'aux questions qui m'apparaissent être liées à ma sphère de compétences professionnelles.

La **présidente**: Nous passons aux questions.

Chers collègues, après cet exposé de M. Christophe Adam, qui demande la parole?

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik zal een vraag stellen over de behandeling. Is het naar uw mening en naar uw ervaring mogelijk om iemand onder dwang te behandelen? Wat denkt u over de kans op succes daarbij? Quid behandeling in de gevangenis? Is het naar uw oordeel beter en efficiënter om mensen reeds tijdens de detentie in de gevangenis te behandelen? Of is het gemakkelijker en succesvoller om dat na de invrijheidsstelling te doen? We willen in onze werkzaamheden weten wat we moeten doen met veroordeelden, hoe we ze het best kunnen voorbereiden op hun vrijlating en wat we moeten doen als mensen bijna aan het einde van hun straf zijn. We moeten zicht krijgen op wat de beste manier is om met een behandeling te starten.

**Bruno Valkeniers** (VB): Mijnheer Adam, ik heb twee vragen.

Ten eerste, u hebt het de hele tijd over patiënten en therapieën. Stel ik het te scherp wanneer ik zeg dat u het als een ziekte beschouwt?

Ten tweede, u hebt gesproken over un soulagement du signalement et de l'arrestation. U zegt dat dat in het algemeen de reactie is bij degenen die opgepakt worden. Staat dat niet haaks op eerdere uitspraken die we hier in de commissie gehoord hebben, namelijk dat de

meeste veroordeelden geen vragende partij zijn voor een vervroegde vrijlating en integendeel hun straf volledig wensen uit te zitten, zodanig dat er daarna geen enkele controle op hen meer is.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik wil de heer Adam danken voor zijn toelichting, waarbij mij voornamelijk is bijgebleven wat hij heeft gezegd over de recidive. Ik ga hierover geen vragen stellen omdat ik veronderstel dat mijn collega's dit zullen doen en zoniet stel ik die naderhand nog.

Om te beginnen zou ik toelichting willen vragen over wat hij heeft gezegd omtrent zijn expertisegebied en praktijk. Hij heeft uitvoerig gesproken over de scheiding tussen expertise en zorg. Dat blijkt een element te zijn van de wet, waarbij die scheiding effectief wordt ingevoerd. Als ik het goed begrijp, bent u hiermee ontevreden omdat dat zorgt voor allerlei perverse effecten, niet enkel voor de gewone spanningen tussen mensen, maar ook voor een minder gunstig verloop van zaken. Het is evident dat als dat ingeschreven is in de wet en uitgerekend dat zorgt voor problemen, de wetgever daar misschien iets aan kan doen.

Verder wil ik u meer informatie vragen over de term 'activité pré-thérapeutique inexistante', waarover u hebt gesproken. Bedoelt u hiermee de pretherapie die niet zou bestaan? Men heeft ons verteld dat dit in de Vlaamse Gemeenschap wel bestaat en dat dit daar anders werkt. Kan u die vergelijkingen maken?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, daarop verdergaand, ik begrijp het onderscheid niet tussen die pretherapie en de één à zes maanden die voorafgaan aan het uiteindelijk afsluiten van een behandelingsconvenant, of hoe moet ik het uitdrukken. Wat is daar precies het verschil? Is dat niet identiek? Dat lijkt mij identiek.

U sprak over de recidive. Als ik het goed begrijp, worden aan justitie alleen bepaalde aspecten gemeld, met name wanneer er eventueel risico is voor de maatschappij, wanneer er een gevarensituatie ontstaat en of de betrokkene regelmatig therapie volgt, dus op afspraken aanwezig is en dergelijke meer.

Eigenlijk heeft justitie geen zicht op het eventueel hervallen van een bepaalde patiënt of behandelde delinquent. Hoe verhoudt zich dat dan tot die cijfers van recidive? Als men het niet weet, kan men uiteindelijk ook geen rekening houden met de eventuele herval tijdens de therapeutische

periode, als u begrijpt wat ik bedoel.

U zegt daarbij ook dat er intrafamiliaal veel minder recidive is dan extrafamiliaal, maar als ik het goed heb, zijn net die situaties van intrafamiliaal seksueel misbruik voornamelijk uitbesteed aan de zorgsector, die dan weinig doorgeeft aan justitie. Hoe kan men dan meten als men het niet weet?

**Christian Brotcorne** (cdH): On a entendu aujourd'hui que les abuseurs récidivaient moins qu'on nous l'avait dit. On avait entendu ici-même qu'un abuseur récidivait nécessairement. J'aimerais savoir si les thérapies ont un terme, si elles aboutissent à quelque chose. Au terme de celles-ci, pouvez-vous délivrer un diagnostic de guérison ou de risque presque inexistant de récidive? Dans cette perspective, que pensez-vous du maintien d'un signalement après ce type de thérapies des personnes ayant fait l'objet de condamnations pour abus sexuels, notamment à l'égard de mineurs? Après avoir purgé la peine, après la thérapie et en être sorti de manière positive, faut-il maintenir un signalement de ces auteurs de délits pour protéger la société? Sur le plan thérapeutique, pour le thérapeute que vous êtes, est-ce utile, opportun, intéressant ou totalement inintéressant?

**Thierry Giet** (PS): Madame la présidente, il s'agit d'une simple question de culture générale.

Monsieur Adam, votre tableau indique à un moment donné "grande diversité des situations et des pathologies". Ensuite, vous ajoutez: "la perversion est très rare ... pathologie la moins représentée". Pourriez-vous m'éclairer sur la différence qu'il y a entre pathologie et perversion?

**Marie-Christine Marghem** (MR): Madame la présidente, après cette question éminemment intéressante de M. Giet, je voulais vous en poser une autre. Au-delà de ce qu'on peut penser de la prison, qui est la peine généralement prévue pour l'infraction qui nous occupe, j'aimerais vous entendre sur l'effet bénéfique qu'elle pourrait avoir par rapport au rappel à la loi.

On sait qu'il faut un suivi thérapeutique, que l'on doit l'enclencher, qu'il est sans doute préférable, après ce que vous avez dit, de l'enclencher avec l'accord de l'intéressé; mais on sait aussi que, par rapport à la société, on a un vrai problème. Je voudrais donc vous demander si vous estimiez possible de prévoir, dans un autre monde, dans une autre configuration, que l'on ne s'occupe du délinquant qu'en l'obligeant à se soigner, pendant un délai relativement long, avec éventuellement

un suivi après ce délai, au cas où on constaterait qu'il est, soit en période de rémission, soit en période de guérison.

La question a été posée tout à l'heure, mais l'idée est la suivante: on identifie un problème, une infraction a été commise, la peine ne pourrait-elle pas être une obligation de se soigner pendant un délai relativement long? Ensuite, peut-être faudrait-il encore un suivi, sous une forme ou l'autre, pour pouvoir continuer à identifier ces gens et leur permettre également d'avoir de l'aide quand c'est nécessaire.

**La présidente**: Merci, madame Marghem. Je vais clôturer le tour des questions par une dernière question.

On voit qu'il y a un manque de possibilités de traitement sur le terrain, en tout cas sur Bruxelles, on posera sans doute la question la semaine prochaine pour les deux autres Régions. Il y a des demandes de la part des délinquants sexuels, or on sait que, pour obtenir une libération conditionnelle, il faut avoir reçu un suivi thérapeutique dans un centre de santé mentale, chez un psychologue, un psychiatre, etc.

S'il y a un manque sur le terrain, cela veut dire, j'imagine, qu'il n'y a pas de libération conditionnelle possible, puisque cette dernière est conditionnée à un suivi thérapeutique. Cela signifie que l'on va en fond de peine avec tous les dangers que cela représente pour ce type d'individus.

J'aimerais avoir votre avis quant à l'offre de soins qui est sans doute une question essentielle pour qu'il y ait un suivi et empêcher les gens d'aller en fond de peine et ressortir sans rien, ce qui est une des grosses préoccupations de ce débat. C'était ma première question.

Ma seconde question a déjà été abordée. Peut-on vraiment, dans votre pratique, faire la différence entre les délinquants sexuels intrafamiliaux et extrafamiliaux, tant au niveau de leurs actes (ne se dirigent-ils que vers la famille ou pas?), qu'au niveau de leur récidive? Je ne sais pas s'il vous est possible, en fonction de votre expertise, de répondre à cette question.

**Christophe Adam**: Je vous remercie, madame la présidente. Je vais répondre à vos deux questions.

Vous avez raison, le manque est criant sur Bruxelles au niveau de l'offre – ce que j'ai évoqué

tout à l'heure – tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, tant au niveau de la possibilité du nombre de patients pris en charge, que des modèles et des courants thérapeutiques représentés au sein des équipes. Il faut en effet savoir qu'à Bruxelles, il y a deux centres universitaires qui prennent en charge les délinquants sexuels: celui de l'UCL, d'un côté, et celui de l'ULB, de l'autre, respectivement Chapelle-aux-champs et Psycho-Belliard. Ils ont, au sein de chaque structure, une équipe spécialisée dans le traitement de ces auteurs.

Pour le reste, ce sont des services qui ne sont pas agréés dans le cadre des protocoles d'accord mais qui, par la force des choses et notamment pour répondre au problème de l'offre, ouvrent leur patientèle à la prise en charge de certains types de délinquants sexuels. Je pense notamment à des populations qu'il n'était pas si simple de rencontrer, notamment celles qui ont été impliquées dans ce qu'on a appelé des viols collectifs ou, excusez-moi le mot, des "tournantes", à partir des personnes qui faisaient partie de bandes urbaines. Ces populations sont prises en charge par un service d'aide aux détenus, donc dans un cadre évidemment tout autre que celui des protocoles d'accord, qui est celui de la prise en charge par des services, si je ne me trompe, subventionnés par les Communautés.

Cela va me permettre peut-être de répondre à une question qui a été posée tout à l'heure sur la libération conditionnelle. Le fond de peine ne doit pas seulement être interprété comme un choix de la part des détenus, choix de ne pas rencontrer de structures de soin. Ce qui empêche les détenus de demander la libération conditionnelle, c'est aussi l'accumulation du nombre de conditions à la libération conditionnelle, qui augmente le nombre de contraintes, ce peut exercer une pression assez grande sur les détenus, qui refusent alors d'être libérés, tellement les contraintes sont impossibles à vivre au quotidien.

On doit distinguer aussi ces deux situations-là. Il y a une différence essentielle entre celui qui dit: "moi, j'ai fait ce que j'ai fait, je vais payer ma peine, j'irai au bout de ma peine et puis, je sortirai et il n'y aura plus de problème", et celui qui ne s'engage pas à la demande d'une libération conditionnelle parce qu'elle serait tout bonnement invivable.

Je pense que l'offre de soins à Bruxelles mérite d'être développée. Le gros problème, c'est que quand vous allez interroger les services de santé

mentale qui pourraient intégrer les pratiques de l'accord de coopération, la plupart du temps, ça n'intéresse pas les soignants, parce que c'est une population qu'on qualifie, à tort ou à raison, de difficile, d'inconfortable, qui n'est pas la plus valorisante par rapport au patient tout venant. Donc ça ne va pas être simple de convaincre les services de santé mentale de prendre en charge cette patientèle-là.

Et c'est aussi ce qui explique la limite de l'offre thérapeutique. Je ne sais pas, madame la présidente, si cela répond à votre première question ou pas.

**La présidente:** Oui.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): In Brussel is er in ieder geval een tekort aan middelen en zijn er te weinig centra die die therapeutische zorg aanbieden. Wij hebben hier vertegenwoordigers gehoord van de CAW's langs Vlaamse zijde. De tegenhanger daarvan in Brussel is Le Service d'aide aux victimes. Zij konden ons mededelen dat zij eigenlijk onderbevraagd zijn langs Vlaamse zijde wat betreft de begeleiding van daders. Ik heb die vraag niet gesteld aan de vertegenwoordigers van Le Service d'aide aux victimes de Bruxelles want zij hadden weinig tijd.

Est-ce la même chose? Ou est-ce encore autre chose?

**Christophe Adam:** Le problème est, ici, d'une séparation moins institutionnelle de la prise en charge entre les auteurs, d'une part, et les victimes, de l'autre. Certains auteurs sont pris comme auteurs. D'autres... Les services d'aide aux victimes, je suppose, se prononcent ou, en tout cas, intègrent dans leur patientèle des victimes.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer Adam, ons is meegedeeld dat de centra die de zorg voor slachtoffers op zich nemen, ook programma's hebben ontwikkeld die daders begeleiden. Dat staat trouwens ook in hun nota's.

Hebt u daar kennis van?

**Christophe Adam:** Pas en Wallonie, à ma connaissance. Maintenant, la question se complexifie à partir du moment où l'on pense que certains auteurs ont été aussi des victimes. Cela arrive! C'est une partie non négligeable de notre population. Cependant, je n'oserais pas ici comparer car je ne suis pas suffisamment au fait de ce qui se passe du point de vue de ces

services-là que je connais moins bien. Nous les utilisons dans le cadre de notre travail en réseau mais pas nécessairement par rapport à la prise en charge des victimes de faits d'abus sexuels. Je pense aux victimes de violences conjugales. Ils sont mobilisés chez nous dans le cadre de ce travail-là.

Madame la présidente, quant à savoir si l'on peut faire la différence entre délinquant sexuel intrafamilial ou extrafamilial au niveau de la récidive, c'est à tout le moins une différence qui est faite dans la littérature scientifique. Tous les auteurs ne s'accordent pas nécessairement à faire cette distinction. Du point de vue de la récidive, la plupart des études que je connais font cette différence entre les pères incestueux qui relèvent de l'intrafamilial et la pédophilie relevant, la plupart du temps, de l'extrafamilial.

En ce qui concerne la thérapie sous contrainte, je suis de ceux qui pensent que la contrainte, dans ce cadre de prise en charge, est utile voire indispensable. Un discours professionnel que je rencontre assez souvent est un discours qui est très marqué par l'idéologie que l'aide contrainte, c'est une contradiction. Si vous regardez la plupart des patients tout-venant ... S'il s'agit d'un enfant, par exemple, la plupart du temps, ce sont les parents qui demandent pour l'enfant. Vous verrez très rarement des enfants consulter par eux-mêmes. Ils sont donc contraints par la demande du parent. C'est une première chose. Un patient vous arrive en disant: "si je ne viens pas vous voir, ma femme me quitte demain!" Dans quelle mesure celui-là n'est-il pas contraint aussi? La question est de voir ce qui est spécifiquement judiciaire dans la contrainte.

Pour pratiquer le traitement sous contrainte, pas seulement des auteurs d'infraction à caractère sexuel mais, par exemple, dans les cas d'escroquerie, il ne faut pas immédiatement prendre en mauvaise part la contrainte judiciaire. Elle peut représenter un appui pour le thérapeute.

Qui dit traitement sous contrainte, ne dit pas nécessairement que quelqu'un ne va rien faire de cette contrainte. Il faut distinguer l'obligation de venir et ce que la personne va en faire. Ce n'est pas parce qu'elle est obligée de venir qu'il ne se passera rien. Il y a des patients qui viennent pour avoir leur attestation et ils bavardent. Mais nous sommes tenus à un travail thérapeutique. Il faut quand même qu'il y ait des avancées dans le traitement.

Pour ma part, je fais partie de ceux qui pensent

que la contrainte est utile pour le traitement. Je n'y vois pas une contradiction avec le domaine de l'aide ou du traitement. D'ailleurs, la plupart des auteurs auxquels je me réfère dans les courants théoriques soulignent l'idée que la contrainte judiciaire est utile.

Je vous demande de bien vouloir m'excuser d'avoir été un peu flou pour ce qui concerne la définition du préthérapeutique.

Je vais donc reprendre cette question. Ce que j'ai appelé mission préthérapeutique était, au fond, une mission qui était demandée aux praticiens des services psychosociaux à l'intérieur des prisons. C'est une mission qu'on liait à deux choses: l'idée de voir dans quelle mesure une personne serait susceptible, à un moment donné, de répondre à un dispositif de traitement. Mais il pouvait également être question de faire autre chose que de l'expertise en milieu pénitentiaire, à savoir du soutien, de l'écoute et de l'accompagnement.

**La présidente:** Chers collègues, je crois que l'on est en train d'expliquer le préthérapeutique.

**Christophe Adam:** Le préthérapeutique est un concept qui est très différent dans les structures pénitentiaires. Il s'agissait d'une mission qui a été considérablement désinvestie par rapport à deux éléments. Le premier élément, c'est la place de plus en plus grande de l'expertise. Le deuxième élément qui est plus récent, c'est la scission entre les soins et l'expertise.

Le préthérapeutique était quand même un espace dans lequel le praticien pouvait envisager – je crois qu'il le fait toujours implicitement – dans quelle mesure le détenu qu'il avait en face de lui pouvait faire l'objet d'un traitement ultérieur ou non. Il y a des choses qui peuvent être évaluées.

Pour toute une série de praticiens, le fait de pouvoir faire autre chose que de l'expertise, donc de ne pas être seulement assimilés à des experts utilisant des instruments, mais être considérés comme des praticiens qui pouvaient aussi soutenir les patients dans les difficultés qu'ils rencontraient – cela n'est pas leur mission première, mais l'a pourtant été pendant tout un temps – était important pour les praticiens.

Vous m'avez interrogé sur le problème du fond de peine. J'y reviendrai tout à l'heure.

Il me vient un lien important à faire par rapport à la question que vous m'avez adressée, identifiant

peut-être que je ne suis pas un grand défenseur de cette scission expertise-soins. Vous avez bien perçu les choses. Je pense d'une certaine façon que c'est quand même très important d'un point de vue déontologique. Toute une série de questions sont importantes.

Ayant pratiqué des expertises en milieu pénitentiaire et hors milieu pénitentiaire, j'essaie de faire des expertises soignantes. Cela signifie qu'à travers le geste d'expertise, qui est rigoureux et scientifique, j'essaie de prendre soin de la personne qui est en face de moi.

L'expertise doit, bien sûr, bénéficier au mandataire et lui amener une information qu'il souhaite, mais je fais le pari, quand je fais cette expertise, qu'elle doit servir également à l'expertisé. C'est en ce sens-là que j'y inscris la logique du soin.

Le plus souvent, les gestes techniques se développent dans le "faire soin" d'une grande technicité. On a beaucoup avancé dans la technicité, mais on a perdu un peu dans le "prendre soin". Je dirais que c'est cela le problème de l'expertise en général, c'est que si on fait une expertise froide, objectivante et distante, on prend tous les risques de se tromper. Là, je me réfère à toute une série de travaux qui disent qu'il faut réinscrire la dimension soutenance, soignante, au cœur même de l'expertise. Maintenant, doit-elle être institutionnalisée, c'est une toute autre question.

Si on fait de l'expertise et rien que cela, on risque fort de manquer l'essentiel. C'est d'ailleurs ce qui a été observé dans une recherche récente par Cartuyvels, Wyvekens, Van de Kerckove et Champetier aux Facultés universitaires Saint-Louis. Ce que j'avais identifié du côté des effets pervers de la scission vient d'être observé par une recherche de terrain qui a donné lieu à publication cette année. Donc bien sûr, il ne faut pas non plus dire que la scission n'a pas apporté d'éléments positifs mais elle a quand même apporté tout un cortège d'éléments négatifs et une désorganisation des établissements pénitentiaires qui n'avaient pas besoin de ça.

Le soulagement par rapport à l'arrestation, l'idée de la demande par rapport à la libération anticipée, je l'évoquais tout à l'heure. De multiples contraintes peuvent peser sur le fait de demander une libération conditionnelle ou pas. Il faut absolument se dégager de l'idée unique que celui qui va à fond de peine, n'y va que parce qu'il n'a pas envie de rencontrer les dispositifs de soins. Je crois que ce n'est pas vrai et que ça ne rencontre

pas l'ensemble. Cela arrive bien sûr, il y a des détenus qui font ce choix. Mais, pour d'autres détenus, c'est la peur de la multiplication de plus en plus grande des conditions de libération conditionnelle.

Quand vous voyez arriver les patients, et je reviendrai sur le terme "patients" tout à l'heure, en libération conditionnelle, vous avez un cortège et une multiplication des conditions. Donc, nous nous demandons parfois comment ils font pour faire face à cela. On constate également cela du côté de la surveillance électronique qui n'est parfois pas simple non plus. On peut toujours se dire que, de toute façon, les faits sont là et que cela soit simple ou pas, ce n'est pas leur affaire. Mais je crois que cela nous demande de faire une analyse en nuance de ce pourquoi les personnes ne demandent pas la libération conditionnelle. Les motifs sont, me semble-t-il, multiples.

J'ai parlé tout à l'heure du pré-thérapeutique en prison. Parlons du pré-thérapeutique du côté de ma pratique professionnelle. Vous avez tout à fait raison de relever ce qui a pu être une confusion. Effectivement, cette phase d'évaluation pourrait aussi être qualifiée de pré-thérapeutique, c'est-à-dire que c'est un moment où vont s'initier les possibilités, ou pas, de prise en charge d'une période qui peut aller de 0 à 6 mois. Mais ce n'est absolument pas un concept, si vous voulez, qui est utilisé dans le protocole d'accord. En revanche, c'était un concept qui avait été utilisé dans la définition même de la mission des services psychosociaux. Et c'est une des dimensions de l'activité psychosociale qui a été abandonnée au profit d'une expertise.

Dans notre phase d'évaluation, nous faisons toujours du 'pré-thérapeutique'. Il m'arrive de lire beaucoup d'expertises faites par des médecins psychiatres pour donner un avis sur la responsabilité pénale ou les responsabilités pénales. Quand elles sont bien faites, c'est-à-dire quand elles intègrent une dimension pré-thérapeutique, elles sont tout à fait utiles pour nous. C'est un instrument indispensable pour notre pratique. Ceci nuance d'un certain point de vue la scission. C'est une question institutionnelle. Elle ne règle pas la complexité de la façon dont cela se passe dans la pratique clinique.

Le problème des fonds de peine et après que met-on en place? C'est un vrai débat. C'est une question importante qui a été amenée sous plusieurs formes ici.

Que fait-on? Il y a une série d'instruments qui

existent. Je pense à la mise à disposition du gouvernement. Elle pourrait donner lieu à une installation d'un service de type traitement. En France, on connaît le suivi socio-judiciaire. Il me semble qu'il faut réfléchir à cette question pour voir ce qu'il faut mettre en place au-delà de la peine, non pas seulement dans une optique de contrôle social, mais dans les possibilités d'amener quelqu'un à essayer de différer de lui-même, d'amener une perspective de soins.

Ne doit-on pas mesurer la récidive au niveau du système pénal? Je ne me prononce pas car je ne suis pas un acteur judiciaire. C'est un débat que les acteurs de la justice peuvent avoir entre eux.

Nous avons à notre disposition pour mesurer le risque de récidive, des instruments probabilistes. Ces instruments probabilistes admettent un risque d'erreur. Nous n'avons pas de boule de cristal. Nous ne pouvons pas garantir que quelqu'un va récidiver ou pas. Nous pouvons approcher le phénomène avec plus ou moins de rigueur. C'est autre chose que de donner une certitude.

En plus, nous avons des instruments de différentes générations appelés instruments actuariels. Nous avons connu les instruments statiques qui intégraient des variables statiques. Ce sont des choses qui ne bougent pas comme par exemple le sexe (bien que cela se fasse maintenant), la date de naissance, etc.

Les antécédents judiciaires aussi sont parfois utilisés comme indicateurs de récidive.

Nous avons eu une autre génération qui sont les instruments dynamiques qui intègrent d'autres variables et à l'heure actuelle, nous avons une nouvelle génération d'instruments qui permettent d'approcher le risque de récidive en utilisant non pas seulement les facteurs de risque mais aussi – et c'est très important – les facteurs de protection. Qu'est-ce qui protège quelqu'un de la possibilité de récidiver? Ces nouveaux instruments sont de plus en plus sophistiqués et nous pouvons les utiliser.

Bien sûr que cela ne nous donne pas la certitude, cela ne nous dit jamais non plus dans quelles circonstances ni à quel moment quelqu'un va récidiver. Nous sommes donc assez limités du point de vue de cette approche.

Je pense qu'il faut répondre en toute rigueur. Nous sommes limités par les limites des instruments eux-mêmes. Par contre, nous avons la responsabilité de nous prononcer sur le risque

de récidive. Cela je le crois! Nous ne pouvons pas en faire l'économie mais il y a différentes manières de l'approcher et le praticien reste maître des techniques qu'il souhaite utiliser. On n'a pas à lui imposer une technique.

En ce qui concerne l'idée de maintenir le signalement, c'est un choix de société. Ce n'est pas quelque chose au sujet de laquelle je vais pouvoir vous répondre. Tout ce qui relève de l'information, du fichage, du codage, des fichiers, etc., c'est quelque chose qui relève du débat. Je n'ai absolument aucune expertise sur la question. Je vous ai répondu sur ce que je pense devoir être proposé ou imposé après la peine.

Rien ne sert de créer de nouveaux instruments. Il y en a bon nombre qui existent déjà. Je pense que vous avez entendu les ministres qui ont pu s'expliquer sur ces questions. Il faut utiliser ce qui existe déjà, voire le réactualiser. Cela ne sert à rien de créer de nouvelles choses.

Sinon, on tombe dans la juxtaposition et on ne s'y retrouve plus. Plutôt que se lancer dans une série de nouvelles dispositions, je préfère travailler selon le principe d'économie.

J'ai été certainement très allusif dans la différence entre pathologie et perversion. Mon intention n'était pas de développer longuement ces notions ici. Je voulais vous dire en revanche qu'on se livre souvent à une association de sens commun et automatique entre délinquance sexuelle et perversion. On aurait tendance à dire que tous les délinquants sexuels sont des pervers. Or on constate chez nos délinquants sexuels que la perversion n'est pas la pathologie, la maladie la plus représentée. On a certainement des personnes atteintes de pathologies, par exemple des personnes délirantes. Il arrive que pendant les délires, il y ait des passages à l'acte. Cela ne relève pas de la perversion mais d'autres maladies comme la psychose. Toutes ces maladies sont représentées; elles le sont aussi dans la population générale.

Une autre question m'a été posée et c'est une bonne question: ce ne sont pas tous des malades, loin de là. D'où l'idée même de guérison, puisqu'on doit guérir d'une maladie. De plus en plus, dans ma patientèle, j'ai des adolescents, ce qui pose la question aussi du diagnostic de délinquant sexuel à l'adolescence. Il s'agit de grands adolescents, on pourrait dire, après 18 ans, pour qui il y a eu dérapage et même si c'est difficile à entendre, accident de parcours. Quand je dis ceci, ce n'est absolument pas pour banaliser

ce qui arrive aux victimes mais pour aborder les phénomènes avec discernement. Pour vous répondre, ils ne sont pas tous malades et quand ils le sont, la maladie la plus représentée n'est pas la perversion.

Dans ce que j'ai indiqué tout à l'heure, il y avait peut-être une contradiction apparente entre l'idée d'une diversité représentée mais qu'on ne retrouvait pas la perversion. Perversion mise à part, toutes les autres y sont représentées.

Effet bénéfique du rappel à la loi? Oui, mais tout dépend de la manière dont on rappelle la loi. Le rappel à la loi est-il la peine de prison? Je ne pense pas que cela s'y limite. L'admonestation peut être aussi une forme de rappel à la loi, la sanction également. Nous connaissons bien sûr ces formes de rappel à la loi dans la justice des mineurs et il me semble que le rappel à la loi peut se manifester autrement que par la peine d'emprisonnement.

C'est une des possibilités; ce n'est pas la seule. D'après moi, elle est indispensable. Ce rappel doit bien entendu être fait par l'acteur judiciaire, mais que le thérapeute ou le soignant qui intègre le travail avec la justice doit aussi être soumis à la loi, c'est-à-dire que cette personne doit rappeler la loi à certains égards, à certains moments quand il le faut. Il ne s'agit nullement de se substituer au juge, mais simplement de faire un travail d'inscription comme citoyen, d'être soumis à la loi, afin de ne pas tomber dans des alliances avec le patient, qui voudra nous raconter quelque chose, tout en nous disant que nous n'en ferons rien parce que ce n'est pas très grave. Il arrive quand même que nos patients essaient de construire avec nous des alliances. Dans ce cas, nous devons être vigilants et agir comme citoyens soumis à la loi. Cette question du rappel à la loi est indispensable, mais ne convoque pas seulement la peine d'emprisonnement, loin de là.

Je vous ai parlé de l'idée d'obligation de soins. Vous ne trouverez pas une majorité de thérapeutes qui défendra cette idée selon laquelle il serait probant d'être obligé de se soigner. Il faut convaincre les thérapeutes et ce n'est pas simple. Parfois, vous avez une représentation idéologique de ce que serait le traitement idéal. Je vous ai livré quelques situations concrètes tout à l'heure, dans lesquelles la contrainte joue.

Prenons l'exemple du patient tout venant, qui intègre pour la première fois un dispositif de soins, qui va suivre une psychothérapie, parce que cela ne va pas dans sa vie, parce qu'il est très mal et

qu'il s'adresse à un psychologue. Pensez-vous que l'on y va comme cela, sans les pieds de plomb, de manière très libre? Entre le moment où une personne s'informe pour savoir qui elle va contacter (un homme ou une femme), qu'elle garde précieusement ce papier avec les coordonnées dans sa poche pendant six mois, en se demandant si elle y va ou pas, qu'elle y va à deux reprises et ensuite, l'entrevue ne se passant pas bien avec le thérapeute, qu'elle n'y va plus pendant six mois et puis, qu'elle y retourne, la personne est contrainte par ce qui lui arrive et son malaise.

Il faut absolument déplacer ce débat sur la contrainte en reposant le sens général de la contrainte pour tout un chacun. C'est pure fiction de penser que nous serions libres de toute contrainte. C'est faux! Ce qui nous rend libres, c'est précisément la contrainte! C'est le fait d'être contraints qui nous rend libres! Excusez-moi pour les dérives d'ordre philosophique!

Bien sûr, le préalable et le postulat: je ne prétends pas parler de la situation en Flandre que je connais très mal. Ce dont j'ai parlé, c'est de la situation bruxelloise que je connais un peu et, un peu mieux, la situation en Wallonie. Pour tout ce qui relève des pratiques flamandes, je ne suis pas le bon interlocuteur.

Je pense qu'une démarche de comparaison est intéressante. Parce que nos... Les personnes qui sont soignantes ont parfois des conceptions très différentes, qui peuvent enrichir aussi les philosophies du soin telles qu'on les pense à Bruxelles et en Wallonie.

**La présidente:** Nous recevrons des représentants pour la Flandre lundi après-midi.

**Christophe Adam:** Madame la présidente, je ne sais pas si j'ai vidé l'ensemble des questions. J'espère avoir répondu le mieux possible.

**La présidente:** Je vous remercie pour vos réponses. Je pense que le côté pratique est important, mais ce que dit aujourd'hui l'état des lieux des études scientifiques sur différents points importe aussi à cette commission. Merci d'être venu. Je vous demanderai peut-être les références de l'étude que vous avez citée, ainsi que quelques tableaux comportant les chiffres des récidives en fonction du type d'infraction, etc.

**Christophe Adam:** Je peux tenir l'exemplaire à la disposition de la commission.

La **présidente**: Non, nous avons une bibliothèque, ça va aller. Il nous faudrait juste les tableaux. Je vous remercie et je vais appeler nos autres invités de l'après-midi, qui sont déjà présents dans cette salle.

#### Audition de

- **MM. Werner Vanhout, conseiller général, et Benoît Marghem, conseiller-psychologue, représentants du service psychosocial de la Direction générale des Établissements pénitentiaires**

- **M. Engelbert Brebels, directeur de la prison de Merksplas**

- **Mme Valérie Lebrun, directrice de la prison d'Ittre**

#### Hoorzitting met

- **de heren Werner Vanhout, adviseur-generaal, en Benoît Marghem, psycholoog-adviseur, vertegenwoordigers van de psychosociale dienst van het Directoraat-Generaal Penitentiaire Inrichtingen**

- **de heer Engelbert Brebels, directeur van de gevangenis van Merksplas**

- **mevrouw Valérie Lebrun, directrice van de gevangenis van Ittre**

La **présidente**: Nous allons reprendre avec les équipes et les services psychosociaux des prisons qui ont entendu les commentaires de M. Adam – qui peut d'ailleurs rester pour l'après-midi dans la salle – et avec les deux directeurs de prison, Mme Valérie Lebrun, directrice de la prison d'Ittre, de heer Engelbert Brebels, directeur van de gevangenis van Merksplas, de heer Werner Vanhout, adviseur generaal, et M. Benoît Marghem, conseiller-psychologue.

Je propose que chacun nous fasse un exposé. Par la suite, les questions seront posées et vous y répondrez librement, chacun en fonction de vos matières.

Qui veut commencer?

**Werner Vanhout**: Ik zal beginnen met een korte uiteenzetting. Ik ben Werner Vanhout, adviseur-generaal bevoegd voor de psychosociale diensten in het gevangeniswezen. Ik heb geen PowerPoint voorbereid maar ik ga u kort een uitleg geven over de wijze waarop onze dienst in de gevangenis werkt en dan vooral met seksuele delinquenten.

De wijze van aanpak van die categorie van veroordeelden verschilt in wezen niet zoveel van de wijze van aanpak van andere categorieën van veroordeelden. Het enige wat in ons opzicht anders is, zijn de instrumenten die wij gebruiken

om onze adviesverlening te doen. De rode lijn, de wijze van werken, is echter in principe voor eender welke veroordeelde dezelfde.

Wat doet onze dienst? Wij zijn in de gevangenis bevoegd om de gevangenisdirectie advies te verlenen met het oog op het toekennen van strafuitvoeringsmodaliteiten en ook in verband met regimeaspecten en de behandeling van de gedetineerde tijdens de detentie. Als wij over seksuele delinquentie praten, dan is de adviesverlening van de PSD aan de directeur wettelijk verplicht. Voor alle andere categorieën van gedetineerden heeft hij de mogelijkheid om zelf het dossier te beheren bij het aanvragen van strafuitvoeringsmodaliteiten door de gedetineerde. Voor seksuele delinquenten is een tussenkomst van de PSD juridisch verplicht.

Wij maken dan ook voor een stukje een onderscheid tussen gedetineerden met een straf totaal onder of boven drie jaar. Als wij spreken van straffen van boven de drie jaar, dan worden de dossiers behandeld door de strafuitvoeringsrechtbank. Onder de drie jaar wordt dat op dit moment nog door de directie Detentiebeheer gedaan die deel uitmaakt van het hoofdbestuur Strafinrichtingen en die in naam van de minister voor bepaalde modaliteiten bevoegd is om beslissingen te nemen.

Zoals ik al gezegd heb, voor seksuele delinquenten is de tussenkomst van de dienst verplicht. Hoe pakken wij dat aan? Vanaf het moment waarop die persoon veroordeeld is en definitief voor een gevangenis geclassificeerd kan worden en hij komt daar terecht, wordt die persoon onthaald. Met onthaal bedoel ik dat kort de werking van de inrichting wordt voorgesteld en dat de dienst uitlegt welke zijn bevoegdheden zijn en hoe wij het dossier zien ontwikkelen met het oog op het verdere strafverloop. Quasi onmiddellijk daarna, vanaf het moment waarop die persoon in aanmerking komt om een bepaalde strafuitvoeringsmodaliteit aan te vragen – dat kan gaan van uitgangsvergunningen tot penitentiair verlof, elektronisch toezicht op beperkte detentie en voorwaardelijke invrijheidstelling – moeten wij een gespecialiseerd onderzoek doen wat seksuele delinquenten betreft. Voor die categorie van veroordeelden zijn enkel mensen die een bijzonder opleidingstraject hebben doorlopen, bevoegd om die dossiers intern te behandelen. Dat opleidingstraject wordt intern aangeboden, eigen door de dienst, maar wordt ook extern georganiseerd in samenwerking met de steuncentra voor behandeling en begeleiding van seksuele delinquenten, die opgericht zijn in het

kader van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en Vlaanderen, de federale Staat en Wallonië en de federale Staat en het Brussels Gewest.

Die werken ook een opleidingstraject uit. Wanneer de betrokkenen dat hebben afgewerkt, zijn zij geaccrediteerd en worden zij geacht in staat te zijn met gedetineerden, veroordeeld voor seksuele feiten, te werken.

Hoe bouwen wij zo'n advies op? Er gebeurt natuurlijk een heel onderzoek door de maatschappelijk assistent. Dat gaat vooral over familiale omstandigheden, opvoeding, schoolverleden en professionele loopbaan. Dat wordt samen gelegd en besproken met de psycholoog. Die doet dan een gedetailleerd persoonlijkheidsonderzoek. Daarover kan mijn collega u dadelijk eventueel meer vertellen. Dat persoonlijkheidsonderzoek wordt immers op een bijzondere manier opgebouwd. Er wordt een bijzonder instrument gebruikt, niet alleen in het kader van het persoonlijkheidsonderzoek an sich, maar vooral betreffende het gebruik van testmateriaal met het oog op het inschatten van eventuele risico's. Ik ben het eens met de vorige spreker. Het nulrisico bestaat niet. Die instrumenten geven een indicatie, maar het is nooit een exacte wetenschap. Daarover kan mijn collega u dadelijk meer vertellen.

In de praktijk worden wij ernstig geconfronteerd met problemen om een begeleiding te vinden na de detentie. Voor die categorie veroordeelden is het ook juridisch verplicht dat de dienst in een gespecialiseerde postpenitentiaire begeleiding voorziet. De strafuitvoeringsrechtbank is niet verplicht die begeleiding op te leggen, maar wij moeten ze wel voorstellen. Wij moeten voor die personen plaatsen zoeken in een gespecialiseerde setting bij gespecialiseerde voorzieningen buiten. Dat kan gaan van centra voor geestelijke gezondheidszorg tot specifieke therapeutische centra die afhangen van psychiatrische instellingen, die erkend zijn met die personen te werken en er therapeutisch mee aan de slag te gaan.

Voor ons is het niet altijd gemakkelijk om buiten in een gepaste setting een plaats te vinden, omdat er doodgewoon een gebrek aan plaatsen is. Zoals de vorige spreker al zei, is niet elk centrum er automatisch in geïnteresseerd met die categorie van personen te werken. Met dat probleem worden wij zeer duidelijk geconfronteerd.

Wij stellen de voorbije jaren ook vast dat er een

groeiend aantal veroordeelden van die categorie is die kiezen voor strafeinde. Ik zeg niet dat het een meerderheid is. Integendeel, ik ben ervan overtuigd dat het niet de meerderheid is. Waarom kiezen zij voor strafeinde? Dat is niet altijd omdat zij strafeinde willen doen en bijvoorbeeld geen zin hebben in een postpenitentiaire begeleiding. Soms worden zij moreel verplicht strafeinde te doen, omdat zij tijdens de detentie geen modaliteiten krijgen toegekend, niettegenstaande het feit dat de voorwaardelijke invrijheidstelling een objectief recht is geworden en er nog altijd contra-indicaties moeten worden nagegaan. Indien wij daar met een probleem zitten, wordt de voorwaardelijke invrijheidstelling niet toegekend.

Het niet-vinden van een begeleiding buiten kan maken dat eventuele contra-indicaties behouden blijven en dat die persoon doodgewoon niet de mogelijkheid heeft om vervroegd in vrijheid te komen en om die reden strafeinde doet. Het feit dat mensen tot het einde van hun straf blijven zitten, moet wel worden genuanceerd. Het is niet altijd een bewuste keuze van de persoon in kwestie.

Mijn dienst stelt een advies op, dat naar de directie gaat, die dat op haar beurt bekijkt en advies geeft, waarna het dossier vertrekt, hetzij naar de strafuitvoeringsrechtbank, hetzij naar de directie Detentiebeheer. Dat hangt af van hoeveel straf die persoon heeft gekregen.

Net zoals de vorige spreker heeft gezegd, werken wij pretherapeutisch. Dat is niet verdwenen in het kader van de splitsing zorg en expertise, maar bestaat nog altijd. Wat houdt, wat ons betreft, dat pretherapeutisch werken in? Dat is, kort gezegd, vooral werken aan het inzicht van de persoon in de eventuele problematiek en hem motiveren daaraan iets te doen. Men kan dat omschrijven als het therapieklaar maken van de persoon in kwestie zodat, wanneer hij vervroegd in vrijheid kan worden gesteld, er geen tijd meer moet worden verloren door de therapeut en er sneller aan de grond van de zaak kan worden gewerkt.

Dat is kort gezegd de wijze waarop de PSD in de gevangenis omgaat met gedetineerden veroordeeld voor seksuele feiten.

**Benoît Marghem:** Madame la présidente, pour faire suite à ce que vient de dire M. Werner Vanhout, je vais essayer de vous expliquer de manière la plus précise possible mais bien évidemment de manière succincte le travail du service psychosocial.

Comme vous l'a indiqué M. Werner Vanhout, les personnes qui travaillent au sein du service psychosocial sont des psychologues, des assistants sociaux ainsi que des psychiatres. Elles sont chapeautées par un directeur SPS, un directeur du service psychosocial, SPS étant l'acronyme du service psychosocial.

Le cadre global de l'évaluation concernant les auteurs d'infractions à caractère sexuel s'effectue sur un cadre beaucoup plus large d'évaluation longitudinale de toute personne qui est incarcérée dans les établissements pénitentiaires. Elle est prise en charge dès le premier jour de son incarcération jusqu'à son dernier jour. On est donc dans le cadre d'une évaluation longitudinale qui comporte différents processus et différentes périodes. Le premier étant le processus d'accueil de manière globale, le second le processus d'évaluation en tant que tel et le dernier étant le suivi au niveau de sa détention.

De manière plus précise, cette évaluation se fait avec bien sûr une rigueur, avec bien évidemment un référentiel scientifique et de manière multidisciplinaire en mettant au centre du travail la personne humaine, c'est-à-dire la personne condamnée que nous avons en face de nous. Il s'agit d'une relation clinique entrant dans le cadre d'une évaluation à des fins de réponses à des questions sur les modalités d'exécution de la peine (possibilité de sortie que l'intéressé demanderait ou à laquelle il aurait droit). Lors de nos entretiens, nous abordons différents domaines.

Je vais essayer de vous lister ces domaines. Il s'agit de domaines généraux liés à la délinquance en général mais il y aura des domaines plus spécifiques par rapport aux auteurs d'infractions à caractère sexuel. Cette évaluation s'effectue sur des domaines spécifiques tels que les éléments de vie. On essaie d'avoir des informations, en tout cas de dialoguer sur les antécédents de la personne. Quels sont ses parents? Qui est sa famille? Que s'est-il passé durant sa scolarité? Les relations affectives, le travail, la santé, les assuétudes non pas dans une vision factuelle mais pour voir comment la personne s'inscrit, comment elle s'est investie dans ces différentes activités et comment elle a évolué au fur et à mesure.

Les éléments que je vais vous citer ne sont pas des éléments chronologiques. Ils s'effectuent en fonction du comportement de la personne *intra muros* et de sa pathologie, si pathologie il y a, et en tout cas de ses centres d'intérêt. Ce sont des

éléments sur lesquels obligatoirement on revient pour effectuer une évaluation la plus globale possible.

La deuxième sphère comprend les versions et les attitudes au regard des faits et de la victime. On essaie de mettre en parallèle la version de l'intéressé, en tout cas la ou les version(s) parce qu'on est, me semble-t-il, toujours dans un processus où les versions, non pas qu'elles diffèrent, mais sont reconstruites. La personne reconstruit finalement sa vie au fur et à mesure et il est important de voir comment les choses se reconstruisent et comment elle les a perçues elle-même et comment elle peut nous les redonner. C'est en fonction de la manière dont elle s'exprime, des propos qu'elle tient qu'on peut déterminer certains grands axes de sa personnalité.

On met en parallèle finalement la ou les version(s) du détenu, ce qu'il pense de ce qu'il a fait, ce qu'il pense de pourquoi il a été condamné. Et l'autre parallèle, c'est l'exposé des faits, c'est-à-dire l'analyse de toutes les pièces légales que nous avons à notre disposition (mandats d'arrêt, exposés des faits, jugements, expertise psychiatrique s'il y en a eu une). On envisage aussi avec l'intéressé ses antécédents, quel a été son parcours délictuel.

On analyse avec l'intéressé, en évaluation longitudinale, le comportement en détention. C'est aussi un élément important de voir comment la personne peut s'inscrire dans le cadre qu'est la prison, par rapport à ses activités, ses co-détenus, la direction et le service psychosocial.

On aborde de manière plus prégnante les éléments de personnalité par une évaluation psychologique, voire une évaluation psychiatrique, en tout cas aussi par une évaluation psychosociale. Cette évaluation psychosociale débute par des entretiens. Les psychologues, les assistants sociaux et les psychiatres sont formés à la relation et à l'entretien. C'est durant ces entretiens que les choses peuvent se dire, peuvent s'exprimer. En tout cas, je dirais que les professionnels ont une attitude active pour poser des questions et aller vers des thèmes dont on sait qu'ils sont importants. Cette attitude active ne veut pas dire qu'on ne laisse pas la possibilité aux personnes condamnées de parler de thèmes qui leur semblent être importants; il faut conjuguer les deux choses.

Ces éléments de personnalité se font sur base d'entretiens; ils se font aussi sur base d'utilisation

d'outils spécifiques. Les grandes catégories d'outils spécifiques sont ce qu'on appelle des tests projectifs, où les personnes, par rapport à un matériau qui n'est pas tellement structuré, projettent en fait ce qu'elles voient. Cela permet des interprétations. Ces outils spécifiques ont été scientifiquement validés, en tout cas pour la plupart, peut-être pas pour l'entièreté des tests projectifs. Quoi qu'il en soit, les éléments projectifs qu'on utilise ont une certaine validité, en tout cas une utilité dans le domaine qui nous concerne.

On a des questionnaires de personnalité tels que le M.M.P.I. ou le NEO PI-R, qui sont des auto-questionnaires qui ne sont donnés qu'à des personnes qui ont cette capacité de savoir lire et de savoir s'exprimer par rapport à certains domaines. C'est pour voir comment la personne se voit elle-même et quelles sont ses différentes orientations au niveau de la personnalité. On a ces référentiels scientifiques.

Nous avons aussi, en regard plutôt de l'approche de l'intelligence, des échelles d'intelligences qui nous permettent de situer la personne au niveau cognitif, au niveau intellectuel, par rapport à une population plus globale.

Nous avons aussi parmi des outils que l'on appelle 'spécifiques' par rapport à l'évaluation du risque de récidive. Je me permettrai de développer ultérieurement l'utilisation de ces outils.

À part les éléments de la personnalité, on prend en compte ce que l'on appelle la criminogénèse. La Belgique a l'avantage d'avoir été pionnière en la matière.

La criminogénèse est l'analyse des circonstances, des éléments environnementaux, de tout ce qu'il y a autour et pendant le délit au niveau de la personnalité de l'intéressé, des facteurs externes, mais aussi au niveau théorique qui sous-tend l'utilisation de l'interprétation.

On regarde aussi s'il existe ou s'il y a présence de ce que l'on appelle des facteurs de risque ou, comme M. Adam l'a souligné, de facteurs protecteurs qui seront pris en compte ultérieurement.

On envisage bien sûr les risques et les projets de réintégration. Notre travail est de mettre en exergue les potentialités de l'intéressé, mais aussi les facteurs de risque qui seraient susceptibles de "provoquer" une quelconque récidive. Donc, en mettant en exergue les facteurs positifs ou

négatifs, on essaie de voir s'ils sont ou non présents et on tente de les mettre en parallèle par rapport au projet de réintégration, à savoir ce que la personne propose en fonction des éléments que l'on a pu mettre en exergue, mais aussi en fonction de ses intérêts, de ce qu'il met en avant dans le cadre d'un processus de réintégration.

Finalement, on arrive à la conclusion et à l'avis. Il s'agit d'une discussion par rapport au résultat du travail pluridisciplinaire, du contact que l'on a eu avec l'intéressé, de la relation qui s'est instaurée et des domaines que l'on a envisagés. Finalement, le SPS se positionne avec un regard critique, mais il reste l'intermédiaire entre l'intéressé et le pouvoir décisionnel.

On donne un avis sur la personnalité, sur les potentialités, les facteurs de risque au regard du plan de reclassement avec possibilité d'une orientation. Il s'agit donc de répondre aux contre-indications légales comme la commission d'une infraction grave ou les contacts que l'auteur pourrait avoir avec la victime.

Si on donne un avis positif, ce dernier est suivi ou non par le pouvoir décisionnel.

Si on donne un avis négatif et que ce dernier est suivi, on s'inscrit dans un processus dans le cadre duquel on doit aller un peu plus loin et essayer de trouver des axes qui permettraient de prendre en compte les motivations de la décision.

On reste dans un processus qui est, finalement, circulaire avec le travail effectué qui est donné en *feedback*. J'ai l'habitude de dire qu'il est transparent parce que les choses que l'on dit sont données à lire aux décideurs mais aussi aux détenus.

On est dans ce genre de processus. C'est le cadre de l'évaluation *stricto sensu*. Le cadre de l'évaluation longitudinale fait en sorte qu'au fur et à mesure du temps, des questions et des événements, ce processus est revu à la lumière de ces nouveaux événements.

Pour être un peu plus précis, en ce qui concerne l'évaluation des auteurs d'infractions à caractère sexuel, il est évident que la sphère sexuelle en tant que telle, mais aussi la sphère sexuelle en tant que fantasmatique est un domaine pour lequel on a une attention particulière.

On essaye d'évaluer quel est le choix de l'objet sexuel, quelle a été la vie psycho-sexuelle concrète de l'intéressé ainsi que son mode de vie.

On rentre dans des informations précises en ce qui concerne le *modus operandi* par rapport aux faits délictueux. On essaye de voir de quelle manière la personnalité a influé ou pas, de voir si les événements extérieurs ont eu une influence ou pas.

Pour ce faire, pour se positionner et pour donner une indication - c'est tout à fait évident que personne n'a de boule de cristal, encore moins les intervenants du service psychosocial - par rapport à la probabilité, par rapport aux risques de récidive, nous utilisons différents outils.

L'historique de ces outils, c'était de faire le constat simplement que la méthode clinique en tant que telle, c'est-à-dire la relation que vous pouvez avoir avec la personne qui est condamnée, cette relation clinique dans le sens de se positionner par rapport à un pronostic de récidive n'était pas suffisante. Sa validité prédictive, c'est-à-dire la possibilité pour que cette analyse donne un résultat congruent en regard de la récidive sexuelle n'était pas suffisante.

Il y a toute une série d'études qui ont été effectuées pour évaluer ce genre de choses. Dans les années '80, on a montré que les deux-tiers des évaluations faites sur ce mode-là, donc exclusivement l'entretien clinique, donnaient des informations erronées.

Il y a eu un courant de pensée qui s'est penché là-dessus. Ce courant s'est posé la question de savoir quels seraient les éléments qu'il faudrait pointer ou les éléments sur lesquels il faudrait porter son attention - qu'on appellerait facteurs de risque - afin de pouvoir aider les professionnels à envisager la question du risque de récidive.

Les premiers outils construits sont des outils avec présence de facteurs statiques: c'est l'âge, les antécédents. Cela bouge très peu ou un an à la fois. Ces facteurs statiques ont été mis ensemble dans des échelles qui paraissent simples d'utilisation mais qui sont finalement complètes et qui vous donnent une indication par rapport à une population.

On trouve les facteurs statiques par rapport à une population de délinquants sexuels qui ont récidivé ou qui n'ont pas récidivé, on en tire des facteurs de risque, et ces facteurs de risque nous permettent de situer un individu par rapport à la population envisagée. Cela ne veut pas dire, en fait, qu'on a un lien direct avec la récidive. Je ne sais pas si je me fais bien comprendre. En tout cas, ce sont des facteurs statiques.

Les professionnels ont vu un intérêt à utiliser ces outils; ils se sont dit qu'il était intéressant d'avoir des facteurs statiques, mais que l'on savait quand même pertinemment qu'une personne humaine était en mouvement. Ce sont des processus dynamiques qui existent. On est donc allé vers des outils, on a essayé de trouver des facteurs qui n'étaient plus statiques, mais qui avaient une caractéristique dynamique, c'est-à-dire sur lesquels on pouvait influencer.

La troisième génération d'outils, qui est une génération d'outils encore peu utilisée aujourd'hui, mais qui s'annonce prometteuse, ce sont des outils basés sur des facteurs protecteurs. Quels sont les éléments qui pourraient protéger la personne, dans le cadre d'une recommission ou d'une absence de recommission de faits? Ces outils, on les utilise, mais on sait qu'ils ont des limites; on sait qu'ils ont un intérêt pour le professionnel, mais qu'ils peuvent assez rapidement être contre-utilisés.

En tant que service psycho-social et en tant qu'experts, nous nous devons d'avoir un abord pédagogique et de les utiliser non pas avec parcimonie, mais avec toutes les nuances nécessaires pour ne pas leur faire dire le contraire de ce qu'ils pourraient dire. C'était important de le souligner et le service psycho-social essaie d'y être attentif.

Ils ont aussi une utilité pour le clinicien, dans la mesure où ils "screenent", ils mettent en exergue différents domaines que l'on doit aborder. Dans le parcours de l'évaluation, dans le parcours de ce travail longitudinal, on se doit d'être attentifs à tous ces éléments. On se doit aussi de ne pas rentrer dans un processus où l'on mettrait nos biais, où l'on mettrait quelque chose de plus spécifique à nous-mêmes.

Ces outils font aussi référence à toute une série d'études indiquant des pourcentages de taux de récidive. Il faut être particulièrement attentifs, d'une part, à l'intérêt de ces études, parce qu'elles balisent, elles donnent des indications; d'autre part, aux comparaisons que l'on peut effectuer entre les différentes études et entre l'utilisation des pourcentages, ainsi que des taux de récidive. Toute une série d'études ont été effectuées. En ce qui concerne les auteurs d'infractions à caractère sexuel, je renverrai bien sûr à celle de Hanson et de ses collaborateurs.

Nous devons donc être attentifs à circonscrire la population qui a été utilisée pour ces études. Et si

l'on utilise ces études en référentiel avec un groupe de population, on essaie de voir si ce groupe de population présente les mêmes caractéristiques que le groupe de population dans l'étude princeps. Si l'on se réfère à une individualité, on essaie de faire en sorte qu'il y ait le plus d'éléments possibles qui y ressemblent, afin de ne pas envisager des conclusions qui seraient erronées et nous pousseraient finalement à donner une information que l'on qualifie de faux positif.

Ces études présentent un tel intérêt. On doit préciser aussi ce qu'on appelle récidive. En fait, dans certaines études, les récidives auxquelles il est fait référence sont des récidives liées aux condamnations, tandis que d'autres sont liées aux condamnations et aux accusations. On doit également être attentif au fait de savoir si l'on parle de récidive sexuelle ou générale. Dans l'appréciation d'une probabilité de récidive, il importe, en tout cas, d'être attentif, nuancé avec les études qui ont été faites. Même si elles présentent un intérêt, il faut essayer de les utiliser avec nuance.

Toutefois, elles nous donnent de grandes indications tout en nous permettant de baliser. Mais ce n'est pas parce qu'elles nous donnent de grandes indications que ces dernières sont absolues, car nous avons également un référentiel d'une grande hétérogénéité en regard de la population des auteurs d'infraction à caractère sexuel. Si les typologies ont un sens, elles permettent à la science de se structurer. Elles permettent à la science de tenir le même langage. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles peuvent circonscrire l'ensemble de la population, en tout cas, l'ensemble de la diversité.

Je pense qu'on doit être attentif – on est attentif, pardon – dans notre travail à essayer de nuancer et de donner toutes les informations les plus scientifiques possible et les plus nuancées possible aux décideurs mais aussi, *in fine*, aux détenus et à la personne condamnée qu'on a en face de nous. Et donc dans cet abord-là, et pour les auteurs d'infractions à caractère sexuel, le processus d'évaluation, le processus d'accueil et le processus longitudinal font en sorte que des choses puissent émerger à l'intérieur de la relation ou du travail d'évaluation, suite à cela ou pendant cela. Et ça peut avoir finalement un impact.

Il est aussi certain que le service psychosocial rentre dans un processus de débat. Dans nos missions, il est clair que l'on doit prendre en compte, d'une part, les intérêts de la société et,

d'autre part, les intérêts de la victime, mais on doit prendre aussi en compte les intérêts, je dirais, du détenu. Et ces trois intérêts doivent être mis sur un espèce de plateau qui serait à trois branches – je n'ai toujours pas trouvé la bonne formule pour expliquer cela. Mais en tout cas, ça veut dire que c'est pris en compte.

Ça veut dire que finalement, l'évaluation s'effectue aussi dans le cadre d'une discussion, dans le cadre d'un débat, où les choses sont objectées, et où on essaye de mobiliser la personne vers un processus, non pas un processus de reconnaissance, mais en tout cas un processus d'acceptation de certaines choses, d'une difficulté par rapport à la société, d'une difficulté de vie ou d'un mal-être, en tout cas quelque chose de présent.

L'abord peut être contraignant. L'abord peut être aussi indispensable, comme l'indiquait M. Werner Vanhout dans le cadre des auteurs d'infractions à caractère sexuel. En effet un auteur d'infraction à caractère sexuel dans le cadre d'une modalité d'exécution de la peine doit se plier aux processus d'évaluation, parce qu'il y a une obligation d'un avis spécialisé. Mais quoiqu'il en soit, ce processus peut être mis à profit, il peut être utilisé: cet espace "de contrainte", en tout cas "d'imposition", est quelque chose qui peut être utilisé. En tout cas, on peut essayer de mobiliser le consentement, on peut essayer de peser le pour et le contre, de dire: "j'y participe, je n'y participe pas. Qu'est-ce que ça va m'apporter? Pourquoi est-ce que ça pourrait être défavorable?"

Tout ça pour montrer que l'évaluateur n'est pas simplement le réceptacle de ce que l'intéressé dit. Il y a un regard critique. Il y a une mobilisation. Mais il y a une attention à l'humain. Il y a une attention à la personne qui est en face de nous. Et ça, ça participe aussi finalement d'une gestion sûre et humaine de la peine qui est quand même une des missions importantes au niveau du SPF Justice.

La **présidente**: Je vous remercie. Nous allons entendre maintenant les deux directeurs de prison.

**Engelbert Brebels**: Mevrouw de voorzitter, mijn naam is Engelbert Brebels. Ik ben inrichtingshoofd van de penitentiaire inrichting in Merksplas.

Het lijkt mij interessant even kort de penitentiaire inrichting in Merksplas te situeren. Ons penitentiair landschap is immers nogal verscheiden. Iedere inrichting heeft haar eigenheden.

De inrichting in Merksplas is gehuisvest in een gebouw dat dateert van 1825. Oorspronkelijk werd het voor de opvang van landlopers en bedelaars gebouwd. Gaandeweg is het naar een halfopen gevangenis geëvolueerd. Vandaag evolueert onze inrichting naar een gesloten penitentiaire inrichting, wat te zien is door de omheiningen die nu worden geplaatst. De instelling in Merksplas wordt nu een gesloten inrichting.

In die gesloten inrichting huisvesten wij veroordeelden, enerzijds. Anderzijds hebben wij de beveiligde inrichting voor sociaal verweer of, zoals ze ook wordt genoemd, de instelling voor bescherming van de maatschappij, waar uiteraard geïnterneerden verblijven.

De inrichting voor sociaal verweer beschikt bij ons ook over een psychiatrische afdeling die voor alle opgesloten personen in ons huis is bestemd. Dat wil zeggen dat iemand die in een psychiatrische crisis belandt, ongeacht of het een veroordeelde of een geïnterneerde is, tijdelijk in de psychiatrische afdeling terecht kan. Wij nemen ook regelmatig gedetineerden uit de gevangnissen in onze regio op in deze psychiatrische afdeling.

Ik wil kort nog iets zeggen over de kenmerken van de instelling in Merksplas.

Kenmerkend voor onze instelling is dat wij tien afdelingen of paviljoenen hebben. Slechts één paviljoen beschikt standaard over individuele cellen. In alle andere paviljoenen zitten wij met het fenomeen van meerpersoonskamers. Dat wil zeggen duo- en quatrokamers, maar ook woon- en zaalsystemen.

De capaciteit van Merksplas is 671 personen, waarvan 350 geïnterneerden en 321 veroordeelden. De veroordeelden die bij ons verblijven, zijn in principe mensen die tot straffen van tien jaar zijn veroordeeld. In de praktijk lopen de straffen ook wel hoger op, maar tien jaar is de officiële classificatie.

De grootste twee pijnpunten van Merksplas zijn, enerzijds, de verouderde infrastructuur, wat ondertussen wel duidelijk mag zijn, en, anderzijds, het feit dat wij met een enorm ontoereikend zorgkader te kampen hebben.

Daarmee rond ik mijn korte situering van Merksplas af.

In de uitnodiging die ik heb ontvangen werd mij gevraagd duiding te geven in termen van feiten

gepleegd in een gezagsrelatie en ook aan te geven welke sectoren daarbij aan bod komen. Jammer genoeg moet ik u mededelen dat die cijfers niet onmiddellijk beschikbaar zijn. Het zou een verregaande studie vergen om uit al onze dossiers over seksuele delinquenten de juiste gegevens te halen.

Ik kan u wel een idee geven over de samenstelling van de populatie. Daarstraks heb ik al gezegd dat er 321 veroordeelden en 350 geïnterneerden zijn. Op 18 februari huisvestten wij 153 gedetineerden voor seksuele delinquentie. Van die 153, ongeveer 23 % van onze populatie, pleegden 66 geïnterneerden seksuele delicten op minderjarigen, pleegden 50 geïnterneerden seksuele delicten op meerderjarigen, pleegden 18 veroordeelden seksuele delicten op minderjarigen en pleegden 19 veroordeelden delicten op meerderjarigen. In percentages uitgedrukt komen wij op 55 % seksuele delinquenten met feiten op minderjarigen van het totaal van 153. Het is ook duidelijk dat de grootste groep seksuele delinquenten zich bevindt in de groep geïnterneerden, met name 116 in totaal. Bij de veroordeelden gaat het over een totaal van 37.

Er zijn 350 geïnterneerden opgesloten in Merksplas. In de basiswet op het gevangeniswezen staat te lezen dat de gedetineerde, of de persoon opgesloten in de gevangenis, recht heeft op medische zorg die vergelijkbaar is met de medische zorg in de samenleving. Merksplas heeft 350 geïnterneerden. Eigenlijk zijn wij dus de grootste psychiatrische kliniek van de Kempen, en op Vlaams gebied een van de grotere psychiatrische klinieken.

Op enkele gewoontemisdadigers na, zijn die 350 geïnterneerden allen personen met een psychiatrische problematiek of personen met een verstandelijke beperking. Voor de aardigheid zet ik de huidige bestaffing naast die 350. Voor het zorgkader beschikken wij over 3 psychiaters, 5 psychologen, 3 maatschappelijk assistenten, 4 begeleidingsmedewerkers, 4 opvoeders, 2 ergotherapeuten, 1 bewegingstherapeut, 1 psychomotorisch therapeut, 2 muziektherapeuten en 13 psychiatrisch verpleegkundigen.

La présidente: (...)

**Engelbert Brebels:** Ik wou dit alleen maar meegeven om het volgende te zeggen. We hebben hier enerzijds 350 psychiatrische patiënten – ik benadruk patiënten – en wij hebben dit zorgkader dat daar tegenover staat. Het

spreekt voor zich dat wij met die middelen, met die riemen eigenlijk zeker geen volwaardige psychiatrische kliniek kunnen zijn. Ons zorgkader, de mensen van de zorg, hebben een aantal zorgprojecten opgestart. Dat gaat over een psychoseproject, mensen met een lichte tot matige verstandelijke beperking, persoonlijkheidsstoornissen. In heel het plaatje ontbreekt een behandelprogramma voor seksuele delinquenten.

In 2007 is er vanuit de zorgelijke een behoefteanalyse gemaakt en uit die behoefteanalyse kwam ook – gelet op het feit dat wij toch 23 % seksuele delinquenten hebben – dat er nood is aan een behandelprogramma voor seksuele delinquenten. Met het kader waarover wij beschikken, is dat niet mogelijk.

Uiteraard, als wij het hebben over geïnterneerden dan is dat geen homogene groep. Een aantal seksuele delinquenten zijn vandaag ook opgenomen in een of ander project. Maar dat heeft dan niet te maken met hun delict, maar wel met hun persoonlijkheids- of psychiatrische stoornis. Eigenlijk kunnen wij stellen dat een belangrijk aandeel seksuele delinquenten door het huidige zorgaanbod niet wordt bereikt binnen onze muren.

Naast het zorgkader is er sedert september 2009 een nieuw initiatief. Dat is een aanbod van het Centrum Geestelijke Gezondheidszorg van de Kempen. Er worden groepssessies georganiseerd rond seksueel grensoverschrijdend gedrag. Het staat open voor geïnterneerden en veroordeelden. Er zijn ondertussen twee sessies doorgegaan, maar dit zijn groepssessies. Het eigene van deze sessies is – aanbod Vlaamse Gemeenschap – dat zij strikt vertrouwelijk zijn. Er is enkel deelname op vrijwillige basis. Er is geen verslaggeving aan Justitie en uiteraard geen advies in het kader van de reclassering.

Als wij even blijven bij de groep van geïnterneerden en we denken aan het reclasseringsperspectief van die mensen dan zitten we bij de Commissie ter bescherming van de maatschappij waar de man om de zes maanden zijn verschijning voor die commissie kan vragen. Er is een advies van de PSD en de directeur die op de Commissie het advies brengt. Het is de Commissie die beslist over eventuele modaliteiten om het huis te verlaten. Wat geïnterneerden betreft, is dat zeer weinig. Op jaarbasis hebben wij tussen de 40 en 50 uitgaande geïnterneerden in zijn globaliteit.

Waar wij ook op stuiten in reclasseringsperspectief qua problematiek is, rond seksueel delinquenten – dat is wat de heer Vanhout daarnet ook al aangaf –, een gebrek in de samenleving aan adequate opvangmogelijkheden.

Wat onze categorie betreft, zitten wij heel beperkt. We kunnen terecht bij Fides in Beernem, het Psychiatrisch Centrum Ziekeren en St-Lucia in Sint-Niklaas, maar de wachtlijsten zijn dermate lang en dikwijls worden de problemen zo scherp gesteld door het opvangmilieu dat heel wat van onze mensen in de kou blijven staan.

Ik wil daarbij nog een kanttekening maken over geïnterneerden. Wanneer iemand geïnterneerd wordt, is dat een beslissing van een rechter waarbij de rechter geoordeeld heeft dat die man ziek is en behandeling nodig heeft. In België worden die mensen in de gevangenis geplaatst. Voor mij is dat een schromelijk tekort schieten van de samenleving. Omdat zij geen voorzieningen biedt voor die mensen moeten wij ze als gevangenis opnemen. Onder collega's noemen wij dit een vuilnisbakpolitiek. Wij moeten ze opnemen en er iets mee doen, maar we hebben daar niet de nodige middelen voor. Met de middelen die we hebben, trachten we iets te betekenen voor die groep patiënten. Betreffende veroordeelden hebben wij een totaal van 37 seksueel delinquenten. Eigenlijk is dit het verhaal van mijnheer Vanhout van daarstraks: strafuitvoeringsmodaliteiten via de strafuitvoeringsrechtbank. Er is uiteraard het verplicht gespecialiseerd advies van de PSD. Pretherapie gebeurt in minimale mate. Uiteraard zijn er vandaag bij een mogelijke voorwaardelijke invrijheidsstelling zeer zeker delictgerelateerde voorwaarden.

Wat hier reeds een aantal keer aan bod is gekomen, is de problematiek van gedetineerden die kiezen voor strafeinden om zeker niet geplaagd te worden met vervelende voorwaarden. Hieromtrent kan ik stellen dat er in Merksplas een trend vastgesteld kan worden dat mensen daarvoor kiezen, maar dit is zeker niet de meerderheid. Zoals mijnheer Vanhout daarstraks ook reeds zei, zijn er verder ook gevallen waar de man er niet voor kiest maar er contra-indicaties zijn die maken dat hij de hele rit uitzit.

**Valérie Lebrun:** Madame la présidente, tout d'abord, je vous remercie pour votre invitation. Étant donné que celle-ci n'était pas claire quant à la raison d'inviter un directeur de prison, je me permettrai de laisser échapper mon imagination.

J'espère que cela pourra répondre à vos attentes.

Premièrement, oui, je travaille à la prison d'Iltre, mais pas depuis très longtemps. Un certain nombre de mes réflexions viendront peut-être aussi de ma pratique en maisons d'arrêt, puisque j'ai travaillé pendant neuf ans à la prison de Namur, qui est une maison d'arrêt, mais qui présente aussi la particularité d'avoir une annexe psychiatrique. Je pense que la problématique des internés est très, très importante dans le débat qui vous intéresse.

Étant donné que je travaillais ce week-end et que mes détenus ont été très sages le dimanche, j'ai pris la peine d'aller faire un *screening* des dossiers pour pouvoir vous donner des chiffres, puisque vous sembliez vouloir savoir s'il y avait une relation d'autorité par rapport aux types de délinquants sexuels que nous avons.

Le dimanche 20 février 2011, la prison d'Iltre comptait 443 détenus sur environ 11 000 personnes incarcérées en Belgique. À vous de procéder à la règle de trois. Je ne l'ai pas faite, je vous laisse travailler. Par contre, il importe de signaler par rapport aux chiffres que je vais vous citer, que ce n'était, en aucun cas, un indicateur du nombre d'infractions sexuelles commises. C'est un indicateur du travail du système d'administration de la justice pénale, qui est arrivé jusqu'au bout du processus, pour autant évidemment que l'auteur fut connu.

Sur cette population de 443 détenus, on dénombre 78 cas d'auteurs de délits à caractère sexuel, soit 17,6 % de la population. Mais il faut être très clair par rapport à nos statistiques pénitentiaires, lorsqu'on vous parle d'auteurs de faits à caractère sexuel. Ces termes englobent une série de catégories pénales qui ne vous intéressent pas spécifiquement. Vous retrouvez les outrages publics aux mœurs, les attentats à la pudeur, viols, débauche, prostitution à l'égard de mineurs et de majeurs. C'est la raison pour laquelle je me suis adonnée à l'exercice de *screening* des dossiers.

Sur ces 78 cas, la victime était mineure dans 40 situations, soit 51,28 % de mes délinquants sexuels, puisqu'ils représentent 17,6 % de ma population en général, ce qui représente en fait 9 % de ma population totale.

Dans ces 44 cas, il est assez intéressant d'examiner le fait que 21 cas avaient un lien de parenté direct, c'est-à-dire 52,5 % des cas, et que 19 n'avaient aucun lien. Il est aussi intéressant de

constater que, dans ces 19 cas, j'avais 11 cas de viol collectif et de délinquance associée multiple, ce qui fait 58 % des situations et 1 cas de baby-sitting.

Mes 38 autres victimes sont donc des victimes majeures, ce qui représente 48,72 % de mes délinquants sexuels. Particularité: un seul cas où il y avait un lien avec la victime: c'était la compagne. Sinon, tous les autres cas étaient des cas de victimes inconnues, sauf dans 11 cas, c'était de la traite des êtres humains et de la prostitution. Cela veut dire que, pour mes majeurs, 29 % des cas des auteurs sont des personnes qui sont là pour des faits qu'on qualifie chez nous de grand banditisme et de réseau de prostitution.

Voilà le tableau que je voulais brosser. Il correspond un peu aux impressions que j'ai ressenties régulièrement dans ma pratique professionnelle, à savoir que, lorsqu'on a affaire à de la délinquance sexuelle souvent sur mineurs, le lien, s'il y a un lien, est souvent un lien de parenté. Pour les liens de parenté, je ne les ai pas notés.

Voilà la première chose que je voulais vous dire.

La deuxième chose, c'est en tant que directeur de prison: quelque part, il est très clair qu'il ne faut pas confondre prison et lieu de thérapie.

Cela me semble important de le souligner. En effet, en tant que parlementaires, vous pourriez arriver à des conclusions qu'il faudrait instaurer une série de thérapies *intra muros*. J'aimerais attirer votre attention sur les effets négatifs qu'il pourrait y avoir par rapport à ce type de pratiques.

Il est clair que, pour le moment, ce qui est fait en partie et ce qu'essaient de faire désespérément les services psychosociaux, c'est ce qu'on appelle de la pré-thérapie. C'est en effet un accompagnement. Il est certain que la surcharge de travail et le travail de l'expertise fait qu'à un moment, ils éprouvent des difficultés sur cette possibilité de continuer à effectuer ce travail.

Il est clair aussi que cette notion de scission entre les soins et l'expertise peut donner qu'à un moment, on peut sans problème couper un psychologue ou un assistant social en deux parties, alors que je pense que l'aide et la contrainte font partie du paradoxe du travail psychosocial en général. Et tous les professionnels sont formés à pouvoir gérer ce paradoxe.

Autre chose à vous signaler: en tout état de

cause, un certain nombre de choses ne seront jamais possibles en prison.

Pour l'instant, ce qui existe est une série d'initiatives en matière de délinquants sexuels qui sont prévues surtout dans des projets de ce qu'on appelle la justice réparatrice. Vous avez des projets avec l'UPPL qui vont se développer à la prison d'Andenne à partir du mois d'avril, des projets qui sont ponctuels mais qui ne sont pas considérés, même par ces intervenants extérieurs, comme de la thérapie mais bien comme une sensibilisation. En prison, c'est ce qu'on peut faire: de la sensibilisation.

Il faut vous rendre compte que même si on essaie de mener à bien ce type d'initiatives, nous sommes confrontés à une série d'obstacles. Et tout d'abord, les moyens: la plupart des établissements n'ont pas été construits pour offrir des salles de cours, des salles qui permettent d'accueillir des intervenants extérieurs. Nous avons également la question de l'entrée en prison qui peut aussi constituer un frein pour pas mal d'intervenants, l'accessibilité de ces établissements. On construit les prisons de plus en plus loin des transports en commun, des villes. Et enfin, le problème principal est la surpopulation carcérale.

La surpopulation carcérale est par définition un facteur qui n'aide pas à provoquer chez quelqu'un la possibilité d'une réflexion puisqu'on lui fait violence en le mettant dans 9 mètres carrés à trois, voire quatre individus. La surpopulation rend même impossible pour des modules qui coûtent cher au ministère de la Justice, un module de quatre semaines pouvant revenir à 9 500 euros, de garantir la constance du groupe sur une certaine durée. La plupart de vos prisons, si vous les connaissez, sont des maisons d'arrêt. Lorsqu'elles sont en surpopulation, on en évacue les condamnés. Et peu importe qu'il y ait une thérapie qui se soit mise en place – ou une formation. Le directeur gère l'intérêt collectif et non l'intérêt particulier et je ne vois pas comment cela pourrait éventuellement changer.

Le paradoxe avec les délinquants sexuels, le SPS vous l'a bien expliqué, c'est que nous avons des accords de collaboration; pour les processus de congés pénitentiaires, de permissions de sortie, de libération conditionnelle ou même pour les internés libérés à l'essai, nous avons des conditions très strictes. Se livrer à une évaluation pour constater si la délinquance sexuelle est la source du problème ou pas, parce que vous avez souvent des multi-délinquants, principalement

psychopathiques, chez qui le fait sexuel est venu s'ajouter à un problème beaucoup plus large ou bien vous avez le délinquant sexuel qui doit être pris en charge. Le paradoxe, c'est que ces dossiers sont prêts beaucoup plus rapidement que les dossiers des autres condamnés.

Pourquoi? Parce que quand ils arrivent aux dates d'admissibilité en permission de sortie, on a le bon prétexte – excusez le terme – pour pouvoir obtenir cette modalité d'exécution de la peine. On arrive souvent, comme cela, à des dossiers qui sont préparés beaucoup plus rapidement. Ce qui prouve que pour les autres types de délinquance, on pourrait aussi aboutir à ce type de fonctionnement.

Par contre, ce qu'on constate également comme autre paradoxe, c'est que, par rapport à des dossiers que je vais appeler plus sensibles – sans aucun doute au niveau politique, si vous me permettez l'expression –, étant donné que nous avons les permissions de sortie et les congés pénitentiaires qui sont décidés par une autorité et la libération qui est décidée par une autre, vous pouvez vous retrouver avec des blocages. On peut se retrouver en effet avec, à un moment donné, la date de fin de peine qui approche et le gars qui sort sans rien, alors que les professionnels et les intervenants criaient déjà haut et fort depuis bien longtemps qu'il fallait le libérer sous condition et non pas sans rien du tout. Mais il est clair que, dans cette situation-là, personne ne pourra être mis en cause quant à cette libération anticipée.

Si j'ai surtout envie que vous reteniez quelque chose du discours d'un directeur de prison, c'est de ne pas commencer à transformer la peine de prison, qui est quand même jusqu'à nouvel ordre une peine d'exclusion. Je sais bien qu'on essaie qu'elle soit éducative, thérapeutique, etc., et qu'on demande à la prison de tout résoudre, mais je ne vous cacherai pas que le directeur de prison en a, à un moment donné, un peu "soupé" de devoir régler tous les problèmes. Je pense qu'il faut améliorer l'offre de soins et les services d'aide à l'extérieur pour qu'au cours de la détention, lorsque l'on arrive aux modalités d'exécution de la peine, on ait véritablement les leviers de travail pour pouvoir utiliser cette sortie. Donc, c'est bien sur l'*extra-muros* qu'il faut travailler.

La peine de prison, je pense que cela vous a été dit à plusieurs reprises, elle a un sens et aura un sens thérapeutique.

Mais la prison reste le moment de l'enfermement,

le temps d'arrêt où quelque chose peut être préparé; ce n'est ni un hôpital, ni une école, ni quoi que ce soit d'autre que vous puissiez imaginer.

La **présidente**: Je vous remercie pour ces exposés très clairs et vais immédiatement céder la parole aux commissaires.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor de uitleg en de interessante informatie die wij gekregen hebben. Ik heb twee vragen.

Ten eerste, ik ben het vaak eens met wat jullie zeggen, vragen of suggereren, bijvoorbeeld wanneer het gaat over de geïnterneerden. Daarvoor moet dringend een oplossing worden geboden. Zij horen daar niet thuis. Ik denk dat iedereen het daarmee eens is. Wij zitten natuurlijk met een bijzonder trage uitvoering van de wetgeving.

Mijn vraag gaat een stuk in die richting. Mogen we de cijfers van geïnterneerden of veroordeelden voor seksuele misdrijven in Merksplas, namelijk 23 %, en in Iltre, 17 %, extrapoleren naar andere gevangenis? Is het cijfer van ongeveer 20 % een realistisch cijfer? Is er iemand die de cijfers heeft van het aantal seksuele delinquenten dat in de gevangenis zit?

Mochten er voldoende plaatsen zijn voor geïnterneerden buiten de gevangenis en een adequate opvang en behandeling extra muros, hoeveel minder geïnterneerden zouden er dan in de gevangenis verblijven?

Ten tweede, ik heb van de directeur van de instelling van Merksplas heel goed begrepen dat zij onvoldoende uitgerust is en te weinig geschikt personeel heeft. Het kader is eigenlijk onvoldoende om op een adequate manier zorg aan die gedetineerden te verlenen. Mijn vraag aan de PSD is of jullie met hetzelfde probleem zitten. Als het over jullie diensten gaat, hebben jullie voldoende personeel? Is het kader geschikt? Is er voldoende expertise en ervaring? Zijn jullie voldoende uitgerust om jullie taak op een adequate manier uit te voeren, binnen de termijnen van adviesverlening, die vaak vereist worden?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik kan alleen maar mijn bezorgdheid en die van de directeur en mijn collega's, waaronder ook collega Van Hecke, uiten over het feit dat de meer dan duizend geïnterneerden niet thuishoren in een gevangenis. Wij ergeren ons hier dikwijls aan en hebben dat

reeds kenbaar gemaakt aan de minister van Justitie. Ook storen we ons aan de slakkengang waarmee de nieuwbouw in Antwerpen en in Gent tot stand komt, het onoordeelkundig indienen van bouwvergunningen enzovoort. Het lijkt een verdoemd dossier. De feiten zijn wat ze zijn.

U zegt dat uw zorgkader onvoldoende is om in de gepaste behandelingsprogramma's te voorzien; er is zelfs niets voor onder meer seksueel delinquenten. Betekent het dat het kader te beperkt is of dat het kader niet ingevuld is? De minister heeft ons meerdere malen verzekerd dat er geen probleem is en dat er inmiddels zorgéquipes bestaan, die geïnstalleerd zijn om, zeker voorlopig, de problematiek onder handen te nemen. Is dat waar of niet? Kunt u ons hieromtrent meer informatie verschaffen?

Mijn tweede vraag betreft de problematiek van onderbezetting van personeel en zorg. Ter voorbereiding van de wijze van strafuitvoering vindt er een persoonlijkheidsonderzoek plaats, dat gebeurt op basis van een onderhoud met de gedetineerde. Hoe gaat dat in zijn werk? Is er één onderhoud met de gedetineerde of volgt men de gedetineerde op van bij de aanvang en doet men een evaluatiegesprek? Het gerucht doet de ronde dat de geneesheer eenmaal bij de gedetineerde langs komt, dat die laatste een vragenlijst moet invullen en dat daarop een kort onderhoud volgt, wat de basis zal vormen voor een advies. Dat baart me zorgen. Kunt u dat nader verklaren?

Voorts pleit de directeur niet voor een behandeling en onderwijs in de gevangenis, omdat dat in de huidige omstandigheden onmogelijk is.

Ik kan dat begrijpen.

Ik heb in Groot-Brittannië ooit eens een bezoek gebracht aan een aantal gevangenis en daar vastgesteld dat op die domeinen van een aantal hectare groot werkelijk een geïntegreerd programma aangeboden werd met het oog op reclassering. Dat omvatte dus zowel opsluiting – het blijft uiteraard een gevangenisstraf – maar ook een screening van de leerstand van iemand, teneinde hem toe te laten te functioneren in een hedendaagse maatschappij. Kan hij lezen, schrijven? Het gaat daarbij om programma's om een beroep aan te leren, zorgprogramma's en dergelijke meer, in een traject met het oog op zijn re-integratie in de maatschappij.

Mochten wij van nul kunnen beginnen, alles uitgenomen wat er is, pleit u dan voor een begeleiding naar re-integratie in de maatschappij?

Of zegt u dat een gevangenisstraf een gevangenisstraf is en dat men enkele voorbereidende initiatieven neemt, terwijl al de rest na de gevangenisstraf moet komen, wat dan een onderscheiden traject moet zijn.

**Valérie Déom** (PS): Madame la présidente, ma question va un peu dans le même sens que celle de Mme Van Cauter.

Je voudrais m'arrêter un instant sur la problématique des détenus qui vont à fond de peine. Comme vous l'avez dit – mais d'autres l'ont déjà dit à l'occasion de leur audition – même s'il ne s'agissait pas de la majorité, il y avait une tendance pour certains détenus d'aller à fond de peine, soit par choix, soit, comme vous l'avez mis en évidence, parce qu'il n'y a pas de structure extérieure d'accompagnement disponible.

Selon votre expérience, quel est votre sentiment quant à un suivi éventuel lorsque les détenus vont à fond de peine.

Pour en revenir à ce qu'a dit Mme Lebrun quant au fait d'améliorer – la prison n'est pas un hôpital ou une école – l'offre de soins ou d'accompagnement – mais ici, j'extrapole peut-être vos paroles – à l'extérieur de la prison. Dans ce cas, ne perd-on pas un peu de temps par rapport au principe de "réapprentissage", d'encadrement, d'accompagnement qui peut se faire en prison, si tant est évidemment que l'on puisse un jour prendre les choses à bras-le-corps concernant la surpopulation carcérale? En effet, il est clair que la situation dans les prisons en Belgique est tout à fait catastrophique. L'expérience que vous avez acquise à la prison de Namur est tout à fait parlante sur ce point. Il y a toute une série de prisons qui sont dans des états tout à fait catastrophiques.

Si les choses pouvaient s'améliorer, devrait-on renoncer à cet accompagnement, si l'on considère la problématique du fond de peine, notamment?

Pour ce qui concerne la récidive, vous avez fait référence aux différentes études de Hanson. Des éléments sont récurrents dans les différentes auditions. Ainsi, il faut établir une distinction entre les abus sexuels commis intrafamilial et extrafamilial. L'intrafamilial représente entre 80 et 90 % des cas d'abus. Il ne s'agit pas nécessairement des personnes condamnées car on sait que les choses sont parfois différentes au niveau de la plainte. Donc, il y a entre 10 et 20 % qui sont des abus commis extrafamilial. Or, la plupart des acteurs de terrain, des gens que nous

avons entendus nous ont fait part de leur sentiment quant au risque de récidive. Or, si on considère les études de Hanson, on constate que le risque de récidive en cas d'abus sexuel n'est pas plus important, au contraire, qu'en cas d'autres crimes ou délits.

Cette constatation nous interpelle car on insiste sur le risque de récidive, donc, sur la nécessité d'un suivi, etc.

Peut-on considérer que le risque de récidive dans les cas d'intrafamilial est différent? Il est plutôt intergénérationnel. Tandis que dans le cas d'abuseurs extrafamilial, il y a un risque de démultiplication des victimes. Autrement dit, le risque de récidive est plus important.

Finalement, les 13 % dont question dans les différentes études de Hanson concerneraient finalement une majorité d'abuseurs dans le contexte extrafamilial.

En gros, le risque de récidive est-il vraiment plus important dans le contexte extrafamilial que dans le contexte intrafamilial? Faut-il éventuellement prévoir un accompagnement différent?

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik wil maar één vraag stellen, een institutionele vraag, als ik het zo mag zeggen.

Eigenlijk staat u voor een geheel van dingen die moeten gebeuren, onder andere in de gevangenis. U moet een diagnose stellen, u moet zorgen voor het onthaal, u moet voor hulpverlening zorgen, maar u moet natuurlijk tegelijkertijd ook controle uitoefenen, de samenleving moet worden beschermd, er moet opvolging zijn. Kortom, een heleboel taken moeten tegelijk of in een bepaalde sequentie gebeuren.

Wanneer men die taken bekijkt, ziet men dat zij gebeuren op verschillende plaatsen – wat niet eens het probleem is – maar ook door verschillende instanties, met verschillende bevoegdheidsniveaus. Er zijn justitiehuisen, justitieassistenten, maar er zijn ook taken voor de Gemeenschappen, in de centra voor geestelijke gezondheidszorg, in de centra voor algemeen welzijn, enzovoort.

Al die taken zitten versnipperd. Dat is zo omdat de wetgever dat zo heeft gewild. De vraag is of dat een goede zaak is. Kan men zo optimaal efficiënt werken? Het kan zijn dat er ter zake geen enkel probleem is, en dan is het maar zo. Toch zou ik

graag hebben dat iemand van u zich daarover uitspreekt. Het is mijn enige vraag.

**Marie-Christine Marghem (MR):** J'ai écouté Mme Lebrun. Je comprends bien qu'un directeur de prison en Belgique soit confronté aujourd'hui à une série impressionnante de problèmes divers et nous demande, en interpellant les politiques, ce que nous faisons nous-mêmes à l'égard du ministre, pour des tas de raisons que vous connaissez et que je ne vais pas rappeler, que la prison ne soit pas un lieu où l'on fait tout et où l'on répare ce qui n'aurait pas pu être fait auparavant.

Ce qui m'inquiète, c'est qu'il faut donner un sens à la peine. Cela ne veut pas dire naïvement que la peine ne se suffit pas à elle-même de par l'exclusion qu'elle crée. On est bien conscient et, j'imagine que vous l'êtes également, qu'il y a des adjuvants nécessaires permettant au détenu d'envisager une sortie qui se fasse dans des conditions intégrées, pas seulement pour éviter la récidive – la société recherche cela – mais aussi pour qu'il soit un être social, un citoyen le plus à part entière possible. Les exemples, qu'ils concernent la Grande-Bretagne, le Canada ou les États-Unis, valent ce qu'ils valent. Les moyens qu'on y met sont certainement plus importants. Ces exemples sont-ils à suivre ou pas? Dites-vous cela seulement par manque de moyens ou croyez-vous vraiment que la prison doit être l'exclusion, point-barre? Je voudrais que vous précisiez votre pensée.

Dans le travail d'évaluation et d'expertise fait par le service psychosocial, qui peut servir de travail "intelligent" avec le détenu pour qu'il se prenne en mains et progresse, s'il l'accepte ou l'envisage, y a-t-il des statistiques permettant de dire que tel cas a été vu ou revu, le travail réalisé a manqué en ceci ou en cela, ou n'était pas performant pour telle ou telle raison?

Ce qui me frappe dans le monde pénitentiaire, et vous en êtes l'exemple aussi, madame, c'est que vous êtes allés dimanche consulter vos dossiers. Je suis étonnée qu'il n'y ait pas de statistiques, de chiffres des populations de délinquants, du type de faits et de feedback sur tout le travail fait non seulement en termes de gardiennage mais également en termes psychosociaux.

**La présidente:** Nous avons reçu des chiffres mais – si vous me prêtez l'expression – ils sont grossiers, puisqu'ils relèvent, en même temps, des catégories de la prostitution, de la débauche, des attentats à la pudeur, de l'outrage public aux mœurs et des viols. On ne sait à peu près rien en

faire dans la mesure où ils recouvrent tellement de réalités différentes.

Avant de les distribuer, pour qu'on comprenne tous, vous indiquez "Hors SE". "SE", cela signifie surveillance électronique? (*Oui*) Et statut Everberg, mais y compris les établissements de défense sociale: c'est ce que vous nous avez donné. Avez-vous des chiffres plus précis à communiquer à la commission? C'est une question de Mme Marghem.

J'ai entendu les services psychosociaux. Ce qui m'a étonnée, c'est que l'on prend en charge psychologiquement, médicalement et psychiatriquement le détenu du premier jour au dernier. C'est sans doute un slogan, parce que tout le monde ici a entendu la perception des magistrats et des directeurs de prisons qui sont à vos côtés. Quand on sait qu'un détenu ne voit parfois son psy que deux fois sur une année, est-ce vraiment une prise en charge psychosociale? Combien de fois passe-t-il par l'assistante sociale?

Ce n'est pas un reproche que j'adresse aux services médico-sociaux. On a voté des lois. La ministre Onkelinx nous a rappelé que le statut interne du détenu n'était pas d'application par manque de moyens, par manque de place, par manque de mille et une choses. Il s'agit là d'une trajectoire du détenu, pas du tout du genre la prison est du parkage et de l'exclusion, mais la prison est de la réinsertion. C'est ce qui est indiqué dans la loi que l'on a votée ici.

Entre ce que vous nous racontez sur la prise en charge idéale, par les services psychosociaux, du premier au dernier jour, et la réalité de terrain de vos assistants sociaux, de vos psychologues et de vos psychiatres, j'aimerais savoir quelle est la marge.

On a également entendu parler d'un grand *turnover* de ce monde psychosocial dans les prisons. S'il y a un grand *turnover*, il y a des raisons à cela. Si on se plaît dans une profession et dans un milieu professionnel, on y reste. Si on éprouve des difficultés à exercer correctement son métier, si on est surchargé, débordé ou dépassé, on le quitte et on cherche autre chose.

Vous êtes le conseiller général, monsieur Vanhout; je vous connais du reste par ailleurs. Je pense qu'il faut ici nous parler fondamentalement, pour essayer de savoir comment on peut améliorer très clairement le système. Je ne doute pas que dès que l'on effectue une évaluation, elle

soit faite avec tous les moyens du bord, mais peut-elle être faite avec tous les détenus?

Peut-être, dans ce cadre-là, les délinquants sexuels sont-ils des détenus privilégiés, puisqu'il y a des obligations légales? C'est ce que j'ai cru entendre aussi dire par la directrice de prison. En raison des prescrits légaux relatifs à une possibilité de sortie, ils sont peut-être plus pris en charge que d'autres. C'est juste une question sur la réalité de terrain.

N'hésitez pas: ce n'est pas parce que quelqu'un répond à une question que l'autre ne peut pas y répondre. Vous avez la liberté de parole devant cette commission. Et donc, je vous cède à tous immédiatement la parole.

**Valérie Lebrun:** Madame la présidente, je vais commencer par ce qu'il y a de plus facile. Ce sont les chiffres.

À l'heure actuelle et depuis deux à trois ans seulement, un francophone et un néerlandophone s'occupent de la gestion des chiffres au niveau de la Direction générale des Établissements pénitentiaires. Par la même occasion, je puis dire que ce sont deux gars super chouettes. C'est une nouvelle pratique, même si cela existait par le passé. Il a en effet existé, pendant des années, un livre pénitentiaire et les statistiques étaient publiées. Il me semble que cela s'est arrêté dans les années 80. Aujourd'hui, on recommence tout doucement. On se base principalement sur un programme qui s'appelle SIDIS et qui a été créé principalement pour gérer la fiche d'écrou et les temps d'admissibilité. Il reprend en fait le Code pénal. Vous avez été condamné pour tel type de fait. C'était tel article du Code pénal, etc. Il est actuellement prévu par ces deux personnes un affinage des chiffres qui va, on l'espère, permettre de répondre plus facilement à des questions précises sans devoir faire un *screening* des dossiers.

Mon collègue et moi-même avons sans aucun doute chacun demandé à notre chef de greffe de sortir une liste de tous les auteurs à caractère sexuel. Je présume que mon collègue aura utilisé la même méthode que moi. Il a pu sans problème nous la sortir, comme le fameux tableau que nous vous avons donné, mais elle reprend en effet une catégorie pénale. Pourquoi le programme SIDIS a-t-il été prévu comme cela? Simplement, parce qu'au niveau du travail pénitentiaire, un rapport psychosocial spécialisé est nécessaire. Il y a donc toute une série d'obligations légales qui fait que l'on a repéré ces personnes de cette façon-là. Il

est cependant clair qu'il nous manque des outils que l'on demande depuis bien longtemps à ce niveau-là.

Dès lors, en réponse à une série de questions ont été posées, il est clair que c'est par notre pratique professionnelle qui ne se base pas spécialement sur des données chiffrées mais parfois sur des données qualitatives, ... Il est clair que l'on ne peut pas vous les appuyer à 100 % au niveau de chiffres.

Vous avez à nouveau abordé la récidive. On peut revenir sur ce problème. C'est le directeur de prison qui parle: s'il y a bien une infraction sur laquelle il y a le plus de récidive, c'est l'escroquerie.

"Escroc un jour, escroc toujours", comme je leur dis chaque fois qu'ils reviennent. C'est une infraction assez extraordinaire, mais je vieillis avec eux souvent; je les vois arriver avec des cheveux blancs.

Maintenant, j'ai énormément de retours, mais qui ne sont pas pour autant de la récidive. Un interné peut être libéré à l'essai; il peut être libéré conditionnellement, avec une série de conditions. Et il y a souvent des retours en prison, pas spécialement parce qu'une nouvelle infraction a été commise, mais parce qu'une des conditions de la libération n'a pas été respectée.

Et ça, depuis la création des tribunaux d'application des peines, on le voit beaucoup plus qu'avant dans notre pratique professionnelle. Un suivi est vraiment effectué par les tribunaux d'application des peines et souvent des allers-retours. Ce n'est pas de la récidive à proprement parler. À la limite, on pourrait dire que cela signifie que le système de contrôle fonctionne bien: on a le retour! C'est une nouveauté en tant que directeur de prison.

Au niveau des chiffres: je rappelle que les chiffres que je vous ai donnés, soit sur les 78 cas, 17,6 %, c'est une "miche popote": si vous me permettez une expression bruxelloise. Vous avez un peu de tout. Ce n'est pas à proprement parler des délinquants sexuels. En ne prenant que les délinquants sexuels sur mineurs, par rapport à ma population, cela faisait 9 %.

Une étude faite par Samuel Deltenre, il n'y a pas longtemps, calculait à peu près à 13 %. Le nombre de personnes incarcérées pour des faits sexuels variait entre 12,5 et 13 %. De nouveau avec ma *big* catégorie: les outrages, les majeurs, ...

etc.

Ce que je voudrais répéter pour que les choses soient bien comprises: ce n'est pas un indicateur du nombre de faits commis. Je le répète parce que je travaille en prison depuis 1999 et quand j'ai démarré, non à la prison de Namur mais à la prison de Mons, la population de délinquants sexuels représentait 2 à 3 % de nos populations. Nous avons donc connu une augmentation importante. Cela signifie donc que, d'un point de vue social, ce sont des infractions qu'on réprime plus ou, en tout cas, qu'on tolère beaucoup moins.

Ce qui fait que les équipes psychosociales, qui étaient très peu spécialisées, ont dû investir par rapport à cette problématique. Il est clair qu'en dix ans, il y a eu une explosion: on les retrouve pratiquement comme une autre infraction qu'on retrouve énormément. C'est toute la problématique des stupéfiants en établissement pénitentiaire où il y a aussi une sur-représentation.

Je pense que je vais essayer d'être plus claire; quand je disais que la prison c'est "nom di d'jo, que de la punition". Pour ceux qui me connaissent un peu mieux en tant que directeur de prison, je suis un peu plus humaniste.

Ce que je voulais dire, mais j'ai peut-être été un peu loin dans mes propos, c'est que c'est évidemment un temps d'arrêt. C'est avant tout une punition prononcée par la société et qui doit avoir son sens en tant que telle. Cela peut être mobilisateur d'une série de choses. En établissement pénitentiaire, il est clair que c'est de notre devoir démocratique que de faire en sorte qu'en prison, la vie *intra-muros* soit la moins différente de la vie *extra-muros*.

Bien sûr qu'on organise des activités, bien sûr qu'on organise des formations, que ce soit sous un volet occupationnel – c'est souvent le cas: le plus souvent de l'occupationnel – ou dans une idée de formation qui pourra servir à l'extérieur.

Mais ce que je voulais dire, c'est: attention! Et on l'a bien vu avec la création - vous parliez des internés, cela a l'air d'être une thématique sensible. La mise sur pied des équipes de soins, et je suis bien contente qu'elles y soient, et mon collègue aussi... Qu'on ait des psychologues, ergothérapeutes, kinésithérapeutes indépendants, qui travaillent en termes de soins, on est content de les avoir par rapport à nos internés. Mais, quelque part, on n'aurait jamais dû les engager; ils n'avaient pas leur place en prison. Ils auraient dû directement aller dans des établissements de

défense sociale. Donc, c'est une réponse par rapport à notre impuissance à appliquer la loi de défense sociale, à laquelle on n'a pas donné les moyens.

Ma réflexion par rapport à des thérapies en prison est un petit peu la même. Je n'ai pas envie, en tant que directeur de prison, si on commence à mettre sur pied des thérapies à proprement parler, lorsque je vais faire une demande de permission de sortie, parce que c'est un levier de travail et qu'il faut essayer – à un moment donné, il va retourner dans la société -, que cela serve d'argument pour me la refuser parce que, de toute façon, ça peut se faire *intra muros*. C'est en ce sens-là que je dis: attention, la prison reste avant tout un lieu d'enfermement qui peut être aussi un lieu où le détenu peut redevenir acteur et partie prenante de ce qu'il va faire de ce temps d'arrêt. Mais on ne doit pas pallier d'autres secteurs qui sont à l'extérieur.

J'espère m'être mieux fait comprendre. Je vous assure que je ne les enferme pas vingt-deux heures sur vingt-quatre. Merci.

**Engelbert Brebels:** Betreffende het zorgkader in Merksplas dat onderbezet is. Ik weet niet meer hoe ik het exact gesteld heb, maar het komt er op neer dat het voorziene zorgkader wel aanwezig is, maar dat het forensisch zorgkader nog in zijn kinderschoenen staat. Ik heb in 2009 de eerste opvoeders en ergotherapeuten zien binnenkomen. Dit is dus allemaal nog groeiende.

Dat er bij ons 350 geïnterneerden zijn, heeft ook te maken met wat dagelijks in de kranten staat, namelijk de overbevolking. Ook op de psychiatrische annexen van een aantal gevangenissen heerst er overbevolking. Bij de 'uittocht' van veroordeelden naar Tilburg hebben wij 68 bijkomende geïnterneerden opgenomen vanuit de gevangenissen van Antwerpen en Gent. 68 bijkomende patiënten, op zeer korte tijd, is niet niks. We hebben daarvoor ook bijkomende middelen gevraagd, maar – zoals dat in dit land gaat – duurt dit allemaal zeer lang.

De grond van de zaak is dat het forensisch zorgkader eigenlijk nog in zijn kinderschoenen staat.

Betreffende de PSD-equipes. In Merksplas zitten wij, na lange tijd onderbezet te zijn geweest, op dit moment min of meer op het voorziene kader. Het probleem in Merksplas is meer geografisch van aard. We krijgen namelijk een aantal mensen in huis, psychologen en maatschappelijk

assistenten, die niet onmiddellijk in de regio wonen en na verloop van benoeming na stage, proberen om dichterbij huis te gaan werken. Dit heeft dan met de ligging van Merksplas te maken.

**Werner Vanhout:** Ik kan die informatie betreffende het kader nog een beetje aanvullen, meer algemeen voor de zorg. Binnen de administratie worden wij op dit moment natuurlijk wel geconfronteerd met de gevolgen van het feit dat wij een regering in lopende zaken hebben. Bijkomende budgetten losgepeuterd krijgen voor kaderuitbreidingen is op dit moment niet erg eenvoudig. Wij krijgen ook niet heel ons jaarbudget ter beschikking, maar slechts delen ervan. Dat maakt het voeren van een personeelsbeleid niet zo evident.

Mijn collega heeft het daarnet reeds geschetst. Vooral in de regio Noorderkempen worden wij geconfronteerd met het feit dat mensen soms prefereren om aan de andere kant van de grens te gaan werken, omdat in Nederland de voorwaarden aantrekkelijker zijn, zowel op het vlak van werkuren als financieel. Dat maakt het dus niet zo evident.

Over het personeelsverloop, wat daarstraks geschetst werd, ik zou dat toch niet willen overdrijven. Wij worden inderdaad geconfronteerd met een grote turnover van personeel, maar dit heeft te maken met verschillende factoren.

Het is een feit dat als men als maatschappelijk assistent of als psycholoog begint te werken in een gevangenis, de carrièremogelijkheden niet erg uitgebreid zijn. Het is een redelijk vlakke loopbaan. Wij stellen vast dat heel wat maatschappelijk assistenten bij ons tijdens hun werk nog verder studeren en een bijkomend diploma behalen en die, om dat op een bepaalde manier te verzilveren, binnen de penitentiaire administratie weliswaar, doorgroeien naar andere functies. Die verliezen wij natuurlijk als PSD.

Hetzelfde kan gezegd worden voor psychologen. Als die bevordering willen maken, stappen zij binnen de administratie veelal over naar andere functies. En dan zijn wij ze ook weer kwijt.

Als wij echt spreken over mensen die vanwege werkdruk de dienst verlaten of echt andere horizons opzoeken, dan kan ik u zeggen dat het over een minderheid gaat, maar het gebeurt natuurlijk wel.

Op het vlak van personeel worden wij ook vooral geconfronteerd met een moeilijkheid, zowel op het

vlak van zorg als van PSD. Het is een vrouwelijke dienst. Ik moet daarin heel eerlijk. Het zijn jonge dames, die natuurlijk soms ook gezinsplannen maken. Binnen de overheid is het niet evident om personeel dat afwezig is voor een bepaalde duur, hetzij door loopbaanonderbreking, hetzij door zwangerschapsverlof, op een snelle wijze efficiënt te vervangen. De duurtijd van de procedures en vooral het feit dat wij dat via Selor moeten doen en dat die procedures zeer traag lopen maakt dat wij mensen soms pas vervangen krijgen twee à drie weken of een maand vooraleer ze effectief terug in dienst komen. Dat is dus niet zo evident en dat durft ook wel eens problemen geven.

Als wij kijken naar heel de populatie en dan kijken of wij kunnen extrapoleren wat seksuele delinquenten betreft, dan kan ik mij aansluiten bij hetgeen mevrouw Lebrun net gezegd heeft. 12, 13, 14 % seksuele delinquenten is een realistisch cijfer. Als wij alle geïnterneerden zouden weghalen uit de strafinrichtingen, dan hebben wij onmiddellijk ongeveer 1 000 plaatsen die wij bijkomend zouden kunnen invullen.

Er werd ook gevraagd of het versnipperde karakter van het werk met gedetineerden niet voor moeilijkheden zorgt. Justitie, de diensten van de Vlaamse Gemeenschap en Gezondheidszorg zijn namelijk met die gedetineerden aan het werk. Het meest eenvoudige zou natuurlijk zijn dat alles onder dezelfde noemer bij Justitie valt en dat het van op één niveau aangestuurd kan worden. Rekening houdende met de bevoegdheidsverdeling en de staatsstructuur is dat echter niet langer realistisch. Wat wij wel zeer actief doen, zijn samenwerkingsakkoorden aangaan. Als voorbeeld kan ik de SLA of Service Level Agreement met de dienst Justitiehuisen geven. Die zaken functioneren eigenlijk zeer vlot en daaromtrent hebben we weinig reden tot klagen.

Als we daarentegen over contacten met de diensten van de Gemeenschappen spreken, is de situatie niet altijd even eenvoudig. De laatste jaren zijn er heel veel mensen van de Vlaamse Gemeenschap de gevangenis binnengekomen in het kader van het strategisch plan. Zij werken ook zeer interactief met gedetineerden. We ontwikkelen allerhande activiteiten zoals opleidingen, alfabetiseringscursussen enzovoort.

Een tegenhanger als dusdanig bestaat nog niet aan de Franstalige kant, maar er worden wel al gelijkaardige initiatieven ontwikkeld en de dienst SAD is ook wel aanwezig. Ze is niet aanwezig in de mate waarin we zouden willen maar ze is er

wel. Daarmee samenwerkingsakkoorden afsluiten, is niet zo eenvoudig omdat ze via een andere filosofie werken, die volledig gebaseerd is op van vrijwilligheid: mensen moet een hulpvraag stellen. Dat is niet altijd even evident. Het gaat hier om een categorie van gedetineerden die daar liever allemaal niet mee gestoord wordt en die de PSD louter ziet als noodzaak om buiten de gevangenis te geraken en de rest is voor hen accessoire. Dat wordt wel begeleid op het niveau van de administratie van de Vlaamse Gemeenschap, waarmee we een goede samenwerking hebben, maar veel van die organisaties zijn onafhankelijke vzw's en we voelen dat de centrale administratie daar wat meer impact op zou willen hebben, wat niet evident is. Wij kunnen rechtstreeks aansturen vanuit Justitie omdat we nogal hiërarchisch georganiseerd zijn.

Aan de kant van de Vlaamse Gemeenschap is dat in het kader van het strategisch plan niet zo en dat voelen wij soms wel. Dat maakt dat vooruitgang boeken soms iets trager gaat. Ik zou daarin echter niet willen overdrijven want onoverkomelijke problemen – mijn collega's kunnen mij hier tegenspreken – komen we hier niet tegen. Het is wel dat die activiteiten redelijk nieuw zijn en dat men daar nog een weg zoekt om daar via overleg tot een gepaste samenwerking te komen.

Langs Franstalige kant ziet het er iets anders uit omdat er geen tegenhanger is van het strategisch plan. Daar wordt wel aan gewerkt, ook wat Brussel betreft. Er zijn onderhandelingen lopende. Ook daar bestaat het probleem van middelen en budgetten die daarvoor gebruikt zouden kunnen worden. Op die manier zijn we, om het zo te zeggen, allemaal in hetzelfde bedje ziek: budgetten zijn nu eenmaal eindig.

Op de vraag inzake de "prise en charge dès le début jusqu'à la fin", wil ik het volgende zeggen.. We moeten daar genuanceerd in denken. Het is een feit dat er, sinds 2007, een splitsing zorg en expertise is doorgevoerd, op basis van wettelijke bepalingen. Die houdt in dat de hoofdpdracht van de PSD adviesverlening is, naar directie, strafuitvoeringsrechtbank en Commissie Bescherming Maatschappij toe. Er zijn wel diensten actief in de gevangenis, die zich echt bezighouden met hulpverlening naar gedetineerden toe, maar die zijn niet altijd even vaak of even sterk aanwezig, zoals we het zouden wensen.

Adviesverlening gebeurt op basis van contacten met gedetineerden. We hebben veel contacten met gedetineerden, maar dat wil niet zeggen dat

we die mensen zo vaak zien als we zouden willen zien. Dit moet, spijtig genoeg, gedoseerd worden omdat we veel verslagen moeten maken op redelijk korte termijn. Ik wil niet ontkennen dat de werkdruk voor de medewerkers binnen de PSD hoog is.

Bij de penitentiaire bevolking bestaat nog vaak de perceptie dat men de psychologen en maatschappelijk assistenten die bij de PSD werken voor om het even wat kan aanschrijven. Er wordt ons ook om hulpverlening gevraagd die niet tot onze bevoegdheid behoort en waar we ook niet op kunnen antwoorden om onze hoofdpdracht niet in gevaar te brengen.

Dit voelen we zeer sterk, vooral in de gevangenissen in Brussel omdat dit arresthuizen zijn waar veel verloop van gedetineerden is. Ik kan niet tegenspreken dat dit daar wel gevolgen heeft. We zijn nu eenmaal verplicht om ons, met de middelen die we hebben, te concentreren op onze hoofdtaken. Maar wij zijn steeds vragende partij om meer mensen van externe ondersteunende diensten in de inrichting te krijgen en zo op concrete hulpvragen van gedetineerden te kunnen antwoorden.

Nu doen wij vooral aan eerstelijnsopvang, waarbij de vraag wordt uitgezuiverd. Vanaf we zeker zijn dat we de persoon in kwestie niet kunnen opnemen, omdat de vraag niet tot onze opdracht behoort, proberen we om die persoon door te verwijzen naar de gepaste dienst die hun een antwoord kan geven. Op dat moment wordt het vaak heel stil, omdat dat gepaste antwoord niet onmiddellijk of binnen een redelijke termijn kan komen. De eerlijkheid gebiedt mij om dit ook te vertellen.

**Benoît Marghem:** Je vais essayer de ne pas redire ce qui a été dit. Mais c'est vrai que tout s'imbrique et c'est un peu compliqué.

Il y avait une question qui avait été posée par rapport aux difficultés de l'expertise et de l'avis. Au niveau des services psychosociaux, il faut bien comprendre que le travail est éminemment difficile et qu'il n'a pas beaucoup d'attrait pour des psychologues ou des assistants sociaux dont l'engagement dans des processus universitaires, c'est-à-dire dans des études, n'est peut-être pas orienté vers l'expertise. On remarque qu'on fait à peu près une voire deux séances de recrutement par an pour essayer de mobiliser des jeunes psychologues et des assistants sociaux pour qu'ils rejoignent nos services.

Outre cela, outre leurs compétences *princeps* – c'est-à-dire leur compétence de diplôme –, on organise en interne et on leur demande d'aller s'inscrire en externe dans des formations. On a des formations de base. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le travail d'expertise est vaste. Outre la qualité de l'expertise – pour un psychologue l'aspect psychologique, pour l'assistant social l'aspect social –, doivent s'adjoindre des compétences je dirais criminologiques voire psychiatriques, en tout cas des compétences légales pour bien manier la loi. Donc cette formation de base essaye de répondre à ces manquements – je les appelle manquements, mais ce n'en sont pas, vu qu'en fait ça n'a jamais été pris en compte de manière globale, dans le cadre du cursus pour des personnes qui auraient seulement comme diplôme psychologue ou assistant social.

Il y a une formation de base. Il y a aussi une formation spécifique qui est organisée en collaboration avec l'UPPL en tout cas pour ce qui est de la Wallonie et de temps à autres avec le CAB, qui concerne la prise en charge des auteurs d'infraction à caractère sexuel, et dont le but est que le personnel du service psychosocial soit assimilé, voire accrédité, donc ait cette possibilité de prendre en charge les délinquants sexuels. À l'origine de ça, se trouvait la volonté – et ça dépend des accords de coopération – d'avoir le même langage au niveau professionnel. Enfin, nombre de psychologues et nombre d'assistants sociaux s'inscrivent dans des processus de troisième cycle ou dans des formations ponctuelles qui sont organisées par les différents services à l'extérieur.

On est donc particulièrement attentif au fait que les personnes soient formées. Ce qui est "une arme à double tranchant", puisque cela permet aussi d'acquérir toute une série d'informations et peut-être, après coup, de voler de ses propres ailes si, en effet, il n'y avait pas dès le départ cette volonté ou cette option – qui peut avancer ou qui peut changer au fur et à mesure du temps – de vouloir s'engager dans un processus d'évaluation en milieu carcéral... Il faut savoir que le milieu a aussi son impact par rapport au fait que les gens restent ou ne restent pas pour aborder aussi une partie du *turn-over*. Le *turn-over* est souvent lié aussi au fait que ce sont des aménagements de temps de travail. Pas spécialement un renouvellement complet, mais les personnes après un certain temps se disent qu'avoir une activité complémentaire dans un domaine qui serait périphérique, le domaine de l'évaluation, peut les aider, et leur donner une "plus-value" par

rapport à l'option et par rapport au travail à effectuer.

Pour rebondir par rapport ce que j'ai dit en "slogan" – c'est vrai que ça avait l'air d'être un slogan, mais ça ne l'était pas dans mes propos... c'était simplement pour montrer que notre travail se démarque du travail que, populairement, on entend du travail d'expertise mandaté par un juge, qui est un travail plutôt de *one-shot*, c'est-à-dire un ou deux entretiens. Non, notre travail est en fait un travail je dirais longitudinal.

Il prend en compte tous les aspects de l'incarcération, bien sûr en commençant par le premier: l'entrée dans la détention et bien entendu la sortie.

C'est assez délicat d'essayer de quantifier, d'évaluer combien de temps cela peut prendre parce que cela dépend de différents facteurs. Cela dépend, d'une part, de la peine de l'intéressé; si l'on a affaire à quelqu'un qui est condamné pour trois ans et qui, s'il y a eu arrestation immédiate, va être là pour trois mois, c'est différent de quelqu'un qui vient d'entrer en détention préventive ou qui vient d'être condamné à une peine de 20 ans.

Toutefois, on peut finalement quantifier des grandes périodes. La période d'accueil est une période qui comprend, je dirais, une dizaine d'entretiens. La période d'évaluation en tant que telle, c'est-à-dire une évaluation ponctuelle qui doit s'inscrire dans le cadre d'une évaluation longitudinale sur l'ensemble de la détention, est souvent considérée comme une période de six mois, à raison d'un entretien par semaine. Aux entretiens, s'ajoute la passation de *testing* et donc, si on peut quantifier les choses, c'est un peu de ce style-là. Après l'évaluation en tant que moment important, il y a l'évaluation continue qui s'effectue et qui est conditionnée, d'une part, par les avis à rendre en regard des modalités d'exécution de la peine, mais aussi par les sorties dont il est important d'avoir des *feedbacks*.

C'est donc difficile de vous donner un chiffre minimal et même un chiffre maximal avec tous ces éléments-là. L'idée est, bien sûr, que le service psychosocial fait en sorte qu'il n'y ait pas d'oubli, c'est-à-dire que personne ne soit oublié dans la prison, et de répondre au fait que, dans un processus de mobilisation, il faut aussi éviter que certaines personnes essaient de se faire oublier, de faire qu'on ne prenne pas en compte leur demande ou l'inexistence de leur demande.

Par rapport aux statistiques, le SPS plaide effectivement pour un travail d'information. Il est clair que – et je vais essayer de répondre à la question sur la récidive –, en termes de récidive, les seules informations que nous ayons actuellement, sont des informations sur la récidive légale qui ne donnent qu'une information juridique et qui ne donnent pas une information clinique, voire criminologique sur les caractéristiques des récidives: quelles sortes, dans quel temps et quelles personnes.

Ces informations, nous sommes obligés, d'une part, d'aller les chercher, soit dans les études dont on se rend compte de la difficulté qu'il y a à les faire, soit d'aller les chercher dans nos dossiers comme le fait Mme la directrice, soit de consulter la Direction de la gestion de la détention (DGD, anciennement le service des cas individuels). Pour cela, nous avons quand même des personnes qui, en plus de leur travail d'évaluation, s'intéressent à essayer, mais tant que faire se peut, et cela répond aussi à cette nécessité pour nous de regrouper ces informations.

D'autre part, nous aimerions bien aussi être plus structurellement soutenus et essayer d'avoir des informations. Nous avons une masse d'informations importantes, qu'elles soient pénales, criminologiques mais testologiques, qui nous permettent d'entrer dans des processus de validation de tests que nous utilisons.

La plupart des outils qu'on utilise pour les tests en regard de l'évaluation du risque de récidive sont faits sur des populations qui ne sont pas spécifiques à notre population. On est donc obligé d'avoir ce référentiel. On essaie par l'accueil de certains étudiants pour des mémoires, par l'intérêt qu'ont certains psychologues, voire assistants sociaux, d'assister à ce genre de choses mais c'est, je dirais, en plus du travail. Néanmoins, c'est important pour nous car on s'inscrit dans un référentiel scientifique, qui vient de l'extérieur de manière internationale et de manière forte. Il est impossible pour nous d'effectuer des études sur des cohortes de 20 000 personnes. Quand on a des cohortes, cela demande des mois et des mois pour essayer de réunir ces informations.

On plaide donc pour avoir ces informations. On plaide pour que l'administration nous aide et apporte un soutien statistique.

Il faut savoir aussi que l'impact de ces informations sur l'abord d'utilisation psychologique en termes d'outils doit entrer dans les processus d'anonymisation, surtout pour les tests. C'est

important. On a besoin d'aide, en tout cas des universités, voire des centres de recherche. Cela existe déjà mais n'est structurellement pas organisé. En tout cas, je pense qu'il faut y réfléchir et que c'est important.

Toutefois, une fois qu'on a les éléments statistiques, on doit être particulièrement attentif à leur utilisation et à leur interprétation.

Je ne sais pas si je parviendrai à répondre à votre question qui est intéressante et interpellante. Ce que je peux dire, par rapport à ces études – je faisais référence aux études de Hanson mais je peux faire référence à d'autres études et même des petites études belges –, c'est qu'elles nous donnent, à nous cliniciens, de grandes indications. Ces indications nous permettent d'envisager un processus d'évaluation qui sera adapté par rapport à ces évaluations. De manière claire, ces études nous permettent d'attribuer des degrés de risque, c'est-à-dire des degrés de focalisation sur certains thèmes. Mais on ne peut pas dire que si l'on constate dans une étude que les infractions à caractère sexuel intrafamilial sont moins récidivantes que les infractions à caractère sexuel extrafamilial, ce n'est pas pour cela qu'on ne doit pas s'intéresser à l'individualité de la personne qui, peut-être, correspondra au profil des personnes qui ont été prises en compte dans l'étude mais qui pourraient s'en démarquer sur certains aspects.

Ce sont des guides qu'on doit utiliser mais on doit être prudent et on doit toujours se dire que finalement on reste dans un processus qui est évolutif. Si l'humain est évolutif, l'aspect scientifique et l'aspect d'étude est tout aussi évolutif. Ce qui est connu maintenant le sera peut-être différemment demain.

On est finalement dans une appréciation éminemment relative et pas dans l'absolu. J'espère que cela vous éclaire quelque peu. Selon un article, le problème de la récidive paraît un problème simple mais il est d'une terrible complexité. Cela ne veut pas dire qu'il faille le mettre de côté. Il faut s'en saisir à bras-le-corps mais il faut apporter toutes les nuances nécessaires pour œuvrer à bon escient. C'est comme tous les outils, notamment les statistiques: il ne faut pas leur faire dire ce qu'elles ne disent pas, ni les utiliser parce qu'on voudrait bien qu'elles disent ce que nous voulons entendre.

**La présidente:** Je vais d'abord passer la parole à M. Van Hecke, qui a une question. Je parlerai après. Si vous avez encore quelque chose à nous

expliquer, vous pourrez toujours le faire après avoir répondu.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Er is veel gesproken over het kunnen inschatten van een gevarensituatie van een risicotaxatie en ik heb de indruk dat men dat veeleer doet naar het einde toe van de strafvoering. Ik vraag mij af of het niet nuttiger zou zijn dat men dit vroeger doet, bijvoorbeeld voor de zaak behandeld wordt of helemaal in het begin, wanneer iemand de gevangenis ingaat, om te kijken welk traject er afgelegd moet worden. Zou dit geen efficiëntere manier van werken zijn? Graag had ik hieromtrent uw mening gehad.

**La présidente:** Nous avons voté énormément de réformes entre 2003 et 2007. Toutes les lois existent, etc. nous savons qu'elles sont loin d'être opérationnelles et je ne vous demande pas de faire une évaluation de chacune d'entre elles. Estimez-vous que l'arsenal législatif est suffisant aujourd'hui ou avez-vous encore des suggestions de cet ordre, qui seraient intéressantes pour nous? Vous pourrez vous exprimer tour à tour.

**Benoît Marghem:** Madame la présidente, il est évident – je n'ai peut-être pas été suffisamment précis dans ce que j'indiquais – que l'accueil tel qu'il est pris en charge par le service psychosocial comprend en lui-même une première évaluation, qui n'est peut-être pas l'évaluation globale, qui aboutira à un processus de modalité d'exécution de la peine. Mais on est à l'écoute des besoins de l'intéressé, de sa situation sociale, de ses difficultés. Dans quelle mesure le temps passé en prison pourra-t-il être mis à profit pour envisager ces axes-là? C'est dans cette optique que nous travaillons.

Eu égard à l'évaluation du travail psychosocial en milieu carcéral, nous n'avons pas en place – ce serait compliqué - de processus évaluatifs en ce qui concerne les expertises et les évaluations que nous effectuons. Nous ignorons même l'impact que cela peut avoir. Sur le terrain, selon une des évaluations faites, nous entrevoyons dans la prise en charge, avec les points mis en exergue (les éléments positifs, les éléments négatifs), une participation plus ou moins active et plus ou moins prononcée au fil du temps, ce qui nous sert de fil conducteur par rapport à l'évaluation effectuée. Mais de manière structurelle et de manière programmée, nous n'avons pas de questionnaires. Il en existe par rapport à des prises en charge thérapeutiques pour cibler les avancées.

On s'en inspire, d'une certaine manière, dans le processus d'évaluation longitudinale pour voir quelles sont les avancées et quels sont les reculs et ce qu'on peut modifier par rapport au travail et à l'évaluation qu'on effectue, l'impact que ça peut avoir et que la prison peut aussi avoir sur la personne.

On ne l'a pas abordé, mais ce sont aussi des choses qui doivent être prises en compte: impact positif, mais aussi impact négatif. Le fil conducteur serait l'évaluation au fur et à mesure, qui nous indique et nous donne des éléments dont l'intéressé peut se servir et dont le décideur doit avoir connaissance pour appuyer son avis.

**Valérie Lebrun:** Madame la présidente, je voudrais revenir sur le SPS afin de donner mon point de vue en tant que directeur de prison.

Je tiens à signaler qu'il y a un interlocuteur qui devrait intervenir de façon importante dans les prisons et qui a été remis en évidence par la loi de principe, ce sont les Communautés.

Il y a très clairement un problème de moyens au niveau des Communautés, en tout cas, du côté francophone, raison pour laquelle on a peu de répondant.

Attention: il y a des services d'aide aux détenus qui font un travail formidable, mais on peut constater qu'ils sont dans l'impossibilité en termes de moyens de répondre à ce qu'on leur demande.

Cet aspect est important car il ne faut pas demander au SPS de faire ce qui est de la compétence des Communautés. On vit dans un pays compliqué. Ce n'est pas à vous que je dois le dire.

J'aimerais revenir sur le SPS. Il est clair que l'idéal est le suivant: le SPS vous prend en charge du début jusqu'à la fin. Tout va bien!

En tant que directeur de prison, je constate des pratiques extrêmement différentes entre ce que j'ai vécu en maison d'arrêt à la prison de Mons et à la prison de Namur et ce que je vis maintenant dans une grosse maison de peine comme la prison d'Ittre. Je m'explique. Il est très clair que, lorsque l'on travaille en maison d'arrêt, dès le début du processus, la personne est prise en charge et est accueillie à son entrée par l'assistant social. Et un lien continuera à exister jusqu'à la condamnation. Si tout va bien, l'intéressé sera peut-être classifié en maison de peine dans cet

établissement. Tout un travail et un contact préalables existent. De plus, toute une série d'effets pervers qui peuvent se produire par rapport à la détention peuvent être pris en charge en collaboration avec le service d'aide. On constate une plus grande stabilité des équipes SPS dans ce genre d'établissement.

En revanche, dans le cadre de ma pratique en maison pour peine, je constate que les services psychosociaux, réceptionnent des détenus classifiés, donc condamnés définitifs d'autres établissements. Plusieurs mois peuvent s'écouler avant leur arrivée. Et quand ils arrivent, ils sont déjà en date d'admissibilité aux permissions de sortie, aux congés pénitentiaires. Ils introduisent des demandes ou des demandes ont été introduites, mais pas encore traitées par les maisons d'arrêt. À un moment donné, il peut y avoir un sentiment de ne servir que de "boîte à expertises", ce qui peut être à l'origine de l'épuisement des personnes parce que des délais légaux ont été imposés par la loi sur le statut juridique externe et selon lesquels il faut rendre un rapport dans tel ou tel délai, etc. Ces éléments peuvent contribuer à une véritable saturation. Cela pose question quand on décide, au niveau du politique, de la construction de nouvelles prisons. En effet, si on construit de nouvelles prisons qui sont des maisons de peine, on accélérera ce phénomène. Il faut en être conscient.

Tout accompagnement qui aura été fait sera perdu et vous allez renvoyer vers des équipes psychosociales qui seront véritablement fixées sur l'expertise. Voilà une réflexion que je voulais faire.

Autre point important, vous avez voté plein de lois portant sur le statut juridique externe des détenus, ce qui a été selon moi une grande avancée au niveau pénitentiaire. Il y a la loi de principes: je ne vous cacherai pas que c'est un fiasco. Mon Dieu, cela fait combien d'années qu'on en parle de cette loi de principes et elle n'est toujours pas d'application à cent pour cent sur le terrain, si ce n'est pour tout ce qui concerne la sécurité. Pour tout ce qui concerne les mesures d'ordre et de sécurité, ne vous inquiétez pas, on se les est bien appropriées et on a mis sur pied des gestions pénitentiaires, mais tout le reste n'est toujours pas d'application. Le volet disciplinaire ne va pas tarder à sortir mais de nouveau, on est dans les mêmes perspectives.

Au sujet de loi sur le statut juridique externe des détenus, cela me permet de rebondir sur le SPS. À un moment donné, ce dernier arrive à saturation parce qu'on ne lui laisse plus la latitude, comme

aux directeurs, d'évaluer quels sont les éléments dont il a besoin pour prendre ses décisions. Et je m'explique au sujet de la loi sur le statut juridique externe: la loi prévoit que le directeur peut demander un avis SPS, ce que j'interprète comme n'étant pas obligatoire. Je voudrais bien savoir quel directeur de prison oserait déposer un avis en matière de permission de sortie et de congé sans avis psychosocial.

Et même lorsque nous remplissons ce que nous appelons dans notre jargon l'annexe 2 et qu'on estime que nous n'avons pas besoin de certains éléments parce que nous avons tout de même le dossier, le casier judiciaire, le dossier d'écrou et des informations qui peuvent nous apparaître suffisantes, parce qu'on connaît le gars, parce qu'il y a eu des allers-retours, révocation de libération conditionnelle ou que sais-je, le décideur peut nous dire qu'il lui faut A, B, C, D, E, F, G, H en plus. Donc, de facto, quelque chose qui était laissé à notre appréciation et à celle du SPS central nous échappe totalement.

Pour moi, le plus gros problème de la loi sur le statut juridique externe est ce système hybride – mais ça, c'est la Belgique – dans lequel nous avons les congés et les PS qui sont de la compétence de l'autorité administrative et la libération conditionnelle, la libération provisoire en vue d'éloignement, la SE et la détention limitée qui sont de la compétence du tribunal d'application des peines, et parfois avec deux logiques différentes. L'intérêt, car il y en a un, c'est qu'avoir deux interlocuteurs différents permet d'aller vers une autre logique, justement. Quand il existe un blocage, l'autre interlocuteur peut voir les choses autrement. Il ne faut donc pas voir exclusivement les aspects négatifs.

Je sais que la loi avait prévu le fameux article 59 qui peut permettre en partie de débloquer les dossiers mais qui est interprété de façon extrêmement différente par les tribunaux d'application des peines, ce qui fait qu'à un moment donné, dans le paysage pénitentiaire - ne riez pas! - les détenus savent très bien vers quel établissement se diriger pour passer devant quel TAP en fonction de telle difficulté que l'on peut avoir dans le dossier. Je ne vous cacherais pas que le directeur peut être aussi tenté, mais heureusement nous avons une déontologie, de réfléchir dans ce sens-là en termes de gestion de la détention.

Par contre, là où je suis contente que la loi sur le statut juridique externe des détenus n'a jamais été mise d'application, c'est pour les peines de moins

de trois ans. Il y a une étude extraordinaire qui a été faite par nos deux pauvres statisticiens de l'administration pénitentiaire qui a montré que, si on devait gérer les libérations provisoires sous l'angle du JAP (juge d'application des peines), avec vraiment le scénario parfait, à savoir que, à l'issue de la procédure, il y a libération automatique, comme le fait le directeur, vous avez déjà un rallongement du stock pénitentiaire tout à fait catastrophique en termes de surpopulation et de coût budgétaire. Je n'ai pas pris les chiffres mais si cela vous intéresse, nous pouvons toujours vous faire parvenir cette étude parce que cela donne véritablement froid dans le dos.

**Engelbert Brebels:** Er werd de vraag gesteld waarom niet werken vanaf dag 1 rond ingeschatte gevaarlijkheid en perspectieven inzake reclassering voor geïnterneerden. Betreffende de geïnterneerden van Merksplas, is het zo dat men inderdaad op een nieuwkomersproject waar alle inkomende geïnterneerden multidisciplinair gescreend worden terecht komt en dat de observatie en de onderzoeken die dan gebeuren, gaan bepalen op welke afdeling de man zal terecht komen binnen Merksplas. Zo hebben wij bepaalde afdelingen waarvan we zeggen dat daar de hoge risico personen verblijven, waarvan we reeds na een maand beseffen dat we die de volgende jaren nergens kwijt gaan kunnen omdat we niet over de juiste voorzieningen beschikken. Dat is ook het doelpubliek van forensisch psychiatrische centra zoals degenen die in Antwerpen en Gent moeten komen. Dit ligt bij geïnterneerden toch anders dan bij veroordeelden.

**Werner Vanhout:** Ik kan alleen maar akkoord gaan met datgene dat mijn collega mevrouw Lebrun gezegd heeft. Als de strafuitvoeringsrechtbank of de strafuitvoeringsrechter ook bevoegd zou worden voor dossiers onder drie jaar, zal niet enkel ons bevolkingsaantal enorm stijgen, maar zal ook de PSD meer adviezen moeten genereren dan dat tot nu toe het geval is, wat met de huidige personeelsbezetting niet mogelijk is. Wil men die categorie van gedetineerden toch tijdig de inrichting doen verlaten, zal dit een extra input van personeel vergen.

De vraag, waarop ik verder op wil antwoorden, betreft de opvolging en begeleiding van gedetineerden die strafeinde doen. Ik kan u garanderen dat zij niet zomaar worden vrijgesteld wanneer hun straf is afgelopen, maar dat de vrijlating wordt voorbereid. Gelukkig hebben we de mogelijkheid om, als we zeker zijn dat die persoon

op strafeinde zal afstevenen, om daar uitgangspersmissies voor aan te vragen met als doel die persoon toe te laten zijn vrijheidstelling concreet voor te bereiden. Deze permissies aanvragen lukt meestal. Indien dat praktisch gezien niet door kan gaan, omdat de risico's op het plegen van nieuwe feiten te hoog zijn, bereidt men dat op een andere wijze intern voor.

Indien voor categorieën van gedetineerden een terbeschikkingstelling van de regering bijkomend is uitgesproken en wij merken dat die persoon afstevent of strafeinde, maar de risico's wat betreft herval te hoog zijn en zijn reclassering niet in orde gebracht kan worden, hebben we nog de juridische mogelijkheid om die terbeschikkingstelling in uitvoering te laten gaan. Dat laat ons toe om, als het risico zeer hoog is, deze personen binnen de inrichting te houden, niettegenstaande hun formeel opgelegde straf is afgelopen. Op dat ogenblik begint die terbeschikkingstelling te lopen. Dit is echter niet in alle dossiers zo. Spijtig genoeg komt het voor dat personen strafeinde bereiken en dat ze op die manier buiten komen, maar deze categorie is echter zeer beperkt.

Ik kom nu tot de wet externe rechtspositie, vooral voor kortgestraften. Met kortgestraften bedoel ik mensen die een straf hebben gekregen tot ongeveer vijf jaar. Zij hebben vaak al een serieus parcours in een arresthuis achter de rug. Zij zijn al geruime tijd voorlopig aangehouden geweest.

Zij worden op een bepaald moment definitief veroordeeld. Dan wordt de duurtijd van de voorlopige hechtenis afgetrokken van de straf die zij nog moeten uitzitten.

Dat impliceert dat die mensen vaak haast onmiddellijk aan de toelaatbaarheidsvoorwaarden voldoen om een uitgangsvergunning, of vooral verlof, aan te vragen.

Dat wil zeggen dat de dienst dan zeer snel moet werken om toch in adviesverlening te voorzien die toelaat dat de directie advies geeft en dat de bevoegde diensten of de strafuitvoeringsrechtbank een beslissing kunnen nemen.

Ik wil dus duidelijk maken dat die termijnen wel degelijk kort zijn.

Onder de vroegere regelgeving, de vroegere wet voorwaardelijke invrijheidsstelling uit 1998, bestond intern de mogelijkheid, bijvoorbeeld als wij een dossier niet klaar achtten of als het om bepaalde redenen te vroeg was, als er nog

onderzoeken moesten plaatsvinden, om een dossier uit te stellen.

De wetgever heeft er echter voor geopteerd te stellen dat het gaat om rechten die toegekend móeten worden, behalve als er contra-indicaties zijn. De filosofie werd dus voor een stuk omgedraaid. Praktisch betekent dat wel dat de mogelijkheid van uitstel weggevallen is. Een advies móet klaar liggen, op een bepaald moment, en dan niet een "rapport de carence", zoals wij in ons jargon zeggen, wat wil zeggen dat wij vaststellen dat we nog niet klaar zijn. Dat kan niet, want we zouden geconfronteerd kunnen worden met dwangsommen, als het rapport niet op tijd ingediend wordt. Het gaat dus wel degelijk om een volledig advies waarin een duidelijk standpunt wordt ingenomen. Dat maakt dat het niet altijd evident om werken is.

De indruk kan ontstaan dat we bandwerk aan het leveren zijn omdat we de ene gedetineerde na de andere moeten zien. Vooral in inrichtingen waar gewerkt wordt met kortgestraften, kan ik dat niet ontkennen. Dat is een objectieve vaststelling die gemaakt kan worden.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik wil een bijkomende vraag stellen over de terbeschikkingstelling van de regering en de manier waarop jullie dat dossier voorbereiden.

U ziet het strafeinde dus aankomen. Hoe ver op voorhand moet u de vraag stellen, of de beslissing voorbereiden om effectief die terbeschikkingstelling uit te voeren? Moet die finale beslissing ook genomen worden voor de laatste dag van de straf? Of kan dat eventueel wat later zijn, nadat iemand vrijgekomen is. Hoe verloopt dat precies in de praktijk?

**Werner Vanhout**: In de praktijk stellen we vast dat het strafeinde eraan komt, dat er problemen zijn met de reclassering en dat er een hoog risico voor de samenleving is, met andere woorden een hoog risico op het plegen van nieuwe feiten. Zes maanden voor het strafeinde wordt er door mijn dienst een rapport opgemaakt dat naar de directie gaat. Vervolgens maakt de directie ook een verslag op, waarna het geheel naar de directie detentiebeheer in Brussel wordt gestuurd. Dan wordt er voor de datum van strafeinde beslist of die terbeschikkingstelling intern (in de gevangenis) gaat lopen, of dat die persoon toch vrijgesteld kan worden onder voorwaarden. Wanneer die voorwaarden niet gerespecteerd worden, komt die persoon natuurlijk terug in de gevangenis terecht. Het kan dus zijn dat iemand die vrijgesteld is op

proef en de voorwaarden niet naleeft, zijn terbeschikkingstelling binnen moet uitvoeren.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik heb twee vragen in verband met de terbeschikkingstelling van de regering. Ten eerste, bestaan er cijfers over het aantal zaken die lopende zijn? Ten tweede, wat is de procedure eenmaal iemand ter beschikking is gesteld, dat men het laat vallen? Van wie en wat hangt hij dan af?

**Werner Vanhout**: Die cijfers moet ik navragen, die kan ik u niet uit het blote hoofd geven. We zullen de vraag van de heer Deltendre – wiens naam vandaag al herhaaldelijk is gevallen – voorleggen. Als er cijfers beschikbaar zijn zullen we die via de voorzitter onmiddellijk meedelen.

Over die procedure kan ik zeggen dat iemand opgevolgd wordt tijdens zijn terbeschikkingstelling. Er is daar controle op.

**Renaat Landuyt** (sp.a): In afwachting van het van kracht zijn van de wet, is het behoorlijk onrustwekkend als u niet weet ...

**Werner Vanhout**: Jawel, we weten het wel.

**Valérie Lebrun**: Je peux quand même vous expliquer un petit peu. Quelqu'un qui est donc condamné à une peine normale et est mis à la disposition du gouvernement pourrait très bien être libéré par le tribunal d'application des peines. Sinon, six mois avant, comme on l'a expliqué, il faut nécessairement l'avis d'un psychiatre. De toute façon, après, c'est un arrêté ministériel. Et puis, toutes les modalités d'exécution de la peine sont possibles.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Cela, je l'ai compris.

Op een bepaald moment wordt op grond van een psychiatrisch verslag beslist dat de terbeschikkingstelling in werking zou moeten worden gesteld.

Nadat de terbeschikkingstelling volgens de juiste procedures in werking is gesteld, wie volgt het dossier dan op en op welke manier wordt het opgevolgd? Wanneer gaat de betrokkene uit het systeem? Wat wordt met de betrokkenen gedaan?

Dat is mij niet duidelijk.

**Werner Vanhout**: De betrokkene wordt volgens mij door het justitiehuis gevolgd, wanneer hij wordt vrijgesteld en de instelling heeft verlaten. Wanneer

de terbeschikkingstelling intern gebeurt, wordt hij door onze dienst gevolgd. Ik had niet begrepen dat u het aldus bedoelde. Hij wordt intern door de PSD nader gevolgd, afhankelijk van – dit is te moeilijk om nu uit te leggen – de duurtijd van de terbeschikkingstelling. De periode waarin hij de opheffing van de maatregel van terbeschikkingstelling kan vragen, hangt daarvan af. De periodes lopen in principe vijf jaar.

Er zijn echter reguliere tijdstippen. De gedetineerde weet dat. Wanneer hij de opheffing van de maatregel kan vragen, wordt er opnieuw een verslag gemaakt. Indien de penitentiaire administratie, de PSD met psychiater en de directie oordelen dat de risicofactoren op het moment dat de maatregel in gang werd gezet, nog steeds aanwezig zijn, dan blijft de betrokkene zitten.

Hij kan echter periodiek opnieuw de invrijheidstelling vragen. Ze wordt aan de minister van Justitie gevraagd.

Zodra de uitgesproken periode van terbeschikkingstelling is afgelopen, kunnen wij de betrokkene niet langer vasthouden. Indien wij toch merken dat er ter zake een ernstig risico is en de betrokkene een gevaar vormt dat wij niet verantwoord achten, dan kunnen wij proberen via de vrederechter een procedure tot collocatie op te starten en de betrokkene op die manier in een psychiatrische instelling te laten opnemen. Dat is het laatste redmiddel dat wij bij manier van spreken hebben.

Echter, eens de door de rechtbank opgelegde straf is afgelopen, kunnen wij de betrokkene natuurlijk niet langer vasthouden.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): U zegt dat ieder dossier waarin de terbeschikkingstelling van de regering is uitgesproken, op een bepaald ogenblik na het einde van de straf is geëvalueerd.

**Werner Vanhout**: De evaluatie gebeurt niet na maar vóór het einde van de straf. Er is de verplichte interventie van een psychiater. Dat is wettelijk bepaald. Ik zeg PSD-advies, omdat de psychiater integraal deel van de psychosociale dienst uitmaakt.

Indien echter wordt beslist de TBR niet in de inrichting te laten lopen – de maatregel kan ook zijn dat de betrokkene onder voorwaarden wordt vrijgelaten –, zijn alle, andere strafuitvoeringsmodaliteiten, zoals de strafuitvoeringsrechtbank, mogelijk.

*La réunion publique de commission est suspendue de 16.54 heures à 17.10 heures. De openbare commissievergadering wordt geschorst van 16.54 uur tot 17.10 uur.*

**Audition de Mme Annie Devos, directrice générale des Maisons de justice, SPF Justice**  
**Hoorzitting met mevrouw Annie Devos, directeur-generaal Justitiehuzen, FOD Justitie**

La **présidente**: Nous allons reprendre nos travaux, avec Mme Annie Devos, directrice générale des maisons de justice.

Je pense que vous nous avez préparé une présentation. Je vous cède donc la parole.

**Annie Devos**: Madame la présidente, je tiens à remercier la commission d'associer les maisons de justice à leurs travaux. Les maisons de justice existent depuis 1999. C'est une relativement jeune institution dans le paysage judiciaire belge.

Avant de répondre ou de tenter de répondre aux questions plus précises qui m'ont été posées par la présidente, je vais d'abord retracer le cadre général dans lequel travaillent les maisons de justice de façon à pouvoir positionner notre action au plan fédéral.

La DG des maisons de justice assure l'accompagnement judiciaire et la surveillance d'auteurs d'infractions à la demande des autorités judiciaires et/ou administratives – les directeurs de prison en particulier.

En vue de prévenir la récidive, on travaille dans le cadre de la libération conditionnelle, des alternatives à la détention préventive, des peines de travail autonome, de la probation, de la défense sociale. Tous ces cadres légaux vous sont bien connus et sont pris en charge par les maisons de justice. Nous intervenons dans le cadre de la médiation pénale.

On travaille également au niveau de l'accueil et de l'information, l'assistance et l'orientation des victimes, plus précisément dans le cadre des services accueil des victimes près les parquets. J'y reviendrai plus précisément tout à l'heure.

Nous nous occupons de l'information et l'orientation éventuelle de citoyens impliqués dans un conflit ou confrontés à une procédure judiciaire. Il s'agit là de l'accueil social de première ligne visant à donner une première information aux justiciables afin de trouver une orientation.

Nous mettons à disposition des autorités judiciaires et/ou administratives de l'information nécessaire à la prise de décision. Nous sommes dans le volet enquête des différentes missions dont je vous ai parlé que ce soit au niveau pénal ou au niveau civil.

Et enfin, nous soutenons une politique cohérente concernant les alternatives en termes de gestion des conflits et sanctions, peines de travail autonome. En 2002, nous en avons eu 500. L'année dernière, 12 000. Il est très clair que cela demande un énorme investissement. Évidemment, le travail fait est un travail social sous mandat dans le cadre de la justice. Cela veut dire qu'on fait un travail social qui s'appuie sur des principes déontologiques et méthodologiques spécifiques au travail social sous mandat.

En termes de vision, je soulignerai quelques points qui me paraissent essentiels pour la commission. La vision au niveau des maisons de justice est de contribuer activement à une justice humaine et accessible dans laquelle la responsabilisation du justiciable prime.

Les maisons de justice sont un héritage de l'affaire Dutroux. Appelons un chat, un chat!

C'est une décision du gouvernement prise le 30 août 1996 où l'objectif assigné aux maisons de justice est de rendre la justice plus accessible, plus humaine et plus efficace.

Nous le faisons à travers la responsabilisation, c'est-à-dire partir des ressources du justiciable, voir avec lui quelles sont ses potentialités pour pouvoir retrouver sa place dans la société tout en travaillant bien entendu dans une perspective d'évitement de la récidive.

À partir de notre expérience, nous souhaitons être un interlocuteur privilégié pour le ministre et différents acteurs dans les domaines qui relèvent de notre compétence. On assiste par exemple aujourd'hui à un shopping que, peut-être, vous ne connaissez pas, mais qui a des conséquences. Quand on prononce une peine de travail autonome, que l'on met à exécution la peine subsidiaire de la peine de travail autonome, on arrive en prison, où l'on reçoit une interruption de peine en vue de l'octroi d'un bracelet électronique. Cela signifie que l'on assiste à une forme de shopping. C'est un des effets pervers que l'on découvre et qu'il faut pouvoir faire remonter et vers le législateur, et vers les autorités judiciaires, vers les autorités mandantes, de façon à obtenir

une information un peu plus étayée des effets de la politique. C'est un aspect sur lequel on peut apporter beaucoup d'informations.

Je vous ai dit que la politique volontaire de partenariat structuré avec toutes les parties concernées s'appliquait, en particulier, aux peines de travail autonome, où l'on tourne aux environs des 10 000 à 12 000 en base annuelle, en étant partis d'à peine 500 il y a dix ans. Cela demande un effort énorme au niveau de la société.

Nous voulons également être une organisation innovante et transparente, centrée sur les résultats. Nous avons réalisé, au sein de notre organisation, ce que l'on appelle un "Business Process Reengineering" qui a pris quatre ans. Cela nous a permis d'élaborer une mesure de la charge de travail. Nous nous sommes également donnés des outils de gestion pour pouvoir travailler sur tous les mandats qui nous sont échus. À cet égard, je souhaite préciser que nous travaillons avec à peu près 70 000 justiciables en base annuelle pour un peu moins de 1 200 personnes à la direction générale.

On parle beaucoup du retard dans l'exécution des peines, en particulier en surveillance électronique et en peines de travail autonome. Je voudrais quand même signaler que, sur le plan de l'"achterstand", on tourne autour de 3 500 à 4 500 dossiers, sur 70 000 par an. Nous n'avons pas la possibilité de classer sans suite; on doit exécuter toutes les missions qui nous sont confiées. Ceci veut dire qu'il y aurait vraiment beaucoup de nuances à apporter sur l'inexécution des peines, en tout cas en ce qui concerne ce qui est confié aux maisons de justice. Mais c'est un autre débat.

Nous souhaitons également poursuivre, pour nos missions, le développement d'une méthodologie et d'une déontologie claires, étayées scientifiquement, afin d'établir un équilibre entre les intérêts individuels des personnes qui nous sont confiées, ceux de la société en termes de sécurité, mais qui sont conformes aux droits fondamentaux des personnes.

Je voudrais axer mon intervention devant la commission sur plusieurs volets. Le premier porte sur l'accueil des victimes.

Dans les nombreux travaux que vous réalisez ici, il y a eu notamment le vote de l'article 3bis du titre préliminaire du Code de procédure pénale qui est relatif au rôle qu'a à jouer l'ensemble du personnel des parquets et tribunaux à l'égard des victimes. L'article 3bis stipule que "les victimes d'infraction

et leurs proches doivent être traitées de façon correcte et consciencieuse en particulier en leur fournissant l'information nécessaire et en les mettant, s'il échet, en contact avec les services spécialisés, notamment avec les assistants de justice. Les victimes reçoivent notamment les informations utiles sur les modalités de constitution de partie civile et de déclaration de personne lésée."

Cela veut dire que tous les membres des cours et tribunaux et des parquets doivent être particulièrement vigilants à l'information et aux éléments d'information qui sont mis à disposition des victimes. Dans ce cadre-là, quel est le rôle des maisons de justice? Comme je vous l'ai dit, les services accueil des victimes dépendent des maisons de justice depuis 1999. Auparavant, en 1993, des projets-pilotes ont été installés dans quelques arrondissements judiciaires. Une extension est intervenue en 1996 et, aujourd'hui, environ 80 assistants de justice travaillent dans les 27 arrondissements judiciaires mais, comme à Bruxelles nous avons 2 services, il y a 28 maisons de justice.

La toute première perspective dans laquelle travaillent les services accueil des victimes, c'est d'éviter la victimisation secondaire; ce sont les séquelles qui peuvent résulter non seulement du fait d'être victime mais également d'avoir affaire à l'appareil judiciaire. Cela peut être extrêmement confrontant de se retrouver devant la police, le parquet ou un juge d'instruction. Il est donc vraiment essentiel pour les victimes de ne pas se voir ajouter à la souffrance qu'elles subissent déjà un traumatisme supplémentaire. C'est vraiment important d'avoir une attention toute particulière par rapport à cela.

Pour ce qui concerne les assistants de justice de l'accueil des victimes, ils veillent à ce que les victimes reçoivent l'attention nécessaire durant toute la procédure judiciaire et puissent faire valoir leurs droits. Sur quelle base interviennent les assistants de justice? Soit à la demande des magistrats; dans ce cas, il s'opère une saisine. Soit à la demande des victimes, de leurs proches, voire d'un service tiers. Comme l'a dit précédemment Mme Lebrun, nous vivons dans une Belgique institutionnelle très mille-feuille à certains égards et l'articulation des compétences, que ce soit avec les services de police, avec les services communaux, avec les services des Communautés et Régions, demande une grande collaboration et coopération. Par ce biais, nous recevons aussi un ensemble de demandes. Avec le magistrat, nous pouvons travailler sur la

demande qui nous a été confiée.

Le travail des assistants de justice en accueil des victimes se décline en deux volets: d'une part, en missions individuelles, d'autre part, en missions structurelles.

Pour ce qui concerne les missions individuelles, il s'agit d'informations spécifiques qui peuvent être communiquées au niveau du dossier individuel. Il s'agit de transmettre des questions aux magistrats, de voir où on en est dans l'évolution du dossier, de permettre la contextualisation des décisions qui ont été prises.

Au niveau de l'assistance, il s'agit de voir comment la personne peut se constituer partie civile devant le juge d'instruction, de donner toute l'information et éventuellement d'assister, d'organiser un dernier hommage, d'assister à la consultation du dossier, d'offrir un appui, une aide dans le cadre de la reconstitution, participer à la restitution de pièces à conviction. Il y a une série de démarches où le service Accueil des victimes peut être présent. Également au niveau de l'orientation. Il est très clair que les victimes peuvent arriver dans un certain désarroi et qu'elles ont besoin de déposer des choses pour lesquelles elles ont besoin d'être soutenues pour pouvoir être réorientées.

Le fait d'être victime peut vraiment entraîner très momentanément une perte de repères qui fait qu'on a besoin d'être soutenu pour pouvoir être orienté. Ce service est également assuré par l'accueil des victimes pendant la procédure.

Sur le plan des missions structurelles – je ne vous cache pas qu'elles sont particulièrement difficiles à rencontrer –, il s'agit de signaler les difficultés rencontrées par les victimes dans leurs contacts avec l'institution judiciaire, de sensibiliser les acteurs judiciaires aux besoins spécifiques et aux droits des victimes et de participer aux structures de concertation.

Travailler sur le volet structurel dans la logique judiciaire, qui est à la recherche de la vérité judiciaire, en s'occupant des victimes est parfois un message qui n'est pas simple à faire passer, même si généralement il y a une attention. Toute la logique judiciaire n'est vraiment pas centrée sur les victimes. À cet égard, il y a parfois des soucis.

Par rapport aux victimes d'abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité, comme on offre un service au moment où le dossier se trouve dans le processus judiciaire, on prend la victime en

charge comme on prend en charge les autres victimes, c'est-à-dire par rapport à un besoin d'orientation, d'assistance, d'information sur ce qui est possible dans le processus pénal qui est en cours. Il n'y a pas de prise en charge particulière des personnes qui ont été victimes d'abus sexuels mais il y a évidemment la même attention, la même bienveillance, la même attitude émancipatrice et responsabilisante qu'à l'égard de toute autre personne.

D'une manière générale, l'assistant de justice intervient en fonction des attentes de la victime, de la situation spécifique qui est la sienne et du déroulement concret de l'enquête judiciaire, du dossier qui est en cours. C'est vraiment partir des besoins exprimés par la victime pour pouvoir ajuster l'intervention de l'assistant de justice.

Un deuxième volet est confié aux maisons de justice, dont on ne m'avait pas demandé de parler, mais pour avoir une *globale visie*, il n'est peut-être pas inintéressant de savoir comment on travaille avec les auteurs.

Dans le cadre de la mission générale des maisons de justice, on exécute un travail à la demande des autorités administratives et judiciaires de façon à éviter la récidive pendant un trajet. Ce qui cadre l'intervention de l'assistant de justice, c'est le mandat. Donc, nous recevons un mandat des autorités judiciaires qui justifie l'intervention de l'assistant de justice. Nous voyons les conditions qui sont mises dans le mandat comme un instrument à partir duquel nous allons pouvoir travailler avec le justiciable à son évolution au niveau de ses comportements. C'est vraiment un *leerproces*, un chemin qui permet d'évoluer et d'avancer non seulement par rapport à la peine imposée mais par rapport à la réinsertion en général.

On travaille en fonction d'un modèle qu'on appelle celui de l'aide-contrôle. Non seulement, l'assistant de justice va travailler sur la manière d'aider le justiciable à mettre en place les éléments qui sont nécessaires à la réussite de la mesure (volet aide), mais il va également rendre compte à l'autorité mandante de ce que la personne a effectivement exécuté (volet contrôle).

Les principes de base avec lesquels nous travaillons s'élèvent à cinq. Ils sont énoncés clairement pour toutes les matières pénales. Le premier est « *emancipatorisch werken* ». C'est travailler vraiment à l'émancipation de la personne, de façon qu'elle puisse retrouver une certaine autonomie, partir de ses propres

capacités, de ses propres ressources pour pouvoir retrouver sa place dans la société, de façon responsabilisante, c'est-à-dire en s'appuyant non seulement sur ses propres ressources, mais en pouvant se positionner devant l'intervention de la justice.

Nous n'intervenons pas de façon normative. Nous partons des valeurs de la personne en étant clairs sur le cadre et la norme à respecter. Nous partons de la vision qu'a le justiciable de sa situation pour l'amener à évoluer. Nous ne nous substituons pas non plus à lui. Nous l'amenons à faire un maximum de choses par lui-même. Il est évident que lorsque nous travaillons avec des personnes en défense sociale, personnes qui sont en général dans une situation de détresse assez importante, évidemment, nous devons en partie faire les choses à leur place, mais globalement, nous veillons à stimuler l'autonomie et la capacité des personnes à se débrouiller par elle-même.

La dénomination *schade beperkend werken* a été voulue pour réellement limiter les dommages. L'intervention pénale peut, parfois, avoir des effets désastreux dans la vie d'une personne. Il ne faut pas négliger le fait que – les recommandations du Conseil de l'Europe sont à ce point de vue extrêmement intéressantes – l'intervention pénale doit être juste et proportionnée à ce qui est strictement nécessaire pour pouvoir assurer un retour vers la société.

Je dirais, pour faire simple, qu'on ne va pas tuer une mouche avec un bazooka! Il faut pouvoir savoir ce qu'on met en place comme moyens par rapport à l'objectif que l'on s'assigne.

Voici un schéma pour situer le travail qui est réalisé par les assistants de justice: on travaille toujours dans un cadre légal, généralement avec un délai d'épreuve, sauf en défense sociale. Cela veut dire que le jour où le délai d'épreuve se termine, c'est "au revoir, monsieur, et bon retour dans la société". Donc, on n'a pas un mandat *ad vitam*; c'est vraiment délimité dans le temps.

Comme je vous l'ai dit, le mandat est central et est balisé par les conditions que nous voyons, non pas comme objectif, mais comme moyen. Les conditions, ce sont des leviers qui nous permettent de travailler avec les justiciables pour atteindre un certain objectif. Donc, c'est vraiment important. Là où nous faisons rapport à l'autorité mandante, c'est évidemment par rapport au cadre légal dans lequel on se trouve, dans le cadre du délai légal qui nous est imparti, au sujet des conditions et, évidemment, par rapport à un

principe de non-récidive. C'est vraiment le cœur du cœur de ce que nous faisons et c'est ce qui balise le travail de l'assistant de justice.

Je voudrais aussi attirer l'attention de la commission sur les accords de coopération qui ont été mis en place en 1998 dans le cadre de la guidance et de l'accompagnement des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Vous avez connaissance de ces accords de coopération. L'idée, c'est de confier aux assistants de justice une fonction charnière entre les instances judiciaires et les médecins spécialisés ou les centres et les personnes qui assurent le traitement des justiciables de manière spécialisée, afin de communiquer l'information qui est pertinente dans le cadre du traitement, d'organiser une certaine concertation avec la personne chargée du traitement (ce qu'on appelle des *driehoek gesprekken*), ce sont toutes les conversations triangulaires entre l'auteur pris en charge, le thérapeute et l'assistant de justice.

C'est aussi l'idée de réaliser une *convention*: c'est vraiment avoir un document dans lequel on fixe le rôle de chacun, la manière de communiquer, les informations à qui on communique quoi. C'est un document très important qui balise les interventions.

C'est aussi le fait d'arriver à coordonner de façon plus claire les interventions des différents services à l'égard d'un justiciable. Et, évidemment, la question du rapport: le fait de faire rapport à l'autorité judiciaire, en général via l'assistant de justice.

Je voulais attirer l'attention sur ces accords de coopération. Ils sont en pleine évaluation. Le service de la politique criminelle a été chargé par le ministre de la Justice de procéder à l'évaluation de ces accords de coopération. Le collaborateur des maisons de justice qui a travaillé sur cette question, qui est présent ici, m'a indiqué que le rapport serait remis au ministre de la Justice fin de cette semaine, début de la semaine prochaine. C'est quelque chose qui pourrait donc être disponible assez rapidement, si le ministre est d'accord.

Maintenant que j'ai rapidement brossé le volet victime-auteur-accords de coopération, je voudrais en venir au volet statistiques. Là, il y a des questions assez précises qui ont été posées par la commission; malheureusement, je ne pourrai que vous décevoir: je vais donc être d'emblée très claire à ce sujet.

En maison de justice, nous avons un système d'information qui s'appelle le système SIPAR, le système informatique parajudiciaire, par lequel nous enregistrons toutes les données maisons de justice.

La première utilité assignée à ce système d'enregistrement et d'encodage SIPAR est à destinée de gestion. C'est-à-dire que le nombre de données socio-démographiques enregistrées sont extrêmement faibles; il y en a et, selon l'INCC, c'est même une banque de données où il y a le plus de données socio-démographiques, mais néanmoins cela reste relativement pauvre.

Les assistants de justice enregistrent les mandats qu'ils traitent, les caractéristiques pénales de ces mandats, les interventions qu'ils y font, les agendas, les échéances liées aux interventions, les contacts établis dans le suivi des personnes, ainsi que la gestion des courriers envoyés lors de l'exécution des missions.

Toutes les informations recueillies sont des informations à destinée de gestion pour pouvoir assurer le suivi d'une personne dans le cadre et également assurer le compte rendu de ce suivi. Nous tirons évidemment une série de données statistiques du système SIPAR, lesquelles sont relatives au nombre de mandats que l'on traite par an, le *doorlooptijd* d'un mandat, bref, toute une série d'éléments qui nous permettent d'avoir une vue d'ensemble sur la façon dont fonctionne l'organisation.

Nous engrangeons ainsi de nombreuses indications en termes de gestion et cela permet la prise de décisions en matière gestionnaire, mais je ne pense pas que l'on peut en attendre beaucoup plus.

On peut avoir une vue d'ensemble des matières prises en charge par les maisons de justice selon certaines caractéristiques pénales, que ce soient les faits, l'autorité mandante, mais on ne peut vraiment pas donner de portée actuarielle à cela. Ces données ne sont pas enregistrées à des fins de recherche scientifique. Ce système n'a pas été conçu à cette fin. Chaque fois que l'on veut faire un travail d'ordre scientifique à partir de ces données, on se heurte évidemment au fait que la finalité de la banque de données n'est pas celle de la recherche scientifique. Néanmoins, il y a des éléments intéressants.

Eu égard à ce qui précède, s'il y a un élément sur lequel je veux attirer l'attention de la commission, c'est sur la nécessité d'arriver un jour dans ce

pays à bénéficier d'une statistique criminologique intégrée. Jusqu'à présent, chaque acteur de la chaîne pénale travaille sur son petit maillon, a une vision de son petit maillon, peut produire des chiffres sur son petit maillon, mais s'il est question d'établir des liens entre les différents petits maillons de la chaîne pénale, on est dans un vide. On n'a pas d'identifiant commun qui nous permet de reconnaître, une affaire dès le début, du dépôt de plainte jusqu'à la fin de l'exécution des peines. C'est un manque énorme. Il en résulte que nous sommes très rapidement limités dans nos recherches d'informations.

En effet, nous pouvons travailler sur des données agrégées, sur des proportions, une série d'éléments, inférer des choses, mais à un moment donné, nous perdons vraiment le trajet individuel. C'est une difficulté à laquelle nous sommes constamment confrontés. Il y a bien eu un projet de recherche dans les années 1980 qui a été confié au ministère de la Justice et au ministère de l'Intérieur, mais cela n'a pas connu un déploiement, qui nous aurait permis d'avoir un outil hautement intéressant. Sur le plan de la chaîne pénale, il serait opportun d'avoir cette vision d'ensemble, ne serait-ce que pour constater les entonnoirs de la justice pénale.

Par rapport à l'accueil des victimes et aux types de délits sexuels pour lesquels les services d'accueil des victimes sont intervenus, nous avons quelques données mais nous n'avons malheureusement pas la capacité de distinguer les délits sexuels commis dans le cadre d'une relation d'autorité des autres délits sexuels. À ce niveau-là, il y a donc déjà une perte de substance très importante. En outre, le type de fait n'est pas encodé pour tous les dossiers et, parfois, plusieurs types de faits peuvent être encodés dans un dossier. Il faut également reconnaître que l'on manque parfois de rigueur dans l'encodage. Lorsque l'on arrive avec cinq ou six faits, on finit par noter ce que l'on croit être l'essentiel et on perd de vue certaines choses. Il y a donc une perte de substance pour la vision d'ensemble.

Nous avons donc rassemblé quelques faits à titre tout à fait indicatif. Cela concerne des dossiers de 2008, 2009 et 2010 en enquête et en exécution des peines en fonction de diverses qualifications légales. En 2008, en enquête, on a traité 1 784 dossiers, 357 en exécution des peines. On le fait à la demande de la direction de la gestion de la détention de la direction générale de l'administration pénitentiaire mais également des tribunaux d'application des peines. En 2009, il y a une proportion de 1 816 interventions en enquête

et de 266 en exécution des peines. En 2010, ce sont 2 075 interventions et 205 en exécution des peines. Voilà pour ce qui concerne le type de faits.

Pour ce qui concerne le suivi et la guidance d'auteurs de faits à caractère sexuel, on peut distinguer – mais c'est très limite – en fonction que l'on se trouve en peine de travail autonome ou en médiation pénale défense sociale des délits sexuels d'ordre général et, puis, contre mineurs. Une petite distinction peut être opérée mais c'est franchement insatisfaisant, si je puis être tout à fait claire sur le sujet, car ces données ne sont vraiment pas recueillies à des fins scientifiques.

De façon très rapide, mais je ne peux que décevoir la commission...

La **présidente**: Non. Vous ne la décevez nullement, vous avez déjà donné des chiffres très précis, ce qui n'a pas toujours été le cas.

Nous allons maintenant passer aux questions et aux réponses.

Pourriez-vous nous transmettre votre powerpoint afin que chacun puisse disposer des chiffres?

En tout cas, madame, nous vous remercions pour votre exposé. Il nous a permis de comprendre ce que sont les maisons de justice par rapport au découpage institutionnel, aux compétences entre le fédéral et les Régions. Je vais d'ailleurs demander à l'expert d'essayer d'expliquer qui dépend de quoi.

**Marie-Christine Marghem (MR)**: Madame la présidente, madame, un point est très interpellant dans les constats que vous posez. Je veux parler de l'arborescence que l'on pourrait créer au départ de la plainte jusqu'au terme du dossier, que ce dernier se termine par une peine autonome, qu'il n'y ait pas de peine, qu'il y ait acquittement, qu'il y ait ou non des victimes, qu'il y ait emprisonnement, qu'il y ait mise à disposition du gouvernement. Comment créer les conditions de cette arborescence? Qu'est-ce qui manque?

La **présidente**: Madame, je vous propose d'entendre une première salve de questions avant de vous donner la parole.

**Sonja Becq (CD&V)**: Ik had twee concrete vragen. U sprak over de justitieassistent die een cruciale rol speelt in het geheel van de coördinatie van de begeleiding. Welnu, aangezien die enerzijds voor Justitie en anderzijds als hulpverlener optreedt, rijst de vraag over het

beroepsgeheim. Hoe kijkt u daar tegenaan? En hoe functioneert dat?

Wat mij opviel in uw presentatie, is de bemiddeling in het helingsproces. Dat verraste mij, omdat men mij heeft verteld dat dat weinig of niet gebeurt in dat soort zaken en ik kan niet goed inschatten of dat veel of weinig gebeurt. Graag had ik hieromtrent meer informatie.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik heb een vraag omtrent de opvolging en de controle van de naleving van de voorwaarden. Kunt u hieromtrent meer uitleg geven? Hoe gebeurt de opvolging?

Ik neem aan dat u rapporteert aan de parketten?

Wat is het tijdsverloop tussen een eerste overtreding en het gevolg dat daaraan wordt gegeven?

**La présidente:** J'aurais plusieurs questions. Vous avez parlé de "shopping" – et c'est intéressant de le savoir pour les lois que nous votons – entre le travail d'intérêt général qui peut être une peine autonome, avec la peine subsidiaire que constitue la peine de prison si on n'accomplit pas son travail d'intérêt général, et la libération avec port de bracelet électronique. Si j'ai bien compris, les condamnés maîtrisent maintenant ce circuit et font un peu de "shopping" entre ce qui les dérange le moins. J'aimerais avoir des éléments à ce sujet parce que c'est important en matière de sanction.

Si je vous ai bien entendue, vous avez dit que 80 assistants de justice s'occupent des victimes dans les parquets, dans les 27 arrondissements judiciaires. Comme ils doivent suivre les victimes tout au long du parcours judiciaire de la victime jusqu'à la condamnation et même parfois plus loin, puisque la victime peut avoir son mot à dire dans la libération, leur nombre est-il suffisant? Les assistants de justice ont-ils le temps de s'investir dans leurs missions telles que prévues par la loi?

Le point suivant a été évoqué par plusieurs intervenants précédents. Vous parlez de structures de concertation. Apparemment, il y a un manque de ces structures. Est-ce que le parquet s'investit dans les structures de concertation? Les policiers s'investissent-ils? Y a-t-il vraiment concertation? Les structures fonctionnent-elles? Souvent, on nous a dit que les problèmes surgissaient par manque de temps, pas par manque de volonté.

Dans quinze jours, le ministre de la Justice aura les accords de coopération en sa possession et

j'imagine qu'on pourra alors lui demander leur évaluation.

Je connais la maison de justice de Bruxelles, puisque je suis bruxelloise: je sais où elle se situe. Qu'en est-il de la mixité des publics? Dans une salle d'attente, les victimes qui ont rendez-vous avec un assistant de justice peuvent-elles côtoyer des auteurs? Cela pourrait créer une victimisation secondaire de la victime. Cela a-t-il été pensé autrement?

**Annie Devos:** Par rapport à la question de l'arborescence, je pense que la question de créer un identifiant commun – et je pense que l'Institut de criminalistique et de criminologie (INCC) a déjà réalisé un travail par rapport à cela – pourrait vraiment apporter un début de réponse. Mais cela suppose que les différents intervenants de la chaîne pénale se mettent d'accord sur les critères qu'ils vont utiliser pour pouvoir créer cet identifiant commun, de manière à arriver à tracer (la traçabilité, on l'a vue dans d'autres contextes) les parcours des justiciables.

L'idée de l'identifiant commun, c'est à partir d'une date de naissance, à partir d'un nom, mais il faut se mettre d'accord sur ce qu'on pourrait considérer comme identifiant commun.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Donc l'INCC planche là-dessus depuis un certain temps? Ou bien viennent-ils seulement de se rendre compte?

**Annie Devos:** Non, ils ne viennent pas de se rendre compte. Dans les années 80, une étude a été confiée à des universités par le ministère de l'Intérieur de l'époque et le ministère de la Justice pour travailler sur la statistique intégrée. De manière à pouvoir intégrer les différents systèmes statistiques qui existaient dans ce pays, aux différents niveaux des maillons de la chaîne pénale, mais on n'est pas encore arrivé à vraiment produire quelque chose qui permette de faire parler les systèmes entre eux.

Nous pouvons travailler avec l'administration pénitentiaire parce qu'on a beaucoup de choses en commun avec cette administration. Mais si l'on s'alignait avec les parquets et avec les services de police, on est déjà dans une tout autre histoire. Il faudrait arriver à mettre ensemble autour de la table tous les partenaires de la chaîne pénale concernés pour parvenir, à un moment, à construire cet identifiant.

**Marie-Christine Marghem** (MR): Ce qui est

étonnant, c'est que cela dure depuis aussi longtemps. On a commencé à se préoccuper de cela il y a trente ans et on n'est toujours pas arrivé à trouver un dénominateur commun.

**Annie Devos:** C'est la question de financer la recherche, d'avoir les moyens.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Mais est-ce si compliqué que cela? Quand on voit cela de l'extérieur et que vous parlez d'un identifiant comme la date de naissance ou autre, cela paraît simple. Mais ce n'est sûrement pas aussi simple puisqu'il faut financer des recherches coûteuses pour arriver justement à un système suffisamment performant et plastique pour faire parler tous les autres systèmes, et les "fongibiliser", en quelque sorte, les réunir entre eux; est-ce que ce n'est pas impossible?

**Annie Devos :** Je ne sais pas si c'est impossible. Et, personnellement, je ne sais pas si c'est le système qu'il faut promouvoir. Peut-être y a-t-il moyen de travailler avec des données agrégées. Mais il y a, en tout cas, la nécessité, à un moment donné, d'avoir une vision d'ensemble de ce qui se passe et de construire des outils qui savent se parler entre eux et qui parviennent à dégager des messages qui puissent être utilisables - sinon chacun s'envoie les chiffres à la tête, et on n'a pas une vision d'ensemble.

Je vous dis: date de naissance, parce qu'au niveau de responsabilité où je suis, je n'ai pas une vue très nette de l'opérationnel. Mais il est très clair qu'il faut alors se mettre d'accord sur comment on enregistre, sur tous les éléments qui interviennent dans les enregistrements des données, comment on qualifie les faits; les données sociodémographiques, qu'est-ce qu'on entend par formation, par profession, par revenu de remplacement – est ce que c'est le CPAS, est-ce que c'est la mutuelle? Il y a 15 000 trucs sur lesquels il faut se mettre d'accord. Donc, à l'évidence, ce n'est pas que la date de naissance. C'est très complexe, et cela suppose une vraie volonté des différents acteurs de mettre à plat les pratiques pour pouvoir, à un moment donné, construire une vision globale.

La **présidente:** En statistiques, rien n'est simple, madame Marghem.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Je n'en doute pas.

La **présidente:** Je remets une ancienne casquette.

**Marie-Christine Marghem (MR):** J'en apprend tous les jours, effectivement.

**Miranda Van Eetvelde (N-VA):** Ik heb nog een vraag in verband met de justitieassistenten. Zij hebben een individuele taak van opvang en begeleiding. Hoe nemen zij die taak op ten opzichte van magistraten? Hoe sensibiliseren zij magistraten om de problemen van de slachtoffers zelf beter te kunnen integreren in hun taak? Bestaat er een zekere knowhow of een systeem, zodat magistraten zelf ook meer worden ingeschakeld en beter worden begeleid? Nu wordt die taak gemakkelijk doorgegeven aan de justitieassistent. Wat wordt er gedaan om de magistraten toch in te schakelen en te sensibiliseren?

La **présidente:** C'est une nouvelle question. Je propose que nous répondions d'abord à la première série de questions.

**Annie Devos:** Une question portait sur le secret professionnel. Comment voit-on le secret professionnel au niveau des assistants de justice? J'ai montré tout à l'heure la position en triangle (autorité mandante, assistant de justice et justiciable). Pour nous, il est très clair que le secret professionnel est lié au fait d'être un travailleur social. Les gens qui travaillent chez nous sont des travailleurs sociaux. Nous faisons un travail social qui suppose d'avoir une relation de confiance avec le justiciable pour pouvoir faire un certain parcours, pour pouvoir recueillir une série d'informations. Ce qui n'est pas couvert par le secret professionnel, c'est tout ce que nous devons rapporter à l'autorité mandante, que ce soit le tribunal d'application des peines, la commission de probation, la commission de défense sociale. Toutes nos autorités mandantes reçoivent l'information qui a trait au mandat et à la manière dont les conditions sont suivies dans le mandat, qui concerne les situations où les personnes se mettent en danger ou mettent d'autres personnes en danger ainsi que les informations relatives à des récidives. Mais la personne vers laquelle nous communiquons est l'autorité mandante! Voilà pour ce qui concerne les auteurs.

Par rapport aux victimes, là aussi, il y a un secret professionnel. Pour les victimes, il faut bien replacer le cadre dans lequel on se situe. Les victimes viennent au parquet pour chercher une orientation et une assistance. Elles demandent à pouvoir être entendues sur certaines choses qui se passent dans la justice et, parfois, elles

déposent des choses qui dépassent ce qu'elles veulent dire. Elles ne souhaitent pas nécessairement que ces choses soient renvoyées vers l'autorité. Là aussi, la limite est assez claire. C'est l'état de nécessité qui nous guide pour révéler des faits. La position est relativement claire par rapport au secret professionnel, même si cette question fait toujours l'objet de nombreux débats.

Au niveau des maisons de justice, nous avons dû baliser le terrain pour permettre le travail social sous mandat, pour permettre de faire un trajet avec des personnes qui sont quand même en difficulté. Ce n'est pas le tout d'avoir une peine, il faut aussi pouvoir se réintégrer dans la société. Cela suppose d'avoir des *ups and downs*. Ce n'est pas un trajet linéaire. Il faut créer un espace à la fois de parole mais aussi où une action est possible. S'il y a révélation à la moindre chose, cela peut vraiment être délicat. Par contre, nous sommes très clairs sur ce qui est révélé à l'autorité mandante qui, elle, doit avoir toute l'information pertinente pour pouvoir prendre une décision.

Pour illustrer ceci, je prends l'exemple d'un directeur de prison qui nous envoie dans un milieu d'accueil dans le cadre d'un congé pénitentiaire.

On doit aller voir l'épouse, la compagne, la personne qu'indique le détenu. On arrive dans un milieu où l'on s'aperçoit que vit là-bas quelqu'un qui est en séjour illégal. On est mandaté dans une mission pour l'accueil d'une personne pendant un congé pénitentiaire; on n'a pas à révéler par rapport à la mission dans laquelle on est, cette situation de fait concernant un étranger. On est entré dans la vie privée de ces personnes parce qu'on a reçu un mandat. On doit donc pouvoir aussi faire un travail social avec les personnes et si on doit révéler toutes sortes de choses, il est impossible de réaliser notre mission.

Il faut qu'on soit très au clair sur à qui on rapporte. On le fait. Mais notre interlocuteur privilégié est l'autorité mandante et c'est à elle d'apprécier si elle renvoie vers le parquet. C'est là que s'opère le filtre. Pour le travailleur social, s'il y a une réelle difficulté, le curseur se place plutôt au niveau de l'état de nécessité pour agir directement vers le parquet, mais c'est d'abord avec l'autorité mandante.

En ce qui concerne la médiation, on a effectivement environ 6 600 médiations pénales en base annuelle au niveau du pays, ce qui n'est pas énorme par rapport à l'ensemble du

contentieux figurant dans les parquets. Pour la médiation pénale, je relève qu'en 2010, on a opéré une médiation pénale dans 93 situations pour des délits sexuels d'ordre général et 61 pour les mineurs. Sur 6 600 affaires, on en a 154 qui concernent des délits d'ordre sexuel. C'est relativement marginal.

Il y avait également une question sur le contrôle des conditions, notamment par rapport au *tijdsverloop eerste overtreding dan vervolg*. Comme je l'ai expliqué, nous rapportons à l'autorité mandante. On a une obligation, en tout cas au niveau du tribunal d'application des peines de rapporter tous les six mois, de la commission de probation tous les trois mois et, à l'initiative de l'assistant de justice ou à la demande des autorités mandantes, on peut avoir des rapports plus fréquents que ce qui est fixé par la loi.

À nouveau, je dirais qu'on rapporte les situations et on interpelle l'autorité mandante sur une difficulté dans l'exécution du mandat. C'est l'autorité mandante qui prend une décision mais c'est à elle d'apprécier si oui ou non, il y a lieu de révoquer, d'adapter la condition. M. Pieters qui va intervenir après moi sera beaucoup plus précis sur la façon dont le tribunal d'application des peines intervient dans ce cadre. Mais il y a évidemment le pouvoir discrétionnaire et le pouvoir d'appréciation de chaque autorité mandante sur quand réagir.

De toute évidence, la grande responsabilité de l'assistant de justice est non seulement d'accompagner le justiciable mais aussi de mettre l'autorité mandante en position de pouvoir décider avec des informations pertinentes.

Lorsqu'une chose est connue, nous la contextualisons avec le justiciable, parce que l'on discute et retravaille avec le justiciable toutes les informations pertinentes qui nous sont transmises avant de les rebasculer vers l'autorité mandante. Il n'y a pas de délai fixe pour réagir, mais dans le rapport suivant, si cela peut attendre le rapport suivant, on mentionne les difficultés ou l'on établit un rapport spécifique de signalement, lorsqu'une difficulté nous paraît devoir être signalée rapidement de manière à permettre à l'autorité de se positionner.

La **présidente**: Dans le cadre du suivi des conditions, peu importe celui dans lequel elles sont prescrites, l'assistant de justice doit faire rapport, mais la responsabilité ne lui en incombe aucunement. La responsabilité revient chaque fois au tribunal d'application des peines, au juge, à la commission de probation ou autre.

Je voudrais poser une question dans ce cadre-là, puisqu'il faut faire rapport à l'autorité mandante. Il y a peut-être parfois des situations d'urgence où l'assistant de justice décèle un risque. Est-il facile d'avoir accès à ces autorités mandantes. Je pense, par exemple, à une commission de probation, composée de magistrats émérites, etc., qui ne sont pas constamment présents, qui ne sont pas forcément sur le territoire. Y a-t-il toujours une personne qui peut réceptionner un rapport d'urgence? Les chaînes sont-ils toujours bien emboîtés ou un rapport pourrait-il être examiné trois semaines plus tard alors qu'une situation d'urgence se présentait?

**Annie Devos:** En cas de situation d'urgence, il faut pouvoir l'évaluer. On envoie le rapport au président de la commission de probation. Normalement, soit lui, soit son remplaçant sont toujours accessibles. Dans les cas d'urgence, on peut s'adresser au parquet. On peut le faire si on estime que c'est vraiment nécessaire et qu'il est important d'intervenir. Mais on tente tout d'abord de prévenir l'autorité mandante.

En matière de travail autonome, 10 à 12 000 peines sont exécutées par an sous la responsabilité de la commission de probation. En 2002, on a voté cette loi dans un esprit, où on estimait nécessaire de ne pas mentionner au casier judiciaire l'existence de la peine de travail autonome.

La **présidente:** C'est toujours la volonté! On s'est trompé en changeant la loi!

**Annie Devos:** Effectivement, il y a eu un léger "je ne sais pas quoi" qui s'est passé au moment de la loi sur la cour d'assises, mais la volonté était, à ce moment-là, que cela ne figure pas au casier judiciaire – ce qui veut dire que les personnes qui n'ont plus accès au sursis arrivent en peine de travail autonome. On a affaire régulièrement à un public qu'il n'est pas nécessairement si aisé d'orienter vers des lieux de prestation. On constate, au niveau des lieux de prestation, soit une difficulté à travailler sur le long cours avec quelqu'un – parce que, en général, les peines de travail autonomes oscillent entre 100 et 120 heures, donc c'est déjà pas mal, on croit toujours que c'est un peu le Club Med, mais ce n'est pas du tout le cas. Il y a des peines qui vont jusqu'à 300 heures, et en état de récidive légale, on peut aller jusqu'à 600 heures. Cela peut être très court. En plus, la loi prévoit que ça doit être exécuté pendant le temps de loisir. Vous voyez ce qu'il vous reste comme temps de loisir:

600 heures de loisir, dans les vies de chacun...

La **présidente:** On en rêve!

**Annie Devos:** Non, mais ce que je veux dire, c'est que ce n'est vraiment pas si évident à exécuter. Un, il faut trouver un lieu où ça tienne la distance, un lieu où les personnes ne se découragent pas, parce qu'il ne faut pas négliger que se lever tous les matins, etc., etc., même si on constate qu'en peine de travail autonome, on a évidemment un public qui n'est évidemment pas celui de la défense sociale. Il ne faut pas non plus se tromper. On a parfois une difficulté à arriver au bout de l'exécution de l'ensemble. Et il y a aussi des gens qui estiment que c'est trop dur et que ce sera plus simple une surveillance électronique. On voit qu'il y a des gens qui arrivent pour une peine de travail autonome. Et puis, finalement, ça n'a pas lieu. La commission de probation demande au parquet de mettre à exécution l'emprisonnement subsidiaire. De l'emprisonnement subsidiaire, on arrive à la prison; à la prison, on a la circulaire "surpopulation": donc, peine de moins de 3 ans, on met directement en interruption de peine. Et, suite à l'interruption de peine, on dit: enquête sociale pour une exécution sous surveillance électronique. Et cela ne marche pas non plus nécessairement, parce que ce n'est pas non plus le Club Med, la surveillance électronique.

Donc, on se retrouve avec quelqu'un qui finit par exécuter la peine de prison. Alors, vous avez une espèce de trajet qui est peu cohérent. Quelle est la perception du justiciable de cette façon de saucissonner l'exécution? Et tout cela, ce sont des choses que l'on voit. Mais tout le monde a voulu bien faire en votant la loi, en prononçant la peine, en requérant la peine en la mettant à exécution, et nous en l'exécutant. Mais, au bout du compte, quel est le message qui passe?

Quatre-vingts assistants de justice pour l'accueil des victimes, est-ce que c'est assez? Bon, évidemment, je ne vais pas vous dire que c'est suffisant à tous les endroits. Non! Mais, par ailleurs, malgré tout, grâce au travail que nous avons pu faire avec les Communautés et Régions, avec les différents endroits où l'on se situe, à aussi définir qui fait quoi... Cela prend forme.

Je vous ai parlé de la Belgique institutionnelle et du côté mille-feuilles; il faut pouvoir s'y retrouver. Il faut savoir qui fait quoi, qui est responsable de quoi. Il est clair qu'à partir du moment où l'on a redéfini les tâches dans "le qui fait quoi", on peut arriver à avoir une *draagkracht* qui n'est évidemment jamais suffisante, mais qui peut

répondre à pas mal de demandes et ce, surtout, quand chaque acteur du judiciaire joue son rôle, quand on ne considère pas que tout le problème des victimes arrive à l'accueil des victimes. Il est fondamental que le magistrat, le greffier, l'employé du greffe et l'employé de parquet aient une attention à l'égard des victimes, dans la façon de donner l'information, de restituer les pièces à conviction, d'accueillir au téléphone, de présenter comment va s'organiser l'audience. Il y a vraiment des toutes petites choses qui changent radicalement la perception que peut avoir une victime. La question des victimes n'est pas seulement une question d'assistants de justice et d'accueil des victimes. D'ailleurs, au tout début, les assistants de justice "accueil des victimes" étaient uniquement là pour effectuer un travail structurel. On s'est aperçu qu'un travail uniquement structurel n'était pas possible. En effet, les magistrats entreraient plus facilement dans la démarche à partir de dossiers individuels où eux-mêmes étaient plus interpellés, par exemple, par telle ou telle attitude.

Je sais que vous avez entendu Mme Lemonne. Je ne sais pas si elle vous en a parlé. Mais dans l'étude remarquable qu'elle a réalisée avec Inge Vanfraechem, on montre très bien que l'attitude du magistrat est fondamentale pour le processus de deuil, mais aussi au niveau de la manière dont la victime peut vivre les choses. Croire qu'un assistant de justice va tout régler est une erreur. Mais si chacun, là où il est, dans son rôle, prend ses responsabilités et adopte une attitude qui veut être orientée vers la victime – on ne demande pas des exploits, il suffit d'écouter, d'entendre, d'accepter de voir quelqu'un pleurer, etc., soit de toutes petites choses – rien que cela permet d'arriver à des résultats remarquables. Il n'est pas seulement question de chiffres. C'est le contexte général dans lequel on peut travailler qui compte. C'est vraiment important.

**La présidente:** Avez-vous constaté une évolution au niveau de l'attitude des autres acteurs judiciaires? Je ne parle pas ici des assistants de justice ou des secteurs d'aide. Je pense à d'autres acteurs comme la police et les magistrats. Avez-vous constaté une évolution au cours des dix dernières années en matière de sensibilisation à la victime?

**Annie Devos:** Sur le plan des services de police, je trouve qu'un travail remarquable a été fait et que l'on a assisté à une professionnalisation tout aussi remarquable au niveau de l'audition des victimes, du dépôt des plaintes, dans la façon dont les victimes sont prises en charge.

Ce n'est qu'une perception personnelle mais cela ressort des collaborations qu'on peut avoir. Quant à la magistrature, il est important de continuer à sensibiliser, revenir sur ce sujet, attirer l'attention mais la logique judiciaire est orientée vers les auteurs et cela demande une démarche très volontariste de s'intéresser aux victimes et de donner une vraie place aux victimes. Toute la façon de fonctionner est orientée vers les auteurs, c'est le *core business*. Il n'y a aucun reproche à formuler à personne à ce sujet, c'est la logique du système qui veut cela.

Je m'en suis déjà ouverte à plusieurs reprises: les magistrats n'ont pas de formation obligatoire, sauf à certains stades pour obtenir certains postes. C'est une position en général où on est relativement seul, où on prend beaucoup de décisions sans avoir accès à de la supervision, à de l'intervention ou à des lieux où on peut être soutenu professionnellement et je ne crois pas que cela fasse trop partie de la culture judiciaire de pouvoir questionner les pratiques et de le faire ensemble. Ce n'est pas mon terrain mais j'ai l'impression que même quand on veut le faire, trouver les outils en interne pour le faire ne doit pas être si simple, même si de nouveaux outils structurels apparaissent comme le travail du Conseil supérieur. Malgré tout, il y a encore une marge de progrès.

Pour les structures de concertation, un conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes fonctionne dans chaque arrondissement judiciaire, placé sous l'autorité du procureur du Roi. C'est un lieu où les gens se rencontrent. On se rend compte que la problématique des victimes est presque un prétexte pour se retrouver; il y a une difficulté à faire vivre le conseil d'arrondissement et à le diriger vers des questions pratiques comme celles de la collaboration, du travail en commun pour mener une politique en faveur des victimes. La répartition des compétences et le travail constant de coordination que cela implique sont un vrai succès mais réclament d'y consacrer énormément d'énergies. Il faut trouver un équilibre. La responsabilité placée chez le procureur du Roi est une bonne chose car c'est un acteur avec une grande visibilité au niveau de l'arrondissement judiciaire mais il faut aussi l'espace, le temps et la préoccupation nécessaires pour en faire quelque chose de consistant.

**Le président:** Il n'y a aucune obligation par rapport à cette structure de concertation? C'est le procureur du Roi qui les réunit? Y a-t-il un ordre

du jour?

**Annie Devos:** Théoriquement, c'est une fois par an. L'ordre du jour, en général, ce sont les services d'accueil des victimes qui l'alimentent. Il y a des *afspraken* qui se mettent en place à un niveau local pour arriver à donner un contenu. Cela repose vraiment beaucoup sur la bonne volonté.

Vous aviez également parlé de l'évaluation des accords de coopération. Le ministre va recevoir l'évaluation du service de la politique criminelle. Globalement, c'est une évaluation sur le système en tant que tel, pour ce que j'en sais, au niveau des maisons de justice, qui est une évaluation positive parce qu'on place les rôles et les fonctions de chacun, on sait ce sur quoi on va communiquer, à quel moment.

C'est très soutenant pour le travail de chacun des acteurs, mais on reste avec des difficultés par rapport aux publics des déficients mentaux, par rapport à la couverture ne serait-ce que l'accès aux soins. À Furnes, je sais qu'il y a des problèmes énormes pour avoir accès aux soins, à Eupen... Il y a des endroits où l'on sait que, pour pouvoir accéder à un service, ce n'est vraiment pas simple. Ce sont des choses qui sont rappelées, qui vont pouvoir être à nouveau mises en lumière.

Par rapport à la mixité des publics dont vous parliez tout à l'heure, la plupart des services d'accueil des victimes se trouvent dans les parquets. C'est une volonté délibérée que les services accueil des victimes soient dans les parquets, de manière à les rendre plus accessibles, plus visibles pour les victimes, mais aussi pour les magistrats de façon à favoriser la collaboration. Globalement, les auteurs et les victimes ne se rencontrent pas dans les salles d'attente des maisons de justice, si le souci est là. En général, ce n'est pas le cas.

**Renaat Landuyt** (sp.a): De begeleiding van personen die u doet, betekent dit dat u personen uitnodigt voor een gesprek en niet meer dan dat?

**Annie Devos:** Wat bedoelt u met niet meer dan dat?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Wat moeten wij begrijpen onder begeleiding? Is dat iemand uitnodigen voor een gesprek en niet meer dan dat? Of is er meer dan dat?

In het geval dat het niet meer dan dat is, hoeveel

keer per maand gebeurt dat dan, hoe moeten wij ons dat voorstellen?

**Annie Devos :** Comme vous le savez, le Conseil des ministres a décidé, le 30 août 1996, de créer les maisons de justice mais il a également été décidé de faire un *screening* des dossiers délicats, difficiles, *gevoelig*,... Nous avons passé en revue les dossiers défense sociale, correctionnelle ou assises extrêmement lourds. On s'est ainsi aperçu qu'il y avait pas mal de *leemtes* au niveau de l'administration en ce qui concerne la façon dont les suivis étaient mis en place. Très concrètement, pour revenir à une affaire très connue, l'affaire Dutroux, on a vu des situations où l'on invitait quelqu'un six, sept ou huit fois avant de signaler à l'autorité mandante qu'il y avait un souci. Là, en tant qu'organisation, nous ne sommes pas du tout dans la capacité, à ce moment-là, de donner l'information qui permet à l'autorité mandante de décider.

Comme cela a été clarifié dans le cadre du BPR (*Business Process Reengineering*) des maisons de justice, on envoie une première invitation. On contrôle au registre national la validité de l'adresse qui est communiquée. On envoie une deuxième invitation. Si on a des éléments supplémentaires, on peut éventuellement demander à la police de vérifier si la personne est *ter plekke* ou pas. À partir de la deuxième fois où on n'a pas de réponse, on renvoie à l'autorité mandante qui, elle, décide d'un avis de recherche ou autre chose. C'est avec rigueur qu'il faut donner l'information sur le fait qu'on arrive à toucher la personne ou pas. Si on ne sait pas toucher la personne, on ne peut évidemment pas commencer à travailler, voir comment elle comprend ce qui lui arrive, comment elle va mettre en place les conditions, quel en est le sens pour elle ou déterminer ce qu'on peut proposer comme plan de guidance par rapport à l'autorité mandante.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik probeer u nog beter te begrijpen.

De justitieassistent coördineert eigenlijk de voorwaarden die zijn opgelegd of gevraagd. De coördinatie daarvan gebeurt, door de personen op regelmatige basis naar zich toe te roepen en op grond van een gesprek na te kijken of zij alles naleven. Dat is de taak van een justitieassistent?

**Annie Devos:** L'outil de travail de l'assistant de justice, c'est la relation, c'est la communication, c'est arriver à établir une relation avec le justiciable où l'on peut travailler sur le cadre légal, ce qui lui arrive, ce qu'il a compris de ce qui lui

arrive. Le nombre de probationnaires qui débarquent chez nous avec "mon avocat m'a dit d'accepter ça, ça, ça ou ça et je n'irai pas en prison", je n'ai pas besoin de vous faire de dessin, vous savez ce que c'est.

D'abord, de quoi s'agit-il? Qu'est-ce qu'on attend de vous pendant un délai x? Comment comprenez-vous les conditions qui vous sont imposées? Dans votre contexte de vie, qu'est-ce que cela veut dire pour vous de ne pas fréquenter les débits de boisson, avoir une obligation de travail, suivre une formation, suivre une thérapie?

Ce n'est pas que de la coordination des conditions, c'est voir concrètement avec la personne ce qu'elle a comme ressources qu'elle peut mobiliser pour pouvoir respecter cette condition et comment va-t-elle s'y prendre pour prouver qu'elle a effectivement mis en place ces conditions, au niveau de la formation, au niveau d'un suivi thérapeutique, au niveau d'une *zinnige bezigheid*, des paramètres qui préservent d'une récidive. C'est vraiment un travail où l'on doit mobiliser la personne dans ses propres ressources. Cela signifie qu'on n'est pas avec une *checklist* assis. C'est vraiment être en relation avec la personne, voir avec elle ce qu'elle en comprend, ce que cela signifie dans sa vie et comment elle compte arriver au bout de ce trajet, de ce *proeftermijn*, sans récidiver, en respectant ses conditions. Parce que c'est à partir de ces conditions que l'autorité va évaluer.

Ce n'est donc pas le dispatching où on fait appel à X, Y, Z. Les accords de coopération spécifiquement pour les auteurs d'abus à caractère sexuel ont créé un code particulier. Il y a vraiment une problématique spécifique qu'il faut pouvoir rencontrer, comme avec les *drugsverslaafden*. C'est vraiment important de pouvoir les prendre en charge. Et là on a des collaborations avec des services qui existent dans la collectivité, Vlaamse Gemeenschap, Waals Gewest, tout ce qui existe dans la carte sociale, tous les services qui existent dans la communauté parce que ces gens vivent dans la communauté.

Mais on ne fait pas que de la coordination gentille. Il y a aussi tout un travail d'aide: "Comment je mets en place la guidance et comment je vais savoir, moi, assistant de justice, contrôler pour pouvoir rapporter à l'autorité mandante, que vous avez effectivement mis en place ce que vous deviez mettre en place pour pouvoir répondre aux exigences de l'autorité". C'est tout un travail qui est plus un travail de contenu. Il ne faut pas le négliger.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Als men in het raam van dat werk ontdekt of verneemt dat er nieuwe feiten zijn en dat men een sterk vermoeden heeft dat iemand opnieuw begonnen is, wat doet de justitieassistent dan?

**Annie Devos**: Eerst en vooral moet hij dat met de persoon zelf bespreken en hem zeggen dat er iets misloopt.

Donc il est vraiment très important à chaque fois de confronter à nouveau la personne à ce qui se passe et ensuite, une fois que c'est fait, de signaler à l'autorité mandante. Soit, on fait un rapport de signalement très rapidement, soit, on le signale dans le rapport suivant. La consommation de cannabis, on la signale. Mais on ne va pas faire un rapport... Enfin ça dépend car je ne voudrais pas faire de généralités. Mais il y a à chaque fois un travail de contextualisation: dans le parcours de la personne ou avec une décision précédente qui a été prise, comment peut-on prendre en considération la situation qui s'est posée? Mais dès qu'il y a une infraction et qu'on en a connaissance, on la rapporte à l'autorité mandante, ça c'est très clair!

**Marie-Christine Marghem** (MR): La majorité, je suppose, des travailleurs qui oeuvrent dans ces maisons de justice sont des travailleurs sociaux qui ont, sinon la totalité, au moins la quasi-totalité, une formation. Évidemment, leur vision est directement liée à leur façon de travailler dans leurs compétences. Bien entendu, on ne peut pas mettre derrière chaque personne en parcours de probation quelqu'un qui aurait une contrainte plus puissante, de par son profil ou de par sa fonction. Toutefois, est-ce que vous ne pensez pas que les compétences ou les domaines de compétence des travailleurs sociaux sont un peu limités par rapport au travail qui est demandé? Parce que se fonder sur un contrat de confiance ou une relation de confiance... J'entends bien, c'est un travail énorme, ça demande beaucoup de temps pour ceux qui veulent bien le faire et ça peut être aussi quelque chose qui paie: vous pouvez avoir en face de vous, si la relation est bien construite, un retour et une évolution de la personne. Mais en général, les gens que vous avez en face de vous ne sont pas, évidemment, des anges gardiens; ça se saurait. Il y a donc forcément tout l'aspect manipulation et tout l'aspect, je ne dirai pas criminogène, mais qui est au moins lié au fait qu'ils ont à un moment donné ou même à plusieurs moments *délinqué*: surtout les gens qui consomment par exemple des stupéfiants, ils ont une façon de manipuler qui est absolument

permanente. Donc, est-ce que vous pensez que les gens qui sont là sont en mesure de travailler avec une efficacité importante? Comme on ne sait finalement pas faire de statistiques et comme vous n'avez pas de retour sur votre travail par rapport à cela, est-ce que vraiment vous vous sentez en confiance dans ce type de travail?

**Annie Devos:** Effectivement, on travaille avec un a priori. On est dans un cadre judiciaire, avec un mandat. On a reçu une mission, qui est à exécuter avec la personne qui est en face de nous. Et l'idée n'est pas de coller 15 000 étiquettes sur cette personne – parce c'est très invalidant d'endosser 15 000 étiquettes – mais de voir avec elle: aujourd'hui, ici et maintenant, dans la réalité, avec les faits que vous avez commis, avec le mandat qui est confié, qu'est-ce que vous allez faire pour répondre aux exigences de l'autorité mandante?

Et c'est de ramener d'abord la personne à elle-même.

Pour répondre à votre question, huit diplômes conduisent au métier d'assistant de justice. 35 % des personnes qui sont assistants de justice ont un diplôme universitaire et les 65 % restants sont des travailleurs sociaux. C'est notre responsabilité comme organisation de former les personnes pour qu'elles soient en mesure de travailler avec les individus tels qu'ils sont. À partir du moment où une peine a été prononcée, où la personne sort de prison ou n'a pas été en prison, le dispositif qui est mis en place aujourd'hui dans notre société, c'est celui-là.

Et si, comme le disait Mme Marghem tout à l'heure, on n'a pas de statistiques qui nous permettent de voir les taux de récidive, on a quand même des statistiques – en tout cas chez nous – sur les mandats qui arrivent à leur terme, sur les mandats où on a eu une révocation pour non-respect de conditions ou parce qu'on a dû révoquer la mesure. Globalement, malgré tout, ça apporte plus que la prison. Mais c'est une façon de voir l'homme dans la société. Est-ce qu'on veut lui donner une chance ou pas? C'est clair que la plupart des gens retrouvent un jour la société. On a donc intérêt à ce qu'il y ait le moins de dégâts possibles encourus de par l'intervention de la justice.

Je suis d'accord avec vous qu'on n'a ni des astrophysiciens ni des anges, ça c'est très clair! Je veux dire par là qu'on a affaire, et ce n'est pas du tout méprisant de ma part, aux personnes qui sont les plus vulnérables dans la société, pour trente-six mille raisons. Alors elles se débrouillent

comme elles peuvent, en manipulant, en ceci et en cela. Il faut pouvoir le reconnaître. Mais à partir du moment où on travaille, aujourd'hui, ici, maintenant, par rapport à ce que vous devez mettre en place, comment vous vous y prenez...

C'est beaucoup plus concret. On reçoit des signaux aussi. On reçoit des PV de police. Il y a des éléments d'information qui font qu'on est évidemment en alerte par rapport à des choses qui pourraient poser problème ou pas. Et le choix qui a été fait, c'est de créer le service des maisons de justice avec ce type de profil. La position professionnelle a été définie de cette manière-là. Si on estime à un moment donné que ce n'est pas suffisant, alors il faut poser le débat. Mais je pense qu'on atteint déjà des résultats très intéressants avec le dispositif tel qu'il est – et certainement, en ne travaillant plus de manière saucissonnée comme auparavant, où on avait l'accueil des victimes, une partie des missions civiles à la Communauté, les commissions de probation, la libération.... Là il y a une meilleure vision d'ensemble, ça c'est clair.

**La présidente:** Par ailleurs, il existe néanmoins des statistiques du taux de récidive de ceux qui ont été en probation ou en libération conditionnelle et, pour ceux qui 'redélinquent', de ceux qui ont été juste à fond de peine ou autre chose, également du taux de révocation des libérations conditionnelles et des probations. Et si je ne me trompe pas, dans les statistiques que j'ai vues – on va les demander au ministre de la Justice –, on constate qu'il y a effectivement moins de récidives quand on a été en probation ou quand on a été en libération conditionnelle, que quand on fait que de la prison pure et simple.

Je vais essayer de vous fournir toutes ces statistiques-là pour vous montrer qu'un suivi social est peut-être plus intéressant qu'un suivi uniquement judiciaire ou autre.

Quand on donne des conditions, par exemple, pour un alcoolique délinquant, ne pas se rendre dans un établissement de boissons ou, dans le cas d'un délinquant sexuel récidiviste, ne pas aller dans des plaines de jeux, est-ce que vous pouvez demander l'aide de la police pour contrôler ces conditions-là?

**Annie Devos:** En fait, dans la loi sur le statut externe, un rôle est dévolu au parquet, un rôle est dévolu aux services de police et aux maisons de justice.

Au niveau des maisons de justice, on reçoit des

informations via le parquet sur le respect de ces conditions – dans l'hypothèse où elles ne sont pas respectées. Et avec le libéré conditionnel ou avec le probationnaire, on travaille sur l'ensemble de la guidance et en particulier les conditions positives. Tout ce qu'on appelle conditions positives, c'est un peu un raccourci: c'est tout ce qui concerne l'insertion socioprofessionnelle, tout ce qui concerne les compétences. C'est vraiment quelque chose que l'on travaille. Mais on voit aussi avec la personne comment elle s'y prend pour mettre en place les dispositifs qui lui permettent de respecter les interdictions. Et ce n'est pas toujours facile. Par ailleurs, on a très rarement une communication directe avec les services de police, parce qu'on s'est aligné avec la loi sur le statut externe qui prévoit que les services de police rapportent directement au parquet.

**La présidente:** Et ce n'est pas handicapant, cela?

Si j'ai bien compris, dans la loi maintenant... Je ne me souviens plus quand on l'a faite, mais dans la loi maintenant, il y a les assistants de justice qui font les conditions, le respect des conditions positives – suivre une formation, etc. On dit à un policier (police locale j'imagine) qu'il a un libéré conditionnel, que celui-ci ne peut pas aller dans les plaines de jeux, pour prendre cet exemple-là. C'est lui qui suit ça et s'il y a manquement par rapport à cela, ça va immédiatement chez le juge d'application des peines sans passer par l'assistant de justice.

Est-ce que ce n'est pas pourtant une information indispensable que devrait avoir l'assistant de justice?

**Annie Devos:** Mais la loi sur le statut externe a prévu un circuit...

**La présidente:** Oui, mais ce n'est pas parce qu'on fait une loi qu'on a toujours raison dans ce parlement! Pour avoir travaillé sur la loi avec plein d'autres parlementaires que je vois et qui étaient là à ce moment-là, ce n'est pas parce qu'on l'a fait qu'on ne s'est pas fourvoyé. Donc, par rapport à votre quotidien et au quotidien des assistants de justice, et je ne dis pas qu'ils ne doivent pas directement le dire au juge, mais est-ce qu'ils ne devraient pas vous informer en parallèle? Dites-nous! On est peut-être là aussi pour corriger des lois.

**Annie Devos:** On a construit toute une façon de travailler en tenant compte de la réalité légale. En effet, la première chose qui compte, c'est le cadre légal: on doit d'abord positionner les choses par rapport à ça. On a mis en place, en interne, une

circulaire qu'on appelle la circulaire "vérification", qui est en train d'être revue, pour savoir comment on procède à une série de vérifications – à l'égard de tiers, à l'égard d'institutions, et également par rapport aux services de police. C'est que la matière n'est pas balisée partout: pour les services de probation c'est autrement, et chaque fois on doit s'ajuster. Mais l'idée c'est que ça passe par l'autorité mandante qui nous informe. Si on reçoit une information, évidemment on la travaille, et on travaille aussi avec la personne sur la vision d'ensemble de la guidance et donc y compris sur les conditions négatives. Mais il n'y a pas un canal d'information systématique des services de police vers nous ou inversement.

**La présidente:** Si je comprends bien, ça va vers le juge ou vers la commission de probation. Et puis, ça redescend vers vous, si ce dernier le trouve nécessaire.

**Annie Devos:** Il est aussi aux commandes.

**La présidente:** C'est ça. C'est lui qui peut dire: "Je ne dis rien à l'assistant de justice", et donc ce dernier ne sait pas que certaines conditions n'ont pas été respectées. Cela me semble devenir troublant quand on a le libéré conditionnel devant soi et qu'on continue dans cette "relation de confiance", comme le disait Mme Marghem, alors que l'assistant de justice n'est peut-être pas au courant qu'il n'a pas respecté la moitié d'autres conditions, que l'assistant de justice n'est pas censé contrôler.

Je n'essaye pas de mettre en cause le rôle des maisons de justice et des assistants de justice: je crois au contraire qu'il est fondamental. Mais ce qui nous trouble parfois, je pense, c'est la séparation des informations entre tous les acteurs qui doivent suivre un même auteur. Sauf pour ce qui est du mandant, le juge, qui le sait. Mais enfin, ces magistrats sont paraît-il complètement débordés aussi; donc ça m'inquiète.

**Annie Devos:** C'est très clair que la façon dont les circuits ont été élaborés conduit aussi à certaines pratiques et parfois à une perte d'informations. La question est: qui est en état de traiter cette information? C'est évident que quand l'autorité mandante nous renvoie des PV où certains faits ont été commis et où il n'y a pas une réaction directe de révocation – ce qui n'est pas toujours nécessaire, loin s'en faut – c'est évidemment intéressant d'avoir cet élément-là pour travailler dans la guidance.

Un groupe de travail *Info-flux* a été mis en place

au niveau du collège des PG pour savoir qui communique quoi à qui, et à quel moment. Mais c'est extrêmement compliqué. C'est sûr, pourtant, que si on arrivait à avoir des canaux de communication plus clairs, mais aussi à savoir identifier qui est le bon interlocuteur, de telle sorte qu'il n'y ait pas un fax qui atterrisse et qu'aucune suite ne soit réservée.

La **présidente**: C'est bien ce qui nous inquiète!

**Annie Devos**: Ou même, qu'il n'y a plus de papier dans le fax. En effet, dans le quotidien, on est aussi confronté à des choses pareilles.

C'est clair que de ce point de vue-là, il y a sans doute des articulations qui peuvent être plus efficaces que d'autres et que le cadre légal peut être plus soutenant ou moins soutenant.

La **présidente**: Vous êtes ici aussi pour critiquer le cadre légal, le cas échéant, ne vous inquiétez pas.

**Annie Devos**: Non, ce que je dis, c'est qu'à l'exécutif, on est là pour exécuter les lois.

La **présidente**: Lorsque vous êtes auditionnée par le parlement, qui veut changer peut-être certaines lois, n'hésitez pas à nous dire: "ce cadre légal ne convient pas à une exécution optimale du contrôle des libérés conditionnels." N'hésitez pas! On est ici pour ça. Moi, je vous le dis, cela ne me trouble pas: j'ai voté cette loi. Et j'ai travaillé sur cette loi. Mais si on s'est trompé, on s'est trompé! À un moment donné, on a besoin des échos du terrain pour essayer d'avancer.

**Annie Devos**: Clairement, le circuit qui a été mis là en place n'est pas le plus efficace. Et si on doit revenir à autre chose, il faut voir dans quel circuit on se positionnerait et aussi quel est le rôle qu'on pourrait lui donner. Il faut aussi le savoir. Ce n'est pas le tout de changer. On a déjà changé beaucoup de choses. Il vaut mieux avoir quelque chose de stable où chacun reconnaît où il est, quel est son rôle, de façon à pouvoir fonctionner efficacement. Je ne dis pas que c'est bien ou moins bien. C'est clair que pour le moment, la façon dont on met en place les différents dispositifs... En général on crée des choses – je ne vais pas dire des usines à gaz, mais on crée des choses – quand même relativement compliquées.

La **présidente**: N'hésitez pas si vous avez des suggestions de transfert d'information, par exemple que vous aimeriez bien être directement

avertie, par exemple d'un PV de police. Qu'on l'envoie au mandant, c'est à dire au juge, et à vous.

**Annie Devos**: Mais le pouvoir d'appréciation reste toujours...

La **présidente**: Je ne demande pas que vous appréciiez. Simplement, l'assistant de justice aurait l'information complète par rapport à un individu.

**Annie Devos**: Il faut être vigilant. On travaille en discutant toutes les informations avec le justiciable. Mais si l'assistant de justice reçoit une information qui n'est pas encore, du point du service de police, susceptible d'être mise à disposition du justiciable – notamment parce que le juge d'instruction travaillerait sur quelque chose à ce niveau-là -, voilà! Il faut être aussi prudentissime. Il faut vraiment savoir où on met les pieds. Donc ce n'est pas que blanc ou noir. Là aussi, il faut pouvoir être nuancé.

La **présidente**: En l'absence de questions supplémentaires, nous allons vous remercier.

J'aimerais juste savoir si nous pourrions recevoir un document. Vous avez parlé des "process" mis en place dans le cadre... Je ne sais plus le nom exact du document.

**Annie Devos**: *Business process reengineering.*

La **présidente**: Pourrait-on l'obtenir, pour savoir comment fonctionnent les flux?

**Annie Devos**: Sans problème!

La **présidente**: Mais c'est quoi? Un bottin de téléphone?

**Annie Devos**: Ce sont 220 instructions de travail et un peu plus de formulaires-type. Et cela correspond à sept processus. Tout est balisé et on a une vraie mesure de la charge de travail. On peut donc vraiment évaluer les besoins en personnel. C'est un énorme effort qui a été fait.

La **présidente**: Je vous remercie pour toutes ces informations.

**Audition de M. Freddy Pieters, juge en application des peines pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles (chambre néerlandophone)**

**Hoorzitting met de heer Freddy Pieters, rechter in strafuitvoeringszaken voor het rechtsgebied**

## van het hof van beroep te Brussel (Nederlandstalige kamer)

La **présidente**: Chers collègues, nous allons passer à l'audition du dernier intervenant. Je vous prierai de regagner vos sièges. Nous allons entendre M. Freddy Pieters, juge en application des peines pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, chambre néerlandophone.

**Freddy Pieters**: Dames en heren, ik wil een aantal punten bespreken, die raken aan wat deze namiddag is besproken, onder andere over de terbeschikkingstelling, over hoe informatie wordt verzameld, wie wat krijgt en hoe die rondgaat.

Eerst en vooral wil ik het hebben over de strafuitvoeringsrechtbank van Brussel. Er zijn op dit ogenblik vijf strafuitvoeringsrechtbanken in België, met in totaal 10 kamers, die een afdeling zijn van de rechtbanken van eerste aanleg. Ze zijn een uitvloeisel van de zaak Dutroux. Eerst hebben we VI-commissies gekregen, daarna zijn de strafuitvoeringsrechtbanken gekomen.

Het betreft multidisciplinaire rechtbanken, wat wil zeggen dat er een voorzitter is die rechter is, maar dat er ook twee assessoren zijn die worden gekozen op basis van beroepskennis, de zogenaamde assessoren in strafuitvoeringszaken. Zij moeten een aantal jaren ervaring hebben, een van hen is gespecialiseerd in penitentiaire zaken, een andere in sociale re-integratie.

Het is ook belangrijk dat zowel de voorzitter als de magistraat van een openbaar ministerie een gespecialiseerde voortgezette opleiding moet volgen. Ik vertel daar later meer over, omdat daar het aspect slachtoffers ook bij ter sprake komt.

Wij zijn sinds 1 februari 2007 bevoegd voor de meest ingrijpende strafuitvoeringsmodaliteiten. Uitgangsvergunningen en penitentiair verlof behoren tot de bevoegdheid van de minister van Justitie. Beperkte detentie - mensen die overdag gaan werken en 's nachts terugkomen -, elektronisch toezicht en vormen van vervroegde vrijstelling zijn de bevoegdheid van de strafuitvoeringsrechtbank, dit enkel voor veroordeelden met straffen van meer dan drie jaar. De strafuitvoeringsrechtbanken werken alleen maar met veroordeelden met straffen van meer dan drie jaar. Dat is hun bevoegdheid.

Ik wil het vervolgens hebben over de Nederlandstalige strafuitvoeringsrechtbank van Brussel. Wij zijn territoriaal bevoegd voor de twee Brusselse gevangenissen – uiteraard niet voor alle

dossiers, er zijn ook Franstalige – en de twee Leuvense gevangenissen. Onze hoofdleverancier is Leuven-Centraal, waar ongeveer de helft van onze dossiers vandaan komt. Dat is een gevangenis voor langgestraften, waardoor wij dus te maken hebben met een belangrijke caseload van mensen die straffen hebben van vijf jaar tot levenslang.

Een aantal zaken over seksuele delinquenten. Wie zijn dat in onze dossiers? De gegevens die we daar vinden, bevestigt enkel wat we in de literatuur leren. De grote meerderheid van de zaken die we hebben - ik schat 85 tot 90 % - betreft incestdossiers binnen een ruim familiaal verband, waarbij ook kinderen die in de buurt wonen, zoals vriendjes van de slachtoffers, betrokken zijn. Verder zijn er een paar dossiers uit sportclubs en jeugdbewegingen, en is er één dossier op de werkplaats: een werkgever die een werknemer heeft misbruikt. Er is één dossier in een verzorgingsinstelling. Het gaat over een klusjesman. Dan hebben wij ook een dossier van een veroordeelde die twee veroordelingen had en die op het ogenblik dat hij zijn eerste veroordeling kreeg, in het onderwijs werkte. Die man is gerecidiveerd en bij zijn tweede veroordeling werkte hij daar niet meer. De rest zijn dossiers van toevallige slachtoffers, dossiers die niets te maken hebben met het soort zaken dat ik net heb opgesomd.

Een tweede zaak die terugkomt in de anamnese van de veroordeelden die wij van de PSD's krijgen – wie bent u, vanwaar komt u –, is dat heel veel daders van seksuele delicten aangeven dat zij zelf het slachtoffer zijn geweest van seksueel misbruik. In bepaalde gevallen krijgen wij die informatie ook zwart op wit en zien wij dat iemand is veroordeeld voor misbruik van die veroordeelde seksuele dader.

Verschillend van wat ik soms in de literatuur lees, is dat de daders van incest die wij zien, toch vaak afkomstig zijn van sociaal-economisch zwakkere of zelfs de zwakste groep. Daarmee zeg ik niet dat die mensen dergelijke feiten meer plegen, alleen dat zij meer in de gevangenis zitten en wij meer van dat soort dossiers krijgen.

Nog over de seksuele delinquenten, ik weet niet of dit vandaag ter sprake is gekomen, ik hoor regelmatig van het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen dat voor seksuele delinquenten de gevangenis niet de meest gunstige plaats is om therapie te doen en dat men alleen maar aan pretherapie doet.

Vijftien jaar geleden was ik in een Canadese gevangenis, waar specifiek aan seksuele delinquenten therapie werd gegeven in verplichte groepssessies. Ik weet daarover niet veel meer. Bestaat dat nog, heeft dat succes gehad, houdt men dat vol? Daarop kan ik u niet antwoorden, alleen dat ik indertijd zelf op bezoek ben geweest in zo'n gevangenis.

Ook nog belangrijk in verband met de seksuele delinquenten, is dat de criminogenese, waarom zij tot die feiten zijn gekomen, heel verschillend is. Ik wil toch waarschuwen voor het te veel simplificeren van de zaken. Een kernpedofiel is fundamenteel anders dan iemand die slachtoffers gebruikt vanuit zijn eigen psychopate persoonlijkheid. Dat zijn twee verschillende zaken, die heel verschillende oplossingen, manieren van opvolging en opleggen van voorwaarden vragen. Tot daar de seksuele delinquenten en wie ze zijn.

Iets over de procedure van toekenning van de strafuitvoeringsmodaliteiten. Ik was nog niet aanwezig toen iemand van de PSD daarnet sprak, maar ik wil wel zeggen dat de gemiddelde kwaliteit van de verslagen die wij van de psychosociale dienst van de gevangenissen krijgen, heel behoorlijk is. Ik heb zelf op het parket en op de zetel gewerkt, en wil daarover zeggen dat ik vind dat de gemiddelde kwaliteit van de verslagen die wij krijgen van de PSD, gemakkelijk kan tippen, om niet te zeggen beter is dan wat ik regelmatig las voor de rechtbank die ten gronde moest oordelen. Dit is uiteraard een persoonlijke perceptie.

Wat ik wel betreurt, en dat is een eerste element dat gaat over informatie: binnen de procedures, wanneer wij te beslissen hebben over al of niet toekenning van een voorwaardelijke invrijheidsstelling, beperkte detentie of elektronisch toezicht, dat onze rechtbank geen opdrachten kan geven aan het directoraat-generaal Justitiehuisen om een beknopt voorlichtingsrapport te krijgen of om een maatschappelijke enquête te krijgen.

Dat is al gevraagd door ons. Men zegt: "Nee, wij doen dat niet. Daarin is niet voorzien in de wet". Daarin is inderdaad niet in de wet voorzien, maar niet alles wat niet in de wet staat is daarom ook verboden. Ik heb zelf verder ook opgemerkt dat in het kader van de vrijheid onder voorwaarden de wet op de voorlopige hechtenis gedurende jaren er niet in voorzagt dat er enquêtes konden gebeuren of beknopte voorlichtingsverslagen. Nochtans zijn gedurende minstens 7, 8, 9 jaar wel degelijk verslagen gemaakt in het kader vrijheid

onder voorwaarden, zonder wettelijke bepaling.

Een tweede opmerking: de strafuitvoeringsrechtbanken zullen bevoegd worden voor de internering binnen afzienbare tijd. In de wet op de internering staat een dergelijke bepaling. Men moet mij nu eens uitleggen waarom wij, als wij zullen zetelen in het geval van internering, wij wel kunnen vragen om een beknopt voorlichtingsverslag of een maatschappelijke enquête te krijgen, en niet in het kader van de externe rechtspositie van veroordeelden.

Een volgend probleem is dat wij merken dat heel wat van die seksuele delinquenten kiezen of gedwongen worden om strafeinde te doen. Daar zijn volgens mij een aantal redenen voor. Eerst en vooral is het veelal geen goede zaak dat mensen voor strafeinde kiezen, omdat er toch wel, ik wil voorzichtig zijn, aanwijzingen zijn dat qua recidive de voorwaardelijke invrijheidsstelling een gunstig effect zou hebben.

Ik heb hier daarstraks over cijfers in België horen spreken. Ik ken geen recente cijfers in België over VI en recidive. Men mag mij die altijd tonen. Ik weet alleen dat professor Goethals en professor Maes van de KU Leuven in een artikel besluiten dat er goede redenen zijn om aan te nemen, en dat op basis van buitenlandse onderzoek, dat de voorwaardelijke invrijheidsstelling een recidivebeperkend effect heeft.

Ik kom dus terug op mijn oorspronkelijk punt. Ik denk dat het belangrijk is dat seksuele delinquenten niet zelf voor strafeinde kiezen of gedwongen worden voor strafeinde te kiezen, omdat een geleidelijk traject van beperkte detentie, elektronisch toezicht, voorwaardelijke invrijheidsstelling allicht meer kansen biedt op een gedragsverandering bij die mensen.

Wat zijn de grote redenen voor dat strafeinde? Eerst en vooral, bij een groot aantal van die mensen is er een gebrek aan zelfinzicht en probleeminzicht, ook een gebrek aan motivatie. Men is niet gemotiveerd voor behandeling. Daarbij kan de vraag worden gesteld of een deel van de hulpverlening ook niet is motiveren tot begeleiding.

Er is zeker verder druk van medeveroordeelden. Er zijn negatieve verhalen over behandeling en over het verloop van een voorwaardelijke invrijheidsstelling van mensen die opnieuw zijn opgesloten omdat zij recidiveerden of een voorwaarde niet hebben nageleefd. Dat gaat rond in een gevangenis.

Er zijn ook mensen die kiezen voor strafeinde om van al die voorwaarden gedurende vijf tot eventueel zelfs tien jaar af te zijn. Die mensen willen “gerust gelaten” worden.

Een aspect is ook dat bepaalde seksuele delinquenten er alles aan doen om in de gevangenis verborgen te houden dat zij veroordeeld zijn voor seksuele delicten. Men wil niet naar een therapeut of naar vormingsactiviteiten of voorlichtingsactiviteiten daaromtrent gaan, want iemand zou er maar eens achter kunnen komen dat men seksueel delinquent is. Seksueel delinquenten staan in de gevangenis helemaal onder aan de ladder. Zij worden bedreigd en zijn soms zelfs het voorwerp van fysieke agressie.

Nog een reden voor strafeinde, is naar mijn aanvoelen een terughoudendheid – dat hoor ik ook in andere Nederlandstalige strafuitvoeringsrechtbanken – vanuit de directie detentiebeheer, de vroegere dienst individuele gevallen van Justitie, om uitgangsvergunningen en penitentiaire verlopen te geven. Dikwijls moeten mensen eerst op intake kunnen gaan. Men moet zich kunnen aanbieden in een psychiatrische inrichting, kan men daar opgenomen worden voor een residentiële behandeling? Of men moet naar een centrum voor geestelijke gezondheidszorg kunnen gaan. Als men daar geen toelating voor krijgt, dan komt op een bepaald ogenblik het dossier bij ons. Als dat nog niet inzake gebeurde, moeten wij uitgeversvergunning of verlof toestaan. Maar dat betekent tijdverlies en mogelijk komt het strafeinde dan nabij. Dan wordt de afweging gemaakt of het nog wel de moeite is. Gaat men, om één jaar vroeger vrij te zijn, nog vijf jaar voorwaarden aanvaarden? Dat zijn elementen die daarin meespelen.

Een ander belangrijk aspect is geweigerd worden door de hulpverlening. In Leuven-Centraal heeft men er zelfs een naam voor: gedetineerden die de “Ronde van Vlaanderen” rijden. Wat bedoelt men daarmee? Die mensen schrijven alle residentiële instellingen aan die in Vlaanderen of zelfs in Brussel openstaan voor een begeleiding, maar zij krijgen overal systematisch nee op hun vraag. Welke zijn de redenen? Men is bijvoorbeeld te zwak begaafd om therapie te volgen. Of een dubbele diagnose: een seksueel delinquent die een andere persoonlijkheidsstoornis heeft of een zwaar drankprobleem heeft dat leidt tot afwijzingen. Ook een reden is specifiek herval in seksuele delicten: wanneer iemand al eens in behandeling is geweest, dan wil men hem geen

tweede keer meer.

Soms gaat het om te ernstige feiten. Er zijn dossiers waar men te maken heeft met sadistische feiten met een belangrijke seksuele component, waarvoor de hulpverlening past.

Het zal niet de enige keer zijn dat u hoort dat er een tekort is aan residentiële en ambulante behandelingscentra. Er is nood aan bijkomende capaciteit. De forensische residentiële centra die bestaan in de reguliere psychiatrie en die daar een bijzondere subsidiëring voor krijgen, zijn uitsluitend voor geïnterneerden bestemd en dus niet voor veroordeelden die meer dan drie jaar gevangenisstraf kregen. Er is nood aan een high risk-behandelingscentrum voor gedetineerden met een maximumrisico.

Ik ga nog iets zeggen over de ter beschikkingstelling van de regering. Die is daarnet ook even ter sprake gekomen. In principe wordt dit vanaf 1 januari 2012 een bevoegdheid van de strafuitvoeringsrechtbank. Ik ga daar straks mijn zorg over uitspreken.

Sinds de wet werd gewijzigd, in 1999, kan de rechter ten gronde voor bepaalde seksuele delinquenten ook zonder dat zij recidivist zijn – dus al de eerste keer dat zij verschijnen voor de rechtbank – een ter beschikkingstelling uitspreken. Voor 10 jaar, en ingeval van recidive voor 20 jaar.

Ik ben van mening dat men voorzichtig moet zijn met zulke beveiligende straffen, zoals men de ter beschikkingstelling kan noemen. Maar ik denk dat de opgelegde ter beschikkingstelling in een aantal gevallen de daders wel degelijk aanzet om alsnog in behandeling te gaan, alsnog therapie te gaan volgen. Ik heb mijn zitting van morgen voorbereid, waarbij volgend dossier inzake seksuele delinquentie. Die man bereikt zijn strafeinde in 2013. Hij bevindt zich in een staat van wettelijke herhaling. 2013 is over twee jaar. Maar de man heeft nog tien jaar ter beschikkingstelling gekregen. Ik meen dat zijn rekening dan gauw gemaakt is. Hij zal niet gauw strafeinde vragen. Want dan zal hij opnieuw voor de strafuitvoeringsrechtbank komen, die allicht zal oordelen dat het gevaar voor recidive veel te groot is en hem niet gaat vrijlaten. De ter beschikkingstelling van de regering, de TBR, is dus een belangrijke stok achter de deur.

Ik kom tot een volgend punt. Het Parlement heeft een aantal wetten goedgekeurd, waaronder de wet op de externe rechtspositie van

veroordeelden, alsook een nieuwe wet inzake de internering. In die nieuwe wet op de internering van 2007 staat een aantal wijzigingsbepalingen ten aanzien van de wet op de externe rechtspositie van veroordeelden, die naar mijn aanvoelen redelijk belangrijk zijn.

Ik lees zo een artikel dat goedgekeurd is: "Wanneer de strafuitvoeringsrechtbank het bij artikel 31 ...bepaalde advies van een dienst of persoon, die gespecialiseerd is in de diagnostische expertise van seksuele delinquenten, niet volgt, neemt zij een met redenen omklede beslissing." Wat zegt dat artikel? Wij moeten voor seksuele delinquenten een gespecialiseerd advies hebben. Willen wij daarvan afwijken dan zullen wij het moeten uitleggen, expliciet moeten motiveren in ons vonnis. Dit artikel is gestemd. Dit artikel is echter nog altijd niet in uitvoering gebracht. Er zijn nog een aantal van die artikels. Ik heb het hier ergens opgeschreven. De artikels 146 tot 152 in de nieuwe wet inzake de internering. Men zou die, naar mijn aanvoelen althans, toch in uitvoering kunnen brengen.

Iets over de voorwaarden die opgelegd worden aan seksuele delinquenten. Eerst en vooral, wij leggen dat alleen op bij mensen die voorwaardelijk vrij gaan, bij elektronisch toezicht of bij mensen die beperkte detentie krijgen. Het is redelijk zinloos om iemand die niet in het land mag blijven – een vreemdeling die geen recht heeft op verblijf – als voorwaarde op te leggen dat hij een begeleiding moet volgen. Waarom? Het kan niet worden opgevolgd en gecontroleerd.

Wat zijn voorbeelden van onze voorwaarden? Wij leggen bepaalde verplichtingen op. Quasi altijd is daarbij – tenzij ze al vergoed zijn – het vergoeden van de burgerlijke partijen. Nog : het volgen van een medico-psychosociale begeleiding, waarbij wij vaak zeggen dat het eerst een residentiële en dan wel een ambulante begeleiding moet zijn. In bepaalde gevallen schrijven wij daar ook bij dat het een multidisciplinaire dienst moet zijn. Als ik spreek voor onze kamer : wij hebben toch wel nogal wat vertrouwen in de Centra voor geestelijke gezondheidszorg die multidisciplinair zijn samengesteld. Het geeft ons een zeker gevoel van geruststelling als wij kunnen opleggen : mijnheer, gij gaat naar een multidisciplinaire dienst; gij moet niet afkomen met uw eigen therapeut die wij niet kennen en van wie wij niet weten welke achtergrond hij heeft.

Verder staat in die voorwaarde dat de veroordeelde hieraan ten volle moet meewerken,

en afspraken en richtlijnen van de hulpverlener stipt naleven, ook inzake medicatie; het gaat dan over libidoremmers of antabuse in bepaalde gevallen.

Een persoonlijke opmerking daarbij. Ik geloof in therapie, ondanks de relatief hoge recidivecijfers waarmee wij voor seksuele delinquenten te maken hebben. Ik spreek alleen uit eigen "indruk" want die cijfers worden niet geteld of verder uitgesplitst. Wij zien toch regelmatig veroordeelden voor seksuele delicten recidiveren. Ik ben er vast van overtuigd dat in een aantal gevallen die therapie wel degelijk werkt en mensen tot een ander gedrag brengt. Ik denk hierbij concreet aan een aantal dossiers waarin we zien dat belangrijke vooruitgang wordt gerealiseerd.

Wat zijn verboden die wij opleggen? Klassiek zijn : om op welke wijze ook contact op te nemen met de slachtoffers en wij specificeren daarbij dat in geval van toevallig contact de dader daaraan onmiddellijk en discreet een einde moet stellen.

Regioverboden worden zeer vaak opgelegd, ook bij seksuele delicten. Bijvoorbeeld niet in dat dorp komen. Het gebeurt zelfs dat we over een hele provincie spreken. Het gaat dan meestal over natuurlijk zeer zware feiten. Het verbod op plaatsen te komen waar minderjarigen samenkomen, zoals scholen, speelpleinen enzovoort.

Het verbod om minderjarigen te frequenteren buiten de aanwezigheid van een volwassen derde. Dat geldt voor pedofielen waar we soms toch merken dat er achteraf een nieuwe relatie komt met een vrouw die eventueel jonge kinderen heeft. Dat stelt dan toch problemen.

We leggen ook soms een verbod op om een bepaald werk te doen waar contact met kinderen noodzakelijk is. We hebben echter ook het geval gehad van een man die werkte bij een werkgever die meubilair installeerde in scholen. Bon, dan wordt er een verbod opgelegd dat daaraan tegemoetkomt

Persoonlijk denk ik dat die voorwaarden zoals hierboven geformuleerd "werken" . Elk van die voorwaarden die ik hier genoemd heb, heeft ooit al aanleiding gegeven tot het opstarten van een procedure herroeping of herziening van een voorwaardelijke invrijheidstelling of elektronisch toezicht.

Een nevralgiek punt : opvolging en controle van de toegekende strafuitvoeringsmodaliteiten. Ik ga

beginnen met mij tot u parlementsleden te richten. De titel 7 "opvolging en controle" van de wet externe rechtspositie van veroordeelden is volgens mij een onduidelijke wettelijke regeling. De wettelijke regeling laat te wensen over op een aantal punten. Dat leidt tot verschillende praktijken. Wij, strafuitvoeringsrechtbank van Brussel, de Nederlandstalige kamer, reageren systematisch op ieder verslag dat we krijgen van een justitieassistent en schrijven daarin dat we een volgend verslag willen tegen datum X. Wil aandacht besteden aan dit en dat, en dat (bijvoorbeeld) de voorwaarde van burgerlijke partijen betalen niet wordt nageleefd. Dat soort dingen. Ik weet dat langs Nederlandstalige kant wij de enigen zijn die dat doen. Het zou kunnen dat er aan Franstalige kant ook een kamer geweest is. Ik denk alleszins dat Luik het een tijd heeft gedaan.

In andere strafuitvoeringsrechtbanken meent men dat dit uitsluitend aan het openbaar ministerie toekomt. Dat is hun visie zo omdat enkel het openbaar ministerie het initiatiefrecht heeft wanneer iets fout loopt.

Terug naar mijn uitgangspunt, controle en opvolging zijn niet goed geregeld. Wat lees ik in artikel 62: duidelijk is, controle is voor politie en openbaar ministerie. Men verwijst naar artikel 20 van de wet op politieambt. Men stelt expliciet dat het openbaar ministerie daarmee belast is. Daaruit durf ik af te leiden dat misschien de "opvolging" door de justitieassistent gebeurt. Maar ik lees dat nergens met zoveel woorden in de wet, is het nu zo of niet?

Wat behelst die opvolging? Ik heb vandaag mevrouw directeur-generaal Devos horen zeggen: er is controle. Ik heb eerlijk gezegd niet altijd het gevoel dat dit zo is. Wij hebben vragen daarover. Ik wil toch onderstrepen dat vooral controle bij veel seksueel delinquenten heel belangrijk is.

De justitieassistent is belast met toezicht, maar wat met het beroepsgeheim? Ik ben van mening dat er geen beroepsgeheim bestaat ten aanzien van de opdrachtgever en dat wij alle relevante informatie gerapporteerd moeten krijgen. Volgens mij vormt het ook niet zo'n probleem dat de justitieassistent geen beroepsgeheim heeft ten aanzien van zijn opdrachtgever. Het eerste wat een justitieassistent moet doen, is bij het eerste contact met de dader heel duidelijk zeggen dat hij rapporteert naar zijn opdrachtgever, dat hij rapporteert over al die zaken. Ik ben niet geïnteresseerd of die mijnheer zijn tante tijdens het groot verlof naar Spanje gaat, dat moet ik niet weten. Wat ik wel moet weten is wat relevant is. Ik

heb meegemaakt, maar dat was niet bij een dossier van een seksueel delinquent, dat terwijl in onze beslissing stond dat de relatievorming van nabij moest worden opgevolgd, ik meer informatie over een nieuwe relatie vroeg, en dat men mij die vierkant weigerde. Ik heb dat indertijd moeten escaleren tot bij de directeur-generaal alvorens ik, bij wijze van uitzondering, antwoord kreeg dat we in dit geval uitzonderlijk toch informatie zouden krijgen.

Problematisch vind ik ook dat het directoraat generaal Justitiehuzen weigert informatie over "politievoorwaarden" te geven. Eerst en vooral, u mag de wet nalezen, ik lees nergens in de wet 'politievoorwaarden'. Dat begrip staat niet in de wet externe rechtspositie van veroordeelden. Ik weet niet wat dat is. Als ik daar vragen over stel, dan zegt men mij dat dit in de regel de verbodsvoorwaarden zijn. Ik vraag mij dan af, wat gebeurt er als een justitieassistent 's avonds naar huis gaat, een veroordeelde ziet lopen die hij in opvolging heeft, een seksuele delinquent, en die een verbod heeft zich op te houden aan scholen en die staat daar aan een school? Ik ben niet 100 % zeker dat ik dat in alle gevallen te weten zal komen.

Nog even over de "politievoorwaarden". Daarover bestaan dienstbrieven. Ik weet van het bestaan van minstens twee dienstbrieven. Ik heb die gevraagd, maar ik krijg die niet. Men weigert mij die. Die zijn uitsluitend voor intern gebruik. Ik weet dus niet wat daarin staat. Het zijn dienstbrieven van 2007. Die kunnen ondertussen opgeheven zijn. Ook dat weet ik niet. Ik weet alleen dat er in 2007 twee dienstbrieven geschreven zijn over politievoorwaarden. Ik weet niet wat daarin staat. Ik weet niet wat de draagwijdte ervan is.

Justitieassistenten mogen ook geen contact opnemen met de plaatselijke politie om ons te informeren. Vroeger was er een andere praktijk. Ik kom zelf van een klein dorp. Meestal weet een politieagent wel een aantal zaken. De plaatselijke politie weet of het goed of niet goed gaat met een persoon. Dat mag echter niet meer opgevraagd worden. Justitieassistenten nemen geen contact meer op met de plaatselijke overheid. Als wij dat nu willen weten, dan moeten wij aan het openbaar ministerie vragen of men dat wil doen. Ik zie er eerlijk gezegd geen probleem in dat een justitieassistent zelf die info zou insinueren en er zo ook van op de hoogte is.

Ik kom terug op een opmerking van daarjuist. Wat gebeurt er omgekeerd? Ik spreek over de

Nederlandstalige kamer van de strafuitvoeringsrechtbank van Brussel. Ik denk dat dit trouwens een praktijk is in de meeste Nederlandstalige strafuitvoeringsrechtbanken, maar dat kan ik u niet garanderen. Als wij een proces-verbaal krijgen van de procureur en als hij niet zegt dat het niet doorgezonden mag worden, dan bezorgen wij het aan de justitieassistent.

De procureur des Konings kan redenen hebben om een proces-verbaal niet door te sturen. Hij kan zeggen dat hij niet wil dat het wordt bezorgd, omdat er mogelijk een onderzoek uit kan voortvloeien en omdat het nog te vroeg is, maar hij kan ons op de hoogte brengen.

De onduidelijkheid van de opvolging en de controle, die men terugvindt in bijvoorbeeld artikel 62 van de wet, heeft een historische achtergrond. Ik zou daar een en ander kunnen over vertellen, maar ik zal iets voorlezen wat die onduidelijkheid illustreert.

Ik citeer art. 62, paragraaf 3, laatste lid: “De mededelingen tussen de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank, de justitieassistent en, in voorkomend geval, het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht gebeuren in de vorm van verslagen die in afschrift aan het openbaar ministerie worden overgezonden.”

Voor genoemd lid bepaalt dat alle informatie in eerste instantie naar de strafuitvoeringsrechtbank gaat. Vervolgens moet ook een afschrift naar het openbaar ministerie worden gezonden.

Wat is echter daarvan de zin, wanneer de strafuitvoeringsrechtbank geen enkel initiatiefrecht heeft? Die formulering heeft te maken met twee visies die binnen de commissie-Holsters hebben bestaan, met name de vraag of naar het commissiemodel moest worden gegaan – de rechtbank blijft zoals een onderzoeksrechter of jeugdrechter bevoegd voor het dossier en blijft, eens gevat, ook gevat – dan wel of veeleer naar een puur rechtbankmodel wordt gegaan – de rechter heeft een passieve rol en moet door het openbaar ministerie worden gevat.

Eigenlijk is men nooit uit de discussie uitgeraakt. De commissie-Holsters heeft de beslissing ter zake aan de wetgever overgelaten. Er is dan een beslissing gevallen, maar vanuit het kabinet Onkelinx is een wetsamendement gekomen. Uiteindelijk zitten wij – dat is althans mijn opinie – met een onduidelijke regeling onder de titel “opvolging en controle”.

Ik wil ook iets over overleg kwijt. In onze wet is volgens artikel 98bis van de wet in een structureel overleg voorzien. De wet is in 2007 goedgekeurd. Het overleg is op dit eigenste moment aan het opstarten. Er is tot nu toe één vergadering geweest. Vandaag waren er twee opstartvergaderingen. Ook de komende week zijn twee opstartvergaderingen gepland. Na vier jaar en dus met “enige vertraging” is het project van de grond aan het komen. Ik heb er herhaaldelijk voor gepleit dat er meer overleg moet zijn.

Een probleem bij het bedoelde overleg zal naar mijn aanvoelen de vraag zijn op welke manier wordt beslist, wanneer er verschillende visies worden gehanteerd. Er kan wel worden gesproken, maar indien iedereen bij zijn standpunt blijft, kan het zijn dat wij nog geen stap vooruit geraken. Ik geef een voorbeeld, de politionele voorwaarden. Als DGJH op zijn actueel standpunt blijft, zal overleg alleen niets opleveren. Er is dus niet vastgelegd op welke manier tot een besluitvorming kan worden gekomen bij blijvend verschillende standpunten.

Nog iets over de rapportage door de justitieassistenten tot slot. Wat goed is aan de rapportageplicht, is dat in de wet is bepaald dat binnen bepaalde termijnen moet worden gerapporteerd. Een eerste verslag moet binnen de maand volgen. Daarna moet minstens elke zes maanden een verslag worden uitgebracht. Wij kunnen een snellere rapportage vragen. Die termijnen worden behoorlijk gerespecteerd.

De justitiehuisen hebben een bepaalde structuur in de rapportageverslagen gebracht, die ervoor zorgt dat ze overzichtelijk en duidelijk zijn. Wij weten waar wij bepaalde zaken in de verslagen moeten zoeken. Op dat vlak is er dus zeker vooruitgang geboekt.

Nog een probleem is artikel 62 – nog altijd –, laatste lid. Waarover moeten de behandelaars rapporteren? Zij moeten over een aantal zaken rapporteren. Ik lees in voor genoemd lid onder andere: “... de moeilijkheden die bij de uitvoering van de begeleiding of de behandeling zijn gerezen”. Dat is eigenlijk een artikel dat teruggaat naar de wet strafrechtelijke bescherming van de minderjarigen. Daar is voor het eerst opgedoken dat behandelaars over bepaalde zaken moeten rapporteren en dus over moeilijkheden bij de uitvoering van de behandeling.

Ik ben eens naar die voorbereidende werken gaan kijken, niet vandaag of gisteren, maar een tijdje geleden. Ik geraak er niet uit wat dat is. De

toenmalige commissievoorzitter was de heer Erdman. Hij zei dat het alleen over praktische problemen gaat. Hij gaf een voorbeeld: een seksuele delinquent, een pedofiel moet een begeleiding volgen en het centrum waar hij dat moet doen is twee huizen voorbij een school, dat is een probleem. Andere mensen hadden daar een andere visie op. Ik herinner mij dat andere partijen zeiden het ook over bepaalde inhoudelijke aspecten moet gaan. Ik ben er nooit uitgeraakt wat nu is. Ik weet nog steeds niet wat dat omvat. Dat vraagt ook wel uitklaring.

De slachtoffers en de wet externe rechtspositie van veroordeelden. Slachtoffers hebben terecht een belangrijke plaats gekregen. Het is trouwens niet voor niets dat de titel van de wet gewijzigd is tijdens de parlementaire behandeling. Aanvankelijk ging de titel alleen over de externe rechtspositie van veroordeelden, maar daar is een heel stuk uitgebreid over de plaats van de slachtoffers.

Wat is nu het grote beginsel? Dat is de responsabilisering. Het slachtoffer wordt ingelicht, maar eens het ingelicht is, moet het zelf initiatief nemen om zich te manifesteren.

Ik neem aan dat men u reeds uitgelegd heeft wat een slachtofferverklaring is. Dat wil zeggen dat mensen zeggen dat ze geïnformeerd willen worden of zelf gehoord willen worden door de rechtbank en wat een slachtofferciche is. Daar spreekt men dan over welke voorwaarden men als slachtoffer in zijn belang opgelegd wil krijgen.

Ik ga eerst iets zeggen over het horen van die slachtoffers. Op de zitting tot toekenning van bijvoorbeeld een voorwaardelijke invrijheidstelling gaan die mensen verschijnen. De wet zegt dat zij alleen kunnen spreken over de in hun belang op te leggen bijzondere voorwaarden. Het is nogal moeilijk als men mensen voor zich krijgt wiens kind vermoord is of wanneer het gaat over zeer zware seksuele feiten. Wij hebben dat zeer regelmatig in onze kamer, omdat wij in Leuven-Centraal zetelen. Ik laat die mensen daar ook hun mening ventileren, bijvoorbeeld als zij zeggen dat ze niet willen dat hij in voorwaardelijke invrijheidstelling gaat. Dat kan men moeilijk verbieden aan de slachtoffers.

In de procedure herroeping, herziening, schorsing kunnen zij ook betrokken worden. Als iemand een voorwaardelijke invrijheidstelling gekregen heeft en de procureur maakt de zaak aanhangig, moeten wij het slachtoffer oproepen als het gaat over een overtreding van een slachtoffergerichte

voorwaarde.

Ook in een procedure tot aanpassing van de voorwaarden is er voorzien dat de slachtoffers schriftelijk moeten bevestigd worden wat hun visie daarop is. Als er een zitting komt, maar dat is niet verplicht, kunnen zij dan ook opgeroepen worden.

Een belangrijke verbetering tegenover de vroegere wet voorwaardelijke invrijheidstelling is dat er een vertegenwoordiging mogelijk is van de slachtoffers op de zitting. Dit was vroeger niet voorzien. Veel van die slachtoffers komen eigenlijk vragen: "Ik wil die dader nooit meer zien." Zij waren eigenlijk gedwongen om op de zitting aanwezig te zijn om dat te kunnen verklaren in aanwezigheid van die dader.

Ik ga mijn persoonlijke visie geven op die responsabilisering. Ik heb dat ook al een paar keren neergeschreven. Naar mijn aanvoelen is dat een intellectueel aantrekkelijk model, dat hoge verwachtingen wekt bij de slachtoffers. Ik vraag mij af of daaraan tegemoet kan worden gekomen. Het is ook een duur systeem. Alle slachtoffers – alle natuurlijke personen wier burgerlijke partijstelling gegrond is bevonden, – krijgen nadat het vonnis is uitgesproken een brief toegestuurd met uitleg over hoe zij zich kunnen manifesteren, enzovoort. Uiteindelijk willen een aantal slachtoffers gehoord worden door een strafuitvoeringsrechtbank voor veroordeelden die zelfs nooit voor een strafuitvoeringsrechtbank zullen komen. Bepaalde straffen worden niet uitgevoerd. Straffen van minder dan drie jaar komen niet voor de strafuitvoeringsrechtbank, dit is nog altijd de bevoegdheid van de minister.

Ik heb al een aantal keren geschreven dat men misschien toch eens moet onderzoeken of men ondanks dat intellectueel interessant model niet eerder zou moeten terugkeren naar het oud systeem, dat moet verbeterd worden. Dat maakte dat als het gaat over misdrijven waarvan wij aannemen of waarvan kan worden aangenomen dat die zeer traumatiserend zijn, de dienst Slachtofferonthaal contact zal opnemen met die slachtoffers en hun vragen of zij zich wensen te manifesteren. Dit was het systeem dat onder de VI-commissie bestond en ik zie nu in de praktijk nog altijd dezelfde slachtoffers voor de rechtbank verschijnen als destijds. Het zijn bijna uitsluitend mensen die komen voor moord of doding, zeer zware seksuele delicten. Ik heb op die 12 jaar dat ik dit werk doe één keer iemand gehad die zich kwam manifesteren omwille van het feit dat hij bestolen was. Ik heb met betrekking tot het nieuwe systeem gesproken over een marginale

meerwaarde tegen een hoge kostprijs.

Tot slot, ik vind het toch ook mijn taak om te zeggen dat wij soms ook wel eens worden geconfronteerd met onredelijke slachtoffers. Ik heb meegemaakt dat een slachtoffer zich op de zitting misdroeg, dreigde en de dader zelfs bijna fysiek te lijf ging.

Ik heb meegemaakt dat er zich een vechtpartij voordeed op de binnenkoer van Leuven-Centraal, waar dan uiteindelijk politie tussenbeide gekomen is. Ik denk ook aan een concreet dossier waarbij het slachtoffer eigenlijk de dader stalkt, zijn werkgever gaat opzoeken met de vraag of hij wel weet wie hij in dienst heeft, zodanig dat die man problemen ondervindt met zijn tewerkstelling.

Tot slot iets over de strafuitvoeringsrechtbank. Ik vind dat de multidisciplinaire samenstelling van die rechtbank een meerwaarde heeft. Ik denk dat we daar een ander soort van discussie krijgen, meer dan een louter juridische discussie, en dat dat ook nodig is bij de serieuze dossiers waarmee we te maken hebben.

Ik wil iets zeggen over die bijkomende gespecialiseerde opleiding voor beroepsmagistraten bij de strafuitvoeringsrechtbank. Tijdens die opleiding, die toch zes of zeven dagen duurt in totaal, is er bijzondere aandacht voor seksuele delinquenten. Professor Cosyns van het UFC, het referentiecentrum, krijgt daar een voormiddag het woord, er wordt uitgebreid ingegaan op risicotaxatie – welke instrumenten zijn er, hoe moet je die lezen, hoe moet je die begrijpen –; ook voor de behandeling van seksuele delinquenten wordt er tijd uitgetrokken. Er is ook voorzien dat de specifieke opleiding over slachtoffers gevolgd moet worden alvorens men benoemd kan worden tot voorzitter of openbaar ministerie bij een strafuitvoeringsrechtbank. De vraag die natuurlijk wel rijst, is waarom die opleiding dan niet voor de assessoren verplicht is.

Ik stel mij ook vragen over de tijdelijkheid van de mandaten. Wij kunnen maximaal acht jaar dit werk doen. Ik vrees ervoor dat er toch een belangrijke hoeveelheid knowhow verloren zal gaan. We zijn nu vier jaar bezig, er zijn toch ruim twee derden van al de mensen die begonnen zijn, om niet te zeggen drie vierden, op dit moment nog altijd aan het werk. Wat gebeurt er als die acht jaar afgelopen is? Zal al die knowhow die we opgebouwd hebben, tegelijk verdwijnen? Ik begrijp die regeling ook niet zo goed. Kan men ons niet serieus evalueren, zoals dat moet gebeuren, en als we ons werk goed doen ons mandaat, telkens

tijdelijk verlengen? Zoals voor onderzoeksrechters en andere.

Een tweede probleem daarbij is dat goede assessoren die uit de privé komen, heel moeilijk te vinden zijn. Die mensen moeten hun werk opzeggen voor iets dat maar acht jaar duurt. Op een bepaald moment, als die drie, vier, vijf jaar bezig zijn, beginnen die zenuwachtig te worden. Ik weet niet of het zo'n goeie zaak is om het absolute maximum van acht jaar te blijven behouden.

Ten slotte – en daar maak ik mij heel grote zorgen om – komen er in hoge snelheid bijkomende bevoegdheden op ons af. Het gaat over de internering en de terbeschikkingstelling. Als er niets gebeurt, zijn wij daar uiterlijk op 1 januari 2012 voor bevoegd. Uiterlijk op 1 september 2012 zal een alleen zittende strafuitvoeringsrechter bevoegd zijn voor alle strafuitvoeringsmodaliteiten voor straffen tot en met 3 jaar. De strafuitvoeringsrechter zal ook bevoegd zijn voor de vervroegde invrijheidstelling om medische redenen. Ook de omzetting van een korte straf in een werkstraf en de reductie van straf ingeval van samenloop worden zijn bevoegdheid. Dat baart mij grote zorgen. Waarom? Omdat ik niet weet hoever het daarmee staat. Ik weet niet, of en zo ja, waarmee men bezig is ter voorbereiding.

In ieder geval, ik ben niet bij de voorbereiding betrokken. De strafuitvoeringsrechtbanken zijn er niet bij betrokken. De Nederlandstalige strafuitvoeringsrechtbanken, die toch regelmatig onderling overleggen, zijn nog altijd vragende partij daarbij betrokken te worden. Geïnterneerden vormen een heel moeilijke populatie. Daar zitten een hoop seksuele delinquenten bij. Men moet er toch voor zorgen dat we dat goed voorbereid overnemen. Men moet de nodige mensen benoemen, men moet ervoor zorgen dat er bijkomende rechters zijn. Die moeten eerst gevormd worden. Ik maak mij daar grote zorgen over.

Er is ook een wetswijziging nodig. In de wet op de internering staat op dit ogenblik iets wat vloekt, aan Nederlandstalige kant. Mensen die door een onderzoeksrechter in VOV gesteld zijn en die in de kliniek een behandeling krijgen, zullen moeten verschijnen voor de strafuitvoeringsrechtbank. Als de wet niet wordt gewijzigd, zullen wij die mensen eerst opnieuw moeten opsluiten voor wij ze opnieuw naar de kliniek kunnen sturen. Immers, in de wet staat dat zij eerst een andere strafuitvoeringsmodaliteit moeten krijgen alvorens zij vrij op proef kunnen gaan. Kortom, er moet nog een wetswijziging komen inzake de wet op de

geïnterneerden.

Waar maak ik mij nog grote zorgen over? Er is een uitspraak van het Grondwettelijk Hof. Er waren geïnterneerden die zegden dat een uitstel tot 2012 onredelijk was. Hun advocaat maakte hun zaak aanhangig bij het Grondwettelijk Hof, en dat heeft gezegd dat het niet op korte termijn kan. Het vraagt voorbereiding. Daar is tijd voor nodig, en 2012 is niet onredelijk. Ik lees tussen de lijnen wel dat men na 1 januari 2012 niet meer met hetzelfde verhaal zal moeten afkomen, want dan zal er tijd genoeg geweest zijn.

2012 is niet ver meer. Dat is over 10 maanden. Ik maak mij daar grote zorgen om.

Ik dank u voor uw aandacht.

De **voorzitter**: Ik dank u ook. Il y a eu énormément d'informations. Très rapidement dites. Tout le monde dit oui. Énormément d'articles de loi évoqués. Et donc, si vous pouviez nous donner votre exposé?

**Freddy Pieters**: Er staan een paar zaken in voor mij, maar ik zal die eruit halen. Het gaat dan over individuele dossiers.

La **présidente**: Pour évoquer tous les articles que vous avez évoqués, je pense que personne n'a suivi ici. N'a eu la possibilité de suivre parce que vous maîtrisez tout cela et nous beaucoup moins par rapport aux différentes lois. Je passe la parole à l'ensemble des commissaires. Mijnheer Schoofs.

**Bert Schoofs** (VB): Mijnheer Pieters, ik dank u voor uw betoog.

U was vrij kritisch over de responsabilisering van de slachtoffers in het kader van de nieuwe wet. Ik meen te hebben gehoord dat er te hoge verwachtingen zouden zijn gecreëerd.

Is het uw aanvoelen dat de slachtoffers nu beter af zijn dan ten tijde van de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij wat opvolging betreft, of worden misschien niet alle mogelijkheden benut die in de wet zijn opgenomen? U had het over een intellectuele oefening. Blijft de advocatuur misschien in gebreke bij de begeleiding van de slachtoffers?

De advocaten vormen immers de link tussen slachtoffer en rechtbank. Zijn er eventueel problemen met de omzetting van de wet in de praktijk? Ik heb nog de tijden meegemaakt van de

Commissie tot Bescherming van de Maatschappij. Dat had toen wel zijn waarde, maar wat is de verhouding toen tegenover nu?

Ik heb deze vraag deze week nog gesteld aan iemand van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, maar die kon mij geen antwoorden geven, omdat men alleen casussen en beperkt cijfermateriaal had die nog dateerden uit de tijd van de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij.

Ik hoop dat mijn vragen op dit vlak duidelijk zijn.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mijnheer Pieters, ik dank u voor de informatie. U hebt inderdaad een aantal pijnpunten aangetoond, waarover wij ons zullen moeten buigen.

Ik heb een aantal concrete vragen. Hebt u al meegemaakt dat in de praktijk de strafuitvoeringsrechtbank moet weigeren om iemand voorwaardelijk vrij te laten omdat er onvoldoende therapiemogelijkheden of begeleiding zijn? Het kan zijn dat de vrijlating om andere redenen wordt geweigerd, maar hoe vaak hebt u al gedacht dat iemand in aanmerking zou komen voor vrijlating, mocht er een plaats zijn waar hij op een ernstige manier kan worden behandeld. Kunt u dat eventueel kwantificeren?

U hebt het gehad over de rol van het slachtoffer bij de zittingen van de strafuitvoeringsrechtbank. Ik heb zelf ook ervaring met slachtoffers die dat hebben gedaan en de ervaringen zijn over het algemeen positief, ook omdat ze begeleid worden. Men kan de voorwaarden ook schriftelijk bezorgen. Men hoeft niet in persoon te verschijnen, want dat is dikwijls ook heel zwaar. Dat loopt allemaal heel vlot. Er zijn inderdaad heel veel paperassen, want men krijgt om de zoveel maanden al die documenten opgestuurd.

Hoe zwaar weegt een standpunt door of een vraag van een slachtoffer om bepaalde maatregel op te leggen? U zegt dat u soms onredelijke slachtoffers heeft, maar vaak zijn het ook zeer evidente vragen. Hoe zwaar weegt een dergelijke vraag in uw praktijk daadwerkelijk door, ook al had u daar misschien in eerste instantie niet echt aan gedacht? Wat zijn uw praktijkervaringen daarmee?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer Pieters, over het beknopt voorlichtingsrapport zegt u dat u het niet krijgt van de justitiehuisen. Ik neem echter aan, als u het nodig hebt, dat u het dan wel krijgt van de politie. Klopt dat? Als u het nodig hebt, dan

veronderstel ik dat u het via een moraliteitsonderzoek of iets dergelijks, kunt vragen aan de politie.

Dan kom ik tot de opvolging: controle van voorwaarden, politieel controleerbare voorwaarden, en dan de opvolging door de justitieassistenten, het parket en de strafuitvoeringsrechtbank. De problematiek is ons bekend. Samen met enkele collega's heb ik de minister van Justitie herhaaldelijk daarover ondervraagd. Dat gebeurde naar aanleiding van enkele dossiers waar de opvolging en controle was misgelopen. Men kwam tot recidive omdat er een gebrek was aan het doorgeven van informatie. De minister heeft toen geantwoord dat er een proefproject is opgestart in Antwerpen om de taakstelling van iedereen duidelijk te definiëren en om de informatiedoorstroming vlot te laten verlopen. Naar aanleiding van dat proefproject in Antwerpen, zou er een algemene richtlijn zijn gekomen die in alle arrondissementen tegelijkertijd zou zijn toegepast.

Echter, als ik u nu hoor, dan bestaat dat niet, dan is er nog altijd een probleem met wie wat doet, en met de wijze waarop welke informatie doorstroomt.

Een laatste kleine vraag. Heb ik goed begrepen dat u zegt dat de voorwaarden die door jullie opgelegd zijn, niet wijzigbaar zijn, dus dat jullie die voorwaarden moeten intrekken en opnieuw moeten opleggen?

**Freddy Pieters:** Ik heb daar eigenlijk niet over gesproken. Ik noteer uw vraag om ze zo dadelijk te beantwoorden.

**Marie-Christine Marghem (MR):** Tout au début de l'expérience des TAP, certains d'entre eux - je ne me rappelle plus où - ne pouvaient pas siéger dans une chambre de tribunal, mais se trouvaient en prison. C'est ce que j'ai entendu. Est-ce vrai? À mes yeux, ce n'est pas un lieu idéal. Avez-vous cette expérience?

Au sujet de la transmission des informations, du contrôle et de la façon dont travaillent les assistants de justice, je vous remercie d'avoir été directe, car l'objet de ma question ainsi que celle de Renaat Landuyt était de savoir exactement comment les assistants de justice envisageaient leur travail. Nous observons qu'ils l'envisagent de façon sociale dans le cadre d'une relation de confiance - ce qui n'est pas typiquement du contrôle - alors que vous, vous envisagez votre mission plutôt de façon contrôlante, c'est-à-dire en

exerçant une pression: "Je décide de telle et telle condition et je veux vérifier qu'elles sont réalisées dans les faits".

Or, vous dépendez d'eux en quelque sorte pour savoir si tout cela est bien effectif. Donc, comment organiseriez-vous la transmission d'informations entre les trois partenaires de cette situation, vous, en votre qualité de magistrat du TAP, la police et les assistants des maisons de justice?

**Sonja Becq (CD&V):** Ik dank de sprekers voor de veelheid aan informatie. Jullie zitten hier allemaal al wat langer, collega's, maar voor mij zitten hier ook wat nieuwe zaken en onduidelijkheden in. Jullie hebben de rechtspositieregeling allemaal nog mee goedgekeurd en meegemaakt. Of niet?

**Renaat Landuyt (sp.a):** (...)

**Sonja Becq (CD&V):** Over leeftijd heb ik het niet, mijnheer Landuyt.

Ik ben vorige vrijdag in de gevangenis van Leuven geweest. Daar heb ik ook gesproken met alle hulpverleners en al degenen die mee zorgen voor vorming en dergelijke. Ik hoorde bij hen en ook bij de psychosociale dienst een stukje frustratie, als ik het zo mag zeggen. Zij maken rapporten en verslagen, met een perspectief voor degenen die langdurig gevangen zitten. Zij doen voorstellen rond voorwaarden, maar soms stellen zij vast dat die niet worden gevolgd of dat die anders begrepen worden. Op welke manier verloopt dat contact, opdat u voldoende geïnformeerd zou zijn over de weg die zij willen gaan?

Zij zouden bijvoorbeeld ook willen dat die mensen zich aanbieden. Ze krijgen een verbod om naar buiten te gaan, maar men verwacht wel dat zij werk hebben om buiten te kunnen. Het gaat om die heel concrete situaties. Hoe gebeurt dat op dit moment? Hoe zou de communicatie effectief beter kunnen verlopen? Hoe zou er eventueel feedback kunnen teruggaan naar de sociale dienst over de voorwaarden en de verwachtingen vanuit de strafuitvoeringsrechtbank? Jullie moeten ook motiveren waarom. Is dat voldoende duidelijk of krijgt u daarop ook de reactie dat men daarover duidelijkere communicatie zou willen?

**La présidente:** À la fin de votre exposé, vous avez parlé de tout ce qui allait vous "tomber sur la tête" suite aux lois votées. Vous avez parlé de l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2011, du 1<sup>er</sup> juillet 2012, de l'arrêt de la Cour constitutionnelle ou de la cour de cassation, je ne sais plus vraiment. Il y a une série de choses.

N'avez-vous pas envie d'endosser ce type de responsabilité? Ou bien estimez-vous que vous avez besoin, dès maintenant, de personnel supplémentaire pour pouvoir assumer toutes ces tâches? Estimez-vous que toutes ces tâches doivent revenir au tribunal d'application des peines, bien entendu avec des moyens complémentaires qui lui seraient attribués ou pensez-vous que ces tâches ne sont pas de "votre compétence"? J'aimerais avoir votre point de vue à ce niveau, notamment pour ce qui concerne la charge de travail.

Je voudrais également revenir sur le flux d'informations que j'estime fondamental.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik wil gewoon voor ik het vergeet een praktische vraag stellen.

Het is een korte, praktische vraag. Kan de heer Pieters misschien suggesties doen op basis van zijn vorige geschriften en zijn vorige artikelen die hiermee verband houden. Hij heeft ons vlug enkele dingen meegegeven, maar hij heeft er, vermoed ik, al eerder uitgebreider over geschreven. Het is voor de commissie misschien praktisch dat we enkele referenties krijgen. De kopieën maken wij dan zelf wel.

La **présidente**: J'aimerais revenir à une question qui rejoint les questions de flux d'informations et de la crainte qu'on a tous depuis le début que chacun ait des petits bouts d'information et ne sache pas, à un moment donné, procéder à un contrôle global et prendre une décision claire par rapport au suivi de l'auteur, en particulier des auteurs de faits sexuels.

Si je vous ai bien compris, vous êtes la seule chambre néerlandophone - on va poser la question à toutes les chambres - à réagir lorsque vous recevez une information soit de l'assistant de justice soit de la police ou du ministère public. D'autres pensent que c'est le ministère public qui doit s'en occuper, et vous, vous pensez que c'est vous. J'aimerais bien avoir des détails sur ce sujet.

Par rapport au partage d'informations, si j'ai bien compris, dans la loi, la police fait les contrôles restrictifs: "on ne peut pas aller là, on ne peut aller dans une piscine, aller dans un bistrot, aller près d'une école". C'est la police qui contrôle ça, pas l'assistant de justice. L'assistant de justice joue son rôle au niveau des conditions positives: formation, recherche d'emploi. Je ne sais pas si ce que je raconte est juste mais je vous interroge.

Ne pensez-vous pas que chacun devrait disposer de l'information de l'autre? C'est-à-dire que, si la police constate effectivement qu'il y a quelque chose de restrictif qui n'est pas respecté et que l'assistant de justice continue de travailler sur une relation de confiance alors qu'on dit qu'elle est rompue et qu'il y a peut-être des juges qui ne réagissent pas comme vous - vous avez l'air d'être un juge très proactif, si je puis m'exprimer ainsi, je ne connais pas les autres -, je pense que tout se grippe à un moment donné. Donc, pour nous, le flux d'informations, le partage d'informations est important. Est-ce qu'il faut renforcer aussi, à un moment donné, votre pouvoir de juge dans la loi?

J'essaie de comprendre. Voilà, si vous avez compris, car je n'ai peut-être pas été très claire à cette heure-ci.

**Freddy Pieters**: Ik zal misschien antwoorden op de allergemakkelijkste vraag; hebt u geen zin om het te doen, die nieuwe bevoegdheden op te nemen? Dat heeft er in de grond niets mee te maken. Als u mij de vraag rechtuit stelt, ik heb zelf herhaaldelijk gepleit voor de strafuitvoeringsrechtbanken, om aan de strafuitvoeringsrechter bevoegdheden te geven. Ik heb zelfs gezegd dat men beter de probatie ook de strafuitvoeringsrechtbanken zou geven, die en echte jurisdictionele bevoegdheid heeft anders dan de probatiecommissie.

Waarom ben ik daar zo'n voorstander van? Dat is eigenlijk gebaseerd op mijn visie op de Grondwet. U maakt de wet, de procureur brengt de straf in uitvoering. Als er fundamentele zaken veranderd worden aan een straf of aan een maatregel, wel, dan vind ik dat dit ook alleen de rechter toekomt. Dat is mijn visie daarop, dat heb ik herhaaldelijk geëxpliciteerd.

Om zeer duidelijk te zijn over uw vraag, nee, dat heeft niets te maken met geen goesting en ja, dat heeft alles te maken met grote schrik. Ik overdrijf nu een beetje maar als men ons niet de middelen geeft ...

Zelf was ik kandidaat om strafuitvoeringsrechter te worden toen wij in 2007 gingen starten. In 2006 is er een vorming geweest in Wépion. Toen moesten de strafuitvoeringsrechtbanken dus nog beginnen. Telkens kwamen er mensen binnen van justitiehuisen enzovoort, die kwamen zeggen dat men eigenlijk nog nergens stond met de voorbereiding. Wel, toen hebben alle magistraten, Nederlandstaligen en Franstaligen, op een of twee

mensen na, een brief ondertekend gericht aan de minister om haar te zeggen dat zij in gang moest schieten omdat wij nog nergens stonden. Toen zijn er op korte termijn een aantal vergaderingen geweest op het kabinet waar wij aan deelgenomen hebben, maar bijvoorbeeld ook het parket-generaal en de betrokken administraties. Toen is er gelukkig nog een aantal zaken geregeld.

De Nederlandstalige strafuitvoeringsrechtbank van Brussel zal waarschijnlijk al de dossiers internering krijgen van Leuven en een aantal van Brussel. Caseload van Leuven 200 geïnterneerden binnen, 200 geïnterneerden vrij op proef buiten. Binnen de zes maand moeten wij over al die dossiers opnieuw een beslissing genomen hebben. Dat zegt de wet. Daar heeft men volk voor nodig. Ik heb zelf vanuit andere hoeken de mogelijkheid gehad om te werken in de Commissie ter Bescherming van de Maatschappij. Dat is een zeer moeilijke materie. Men zit daar met daders van wie men toch kennis moet hebben. Het gaat vaak over mensen die zeer zware feiten plegen. Hoe gaan die dossiers bij ons terecht komen? Hoe gaan wij die krijgen? De terbeschikkingstelling van de regering, dat zijn allemaal mensen over wie de rechter gezegd heeft dat zij behept zijn met een voortdurende drang tot het plegen van feiten. Dat gaat over serieuze zaken. Ik wil serieuze dossiers krijgen als ik ermee belast word. Ik wil ook weten wat en hoe. Wij moeten de tijd krijgen. Voor de strafuitvoeringsrechtbanken zoals ze nu functioneren denk ik dat ik voor de vonnissen dertig of veertig verschillende sjablonen moet hanteren. Er zijn combinatiebeslissingen, weigeren, toekennen. Wel, dat moet ook gemaakt worden voor de geïnterneerden. Wij moeten de tijd en de kans krijgen om daaraan te beginnen.

Het is dus absoluut geen onwil van mij, het is de kwestie om er nu tijdig mee te beginnen. Ik heb vorig jaar al gesteld: waarom hebben wij de TBR nog niet? Er was volgens mij geen enkele reden. Ik denk niet dat de TBR, de terbeschikkingstelling van de regering, een grote, zware caseload gaat geven. Dat gaat volgens mij over enkele tientallen dossiers. Wel, die hadden wij allang moeten hebben. Dan was dat al uit de voeten. Dat samen met de geïnterneerden is een ander paar mouwen.

Nu ga ik naar het begin, als u het mij toestaat. De responsabilisering van de slachtoffers, is dat beter? Ik zal proberen uit te leggen wat ik daarnet bedoelde. Eigenlijk vind ik dat intellectueel een zeer interessante benadering. Ik denk echter dat er geen meerwaarde is, in de zin van wie er nu

effectief verschijnt voor ons als slachtoffer. U sprak over de Commissie Bescherming Maatschappij, maar het gaat eigenlijk over de VI-commissie. Dezelfde slachtoffers die ik zag verschijnen voor de VI-commissie, zie ik nu verschijnen voor de strafuitvoeringsrechtbank. Nu manifesteren er zich niet meer mensen dan vroeger.

Vroeger bestond het systeem erin dat Justitie op zoek ging nu wordt men geïnformeerd en moet men zelf komen. Ik denk dat er qua uitkomst niet erg veel gewijzigd is; ik zeg alleen enkel dat wij ons er goed moeten van bewust zijn dat dit een duur systeem is. Het kost veel geld en misschien moet men eens de vraag stellen wat de meerwaarde ervan is. Kunnen wij al dat geld niet beter gebruiken om andere zaken voor slachtoffers te doen dan een intellectueel zeer aantrekkelijk systeem op te stellen, maar dat in de praktijk dezelfde mensen voor onze rechtbank brengt, die, denk ik, ook hetzelfde oordelen over hoe wij al dan niet functioneren.

Ik kom tot de vraag over het weigeren wegens onvoldoende therapiemogelijkheden. Het antwoord is "ja". Ik heb het niet geteld, maar ik denk dat onze kamer alleen al in Leuven-Centraal zeker een tiental dossiers telt van daders die regelmatig voor ons verschijnen. Als de residentiële hulpverlening zegt dat wij die mensen bij hen kwijt kunnen, dan is de kans groot dat wij hen vervroegd vrijlaten. Deze dossiers keren zeer regelmatig terug. Ik heb het dan alleen over mensen die zelf de vraag stellen, mensen die buiten willen. Er zijn ook mensen die zelf zeggen dat zij niet buiten willen, die zien dat zoiets niet kan. Dit getal "tien" is natuurlijk een ruwe schatting, ik heb ze niet geteld.

Hoe zwaar weegt het verschijnen van slachtoffers door op de strafuitvoeringsrechtbank? In de meeste gevallen is dit nuttig, om bijvoorbeeld zeer concreet over een regioverbod te spreken. Tijdens onze voorbereiding kijken wij dikwijls op de kaart om na te gaan waar daders gaan wonen. Soms is het wel in een ander dorp, maar op nauwelijks honderd meter van het slachtoffer. Over het algemeen kunnen wij zeker bijkomende informatie verkrijgen.

Ik denk ook dat het voor de beleving van de slachtoffers zeer belangrijk is. Zelfs al is het voor ons in de praktijk niet nuttig, is het toch zeer belangrijk om mensen de kans te geven om zich uit te spreken. Wij steken daar echt onze tijd in, ook al zijn er soms moeilijke slachtoffers. Ik wil zeker niet de indruk wekken dat dit de grote

meerderheid is. Per jaar zien wij 30 tot 40 mensen, dus tijdens die vier jaar heb ik 150 tot 160 mensen zien passeren in Leuven-Centraal. Ik heb het hier over slechts twee tot drie gevallen waar problemen mee zijn. Ik wil enkel zeggen dat wij er rekening mee moeten houden dat wij soms een problematisch slachtoffer voor ons krijgen.

De verschijning weegt altijd. Mijn ervaring is dat de grote meerderheid van de betrokken slachtoffers zegt : mijnheer de voorzitter, ik wens niet dat hij in vervroegde invrijheidstelling gaat. Ik plak er cijfers op. Het gaat om een heel grote meerderheid. Minstens drie vierde tot 90 % komt zeggen dat hun zoon/dochter geen tweede kans heeft gehad en vindt dus niet dat de dader een tweede kans moet krijgen. Dat is de realiteit.

Ik maakte het een paar keer mee dat er op de rechtbank een soort begin van dialoog tot stand kwam. Ik heb ooit meegemaakt dat mensen niet wilden dat de dader in Zeebrugge zou komen, omdat de slachtoffers er een appartement hadden. De dader bleek een visser te zijn. Hij kon nergens anders werken, omdat er in België niet veel plaatsen zijn waaruit een visser kan kiezen. Op de zitting bleek plots, doordat de betrokkenen met elkaar spraken, dat het de slachtoffers niet kon schelen dat de dader naar de haven ging en met een boot de havengeul zou uitvaren. Zij wilden echter dat hij van de dijk zou wegblijven. Dat zijn zaken die zijn gebeurd.

Eén en ander leidt dus soms tot een begin van dialoog, alleen, wanneer een dialoog op gang komt, zou zulks beter vóór de zitting gebeuren. Het gebeurt soms dat wij een weerslag ontvangen over slachtofferbemiddeling die is gebeurd. Dat is echter nog altijd veeleer de uitzondering dan de regel.

Wat betreft het beknopt voorlichtingsrapport, een maatschappelijke enquête en een moraliteitsverslag, zijn een aantal zaken door elkaar gehaspeld. Ik bedoel daarmee het volgende. Wij behandelen bijvoorbeeld een dossier in verband met voorwaardelijke invrijheidsstelling. Die man verschijnt voor ons en wij stellen een aantal problemen vast over het opvangmilieu. De gevangenis heeft haar werk gedaan; zij heeft de betrokkene gezien, enzovoort, maar de gevangenis heeft ook niet alle informatie. Op de rechtbank horen wij de slachtoffers. Wij hebben een slachtofferfiche. Het probleem daarmee is dat de slachtofferfiches niet naar de gevangissen gaan. Er wordt bijvoorbeeld een hele reclassering uitgewerkt, bijvoorbeeld in De Klinge in het Waasland, en dan blijkt er plots een

slachtoffer te zeggen: ik wil niet dat hij in De Klinge komt. Zulks blijkt dan op de zitting van de rechtbank. Die dader heeft een reclassering uitgewerkt, maar moet nu helemaal van nul herbeginnen. Ook daar is er dus een tekort aan doorstroming.

Mevrouw, ik kom nu concreet terug op uw vraag. Wij zitten op de rechtbank. Wij hebben eigenlijk bijkomende informatie over het opvangmilieu nodig, omdat wij via de procureur of ter zitting bijkomende informatie hebben gekregen. Zelfs de directeur kan ons bijkomende informatie geven die hij heeft ontvangen. Wat kunnen wij desgevallend doen? Wij kunnen de zaak uitstellen, het dossier in voortzetting plaatsen en, zoals u suggereert, een moraliteitsverslag vragen. Maar een moraliteitsverslag bij de politie heeft toch een andere opzet dan te weten of de reclassering van iemand goed in elkaar steekt. Ik kan er, eerlijk gezegd, met mijn verstand niet bij waarom in de wet bij internering de strafuitvoeringsrechtbank wel een beknopt verslag of maatschappelijke enquête kan vragen, terwijl wij dat nu niet kunnen omdat het niet in de wet staat.

Eerlijk gezegd, ik kan er met mijn verstand niet bij waarom binnen de wet op de internering de strafuitvoeringsrechtbank dat wel zal kunnen, en waarom wij dat nu niet kunnen voor veroordeelden omdat het niet expliciet in de wet externe rechtspositie staat. Dat heb ik willen uitleggen. Dat helpt de zaken niet vooruit.

Wij zitten daar zoals elders in de wet met een vacuüm. Het DG Justitiehuis heeft dat vacuüm gevuld en gezegd dat zij dat zo zien en dat zij dat doen en dat niet. Dat is voor mij een probleem. Het is toch de bedoeling dat wij de informatie krijgen die wij nodig hebben om goed te kunnen beslissen.

Om op de vraag van de heer Landuyt te antwoorden, ja ik heb daarover gepubliceerd. Eén artikel is nog niet gepubliceerd. Ik heb op een colloquium over 10 jaar strafuitvoeringsrechtbanken eerlijk een aantal dingen gezegd die zwaar op mijn lever lagen. De titel daarvan was "De Kleren van de Keizer". Iemand moet eens zeggen dat een aantal zaken niet kan. Ik heb een aantal verwijten geformuleerd.

Waarom krijgen wij bepaalde informatie niet? Ik geef een voorbeeld. Ik heb dat het optrekken van schotten genoemd. Wat gebeurt er? Op een bepaald moment verschijnt een veroordeelde voor ons, een seksueel delinquent die zware feiten heeft gepleegd. De onderzoeksrechter gaf hem

voor diezelfde feiten een vrijheid onder voorwaarden met de verplichting om zich residentieel te laten behandelen. De man doet dat. Hij komt voor de rechtbank. De grondrechter schrijft dat die man klaarblijkelijk niet veel geleerd heeft daar in de kliniek, want dat er opnieuw incidenten zijn geweest. Hij wordt veroordeeld tot vijf jaar effectief.

Die man verschijnt voor ons in verband met een VI. Wij lezen dat dossier en zien dus dat die man vrijheid onder voorwaarden heeft gekregen met verplichte begeleiding. Wij vragen aan die heer of hij akkoord gaat dat wij daarover informatie krijgen. Hij zegt dat wij dat gerust mogen opvragen. Dat wordt opgevraagd. De justitiehuizen antwoorden dat het een onderzoeksrechter is die indertijd die opdracht gegeven heeft en dat wij dat niet krijgen. Dat noem ik optrekken van schotten.

Met wat zijn wij bezig? Het gaat over dezelfde feiten als degene waarvoor hij in voorhechtenis gezeten heeft. Het gaat over een man die therapie gekregen heeft, die klaarblijkelijk niet gewerkt heeft. Wij moeten beslissen. En dan durft men nog schrijven dat wij dat niet krijgen, zelfs als de dader zelf daarvoor zijn akkoord gaf.

Dat is geëscaleerd tot op het hoogste niveau. Men krijgt dan als antwoord dat het uitzonderlijk zal kunnen, maar dat het principe is dat het binnen een mandaat is en dat de mandaatgever de eigenaar is. Ik heb geantwoord dat dit niet juist is. Dat het juridisch zelfs nonsens is. Justitie is de eigenaar daarvan. Er mag een andere onderzoeksrechter komen, dat blijft in dat dossier zitten. Wij zijn organen van Justitie en Justitie heeft daarover te oordelen.

Mevr. Devos heeft daarstraks gesproken over een illegaal die daar in huis zou zijn. Eerlijk gezegd, ik ben daar niet mee bezig. Ik moet alleen weten wat het opvangmilieu is, welke relevante informatie is daarover, kan de dader daar naar toe, kan hij daar niet naar toe, geeft dat garanties of geeft dat geen garanties? Dat interesseert ons. In bepaalde informatie ben ik gewoon niet geïnteresseerd. Essentiële informatie die er is, en dan zeggen neen, wegens een andere opdrachtgever of andere redenen.

Ik heb de woorden vandaag ook gehoord: deontologische en methodologische redenen. Dat men mij eens uitlegt wat dat is. Dat men dat eens expliciteert.

Met alle respect voor Mevr. de directeur-generaal van de justitiehuizen, ik heb ooit met haar

gewerkt, het is pas sinds 2010 dat ik bepaalde zaken die hier vandaag aan U getoond zijn lees. De vijf grote basisprincipes voor maatschappelijk werk binnen Justitie, de visie van de justitiehuizen,, dat heb ik voor de eerste keer gelezen in 2010.

De BPR, waarvan deze middag sprake, als u die kan krijgen, vraag hem. Ik krijg hem als voorzitter van een strafuitvoeringsrechtbank niet.

Daar staat allerlei uitleg in hoe die justitieassistenten moeten functioneren. Als ik op dingen stuit, waarvan ik zeg dat ze niet lukken en je vraagt dan wat gaat hier verkeerd en leg me dat eens uit, dan verwijst men wel naar de BPR.

Die twee dienstbrieven van 2007 over "politievoorwaarden", dat is een directeur van een justitiehuis die mij dat in vertrouwen zegde, maar hij kan ze mij niet geven. Ik mag ze niet hebben, maar ze bestaan.

Het klinkt allemaal nogal cru, maar ik denk dat het DG Justitiehuizen op dat vlak heeft gebruikgemaakt van een vacuüm dat bestaat in de wetgeving inzake controle en opvolging. Dat zou zeer duidelijk moeten beschreven zijn. Controle, dat is die en die. Toezicht is die en die, maar toezicht impliceert ook controle.

Dat men bepaalde verbodsvoorwaarden niet gaat nakijken, ik vraag ook niet dat justitieassistenten de dancings gaan aflopen. Dat moet voor mij niet, maar als men flagrant op een overtreding stuit van een verbodsvoorwaarde, gaat men toch niet zeggen: "at is niet voor mij, dat is voor de politie"?

Men heeft zich te veel ingegraven. Het is een soort loopgravenoorlog geworden. U krijgt dat wel, u krijgt dat niet, u krijgt dat onder die omstandigheden. Terwijl het allemaal niet zo moeilijk is. Wij moeten die relevante informatie krijgen. Ik heb er geen enkel probleem is als men tegen ons zegt: de informatie die u krijgt op uw strafuitvoeringsrechtbank van het openbaar ministerie, en dat maakt daar geen bezwaar tegen, bezorgt u aan de justitiehuizen. Ik heb daar geen enkel probleem mee. Het is natuurlijk wel eenvoudiger dat de procureur-generaal zelf alles aan de justitieassistent bezorgt.

Men kan zeggen dat de procureur dat doet. Hij kan dat zelf doen.

**La présidente:** Je peux vous poser une question? Il y a le suivi de l'assistant de justice. Par rapport au suivi policier, quand il y a des interdictions, est-

ce que ça se passe bien? Y a-t-il assez de policiers qui font ce suivi?

**Freddy Pieters:** Van tijd tot tijd krijg ik een proces-verbaal over mensen die klaarblijkelijk een van hun voorwaarden overtreden. Ik krijg ook processen-verbaal van mensen die betrokken zijn bij een vechtpartij, waarbij blijkt dat zij ergens zijn waar zij niet mogen zijn, ook een overtreding van de voorwaarden.

Ik heb geen zicht op hoe systematisch en waarop die controles gebeuren. Uiteindelijk zijn de belangrijkste bron van informatie voor ons de justitieassistenten. Dat is onze belangrijkste informatiebron. Van hen krijgen wij het gros van onze informatie. Ik vind het een goede visie om te zeggen dat zij een centrale rol in de opvolging van een veroordeelde spelen.

Waarom kan die dan niet eens contact nemen met de politie en vragen of zij zicht hebben op iemand die ergens woont en vragen hoe het ermee gaat? Ik vind het een probleem dat dit niet mag.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Heb ik goed begrepen dat er op het terrein twee interpretaties bestaan over hoe reageren eens u over die informatie beschikt? Is de vraag dan wie het initiatief neemt om maatregelen in te trekken? Heb ik dat goed begrepen?

**Freddy Pieters:** Het gedeelte over opvolging en controle is niet erg duidelijk. Wat onze strafuitvoeringsrechtbank doet, is het volgende. Wij reageren daarop zelf. Wij krijgen een verslag, wij lezen dat en schrijven dat wij daarvan kennis hebben genomen en het volgend verslag willen tegen een bepaalde datum, maximum zes maanden later. Als alles goed loopt, verwijzen wij naar wat de justitieassistent zelf belangrijk vindt, maar wij kunnen ook bijzondere aandacht vragen voor iets in onze brief van de justitieassistent.

Er is een cassatiearrest gekomen tegen Luik omdat de strafuitvoeringsrechtbank van Luik begon te zeggen dat hetgeen gebeurde met een veroordeelde ongelooflijk was. Achteraf werd cassatie aangetekend tegen een beslissing van die strafuitvoeringsrechtbank omdat er een schijn van partijdigheid was. Cassatie heeft gelijk gegeven. Men moet dus wel voorzichtig zijn in de manier waarop men reageert vanuit de strafuitvoeringsrechtbank.

Wij, Brussel, zien dat zo. Gent reageert niet als rechtbank, terwijl Antwerpen zegt dat reageren op

verslagen van de justitieassistent voor het openbaar ministerie is. Het openbaar ministerie als centrum voor opvolging. Het openbaar ministerie reageert al of niet daarop, maar de strafuitvoeringsrechtbank van Antwerpen reageert niet meer daarop. Ik vraag mij af waarom zij dan volgens de wet de verslagen moeten krijgen, maar goed.

Zoals de wet nu is opgesteld, laat hij die interpretatie eigenlijk toe. Het is het openbaar ministerie dat het initiatief neemt voor herroeping, herziening of schorsing, niet de rechtbank. Wij hebben geen enkel initiatiefrecht. Maar wie wat doet binnen de opvolging, moet worden uitgeklaard.

**La présidente:** Donc, vous déterminez à un moment donné les conditions par rapport à un individu. C'est vous qui le déterminez. Je croyais que c'était la logique qu'on avait impulsée. Mais ce n'est pas vous qui révoquez à un moment donné.

**Freddy Pieters:** Si, on révoque. Mais c'est le ministère public qui doit nous... qui doit dire, voilà, je vous mets...

**La présidente:** Je vous demande...

**Freddy Pieters:** Het openbaar ministerie moet zeggen: Ik daag u voor de rechtbank, ik geef u het bevel te verschijnen voor de strafuitvoeringsrechtbank in het raam van een procedure, herroeping, herziening of schorsing. Dan beslissen wij natuurlijk ten gronde. Het is, zoals bij een andere rechtbank, het openbaar ministerie dat het initiatiefrecht heeft. En bij ons enkel het openbaar ministerie.

**Le président:** Vous n'avez aucun droit d'initiative .....

**Freddy Pieters:** Wij hebben geen enkel initiatiefrecht.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik heb begrepen dat de wet onduidelijk is. Ik vind het logisch dat het openbaar ministerie dat doet wanneer het gebeurt.

**Freddy Pieters:** Het zou me te ver brengen, maar wanneer men kijkt waar dit historisch gezien vandaan komt – het commissiemodel versus het rechtbankmodel – ziet men dat men er niet uitgeraakt is. Op het kabinet was er op een bepaald moment uitsluitend sprake van het openbaar ministerie. Maar men vond toen dat de strafuitvoeringsrechtbank multidisciplinair was en dus een meerwaarde had voor de opvolging.

Daarom krijgt zij de verslagen. Maar de dubbelzinnigheid blijft ingebakken in de wet. Dat is het probleem.

Dat men dan voor het ene of het andere model kiest. Ik ben een absolute voorstander van het commissiemodel. Als men voor het andere model opteert, dat men dan jusqu'au bout gaat en daarvoor kiest, met alle consequenties. Dat is wat ik wil zeggen.

La **présidente**: La commission? Vous parlez du tribunal?

**Freddy Pieters**: Le tribunal.

**Marie-Christine Marghem (MR)**: ... commission de probation.

La **présidente**: Oui, commission. Non, c'est bon.

**Sonja Becq (CD&V)**: Mijnheer Pieters, mijn vraag was eigenlijk: waar ziet u dan wel die coördinatie van de informatie? Ik begrijp dat u niet initieert om van die en die informatie te krijgen. U sprak over het openbaar ministerie en de justitiehuizen. Nu hebt u het over het commissiemodel, als ik u goed begrepen heb. Mijn vraag is: waar ziet u het? Wat denkt u vanuit uw ervaring?

**Freddy Pieters**: Eerlijk gezegd, ik vind dat alle informatie bij ons terecht moet komen. Via het openbaar ministerie, als het rechtbankmodel helemaal doorgetrokken wordt. dan moet het openbaar ministerie dat krijgen. Als er geopteerd wordt voor het ander zogenoemd commissiemodel, dan moeten wij dat krijgen. Ik denk, in de logica van de wet en zoals de rest van onze rechtbanken is samengesteld, dat het misschien logischer is te zeggen dat we evolueren naar een rechtbankmodel waarbij het openbaar ministerie alles krijgt, en dat de zetel eventueel de informatie in afschrift krijgt, om uit haar beslissingen te leren. Als wij een beslissing hebben genomen, is het voor ons natuurlijk ook belangrijk om de opvolging te kunnen volgen. Werkt die beslissing of werkt die niet, en wat gaat er dan fout? Er zijn bepaalde voorwaarden die wij indertijd op een welbepaalde manier uitschreven. We zouden bijvoorbeeld vanuit de opvolging kunnen merken dat er onduidelijkheid is, dus dan moeten we de voorwaarden aanpassen. Dat leren we ook nu allemaal uit de opvolging.

Er is ook een vraag gesteld over het proefproject in Antwerpen. Het is volgens mij niet iets dat met de strafuitvoeringsrechtbanken te maken heeft. Wij zijn daar in ieder geval niet rechtstreeks bij

betrokken. Het is mogelijk dat het openbaar ministerie bij de strafuitvoeringsrechtbank van Antwerpen daar meer van weet. Ik moet eerlijk zeggen dat ik daar in de krant over gelezen heb; dat is ongeveer alles wat ik ervan weet.

Er is een vraag gesteld over de wijzigbaarheid van de voorwaarden. Ja, dat is mogelijk, in twee richtingen. De voorwaarden aanscherpen : in de wet is gespecificeerd om welke gronden het gaat: voorwaarden niet naleven, de fysieke of psychische integriteit van derden in gevaar brengen, slachtoffers lastigvallen, en dat soort zaken meer. Het openbaar ministerie kan dan een procedure starten. Wij kunnen dan zwaardere en/of bijkomende voorwaarden opleggen. Er is omgekeerd ook in een procedure voorzien die het mogelijk maakt om de bestaande voorwaarden af te bouwen. In de praktijk, door de formulering van een aantal voorwaarden, zijn we toch wel zo ver dat we gezorgd hebben dat wij niet systematisch voor iedere verandering een nieuw vonnis moeten maken. Bijvoorbeeld, wij schrijven dat er eerst een residentiële behandeling moet zijn, en als die doorlopen is, dan moet er in overleg met de dader, het behandelend team en de justitieassistent, een ambulante begeleiding komen. Dat soort van dingen schrijven wij in één beslissing, om niet voortdurend met die wijzigbaarheid bezig te moeten zijn.

Er is een vraag gesteld over zittingen in de gevangenis. Ja, onze zittingen gaan bijna altijd door in de gevangenis.

De zittingen zijn niet publiek. Alleen de uitspraken zijn publiek. De dader heeft in bepaalde omstandigheden de mogelijkheid om een publieke zitting te vragen. Volgende maand, in maart, zal dat wat onze kamer betreft voor het eerst gebeuren in de vier jaar dat dit bestaat. Daders vragen dat niet. Het heeft ook te maken met slachtoffers en de re-integratie van de dader die in gevaar gebracht kan worden door een publieke zitting.

Er zijn ook praktische redenen. Als ik hier in Brussel op de rechtbank zetel, dan zit ik tijdens een zitting gemiddeld anderhalf tot twee uur met mijn vingers te draaien. Als ik een zitting doe in Leuven-Centraal, dan komt de ene na de andere veroordeelde binnen. We winnen daar veel tijd mee. In de gevangenis van Leuven-Centraal, dat wil ik onderstrepen, gebeurt bijvoorbeeld het onthaal van de slachtoffers zeer keurig. Er wordt zoveel mogelijk vermeden dat daders en slachtoffers elkaar ontmoeten. Dat is één keer gebeurd. Maar de slachtoffers worden in Leuven

zeer netjes ontvangen. Zij zitten op een aparte plaats. Iemand van het personeel gaat die mensen uitleg geven. Dat is geen probleem. Wij zetelen systematisch in de gevangenis, behalve voor de uitspraak. Die doen wij op de zetel van de strafuitvoeringsrechtbank.

Hoe zien de justitieassistenten hun werk? Dat is nog een punt waarover ik geschreven heb. Dit is wel mijn persoonlijke opinie. Ik denk dat er een verschillende visie is tussen de hiërarchie van de justitiehuisen en de justitiehuisen op het veld. Ik zie ook een verschillende visie tussen het noorden en het zuiden van het land. Ik denk dat men daar moeilijk naast kan kijken. Men heeft een andere benadering. De benadering die daarnet door Mevr. Devos werd uiteengezet, leeft meer in het zuiden dan in het noorden van het land.

In de praktijk zijn onze contacten met de justitiehuisen en de opvolging door de justitieassistenten in het overgrote deel van de gevallen zeer goed. Wij hebben daar goede contacten mee. Die mensen werken goed. Zij weten wat wij verwachten. Het is alleen niet structureel verankerd. Men zou ervoor moeten zorgen dat dit niet afhangt van een toevallig goed contact.

Hoe zie ik die taak, veeleer controlerend of niet? Ik blijf controle binnen de hulpverlening een moeilijke oefening vinden. Ik denk dat justitieassistenten, veel meer dan nu, moeten verwijzen naar de reguliere hulpverlening. Een aantal zaken die zij nu doen, moeten zij niet doen. Dat leidt volgens mij alleen maar tot rolverwarring. Men zou veel meer moeten zeggen dat men voor bepaalde zaken bijvoorbeeld bij het Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg moet gaan. Voor jongerenproblemen bestaan bijvoorbeeld het JAC, etc. .

Dat er natuurlijk enig vertrouwen moet ontstaan tussen justitieassistent en dader, is duidelijk. Men moet zich echter geen illusies maken. Een doorwinterde psychopaat kan spelen alsof hij het grootste vertrouwen in u heeft en die rolt u. Ik ben misschien een beetje verwarrend. Men moet een verschil zien tussen mensen die inderdaad veel steun en hulp hebben aan hun justitieassistent, tot in de meest praktische zaken – men schrikt er soms van. Justitieassistenten die vanuit humanitaire overwegingen dingen doen. A la limite moet dit kunnen. Maar men mag toch ook niet zo naïef zijn en weten dat veel van die mensen niet de minste van onze broeders zijn, zeker niet alle veroordeelden die wij in Leuven-Centraal zien. Daar zitten toch een aantal echt harde

beroepscriminelen bij. Point à la ligne. Dat gaat over overvallers, mensen die aan echt georganiseerde drugshandel doen. Zij hebben geld met hopen. Zij hebben alles wat men maar wil. Men kan daar begrijpend naar zitten luisteren, maar ik denk dat men toch een beetje de realiteit onder ogen moet nemen ook.

Frustraties vanuit de gevangenis. Ik kan alleen maar zeggen dat wij dit jaar toch met Leuven-Centraal en Leuven-Hulp contact hebben gehad. Er is een overleg geweest met die mensen. Er is een overleg geweest tussen die twee gevangenissen en het Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg in Leuven. Wij proberen dit toch wel een beetje te doen. Ik denk dat wij ermee moeten leren leven dat er soms frustratie is over het feit dat wij een andere visie hebben dan zij. Wij zijn uiteindelijk een beslissingsinstantie en wij kunnen een andere visie hebben, maar ik denk wel dat men moeilijk zal kunnen zeggen dat wij niet lezen wat zij schrijven – dat blijkt ook uit de motivering van onze vonnissen, denk ik, die zeer uitvoerig gemotiveerd zijn – en dat is ook een zorg van ons. Ik ga er altijd van uit dat een eerste beslissing een zeer goed basisvonnis moet zijn omdat de PSD daarmee achteraf eventueel verder moet werken. Als men iemand een strafuitvoeringsmodaliteit toekent, moet de justitieassistent ook weten waarom een rechtbank bepaalde dingen heeft beslist.

**Sonja Becq** (CD&V): Mijn vraag ging vooral over de feedback en het feit dat men moet aanvaarden dat bepaalde beslissingen worden genomen. Krijgt men effectief feedback over het waarom? Ongeacht of het gaat over gevangenissen of justitieassistenten, want het gaat uiteindelijk om communicatie.

**Freddy Pieters**: Ik zal voorzichtig zijn want ik heb het niet nagekeken, maar ik denk niet dat de verslagen van de justitieassistenten van iemand die voorwaardelijk vrij is ook naar de directie en de PSD gaan van de gevangenis waaruit hij werd vrijgelaten. Als mensen terug in de gevangenis komen, lees ik soms nadien dat de PSD ze opvraagt en ze ook krijgt.

Het is niet zo dat de gevangenissen die verslagen van de justitieassistenten systematisch krijgen. Het kan zijn dat ze die veroordeelde ook nooit meer zien. Vroeger, ik herinner mij, ik ben zelf ook nog gevangenisdirecteur geweest, toen kregen wij al die verslagen. Dat gebeurt nu niet meer mijn inziens.

Wat komt er op ons af, daar heb ik al op

geantwoord. Ik heb over de doorstroom van informatie wel het een en het ander geschreven, maar dat laatste over die justitiehuisen, dat wordt gepubliceerd in het boek over het colloquium over de justitiehuisen. In 2007 heb ik al geschreven over de wet op de externe rechtspositie veroordeelden, 'mayday mayday' " heb ik erachter geschreven. Een aantal zaken is ondertussen geregeld, Cassatie heeft ons op een aantal punten duidelijkheid gebracht. Andere punten die niet ingevuld waren in de wet hebben de rechtbanken zelf ingevuld en werden door Cassatie bevestigd. Het is zo dat we werken en lacunes invullen.

La **présidente**: Puis-je vous demander encore un petit exercice? Lorsque vous aurez fait le tri dans ce que vous avez dit, pourriez-vous nous en donner copie car cela représente une mine d'informations utiles pour la commission? Bien entendu, les deux secrétaires de commission feront une recherche sur vos articles et vos écrits que nous enverrons en primeur à M. Landuyt.

Chers commissaires, je vous remercie pour votre assiduité jusqu'au bout.

*La réunion publique de commission est levée à 20.11 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 20.11 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 28 FEVRIER 2011

Matin

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 28 FEBRUARI 2011

Voormiddag

La séance est ouverte à 12.49 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 12.49 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de M. Paul Lievens, psychiatre, président de la Fédération des Associations Similes Francophones**

**Hoorzitting met de heer Paul Lievens, psychiater, voorzitter van de "Fédération des Associations Similes Francophones"**

La **présidente**: Nous allons entamer nos travaux avec la première audition, celle de M. Paul Lievens, psychiatre et président de la Fédération des Associations Similes Francophones. Monsieur, vous allez faire un petit exposé et les parlementaires vous poseront des questions par la suite.

**Paul Lievens**: Madame la présidente, je suis psychiatre, expert auprès des tribunaux. J'ai étudié la criminologie et j'ai été professeur en criminologie et en psychologie à l'université de Louvain. Le problème des personnes pédophiles fait partie de notre pratique. Vous avez déjà entendu beaucoup de choses là-dessus; je vais rappeler simplement leur psychologie vécue.

Le terme recouvre un ensemble de comportements différents d'abus sexuels vis-à-vis d'enfants, et notamment l'inceste. La plupart de ces comportements se passent en famille. On estime que, à peu près 10 % se passent en dehors des familles.

Dans ma pratique, j'ai vu des abuseurs, et j'ai vu des patients qui ont subi des attouchements ou des contacts avec un parent ou un étranger. On estime qu'une femme sur six, grosso modo,

et un homme sur dix ont été victimes. Mais la plupart ne sont pas venus en consultation pour cela; cela s'est révélé incidemment. En général, c'est en faisant une anamnèse approfondie ou au cours des psychothérapies que ces événements reviennent en conscience. Quelquefois, le patient invoque cela comme cause, de son trouble ou de son mal être.

C'est arrivé en général entre 10 et 13 ans, à l'entrée de l'adolescence. Cela a souvent été un fait unique. Dans quelques cas, il y a eu des répétitions. J'ai connu des cas où le père passait de la sœur aînée quand elle était devenue capable de refuser, à la sœur cadette qui avait grandi.

Le problème du traitement de pédophiles suppose qu'on tienne compte des formes, donc d'une classification. Il y a des pédophiles dits "nucléaires", "fixés" et d'autres dits "secondaires" ou "circonstanciels". Tous les délinquants sexuels ne sont pas nécessairement des déviants sexuels. Les récidives sont évidemment fréquentes dans la forme nucléaire, que je qualifierais de "pédophilie structurelle", et nettement moins dans les autres formes.

On peut constater chez beaucoup des anomalies physiques, comme par exemple, de la structure cérébrale, des anciennes encéphalopathies, (à la suite d'accouchements difficiles, d'accidents), des perturbations hormonales dans quelques cas, et des anomalies génétiques. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, dans une famille où il y a un pédophile, on remarque quelques fois, une anomalie psychiatrique chez un des frères ou sœurs, ou dans la famille. Enfin, on constate également dysfonctionnements de l'hypophyse. Dans les formes nucléaires il ne semble pas y avoir de pathologie

Dans les formes secondaires, on peut observer: - personnalités psychopathiques, paranoïdes par exemple (certains se vengent toute leur vie), narcissiques ou névrosées;- des débiles mentaux; - des personnes chez qui débute une psychose.

Pour ce qui est des formes nucléaires, actuellement, on n'en connaît pas la cause exacte. Dans les formes morbides et autres, on pourrait dire qu'une encéphalopathie, une personnalité pathologique ou névrosée, une frustration, etc., ont joué un rôle.

En tout cas, ce n'est pas l'augmentation du désir sexuel qui est en cause, c'est plutôt la perte ou la diminution des capacités de contrôle ou des capacités d'inhibition.

Soit par atteinte cérébrale. On connaît le phénomène de l'impulsivité chez les gens atteints les d'hyperkinésie, d'encéphalopathie, qui passent à l'acte pour un rien. On pourrait expliquer de cette manière le passage à l'acte de certains pédophiles. Ou en raison de troubles psychiatriques soit chroniques (personnalités perturbées), soit au début des maladies mentales comme par exemple certaines formes schizophrénie, où au début on peut constater des conduites aberrantes. Enfin il y a les personnes atteintes d'insuffisance mentale intellectuelle.

L'origine névrotique est beaucoup plus fréquente. On cite notamment le "père absent". Depuis les années 30, le père est mal côté. On lui reprochera son absence physique; mais il a aussi l'absence symbolique quand on ne fait pas référence au père dans la famille. On cite aussi une relation duelle forte avec la mère. D'où culpabilisation de la vie sexuelle, une peur de la femme ou la honte de la salir, la femme étant sacrée.

Les mécanismes sont une diminution de la capacité l'interdiction et l'exaltation de l'échange sexuel, qui est vécu comme une activité extraordinaire et une performance sublime, sans se soucier du respect de l'enfant. On peut dire aussi que chez la plupart des pédophiles, il y a une sensibilité sexuelle particulière limitée à cet univers. Le point de départ est une sensibilité plus grande à cette situation, soit par pathologie, soit par interdit névrotique, soit nucléaire mais là on ne sait pas pourquoi. Il n'y a donc pas de vie sexuelle réelle chez les pédophiles. En fait, ils

n'ont qu'une vie orgasmique. C'est une forme d'hyposexualité quand ils cherchent leur accomplissement et l'orgasme dans des conditions où il n'y a pas d'évolution vers autrui et de découverte de l'autre. A noter que cela peut parfois se voir aussi dans d'autres formes de sexualité. A noter aussi que les pédophiles nucléaires ne sont pas tous nécessairement des pervers.

Un mot sur la paraphilie, terme qu'on utilise actuellement à la place de perversion. Les paraphilies ne sont pas nécessairement des déviations sociales. Le paraphile perçoit le monde à sa manière comme les normaux le font à leur manière. Pour le pédophile paraphilique l'image la plus exaltante est celle d'un éphèbe (ado de ± 12 ans) qui a encore quelques lignes féminines. Mais il fonctionne dans la société comme tout le monde.

Ils ont l'impression de se trahir s'ils ne réalisent pas ce qui les séduit particulièrement, malgré le fait qu'ils se rendent compte que la société n'accepte pas. Mais c'est ainsi chez les paraphiles dont le noyau est constitué par un comportement et une attitude amoraux, alogiques et irrationnelles. Souvent, ils ne parviennent pas, en tout cas les nucléaires, à avoir une relation amoureuse avec une femme ou un homme. Ils ont essayé. Ce n'est pas un dégoût; c'est de l'indifférence: l'autre sexe ne les intéresse pas. Il peut être révolté contre la loi, qu'il connaît, mais n'admet pas. Parfois, mais il s'agit alors de pervers véritables, qui ne sont pas nécessairement des déviants sexuels, ils ont plaisir à outrepasser la loi.

Il vit, en tout cas, sa situation comme une contradiction. On ne peut pas dire qu'ils ne souffrent pas de ce qu'ils sont. Il sait qu'il gâche sa vie, mais au fond, c'est l'activité importante et bonne pour lui. En outre il justifie rationnellement sa situation. Il dit par exemple, que l'enfant est toujours contraint d'apprendre quelque chose. Par conséquent, ce qu'il impose fait partie de ce qui est imposé aux enfants. Il minimise les conséquences. Il dira que c'était un problème culturel dans la Grèce antique. Mais la Grèce antique ne moralisait pas la sexualité. Il dira aussi qu'il y a plus de pédophiles qu'on ne croit. Les enfants qu'il connaît et qu'il a aimé, disent qu'ils ont eu d'autres relations avant lui. Et, en fin de compte, il croit qu'il leur fait plaisir, qu'il leur fait partager un plaisir. Tout cela, ce sont des interprétations et des raisonnements, que nous appelons en psychologie, des rationalisations. Il s'agit de mécanismes de défense qui constituent un obstacle difficile à dépasser, en psychothérapie.

Les pédophiles sont souvent des solitaires. Ils souffrent de solitude et, souvent, ils rapportent que, dans leur enfance, ils ont été seuls. D'où peut être un besoin de se mettre en évidence.

Ils ont une allure un peu factice, composée. Ils ne se considèrent pas comme anormaux. Ils se sentent normaux et se disent responsables; ils peuvent se contrôler. Les véritables pédophiles sont capables de se contrôler et ils le savent. Mais

diront-ils - et c'est une rationalisation - le désir ne dépend pas de la volonté ni d'eux. Ils font une différence entre garçons et filles de cet âge-là et la plupart disent qu'ils ne veulent pas toucher aux filles parce qu'elles tombent trop facilement amoureuses et parlent mariage, tandis que pour les garçons, disent-ils, c'est de l'ordre du jeu.

Ce qu'ils aiment dans l'activité pédophile, outre le plaisir qu'ils en retirent, c'est que ce ne sont pas des jeux classiques, c'est de la fantaisie, alors que leur mode opératoire est toujours le même. Cela peut paraître paradoxal, qu'en accomplissant toujours la même série d'actes, ils trouvent le jeu original à chaque fois. Mais c'est comme un artiste peintre (m'a dit un pédophile, et certains pédophiles ont des dons artistiques), qui en utilisant les mêmes pinceaux chaque fois crée quelque chose de neuf.

Ils ne reconnaissent pas l'existence des deux sexes, en tout cas pas le deuxième sexe complémentaire au leur, alors qu'ils savent. C'est la différence entre le savoir et le sentir. Ils n'éprouvent rien pour une activité sexuelle entre adultes. En fait, ils ont une conduite auto-erotique projetée dans l'enfant. Il existe aussi des pédophilies platoniques, qui n'entrent pas dans le cadre de la loi. On pourrait ajouter qu'il y a un manque de virilité ou un sentiment d'infériorité virile.

Peut-on imaginer une prévention générale? Nous sommes aujourd'hui dans une communauté où il n'est plus de mise de contraindre les jeunes et les jeunes n'acceptent plus facilement qu'on les commande. L'idée dominante est que les adultes n'imposent plus et qu'ils laissent les jeunes découvrir. Celui qui imposait jadis, le père, ou la mère éventuellement, n'est donc plus inscrit dans leur psychologie comme autre dont ils devraient tenir compte.

L'autre n'a donc pas de signification particulière dans le sens où il leur manquerait; il y donc moins de recherche de complémentarité. Les rapports peuvent se limiter à la consommation de l'autre, c'est-à-dire la jouissance. Les rapports sexuels précoces par ex. Être contre ou pour c'est autre chose; j'essaie de montrer un élément de la mentalité actuelle.

C'est une sorte de néo-libéralisme dans lequel le collectif ne prime plus. On veut ne pas nuire au voisin; on peut le consommer, se consommer mutuellement mais le collectif ne peut nous en imposer.

Or il se fait malheureusement que la condition humaine est traumatique et que, tout compte fait, personne n'est tout à fait satisfait de ce qu'il est; nous avons tous eu des privations, nous avons tous eu des mères et des pères qui n'étaient pas toujours conformes aux moments voulus et, par

conséquent, le problème d'une certaine insatisfaction, d'un certain manque est toujours là. Le traitement des pédophiles dépend du type de pédophilie. Traiter les nucléaires est difficile. Je pense qu'il faut un système de contrôle et un accompagnement. J'en ai suivi en thérapie. Mais ils rationalisent tellement fort que les séances risquent de devenir des joutes littéraires.

S'il y a une mesure prise par un juge qui peut imposer une tutelle, comme dans les cas de probation par exemple, à laquelle on associe une aide sociale qui contrôle et un endroit où il peut parler de lui et de ses problèmes, on peut espérer qu'il se surveillera mieux et qu'il évoluera. Dans certains cas, lorsqu'il y a une déviation hormonale, on peut donner des hormones évidemment, mais ce n'est pas suffisant.

Peut-on imaginer un traitement préventif, c'est-à-dire une détection précoce qui permettrait d'accompagner le jeune? Les cours d'éducation sexuelle permettraient-ils de détecter? Je ne sais pas. On y parle toujours d'éducation sexuelle et affective.

C'est vrai que l'activité sexuelle suppose un partenaire consentant, avec lequel on s'accorde; la sexualité débouche donc sur une relation affective, mais la sexualité n'est pas en elle-même une activité affective; c'est une activité de plaisir. On devrait tenir compte de cette dimension, car c'est souvent cette notion qui l'emporte. Tout le monde le sait sans le dire. Si on donne la pilule: c'est sans doute pour prévenir une grossesse inopportune, mais c'est aussi parce que l'activité sexuelle est un plaisir, un plaisir très légitime.

Mais les pédophiles ne sont pas en accord avec quelqu'un.

Comment apprendre à gérer au mieux est encore toujours un problème. Parce qu'on sait très bien - et ma pratique me l'a appris aussi - que certains rapports sexuels hétéro et homo sont parfois simplement des relations d'objet: l'autre étant objet sexuel, une occasion sexuelle, il n'y a pas de véritable lien qui s'installe. Nous avons là les mêmes déviations.

En ce qui concerne les prêtres, les religieuses et les professions qui sont exposées, j'ai été sollicité quelquefois pour prendre en charge ou donner un avis sur des religieux accusés de ce genre de faits. Je parle des années 1960, 1970 et 1980 quand on faisait la guerre aux exhibitionnistes. Je ne sais pas si vous vous souvenez. La grosse déviance sexuelle à l'époque était l'exhibitionnisme. Ce qui a amené à supprimer les urinoirs publics, parce que c'étaient les lieux de tentation. J'ai pu suivre à l'époque une cinquantaine déviants sexuels, beaucoup d'exhibitionnistes mis en tutelle, en probation. De

cette manière-là, j'ai appris à connaître plusieurs déviants sexuels: parmi eux, il y avait des gens mariés et des célibataires.

Le conseil donné à l'époque était de déplacer les religieux dans l'administration de l'Église pour qu'ils ne soient plus dans l'enseignement ou dans les paroisses. Je dois dire qu'à l'époque, cela s'est fait: on a déplacé des prêtres dans l'administration, qui sont devenus des fonctionnaires. Les 20 dernières années, je n'en ai plus pris en charge parce que je me suis dit qu'il fallait d'abord laisser la justice faire son œuvre et prendre la thérapie en charge, après.

La difficulté, c'est qu'il y avait parmi eux, des nucléaires. On les reconnaît assez rapidement. Certains en parlent en public ou dans les journaux. Ils peuvent se présenter comme éducateurs ou comme formateurs. Ils se déresponsabilisent en ayant recours au destin pour se justifier. C'est comme si les pédophiles ne s'acceptaient pas, comme adultes, alors qu'ils fonctionnent très bien.

La guérison, si jamais elle est possible, est donc une affaire de longue haleine. J'ai vu des évolutions mais il faut imposer un contexte de traitement et les obliger à consulter quelqu'un. Les techniques comportementales l'emportent souvent mais je crois que les thérapies psychodynamiques, et celles de type analytique sont encore toujours utiles. Elles leur permettent d'apprendre à mieux exprimer leur vécu et

leurs sentiments; aussi de communiquer plus facilement, leur problème étant qu'ils agissent plutôt que de communiquer.

Le deuxième point important est la connaissance de soi. Je ne dois pas rappeler le dicton: "connais-toi toi-même et tu connaîtras les dieux et les hommes."

La connaissance de la vie sexuelle, des dimensions sexuelles de l'homme, de ce que l'on peut devenir, etc., toutes ces choses ne peuvent pas être enseignées. Cela se fait au cours d'échanges d'idées à propos de l'existence. Une thérapie narrative, où on raconte sa vie, peut apporter beaucoup d'éclaircissements et, les intéressés mêmes, peuvent en découvrir. Voilà, grosso modo, ce que l'on peut faire.

Les autres thérapeutes vous le diront aussi: les nucléaires doivent apprendre à se désister. Comme on parle de résilience, c'est-à-dire la résolution d'un conflit passé, on parle de "désistement". Cela signifie que l'on doit vouloir éviter certaines choses et certaines situations. Il faut en parler et cela doit être analysé.

Ils peuvent apprendre à se gérer, à moins qu'ils n'aient une encéphalopathie ou qu'ils soient malades comme, par exemple, un début de

psychose. Les nucléaires, peuvent très bien apprendre. Il y a là une part de psycho-éducation en même temps qu'un contact affectif avec un thérapeute, qui représente un lieu de confiance où ils peuvent se dire et expérimenter en paroles, sans être jugés.

**La présidente:** Monsieur Lievens, je vous remercie. Si nous vous avons invité, c'est parce que vous avez été cité plusieurs fois dans le cadre de nos travaux. Vous êtes également cité au niveau de l'accompagnement individuel des prêtres, religieux ou religieuses ou des indications d'instances d'église. Vous étiez cité comme accompagnant.

Vous avez parlé des années 1960 à 1980 mais vous avez été cité pour les années 1990 à 2000. Avez-vous vu des prêtres qui avaient été abusés? Avez-vous travaillé sous mandat d'un évêque?

**Paul Lievens:** Le service d'accompagnement du diocèse Malines-Bruxelles est un service pour religieux et personnes d'église, qui peuvent consulter un psychologue, un théologien, un service social et un psychiatre lorsqu'ils ont des problèmes personnels ou des problèmes avec leurs supérieurs.

Ce service de consultation gratuite a été créé en 1985 par l'Archevêche et par le Professeur Charles Mertens de Wilmar, à l'image de ce qui se faisait aux Etats-Unis. Les religieux, religieuses et les personnels d'Eglise peuvent s'y rendre sans devoir passer par l'autorité religieuse. La gratuité évite que par le biais d'une souche médicale de mutuelle le supérieur soit informé de la démarche d'un membre de la communauté. J'ai repris la fonction psychiatrique au décès de mon collègue en 1994. La consultation est anonyme si l'intéressé le souhaite. Pour certains consultants nous n'avons que le prénom. Au début des années 2000, le service devient accessible aux autres diocèses, mais le conseil de direction du service décide de ne pas prendre en charge des délinquants sexuels avant les procédures judiciaires et avant que l'autorité judiciaire se soit prononcée.

J'ai rencontré des personnes qui sont venues me parler de leurs difficultés sexuelles, mais pas nécessairement des pédophiles. Les pédophiles ne vont d'ailleurs pas spontanément en consultation pour leur pédophilie.

**La présidente:** Je vais donner la parole à mes collègues.

**Bert Schoofs (VB):** Mijnheer Lievens, ik dank u

voor uw heldere uiteenzetting.

Er verschijnen soms cijfers over het aantal recidivisten. Dat kan teruglopen, als zij de juiste behandeling krijgen. Er wordt gesproken over cijfers van 50 % dat niet zou hervallen. Klopt dat volgens u? Ik heb de indruk dat u het voorstelt alsof het heel moeilijk te behandelen valt, precies omdat men een probleem dat men zelf heeft rationaliseert en dat men tot de conclusie komt dat de wereld fout in elkaar zit, maar dat men ze zelf allemaal op een rijtje heeft. Ergens lijkt het mij dan zeer moeilijk om te kunnen concluderen dat men tot 50 % recidivisten kan komen en dat al de rest voorgoed genezen is. Hoe interpreteert u dat? Hoe ziet u dat? Hoe kan iemand voorgoed genezen en een normale relatie aanknopen? Dat is de belangrijkste vraag waar ik mee zit.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank professor Lievens. Ik wou verder gaan op de vragen die u gesteld had, namelijk over uw rol binnen de Kerk. U zegt dat de mensen met hun problemen konden komen. Maar hoe zag die relatie tussen het slachtoffer en u er dan uit? Voerde u een handeling uit? Of gaf u veeleer advies aan de kerkelijke hiërarchie? Of luisterde u gewoon naar de problemen van wie bij u kwam en verwees u die door? Kunt u uw rol wat meer specificeren? Hoe moet ik die zien? De mensen moesten niet betalen. Ik neem aan dat alles door de kerkelijke hiërarchie werd georganiseerd. Ik had daar graag een woordje uitleg over.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Professor, u kwam ook in beeld in een verklaring van de bisschop van Doornik als verantwoordelijke voor alle mogelijke processen binnen de Kerk. Naar aanleiding van de discussie die zij hadden met mevrouw Halsberghe van de gelijknamige commissie, zei de heer Harpigny dat u een van de twee professoren was die afgeraden hadden om de stap naar schadevergoeding te zetten in de kwestie van de discussie tussen iemand die seksueel misbruik gepleegd had als religieuze of priester en het slachtoffer. Ik had u graag de kans gegeven om dat te verduidelijken of te zeggen wat u zich daarvan herinnert.

**Paul Lievens**: Les récidivistes, comme vous l'aurez compris, ce sont des nucléaires, des structurels qui récidivent parce que leur vie est ainsi faite. C'est comme si on demandait à un hétérosexuel de ne plus avoir de rapports sexuels. Donc ils continuent dans cette ligne-là. Mais ça ne constitue quand même que 10 à 20 % des pédophiles, et particulièrement la série de pédophiles non familiaux. C'est donc un petit

nombre finalement.

D'après ce que j'ai lu, parce que je ne peux pas moi-même me baser sur un grand nombre de gens comme ça, quand il y a une intervention, il y a évidemment une meilleure surveillance et la récurrence n'est donc pas de 50 %, elle est moindre. Ce sont surtout les nucléaires qui récidivent, ou alors les sujets débiles, les débiles mentaux ou les encéphalopathes. Ceux-là risquent de récidiver, parce qu'ils ne peuvent pas apprendre à se contrôler. Mais je ne sais pas si ça fait 50 %. Je n'ai pas de chiffres en tête, mais ce n'est pas 50 %.

**La présidente**: Nous entendrons tout à l'heure les responsables des centres qui traitent les responsables d'abus sexuels. Ils pourront nous donner une série de chiffres.

La deuxième question concernait le rôle de l'Église et les relations avec la victime. Quand vous receviez des auteurs ou des victimes, qui peuvent aussi être des prêtres, quelles relations développez-vous avec eux et avec l'Église?

**Paul Lievens**: Dans le service d'accompagnement tel qu'il a été érigé par M. Mertens et que j'ai continué, il est entendu que nous ne communiquons rien à l'autorité religieuse. Ce service est muet. Certains évêques ont demandé un avis ou un conseil. Il y a eu des supérieurs qui nous ont consulté pour des problèmes avec membre de la communauté, un parano par exemple ou avec un caractère difficile. Ils souhaitaient gérer judicieusement de tels problèmes. Mais cela ne va pas au-delà; il n'y a pas eu de personnalisation ne de transmission.

Je ne me suis pas occupé de pédophiles ou de déviants sexuels. Ils ne viennent pas spontanément, ils viennent parce qu'ils y sont obligés. Nous n'avons pas accepté de prise en charge avant que l'autorité judiciaire l'ait décidé.

**Christian Brotcorne** (cdH): Pour être tout à fait franc, monsieur le professeur, on a entendu – pas dans cette commission mais on a quand même eu des échos – que certaines personnes, certaines victimes à l'intérieur de l'Église, parfois des ecclésiastiques eux-mêmes, étaient obligés par leur hiérarchie de vous consulter personnellement, et que cette hiérarchie s'inquiétait de savoir si le rendez-vous qui avait été donné avait bien été honoré, manière de faire pression et de vérifier qu'on avait fait ce qu'il fallait. Je crois qu'il faut être clair dans les questions qu'on pose. Maintenant, vous répondez ce que vous estimez devoir

répondre.

**Paul Lievens:** Il est vrai que l'on a conseillé à certains prêtres de venir mais je n'ai jamais dû donner de compte rendu et je n'ai pas souvenir d'avoir reçu des pédophiles comme cela. On nous a proposé la chose mais nous l'avons refusée.

La **présidente:** En l'occurrence, M. Brotcorne parle de prêtres victimes et pas de prêtres pédophiles.

**Paul Lievens:** J'en ai vu quelques uns mais pas dans le cadre du service.

La **présidente:** Pour être clair, vous ne donniez jamais de rapport aux évêques qui vous envoyaient obligatoirement quelqu'un, ni même simplement dire s'il était venu ou pas.

**Paul Lievens:** Non, mais j'informais de la venue de celui à qui il avait été donné le conseil de venir. Sans confidentialité il n'y a pas de confiance Certains m'ont rapporté des choses peu ordinaires mais qui sont strictement restées entre le thérapeute et le demandeur.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Dat wil dus zeggen dat u de therapeut was, wanneer een priester-slachtoffer bij u kwam? U gaf therapie en dat kon een hele tijd duren, weken of maanden, of waren dat een paar ontmoetingen, waarna u de mensen doorverwees? Waren er priester-slachtoffers die inderdaad echt een behandeling bij u volgden?

**Paul Lievens:** Hebt u het over een pleger of over een slachtoffer van pedofilie?

Ik heb er geen gezien. Ik heb er wel gezien in andere omstandigheden, maar niet in de context van de dienst voor begeleiding.

La **présidente:** Il restait encore la question de M. Landuyt relative à la commission Halsberghe. Monsieur Landuyt, pourriez-vous répéter votre question, s'il vous plaît?

**Renaat Landuyt (sp.a):** De vraag was of u zich herinnert ooit gecontacteerd te zijn door de bisschoppen in verband met het initiatief van mevrouw Halsberghe, voorzitter van de commissie, in verband met haar vraag naar schadevergoeding voor slachtoffers?

**Paul Lievens:** Nee, ik heb geen herinnering daarvan.

**Renaat Landuyt (sp.a):** De bisschop, Harpigny, verwijst naar uw autoriteit naast deze van professor Storme, professor uit Gent, professor recht, en professor Lievens, psychiater aan de UCL. Dat zijn de twee professoren die ze zouden hebben gecontacteerd. Monseigneur Harpigny benadrukt dat deze twee professoren verschillende motivaties naar voor hadden gebracht om de weigering van schadevergoeding te verantwoorden.

**Paul Lievens:** Is dat in een officiële zitting?

**Renaat Landuyt (sp.a):** Het is een bisschop die dat zegt.

**Paul Lievens:** Het is niet omdat het een bisschop is, hé. (*Gelach*)

**Paul Lievens:** Bien sûr, j'en ai parlé comme ça avec certains évêques, à l'occasion, mais pas officiellement. Je n'ai jamais dit officiellement qu'il ne fallait pas indemniser.

La **présidente:** Officieusement peut-être...

**Paul Lievens:** Je me suis demandé quel sens pouvait avoir un dédommagement mais j'ai insisté sur le fait qu'un dédommagement devait au moins fournir aux victimes les moyens d'entreprendre un traitement. Ils ont peut-être interprété autrement mais officiellement, je n'ai pas donné d'avis contraire.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Hierbij is het rechtgezet.

Zo ziet u maar.

*De openbare commissievergadering wordt geschorst van 13.26 uur tot 14.05 uur.*

*La réunion publique de commission est suspendue de 13.26 heures à 14.05 heures.*

**Audition de**

- **M. Bernard Pihet, directeur de l'Unité de Psychopathologie Légale (UPPL)**

- **Mme Michèle Janssens, coordinatrice, et M. Aziz Harti, psychologue, du Centre d'Appui bruxellois chargé de l'évaluation médico-psychologique des auteurs d'infractions à caractère sexuel en vue de leur orientation thérapeutique (CAB)**

- **Prof. Dr. Em. Paul Cosyns, directeur de "l'Universitair Forensisch Centrum" (UCF)**

**Hoorzitting met**

- **de heer Bernard Pihet, directeur van de "Unité de Psychopathologie Légale" (UPPL)**

- **mevrouw Michèle Janssens, coördinator, en de heer Aziz Harti, psycholoog, van het Brussels steuncentrum belast met de therapeutische oriëntatie en evaluatie van plegers van seksuele misdrijven (CAB)**

- **Prof. Dr. Em. Paul Cosyns, directeur van het Universitair Forensisch Centrum (UCF)**

La **présidente**: Nous reprenons nos travaux.

Nous accueillons les représentants des trois centres régionaux de traitement des délinquants sexuels. Je pars de ma droite afin que vous reconnaissiez les personnes.

D'abord, M. Bernard Pihet, directeur de l'Unité de Psychopathologie légale (UPPL) en Région wallonne.

À son côté, Dr. Em. Paul Cosyns, directeur van het Universitair Forensisch Centrum (UCF).

Puis, nous avons Mme Michèle Janssens, coordinatrice du Centre d'Appui bruxellois chargé de l'évaluation médico-psychologique des auteurs d'infractions à caractère sexuel en vue de leur orientation thérapeutique (CAB).

Enfin, M. Aziz Harti, psychologue du CAB.

Grâce à cette présentation, vous pourrez reconnaître nos intervenants.

Comme il nous présentera un *power point*, nous commencerons par M. Cosyns.

**Paul Cosyns**: Mevrouw de voorzitter, ik zal trachten op een heel beknopte wijze een drietal thema's te benaderen. Ik zal dat vrij oppervlakkig doen en reken meer op vragen die u zult hebben. Ik weet immers niet in welke richting u informatie wenst.

Ik zal beginnen met iets te zeggen over het

Universitair Forensisch Centrum, het steuncentrum voor Vlaanderen. Dan zal ik informatie geven over wetenschappelijk onderzoek dat in de Verenigde Staten werd gevoerd over seksueel misbruik binnen de Kerk. Het gaat over een studie van meer dan 4 000 priesters die seksueel grensoverschrijdend gedrag hebben gepleegd en 10 000 tot 13 000 slachtoffers. Dat is gepubliceerd in een speciaal nummer van *Criminal Justice and Behavior*. Ik denk dat dit interessante gegevens bevat, waaruit wij wel iets kunnen leren. Daarna wil ik nog iets zeggen over de medicamenteuze behandeling van daders, voor zover daarvoor belangstelling bestaat.

Ik zal uiteraard uitsluitend over daders en daderhulp spreken. Het steuncentrum behoort tot een netwerk in Vlaanderen met verschillende centra voor geestelijke gezondheidszorg die een forensische equipe hebben en die aan daderhulp doen.

Wij zijn zorgverleners en onze expertise gaat over daders.

In het Universitair Forensisch Centrum, dat bestaat sinds begin van de jaren 90, hebben wij in feite alles samen – ik heb het hier genoteerd – 994 cliënten gezien. Dat zijn seksuele misbruikers, maar ook parafielen. Heel de pathologie van de vroegere seksuele perversies die de nieuwe naam hebben gekregen in de psychiatrische taxonomie van parafilieën, zijn daar allemaal in geïncorporeerd.

Hoe komen de mensen bij ons terecht? Voor 65 % via Justitie. Wij zijn begonnen in het begin van de jaren '90. Toen waren er nog heel weinig justitiële verwijzingen want de samenwerkingsakkoorden met Vlaanderen waarover wij nu spreken, dateren van 1999. Het zorgcircuit stuurde ons een kwart van ons cliënteel. 10 % van de mensen komen op eigen initiatief.

Als ik kijk naar hoeveel mensen wij gezien hebben met seksueel overschrijdend gedrag naar minderjarigen, dan bedraagt dit 567 over heel deze periode, wat neerkomt op 68 %. Als ik dat vergelijk met andere ambulante centra in andere delen van de wereld dan klopt dit ongeveer met wat men daar ziet. De andere 32 % zijn totaal andere pathologieën. Dat zijn verkrachters, exhibitionisten, hyperseksuelen, voyeuristen, sadisten, frotteuristen en tal van anderen in lage frequentie.

Wel moet ik nog zeggen dat in deze centra in Vlaanderen waarover ik spreek en waarvan het

Universitair Forensisch Centrum van Antwerpen een steuncentrum is, uitsluitend ambulante zorg, ambulante hulpverlening, wordt verstrekt. Eens de mensen uit de gevangenis terugkeren in de maatschappij worden zij verplicht om zich te laten volgen in een van die centra, uitsluitend ambulante.

Als u vragen hebt over residentiële opnames in Vlaanderen kan ik daar ook iets over zeggen.

Wie verwijst uiteindelijk? Vanuit de justitiële instanties: de hoofdleverancier is de probatiedirectie, de onderzoeksrechters. Dat is vrij onder voorwaarden. Wij als zorgverleners hebben hier wel wat problemen mee omdat wij weinig gegevens hebben over de feiten. Dat is dan in onderzoek en wij krijgen moeilijk informatie over de feiten zelf en dat duurt maar drie maanden. Het kan eventueel verlengd worden, maar dat is zeer beperkt in de tijd. Vanuit de gevangenis: de psychosociale diensten. Dat zijn dan voorwaardelijke invrijheidstellingen.

Wij zien ook dat sommige advocaten, zodra zij een cliënt hebben die een probleem heeft in die richting, hun cliënt doorsturen en adviseren om contact op te nemen met een behandelcentrum en een gespecialiseerd behandelcentrum.

Dat is natuurlijk een van de nieuwigheden van die samenwerkingsakkoorden tussen Justitie en de Vlaamse Gemeenschap of tussen Justitie en de Waalse Gemeenschap, namelijk dat men wilt vermijden dat ouders zelf zouden kiezen bij wie ze in behandeling gaan. Dat heeft men uiteraard geleerd van de zaak-Dutroux. Als ze mogen kiezen, kiezen ze iemand die hen schikt maar niet meest gekwalificeerde persoon. Men heeft dat veranderd. Er is een verplichting voor de ouders om naar die centra te gaan die daarin gespecialiseerd zijn en die erkend zijn. Dat is ook een goede zaak.

Bemiddeling in strafzaken, geïnterneerden, het is in dalende lijn. De politie stuurt soms ook rechtstreeks of adviseert aan mensen, want de politie kan natuurlijk niemand sturen, maar de politie kan wel aan bepaalde mensen van wie ze een proces-verbaal opstellen, zeggen dat die persoon beter even tot daar zou gaan en contact zou opnemen.

Strafuitvoeringsrechtbanken, dat is een beetje zoals de probatiedirectie, maar is toch recenter, de procureur des Konings, de jeugdrechter en af en toe anderen.

Als ik kijk naar het zorgcircuit, dat zijn de interne

verwijzingen buiten Justitie, naar psychiatrische centra, residentiële psychiatrische centra die patiënten behandeld hebben en die kunnen ontslagen worden en waarvan men van oordeel is dat ze best gevolgd worden in een gespecialiseerd circuit, ambulante.

Huisartsen verwijzen, net als psychiaters, psychologen, het centrum voor geestelijke gezondheidszorg, vertrouwensartsen, justitieel welzijnswerk enzovoort.

De behandeling en begeleiding ambulante, het programma wordt individueel opgesteld, het is op maat van de persoon op basis van de zorgnoden. Over het algemeen duurt het twee à vijf jaar, gemiddeld, zolang worden zij opgevolgd. Er zijn natuurlijk verschillende stadia. Ik kan daarover spreken als u daarvoor belangstelling hebt.

De inhoud van de behandeling. Er zijn verschillende modules. Men werkt steeds met motivatiebevordering, want motivatie is een van de problemen die wij tegenkomen. Er is terugvalpreventie, het voorkomen van terugval in hetzelfde seksueel gedrag. Er zijn cognitieve distorsies, de wijze waarop zij redeneren en hetgeen zij doen en verkeerd doen ergens goedpraten. Er is de controle van de seksuele drang, eventueel kan hier medicatie bij te pas komen. Dat is het geval in ongeveer 20 % van het ambulante cliënteel. Er is de module empathie, eventueel slachtofferempathie.

Er is seksuele opvoeding en er zijn er nog andere, op basis van de noden, dat kan impulscontrole zijn enzovoort.

In de discussie die wij eind jaren '90 hadden bij de opstelling van het samenwerkingsakkoord tussen Justitie en de Vlaamse Gemeenschap, meer bepaald de sector volksgezondheid en zorgverlening, was het moeilijkste punt om tot een akkoord te komen de discussie over wat er moet worden doorgegeven door de zorgverlener aan officiële instanties. Het probleem van het beroepsgeheim rees daar.

Er is toen een akkoord gekomen dat men de volgende punten doorgeeft: de data en uren van de gemaakte afspraken, de afwezigheden die niet gerechtvaardigd zijn, de eenzijdige stopzetting. Specifiek voor Vlaanderen, want dit vindt men niet in de andere samenwerkingsakkoorden, is er ook de mate waarin de betrokken persoon inspanningen levert om nuttig gebruik te maken van de begeleidingsessies. Ik wil daarmee zeggen dat er casussen zijn waar wij als behandelaars

zeggen: “het haalt niets uit, wij stoppen ermee.” Het geeft ons als behandelaars de mogelijkheid ermee te stoppen.

Ook situaties van acuut sociaal gevaar met een ernstig risico voor derden worden doorgegeven. Dit gebeurt allemaal op formele wijze. Wij noteren in drie exemplaren de condities waarbinnen de behandeling gebeurt. Eén exemplaar is voor de betrokkene, één voor de justitieassistent, en één voor de behandelaar.

Wij behandelen bovendien intern de behandelcontracten die wij afsluiten met de betrokkene, omdat wij eventueel moeten vastleggen binnen welk kader de betrokkene volgens ons op een veilige manier in de gemeenschap behandeld kan worden. Wij kunnen daarin bepaalde eisen stellen waarbij wij menen dat iemand veilig in de gemeenschap gevolgd kan worden.

Het principe van de verslaggeving is dat wij geen inhoudelijke gegevens doorgeven. Wij geven wel de formele gegevens of iemand het akkoord behandeld te worden wel of niet opvolgt. Wij geven wel inhoudelijke informatie als het over een noodtoestand gaat.

Ik doe de suggestie – voor zover het toegelaten is – ervoor te zorgen dat de behandelaar of de zorgverlener van een dader spreekrecht zou hebben. Dat hebben wij nu niet. Artikel 458bis van het Strafwetboek is alleen geldig voor de behandelaar van slachtoffers. Wie daders behandelt, heeft dat spreekrecht nu niet. Wij kunnen die situaties wel doorgeven aan het gerecht als er sprake is van een noodtoestand, maar het is een rechter die achteraf zal beslissen, in het geval er een klacht is, of het wel een noodtoestand was. Wij weten dat niet goed op voorhand.

Wanneer men de behandelaar spreekrecht geeft, zoals dat het geval is voor de behandelaar van een slachtoffer, is hij veilig op dat vlak.

Ik kan daar meer uitleg over geven als daarover vragen zijn.

Wij zien in ons cliënteel ook enkele priesters. Dat vernoem ik, omdat dat toch het onderwerp is van de commissie. Het zijn er enkele. We hebben er altijd gehad, maar niet veel. Zij zijn door het gerecht gestuurd, maar sommige werden ook door hun congregatie gestuurd, omdat er een probleem geweest is. Ik kan u meteen zeggen dat die priesters in het circuit van behandeling dat

bestaat in Vlaanderen – en ik denk ook in België – helemaal op hun plaats zijn. Zij hebben hun plaats daarin en zij kunnen daar adequaat door opgevangen worden. Daarop kom ik straks nog even terug. Het gaat om zeer weinig priesters en ik heb er geen significante cijfers over.

Ik wil nu even iets vermelden over de studie die uitgevoerd is in de Verenigde Staten. In 2002 heeft men in Boston hetzelfde meegemaakt als wat wij hier in België hebben meegemaakt. Aan de hand van één bepaald groot schandaal is er een toelichting geweest en is er een enorme toevloed aan klachten binnengekomen, zoals wij dat hier ook hebben gekend. Dat is allemaal onderzocht in de jaren 2000 en gepubliceerd in 2008, in een speciaal nummer van *Criminal Justice*, waarin vijf tot zes artikels staan over die populatie. De studie overspant een periode van 52 jaar, van 1950 tot 2002, het moment waarop het schandaal in de Verenigde Staten uitgebroken is.

Het gaat over 4 390 daders. Er werden 10 600 slachtoffers geteld. Daaraan moeten nog 3 000 toegevoegd worden die via de dossiers gekend zijn. Alles samen gaat het dus over 13 000 slachtoffers. Het aantal daders bedraagt 4 % van het totaal, maar het gaat natuurlijk wel over daders die in de loop van hun carrière ooit seksueel overschrijdend gedrag gesteld hebben. Zo moet u dat eigenlijk begrijpen.

Het is interessant om zien dat het percentage daders met één slachtoffer, dus daders die een eerste en enig seksueel delinquent gedrag gesteld hebben, meer dan de helft bedraagt, namelijk 56 % heeft één slachtoffer gehad.

Ook interessant om te zien is dat er een hele kleine groep is van 141 daders, 3 %, met meer dan tien slachtoffers. Maar die kleine groep van 3 % maakt een kwart uit van alle slachtoffers, namelijk 26 % van alle slachtoffers van heel de groep.

De tijdsverdeling was ook interessant.

Immers, alle klachten die binnengekomen zijn in 2002 naar aanleiding van dat schandaal – en ik herken een beetje wat wij in België hebben gezien – dateren van 10, 20, 30 jaar geleden. De frequentie van seksueel overschrijdend gedrag was maximaal in de tweede helft van de jaren '70.

Wat de slachtoffers – dus 10 000, maar u moet er nog 3 000 aan toevoegen – betreft, 81% is jongen en 19% meisje. Er wordt wel gezegd dat het pas vanaf 1994 is dat meisjes ook misdienaar konden

zijn in de kerk.

Wat de leeftijden van de slachtoffers betreft, de helft is tussen 11 en 14 jaar, 27% tussen 15 en 17 jaar. Het grootste gedeelte van het seksueel misbruik van minderjarigen gaat over adolescenten, dus over efebofielen. Het percentage met prepubertaire kinderen – en dan spreken wij van pedofilie in de strikte psychiatrische betekenis van het woord – ligt aanzienlijk lager. In de pers zie ik dat men dat allemaal door mekaar jaagt. Pedofilie zoals wij dat begrijpen als psychiater gaat over seksueel contact met kinderen voor de puberteit of prepubertair. Dat ligt dus aanzienlijk lager. Het gaat meestal over adolescenten.

Wat de daders betreft, de gemiddelde leeftijd varieert tussen 30 en 39 jaar. Interessant om te zien is dat het misbruik, gemiddeld over de totale groep, ongeveer 11 jaar na het priesterschap begint. De eerste seksueel overschrijdende gedraging die zij stellen, is 11 jaar later. Bij pedofielen is dat 16 jaar na het priesterschap. Efebofilie, adolescenten benaderen, begint vroeger, namelijk 8 jaar nadien. Ik moet wel zeggen dat dit een apart kenmerk is, dat verschillend is voor de algemene bevolking van pedofielen en efebofielen. Bij degenen die wij zien buiten de Kerk, gebeurt het veel vroeger. Hier is het nogal laat nadat zij priester zijn. Hoe meer slachtoffers zij maken, hoe vroeger zij beginnen. Maken ze 10 slachtoffers, dan beginnen ze al na 4 jaar. Er zijn enkele casussen met meer dan 20 slachtoffers. Die beginnen al een jaar nadat zij priester zijn.

Wat haal ik nog uit die studies over die priesters? In de Verenigde Staten waren reeds meer dan de helft probleempriesters. Zij zijn bijvoorbeeld zelf slachtoffer geweest van seksueel overschrijdend gedrag, alcoholabuse 17%. Andere gekende problemen zoals problemen met vrouwen maken 42% uit. Dat wil dus zeggen dat 55% van de daders reeds genoteerd was binnen de Kerk in de Verenigde Staten als zijnde probleemgevallen. Ik denk dat dit interessant kan zijn indien u preventief denkt. U hebt daar toch reeds signalen waarbij u eventueel iets kunt doen. Als u kijkt naar de gevolgen van het misbruik van die 4 600 gevallen: 40% heeft men in behandeling gestuurd, dat is zeer variërend. Het is niet altijd adequaat, moet ik zeggen. 3% is veroordeeld en 2% heeft een gevangenisstraf gehad.

Om te besluiten kan ik zeggen dat het in mijn ogen zeker niet aangewezen is om voor priesterdaders een apart behandelingscircuit op te

richten. Die mensen kunnen heel goed opgevangen worden in het reguliere, bestaande circuit. Er is geen reden om hen een apart statuut te geven. De preventie is in zekere zin gericht op de detectie en de aanpak van probleempriesters, priesters die gekend zijn om bepaalde problemen. Wat zeker opvallend is, is dat het in meer dan de helft van deze casussen gaat om een maal een slachtoffer gedurende een zekere periode. Als men dat analyseert, dan ziet men dat het vooral situationele factoren zijn en dat er misbruik wordt gemaakt van opportuniteiten die voorkomen. Volgens mij kunnen er binnen de Kerk maatregelen genomen worden om voor een meer veilige omkadering en een veilige omgeving te zorgen.

Ik wil heel kort iets zeggen over hormonale behandeling. Ik wil het niet te lang trekken. Er bestaan internationaal aanvaarde richtlijnen over correct gebruik van medicatie en hormonale preparaten voor deze indicatie. Dat is een artikel dat hier verschenen is in 2010, internationaal, met consensus over de stappen die men kan volgen en de logica die men als behandelaar en zorgverlener kan volgen voor het al dan niet toedienen van deze medicatie. Ik zal daar niet over uitweiden maar u moet weten dat het wel bestaat. Ik heb daar zelf ook aan meegewerkt. Dat wordt algemeen aanvaard als zijnde *the state of the art* op dit ogenblik.

In België zijn er in feite drie medicaties die in aanmerking kunnen komen voor daders. Ten eerste zijn er, en dat heb ik hier nog niet vermeld, sommige vormen van antidepressiva, de ssri's. Ten tweede zijn er hormonale medicaties. Androcur bestaat sinds de jaren '70. Ten derde, een ander, meer recent middel, is een GnRH-analoog dat Salvacyl heet en dat in België beschikbaar is sinds 2009. We zijn dus nogal laat geweest daarin. Dat zijn medicaties die invloed hebben op het testosteronmetabolisme en de afscheiding centraal regelen en eigenlijk stopzetten. Ik zal informatie geven over die medicatie als u daar belangstelling voor hebt. Ik weet niet of dat deel uitmaakt van het onderwerp van deze commissie.

Mijn laatste opmerking is dat die mogelijkheid in België tot nu toe ondergebruikt is. De reden daarvoor is dat het nog maar recent is ingevoerd en de equipes die zich daarmee bezighouden moeten dat nog leren gebruiken. Dat vergt heel wat aanwezigheid van artsen in die equipes en dat ontbreekt.

Ik heb u een kort overzicht gegeven van enkele

punten. Ik weet niet precies in welke mate u meer informatie wenst over bepaalde aspecten. Ik laat het woord nu aan mijn collega's.

La **présidente**: Chacun va regagner sa place et je vais donner la parole aux intervenants suivants.

**Bernard Pihet**: Je vais donc continuer pour vous donner quelques indications sur le centre de Wallonie.

Notre siège est à Tournai et nous avons un siège de consultation à Namur et un autre à Liège. Les données générales ressemblent très fort à celles que le Pr Cosyns vient de donner puisque nous avons quasiment le même accord de coopération en Flandre et en Wallonie et nous avons des manières de fonctionner très similaires. Les chiffres qui vous ont été donnés sont relativement semblables dans la proportion.

Nous travaillons depuis 1997-1998 et nous avons 1 700 dossiers ouverts. J'ai fait le comptage des personnes qui étaient dans des relations d'autorité. C'est assez difficile à faire parce que nous n'avons pas de critères précis dans l'encodage des statistiques à ce sujet mais, par recoupements, nous en avons extrait un certain nombre où il y avait des victimes non connues, sans lien de parenté. Nous avons analysé chaque dossier. Finalement sur l'année 2010, sur 156 traitements, nous avons cinq personnes qui sont en lien d'autorité, professionnellement, avec la victime: trois enseignants, une activité extra-sportive et un cuisinier en internat scolaire. Nous avons aussi 147 expertises faites durant la même année, en 2010. Sur ces 147, nous avons seulement dix personnes qui ont été en lien d'autorité professionnelle: deux enseignants, deux activités extra-sportives, trois baby-sitters et deux éducateurs. Donc, pas de prêtres.

Il y en a finalement un dans la consultation actuelle mais cela ne rentre pas dans la même catégorie puisqu'il s'agit simplement de pornographie sur internet.

Sur les 1 700 dossiers en dix ans, nous avons trois prêtres en traitement chez nous. C'est donc relativement peu.

Au départ, je me suis dit que c'était vraiment très peu, peut-être même moins qu'attendu et, finalement, je dois reconnaître que c'est peut-être un chiffre normal: sur dix millions d'habitants en Belgique, si on prend cinq millions d'hommes et peut-être trois millions d'hommes valides et adultes, nous en avons entre cinq et dix mille qui

sont des AICS reconnus et condamnés. Donc on est sur une proportion de un à deux pour mille environ. Comme il y a environ 5 000 prêtres, deux pour mille, cela fait dix pour les deux communautés linguistiques. Donc, je trouve que trois, c'est assez normal finalement. On pourrait considérer que ce n'est pas une sous-représentation.

C'est calculé grossièrement mais je pense que cela donne une idée. On ne peut pas dire qu'il y ait une sous-représentation formidable. Les chiffres que mon collègue Cosyns vient de donner sont aussi similaires dans d'autres domaines. Les personnes avec lesquelles nous travaillons proviennent toutes de la Justice, elles ne sont quasiment jamais envoyées par des centres de santé. Nous travaillons toujours avec des personnes, soit condamnées, soit dont le parquet est au minimum informé du délit. Le pourcentage communiqué par mon collègue concernant les mineurs et les majeurs est sensiblement le même, à savoir qu'environ 70 % concernent des abus sexuels sur mineurs et non pas sur majeurs.

Dans la présentation, j'ai voulu insister sur la question du sexe des victimes. Au niveau de l'âge, je ne vois pas tellement de différence. Comme l'a dit mon collègue Cosyns, dans l'étude américaine, il apparaît que les victimes de prêtres sont en grande majorité des garçons. J'ai constaté que, lors de l'enquête de la commission Adriaenssens, on avait également remarqué que plus de 65 % des victimes étaient des garçons pour seulement 30 % de filles. On va donc un peu dans la même direction. Par contre, pour ce qui est de nos statistiques, la dernière fois que nous avons fait le comptage, garçons-filles, nous avons 65 % de filles contre 30 % de garçons. Une donnée essentielle semble donc être la surdétermination des victimes masculines. Cela nécessite une réflexion, même si j'ignore dans quelle direction.

Cette donnée a déjà été dite d'une certaine manière par Paul Lievens mais vous devez savoir que le mot "pédophilie" est un mot assez générique. Pédophilie veut dire attirance vers l'enfant. On ne condamne pas des gens parce qu'ils sont attirés sexuellement par des enfants mais parce qu'ils ont eu des comportements pédosexuels avec des enfants. Les AICS qui ont été condamnés pour des faits pédosexuels sur enfants, c'est-à-dire ceux qui ont une attirance pédophile fixée, qui sont fondamentalement, nucléairement, comme l'a dit le collègue Lievens, ou structurellement orientés sexuellement vers l'enfant et dont l'objet d'attirance sexuelle est l'enfant, ne représentent qu'environ 25 %. Nous

ne disposons pas de chiffres scientifiques mais, cliniquement, tout le monde s'accorde à dire que c'est à peu près cela. Par conséquent, 75 % vont commettre des actes sexuels sur enfants, pas tellement parce qu'ils sont uniquement attirés par des enfants ou que c'est leur cible préférentielle mais parce qu'étant attirés par des femmes ou des hommes, ils se reportent sur des enfants du fait de la difficulté d'avoir des réalisations sexuelles avec des femmes ou des hommes. C'est donc une sexualité de report.

Je m'interroge donc, en effet, sur le fait que le nombre de victimes chez les garçons soit plus élevé. Parce que, malgré tout, vous devez savoir que plus de 95 % des abuseurs sont des hommes, on n'a que moins de 5 % d'abuseurs femmes et donc, préférentiellement les abuseurs hommes abusent des femmes, de l'autre sexe. Il n'y pas tant d'homosexuels que ça. Il n'y en a que 4 %.

Dès lors, on peut se demander si le fait que nous ayons un nombre de victimes plus important chez les garçons ne relèverait pas d'une pédo sexualité de report. Les prêtres sont-ils plus pédophiles que la moyenne de la population ? Je dirais que les chiffres tendent à faire penser que non. Par contre, s'ils sont en difficulté sexuelle et qu'ils iraient vers la femme ou vers la fille, peut-être sont-ils plus enclins à aller vers les garçons que vers la femme. Cela nécessiterait peut-être une réflexion en relation avec les contraintes ou avec les pré-supposés, les valeurs primitives de la maîtrise et de la chasteté.

Deuxièmement, je voulais attirer l'attention sur le fait que chez les prêtres, nous avons une population un peu différente des autres, parce que nous n'avons pas de débiles mentaux, nous n'avons pas de grands brutaux, nous n'avons pas de psychopathes. Ce sont des gens qui sont relativement socialisés dans leur comportement. Il y a là une différence. Ce que je constate, c'est que, dans les chiffres, on a une certaine tendance (qui n'est pas prouvée scientifiquement) à avoir plus de victimes par nombre d'auteurs. Dans nos statistiques, les personnes qui ont fait plus de dix victimes représentent moins de 1 %. Ceux qui ont fait une seule victime tournent autour de 70 %.

Dans la recherche exposée par mon collègue Cosyns, 55 % des prêtres seulement n'ont fait qu'une seule victime. Je pense qu'il s'agit donc d'une atteinte sexuelle qui est moins grave en termes de brutalité, de violence ou de sévices, mais qui fait davantage de victimes que la pédophilie usuelle. Ceci incite quand même à

considérer le phénomène comme important.

En troisième lieu – et ce sera ma dernière remarque – je constate que les prêtres ou les personnes qui commettent des actes sexuels dans une relation d'autorité professionnelle dépendent toujours d'une hiérarchie, en plus de dépendre simplement des mœurs communes. Ce qui fait que, quand ces personnes commettent une transgression sur le plan pénal, elles commettent aussi une transgression sur le plan institutionnel, par rapport au règlement propre de leur institution. Nous voyons bien qu'un enseignant se trouve d'abord devant son directeur. Le moniteur d'un camp de vacances se trouve d'abord devant le chef de camp. Et je pense que le prêtre se trouve, en effet, d'abord, devant son supérieur hiérarchique dans l'Église. Il y a donc une vraie tendance à d'abord régler le problème en interne. Que ce soit chez les prêtres ou chez les enseignants, je constate que, quand il y a des faits de pédophilie, il y a d'abord des questionnements internes: "Est-ce bien vrai?", "Me promettez-vous?", "Vous devez faire un effort", etc. Il y a toute une série de recommandations internes à l'institution et qui sont d'ordre professionnel.

Et je constate aussi que, quand ça s'aggrave légèrement ou fortement, il y a quand même une tendance générale à licencier, à déplacer, à remettre ailleurs. Il est difficile pour un directeur d'institution, que ce soit l'Église, une école, un internat ou un camp de vacances, de déférer devant un tribunal, parce que cela met aussi en péril l'institution. Je pense que, là, il y a un problème particulier dont il faut tenir compte.

Pour le traitement et les recommandations, je n'ai rien à dire de plus que mon collègue. Je pense également qu'il faudrait un traitement le plus égalitaire possible par rapport aux prêtres. Il est vrai que les prêtres qui sont venus en traitement chez nous – trois en dix ans –, par rapport aux questions posées à Paul Lievens, ces prêtres me choisissent ou choisissent notre service comme thérapeute. En effet, ils nous disent: "Je dois d'abord demander l'aval de mon évêque". Ils reviennent quinze jours ou trois semaines après en disant: "L'évêque est d'accord que je vous choisisse comme thérapeute". Cela ne va pas au-delà, jusqu'à présent.

Il est important qu'ils suivent le chemin normal du traitement, parce que nous voyons bien qu'il y a des effets positifs. Nous avons fait une évaluation en Wallonie des effets du traitement sur des AICS qui ont été en traitement dans les services de la

Région wallonne dans les années 2001-2002. Sur l'ensemble des AICS qui avaient suivi un traitement, nous avons mesuré un taux de récidives réelles – ce n'est pas un échantillon, c'est la population globale – de 7,9 %, alors que le pourcentage international de récidives sexuelles est autour de 15 %. Je vous rappelle que le taux de récidives en criminalité totale est autour de 27 à 30 %. Et donc, on peut penser qu'il y a une réelle réduction du risque de récidive chez les personnes qui ont suivi un traitement par rapport à celles qui n'en ont pas suivi.

Je plaide aussi pour ça: je pense que les prêtres devraient avoir l'occasion de réfléchir clairement à leur sexualité, et donc avoir un espace de parole à ce sujet, qui n'est pas l'espace ecclésial.

En troisième lieu, je pense que c'est nécessaire pour la recherche. On a dit: "Est-ce que ça a un rapport avec la chasteté?" Je pense surtout qu'il faut étudier la question. Et pour étudier la question, il faut des chiffres et des renseignements, il faut savoir réfléchir à cette question de manière scientifique. Il est certain que, pour l'instant, nous avons tellement peu de prêtres dans les chiffres... Et pourtant, en Belgique, nous sommes très bien placés pour faire des recherches. Nous sommes le pays où il y a le plus de renseignements scientifiques sur les personnes qui ont commis des délits sexuels. Nous en avons, je vous l'ai dit, presque chaque année, 10 000 en Belgique. Dans notre centre, on en a environ 300 par an. Mais, en Wallonie, on en a quand même 1 200 par an. Nous avons la possibilité d'avoir ces chiffres très importants et de faire des comparaisons entre la population générale et les petites populations ciblées à l'intérieur. Pour cela, il faudrait qu'ils soient dans nos services le plus normalement possible.

La **présidente**: Merci, monsieur Pihet. J'imagine que, l'ensemble des chiffres que vous nous avez donnés au début, vous allez nous les donner via des tableaux statistiques que vous avez sûrement dans l'un ou l'autre de vos rapports.

**Bernard Pihet**: Je vais essayer de prendre le temps de faire des extraits mais travaillent avec moi normalement trois personnes mais qui sont enceintes et écartées. J'avoue que j'ai beaucoup de problèmes avec mes clients en ce moment et j'ai fait au plus vite pour venir devant vous.

La **présidente**: Si ce n'est pas possible, faites-nous parvenir vos rapports. D'un côté, il y a les prêtres mais de l'autre, il y a toutes les formes d'autorité qui nous intéressent aussi. Vous nous

avez dit avoir dix autres personnes et j'imagine que les autres concernent des abus sans autorité.

**Bernard Pihet**: Oui, c'est de l'ordre strictement privé, en dehors de rapports d'autorité professionnels ou institutionnels. Il peut y avoir une autorité familiale – de grand-père ou de père par exemple – mais pas d'autorité professionnelle, dans le cadre institutionnel.

La **présidente**: C'est cela. C'est ce qui nous intéresse. Si vous avez d'autres données à ce sujet, des questions vous seront certainement posées. Je passe maintenant la parole à Mme Michèle Janssens.

**Michèle Janssens**: En fait, je ne savais pas si vous étiez au courant du contenu des accords de coopération. Je vous ai donc mis les points essentiels dans le document qui vous a été remis; dois-je les reprendre ou est-ce du connu?

La **présidente**: Je ne pense pas que ce soit du connu, ces accords de coopération bruxellois. Vous pouvez donc les expliquer à l'ensemble des membres.

**Michèle Janssens**: L'accord de coopération bruxellois est un accord conclu entre l'État fédéral, la Commission communautaire commune (COCOM) et la Commission communautaire française (COCOF) concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel. C'est un accord de coopération entre la Justice et la Santé et l'Aide aux personnes.

Pour Bruxelles, il y avait sept ministres signataires: le ministre de la Justice, trois ministres pour la politique de la Santé (1 COCOF et 2 COCOM) et trois ministres pour la politique de l'Aide aux personnes (1 COCOF et 2 COCOM).

La **présidente**: Ne riez pas, monsieur Landuyt. Bruxelles est compliquée! Si vous le voulez, je pourrais vous donner un cours!

**Michèle Janssens**: Il n'est pas toujours facile d'avoir les noms des ministres: ceux qui ont signé, oui, mais pour ceux qui leur ont succédé, ce n'est pas évident.

L'exposé des motifs est le même que pour les deux autres accords de coopération, flamand et wallon: c'est "la nécessité de créer un cadre permettant de guider l'évolution personnelle, relationnelle et sociale d'auteurs d'infractions à caractère sexuel et de favoriser leur réinsertion afin d'éviter la répétition de l'abus sexuel".

Cet accord définit également ce qu'est un centre d'appui. Le centre d'appui bruxellois a une spécificité par rapport aux deux centres d'appui wallon et flamand. "Le centre d'appui est un centre qui assure un appui aux équipes spécialisées dans la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel, et ce, à l'intérieur ou à l'extérieur du milieu carcéral".

Ce qui est spécifique à la situation bruxelloise, c'est que le centre d'appui est uniquement un interface entre la Justice et la Santé. Il n'y a pas de soins thérapeutiques, on ne fait pas de traitement; on fait uniquement l'interface. En fait, on s'occupe de l'évaluation et de l'orientation avant le traitement. Je vous expliquerai plus en détail comment les choses se passent. Nous ne faisons pas le traitement nous-mêmes.

Je voulais aussi signaler qu'en ce moment, les trois accords de coopération régionaux sont en cours d'évaluation par le Service de Politique criminelle qui doit faire un rapport, qui doit être transmis au ministre de la Justice très prochainement. On a participé à l'évaluation des accords de coopération avec tous les intervenants de la Justice et de la Santé.

J'ai repris les missions du centre d'appui bruxellois. Nous intervenons après la Justice.

Il y a des missions structurelles:

- remplir une fonction de consultant à la demande des équipes spécialisées et des assistants de justice;
- mettre des informations scientifiques à la disposition des équipes spécialisées et des assistants de justice;
- remplir une fonction de coordination et d'intervision à l'attention des équipes de santé spécialisées;
- initier et participer à des recherches scientifiques, notamment à partir des données fournies par les équipes spécialisées et les assistants de justice;
- contribuer à l'organisation de formations spécifiques à l'attention des équipes spécialisées et des assistants de justice, en concertation avec ceux-ci;
- collaborer à des actions d'information à la demande du ministre de la Justice et à celles de ministres signataires de l'accord de coopération via le ministre de la Justice;
- participer à des réunions de concertation entre centres d'appui, au moins une fois par an, afin de coordonner leur action et partager informations et

expériences;

- recueillir et mettre à disposition toutes les données disponibles relatives à l'évaluation de l'importance de la problématique;
- réunir les rapports annuels d'activités des équipes de santé spécialisées et rédiger un rapport annuel d'activités qui doit être remis aux ministres signataires de l'accord de coopération.

Ce sont les missions structurelles: recherche scientifique, formation, information, intervision, etc.

Je dirais que les missions quotidiennes du centre d'appui bruxellois sont essentiellement de formuler un avis quant aux possibilités de traitement, à l'indication thérapeutique, à l'orientation et à l'évaluation de l'auteur d'infractions à caractère sexuel, tout en respectant les compétences des équipes psychosociales spécialisées des établissements pénitentiaires et de défense sociale et rendre cet avis à l'autorité compétente. C'est une visée expertale, en fait.

Ensuite, il s'agit de rechercher l'équipe de santé spécialisée la mieux adaptée à la guidance ou au traitement de l'auteur d'infractions à caractère sexuel et transmettre à l'autorité compétente et à l'assistant de justice les rapports de suivi relatifs à la guidance ou au traitement établis par les équipes de santé spécialisées. Les équipes spécialisées sont obligées de nous transmettre les dates des rendez-vous, les absences injustifiées et les cas de danger imminent pour des tiers. Elles ne nous transmettent pas le contenu des séances thérapeutiques.

Ensuite encore, il s'agit d'effectuer une réévaluation régulière et transmettre à l'autorité compétente et à l'assistant de justice les rapports de suivi relatifs à l'évaluation de l'auteur d'infractions à caractère sexuel ainsi qu'à l'effet identifiable du traitement. À Bruxelles, on a séparé l'évaluation et le traitement. Le traitement est effectué par les équipes spécialisées et nous faisons une évaluation avant et régulièrement.

En pratique, nous examinons la pertinence d'une indication thérapeutique, spécialisée ou pas. Il n'est pas toujours pertinent qu'il y ait un traitement ou une guidance pour un auteur d'infraction à caractère sexuel. Dans certains cas, ce n'est pas pertinent mais il est également important de savoir s'il faut une indication spécialisée, c'est-à-dire pour une sexualité déviante ou un traitement pour un autre problème qui n'est pas forcément sexuel. Cela peut arriver pour des polydélinquants chez qui le fait de mœurs est annexe à une

délinquance plus générale. Ensuite, on va examiner quel type de prise en charge, guidance ou traitement est le plus adapté à la problématique du justiciable qui devient un patient.

Pour ce qui est des lieux d'orientation à Bruxelles, il n'y a que deux équipes de santé spécialisées agréées: le service de santé mentale Chapelle-aux-Champs et le service de santé mentale Psycho-Belliard qui ont donc une spécialisation pour des faits de délinquance sexuelle. On travaille aussi régulièrement avec des services d'aide aux justiciables, notamment avec l'ASBL Autrement Bis qui travaille aussi en prison et avec l'Office de réadaptation sociale. On travaille également avec le programme de formation Triangle qui dépend de l'UPPL et qui donne des formations pour des délinquants sexuels légèrement déficients ou qui ont besoin d'une psycho-éducation sexuelle. On travaille encore avec d'autres équipes thérapeutiques ou avec des thérapeutes indépendants.

Au centre d'appui bruxellois, il y a quatre personnes, représentant deux équivalents temps plein et demi: deux psychologues à mi-temps, la coordinatrice à mi-temps et une secrétaire à temps plein. Le financement en est assuré essentiellement par le SPF Justice. Nous éprouvons certaines difficultés financières, je me permets de le dire en passant. Le financement n'est pas du tout évident.

Au niveau des statistiques, je vous ai donné les statistiques des dossiers de 2010. En fait, nous étions en cours de rédaction du rapport d'activité. J'ai pris quelques extraits. Ce n'est pas encore tout à fait complet mais j'ai pris l'essentiel.

On a 283 dossiers actifs en 2010. Ce sont donc des dossiers qui ont pu commencer avant 2010 mais pour lesquels il y a eu des démarches en 2010. Je vous ai donné la situation judiciaire des auteurs. Il y en a 40 % en probation, 19 % en alternative à la détention préventive (ils ne sont donc pas encore jugés et sont donc toujours présumés innocents), 18 % sont détenus, 10 % en libération conditionnelle. On a un certain nombre de cas marginaux de défense sociale, en appel, sous surveillance électronique. Nous avons trois personnes qui sont venues sans mandat, c'est-à-dire qu'elles sont venues de leur propre initiative. Elles ne sont pas judiciairisées. Il y a 1 % de libération à l'essai, liberté provisoire et détention limitée.

En ce qui concerne les mandats reçus en 2010, puisque nous travaillons uniquement sur mandat,

il y a 62 nouveaux mandats en 2010, 31 % en sursis probatoire, 26 % en alternative à la détention préventive, 18 % qui sont détenus et 11 % en appel, les autres étant moins de 10 %.

Cela vous donne une idée de la situation judiciaire des personnes que nous suivons.

Nos interlocuteurs judiciaires: sur 62 nouveaux dossiers en 2010, il y en a 40 (deux-tiers) qui sont envoyés par la maison de justice de Bruxelles. Il y a en 12 qui sont envoyés par le service psychosocial des prisons, les différentes prisons concernées sont au nombre de sept. Six sont envoyés par la cour d'appel pour des gens en appel. Ils nous demandent en fait un avis motivé pour savoir si la personne est accessible à un traitement. Une personne de défense sociale, une envoyée par le parquet et deux personnes qui sont venues spontanément.

Les types d'infraction toujours pour les dossiers 2010. Vous voyez qu'il y a plus d'infractions que de mandats car dans certains mandats, un justiciable peut avoir commis plusieurs infractions. On a 36 infractions de viol. Vous voyez que sur ces 36, il y en a cinq pour des enfants de moins de dix ans, neuf entre dix et 14 ans, six entre 14 et 16 ans, deux au-dessus de 16 ans et 13 pour des majeurs. Cela veut dire qu'on a à peu près un tiers de viols commis sur majeurs et deux tiers de viols commis sur mineurs.

En ce concerne les attentats à la pudeur, sur 35 il n'y en a que sept commis sur des majeurs, soit un cinquième.

Quatre cinquièmes sont commis sur des enfants mineurs. Vous voyez la répartition par catégories d'âges sur le tableau.

Le téléchargement d'images pédopornographiques est également une infraction à caractère sexuel. Nous en comptons 6 dossiers. Il y a aussi 5 incitations à la débauche de mineurs et 3 outrages publics aux mœurs. Les deux infractions principales sont donc le viol et l'attentat à la pudeur.

Je vous ai également mis un petit tableau avec le nombre d'infractions par justiciable, la plus grande fréquence étant une infraction. La moitié, 30 sur 60, n'a commis qu'une infraction. Certains ont commis deux infractions et, dans un seul dossier, le justiciable a commis plus de trois infractions. C'est assez rare. C'est généralement une ou deux infractions.

En ce qui concerne les victimes, la grande majorité des justiciables ont eu une seule victime; c'est le cas pour 37 justiciables, soit plus de la moitié. Certains ne comptent aucune victime. Ceux qui ont fait du téléchargement pédopornographique n'ont évidemment pas de victime directe. Il n'y a qu'un seul dossier où le justiciable compte plus de trois victimes, en l'occurrence quatre. C'est généralement un maximum de une ou deux victimes.

Pour ce qui est de l'âge et du sexe des victimes, nous avons indiqué 62 + x car, pour un dossier, le nombre de victimes était indéterminé. Il s'agissait d'une personne prenant des photos de femmes dans la rue. Comme vous le voyez, il y a 50 victimes féminines contre 12 victimes masculines. Il y a donc une grande majorité de victimes féminines. Il y a 20 victimes féminines majeures et 1 victime majeure masculine. Trois cinquièmes des victimes féminines sont mineures. Chez les garçons, il y a également une grande majorité de victimes mineures.

Nous avons analysé le type d'infraction avec le lien auteur-victime. Cela fait l'objet d'un tableau séparé. Nous avons essayé de voir le lien qu'il y avait entre l'auteur d'infraction à caractère sexuel et la victime car il n'y a pas, dans nos critères statistiques, le lien d'autorité, ni d'abuseurs qui seraient prêtres.

Comme vous voyez les victimes inconnues, il y en a 12 sur 93 infractions, ce qui est très peu. Ça veut dire que, dans la grande majorité des cas, la victime est connue de l'abuseur et vice versa. On a 9 infractions au sein d'un couple, 10 infractions intrafamiliales avec lien biologique, 11 infractions intrafamiliales sans lien biologique, 30 infractions avec une personne connue sans lien de parenté (le cas des prêtres pourrait s'apparenter à ce cas-là, bien que nous n'ayons pas de prêtres) et des victimes inconnues, on n'en a que 12.

On a formulé des recommandations par rapport à nos missions et par rapport aux dispositifs qui existent actuellement pour le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Nous pensons qu'il serait bon de sensibiliser les magistrats à l'application de l'accord de coopération Justice-Santé. Ces accords existent, ils sont bien faits, ils sont praticables mais, parfois, ils sont méconnus (curieusement, car il s'agit quand même d'une loi). Les magistrats ne sont pas toujours au courant des possibilités thérapeutiques après le jugement. Nous pensons que ce serait bien d'évaluer systématiquement la problématique et le risque de récidive des AICS,

avant la guidance ou le traitement.

On a aussi remarqué que le suivi était souvent interrompu entre les différentes phases du parcours judiciaire, par exemple entre l'alternative à la détention préventive, le jugement, la détention, la probation, la libération conditionnelle. Il y a souvent des interruptions de traitement; or ce serait bien qu'il y ait une continuité du suivi pendant tout le parcours du justiciable. Nous recommandons également une réévaluation systématique de l'engagement thérapeutique et la mise à jour du risque de récidive jusqu'à la fin de la contrainte, c'est-à-dire régulièrement, tous les six mois ou tous les ans, pour voir l'effet du traitement.

Pour Bruxelles en particulier, nous manquons d'offre de traitement et de guidance. Il n'y a que deux équipes agréées. Il faudrait donc diversifier l'offre de traitements à Bruxelles (cela relève du domaine de la santé et de l'aide aux personnes), en cherchant d'autres équipes à agréer et en contribuant, éventuellement, à leur formation et leur supervision. Il faudrait également développer les recherches scientifiques, notamment à partir des données fournies par les équipes spécialisées et les assistants de justice. C'est prévu par l'accord de coopération, mais ça n'a pas encore été mis en œuvre.

Nous pensons enfin qu'il faudrait faire de la prévention, parce que les faits de mœurs sont assez méconnus, aussi bien des professionnels que du public. Une meilleure connaissance de cette problématique contribuerait, éventuellement, à une diminution des cas. Il faudrait notamment sensibiliser d'autres professionnels de la santé par des journées d'étude, la diffusion des recherches scientifiques et peut-être aussi inciter d'autres thérapeutes à prendre en charge les auteurs d'infractions à caractère sexuel, ce qui n'est pas évident. Il y a souvent une forme de réticence à traiter les AICS. Il faudra également sensibiliser le public, l'informer pour une meilleure connaissance de la problématique et une meilleure connaissance des ressources judiciaires et psycho-sociales dans les dossiers mœurs.

On demande aussi un petit renforcement des moyens et de personnel afin qu'on puisse assumer nos missions, notamment la recherche scientifique et les demandes de formation, et pour renforcer le partenariat avec tous les intervenants en lien avec le parcours judiciaire des AICS: les magistrats, les services psychosociaux des prisons, les assistants en justice et les équipes thérapeutiques.

La **présidente**: Je vous remercie, madame Janssens, pour cet exposé détaillé qui suscitera aussi, j'imagine, de nombreuses questions, comme les trois autres. Je vais laisser la parole à l'ensemble de mes collègues.

Bien entendu, vous pouvez répondre tous les trois à une même question, parce que vous avez une expérience et une expertise particulières. C'est à vous de décider ensuite.

**Daphné Dumery** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik dank alle sprekers voor hun heldere uiteenzetting. Ik heb twee vragen voor professor Cosyns.

U heeft het over het spreekrecht voor zorgverleners die met daders bezig zijn. U bent daar tamelijk summier over geweest, maar ik zou daar graag wat meer over weten. U doet ons eigenlijk een zeer belangrijke aanbeveling. Vanwaar denkt u dat de noodzaak er is voor een spreekrecht voor deze zorgverleners? Ik kan het mij wel voorstellen, maar ik zou het van u toch wel willen horen.

Een tweede vraag gaat meer over de cijfers, maar dat hebben de andere sprekers ook wel aangehaald. U hebt het over daders met één slachtoffer en daders met meerdere slachtoffers. Wanneer het gaat over daders met één slachtoffer, vermoed ik dat het dan gaat om meerdere feiten met één slachtoffer. Zijn er ook daders met één slachtoffer en één feit die het daarbij dan houden? Of hebt u er ervaring mee, of meer zicht op, of het meestal gaat om daders met één slachtoffer en meerdere feiten?

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor uw uiteenzetting. Wij zijn altijd op zoek naar interessant cijfermateriaal. Professor Cosyns, wij hebben recidivecijfers gekregen, wat de Franse Gemeenschap betreft, maar ik weet niet of u zicht hebt op de slaagpercentages van behandelingen en cijfers over recidive? Dezelfde vraag zou ik ook willen stellen aan de mensen uit Brussel. Hebt u cijfers daarover? Wanneer men bijvoorbeeld de chemische castratie toepast, ziet men dan een verschil in slaagkansen of recidivecijfers?

Bestaan er ook wachtlijsten bij jullie? Kunnen jullie voldoende snel mensen behandelen wanneer zij doorgestuurd worden of kan het zijn dat de daders vrij lang moeten wachten? Wat zijn, in voorkomend geval, jullie suggesties om die wachttijden weg te werken? Welke extra capaciteit zou noodzakelijk zijn om aan die vraag te

voldoen?

**Christian Brotcorne** (cdH): Je vous remercie pour votre participation à nos travaux.

On commence à comprendre l'aide thérapeutique pendant le parcours judiciaire des abuseurs, avec l'intérêt de ceux-ci en matière de sursis probatoire, d'alternatives à la détention préventive.

Que se passe-t-il une fois que ce parcours judiciaire est terminé? Quel est le risque encouru par la société? Avez-vous eu à gérer des cas de récidive après traitement, une fois que ces personnes qui vous avaient été confiées avaient quitté le milieu judiciaire et le milieu du soin et de l'aide? Avez-vous l'une ou l'autre idée à soumettre à la commission en ce qui concerne l'accompagnement de ces potentiels récidivistes au-delà de leur parcours judiciaire?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Op mijn beurt wil ik alle sprekers danken en hen de volgende vraag stellen.

Er werden ons reeds cijfers meegedeeld over recidive met betrekking tot pedofilie die, in tegenstelling tot wat ik persoonlijk verwachtte, eerder laag zijn. In de uiteenzetting van professor Cosyns heb ik een zekere nuance gehoord wanneer hij het heeft over terugval. Wanneer wij het over cijfers hebben, neem ik aan dat er een onderscheid te maken is tussen recidive van iemand die strafrechtelijk werd vervolgd en veroordeeld en van iemand waarvan u tijdens een behandeling aanwijzingen hebt van een terugvalgedrag. Ik neem aan dat de cijfers daarvan niet opgenomen zijn in de recidivecijfers. Kunt u daarover wat meer duidelijkheid geven?

Ik wil een tweede vraag stellen aan mevrouw Janssens. Een van de vorige sprekers, dokter Adam, deelde ons mee dat het voor een juiste doorverwijzing naar een juiste behandelingswijze belangrijk is dat er een prebehandeling zou zijn, of dat het, wanneer iemand wordt behandeld, vaak een zestal maanden duurt om de juiste behandelingswijze aan te kunnen geven. Als ik u uw werking hoor beschrijven, zegt u dat u iemand niet behandelt, maar begeleidt naar het juiste traject. Hoe kunt u dat doen wanneer u zo weinig gegevens hebt over de patiënt? Is dat dan geen verloren werk? Ik verontschuldig mij voor mijn kritische vraagstelling, maar in welke mate kan uw werk nuttig zijn als u, zonder de patiënt in behandeling te nemen, op dat ogenblik al een aanbeveling moet formuleren omtrent de wijze waarop de betrokkene wordt behandeld?

In dezelfde zin wil ik aan alle sprekers het volgende vragen. Het gaat hier niet over een residentiële behandeling, maar over mensen die eerder een gevangenisstraf hebben uitgezeten of die in voorlopige hechtenis hebben verbleven. Hoe gaat men om met de doorstroming van die gegevens?

Is er opvolging van het dossier, of starten jullie telkens opnieuw van nul? Iemand is behandeld in de gevangenis of begeleid in de gevangenis, hij verlaat de gevangenis en wordt dan door jullie verder opgevolgd. Is er dan doorstroming van de gegevens of is dat werkelijk opnieuw een dossier opstarten op basis van de gegevens die u door de opdrachtgever worden overgemaakt en die eigenlijk eerder administratieve gegevens zijn, neem ik aan? Hoe gaan jullie daar met die informatiestroom om?

**Bert Schoofs** (VB): Mevrouw de voorzitter, dames en heren sprekers, ik heb vragen die u alledrie kunt beantwoorden.

Mijnheer de professor Cosyns, mijn eerste vraag is misschien eerder voor u. Ze gaat over de chemische castratie. Misschien werd ze reeds gesteld, want ik was even weg. Hoe wordt het feit dat er te weinig gebruik van wordt gemaakt bedoeld? Zijn er werkelijk mensen die hervallen of die niet genezen omdat dit te weinig wordt aangewend? Is dat een significant cijfer? Of is daarover significante informatie beschikbaar?

Wat is de huidige stand van zaken in de wetenschap? Nu heeft men toch blijkbaar medicijnen, sedert de jaren '70. In hoeverre wordt de huidige stand van zaken op het vlak van neurobiologie, neurofysiologie, genetica en dergelijke betrokken bij de allernieuwste trends van onderzoek naar daders?

Ten tweede, krijgt u vaak vragen van gerechtelijke diensten met betrekking tot uw expertise en uw ervaringen? Doet men eventueel vaak een beroep op uw diensten, bijvoorbeeld voor het opstellen van daderprofielen, om bepaalde pathologieën beter te kunnen begrijpen? Ik denk dan bijvoorbeeld aan de databank ViCLAS, die speciaal gericht is op daders van zware, agressieve of seksuele misdrijven, waar men toch allerhande informatie verzamelt nopens zeer zware gevallen. Het gaat dan echt wel over de zware en vaak onverbeterlijke daderprofielen. Kunt u bepaalde informatie geven aan het gerecht?

Hebt u misschien het gevoel dat er vanuit de gerechtelijke wereld iets te weinig een beroep gedaan wordt op datgene dat u aan informatie verzamelt dankzij uw ervaring?

Hoe zit het met het verstrekken van opleiding aan speurders, aan profilers? Profilers maken de laatste jaren opgeld en tien jaar geleden waren zij nog nauwelijks bekend.

La **présidente**: Je vais clôturer ce premier tour de questions en rebondissant sur la question posée par Mme Van Cauter.

La question est posée aux trois centres mais, dans les recommandations du CAB, il y a le problème d'interruption de traitement.

Il serait intéressant d'avoir des chiffres détaillés pour les trois centres, sur base de qui envoie, à quel acteur judiciaire, à quel moment de la procédure, etc. Peut-être se trouvent-ils déjà dans vos rapports et qu'il suffirait de regarder l'ensemble des rapports.

Selon vos chiffres, on voit que, déjà sous détention préventive, il y a possibilité de traitement et que, apparemment, c'est fortement utilisé à Bruxelles par les juges d'instruction bruxellois. Puis, c'est vrai que la personne pourrait être condamnée et qu'elle rentre en prison. Si j'ai bien compris, elle n'a plus de traitement. Puis elle sort, etc.

J'aimerais savoir puisqu'il y a un problème de suivi dans tous ces acteurs judiciaires durant toute cette période, ces séquences judiciaires, si vous avez des propositions. J'entends bien le suivi, mais seriez-vous d'accord d'avoir, par exemple, des thérapies en prison?

Le questionnement, c'est: est-ce qu'une personne qui a eu une thérapie en détention préventive, qui a donc eu une alternative à la détention préventive parce qu'elle allait en thérapie, puis qui est condamnée à une peine de prison – cela peut arriver –, qui rentre en prison, qui arrête donc sa thérapie, est-ce qu'on pourrait continuer simplement la thérapie en prison?

C'est un questionnement: il s'agirait de ne pas donner d'arrêt au traitement et pour qu'à la sortie de prison, la personne soit sans doute mieux traitée et mieux préparée que d'autres qui n'auraient rien reçu en prison. C'est une question que je me pose par rapport à une de vos recommandations. Avec toute la question de l'aide contrainte, de l'injonction thérapeutique et des

possibilités thérapeutiques en prison.

Vous parliez aussi, monsieur Pihet, de la problématique d'abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité, ce qui nous concerne ici, peu importe le type de relation d'autorité.

Vous avez fait une remarque à la fin en disant que vous aviez suivi dix cas en 2010, et que vous remarquiez – est-ce une observation réelle ou une impression – qu'en cas de relation d'autorité et dans le cadre d'institutions, on essaie d'abord de régler cela entre soi, c'est-à-dire on va vers la direction, la direction parle à l'abuseur ou parle à la victime avant de parler. On ne va pas spécialement vers la justice.

Est-ce que, dans les dix cas que vous suiviez, il y a eu ce processus où il y a d'abord eu un règlement en interne avant de dénoncer les faits à la justice, simplement pour la notoriété de l'institution? Je ne sais pas si vous pouvez me répondre ou pas.

Je vais abuser en posant une dernière question sur un chiffre. Dans un tableau Excel du CAB, vous mentionnez un "lien auteur-victime" dont une catégorie est "connu sans lien de parenté": cela implique-t-il l'absence de relation d'autorité dans le cadre professionnel, telle que définie par M. Pihet, dans le sport, à l'école ou ailleurs? Et s'il y en a, au contraire, de quelle sorte?

Vous répondez comme vous l'entendez, vous pouvez compléter les réponses de vos prédécesseurs. On peut procéder dans l'ordre des exposés.

**Paul Cosyns:** Mevrouw de voorzitter, antwoord ik eerst op de vragen die u hebt gesteld of wat is de gang van zaken? Er zijn veel vragen gesteld. Ik zal beginnen met het volgende.

U vermeldt de pretherapie. Wat kan er in de gevangenis worden gedaan? Wij hebben op vraag van het gevangeniswezen indertijd een monografie geschreven over wat in de gevangenis kan worden gedaan. Ik bedoel daarmee pretherapie. Dat wil zeggen dat de mensen kunnen worden voorbereid op het feit dat zij, de dag dat zij de gevangenis verlaten, iets kunnen ondernemen. In feite gaat het over het bevorderen van de motivatie bij zij die in de gevangenis verblijven, om hen voor te bereiden op het volgen van een behandeling de dag dat zij de gevangenis verlaten.

Dat gebeurt weinig in de gevangenissen, omdat

de noden van de gevangenen zo groot zijn dat de er aanwezige zorgteams niet weten waarmee juist te beginnen. Ik heb er geen goed zicht op, maar er gebeurt naar mijn aanvoelen weinig op dat vlak.

Er is ook een vraag gesteld naar de informatie die de behandelaar of zorgverlener vanuit de gevangenis krijgt. Dergelijke informatieverstrekking is doorheen de jaren enorm verbeterd. De psychosociale dienst maakt een verslag. Wij krijgen een verslag van de psychosociale diensten. Hun verslagen zijn, eerlijk gezegd, over het algemeen heel goed gestoffeerd en zeer volledig. Wij krijgen van hen echt goede informatie. Dat moet ik eerlijk zeggen.

Zulks was niet het geval in de jaren negentig, toen ik ben begonnen. Wanneer ik kijk naar de verslagen die wij nu krijgen, moet ik eerlijk toegeven dat de informatie van de psychosociale diensten heel positief is. Die informatie stroomt dus wel door.

Voor de mensen in de gevangenis is het vooral een kwestie van hun motivatie te bevorderen, hen voor te bereiden en hen te motiveren om iets te ondernemen de dag dat zij de gevangenis verlaten.

Er is evenwel een probleem dat wij opmerken binnen het gevangeniswezen. Steeds meer seksuele delinquenten zitten hun straf tot het einde uit en kiezen ervoor om niet op voorhand te worden vrijgelaten. Het is hun eigen keuze. Zij kiezen er niet voor. Zij zitten hun straf tot het einde uit, met de bedoeling dat het dan voor hen gedaan is en er geen opvolging komt. Zij hebben in hun ogen dus betaald, want hun straf uitgezeten. Daartussen zijn er af en toe problematische gevallen. Dat moet ik toegeven. Ik heb er geen algemeen zicht op, maar ik ben wel al gevallen tegengekomen waarbij een en ander in mijn ogen niet verantwoord is. Dat is een probleem dat in ons land bestaat en dat niet direct zal zijn opgelost.

**Bruno Valkeniers (VB):** U zegt dat er een aantal problematische gevallen tussen zit, maar u hebt dus geen cijfers of indicaties van degenen die weigeren om inspanningen te doen om vervroegd vrijgelaten te worden, hun termijn tot het einde uitzitten en daarna hervallen?

**Paul Cosyns:** Daar heb ik dus geen gegevens over. Ik ken incidenteel casussen waarvan ik vind dat het toch problematisch is omdat wij ze eventueel gezien hebben, maar zij weigeren dan

om voorwaardelijk in vrijheid te worden gesteld en zeggen: "Voor de tijd die nog overblijft, ga ik tot het einde." Ik heb geen globaal zicht op die populatie. Daar kan ik dus niet op antwoorden.

**La présidente:** Professeur Cosyns, nous avons demandé des chiffres à l'administration pénitentiaire sur les personnes qui demandaient d'aller en bout de peine et qui refusaient la libération conditionnelle.

**Paul Cosyns:** Er zijn vragen ook gesteld over recidive. Ik weet niet welk vooroordeel u had over recidiven en hoeveel er zijn. Ik kan wel zeggen – dat is gezegd, de studies, we zijn daar toch nogal goed over gedocumenteerd. Dus ik heb hier studies van 2004-2005: 95 studies over 31 000 seksuele delinquenten. Er is een terugvalcijfer van seksuele delinquentie, want men moet een onderscheid maken terugval in seksuele delicten of in andere delicten, dus voor seksuele delicten is de terugval 13,7 % na 5 jaar. Dat is het cijfer dat men gewoonlijk wel terugvindt.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Spreekt u dan over (...) mensen in uw praktijk van dewelke u weet dat er een terugval is? Want dat is een groot verschil.

**Paul Cosyns:** Nee, dat zijn mensen die veroordeeld geweest zijn, vrijgelaten en dan terug hervallen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dus veroordeeld, vrijgelaten en strafrechtelijk vaststelling gebeurt dat er opnieuw dezelfde feiten zijn?

**Paul Cosyns:** Ja, absoluut.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dat is één categorie. Maar daarnaast kan ik mij inbeelden dat er dossiers zijn waarbij u een seksuele delinquent in therapie hebt en dat er een terugval is, maar dat er niet noodzakelijk een vaststelling is door justitie.

**Paul Cosyns:** Ja, dat is juist.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dat was mijn vraag.

**Paul Cosyns:** Als zorgverlener, als tijdens de behandeling opnieuw risicosituaties dreigende zijn of in feite gebeuren, dan is dat natuurlijk een probleem. Dat is een zwaar probleem. Dat wil dus zeggen dat de veiligheidsmaatregelen een beetje hoger moeten worden gesteld. Dat moet onderzocht worden. Dus inderdaad, terugval tijdens de behandeling is een probleem dat we

dan speciaal aanpakken.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U pakt dat speciaal aan. Wat de cijfers betreft, zitten die gevallen niet in de recidivecijfers, dus dat heb ik goed gehoord. Maar, twee, hoe pakt u dat dan speciaal aan? Is er nog altijd een melding naar justitie? Of naar de opdrachtgever – ik zal het zo zeggen? Is er altijd een melding en wat doet u dan specifiek om erger te voorkomen?

**Paul Cosyns:** Ik zal heel kort antwoorden. Wat wij aan justitie doorgeven of naar buiten brengen, dat zijn dan de noodtoestanden. Dat is natuurlijk een populatie met een hoog risico eventueel, en dus het is ons al voorgekomen dat wij casussen, dat wij de betrokkenen verwittigen dat we daarmee eigenlijk wel naar de justitieassistent zullen gaan. Ofwel, als wij vinden dat het toch dringender is, dat wij direct de procureur verwittigen. Dus dat gebeurt. Dat gebeurt niet frequent, maar als men zo'n populatie behandelt, moet men klaar zijn om dat eventueel te overwegen. Dat zijn de noodtoestanden.

Buiten die noodtoestanden geven wij eigenlijk niets door. Als ik evenwel op een zeker ogenblik denk dat er bijvoorbeeld met medicatie moet worden begonnen omdat het niet gaat, omdat we de drang ergens moeten kunnen couperen, dan zal ik dat ook zeggen. Als de betrokkene dat eventueel weigert, dan zal ik dat wel melden aan de justitieassistent en aan Justitie. In de context vind ik dan dat voor een veilige opvolging van die bepaalde persoon in de maatschappij de condities niet aanwezig zijn. Ik zal daar eventueel bijzeggen dat ik vind dat er medicatie toegediend moet worden en dat de betrokkene dat weigert. Dan wordt hij geroepen door de commissie voorwaardelijke invrijheidsstelling. Die commissie, of de strafuitvoeringsrechtbank, zal dan met de betrokkene spreken.

**Bernard Pihet:** Je voulais ajouter que, dans la situation des AICS que l'on suit, quand un AICS est en traitement et qu'une récidive intervient, il y a une nouvelle condamnation, il y a une nouvelle inculpation qui naît. Quand, chez moi, il y a une récidive en cours de traitement, c'est toujours une nouvelle condamnation. La révocation n'intervient que quand une condition de la libération n'est pas respectée, mais un nouveau délit a toujours comme effet une nouvelle condamnation. Ils sont dans les chiffres de rechute, de mon point de vue. Je voulais apporter cet élément.

Par ailleurs, peut-être sur le même sujet, par rapport à la question de madame, tout à l'heure: le

chiffre paraît bas. En effet, il faut lutter contre certains clichés. Il faut aller vers la connaissance scientifique. Mais, là où vous avez raison, c'est que nous avons une récidive criminelle générale autour de 30-35 %. La récidive sexuelle est de moitié: environ 15%. Mais il faut dire que c'est une moyenne. Et donc, il faut peut-être examiner avec sérieux, à l'intérieur de la moyenne. Une moyenne, c'est un mélange. Mais nous n'avons pas tellement une courbe de Gauss. Vous connaissez les courbes de Gauss où l'on a la grande majorité au centre. Mon expérience montre que c'est plutôt une courbe comme ça.

En effet, on a une certaine importance de la population en intrafamilial qui dépasse notamment les 50-60 %, où le taux de récidive est encore plus bas: vers 5 %. Par contre, à l'autre extrême, on a la situation des pédophiles fixés qui ont, en plus des critères criminologiques, de grandes carrières délictueuses ou de profils pervers ou psychopathiques. Et là, nous avons des pourcentages de récidive très élevés. Il n'y a pas d'homogénéité. Ce n'est pas tout le monde à 15 %. Il y a une grande différence à l'intérieur de la population. Et je dirais que la grande difficulté, pour les experts et pour le tribunal *in fine*, c'est de savoir à qui on a affaire: à celui qui est dans une probabilité de haute ou de faible récidive.

Quand nous faisons des expertises, nous accordons beaucoup d'importance à l'examen précis de cette chose, y compris quand nous commençons des traitements, de savoir sur quels paramètres nous devons nous appuyer – justement, en évaluant ce risque-là.

**Paul Cosyns:** Ik wil er het volgende aan toevoegen.

U moet heel goed beseffen dat het een heterogene populatie is. Dus dé seksuele delinquent bestaat niet, net zoals dé pedofiel niet bestaat. Het is een erg heterogene populatie. De meeste gevallen zijn intrafamiliaal incest. Heteroseksuele intrafamiliale incest is het meest gunstig, met een terugval van 3 % op lange termijn, wat heel laag is. Homoseksuele intrafamiliale incest is erger. Homoseksuele pedofielen hebben een slechtere prognose dan heteroseksuele pedofielen.

Wij weten dat al vooraleer wij beginnen. Wanneer het een homoseksuele pedofiel betreft, weten wij dat wij moeten opletten, omdat de risico's groter zijn. Voor een verkrachter ligt het terugvalpercentage hoger dan de genoemde 15 %.

Het volgende interesseert u minder, omdat het niet om minderjarigen gaat. Voor de exhibitionisten bedraagt het terugvalpercentage echter 70 %, wat het maximum is van wat wij kennen. Dat is dus ongelooflijk. Ter zake hebben wij te maken met het fenomeen van *impulse dyscontrol* en drang, die op een karikaturale wijze onbeheersbaar is.

Daarmee wil ik aangeven dat het een heterogeen publiek is. Wij kunnen dus niet stellen dat voor alle gevallen één bepaalde maatregel naar voren kan worden geschoven.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik hoor de heer Pihet verklaren dat het onder meer om die reden van belang is om een heel grondige analyse van het dossier te maken, teneinde tot een therapeutische oriëntatie te komen en risico's in te schatten.

Ik kom nu bij de vraag die ik daarstraks al heb gesteld. Hoe kan dan voorafgaandelijk via enige pretherapie iemand naar een zekere therapie worden georiënteerd? Hoe kunnen dan aldus de risico's worden ingeschat?

Dat is de vraag die ik eigenlijk aan mevrouw Janssens heb gesteld.

**La présidente:** Madame Van Cauter, on n'a pas fini de répondre aux questions, il n'y en a qu'un qui a répondu. Nous allons donc laisser parler les experts.

**Paul Cosyns:** Ik wou nog even ingaan op de vraag over de medicatie en de hormonale behandelingen. Het is belangrijk om te weten dat met de hormonale behandeling van het type Salvacyl – ik mag dat product noemen, want in België is er maar een dat daarvoor beschikbaar is, er is geen concurrentie – het terugvalcijfer uitzonderlijk laag is. Dat zijn de laagste cijfers. Die kan men niet halen met een psychosociale begeleiding.

Wij kennen de literatuur over heelkundige castraties al sinds de periode tussen de Eerste en de Tweede Wereldoorlog. Die gebeurden niet direct in België. Hier hebben wij dat nooit gedaan, maar er zijn veel studies gemaakt tussen de Eerste en de Tweede Wereldoorlog. Men kent de heelkundige castraties van seksuele delinquenten. Op basis van die kennis en ervaring is men medicatie gaan gebruiken die niet voor seksuele delinquenten, maar voor prostaatlijders ontwikkeld werd. Het gaat over medicatie tegen

prostaatkanker. Dat is een kanker die gevoelig is voor het mannelijke hormoon. Men blokkeert dat systeem. Daar gaat het om.

Wij hebben wel problemen met het wetenschappelijk onderzoek daarover, omdat er veel kleinschalige studies zijn. U zult best begrijpen dat het heel moeilijk is om wetenschappelijk verantwoord methodologisch te werk te gaan. Men kan moeilijk 50 verkrachters met behandeling en 50 verkrachters zonder behandeling gaan vergelijken op basis van het aantal slachtoffers dat zij in de komende vijf jaar zullen maken. Er is geen ethische commissie die dat kan aanvaarden. Men moet dus andere systemen vinden om onderzoek daarnaar te doen.

Er zijn wel mogelijkheden. Ik zal daar niet op ingaan, maar men kan eventueel nagaan wat de frequentie was van feiten die gepleegd zijn vóór men opgesloten werd en wat de frequentie is van de feiten die men nadien pleegt. Het is echter een feit dat de terugvalcijfers bijzonder laag zijn. Er zijn nog maar twee landen die op dit ogenblik heelkundige castratie toelaten, namelijk Duitsland en de Verenigde Staten. Het is een zeer lage frequentie. De medicatie die men daarvoor heeft, is een spuit om de drie maanden.

Het probleem met andere medicatie die wij sinds de jaren '70 hebben, is dat men die oraal moet innemen. Dat is niet zo zeker. Men kan wel zien of men het volgt of niet. Een bloedafname toont duidelijk aan of men al dan niet de behandeling volgt. Die medicatie bestaat ook in een inspuitsbare vorm, maar niet in België, omdat de firma geen prijs gekregen heeft die voor haar voldeed.

La **présidente**: Vous dites que ce n'est autorisé qu'aux États-Unis et en Allemagne. Ici, si un délinquant sexuel demande un traitement, peut-on le lui fournir?

**Paul Cosyns**: J'ai dit que la castration chirurgicale se faisait uniquement dans ces deux pays. J'ai connu un détenu qui m'a demandé un traitement chirurgical mais nous ne le faisons pas en Belgique, pour des raisons éthiques.

La **présidente**: Je pensais à la castration chimique.

**Paul Cosyns**: Il n'y a pas de problème pour la castration chimique.

La **présidente**: Même quand il s'agit d'injections?

**Paul Cosyns**: On propose ce traitement mais le

patient doit être d'accord. Il doit recevoir l'information. Nous devons appliquer la loi concernant les droits des patients. Quand nous prescrivons un médicament, nous devons donner des informations. Si j'estime que ce type de traitement est nécessaire pour pouvoir suivre le patient en ambulatoire dans la communauté et que le patient le refuse, je refuse de le suivre.

La **présidente**: Vous donnez alors un avis négatif au juge du tribunal d'application des peines.

**Paul Cosyns**: Et j'explique la raison au juge, en lui suggérant de convaincre l'intéressé de suivre le traitement.

**Bert Schoofs** (VB): U hebt daar nog geen cijfers over, professor? Het is blijkbaar spectaculair. Het middel helpt goed, beter dan vroeger, maar u hebt nog geen zicht op het globale beeld, op het aantal mensen dat u behandeld hebt? Helpt het bij alle mannen of zijn er bij wie het middel niet werkt? Welke zijn eventuele bijwerkingen? Ik veronderstel dat zij daar ook over ingelicht moeten worden, want het heeft wellicht een implicatie op heel het lichamelijke gestel.

**Paul Cosyns**: Dat is juist, maar ik zou zeggen dat het wel onderzocht is in de literatuur. Er is een publicatie van 2010. Ik kan ze u doorgeven. Het is wel 54 bladzijden, maar alle wetenschappelijke gegevens staan erin. Men heeft gegevens. Absoluut. Daar is geen twijfel over. Men heeft gegevens daarover. Absoluut.

**Bert Schoofs** (VB): (...) (zonder micro).

**Paul Cosyns**: Ja, van degenen die via internet testosteron bestellen en extra nemen. Dat is ook al... Maar ik kan u zeggen dat wij daar ook iets tegen hebben. Wij kunnen dat ook voorkomen als het nodig is. Dat is stap 6 van het algoritme.

**Bert Schoofs** (VB): Kunnen de documenten misschien worden opgevraagd bij de professor?

La **présidente**: Je vais demander à M. Cosyns de transmettre l'article par internet. Nous l'enverrons à tous les commissaires.

**Michèle Janssens**: Je vais d'abord répondre à votre question sur le tableau Excel. Chaque fois, dans la petite colonne de droite, j'ai indiqué "mineur" ou "majeur". Comme les auteurs d'infractions à caractère sexuel sont majeurs, dès qu'il y a une infraction sur un mineur, il s'agit d'un abus sexuel. S'il y a une différence d'âge, s'il y a un mineur, il s'agit d'un abus sexuel. Quand

l'infraction se fait sur un majeur, cela ne s'appelle plus abus mais "violences" ou "agression". Quant à la relation d'autorité, dans la catégorie "connu sans lien de parenté", sur 17 viols, il y a 11 mineurs, ce qui implique nécessairement une relation d'autorité, puisqu'il s'agit d'un auteur adulte et d'une victime enfant. Idem pour les attentats à la pudeur: si c'est un adulte vis-à-vis d'un mineur, c'est forcément dans une relation d'autorité. Il ne s'agit pas nécessairement d'une autorité institutionnelle.

La **présidente**: C'est ce que je vous demandais: s'il s'agissait d'abus dans le sport, à l'école.

**Aziz Harti**: Disons qu'il y a toujours une ascendance mais on n'a pas précisé quel type d'ascendance. De toute façon, c'est toujours la commission des faits; c'est par exemple dans une piscine où l'adulte est censé apprendre la natation au mineur. Il y a toujours une ascendance mais pas forcément un lien d'autorité, bien qu'il y ait une influence de l'adulte sur le mineur, de toute façon.

**Michèle Janssens**: Quant au parcours du justiciable, à Bruxelles, on a pas mal de demandes pour l'alternative à la détention préventive mais ce n'est pas pour autant qu'un traitement est indiqué dans ce cas-là car le justiciable est présumé innocent et qu'il est en train de préparer sa défense. Souvent, il ne reconnaît pas les faits. Si la personne ne reconnaît pas les faits, il est très difficile de lui proposer un traitement.

Si la personne ne reconnaît pas du tout les faits et est en désaccord total avec ce qu'on lui reproche, on ne va pas proposer une orientation thérapeutique parce qu'elle est encore présumée innocente et cela irait en contradiction avec la défense qu'elle est occupée à organiser avec son avocat.

Donc, il arrive qu'on fasse un avis d'orientation où on préconise qu'il n'y a pas de traitement possible à ce moment. C'est assez fréquent en alternative à la détention préventive, si la personne ne reconnaît pas les faits.

Si par contre, la personne est en demande d'un traitement. Si elle dit "oui, je reconnais une difficulté; oui, je reconnais une souffrance; oui je ne parviens pas; oui j'ai commis les faits, je voudrais de l'aide", à ce moment, on va l'orienter. Donc, les cas de non-orientation sont beaucoup plus fréquents en alternative à la détention préventive puisque la personne est encore en train de se défendre. Au niveau d'un traitement

éventuel, elle va aussi organiser son... C'est une démarche complètement différente de se faire soigner pour quelque chose que de se défendre par rapport à des faits reprochés.

En ce qui concerne l'ADP, c'est donc assez difficile de proposer un traitement.

**Aziz Harti**: C'est effectivement à nuancer. Pour tout ce qui est ADP, parfois il y a des personnes qui reconnaissent les faits et qui sont prêtes à entamer une thérapie. Nous pensons qu'à ce moment, c'est propice pour qu'elles entament cette thérapie. Il ne faut pas les laisser jusqu'au jugement.

Le problème qui se pose parfois c'est que la mise en liberté sous condition est de trois mois renouvelables mais à un moment donné, il y a une suspension de ces conditions. La personne n'est plus sous injonction judiciaire. C'est cette période-là pendant laquelle nous ne sommes de toute façon plus mandatés et la personne pourrait elle-même suspendre son traitement. Parfois cela peut prendre plusieurs mois, voire plusieurs années avant de revoir la personne jugée. C'est cela qu'on rencontre parfois dans le parcours de ces justiciables. Ils viennent après, quand ils sentent qu'ils vont être jugés, ils vont chercher un thérapeute, le premier qu'il rencontre, qu'ils verront sur les pages jaunes et ils viendront avec. Cela nous pose problème dans la mesure où on se demande si on valide ce suivi. On n'est pas là pour évaluer le travail non plus mais pour évaluer l'investissement du patient dans son traitement. Il y a encore d'autres nuances mais je dirais juste qu'il y a une discontinuité de soins qui nous pose problème.

Ils ne seront pas forcément incarcérés, vu la surpopulation carcérale.

La **présidente**: Monsieur Harti, j'essaie de vous suivre. Vous dites qu'avec la nouvelle loi sur la détention préventive, les conditions ne valent que pour trois mois et que, si elles ne sont pas renouvelées par le juge, elles deviennent caduques. Dans la pratique, il arrive souvent que le juge ne les renouvelle pas. De ce fait, les conditions n'existant plus, une personne peut mettre fin unilatéralement à une thérapie tout en respectant la loi. Vu l'arriéré judiciaire à Bruxelles, puisque l'on parle de Bruxelles, la personne arrête parfois son traitement pendant un an et demi, avant de passer devant le tribunal et, la veille de son audience au tribunal, elle fait vite vite appel à un thérapeute pour montrer au juge sa bonne volonté. C'est cette interruption-là qui pose

problème. Comme vous n'êtes plus sous mandat, vous ne pouvez rien imposer à la personne, l'assistant de justice non plus d'ailleurs. C'est une responsabilité du juge d'instruction. Est-ce bien cela?

**Aziz Harti:** Exactement!

La **présidente:** Avez-vous également la même expérience en Flandre et en Wallonie?

**Paul Cosyns:** Ik kan daar het volgende op zeggen. Als wij mensen zien vrij onder voorwaarden, dus gestuurd door de onderzoeksrechter, zijn we niet zo veeleisend dat ze de feiten moeten erkennen waarvoor ze vervolgd worden. Ze moeten wel erkennen dat ze een seksueel probleem hebben, zodat we een ingangspoort hebben voor de behandeling.

Er is dus een seksueel probleem en dan kan men starten. Als de persoon hardnekkig weigert en zegt dat het om een vergissing gaat en dat hij onschuldig is, dan zeg ik die persoon dat hij een goede advocaat moet nemen. Op dat ogenblik is de behandelaar uit de circulatie en wachten wij tot de rechter zich uitgesproken heeft.

Het is misschien toch van belang om iets goed te beseffen inzake de behandeling onder dwang. Wij zien de mensen die door justitie verwezen zijn. Zij gaan akkoord met de behandeling maar eerlijk gezegd hebben ze niet veel keuze. Ze kunnen wel neen zeggen maar dan staat hen nog erger te wachten.

Globaal gezien zijn er wel positieve aspecten verbonden aan de behandeling onder dwang. Ik zie er bijvoorbeeld twee. Een eerste dat wij absoluut gebruiken, is dat, eens de rechter zich uitgesproken heeft en wij de betrokkene zien voor behandeling, wij altijd zeggen dat de feiten bewezen zijn en dat men bij de behandelaar niet opnieuw een pleidooi moet gaan voeren om te zeggen dat het maar zus en zo was en dat men alleen ja heeft gezegd omdat men door de politie bij de ondervraging onder druk werd gezet. Wij zeggen dat de rechter en dus ook de maatschappij zich heeft uitgesproken en dat de feiten vaststaan. Wij zullen daar later misschien met hem over praten, maar wij vertrekken vanuit het feit dat dit inderdaad zo is. Dat maakt het voor ons wel gemakkelijker.

Een tweede punt dat positief is bij de mensen die men onder dwang behandelt, als ik die vergelijk met diegenen die niet door justitie verwezen worden, is dat men een psychotherapeutische

behandeling volgt die een proces is en waarin altijd moeilijke momenten zullen zijn. Die moeilijke momenten in de therapie zelf hebben het gevaar dat de mensen op dat ogenblik afhaken en stoppen met de behandeling. Het voordeel van een verplichting is dat de mensen in die moeilijke momenten toch blijven doorgaan tot ze door die moeilijke periode heen zijn. Dat is wel het positieve. Wij weten uit onderzoek immers ook dat diegenen die in behandeling gaan en tijdens de behandeling afhaken, de slechtste prognose hebben. De beste prognose is voor diegene die het hele proces doormaakt.

**Bernard Pihet:** Plusieurs questions tournent autour du traitement, du pré-traitement et de l'après traitement, donc de la continuité dans le traitement.

Par rapport à la question relative à ce qu'avait dit M. Adam, je pense en effet qu'une phase de pré-traitement est nécessaire. Ce pré-traitement, on l'appelle parfois aussi une phase de motivation, c'est parfois une phase d'examen: quelle est la problématique?

J'attire l'attention sur le fait que traitement ne signifie pas toujours traitement médical, ce n'est pas toujours un traitement de psychothérapie. On ne sait pas toujours exactement au départ ce qu'il faut faire. Parce que les problématiques sont extrêmement diverses.

Est-ce que les pédophiles sont tous malades? Non. Il faut savoir que certains ont un trouble mental, mais beaucoup n'en ont pas. Certaines personnes ont un profil plutôt déviant sur le plan sexuel, certaines ont un profil plutôt criminel et disent: la loi, tant pis, je prends du plaisir. Mais certains sont plutôt malades et déficients et ont du mal de réaliser leur vie. Nous avons aussi des profils conjugués.

Il faut donc savoir si, en effet, nous devons aider la personne à dépasser son handicap, son dysfonctionnement, son inaptitude ou, au contraire, faudra-t-il travailler avec un délinquant qui est un grand transgresseur et lui dire: finalement, puisque tu veux le maximum de plaisir, est-ce que c'est en transgressant que tu vas l'obtenir?

Je dois dire que, sexuellement, c'est assez facile pour moi de prouver qu'un acte sexuel non transgressif est certainement plus enrichissant qu'un acte sexuel transgressif. Je n'y arriverai peut-être pas sur le plan financier, dans les délinquances financières. Mais sur le plan sexuel,

c'est assez simple.

Puis, nous avons parfois des problèmes de déviations sexuelles. Des gens arrivent à l'âge adulte avec une nature sexuelle telle qu'il faut bien qu'ils l'assument.

On dit "thérapie", mais, pour moi, il n'y a vraiment pas d'identité entre thérapie et traitement. Pour moi, traitement, c'est simplement dire: oui, vous avez une attirance sexuelle très fixée pour l'enfant; qu'est-ce que vous allez faire avec ça puisque vous ne pourrez jamais toucher l'enfant?

Il faut donc qu'il accepte qu'il en ait, puis faire un aménagement de sa vie. Ce n'est pas à proprement parler une thérapie qui changera quelque chose à ce qu'il est. C'est une thérapie qui va l'accompagner à trouver un chemin de vie pour réaliser son être particulier.

Nous avons fait ça avec des malades chroniques, nous avons fait ça avec des homosexuels qui n'aimaient pas être homosexuels. On ne sait pas changer grand-chose, mais il y a moyen d'arranger sa vie pour vivre avec ce qu'on est. Avec des délinquants, on a des thérapies, des traitements plutôt criminologiques. Enfin, bref!

Le pré-traitement, c'est plutôt ça; c'est voir ce qu'il a comme problème. De deux, que la personne puisse dire: j'ai un problème. Puis on dit: est-ce qu'on va essayer de changer quelque chose? C'est la deuxième phase qui est beaucoup plus le traitement.

Je voudrais dire que, dans la continuité, en effet, il y a sans doute un problème au niveau de la détention préventive. Quand elle dure trois mois, c'est assez court: on prend le contact une ou deux fois, puis ça s'arrête. C'est assez gênant, en effet.

Par contre, la continuité par rapport à la prison, je trouve que c'est moins problématique. En effet, il nous revient que les chiffres des personnes qui vont à fond de peine est assez élevé. Et c'est peut-être plus dû à la façon dont les TAP les traitent que de la manière dont ils voient leur problème.

Il y a un refus de conditionnelle, jusque six mois avant la fin. Il faut être raisonnable. Peut-être ne prend-on pas assez de risques en amont.

Je voudrais dire aussi que trop de traitements, ça nuit. Nous avons des personnes qui commencent le traitement dès l'arrestation et qui, pendant la prison, font deux-trois traitements parallèles. Nous

avons des gens qui arrivent, au bout de 20 ans, à avoir parlé à dix thérapeutes. Ce n'est pas non plus conseillé d'avoir trop de traitements. Et je pense que, pendant la prison - j'ai eu des traitements longs de gens en prison -, ils sont confinés dans une cellule, ils ont le gardien, le voisin, le co-détenu. Leur vie n'est pas une vie ordinaire. Donc, évidemment, ils parlent de quoi? Du mur, de la télévision, de la cantine. C'est une vie excessivement restreinte. Quelqu'un qui reste dix ans en prison n'a pas beaucoup de vie, n'a pas beaucoup d'expériences vécues. C'est donc très difficile de faire un travail.

Il faut savoir que nous avons, en Belgique, un très gros investissement sur le travail ambulatoire en dehors de la prison, mais un travail beaucoup plus faible à l'intérieur. Plus faible qu'au Canada, par exemple. Mais il faut aussi dire qu'en Belgique et en France, nous avons des détentions très, très longues par rapport au Canada, où l'on fait des traitements en prison. La plupart des détentions canadiennes, c'est deux-trois ans; chez nous, c'est sept à dix ans. Comment voulez-vous parler avec un détenu qui est dans une cellule de quatre mètres carrés, pendant dix ans? Et de quoi? Il attend de sortir. Point! C'est parfois très difficile de faire un traitement.

J'ajoute que nous avons été sollicités plusieurs fois par l'administration pénitentiaire pour faire un traitement en prison. Nous avons remis des offres de traitement. C'était d'ailleurs sous forme de cahier de charges, enfin d'une offre de marché public. Et le marché n'a jamais été attribué.

Par ailleurs, je vous donne un scoop: cette année, j'offre aux prisons wallonnes une expérience de traitement gratuite pendant six mois. Pour qui? Justement, à cause de ces fonds de peine. Les fonds de peine: des personnes graves, des personnes qui ont dix ou quinze ans de prison, qui ne peuvent pas avoir de libération sous forme de congé ou de sortie spéciale pour venir en pré-traitement chez nous. Eh bien, j'ai dit: "Nous allons à la prison et nous allons faire un pré-traitement de trois heures par semaine, pendant six mois." Je peux faire ça à l'économie parce que je n'ai pas d'argent: il n'y en a plus. Donc, je fais ça dans une prison avec deux personnes. Et je dis: "Envoyez-moi des détenus de toutes les prisons (Arlon, Iltre, Tournai)... Vous les envoyez à Namur pendant six mois. Et puis, ils retournent faire leur peine après". Entre parenthèses, c'est comme ça qu'on fait au Canada. Nous allons entamer cette expérience au mois d'avril.

Je réserve ça aux gens qui n'auront jamais de

sortie, aux cas les plus difficiles. Et c'est un pré-traitement. C'est la phase intensive. Après, il sera individualisé. Là, c'est un traitement de groupe, toujours pour gagner du temps et de l'argent.

**La présidente:** Avant la problématique des gens qui vont à fond de peine, qui n'auront jamais de congé pour suivre un traitement ou passer par vos centres, il y avait la question de M. Brotcorne.

Je pose la question aux responsables des trois centres. Vous connaissez la population de délinquants sexuels, vous la vivez au quotidien. Vous avez des centaines de cas. Quid des gens qui vont à fond de peine? Que fait-on après?

**Aziz Harti:** S'il est sorti, on ne peut rien faire!

**La présidente:** Et s'il vient vers vous?

**Bernard Pihet:** Le service est ouvert, mais nous sommes en dessous du pour-cent.

Par contre, ceux qui ont commencé un traitement en prison ou pendant une libération conditionnelle ou un congé changent de motivation au fur et à mesure qu'ils viennent. Ils ont une grosse difficulté: ils ont la justice sur le dos. Mais ils se trouvent normaux, ils n'ont pas de problème. Au fur et à mesure du traitement, je vois que les gens nouent des liens avec le thérapeute. Ils ont une façon de parler avec nous, qu'ils n'avaient jamais eue avant dans leur vie. Ils n'ont jamais parlé de leurs émotions personnelles.

Je pense que le fait de contraindre au traitement, c'est vraiment une chance qu'on donne aux personnes de rencontrer quelqu'un d'autre qu'un gardien, qu'un patron, qu'un chef de police, qu'une épouse, qu'un enfant. Elles peuvent trouver une autre manière de parler. Le problème est qu'il faut qu'elles y soient poussées et il faut trois, quatre mois voire un an pour qu'elles y prennent goût. Après, elles se rendent compte que leur vie peut changer.

Le fond de peine est une difficulté mais je ne vois pas ce que nous pouvons faire. Ils sont libres, point! Je n'ai pas d'autre réponse à donner à M. Brotcorne.

**Paul Cosyns:** Ik kan daar misschien nog een zaak aan toevoegen. Wij zien zeer regelmatig mensen die in behandeling zijn en die in behandeling blijven, zelfs al is het gedaan met de juridische dwang die erachter zit. Zij blijven in behandeling en blijven bij ons. Dat is dus wel geregeld.

Het dwangaspect is vooral van belang om aan de behandeling te beginnen, om door te gaan als het moeilijk gaat, maar eens men in behandeling is... Wij zijn zorgverleners zoals elke zorgverlener. Eens dat pakt, blijven ze, al is het gedaan met de officiële opvolging door de justitieassistent.

Ik wou nog iets zeggen over iets anders, omdat men over het spreekrecht heeft gesproken.

**La présidente:** Il y avait une question par rapport à l'article du Code pénal sur le secret professionnel.

**Paul Cosyns:** Daarover is ook een vraag gesteld. Wat ik bedoel, is het volgende. Ik heb in de kranten gelezen dat er sommigen voorstander zijn van een spreekplicht. Ik weet echter niet in welke mate die berichtgeving juist is.

**La présidente:** Des discussions ont effectivement eu lieu en commission autour de cette problématique-là. Le dernier point de vos *slides* concerne la problématique de l'article 458 du Code pénal. Vous dites que si vous ne connaissez pas la victime, vous êtes sous secret professionnel. Est-ce correct?

**Paul Cosyns:** 458bis is niet van toepassing voor de zorgverlener van daders. Dat is wat ik bedoel. Als u het artikel leest, is het heel duidelijk. Omdat wij de slachtoffers niet kennen of er geen contact mee hebben, kunnen wij daar geen beroep op doen. Dat is wat ik wou zeggen.

Wij moeten het doen zoals de zorgverleners van de slachtoffers voordat dat artikel bestond. U kunt wel wat doen, u blijft met de noodtoestand. Maar ik heb gezegd dat, als ik het omwille van de noodtoestand bekend maak aan justitie, de betrokkene zich tegen mij kan richten voor schending van het beroepsgeheim. Dat is nog niet zo lang geleden met een psychiater gebeurd in Charleroi. Dan bent u vertrokken. Als ik die beslissing neem, ben ik ook niet zeker. Het is de rechter die mij achteraf gaat zeggen of ik gelijk had of niet. Ik kan het bij voorbaat niet weten. Ik doe het op mijn eigen risico. Indien ik een spreekrecht heb, zoals het staat in artikel 458bis, dan loop ik dat risico niet meer. Dan heb ik de toelating om het te doen, als ik van oordeel ben dat er hier een groot gevaar is. Dan ben ik veilig.

Dat is nu de situatie voor de behandelaar van slachtoffers. Dat is niet de situatie voor de behandelaar van de daders. Ik zou daar wel achter staan, mocht dat kunnen. U ziet in artikel

458bis de verschillende voorwaarden die moeten vervuld worden om het te kunnen doen. Dat is wat wij de noodtoestand noemen. Het is een soort formalisering van wat de noodtoestand is. Ik denk dat daar wel een mogelijkheid is.

In de krant las ik dat sommigen spraken van meldingsplicht. Dat zou ik totaal verkeerd vinden. De waarde die centraal is in het beroepsgeheim is niet het beroepsgeheim zelf. Het beroepsgeheim is een middel voor het scheppen van een context van vertrouwen binnen dewelke de therapeutische relatie kan groeien en de behandeling mogelijk is. Als u geen context hebt van vertrouwen, gaan de mensen daar niet mee afkomen. De waarde, die moet verdedigd worden, is aan de behandelende zorgverlener garanderen dat hij een context kan scheppen van vertrouwen binnen dewelke een behandeling mogelijk is. Kunt u dat niet doen, moet u er ook niet aan beginnen en gaat het niet lukken.

Dat is de discussie die wij voeren. Ik zeg 'wij', omdat ik in de jaren '90 betrokken was bij het ontwerp van het samenwerkingsakkoord tussen Justitie en de Vlaamse Gemeenschap. De discussie die toen plaatsvond, was hetgeen ik net zeg.

Justitie heeft toen gekozen – volgens mij terecht – om de behandeling uit te besteden aan Volksgezondheid. Die discussie hebben we gevoerd bij het ontwerp van de samenwerkingsakkoorden. Als de behandeling uitbesteed wordt aan Volksgezondheid, moet je ook akkoord gaan met de basisregels van Volksgezondheid en de behandeling.

Er heeft toen een discussie plaatsgevonden, omdat er een ander alternatief was voor de organisatie van de behandeling van daders van seksueel geweld, op een meer criminologisch model. Dat is theoretisch mogelijk. Als men echt de meldingsplicht wil invoeren, dan moet men logisch zijn in de manier van denken. Dan moet het niet meer toevertrouwd worden aan Volksgezondheid, maar dan moet Justitie zelf, ik zou zeggen binnen de penitentiaire administratie, een circuit organiseren voor de behandeling en de begeleiding. Al wie dat doet, is dan een ambtenaar van Justitie, en die moet rapporteren wat er gebeurt. Dat is een totaal ander model. Daar werd hier in België niet voor gekozen. In het buitenland wordt het echter wel toegepast. Canada werkt bijvoorbeeld zo. In Canada werkt alles via de penitentiaire instellingen. De penitentiaire instellingen in Canada organiseren alles, ook de begeleiding van seksueel delinquenten. Daarin

wordt veel geld geïnvesteerd.

In België werd gekozen voor de uitbesteding aan Volksgezondheid. Daar ben ik voorstander van. Dat geldt ook voor de huidige discussie voor de behandeling van geïnterneerden. Voor al wie behandeld moet worden in de gevangenis, ben ik voorstander om het uit te besteden aan Volksgezondheid. Volksgezondheid moet dan wel betaald worden om dat te doen. Maar laten we niet aan Justitie vragen om te behandelen, want Justitie heeft dat nooit gedaan, en Justitie zal het volgens mij ook nooit doen. Het is ook geen taak voor Justitie.

Als er beslist wordt een meldingsplicht in te voeren, dan keert men de klok terug, en dan moet er een andere richting ingeslagen worden.

**Michèle Janssens:** Je voulais répondre à la question de Mme Van Cauter concernant la façon dont on évaluait les auteurs d'infractions à caractère sexuel. Il s'agit donc bien d'entretiens cliniques. Il existe des outils cliniques pour mesurer différentes échelles, mais je vais peut-être passer la parole à M. Harti.

Ce que M. Pihet a dit, c'est qu'un délinquant sexuel n'est pas nécessairement malade ou ne souffre pas nécessairement d'une pathologie. Il faut donc un peu traduire le délit sexuel, qui est la vérité judiciaire établie par la justice, en une piste de travail thérapeutique, en une problématique que la personne veuille bien travailler. C'est cette traduction du judiciaire, d'un délit sexuel, vers une piste de travail thérapeutique qu'on essaie de faire au Centre d'Appui bruxellois. La façon de le faire est clinique.

**Aziz Harti:** D'une part, comme disait M. Cosyns tout à l'heure, avant même qu'il y ait mise en place d'un traitement, nous évaluons la problématique touchant au fait que la personne peut, effectivement, ne pas être d'accord avec les faits pour lesquels elle est condamnée. Mais on peut détecter qu'il y a une problématique par ailleurs. Là, on accepte, si la personne est d'accord, d'entamer ou d'orienter vers un suivi spécialisé. Ce n'est donc pas forcément en lien avec les faits en soi, mais plutôt avec une problématique avérée.

D'autre part, en ce qui concerne le processus d'évaluation – puisqu'il s'agit bien d'un processus qui ne s'arrête pas à un moment donné avant la fin de la mesure – nous voyons les personnes, une fois orientées et une fois le suivi mis en place, tous les six mois pour une réévaluation. Cette

réévaluation s'effectue en fonction des indices de récidive. Nous avons toujours ça en tête, mais nous ne sommes pas non plus des garants de la récidive. Dans le fond, il n'y a aucune garantie. Nous évaluons si les personnes sont toujours dans les mêmes dispositions qui ont amené à la commission des faits.

Avant même la fin de la mesure, quand il ne reste que quelques mois avant la fin de la contrainte, nous évaluons la personne pour voir s'il y a quelque chose à communiquer. S'il y a vraiment un haut risque de récidive, vu notre mission, vu que nous ne sommes pas un service de soins, cela nous met dans une position plus délicate par rapport au secret professionnel.

L'échange est postulé dans les accords. Il faut se mettre d'accord sur les informations pertinentes à communiquer et à échanger. Entre le monde judiciaire et le monde de la santé, ce ne sont pas les mêmes informations ni les mêmes concertations. Dès lors, pour ce qui est de la fin de la mesure, nous communiquons à l'assistant de justice les dispositions dans lesquelles la personne se retrouve. Ensuite, nous n'avons plus aucun regard à avoir sur la personne car elle a respecté les conditions. Elle a suivi un traitement et est allée jusqu'au bout de sa mesure.

Par ailleurs, comme M. Cosyns l'a mentionné, certaines personnes acceptent de poursuivre sur base volontaire. C'est rassurant, dans la mesure où on se dit que ces personnes se sont réapproprié la contrainte. Je reconnais cependant que la contrainte reste l'adjuvant thérapeutique par excellence. Ce n'est en effet pas une population sur base volontaire que l'on retrouve dans les salles d'attente des pys. La contrainte est une sorte de levier thérapeutique.

La **présidente**: J'ai bien compris que la contrainte est un levier thérapeutique. Il n'y a plus de problème sur l'injonction thérapeutique et sur la contrainte d'injonction.

J'aimerais entendre tout le monde sur ce point. En Flandre et en Wallonie, le thérapeute lui-même analyse à un moment donné les risques de récidive, etc. À Bruxelles, le thérapeute peut évidemment les analyser car il rencontre l'individu beaucoup plus fréquemment que tous les six mois mais il y a un double contrôle. Tous les six mois intervient une évaluation externe, pas du thérapeute qui suit ou de l'équipe thérapeutique. Je suppose que ce sont des équipes et non pas des thérapeutes individuels. Il y a donc un contrôle externe du CAB qui, tous les six mois, procède à

une évaluation pour déterminer si l'équipe thérapeutique normalement multidisciplinaire ne se fourvoie pas car on sait que ces personnes sont manipulatrices, etc.

À la fin des trois ans de suivi, à la libération conditionnelle, il y a aussi une évaluation du CAB. Vous donnez une information à l'assistant de justice. J'ai bien entendu que, pour l'assistant de justice, lorsque les choses sont finies, elles sont finies mais cela peut éventuellement servir de surveillance policière par la suite. On ne sait jamais! Comment les deux autres centres procèdent-ils?

Vous livrez-vous à une évaluation finale des conditions? Au bout de trois ans de suivi thérapeutique, y a-t-il une évaluation finale de l'individu, notamment des risques de récidive, des changements de comportement, de tout ce qui est important?

**Bernard Pihet**: Je reconnais le bien-fondé de tout ce mouvement dont vous parlez mais il est fait chez nous naturellement. Évidemment, le thérapeute se livre à une évaluation au début du traitement mais il dispose pour ce faire soit de l'avis motivé d'un service comme le nôtre dans les cas de probation par exemple, soit du service intra-pénitentiaire, plus l'expertise qui avait été requise à l'instruction. On ne part pas de rien. On a le rapport psychosocial, on a le rapport d'avis motivé. Un important travail est accompli là-bas, et c'est systématique.

En cours de traitement, chez nous, une des règles de l'accord de coopération, c'est de travailler en équipe: pas de thérapeute solitaire. L'équipe, c'est le double regard. Il y a un colloque singulier, comme ailleurs, entre le patient ou l'AICS et le thérapeute mais tout est rapporté en réunion d'équipe plus ou moins régulièrement. Dans le cas des délégations, par exemple, le traitement est évalué tous les ans. Cela fait partie du travail d'équipe normal. Je serais très ennuyé qu'il faille le faire refaire par quelqu'un qui serait moins impliqué dans le traitement.

La **présidente**: Mais y a-t-il une évaluation globale en fin de traitement?

**Bernard Pihet**: Ce qui est important, à la fin du traitement, ce n'est pas la justice, puisque de toute façon, elle ne peut rien faire, c'est l'évaluation avec le patient, c'est que lui sache où il en est à la fin de son traitement, où en est sa vie, ce qu'il doit encore faire. Nous le faisons certainement avec les patients à chaque fin de

traitement. Cela ne s'arrête pas brusquement, comme ça: il y a toujours un bilan. Il ne faut pas oublier qu'il y a encore une étape imposée: dans la plupart des cas, il demande la réhabilitation et à cette fin, il faut aussi un avis motivé désormais. Trop d'exams, cela nuit également, autant que pas d'examen.

La **présidente**: Vous ne faites pas de rapport à l'assistant de justice en fin de traitement?

**Bernard Pihet**: Non. Je ne vois pas sur quelle base on pourrait le faire. Le thérapeute n'a pas grand-chose à communiquer en fin de traitement.

La **présidente**: Les points que vous pouvez communiquer à la justice, pour lesquels vous avez été mandaté, pas sur l'élément thérapeutique.

**Bernard Pihet**: En fin de formation Triangle, cela se fait. En fin de traitement, non.

**Paul Cosyns**: Ik kan daar nog iets aan toevoegen. Bijna los van wat Justitie ons oplegt, is er regelmatig een evaluatie van de mensen die wij volgen. Ik ben het eens met wat gezegd is. Wij evalueren ze in team. Er is wel één therapeut, maar wanneer men van 's maandagsmorgens tot 's vrijdagsavonds met seks bezig is, heeft men wel een beetje steun nodig van andere mensen om opnieuw correct te redeneren. Men kan dat niet van 's morgens tot 's avonds doen, zeven dagen per week. Ik meen dat men dat alleen maar kan doen in teamverband, zodat men men met andere mensen kan ventileren over wat men allemaal meemaakt. De casussen worden regelmatig besproken met het team. Wie in behandeling gaat, weet dat de mensen van het miniteam hem opvolgen, hoewel hij maar contact heeft met één persoon. Het team is duidelijk aanwezig.

Wij maken geen speciaal verslag wanneer de 5 jaar voorbij zijn. Wij maken gewoon een verslag, met de punten die ik eerder vermeld heb. Wij kunnen eventueel zeggen dat de betrokkene bereid is verder te gaan, en dat wij hem nog zullen zien.

Ik wil nog één zaak vermelden. Er is het einde van de formele begeleiding zoals deze is opgelegd door Justitie. Iemand stelde de vraag wanneer een behandeling gedaan is. Dat is een grote vraag. Wij weten dat eigenlijk niet zo goed. Er is de fase van intensieve actieve behandeling, die 2 jaar duurt. Wij volgen de betrokkenen sowieso ook in de *follow-up*, met iets grotere tijdsintervallen tot het einde van de 5 jaar. Eventueel duurt het langer en komen zij het volgende jaar nog eens terug.

Wanneer kunnen we met een behandeling stoppen? Dat weten wij niet goed. Wij weten uit onderzoek dat sommige mensen op langere termijn toch recidiveren en soms zware feiten plegen. Dat is voor een stuk een vraagteken. Wij hebben nog vele vraagtekens op te lossen inzake de behandeling van seksuele delinquenten.

**Bert Schoofs** (VB): Dat is blijkbaar een domein waar men een bepaald *dark number* heeft. U weet dus niet, van alle mensen die u behandeld hebt - van 1993 tot heden, geloof ik - wie al dan niet gerecidiveerd heeft? U kunt er geen cijfer opplakken. U weet dus bijvoorbeeld niet hoeveel er gerecidiveerd zijn van een groep die u in een bepaalde periode hebt gehad. U hebt die cijfers niet.

Hebt u daarvoor een bepaalde ondersteuning nodig? Dat zou uw werk volgens mij nochtans kunnen vooruithelpen. Zijn er bepaalde overheidssubsidies waarop u een beroep kunt doen, medewerkers die dat bijhouden?

**Paul Cosyns**: U hebt gelijk. Er werd ook de vraag gesteld of er een wachtlijst is. Een steuncentrum zoals het onze of dat van Wallonië, dat ongeveer hetzelfde is, op enkele punten en komma's na, heeft veel opdrachten en ook onderzoeken daarin. Wel, wij kunnen niet alle opdrachten vervullen met de subsidies die wij krijgen van Justitie. Wij moeten zelf een keuze maken.

**Bert Schoofs** (VB): Er is geen terugkoppeling vanuit de gerechtelijke wereld met betrekking tot daders die u ooit geholpen hebt?

**Paul Cosyns**: Nee, maar dat is mogelijk. Die projecten liggen wel klaar. Er zijn twee projecten. Het is niet zo moeilijk om dat te doen, want wij hebben alle namen, wij weten wie wanneer geweest is enzovoort. Het is een kwestie van, via Justitie, een opvolging van die dossiers te kunnen doen. Dat is theoretisch wel mogelijk. Men moet dan natuurlijk wel iemand hebben die zich daarop toelegt, iemand die men daarop kan zetten.

Ten tweede, het programma dat wij nu willen starten is om nu bij het nieuwe systeem dat wij invoeren, over het elektronisch opslaan van de gegevens, op een regelmatige wijze de efficiëntie van hetgeen wij doen op te volgen. Proactief, dus de mensen volgen en de gegevens zodanig opslaan dat men die wel wetenschappelijk kan uitbuiten. Daarmee zijn wij nu bezig, met de proactieve opvolging van de mensen.

**Bert Schoofs** (VB): Daarstraks, in het eerste betoog, werden de geïnterneerden aangehaald. U zou daar iets meer over zeggen. Hebt u daar meer gegevens over?

**Paul Cosyns**: Het gaat hier dan over Vlaanderen, want ik ga mij niet uitspreken over het zuiden van het land, want ik ben niet zeker dat het daar ook zo is. In Vlaanderen zijn er verschillende reguliere psychiatrische ziekenhuizen die forensische eenheden hebben.

Onze visie over bijvoorbeeld de geïnterneerden is dat geïnterneerden die geen hogere graad van gevaarlijkheid vertonen dan een moeilijke psychiatrische patiënt, in de reguliere psychiatrie moeten terecht komen. Dat is een stelling. Dat gebeurt in Vlaanderen ook, omdat er in de gevangenissen geen andere mogelijkheden zijn. Er gebeurt anders niets.

En, om een stap verder te gaan, zijn er in verschillende psychiatrische ziekenhuizen die daar kandidaat voor waren forensische eenheden uitgebouwd die als kenmerk hebben dat zij architecturaal meer gesloten en veiliger zijn, want de andere psychiatrische eenheden zijn niet veilig en met meer personeel. Extra betoelaagd dus.

Er zijn in twee centra, die ik ken, eenheden die exclusief met seksuele delinquenten bezig zijn en die daar een tijd blijven. Wij volgen dan eventueel die mensen als zij daar hun residentiële tijd voorbij zijn.

**Bert Schoofs** (VB): (...) (*zonder micro*)

**Paul Cosyns**: In Sint-Niklaas is er een en in Limburg is er een. Dokter Vandeputte houdt zich daarmee bezig.

U weet ook dat men beslist heeft om twee beveiligde forensisch psychiatrische ziekenhuizen te bouwen: in Gent en in Antwerpen. Daar zullen natuurlijk een hogere graad van gevaarlijkheid aan geïnterneerden, seksuele delinquenten worden opgenomen en in die twee centra behandeld worden.

Het positieve is dat de regering of de politieke autoriteiten toch beslist hebben om die forensisch psychiatrische eenheden in reguliere psychiatrische ziekenhuizen structureel uit te bouwen. Dat was een project gedurende jaren, maar dat is nu structureel ingebed. Dat ligt structureel vast en zij hebben – als ik goed geïnformeerd ben – dit jaar nog beslist om het uit te breiden en in nog meer bedden te voorzien.

Dat past in het kader van wat werd goedgekeurd door de vorige regering om een heel forensische netwerk uit te bouwen rond die twee forensisch psychiatrische ziekenhuizen. Zij zullen in de kortste keren vollopen, maar men moet dan zorgen voor de uitstroom. Dat is een andere discussie.

**Bernard Pihet**: Nous avons peu de choses au niveau résidentiel en Wallonie. Il y a un centre de jour chez le Dr Depauw (?). C'est déjà quelque chose et il peut hospitaliser aussi dans un service psychiatrique mais il n'accepte pas la contrainte judiciaire donc on ne peut pas vraiment considérer que c'est un service.

Beaucoup se fait en internement. En Wallonie, les hôpitaux d'internement sont très gros. En fait c'est là que cela se fait mais le projet thérapeutique est lourd à porter parce qu'on n'entre pas là pour faire un traitement, on entre là pour très longtemps. Donc cela démobilise un peu les personnes.

Finale, le problème est la longueur des incarcérations en Belgique par rapport à l'étranger. C'est vraiment manifeste. C'est trois, quatre fois plus long qu'ailleurs et une fois qu'on y est on ne sait pas très bien si c'est pour punir, protéger la société et les garder sous une cloche où ils n'ont plus de contact avec les autres ou si c'est pour faire du traitement. Plus on est dans la punition et dans le résidentiel long pour protéger, moins on va vers la définition d'un programme d'action. Alors que si on travaille sur des durées plus courtes, d'un an et demi, deux ans, on peut avoir un projet, un programme de travail résidentiel et on peut tenir en haleine et on a un objectif. Mais quand on a une durée qui n'est jamais fixée, qui peut durer une éternité (certains sont là depuis 30 ou 40 ans), cela démobilise absolument tout le monde.

Je trouve que les durées devraient être adaptées. Je ne sais pas si au-delà d'un an et demi, deux ans, on gagne quelque chose à ce que cela dure quatre, cinq, dix ans, si ce n'est avec des cas très graves, des gens qui ne doivent jamais sortir.

Et je fais une autre recommandation. Nous avons un certain nombre de personnes qui ne pourront vraisemblablement jamais sortir sous peine de mettre en danger autrui. Mais ce n'est pas beaucoup, sur dix millions, on en a quatre ou cinq, mais ceux-là devraient être en placement à vie; or nous n'avons rien de ce côté. Il y a un manque de sérieux de dire qu'il faudrait avoir des endroits où peuvent vivre jusqu'à la fin de leur vie des gens

par mesure de sûreté mais, de grâce, pas dans une cellule de 4 m<sup>2</sup>. Il faut avoir comme en Allemagne, comme au Canada, des endroits où des gens peuvent vivre hors de la société mais d'une façon décente, digne. On peut faire tout notre possible, il en restera toujours une dizaine quelque part avec lesquels on ne sait rien faire mais qu'ils puissent vivre alors.

La réponse rapide à la question de la liste d'attente: chez nous c'est maximum un mois.

La **présidente**: Un mois? Pour avoir un rendez-vous?

**Bernard Pihet**: Dans les équipes de santé de la Région, c'est parfois plus long. Le Centre d'Appui a un rôle de chambre de compensation. Quand il n'y a pas de place ailleurs, c'est chez nous qu'on vient et nous faisons notre possible.

On a parlé de la question ViCLAS. Nous avons des rapports avec ViCLAS mais nous n'envoyons pas de données individuelles à ViCLAS. Nous avons été chez ViCLAS à leur demande pour les aider à décoder les critères de profilage. Cela nous l'avons fait, mais pas de renseignements individuels.

La dernière question de Mme Dumery: y a-t-il parfois une victime avec un seul fait? Oui mais le plus vite, c'est le mieux. N'oubliez pas que 50 % des abuseurs commencent à l'adolescence. Un fait, si nous le prenons tout de suite a beaucoup de chances de s'arrêter. Les Anglais disent qu'on arrête d'abord, on discute après. L'ennui c'est quand on discute et que cela s'enchevêtre, on n'est pas sûr et dans le cas des institutionnels dont je parlais tout à l'heure, un directeur d'école qui reçoit un parent qui dit "oui mais votre professeur ceci", comment peut-il être certain qu'il se passe quelque chose? Il ne peut pas.

S'il dit quelque chose à la justice alors qu'il n'y a que des rumeurs, il sera condamné pour avoir diffamé quelqu'un.

Ce n'est pas facile. La première fois repose souvent sur le conjoint, sur la maman, sur le collègue direct. Ce n'est pas facile quand vous connaissez bien quelqu'un et qu'il exagère. Bien souvent, cela traîne parce qu'on n'est pas sûr. C'est une réalité dont il faut tenir compte.

C'est une courbe montante en asymptote. Il y a des cas dans lesquels il n'y a qu'une victime et qu'un seul fait. Je suis tellement content quand cela arrive.

**Michèle Janssens**: En ce qui concerne Bruxelles, il n'y a pas d'institution psychiatrique qui s'occupe spécifiquement des délinquants sexuels. Il n'y a que deux équipes spécialisées agréées. Il s'agit de deux services de santé mentale: Chapelle-aux-Champs et Psycho Belliard. Ce n'est pas assez!

La **présidente**: Quelle est la durée de l'attente?

**Michèle Janssens**: Cela peut durer plusieurs mois avant qu'ils prennent quelqu'un. Ils prennent plusieurs rendez-vous avant d'accepter une personne. Il leur arrive également de refuser des patients. Ces patients reviennent alors au Centre d'Appui et nous les réorientons éventuellement. Mais dans certains cas, c'est impossible. Les services de santé mentale n'acceptent pas toujours de prendre en charge les délinquants sexuels.

**Paul Cosyns**: Mevrouw de voorzitter, ik wil nog iets aan de woorden van Bernard Pihet toevoegen.

Ik ga ermee akkoord. Ik ken ook enkele uitzichtloze gevallen. Zij bestaan. Het gevangeniswezen is zich daarvan echter bewust. Bijvoorbeeld in Leuven-Centraal zijn er eenheden die voor het verblijf op lange termijn van de betrokkenen goed zijn georganiseerd, zonder dat de betrokkenen direct een uitzicht hebben op het verlaten van de gevangenis. Een en ander zou ik niet veralgemenen.

De penitentiaire administratie heeft het natuurlijk moeilijk. Jullie weten ook dat er een overbevolking is. Er is dus wel een probleem. De administratie is er zich wel goed van bewust dat er enkele personen zijn waarvoor niet zo direct naar buiten gericht moet worden gedacht. Voor hen moet ervoor worden gezorgd dat er binnen de muren van de instelling iets menselijks wordt georganiseerd.

La **présidente**: Une dernière question de la part de M. Van Hecke.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik heb een vraag over de wachtlijsten in Vlaanderen. Hebt u daar enig idee over?

**Paul Cosyns**: Juiste cijfers kan ik u niet geven. Bij ons duurt het wel een maand of twee vooraleer men voor een intake kan komen, maar het stroomt door. Wij hebben een netwerk. De verschillende centra in Vlaanderen, regionaal,

laten we zeggen voor Antwerpen, die de mensen dan opvolgen, doen dikwijls een gezamenlijke intake en verdelen het dan intern om te zorgen dat dit beperkt zou blijven.

Wij verzorgen de klinische functie en de behandelfunctie ten nadele van andere functies die wij misschien beter als steuncentrum zouden moeten doen. Hetgeen men daar doet, kan men op een ander niet doen. Er is dus wel een gebrek aan middelen, als men kijkt naar wat wij zouden willen realiseren, ook qua onderzoek, over die populatie. Wij staan wel onder druk om het klinische ook op te nemen.

La **présidente**: Je pense que nous avons fait le tour. Je voudrais vraiment remercier nos quatre intervenants. Ce fut plein d'informations très pratiques, nécessaires pour notre rapport.

Si vous avez quelques chiffres, avec quelques classifications, c'est bien pour nos travaux. Monsieur Pihet, je sais que vous êtes débordé. Mais si vous pouviez faire un copier-coller pour nous envoyer des documents chiffrés, ce serait gentil!

Merci à vous quatre. Vous pouvez rester dans la salle pour suivre la suite de nos travaux. Vous êtes, bien entendu, les bienvenus. Même si nous avons une demi-heure de retard, je vais faire une petite pause de maximum dix minutes, parce que les collègues sont assis ici depuis 12 h 30.

*La réunion publique de commission est levée à 16.31 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.31 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 28 FEVRIER 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 28 FEBRUARI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 16.44 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 16.44 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de**

- **M. Stefan Bogaerts, professeur en psychologie légale et victimologie criminalistique à l'Université de Tilburg et à la KULeuven et chef de la cellule de recherche du "Forensisch Psychiatrisch Centrum van Kijvelanden/Dok"**

- **M. Kris Van Hoeck, licencié en psychologie, I.T.E.R. (centre ambulatoire d'aide aux auteurs de faits de mœurs)**

- **M. Rudy Verelst, psychiatre judiciaire**

**Hoorzitting met**

- **de heer Stefan Bogaerts, hoogleraar Forensische Psychologie en Victimologie aan de Universiteit van Tilburg en aan de KULeuven en hoofd onderzoek van het Forensisch Psychiatrisch Centrum van Kijvelanden/Dok**

- **de heer Kris Van Hoeck, licentiaat in psychologie, I.T.E.R. (centrum voor daderhulp aan plegers van zedenfeiten)**

- **de heer Rudy Verelst, gerechtspsychiater**

**Stefan Bogaerts:** Mevrouw de voorzitter, ik zal een vrij korte inleiding geven over het fenomeen seksuele delinquentie.

Drie vragen staan centraal: wie zijn ze, wat doen ze, detectie, bestaat dat, behandeling en voorkomen van recidive. Op dat laatste wil ik inzoomen, maar dan moeten wij eerst weten om welk soort typologie van seksuele delinquenten het gaat.

Waarschijnlijk zijn deze verschillende typologieën

niet nieuw voor u. Wij maken een onderscheid tussen het gefixeerde type, bij wie de aandacht, het seksueel verlangen zich bijna exclusief focust op het kind.

Als wij over het kind spreken, moeten wij een onderscheid maken tussen jonge en oudere kinderen. Binnen de DSN4 wordt 13 jaar als onderscheidende factor vooruitgeschoven. Wanneer men met zedendelinquenten spreekt, gaat het veeleer erom of het kind secundaire kenmerken zoals haargroei, menstruatie of de baard in de keel heeft of niet.

Bepaalde pedoseksuelen vallen op oudere kinderen, terwijl andere op jongere kinderen vallen. Er zijn ook pedoseksuele delinquenten die vallen op heel jonge kinderen, op zuigelingen. Dat is iets waaraan wij niet onmiddellijk denken, maar seksueel misbruik van zuigelingen van vier, vijf, zes maanden gebeurt ook, niet frequent, maar het gebeurt.

Vervolgens, kijken wij of de seksuele geaardheid zich richt op een kind van hetzelfde geslacht of van het andere geslacht. Een belangrijk element daarbij is of het om een zedendelinquent gaat dat wij kunnen beschrijven als specialist of generalist.

Dat maakt een verschil uit op het vlak van behandeling. Wij hebben heel vaak het idee dat zedendelinquenten enkel en alleen zedenfeiten plegen. Dat is echter niet zo. Bij die groep die enkel en alleen zedenfeiten pleegt en recidiveert met nieuwe zedenfeiten, spreken wij van specialisten.

Een vrij grote groep, en ik zal dat straks laten zien op basis van recidivecijfers, zijn generalisten. Dat

betekent dat zij seksuele feiten plegen, alsook niet-seksuele feiten, al of niet gewelddadig.

Wij kennen de soloplegers en de groepsplegers die wij nauwelijks aantreffen bij volwassenen, maar vaker bij jongeren en adolescenten.

Een vrij nieuwe groep zijn de kinderpornodownloaders. Dat zijn de mensen die zich bezighouden met cybercrime. Zij plegen seksuele delicten via het internet. Zij leggen contacten met kinderen door gebruik te maken van aliases. Dan is de vraag in welke mate dit soort zedendelinquenten, die plaatjes van naakte of bijna naakte kinderen downloaden, overgaat tot handsonfeiten. Of zijn dat zedendelinquenten die zich alleen maar bezighouden met dit soort van perversiteiten achter het beeldscherm?

Dan is er ook nog een vrij kleine groep vrouwelijke zedendelinquenten. Die bestaan ook. Er zijn ook nog mentaal geretardeerden, autisten en dergelijke meer, maar dat is een kleine groep. Dat betekent dat de groep zedendelinquenten op zich eigenlijk een zeer heterogene groep is. Er zijn voorspellers. Er zijn ontzettend veel voorspellers en er zijn ontzettend veel boeken volgeschreven over voorspellers van seksueel delinquent gedrag of van seksuele recidive, maar een aantal springt eruit.

Een eerste is een gebrek aan impulscontrole. Dat ligt vrij voor de hand. Zedendelinquenten hebben in regel een gebrek aan het beheersen van de impulsen. Zij zijn uiteraard geïnteresseerd in kinderen, al dan niet zeer jong, iets ouder of van adolescentenleeftijd.

Een andere sterke voorspeller zijn de deviante seksuele fantasieën. Wanneer men van zedendelinquenten spreekt, dan merken wij dat een groot aantal zedendelinquenten stelt deviante seksuele fantasieën te hebben. Wanneer men via delictscenarioanalyse – wat een belangrijk onderdeel van de behandeling is – daarop verder ingaat, dan komen bepaalde deviante seksuele fantasieën naar boven. Het is heel belangrijk om een onderscheid te maken tussen agressieve seksuele fantasieën over kinderen of niet-agressieve seksuele fantasieën over kinderen.

Een ander punt is de persoonlijkheidsproblematiek. Hebben wij te maken met een schizofreen, bij wijze van spreken, die een zedenfeit pleegt of hebben wij te maken met een zedendelinquent die er een antisociale levensstijl op nahoudt en een antisociale persoonlijkheidsstoornis of een narcistische

persoonlijkheidsstoornis of misschien een psychopathie heeft? Dat maakt een verschil uit voor de behandeling. Dat maakt ook heel wat verschil uit voor aftercare, na een behandeling of na een detentie.

Bij iemand die bijvoorbeeld aan schizofrenie lijdt en die vanuit een psychose bijvoorbeeld een ernstig – vaak zijn dit immers ernstige gevallen – seksueel delict pleegt, is het eerste wat moet gebeuren, het instellen van neuroleptica. De dokters achteraan in de zaal weten dat uiteraard.

Andere risicofactoren zijn een gebrek aan empathie, vijandigheid, een gebrek aan sociale vaardigheden, enzovoort.

Nog een factor die een rol kan spelen, zijn neurofysiologische defecten, waarbij wij nog vrij weinig zicht hebben op wat neuropsychologisch en neurobiologisch fout kan lopen, waardoor iemand bijvoorbeeld seksuele delicten gaat plegen of seksuele delicten in combinatie met andere, niet-seksuele delicten gaat plegen.

Wat doen zij? Ik heb het daarnet opgesomd. De gerichtheid kan zich op heel jonge leeftijd of op iets oudere leeftijd – jongeren die in de pubertijd zitten – ontwikkelen. Internet heb ik ook aangehaald.

Wat doen zij nog? Als wij naar de ernst kijken, zouden wij kunnen stellen dat het grootste deel van het seksueel misbruik binnen de familiale sfeer plaatsvindt. Wij nemen dan best de familiale sfeer iets breder dan enkel het gezin. Wij nemen beter ook de buurt en de school. Wij merken dan dat er zelden sprake is van bijvoorbeeld fysieke letselschade bij het slachtoffer. Dergelijke schade zie ik helemaal los van de psychologische letselschade die een slachtoffer doormaakt.

Wanneer wij daarentegen te maken hebben met een zedendelinquent die zich extrafamiliaal op vreemde kinderen richt en er een bepaalde vorm van agressie of zelfs van sadisme bij de feiten aanwezig, dan merken wij dat de letselschade vaak veel ernstiger is.

Internet is een nieuw medium, dat niet altijd even veilig is en op grond waarvan we op basis van Nederlands onderzoek ook weten dat het toezicht dat ouders houden op het gedrag van hun kinderen achter de pc – Facebook, Hyves en dergelijke meer – zeer laag is. Tachtig à negentig procent van de ouders weet niet wat hun kinderen op internet doet.

Detectie, dat zou ideaal zijn mocht er op iemands voorhoofd komen te staan: ik ben zedendelinquent. Dat zou de preventie bij uitstek zijn en het zou zeer handig zijn om dat aan te pakken, maar helaas is dat niet zo. En de tijd van Lombroso, waar delinquenten een getypeerd jukbeen of voorhoofd hebben, is ook lang gepasseerd. Dus we lezen dat niet af aan het gezicht of aan de lichaamstaal van mensen.

Er zijn twee belangrijke balansen. Een eerste balans is: behandelen en beveiligen. Dat is zeer belangrijk. In welke mate moet men beveiligen, in welke mate moet men behandelen en hoe gaan behandelen en beveiligen samen? Daar speelt natuurlijk het punt of iemand behandeld wordt ambulantly dan wel residentieel. De situatie in de gevangenissen is een andere situatie. De behandeling die daar aan bod komt is eigenlijk de pretherapie.

Ik denk dat – en ik denk dat op grond van zowel klinisch onderzoek wat gebeurd is als op grond van praktijkervaring – dat multitreatment, dus verschillende benaderingen in de aanpak van zedendelinquenten, heel belangrijk is. Die multitreatment zou eigenlijk moeten worden afgestemd op welke mogelijkheden heeft een individu om vanuit zichzelf de controle te behouden, dus het intern beheersen van de controle, en welke externe handvatten, hulpbronnen, zijn nodig om ervoor te zorgen dat iemand niet meer of niet meer zo snel recidiveert. De balans interne controle/externe controle is dus zeer belangrijk.

Ik heb hier een schematisch plaatje van de behandeling in het Dok Rotterdam en Breda, een poliklinisch psychiatrisch centrum, en waar men vier grote onderdelen ziet. Enerzijds zijn er daar de groepstherapieën, de preklinische interventies.

Anderzijds, zijn er de psychotherapieën: met terugvalpreventie, het essentiële delictscenario, farmacologische interventies, cognitieve gedragstherapie en andere vormen van psychotherapie.

Verder is er iets wat volgens mij in België vrij weinig wordt toegepast, en dat is gaan kijken naar de kwaliteit van sociale netwerken. Wanneer een zedendelinquent ambulantly behandeld wordt, zien wij die persoon 1 uur of 2 uur of zelfs 3 uur per week, en daarna gaat hij terug naar zijn natuurlijke biotoop, zonder dat wij eigenlijk goed weten welke soort biotoop het is. Zijn daar beschermende factoren aanwezig, die ervoor kunnen zorgen dat die persoon niet recidiveert, dat hij zijn medicatie

neemt, dat hij op tijd naar de justitieassistent gaat? Krijgt hij de mogelijkheid om bepaalde netwerkfiguren aan te spreken? Of moeten wij het sociale netwerk waarin hij zit, zien als een risiconetwerk? Het kan dan zowel gaan om een real life risiconetwerk als om een meer virtueel risiconetwerk. Wij weten dat vele pedoseksuelen via internet met elkaar spreken, afspreken, en ontzettend goed zijn in het beveiligen van hun eigen sites waar zij plaatjes doorsturen over de hele wereld. De kwaliteit van het netwerk is heel belangrijk, maar ook het monitoren van het netwerk is ontzettend belangrijk.

Tot daar wat de behandeling betreft. Ik heb ze vrij kort behandeld. Nu heb ik het over de recidive.

Wij hebben in België inderdaad, zoals collega Cosyns gezegd heeft, geen officiële recidivecijfers. Wat u hier ziet, zijn recidivecijfers uit Nederland. Het gaat om een groep zedendelinquenten die is uitgestroomd in 1997. Het gaat om bijna 2 000 zedendelinquenten. In dit geval zijn zij geobserveerd 7 jaar na de uitstroom. Er is dan gekeken naar de geregistreerde recidive.

U ziet ook dat er een opdeling naar leeftijd is gemaakt. Men zou bijna kunnen zeggen dat de jongeren meer recidiveren in nieuwe seksuele feiten, maar wij zien dat de oudere groep, in dit geval zijn er ook 200 50-plussers, na 7 jaar ook recidiveren. Het cijfer dat 1 op 7 recidiveert is een correct cijfer. Dat is ook gevonden in het onderzoek van FAN, in het Zuiden des lands. Dat wordt ook gevonden in internationale studies.

Alleen moeten wij daarbij zeggen dat het gaat om geregistreerde criminaliteit. Dat is iets helemaal anders dan het *dark number*. Het was al eind jaren 80-begin jaren 90 dat internationale onderzoekers heel duidelijk aangaven dat het lage recidivecijfer met drie of vier moest worden vermenigvuldigd. Wanneer wij dat doen, zien wij dat de seksuele recidive veel hoger ligt dan de geregistreerde recidive.

Dat betekent ook dat recidive op zeer lange termijn, wat de heer Cosyns ook aanhaalde, gewoon een realiteit is. Het is niet zo dat de criminaliteit afneemt naarmate men ouder wordt. Bij zedendelinquenten ziet men een lichte afname, maar men blijft doorgaan. Het zijn *life persistent offenders*.

Recidiveren zij alleen in nieuwe zedendelinquentie? Als wij naar dezelfde groep kijken, zien wij ook dat een aantal een nieuwe veroordeling heeft opgelopen voor niet-

gewelddadige delinquentie. Ook hier zien wij dat de jongste groep het sterkst recidiveert.

Het tabelletje rechts gaat over nieuwe veroordelingen voor gewelddadige delicten. Ook daar zien wij dat deze groep zedendelinquenten ook in gewelddadige nieuwe feiten hervalt en dat, over een periode van 7 jaar, de gewelddadige recidive 15 % bedraagt voor de groep van 18 tot 25 jaar, 25 tot 26 % voor de jongste groep van 12 tot 17 jaar.

Hiermee is duidelijk aangetoond dat er inderdaad een onderscheid moet worden gemaakt tussen generalisten en specialisten.

Dit zijn cijfers die we in België jammer genoeg niet hebben op grote schaal.

Ten slotte, wat wanneer iemand uitstroomt, wat wanneer iemand ontslagen wordt uit de gevangenis? Ik heb er daarnet al iets over gezegd. Wanneer iemand vrijkomt hebben we te maken met een zwarte doos, een black box. De zedendelinquent die uitstroomt wordt geconfronteerd met tal van risicofactoren. Dat zijn veel meer risicofactoren dan diegene die we in artikelen lezen. Elke zedendelinquent heeft zij eigen specifieke specifieke risicofactoren. Dat is dus een zwarte doos, black box.

Wat we nog steeds niet kunnen is ons als hulpverleners of maatschappelijk werkers of wat dan ook vastketenen aan een zedendelinquent om te bekijken of hij recidiveert of niet. Belangrijk is dus – dan kom ik even terug op wat ik daarstraks zei – om te investeren in sociale netwerken. Iemand stroomt vandaag uit en de vraag zou moeten worden gesteld waar hij naartoe kan als hij uitstroomt. Ik zeg het nu kort door de bocht. Dan zie je altijd dat de verwachting die de zedendelinquent heeft van de netwerkleden die bijvoorbeeld opnieuw met hem ergens naartoe willen en de draad willen oppakken heel vaak niet overeenstemt met het engagement dat de netwerkleden in zijn sociale omgeving willen geven aan de persoon. Dan zie je vaak een zware discrepantie tussen wat hij verwacht en wat eigenlijk de realiteit is. Vaak is een belangrijke reden voor recidive eenzaamheid, gebrek aan werk, gebrek aan sociaal netwerk, sociale figuren en dergelijke meer. Ik denk dat het belangrijk is om daar op in te spelen.

Dit was een korte inleiding.

La **présidente**: Je donne la parole à M. Kris Van Hoeck, psychologue auprès de l'ITER.

**Kris Van Hoeck**: Mevrouw de voorzitter, ik werk sinds 1989 met seksuele delinquenten in een ambulanc centrum en sinds 1998 is dat bij ITER in Brussel waar ik coördinator ben.

In uitvoering van het samenwerkingsakkoord tussen Justitie en de Vlaamse Gemeenschap, zijn er in Vlaanderen en Nederlandstalig Brussel negen centra voor geestelijke gezondheidszorg erkend, en vijf centra algemeen welzijnswerk, die als opdracht hebben om ambulante, gespecialiseerde therapie voor seksueel delinquenten uit te bouwen, naast het steuncentrum van professor Cosyns, die daarstraks aan het woord geweest is.

Daarnaast zijn er nog de leerprojecten daders seksueel geweld, die in elk gerechtelijk arrondissement actief zijn.

Er zijn drie residentiële psychiatrische voorzieningen, namelijk in Sint-Truiden van dokter Vandeput, in Sint-Niklaas, en Fides in Beernem.

In Brussel hebben wij alle erkende diensten in één team samengebracht, zowel vanuit geestelijke gezondheidszorg, algemeen welzijnswerk als de leerprojecten. Op die manier konden wij een wat groter team samenstellen om die multidisciplinaire aanpak, waar mijn collega het zojuist over had, te kunnen realiseren.

Sinds enkele jaren is daar nog het leerproject voor jeugdige plegers bij gekomen, vanuit de bijzondere jeugdzorg. We hebben dan ook een apart jongerenteam kunnen oprichten. Daarover zal ik straks nog iets meer zeggen.

Op het einde zal ik ook cijfers aanhalen van de dossiers die wij vorig jaar hebben behandeld.

Graag wil ik ook antwoorden op vragen in verband met de behandeling. Omdat behandeling echter al uitgebreid aan bod is gekomen bij de vorige sprekers, heb ik een eerder korte inleiding voorbereid vanuit het perspectief van preventie.

Ik wil spreken over seksueel misbruik in een perspectief van volksgezondheid en maatschappelijk werk. Centraal daarin staat de zorg voor het slachtoffer. Over de jaren heen hebben wij geleerd dat die gevolgen zeer ernstig zijn. Daar is veel inzicht in bij gekomen.

De jongste jaren hebben wij steeds meer vastgesteld dat er niet alleen de gevolgen voor het slachtoffer zelf zijn, maar ook voor zijn omgeving,

zoals de ouders van het slachtoffer, of, op latere leeftijd, de partner die er eventueel zal komen en de kinderen. Er zijn veel meer mensen die daaronder lijden dan enkel het individueel, rechtstreeks slachtoffer.

Wat het daderperspectief betreft, waar ik dan mee te maken heb, stellen wij eigenlijk iets gelijkaardig vast. De omgeving van de dader, zijn partner, zijn ouders, zijn kinderen, zijn familieleden, hebben vaak ook heel veel vragen en lijden mee onder de gevolgen van wat er is gebeurd. De jongste jaren krijgen wij ook steeds meer vragen vanuit de context van de dader. Om aan die vele vragen tegemoet te komen, hebben wij ook een aparte website voor hen ontwikkeld. Op [www.familievan.be](http://www.familievan.be) vinden familieleden van daders informatie over seksueel misbruik, over wat er met daders gebeurt, over hoe therapie eruitziet. Daar wordt druk gebruik van gemaakt.

Nu in dat preventieperspectief zou ik eigenlijk drie dingen naar voren willen brengen: het belang van een maatschappelijk gesprek over seksueel misbruik, het verder uitbouwen van die preventiegedachte in de hulpverlening en nog kort iets over jeugdige plegers. Een van de dingen die wij zeker geleerd hebben, uit wat er nu allemaal naar voren is gekomen over het misbruik in de Kerk, is hoe belangrijk het is te praten over misbruik. De commissie-Adriaenssens heeft daar zeker goed werk verricht. Iedereen wist dat het in de Kerk gebeurde, maar niemand praatte erover. De slachtoffers hadden er geen woorden voor of ze werden niet geloofd. Of ze namen het zelf ook niet ernstig, omdat zij dachten dat anderen het ook niet ernstig namen. Er was een taboe op. Dat is gelukkig nu aan het veranderen. Er wordt wel over gesproken. Er is wel een aanmoediging om met een verhaal naar buiten te komen. Seksueel misbruik is niet normaal. Je moet dat niet verdragen. Spreken mag.

Ik denk dat het ook vanuit preventieoogpunt belangrijk is dat het maatschappelijke gesprek verder wordt gevoerd en dat het genuanceerd wordt gevoerd. Seksueel misbruik is er in gradaties. Het is niet zo dat het er niet is en dan ineens wel in heel erge mate. Er zijn heel veel gradaties in. Voor slachtoffers is het soms een extra drempel om met hun verhaal naar buiten te komen. Dat merken wij toch in onze praktijk. Soms nemen zij rechtstreeks met ons contact op omdat zij schrik hebben dat, als zij ermee naar buiten komen door ermee naar de politie te stappen of het in de buurt of de familie bekend zou worden, er ineens heel extreem in de andere richting gereageerd zou worden. Daders worden

gedemoniseerd. "Het zijn monsters".

Ik denk dat het belangrijk is dat er verder in dat maatschappelijke gesprek genuanceerd over gesproken wordt: dat seksueel misbruik en de gevolgen ervan zeker verschrikkelijk kunnen zijn, maar dat daders ook meer zijn dan dat; dat het niet allemaal de monsters zijn die soms in de media vooral aan bod komen. Het uiteindelijke doel van dadertherapie – en dat is ook al aan bod gekomen bij de vorige sprekers – blijft toch dat zij uiteindelijk hun plaats in de maatschappij terug moeten kunnen innemen. Het is maar een kleine groep – de heer Pihet heeft dit daarstraks ook nog naar voren gebracht – die men voor de rest van het leven van de maatschappij gescheiden moet houden, omdat er geen rehabilitatie mogelijk is. Voor de meerderheid is het wel een optie dat zij uiteindelijk terug in de maatschappij hun plaats moeten kunnen vinden. Daarover moet worden nagedacht hoe dit op een zo veilige, goede en respectvolle mogelijke manier kan gebeuren.

Daar zijn begeleiding en behandeling zeker een goede bijdrage bij. Uit studies in het buitenland – ook dit is helaas al aan bod gekomen dat wij voor studies op het buitenland een beroep moeten doen – met name in de Verenigde Staten blijkt wel dat hoe meer u daders marginaliseert, hoe meer u ze uit de samenleving uithaalt. Er zijn staten in de Verenigde Staten waar u als dader van seksueel misbruik, niet binnen een straal van 2 km rond een school moogt gaan wonen. In de praktijk wil dat zeggen dat u eigenlijk niet meer in een stad kunt wonen, ook niet meer in de meeste dorpen. Er zijn staten waar die mensen onder de bruggen eindigen, omdat ze nergens meer terecht kunnen, of ergens in een afgelegen camping, midden in de bossen. Zij kunnen daar dan helemaal niet meer gevolgd worden. Zij leven echt in de marginaliteit. Het blijkt dat dat alleen maar recidive bevordert.

Wij moeten ernaar streven dat zij op een begeleide manier – daar zijn heel goede instrumenten voor ontwikkeld bij Justitie en ook in de hulpverleningssector – een veilige plaats in de samenleving kunnen innemen. Het is zeker goed dat er ook mogelijkheden gekomen zijn om de beroepsmogelijkheden van de dader te beperken, zodat hij niet meer kan werken waar hij nog in contact kan komen met kinderen. Wij zien dat het in de loop van de jaren algemeen moeilijker en moeilijker wordt voor daders om nog aan werk te geraken. Om ergens op een bureau te werken, hoeft het niet problematisch te zijn dat u ooit een veroordeling hebt gehad. Meer en meer wordt het wel gebruikt als criterium om iemand niet meer terug aan het werk te laten gaan of om hem te

ontslaan uit zijn werk. Een preventieaanpak moet ook heel het maatschappelijk plaatje mee in het oog nemen.

Wat de hulpverlening betreft – dat is een tweede preventiegedachte, die ik kort zou willen uitwerken –, gaat nu alle aandacht naar het voorkomen van recidive. Recidive is een juridisch begrip. Het gaat om het opnieuw plegen van feiten nadat iemand veroordeeld is. Dan blijkt inderdaad dat die cijfers minder hoog zijn dan over het algemeen gedacht wordt. Stefan Bogaerts heeft daarover cijfers gepresenteerd.

Uit een Nederlands onderzoek blijkt bijvoorbeeld dat 53 % van alle personen die voor zedenfeiten worden opgepakt, niet bekend is bij justitie. Dat zijn de zogenaamde first offenders. Wellicht kunnen wij ervan uitgaan – dit is dan weer het dark number, waarover wij niet zoveel weten – dat de meerderheid van de zedenfeiten misschien wel wordt gepleegd door mensen die niet bekend zijn bij justitie.

Vanuit het oogpunt van preventie moeten wij ons naar voornoemde groep richten en niet alleen naar zij die ondertussen bij justitie gekend zijn. Wij kunnen hen dan vanaf dat punt begeleiden, om te voorkomen dat zij recidiveren.

Hoe kan een en ander verlopen? Het probleem is dat wij niet weten wat de echte oorzaken van seksueel misbruik zijn. Wij kunnen niet voorspellen wie dader zal worden en wie niet. Het heeft bijgevolg absoluut geen zin om een soort screening te organiseren, om na te gaan wie er risico loopt om dader te worden en wie niet.

Evenwel, in de loop der jaren dat ik mijn werk doe, zijn er altijd mensen geweest die zelf de stap naar hulpverlening hebben gezet, omdat zij zich zelf zorgen maakten over hun eigen fantasieën. Zij weten van zichzelf dat zij fantasieën hebben over kinderen en vinden dat niet normaal. Zij hebben er problemen mee en willen er eigenlijk graag over spreken. De drempel om dat te doen is echter heel hoog.

Er is een project in Berlijn dat zich enkel en alleen daarop heeft toegelegd. Zij hebben televisiespotjes gemaakt, affiches in de metro gehangen en hebben ook een heel uitgebreide internetwebsite. Er zijn mensen die zich over hun eigen fantasieën en hun eigen aandrang om een kind te benaderen, wat zij soms al hebben gevoeld, zorgen maken en zij zoeken soms anoniem contact met de hulpverlening. Het aanbod kan vanuit de anonimiteit starten. Zij

hoeven hun gegevens daarom niet bekend te maken. Er is ook anonimiteit in het kader van het beroepsgeheim.

In dergelijke gevallen is het echt preventief werk. De betrokkenen willen immers aan hun eigen problemen werken teneinde ervoor te zorgen dat het niet zover zou komen dat zij feiten zouden plegen.

Het plegen van feiten heeft altijd met twee elementen te maken: enerzijds, met de aantrekking tot wat er voor hen in seksualiteit te vinden kan zijn, maar, anderzijds, heeft het ook te maken met normale inhibitiemechanismen die iedereen heeft en die bij daders lager kunnen zijn dan bij de gewone bevolking. Het zijn altijd die twee voornoemde elementen die in de therapie van belang zijn. Er kan zowel aan de aantrekking als aan de zelfcontrole worden gewerkt.

Het ontwikkelen van dat preventieve zou volgens mij nog meer aan bod kunnen komen in de hulpverlening.

Nog iets over jeugdige plegers. De preventie moet daar zeker ook beginnen in de samenwerkingsakkoorden. In Vlaanderen, maar ik meen ook in Franstalig Brussel en Wallonië, zijn de jeugdige plegers daarin vergeten. Het samenwerkingsakkoord gaat enkel over volwassen plegers. Niet alle jeugdige plegers worden levenslange plegers in de volwassenheid, maar wij stellen wel vast dat veel plegers die als volwassene worden gevat, al in hun jeugd begonnen zijn.

Dat probleem werd lang onderschat. Ik heb de artikels daaromtrent nog eens opgezocht. In het begin van de jaren 80 werd ervan uitgegaan dat 3 tot 5 % van de zedenfeiten door minderjarigen werd gepleegd. In 2008 is er een overzichtswerk verschenen van Marshall en Barbaree over wat er is geweten over jeugdige plegers. Op basis van eigen onderzoek en van literatuurstudie gaan zij ervan uit dat 20% van alle verkrachtingen en 30 tot 50% van alle misbruik op kinderen wordt gepleegd door minderjarigen. Zelfs als wij uitgaan van dat laagste cijfer, 30 %, is dat nog een heel grote groep. Het gaat wel om een onderzoek in de Verenigde Staten, maar wellicht zijn die cijfers hier niet zoveel anders.

Ten slotte, nog een specifiek probleem bij jongeren is die nog steeds heel strikte scheiding tussen het jeugdrecht en het volwassenenrecht. Een minderjarige die als zestien- of zeventienjarige gepakt wordt voor feiten, kan niet

lang meer worden gevolgd door de jeugdrechter. Er is wel de mogelijkheid van een verlengde maatregel tot twintig jaar, maar dat is veel minder strikt en veel minder dwingend, terwijl wij voor dit soort begeleiding en behandeling toch over een langere duurtijd van behandeling spreken.

Wat cijfers betreft, kan ik alleen over de cijfers voor het Centrum ITER spreken, waar ik coördinator ben. In 2010 hadden wij 289 dossiers van volwassen plegers, waarvan er 193 in behandeling zijn geweest, en 66 dossiers van minderjarigen. Van die 289 dossiers van volwassen plegers gingen er 236 over kindermisbruik. Dat is 78 %, driekwart, dus een heel grote groep. Van die dossiers waren er 88, of 30 %, binnen de gezinscontext. Daarbij wordt het gezin ook ruimer genomen: niet alleen een vader, zoon of dochter, maar het kan ook om een grootvader, broer of stiefvader gaan.

80 dossiers of 28 % was buiten het gezin en 33 dossiers of 11 % ging om feiten zowel binnen als buiten het gezin. Er is ook een grotere overlap tussen die twee categorieën dan over het algemeen wordt aangenomen. Er waren 25 dossiers of 9 % enkel kinderporno en daarnaast dan 42 dossiers of 14 % volwassen slachtoffers, aanranding of verkrachting, en 21 dossiers exhibitionisme, waarvan er ook zes waren die zich ook geëxhibeerd hadden ten opzichte van minderjarigen.

Nu, bij die 236 dossiers kindermisbruik waren er dus 25 enkel kinderporno, maar waren er ook 26 waar er zowel feiten op kinderen waren plus kinderporno, wat samen toch 22 % van de dossiers dan uitmaakt waar kinderporno een rol in heeft gespeeld. En er waren ook 21 dossiers waarbij zowel minderjarige als meerderjarige slachtoffers waren gemaakt.

En dan nog iets over gezagsrelaties. Bij die 236 dossiers die over kinderen gingen, waren er drie dossiers waarbij het over een relatie in de jeugdbeweging ging, drie dossiers van priesters of geestelijken, zes in een opvoedersituatie, in een instelling dus, zes in een sportclub, vier in een situatie van kinderoppas, zeven in de context van een school, dus ofwel een leerkracht ofwel iemand die een opdracht van toezicht had in de school, en vier hulpverleners of therapeuten. Samen zijn dat 33 dossiers of 14 % waarbij een professionele gezagsrelatie een rol speelde. Uiteraard speelde een gezagsrelatie ook in de andere misbruiksituaties een rol, als het gaat over het gezin.

Dat was mijn inleiding.

De **voorzitter**: Mijnheer Rudy Verelst, gerechtspsychiater.

**Rudy Verelst**: Goedemiddag. Ik denk dat hier heel wat al gezegd is. Ik zal proberen een paar reflecties te maken over drie gebieden waar ik zelf actief ben.

Ik ben psychiater-coördinator van de Centrale Psychosociale Dienst van het ministerie van Justitie. Er zijn hier al een paar mensen van die dienst gepasseerd. Ik zal het ook een stuk hebben vanuit het veld van de expertise, aangezien ik werkzaam ben op de dienst Forensische Geneeskunde in Leuven, en een stuk vanuit de ambulante zorg.

Vanuit mijn functie in de psychosociale dienst, het luik binnen Justitie dat zich bezighoudt met verslaggeving rond expertise in het kader van de verschillende juridische maatregelen, hetzij een voorwaardelijke invrijheidsstelling hetzij internering, denk ik dat de meeste dossiers waar er seksuele feiten zijn, een grondige analyse krijgen. Er wordt opnieuw een grondig psychodiagnostisch onderzoek gedaan, waar wij proberen een adequaat reclasseringsvoorstel uit te werken dat rekening houdt met, zoals professor Bogaerts zegt, het heel verschillend individueel profiel van elke dader.

Wij worden daarbij geconfronteerd met het feit dat het vinden van een verzorgingsluik dat aansluit op het expertiseluik, in heel wat gevallen moeilijk is. Wat misschien nog het meest problematisch is, is dat wij voor de meest problematische gevallen, de daders met een heel multiproblematisch profiel, het minst gemakkelijk een adequate behandeling vinden.

Wij botsen daarbij op een kwantitatief gebrek aan plaatsen, zeker voor de meest problematische plegers van seksuele feiten, los van een juridisch statuut en los of het gaat om een persoon die werd geïnterneerd of een dader die werd gestraft.

Vanuit de PSD vinden wij dikwijls geen ideale oplossing. Voor mensen met een langere straf is het uiteindelijk de strafuitvoeringsrechtbank, die beslist, maar wij proberen een voorstel te formuleren. Voor de problematische gevallen komen wij daarbij uit bij de tweede keuze.

Een strafeinde is gelukkig nog een uitzondering. Het neemt toe, maar het is nog wel de uitzondering. Wij proberen dat te voorkomen door

een tweede keuze uit te werken. Die tweede oplossing is het dossier aanbieden bij een ambulante centrum. Dat is niet altijd een goede samenwerking en gaat met heel wat frustratie gepaard.

Wij komen tot de conclusie dat er enig gebrek is aan intramurale zorg voor die groep, zowel binnen de psychiatrie en binnen Justitie. Er gebeurt heel wat werk, zoals pretherapie, onder andere samen met ITER, maar er is binnen de muren van het gevangeniswezen nood aan een echte residentiële behandeling voor de meest problematische daders.

Misschien kan inventief juridisch denken zorgen voor een externe motivatie. Juridische maatregelen, strafinkorting of bepaalde andere juridische faciliteiten kunnen de betrokkenen extern motiveren deel te nemen aan die programma's om strafeinde te voorkomen.

In hoofde van een aantal hulpverleners wordt de PSD ook geconfronteerd met een zeer strikte en orthodoxe interpretatie van het beroepsgeheim. Daarmee bedoel ik dat wij dikwijls personen doorverwijzen naar een residentiële setting. Die personen worden teruggestuurd en komen dus terug in een penitentiaire inrichting terecht. De residentiële zorg weigert ons mee te delen waarom een persoon wordt teruggestuurd, waarom de VI wordt ingetrokken.

Dat maakt het voor ons erg moeilijk een adequaat nieuw voorstel uit te werken. Gaat het om nieuwe feiten? Gaat het om nieuwe feiten in de seksuele sfeer? Gaat het gewoon om zich niet houden aan afdelingsregels? Dat maakt toch een fundamenteel verschil voor de toekomst en voor het uitwerken van een nieuw reclasseringsvoorstel. De problematiek van het beroepsgeheim bestaat dus wel ten aanzien van bepaalde residentiële settings. Wij kunnen daarop later terugkomen, maar tot zover mijn werk binnen de centrale PSD.

Thans kom ik tot het onderdeel expertise. Ik denk dat de problematiek van de psychiatrische expertise inzake seksuele feiten niet anders is dan inzake alle andere feiten. Ik denk dat die problematiek genoegzaam bekend is. Ik denk dat hier geen andere problemen inzake de psychiatrische expertise rijzen dan inzake de psychiatrische expertise tout court.

Ik kan misschien nog stellen dat het juridisch instrumentarium voor de rechters wel voor handen is. Men kan een straf opleggen, een

terbeschikkingstelling van de regering opmaken of probatiemaatregelen voorstellen. Daarmee moet creatiever worden omgegaan om daders extern te motiveren om in een behandelingstraject te willen instappen.

Ten slotte kom ik tot het stuk ambulante zorg. Professor Bogaerts heeft er ook nog op gewezen. Alle literatuur pleit voor een biopsychosociale aanpak van plegers van seksuele delicten.

In de praktijk denk ik dat wij er op het biologische, farmacologische deel gelukkig wel wat op voorgaan. Recent, dit jaar, is er toch eindelijk – het is misschien toch wel schrijnend dat dit vrij lang heeft geduurd – een terugbetaling voor een langdurig werkend preparaat gekomen en de hormonale behandeling. Daardoor is er toch enige controle mogelijk.

Als men iemand een depotpreparaat geeft, weet men dat die het krijgt. We kunnen de testosteronspiegels monitoren, maar het is wel belangrijk dat het wordt terugbetaald, anders blijft een aantal mensen in de kou staan. Gelukkig is dat recent in orde gekomen.

Wij hebben dus een instrumentarium op biologisch vlak. Wij hebben uiteindelijk ook een aantal gedragtherapeutische of therapeutische interventies.

Ik denk dat de ambulante zorg vrij goed gericht is op de biologische behandeling, ook nog wel op de psychologische behandeling, maar wel een erg verbale behandeling. Het is mijn aanvoelen echter dat wij in Vlaanderen tekortschieten in het sociale aspect van de ambulante zorg.

Ik denk dat de erkende ambulante centra werken met daders die naar hen toekomen en heel weinig naar de dader zelf gaan, laat staan naar het sociale netwerk, laat staan een echte klare kijk hebben op de kwaliteit van dat netwerk.

Wij kunnen alleen hopen dat dankzij de recente voorstellen die er zijn binnen artikel 107, de afbouw van ziekenhuizenbedden, misschien meer outreachteams zullen komen die ook daadwerkelijk in samenwerking met de residentiële zorg en de ambulante zorg ook meer ter plaatse gaan en de dader in zijn echte sociale context gaan opzoeken. Uiteindelijk komt de dader zegen wat hij wil en checken wij dat te weinig.

Tot daar mijn inleiding.

La **présidente**: Chers collègues, je vais vous

céder la parole pour les éventuelles questions.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, ik dank de heren voor hun uiteenzetting. Ik heb een vraag voor de heer Bogaerts.

Tijdens uw toelichting over de cijfers inzake recidivisme kwam u met cijfers naar voren die wij al verschillende keren hebben gehoord, namelijk 13, 14 en 15 %. U verklaarde echter dat wij met de realiteit rekening moesten houden en dus voormelde percentages misschien met drie of met vier moesten vermenigvuldigen. Er is dus opnieuw een dark number bij het vaststellen van het recidivisme.

Geldt datzelfde echter ook niet voor andere misdrijven? Worden wij met andere woorden bij recidivisme bij inbraken en geweldplegingen niet met hetzelfde probleem geconfronteerd?

Sommigen opperen dat het recidivisme gemiddeld lager ligt dan bij andere misdrijven. Als wij uw formule toepassen, komen wij misschien uit op een cijfer dat erboven ligt. Moeten wij de andere categorieën misdrijven dan ook niet met een bepaalde factor vermenigvuldigen?

Dat is een eerste vraag. Ik heb een tweede vraag voor de heer Rudy Verelst.

Ik heb één zaak niet goed begrepen. Helemaal op het einde sprak u over de afbouw van artikel 107 en de mogelijke creatie van outreachbedden.

Wij zijn echter juristen uit de commissie voor de Justitie. Er zijn hier dus maar weinig specialisten in het sociaal beleid. Kan u dus even toelichten wat er aan de hand is en wat de eventuele, mogelijke opportuniteiten zijn?

Dat had ik niet echt goed begrepen.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, ik had graag van de heer Verelst enige verduidelijking gekregen bij het punt dat hij aanhaalde over de last die is er met de verkeerde interpretatie van en het omgaan met het beroepsgeheim. Kan hij dat verduidelijken?

Hij maakte ook nog een andere opmerking, met name dat er misschien wel nood is aan een meer creatief omgaan met dwangmiddelen, om daders te helpen bij hun motivatie om zich te laten begeleiden.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik heb slechts één vraag, die aan professor

Bogaerts is gericht.

Het is mij opgevallen dat hij verklaarde dat er aan daderstudie wordt gedaan en dat multitreatment een sleutelement is. Tegelijkertijd is mij echter ook opgevallen dat hij toegaf dat het sociale weefsel rond een dader nooit wordt bekeken.

Ik ben op voormeld punt absoluut geen specialist. Zulks lijkt mij echter een grote tekortkoming.

U moet vanzelfsprekend het hele plaatje bekijken en als u dat niet doet – en blijkbaar is dat zo – dan vraag ik mij af: “Waarom doen ze dat niet? Wat belet hen om dat te doen?”

**Raf Terwingen** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, een vraagje aan de heer Bogaerts in verband met zijn tiende slide – de ondersteuning door sociale netwerken. U heeft dat de opvang van de monitoring genoemd, maar ook het plaatsen binnen een sociaal netwerk van plegers en de opvolging ervan. U verwijst daar ook naar bepaalde methodieken. Ik denk aan een aantal projecten, COSA onder andere in – als ik mij niet vergis – Antwerpen. Kan u daar nog wat uitleg over verschaffen hoe dat juist in zijn werk gaat en of dat eventueel structureel oplossingen kan bieden in de toekomst?

**Carina Van Cauter** (Open Vld): In die dossiers waar Justitie opdrachtgever is en als we het dan hebben over ambulante, dan wel residentiële zorg, heb ik professor Bogaerts horen zeggen: “Wij hebben eigenlijk te weinig aandacht voor het sociale netwerk. Er is te weinig monitoring.” Diezelfde opmerking hoor ik terug bij dokter Verelst die zegt: “Wanneer er een overgang is van residentiële zorg naar de gevangensituatie worden wij af en toe geconfronteerd met zorgverleners – geneesheren, neem ik aan – die zich beroepen op hun beroepsgeheim.” Opnieuw datzelfde probleem.

Als wij het nu hebben over die sociale context, het beroepsgeheim. Hoor ik jullie dan pleiten voor het opheffen van dat beroepsgeheim en in ieder geval voor een spreekrecht of zeggen jullie dat het nog verder moet gaan en dat er een spreekplicht moet komen? Ik bedoel: sociale context, de justitieassistent controleert de voorwaarden of volgt ze op, zou ze moeten opvolgen. Die voorwaarden hebben dikwijls te maken met die sociale context. De betrokkene komt naar de justitieassistent. Dat blijkt dus onvoldoende te zijn als ik jullie hoor. Jullie pleiten eerder voor een effectieve controle en opvolging ter plaatse, en de mogelijkheid aan degenen die gevat zijn om ten

minste te mogen spreken. Of zeggen jullie dat ze moeten spreken? Dus werkelijk een proactieve opvolging/controle zonder dat daar enig tussenschot van beroepsgeheim bestaat? Of zeggen jullie dat er in extreme gevallen moet kunnen worden gesproken, maar dat er toch nog een afbakening moet zijn tussen zorg enerzijds en justitiële controle anderzijds?

Dat is denk ik een eerste vraag.

Ik heb nog een tweede vraag. Heb ik de heer Van Hoeck horen zeggen dat een woonverbod recidive zou bevorderen? Heb ik het goed begrepen dat wanneer men iemand een woonverbod oplegt, dat recidive zou bevorderen? Kunt u dat eens uitleggen want dat begrijp ik niet.

**Bert Schoofs (VB):** Mevrouw de voorzitter, ik heb een vraag aan professor Bogaerts. Ik wil ook iedereen in het panel danken. Helemaal onderaan, bij de oorzaken van dat deviant gedrag, ging het om neurobiologische en fysiologische kenmerken van daders. Ik meen dat u zelf zei dat men daar nog te weinig over weet. Is dat onderzoek gaande? Ik weet bijvoorbeeld dat er studies zijn van professor Swaab om de naam maar te noemen. Vroeger was hij controversieel maar de laatste jaren wordt hij wat minder met de nek aangekeken. Hoe staat het met die onderzoeken die gevoerd worden? Pleit u ervoor om vanwege de overheid misschien wat meer middelen te besteden om na te gaan of er zich in de menselijke biologie misschien ergens iets afspeelt waardoor veel mensen gedrag vertonen dat wij maatschappelijk onaanvaardbaar vinden?

**Thierry Giet (PS):** Monsieur Van Hoeck, vous nous avez dit que, dans les accords de coopération Bruxelles-Wallonie, on aurait oublié la problématique des jeunes auteurs. J'aurais simplement voulu avoir votre confirmation sur ce point et, éventuellement, un mot d'explication. Je vous remercie.

**Daphné Dumery (N-VA):** Ik dank u voor uw uiteenzetting. Ik heb een vraag voor de drie sprekers. Worden de slachtoffers soms geïnformeerd over of betrokken bij de behandeling van de dader? Hebt u soms weet van slachtoffers die daarbij betrokken willen worden terwijl dat niet kan? Misschien willen zij zicht hebben op de behandeling. Ik zou dus graag iets meer weten over de informatie aan het slachtoffer.

La **présidente:** Monsieur Van Hoeck, vous avez axé votre intervention sur la prévention.

Évidemment, il est mieux de ne pas commettre d'actes de délinquance que de diminuer la récidive. J'aurais aimé savoir si vous estimiez qu'il y a de réels manques – si j'ai bien compris: oui – par rapport à la prévention de ce type de délinquance en Belgique. Quel type de prévention pourrait-on organiser? Vous avez donné l'exemple de Berlin. Cela fait la deuxième fois qu'on nous le donne. Y a-t-il déjà eu une évaluation de cet exemple? A-t-il porté ses fruits en matière de prévention de délinquance sexuelle tant au niveau des majeurs que des mineurs? Il faut faire de la prévention, j'en suis convaincue. C'est une première question.

Et puis, j'avoue ne pas avoir compris, monsieur Bogaerts, l'étude hollandaise sur la récidive. C'est une étude longitudinale sur sept ans, avec les différents âges des auteurs et le taux de récidive. Est-ce de la récidive légale? Ou ces faits sont-ils connus, mais pas condamnés? Vous dites qu'il faut multiplier par trois ou par quatre le taux de récidive que nous ont donné les autres experts. Ai-je bien entendu? C'est quand même fondamental, parce que les experts nous disent que c'est basé sur des études américaines, parfois sur des dizaines de milliers de cas. Sur la base de l'étude longitudinale hollandaise, vous nous dites que tous ces taux ne ressemblent à rien et qu'il faut les multiplier par trois ou par quatre.

Chacun répond aux questions au fur et à mesure. Bien évidemment, plusieurs personnes peuvent répondre aux mêmes questions. Je vous cède la parole.

**Stefan Bogaerts:** Mevrouw de voorzitter, ik zal beginnen met uw vraag over het dark number. Dat komt ook voor bij andere misdrijven, dat is juist, dat is ook zo. Dat komt voor bij alle misdrijven.

Wij moeten echter een onderscheid maken tussen enerzijds seksueel misbruik, want daarover gaat het, op kinderen, jongeren, adolescenten en anderzijds andere vormen van delinquentie, zoals diefstallen die nooit worden opgehelderd en noem maar op.

Als het over seksueel misbruik gaat, hebben wij een direct slachtoffer of directe slachtoffers. Wij weten dat het meldingsgedrag van slachtoffers van seksueel misbruik zeer laag is, ontzettend laag. Het meldingsgedrag van incestslachtoffers of wanneer er een relatie is tussen dader en slachtoffer ligt nog veel lager dan wanneer het gaat om een onbekende dader en een onbekend slachtoffer.

Wij zien hetzelfde in het kader van huiselijk geweld. Wij hebben recent, een maand à anderhalve maand geleden, een landelijke studie in Nederland afgerond rond huiselijk geweld. Men ziet dan ook dat de meldingsbereidheid van slachtoffers ten tijde van het huiselijk geweld, vooral als het gaat over partners of ex-partners, zeer laag is, ontzettend laag is, omdat men angst heeft voor de represailles, omdat er mogelijks dreigementen kunnen zijn van de dader in de richting van het slachtoffer in de zin van als je dit gaat melden, blaas je het hele gezin op, dan moet papa of wie dan ook, de dader, naar de gevangenis, wat gaat er met jou gebeuren en dergelijke meer.

Wij hebben dus te maken met een toch bijzondere situatie. Het blijft voor een deel in het verborgene, het komt niet naar buiten. Maar er is ook de angst om het te melden.

Dat betekent ook dat misschien, maar daarover heb ik geen cijfers, de pakkans voor zedendelinquenten veel lager is dan voor andere delinquenten. Dat is echter eerder een hypothese dan wat anders. Ik weet niet of dit een antwoord is op uw vraag.

**Kris Van Hoeck:** Ik kan daar aan toevoegen dat slachtoffers die overweging maken: wat is de kans dat het, als ik met mijn klacht naar buiten kom, effectief tot een veroordeling leidt? De bewijslast is niet altijd evident in gevallen van seksueel misbruik.

Er is recentelijk een studie verschenen, helaas ook weer in de Verenigde Staten, waaruit blijkt dat gevallen waar jongens over hun slachtofferervaring spreken veel sneller en vaker geseponneerd worden dan bij meisjes die met hun verhaal komen. Wanneer het tot een veroordeling komt, blijkt dat de straf voor misbruik van jongens veel lager uitvalt dan voor misbruik van meisjes.

De manier waarop de samenleving daar nog altijd naar kijkt maakt het voor jongens die slachtoffer worden moeilijk. Dat is gelukkig aan het veranderen. Daarom vond ik in mijn preventiebetoog het spreken over misbruik zo belangrijk. Het maatschappelijke gesprek is belangrijk. Het speelt een rol in het naar buiten durven komen met hun verhaal. Zal het geloofd worden? Is er een kans dat het tot vervolging en veroordeling zal leiden?

Ik sluit meteen aan bij een andere vraag die gesteld is: nemen slachtoffers zelf contact op? Ja,

dat gebeurt. Vaak is dat in die gevallen waar zij denken: "Als ik met mijn verhaal naar buiten kom, gaat misschien niet gebeuren wat ik graag zou willen." Dan stappen zij in vele gevallen naar een Vertrouwenscentrum Kindermishandeling, of soms rechtstreeks naar een centrum als het onze. In de meeste gevallen stappen zij echter naar een Vertrouwenscentrum Kindermishandeling en wordt daar gekeken wat er met de dader moet gebeuren en wordt die op die manier verwezen. Dan houden wij het slachtoffer via het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling op de hoogte van de vorderingen.

Tenzij het slachtoffer zelf rechtstreeks contact gezocht heeft, gebeurt het niet zo vaak dat wij de stap naar het slachtoffer maken, omdat wij de weg die het slachtoffer zelf kiest belangrijk vinden. Als een slachtoffer therapeutische ondersteuning nodig heeft, is het beter dat het daar gebeurt. Het op de hoogte houden kan dan gebeuren via contact met de hulpverleners.

Het gebeurt wel dat slachtoffers de stap naar ons maken en vooral willen dat het misbruik stopt en dat de dader – in vele gevallen gaat het om directe familieleden – gevolgd en behandeld wordt.

**Stefan Bogaerts:** Ik zal nu een antwoord geven op de vraag van de heer Bracke. Klopt het dat er in België – ik spreek liefst alleen over Vlaanderen, want die situatie is mij het meest bekend – nooit gekeken wordt naar het sociaal weefsel, naar sociale netwerken? Dat klopt uiteraard niet. Er wordt gekeken naar het sociaal weefsel, naar het sociaal netwerk.

De vraag is wel: hoe wordt daarnaar gekeken? Doe je dat op een hap-snap-manier, in de zin van: we moeten toch ook wat informatie hebben van het netwerk waar die persoon opnieuw naartoe gaat? Of ga je effectief op een gestructureerde wijze dat netwerk inschakelen, mits toestemming van de dader?

In Nederland heeft men daar heel wat ervaring mee. Alle 13 TBS-klinieken in Nederland werken met sociale netwerkanalyses. Je gaat effectief kijken hoe iemand geleidelijk aan uitstroomt, via begeleid verlot naar onbegeleid verlot, en nadien vrij onder voorwaarden. Op een bepaalde manier, als dat mogelijk is, wordt ook dat netwerk gemobiliseerd. Dat betekent dat er zich rond de schil van een aantal professionals die bezig zijn met nazorg die soms zeer lang kan duren, ook een schil van significante netwerkleden gaat manifesteren die een vorm van informele controle of support geeft aan de zedendelinquent.

Dan is het zaak dat dit gemonitord wordt. Een netwerkconfiguratie is namelijk dynamisch, het verandert om de maand. Onze netwerken veranderen ook, misschien niet maandelijks, maar ze veranderen wel. We moeten daar dus regelmatig opnieuw naar kijken. Dat gebeurt effectief door de telefoon te nemen en te bellen naar netwerkleden. Dat kunnen familieleden zijn, maar evengoed vrienden, of een werkgever, mensen die iets betekenen voor de ex-geïnterneerde, de ex-gedetineerde in dit geval.

In België is men de laatste jaren bezig. Men investeert meer en men gaat op een gestructureerde manier kijken naar en bezig zijn met sociale netwerken, maar dat staat in België en in Vlaanderen in de kinderschoenen.

COSA, Circles of Support and Accountability, is een methodiek die gestart is in Amerika en Canada en overgewaaid is naar Engeland en in het leven geroepen is door de heer Wilson. Op dit moment is die operationeel in Breda en Den Bosch. Het justitiehuis van Antwerpen participeert erin. Dat betekent ook dat men een schil van professionals heeft en daarrond een schil van vrijwilligers. Die gaan zich op een gezonde manier bemoeien met de zedendelinquent. Het is zeer intensief, zeker voor vrijwilligers, maar ontzettend interessant. De vraag is of dat effectief is. Heeft dat zin? Werkt het?

Op dit moment kunnen wij niet zeggen dat het effectief is. De studies die Wilson in de voorbije jaren in het buitenland heeft gedaan, zijn veelbelovend. Hij spreekt van een recidivereductie van om en bij de 60 à 70 %. Het element dat verantwoordelijk is voor die recidivereductie is sociale ondersteuning, sociale support.

Als men naar andere forensische outpatientprogramma's, zoals Assertive Community Treatment, kijkt, dan ziet men dat ook daar de sociale ondersteuning, die tegelijkertijd een vorm van informele controle van de zedendelinquent is, het element is dat ervoor zorgt dat men minder vlug of niet hervalt.

Ik weet niet of ik op beide vragen geantwoord heb.

Het fysiologisch aspect is een heel interessant aspect. Dick Swaab is daar inderdaad mee bezig. In Nederland heeft men twee jaar geleden een NWO-subsidie naar buiten gebracht in het kader van het programma Hersenen en Cognitie met twee belangrijke pijlers. Enerzijds gaat het om het veilige brein, wat gaat over het veiliger maken van

onze samenleving. Anderzijds gaat het om het lerende brein.

Hier heeft het betrekking op het veilige brein. U doelt op het veilige brein. Dick Swaab is inderdaad iemand die een aantal jaren geleden met een scheef oog werd aangekeken omdat hij oorzaken van delinquent gedrag in de brede zin – niet alleen zedendelinquentie – toeschreef aan, laten wij zeggen, biologische afwijkingen. Bij de zedendelinquent-psychopaat zou de amygdala veel kleiner zijn. Er zouden stoornissen in het emotiecentrum zijn en een slechte doorgeleiding van signalen via de neurotransmissie, enzovoort.

Dick Swaab is op dit moment iemand die onderdeel uitmaakt van het programma Hersenen en Cognitie. Er situeert zich echter op dit moment een probleem. Dat is een probleem dat, denk ik, binnen een paar jaar, als het hele onderzoeksprogramma meer vaste vorm krijgt, zal moeten opgelost worden. Het gaat om het volgende: wanneer men bijvoorbeeld van zedendelinquenten een fMRI-scan afneemt, en hen op dat moment bijvoorbeeld plaatjes toont van bijna naakte kinderen, dan is de kans vrij groot dat men bepaalde hersenactiviteiten ziet oplichten. Wanneer men dat dan vergelijkt met een normale groep, niet-child molestors, dan gaan daar misschien geen oplichtingen zijn in de hersenactiviteit of veel minder hersenactiviteit. Dat is op zich heel interessant. Waar men nu tegenaan loopt is hoe men dit moet vertalen naar de klinische praktijk. Wat moet men daarmee in de klinische praktijk? Dat is eigenlijk een ontzettend belangrijke stap die nog moet gezet worden.

Het is heel interessant om te weten dat bijvoorbeeld zedendelinquenten die tevens hoog scoren op psychopathie, een lager cortisolniveau in hun bloed hebben en daardoor minder stressonderhevig zijn, enzovoort, maar ik ben geen medicus. Wat men mij heeft verteld, is dat men dit niet oplost door zo iemand een pilletje cortisol te geven. Ik kijk dan naar de dokter. Zo simpel is het niet. Die vertaalslag moet worden gemaakt.

Ik denk dat het goed zou zijn om ook neurofysiologische uitkomstmaten te gebruiken in het kader van bijvoorbeeld risicotaxatie van seksuele delinquenten. Ik denk dat dit fundamenteeler is dan alleen te werken met vragenlijsten of observaties. Het een mag het ander niet uitsluiten, maar hoe meer wij weten, hoe beter het is.

La **présidente**: La question sur le tableau de récidive.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik denk dat de vraag gedeeltelijk beantwoord is.

Als ik u goed heb begrepen, mag de taak van de justitieassistent die de sociale voorwaarden moet opvolgen er niet toe beperkt zijn dat de betrokkene naar het bureau komt en een uiteenzetting geeft over hoe zijn voorbije week is geweest. U zegt dat de justitieassistent moet voorzien, in samenspraak met de betrokkene, in een aantal contacten die men actief gaat controleren. Hij moet in de praktijk kijken wat er van aan is. Hij moet nagaan of het plaatje dat hij voorgeschoteld krijgt wel klopt. Zo heb ik het begrepen.

Ik had ook nog een tweede vraag die daaraan gekoppeld was. Indien de justitieassistent informatie krijgt, wat kan hij daarmee dan doen? Mag hij melden? Moet hij melden? Of is er een beroepsgeheim en zegt u dat de vertrouwensband blijft bestaan en dat er met die informatie niets gebeurt? Dat is wat ons bezighoudt.

**Stefan Bogaerts**: De laatste vraag vind ik een heel moeilijke vraag. Ik ben ook geen jurist. Als ik kijk hoe het in Nederland werkt, daar doet men het op voorhand. Zedendelinquenten die instappen in dat programma, weten dat informatie gedeeld wordt tussen professionals. Die weten dat zeer goed en die geven daarvoor ook toestemming. Er zijn ook zedendelinquenten, maar het wordt ook bij andere delinquenten toegepast, die geen toestemming geven. Men zou dan ook kunnen zeggen dat er dan eigenlijk een rode lamp zou moeten gaan branden: waarom geeft die persoon daar geen toestemming voor? Wat heeft hij te verbergen? Dat is dan ook weer interessante informatie om binnen de psychotherapie op te nemen.

Het doet mij denken aan uw vraag over het beroepsgeheim. In 2006 was er op de Nederlandse televisie het programma Zembra met een uitzending over levensgevaarlijke pubers. Ik herinner mij de woorden van professor Doreleijers die zei dat er zoveel informatie is en dat het grote probleem is dat er geen informatieoverdracht is van de ene hulpverleningsdienst naar de andere hulpverleningsdienst en dat elke hulpverleningsdienst opnieuw het warm water uitvindt en opnieuw gaat testen. Dat zijn niet mijn woorden, maar uw vraag doet mij een associatie maken met die woorden van professor Doreleijers in 2006.

**Rudy Verelst**: Ik zou daarop willen aansluiten, het was ook een van de vragen gericht aan mij. Zonder een standpunt in te nemen over een zwijgrecht of een spreekplicht, het is misschien het werk van de commissie om daar een standpunt in te nemen. Ik denk dat er toch wel een aantal uitgangspunten belangrijk zijn om in het debat mee te nemen.

Ten eerste, forensische psychiatrie of forensische hulpverlening bestaat per definitie uit drie partijen, namelijk de betrokkene, de hulpverlener en de maatschappij. Ik denk, als men zich inschrijft als hulpverlener in dat discours, in die behandeling, dat het belangrijk is om daarmee rekening te houden. Men moet rekening houden met het feit dat het geen klassieke hulpverleningsrelatie is tussen een betrokkene, een patiënt en een hulpverlener, maar dat het om een tripartiete verhouding gaat. Dat is toch wel belangrijk.

In die zin heb ik het moeilijk, ook als hulpverlener, om dan een orthodox standpunt te gaan innemen en te zeggen dat de derde partij helemaal niets mag weten.

Ik denk dat dit ook voor de PSD bijvoorbeeld een probleem is, als iemand terugverwezen wordt. Dat hoeft niet ten koste te gaan van de gedetineerde wiens voorwaardelijke invrijheidstelling ingetrokken wordt. Ik denk net het tegenovergestelde, en dat het belangrijk is dat het ook ten bate kan zijn van de gedetineerde die een nieuw voorstel moet krijgen. De PSD moet ten minste weten of het gaat over de schending van een afdelingsregel, dan wel om een nieuw delict.

Ik denk dat er juridisch-technisch wel een aantal voorbeelden zijn. Er is een samenwerkingsakkoord inzake seksuele hulpverlening tussen de Vlaamse Gemeenschap en Justitie, waarin toch al een canvas uitgetekend is voor wat er meegedeeld kan worden, welke gegevens er meegedeeld kunnen worden in het raam van die driehoeksverhouding.

Ik denk dat het belangrijk is dat uw commissie voorstellen formuleert om daar creatiever mee om te gaan, met behoud van de rechten van allen, maar toch ook wel met de inachtneming dat het hier gaat om een driehoeksverhouding, en niet een klassieke hulpverleningsbehandelingsrelatie. Daarover moet worden nagedacht, maar dat hoeft niet zwart-wit te zijn, in de zin van spreekplicht of spreekverbod. Daar kan creatiever mee worden omgegaan.

La **présidente**: Monsieur Verelst, je vous entends bien quand vous parlez de "traiter les dossiers avec plus de créativité" mais il faudrait savoir ce que cela veut dire. Vous dites que selon l'accord de coopération entre la justice et notamment le secteur des soins en Flandre et dans les autres Régions, vous n'êtes pas tenu au secret professionnel sur certaines choses pour lesquelles vous devez prévenir l'assistant de justice ou le juge d'instruction en cas de détention préventive. Ce qui se trouve dans l'accord est-il suffisant? Si vous nous dites que non et qu'il faut être créatif, qu'est-ce qu'être créatif?

M. Cosyns a rappelé tout à l'heure l'importance du lien de confiance, les équipes de SOS Enfants ont fait de même. Quand vous dites que ces accords de coopération ne suffisent pas en matière de données transmises par la justice, qu'entendez-vous par là?

**Rudy Verelst**: Volgens mij zijn de samenwerkingsakkoorden vrij goed. Als ik kijk naar het stopzetten van een VI binnen een residentiële setting, dan zou voor het uitwerken van een adequater reclaseringsvoorstel het wel moeten kunnen als er feiten gepleegd zijn binnen de sfeer waar iemand al reeds voor veroordeeld is. Dat is een creativiteit die nu niet in het akkoord zit. Ik heb het niet van buiten geleerd voor vandaag, maar dat zou wel een creatieve manier kunnen zijn om er mee om te gaan. De facto denk ik dat heel wat hulpverleners op die slappe koord toch ook al wel dansen en daar met respect voor omgaan. Voor het uitwerken van een nieuw reclaserings-VI-voorstel is het belangrijk te weten of iemand teruggestuurd wordt omwille van het schenden van formele afdelingsregels dan wel het plegen van feiten in de sfeer van waarvoor dat die persoon een VI gekregen heeft en waarvoor hij in behandeling gegaan is.

La **présidente**: "Les règles de la section"? Je ne comprends pas!

**Rudy Verelst**: Mevrouw de voorzitter, het gaat bijvoorbeeld over te laat terugkeren. Elke ziekenhuisafdeling heeft een aantal huisregels.

La **présidente**: C'est pour les individus déjà en résidentiel et cela correspond à l'injonction donnée par le juge d'instruction? C'est bien cela?

**Rudy Verelst**: Mevrouw de voorzitter, het is de situatie waarin iemand een VI krijgt van de SURB, naar de residentiële sector gaat en naar het gevangeniswezen wordt teruggestuurd, waarbij

het gevangeniswezen niet weet waarom hij wordt teruggestuurd. Gaat het om een schending van een huisregel? Gaat het om nieuw grensoverschrijdend gedrag? Gaat het om het weigeren van het volgen van een behandeling? Het gaat dus over het negatief gemotiveerd zijn.

La **présidente**: Cela, c'est pour les personnes en résidence. On vous impose une injonction thérapeutique résidentielle et on ne vous met pas en prison. Dans les autres cas, la majorité étant de l'ambulatoire, les accords de coopération suffisent-ils, pour vous qui êtes psychiatre?

**Rudy Verelst**: Ik heb het gevoel dat het kader wel vrij goed functioneert en dat het ons binnen het gevangeniswezen vrij voldoende informatie geeft.

**Kris Van Hoeck**: Ik kan er misschien aan toevoegen dat het een van de problemen is dat in een samenwerkingsakkoord de residentiële sector niet is opgenomen. Formeel zijn zij nog geen partij. Voor hen zijn er dan ook minder mogelijkheden om gegevens door te geven.

Wat de ambulante sector betreft, zijn er vijf punten in het samenwerkingsakkoord die minstens zesmaandelijks moeten worden gerapporteerd. De inhoudelijke rapportage over andere dingen, zoals waarom een therapie slecht loopt of iemand weinig op de afspraak komt, mogen wij niet rechtstreeks laten weten. In de praktijk lossen wij dat op door een driegesprek te organiseren tussen de hulpverlener, de cliënt en de justitieassistent. Daarbij horen wij zelf wat de cliënt tegen de justitieassistent zegt. Als dat niet verloopt op een manier die een zinvol traject in de hulpverlening mogelijk maakt, kan dat op de duur leiden tot het stopzetten van de opvolging. In zulke driegesprekken, zoals dokter Verelst zegt, met een actieve bijdrage van de justitieassistent als derde partner die er mee moet over waken dat alles in goede orde verloopt, kan veel worden opgelost.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Volgt u de redenering van de heer Verelst, in die zin dat er hulpverlening is, maar ook specifiek forensische hulpverlening, namelijk hulpverlening die zich kan situeren in strafuitvoering? Dat is een verschil en dat zou implicaties moeten hebben voor de opdrachtgever.

**Kris Van Hoeck**: Daar volg ik u volledig in. Ik denk dat het een goede keuze geweest is om daarvoor gespecialiseerde centra aan te duiden.

Het is geen opdracht die voor de algemene, reguliere hulpverlening weggelegd moet zijn. Het werken binnen die driehoek vraagt een aparte methodiek en een aparte bereidheid. Er zijn regels om zich aan te houden. Het werken vanuit dwang, vanuit een opdracht, vanuit een mandaat is toch een andere manier van werken dan in het reguliere circuit, waar gewerkt wordt met een vraag van de cliënt.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Het is een open vraag, maar ik vraag mij af of die houding van de hulpverlening in het algemeen vol te houden is en of het niet een soort abdicatie is omwille van een of ander heilig principe en het weigeren van het meewerken aan het oplossen van een maatschappelijk probleem. Men kan toch niet verwachten dat men nogmaals met veroordeelden gaat spreken en dat men hun vrijwilligheid nodig heeft om zijn werk goed te doen. Ik begrijp niet dat men vanuit de hulpverlening niet meer bereid is om in te zien dat er ook taken zijn die nuttig zouden kunnen zijn voor de maatschappij in het geheel, zonder te zondigen, want het gaat hier toch over een groot maatschappelijk probleem. Wij proberen met ons allen een veiligere maatschappij te creëren. Wij zijn ervan overtuigd dat zuivere repressie niet de oplossing is. Waarom weigert men dan vanuit de hulpverlening om mee te werken?

**Kris Van Hoeck**: Ik weet niet goed waar u op doelt, als u zegt dat er geweigerd wordt om mee te werken. Ik denk dat de hulpverlening wel meewerkt en haar rol daarin wil spelen. Professor Cosyns heeft dit daarstraks ook uitgelegd: het werken vanuit dwang is iets wat in de normale hulpverlening veel minder gebeurt. Dat wordt wel wat overdreven, want ook in de normale hulpverlening spelen dwangaspecten een rol. Als een man meegesleept wordt naar de therapeut omdat zijn vrouw anders dreigt te scheiden, dan gaat die man niet mee omdat hij dat echt zelf wil, maar omdat hij zich gedwongen voelt. Die grens is minder scherp dan soms wordt volgehouden. De hulpverlening wil wel meewerken met Justitie, wil die opdracht aanvaarden en wil ook rapporteren. De erkende centra schikken zich allemaal naar het samenwerkingsakkoord en naar de rapportageverplichting die daarin opgenomen is.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Heel specifiek. Het samenwerkingsakkoord houdt in dat jullie niet mededelen aan Justitie als de hulpverlening faalt?

**Kris Van Hoeck**: Nee, dat staat er wel in.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Zo hebben zij het ons

uitgelegd. Men zegt enkel dat de therapie ten einde is. Ik vind dat een fout. Ik geef u dat in alle eerlijkheid mee. Wat mij betreft, vind ik dat een fout in het samenwerkingsakkoord dat de hulpverlening niet wenst te zeggen of iets al dan niet gelukt is.

**Kris Van Hoeck**: In het samenwerkingsakkoord staat dat er vijf punten mogen worden gerapporteerd: de aanwezigheden, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de therapie; dat kan zowel van de kant van de cliënt zijn als van de kant van de hulpverlener. Ik denk dat dit wel kan worden gerapporteerd. Ik zie niet in waarom dat niet zou kunnen.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Wat u nu zegt, is dan belangrijk want het mislukken van de therapie wordt dus wel medegedeeld.

**Kris Van Hoeck**: Ja.

**La présidente**: Monsieur Landuyt, nous avons reçu des documents à ce propos. C'est ce que les trois centres précédents nous ont dit, si j'ai bien compris.

**Kris Van Hoeck**: Er kunnen wel interpretatieverschillen zijn tussen de hulpverleningscentra over of men ook de inhoudelijke reden waarom de therapie mislukt is meegedeeld mag worden. In de praktijk kan dat opgevangen worden via een driegesprek. Al wil de hulpverlening misschien niet op papier zetten wat de reden is waarom het mislukt is, kan dit via een driegesprek wel opgevangen worden. In de praktijk is er volgens mijn ervaring wel bereidheid daarover samen te werken met Justitie. Dat wil niet zeggen dat alles wat in de hulpverlening besproken wordt met Justitie gedeeld kan worden.

Professor Cosyns heeft het daar ook over gehad. Dan is er geen vertrouwensrelatie meer en kan Justitie het beter zelf organiseren. Is dit een antwoord op uw vraag?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ja.

**Kris Van Hoeck**: Er was ook een vraag over het woonverbod. Ik heb het woord "woonverbod" zelf niet gebruikt. Ik had het over het marginaliseren en uit de samenleving proberen te houden van delinquenten. Inderdaad, in de Verenigde Staten zijn er verschillende staten die dat soort van maatregelen hebben. Er zijn staten waar een seksuele delinquent in zijn voortuin een bord moet zetten: "Hier woont een seksuele delinquent." Zo

zijn er ook staten waar een maatregel bestaat dat iemand niet dichterbij dan 2 kilometer van een school mag wonen. Dat is het voorbeeld dat ik gaf.

Dit soort maatregelen zijn in de Verenigde Staten dan meestal op alle seksuele delinquenten van toepassing, van minder erge tot de ergste. Wanneer zulke maatregelen lineair worden toegepast op iedereen, blijkt eerder – dat is ondertussen door onderzoek aangetoond – dat dit recidivebevorderend werkt, omdat het deelnemen aan en een plek vinden in de samenleving is wat mensen motiveert om zich aan regels te houden. Als men een leven kan leiden...

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Dat had ik verkeerd begrepen.

**Kris Van Hoeck:** Er was ook een vraag over jonge daders. Ik ben er bijna zeker van dat niet in het Waalse en het Brusselse samenwerkingsakkoord opgenomen is. Het samenwerkingsakkoord in Vlaanderen – maar volgens mij ook de twee andere – vertrekt van een opsomming van justitiële maatregelen op basis waarvan iemand naar de hulpverlening verwezen kan worden. Daar wordt het jeugdrecht niet in vernoemd. Het gaat om alle mogelijke andere maatregelen, maar niet het jeugdrecht.

La **présidente:** Dans les trois accords de coopération, c'est bien cela?

**Kris Van Hoeck:** Ik ben daar quasi zeker van.

La **présidente:** En Flandre, on ne s'en occupe pas non plus.

**Kris Van Hoeck:** Nee

La **présidente:** Et cela, c'est vraiment un manquement au niveau des accords.

J'aimerais, si possible, que vous nous envoyiez tous les chiffres que vous avez cités ici. Cela nous semble être des chiffres importants, issus de votre expertise, de gens qui passent dans votre centre.

Si j'ai bien compris, en 2008, 20 % des viols étaient commis par des mineurs ...

**Kris Van Hoeck:** Dat is op basis van een onderzoek in de Verenigde Staten, een studie die in 2008 werd gepubliceerd. Dat zijn geen cijfers van ons centrum. Volgens die studie worden 20% van de verkrachtingen in de Verenigde Staten en 30 tot 50% van het misbruik op kinderen door minderjarigen gepleegd.

La **présidente:** Sur la base de votre expérience à tous les trois, pouvez-vous dire si les mineurs, même si vous ne les voyez pas dans vos centres, sont impliqués dans les faits de mœurs, d'abus et de viol?

**Kris Van Hoeck:** In 2010 hadden wij 66 dossiers van minderjarige plegers. Het verschil met de dossiers van volwassen plegers is dat er bij de minderjarige plegers meer niet-gerechtelijke verwijzingen zijn, waarbij andere kanalen dan Justitie worden gevolgd om de minderjarigen bij ons aan te melden.

Het gaat soms om ernstige feiten. Groepsverkrachtingen werden genoemd. Er zijn ook minderjarigen die voor kinderporno worden gepakt. Er zijn ook veel volwassen plegers die als minderjarige met feiten als exhibitionisme begonnen zijn.

Men moet vroegtijdig kunnen ingrijpen. Daarom hoeft niet voor elke minderjarige en elk zedenfeit meteen de meest strenge straf worden uitgesproken. Er moet echter wel een signaal zijn dat zij een grens hebben overschreden en dat er moet worden nagedacht over wat dit betekent, wat de gevolgen hiervan zijn voor henzelf, hun familie en het slachtoffer en wat zij daaruit kunnen leren voor hun verdere leven.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Ik wil op dit punt ingaan. U zei eerder dat een van de problemen was dat minderjarigen niet een tijdlang kunnen worden gevolgd omdat ze van het ene rechtssysteem naar het andere overstappen.

Ik begrijp dat probleem, maar heeft u enig idee van een oplossing? Ik denk dat men dat niet kan oplossen of ziet u dat anders?

**Kris Van Hoeck:** Ik ben geen jurist en weet niet hoe dit juridisch moet worden opgelost. Ik denk louter in termen van hulpverlening. Ik denk dat het een goede zaak zou zijn indien de maatregelen die door een jeugdrechter worden opgelegd aan iemand die als zeventienjarige feiten pleegt, achteraf nog door een justitieassistent kunnen worden opgevolgd wanneer de pleger meerderjarig is. Hoe dat juridisch moet worden opgelost, daarop kan ik geen antwoord geven.

La **présidente:** Je vous avais également posé une question sur la prévention, notamment concernant l'expérience à Berlin.

**Kris Van Hoeck:** Mevrouw de voorzitter, het

project in Berlijn bestaat nu een viertal jaar. Voor zover ik weet, zijn er nog geen concrete resultaten over recidivepercentages bekend.

Wij hebben in de studies ook gemerkt dat, om goede recidivestudies te maken, een looptijd van vijf of zeven jaar nodig is. Echt goede studies hebben zelfs een looptijd van twintig jaar en meer.

De cijfers zijn er dus nog niet.

Ik kan alleen meegeven dat van de desbetreffende diensten wel gebruik wordt gemaakt. Zij hebben een dertigtal therapieplaatsen per jaar, die tijdens de vier jaar dat het project nu loopt, altijd volledig bezet zijn geweest door mensen die vrijwillig de stap hebben gezet. Zij hadden geen enkele verplichting en hebben enkel op een televisiespotje of op een affiche in de metro gereageerd. De voorbije jaren is ook steeds meer op de internetwebsite van het project gereageerd.

Zij hebben, enerzijds, een programma voor mensen die fantasieën over kinderen hebben en voor wie dergelijke fantasieën voornamelijk de reden is om contact te zoeken. Zij hebben, anderzijds, ook een programma voor mensen die al naar kinderporno hebben gesurft, maar daarvoor nog niet door Justitie zijn opgepakt. Zij hebben dus twee programma's. Voor het programma rond kinderporno hebben zij vijftien plaatsen. Mensen nemen daarvoor zelf spontaan contact op, omdat zij het zelf als een probleem aanvoelen en hopen via hulpverlening van hun probleem af te kunnen komen.

Wat een preventieaanpak in het algemeen betreft, heb ik vooral gesproken over wat de hulpverlening ter zake kan bijdragen. Rond preventie in het algemeen moet ook aan scholen en andere kanalen worden gedacht, om het maatschappelijk gesprek rond de kwestie op gang te brengen en te houden evenals de bewustwording daaromtrent en het problematiseren van misbruik, met name dat misbruik niet normaal is en dat daarover kan en mag worden gesproken, aan te zwengelen.

De hulpverlening kan ter zake een specifieke bijdrage leveren.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer Van Hoeck, ik heb een vraag in verband met kinderpornografie. Jullie zien daders, of iemand die in het bezit is van seksueel misbruik van minderjarigen. Jullie hebben daar kennis van. Achter die beelden zit er echter ook een realiteit, feiten. Wij weten dat kennis hebben van de

beelden of het bezit hebben van de beelden, voor politie, Justitie en de parketten een mogelijkheid biedt tot de opheldering van toch wel zeer ernstige misdrijven. Hoe gaat u daarmee om? U zegt dat die mensen hulpverlening zoeken, zelfs preventief, om te vermijden dat zij zelf tot handelen overgaan. Die betrouwbaarheid moet er zijn, want anders stoten we die mensen helemaal af, en dan hebben we misschien twee daders. Maar hoe lost u het luik op dat degenen die verder onderzoek zouden moeten kunnen plegen naar de gruwelijke realiteit achter die beelden, niet in het bezit geraken van dat spoor dat jullie in handen hebben? Hoe denkt u daarover? Moet Justitie niet op een of andere manier, misschien zelfs zonder te weten wie de bron is, kennis krijgen van die beelden om te kunnen identificeren enzovoort?

**Kris Van Hoeck:** In de praktijk hebben wij zelf die beelden niet. Ik denk dat Peter De Waele daarover hier ook al gesproken heeft. In de praktijk komen zij heel vaak, wanneer er huiszoekingen gebeuren en computers in beslag genomen worden, dezelfde collecties tegen. Er worden niet zo vaak totaal nieuwe beelden gevonden. Het is een circuit dat wereldwijd ronddraait en waarbij alles wordt uitgewisseld.

De uitzonderingen zijn de besloten netwerken van pedofielen die rechtstreeks beelden onder mekaar uitwisselen. Soms kan men maar tot zo'n netwerk toetreden als men zelf ook nieuwe beelden aanlevert. Dan gaat het om mensen die eventueel hun eigen kinderen of die zelf ook feiten plegen, om op die manier beelden op het net te kunnen zetten, om dan verder aan dat netwerk te kunnen deelnemen. Dat soort van mensen komt echter niet vrijwillig naar de hulpverlening. Zij worden naar ons gestuurd door Justitie. De feiten zijn dan al bekend. Justitie kan dan ook achterhalen om wie het gaat. Justitie kan haar werk dan doen, en dat is zeker heel belangrijk werk.

Degenen die enkel kinderporno gedownload hebben en ernaar gekeken hebben, dus degenen die niet zulke feiten gepleegd hebben, hebben vaak zo'n abstractie gemaakt van de realiteit die erachter zit. Zij zijn alleen maar bezig met hun eigen plezier en met het beeld dat zij op de computer zien. In therapie laten wij hen dan ook de verhalen lezen.

Er zijn ook wel slachtoffers van dergelijke kinderpornocircuits die hun verhaal uitgeschreven hebben en die daarover getuigd hebben. Het lezen van die verhalen is een belangrijk onderdeel van de therapie; gewoon met de realiteit geconfronteerd worden die achter die beelden zit,

dat is zeker belangrijk.

**Daphné Dumery** (N-VA): Aansluitend op datzelfde punt waar mevrouw Van Cauter naar toe wil gaan eigenlijk, als er nu een dader tijdens die therapie vertelt dat hij zwakke momenten heeft en dat hij eigenlijk een bepaald kind zal benaderen, wat doet u met die gegevens?

**Kris Van Hoeck:** Als dat om een concreet kind gaat dat identificeerbaar is, dan zullen wij altijd minstens een vertrouwenscentrum kindermishandeling inschakelen. Dan kan de therapie eigenlijk alleen maar in veilige omstandigheden voortgezet worden wanneer er dan ook zorg is dat die feiten niet doorgaan en zich niet kunnen herhalen en, mochten ze in het verleden dan al gebeurd zijn, dat er ook zorg is voor het slachtoffer. Dat is een aspect.

Het andere aspect is dat het in ieder geval een aanwijzing is dat de therapie plus de omkadering die er tot dan toe rond de dader geweest is, onvoldoende is. Want het heeft niet kunnen voorkomen dat er opnieuw feiten zouden kunnen gepleegd worden en dus moet er opnieuw nagedacht worden over de vraag wat is hier veilig om verder te kunnen werken.

**Daphné Dumery** (N-VA): U blijft wel binnen hulpverlening. In de vorige getuigenissen hebben we hier wel gehoord dat er eigenlijk vanuit de hulpverlening een beetje kritiek was dat de kloof naar Justitie te groot was. Mijns inziens kan een hulpverleningsinstantie die kloof met het gerecht, Justitie zelf verkleinen. Maar u zelf verwijst naar andere hulpverleningsinstanties. U zult niet die kloof met Justitie verkleinen.

**Kris Van Hoeck:** De wet op de noodsituatie geldt om situaties van mogelijk recidive in de toekomst. Dus in zover iemand iets vertelt over iets wat gebeurd is en dat er nog een verdergaand risico is naar de toekomst, kunnen wij en zullen wij Justitie zelf ook wel inlichten. Het is in het verleden ook al geweest dat we met een client hebben afgesproken: wij kunnen u alleen verder helpen als dat wat je nu tegen ons verteld hebt, ook aan de justitieassistent vertelt. Als we niet helemaal zeker zijn dat hij dat ook zal doen, kan dat ook in het kader van zo'n driegesprek georganiseerd worden en dan zijn wij erbij op het moment dat hij dat dan zelf zegt aan de justitieassistent.

Misschien sluit dat een beetje aan bij de creatieve oplossingen waarnaar dokter Verelst op zoek is? Het heeft geen zin om hulpverlening verder te zetten als dat niet in veilige omstandigheden kan,

wat niet wil zeggen dat wij in alle omstandigheden het beroepsgeheim of de vertrouwensrelatie zullen doorbreken en zelf actief naar Justitie stappen.

Wij hebben ook al, in het geval van een dader die nog niet bekend was bij Justitie en die in de loop van de therapie vertelt dat hij het terug moeilijk kreeg, zelf gezegd: "Wij kunnen u alleen verder helpen als jij u zelf gaat aangeven bij Justitie, zodat Justitie ook mee kan kijken en mee kan beoordelen of dit allemaal op een goede manier verder loopt."

Waar ik zelf een beetje huiverig voor ben, zijn standaardrichtlijnen die op alle situaties op dezelfde manier moeten worden gevolgd. Ik denk dat elke situatie anders is. Slachtoffers vragen ook niet altijd dat het op dezelfde manier gevolgd wordt. Er zijn ook getuigenissen in de pers geweest van slachtoffers, ook van bekende Vlamingen die slachtoffer geweest zijn, en die eigenlijk verteld hebben dat zij daar zelf geen zware trauma's of nadelige gevolgen aan over hebben gehouden. Het blijft toch een zoeken naar wat het beste is voor de maatschappij en wat het beste is voor de individuen die hierbij betrokken zijn.

Justitie moet haar werk doen en daarnaast – ik ben het helemaal eens met de heer Landuyt – zijn er gespecialiseerde hulpverleners nodig die dit soort van werk willen doen en die dit ook intiem willen doen. Dat soort van beslissingen neemt men nooit alleen. Daar moet overleg zijn met collega's. Daar moet overleg zijn. Ook tussen centra onderling is er dikwijls overleg om te zoeken naar de beste manier om in deze situatie met het risico om te gaan. Dat is gespecialiseerd werk.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik heb een technische vraag over het artikel 107 in verband met outreachbedden. Kunt u dat nader toelichten?

**Rudy Verelst:** Binnen Volksgezondheid laat het artikel 107 van de ziekenhuiswet toe om middelen die gealloceerd zijn aan bedden te gebruiken met behoud van de middelen voor zorginnovatieve projecten. Een punt dat zeker in Vlaanderen zeer sterk op de agenda staat is de vermaatschappelijking van de zorg, het uitwerken van ambulante teams, dus het afbouwen van residentiële bedden met het oog op het uitbouwen van ambulante zorg waaronder outreachteams die bij de patiënt aan huis gaan.

Nu moet ik hieraan toevoegen dat het gaat om algemene psychiatrische zorg. Ik vrees dat die

middelen niet onmiddellijk zullen worden gealloceerd aan forensische populatie. Ik denk dat er een grote weerstand is in het hele land, dat is toch mijn ervaring, om forensische patiënten, of het nu gaat om seksuele delinquenten of niet, binnen de reguliere zorg op te nemen. Het is ook de vraag of dat goed is, de opmerking van de heer Landuyt in acht genomen.

Het gaat om gespecialiseerde zorg, waarin mensen moeten worden opgeleid. De moeilijkheid is nu dikwijls dat algemene zorgverleners die zorg opnemen maar dan de verregaande consequenties niet willen nemen omdat het gaat hier om een driehoeksverhouding. Het gaat hier dus wel om een specifieke zorg.

Wat we wel zien is dat de pilootprojecten voor geïnterneerden – de drie ziekenhuizen in Rekem, Zelzate en Bierbeek hebben in het kader van Volksgezondheid pilootprojecten voor de zogezegde medium security geïnterneerden – verleden jaar ook middelen hebben gekregen om specifiek aan outreach te doen om de doorstroming binnen de ziekenhuisbedden te bewerkstelligen.

Ik denk dat dit belangrijk is. Ik verwacht niet onmiddellijk dat de toepassing van het artikel 107 gaat leiden tot meer forensisch psychiatrische capaciteit, maar het zou wel een middel kunnen zijn.

Ik denk trouwens dat het een en-enverhaal is. Ik denk dat de huidige residentiële voorziening, de huidige capaciteit van ziekenhuisbedden voor seksuele delinquenten in de initiatieven zoals die nu in Sint-Truiden, Sint-Niklaas en Beernem aanwezig zijn, onvoldoende zijn. Wij botsen daar in Justitie op dat zij de luxe hebben om alleen de kersen van de taart te nemen en de echt moeilijke gevallen niet moeten nemen. Daar is ook geen opnameplicht. Ik pleit ook niet voor een opnameplicht.

De capaciteit is nu al te weinig en de reconversie van ziekenhuisbedden naar outreachteams of naar andere zorginnovatieve projecten in de psychiatrie heeft zeker niet deze doelgroep voor ogen in de discussies binnen Volksgezondheid.

La **présidente**: À titre d'information, la commission de la Santé publique dressera demain un état des lieux de la santé mentale, notamment en ce qui concerne l'article 107. Il y aura un exposé introductif de la vice-première ministre, Laurette Onkelinx, ainsi qu'un échange de vues. J'ai demandé que notre commission soit

tenue au courant de cet échange de vues.

**Rudy Verelst**: Ik moest nog twee vragen beantwoorden. De heer Landuyt had een vraag gesteld naar de reflectie over dwangmiddelen. Ik denk dat wij met een groep patiënten zitten waarbij de interne motivatie tot het vragen en zoeken van hulp en verandering relatief beperkt is. Voor heel wat van ons cliënteel kan externe motivatie een belangrijk therapeutisch instrument zijn. Het meest extreme zijn het niet-doen van strafeinde en het verkrijgen van voorwaardelijke invrijheidsstelling als vormen van externe motivatie. Er is ook het verkorten van de gevangenisstraf wanneer men in een therapeutisch project stapt. Er zijn genoeg juridische voorbeelden, zoals ook probatie wanneer men in hulpverlening gaat.

Ik geloof voor een stuk in de therapeutische waarde van dwangmiddelen – al is dat misschien sterk uitgedrukt – of van een zekere dwang om in een bepaald therapeutisch project te stappen. Ik denk dat dat niet negatief is. Het kan ook worden gebruikt als positieve bekrachtigers. In die zin geloof ik in het uitwerken van therapeutische programma's, ook voor seksuele delinquenten binnen de gevangensmuren. Er zijn daarvan ook buitenlandse voorbeelden. Zij komen dan terecht in een apart regime en worden positief bekrachtigd in een dergelijk programma te stappen. Ik geloof in de therapeutische waarden van bepaalde juridische kaders.

Ik kom tot een laatste bedenking over de rol van het slachtoffer. Bij het uitwerken van reclasseringsvoorstellen wordt bij een bepaalde straf een slachtofferfiche opgemaakt en wordt er rekening gehouden met de verzuchtingen en de wensen van de slachtoffers.

**Stefan Bogaerts**: Nog even iets over de recidivecijfers waar u naar vroeg. Het gaat om een heterogene groep zedendelinquenten die in Nederland is uitgestroomd in 1997 en die men eigenlijk tot zeven jaar na datum gevolgd heeft. Die recidivecijfers zijn geregistreerde recidivecijfers op basis van nieuwe veroordelingen. Ze liggen bijzonder laag, in de zin dat 13 à 14 % na zeven jaar – even kort door de bocht – opnieuw geregistreerd wordt als recidivist. Die hebben dus een nieuwe veroordeling voor een zedenfeit.

Ik zei daarnaast dat men die 14 % of 12 % - het gaat niet om 1 % meer of minder - eigenlijk met een factor drie of vier moet vermenigvuldigen. Dat is iets wat Marshall al twintig jaar zegt, dat is iets

wat Jos Frenken in Nederland al twintig jaar zegt. Er zijn studies in het buitenland. Er is een vrij kleine Nederlandse studie die kadert in eerder research and development waarin men veroordeelde zedendelinquenten zei dat ze de mogelijkheid kregen om alle feiten op tafel te leggen zonder dat daar juridische gevolgen aan verbonden zouden zijn. Toen zag men eigenlijk dat er een veelvoud aan zedenfeiten zelf gerapporteerd wordt door de zedendelinquenten. Dat betekent dat er een ontzettende onderrapportering is via die geregistreerde data en dat dit helemaal geen beeld geeft van de werkelijkheid.

Wanneer men daders vraagt om nu eens echt te vertellen hoeveel feiten ze gepleegd hebben, gaande van lichte tot ernstige feiten, een hele mix van feiten, dan ziet men dat er veel meer boven tafel komt dan wat geweten is bij de Justitie of bij hulpverleners. Een zelfde studie, vrij kleinschalig, is gebeurd in Nederland. Daar is dezelfde vraag gesteld aan een vijftigtal zedendelinquenten. Daar merk je dezelfde lijn. We kunnen natuurlijk niet zeggen of zij de waarheid spreken of opscheppen. Zit daar soms een soort genoegdoening richting de onderzoeker of de hulpverlener in die met dat soort vragen komt, in de zin dat men toch geïnterneerd is en het dus niet uitmaakt of men nog twee of drie feiten toegeeft? Dat weet ik niet. De lage recidivecijfers voor seksuele recidive zijn wel laag, maar geven dus absoluut geen beeld van de werkelijkheid.

La **présidente**: Par rapport à la délinquance auto-rapportée.

**Stefan Bogaerts**: Hoe zegt u?

La **présidente**: Par rapport à la délinquance auto-rapportée. C'est sur ce type de méthodologie que vous vous basez.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik vraag mij voortdurend af wat de waarde is van die cijfers. Wat kan men daarmee doen?

**Stefan Bogaerts**: Dat is een heel goede vraag. Wat is de waarde van de cijfers? Wij spreken steeds over het dark number. Wij hebben binnen de criminologie de neiging om te zeggen dat wij geen antwoord hebben op het dark number. Wij hebben daarop wel antwoorden, er zijn methodes om het dark number boven tafel te halen.

Men heeft vangst- en hervangstmethodes om datgene dat niet gerapporteerd is, te schatten op basis van hetgeen men wel weet. Wij moeten ons

absoluut niet alleen blindstaren op een percentage, van 14 %, 17 % of 18 %, want dat hangt met zoveel samen, zoals meldingsbereidheid, registratiebereidheid en weet ik veel wat. Die cijfers bieden echter wel uitdagingen en realistische mogelijkheden om een meer realistische omvangschatting te maken van het fenomeen.

Dat is recent gebeurd in het kader van huiselijk geweld, waarover ik daarstraks sprak. De universiteit van Utrecht heeft op grond van de politiecijfers, de meldingen die bekend waren van slachtoffers en daders van huiselijk geweld bij de politie, een vangst-hervangstschatting gemaakt. Dan heeft men toch bij benadering een omvangschatting van het fenomeen.

Wij mogen ons echter absoluut niet blindstaren op dat soort van cijfers, dat is het grote probleem met cijfers. Statistieken geven heel vaak onderrapporteringen, terwijl als men aan mensen vraagt of ze ooit slachtoffer zijn geweest van, dan krijgt men een overrapportering en de waarheid zal ergens in het midden liggen, denk ik.

La **présidente**: Chers collègues, y a-t-il encore des questions? (*Non*) Zijn er nog vragen? (*Nee*) Dans ce cas, je vais remercier les trois intervenants tout en rappelant à M. Van Hoeck de nous transmettre ses chiffres, ce serait gentil.

Mme Coppieters est déjà dans notre salle. Je vais m'excuser du retard que nous avons pris tout en nous permettant de prendre cinq minutes pour pouvoir raccompagner les trois intervenants précédents. Je vous remercie.

*La réunion publique de commission est suspendue de 18.50 heures à 19.04 heures.  
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 18.50 uur tot 19.04 uur.*

**Audition de Mme Marina Coppieters, présidente de la Commission de probation auprès du tribunal de première instance de Bruxelles (Chambre francophone)**

**Hoorzitting met mevrouw Marina Coppieters, voorzitter van de probatiecommissie bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel (Franstalige Kamer)**

La **présidente**: Nous n'allons pas faire patienter plus Mme Coppieters qui, déjà, nous a fait le plaisir d'attendre pendant une heure. Chers collègues, nous allons maintenant entendre Mme Coppieters, présidente de la commission de probation auprès du tribunal de première instance

de Bruxelles. Mme Coppieters va nous faire un exposé. Bien entendu, nous passerons ensuite aux différentes questions. Madame Coppieters, vous avez la parole.

**Marina Coppieters:** Madame la présidente, mesdames et messieurs, vous avez eu une longue et fatigante journée. Je vais dès lors essayer d'être aussi brève et claire que possible.

Les commissions de probation ont été créées en 1964 à la suite de l'entrée en vigueur de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation et l'arrêté royal du 9 novembre 1964 relatif au fonctionnement de la commission de probation.

Quelle est la composition de la commission de probation? La commission de probation est composée d'un président, un magistrat effectif ou honoraire – personnellement, je suis honoraire –, d'un avocat et d'un fonctionnaire qui est psychologue, criminologue ou sociologue.

La **présidente:** Je sais que vous accélérez le rythme mais les interprètes n'arrivent pas à suivre!

**Marina Coppieters:** Le procureur du Roi assiste, avec voix consultative, aux séances de la commission uniquement lorsqu'il s'agit de vérifier le bon déroulement des mesures probatoires. La commission siège à huis clos. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Il est institué une commission de probation auprès de chaque tribunal de première instance.

Quelles sont les compétences et les attributions de la commission de probation? Lorsqu'une décision judiciaire est coulée en force de chose jugée, c'est-à-dire lorsque la décision est devenue définitive, la commission est là pour contrôler l'exécution des mesures probatoires prononcées soit dans le cadre d'une mesure de suspension probatoire du prononcé de la condamnation, soit dans le cadre d'une condamnation à une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis probatoire. La commission surveille l'accomplissement des conditions pendant la durée de mise sous probation.

La seconde mission de la commission de probation est de contrôler l'exécution et le déroulement de la peine de travail autonome.

Les décisions judiciaires, lorsqu'elles sont devenues définitives, sont envoyées par le greffe à la commission de probation qui les adresse à la maison de justice. Cette dernière désigne un

assistant de justice qui sera chargé de vérifier si le justiciable respecte les mesures probatoires ou, s'il s'agit d'une peine de travail, s'il l'exécute correctement.

La commission est tenue au courant du respect des conditions probatoires ou de la bonne exécution de la peine de travail par l'intermédiaire de l'assistant de justice désigné. L'assistant de justice rédige à l'intention de la commission de probation des rapports de signalement très complets expliquant l'évolution de la situation du justiciable. Lorsque le rapport de l'assistant de justice signale un ou plusieurs faits graves d'inobservation des conditions imposées ou d'inexécution de la peine de travail autonome, le justiciable est convoqué devant la commission de probation.

La commission de probation entend l'intéressé et décide, soit de lui accorder une ultime chance s'il s'engage à respecter scrupuleusement les conditions probatoires ou, dans le cas d'une peine de travail autonome, s'il s'engage à l'effectuer dans les plus brefs délais et de manière positive. Si la commission de probation constate que le justiciable n'est nullement motivé, elle renverra le dossier à M. le procureur du Roi aux fins de demander à la juridiction compétente la révocation de la mesure probatoire. Dans le cas d'une peine de travail non effectuée ou mal effectuée, le dossier sera renvoyé à M. le procureur du Roi pour application de la peine de substitution.

En matière de délinquance sexuelle, vous savez que l'accord de coopération du 12 mars 2000 impose au justiciable, qui a l'obligation par jugement de suivre une thérapie, de consulter pour la Région de Bruxelles-Capitale le Centre d'Appui bruxellois qui, après examen du dossier et de la décision judiciaire, dirigera le délinquant sexuel vers le centre de santé spécialisé adéquat. Ce sera Psycho-Belliard, Chapelle-aux-Champs, l'ASBL Triangle ou encore l'ASBL Autrement.

Lorsque le Centre d'Appui bruxellois constate que le justiciable n'observe pas le suivi thérapeutique, ne s'y investit pas, il le signale dans un rapport détaillé à l'assistant de justice chargé du dossier. L'assistant de justice en avise immédiatement la commission de probation. La commission de probation convoque le justiciable, l'entend et, s'il s'avère que la reprise d'un suivi thérapeutique est impossible, la commission de probation n'a d'autre issue que de renvoyer le dossier à M. le procureur du Roi aux fins de demander au tribunal la révocation de la mesure probatoire.

Si la mesure probatoire est révoquée, le justiciable devra subir la peine d'emprisonnement.

Un autre cas qui peut se présenter – et il se présente quand même de temps en temps – est celui où une personne reconnaît les faits d'abus sexuels devant le tribunal. Elle est condamnée à une peine d'emprisonnement avec un sursis probatoire dont l'une des conditions est d'être suivie par le Centre d'Appui bruxellois et un centre de santé spécialisé. Lors de son entretien avec le Centre d'Appui bruxellois, le justiciable revient sur ses aveux et nie formellement les faits pour lesquels il a été condamné. Toute thérapie est impossible. L'assistant de justice présente le dossier devant la commission de probation. La commission de probation essaiera de raisonner l'intéressé mais s'il persiste dans ses dénégations, la commission de probation ne pourra que proposer la révocation de la mesure. L'affaire est renvoyée devant le tribunal qui, la plupart du temps, révoquera la mesure. Le justiciable devra exécuter la peine d'emprisonnement.

Autre cas que nous avons rencontré: un justiciable est condamné du chef d'attentat à la pudeur et viol à 40 mois d'emprisonnement avec un sursis probatoire de trois ans. Il est suivi par le Centre d'Appui bruxellois qui estime, qu'après un suivi thérapeutique de deux ans, la condition peut être suspendue. La commission de probation est extrêmement prudente à cet égard et si nous n'avons pas tous nos apaisements, nous convoquons le responsable du Centre d'Appui bruxellois afin qu'il puisse nous expliquer en détail les raisons profondes qui l'amènent à proposer la suspension du suivi thérapeutique. Dans certains cas, la commission de probation s'est ralliée à la proposition du Centre d'Appui bruxellois; dans d'autres cas, elle a maintenu la condition craignant une récidive.

Je suis personnellement sceptique quant à la réinsertion sociale d'un délinquant sexuel. Je ne suis ni psychiatre, ni psychologue, je ne suis que juriste et magistrat. Je préside depuis trois ans la commission de probation mais j'ai aussi été, dans ma carrière, pendant dix ans, juge d'instruction et ensuite également présidente de la chambre du conseil de Bruxelles qui voit défiler l'ensemble des affaires correctionnelles et criminelles.

D'une manière générale, les délinquants sexuels ont une personnalité fragile qui peut à tout moment basculer et le risque de récidive est bien présent. Certaines affaires m'ont particulièrement ébranlée. Je vous en cite une. Ce sont des

affaires qui datent de quand j'étais juge d'instruction, de 1981 à 1992.

Un jeune homme d'environ 20 à 25 ans est recherché depuis plusieurs mois et est soupçonné d'avoir violé plusieurs jeunes filles. Un portrait-robot est diffusé et le jeune homme est dénoncé par un de ses amis. L'affaire est mise à l'instruction, le jeune homme reconnaît les faits et explique qu'il a une petite amie avec qui il n'a pas de relation sexuelle parce qu'elle ne prend pas la pilule et qu'il la respecte.

Vous voyez donc que, d'un côté, c'est quelqu'un qui est plus ou moins équilibré.

Il précise qu'à certains moments, il a des pulsions incontrôlables, qu'il sort de chez lui, se rend à la sortie d'une école, entraîne une jeune fille et la viole dans un endroit retiré.

Je décerne évidemment un mandat d'arrêt et ordonne une expertise psychiatrique. L'expert conclut que l'intéressé était au moment des faits dans un état grave de déséquilibre mental, le rendant incapable du contrôle de ses actes et qu'il est toujours dans le même état. L'on se dirige dès lors vers la loi de défense sociale et le jeune homme est interné.

Au bout de trois ans d'internement et de suivi, il obtient des permissions de sortie. Il rencontre une jeune fille dont il tombe amoureux et qu'il met au courant de sa situation. À chaque permission de sortie, les jeunes gens se rencontrent et tout a l'air de bien se passer. Un an et demi plus tard, leur relation se détériore et la jeune femme le quitte. Quinze jours plus tard, l'homme viole une jeune fille.

Autre cas. On recherchait dans toute la Belgique un homme d'une quarantaine d'années qui, aux arrêts de tram ou d'autobus, pinçait les fesses des petites filles qui rentraient chez elles après l'école. L'auteur est vivement recherché, un portrait-robot est diffusé.

Il s'avère qu'un matin, un homme à Bruxelles arrête sa voiture dans une station d'essence. Le gérant constate qu'après avoir fait le plein d'essence, l'homme recouvre sa plaque d'immatriculation arrière avec du papier essuie-tout. Alerté, le gérant prend note immédiatement du numéro de la plaque d'immatriculation à l'avant qui n'avait pas encore été dissimulée. Il prévient la police, sans savoir de quoi il s'agit.

La voiture et son propriétaire sont très rapidement

identifiés. L'affaire est mise à l'instruction. Le suspect comparait devant moi, reconnaît les faits, explique qu'il est représentant de commerce – ce qui entraîne que les faits étaient malheureusement perpétrés dans toute la Belgique –, il vit avec une compagne avec laquelle il s'entend bien. Il explique qu'il a eu des moments de faiblesse.

Je constate dans son casier judiciaire qu'il avait été antérieurement condamné à dix ans d'emprisonnement pour viol. À l'époque, il avait 25 ans et on était 15 ans plus tard. Je vous dis bien que la récidive, ce n'est pas trois, quatre, cinq ans après, mais cela peut être beaucoup plus tard.

Pincer les fesses des petites filles est tout à fait inacceptable, mais moins grave qu'un viol. Étant donné que les faits s'étaient produits pendant plusieurs mois et dans tout le pays, je décide de décerner un mandat d'arrêt dans l'attente du dépôt du rapport psychiatrique.

L'expert désigné dépose un rapport favorable, relève que l'intéressé a connu une période dépressive, mais qu'il a parfaitement conscience de la gravité de ses actes. L'expert souligne encore qu'il vit depuis plusieurs années avec sa compagne, que leur entente est bonne et qu'elle le soutient. Enfin, il a un emploi stable. L'expert précise encore que l'intéressé ne constitue pas un danger social, mais qu'une thérapie s'impose.

L'homme en question comparait devant la chambre du conseil. En ma qualité de juge d'instruction, j'expose en détail et en toute objectivité le contenu du dossier et le rapport de l'expert qui m'a convaincu que l'intéressé pouvait être remis en liberté sous condition. L'avocat de l'inculpé prend la parole, insiste sur tous les côtés positifs: emploi stable, petite amie, remise en question de l'intéressé.

Au mois d'avril, l'inculpé est libéré sous condition de suivre une thérapie. Le ministère public ne fait pas appel de la décision. Au mois de septembre, l'homme viole une petite fille.

À la suite de cette pénible affaire, j'avoue avoir eu une conception différente de la délinquance sexuelle. Je pense qu'un délinquant sexuel doit être suivi quasiment à vie.

Il est évident qu'une affaire n'est pas l'autre. Certains abuseurs sexuels ont des personnalités fragiles, d'autres sont pervers, d'autres encore violents, agressifs, d'autres des psychopathes.

Mais le passage à l'acte est néanmoins à craindre dans tous les cas. Le risque zéro n'existe pas, mais il y a des précautions à prendre.

Actuellement, lorsqu'un délinquant sexuel est condamné à une peine d'emprisonnement avec un sursis probatoire maximum de cinq ans, au bout de cinq ans, il n'est plus suivi. Lorsqu'un délinquant sexuel est condamné à une peine ferme d'emprisonnement et qu'il va à fond de peine, lorsqu'il sort de prison, il n'y a aucun suivi thérapeutique.

Pour être concrète et positive, je pense que certaines réformes s'imposent. Il faudrait qu'un délinquant sexuel puisse, pendant son incarcération, commencer un suivi thérapeutique. Cela existe en France. Il y a chez nous un projet de loi en ce sens.

Le sursis probatoire devrait être prolongé au-delà des cinq ans par une mesure, je dirais de sûreté, qui impliquerait l'obligation d'un suivi thérapeutique et même une surveillance électronique.

Enfin, lorsqu'un délinquant sexuel sort de prison après avoir purgé l'entièreté de sa peine, il devrait avoir l'obligation de poursuivre le traitement commencé en prison. Il faudrait également prévoir une surveillance électronique.

En ce qui concerne les victimes, je pense qu'il est très dur pour elles de se restructurer et d'arriver à oublier les faits subis. J'ai eu une triste affaire au cours de laquelle une jeune fille, en rentrant chez elle un soir, a été attirée dans un parc par un jeune homme qui l'a violée. Le jeune homme confronté à un test ADN a reconnu les faits. Le jour de l'audience, la jeune fille s'est suicidée. Une autre affaire: une petite fille de 12 ans victime d'attentat à la pudeur et de viol par son grand-père. La famille ne porte pas plainte de peur du scandale. La petite fille est suivie pendant plusieurs années par un psychiatre. À 20 ans, elle se marie. Deux ans plus tard, elle donne naissance à un enfant. Le couple a l'air heureux. Tout a l'air de se passer bien. À 24 ans, la jeune femme dépose une plainte contre son grand-père, ne pouvant plus supporter ce qu'elle a subi.

Tout ceci pour vous dire à quel point il est difficile pour les victimes d'oublier ce qu'elles ont subi et de tirer un trait une fois pour toutes.

Enfin, pour terminer, je voudrais rendre hommage aux assistants sociaux qui travaillent avec nous et qui font preuve d'une disponibilité et d'un sens de

l'écoute extraordinaires. Je voudrais également rendre hommage au Centre d'Appui bruxellois et au service de santé spécialisé qui forment une équipe compétente et motivée et indispensable.

Je suis ouverte à vos questions.

La **présidente**: Je vous remercie madame Coppieters pour votre soutien aux travailleurs de terrain. En effet, on sait que parfois la collaboration avec les magistrats pose question.

Je vais directement céder la parole aux collègues pour leurs questions.

Avez-vous été tellement claire qu'il n'y en a aucune?

**Thierry Giet (PS)**: Je comprends qu'en fonction des expériences que vous nous avez relatées, vous avez quelques difficultés par rapport à la récidive potentielle. Vous proposez d'ailleurs une surveillance électronique, même si l'intéressé va jusqu'à fond de peine. Je ne me prononce pas mais ma première réaction est de m'interroger si nous ne sommes pas là devant une peine à vie.

**Marina Coppieters**: C'est mon opinion personnelle. Les psychiatres n'ont peut-être pas la même opinion. J'ai 43 ans de carrière, voire un peu plus puisque je suis maintenant à la commission de probation. J'ai donc une carrière de quasiment 50 ans. La récidive n'arrive pas tout de suite car, dans un premier temps, ils sont suivis. À partir du moment où ils ne le sont plus, le danger revient. Ce sont, selon moi, des personnalités très fragiles. Il faut bien entendu nuancer. Il y a les exhibitionnistes, les voyeurs, les violeurs, ceux qui consultent les sites pédopornographiques, etc. Il faut dès lors un peu nuancer et être prudent.

Je suis effectivement pour un suivi thérapeutique de longue durée, en tout cas, et une surveillance électronique. Tout cela doit évidemment être examiné dans un contexte, notamment dans le respect de la vie privée. C'est une idée que je lance. Je pense d'ailleurs qu'il y a eu un projet de loi à cet égard. Mais c'est évidemment à nuancer! Il faut rester prudent. Selon moi, la délinquance sexuelle est certainement la plus grave de toutes au vu de ses conséquences pour les victimes.

**Daphné Dumery (N-VA)**: Mevrouw Coppieters, ik dank u voor uw uiteenzetting.

Wij hebben hier al wat verhalen gehoord over daders die er bewust voor kiezen om hun straf tot

het einde uit te zitten, zodat zij aan de opvolging achteraf en de voorwaarden ontsnappen. Hebt u daarmee ervaring?

Kunt u mij bevestigen dat het om bepaalde daders gaat die van zichzelf heel goed weten welk type dader zij zijn en die erg goede inzichten ter zake hebben? Hebt u dezelfde ervaring of is er een bepaalde typologie van dader die ervoor kiest zijn straf tot het einde uit te zitten?

**Marina Coppieters**: Non, là, je suis incapable de vous le dire. Je préside la commission de probation. Ceux qui vont à fond de peine, il n'y a pas grand monde qui les voit. C'est pourquoi je préconise pour ceux qui vont à fond de peine, et d'ailleurs pour les autres, un suivi thérapeutique en prison. Il faut que le suivi thérapeutique puisse commencer dès le moment où ils sont condamnés. Il y aurait au moins une base. Ce système est pratiqué en France, mais pas chez nous. Je pense que c'est essentiel.

Par exemple, une personne est condamnée à une peine de prison de cinq ans. Il est évident que, même s'il y avait un suivi thérapeutique après, ce serait très bien. Mais c'est trop tard pour commencer le suivi thérapeutique. Il faut le commencer tout de suite pour que ce soit efficace.

**Carina Van Cauter (Open Vld)**: Mevrouw Coppieters, u hebt in uw uiteenzetting al min of meer een toelichting gegeven bij de opvolging en de controle van voorwaarden die worden opgelegd. Het gaat zowel om de voorwaarden die door de justitieassistenten worden gecontroleerd of opgevolgd als om de politieel controleerbare voorwaarden en de informatiedoorstroming naar het parket.

Ervaart u dat als pertinent of ervaart u af en toe moeilijkheden inzake informatiedoorstroming, in die zin dat de informatie niet snel genoeg verloopt of dat niet alle informatie wordt doorgegeven. Of vindt u, integendeel, dat het systeem zoals dat vandaag is uitgewerkt, pertinent is en werkt op het terrein?

**Marina Coppieters**: Je ne peux vous parler que dans le contexte de la commission de probation. En ce qui concerne les condamnations avec un sursis probatoire, dès qu'il y a un problème, nous sommes informés immédiatement par l'assistant de justice, que ce soit parce que le suivi thérapeutique par le Centre d'Appui bruxellois n'est plus efficace ou parce que le justiciable dit à son assistant de justice qu'il a de nouveau des pulsions et qu'il est tenté. L'assistant de justice

nous le communique immédiatement dans un rapport. Ce rapport est exposé à la commission de probation devant le procureur du Roi. Le procureur du Roi est immédiatement informé, et c'est évidemment à lui de prendre des mesures.

À la commission de probation, on n'a pas véritablement de secret professionnel: tout sort.

**La présidente:** Je ne sais pas si on tient des statistiques au niveau des commissions de probation. J'aimerais savoir s'il y a eu beaucoup de révocations de mesures de probation en matière de délinquants sexuels.

**Marina Coppieters:** Je suis incapable de répondre à votre question et je vais vous dire pourquoi. Les choses ont changé depuis un mois. De manière générale, quand la commission de probation demandait la révocation de la mesure probatoire, que ce soit un suivi thérapeutique, une recherche d'emploi ou autre chose, il y avait une période d'au moins neuf mois entre le moment où la commission de probation introduisait la demande et celui où l'affaire passait devant le tribunal. C'est évidemment beaucoup trop long, c'est aberrant! Nous avons pu obtenir qu'à partir du moment où la commission de probation demandait la révocation de la mesure probatoire, l'affaire passe devant le tribunal dans le mois suivant. C'est très récent.

Les demandes de révocation du mois de janvier sont passées vendredi dernier. Les demandes passent le dernier vendredi de chaque mois. Il y avait quatre demandes de révocation, trois demandes ont été révoquées par le président du tribunal et la quatrième affaire n'a pas pu être prise étant donné qu'il s'agissait d'un arrêt de la cour d'appel et que le dossier n'avait pas été transmis au tribunal, étant donné que plusieurs personnes étaient impliquées dans la même affaire dont certaines avaient fait appel de la décision.

Pour les trois dossiers examinés, ce fut la révocation. Le président a une politique très ferme: pas de remise. Il estime qu'on ne doit plus se prononcer sauf pour les suspensions probatoires mais pas sur la peine, uniquement sur la révocation.

Donc, l'affaire est assez simple: le président n'accorde pas de remise et prononce son jugement le jour même. Je vous dis: c'est tout neuf. On expérimente ça depuis un mois. J'estime que c'est un énorme progrès.

Mais les lenteurs de la justice ne sont pas toujours dues aux magistrats.

**La présidente:** Vous nous expliquiez que, s'il y avait un assistant de justice qui venait devant vous avec un procureur exposé ayant un souci avec le suivi thérapeutique et un danger imminent, il passerait neuf mois après devant le tribunal?

**Marina Coppieters:** Non, pas du tout: c'est un peu plus nuancé que ça. À partir du moment où la commission de probation demande la révocation de la mesure probatoire, le dossier est renvoyé au procureur du Roi qui fixe l'affaire et qui demande au tribunal de révoquer la mesure. Mais il est vrai qu'anciennement, il y avait entre six mois et un an de décalage.

**La présidente:** Mais, donc, pendant un an, la personne...

**Marina Coppieters:** ... n'a plus du tout de suivi. Mais, en matière de délinquance sexuelle, je précise que cela va plus vite. Enfin, maintenant, tout cela est réglé. Si on arrive à maintenir ce rythme, c'est excellent. Mais, en matière de délinquance sexuelle, non.

**La présidente:** Y a-t-il encore des questions au sujet de la probation?

Pensez-vous, madame la présidente, que toutes les compétences devraient être transférées au tribunal d'application des peines?

**Marina Coppieters:** Je pense que c'est un projet. Pourquoi pas?

Les compétences sont différentes. Nous nous occupons uniquement de gens qui sont condamnés avec un sursis probatoire. Le tribunal d'application des peines s'occupe de gens qui sont condamnés à des peines fermes et qui, au cours de leurs peines fermes, demandent une libération conditionnelle. Je précise que dans le cas des délinquants sexuels, il est assez rare qu'ils demandent une libération conditionnelle. Ils vont à fond de peine parce qu'après cela, ils ne sont plus suivis. C'est cela le drame. C'est cela qu'il faut corriger et rectifier. Il faut un suivi après la peine d'emprisonnement ferme. Je suis catégorique sur ce point!

**La présidente:** Madame Coppieters, je vous remercie de nous avoir transmis votre expérience. Si j'ai bien compris, l'information suit son cours en ce qui concerne l'arrondissement de Bruxelles.

*La réunion publique de commission est levée à  
19.33 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt  
gesloten om 19.33 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 2 MARS 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 2 MAART 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14.30 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 14.30 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de**

- **M. Johan Put, professeur à l'Institut pour le Droit social de la KULeuven**

- **M. Damien Vandermeersch, professeur de droit pénal à l'UCL**

**Hoorzitting met**

- **de heer Johan Put, professor bij het Instituut voor Social Recht van de KULeuven**

- **de heer Damien Vandermeersch, professor strafrecht aan de UCL**

La **présidente**: Nous allons commencer nos travaux par l'audition de M. Damien Vandermeersch.

**Damien Vandermeersch**: Madame la présidente, je précise que je vais m'exprimer en qualité de professeur et pas en qualité de magistrat: je dois prendre les précautions d'usage.

On s'est mis d'accord pour que je fasse un exposé sur les principes et les exceptions en matière de secret professionnel avant de répondre aux questions plus précises qui nous avaient été posées. Mon collègue Johan Put va notamment reprendre et compléter mon exposé et aussi approfondir les situations néerlandaise et française comme cela avait été demandé.

Pour ce qui est du principe du secret professionnel, on sait que ce n'est pas uniquement pour protéger certaines personnes. D'abord, le secret professionnel n'a pas été

institué pour protéger ceux qui en sont dépositaires, notamment dans les professions les plus couramment citées à cet égard: avocat, médecin, prêtre, ministre du culte. On songe d'abord et avant tout à la protection de la personne qui se confie à ces différentes catégories de personnes mais plus largement, on protège l'intérêt général.

En d'autres termes, les intérêts particuliers ne sont pas les seuls en jeu; il y a également ce que l'on considère comme une valeur sociale éminente. C'est la nécessaire discrétion qui doit entourer l'exercice de certaines professions ou de certaines activités.

Il faut identifier les trois éléments qui cadrent, balisent le secret professionnel. Pour tomber sous la "protection" ou la "couverture" du secret professionnel, trois éléments sont déterminants et définissent le champ d'application.

Il s'agit, premièrement, comme l'article 458 l'évoque, de la profession ou de l'état auquel la protection d'un secret professionnel est attachée. L'article 458 indique certaines professions qui doivent être considérées à titre tout à fait exemplatif. On sait que toute une série de catégories de personnes sont tenues au secret professionnel. On pense évidemment au personnel médical, aux auxiliaires médicaux, aux ministres du culte, aux avocats mais également aux notaires, aux membres de professions judiciaires. Les magistrats sont tenus au secret professionnel de même que les agents d'administration publique, les travailleurs sociaux qui constituent une catégorie importante, les experts comptables, les réviseurs d'entreprise etc. Soit la loi, soit la jurisprudence a reconnu pour de

nombreuses catégories que la protection du secret professionnel y est attachée.

Il faut signaler que la protection ou la couverture du secret professionnel s'applique également à tous les collaborateurs, stagiaires ou secrétaires des personnes soumises au secret professionnel. Il est évident que la secrétaire qui dactylographie une lettre d'avocat est tenue, comme l'avocat, au secret professionnel. Sinon, cela n'aurait bien entendu pas beaucoup de sens. La première exigence est donc une profession ou un état auquel la protection du secret professionnel est attachée.

La deuxième condition, c'est le caractère confidentiel de l'information. On parle de secrets que l'on confie. Par conséquent, la dimension de confidentialité est évidemment un élément important. Si certaines informations peuvent être communiquées, elles ne sont pas du tout couvertes par la confidentialité. Je prendrai l'exemple des médecins experts judiciaires. Le médecin expert judiciaire a un mandat de la justice. Sa mission est de rapporter tout ce qu'il va apprendre dans le cadre de sa mission à la justice. Bien entendu, par définition – et la déontologie lui impose d'avertir la personne intéressée – sa mission n'est pas couverte du sceau de la confidentialité. En effet, sa mission est de faire rapport de ses constatations à l'autorité judiciaire.

En troisième lieu, la confiance doit être faite *qualitate qua*. Ainsi, la personne qui confie le secret, le fait expressément parce que la personne qui l'écoute exerce cette profession *qualitate qua*. Cet élément revêt également son importance, car des secrets peuvent être confiés à un médecin, alors qu'ils n'ont rien à voir avec sa profession. Si l'on estime que c'est étranger à l'exercice de la profession, à ce moment, l'on peut considérer que la matière est dénuée du caractère secret et qu'elle ne tombe pas directement sous le secret professionnel.

On estime également à cet égard que, lorsque l'objet de la confiance est la commission d'une infraction, principalement lorsque le dépositaire serait complice ou co-auteur de l'infraction, cela ne rentre, bien entendu, pas dans le cadre de la profession. L'exercice de cette dernière n'est pas de commettre ou de favoriser la commission d'infractions, mais bien d'exercer celle de médecin, d'avocat.

J'en viens aux exceptions. Le secret professionnel n'est pas absolu. La loi elle-même a prévu des

exceptions. La jurisprudence prévoit des exceptions que je vais rapidement parcourir en m'attardant un peu plus à celles qui peuvent être plus pertinentes par rapport au sujet qui nous retient aujourd'hui.

Première exception prévue par l'article 458: le témoignage en justice.

Il faut être très clair: c'est une interprétation stricte. C'est le témoignage sous serment devant un juge. Ce n'est pas le témoignage au sens large devant la police ou le procureur. C'est uniquement le témoignage sous serment devant un juge. Évidemment, on pense principalement au juge d'instruction et à la juridiction de jugement; si l'on s'en tient à la matière pénale, il peut y avoir le témoignage également devant le juge civil.

Dans ce cadre, on admet que c'est une exception au secret professionnel, mais le dépositaire du secret, s'il a la faculté de révéler les secrets sans s'exposer à des poursuites pénales, il n'en a pas l'obligation. On considère donc qu'il juge encore en âme et conscience de répondre ou de ne pas répondre aux questions.

Bien entendu, le juge va quand même exercer un contrôle pour savoir si l'information demandée par la question posée est couverte ou non par le secret professionnel. Si elle tombe sous le secret professionnel, c'est alors au dépositaire à choisir soit de répondre aux questions, puisqu'il est dans le cadre d'un témoignage, soit, s'il estime qu'il croit devoir garder le secret selon le choix de la décision dictée par sa conscience, il peut alors choisir de se taire, sans être exposé à des poursuites du chef de refus de témoigner. Là, il existe une autre obligation: l'obligation de témoigner.

Deuxième exception: l'ordre ou l'autorisation de la loi.

Il y a certaines dispositions légales où la loi prévoit, oblige même à révéler des éléments qui, sans cette disposition légale, seraient considérés comme tombant sous le secret professionnel. En d'autres termes, ce sont des éléments couverts par le secret professionnel qui peuvent ou doivent être révélés.

Nous avons l'exemple le plus pertinent pour ce qui nous préoccupe: c'est l'article 458bis du Code pénal. Il autorise "toute personne dépositaire du secret professionnel à informer le procureur du Roi (donc l'autorité judiciaire), de l'existence d'abus sexuels ou de sévices commis sur un mineur d'âge, à condition qu'elle ait examiné la

personne ou recueilli les confidences de celle-ci, qu'il existe un danger grave et imminent pour l'intégrité mentale ou physique de l'intéressé et qu'elle ne soit pas en mesure elle-même ou avec l'aide de tiers de protéger cette intégrité."

C'est vraiment un exemple d'autorisation de la loi où il y a des informations confidentielles, couvertes par le secret professionnel, mais où le dépositaire peut les révéler au procureur du Roi, dans les conditions assez strictes – faut-il le souligner – prévues par le Code pénal.

Une autre disposition qui, à mon avis, est également une obligation, qui va même peut-être un peu plus loin en termes de faculté, d'obligation ou d'autorisation de la loi, c'est l'article 422bis du Code pénal relatif à la non-assistance à personne en danger. La non-assistance à personne en danger, c'est de révéler des faits couverts par le secret professionnel pour mettre fin à une situation qui met en danger une personne. Sous la seule réserve que, et ce sera la même situation que pour l'état de nécessité que nous examinerons plus loin, la seule solution envisageable serait de révéler les secrets à l'autorité judiciaire. Il pourrait y avoir d'autres moyens pour mettre fin à la situation de danger. Ici, l'obligation ne porte pas sur "révéler les secrets", elle porte sur "mettre fin à la situation de danger". Donc, la personne qui trouverait éventuellement une alternative pour mettre fin à cette situation de danger, sans violer le secret professionnel, pourrait privilégier cette solution.

En revanche, on a toujours considéré que les articles 29 et 30 du Code d'instruction criminelle, qui impose l'obligation - non sanctionnée - de dénoncer toute infraction à l'autorité, ne libèrent pas le dépositaire de son obligation de conserver le secret professionnel. L'article 29 c'est l'obligation de dénoncer les infractions pour tout fonctionnaire public. D'autre part, l'article 30, c'est la même obligation pour tout citoyen. On a donc toujours considéré que ces obligations ne libèrent pas le dépositaire de son obligation de conserver le secret professionnel, parce que sinon cela viderait celui-ci de sa raison d'être, vraisemblablement et en tout cas pour le secret professionnel de tous ceux qui ont la qualité de fonctionnaire et même, si l'on devait être logique, pour tout citoyen.

Un point qui est moins clair, au point de vue de l'exception, c'est la question de l'incidence du consentement de la victime. C'est un point sur lequel je reviendrai par rapport à la levée du secret professionnel. En d'autres termes, le fait que la victime donne son consentement pour que

l'information soit révélée suffit-il pour que le dépositaire révèle les informations qu'il a recueillies sous la confiance ?

Je pense que tout sera souvent cas d'espèce. Il est évident que le consentement de la victime a parfois pour effet que l'information n'est plus confidentielle. Je prends l'exemple de l'avocat: quand un avocat a une discussion avec son client et prépare une affaire, ils s'échangent toutes sortes d'informations qui sont couvertes par le secret professionnel. Ceci étant dit, le but est de plaider après et de pouvoir, par la suite, faire état de certaines informations, mais dans une finalité bien déterminée. C'est la défense de la personne.

Il est donc évident qu'il y a là un consentement ou un mandat – explicite ou implicite – de révéler ces informations. Il y aura peut-être, du reste, un tri qui sera fait entre les informations qui resteront confidentielles et celles qui pourront être révélées à l'audience. On considère donc que le fait que la personne donne son consentement – le secret professionnel étant d'ordre public – ne dispense pas le dépositaire du secret professionnel d'avoir encore son propre jugement et sa propre appréciation.

En d'autres termes, je pense que le consentement de la victime pourrait justifier la révélation de certains éléments que la victime ne considérerait plus alors comme confidentiels, mais n'obligerait jamais le dépositaire à révéler le secret. De nouveau, il devrait trancher en conscience s'il parle ou s'il ne parle pas.

Je passerai très rapidement sur l'exception liée aux droits de la défense. C'est quand le dépositaire du secret professionnel est lui-même accusé. On considère qu'à ce moment-là, les droits de la défense priment sur la protection du secret professionnel, mais la jurisprudence ajoute "dans la stricte nécessité de l'exercice de ses droits à la défense". En d'autres termes, il ne s'agit pas de commencer à raconter tout, mais si un élément apparaît essentiel à la défense, alors qu'il est couvert par le secret professionnel, il pourra être utilisé.

Par exemple, un médecin qui doit se défendre contre une accusation de faute médicale, dans le cadre d'un procès dirigé contre lui, pourra, bien entendu, faire état des actes médicaux qu'il a accomplis, mais qui sont effectivement des éléments, des informations, couverts par le secret professionnel. Dans ce cas-là, on estime que les droits de la défense priment.

Enfin – et c'est la dernière exception – il y a l'état de nécessité ou la contrainte morale. Ce sont des situations assez extrêmes où l'on rencontre – et c'est la théorie développée par Pierre Lambert qui est un spécialiste du secret professionnel – ce que l'on appelle le conflit de valeur, où, pour sauvegarder une valeur supérieure, on va admettre de sacrifier la valeur que constitue la protection du secret professionnel.

En fait, on n'est pas tellement loin de la non-assistance à personne en danger. Des deux valeurs qui sont en jeu, pour sauver une valeur supérieure, on admet qu'on a pu sacrifier le secret professionnel.

On a eu une situation, qui est souvent citée d'ailleurs à titre d'exemple aux étudiants, précisément en matière d'abus sexuel. Des médecins qui avaient en traitement un abuseur qui reconnaissait qu'il abusait toujours – pour moi, ce n'était même pas un état de nécessité, c'était de la non-assistance à personne en danger – ont révélé ces faits à la justice. On a retenu l'état de nécessité estimant que la sauvegarde de l'intégrité des enfants devait primer sur la valeur liée à la protection du secret professionnel.

J'en viens rapidement aux différentes professions sur lesquelles vous nous avez invités à émettre davantage de réflexions.

D'abord les professions médicales. Cela me semble vraiment le cas classique de la protection du secret professionnel. Il y a secret professionnel mais les exceptions que je viens de citer peuvent trouver à s'appliquer: le témoignage en justice, la non-assistance à personne en danger ainsi que l'article 458bis. Je me permets de souligner ici une distinction que fait l'article 458bis – mais que nous devons peut-être faire par la suite – suivant que le dépositaire recueille les confidences de la part de la victime ou de la part de l'auteur. Cela se pose dans des termes – il faut le reconnaître – différents. Dans le cas de la victime, l'article 458bis autorise une certaine communication, dans les conditions strictes prévues par la loi. Ce que j'ai évoqué (l'état de nécessité, la contrainte morale ou la non-assistance à personne en danger) s'applique dans les deux cas de figure mais, à nouveau, dans ce cadre strict de nécessité actuelle de sauvegarder un intérêt supérieur avec aussi – et je sais que l'Ordre des médecins est assez soucieux de ce principe – le principe que, par exemple dans la problématique des abus sexuels, le médecin pourrait très bien rechercher une alternative de traitement mais celle-ci devrait présenter, à mon

sens, les garanties pas à 50 % ni à 80 % mais qui devrait mettre hors de danger les personnes. Il pourrait choisir cette alternative en ne violant pas le secret professionnel puisqu'il adresserait l'intéressé à des confrères qui seraient également tenus au secret professionnel.

Le médecin pourrait privilégier cette voie-là plutôt que de s'adresser aux autorités judiciaires. Là encore, il faudra apprécier. Quand c'est de l'ordre de la non-assistance à personne en danger, j'ai envie de dire qu'on est presque face à une obligation de résultat: il s'agit de pouvoir écarter définitivement le danger. Il ne suffit pas de renvoyer la patate chaude à quelqu'un d'autre et puis de s'en laver les mains. Il y a là un minimum de garanties à se donner pour que le danger soit écarté. L'état de nécessité, c'est la même logique: il y a une valeur supérieure à sauvegarder. Il faut être sûr et se donner les garanties qu'on sauvegarde bien cette valeur.

Le service d'accueil aux victimes a été développé notamment suite à la commission d'enquête parlementaire et à l'affaire Dutroux. Dans ce contexte d'attention particulière, on s'est rendu compte que les victimes étaient parfois mal traitées mais aussi maltraitées par le système judiciaire. On a donc mis sur pied le service d'accueil aux victimes, avec comme missions l'accueil, l'information et l'assistance aux victimes. Dans ce cadre-là, on peut imaginer qu'il peut arriver que certaines victimes se confient, qu'elles se confient au-delà de ce qui est la stricte mission d'aide et de soutien.

Le service d'accueil aux victimes a un secret professionnel vis-à-vis des tiers. Cela résulte d'ailleurs du secret de l'instruction et du secret de l'information: ce sont des collaborateurs de justice; ils sont donc bien entendu tenus au secret professionnel par rapport aux tiers.

Une autre question est de savoir s'ils sont tenus au secret professionnel par rapport aux parquets auxquels ils sont rattachés - les maisons de justice sont en lien direct avec les parquets – avec cette nuance qu'ils ne sont pas tout à fait dans le cadre d'un mandat. Ou plutôt, ils ne sont pas dans le cadre d'un mandat au sens où ils devraient faire un rapport de contenu à l'autorité judiciaire – on verra que pour les obligations thérapeutiques, c'est différent.

Mais dans ce cadre-ci, il s'agit bien d'un service d'accueil aux victimes qui se traduit par de l'écoute, du soutien et de l'information. Dès lors, on peut imaginer qu'il y ait une certaine

confidentialité. Nous pouvons avoir différents cas de figure. Imaginons une victime qui fasse état du fait que, non seulement elle a été abusée, mais peut-être qu'elle-même a eu une autre agression, dans d'autres temps, dans d'autres situations.

Il est évident que ça peut relever de la confiance, évidemment, que cette victime fasse état d'autre chose. Imaginons encore, par exemple, que sa mère lui a confié qu'elle-même avait été abusée. Ce sont des éléments, me semble-t-il, qui sont confiés dans le cadre de la confiance. Ils ne sont pas nécessairement pertinents par rapport à l'affaire et peuvent tomber sous le secret professionnel.

Autre chose serait la victime, par exemple d'un viol, qui dirait à son assistant de justice, d'accueil aux victimes: "en fait j'ai menti". Là il faut quand même le savoir, de nouveau, dans le conflit de valeurs, le secret professionnel n'est évidemment pas destiné à couvrir des situations pareilles. Je crois que là, le principe de loyauté impliquerait – mais on est dans le conflit de valeurs, on est dans l'état de nécessité – de révéler que la dénonciation ou plutôt l'accusation faite de viol n'est pas conforme à la vérité.

Troisième point: le service d'accompagnement et de thérapie des auteurs. Ici ce qu'on vise, évidemment, ce n'est pas la thérapie volontaire – on serait alors dans le cadre des professions, dans le cadre de la première situation que j'avais évoquée, c'est-à-dire les professions médicales, dans le cadre d'un traitement – mais ici, on est dans le cadre de l'injonction thérapeutique. L'obligation thérapeutique, on sait qu'elle peut être ordonnée notamment dans les mesures alternatives à la détention préventive – les mesures de probation, les mesures de libération conditionnelle.

Et là c'est intéressant de voir que le législateur lui-même a été obligé de rencontrer le problème du secret professionnel. Il y a évidemment tout un aspect de mesure contraignante, dont il faut pouvoir vérifier l'effectivité – puisque quand même, c'est une des conditions ou un des éléments essentiels de la mesure qui a été ordonnée. Mais d'autre part, il y a une dimension de thérapie, et donc une dimension indubitable de secret professionnel.

On retrouve cela à l'article 62, § 4, de la loi du 17 mai 2006 concernant la libération conditionnelle et dans différentes dispositions propres à chacune des autres mesures. Cette disposition prévoit que la personne ou le service chargé de la guidance

ou du traitement – sous probation, libéré sous condition ou libéré à l'essai – doit informer l'autorité compétente, c'est à dire l'autorité mandante, de l'interruption de la guidance ou du traitement et des difficultés survenues dans son exécution.

On a toujours considéré que cette communication était limitée : est-ce que la personne se rend à la thérapie ? Est-ce que le traitement est effectivement suivi ? Mais elle ne va pas au-delà d'un rapport concernant simplement les conditions d'exécution de la mesure par rapport à l'obligation qui est imposée.

Pour ce qui est de l'ordre de la confiance dans le cadre du traitement: imaginons qu'on a une psychanalyse, il n'est pas question que le psychanalyste commence à mettre dans ses rapports l'ensemble des éléments qu'il aurait recueillis dans le cadre de la confiance.

Par contre, si la personne ne vient pas ou si la personne fait un pseudo-traitement mais n'adhère nullement au traitement, là il peut faire état de difficultés survenues dans l'exécution.

En ce qui concerne les ministres du culte, nous ne sommes pas des spécialistes en la matière. Tout d'abord, parce que la question, jusqu'à présent, ne s'est jamais tellement posée, sauf – je ne prendrai pas ma casquette de magistrat, mais j'ai quelques souvenirs d'affaires – pour des aumôniers de prisons.

Il fut un temps, on a considéré que pour les ministres du culte, la confidentialité était liée à l'acte de confession. Cela me semble incontournable, d'ailleurs par rapport au droit au silence. En l'absence de cette protection-là, il y aurait vraiment un problème du droit au silence, qui je le rappelle est un droit de ne pas s'auto-incriminer. Alors que vous avez un devoir de sincérité, me semble-t-il, dans le cadre de la confession si, par après, tout est révélé à la justice, il y aurait non seulement une violation du secret professionnel mais également du droit au silence.

Les ministres du culte au sens large, car ce concept ne touche pas que les prêtres catholiques, mais les autres cultes aussi, - il n'y a pas de raison *a priori* de faire de différence - exercent à certains moments des missions comparables à des travailleurs sociaux, à des médecins, à des thérapeutes ou à des accompagnateurs. Je pense que l'exemple de l'aumônier de prison est un bel exemple. S'était

posée la question de perquisition chez un aumônier de prison, afin de savoir s'il détenait un secret professionnel. On est bien d'accord que la question dans l'affaire évoquée dans ce cadre-là, n'était pas la confession. C'était un aumônier qui venait visiter des détenus et des détenus qui se confiaient à lui et de savoir s'il y avait une dimension de secret professionnel.

Il me semble que, dans cet accompagnement de soutien, il faut considérer que les détenus sont déjà dans une situation très vulnérable. S'ils font appel à un professionnel - il en est un par état - ils font donc appel à cette personne *qualitate qua*. Il me semble qu'elle doit pouvoir bénéficier d'une protection liée au secret professionnel si, de nouveau, c'est bien *qualitate qua* que les confidences sont faites, c'est-à-dire dans l'exercice de cette profession d'aumônier de prison.

Mais, de nouveau, les exceptions sont applicables. L'article 458bis, qui parle de confidences de victimes, est applicable. On ne fait pas de distinction. On ne parle pas que de médecin. Il y est stipulé "toute personne", "toute profession". Cela s'applique bien entendu aux ministres du culte également. La règle de "non-assistance à personne en danger", "l'état de nécessité" s'appliquent également aux ministres du culte.

Pour ne pas accaparer tout votre temps et laisser à mon collègue l'occasion de développer certains points, j'en viens à l'obligation de dénoncer. Je vais en rester à une réflexion sur l'approche qu'on peut avoir de cette question. D'abord, il faut être clair sur le plan légal: l'obligation ou l'autorisation de la loi, c'est l'une des exceptions sur le secret professionnel. S'il faut prévoir des exceptions, il faut une loi. Cela ne peut se faire que par une disposition légale; de ce point de vue, ce serait l'obligation ou l'autorisation de la loi.

Il existe déjà des dispositions: l'article 458bis est une faculté, une autorisation de la loi de dénoncer à l'autorité judiciaire. La faculté a été instaurée par l'article 458bis à certaines conditions voulues et définies par le législateur. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la notion de non-assistance à personne en danger implique une obligation, si nécessaire, de révéler des secrets pour écarter le danger. C'est une obligation légale. La question qui reste est celle de la voie: la dénonciation à l'autorité judiciaire n'est pas la seule. On a également l'état de nécessité, qui peut inclure une autorisation jurisprudentielle mais justifiée par un principe général de l'état de nécessité ou de la force

majeure qui pourrait justifier la violation du secret professionnel.

Mais s'agissant de l'autorisation ou de l'obligation de dénoncer, il faut établir ici une distinction très nette entre celui qui recueille les confidences des victimes et celui qui recueille les confidences des auteurs. Pour la victime, il me semble que permettre au dépositaire du secret professionnel de dénoncer avec son consentement pourrait être positif - c'est pour cela que j'avais visé le consentement comme une des exceptions à condition que ce soit mis explicitement dans la loi. Je m'explique: la victime qui estime, de commun accord avec le dépositaire du secret professionnel ou pas, qu'il faut avoir recours à l'autorité judiciaire et donc à la voie pénale, doit pouvoir compter sur la personne à qui elle s'est confiée pour la soutenir dans cette démarche.

Je ne vous cache pas qu'à un moment donné, les Équipes SOS Enfants, lorsqu'il y avait un échec dans la prise en charge, suggéraient aux victimes, les poussaient à dénoncer mais ne le faisaient pas elles-mêmes. J'ai rencontré plusieurs victimes qui m'ont dit qu'au moment où elles avaient le plus besoin de soutien, quand elles s'adressent à l'autorité judiciaire et qu'elles portent plainte, elles se retrouvaient toutes seules parce que les personnes qui avaient recueilli leurs confidences se retranchaient derrière le secret professionnel.

C'est quelque chose dont on a discuté, à l'époque, avec les médecins qui travaillent dans des Équipes SOS Enfants, pour permettre d'avoir ce soutien dans cette étape importante, lorsque la victime demande ou souhaite qu'on s'adresse à l'autorité judiciaire. Je pense qu'il est important que celui qui a recueilli les confidences des victimes puisse accompagner et ne se draper pas derrière le secret professionnel. Cela se retournerait contre la victime qui, peut-être pendant plusieurs semaines, a attendu en se confiant à cette personne.

Donc, une autorisation de la loi pour révéler, avec le consentement de la victime, l'abus sexuel, me semble quelque chose qui pourrait être constaté, mais même coulé dans un texte pour que les choses soient claires de ce point de vue-là. Rien ne s'y oppose, d'ailleurs, à l'heure actuelle. Je le reconnais, on n'a pas besoin nécessairement d'un nouveau texte à cet égard-là.

Une autre question, me semble-t-il, est la révélation, l'autorisation ou l'obligation contre la volonté de la victime. Là, je pense qu'il faut être prudent. Attention: la révélation du secret des

confidences contre la volonté de la victime est déjà possible, à l'heure actuelle, en cas de non-assistance à personne en danger, dans l'hypothèse du 458bis et dans l'hypothèse de l'état de nécessité. Dans des cas extrêmes, c'est déjà possible. La question est de savoir dans les cas non extrêmes. Dans les cas où il n'y a pas de danger, en tout cas actuel, est-ce qu'il faudrait prévoir une obligation de révéler les secrets – je parle bien: contre le consentement de la victime? Je ne vous cache pas qu'il faut peut-être relire les travaux de la commission parlementaire Dutroux à cet égard. Cela avait été inscrit dans les travaux de la commission parlementaire: c'était le sentiment que les victimes avaient eu, face aux autorités judiciaires, d'être déresponsabilisées, infantilisées, dépossédées de leur propre cause.

Ici, cela veut dire que, contre l'avis des victimes, on les dépossède des confidences qu'elles ont déposées en leur disant: "Elles ne vous appartiennent plus, et nous, nous allons nous charger de les communiquer à l'autorité judiciaire." Cela pose quand même un problème en termes de respect des victimes.

Deuxième point: ça part du postulat, surtout si l'on impose une obligation de dénoncer, que la voie judiciaire est la seule voie ou serait la voie idéale. En d'autres termes, la solution serait la justice – et la justice pénale. Je vais prendre ma casquette de professeur – et je vais aussi faire preuve d'autocritique, par ailleurs. La justice doit rester modeste. De toute façon, on l'invite à rester modeste! La justice a été drôlement critiquée. Des fois, à bon droit. Il serait quand même paradoxal de dire aujourd'hui: "Mais, au fond, la justice est formidable! Elle répond de façon extraordinaire à toutes les demandes des victimes en la matière. Elle fait des enquêtes impeccables; elle fait preuve de psychologie; elle trouve toujours la réponse juste et adéquate."

Non, je crois que la justice fait ce qu'elle peut. Elle n'est pas toujours extraordinaire. Vous avez des magistrats ou des policiers qui sont plus psychologues, d'autres moins; certains sont plus motivés, d'autres moins motivés. C'est un peu à l'image de ce qu'on peut retrouver par ailleurs.

Je pense que l'obligation de dénoncer implique de dire: la voie de la justice pénale est la bonne voie, est la voie exclusive qu'il faut se réserver. C'est évidemment un choix.

La justice pénale pourrait se sentir très flattée. Mais elle pourrait également se sentir chargée d'un fardeau où elle risque de s'exposer aussi à

des critiques ultérieures parce qu'elle ne répondrait pas aux attentes extrêmement importantes qui seraient mises en elle. C'est le nœud de la question si l'on parle toujours du point de vue de la victime.

Personnellement, je pense que la justice est des fois nécessaire, que la justice a sa raison d'être et qu'on demande légitimement que justice soit rendue. Et que là, la justice doit faire l'investissement nécessaire, doit avoir la rigueur de travail pour aboutir. C'est une exigence qu'on peut avoir. Mais faut-il pour autant considérer que, dans toutes les hypothèses, il n'y a que cette voie-là et que c'est la meilleure voie, à l'exclusion de tout autre; c'est un pas que, personnellement, je ne ferai pas.

Sachons aussi que, dans la justice pénale, il n'y a pas uniquement la question de l'action de la justice dans le sens de la volonté, de la motivation et de la compétence de ses acteurs, mais il y a également le processus judiciaire lui-même et ses règles propres.

N'oublions pas que le doute profite à l'accusé. La victime et l'accusé ne sont pas sur un pied d'égalité lors du jugement final. Le doute va profiter à l'accusé, ne va pas profiter à la victime. La procédure est une nouvelle épreuve pour la victime, une sorte de confrontation. La justice prend le temps de la réflexion, parfois plus que le temps de la réflexion. Les procédures peuvent être longues; on sait que cela pèse sur les victimes.

Et puis, il y a tout ce processus judiciaire. On sait que, pour les victimes, cela peut être très lourd. D'ailleurs, d'aucuns disent qu'il y a peut-être aussi, si la victime le souhaite, à prévoir des prises en charge d'un autre type. Je pense que la Belgique a une expérience assez originale, avec les Équipes SOS Enfants qui – j'en ai été témoin – font du travail excellent. Faut-il donc nier tout ce travail accompli depuis plus de 20 ou 25 ans par ces équipes? Mais je crois qu'il serait intéressant de faire l'évaluation d'autres actions ou d'autres alternatives.

À nouveau, je ne dis pas que la justice ne doit pas intervenir, mais doit-elle être la seule à intervenir, à l'exclusion de tout autre? C'est ce qu'impliquerait l'obligation de dénonciation. Et sachant que quand la justice arrive, elle arrive avec ses gros sabots. Il faut être clair: la justice pénale ne fait pas dans la dentelle; c'est une justice qui suit des règles strictes et où l'intérêt premier est la recherche de la vérité.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas rechercher le bien-être des victimes à travers cela, mais ce n'est pas l'objectif premier. Tandis qu'une optique de prise en charge du type des Équipes SOS Enfants peut avoir davantage, comme premier but, le bien-être des victimes.

Enfin, en ce qui concerne les révélations ou les confidences faites par les auteurs, je pense que là, on touche à l'essence même du secret professionnel. Alors, si en la matière, on doit considérer qu'il y a une obligation de dénoncer, je dirais que quelque part, il n'y a plus de secret professionnel. Là, il faudrait pouvoir dire haut et clair que par rapport au monde médical, par rapport à l'ensemble du champ social, du champ médical – et il y a d'autres professions où il y a une couverture par le secret professionnel –, qu'il n'y a plus de secret professionnel dans cette matière-là. Or, le secret professionnel est quand même considéré comme une valeur sociale. Pourquoi? Parce qu'on se dit qu'il vaut mieux, parfois, que les gens fassent une démarche dans le secret plutôt que de ne pas faire de démarche du tout. De nouveau, il y a un choix fondamental à faire, mais si l'on estime qu'il y a obligation de révéler les confidences faites par les auteurs, je pense que cela remet effectivement en cause le secret professionnel lui-même avec - ne l'oublions pas - en toile de fond, un risque de censure par la Cour européenne des droits de l'homme.

Avec l'article 8 de la Convention européenne qui concerne la protection de la vie privée et du secret professionnel, la Cour européenne s'est toujours montrée très sensible sur cette question du secret professionnel. Je ne suis pas sûr qu'une telle modification et une pratique où il n'y aurait plus de secret professionnel pour les confidences confiées par un auteur dans le cadre d'une relation, par exemple, de thérapie avec son médecin traitant, hors le cas de non-assistance à personne en danger, hors le cas d'état de nécessité, de façon générale et obligatoire, je pense qu'on risque d'avoir également des problèmes avec le droit européen à cet égard.

Je vous propose d'en terminer là.

**Johan Put:** Mevrouw de voorzitter, geachte commissieleden, ik ben niet alleen vereerd met de uitnodiging, maar ook heel blij dat u dit thema op de agenda hebt gezet.

Dat geeft een zeker vertrouwen in het werk van de commissie. Het beroepsgeheim is zeker een

thema dat mij van groot belang lijkt in de behandeling van de problematiek.

Het feit dat wij een beetje eigenzinnig hadden afgesproken dat mijn collega eerst zou spreken, is geen gevolg van natuurlijke bescheidenheid, maar wij overliepen de punten waarvan u op voorhand had gezegd dat u graag iets zou horen. Het spijt ons dat wij over het biechtgeheim niet veel kunnen zeggen wegens weinig affiniteit daarmee, maar over het beroepsgeheim des te meer.

Mijn presentatie is te uwer beschikking. Ik kan een aantal slides overslaan omdat de inhoud ervan al aan bod is gekomen bij mijn collega.

Ik zal dus vrij snel door de eerste dia's gaan, hier en daar enkele punten aanhalen om ze nog bijkomend onder de aandacht te brengen en dan vooral ingaan op de discussie over de meldplicht.

Ik vind het in deze problematiek van belang dat wij de oorsprong van het beroepsgeheim nog even in herinnering brengen. Ik zal niet de hele evolutie overlopen, maar het wel hebben over de huidige stand van zaken in de eenentwintigste eeuw. Het beroepsgeheim is een Franse rechtsfiguur, is daar in de Code pénal in het begin van de negentiende eeuw ingeschreven, maar louter vanuit het standpunt van de artsen.

Het was eigenlijk een middel om de beroepsgroep te beschermen tegen interventies vanwege de overheid of tegen claims van de overheid om informatie door te geven. Dat was oorspronkelijk een beetje de visie achter het beroepsgeheim: wij artsen zijn een superieure beroepsgroep en hebben onmondige en onwetende patiënten die wij paternalistisch zullen helpen, maar de overheid heeft daarmee niets te maken en wij wensen ook geen informatie te moeten doorgeven aan overheden die daarom zouden vragen.

Langzaamaan zijn er afbrokkelingen gekomen van dat beroepsgeheim, vooral binnen het systeem van de sociale zekerheid, waar mededelingen van artsen aan socialezekerheidsinstellingen toch wel gereguleerd werden. Dat is slechts één aspect.

Een tweede aspect is dat de wereld van de zorgverlening drastisch gewijzigd is over die twee eeuwen heen. Wij hebben nu niet langer alleen artsen en medische interventies tussen artsen en patiënten. Het woord dat vaak gebruikt wordt voor de oorsprong van het beroepsgeheim is *colloque singulier*. Wij hebben nu een staat van *multiple relations*. Wij hebben gelijktijdige en opeenvolgende relaties tussen hulpverleners en

hun netwerken enerzijds en tussen cliënten en hun context anderzijds.

Het is dus een veel complexere situatie. Het is ook een situatie waarin de aard van de interventies grondig gewijzigd is. Wij hebben niet alleen medische maar brede welzijnsinterventies.

Het artikel over het beroepsgeheim is nauwelijks mee geëvolueerd. Laat mij echter toch toe te zeggen dat het een sterk artikel moet zijn, want het is er over 200 jaar heen toch in geslaagd, grotendeels op eigen kracht en dankzij een beetje rechtspraak en een beetje rechtsleer maar ook dankzij veel gezond verstand, om nu nog steeds een adequate rechtsfiguur te zijn op het vlak van hulpverlening en zorgverlening.

Ik kan hier misschien nog één aanvulling geven, als het gaat over degenen die gebonden zijn door het beroepsgeheim. Uiteraard is artikel 458 van het Strafwetboek het basisartikel, en men ziet daarin nog heel sterk die medische kleur. Er is daar ook een uitloper naar alle noodzakelijke vertrouwensfiguren, wat dan een soort van restcategorie is waarbij men moet afoetsen of aan die voorwaarden voldaan is voor wie niet nominatum genoemd is in dat artikel.

Er zijn echter ook tal van bijzondere wettelijke bepalingen die expliciet aan bijzondere categorieën een beroepsgeheim hebben toegeschreven.

Een groot verschil met artikel 458 is dat de andere artikelen zich meestal niet hechten aan een vaste beroepsgroep, maar wel aan een bepaalde sector van hulpverlening of van zorgverlening.

Ik geef een aantal voorbeelden van wetten – maar er zijn er tientallen – waar nog expliciet in staat dat iedereen die zijn medewerking verleent aan de uitvoering van die wet, ook door het beroepsgeheim gebonden is. Bij het OCMW geldt het zowel voor de raadsleden als voor de maatschappelijke werkers. Het staat in de jeugdbeschermingswet en de gemeenschapsdecreten over jeugdbijstand en jeugdhulp en het geldt bij bemiddeling zowel voor volwassenen als voor minderjarigen. Ook in de wetgeving betreffende het algemeen welzijnswerk en op de geestelijke gezondheidszorg zijn gelijkaardige bepalingen opgenomen.

Dit toont aan dat men nu het beroepsgeheim ook buiten de medische sector als een belangrijke waarde moet beschouwen. Telkens is het belang ervan door de wetgever bevestigd.

Ik wil nog één puntje vermelden, omdat daar vaak discussie over bestaat, met name het gedeelde beroepsgeheim. Er zijn situaties waarin de politie aan de deur staat van een jongerenvoorziening of een Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg en zegt: “Wij hebben net iemand opgepakt. Heeft die hier een dossier? Mogen wij dat inkijken?”

Wij gaan er per hypothese vanuit dat de betrokkenen door het beroepsgeheim gebonden zijn. Daar is dat meestal het geval. De betrokkene antwoordt “Ik mag u niets vertellen”, want die uitzondering van daarnet over het afleggen van een getuigenis gaat alleen over een getuigenis in rechte, voor de onderzoeksrechter of voor de rechter ten gronde. Politiediensten en ook parketdiensten vallen daar niet onder.

Het lapidaire antwoord van de politie is dan soms: “O, maar wij hebben ook een beroepsgeheim. In onze wet staat dat ook.” Los van het feit dat het ongelukkig is het ambtsgeheim van de politieberoepsgeheim te noemen – wat een vertrouwensrelatie oproept, wat bij politiediensten waarschijnlijk niet het geval is; er is wel vertrouwen, maar er is geen vertrouwensrelatie tussen de politiedienst en wie ondervraagd wordt –, gaat het om een andere soort beroepsgeheim.

Het gedeelde beroepsgeheim laat toe tussen geheimplichtigen informatie uit te wisselen, maar wel onder een hele reeks voorwaarden. Belangrijk is ookdat deze uitzondering niet in de wet staat. U hebt die daarstraks in het lijstje van wettelijke uitzonderingen niet horen terugkomen, tenzij er een expliciete regeling is van informatie-uitwisseling. Als algemene uitzondering staat dit niet in de wet, maar het wordt wel sinds lang door de rechtsleer ontwikkeld, het wordt ongelooflijk veelvuldig toegepast – veel te veel naar mijn zin – maar het is ook iets waarin we toch een aantal voorwaarden moeten scherp krijgen om daar toepassing van te kunnen maken. Er zijn ook bepaalde wetten waar het in hun context wel is geregeld. Zo bijvoorbeeld in het Vlaams decreet over integrale jeugdhulp vindt u een mooie bepaling daarover.

De voorwaarden van toepasselijkheid van het gedeelde beroepsgeheim zijn dat het gaat om een informatie-uitwisseling tussen twee geheimplichtigen. Beiden moeten dus door het beroepsgeheim gebonden zijn en zij moeten zich situeren binnen dezelfde hulpverleningscontext. Dit betekent dat zij betrokken moeten zijn – rechtstreeks of onrechtstreeks – bij de

hulpverlening en dat zij ook met dezelfde finaliteit moeten optreden. Vandaar dat er dus geen sprake kan zijn van gedeeld beroepsgeheim tussen hulpverleners en politiediensten, of tussen hulpverleners en Justitie.

Voor alle duidelijkheid: dit betekent niet dat er geen enkele vorm van communicatie mogelijk is, maar u mag die niet baseren op het gedeelde beroepsgeheim, want dan zou dat – zoals al eens in de rechtsleer wordt geschreven – een uitgesmeerd beroepsgeheim zijn dat ook van zijn fundamenten ontdaan is.

Ik wil me dan vooral concentreren op de zeer expliciete vraag in onze uitnodiging om ook eens uitspraak te doen of minstens te kijken naar de vraag of het zinvol is een meldplicht in te voeren of niet. Ik begrijp die vraag heel goed. Ik denk dat wij ten gronde – dat hoop ik toch – allemaal als gezamenlijk belang hebben het voorkomen van verdere gevallen van bijvoorbeeld kindermishandeling, als die zich voordoen. In dat perspectief is het een perfect legitieme vraag om ons af te vragen wat daar de meest geschikte instrumenten voor zijn.

Ik heb voorstellen gehoord in die zin. Ik heb reacties daarop gehoord. Wat ik hier probeer te doen, is wat informatie meegeven die kan worden meegenomen in de overwegingen en die misschien tot een iets genuanceerdere oplossing kan leiden dan wat er soms wordt gehoord.

De informatie zit enerzijds in een analyse van de huidige toestand, wat de meldplicht betreft, en anderzijds in buitenlandse voorbeelden en onderzoek dat daarnaar is gedaan. U zult op het einde wel mijn conclusie horen, maar dat is alleen maar mijn conclusie.

De huidige toestand, zoals al aan bod is gekomen, is het principe dat het beroepsgeheim moet worden gerespecteerd en dat het voorrang heeft op het melden van feiten die men van daders of slachtoffers heeft vernomen. Er zijn daarop echter uitzonderingen die niet zo expliciet als meldplicht zijn geformuleerd, maar die daarop wel neerkomen.

Ten eerste, de meldplicht bestaat al in ons Belgisch recht, met name onder de figuur van artikel 422bis, zijnde de plicht tot hulpverlening en het misdrijf van schuldig hulpverzuim als men niet optreedt indien de voorwaarden van artikel 422bis zijn voldaan.

Dat zijn relatief strikte voorwaarden, dus daarover

kan enige discussie bestaan. Het gaat over de situatie waarin het schenden van het beroepsgeheim de enige manier is om aan hulpverlening te doen, hetzij door zelf hulp te verlenen, hetzij door hulp te verschaffen door het inroepen van een derde persoon. Bovendien moet het gaan om een onmiddellijk dreigende en grote fysieke, psychische of seksuele gevaarstoestand.

Dat betekent dat op het ogenblik dat de vraag rijst of men moet melden of niet, de relevante vraag luidt: als men niet meldt, zou dan bijvoorbeeld zeer binnenkort misbruik kunnen gebeuren door die persoon? Of: als men niet meldt, zal mijn cliënt dan een revolver halen en zijn echtgenote neerschieten? Ik geef maar een voorbeeld, om te visualiseren dat het over toekomstig en onmiddellijk dreigend gevaar moet gaan. Dit is geen mogelijkheid om feiten uit het verleden als zodanig te melden.

Ten tweede, wij hebben niet alleen een meldplicht onder die strikte voorwaarden, maar ook een meldrecht. Dat is het al aangehaalde en geduide artikel 458bis. Dat somt ook een aantal voorwaarden op, onder andere dat het slachtoffer minderjarig moet zijn. Ook daarover kan wat discussie bestaan. Men moet ook door het slachtoffer zelf in vertrouwen zijn genomen of men moet vaststellingen hebben gedaan bij het slachtoffer. Het kan dus niet iets zijn van horen zeggen, bijvoorbeeld door de moeder of een buur van het slachtoffer. Een rechtstreekse kennisname moet aanwezig zijn geweest.

Ten derde aanvaardt de rechtspraak dat, indien het slachtoffer cliënt is en onder bepaalde voorwaarden die deels juridisch zijn zoals daarnet geschetst, maar die ook in een behoorlijke vertrouwensrelatie niet meer dan passend zijn – namelijk de positie van het slachtoffer erkennen, de mening van het slachtoffer respecteren – er geen strafbaarheid geldt bij het melden van bepaalde gegevens. Dat is de situatie naar huidig Belgisch recht. Daarover zijn lange discussies geweest en daarover kan opnieuw worden gediscussieerd, maar het is belangrijk om die artikelen terug in rekening te brengen.

Vervolgens, binnen- en buitenlandse voorbeelden. Ik zal het niet uitdiepen, maar in de bijlage van de presentatie vindt u een reeks artikelen, niet enkel uit het Strafwetboek, maar ook uit decreten van de Franse en Duitstalige Gemeenschap, die een meldplicht bevatten. Men moet dus niet eens naar Frankrijk gaan om de meldplicht te vinden. Er zijn ook artikelen uit het Franse en het Nederlandse recht die meldplicht en meldrecht bevatten. Die

voorbeelden zijn niet zo eenduidig als soms uit de teksten zou blijken. Bijvoorbeeld in de Franse Gemeenschap geldt er onder bepaalde omstandigheden een meldplicht omtrent feiten van kindermishandeling, maar, voor zover ik daar een zicht op heb, lees ik in de literatuur dat zulks grotendeels dode letter blijft en dat die plicht die daarin beschreven staat, niet zeer consciëntieus wordt gevolgd. Het zou interessant zijn te bekijken hoe dat komt. Blijkbaar is het niet voldoende dat alleen maar in de wet in te schrijven.

Het Franse voorbeeld. Mocht u aan teksten denken, dan is het misschien goed niet te veel naar het Franse recht te kijken. U kunt de artikelen eens lezen, en het is eerlijk gezegd moeilijk om daaruit wijs te geraken en om te weten wat precies de toestand is. Er is sprake van een plicht tot beroepsgeheim en er bestaat een uitzondering hierop, soms vrij algemeen, maar soms behalve voor wie door het beroepsgeheim gehouden wordt, soms met toestemming van het slachtoffer, soms als het slachtoffer jonger is dan vijftien jaar. Een hele reeks artikelen verder kan men een parallelle maar toch een andere regeling vinden. De Franse regelgeving inzake meldplicht is dus absoluut niet zo duidelijk.

Als men naar de rechtsleer kijkt in Frankrijk – ik kan die ook bezorgen als u wilt – dan merkt men dat er nog veel discussie is over de werkelijke aard daarvan. Het feit is ook dat de meldingsplicht niet strafrechtelijk gesanctioneerd wordt, er staan dus geen concrete strafsancities op het niet volgen van die meldplicht. In de literatuur wordt eigenlijk nog steeds aangegeven dat wat hier gebeurd is, een soort van veiligheid of bescherming biedt aan geimplimenten om, als zij in eer en geweten beslissen om een bepaalde melding te doen, niet tuchtrechtelijk vervolgd te worden door bijvoorbeeld de orde van geneesheren.

Het belangrijkste gevolg van deze bepalingen, en dat blijkt dan ook uit de tuchtrechtspraak, is dus dat er aan meldingen van bijvoorbeeld kindermisbruik door artsen, geen tuchtgevolg gegeven wordt. Het is niet zo dat dit een algemene meldplicht heeft gecreëerd bij iedereen die in Frankrijk onder het beroepsgeheim valt en dat dit in de praktijk heel veel wijziging tot gevolg heeft gehad.

Zo dadelijk zeg ik nog iets over Nederland. Dat is interessant omdat daar net ook een zeer zware discussie over die meldplicht bezig is.

Ten derde, ik vind dit zelf ook van groot belang: wij moeten rekening houden met het feit dat er

kwaliteitsvolle en specifieke hulpverlening voor kindermishandeling is ontstaan de laatste 10 tot 20 jaar. Er zijn in Vlaanderen de Vertrouwenscentra voor Kindermishandeling en in de Franse Gemeenschap de Équipes SOS Enfants. Dat zijn specifieke instanties die een bijzondere positie innemen in het landschap van de hulpverlening, die door de brede hulpverlening meer en meer, dat vraagt natuurlijk wel wat tijd, erkend worden als instanties die een bijzondere positie innemen en die dus ook een rol te vervullen hebben in de aanpak en preventie van kindermishandeling en in eventuele contacten tussen hulpverlening en Justitie. Ook op dat vlak zijn er trouwens bijvoorbeeld in Vlaanderen een heleboel ontwikkelingen inzake integrale jeugdhulp, waar er rond het begrip maatschappelijke noodzaak verder gedacht wordt.

Ten vierde, als wij naar de huidige toestand kijken, is er de vaststelling dat de hulpverlening niet alleen specifieke instellingen heeft gecreëerd, maar zich ook zeer bewust is van het probleem van omgaan met verontrustende situaties. Dit is echt niet iets dat pas nu opgedoken is, zelfs niet pas na Dutroux. Men is daarmee reeds lang bezig.

Men merkt daarin ook evoluties. Wij hebben tien jaar geleden een onderzoek over beroepsgeheim gedaan en over deontologie in de welzijnsector. Ik kan u zeggen dat ik sindsdien ongeveer elke week vragen krijg van hulpverlenende en andere instanties om te komen spreken over beroepsgeheim. Ik doe dat niet elke week, maar ik doe dat wel regelmatig, omdat dat heel leerrijk is.

Men zoekt daar zeer hard naar wat de precieze betekenis van het beroepsgeheim is, ook in een juridisch perspectief. De laatste jaren merk ik dat men ook meer en meer met een zoektocht bezig is op welke manier men tot een gezonde relatie met Justitie kan komen. Bij de hulpverlening bestaat daarover soms een grotere openheid dan bij Justitie zelf.

Er zijn ook tools ontwikkeld binnen de hulpverlening over het omgaan met verontrustende situaties. Kind & Gezin heeft een tool daarvoor. Er is een website vermeld, met een signaallijst waar men doorheen kan gaan voor het herkennen van bijvoorbeeld signalen van kindermishandeling en met een aantal stappen over wat men daarmee dan moet doen. Men is daar dus wel degelijk mee bezig.

Ten vijfde, ik wil u signaleren – dat is wellicht al gevallen – dat er in Antwerpen momenteel een experiment wordt voorbereid over casusgebonden

overleg in geval van kindermishandeling.

Dat is een voortvloeisel uit een reeds jarenlang overleg tussen Justitie en de hulpverlening, eerst op federaal vlak. Dat is twee of drie jaar geleden federaal afgesloten en verder naar de Gemeenschappen doorgeloopt. Er is in Vlaanderen alleszins een samenwerkingsprotocol gesloten tussen de minister van Justitie en de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin over een protocol in verband met kindermishandeling. Een element daarvan is dus casusgebonden overleg. Ik kan daarvan geen definitieve teksten voorleggen, aangezien die discussies nog bezig zijn. Discussies is niet het juiste woord. Het overleg is nog bezig.

Er is een stuurgroep, waarvan ik deel uitmaak. Soms gaat het misschien wat traag, omdat het moeilijk is om agenda's samen te leggen, maar de manier waarop er daar overlegd wordt, met respect voor elkaars positie en met het zoeken naar wat wij samen willen bereiken, wat relevant is en wat niet en welke situaties wij daarin kunnen onderscheiden, vind ik zeer zinvol.

In de tekst, die hopelijk over een paar maanden gefinaliseerd zal zijn, zult u een schets krijgen van het internationaal en internrechtelijk kader inzake de aanpak van kindermishandeling. Ook het hulpverleningslandschap en het justitielandschap in het algemeen worden erin geschetst. Dat is niet onbelangrijk, gezien de soms wederzijdse onbekendheid. Ook de Antwerpse context komt aan bod: over wie gaat het concreet?

Tot slot staat er een draaiboek in over wat de verschillende stappen zijn die wij ondernemen in bepaalde situaties die men onderscheiden heeft. Voorlopig gaat men uit van vijf situaties. Het kan nog een beetje schuiven. In een aantal gevallen zal men zeggen dat men geen informatie over een specifieke persoon moet doorgeven en dat het algemeen structureel overleg volstaat. In een aantal gevallen zal er wel informatie, met een aantal voorwaarden, kunnen worden uitgewisseld. Dat is zeker een interessant experiment.

Ik zei al dat ik ook een korte toelichting over de Nederlandse situatie zou geven. Daar is er sinds een vijftal jaar een discussie gaande over een meldrecht, een meldplicht of een meldcode, die men zou invoeren. Door de vorige regering werd de positie ingenomen dat men een verplichte meldcode, dat is iets tussen de twee, zou invoeren, wat betekent dat men aan de diverse beroepsgroepen of hulpverleningssectoren een plicht oplegt om intern in die groep een code op te

stellen over hoe men moet omgaan met signalen en gevallen van mishandeling, zowel partnergeweld als kindermishandeling.

Voorafgaand of tijdens die discussie is er eventjes een literatuurzoektocht geweest over systemen van meldplicht en voor- en nadelen daarvan die werden gesignaleerd. Ik denk dat het nuttig is die even op te lijsten. Als voordeel van een meldplicht werd aangehaald de maatschappelijke taak tot bescherming. Dat vloeit ook voort uit het EVRM: er is niet alleen artikel 8, er is ook artikel 3 dat eigenlijk een positieve verplichting voor de staten oplegt om het fysiek welzijn of de fysieke integriteit van haar burgers te beschermen. Wel, een van de middelen om dat te doen, is ervoor zorgen dat gevallen van kindermishandeling of van huiselijk geweld bekend zijn en dat daartegen opgetreden kan worden. Dus dat is een van de manieren om aan die positieve plicht te voldoen. Er zijn meer mogelijkheden om de pleger te vervolgen: men heeft meer informatie, meer bewijs eventueel. En het is voor de professionals, zoals men dat in Nederland zegt, een stimulans om beter te letten op signalen van mishandeling. Als men weet: ik moet, of er wordt van mij verwacht dat ik gevallen van huiselijk geweld signaleer, dan gaat men daar ook attenter voor zijn en bewuster omgaan met die signalen.

Nadelen die werden genoemd in die studie waren de grote hoeveelheid ongegronde meldingen: tot 79 % in Canada bijvoorbeeld. Dat heeft er mee te maken dat men een beetje, waarschijnlijk als menselijke reactie van hulpverleners en artsen, zag: als er twijfel is, is het niet in het voordeel van de beklagde, maar is het in mijn voordeel van het toch maar te melden. Ik ben niet zeker, maar ik speel liever op veilig en ik meld.

Er zijn dus grote hoeveelheden ongegronde meldingen, ook meldingen waar men eigenlijk ook verder geen bewijs van heeft. Dat leidt tot een overbelasting van het systeem. Zelfs in de hypothese dat Justitie perfect performant was en dat er geen gerechtelijke achterstand en geen seponeringsbeleid uit een overvloed aan zaken zou zijn, dan nog is er een probleem als men een meldplicht zou inlassen. Geringe betrokkenheid van melders, eigenlijk een soort afschuiven van verantwoordelijkheid ook. Dat vind ik een bijzonder nefast neveneffect, als dat het geval zou zijn. Slechte handhaafbaarheid van die meldplicht. Dat lijkt ook het Franse voorbeeld te suggereren. Het is moeilijk om te bewijzen dat men aan die plichten heeft voldaan. De consequentie die daar dan aan verbonden is dat dit langzaamaan eerder tot een morele dan tot een strafrechtelijke plicht

verwordt. Het zet de relatie tussen hulpvrager en hulpverlener onder druk. Dat behoeft niet veel toelichting, zeker als het gebeurt tegen de wil van de hulpvrager in, of dat nu een slachtoffer of een pleger van geweld is. Zeker als men achter zijn rug informatie gaat melden aan Justitie, mag men de hulpverlening aan die betrokken persoon wel stopzetten. Het verhoogt de drempel naar hulpverlening voor slachtoffers en plegers. Wat ik toch ook wel een belangrijk argument vind, is dat zeker in geval van kindermishandeling onderzoek uitwijst dat er nog heel vaak een grote loyauteit bestaat tussen de pleger en het slachtoffer van kindermishandeling. Het gaat bijvoorbeeld om de vader van het kind. Ik denk dat we daarmee rekening moeten houden in de manier waarop we dat kind behandelen en waarop er dan geïntervenieerd wordt bij die kindermishandeling. Het meenemen van die loyauteit is belangrijk om een respectvolle hulpverlening voor dat kind te creëren.

Ook belangrijk in dat onderzoek is een passage die zegt dat de genoemde voor- en nadelen veelal opiniërend zijn. Ik verwijs daarvoor naar wat ik daarstraks zei, dat er veel argumenten heen en weer worden uitgewisseld die dan ook veelal opiniërend zijn. Dat is goed, een idee moet opiniërend zijn. Daar staat echter wel tegenover dat er ook in onder andere de VS en Canada geen empirisch bewijs is gevonden dat een wettelijke meldplicht leidt tot het terugdringen van huiselijk geweld en kindermishandeling. Er is dus zeker geen rechtstreeks verband tussen meldplicht en de omvang van het fenomeen.

Er is een onderzoek geweest in de Verenigde Staten. Een opmerkelijk aspect, was dat bij de vraag of er meldplicht moest zijn voor huiselijk geweld of partnergeweld, 71 % van de bevroegde vrouwen daarvan voorstander was, maar als men hetzelfde vroeg aan vrouwen die mishandeld waren geweest, dat substantieel daalde van 71 naar 59 %.

Dat is ook iets om mee te nemen. Als men het aan de slachtoffers zelf vraagt, is er minder steun voor een meldplicht dan als men het aan de bevolking in het algemeen vraagt. Een reden voor die daling van het draagvlak daar, was dat die vrouwen gevoeliger zijn voor: "Als dat het gevolg is, dan durf ik mij niet wenden tot een arts of een hulpverlener." Ook het risico van wraak van de pleger van het huiselijk geweld was een reden.

Hoe is de situatie momenteel in Nederland? Er is een heel goede website waarop alle informatie daarover te vinden is. De laatste stand van zaken

is dat er een plan was, en ook al wetgevend werk, om een verplichte meldcode in te voeren. Daarbij werd aan de diverse sectoren gevraagd om te komen tot een meldcode met een stappenplan.

Dat stappenplan bestaat erin dat men eerst de signalen capteert en in kaart brengt. Er moet collegiale consultatie zijn – overleg tussen collega's binnen de zorgverlening – en eventueel het raadplegen van gespecialiseerde hulpverlening, naar het voorbeeld van de vertrouwenscentra of van Équipes SOS Enfants in België.

Er moet ook een gesprek met de cliënt zijn. Het mag dus niet zonder informatie aan de cliënt. Er moet een afweging zijn. Zoals daarnet al werd gezegd, en ik meen dat wij daar niet buiten kunnen, is het beroepsgeheim niet absoluut, maar ontstaat in een aantal gevallen een waardeconflict dat moet leiden tot het maken van een afweging van een en ander.

Er moet ook een beslissing zijn. Men moet niet alleen stappen zetten, maar op het einde ook een beslissing nemen, die dan moet bestaan uit ofwel hulp organiseren met de nodige veiligheid, ofwel de zaak melden.

De nieuwe regering, die er sinds een paar maanden is in Nederland – zij hebben er ook lang over gedaan – heeft de vraag over meldplicht of meldcode terug opgeworpen. De bevoegde staatssecretaris heeft eigenlijk opnieuw gelanceerd dat zij wil nadenken over die meldplicht. Daar zijn allerlei reacties op gekomen. Op 2 februari heeft zij een brief geschreven waarin zij zegt dat haar standpunt op dit moment een meldplicht is in geval van kindermishandeling verricht door professionals. Het gaat dan over kindermishandeling binnen onderwijs- of hulpverleningsinstanties. De precieze afbakening is mij nog niet bekend of bijvoorbeeld sportclubs daar ook onder zouden vallen. Maar als het gaat over extrafamiliaal geweld gepleegd door professionals zou er een meldplicht moeten zijn die vooral rust op die instelling, die voorziening of die school zelf.

Bij intrafamiliale kindermishandeling is er na beraadslaging voor gekozen om het bij een meldcode te houden, zoals daarnet toegelicht. De reden die de bewindsvoerder daarvoor aanhaalt, is effectiviteit. Het blijkt dat het invoeren van een meldcode een effect heeft op het bewust omgaan met de problematiek en dat is heel belangrijk. Misschien is er de niet-bewezen effectiviteit van de meldplicht. De autonomie van professionals. Ik

zou daaraan toevoegen: de verantwoordelijkheidszin aanscherpen van professionals. Administratieve lasten. Denk aan die bijna viervijfde ongegronde of onbewezen meldingen. Het draagvlak dat in de hulpverlening veel groter is voor een meldrecht of een meldcode dan voor een meldplicht.

Conclusie daarvan is, denk ik, dat voorzichtigheid geboden is, dat wij rekening moeten houden met de posities van hulpverlening en Justitie. Ik ga daar zo meteen nog twee slides over toelichten.

Men moet ook rekening houden met korte- en langetermijneffecten. Ik geef daar vaak volgend voorbeeld; het heeft niets met kindermishandeling te maken, maar om het punt te maken. Neem als voorbeeld de straathoekwerkers, die er in Brussel, Antwerpen enzovoort zijn en die heel goed weten wat er in bepaalde milieus aan de hand is. Stel dat men nu in Antwerpen zegt dat men alle straathoekwerkers oppakt en hen verplicht om alles wat ze weten te zeggen, en stel dat ze dat nog zouden doen ook, dan gaat men in de komende weken een enorm succes zien in de strijd tegen bijvoorbeeld drugshandel in Antwerpen, dan gaat men heel goed weten op welke plaatsen er veel gebruikt en gedeald wordt en dan gaat men waarschijnlijk ook een aantal netwerken kunnen blootleggen.

Dat lijkt interessant, maar de volgende stap is dat men het straathoekwerk mag afschaffen. Dat betekent dat de personen die zoiets gezegd hebben, die onder dwang of vrijwillig die meldingen gedaan zouden hebben aan Justitie, vervolgens nooit meer terug naar hun job zullen kunnen en nooit meer het vertrouwen zullen kunnen winnen van de mensen die hun cliënten zijn.

Op korte termijn zal dat een zeker effect hebben, op lange termijn houdt dat de afschaffing van het straathoekwerk in. Alle gunstige effecten die dit straathoekwerk heeft, maar die veel minder zichtbaar zijn, zullen daarmee dan ook verloren gaan. Dat is dus ook een keuze die men moet maken.

Gevaar voor secundaire victimisering: dat is, in het voorbeeld dat mijn collega daarnet gegeven heeft, als men tegen de wil van het slachtoffer in zou gaan melden, dan kan men daar spreken van secundaire victimisering, wat onrecht aandoen aan slachtoffers is.

Er is het punt van die responsabilisering, die ik zeer belangrijk vind. Als wij een pure meldplicht

zouden invoeren, dan zou dat voor de hulpverleners bijna een gemakkelijksoplossing zijn. Als zij dan feiten te weten komen, weten zij dat ze automatisch moeten melden, dan melden ze en zijn ze van de zaak af, dan zijn ze trouwens ook van die cliënt af, men kan dan meestal niet verder met die cliënt werken.

Dat betekent natuurlijk dat dan, ten eerste, Justitie alles op het bord krijgt, wat ook niet erg comfortabel is, noch voor Justitie, noch voor de slachtoffers in een aantal gevallen.

Ten tweede, de mogelijkheden van hulpverlenend werken gebruikt men dan niet meer.

Voor het aanscherpen, ook van hulpverleners, dat men moet tussenkomen en dat men zelfs aanklampend hulp moet verlenen in die situaties, dat men oog moet hebben voor de veiligheid van het kind, zijn er specifiekere methodes, die met name in de vertrouwenscentra worden gebruikt. Ik vind het een goede zaak dat dit gebeurt. Er gebeuren daar zaken op het gebied van hulpverlening die Justitie nooit zal kunnen doen.

Wij kunnen dus al leren uit een aantal praktijkvoorbeelden en uit voorbeelden uit andere landen. De conclusie is heel eenvoudig, niet zwartwit en – naar mijn persoonlijke mening – niet helemaal voor of tegen. Ik denk echter dat het voor iedereen beter zou zijn als wij overlegde in plaats van opgelegde oplossingen zouden hebben.

Er bestaat bereidheid in de sector, in de hulpverlening en bij Justitie. Ik merk dat in Antwerpen iedere keer als wij die stuurgroep houden. Als men de tijd geeft om elkaar te leren kennen, als men elkaars profiel respecteert, zal men samen verder geraken dan als men een bepaalde piste prioritair stelt boven een andere.

Wij hebben een drietal weken geleden een studiedag gehouden in Leuven die expliciet inging op de samenwerking tussen Justitie en hulpverlening, en waar actoren uit die beide werelden in debat zijn gegaan met elkaar, in het algemeen en in specifieke workshops.

Dat was bijzonder leerzaam, niet alleen voor de deelnemers, maar ook voor de sprekers, die hebben aangegeven dat zij die gedachtewisseling willen verderzetten en niet met die dag alleen willen stoppen.

Ik heb aan het begin van die studiedag een soort

algemene hypothese geformuleerd over Justitie en hulpverlening, die ik u nu als uitsmijter wil meegeven. Ik denk, en dat moet hier ongetwijfeld al frequent naar boven zijn gekomen, dat wij niet meer in een situatie leven van *splendid isolation*, waarbij Justitie een bepaalde opdracht en werkwijze heeft en hulpverlening helemaal aan een andere kant staat.

Dat is een tijd het geval geweest, hulpverlening is soms ook als reactie tegen Justitie ontstaan. Sinds ongeveer twee decennia ontmoeten die twee werelden elkaar echter meer en meer. Dat geeft natuurlijk aanleiding tot vragen en problemen, maar ook tot kansen.

Zij hebben een eigen profiel, opdrachten en werkwijze. Als wij willen gaan naar versterkte afstemming en samenwerking, wat volgens mij wenselijk is, vergt dat wel een culturele toenadering, een zekere bescheidenheid en de erkenning vanuit Justitie dat een justitiële afhandeling niet de enige of steeds de prioritaire interventiemogelijkheid is en een erkenning vanuit de hulpverlening dat de hulpverleningsrelatie ook niet het enige referentiekader kan zijn.

Dit zijn echt geen onschuldige zinnen. Ik merk zowel bij Justitie als bij hulpverlening dat dit gevoel toch nog wel aanwezig is. Niet altijd, niet 100 %, maar in hun basishouding. Vooral als men tot die ontmoeting met elkaar nog niet sterk is gevorderd, merk je dat er een zekere hoogmoed bij beide bestaat.

Bij Justitie is dat: wij zijn de enigen die belangrijk zijn en dit is de enige manier van afhandeling van strafbare feiten. Hulpverleners zeggen: Justitie kan mij niets schelen; de warme vertrouwensrelatie met mijn cliënt is het enige wat telt.

Dat zijn twee uitgangspunten die ik begrijp, maar die men moet loslaten als men tot een toenadering wil komen.

Als wij dat proberen te koppelen aan een aantal criteria of parameters over hoe een samenwerking er zou kunnen uitzien, denk ik dat er hier een proeve van oplijsting daarvan is.

1. De actoren moeten zelf tot positieverheldering komen. Zowel bij Justitie als bij hulpverlening zijn dat mensen die bezig zijn, die elke dag hun dossiers hebben enzovoort en die niet altijd tijd maken om een reflectie over hun eigen handelen en hun eigen positie te maken.

Die reflectie is nodig. Eerst moet men zichzelf goed kennen vooraleer men met een ander gaat praten.

2. Ze moeten elkaar beter willen leren kennen en ook leren kennen, zowel de structuren als de personen. Structuren zijn belangrijk. Men moet weten hoe de sociale kaart eruitziet, hoe Justitie functioneert, maar het is ook belangrijk om persoonlijk contact te hebben, om een gezicht op te kunnen plakken. Dat kan in de meeste gevallen tot een meer constructieve relatie leiden.

3. Elkaars opdracht, eigenheid en positie respecteren. Als er een verdergaande samenwerking is, zeker als het gaat over individuele dossiers, over communicatie, over gegevensuitwisseling, denk ik dat het van belang is daarvoor een transparant en duidelijk kader af te spreken binnen de grenzen van de geldende wetgeving en met een maximale betrokkenheid van de cliënten.

Het gaat niet op om geen afspraken te maken of om afspraken te maken die maar met een deel van de actoren is doorgepraat of waaraan men zich niet kan houden achteraf. Dat zijn geen afspraken.

Ten slotte, maar dit is een algemene verheldering, mogen wij van al die actoren toch een grondhouding verwachten van eerbied voor de fundamentele rechten en voor waarden als menselijke waardigheid, veiligheid en vrijheid.

Dit is wat ik u wou meegeven. Zoals gezegd, vindt u aan het eind van mijn presentatie de wetsartikelen die inspirerend kunnen zijn, of niet. Ik dank u voor uw aandacht.

De **voorzitter**: Mijnheer Put, ik dank u voor uw toelichting. Wij gaan nu over tot de vragen van de commissieleden.

**Daphné Dumery (N-VA)**: Mevrouw de voorzitter, ik wil beide sprekers bedanken voor hun heldere en volledige uiteenzetting, want ik heb slechts een kleine vraag voor beide sprekers.

Wanneer een dader in een hulpverleningscontext melding maakt van feiten die nog moeten plaatsvinden, is men zich in de hulpverlening dan wel bewust van de mogelijkheid tot meldingsplicht? Weet u of men er in de opleiding tot sociaal assistent attent op wordt gemaakt dat men zich in dergelijke situaties niet achter het beroepsgeheim kan verschuilen?

**Christian Brotcorne** (cdH): Madame la présidente, les exposés étaient tellement intéressants qu'on en redemande. Je m'adresserai plus particulièrement au Pr Vandermeersch. Monsieur le professeur, quand vous avez abordé le problème des exceptions éventuelles au secret professionnel, disant d'abord que seule la loi peut les établir, vous avez dit également qu'il fallait distinguer selon que l'on reçoit les confidences de la victime ou de l'auteur. Il y avait deux branches à l'alternative et vous avez développé la première, quand il est question de la victime mais vous n'avez rien dit au sujet des confidences des auteurs. Cela signifie-t-il que vous considérez les textes actuels suffisants, applicables ou avez-vous une opinion plus personnelle à livrer à la commission, comme pour la première branche de l'alternative?

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mevrouw de voorzitter, ik dank beide sprekers voor de heel volledige en interessante uiteenzetting.

Ik heb eigenlijk maar een vraag over een probleem dat wij enkele dagen geleden hebben gehoord. Het gaat namelijk over het beroepsgeheim of de uitwisseling van gegevens wanneer dat in opdracht gebeurt, vooral in het kader van Justitie en wie dan specifiek de opdrachtgever is. Justitie is een brede term. Er kunnen gegevens bij een onderzoeksrechter zijn. Later, als iemand in de gevangenis zit, zal de psychosociale dienst over bepaalde gegevens beschikken. Nadien, bij vrijlating en opvolging van de voorwaarden, zal de justitieassistent over bepaalde gegevens beschikken. Dat geldt misschien ook voor politiediensten die de voorwaarden controleren. Dan heeft men de strafuitvoeringsrechtbank die eigenlijk moet oordelen over een vraag tot voorwaardelijke invrijheidstelling.

Blijkbaar zijn er in de praktijk soms een aantal problemen omdat een aantal diensten bepaalde gegevens niet wensen door te geven aan de strafuitvoeringsrechtbank. Zij stellen dat die gegevens er indertijd, bij de aanhouding, gekomen zijn in opdracht van de onderzoeksrechter en dat zij die dus niet doorgeven.

De problematiek omtrent de vraag wie er nu precies werkgever is – volgens sommigen is dat Justitie – is heel breed. Degene die aan het einde van de keten staat, in dit geval de strafuitvoeringsrechtbank, zou dan ook moeten kunnen beschikken over alle relevante gegevens van een bepaald dossier.

Hoe benadert u dit? Klopt het dat men de redenering kan opbouwen dat de strafuitvoeringsrechtbank over alle nuttige gegevens kan beschikken, wie ook de opdrachtgever was binnen Justitie, of dat nu de onderzoeksrechter was dan wel dat het gaat om gegevens die binnen de gevangenis zijn verzameld? Graag uw visie daarover.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik heb twee korte vragen.

Ten eerste, rijzen er met betrekking tot de hulpverleningsplicht en het meldrecht waarin de wet vandaag voorziet, geen problemen omdat de toets uiteraard altijd slechts achteraf kan worden uitgevoerd?

Stel dat iemand die veronderstelt dat er een gevaarsituatie dreigt maar uiteraard niet met zekerheid weet dat dit zo is, het beroepsgeheim niet respecteert en achteraf wordt geconfronteerd met de problematiek dat de gevaarsituatie niet van die aard was dat ze aanleiding gaf tot een opheffing van het beroepsgeheim. Hoe lost men dat op?

Ten tweede, u hebt het beiden over een versterkte afstemming tussen Justitie en de hulpverleningssector breed gezien. Dat begrijp ik. Men zou best tot casusoverleg komen. Dat is een manier van aanpak die als lovenswaardig wordt gezien. Dat begrijp ik ook.

Als er echter casusoverleg is, neem ik aan dat alle actoren van zowel hulpverlening als Justitie de kaarten op tafel leggen om de best mogelijke aanpak van een bepaalde dossier uit te stippelen. Dat betekent dat men niet meer met beroepsgeheim werkt, maar wel dat men een volledige openheid benadert. Op dat ogenblik bestaat er dus geen beroepsgeheim. Is dat de juiste weg? Voor mij geen probleem.

Daarbij aansluitend, het volgende. Ik neem aan dat wij toch nog altijd in de logica zitten dat de opdracht van opsporing en vervolging van misdrijven toebehoort aan het openbaar ministerie en dat wij daarvan niet afwijken?

**La présidente:** Je souhaite revenir sur la question posée par M. Brotcorne. M. Cosyns, directeur d'un centre de traitement de délinquants sexuels et médecin-psychiatre nous a demandé clairement d'élargir l'article 458bis aux prestataires de soins lorsqu'il s'agissait de confidences d'auteurs de délits sexuels. J'aimerais bien vous entendre

précisément sur le questionnement qu'il a partagé avec nous. Ou bien, estimez-vous que la non-assistance à personne en danger ou l'état de nécessité suffit? C'est un médecin-psychiatre qui a l'habitude de travailler avec des délinquants sexuels qui nous en a parlé. C'est un questionnement de la commission aujourd'hui.

Par ailleurs, j'ai souvent entendu qu'un accord de coopération existait entre la Communauté flamande et le ministère de la Justice en ce qui concerne les secteurs de confiance ou d'aide, mais qui n'existait pas du côté de la Communauté francophone.

Monsieur Put, vous avez dit qu'il y avait bien un accord de coopération, mais aussi une expérience-pilote à Anvers. J'aimerais bien savoir quel lien il y a entre eux et comment le secteur d'aide et celui de la justice pourraient évoluer dans un partage d'informations - sous mandat, j'imagine - et si c'est dans le cadre de cet accord de coopération ou si c'est pour modifier l'accord de coopération et les lois.

**Thierry Giet** (PS): Une question à M. Vandermeersch: dans la mesure où, en 2003, je crois, vous avez souhaité peut-être instaurer la notion de "présomption de victime", je ne dirai pas face à la présomption d'innocence, car ce n'est pas identique, vous avez réfléchi à cette notion de présomption de victime.

Êtes-vous toujours dans cet état d'esprit? Que peut recouvrir cette notion dans le cadre de nos réflexions sur d'éventuelles recommandations?

Excusez-moi si je répète des questions déjà posées.

Je voudrais revenir à la question de savoir si, légalement, un prêtre est tenu au secret professionnel. J'ai quelque difficulté à me faire une opinion par rapport à ce que j'ai entendu. Cet article du Code pénal s'applique-t-il à un prêtre qui reçoit une confession?

La **présidente**: Voilà une première salve de questions. Bien entendu, vous pouvez répondre tous les deux aux différentes questions et vous compléter l'un l'autre.

**Johan Put**: Naar het schijnt mag ik nu beginnen, maar dan kan ik de moeilijke vragen natuurlijk doorschuiven.

Ik kies er een aantal uit waartoe ik mij

aangesproken voel om ze te beantwoorden.

Er was de vraag of de hulpverleners zelf zich voldoende bewust zijn van hun meldingsplicht die voortvloeit uit artikel 422bis en daaraan gelieerd, indien toekomstige feiten in het gesprek aan bod komen, of zij dan weten dat zij verplicht zijn dit te melden.

Eerst, een verduidelijking van de woorden "als er toekomstige feiten aan bod komen". Ik denk dat er honderden keren per dag potentiële toekomstige feiten aan bod komen tijdens therapeutische sessies, tussen cliënten, patiënten, psychiaters, therapeuten, hulpverleners allerhande. Het eerste wat men dus moet doen, is een inschatting maken van wat er daar gezegd wordt. Het is niet omdat iemand zegt naar huis te gaan en zelfmoord te plegen, of "ik ga mijn vrouw dit of dat aandoen", dat dit ook zal gebeuren. Dat wordt, naar men mij zegt althans, bijzonder frequent in dergelijke gesprekken aangehaald, maar soms zonder dat er enige grond toe is dat men dat reëel moet nemen en soms is dat wel, volgens inschatting van betrokkenen, een reëel gevaar.

Die inschatting is het eerste wat men moet doen om onder dat artikel te vallen. Er moet een onmiddellijk reëel, dreigend gevaar zijn. Dus als dit een fantasie is of iets wat in een bepaalde waan gezegd wordt... Maar dat is natuurlijk de professionaliteit van de hulpverlener om daar een inschatting van te maken. Dit is niet evident. Ik moet zeggen reeds regelmatig telefoon te hebben ontvangen van hulpverleners die iets hebben meegemaakt en die mij vragen wat zij moeten doen. Ik antwoord dan nooit. Ik zeg dan altijd: "U bent de professional, u moet een inschatting maken, dit is wel het kader, maar daarbinnen moet u uw verantwoordelijkheid opnemen."

Dat vind ik echt belangrijk. Ik heb daar daarstraks ook de nadruk op gelegd. Als men wil dat er goede hulpverlening en justitie gebeurt, dan moet men ervoor zorgen dat alle actoren hun verantwoordelijkheid opnemen.

Weet men dat na die inschatting? Dat is een empirische vraag waar ik heel moeilijk een antwoord op kan geven. Ik denk dat men over het algemeen in elk geval wel weet dat er iets moet gebeuren. Of men perfect weet dat het artikel bestaat, dat zijn de voorwaarden. Er staat ook niet in naar wie je moet gaan natuurlijk. Dat kan een andere hulpverlener zijn, dat kan een familielid zijn, dat kan de procureur zijn enzovoort. Dus je moet het meest adequate doen dat op dat moment voorligt.

Ik twijfel aan de juridische kennis van hulpverleners, zoals ik ook even grote twijfels heb over de hulpverleningskennis van juristen. Zelf jurist zijnde mag ik dat wel zeggen, denk ik. Dus die toenadering van daarstraks waar ik voor pleitte, betekent ook wel dat je dat een beetje leert kennen, dat je elkaars taal wat leert en methodieken, redeneerwijzen enzovoort. De presentatie die ik gaf, is een heel kleine selectie uit een presentatie die een hele dag kan duren, afhankelijk van waar dat moet gebeuren. Ik eindig meestal met aan te geven dat wat we hier gezegd hebben, een wettelijk kader is waarbinnen je verantwoordelijkheid moet nemen als professional. En dan een lijstje van dingen die ik belangrijk vind buiten het recht. Daar staat opleiding bij, daar staat intervisie, supervisie, goede praktijken, deontologische codes enzovoort bij.

Ik laat nooit een gelegenheid voorbijgaan om te pleiten voor rechtsvakken in opleidingen die leiden tot hulpverleners, of dat nu maatschappelijk werkers, opvoeders, psychologen enzovoort zijn. Sommige opleidingen hebben geen enkel rechtsvak, sommige hebben rechtsvakken, maar dan is dat beperkt tot het technische recht: hoe ziet die regeling eruit? Ik zou daarnaast liefst zelfs recht geïntegreerd zien met een cursus rond ethiek en deontologie. Men moet ook kunnen aanleren hoe je met recht moet omgaan, dat recht niet alleen instrumenteel en technisch benaderd moet worden, maar het moet aangeleerd worden dat het ook een belangrijke redeneerwijze is, dat daar algemene beginselen zijn, dat het tools geeft, eigenlijk ook om analyses te maken van moeilijke situaties die men voor zich krijgt.

Ik denk dat daar zeker nog een hele weg af te leggen valt op het gebied van opleiding. Maar er is wel honger, als ik dat zo kan zeggen. Echter niet bij de opleidingsinstituten, heb ik de indruk, want die vinden dat zij meer van hun eigen methoden moeten aanleren, zoals wij altijd denken dat we meer recht moeten geven. Er is echter wel een grote honger van de mensen daarnaar, eens zij in de praktijk staan. Er is dus, voor wie dat wil, nog een grote markt.

Ik stap over naar een vraag over de toets achteraf van het feit, als men gemeld heeft. Je zit in een bepaalde situatie. Je maakt een inschatting en je meldt dat. Achteraf blijkt dat er helemaal niets aan de hand was. Ja, dat is uiteraard een probleem. Ook het omgekeerde is een probleem.

Men zegt dan ook dat het misdrijf van schuldig

verzuim een ogenblikkelijk misdrijf is, wat betekent dat men zich moet plaatsen op het moment van die inschatting. Wat er achteraf de facto gebeurd is, hoe raar het ook klinkt, is niet relevant om te oordelen over de vraag of het misdrijf heeft plaatsgevonden.

A la limite zou je het volgende kunnen zeggen. Stel, je hoort hulpgeroep in een appartement boven u. Je weet bijvoorbeeld dat er daar grote problemen zijn tussen de partners of dat de vader een contactverbod heeft met de kinderen die daar zijn. Je denkt dat er toch wel echt iets aan de hand is en je gaat dat melden. In dat geval bel je naar de politie. Dan blijkt bijvoorbeeld dat er een film op stond. Welnu, als je het niet had gemeld maar de inschatting terecht had gemaakt, dan zou je vervolgd kunnen worden voor het niet-melden van het afspelen van een film in het appartement boven u. Ik overdrijf dit nu om het principe duidelijk te maken. Als je meldt, terwijl achteraf blijkt dat er niets aan de hand was, dan is dat helemaal niet erg, als blijkt dat de inschatting correct gebeurd is. Omgekeerd, als je een verkeerde inschatting hebt gemaakt, bijvoorbeeld als je denkt dat er geen probleem is, maar achteraf blijkt dat er wel iets gebeurd is, dan moet ook de rechter zich plaatsen op het moment van die inschatting, gegeven al die informatie die je hebt en jouw professioneel omgaan daarmee. Met dat laatste wordt ook rekening gehouden. De hulpverleningsplicht weegt zwaarder voor hulpverleners en professionals dan voor gewone burgers. Dat artikel is voor beiden van toepassing, maar er wordt rekening gehouden met de mogelijkheden van een professionele inschatting.

Als men de informatie aannemelijk kan maken dat men ervan kon uitgaan dat er niet echt iets ernstig aan de hand was, zal men niet worden veroordeeld voor het niet-melden of niet-ingrijpen.

**Damien Vandermeersch:** En in geval van twijfel, zal de twijfel in het voordeel van de betrokkene spelen. Schuldverzuim of eventueel schending van het beroepsgeheim is een misdrijf. Er zal wel een a posteriori-inschatting gebeuren van de feiten, maar in geval van twijfel over de beoordeling van de situatie destijds, zal de twijfel in het voordeel van de betrokken verdachte spelen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Ik begrijp wat u zegt, maar zegt u dan ook dat het risico van de afweging een aanvaardbaar risico is dat wij best zouden laten bestaan in hoofde van de hulpverlener, of denkt u dat wij de regelgeving duidelijker moeten maken zodat de hulpverlener,

of eenieder in een dergelijke situatie, die afweging niet meer dagdagelijks moet maken? Zou het niet veel duidelijker zijn om te zeggen wanneer wel en wanneer niet?

**Johan Put:** Als wij dat konden, zou ik daarvan voorstander zijn, maar ik denk niet dat wij dat kunnen. Dat kan wel in extreme of heel duidelijke situaties, maar daarvoor is het dan ook minder nodig.

Ik denk niet dat de wetgever of het recht in staat is om heel duidelijke antwoorden te geven met een soort lijst van aanvinkbare elementen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Zou bijvoorbeeld het risico voor een minderjarig slachtoffer geen eenduidig meldcriterium kunnen zijn?

**Johan Put:** Ja. In artikel 422bis staat impliciet en in artikel 458bis expliciet dat het over dergelijke feiten gaat. Ik denk dat het een beetje is wat die meldcode in Nederland probeert en wat ook een aantal tools zijn die men binnen de hulpverlening hanteert over het inschatten van de situatie.

Bij Kind & Gezin heeft men een zgn. "POS-schaal" die op basis van wetenschappelijk onderzoek door Walter Hellinckx werd opgesteld, en waarbij men een heleboel fenomenen en tekens in kaart brengt. Men ziet een kind en, afhankelijk van de vaststellingen die men doet, van wat men hoort, staan in die lijst de zaken waarmee men rekening moet houden. Vanaf een bepaalde "score" is er dan sprake van een verontrustende toestand, waarna men bepaalde stappen moet ondernemen.

Ik denk dat het kan worden gebruikt als een soort van methodiek binnen de hulpverlening, maar ik denk niet dat het strafrecht de ideale plaats is om dat te doen. Ik meen dat wij daarin wel moeten komen tot de grote criteria en de bepaling wanneer wel en wanneer niet, en de verhouding tussen het beroepsgeheim en de melding. Die basiskeuzes moeten uiteraard wel in de wetgeving gemaakt worden. Ik geloof echter niet, noch voor de melding, noch voor het beroepsgeheim in het algemeen, in de slaagkansen van een ja-neenvragenlijst.

De volgende vraag ging over het casusoverleg tussen Justitie en de hulpverlening. Als alle actoren de kaarten op tafel leggen, is er dan nog sprake van een beroepsgeheim? Dat is een moeilijke vraag. Men kan natuurlijk zeggen dat het beroepsgeheim vrolijk geschonden wordt, als men het zo stelt. Ik zou echter het zwaartepunt van de discussie een beetje naar voren brengen. Vandaar

gaf ik aan dat men op voorhand een transparant en duidelijk kader moet vastleggen, als men tot samenwerking wil komen. Het is in dat kader dat er met die elementen rekening gehouden moet worden. Als dat kan binnen de grenzen van de wetgeving, dan is dat natuurlijk het beste.

Men merkt dat het in een aantal situaties perfect mogelijk is om tot oplossingen te komen zonder dat er namen genoemd hoeven te worden. Het gaat dan natuurlijk niet over casusoverleg. Heel veel zaken waarover parketmagistraten of hulpverleners graag eens van gedachten zouden wisselen, gaan niet altijd over een concrete persoon, maar wel over wat er gebeurd is en wat de beste manier van optreden is. Dat hoeft natuurlijk niet nominatim te gebeuren.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Als er in een bepaald dossier overleg plaatsvindt tussen het parket en hulpverleners, als het slachtoffer in kwestie wordt opgevangen door de hulpverleningssector, als blijkt dat de feiten hebben plaatsgevonden in een school of een vereniging en als uiteindelijk uit de concrete elementen van het dossier blijkt dat het misschien toch wel aangewezen is om verder onderzoek te voeren naar de instelling in kwestie, dan zou het mij logisch lijken dat in een dergelijke situatie de informatie gedeeld wordt tussen degenen die de zorg voor het slachtoffer op zich nemen en anderzijds het parket, dat eventueel opsporingen doet naar mogelijke andere slachtoffers binnen eenzelfde situatie, instelling, plaats of omstandigheid. Dan moet men in volle vertrouwen met elkaar kunnen handelen. Misschien wordt een dossier best afgehandeld door de zorg- of hulpverlening.

Los daarvan moet er ook ruimte zijn voor opsporing en eventueel vervolging door het parket.

Het zijn die situaties die ik in mijn achterhoofd heb.

**Johan Put:** Het is moeilijk daarop een antwoord te geven. U moet ook het gevaar in rekening brengen dat inhoudt dat, indien niet zorgvuldig wordt omgegaan met de informatie die wordt gedeeld, de vervolging die men eventueel wenst in te stellen, ook kaduuk wordt. Immers, het bewijs dat is verzameld, is op een onwettige manier verzameld, waardoor de stukken en alles wat eruit voortvloeit, niet meer mogen worden gebruikt.

Het is dus ook in het belang van het parket en van de onderzoeksrechters dat met de informatie op

een deugdelijke manier wordt omgegaan.

In Antwerpen wordt ter zake een onderscheid gemaakt tussen gevallen die, bij Justitie dan wel bij de hulpverlening, al dan niet reeds bekend waren. Er worden naargelang van de situatie andere afspraken gemaakt. Soms zal worden beslist dat men over de info overleg kan houden, zij het alleen indien de cliënt ermee instemt. Indien het gaat over een hulpverlening die bezig is en er binnen hetzelfde gezin andere interventies vanwege Justitie zijn, kan de hulpverlener enkel participeren, indien zulks met medeweten en eventueel met de toestemming van bijvoorbeeld het slachtoffer gebeurt.

Er wordt ook gesteld dat het hele casusoverleg in geen geval in het belang van de vervolging van de dader gebeurt. Het casusoverleg heeft dus niets met de basisopdracht van het openbaar ministerie te maken.

U hebt terecht opgemerkt dat een en ander de opdracht van het openbaar ministerie, van de onderzoeksrechter en van Justitie blijft.

Het is duidelijk dat de hulpverlening zich niet als een verlengstuk van Justitie mag en kan gedragen, door informatie die zij heeft, mee te geven, opdat de vervolging tot betere resultaten zou blijken te leiden. Zulks komt erop neer dat het beroepsgeheim wordt afgeschaft. Zodra er ergens een vervolging lopende is, zouden desgevallend immers alle dossiers moeten worden opengelegd. Het is echter nooit zo zwart-wit. Men moet proberen ter zake een afgesproken weg te vinden, wat wel mogelijk is. Alleen bevinden zelfs de afspraken die nu in Antwerpen in de maak zijn, zich in een aantal gevallen op de grens van het wettelijke. Men wil ter zake tot een ruimere gegevensuitwisseling komen dan strikt genomen wettelijk mogelijk is.

Eerlijk gezegd, er zijn vertrouwenscentra die nu ook verder gaan dan hetgeen de wet toelaat en die ruimer de weg naar de parketten bewandelen dan wat men in een strikte afbakening van het beroepsgeheim zou mogelijk maken. Het lijkt mij daar dan net zinnig dat er in de wet wordt aangegeven wat daarvoor de condities zijn om te vermijden dat die onderzoeksdaden nadien niet meer geldig zouden zijn en die hulpverleners strafrechtelijk of tuchtrechtelijk vervolgd zouden kunnen worden.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik heb een reactie en een bijkomende vraag.

Gelet op uw laatste redenering denk ik dat wij vragende partij zijn voor suggesties vanuit uw ervaring, zodat wij een verfijnde wetgeving kunnen maken.

Moeten wij daarenboven de hulpverlening ook niet in twee fases bekijken? Er is de hulpverlening op het moment dat er nog geen vervolging is ingesteld of nog niets geweten is, maar er is ook het groeiende probleem van de hulpverlening in het kader van de strafuitvoering. Ik denk dat dat een andere situatie is waarover wij toch ook geruchten horen. Als men een straf beschouwt als een middel om iemand op het betere pad te brengen en ondertussen ook de maatschappij beter te beschermen, dan heeft men natuurlijk nood aan interne informatie over de evolutie van die persoon.

**Johan Put:** Ik ben het daarmee eens. Ik denk dat dit een van de relevante onderscheiden is die men moet maken. Gaat het hier over hulpverlening die volledig buiten het justitiële kader staat en die vrijwillig werd aangegaan zonder dat men weet of er een dossier is bij Justitie? Of gaat het over hulpverlening die wordt ingeschakeld in bijvoorbeeld de strafuitvoering, de voorlopige invrijheidstelling of de probatie? Daarin is er eventueel ook nog een relevant onderscheid te maken tussen het statuut van die hulpverleners. Gaat het over externe, private diensten dan wel over bijvoorbeeld justitieassistenten, die iets meer binnen het justitiële landschap gekaderd zijn? Wat daar de consequenties van zijn, is natuurlijk nog een heel andere discussie.

Ik zou dat eigenlijk verbinden met de vraag die gesteld is over die gegevensuitwisseling, als het gaat over het uitvoeren van opdrachten van Justitie en hoe breed dat is. Ik weet dat daar nogal wat problemen zijn. Ik heb daar ook, laat ons zeggen, vrij expliciete standpunten over gelezen van bepaalde magistraten van strafuitvoeringsrechtbanken en tegenreacties daarop.

Er zijn twee belangrijke elementen die we in de appreciatie daarvan moeten meenemen. Het eerste is dat er een wettelijk kader bestaat voor een aantal van die zaken. Het tweede is die mandaatfiguur. Voor sommige mandaten of opdrachten die men vanuit Justitie krijgt, zoals bemiddeling of begeleiding van daders van seksuele misdrijven, zijn er samenwerkingsakkoorden of wettelijke bepalingen. In die bepalingen staat uitgewerkt dat er een rapportageplicht is en wat de inhoud van die rapportageplicht is. Ik geef een voorbeeld, als

het gaat over de dader-slachtofferbemiddeling tussen een minderjarige dader en een slachtoffer. Dan is er zowel in de wet als in het samenwerkingakkoord en de omzendbrieven een rapportageplicht van die diensten aan het parket of de rechter georganiseerd. Er staat echter ook bij dat die rapportage beperkt is tot een aantal gegevens die opgelijst staan. Wel ja, dan is dat de omvang van de rapportage enerzijds en anderzijds is ook de adressant van die rapportage duidelijk gemaakt.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Juist op dat punt, juist op de vermelding van wat moet gerapporteerd worden. Wat men wil rapporteren, is nogal zeer inhoudsloos. Men kan de voorwaarden van een therapie gevolgd hebben; dat kan men zien, stopzetting of niet. Het effect van de therapie op de persoon wordt echter niet vermeld. Mocht het de intentie zijn – voor zij die erin geloven – dat een straf ook opvoedend zou kunnen zijn en echt tot resultaten kan leiden, dan wordt dit deels geblokkeerd door zo'n akkoord waarin men eigenlijk zegt dat enkel het al dan niet deelnemen wordt meegedeeld.

**Johan Put:** Ja, er bestaan natuurlijk verschillende visies over hoe omvangrijk die rapportage zou moeten zijn. Ik ga ervan uit dat als daar op een bepaald moment wetgeving over is gemaakt, men met kennis van zaken en nadat men de verschillende betrokkenen heeft gehoord, tot die keuze is gekomen. Als die keuze nadien beperkend of te uitgebreid blijkt te zijn geweest, dan kan die heroverwogen worden. Waar echter dat evenwicht precies moet zitten, dat kan ik moeilijk zelf beantwoorden. Ik meen dat dit met de mensen van het terrein besproken moet worden.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik heb nog een juridisch vraagje. Dergelijk protocol, gesloten tussen twee ministers, wat is daarvan de juridische waarde tegenover strafrechtelijke wetgeving?

**Johan Put:** Als men tot een deugdelijke wetgevende regeling wilt komen, moet men, na overweging of het nodig is, dat bij wet doen.

Ik vind dat een protocol tussen ministers relevant is om te kijken wat de beleidsdimensie is en welke keuzes er daar gemaakt worden. Dat is niet onbelangrijk, maar men kan niet bij protocol of akkoord, ook niet bij akkoord tussen diensten, een uitzondering op een wettelijke bepaling definiëren. Als men een wettelijke bepaling heeft die duidelijk is, moet een uitzondering daarop bij wet bepaald worden.

Natuurlijk, de meeste wettelijke bepalingen zijn niet duidelijk en geven interpretatieproblemen. Bij een interpretatie is het belangrijk om na te gaan wat de achtergrond is van die bepaling en wat de huidige maatschappelijke context is. Daarin kunnen dergelijke beleidsinstrumenten wel meespelen, maar zonder dat dit echt een rechtszekere oplossing geeft.

**La présidente:** Monsieur Vandermeersch, vous souhaitez ajouter quelque chose sur cette même thématique?

**Damien Vandermeersch:** Non, pas spécialement. Je suis assez d'accord avec ce qu'a dit mon collègue.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Na het protocol heb ik een andere juridische vraag. In uw overzicht geeft u de uitzonderingen op het beroepsgeheim. Op een bepaald moment, bij sectorgebonden beroepsgeheimen, verwijst u naar decreten. Kunnen wij met een decreet een strafwet invullen en verder aanvullen of uitzonderingen maken op een strafwet?

**Johan Put:** Ja.

**Renaat Landuyt** (sp.a): In welke zin?

**Damien Vandermeersch:** Dat is een wet. Als het decreet binnen de bevoegdheid van de gewestautoriteit valt, is er geen probleem. Dat heeft de waarde van de wet. Dat staat expliciet in artikel 558: "behalve bij uitzonderingen bij wet". Een decreet heeft de waarde van een wet, zolang het binnen de bevoegdheid van het gewestelijke parlement blijft.

**Johan Put:** Het is alleen op sommige plaatsen in de Grondwet dat "wet" in formele betekenis gebruikt wordt. Een federale wet kan nooit zeggen dat alleen de federale wet en niet de gemeenschaps- of gewestdecreten een bepaalde regeling kunnen treffen. Dat is een kwestie van bevoegdheidsbepaling die voortvloeit uit de Grondwet en uit de bijzondere wet over de hervorming van de instellingen. Men moet naar de materiële bevoegdheid gaan kijken.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik zal mijn vraag nog wat meer specificeren. Er is een wet die het beroepsgeheim regelt. In uw mooie analyse beschrijft u dan het feit dat de decreten gezorgd hebben voor een soort van sectorgeheim. Kan het ene zomaar met het andere gelinkt worden?

**Johan Put:** Misschien gaat u vervolgens nog een

complicatie voorleggen, maar op dit moment zie ik niet echt een probleem, in de zin dat artikel 458 een algemene bepaling is. Er zou misschien wel een probleem zijn als decreten even algemeen zouden zeggen dat het beroepsgeheim niet bestaat. Dan komen wij wel voor een probleem.

Ik verwijs ook naar rechtspraak van het Grondwettelijk Hof over de privacywet, waar men zegt dat het federale kader een soort van minimum te respecteren kader is, maar dat binnen hun bevoegdheden Gemeenschappen en Gewesten dat mogen specificeren.

Gemeenschappen en Gewesten, vooral Gemeenschappen aangezien het grotendeels over persoonsgebonden aangelegenheden gaat, zijn bevoegd om regelingen te treffen inzake hulpverlening aan de jeugd, inzake algemeen welzijnswerk en kunnen daarvoor een uitbreiding van het beroepsgeheim inschrijven, maar ze kunnen ook een wettelijke regeling binnen dat bevoegdheidsdomein uitschrijven over communicatie, uitwisseling van informatie enzovoort. Dat kan dus inderdaad.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Er zit in mijn vragen geen addertje onder het gras. Ik probeer alleen te begrijpen hoe men de term beroepsgeheim via decreten kan uitbreiden qua betekenis. Dat is een beetje mijn vraag na uw analyse, waarvoor dank. Dit eindigt namelijk bij de vraag of dat zodanig uitgebreid kan worden, dat een geloofsgebonden biechtgeheim ook al beroepsgeheim genoemd kan worden, wat jullie bijna gedaan hebben.

**Johan Put:** Ik heb niets over het biechtgeheim gezegd; alleen dat ik daar niets van ken. Daar mag u toch zeker geen conclusies aan verbinden.

De discussie gaat over de bevoegdheden om bij decreet zaken te regelen. De federale wetgever heeft echter hetzelfde gedaan. In specifieke federale wetgeving staat er evengoed een uitbreiding van het beroepsgeheim. Daar zie ik dus geen verschil tussen de bevoegdheid van de federale wetgever in specifieke wetgeving of de bevoegdheid van de decreetgever.

La **présidente:** (*Hors micro*) (...) qu'on veut renforcer de manière significative, monsieur Landuyt!

**Johan Put:** Het ging over hulpverleners die onder mandaat van Justitie werken, waarbij een onderscheid tussen al dan niet mandaat wordt gemaakt. Er was een vraag hoe breed dat mandaat moet worden geïnterpreteerd.

Eén is kijken naar de wetgeving. Twee, denk ik, tenzij de wetgeving daar anders over beslist, moeten wij ervan uitgaan dat het mandaat ook de grenzen van het mandaat bepaalt. Ik bedoel daarmee dat een mandaat door een bepaalde, daartoe gerechtigde instantie is gegeven, met een bepaalde opdracht als inhoud.

Dan lijkt het mij dat de rapportageverplichting of –mogelijkheid die daaruit voortvloeit, gezien moet worden met dezelfde grenzen van het mandaat. Ik bedoel daarmee dat dit moet gaan naar degene die het mandaat heeft gegeven en dat ook de grenzen van de opdracht daarbij moeten worden gerespecteerd.

Als men wil dat vervolgens dat document op nog andere plaatsen kan worden gebruikt, kan men zien of dat mogelijk is via de algemene regeling van inzage in het strafdossier, bijvoorbeeld, want dat zal een stuk in het dossier worden. Daar zijn regelingen voor.

Ik denk niet dat men voor een opdracht, die een paar maanden of jaren geleden aan een bepaalde instantie is gevraagd door een onderzoeksrechter, kan zeggen dat wat daar gezegd is vervolgens door degene die de opdracht heeft gedaan jarenlang aan om het even wie ook nog eens gezegd kan worden als die van ver of dichtbij iets met Justitie te maken heeft.

Het is een uitzondering op het beroepsgeheim. Uitzonderingen moeten restrictief worden geïnterpreteerd. De grenzen van het mandaat bepalen ook de grenzen, de vrije ruimte om die informatie te laten uitwisselen.

Tenzij via andere manieren, zoals via de algemene regeling van het strafdossier, of tenzij er een specifieke wetgeving is die toelaat dat bijvoorbeeld een strafuitvoeringsrechtbank mag gebruikmaken van of dingen mag opvragen, maar dat moet expliciet worden geregeld.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Hoor ik u nu zeggen dat in het kader van de opvolging van de uitvoering van de straf door de justitieassistent, alle informatie die hij of zij bekomt in het kader van de opdracht, met de opdrachtgever wordt gedeeld?

**Johan Put:** Al de informatie die binnen de opdracht valt, kan met de opdrachtgever gedeeld worden.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Men heeft geen

andere opdracht, want men is werkstellig gemaakt in het raam van de strafuitvoering, waarmee ik daderopvolging bedoel. Men wordt werkstellig gemaakt in het raam van de opvolging van de uitvoering van de straf. Dat is het enige mandaat wat men heeft. Dus, alle informatie die men in het raam daarvan verwerft, kan gedeeld worden met de opdrachtgever.

**Johan Put:** Alle informatie die daarover gaat. Niet: informatie die daarbuiten staat of die er totaal niet relevant voor is.

Men heeft een bepaalde opdracht gekregen met een finaliteit. Alles wat daar nuttig, relevant voor is, mag aan de opdrachtgever meegedeeld worden.

Dat is niet hetzelfde als zeggen dat misdrijven ook aan de procureur gemeld mogen worden, bijvoorbeeld. Dat is namelijk niet de opdrachtgever van de justitieassistent op dat moment. De opdrachtgever is de strafuitvoeringsrechtbank, bijvoorbeeld, op een bepaald moment.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Eventueel.

**Johan Put:** Ja. Ik bedoel dus dat nagegaan moet worden wie de opdrachtgever is.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Dat kan een parketmagistraat zijn, het kan een strafuitvoeringsrechtbank zijn, het kan een onderzoeksrechter zijn, het kan gebeuren in het kader van probatievoorwaarden. Dus, degenen die opdracht geven...

**Johan Put:** Degene die die concrete opdracht heeft gegeven.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Die deelt de informatie met degene die de opdracht uitvoert.

**Johan Put:** Ja, maar niet met andere potentiële opdrachtgevers voor andere opdrachten. Dat is een zeer belangrijk en relevant verschil, ook in de huidige discussie over de positie van de justitieassistenten, denk ik.

**Damien Vandermeersch:** Je voudrais apporter deux précisions en réponse à cette question.

C'est d'abord entre les différents acteurs, la transmission d'informations. Il ne faut pas oublier qu'il y a le *gemeenrecht*, c'est le parquet; il n'y a pas de secret professionnel par rapport au parquet. Je vais revenir sur le problème *van de opdrachtgever*. En ce qui concerne le parquet, les

rapports qui figurent dans un dossier, le parquet a accès à tous les dossiers judiciaires même clôturés. C'est donc au parquet à jouer ce rôle d'interface et éventuellement à prendre des informations d'un dossier d'instruction et de les communiquer au tribunal d'application des peines. C'est un parquet un et indivisible. Je pense que la question est plutôt: comment dans la réalité peut-on mettre cela en œuvre de façon efficace pour ne pas revenir non plus avec des rapports d'il y a quinze ans qui ne sont plus pertinents au regard de la situation actuelle? En termes de cadre légal, c'est le rôle du parquet. Ce n'est pas le rôle du président du tribunal d'application des peines. Ce n'est pas le rôle du juge d'instruction. C'est le rôle du parquet d'assurer cette transmission de l'information pertinente.

En ce qui concerne la question de toutes les informations de l'assistant de justice, il y a un débat. Je pense que pour ce qui rentre – cela a été dit – dans la mission de l'assistant de justice, c'est-à-dire le respect des conditions, tout ce qui est pertinent par rapport au respect des conditions, il y a *een plicht van rapportage*.

Dat is de taak van de justitieassistent.

Met andere informatie in het kader van de begeleiding van de persoon en de steun aan de persoon in verschillende etappes, kan eventueel ook vertrouwelijke informatie aan de justitieassistent worden meegedeeld. Dat is volgens mij een beetje dezelfde situatie als bij een ander maatschappelijk werker. Dan is er volgens mij ruimte voor een beroepsgeheim.

Checking en controle van de voorwaarden vallen echter binnen de opdracht en er is geen beroepsgeheim bij, bijvoorbeeld, het niet-plegen van misdrijven. Als het in het kader van een controle is, heeft de justitieassistent de plicht om die problemen mee te delen.

**Johan Put:** Mevrouw de voorzitter, ik wil uw vraag in verband met het protocol en het samenwerkingsakkoord nog beantwoorden.

Ik heb de voorgeschiedenis ervan niet meegemaakt. Als ik het goed begrijp, is er destijds een nationale commissie geweest voor slachtoffers van seksuele uitbuiting, die tot bepaalde eindconclusies heeft geleid. Daarna is er verder gewerkt aan het specifiek protocol over de aanpak van kindermishandeling. Dat heeft echter niet geleid tot een tekst die door alle betrokken deelnemers aan die gesprekken werd gefinaliseerd.

Hoe dat precies is gebeurd, weet ik niet. Op een bepaald moment werd beslist dat de gesprekken konden worden verdergezegt, maar dat de situatie tussen de Gemeenschappen gedeeltelijk verschillend was omdat het een ander landschap is en er andere relevante wetgeving is.

Aan Vlaamse zijde is er op 30 maart 2010 een akkoord gesloten tussen de minister van Justitie en de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, dat grotendeels de tekst was die al op de federale tafel lag, maar waaraan een aantal zaken is toegevoegd, gelet op de Vlaamse situatie.

Het gaat dus over een analyse van de wetgeving, over het landschap, over structuren zoals een arrondissementele raad en een Centrale Raad voor Kindermishandeling. Op het einde staat dat er kan worden gewerkt aan dat experiment dat men nu in Antwerpen aan het voorbereiden is.

De precieze inhoud van dat experiment staat niet in dat akkoord. Daar zal de vraag zijn hoever men kan gaan om dat experiment in de realiteit uit te voeren of dat daarvoor een bepaalde wetswijziging nodig is.

Het zal pas op het einde van de besprekingen duidelijk worden dat het voor een aantal zaken, indien men echt wil gaan voor de zaken die er rond de tafel leven, rechtszekerheid zou creëren, indien er ter zake een wettelijk kader bestaat.

**Damien Vandermeersch:** Madame la présidente, rapidement car beaucoup de choses ont déjà été dites. Je vais toutefois répondre aux questions qui m'ont été adressées directement.

En ce qui concerne l'aspect dépositaire du secret professionnel, le recueil des confidences de l'auteur, j'ai été très court mais j'y ai répondu. J'y ai répondu sans doute rapidement parce que je n'avais pas tellement d'autres propositions à faire. Je veux quand même préciser que si l'on voulait élargir l'article 458bis à la situation de celui qui reçoit la confiance de l'auteur pour des questions de clarification, je n'y verrais pas d'inconvénient car, pour moi, cela décrit vraiment une situation de non-assistance à personne en danger. Avec une personne, on parle de danger grave imminent.

Qu'on ait fait le choix, par rapport aux confidences des victimes, d'une possibilité de dénonciation judiciaire, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas faire le même choix pour l'auteur. Cela me semble tout à fait équilibré puisque l'on est quand

même dans une situation décrite de danger imminent. Là, je vous rejoins en disant qu'il faut réagir. Il faut absolument avoir une réaction efficace.

Si, pour des questions d'égalité, si on a estimé nécessaire de faire cette disposition pour la victime, personnellement, je n'y verrais pas d'inconvénient pour l'auteur mais cela recoupe pour moi la non-assistance à personne en danger et l'état de nécessité.

Par contre, si c'est pour en faire une obligation ou élargir, au-delà de cette hypothèse, pour les confidences de l'auteur, je vais être franc avec vous. J'ai une inquiétude! Je crains que le praticien ne soit obligé, dès le départ, à avertir – un peu comme nous devons le faire maintenant avec Salduz – du droit au silence. Le praticien ne sera-t-il même pas obligé ... quand l'intéressé ira plus loin, même en cours, en disant "attention, si vous me le dites...". il y a quand même une loyauté à avoir. Nous sommes dans une relation patient-médecin. La loyauté du médecin ne sera-t-elle pas de dire: "attention, si vous me dites cela, je vais aller de suite le raconter." Vous pensez bien... Ou bien la relation, la thérapie, va s'arrêter ou bien l'intéressé, s'il n'est pas trop idiot, comprendra vite. On risque donc peut-être de rencontrer une difficulté.

Il faut savoir que de nombreux thérapeutes travaillent avec des auteurs et les invitent à faire la démarche judiciaire ou à faire face à leurs responsabilités. Il ne faut pas croire que tous les thérapeutes sont là pour cacher et éviter à tout prix la justice. Je ne le pense pas! Certains préconisent d'ailleurs de faire appel à une généralisation de l'obligation. Les thérapeutes peuvent faire un travail à ce niveau-là pour rencontrer le problème et, si nécessaire, parfois par la voie pénale.

Ils ont aussi le verrou de sécurité. En cas de danger actuel... On est quand même dans une matière très sensible, où le risque de récidive est important. Personnellement, je pense qu'il ne doit pas attendre que la récidive se soit réalisée. Le thérapeute est bien placé pour l'apprécier! On lui fera difficilement reproche si lui-même, en sa qualité de thérapeute, prévoit un risque de récidive et, en parlant de l'efficacité de la thérapie, affirme qu'elle ne donne aucun résultat. À cet égard, il doit quand même prendre ses responsabilités aussi pour éviter cette récidive en prenant les mesures qui s'imposent. La loi dit "s'il n'y a pas d'autre qui ne soit pas en mesure elle-même ou avec l'aide d'un tiers de protéger cette intégrité". C'est l'article

458bis. Si on reprend dans ces termes-là, je suis plutôt d'accord.

De façon générale, je crains que les thérapeutes ne risquent pas d'être très préventifs par rapport à toute confiance de cet ordre-là et que l'on en arrive finalement à une situation très contre-productive, parce que le thérapeute n'aura plus connaissance du danger à ce moment-là. Cela peut être aussi un problème. Personnellement, je préfère que les thérapeutes, dans le cadre de la confiance, aient connaissance des confidences et du danger éventuel, quitte à ce moment de prendre ses responsabilités et de dénoncer si le danger est réel, plutôt que de ne plus avoir accès à ces confidences.

À propos du *casusoverleg*, je suis un tout petit peu plus réservé. À chacun son rôle. Si l'affaire est déjà portée à la connaissance de la justice, il n'y a pas de problème, car celle-ci dans sa démarche – et elle le fait souvent – peut associer des thérapeutes, notamment en cherchant des mesures alternatives. Nous travaillons avec le secteur d'aide. Dans ce sens-là, cela ne pose pas de problème, sachant que ce secteur est lié au secret professionnel par rapport aux tiers.

Par contre, il me semble très délicat d'associer le ministère public. Lorsque cela se passe de façon anonyme, nous sommes d'accord! Il n'y a pas de problème, si la concertation a lieu de façon anonyme. Mais si on dévoile, imaginez que l'un et l'autre ne soient pas d'accord! Le procureur doit faire son boulot. Il va y aller! On va peut-être décider par la suite de ce que l'on va faire avec le secret professionnel, mais pour certaines situations, on a vu quelques exceptions, mais il sera très difficile de parler de cas concrets gérés exclusivement par le secteur de l'aide.

Alors, les cas doivent rester anonymes pour pouvoir discuter de cas concrets. Sinon, nous aurons une grosse difficulté: le ministère public devra faire son travail. Il faut imaginer ces situations de désaccord qui peuvent se produire, à moins de prévoir un cadre. Mais comment le prévoir dans la loi? Par contre, une meilleure connaissance des potentialités et des études de cas, déjà traités ou pas, cela, c'est intéressant pour avoir les bonnes réactions et pour mieux répartir les interventions des uns et des autres. Là, je vous rejoins tout à fait.

J'en viens aux questions que vous m'avez posées. J'ai évoqué en son temps la présomption: j'ajouterai "de qualité de victime". Au départ j'ai parlé de victime mais j'ai un peu affiné le propos.

En fait, l'idée est que la victime, dans le procès pénal, est dans une position très particulière, qu'on lui fait jouer un rôle particulier. Je parle de victimes d'abus sexuels. Elle a un triple statut. D'abord, elle est victime. Nul n'a choisi d'être victime et parler de tels faits est particulièrement lourd. Elle est aussi témoin: on sait que la victime est souvent un témoin essentiel. Enfin, elle est l'accusateur, avec parfois des liens avec l'abuseur, des liens qui impliquent une complexité, une ambivalence.

Mon souci est d'essayer d'alléger ce poids que la justice fait parfois peser sur la victime. Quelque part, on donne l'impression à la victime que repose sur ses épaules la bonne fin du procès et que si elle n'est pas un bon témoin, ce sera presque sa faute si la personne est acquittée. Si elle ne parvient pas à répondre aux attentes de la justice, ce sera encore l'échec et ce qui serait alors vécu comme un échec serait alors de sa responsabilité. C'est cette dimension que je voudrais éviter. J'aime bien l'expression: "Une victime vient déposer en justice.". Oui, elle vient déposer sa déclaration en justice et c'est à la justice de faire son travail, de vérifier la question de la preuve, d'éventuellement trouver d'autres preuves et de les récolter dans les meilleures conditions. Ce n'est pas la responsabilité de la victime, c'est celle de la justice.

Par rapport aux victimes, combien de victimes n'ont-elles pas dit: "Je me suis senti suspecté même, suspecté de colporter une autre accusation." C'est parfois très subtil: "Vous êtes sûr de ce que vous dites? C'est quand même grave ce que vous avancez là..." D'autant plus si la personne en cause est une personne importante ou une personne dont on n'attend peut-être pas cela. C'est alors d'autant plus difficile et le questionnement, l'incrédulité se ressentent même s'ils ne sont pas exprimés. En tout cas, ils sont ressentis par la victime. En d'autres termes, la victime se sent, dès le départ, jugée.

Donc ma proposition est de dire: au fond, l'impartialité de la justice, c'est l'absence de préjugé. On jugera au jour et à l'heure dits; on jugera alors l'affaire. Mais avant, pourquoi faut-il déjà préjuger, donner un avis, croire ou ne pas croire la victime?

Je pense que la victime a le droit de bénéficier de ce que j'appelle la présomption de qualité de victime. Pour moi, ce n'est pas autre chose que la présomption d'innocence en termes de manière de traiter un justiciable. La présomption

d'innocence, pour moi, a un aspect de traitement dans la procédure et un aspect de preuve. Comme je l'ai dit tout à l'heure, en aspect de preuve, il n'y a pas égalité: le doute profite à l'accusé et pas à la victime.

Par contre, en matière de traitement, pourquoi ne peut-on pas avoir les mêmes égards à l'égard de la victime en disant: ce que vous apportez mérite d'être pris au sérieux, mérite d'être examiné avec toute l'attention et avec toute la rigueur que doit avoir la justice quand elle mène une enquête, comme les arguments avancés par l'accusé, présomption d'innocence, mérite aussi une grande attention.

En fait, pour moi, ce sont les deux versants du même principe: c'est l'impartialité, l'absence de préjugé.

Cela permettrait aussi de faire passer, au niveau du monde policier et du monde judiciaire, qu'il n'y a pas lieu de prendre position, d'émettre déjà des avis sous peine de préjuger et de violer la présomption de qualité de victime, d'émettre déjà un avis sur la déclaration de la victime ou, comme on le dirait pour la culpabilité du suspect.

Je pense que cela s'inscrit dans la même approche, mais j'ai toujours eu l'impression – et j'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup de victimes – que c'était un point très sensible, qu'elle sentait, au terme de l'audition, que le policier ou le magistrat avait déjà son petit avis sur la question.

On l'interdit pour l'inculpé. Peut-être que le magistrat... Mais la question est d'avoir cet égard, cette réserve, cette absence de préjugés. Je pense qu'il est important que la victime ait ce sentiment de dire... elle dépose ce qu'elle a, elle dépose son témoignage en justice. Il revient à la justice de mener l'enquête. Mais, dans cette enquête, on ne va pas dire: "On vous croit, mais êtes-vous si sûr? Cela paraît peu plausible." Je pense que, là, il faut avoir des égards de ce point de vue-là. C'est de là qu'est venue l'idée, qui est plus au niveau de la méthodologie, de l'approche, d'avoir le même égard envers l'ensemble des parties au procès.

Alors, la confession... Je ne vais pas me confesser, parce que je ne suis pas un spécialiste de la matière et ne la pratique pas. Je peux simplement vous dire que c'est admis dans les ouvrages de doctrine. Sur la confession, on peut dire qu'il y a unanimité. J'y ajoute un petit argument qui m'est venu. Il s'agit du droit au silence: à savoir, ne pas être contraint à s'auto-

incriminer. Si, dans la confession, parce que, vis-à-vis de Dieu, vous devez loyauté, la confession repose sur un aveu de culpabilité qui, évidemment, correspond à la vérité. Si, contre la volonté de la personne, c'est révélé à la justice, je pense qu'il y a un problème de droit au silence. Elle a été contrainte à s'auto-accuser, et puis on rapporte ça immédiatement à la justice contre sa volonté. Même indépendamment du secret professionnel, on aurait un problème de respect du droit au silence si l'on passait de l'un à l'autre immédiatement.

Une autre question est l'étendue d'un secret professionnel en dehors du cadre strict de la confession. Pour moi, le repère deviendrait alors le travailleur social. L'aumônier de prison fait un travail social non négligeable. Mais je parle autant de l'accompagnateur laïc qui mérite la même protection. Pour faire un bon travail, il faut aussi pouvoir travailler avec des détenus dans une certaine confidentialité. De nouveau, c'est une question de valeur sociale, d'efficacité aussi de l'intervention de ces personnes.

Cela n'avait pas été soulevé. Hormis l'aumônier de prison qui était un aspect un peu plus exposé. Mais d'autres aspects peuvent être en relation avec cela. On pourrait imaginer que le législateur limite la confession. Pour le banquier, il n'y a pas de secret professionnel, parce que le législateur a fait le choix. On considérerait qu'il s'agissait d'une obligation de discrétion, mais qu'il n'y avait pas de secret professionnel.

**La présidente:** Il y a un secret bancaire!

**Damien Vandermeersch:** Oui, mais ce n'est pas un secret professionnel au sens de l'article. Ce n'est pas la même chose. Comme juge d'instruction, on sent la différence. Le secret professionnel, c'est plus dur!

**Thierry Giet (PS):** Selon vous, le secret professionnel s'appliquerait effectivement à la confession, mais essentiellement, dans votre esprit, pour garantir le droit au silence de celui qui se confesse.

**Damien Vandermeersch:** Je dirais que c'est un argument supplémentaire.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Het argument van het recht om te zwijgen, is een verzwakking van de stelling. Ik verklaar mij nader. Ik zeg zulks met respect voor de professor en ook voor de andere mensen.

Er is evenwel een verschil. Het is niet de bekentenis die in de biecht vervat ligt, die wij willen aangrijpen. Het is wel de kennis en het signaleren van een misdrijf.

**Damien Vandermeersch:** Dat is een beetje gelijk.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Nee, want daarmee is het nog niet bewezen. Ik ga ervan uit dat wij de biecht niet als een bewijs aanzien. Dat is iets anders. U kan hier niet zomaar het argument van het zwijgrecht gebruiken, om aan te geven dat wat in een cultus iets volledig privé of een privépraktijk is, voor een overheid die voor de scheiding tussen Kerk en Staat staat, enige waarde zou kunnen hebben.

Ik begrijp dus helemaal niet dat in ons systeem van scheiding van Kerk en Staat, de biecht op een of andere manier een betekenis in ons recht zou hebben. Dat begrijp ik helemaal niet.

**Damien Vandermeersch:** Dat is een keuze. De wetgever kan in bepaalde gevallen vastleggen dat er voor bijvoorbeeld een priester geen beroepsgeheim is. Dat is desgevallend een keuze van de wetgever. Ook voor de bankinstellingen hebben wij een dergelijke keuze gemaakt. Andere landen hebben een andere keuze gemaakt. In Luxemburg of Zwitserland geldt een beroepsgeheim voor de bankinstellingen. Zulks is een democratische keuze, zou ik zeggen.

Ik begrijp uw zienswijze helemaal. Het betreft echter een keuze van de wetgever.

Het is echt enkel tegenwoordig dat, wegens het beroepsgeheim dat volgens de rechtspraak en de rechtsleer, er zijn beslissingen van de rechtspraak ter zake... Vanaf het ogenblik dat er een beroepsgeheim wordt erkend, moeten we de regels met betrekking tot het beroepsgeheim toepassen. Dat is de logica.

Wij kennen een zelfde systeem voor het probleem van de loyaliteit ten opzichte van de Orde van Geneesheren of van de Orde van Advocaten. Een advocaat moet loyaal zijn en alle feiten aan zijn stafhouder bekennen. Dat is een deontologische regel. Ter zake is er echter een probleem qua bewijs of voor het gebruik van dat bewijs. De stafhouder zal nooit zeggen: ja, ja, maar ik zal het misdrijf vermelden met het bewijs. Wij weten wel dat die feiten door betrokkene bekend zijn. Dat is het probleem.

Dat is niet specifiek voor het beroepsgeheim van

de biecht. Er zijn ook andere situaties, vanaf het ogenblik dat de betrokkene de waarheid moet zeggen tegen zijn overste, bijvoorbeeld de Orde van Advocaten. De stafhouder zal het nooit meedelen. Men kan eventueel een meldplicht opleggen aan de stafhouder, maar dat zal moeilijk zijn.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Dat is maar één zinnetje in de wet, hoor.

**Damien Vandermeersch:** Ik ben geen stafhouder, maar u kunt die vraag misschien aan de stafhouders stellen.

**Thierry Giet** (PS): J'avais encore une petite question sur l'article 458bis qui aujourd'hui permet à quelqu'un qui a examiné la victime ou recueilli les confidences de celle-ci de dénoncer. Cela vous poserait-il problème, cela vous paraîtrait-il opportun d'élargir le champ d'application de cet article 458bis, non pas uniquement à l'hypothèse où la personne a examiné une victime et a recueilli ses confidences mais éventuellement aussi lorsque cela met en cause des victimes potentielles?

En l'occurrence, on est véritablement uniquement dans l'hypothèse où il y a une victime déterminée ici et maintenant. On pourrait envisager la rédaction du texte de façon beaucoup plus large pour quelqu'un qui aurait connaissance de victimes potentielles à l'avenir.

**Damien Vandermeersch:** J'avais déjà envisagé l'extension pour ce qui est effectivement un élément important pour celui qui reçoit les confidences de l'auteur mais je pense que précisément, c'est dans la logique de la non-assistance à personne en danger.

Je pense qu'on a inséré cette disposition pour informer les personnes, notamment du secteur de l'aide à la jeunesse qui ne connaissent pas toujours les dispositions; quand les choses sont dites explicitement, c'est mieux. Il n'est pas toujours évident de savoir ce que signifie la non-assistance à personne en danger.

Ce qui me plaît d'abord dans cette disposition, c'est que c'est une faculté. Ce qui est contraignant risque toujours d'avoir un effet pervers. C'est une faculté qui laisse une part de responsabilisation pour le dépositaire du secret professionnel, avec la possibilité d'alternatives. Laisser cette possibilité préserve, à mon avis, d'autres types d'approche, l'élargissement à d'autres victimes; j'ai envie de dire que la non-assistance à personne en

danger ce n'est pas une victime déterminée, ce n'est pas cette victime-là, c'est beaucoup plus général. Donc, je serais plutôt partisan de ne pas se limiter à une victime. Il me semble que les termes sont suffisamment clairs pour ce faire. D'ailleurs je crois que le secteur l'a toujours compris de façon plus large; on peut protéger une victime mais ce n'est pas pour laisser d'autres victimes potentielles. La problématique est la même.

Nombreuses sont les victimes qui portent plainte le jour où elles se sentent assez fortes pour résister à l'abuseur. Elles portent plainte pourquoi? Parce qu'elles veulent en protéger d'autres. C'est souvent cette démarche qui les motive et qui les aide. C'est la protection d'autres personnes. Elles disent: "Pour moi c'est terminé; maintenant je sais me défendre.

D'ailleurs, je parviens à porter plainte, mais c'est pour protéger d'autres." Donc cette dimension d'élargir à d'autres, je pense que, dans le chef des victimes, c'est aussi très important. Moi, j'y suis donc plutôt favorable.

La **présidente**: Y a-t-il d'autres questions, chers collègues?

S'il n'y en a pas, je remercie nos deux intervenants. C'était très important: ce secret professionnel est aussi au centre de nos travaux. Merci pour votre expérience et votre expertise.

Chers collègues, bonnes vacances, des *Krokusvakantie*.

Pour les rapporteurs, je sais qu'elles seront studieuses; pour les secrétaires et les experts aussi.

Je signale aussi que lundi, après les vacances de carnaval, M. Deetman est confirmé pour l'après-midi.

Pour l'Irlande, comme la personne actuelle est mandatée par le ministre de la Justice irlandais et qu'il doit évidemment avoir en premier le rapport, elle ne veut pas venir en dévoiler le contenu devant cette commission-ci; cela peut se comprendre. Du coup, nous avons demandé à M. Ryan de revenir, mais nous n'avons pas encore réellement de réponse. En tout cas, M. Deetman sera là.

À l'issue de la réunion, je voudrais faire un point sur notre ordre des travaux avec l'ensemble de la commission.

Nous aurons aussi commission le mardi après-

midi et le mercredi après-midi pour tous les secteurs: handicapés, sport, éducation, mouvements de jeunesse et médical.

*La réunion publique de commission est levée à 17.16 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.16 uur.*

COMMISSION SPÉCIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PÉDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITÉ, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

LUNDI 14 MARS 2011

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 14 MAART 2011

Namiddag

De vergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door de heer Stefaan Van Hecke. La séance est ouverte à 14.25 heures et présidée par M. Stefaan Van Hecke.

**Hoorzitting met de heer Wim Deetman, voorzitter van de Nederlandse onderzoekscommissie "Seksueel misbruik in de Rooms-Katholieke Kerk"**

**Audition de M. Wim Deetman, président de la commission d'enquête des Pays-Bas sur les "Abus sexuels au sein de l'Église catholique romaine"**

De **voorzitter**: Vermits onze voorzitter, mevrouw Karine Lalieux, straks om dringende redenen weg moet, zal ik deze vergadering voorzitten.

Vandaag kijken wij even over de grens. Wat gebeurd is in België, is immers niet uniek. Wij zijn blij dat wij twee buitenlandse gasten mogen verwelkomen: de heer Deetman en de heer Kreemers van de Nederlandse onderzoekscommissie "Seksueel misbruik in de Rooms-Katholieke Kerk", hier beter bekend als de commissie-Deetman, naar haar voorzitter.

Wij zullen vandaag naar hen luisteren. Ik geef de heer Deetman onmiddellijk het woord.

De bedoeling is dat hij in zijn inleiding uitlegt hoe de commissie ontstaan is en hoe zij werkt. Uiteraard kunnen er door de commissieleden vragen gesteld worden over die werking en over de aanpak in Nederland.

Ik geef u heel graag het woord, mijnheer Deetman.

**Wim Deetman:** Mijnheer de voorzitter, ik ben graag ingegaan op uw verzoek om hier een aantal vragen te beantwoorden. U hebt mij gevraagd om een korte uiteenzetting te geven over het werk van de commissie en om mij eerst te introduceren.

Ik ben voorzitter van een onafhankelijke commissie die onderzoek doet naar het seksueel misbruik binnen de rooms-katholieke kerk vanaf 1945 tot heden.

Mijn hoofdtaak is van totaal andere orde. Ik ben in Nederland lid van de Raad van State. Daarvoor ben ik burgemeester van Den Haag geweest, daarvoor voorzitter van de Tweede Kamer van het Nederlands Parlement en daarvoor minister van Onderwijs.

Naast mij zit de heer Kreemers, die de secretaris-onderzoeksleider van de commissie is. Ik heb hem vorig jaar in juni kunnen werven. Hij heeft de afgelopen twintig jaar heel veel ervaring opgedaan met het voeren van onderzoeken naar moeilijke problemen in de sfeer van het overheidsbeleid.

Zo was hij betrokken bij het onderzoek naar het drama voor Nederland en voor de mensen ter plekke in Srebrenica in de Balkan en recentelijk bij het onderzoek naar het functioneren van de inspectie voor de volksgezondheid in Nederland. Daartussen liggen nog tal van andere onderzoeken.

Mijnheer de voorzitter, u hebt gevraagd wat de taak van de commissie is en hoe de commissie is tot stand gekomen. Ik zal dat slechts duiden met een aantal trefwoorden. Toen in Nederland ruim

een jaar geleden de publicitaire golf van het seksueel misbruik met minderjarigen op gang kwam, verklaarde de voorzitter van de Bisschoppenconferentie in Nederland, de bisschop van Rotterdam, monseigneur Van Luyn, dat een onafhankelijk onderzoek zou moeten worden verricht.

Dat heeft ertoe geleid dat hij een aantal mensen kennelijk heeft gevraagd hoe men een onafhankelijk onderzoek inricht. Zijn naaste medewerkers kwamen ook bij mij uit en ik heb die vraag beantwoord. De kern van dat antwoord was: indien u een onafhankelijk onderzoek wil, moet u daartoe besluiten.

Binnen de rooms-katholieke kerk, voor Nederland, maar ook daarbuiten, betekent dit dat alle bisschoppen daarmee zouden moeten instemmen, alsook ieder van de afzonderlijke ordes en congregaties. Ik heb hem aanbevolen om een unaniem besluit te nemen. In de tweede plaats heb ik hem geadviseerd om externen in te schakelen om beredeneerd en beargumenteerd onderzoeksvragen te formuleren en tevens te adviseren over de samenstelling van een onderzoekscommissie en daarover te rapporteren in een openbaar rapport.

Ik kreeg van hem het verzoek de onderzoeksvragen te formuleren. Dat verzoek kreeg ik eind maart vorig jaar. Dat verzoek heb ik aangenomen. Het advies, hoe men een onderzoek moet inrichten, welke onderzoeksvragen er aan de orde zijn, onder welke condities onderzoek moet plaatsvinden – onafhankelijk – en dat soort vragen, heb ik in mei vorig jaar uitgebracht. Ik heb het uitgebracht aan de conferentie van de Nederlandse bisschoppen en aan de conferentie van religieuzen, dat wil zeggen de ordes en congregaties.

Gelijktijdig heb ik dat advies openbaar gemaakt en toegelicht aan de pers, in het perscentrum Nieuwspoort in Den Haag. Er is niet eerst vooraf overleg gepleegd. Het advies is kenbaar gemaakt en daarnaast meteen openbaar gemaakt en toegelicht aan de pers. Dat advies is daarna unaniem aanvaard. Ik heb toen de opdracht aanvaard om de onderzoekscommissie te leiden.

Wat zijn de onderzoeksvragen? Dat is het eerste punt. Het eerste punt betreft een beargumenteerde schatting van het seksueel misbruik vanaf 1945 tot heden binnen de rooms-katholieke kerkprovincie in Nederland. In het tweede punt wordt aangegeven hoe het kon gebeuren dat zo'n lange tijd over dit seksueel

misbruik is gezwegen. Dat is de doofpot, de *culture of silence*. Ten derde, aan te geven en te onderzoeken wie binnen de rooms-katholieke kerk bestuurlijk verantwoordelijk was voor de doofpot en het niet verlenen van hulp aan slachtoffers.

Ten vierde, advies uit te brengen over de manier waarop de hulpverlening aan slachtoffers, maar ook de schadevergoeding, indien nodig, zou kunnen worden geregeld.

Ten slotte, aanbevelingen te doen voor de toekomst met betrekking tot preventieve maatregelen: hoe kan misbruik worden voorkomen?

Dat was globaal de opdracht.

Ik wil u eerst iets meegeven over de geargumenteerde schatting van de omvang van het misbruik.

Ten eerste, het is natuurlijk heel moeilijk om voor een zo lange periode precies alle feiten en omstandigheden boven de tafel te krijgen. Op dit moment zijn er bij de commissie meer dan 2 000 meldingen binnengekomen. Echter, bij voormelde meldingen moet rekening worden gehouden met het aspect van overrapportage, maar ook met het aspect van onderrapportage. Veel slachtoffers melden zich niet. Zulks betekent dat we niet veel verder dan tot een beargumenteerde schatting kunnen komen.

Is dat mogelijk? Ja. Dat is met methodes van sociaalwetenschappelijk onderzoek mogelijk.

Hoe doen wij dat? Wij doen dat door de meldingen te analyseren. Er is een computerprogramma gemaakt waarin de relevante aspecten met betrekking tot seksueel misbruik zijn opgenomen. Er komt binnenkort een vragenlijst voor aanvullende informatie naar de slachtoffers. Wij kunnen dat analyseren.

Ten tweede, wij kunnen ook archiefonderzoek doen. Het archiefonderzoek is van grote betekenis. Er zullen immers ook feiten moeten worden geverifieerd. Wij moeten echter ook nagaan of er slachtoffers zijn die zich, om welke reden dan ook, niet hebben gemeld.

Kunnen wij in de archieven ook iets te weten komen over het toedekken van wat er is gebeurd? In verband daarmee is in de adviesaanvragen de noodzaak aangegeven tot toegang voor de leden van de commissie tot alle archieven onder het beheer van de bisdommen en ordes in Nederland,

ook de zogenoemde vertrouwelijke archieven, die in Nederland ook wel geheime archieven worden genoemd.

Die toezegging hebben wij verkregen. Toegang tot de archieven betekent niet alleen dat wij alle relevante documenten willen hebben, maar dat wij zelf fysiek in die archieven kunnen, niet alleen om een zicht te krijgen op de staat van die archieven, maar ook om gewoon te zoeken naar stukken waarvan je niet altijd op voorhand weet welke stukken je precies moet hebben, documenten.

Op dit moment is een aantal onderzoekteams, bestaande uit zeer ervaren archiefonderzoekers, aan de slag en worden de archieven van bisdommen, van de Nederlandse Bisschoppenconferentie maar ook van ordes, voor zover dat voor ons nodig is, doorgespit.

Wanneer op grond van die gegevens een indruk is ontstaan en wanneer op grond daarvan – vanwege de tijd laat ik alle technische details maar rusten – conclusies worden getrokken, is het van belang een controleonderzoek uit te voeren.

Daarom gaat er in de volgende maand een slachtoffersurvey van start. Dat is gewoon een opinieonderzoek door een van de grote onderzoekbureaus in Nederland. Daarbij wordt een zeer groot aantal Nederlanders ondervraagd met betrekking tot seksueel misbruik, zowel binnen als buiten de rooms-katholieke kerk.

Daar komen ook weer gegevens uit, die wij kunnen vergelijken met de conclusies op grond van de meldingen die bij ons zijn binnengekomen en met de conclusies die wij op grond van het archief hebben getrokken. Dan moeten er voldoende ingrediënten op tafel liggen om die beargumenteerde schatting te kunnen geven.

Daarbij is het van belang ook onderzoeken te betrekken die in andere sectoren van de samenleving en in het buitenland zijn gedaan, want het gaat niet alleen om de omvang van het misbruik. De vraag is evenzeer aan de orde of dat in vergelijking met andere sectoren in meer, mindere of gelijke mate het geval is geweest.

Ik kan daar nog geen antwoord op geven. Dat weten we nog niet, maar men moet het wel vergelijken.

Wanneer we het hebben over de vraag hoe het kon ontstaan en hoe er zo lang over kon worden gezwegen, dan is het onvermijdelijk dat ook gekeken worden naar de sociologisch-historische

kant van de ontwikkelingen in de Nederlandse samenleving, met name die van het rooms-katholieke volksdeel in de jaren na de Tweede Wereldoorlog.

Er is natuurlijk toch wat gebeurd: de voltooiing van de emancipatie van het rooms-katholieke volksdeel, op enig moment het Tweede Vaticaans Concilie, de seksuele revolutie en in Nederland het Pastoraal beraad in Noordwijkerhout, wat een zeer intensieve gebeurtenis was voor de Nederlandse rooms-katholieken met allerlei verwachtingen, die voor een groot deel anders zijn uitgekomen dan toen werd ingeschat. En, zo moet ik zeggen, daarna kwam er een ontwikkeling op gang – ik zal daar dadelijk iets over zeggen – van sluiting van internaten. Een geweldige ontwikkeling. Er moet iets over die context worden geschreven om te begrijpen wat er gebeurd is.

Er zal ook aandacht worden gegeven aan de vraag hoe in de samenleving tegen het aspect van pedoseksualiteit wordt aangekeken en werd aangekeken. Ik weet niet hoe het hier in België is, maar in Nederland is de wet op een enkel punt niet versoepeld, maar juist strenger geworden en is de strafmaat ook strenger geworden. Meest pregnant komt dit tot uitdrukking doordat seksuele intimidatie in een gezagsrelatie ook tussen volwassenen strafbaar is. Je ziet in die samenleving dat men over de hele linie strakker is geworden, in alle geledingen. Dat proberen wij in kaart te brengen. We proberen ook wat meer zicht te krijgen op het hoe en waarom. Ik voeg eraan toe dat dit niet is om iets te vergoelijken, want ieder incident met kinderen in de sfeer van misbruik is er een te veel. Daar geen enkel misverstand over. We willen echter begrijpen wat er is gebeurd en wat de context was van die samenleving, anders wordt het lastig om aanbevelingen te doen voor de toekomst. Dat is natuurlijk een heel belangrijk punt. Hoe zat het met de strafrechtontwikkeling, hoe zat het met de sociaal-historische context van het katholieke volksdeel en de ontwikkeling in Nederland?

Daarnaast is het volgens mij ook van belang om een zicht te krijgen op de opvattingen over de manier waarop hulp verleend kan worden aan slachtoffers, maar ook in hoeverre daders behandeld kunnen worden.

U zult wel vastgesteld hebben dat er breed het idee was dat een pedofiele dader behandeld zou kunnen worden. Ik zeg niets over de vraag of dat al dan niet kan. Er werd een traject ingesteld met een conclusie, waarvan we nu moeten zeggen dat veel van die conclusies niet hebben gewerkt. Daar

moet dus ook wat over gezegd worden. Het gaat over de ontwikkeling in de wetenschap, inzichten die er waren en zijn.

De kwestie van de bestuurlijke verantwoordelijkheid is ingewikkeld. Het toedekken. Er is namelijk de prangende vraag: waarom kwam opeens vorig jaar die golf van publiciteit tot stand? Men kan wel zeggen dat dat kwam door de publiciteit, eerst in Australië en Nieuw-Zeeland, toen in Amerika, Canada, daarna Ierland en Groot-Brittannië, en dan krijgen we vanzelf Nederland, Duitsland, Oostenrijk, België. Die redenering kan men wel volgen, maar de vraag is of die redenering wel klopt en of die voldoende argumenteert waarom die publiciteit tot stand komt, niet in de laatste plaats omdat slachtoffers ten overstaan van de commissie hebben beargumenteerd waarom zij zo lang hebben gezwegen. Daar speelde het publicitaire punt soms wel een rol, maar lang niet altijd. Dat gaat natuurlijk ook terug naar de gezagsrelaties, met name binnen de katholieke kerkgemeenschap, maar die kan je ook weer vergelijken met andere.

Wij hebben op dit moment meer dan 2 000 meldingen. Die meldingen zijn spontaan binnengekomen. Ik heb geen oproep hoeven te plaatsen als "wilt u zich melden". Vanaf de eerste dag dat ik het verzoek kreeg om onderzoeksvragen te formuleren, kwamen er meldingen binnen in hoog tempo, en dat gaat door tot op de dag van vandaag, en het aantal ligt over de 2 000. Ik zeg niet dat die 2 000 meldingen allemaal slachtoffers betreffen. Dat moeten we uitzoeken, maar vooralsnog nemen we dat wel aan. Er vindt echter een check plaats.

In het advies dat ik vorig jaar heb uitgebracht, is onder andere veel aandacht besteed aan de samenstelling van de commissie. Ik heb er allereerst voor gekozen om een topwetenschapper en –onderzoeker te vinden die én ervaren was als deskundige bij rechtbanken én anderzijds heel veel weet van het menselijk geheugen, de functieleer en de psychologie. Dat is heel belangrijk, want het gaat om incidenten die lang geleden hebben plaatsgevonden. Wat slachtoffers nu zeggen, is relevant. Wij tasten dat niet aan, maar het moet wel worden gewaardeerd: wat was er precies aan de hand en hoe werkte dat door? Ik vond professor Merckelbach van de Universiteit Maastricht, lid van de Koninklijke Academie van Wetenschappen in Nederland, daartoe bereid.

Naar mijn oordeel was het nodig om iemand te

vinden met grote ervaring op het terrein van slachtofferhulp. De opdrachtgevers hadden gevraagd: Kan men de gevolgen van mensen die seksueel misbruikt zijn in hun jeugd en geen hulp hebben gehad, in kaart brengen? Wat moet je dan doen? Dat staat ook in de adviezen.

Ik vond dokter Draijer daartoe bereid. Zij is twintig jaar geleden gepromoveerd op seksueel misbruik bij minderjarige meisjes. Zij is verbonden aan de Vrije Universiteit en heeft tot op de dag van vandaag een grote eigen praktijk waarin seksueel misbruikte meisjes en vrouwen voor behandeling komen. Ik zocht iemand met wetenschappelijke en praktijkervaring. Die heb ik gevonden in haar persoon. Zij heeft veel aanzien in Nederland.

Voorts vond ik het nodig om iemand te hebben met een goede kennis van de katholieke kerk in Nederland, met name de ordes. Daartoe vond ik professor Monteiro bereid. Zij is aan de Radboud Universiteit verbonden en heeft een grote reputatie.

Vervolgens was het nodig om een jurist te hebben, want er zijn juridische vragen van allerlei aard. Ik vond dat die jurist ook ervaring moest hebben op het vlak van kinderrechten en, als het kon, ervaring met het voeren van onderzoek tussen wetenschap en politierechercheerwerk in. Daartoe vond ik de heer Kalbfleisch bereid. Hij is op dit moment voorzitter van de raad van bestuur van de Nederlandse Mededingingsautoriteit. Hij was daarvoor lange tijd kinderrechtser en vicepresident van een van de rechtbanken in Nederland.

Ten slotte heb ik gezocht naar een wetenschapsfilosoof met een exacte achtergrond. De reden was tweemaal. De eerste was dat ik met veel disciplines in de commissie, maar ook daarbuiten, van doen heb, want we schakelen nogal wat mensen in. Je kan op voorhand vermoeden dat iedere discipline zijn eigen kaders heeft, zijn eigen taal spreekt en hoe moet je dat aan elkaar knopen op een manier dat het altijd wel logisch blijft?

In de tweede plaats was mij in Nederland opgevallen dat bij een aantal belangrijke, in de publiciteit opvallende rechterlijke dwalingen in de sfeer van het strafrecht, zaken die tot in hoogste instantie waren uitgesproken, na een heleboel jaren de zaak opnieuw ging rollen, in een aantal gevallen door toedoen van onderzoekers in de sfeer van de wetenschapsfilosofie in de exacte hoek. Dit viel mij op. Geen rechercheurs, geen juristen. Dat waren andere mensen. Daartoe heb

ik bereid gevonden om lid te worden: professor de Vries, ook een hoogleraar, van huis uit een ingenieur en lid van de Wetenschappelijke Raad voor het Regeringsbeleid in Nederland. Dat team is nu aan de slag met een onderzoek – leider en manager de heer Kreemers. Op dit moment hebben wij een man of 12, 13 in de onderzoeksstaf. Recentelijk hadden wij er 17 of 18, want iedere activiteit voltrekt zich in een zekere periode. Er vindt dus aanstelling op tijdelijke basis plaats.

Dan de hulpverlening. De Nederlandse bisschoppen en de conferentie van religieuzen hebben in de beginjaren '90 besloten een stichting in het leven te roepen onder de naam Hulp&Recht. Wat was het doel van die stichting? Hoe was die stichting ontstaan? In de katholieke vrouwenbeweging in Nederland werd toen aandacht gevraagd voor seksueel misbruik van vrouwen. Daaronder vielen ook kinderen, maar het waren hoofdzakelijk vrouwen, dat werd door hen bespreekbaar gemaakt en dat werd door de Bisschoppenconferentie overgenomen. Er werd een stichting gemaakt die twee doelen had. Ten eerste, oordelen over de feiten en de feiten vaststellen. Gewoon het rechterswerk, zeg ik dan maar. En aan de andere kant hulp en begeleiding organiseren.

Die stichting functioneerde redelijk goed. Maar toen al die meldingen loskwamen ging het daar fout. De bisschoppen en de religieuzen hebben gevraagd of wij de stichting Hulp&Recht wilden doorlichten. Dat is gebeurd. Daar hebben wij vorig jaar over geadviseerd.

Wij hebben dat met voorrang gedaan. Ik zal u wat vertellen over ons advies, maar eerst nog dit. Er stond iets niet in mijn advies. Alles wat ik tot nu verteld heb, stond en staat in het advies. Dat is openbaar, dat kunt u lezen. Gaande de rit ontdekten wij dat de slachtoffers in de commissie een instituut hadden gevonden waar zij tegenaan konden praten. Het ging niet altijd aardig, en nog niet. Wij nemen het hun niet kwalijk, overigens. Zij vertrouwen ons en zij zijn niet boos op ons. Dat gebeurt allemaal in combinatie, gelijktijdig.

Er is wel de behoefte, iedere keer opnieuw, om te praten. Dat zijn wij dus gaan organiseren, omdat wij dachten dat indien je bezig bent met dit historisch onderzoek, indien je bezig bent met het formuleren van aanbevelingen voor de toekomst en indien je bezig bent met het aanwijzen van bestuurlijke verantwoordelijken, het grote risico bestaat dat het weliswaar over de slachtoffers

gaat, maar dat het niet met hen gaat en dat het een technocratisch onderzoek wordt. Dat is de reden waarom wij bijeenkomsten met hen hebben georganiseerd, onder leiding van een onafhankelijke buitenstaander, waar men alles kon zeggen. Men kon daar alles zeggen tegen ons. Achteraf gezien waren dat goede bijeenkomsten, maar ook emotionele bijeenkomsten. Daar zijn wij mee verder gegaan.

Wij hebben als het ware een mogelijkheid geboden om verhalen te vertellen, opmerkingen te maken, boosheid te uiten, wensen te uiten. Al dat soort zaken.

Eind dit jaar bestaat de commissie niet meer. Ons leek het verstandig om heel snel een advies over hulp, begeleiding en schadevergoeding uit te brengen, want na dat jaar zal de behoefte aan gesprek, ook tussen de slachtoffers onderling, niet weg zijn.

Het zou mooi zijn, zo dachten wij, als er daarvoor een structuur was.

Wat de hulpverlening betreft, daarover hebben wij het volgende geadviseerd.

Staccato, ten eerste, degene die de feiten vaststelt, moet zich niet bezighouden met de hulpvraag. Dat kan binnen de stichting Hulp&Recht, op een andere manier georganiseerd. Als men dat niet wil, kan men naar de politie. Niet alles komt echter in aanmerking voor behandeling door het openbaar ministerie, want er zijn verschillende vormen van seksueel misbruik. Maar dat moet het slachtoffer bepalen – dat hebben wij aangegeven –, niet iemand anders. Het slachtoffer moet bepalen of hij de weg wil nemen binnen de rooms-katholieke kerk of dat hij naar de politie en het openbaar ministerie wil stappen. Wanneer de weg binnen Hulp&Recht wordt gevolgd, dus binnen de rooms-katholieke kerk, moet men een commissie hebben die multidisciplinair is samengesteld. Dan gaat het om een feitenvaststelling, een gegrond- of ongegrondverklaring van de klacht.

Daarnaast, tot op zekere hoogte misschien zelfs ongeacht het antwoord op de vraag of een klacht gegrond is of niet, is er de hulpvraag. Dat moet afzonderlijk worden georganiseerd. Dat moet worden georganiseerd in een institutie die met de feitenvaststelling niets van doen heeft. Wij hebben ontdekt dat dit het vertrouwen bij slachtoffers kan vergroten. Daarom hebben wij voorgesteld tot een soort van expertisecentrum te komen.

In de derde plaats hebben wij geadviseerd over de schadeloosstelling, de vergoeding. Velen willen dat niet, anderen wel. Er is een aparte commissie aan het bestuderen hoe dat moet, maar wij hebben wel een aantal grondtrekken aangegeven.

Ten eerste, de Kerk moet zich bij de civiele schadevordering niet beroepen op de verjaringstermijn. Dat mag wel, dan is de zaak af, maar wij hebben gezegd dat ze dat niet moeten doen. Wij hebben daarvoor een aantal redenen aangevoerd.

Ten tweede, het zou van belang zijn, voor zover dat kan, om een generieke regeling te maken. Men kan daarin gradaties aanbrenge. Men kan maatwerk leveren. Alles is denkbaar. Er moet echter wel een generieke regeling komen. Anders is men immers jarenlang doende met het onderzoeken van elk feit, elk geval. Dat is voor de slachtoffers een drama. Ik weet niet zeker hoe dat juridisch afloopt, niet in de laatste plaats omdat veel daders reeds zijn overleden. Het is beter een generieke regeling te treffen en het verlies te nemen.

Dat advies hebben wij vorig jaar, eind november, begin december, uitgebracht en ik kan u zeggen dat in januari de beide conferenties, die van de bisschoppen en die van de congregaties en ordes, de religieuzen dus, het advies op dit punt integraal hebben overgenomen. Integraal.

Een advies met aanbevelingen overnemen is één zaak, implementeren is een heel andere zaak. U weet dat net zo goed als ik. Veel aanbevelingen worden overgenomen, daartoe wordt besloten en na verloop van tijd, als je gaat kijken, dan valt het toch tegen wat er is uitgevoerd. Het is daarom dat wij aan de beide conferenties hebben aanbevolen buiten bestaande organisaties om iemand aan te wijzen – ik heb het de kwartiermaker genoemd, nu heet die een projectleider – die pakweg in de komende maanden die aanbevelingen moet implementeren, inclusief een nieuwe structuur, opdat de commissie in de tweede helft van dit jaar, voordat we het eindrapport in november uitbrengen, nog kan evalueren, publiekelijk, wat er met de aanbevelingen is gebeurd, of die bijgesteld moeten worden et cetera. Ook dat advies is overgenomen. Inmiddels hebben ze – de beide conferenties – daarvoor de heer Bandell aangewezen, de voormalige burgemeester van Dordrecht, in mijn ogen een uitstekend man en ook zeer doortastend. In mijn vroegere werkkring heb ik hem heel goed leren kennen.

Dit is, voorzitter, het totale beeld van het werk van

de commissie.

Is de commissie onafhankelijk? Dat is de vraag die altijd weer voorkomt. Die commissie is onafhankelijk. Als er een advies wordt uitgebracht, gaat dat meteen naar de pers. Wij voeren geen vooroverleg. De commissie verricht het onderzoek. De financiële middelen komen uit de rooms-katholieke kerk. Een aantal mensen weten waarop ik de kosten van het onderzoek heb geschat, de heer Kreemers en ikzelf, maar ik heb mij niet gebonden aan een maximum. Dit onderzoek moet binnen een jaar verricht worden, het moet precies verricht worden, en dat kan dus niet voor een appel en een ei. Sommigen zeggen: daardoor ben je afhankelijk. Vooral slachtoffers, niet allen, maar een aantal zeggen dat. Ik bestrijd die stelling van hen niet. Ik vind wel dat ze ongelijk hebben, maar wij moeten eerst maar het onderzoek doen.

Wat is de garantie dat wij onafhankelijk zijn? Dat is openheid en transparantie. Hebben wij een publicatie, dan gaat die meteen naar buiten. En verder, dat hebt u al geproefd, is het een wetenschappelijk onderzoek. Daar heb ik bewust voor gekozen. En waarom heb ik daar bewust voor gekozen? Omdat ieder onderzoek natuurlijk in zekere zin een wetenschappelijk gehalte moet hebben. Maar waarom zo nadrukkelijk, ook in de samenstelling van de commissie? Omdat dan de eisen gelden die nu eenmaal normaal zijn bij het doen van wetenschappelijk onderzoek. Dat is, ten eerste, openheid en openbaarheid.

Ten tweede, verantwoording voor iedere regel die je opschrijft, zodat het voor andere onderzoekers traceerbaar is. Verantwoording van de methode van onderzoek, de technieken, de afwegingen. Dat alles zal in het eindrapport komen. Dat betekent dus dat daarmee niet alleen de samenleving, maar ook de onderzoekers elders kunnen controleren wat we gedaan hebben. Dan mogen zij er van alles van vinden; of wij de goede technieken gehanteerd hebben of niet, dat merken we dan wel.

Het is met het oog daarop dat wij tot nu toe ook voor een Engelse vertaling van veel stukken hebben gezorgd, juist om straks de discussie te entameren. Ongetwijfeld zullen er vragen opkomen die wij niet kunnen beantwoorden of die wij slechts kunnen duiden. Wanneer later mogelijk het punt aan de orde kan zijn, moet er door anderen nog onderzoek worden gedaan. Dat is de kern: wetenschappelijk onderzoek, onafhankelijk.

De Nederlandse pers, die ik in dit kader drie keer

heb mogen ontmoeten, vroeg mij de eerste keer wie er lid mocht zijn van de commissie. Moesten dat mensen zijn die bij voorkeur niet rooms-katholiek zijn? In verband met het wetenschappelijk gehalte heb ik gezegd dat mij dat niet interesseert. Ik wil alleen topwetenschappers hebben die door hun collega's worden gerespecteerd, die voor ieder buiten twijfel staan aangaande integriteit, en die een grote reputatie hebben.

Toen de commissie was samengesteld, bleek per saldo er maar één lid te zijn met een rooms-katholieke achtergrond. De anderen hadden van huis uit geen rooms-katholieke achtergrond en hebben dat nog niet. Twee zijn van protestants-christelijke huize en drie zijn niet-kerkelijk, ook van huis uit niet. Dat is puur toeval. De commissie is onafhankelijk en wij laten ons door niemand wat zeggen. Straks liggen de conclusies en aanbevelingen er, die wij naar eer en geweten zullen hebben geformuleerd. Wij hebben ons werk naar eer en geweten gedaan. Dat is controleerbaar. Dat is de methode van werken.

Voorzitter, ik zou het hierbij willen laten. Ik ben bereid alle vragen te beantwoorden, voor zover dat kan. Bij voorbaat zeg ik u dat ik geen vragen kan beantwoorden over de eindconclusies, want die zullen in november pas duidelijk zijn.

**Valérie Déom:** Monsieur le président, je remercie M. Deetman pour sa présentation. Monsieur, votre commission dépend de l'Église. C'est vous qui avez finalement décidé de sa composition. Vous dites qu'elle est composée de 12 ou 13 enquêteurs. D'après vos propos, votre approche est uniquement d'ordre scientifique.

Mais *in fine*, quel est le parcours d'un témoignage ou d'un dépôt de plainte auprès de votre commission? Récoltez-vous simplement l'information, suivez-vous le parcours de la victime, l'aidez-vous? Ou n'est-ce pas vous qui l'aidez puisque vous transmettez le dossier à cette fameuse fondation pour l'aide aux victimes? Bref, quel est votre rôle exact et le parcours individuel des dossiers et des plaintes qui vous sont déposées? Quelle est la relation de votre commission avec la justice? Transmettez-vous parfois des dossiers, même au-delà de la volonté des victimes, éventuellement en cas de risque de récidive?

Vous avez également parlé d'un règlement général en ce qui concerne l'indemnisation. Pouvez-vous nous en expliquer le contenu plus concrètement? Qui paie cette indemnisation, eu

égard à la progressivité évoquée de cette indemnisation? Vous avez également mentionné que l'accessibilité aux archives était importante pour votre travail. Avez-vous pu accéder à ces archives et bénéficié d'une complète collaboration de la hiérarchie de l'Église, notamment des évêques, pour pouvoir consulter ces archives?

**Siegfried Bracke:** Mijnheer de voorzitter, ik zou de heer Deetman en de heer Kreemers willen bedanken voor hun komst en voor hun, wat ons betreft, zeer verhelderend betoog. Ik zou twee vragen willen stellen.

Wat mij opvalt in zeer algemene termen is de bereidwilligheid waarmee kennelijk de rooms-katholieke kerk in Nederland de commissie is tegemoetgetreden. Dat valt op omdat wij in deze commissie getuigenissen hebben gehoord over net het omgekeerde. Mijn vraag is dus – en ik ben een beetje oneerbiedig in mijn woordgebruik – hoe u de kerkelijke overheid zover hebt gekregen. Hebt u ze, bij wijze van spreken, eerst moeten duwen tot ze eigenlijk niet anders konden? Of waaraan ligt dat? Dat is vanuit deze commissie bekeken immers vrij uitzonderlijk.

Bij mijn tweede vraag zal ik heel bewust advocaat van de duivel zijn. Het is natuurlijk zeer waardevol wat u doet in termen van historisch onderzoek, maar de vraag is – en dat is ook de vraag die deze commissie bezighoudt – wat er moet gebeuren om te voorkomen dat dit nog gebeurt. Dat is de meest essentiële vraag. In dat verband is er een citaat van een voormalig slachtoffer in een totaal andere context, buiten de Kerk, met name van een journaliste van bij ons die erop gewezen heeft dat de Kerk vandaag allicht de veiligste denkbare plek is waar men als kind kan vertoeven. Als u het eens bent met die uitspraak, dan zitten we natuurlijk in een beperkt kader, met name: u onderzoekt niet alleen seksueel misbruik, of u onderzoekt eigenlijk alleen seksueel misbruik binnen de rooms-katholieke kerk en eigenlijk – nogmaals, ik speel de advocaat van de duivel – slaat u de bal dan mis, want dan moet u eigenlijk op zoek gaan in totaal andere verbanden, en met name niet in de Kerk, zij het als historisch onderzoek natuurlijk wel, maar niet om te kijken wat er in de toekomst moet gebeuren.

**Carina Van Cauter:** Op mijn beurt dank ik u voor uw uiteenzetting, mijnheer Deetman. Ik heb twee concrete vragen.

Ten eerste, u zegt dat de Bisschoppenconferentie en de ordes van religieuzen uw advies met betrekking tot de afhandeling van eventuele

vragen tot schadevergoeding hebben gevolgd. U zegt ook dat in uw advies een aantal grondtrekken of uitgangspunten werden geformuleerd, waaronder dat verjaring al dan niet een rol zou spelen bij het al dan niet toekennen van een schadevergoeding. U zegt vervolgens dat de conferentie uw advies heeft opgevolgd. In welke zin? Heeft men een beslissing genomen waarbij, los van eventuele strafrechtelijk verjaarde feiten, toch schadevergoeding is toegekend, of het tegenovergestelde? In welke zin is men gevolgd?

Ten tweede, hoe is de relatie tussen de stichting of de commissie, enerzijds, en het openbaar ministerie en/of de politie, anderzijds? Hoe zit het met eventueel strafbare feiten? In ons land bestaat de kwalificatie "schuldig verzuim". In bepaalde gevallen is er dus een meldingsplicht. Bestaat dat ook in Nederland? Hoe is de relatie tussen de commissie of de stichting en het openbaar ministerie wanneer strafbare feiten aan de basis liggen van de vraag tot schadevergoeding? Is er dan een afspraak dat er wordt gemeld?

De **voorzitter**: Zijn er nog vragen van commissieleden? Nee. Dan sluit ik de eerste vragenronde af met een laatste vraag, met name over de archieven.

U vertelde ons dat uw archivariissen vrij gemakkelijk toegang hebben tot de archieven en dat zulks ook een voorwaarde was. Dat is een ander verhaal dan wat wij hebben gehoord. Wij hebben vaak gehoord dat congregatieordes of bisschoppen hierover geen of nauwelijks archieven hadden. Dat is in Nederland blijkbaar wel het geval. In de commissie hebben wij discussie gevoerd en vragen gesteld over een bepaling in de Canon die zegt dat de gegevens die zich in het geheim archief bevinden, tien jaar na een uitgesproken veroordeling moeten worden vernietigd.

Zijn uw archivariissen ook op dit probleem gestoten? Hebben zij vastgesteld dat van die bepaling uit de Canon om dossiers rond zedenzaken na tien jaar te vernietigen, is gebruik gemaakt?

**Carina Van Cauter**: Er was mij nog iets ontsnapt. U had het over de uitwerking van een generieke regeling. Is dat dan een forfaitaire regeling per slachtoffer of shadedossier of hebt u het veeleer over een soort indicatieve tabel met een bepaalde vergoeding in het licht van een schaal als het ware, die wordt opgesteld in functie van de vast te stellen schade? Wat bedoelde u daarmee?

De **voorzitter**: Dat was een precisering van uw vorige vraag.

Mijnheer Deetman, het staat u vrij de vragen te beantwoorden in de volgorde die u wenst.

**Wim Deetman**: Ik wil graag ingaan op de onafhankelijkheid van de commissie. Ik kan niet meer zeggen dan ik in eerste termijn heb gezegd. We zijn onafhankelijk.

Dan wil ik ingaan op de indringende vraag hoe de conferentie van bisschoppen en de conferentie van religieuzen zover zijn gekomen, wat ik daartoe heb moeten doen. Het is wat anders gegaan. De voorzitter van de Nederlandse Bisschoppenconferentie deelde op enig moment mee dat naar zijn persoonlijk oordeel er een onafhankelijk onderzoek zou moeten plaatsvinden. Toen kwam hij bij de vraag hoe hij dat moest organiseren. Toen hebben een aantal mensen, waaronder ik, hem kennelijk geadviseerd et cetera.

Toen ik de vraag kreeg of ik voorzitter van de commissie wilde worden was mijn antwoord – ik heb het op de Nederlandse persconferenties ook zo gezegd: "Nee, ik ben niet rooms-katholiek, ik ben van protestants-christelijke huize en ik sta helemaal aan de buitenkant. U moet mij hiervoor niet hebben." Toen heeft hij aan mij gevraagd of ik de vragen wou formuleren. Dat heb ik hem beloofd, dat heb ik gedaan. Ik heb daar van meet af aan benadrukt dat ik volstrekt onafhankelijk wilde zijn. Nu kent Nederland mij wel. Ik ga mijn eigen koers af en toe, ook hier. Ik heb gezegd dat ik mij door niemand iets kon laten zeggen, omdat het anders niet werkt naar de samenleving en naar de slachtoffers. U mag een andere koers varen, dat is uw zaak. Als u echter wil dat een aantal mensen de zaken onderzoeken en alles boven tafel halen, kan ik u nu al zeggen dat daar complete onafhankelijkheid moet zijn. Wij kunnen niets aan aanwijzingen of wat dan ook aanvaarden. Zo is het gegaan. Met andere woorden, er is geen druk uitgeoefend. Er is alleen gezegd: zo zou het kunnen met het onafhankelijk onderzoek, die mensen willen daar de verantwoordelijkheid voor nemen. Maar als u het anders wil – dat mag in een vrij land –, zult u anderen moeten vragen. Dat is allemaal niet aan de orde geweest. Dus daar ligt het beginpunt. De voorzitter van de Bisschoppenconferentie, monseigneur van Luyn, zei dat hij een onafhankelijk onderzoek wou. Dat betekent dus dat het onafhankelijk is en dat alle waarborgen worden ingebouwd. Het zal onafhankelijk zijn, ik

verzeker dat eenieder. Als in november de zaak op tafel ligt, kan iedereen het beoordelen vanwege de publieke verantwoording.

Dan kom ik vanzelf bij de recherches. Hoe is het nu met al die chercheurs? Ik kan u zeggen dat we er niet één in dienst hebben en ik zal u uitleggen waarom niet.

Ik heb dat zo-even in eerste termijn niet gezegd. In Nederland – het zal hier ook wel zo zijn – is er een verjaringstermijn, strafrechtelijk: op enig moment wordt iets niet meer vervolgd, omdat de zaak is verjaard, ook met betrekking tot seksueel misbruik. Die regeling is overigens in Nederland op dit punt vrij ingewikkeld, maar dat doet er even niet toe. De voorwaarde om onderzoeksvragen te kunnen formuleren en om dit onderzoek te doen was dat op het moment dat de commissie een zaak zou tegenkomen die niet verjaard is, in overleg met het slachtoffer of de vertegenwoordigers van het slachtoffer, bijvoorbeeld de ouders, aangifte wordt gedaan bij de politie, en dat ook zij – de bisschoppen of de ordes – daarin een taak hebben. Als daar de hand mee wordt gelicht, is het over en uit. Het kan niet zo zijn dat er een commissie aan de slag is – althans, ik wou zo'n commissie niet leiden – die voor zaken die niet verjaard zijn, als een doofpot zou functioneren. Uitgesloten.

Dat heeft ertoe geleid dat tussen de commissie en het College van procureurs-generaal – op dit punt is het wat anders in Nederland, omdat we geen onderzoeksrechter hebben, zoals u die hebt – een afspraak is gemaakt. Ten eerste, wanneer wij zaken tegenkomen die niet verjaard zijn naar ons oordeel, dan zullen we dat melden aan het slachtoffer en dan zijn wij even *trait d'union*; dan moet het slachtoffer beslissen, maar dan kan er een gesprek plaatsvinden met de politie, er kan aangifte gedaan worden. Van alles is denkbaar, want het Nederlandse openbaar ministerie, ook als er aangifte wordt gedaan, checkt of het slachtoffer, a fortiori minderjarigen, persisteert bij het doen van aangiften.

Omdat de regeling ingewikkeld is, kan je ook twijfel hebben. Wij leveren dan geanonimiseerd de gegevens aan bij het College van PG's. Die gaan na of er verjaring is of niet en als er twijfel is, dan wordt er weer met het slachtoffer contact opgenomen en gezegd: er is twijfel, u kunt erin berusten; wij kunnen ook bevorderen dat er met een specifieke persoon of met de politie een gesprek plaatsvindt om vast te stellen of er al dan niet verjaring is. Met andere woorden, iets is verjaard of niet verjaard. Als het niet verjaard is,

dan gaat afhankelijk van het slachtoffer, van wat hij wil, automatisch dat traject lopen. Dus komt de hele politie en alles in geweer, daar hoeft ik niks aan te doen. Wij zijn wel geïnteresseerd in die gevallen. Over wat er gebeurd is in verband met ons onderzoek, daar kom ik zo op terug, maar dit punt is dus niet aan de orde.

Dan kom ik dus bij het karakter van het onderzoek, want men wil weten wat er na '45 is gebeurd. Dat heb ik u toegelicht. U hebt gelijk, dat is een historisch onderzoek. Mij bleek dat slachtoffers – niet alle, maar heel veel – om een aantal redenen willen weten hoe groot de omvang was. Soms speelt bij hen de overweging: was ik het alleen of waren het er maar een paar? Men ontdekt nu ook dat er een grote groep was. Men wil weten hoe groot het was. Dat is van belang en daarom de periode vanaf '45.

Dan de afspraken met het College van PG's.

Ik heb ze daarnet al even genoemd.

Het kan zeer wel zijn dat er bij de verjaarde gevallen dossiers zijn geseponneerd, om welke reden dan ook, en dat wij geïnteresseerd zijn waarom er geseponneerd is door het openbaar ministerie. Het College van procureurs-generaal heeft ons toegezegd dat wij in die stukken inzage krijgen. Recentelijk is er in Nederland bij het openbaar ministerie ook een onderzoek gestart naar in het verleden geseponneerde zaken. Met die onderzoeker hebben wij natuurlijk contact.

Ten slotte is de afspraak met het College van procureurs-generaal überhaupt dat als zij wat willen weten, de deur openstaat en dat zij van harte welkom zijn. Zij hebben ons toegezegd dat wij – met inachtneming van de privacybescherming en dergelijke – ook van hen alle informatie kunnen krijgen. Er is dus een open relatie.

Ik heb u niet verteld dat er nog een commissie is, de commissie-Samson, die de kindbeschermer onderzoekt. Zij houdt zich niet bezig met misbruik binnen de rooms-katholieke kerk. De commissie is ingesteld door de minister. Wij werken er nauw mee samen. Wij onderzoeken grotendeels hetzelfde type problematiek. Wij werken er nauw mee samen, ook wat gegevensuitwisseling betreft. Wij hebben er immers helemaal niets aan als er geconcurrereerd wordt of als er dingen dubbelop worden gedaan. Men hoeft het wiel immers maar één keer uit te vinden voor de oplossing van een probleem.

Tot daar over dat deel van het strafrecht. Ik wil ook nog iets zeggen over de verjaring. Iets kan strafrechtelijk verjaard zijn, maar er kan wel nog een civiele claim zijn wegens schade. Daarvoor geldt in Nederland dat als de instantie die de claim aan haar broek krijgt, een beroep doet op de verjaringstermijn, de zaak over is. In al de gevallen die bij ons op de tafel komen en die niet meer strafrechtelijk in beeld zijn, is er wel nog een civiele claim.

Een heleboel wil geen vergoeding, maar de eerste vraag van een slachtoffer dat via een advocaat een claim op tafel legt om een vergoeding te krijgen, is of de instantie die moet betalen een beroep doet op de verjaringstermijn. Dat is een hele principiële vraag. Als er gezegd wordt: "Wij doen een beroep op de verjaringstermijn", lopen een heleboel civiele claims af. Dat is natuurlijk een brandende vraag voor de slachtoffers. Daarom hebben wij tegen de Kerk gezegd: "U moet zich niet beroepen op de verjaringstermijn." Allereerst gaat het om de slachtoffers, die om allerlei redenen gezwegen hebben. In de tweede plaats, in het proces van genoegdoening kan men dat punt niet laten liggen. In de derde plaats, past het bij een instituut als de Kerk zich te beroepen op de verjaringstermijn? Dat past dus niet; je kan je daar niet op beroepen.

Tegen die achtergrond – dat leefde daar al – heeft zowel de conferentie van religieuzen als de conferentie van bisschoppen gezegd: wij zullen geen beroep doen op de verjaringstermijn.

Dan is meteen de vraag aan de orde: hoe ga je om met die schadeloosstelling? Want het is soms lastig de feiten vast te stellen. Bijvoorbeeld, als iets in 1957 is gebeurd, dan leeft de dader soms niet meer.

Wat wij gezegd hebben, is dat het aanbeveling zou verdienen om niet geval per geval heel precies na te gaan, voor zover dat nog kan, wat er is gebeurd, maar een generieke regeling te treffen. Daar kan men een gradatie in aanbrengen – ik zal dat zo toelichten – zodat dit traject van genoegdoening, voor zover men daarvan wil gebruikmaken, ook in een redelijk tempo kan worden afgewikkeld.

Dat is ook iets wat slachtoffers willen, want we moeten ons realiseren... U weet inmiddels dat ik van niet-katholieke huize ben. Ik kijk daarbuiten tegenaan. Het gaf mij even een schok toen ik de eerste 150 meldingen vorig jaar geleidelijk aan het doornemen was, dat ik geen mensen van beneden de 18 jaar in gedachten moest hebben,

maar dat het om mensen van mijn leeftijd ging. Bij sommigen, niet allemaal, was hun hele leven verwoest.

Daardoor kan men niet zeggen dat men een procedure van vier jaar moet aangaan. De opdrachtgevers waren overtuigd dat dit niet kon.

Dat betekent dat men een regeling moet treffen waarbij er wel iets is van een feitenvaststelling, maar niet in juridische zin. Want dan zagen wij het allemaal al gebeuren. Dat wordt vaak neen. Dan wordt de mededeling "wij beroepen ons niet op de verjaringstermijn", vrij zinloos.

Die generieke regeling hebben zij dus aanvaard, althans het beginsel, want die wordt nu nader uitgewerkt door een andere commissie.

In een van de ordes, die van de Salesianen, is er afgelopen zaterdag met de slachtoffers een soort van procedure bedacht. Zij zijn het erover eens geworden. Dat komt globaal natuurlijk neer op een verminderde bewijsvoering. Daar staat dan wellicht wat minder geld tegenover.

In een generieke regeling kan men gradaties aanbrengen, want bij seksueel misbruik, ook in de wetenschappelijke literatuur, zijn er gradaties. Er moet wel iets van schade zijn. Soms is maatwerk absoluut noodzakelijk, ook in een generieke regeling. Soms is het evident dat men iets nergens onder kan vatten. Dat moet worden uitgewerkt.

Daar is men nu mee bezig, met het idee dat dit zo snel mogelijk zijn beslag moet krijgen en moet worden afgewerkt, onder de aantekening dat men dan nog niet af is van het leed van de slachtoffers. Voor sommigen is het al lang geleden, maar de geschiedenis is voor hen op dit punt nog niet voltooid, kan ik u zeggen.

Dat betekent dat met slachtoffergroepen en met allerlei andere manieren voor de komende jaren nog veel moet worden gedaan.

Vandaar dat men de expertise voor slachtofferhulp ook heeft aanvaard.

Ik ben even ingegaan op het parcours van de dossiers, zoals dat heet.

**Christian Brotcorne:** Monsieur le président, si vous me le permettez, je m'exprimerai en français.

Au niveau de l'indemnisation, vous faites état d'une procédure prévue au sein de votre

commission. Cette procédure existe-t-elle uniquement lorsqu'il n'y a pas de plainte auprès des tribunaux de l'ordre judiciaire? S'agit-il d'une procédure préalable, pouvant être entamée devant un tribunal judiciaire en cas d'absence d'accord? Comment sont organisées vos relations avec le monde judiciaire?

Par ailleurs, vous avez fait référence, à l'une ou l'autre reprise, à des accords qui ont été pris avec les procureurs généraux. Cet aspect intéresse énormément cette commission. S'agit-il d'accords écrits qui ont donc fait l'objet d'une convention écrite et signée? Dans l'affirmative, il serait peut-être intéressant, monsieur le président, que nous puissions en avoir copie. De manière subsidiaire, ce type d'accord ou de convention ne pose-t-il pas la question d'une éventuelle entorse au principe de la séparation des pouvoirs entre une commission privée comme la vôtre et l'autorité judiciaire chargée, comme c'est le cas dans tout État de droit, de poursuivre les infractions?

**Wim Deetman:** Ten eerste, de afspraken liggen schriftelijk vast en zijn openbaar. Die zijn dus voor iedereen toegankelijk, ook voor u. Er is een afspraak gemaakt met de griffier van uw commissie in verband met de stukken.

Ten tweede, er is een scheiding der machten. Een commissie zoals ik nu mag voorzitten is een particuliere commissie, het is helemaal geen macht van de overheid.

Vandaar de eerste afspraak met de bisschoppen, dat wat niet verjaard is, wordt aangemeld. Als iets verjaard is, komen het openbaar ministerie en de rechterlijke macht niet meer aan bod voor het strafrechtelijk deel. Op dat vlak is de zaak volstrekt helder.

Civielrechtelijk, voor de schadeclaim, heeft, althans in Nederland, de rechter weer een andere rol dan de strafrechter. Ik heb u uitgelegd dat als er een partij is die überhaupt een schadeclaim aan haar broek krijgt en als het gaat om een incident dat verjaard is, dan kan zij zeggen dat het verjaard is, dat zij niet betaalt en daarmee is de zaak dan af.

Daarom was die vraag van belang, namelijk of de commissie vond dat er voor slachtoffers een beroep moest worden gedaan op de verjaringstermijn. Die vraag heb ik zo-even beantwoord.

De **voorzitter:** Uw antwoord lokt nieuwe vragen uit.

**Siegfried Bracke:** Mijnheer de voorzitter, mijnheer Deetman, het sluit ook aan bij de vraag van collega Brotcorne. Hetgeen ons verbaast, is dat u als commissie, en dat is een particuliere organisatie, als eerste vaststelt of er sprake is van verjaring of niet. Het idee is natuurlijk dat u dat niet toekomt, want dat dit iets is dat door justitie moet gebeuren.

**Wim Deetman:** Ik begrijp uw vraag. Er zijn regels met betrekking tot de verjaring. In de meest lange termijn kom je een keer bij een jaartal uit en dat weet je dat alles wat daarvoor is gebeurd, verjaard is. Ik had onlangs nog zo'n geval. Als iemand twijfelt en wilt dat het toch bij de politie wordt gemeld, dan gebeurt dat. Wij weten alleen dat het openbaar ministerie de zaak zal seponeren wegens verjaring. Als iemand naar de politie wil, dan wijzen wij de weg. Wij bemiddelen, daarover is geen misverstand. Het is vaak optellen of aftrekken.

Als wij een vermoeden hebben dat iets niet verjaard is, of mogelijk niet verjaard kan zijn, want wij weten er wel wat van, dan is dat de reden waarom wij ons tot het College van procureurs-generaal wenden. Wij zeggen: wij zijn hier niet zeker van, wij hebben een vermoeden, kunt u dat vaststellen?

Dat wordt met de slachtoffers gedeeld. Men is altijd vrij om naar de politie te gaan. Daarin treden wij niet tussen. Ik pieker er geen seconde over. Heel wat gevallen zijn verjaard. Dat weten die slachtoffers ook. Anders komen ze ook niet met vragen over wat er gebeurt met de schadevergoeding. Vaak weten slachtoffers niet eens of iets verjaard is omdat het op de grens zit. Daar staan zij niet bij stil. Op het moment dat wij een vermoeden krijgen dat het niet in orde is, trekken wij aan de bel en vragen wij de betrokkene een en ander te bekijken. Dat is de procedure.

**Valérie Déom:** J'imagine que le système relatif à la prescription aux Pays-Bas ne doit pas être très différent du nôtre. Si un seul et même auteur a commis plusieurs faits, à un moment donné, il peut y avoir connexion des faits, ce qui influence par conséquent le calcul du délai de prescription. Je suppose qu'en interne, vous meniez cette enquête en recoupant les témoignages et les informations par rapport à un auteur. Chaque fois que vous aviez le moindre doute quant à la prescription, dans le cas où l'auteur des faits était encore en vie et éventuellement en activité, vous transmettiez le dossier de manière anonyme pour

que les PG calculent le délai de prescription et lèvent si nécessaire le doute à ce sujet.

**Wim Deetman:** U hebt voor een deel gelijk, maar niet in het eerste deel van uw vraag. Wij kijken niet naar de dader. Het uitgangspunt is de klacht van het slachtoffer. Er is wel een dader en wij kijken wel in onze bestanden of er nog meer meldingen zijn van die dader, maar het gaat om dat ene slachtoffer van dat ene incident. Of er nog veel meer is, dat laten wij buiten beschouwing. Het gaat om dat punt bij de verjaring. Anders loopt men vast. Dat is het punt, niet meer, niet minder. Zelfs als de dader is overleden, dan nog doen wij dat.

De vraag of een dader nog leeft, is voor de verjaring, voor ons als commissie, niet interessant, wel voor het onderzoek voor de generieke conclusies. Bijvoorbeeld in verband met de schadevergoeding, om maar iets te noemen, kan het relevant zijn of iets wel of niet verjaard is. Daar treed ik niet in. Dat moeten het openbaar ministerie en de rechter maar uitmaken.

Wij gaan uit van dat wat iemand ons meldt, een klacht. Dat is het vertrekpunt. Als de zaak verjaard is, dat is onder omstandigheden eenvoudig vast te stellen, dan is dat helder. Als de zaak niet verjaard is, dan wil dat nog niet eens zeggen dat ze in behandeling kan worden genomen. Dat is een zaak van het openbaar ministerie, de politie en het slachtoffer. Daar treden wij niet in. Daar blijf ik ver van, want anders zou men een vermenging van verantwoordelijkheden krijgen. Dat lijkt mij niet wenselijk. Zo helpt men het slachtoffer ook niet, want men komt aan de rechten van het slachtoffer. Dat moeten anderen bepalen.

**Carina Van Cauter:** Kan ik misschien afleiden uit uw antwoord dat anders dan in België in Nederland seksueel misbruik een klachtmisdrijf is om strafbaar te zijn?

**Wim Deetman:** In Nederland is er zelfs de plicht om iets te melden wanneer er sprake is van verkrachting, een vermoeden van verkrachting. Dan moet het. Maar bij seksueel misbruik bij minderjarigen...

**Carina Van Cauter:** Los van de wil van het slachtoffer?

**Wim Deetman:** Ja. Dan nog kan het best zijn dat de zaak geseponneerd wordt, maar op het moment dat daar een vermoeden is van verkrachting, heeft iedereen de plicht dat te melden. Maar bij seksueel misbruik hoeft het niet alleen. Dat is de

meest erge vorm...

**Carina Van Cauter:** Verkrachting.

**Wim Deetman:** Precies. En dan nog.

**Carina Van Cauter:** Andere vormen van seksueel misbruik zijn dus klachtmisdrijven?

**Wim Deetman:** Klachtmisdrijven, ja, dan moet het slachtoffer melden. Als men aangifte doet en het slachtoffer zegt bij de politie per saldo dat men de aangifte terugtrekt, dan is er op dat moment niets meer.

**Carina Van Cauter:** Dan vervalt de strafvordering. Anders dan in België.

**Wim Deetman:** Maar niet voor de commissie, voor mijn commissie. Het kan immers op goede gronden zijn, misschien ook in het verleden, dat men...

**Carina Van Cauter:** Dan begrijp ik beter de afspraken die gemaakt zijn met het openbaar ministerie.

**Wim Deetman:** Want het kan, dat kunt u zich indenken... Maar dat is voor de toekomst, iemand vroeg daarnaar. Dat is afgesproken bij de start van het onderzoek met de opdrachtgevers. Het doet zich amper voor, ik zal u dat zo toelichten. Indien het slachtoffer besluit, om welke reden ook, om geen aanklacht in te dienen, ontslaat dat de werkgever of de gemeenschap waarvan de betrokkene deel uitmaakt, niet van de plicht van disciplinaire maatregelen. Want anders zou men natuurlijk een heel gekke situatie krijgen, over preventie gesproken. Stel dat er op dit moment bij een minderjarige, maar het kan ook om een volwassene gaan, sprake is van seksueel misbruik – dat feit staat vast – dan hoeft dat nog niet te leiden tot het persisteren van een aanklacht, dan kan dat wel reden zijn en moet het reden zijn voor het bevoegd gezag om tegen de dader disciplinaire maatregelen te treffen.

**Carina Van Cauter:** Hoe komt het bevoegd gezag dan in kennis van de feiten om de nodige maatregelen te kunnen nemen, wanneer het openbaar ministerie zelfs niet op de hoogte is?

**Wim Deetman:** Op zo'n moment begint dat bij geruchten, bij waarneming of bij melding van het slachtoffer natuurlijk, dat is nogal wies. Als niemand wat zegt, dan weet men het niet. Zo gauw de politie iets weet, gaat de politie informatie inwinnen. Dan gaat het dus vanzelf lopen.

**Carina Van Cauter:** Er is dus geen wettelijke regeling dat wanneer een bepaalde graad van een onderzoek wordt bereikt, de disciplinaire overheid in kennis gesteld wordt? Dat bestaat niet in Nederland?

**Wim Deetman:** Nee. Het is wel openbaar. Dat is vaak de reden waarom mensen de klacht intrekken. Als het openbaar ministerie verder gaat, is dat uiteraard een openbare rechtszaak. Daar staan wij verder als zodanig buiten, maar die regels zijn wel helder.

**Valérie Déom:** Monsieur Deetman, je voudrais revenir quelques instants sur cette obligation de dénonciation en cas de viol. Admettons qu'une victime de viol vienne vous trouver et qu'elle ne souhaite pas porter plainte, alors que les faits sont avérés! Est-il impératif pour vous, sur la base de cette obligation de dénoncer, de porter les faits à la connaissance de la police?

**Wim Deetman:** Ja, iedere Nederlander. Tot nu toe heeft zich dat niet voorgedaan. Ik moet dan even iets over de statistiek vertellen, over die 2 000 meldingen. Tot pakweg begin jaren '70 van de vorige eeuw, waren er heel veel rooms-katholieke internaten, verbonden aan scholen. Buiten het rooms-katholieke volksdeel kwam dat niet of nauwelijks voor. In het begin van de jaren '70, om allerlei redenen, zijn die internaten gesloten. Op dit moment is er geen één meer. Kijkt men naar de meldingen, dan merkt u wat ik nu toon op de grafiek. Dat betekent, als ik actueel naar dit jaar kijk, en men vertelt mij van meldingen, dan horen wij er enkele via de rooms-katholieke organisatie Hulp&Recht, maar dat is maar een klein aantal, en dan vrijwel alleen volwassenen, dus niet eens met minderjarigen, en dat komt omdat die internaten er niet meer zijn. Het kan nog wel voorkomen in de pastorale situaties, zoals dat elders ook voorkomt, maar niet meer vanwege die internaten. Dat betekent dat wat wij daarnet even bespraken, zich tot nu toe niet heeft voorgedaan, en ik verwacht dat dit jaar eigenlijk ook niet meer. Het kan natuurlijk wel, maar ik verwacht het niet meer, omdat we helemaal geen internaten meer hebben et cetera. Dat zeg ik even terzijde ter verklaring. De regels zijn niet anders geworden, daardoor.

De vraag werd gesteld wie er betaalt. Daarover hebben wij ons als commissie niet uitgelaten. Wij hebben wel gezegd dat het voor de hand ligt dat je bij de dader begint. Als hij niet kan betalen, dan kom je bij zijn werkgever, of in dit verband de groep of organisatie waar hij deel van uitmaakt.

Als ten slotte ook daar niet meer betaald kan worden, dan komt er toch geleidelijk aan iets van een onderlinge solidariteit. Je kan namelijk tegen een slachtoffer niet zeggen dat hij niet vergoed kan worden omdat we geen geld meer hebben. Ik verwacht dat dit geen probleem zal zijn. Bij de opdrachtgevers heb ik ook niet gemerkt dat men zich daar zorgen om maakt. Maar je begint natuurlijk bij de dader; dat lijkt mij in de rede te liggen.

De **voorzitter:** U sprak over de werkgever, eventueel.

**Wim Deetman:** Ja, bijvoorbeeld – maar het wordt ingewikkeld – in een school waar een broeder of een religieuze werkzaam is. Daar is er een schoolbestuur. In termen van de wet is dat een bevoegd gezag en een werkgever met een eigen bekostigingsregeling. Kusters, om een voorbeeld te noemen. Daar is er dus een werkgeversrelatie. Het kan, bij een internaat uit het verleden, ook gaan om iemand die toezicht houdt en die niet in een school werkzaam is. Er is van alles denkbaar. Vandaar dat ik dat zo noem.

De **voorzitter:** Is het ook juridisch voldoende onderbouwd? Ik bedoel daarmee of het mogelijk is dat een bisschop als werkgever wordt beschouwd voor een priester?

**Wim Deetman:** Dan kom je bij het bisdom uit dat dan op een of andere manier moet vergoeden.

Op het moment dat men de vraag stelt naar het juridische, dan komt men, ook in het licht van de verjaring, naar mijn gevoel snel vast te zitten. Waar het om gaat, is dat er iets ernstigs is gebeurd en dat daar het gevoel bestaat dat er een vergoeding, indien dat gerechtvaardigd en gewenst is, wordt gegeven. En dan moet dat maar binnen de rooms-katholieke kerkprovincie zelf worden uitgezocht hoe men dat wil doen, maar die opbouw heb ik gegeven. Daar zit als het ware ook een moreel aspect in, een ereplicht als het ware – in de zin van: dit moeten wij nakomen. Meer kan ik er niet van maken.

Als commissie zullen wij ons daar verder niet direct mee bezighouden, maar wij hebben dat gewoon aangegeven: dit moet opgelost worden.

**Renaat Landuyt:** U zegt dat uw adviezen door de Nederlandse kerkprovincie aanvaard zijn.

**Wim Deetman:** Ja.

**Renaat Landuyt:** Betekent dit dat zij principieel al

gesteld hebben dat zij opteren voor die vorm van extra juridische schadevergoeding, van morele schadevergoeding? Zullen zij dat effectief doen?

**Wim Deetman:** Ja. Dat is de consequentie van het advies als je het aanvaardt. Ja, je kan het wel anders uitleggen, maar dan neem je het niet over. Maar er is geen misverstand over.

**Renaat Landuyt:** De zusterprovincie – de Belgische provincie – stelt bereid te zijn om het burgerlijk recht daarin te respecteren. Dat is iets heel anders dan wat ze in Nederland zullen doen.

**Wim Deetman:** Dat zat niet in ons advies en daartoe is ook niet besloten. Het is gewoon zoals ik het gezegd heb.

**Renaat Landuyt:** Betekent dat dan dat uw generieke bedragen minder schrikwekkend zijn dan degene waarover men in België spreekt?

**Wim Deetman:** Ik kan dat niet beoordelen. Daar is een aparte commissie mee bezig. Dat doen wij verder niet. Dat is ook een hele techniek. Daar heb je andere deskundigen voor nodig.

**Renaat Landuyt:** Kunt u een inschatting geven van wat die bedragen zouden betekenen?

**Wim Deetman:** Nee.

**Renaat Landuyt:** Omdat wij de indruk hebben dat men in onze kerkprovincie vanuit de Amerikaanse ervaring zeer, zeer bang is. Men heeft zelfs een advocaat geraadpleegd vóór men hier het woord voerde. Men is bang van schadevergoeding. De gewone Nederlander is bij ons veeleer gekend als relatief spaarzaam en dus niet als een vlotte betaler. U zei evenwel dat de Nederlandse katholieke kerk meer Vlaming is dan de Belgisch katholieke kerk.

**Wim Deetman:** U gebruikt nu vergelijkingen waar ik kennis van neem, laat ik zo zeggen. U mag allerlei vergelijkingen doen. Het antwoord is ja, want dat is de principiële route waarvoor tot nu toe werd gekozen. Ik kan niet meer zeggen dan wat ik daarnet heb aangegeven.

Men heeft zich ook afgevraagd of het ons nu past om een beroep te doen op die verjaringstermijn. Het antwoord was nee. Heeft dat consequenties? Ja. Welke consequenties? Wel, dat zullen wij later dit jaar wel merken. Men kan zeggen dat zulks onverantwoord is, maar de keerzijde is dat men, wil men met het verleden een klein beetje klaar komen, niet alleen de feiten, maar ook de

consequenties onder ogen moet zien en zeggen: dat kan niet anders. Dat is de route, zo heb ik dat geproefd bij de Nederlandse bisschoppen en de orde van religieuzen. Dit is de consequentie van het verleden. Die beker moet men leegdrinken.

**Renaat Landuyt:** Kunt u iets meer vertellen over de vorm van schadevergoeding waarover we dan spreken?

**Wim Deetman:** Nee, want de commissie is daarmee aan de slag. Dan loop ik de commissie voor de voeten. Wij hebben daarover wel eens gebrainstormd, maar daar blijf ik als voorzitter van de onderzoekscommissie even op afstand. Wij hebben gezegd dat wij de grondbeginselen aangeven.

Afgelopen zaterdag, bij de orde van Salesianen, is er een heel traject met *mediation* afgesproken, per geval. Dat is allemaal uitstekend. Daar is ook geen rekensom gemaakt, volgens mij. Dat is uitstekend. Dat gaat dus lopen. Dat zal straks, over een jaar of een half jaar, wel afgelopen zijn.

Dat is de gang der dingen. Daar blijf ik met de commissie liever buiten. Ook al omdat slachtoffers en slachtoffergroepen soms met de oversten willen praten. 75 % van de meldingen heeft betrekking op internaten. Het gaat dus over ordes, instituten met organisaties, en men wil met de overste praten. De commissie moet niet tussen dat contact gaan zitten. Het gaat immers niet alleen over de schadevergoeding. Men heeft vaak ook behoefte aan gesprekken later, ook als groep. Daar heeft een instituut zeker een taak bij. Daar moet je als commissie niet tussen gaan zitten, want dan ga je grote brokken maken. Dan ga je net te ver. Dat doen we dus niet.

**Marie-Christine Marghem:** Monsieur le président, je suppose que vous connaissez un peu la commission qui s'occupe des indemnisations. Depuis quand existe-t-elle? Connaissez-vous le nombre de victimes qui ont entamé des démarches auprès de cette commission? Comment s'y prennent-elles pour demander une indemnisation?

**Wim Deetman:** De commissie moet de rooms-katholieke kerkprovincie, dus de conferentie van bisschoppen en de conferentie van religieuzen, adviseren over de inhoud van die regeling. Ik meen dat zij in april met een voorstel komt. Ze is in oktober 2010 van start gegaan, onder leiding van professor Lindenbergh van Rotterdam.

In beginsel kunnen alle slachtoffers een beroep

doen op een dergelijke regeling, maar het gaat erom hoe die regeling eruitziet. Dat wordt in dat advies in detail uitgewerkt, met allerlei aspecten. Ik wil niet in detail treden, maar dat heeft met schadevergoeding vandoen. Dat advies ligt in april ter tafel.

Wat het archief betreft, wij kennen de regel uit de Canon die stelt dat, wanneer het gaat om misbruik, het archief na tien jaar moet worden vernietigd, maar er moet een samenvatting achterblijven. Wij hebben in augustus 2010 een brief gestuurd naar de bisschoppen en de ordes met het verzoek deze regel vooralsnog niet toe te passen, zolang wij met het onderzoek bezig zijn. Dat is het eerste wat men doet.

Ik sluit niet uit dat deze regel in de afgelopen periode lang niet overal is toegepast, zoals ik heb vernomen van onze archivaris. De staat van de archieven en de mate van detaillering, wat er wel en niet in zit, zijn ook totaal verschillend. Ik kan daarop echter niet vooruitlopen.

Er werd gevraagd welke voorwaarden er waren om in de archieven te komen. Dat is een relevante vraag. Wanneer men fysiek in een archief wil, ziet men oneindig veel documenten over allerlei zaken. Daar zijn zaken bij die geen betrekking hebben op seksueel misbruik, maar waarvan de eigenaar zegt dat het niet de bedoeling is dat die morgen in de krant staan. Dat kunt u begrijpen.

Wij hebben de afspraak gemaakt dat onze onderzoekers daarover zullen zwijgen. Het zijn ervaren archiefonderzoekers die dit werk al meer hebben gedaan bij andere onderzoeken en die een uitstekende reputatie hebben.

Er zijn ook afspraken gemaakt over de kopieën die wij maken, want anders is het lastig werken, en hoe die weer worden vernietigd.

Tot nog toe hebben wij geen problemen ondervonden bij het feitelijk binnengaan. Men moet nog wel eens aan iemand uitleggen dat wij naar binnen willen, maar dat is een kwestie van communicatie. Tot nog toe zijn wij overal bijgekomen waar wij wilden bijkomen.

Ik weet niet wat ons verder te wachten staat, maar ik vertrouw erop dat dit allemaal goed komt. Dat weet ik wel zeker, want u ziet het al in het eindverslag: daar en daar mochten we niet fysiek naar binnen. Wij mochten wel een dossier vragen, dat kregen we, maar wij mochten niet zelf op zoek.

Dat roept als het ware argwaan op, al dan niet terecht, voeg ik eraan toe. Ik verwacht dus geen probleem.

Ik heb gemerkt in de contacten met de bisschoppen et cetera dat men het geen probleem vindt. "Natuurlijk mogen jullie erin", zei hij. "Wij willen alles boven tafel hebben. Als jullie niet in onze archieven mogen kijken, dan zal die wens mogelijk niet in vervulling kunnen gaan."

Ik heb al aangegeven wat de reden was waarom men alle medewerking heeft verleend. De vraag kwam in de richting van de commissie, in mijn richting. Daarop zat ik niet te wachten. Ik heb een hele andere context. Als u een onafhankelijk onderzoek wil, dan zit het zo in elkaar. Als u dat niet wil, dan heeft u geen onafhankelijk onderzoek. Dan zijn er volgens mij maar twee smaken. Ik heb niet getwijfeld aan de oprechtheid. Laat daarover geen misverstand bestaan.

Wij moeten voor de toekomst aanbevelingen doen om herhaling te voorkomen. Daarover kan ik nu niets zeggen. Een ding weet ik wel: het gros van de misbruiken kwam voor in de internaten en die dingen zijn er nu niet meer. In die zin hebben de aanbevelingen voor de toekomst een relatieve betekenis. We zullen misschien wel aanbevelingen doen, want het kan ook samenhangen met gesloten gemeenschappen et cetera. Daar kan ik niet op vooruitlopen. De aanbevelingen waren een uitdrukkelijke vraag, net zo goed als aangeven wie verantwoordelijk was voor de doofpot. Dat komt allemaal in het eindrapport te staan.

U vroeg naar het traject van de dossiers. Wij doen een historisch onderzoek. Wij moeten de privacywetgeving in Nederland ook in acht nemen. Dat is iets anders dan wat eigenaren zeggen met betrekking tot personeelsdossiers. Überhaupt geldt in Nederland een privacywetgeving. Die zal hier ook wel gelden. Daar mogen wetenschappers in voor onderzoek, voor doeleinden van onderzoek. Er zijn een aantal in acht te nemen restricties. Die nemen wij ook in acht. Daarom kunnen wij ook in die personeelsdossiers komen. Het betekent dat die informatie strekt voor dat historisch onderzoek.

Wij hebben tegen de slachtoffers gezegd: wij leveren geen juridisch bewijsmateriaal.

Wij komen met een historisch onderzoek en een oordeel. Indien de zaak echter niet verjaard is, gaat ons materiaal richting politie. Indien de zaak wel verjaard is, is het juridische bewijs minder

relevant of niet relevant, mits er natuurlijk een goede regeling voor de schadevergoeding is.

Zo zit het in elkaar. Dat wordt nu uitgewerkt.

Ondersteunen wij het slachtoffer? Het slachtoffer ondersteunen is niet de taak van de commissie. Ik heb geprobeerd zulks uiteen te zetten. Wij hebben de hulpverlening naar voren gehaald, omdat wij de bui zagen hangen. Wij zijn met onderzoek bezig en vragen informatie. Op een bepaald moment zou dan tegen het slachtoffer worden gezegd dat wij hem dankbaar zijn voor de informatie en zouden wij hem veel sterkte toewensen. Zulks kan natuurlijk niet. Er moet iets van hulp zijn. Daarom hebben wij de hulpvraag naar voren gehaald.

Ik voeg er het volgende aan toe. Het was niet gepland, maar wij hebben af en toe bijeenkomsten met slachtoffers. Wij praten individueel met slachtoffers. Straks praten wij ook met de daders, maar nu praten wij met de slachtoffers. Wij doen zulks juist, om, hangende de implementatie van onze aanbevelingen, in enige mate op die lacune in te spelen. In het andere geval laten wij de slachtoffers zomaar lopen, wat niet kan. Nu er eindelijk een platform is, waar de slachtoffers iets kunnen vertellen, kunnen wij de deur niet sluiten, omdat wij met een historisch onderzoek bezig zijn, en dat is het dan.

Het voorgaande is wat wij doen. Een enkele keer kunnen wij bemiddelen, maar dat is meer onder het hoofdstuk "Doe wat je hand vindt te doen en vraag niet meteen of dat al dan niet je competentie was".

Ik ben op de relaties met het College van procureurs-generaal en op het punt van de schadevergoeding ingegaan.

Een belangrijk punt is de vraag of de kerk een veilige plaats voor kinderen is. De commissie zal op voormelde vraag geen antwoord geven. Zij zal de vraag niet opwerpen en dus ook niet beantwoorden. Wij zullen simpelweg aangeven wat moet worden gedaan, om te voorkomen dat kindermisbruik plaatsvindt. Dat is wat wij moeten doen.

De commissie is onafhankelijk. Zij staat op afstand en zal niet beweren dat de Kerk, omdat de Kerk de Kerk is, een veilige plaats is. Dat is een subjectief oordeel. Dat kan de mening van iemand individueel zijn, ofschoon hier op dit punt een beschaamd vertrouwen is, wat natuurlijk het grote en erge aan de zaak is. In het verleden is een en ander immers anders gebeurd. Het is echter niet

de taak van de commissie om aan te geven dat de Kerk een veilige plaats is. Het is ook niet haar taak het tegenovergestelde te stellen.

Wij geven, voor zover wij dat kunnen, straks aan wat moet worden gedaan om herhaling te voorkomen. Dat is onze taak.

Wij kunnen dat ook niet doen. Wij zouden immers licht onbillijkheden begaan. Wij hebben immers nog tal van andere organisaties, verbanden en beroepsgroepen, waar ook zaken gebeuren. Wij zouden volgens mij zodoende in het moeras belanden. Wij moeten gewoon zakelijk bij de voorwaarden blijven: wat moet men doen om herhaling te voorkomen? Wat moet preventief worden gedaan? Hoe kan men kindermisbruik voorkomen?

Dat is de kern van de vraag en wij zullen proberen daarover iets te zeggen.

Er was nog een vraag naar de meldingen, wat er gebeurt als die bij ons binnenkomen. Die gaan in een computerprogramma, in een database. Binnenkort krijgen de melders een vragenlijst, want de ene melding vertelt dit en de andere dat, op die manier kunnen wij dan wat vergelijken.

In verband met de analyse hoeven wij niet alle slachtoffers te spreken. Er komt op een bepaalde manier een soort van steekproef waarbij wij die meldingen verder analyseren en ook gesprekken aangaan, diepte-interviews aangaan, want men moet wel de diepte in, maar dat hoeft niet met iedereen. Dat gaat in de komende maanden gebeuren. Dat weten de slachtoffers, dat hebben wij verteld, uitgelegd in het licht van het onderzoek.

Dat neemt natuurlijk niet weg dat het allemaal precies in een databestand is opgegeven, aangegeven door ons, zodat alles weer op te zoeken is en terug te vinden is.

Ik wil nog iets zeggen over wat wij doen met het archief van de commissie zelf aan het einde van het jaar. Dat archief gaat onder voorwaarden, zoals wij die in Nederland bij de overheid kennen – het is een zekere periode niet toegankelijk – naar het rijksarchief. Het gaat dus niet naar de archieven van de rooms-katholieke kerk. Het komt ook niet bij een van de leden thuis te liggen. Het gaat naar het rijksarchief, waar het wordt opgeslagen en waar het, indien wetenschappelijk onderzoek dat nodig maakt, toegankelijk is voor degene die daarmee bezig is onder voorwaarde van het onderzoek.

De **voorzitter**: Dank u, mijnheer Deetman, voor de uitgebreide beantwoording. Mevrouw Déom, u hebt nog een vraag?

**Valérie Déom**: Monsieur le président, pouvez-vous me dire si aux Pays-Bas, certains évêques ou autres membres de la hiérarchie de l'Église ont été poursuivis en justice pour non-assistance à personne en danger et auraient donc nié l'obligation de dénoncer des faits de viol ou d'abus sexuels sur mineurs dont ils auraient eu connaissance? Ont-ils la possibilité d'évoquer le secret professionnel ou de la confession pour échapper à cette obligation?

**Wim Deetman**: Dat heeft zich in Nederland tot nu toe niet voorgedaan. En niet vanwege het beroep op het biechtgeheim. Ik moet zelfs vaststellen dat in actuele, niet-verjaarde gevallen de bisschoppen of hun waarnemers, indien dat nodig was, zelfstandig naar de politie gingen.

Ik weet niet wat wij nog tegenkomen bij de verjaarde gevallen. Wij zijn nog volop met dat onderzoek bezig, dus ik doe daarover geen uitspraken. Dat feit heeft zich überhaupt niet voorgedaan. Meer kan ik er niet over zeggen.

De **voorzitter**: Mijnheer Deetman, vreest u niet dat de werking van uw commissie in Nederland zeer grote verwachtingen creëert bij slachtoffers die zich willen melden, en dat u niet aan al hun verwachtingen tegemoet kunt komen? Leeft dat?

**Wim Deetman**: Ja, dat kan. Wij zijn ons van dat risico bewust. Dat is de reden waarom wij, wanneer wij met onze adviezen komen, de publiciteit zoeken. Ook tussentijds. Zo kunnen wij vragen beantwoorden.

Wij hebben in september en oktober twee bijeenkomsten gehad met slachtoffers die zich bij de commissie gemeld hadden. Men kon zich daarvoor opgeven. Wij konden natuurlijk niet volledig de privacy garanderen, want als daar pers en fotografen voor de deur stonden, was er natuurlijk de kans dat men werd waargenomen. Wij hebben wel geprobeerd de privacy zo goed als mogelijk te garanderen. Dat is ook gelukt, kan ik achteraf zeggen.

Niemand was verplicht naar daar te komen, maar op ieder van die twee bijeenkomsten waren er 140 aanwezigen. Daarna zijn wij begonnen, afgezien van individuele gesprekken, met gesprekken met vertegenwoordigers van slachtoffergroepen. Er kwam geleidelijk aan

structuur in, ook door de bijeenkomsten die wij in september en oktober hielden. Er stonden mensen op die zeiden: "Wij zaten toen daar of daar. Zijn er nog meer? Wij willen een groep vormen." Daar hebben wij redelijk zicht op gekregen. Die groepen nodigen wij periodiek uit om te vertellen wat de stand van zaken is en om toe te lichten wat wij aan het doen zijn.

Wanneer wij weten dat bepaalde verwachtingen niet zullen worden vervuld, omdat wij dat eenvoudigweg niet doen, is er maar één oplossing: dat vertellen en toelichten waarom. Tot nu toe heeft dat geen problemen gegeven. Wanneer men over dit soort vragen nadenkt, kan men doorgaans wel een goed antwoord geven en een goede toelichting geven.

Verder zal moeten worden gewacht tot wij ons eindrapport klaar hebben. Dat moge helder zijn.

En, voeg ik eraan toe, heel cruciaal, maar dat ligt niet aan de commissie, is natuurlijk hoe opdrachtgevers reageren op dat wat wij adviseren dan wel later zullen adviseren. Als dat een aanbeveling of aanbevelingen worden waarmee niks wordt gedaan, zal daar natuurlijk een teleurgestelde verwachting zijn. Dat heeft zich tot nu toe niet voorgedaan, want men wil die implementeren, maar goed, we zijn er nog lang niet. Daar kunnen we als commissie niets aan doen.

Er is overigens wel een hele lichte waarborg. Meer kan men niet doen, juridisch. Bij de onderzoeksopdracht zijn er *terms of reference* geformuleerd. Dat houdt in – ik heb daar het voorbeeld genomen wat de Nederlandse overheid vaak gebruikt – dat wanneer een commissie aanbevelingen doet, na een half jaar aan de leden van de commissie, want de commissie bestaat niet meer, in een openbaar document wordt verteld wat er met die aanbevelingen is gedaan en wat er is besloten. Dat kan heel Nederland dus zien. En dan, na een periode, ik meen van vijf jaar, weer aan de individuele leden, voor zover zij in leven zijn uiteraard, wordt er een evaluatie aan hen overhandigd, en ook dat is een publiek document.

Dus u zou kunnen zeggen: dat is veel of dat is weinig. Het is het beste wat men kan doen in mijn ogen. Wanneer er aanbevelingen zijn, moet degene die om die aanbevelingen heeft gevraagd, publiekelijk zeggen wat hij daarmee doet en na x aantal jaren ook publiekelijk evalueren en zich verantwoorden wat hij gedaan heeft om die aanbevelingen werkelijkheid te doen zijn. Ook

weer in een publiek document. Ja, meer kan men niet doen. Daar zit iedereen bij. Dat kan men publiceren, daar kan men van alles van vinden, daar kan men een discussie entameren. Dat hebben we allemaal op het einde van het onderzoek zo geregeld.

De **voorzitter**: Leden van de commissie, zijn er nog vragen? Zo niet, dan denk ik dat we u van harte kunnen bedanken voor uw heldere en openhartige uiteenzetting en het gesprek. Ik denk dat we er ook heel veel uit geleerd hebben. Bedankt voor uw komst naar België. We wensen u in ieder geval ook heel veel succes met de verdere werkzaamheden in Nederland.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.03 uur.*

*La réunion publique de commission est levée à 16.03 heures.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MARDI 15 MARS 2011

Matin

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

DINSDAG 15 MAART 2011

Voormiddag

La séance est ouverte à 12.51 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 12.51 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition d'une délégation du Conseil national de l'Ordre des médecins**

- M. Denis Holsters, président
- Prof. Dr. Walter Michielsens, vice-président
- Dr. Marc Nollevaux, vice-président
- Prof. Dr. Michel Deneyer, chef de clinique de l'unité d'hospitalisation de la médecine infantile à la VUB

**Hoorzitting met een delegatie van de Nationale Raad van de Orde van Geneesheren**

- de heer Denis Holsters, voorzitter
- prof. Dr. Walter Michielsens, ondervoorzitter
- Dr. Marc Nollevaux, ondervoorzitter
- prof. Dr. Michel Deneyer, Kliniekhofd Hospitalisatie-eenheden Kindergeneeskunde VUB

La **présidente**: Chers collègues, à l'ordre du jour est prévue l'audition de l'Ordre des médecins. Comme vous le savez, nous abordons aussi la problématique des abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité. La relation entre un médecin et sa patiente peut évidemment être considérée comme telle. Nous avons notamment évoqué les psychologues et, surtout, les psychiatres dans le cadre de nos travaux. J'accueille donc nos interlocuteurs. Nous avons de gauche à droite MM. Walter Michielsens, vice-président du Conseil national de l'Ordre des médecins, Denis Holsters, président de l'Ordre des médecins, Michel Deneyer – qui se présentera lui-même car je n'ai pas son titre – et Marc Nollevaux, vice-président du Conseil national

de l'Ordre des médecins. Messieurs, je vous remercie d'être présents dans le cadre de nos travaux. Je vous cède immédiatement la parole pour votre exposé.

**Michel Deneyer**: Mevrouw de voorzitter, omdat wij niet gewoon zijn in hoorzittingen gevraagd te worden, hebben wij iets voorbereid. Wij denken dat het u bijzonder zou interesseren. Onze voorzitter heeft u al cijfers opgestuurd die we straks kunnen becommentariëren.

Wij denken dat het u bijzonder zou interesseren hoe wij omgaan met het beroepsgeheim. Dat is toch iets waar de Nationale Raad van de Orde der Geneesheren een bewaker van is. Ikzelf ben pediater – u wist daarstraks mijn titulatuur niet, ik ben prof pediatrie aan de Vrije Universiteit Brussel. Verder gaat het om hoe wij als pediaters omgaan in kindermishandeling en seksueel misbruik met het beroepsgeheim. Dan dachten we toch ook dat het belangrijk was hoe wij als artsen en de mengelmoes met juristen – onze voorzitter is jurist van vorming – samen enkele suggesties naar deze commissie konden doen die jullie eventueel zouden kunnen uitwerken. We gaan even beginnen als we op de Orde, ter hoogte van de provinciale raad, en onze voorzitter had gedacht dat het nuttig zou zijn u allemaal een code van de medische...

**Denis Holsters**: We hebben ook wetgevingsbrochures en exemplaren van de Code van geneeskundige plichtenleer meegebracht. U kunt ze u verdelen om te volgen wat in onze code staat.

**Michel Deneyer**: Als een klacht bij de provinciale

raad terecht komt, dan kan die ofwel komen vanuit het gerecht voor verder tuchtrechterlijk vervolg, dan kan die komen van een patiënt of een derde. De tuchtrechterlijke veroordeling, die het recht ontzegt om de geneeskunde uit te oefenen, wordt dan meegedeeld aan de procureur-generaal bij het hof van beroep zodat die terug van de Orde bij het gerecht terecht komt. Zeer dikwijls, geachte commissieleden, zijn deze klachten parallel, het slachtoffer dient zowel bij het gerecht als bij de Orde klacht in. Dat is toch belangrijk om het kader te schetsen.

Ik heb voor u een beetje literatuur gedaan – zoals mevrouw de voorzitter zei in haar inleiding is dat echter meer voer voor psychiaters en psychologen – omtrent seksueel contact. We spreken in de literatuur niet van seksueel misbruik, want dat is in een arts-patiëntrelatie niet te vinden. We spreken van seksuele contacten.

In Californië heeft in 1992 al 9 % van de artsen in anonieme enquêtes toegegeven seksueel contact met zijn patiënt te hebben gehad. Dichter bij ons, met name in Nederland, hebben in 2004 4,3 % van de mannelijke artsen en 0,8 % van de vrouwelijke huisartsen seksueel contact met de patiënt. Recent heeft de Medical Women's Association ook een enquête gevoerd, waaruit zou blijken dat het percentage van seksuele contacten tussen arts en patiënt tussen de 4 en 7 % ligt. Het voorgaande geef ik enkel mee om voor u een en ander te kaderen.

Inzake kindermishandeling en seksueel misbruik gaat het om ongeveer 15 % van de totale kindermishandeling. Na 2000, dus na de invoering van artikel 458bis in het Strafwetboek, zit de hulpverlener in een heel moeilijke spagaathouding. Hij zit gewrongen tussen, enerzijds, zijn beroepsgeheim, zoals weergegeven in artikel 458 van het Strafwetboek, en, anderzijds, de hulpverleningsplicht, zoals bepaald in artikel 422bis in het Strafwetboek.

Vóór 2000 kon de hulpverlener enkel spreken, indien hij in een noodtoestand was. Na 2000 en dankzij artikel 458bis alsook de invulling van het Internationaal Verdrag van de Rechten van het Kind in de Grondwet en onze Code – die al veel vroeger andere aanbevelingen gaf die ik u straks zal uitleggen –, kan een arts in bepaalde gevallen aan de procureur des Konings melden. Dat is belangrijk.

Artikel 61 van de Code van geneeskundige plichtenleer gaat al verder. Ter zake geldt dat een arts, wanneer hij of zij vermoedt dat er

mishandeling, seksueel misbruik of ernstige verwaarlozing is, dient te opteren – hij kan het dus volgens de Code niet zelf oplossen – voor een multidisciplinaire benadering, die specifiek voor de genoemde materie is opgericht. In Vlaanderen gebeurt dat voornamelijk door de vertrouwensartscentra. In Wallonië is dat dikwijls SOS Enfants.

Indien daarentegen een geneesheer vaststelt dat een kind in ernstig gevaar is, dan dient hij onmiddellijk het nodige te doen om dat kind te beschermen. Indien er dreigend gevaar is en er geen andere middelen zijn, dan kan – er staat 'kan' – de geneesheer de procureur des Konings in kennis stellen van zijn bevindingen.

Nu zal ik even spreken uit de praktijk, als pediater. Dat gaat zeer eenvoudig en zeer gemakkelijk. Als men de procureur des Konings inlicht en als men als arts een serieuze boodschap aan die man te brengen heeft, dan heeft men binnen de vijf à tien minuten een fax met een beschikking. Ik moet eerlijk zeggen dat dit zeer vlot gaat, als men uiteraard over de nodige argumentatie beschikt. Dat moet ook eens gezegd worden. Dat werkt in de praktijk zeer goed.

Uiteraard moet men de ouders of de voogd inlichten, dikwijls op straffe van eigen lijf en leden, maar men moet zeker handelen. Dat staat in artikel 61, paragraaf 1. Wat in artikel 61, paragraaf 2 staat, is niet voorzien. In de discussies over artikel 458bis is dat wel in de parlementaire voorbereidingen te berde gebracht, maar het werd niet ingevuld. Hierin gaan wij met onze code van medische plichtenleer eigenlijk verder.

In de eerste paragraaf ging het over kinderen. Hier gaat het over personen die door ziekte, handicap of leeftijd als weerloze patiënten worden mishandeld, misbruikt of verwaarloosd. Dan moet men, indien hun verstandelijke mogelijkheden het toelaten, dat bespreken en overleggen met de patiënt, die dan eventueel zelf klacht kan indienen. Als dat niet gaat, moet men met de naasten overleggen, als zij uiteraard zelf niet aan de basis liggen. Indien dat niet gaat, dan moet men met collega's overleggen of bepaalde diensten inlichten die daarvoor zijn opgericht. Ik, als pediater, weet dat niet correct, maar er zijn ook diensten voor ouderlingen daarvoor opgericht.

Ook hier komt het subsidiariteitsprincipe naar voren. Als er ernstig gevaar is, moet men het zelf oplossen. Als het niet gaat, moet men het multidisciplinair proberen aan te pakken en pas als ultimum remedium kan de arts de procureur

des Konings inlichten.

Ik benadruk dat artikel 61 § 2, verder gaat dan artikel 458 bis. Wij gaan met de code verder. Wij gaan niet alleen bij de minderjarigen blijven, wij nemen iedereen.

Ik heb het dan nog even schematisch weergegeven. Als een arts alleen aan zijn hulpverleningsplicht tegemoetkomt – ik toon het buitenste paarse balkje beneden – door er zelf voor te zorgen dat het misbruik stopt, dan heeft hij naar de hulpverleningsplicht toe zijn plicht gedaan. In de code zeggen wij: nee. Bij een vermoeden, moet men dat niet voor zich houden en dient men te opteren voor een multidisciplinair aanpak. Wij vinden dat beter. Bij vaststelling van zware feiten, kan men naar de procureur des Konings stappen. Wij hebben in de code een uitbreiding gedaan naar de zwakkeren toe.

Ik ga het nu even, vanuit de pediatrie wereld, hebben over de perceptie op de werkvloer omtrent het omgaan met artikel 458 bis. Ik moet eerlijk bekennen dat het voor een arts niet simpel is om die wetteksten en strafwetartikelen te lezen, te begrijpen en te interpreteren. Veel collega's van mij hebben daar moeite mee.

Het gaat over een meldingsrecht. Ik denk dat alleen België en Nederland een recht hebben en dat er in andere landen veeleer in een plicht is voorzien. Mocht die plicht er zijn, wat voor weerslag zou dat hebben? In de perceptie van de kinderarts is dat een soort van verklikking, een verklikking door een arts.

Volgens de geestelijke gezondheidszorg meldt 45 % van de ouders zich zelf bij een arts aan en zegt dat ze in de fout zijn. Stel u voor dat wij daar als arts met een plicht zaten, dan kwamen die mensen niet en ging het voort, ging het misbruik voort. Men zou daar dus een kans ontnemen om zuiver in de hulpverlening te blijven.

Kinderen, u weet dat allemaal als u er zelf hebt, van een zekere leeftijd zijn bijzonder loyaal naar hun ouders toe, bijzonder loyaal, een beetje vergelijkbaar met het Stockholm-principe tussen gijzelaar en gijzelnemer dat ontstaat na een tijd. Zij zijn zo loyaal dat als ze weten – bij meldingsplicht – dat hun papa of mama de gevangenis zou invliegen, ze dat niet zouden melden. Het is toch heel belangrijk om daarop te wijzen.

Dat is ook al aangehaald door professor Cosyns, plaatsvervangend lid bij ons in de Nationale Raad.

Voor de verzorging van de dader. Het bestaat dat de dader op een zeker moment inzicht en inkeer krijgt en zegt: ik moet mij toch laten behandelen. Als hij vooraf zou weten dat de arts, zijn therapeut, dat moet melden, met meldingsplicht, dan zou die dader niet opdagen en zou hij waarschijnlijk verder verkeerde dingen blijven doen.

Voor de dader zelf moet er ook een kans zijn om dat binnen de hulpverlening te houden, op voorwaarde dat alle feiten onmiddellijk stoppen en dat hij honderd procent gaat voor therapie en nakomt wat hem daar wordt opgelegd. Dat gaat dikwijls met een heel team van psychologen enzovoort. Als hij dat nakomt, kan dat onzes inziens perfect binnen de hulpverlening blijven. Als hij dat daarentegen niet nakomt en als hij gevaarlijk blijft voor de maatschappij, dan kunnen wij naar de procureur des Konings gaan.

Een stap verder, als wij dat, zoals in artikel 61, 1° als arts doorgeven aan het vertrouwensartscentrum waar de vertrouwensarts zit; als die mensen, de ouders of intrafamiliaal de ouders, niet gehoorzamen en niet doen wat moet gebeuren in een therapeutische relatie – hier gaan die mensen ervan uit dat die vertrouwensarts een meldingsrecht heeft en geen meldingsplicht zoals het nu is – en als die vertrouwensarts een meldingsplicht zou hebben, dan zou niemand daar in hulpverlening gaan.

Het is toch belangrijk om dat recht mee te nemen in uw conclusies. U gaat heel veel mensen in de hulpverlening en behandeld kunnen krijgen die anders waarschijnlijk zouden blijven voortdoen. Ik denk ook dat dit zeer belangrijk is om mee te nemen.

Nu gaan wij eens kijken naar de attitude van de kinderarts bij mishandeling in het algemeen. 15 % is seksuele mishandeling. Ik heb zelf onder impuls van de Nationale Raad een anonieme enquête gedaan waarop 117 pediaters in Vlaanderen hebben geantwoord. Dat is 20 % van de pediatrie populatie.

Voor een vermoeden doen zij het zeer zelden zelf, ook bij een vaststelling. Bij een vermoeden en een vaststelling maken zij zeer gretig gebruik van het vrouwenartscentrum, maar toch veel meer bij vaststelling dan bij vermoeden.

Bij een vermoeden wordt de procureur des Konings in 4,6% van de gevallen ingelicht en bij een vaststelling in 13,8%. Wat ook belangrijk is om mee te nemen in uw conclusies, is dat 30% van de artsen die aan deze anonieme enquête

deelnamen, bij een niet te ernstig vermoeden niet weten wat te doen. Dat is toch ook een probleem.

Wij zijn maar enkelen van de vele anderen, maar wij willen de volgende suggestie doen. Wij menen dat deze materie, zowel kindermishandeling als seksueel misbruik, onvoldoende wordt gedoceerd in het onderwijs. Wij hebben bewust gekozen voor de term onderwijs. Dit zou zowel in het lager onderwijs – op een aangepaste manier – als in het middelbaar en het universitair onderwijs bij hulpverleners moeten worden gedoceerd.

Ik geef deze lessen over kindermishandeling aan de universiteit. Voor de les vraag ik altijd aan de hand van een kleine casus wat zij moeten doen. Welnu, er is absoluut geen regel in en iedereen probeert op zijn buikgevoel voort te gaan. Na de les hoop ik dat zij toch een beetje meer conform handelen en proberen die 30% twijfelaars mee te nemen in een duidelijke gerichte houding.

Het is ook in die zin dat de Nationale Raad heel recent een advies “Tussen wet en code” heeft gepubliceerd. Ik raad iedereen aan om de website [www.ordomedic.be](http://www.ordomedic.be) te bezoeken.

Verder zouden wij ook in het algemeen moeten aanmoedigen dat alle minderjarigen de mogelijkheid hebben om afzonderlijk met een arts te spreken. Versta mij niet verkeerd. Wij zetten de kat niet bij de melk. Het gaat hier niet om seksueel misbruik in een gezagsrelatie, maar over kinderen die mishandeld of seksueel misbruikt worden.

Wij hebben een studie gedaan. Ongeveer 1% van de minderjarigen gaat alleen op consultatie. 1 procent van de minderjarigen gaat niet-begeleid door een ouder naar een consultatie. Dat is heel weinig. In sommige landen, bijvoorbeeld Israël en Oostenrijk, gaat het om 8 tot 10%. Dat is bij ons niet ingeburgerd.

Wij hebben daarover in de commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer gesproken met Willem Debeuckelaere en Frank Robben. Er zijn twee mogelijkheden. Ofwel zou de niet-begeleide consultatie van minderjarigen onder het derdebetalersysteem kunnen vallen, zodat de ouders daarvan geen weet hebben en men dus totale confidentialiteit kan bieden, ofwel kunnen zowel de verstrekker als de arts op de elektronische getuigschriften worden geanonimiseerd. Frank Robben van het E-healthsysteem zegt dat dit perfect doenbaar is en ik denk dat die man wel weet waarover hij praat.

Ten tweede, niet alleen alleen op consultatie

komen, maar ook in een privémoment voorzien als ze samen met hun ouders komen. Dat is nu systematisch in 35 % van de pediatrische raadplegingen voorzien, maar wij zouden dat graag naar 100 % hebben en ook ingeburgerd bij de bevolking dat dat een normaal gebeuren is. Als die kleine met zijn moeder of vader bij de arts komt dat er even een afzonderlijk moment voorzien wordt waarop die minderjarige eens kan zeggen wat hem op de lever ligt. Dat kan over alles gaan, maar volledig confidentieel. Ik denk dat dat ook belangrijk is om zaken naar de oppervlakte te brengen, want wij zien als kinderartsen – en huisartsen zien dat ook – welk baken van vertrouwen of welk ankerpunt wij soms als enige zijn voor die kinderen.

Wat ook een belangrijke aanbeveling is, en u heeft dat onlangs met mij vastgesteld in de pers – er zijn een paar gevallen geweest van redelijk misbruik met slechte afloop die, als wij het achteraf bekijken, en achteraf is het altijd gemakkelijk; ik werp niemand een steen – dat er toch al elementen in het dossier aanwezig waren die maakten dat wij er vroeger hadden kunnen op ingrijpen.

Welnu, beste commissieleden, het is perfect mogelijk – met respect voor het beroepsgeheim, de privacy en aan de andere kant de techniciteit en de informatiestromen die wij hebben – om al die gegevens te integreren. Ik zal dat uitleggen. Van elke consultatie – de ouders die hun kinderen misbruiken zijn kampioenen om de zaak te ontlopen door aan *medical shopping* te doen om nergens argwaan te geven, ze gaan eens in hospitaal X, bij huisarts Z, bij pediater Y en nog eens in een ander hospitaal, België is een klein land, men is hier rap van het ene hospitaal in het andere. Welnu, wij zouden kunnen voorzien – technisch is dat mogelijk – dat er van elke raadpleging een kleine nota is van de behandelende arts – huisarts, kinderarts, hoe men dat wil invullen is politiek uw zaak – en aan de andere kant zou elke wachtdienst of elke huisarts van wacht een beroep moeten kunnen doen op wat wij een kerndossier noemen waarin belangrijke nota's staan over de patiënt.

Ik denk dat in het kader van minderjarigen, en om hun fysieke en psychische integriteit te beschermen, zo'n integratie van gegevens een zeer belangrijk licht zou werpen op veel gevallen van kindermishandeling of Munchausen by proxy. Dat is ook een vorm van kindermishandeling maar dat is dat ouders menen dat hun kind ziek is en daarmee overal gaan lopen om eigenlijk zelf de aandacht te krijgen die zij niet hebben. Welnu,

met zo'n systeem zou dat perfect in orde komen.

Waarschijnlijk hebt u nog andere aanbevelingen van andere artsen gehoord. Die heb ik onder de puntjes gemeld.

Tot slot is het belangrijk te weten dat de Nationale Raad uiteraard bereid is om met deze commissie verder te werken. Wij hebben de werkzaamheden via de pers gevolgd. Het is toch een zeer belangrijk initiatief. Wij hebben gezien wat de neerslag van deze commissie tot op heden is. U levert groot werk. Ik dank u voor uw aandacht.

De **voorzitter**: Ik dank u voor uw toelichting en voor uw suggestie.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Mevrouw de voorzitter, ik dank de spreker voor zijn exposé. Ik heb nog een aantal vragen, meer bepaald in verband met eventueel seksueel misbruik binnen het beroep.

Zijn er, los van de deskresearch die wij op de eerste of de tweede *slide* zagen, gevallen bekend? Hoe zit het met de praktijk in België? Hoeveel van zulke zaken worden er hier behandeld? En, als deze praktijk voorkomt, hoe gaat men er dan mee om?

**Denis Holsters**: Mijnheer Landuyt, ik wil graag antwoorden op uw vraag.

Wij hebben aan mevrouw Lalieux bepaalde cijfers gegeven, maar die zijn – daar zijn wij heel eerlijk in – voorbijgestreefd. Wij hebben tot vanmorgen nog vragen gesteld aan ik weet niet wie allemaal, en wij zullen aan de commissie een aangepast verslag sturen met de situatie zoals wij die kennen vandaag.

Wij hebben gevraagd hoeveel gevallen er nu bekend zijn. Wij zullen die niet nominatim vermelden, maar we willen dat wel weten. Ook over de gevolgen die daaraan worden gegeven, zijn er verschillende vragen gesteld. Worden die soms in een verzoeningssysteem opgelost? Dat gebeurt zeer zelden. Welke gevolgen worden er normaal gegeven aan bepaalde zaken? Hoe dikwijls worden er zaken medegedeeld aan de gerechtelijke overheid? En ook: zijn er gevallen waarin u van de gerechtelijke overheid een bepaalde mededeling hebt gekregen, en waaraan gevolg is gegeven? Die gevallen bestaan namelijk ook.

Aangezien dat allemaal zeer recente zaken zijn, waren wij wat gepakt door de tijd. We hebben daar nog geen nota van kunnen maken die

vertaalbaar is voor de commissie, maar we zullen dat doen, een van de volgende dagen. Volgende week, veronderstel ik, moeten ze het materieel kunnen oplossen.

Les chiffres qui vous ont été communiqués étant quelque peu dépassés, nous allons faire une nouvelle note, pour compléter celle que nous vous avons envoyée et vous donner une vue plus générale de l'affaire et de la situation aujourd'hui. Parmi les affaires que vous allez recevoir, un certain nombre sont restées sans suite ou sont en cours. Il faut tenir compte de tout cela. Il y a différents cas de figure: les non-lieux, les disciplines avec acquittement ou condamnation, les affaires en cours. Nous essayons d'en dresser un schéma que nous vous enverrons en complément de ce que nous vous avons envoyé auparavant. Mais nous n'avons pas encore eu le temps de le faire.

La **présidente**: Vous aviez déjà eu les premiers chiffres de l'Ordre des médecins; je les avais fait transmettre. Je ne veux pas vous précipiter, mais comme nous entamons la fin de nos travaux, nous aimerions avoir votre relevé pour le début de la semaine prochaine.

**Denis Holsters**: Nous allons faire des efforts.

La **présidente**: Je vous en remercie. Cela nous permettra d'avoir des chiffres dans notre rapport.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Daarop aansluitend: het fenomeen bestaat, maar is nog niet goed in kaart gebracht. Het zal wel enige cijfers opleveren als er gewerkt is om de cijfers bijeen te krijgen. Zoals u zo mooi hebt uitgelegd is er in een scenario voorzien in het geval dat men geconfronteerd wordt met minderjarigen en seksueel misbruik. Is er ook in een scenario voorzien of zijn er ook richtlijnen in het geval dat een dokter geconfronteerd wordt met seksueel misbruik in de relatie dokter-patiënt van een ander?

**Denis Holsters**: Van een andere dokter?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ja. De vraag is: hoe zijn de richtlijnen binnen jullie beroepsgroep om daarop in te gaan?

**Denis Holsters**: Ik laat even het woord aan professor Deneyer.

**Michel Deneyer**: Dat is dus hetzelfde als een andere geneesheer dat zou melden. Als we op dat ogenblik over ernstige feiten zouden beschikken – weeral hetzelfde scenario: ernstige feiten die we

niet kunnen stoppen – en als die arts ook niet bereid is, dan kan ofwel het minderjarige slachtoffer – want minderjarigen zijn dikwijls veel mondiger – klacht neerleggen bij Justitie, bij de orde. Dat kan altijd. Ofwel moet dan zelf, uit hoofde van die arts die de klacht verneemt, bij de procureur des Konings klacht neergelegd worden. Dus we hebben daar ook weer ‘ernstig’ en het subdiariteitsprincipe. Maar wij hebben, eerlijk gezegd, daarover geen adviezen gegeven.

Dus die cijfers die u de eerste keer gekregen hebt van onze voorzitter, die zijn wat aangedikt. Grosso modo, zonder voor te lopen op het verslag, is het ongeveer het volgende. Als er 45 000 artsen zijn gedurende 50 jaar – daarover gaat die volledige résumé – dan zou dat 1 op 1 000 op 50 jaar zijn. Dat is dus zeer klein. U kunt daar dus zeer moeilijk statistieken op doen. Uit wat er aan de oppervlakte komt op de Nationale Raad, wisten wij dat dat zeer klein was. Wij hebben daar nooit zwaar op gewerkt, op die thematiek. Die is pas aan de oppervlakte gekomen met het seksueel misbruik in de Kerk.

**Denis Holsters:** De vraag van mijnheer Landuyt ligt, denk ik, ergens anders. Hij wil weten of er een verschil bestaat tussen de dader/dokter en de dader/niet-dokter. Want u zegt: hoe zou hij oordelen als hij iets weet van een collega-dokter?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Echt, nee. Dit intentieproces hoeft niet.

**Renaat Landuyt** (sp.a): De bedoeling is de volgende. Wij mogen ons niet beperken tot seksueel misbruik in gezagsrelaties binnen de Kerk. Een van de conclusies van professor Adriaenssens was dat het fenomeen zich naar andere beroepssectoren kanaliseert. Een beroepssector waar letterlijk een zekere invloed bestaat op het menselijk lichaam, op de persoon, is de medische wereld.

Ik zeg u meer dat ik vanuit een andere ervaring, vanuit mijn beroep als advocaat, geconfronteerd word met mensen die een probleem hebben waarvan ze niet weten of het nog te maken heeft met de therapie of niet. Zij voelen zich toch wel bedreigd en er zijn waarschijnlijk gevolgen. Men is gelukkig voorbereid om gevaarsituaties bij minderjarigen te bekijken. Onze zorg is echter ook wat men doet met mensen die rondlopen met een probleem en die het als volwassene hebben meegemaakt of volwassen zijn geworden tijdens de verwerking of de poging tot verwerking van het probleem. Ze komen bij een dokter. De dokter stelt vast dat hier iets abnormaals is gebeurd. Dan

is de vraag wat men doet. Ik heb al begrepen uit het antwoord dat, als het gaat om een meerderjarige persoon, meerderjarig geworden of als meerderjarige meegemaakt, en het enige tijd geleden is, men stelt dat er geen gevaar meer is en dat men niets doet.

**Michel Deneyer:** Die persoon kan altijd zelf klacht indienen, zowel bij de Orde als bij het parket.

**Renaat Landuyt** (sp.a): De eerste de beste bisschop heeft ons dat ook uitgelegd. Onze vraag is hoe we omgaan met de verwittiging van professor Adriaenssens en anderen dat het fenomeen zich zou kunnen verplaatsen naar andere sectoren. Vergeet de dokter, maar hoe gaat een dokter om met een confrontatie met een persoon die een probleem heeft waarbij men ziet dat het te maken heeft met seksueel misbruik in een gezagsrelatie, van een dokter of van wie dan ook? Onze vraag is hoe de praktijk vandaag is in de omgang? Hoe gaat men ermee om als men ontdekt dat er zwaarwichtige feiten zijn gebeurd? Het antwoord dat ik nu hoor is dat er geen gevaarsituatie is en dat men het in een gevaarsituatie zelf mag beslissen. Is dat de situatie?

**Walter Michielsen:** Concreet gaat uw vraag dus over een patiënt die vroeger het slachtoffer geweest is van seksueel misbruik en die daar een tijdlang niet over gesproken heeft en dat op een bepaald ogenblik aan zijn arts vertelt?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Of de arts ontdekt het.

**Walter Michielsen:** Of de arts ontdekt het, ja. Op dat ogenblik moet inderdaad een en ander worden ingeschat – het gaat immers over het verleden –, rekening houdend met de ernst van de zaak en met het risico op hervallen. Dat zijn factoren die alleszins in overweging moeten worden genomen. Dan wordt het natuurlijk een afwegen.

**Denis Holsters:** Mijnheer Landuyt, de moeilijkheid is, wanneer ik de situatie goed inschat, dat het actuele gevaar voor minderjarigen mij groter lijkt dan het concrete voorbeeld dat u geeft. Artikel 458bis, dat ook van het Parlement komt, heeft dat zeer beperkt. Het artikel bepaalt immers dat er een gevaar moet zijn en dat er geen andere oplossing mag bestaan.

Uw geval lijkt mij dus een minder doorwegend geval dan het misbruikte kind. Voor het misbruikte kind, dus het zwaardere geval, wordt in de wet bepaald dat het kind gevaar moet lopen en dat er

geen andere oplossing mag zijn.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Dat is ons punt, waarvan akte. Zoals de wetgeving nu is geformuleerd, verplicht zij u te weinig de vraag te stellen, als u met meerderjarigen te maken hebt. Dat is dan een duidelijke boodschap die op de *slides* mocht staan.

**Michel Deneyer**: Dat is juist. Het beroepsgeheim is één zaak. Echter, indien de patiënt zelf, nadat de kwestie is besproken, het vehikel is dat belet om klacht in te dienen bij Justitie of bij de Orde, dan schenden wij ons beroep. Wij kunnen ons niet achter ons beroepsgeheim verstoppen, indien de patiënt meerderjarig en mondig is en de arts de problemen, nadat hij ze duidelijk aan het licht heeft gebracht, met de betrokkene heeft verwerkt en ze hem heeft laten uitspreken, en hij dus volledig heeft gehandeld zoals het moet. Dan staat niets in de weg en doen wij niets verkeerd met ons beroepsgeheim, om aan de patiënt zelf als volwassen wezen aan te geven dat hij klacht kan indienen. Dat gebeurt immers. Wij moeten de mensen helpen.

Wij doen echter eerst de therapie. Anderzijds kan de patiënt zelf ... Dat is geen schending van het beroepsgeheim.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik ga even terug naar de medische sector.

U stelt vast dat een patiënt bij een bepaalde dokter is geweest. U hebt met betrokkene een gesprek gevoerd en hem erop gewezen dat hij de feiten beter zou aangeven. In uw hoedanigheid van dokter hebt u dan enige kennis over een collega die er toch wel eigenaardige praktijken op nahoudt.

Wat doet u in het kader van de preventie met voormeld gegeven?

**Walter Michielsen**: Maakt het een verschil uit of het gaat om een dokter of om iemand anders?

La **présidente**: La question est la suivante: si un médecin est soupçonné d'abus sexuels sur un de ses patients, quelle est l'attitude de l'Ordre envers l'un des siens?

On comprend votre attitude lorsqu'un enfant se présente à une consultation et que vous avez l'impression qu'il y a eu abus sexuel. Nous connaissons les possibilités qui sont les vôtres.

Dans ce cas-ci, ce serait un médecin qui serait l'auteur des abus. Quelle serait votre attitude?

**Denis Holsters**: La situation doit être la même. Il ne peut pas y avoir de différence. Je dois vous avouer que je suis à l'Ordre des médecins depuis 21 ans et je n'ai connu qu'un seul cas pour lequel il y a eu une telle plainte. Il y avait encore eu un problème avec la violation du secret médical. La justice l'a acquitté.

Mijnheer Landuyt, ik heb speciaal eraan gedacht de code mee te brengen en te uwer beschikking te stellen, omdat ik de indruk heb dat de code breder is. De code houdt natuurlijk rekening met de wet. U zult daarin dus de tekst van de wet praktisch terugvinden, maar hij is breder dan dat. Het gaat bij ons niet alleen over kinderen. De heer Michielsen is geriater. Wij hebben ook met oudere mensen te maken. Het gevolg dat u aanhaalt, begrijp ik niet goed. Volgens mij mag er geen verschil zijn.

Dans le contexte rappelé par Mme la présidente, il ne peut y avoir de différence selon que l'auteur des faits est médecin ou pas.

**Raf Terwingen** (CD&V): Ik denk dat ik op dezelfde lijn zit als de heer Landuyt. De vraag is, als een dader een dokter is, naar analogie van een pastoor die ook dader is geweest, hoe de Orde optreedt tegen die persoon? De heer Landuyt zal mij bijtreden en ik denk dat de voorzitter ook in die richting gaat.

Nu hoor ik, als ik het goed begrepen heb, dat u maar kennis hebt van één klacht op twintig jaar, terwijl bijvoorbeeld professor Adriaenssens dat niet gelooft en terwijl ik dacht dat wij in deze commissie al minstens drie of vier dossiers door procureurs hebben horen aanhalen – daar kan ik mij echter in vergissen – waarin duidelijk was dat een dokter betrokken dader was. De vraag is hoe de Orde dan optreedt dan tegen die al dan niet veroordeelde maar alleszins beschuldigde dokter? Gaat u dan over tot schorsing?

**Denis Holsters**: Er is een misverstand. Ik had de vraag van de heer Landuyt begrepen als een aangifte van een dokter ten opzichte van een andere dokter.

**Raf Terwingen** (CD&V): De relevantie is niet wie de aangifte doet.

**Denis Holsters**: Daarom heb ik gezegd dat ik zo één geval ken. De gevallen die u aanhaalt zijn waarschijnlijk niet allemaal aangebracht door een

dokter, die zijn aangebracht door een derde. Dat is natuurlijk verschillend. De vraag was wat de houding was van een dokter ten opzichte van zijn collega-dader. Zo kennen wij maar één geval.

**Raf Terwingen** (CD&V): Ja, maar dat is ook niet de kern van de vraag.

La **présidente**: La portée de la question est celle-ci: vous avez un médecin qui est en même temps auteur d'abus sexuels. Nous avons vu dans vos statistiques qu'il s'agissait de relations sexuelles, si j'ai bien compris. Ce sont peut-être des relations consentantes, mais je n'en sais rien. Mais, lorsqu'un soupçon pèse sur un médecin, agissez-vous avant qu'il y ait condamnation ou bien l'Ordre des médecins le laisse-t-il encore – s'il s'agit d'un pédiatre - recevoir des enfants? Quand une instruction est ouverte à l'égard d'un médecin, agissez-vous préventivement au moyen de mesures disciplinaires suspensives?

**Denis Holsters**: Mais c'est tout à fait différent! Vous parlez de prévention. Elle ne se trouve nulle part chez nous; nous n'avons aucun moyen de prévention.

La **présidente**: Non, je vous parle du moment où c'est l'un des vôtres. Quand c'est un médecin qui est soupçonné d'être l'auteur d'abus sexuels et qu'une information ou une instruction est ouverte à son égard, mais sans qu'il y ait déjà une condamnation, avez-vous la possibilité de prendre des mesures suspensives et disciplinaires pour éviter, le cas échéant, une récidive ou d'autres victimes?

**Denis Holsters**: Madame, des dizaines sont en instruction, mais on ne peut pas prendre de mesures préventives; cela n'existe pas. Vous pouvez nous en donner la possibilité. C'est à vous...

La **présidente**: Non, non, il y a du droit disciplinaire qui permet, dans des administrations, de prendre des mesures suspensives. Je me demandais si, dans votre droit, dans votre code, vous aviez des possibilités d'agir.

**Marc Nollevaux**: Madame, on peut prévenir, adresser un avertissement. Il y a des sanctions mineures et des sanctions majeures. On parle surtout des sanctions majeures, qui sont relativement importantes. Si vous regardez les documents, il y a des suspensions d'un an ou deux, qui sont ramenées par la commission d'appel à moins. Chez nous, en tout cas, j'en connais deux ou trois qui ont été radiés *a divinis* si

l'on peut dire.

Maintenant, pour répondre à votre question, il y a l'avertissement, la censure qui met en garde le médecin en question. Mais j'estime que c'est tellement grave qu'on passe à une sanction. Mais c'est possible aussi.

La **présidente**: D'autres voulaient réagir; ensuite je donnerai la parole à M. Terwingen.

**Denis Holsters**: Mijnheer Landuyt, de enige preventieve mogelijkheid zit niet bij ons. De enige maatregel die in de wet bestaat, is het intrekken van het visum, voorlopig of definitief, door de geneeskundige commissie, die afhangt van het departement Volksgezondheid. Daar zou een mogelijkheid zitten in de actuele toestand. Er zijn heel wat gevallen van seksueel misbruik die in onderzoek zijn. Daarvoor zijn al heel wat dokters gestraft, maar preventieve maatregelen hebben wij niet, tenzij de Provinciale Geneeskundige Commissie zou tussenkomen. Dat is het enige wat mogelijk is.

**Michel Deneeyer**: Mevrouw de voorzitter, in de interfase, tussen de aanmelding en de uitspraak, doen wij het volgende. Ik ben voorzitter geweest van de Provinciale Raad van Brabant. De sanctie zit op provinciaal niveau. De Nationale Raad is zowat het parlement. Als wij daarvan weet hebben – de klachten komen via brief, telefoon of zelfs e-mail – dan kunnen wij voor zoiets ernstigs onmiddellijk, via ons dagelijks bestuur – daarin is voorzien – het bureau bijeenroepen en kunnen wij die arts zeer vlug oproepen in een onderzoekscommissie.

Ik heb die klachten nooit gehad, maar wel andere zaken, zoals zware misdrijven. Als men hen roept en confronteert met die zaak, dan worden zij daar zeer klein van. Wij zetten dan onmiddellijk onze raad in gang. Zeer vlug, op een maand of twee tijd, kunnen wij daarover een uitspraak doen, op alle stukken. Die man kan daartegen natuurlijk in beroep gaan. Het beroep is opschortend. Dat staat zo in de wet. Dat hebben wij niet bepaald. Wij hebben er altijd voor gepleit om dat in de nieuwe regeling van de Orde af te schaffen, want anders kan dat verder gaan.

Wij roepen hen zeer snel. Het bureau komt daarover bijeen. De raad komt daarover bijeen. Alles wordt eraan gedaan om hen binnen zeer korte tijd te vonnissen.

**Walter Michielsen**: Zolang hij niet gestraft wordt, (...)

**Michel Deneyer:** Zolang hij niet gestraft wordt, kan men hem niet beletten te werken.

**Walter Michielsen:** Mevrouw de voorzitter, ik wil in het bijzonder onderstrepen dat, wat betreft de provinciale raden die het tuchtrechtelijk disciplinair onderzoek voeren, zij daarmee al kunnen starten vooraleer er eventueel een gerechtelijke uitspraak is. In een aantal gevallen wachten wij het gerechtelijk dossier af, omdat in het systeem van een provinciale raad ook een onderzoekscommissie bestaat, maar die heeft natuurlijk niet de politionele bevoegdheid zoals het gerecht die natuurlijk heeft.

Vandaar dat ik nog eens wil beklemtonen dat de enige mogelijkheid om preventief op te treden erin bestaat het visum in te trekken door de provinciale geneeskundige commissie, afhankelijk van Volksgezondheid. Dat kan in principe zeer snel gebeuren. Dat is de enige mogelijkheid.

Ik zou daarop nog even willen doorgaan. Ik heb namelijk de indruk dat er over verschillende zaken gesproken wordt.

Daarstraks heeft de heer Landuyt ook gesproken over zaken van vroeger, en bij een volwassene. Ik spreek nu niet over de kindermishandeling, want dat is iets anders, maar bij een volwassene die handelingsbekwaam en oordeelsbekwaam is, moet men als arts zeggen: geef dat zelf aan bij het gerecht of bij de orde. Dat is hetzelfde probleem als wat collega Deneyer aanhaalde toen hij sprak over de 61/2. De orde gaat daarin verder en er worden ook andere risicogroepen in vermeld. Daarin zit bijvoorbeeld ook de ouderenmishandeling, de *elder abuse*. Exacte cijfers daarover bestaan er niet, maar het zijn zaken die niet onderschat mogen worden.

Wat is de praktijk, als men geconfronteerd wordt als arts met een geval van ouderenmishandeling? Dat kan ook aangegeven worden. Onze code schrijft ook voor dat best eens overleg gepleegd wordt, met de arts en de patiënt, samen met de familie.

Wij stellen echter vast dat een niet onbelangrijk aantal patiënten zegt niet te wensen dat het wordt aangegeven. Het zijn dan soms mensen die in een thuissituatie bij een van hun kinderen verblijven, en er gebeuren allerlei zaken mee, zoals lichamelijke mishandeling, voedselonthouding, financiële druk en dergelijke. Toch wensen zij niet dat er daarover klacht neergelegd wordt want als die zaken dan

voorkomen, geraken zij immers in een nog moeilijkere situatie. Daarmee moet allemaal rekening worden gehouden. Als arts zit je dan toch wel in een zeer moeilijke positie. Ik spreek dan over ouderen die wilsbekwaam en handelingenbekwaam zijn. U mag niet denken dat alle ouderen dement zijn. Het is dus toch wel een moeilijke positie wanneer de patiënt het u verbiedt om aangifte te doen.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik wil even op laatstgenoemd punt terugkomen.

Het is het probleem van vele hulpverleners, zelfs van bepaalde pastoors. Wanneer iemand het gerezen probleem komt melden of wanneer de arts van het probleem weet heeft, maar de betrokkene uitdrukkelijk zegt dat hij niet wil dat er gerechtelijke maatregelen worden getroffen, is er een probleem. In voorkomend geval moet de discussie binnen onze commissie gaan over de vraag op welke manier wij met zwijgrecht, meldingsrecht of meldingsplicht omgaan. Dat is die discussie. Ik heb de indruk dat een meldingsrecht van de arts hem of haar in dat geval eventueel in staat zou kunnen stellen om voor andere slachtoffers bedreigende situaties open te stellen. De discussie ter zake is echter gevoerd.

Ik wil het volgende even aanstippen. Mevrouw de voorzitter, ik zal het niet lang trekken. Ik stel vast dat de Orde zelf tegenover leden van de Orde – de geneesheren – geen maatregelen treft. Wij hebben, volgens mij terecht, de Kerk heel kritisch bekeken. Wij hebben de Kerk immers verweten dat er in sommige gevallen niet is opgetreden tegen pastoors, die daarna in functie bleven.

Ik maak gewoon even de vergelijking, omdat u hebt verklaard dat de Orde niets kan doen tegen een arts ... Ik zal het gewoon even hernemen, omdat dit het gevoel was dat binnen de commissie heerst. Ik had het gevoel dat u opperde dat een arts, waarvan de Orde, via welke weg dan ook – gerechtelijk, intern of via via – te weten komt dat er iets aan de hand is en dat de arts in kwestie van bepaalde seksuele misdrijven verdacht is, niet kan worden aangepakt. Het maakt mij op zich niet uit of het misdrijven tegen kinderen of volwassenen betreft. Ik kan mij bijvoorbeeld in een psychiatrische relatie inbeelden dat seksuele misdrijven tegen volwassenen evenzeer gebeuren, omdat er ook daar een gezagsverhouding is. Ik had het gevoel bij uw uitleg dat, enerzijds, een aantal van uw professoren-doktoren zeiden dat de wet hen niets toelaat en zij dus niets kunnen doen.

**Denis Holsters:** Preventief.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik heb het over het preventieve. Het preventieve is ook geweest dat wij van de Kerk weten dat op sommige momenten preventief tegen pastoors is opgetreden, door ze over te plaatsen. Ik hoor nu dat de Orde van de geneesheren blijkbaar zelfs voornoemde mogelijkheid niet heeft. Ik hoor dat nu.

**Denis Holsters:** Juist.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik hoor ook dat er wel zoiets als de Provinciale Geneeskundige Commissie bestaat, die – zoals ik u, mijnheer de professor, heb horen verklaren – kan vonnissen. U hebt verklaard dat er van de Provinciale Geneeskundige Commissie een bepaald vonnis kan komen.

**Denis Holsters:** Om in België de geneeskunde te mogen uitoefenen moet de betrokken arts over een visum beschikken. Alleen de provinciale geneeskundige commissies zijn bevoegd om een visum (tijdelijk of definitief) in te trekken.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik had gehoord dat er van de Provinciale Geneeskundige Commissie een bepaald vonnis zou kunnen komen. Zo is dat daarnet gezegd, tenzij ik een en ander verkeerd heb begrepen. In dat geval wil ik mijn woorden intrekken.

Ik stel mij desgevallend de vraag wat het vonnis kan inhouden. Het gaat dan over de intrekking van het visum.

Een en ander betekent echter – u hebt zelf opgemerkt dat, zolang er een beroep tegen de bewuste maatregelen komt, er een schorsing van de getroffen maatregel is – dat een arts niet kan worden beschermd, anders bijvoorbeeld dan een pastoor, die blijkbaar wel door de kerkelijke overheid op een of andere manier kon worden beveiligd. Wanneer het niet gebeurde, was dat heel erg. Het is in bepaalde gevallen echter wel gebeurd, soms misschien nog te weinig. Ik wil de kerk hier niet verdedigen. De Orde heeft voormelde mogelijkheid echter niet.

**Denis Holsters:** Ik zal even proberen het onderscheid duidelijker te stellen, want ik denk dat daar misverstanden over bestaan. Wij hebben geen enkele preventieve macht. Dat hebt u zeer goed begrepen. De geneeskundige commissie maakt geen vonnissen, ze verleent het visum om in België de geneeskunde te kunnen uitoefenen.

Tot voor enkele jaren konden die ook geen preventieve maatregelen nemen, maar dat heeft de wet veranderd. Nu kan de provinciale geneeskundige commissie een visum intrekken, met dien verstande zelfs dat een beroep niet schorsend is. Als de geneesheer in beroep gaat, blijft hij dus nog altijd zijn visum kwijt. Bij de provinciale geneeskundige commissie kunnen ze dus een zeer drastische maatregel nemen.

Wat gebeurt er nu bij de Orde? Wij kunnen niet preventief optreden maar dat is het ergste niet. Er zijn heel veel dokters die komen in discipline voor zedenmisdrijven. U zegt ze kunnen nog in beroep gaan. Wel mijnheer, ze kunnen in beroep gaan, ze gaan in cassatie, in een op de tien gevallen winnen ze in cassatie en moet het terug behandeld worden in beroep. Dat loopt jaren. Gedurende al die jaren kunnen wij – tenzij u ons daar de mogelijkheid voor zou geven – totaal niets doen. Die man blijft gewoon zijn praktijk uitoefenen.

**Raf Terwingen (CD&V):** Tenzij de geneeskundige commissie op dat ogenblik preventief de vergunning heeft ingetrokken. Mevrouw de voorzitter, voor mij is dat nog altijd niet heel duidelijk. Ik probeer dat zo duidelijk mogelijk te maken. Misschien is het de andere commissarissen duidelijk, dan is het goed voor mij.

**Michel Deneeyer:** Er is wel een groot probleem met het preventief woord van de heer Terwingen. Als er iets gebeurd is, is het niet meer preventief, dan is het doen stoppen. Dan is er al wel iets gebeurd. Preventief wil zeggen dat het nooit meer zou kunnen plaatsvinden. Ik denk dat daar een woordverwisseling is. Ik zeg van preventief voor de Provinciale Raad, want dat is ook niet duidelijk, ik spreek nu van de tuchtorganen van de Orde, niet die Provinciale Geneeskundige Commissie waarover onze voorzitter het had. De Provinciale Raad van de Orde der Geneesheren, eens er een zaak – maar dat is niet meer preventief – aan het licht komt of er zware vermoedens zijn, kan men – dat is de fijnheid van de voorzitter met zijn bureau om zeer snel te handelen omdat wij geen andere mogelijkheden hebben – onmiddellijk de onderzoekscommissie in gang te zetten en die onmiddellijk disciplinair voor de raad zien. U zult aan de cijfers die we al gegeven hebben zien dat de Provinciale Raad daar niet mals is geweest. Daar zijn volledige schrappingen gebeurd, daar zijn zware straffen uitgesproken van maanden, ook financieel.

Als men hoger gaat dan 15 dagen schorsing, dan

verliest men als geconventioneerde arts vandaag 4 000 euro. Dat is ook niet om te lachen. Dat is misschien niet in verhouding met het gebeuren. De provinciale raden hebben daar zwaar gestraft, in sommige gevallen, navenant de ernst van de feiten, maar dan is het al gebeurd. Preventief kunnen wij niet optreden. Dat is onmogelijk, dus voor er iets gebeurd is.

**Denis Holsters:** De heer Deneyer heeft gelijk. Het woord preventief hebben wij beiden slecht gebruikt. Het gaat over voorlopige maatregelen.

Ce ne sont pas des mesures préventives, ce sont des mesures provisoires.

Wij kunnen niemand beletten te werken, zolang hij niet definitief is veroordeeld en dat kan met de huidige stand van zaken jaren duren. U kunt ons voorlopige maatregelen met een niet-schorsend karakter laten gebruiken, maar dat is iets wat niet aan deze kant wordt beslist maar aan die kant.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Wie neemt het initiatief omtrent het visum dat door de Provinciale Geneeskundige Commissie kan worden ingetrokken? Kunnen de Orde en de Provinciale Raad, nadat zij kennis hebben genomen van ernstige feiten op een of andere wijze verkregen, de Provinciale Geneeskundige Commissie ertoe brengen om het nodige te doen en het visum onmiddellijk te zien intrekken? Wordt dat door de Orde gedaan?

Wacht de Orde der Geneesheren, indien die kennis krijgt van ernstige feiten en weet heeft van een strafonderzoek of een gerechtelijk onderzoek, het einde van de procedure af alvorens de onderzoekscommissie aan het werk te zetten en over te gaan tot het nemen van een disciplinaire maatregel? Of doet die onmiddellijk het nodige, zodra er voldoende aanwijzingen zijn van ernstige schuld, dus het gelasten van de onderzoekscommissie, het eventueel inzage in het strafdossier vragen zodat men het dossier kan stofferen, en het onmiddellijk tot disciplinaire maatregelen overgaan?

Er bestaan voorlopige maatregelen, die eigenlijk een preventief gevolg kunnen sorteren. Bestaat er dan geen enkele mogelijkheid voor de Orde op dit ogenblik? Kunt u zelf uw reglement aanpassen, zodat het wel zou kunnen?

**Denis Holsters:** Neen. Ik zal eerst antwoorden op uw tweede vraag. Er is geen enkel beletsel, geen enkele interruptie van het ene recht naar het andere. Wij mogen ons helemaal niet inlaten met het strafrechtelijke van de zaak.

Wij kunnen iemand onmiddellijk veroordelen, ongeacht wat het gerecht ermee doet. Zelfs indien het gerecht de veroordeelde vrijspreekt, kan hij nog altijd door ons worden gestraft. Wij moeten ons alleen houden aan de feiten van het gerecht, niet aan de beslissingen.

Wat de Provinciale Geneeskundige Commissie betreft, ligt de zaak een beetje moeilijk. U vraagt of wij dat kunnen doen. Wij kunnen dat inderdaad doen, maar dan vergeet u dat er nationaal en internationaal een enorm principe bestaat, namelijk wie niet veroordeeld is, is onschuldig.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U zegt dat zodra u voldoende gegevens of aanwijzingen van schuld hebt, u uw onderzoekscommissie installeert.

Die zal eventueel inzage vragen van het strafdossier, waarin de feiten niet betwistbaar vaststaan. De betrokken geneesheer wordt door de onderzoekscommissie gehoord en bekent de feiten, omdat hij ze niet kan betwisten. In een dergelijk geval geldt nog altijd dat vermoeden van onschuld, maar pleiten de feiten tegen hem.

Wanneer u wordt geconfronteerd met een eventuele bekentenis van een arts-dader of wanneer de feiten onbetwistbaar zijn, zet u dan de Provinciale Geneeskundige Commissie aan het werk, waar de arts zich ook zal kunnen verdedigen?

**Denis Holsters:** Wie beslist dat het onbetwistbaar is?

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Als er een bekentenis is.

**Denis Holsters:** Een bekentenis is geen vaststaand bewijsgegeven in het Belgisch recht. Helaas.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Ik ben een andere mening toegedaan.

**Denis Holsters:** U bent het beste geplaatst om ons te helpen om die moeilijkheden te overbruggen. U bent daarvoor allemaal het beste geplaatst. Geef ons de mogelijkheid om sommige zaken te doen die wij niet kunnen doen en ik verzeker u dat wij u daarin in de mate van het mogelijke zullen helpen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U weet toch dat een buitengerechtelijke bekentenis ook een bewijsmiddel is?

**Denis Holsters:** Als magistraat heb ik gevallen gehad waarin iemand bekende en nadien niet de dader bleek te zijn. De advocaten in deze zaal moeten ook wel dergelijke gevallen kennen.

**Raf Terwingen (CD&V):** Eerlijk gezegd, ik hoor hier dingen die ik niet had verwacht. Ik zou bijna met een boutade kunnen zeggen dat de situatie bij uw Orde minstens nog gevaarlijker lijkt te zijn dan de situatie in de Kerk. Dat klinkt heel hard maar dat is mijn gevoel. Ik zeg u gewoon wat mijn gevoel is.

Ik wil nog even heel duidelijk recapitulieren. Dat is belangrijk voor ons verslag, dat eraan zit te komen. De Orde kan niet voorkomen dat een arts die zelfs bekend heeft – en dan heb ik het niet over de al dan niet bewijskracht; ik wil daar niet over discussiëren; ik ben ook advocaat dus ik ken de principe van het strafrecht wel enigszins – verder zijn dokterspraktijk uitoefent. Het enige wat kan gebeuren, is dat op een of andere manier – daar is het antwoord ook nog niet gevolgd op de vraag van mevrouw Van Cauter – de provinciale commissie de vergunning, het visum intrekt. Dat staat echter los van uw Orde. Er is ook geen interferentie dat uw Orde dat meldt aan die Provinciale Geneeskundige Raad.

**Denis Holsters:** Dat kan.

**Raf Terwingen (CD&V):** Dat zou kunnen. Dat stel ik vast.

Ik heb het woord gevaarlijker gebruikt. Het adjectief dat meer gepast zou zijn in dit geval, zou ook schrijnender kunnen zijn. Ik denk dat mijn collega's misschien nog wat vragen zullen stellen.

In hoeveel gevallen is er dan toch zo'n voorlopige schorsing gebeurd? Ik durf het bijna niet te vragen, omdat ik vrees dat dat niet is gebeurd. Er zijn nochtans beduidend veel dossiers en de magistraten weten heel goed dat een aantal gerechtelijke procedures, onderzoeken lopende zijn tegen geneesheren. Ik moet dus vaststellen dat die geneesheren waarschijnlijk al die tijd hun job verder hebben kunnen uitoefenen, of dat u als Orde daar minstens geen stokje heeft kunnen voor steken.

**Denis Holsters:** Ja, u hebt dat heel goed begrepen.

**Michel Deneayer:** Mijnheer Terwingen, de analogie met de Kerk is niet gepast. Als ik als voorzitter, vroeger, van de Provinciale Raad

kennis had gehad van een geval en ik had dat zelf opgelost, alleen, als bisschop en die weggestuurd, alleen, zonder mijn raad, zonder die procedure en zonder die tuchtrechterlijke procedure, die tot zware straffen op het niveau van de Provinciale Raad heeft geleid, had ik dat zelf allemaal geregeld, zonder daarover de procedures te volgen, dan had ik als de bisschop kunnen zeggen: die gaat weg, en die dit en die dat. Dat is nooit gebeurd! Nooit! Dat kan ook niet.

**Raf Terwingen (CD&V):** Dat begrijp ik heel goed, omdat een bisschop die macht wel heeft en zou hebben in het kader van het kerkelijk recht.

La **présidente:** On va laisser M. Deneayer répondre à la question, vous l'interpellerez à nouveau ensuite.

**Michel Deneayer:** Die heeft niemand ooit gebruikt en er is nooit iets weggemoffeld van de klachten die ontvangen werden. Bovendien, alle sancties – en die zijn zwaar; in het eerste rapport kunt u dat al zien, maar in het volgende rapport verschijnen de cijfers – zijn doorgegeven. Ik heb het over meer dan een verbale schorsing, dus een berisping of een waarschuwing, wat zeer licht is. Al de rest, met een schorsing van het beroep van zelfs een dag, is doorgegeven aan het parket. En dan belet er niets nog die mensen om, als het alleen langs de Orde was gekomen en niet parallel, toch ook op te treden.

Dus in feite is de cirkel wel redelijk gesloten bij ons, maar wij hebben door KB 78 en 79 op de Orde, spijtig genoeg niet de macht om meer directe maatregelen te treffen doordat er opschorting is van beroep. Wij kunnen ook niet sneller gaan dan snel; het moet ook nog een recht blijven en niet met de natte vinger. Die mensen moeten ook gehoord en beoordeeld worden. Maar daar heeft de wetgever in de tijd, in '67, ons de macht niet gegeven en dat is heel spijtig. Maar zoals bij de Kerk, het wegmoffelen, dat is nooit of nooit gebeurd en dat kan ook niet gebeuren.

**Raf Terwingen (CD&V):** Ik wil nog even interveniëren. Ondertussen weten we wat de verhouding is binnen de Kerk en wat het kerkelijk recht toestond aan de bisschoppen. Ik besef duidelijk dat het zo niet is. Ik maak geen enkel persoonlijk verwijt aan wie dan ook hier aanwezig. Ik ben gewoon samen met u op zoek naar de vaststelling dat er niet door de Orde kan worden geschorst.

U hebt gesproken over wegmoffelen. Zelfs dat woord heb ik nog niet willen suggereren en wil ik

niet suggereren, want ik weet dat het niet gebeurt. U spreekt over 'wegmoffelen door de Kerk', ik weiger te spreken over wat dan ook wegmoffelen bij de Orde van Geneesheren. Ik ben samen met u aan het zoeken naar een oplossing om misschien toch te kunnen komen tot een schorsing van een geneesheer indien er duidelijke aanwijzingen zijn dat zoiets gebeurt. Waarom? Om die slachtoffers te verdedigen. Dat is het enige wat ik wil.

**La présidente:** Comparaison n'est pas toujours raison!

J'aimerais qu'on entende ce que nous disent les personnes en face de nous. Il y a une différence entre l'Ordre tel quel et la commission provinciale qui peut prendre des mesures provisoires.

Pour que ce soit clair pour tout le monde, je souhaiterais que des procédures écrites soient transmises à la commission sur ce que peut faire la commission provinciale en matière de mesures provisoires et sur ce que peut faire ou plutôt ne pas faire – car c'est quasiment rien! – l'Ordre des médecins en tant que tel.

Si j'ai bien compris, il y a une différence. Dites-moi si je me trompe!

**Denis Holsters:** Madame Lalieux, c'est la raison pour laquelle je vous ai apporté les réglementations dans lesquelles vous trouverez les pouvoirs des commissions médicales de l'Ordre des médecins ainsi que le code.

Dans ces deux brochures, vous trouverez l'arrêté de 1978 qui règle les commissions médicales provinciales et l'arrêté de 1979, qui règle l'Ordre des médecins. Il suffit de comparer les deux textes.

Mijnheer Terwinghen, u hebt in mijn ogen gelijk, de toestand bij ons is erger dan bij de Kerk, want zij kunnen wel voorlopige maatregelen nemen en dat kunnen wij niet. Ik heb voor alle zekerheid even professor Michielsen geraadpleegd, maar ik zal u in verband met de vraag van de dame die voor u zit even het volgende zeggen. Stel u voor dat in een hospitaal een geneesheer verdacht wordt van zedenfeiten en dat het hospitaal hem aan de deur zet. Die man kan in de huidige stand van zaken onmiddellijk een eigen praktijk opstarten.

**La présidente:** Monsieur le président Holsters, il y a deux choses. D'abord, la protection du médecin qui peut, à un moment, faire un recours contre un

hôpital: c'est une chose embêtante, mais ce n'est qu'une chose. Puis, il y a la protection de tous les patients que doit assurer cet hôpital.

Il me semble – et c'est ce que nous répétons depuis le début de notre commission – que l'intérêt général est plus fort que l'intérêt particulier du médecin ou de l'institution.

Nous essayons donc de faire passer que, oui, vous risquiez parfois, par des mesures provisoires... Nous allons analyser les lois afin de voir si vous pouvez en prendre ou si nous devons changer les arrêtés. J'entends bien que vous nous dites qu'il faut changer les deux arrêtés – dont j'ai oublié les dates – pour que vous puissiez agir en disciplinaire, en parallèle et en provisoire. Nous l'avons bien entendu, et c'est important pour notre commission.

En même temps, vous nous dites ce que nous avons entendu par d'autres secteurs (et nous entendrons encore d'autres secteurs et nous verrons s'ils ont les mêmes réactions): "Attention, nous allons protéger l'institution et nous protéger d'un recours judiciaire si le médecin porte ensuite plainte".

Nous, nous avons plutôt d'abord envie de protéger les enfants, évidemment, et les patients. C'était l'objectif premier de ces recommandations. Vous, vous nous avez dit: "Attention, si le médecin va en recours, on est bien!"

C'est un peu la logique mais, et répondez par oui ou par non, est-ce que vous voulez qu'on modifie les arrêtés que vous nous avez cités pour vous permettre d'avoir plus de latitude en disciplinaire préalablement à un procès pénal?

**Denis Holsters:** Oui, pour autant qu'on nous donne des moyens d'instruction.

**La présidente:** On ne va pas vous nommer officiers de police judiciaire!

**Denis Holsters:** Parce que nous n'avons aucune possibilité. Les possibilités qui existent en droit commun, nous n'en avons rien. Donc il est très difficile de faire une instruction à défaut de moyens judiciaires.

**La présidente:** Encore une fois, on ne vous demande pas d'aller vers une justice parallèle et de jouer le rôle d'un ministère public ou d'un procureur du Roi. On a reproché ça à tout le monde, on ne vous demandera pas de les remplacer.

Ce qu'on demande et ce qui est possible pour des fonctionnaires de droit disciplinaire – je suis échevine: on trouve ça dans toutes nos communes continuellement; hier encore au conseil communal –, c'est de dire à un moment: il existe une instruction, une information à l'encontre de quelqu'un et nous prenons des mesures provisoires. Pour la garantie de quoi? Soit de l'intérêt général, de la sécurité individuelle ou, là, de l'image d'un service public. C'est cela que nous disons.

Les possibilités d'enquête qu'a le secrétaire communal, c'est de s'informer, mais il ne dispose d'aucun pouvoir de police judiciaire. Ne comptez pas qu'on vous les donne! On ne va confondre les deux.

En même temps, il existe des possibilités de prendre des mesures provisoires lorsqu'il peut y avoir des dangers plus forts et plus grands que le danger d'un recours d'un médecin contre soi parce qu'on a pris une mesure.

À un moment donné, on a estimé qu'on protégeait davantage l'intérêt général et celui des enfants que celui du médecin et de l'institution. Vous êtes donc d'accord qu'on se penche sur vos deux arrêts?

**Denis Holsters:** Oui, bien sûr.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Voor alle duidelijkheid, bij wijze van voorlopige maatregel zou de Provinciale Geneeskundige Commissie het visum van de arts in kwestie kunnen intrekken?

**Denis Holsters:** Dat kan nu ook al.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Wanneer u kennis hebt van onbetwistbare feiten, vat u dan de Provinciale Geneeskundige Commissie? U hebt gezegd dat u dat kunt, maar doet u dat ook?

**Denis Holsters:** Mevrouw Van Cauter, dat zal alleen te berde komen voor de provinciale raden. Dat zullen wij niet zijn. Het tuchtsysteem is gebaseerd op de provinciale raden.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Doet de Provinciale Raad dat?

**Denis Holsters:** Ik moet eerlijk zeggen dat wij die vraag niet gesteld hebben. Dat kunnen wij nog altijd doen. Dergelijke vergaderingen leveren ook soms nog vragen op. Er zijn wel gevallen geweest, maar of er veel gevallen zijn dat weet ik eerlijk

gezegd niet. Ik verberg dat niet. Wij kunnen vragen of zij dat doen, maar ik denk – excuseert u mij voor het herhalen – dat er een probleem zal zijn met het woord 'onbetwistbaar'.

**Carina Van Cauter** (Open Vld): Uiteindelijk is het de Provinciale Geneeskundige Commissie die beslist of in een bepaalde situatie het visum al dan niet kan en moet worden ingetrokken. Dat is haar bevoegdheid. Dat hebt u duidelijk gezegd. Wanneer u denkt dat in een bepaald geval die vraag toch minstens in overweging moet worden genomen – ik neem aan dat er dergelijke gevallen zijn – dan moet u niet bij de pakken blijven zitten, maar zelf het initiatief nemen om de Provinciale Geneeskundige Commissie te vatten, zodat zij tenminste haar werk kan doen.

**Denis Holsters:** U drijft mij op een onvoorbereid terrein, want de bevoegdheden van de provinciale geneeskundige commissies zijn aan bepaalde modaliteiten gebonden. In de wet staat dat de dokter in de fysieke of psychische onmogelijkheid moet zijn om te werken. Hoe men dat kan combineren – ik moet daarover nadenken, ik zal daar niet direct op antwoorden – met ernstige door een dokter bedreven feiten, dat is mij niet zo heel duidelijk. Is hij fysiek of psychisch in de onmogelijkheid? Fysiek zeker niet. Psychisch? Daarover zou men kunnen debatteren. Daarover moet eens nagedacht worden.

U haalt een probleem aan dat voor mij een soort novum is. Ik heb daar nooit over nagedacht. Dat moet nu eens gebeuren. Wij zullen dat doen. Wij zullen eens vragen of dat geen mogelijkheid is om iets te bereiken, maar voor men van iemand zegt dat hij psychisch ongeschikt is om iets te doen, moet men toch al wat serieuze gegevens hebben. Uw vraag is echter nuttig. Wij gaan dat noteren.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Ik ben geen jurist en ook geen arts, maar ik heb, net als de voorzitter, belangstelling voor het algemeen belang en de samenleving. Ik zou u willen vragen om vanuit de Provinciale Raad van de Orde van Geneesheren, want dat is het toch, eens gewoon te vertellen hoe u de dingen aanpakt, want ik kan eerlijk gezegd niet meer volgen.

U zegt aan de ene kant dat u veel te maken krijgt met misbruik in de relatie tussen arts en patiënt. Dat hebt u daarstraks toch gezegd?

**Walter Michielsen:** Dat is waar, maar ...

**Siegfried Bracke** (N-VA): De ene zegt nee, de andere zegt ja. U mag het ons niet kwalijk nemen

dat wij slecht kunnen volgen. Ik zou u heel vriendelijk willen vragen om gewoon te beschrijven hoe dat dan gaat. Hoe krijgt u weet van dat soort misbruik? Ik neem aan dat het van de patiënten zelf komt. Of niet? Hoort u die patiënten? Als u die niet hoort, zijn er reeds bepaalde drempels ingewerkt. Hebt u bepaalde strafmaten? Houdt u daarbij rekening met, wat wij via deze commissie vernomen hebben, het feit dat er vaak sprake is van recidive enzovoort? Hoe verloopt dat in de praktijk? Dat is mijn heel simpele en eenvoudige vraag, vooral ook met het belang van het slachtoffer voor ogen.

**Walter Michielsen:** Wij zijn hier met twee die voorzitter geweest zijn van een Provinciale Raad, professor Deneyer in Vlaams-Brabant en ikzelf in Oost-Vlaanderen.

Een klacht komt binnen, dat kan van verschillende aard zijn, dat kan van het gerecht zijn, dat kan van een derde zijn, dat kan van een andere arts zijn, en die klacht wordt eerst behandeld in het Bureau. Het Bureau stuurt dan de klachten door naar een onderzoekscommissie. Deze onderzoekscommissie bestaat uit een aantal artsen van de Provinciale Raad. De onderzoekscommissie wordt altijd begeleid door een magistraat-bijzitter, dat is verplicht door de wet, ter garantie dat alles wettelijk en correct verloopt.

De onderzoekscommissie doet het onderzoek, doet de nodige activiteiten en brengt dan verslag uit in de Provinciale Raad. Dan wordt in de Provinciale Raad beslist. Een aantal zaken wordt geseponeerd. Een aantal zaken wordt verder onderzocht. Dan wordt de arts die op dat ogenblik verdacht of beschuldigd wordt – ik weet niet wat men juridisch moet zeggen want wij zijn geen juristen – gevraagd naar de raadszitting zelf te komen. Hij heeft de keuze. Hij kan zich laten begeleiden door een raadsman. Daar wordt de zaak behandeld en er wordt een beslissing genomen. Dat is in het kort de gang van zaken in de Provinciale Raad.

**Marc Nollevaux:** Je voulais préciser que, pour toutes les enquêtes que nous effectuons dans le cadre du Conseil provincial – et non pas de la Commission médicale, c'est autre chose –, un magistrat nous assiste toujours et suit nos activités, de façon à ce qu'elles soient surveillées, de façon à assurer une certaine tutelle. Je tenais à le préciser.

La **présidente:** Merci pour la précision.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Ik wil nog even een vraag stellen, omdat er wordt gesproken over de onderzoekscommissie. Hoe onderzoekt u dat en welke middelen heeft u daarvoor ter beschikking? De heer Holsters heeft gezegd dat hij geen middelen heeft om te onderzoeken. Hoe kan die onderzoekscommissie dan werken? Ik weet dat dit boerenvragen zijn, maar ik wil het boerenverstand even laten werken.

**Denis Holsters:** Er moet toch een onderscheid gemaakt worden. Het is niet noodzakelijk een onderzoekscommissie, hoewel dat in de regel wel het geval is. Het Bureau van de Provinciale Raad kan zelf onderzoeken. Dat gebeurt echter niet, voor zover ik weet.

U vraagt welke middelen daartoe ter beschikking zijn. Ik kan alleen maar herhalen, wat ik daarnet gezegd heb, dat er bijzonder weinig middelen zijn. De klager kan gehoord worden, hetgeen in veel gevallen volgens mij wel zal gebeuren. Voor de rest staat die raad eigenlijk – ik probeer mij voorzichtig uit te drukken – met lege handen voor de arts. Wat kan de Raad doen? Alle maatregelen die in het gemeen recht bestaan, bestaan daar niet. Er kan geen beslag worden gelegd. De arts kan tot niets verplicht worden.

De Code voorziet dat een arts de waarheid verschuldigd is aan zijn collega's. Deze bepaling is achterhaald. Na interventie van het Hof van Straatsburg werd er gesteld dat een arts niet verplicht is om zichzelf te beschuldigen.

Er werd dan uiteindelijk gesteld dat medewerking moet worden verleend aan het gerecht. Die medewerking bestaat in gemeen recht ook, met het grote verschil dat wij gezegd hebben dat er medewerking verleend móet worden, terwijl in gemeen recht verwacht wordt dat hij medewerking verleent. Welnu, die verplichting tot medewerking is internationaal ook al gekelderd. Men heeft gesteld dat de arts niets moet doen waardoor hij zichzelf in moeilijkheden brengt. Nu kunt u nog in de code lezen dat hij de waarheid verschuldigd is aan zijn collega's, maar dat zullen we op een zeker moment moeten veranderen. Het Hof van Cassatie had dat nochtans aanvankelijk zelfs bevestigd. Het Hof zei dat dit geen inbreuk was op de vrijheid van verdediging. Straatsburg heeft dat afgeschoten, zeggende dat het wel inbreuk maakt op het recht op verdediging. Artikel 6 van het Verdrag van de Rechten van de Mens zegt klaar en duidelijk dat niemand verplicht is tot zelfincriminatie. Straatsburg stelt: een dokter ook niet, in discipline ook niet.

Er is een geval, dat ik niet bij naam zal vermelden, bij een Provinciale Raad, waar een dokter werd vervolgd wegens het liegen voor de raad. Dat is uitgelopen op een uiteindelijke vrijspraak op basis van artikel 6 van het Verdrag van de Rechten van de Mens.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, ik probeer nog een laatste keer.

Als het waar is wat u zegt, dan vind ik dat, aansluitend bij wat collega Terwingen eerder zei, schokkend. U zit in een cruciale sector van de samenleving. U behoort tot een van de weinige beroepsgroepen die werkelijk iedereen ziet en dus ook met alles en iedereen wordt geconfronteerd, ook met de minder fraaie kanten van de zaak. U zit vaak ook in de eerste lijn. U heeft met dat soort van zaken te maken. Toch blijkt dat u daar verplicht slordig moet mee omgaan. Ik begrijp u toch goed? U heeft geen middelen om het werk te doen dat op dat moment van u wordt verwacht, namelijk kijken wat er aan de hand is en dan vooral met het belang van het slachtoffer voor ogen.

U zegt dat u de klager kunt horen. Is dat het slachtoffer?

**Denis Holsters:** Dat kan.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Verder kunt u niets? Ik ga kort door de bocht maar dat betekent dat u ongeveer moet raden of het waar is. Verder heeft u geen middelen.

**Denis Holsters:** Mijnheer Bracke, u heeft voor 99 % gelijk. Wie doet wat hij kan doen, is niet slordig.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Hij is een waardig man, dat geef ik toe.

**Denis Holsters:** Men kan niet slordig zijn als men zich beperkt tot hetgeen de wet u toelaat. Dat is geen slordigheid.

**Siegfried Bracke (N-VA):** Laat ons zeggen dat het onvolkomen is wat er gebeurt.

**Denis Holsters:** Dat is al beter!

**Siegfried Bracke (N-VA):** Je retire mes mots.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U kunt de klager horen, u kunt de arts in kwestie horen en u kunt op elk ogenblik de toelating vragen aan het parket om inzage te krijgen in het strafdossier.

**Denis Holsters:** Maar als er bij ons honderd disciplinaire zaken zijn, mevrouw, is daar misschien één strafzaak tussen.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dat wil ik aannemen. Ik neem aan als het over ernstige feiten gaat, dat er mogelijkerwijze toch een...

**Denis Holsters:** Vandaar mijn redenering. We zullen zo snel mogelijk proberen, via gelijk welke weg, alle mogelijke gegevens te hebben en onafhankelijk van het strafgerecht, waar wij niet aan gebonden zijn, maatregelen te nemen op disciplinair vlak. Dat kan natuurlijk wel. De feiten die de strafrechter vaststelt kunnen niet ontkend worden door een ander gerecht. Wij zijn echter niet gebonden door het verloop en ook niet door de beslissing. Ook niet door het verloop, want, als het bijvoorbeeld een stadium is waarin de strafzaak totaal niet gedaan is, kunnen wij disciplinair optreden.

Ik moet erbij zeggen dat 'wij' niet diegenen zijn die hier zitten, dat zijn de provinciale raden en de raden van beroep. Er zijn tien provinciale raden en twee raden van beroep. Gezien ons communautair stelsel is er nog geen Duitstalige.

**La présidente:** Si je comprends bien votre dernière phrase, même quand il n'y a pas encore eu de condamnation pénale, vous pouvez suspendre un médecin.

**Denis Holsters:** Oui.

**La présidente:** Ce n'est pas ce que j'avais compris, mais c'est bien ce que je pensais.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik wil nog even terugkomen op de verhouding tussen de gerechtelijke instanties en de tuchtraden. Voor de duidelijkheid en gelet op de boodschap dat, indien een en ander niet in de wet wordt ingeschreven, de Orde het niet doet, wou ik even weten of de leden van de tuchtraad zich bij het behandelen van zaken aan het beroepsgeheim gebonden voelen.

**Denis Holsters:** Ja. U weet dat er in artikel 458 van het Strafwetboek inzake het beroepsgeheim twee uitzonderingen bestaan. Indien een onderzoeksrechter hem oproept, mag hij spreken.

**Renaat Landuyt (sp.a):** Ik herhaal mijn vraag. Ik zal ze verduidelijken. Zodra iemand de hoedanigheid van lid van de tuchtraad heeft, blijft de betrokkene zich in zijn verhouding tot het

gerecht dan aan het beroepsgeheim van dokter gebonden voelen?

**Denis Holsters:** Dat staat ook in de wet.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik probeer te begrijpen op welke manier de Orde de wet door de heer Holsters laat interpreteren. De boodschap is dat wij de wet moeten aanpassen, want dat er anders niets zal gebeuren.

**Denis Holsters:** Dat is juist. De heer Bracke heeft het 100 % correct uitgelegd.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Het is echter een boodschap die relatief schrikwekkend is, met name dat wij moeten vaststellen dat de Orde verantwoordelijkheid in een dergelijke materie neemt, op voorwaarde dat de wet het voorschrijft.

La **présidente:** Y a-t-il encore une réplique à cette dernière remarque de M. Landuyt?

**Michel Deneayer:** Het klopt dat wij buiten de volkomen onvolkomenheid van de wet kunnen. Professor Michiels en ikzelf zijn voorzitter geweest. Als men op provinciaal vlak snel gaat – mensen oproepen, confronteren met het slachtoffer enzovoort –, ben ik er zeker van dat, aangezien die persoon al moet komen en in een disciplinaire zaak is verwickeld, de zaak al stopt.

Dat is al een begin. De snelheid waarmee men dat kan afhandelen, is van belang, maar als er geen gerechtelijk onderzoek is, ontbreken de middelen, anders heeft men het perfecte gerechtelijk onderzoek. Dan liggen er al stukken op tafel. Aan de snelheid waarmee men werkt, kan men heel snel een ernstig oordeel vellen.

Ik wil mij niet achter de wet verstoppen. Ik vraag alleen maar om ons een kader te geven. Als men als voorzitter van een Provinciale Raad iemand voor zware feiten straft en de maatschappij beschermt, maar oploopt tegen een beroep, is dat schrijnend. Dat is al gebeurd, niet in seksuele zaken, maar in hepatitis B. U kent dat allemaal uit de pers. Iedereen doet zijn best en vergadert avonden in zijn vrije uren, maar loopt dan tegen een opschortend beroep. Als die mensen geld genoeg hebben, gaan zij in cassatie om de zaak nog eens te vertragen en terug naar beroep en later nog naar Straatsburg.

Geef ons meer middelen om voor ernstige zaken accuraat te kunnen tussenkomen. Niemand van ons is ermee gediend om de maatschappij niet veilig te stellen tegen eender welke agressie. Dat

zeg ik u eerlijk als geneesheer. Dat is onze belangrijkste taak.

Ik ben niet voor individuele patiënten bij de Orde gekomen. Hen moet ik sowieso helpen. Een van mijn drijfveren om bij de Orde te komen was om ook een groot deel van de mensen proberen te beschermen. Wij hebben altijd de naam gehad corporatistisch te zijn.

Mijnheer Landuyt, ik heb daar gezeten. U mag gerust komen en alle mededelingen en boekjes zien die wij daarover geschreven en gecommuniceerd hebben. Wij zijn gevraagd om op honderden voordrachten zaken te onthullen.

Ik zie hier dat niemand goed disciplinair recht kent. Dat is geen verwijt. Men leert het maar wanneer men daarin zit. Onze voorzitter kent dat heel goed, maar hij zit al eenentwintig jaar op de stoel van de Nationale Raad.

Een van mijn drijfveren en van veel van mijn collega's die erbij zijn gekomen, was om het maatschappelijk belang vanuit de Orde te verdedigen. Dat is ook belangrijk en dat mag ook worden gezegd.

**Denis Holsters:** U weet, mijnheer Landuyt, het besluit 79 is een volmachtenbesluit, heeft dus kracht van wet, en ik lees u daar iets uit voor. Artikel 30 zegt dat strafbaar is wie het beroepsgeheim schendt en, luister goed: alle personen die in welke hoedanigheid ook deelnemen aan de werking van de Orde. U hebt het ter beschikking, het staat ginder voor u klaar.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Als het toegestaan is om een ander onderwerp aan te snijden: ik zou namelijk willen weten in welke mate de Orde van Geneesheren op welk niveau ook, want dat doet er eigenlijk niet toe, bezig is met de deontologie van de beoefenaars van de geneeskunde, in de zin dat zij bijvoorbeeld aan hun leden deontologische adviezen geven.

Ik neem een heel concreet fenomeen, omdat dat nog niet zo lang geleden in de actualiteit is gekomen. Een maand of twee geleden is er een rapport geweest waaruit bleek dat er in ons land sprake zou zijn van 8 000 vrouwen, meisjes eigenlijk, die besneden zijn. Dat is natuurlijk ook een heel duidelijk voorbeeld van seksueel misbruik. Beseft men dat? Wat doet men als men daarmee te maken heeft? Worden daarover deontologische tips of adviezen, hoe u het ook wilt noemen, verspreid onder de leden in de zin van: hoe gaan we daarmee om?

**Michel Deneyer:** Mijnheer Bracke, wij hebben a rato van meer dan 1 keer per maand op een zaterdag, een ganse zaterdag, Nationale Raad, dus zowat het parlement, die dus toch zeer kort de actualiteit probeert te volgen. Wij hebben dus duidelijk een advies gegeven over die genitale verminking bij vrouwen. Wij hebben ook het voordeel, doordat we met verschillende mensen daar zitten, dat iedereen zijn subspecialisme heeft. Bijvoorbeeld professor Spitz is gynaecoloog. Die heeft dat dan ook behandeld in andere ethische commissies enzovoort. Dus die pakken dat ook mee. Daar wordt dus altijd over gecommuniceerd op de website, [www.ordomedic.be](http://www.ordomedic.be), waar ook gans die wetgeving op staat voor juristen. We proberen dat zo breed mogelijk te maken. In de Nationale Raad zitten altijd op voorstel van de universiteiten door de Koning benoemde professoren, die geven die lessen, ik in casu, in de cursus.

Ik probeer ook uit krantenartikels en knipsels op de actualiteit in te spelen. Wij zitten kort op de actualiteit. De actuele thematiek wordt behandeld en daar wordt ook een advies over uitgebracht dat u publiekelijk kunt lezen op de website van de Nationale Raad.

**Siegfried Bracke (N-VA):** (...).

**Michel Deneyer:** Dat staat daarin, ja.

La **présidente:** Nous allons clôturer l'audition des représentants de l'Ordre des médecins et je voudrais les remercier pour les informations fournies. Nous lirons avec intérêt votre code et les arrêtés que vous nous avez cités, ainsi que les différentes suggestions que vous avez émises dans le cadre de votre présentation, qui sera distribuée à l'ensemble des membres.

Chers collègues, je vous prie de m'excuser momentanément car je dois assister à une autre commission à laquelle j'ai soumis une proposition. Je vais céder la présidence à Mme Van Cauter; je vous rejoindrai un peu plus tard.

J'invite à présent les personnes représentant le secteur des personnes handicapées à nous rejoindre.

*Voorzitter: Carina Van Cauter.*

*Présidente: Carina Van Cauter.*

**Audition de**

**- M. André Grubbels, directeur général de la DG Personnes handicapées (SPF Sécurité sociale)**

**- Mme Alice Baudine, administratrice générale de l'AWIPH (Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées)**

**- M. Laurent Bursens, administrateur général du "VAPH" ("Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap")**

**- Mme Sophie Donnay et Mme Fabienne Cornet, représentantes de PHARE (Personne Handicapée Autonomie Recherchée)**

**Hoorzitting met**

**- de heer André Grubbels, directeur-generaal van het DG Personen met een handicap (FOD Sociale Zekerheid)**

**- mevrouw Alice Baudine, administrateur-generaal van het "AWIPH" ("Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées")**

**- de heer Laurent Bursens, administrateur-generaal van het VAPH (Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap)**

**- mevrouw Sophie Donnay en mevrouw Fabienne Cornet, vertegenwoordigsters van PHARE ("Personne Handicapée Autonomie Recherchée")**

De **voorzitter:** U kent misschien de werkwijze van de commissie. Ik stel voor dat u zichzelf even voorstelt en dat u dan in de volgorde die u zelf verkiest de ene na de andere het woord neemt om een korte uiteenzetting te geven, om dan vervolgens te antwoorden op de vragen van de verschillende commissieleden.

**André Gubbels:** Je m'appelle André Gubbels et je suis directeur général de la DG Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale. Je vous remercie de m'avoir invité dans votre commission et je précise d'emblée que le mandat dans lequel nous travaillons, dans lequel travaille la sécurité sociale est celui de l'indépendance financière et de la protection des personnes handicapées en Belgique. Le SPF dénombre plus de 600 000 personnes reconnues handicapées en Belgique dont environ 40 000 mineurs, 240 000 adultes de moins de 65 ans et 300 000 personnes de plus de 65 ans.

Je cite ces chiffres parce que la vulnérabilité des personnes handicapées ne concerne pas que les mineurs: c'est une vulnérabilité qui se prolonge toute la vie. Le nombre de plaintes que nous recevons en raison de maltraitances ou d'abus sexuels dans le cadre de notre mission est très peu élevé. Nous avons un système de réception des plaintes dans l'organisation. Nous recevons 600 plaintes par an, la plupart étant dirigées contre nous, contre le fonctionnement du service aux citoyens. Les plaintes que nous recevons d'ordinaire sont liées aux retards dans le

traitement des dossiers, à la négligence ou à l'impolitesse du personnel.

Des plaintes liées à des problèmes d'abus sexuels, nous en recevons très peu parce que ce n'est pas notre mandat. Cela veut-il dire que dans notre pratique, nous ne sommes jamais confrontés à ce genre de faits? Cela peut arriver, notamment par le fait que chaque demande de prestation aux personnes handicapées est accompagnée d'un dossier, notamment un dossier médical dans lequel peuvent apparaître des problèmes liés à des abus qu'aurait subis la personne. Je ne vais pas vous renvoyer à votre discussion précédente au sujet de ce que constatent les médecins et de ce qu'ils en font mais je dois vous dire que nous ne répertorions pas ces données statistiquement. Je ne peux donc pas vous dire quelle est la proportion des 40 000 dossiers d'enfants concernée par des abus sexuels.

Même si cela dépasse le cadre des travaux de cette commission, ce qui nous arrive plus fréquemment dans notre mandat est d'être confronté à un problème d'exploitation financière des personnes handicapées et de leur famille. Puisque nous leur accordons des allocations, bien souvent, nos travailleurs sociaux sont confrontés à des personnes victimes de leur entourage d'extorsions ou de pressions financières. C'est un problème que nous rencontrons plus fréquemment et nous essayons de nous coordonner avec d'autres services de protection sociale pour y remédier.

Je serai bref sur le sujet parce que dans notre mandat portant sur la sécurité des personnes handicapées, nous n'abordons ces questions que de manière purement incidente.

**Laurent Bursens:** Ik ben Laurent Bursens. Ik ben administrateur-generaal bij het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap. Het Agentschap vertegenwoordigt ongeveer 490 erkende residentiële instellingen. In die instellingen hebben wij 35 000 à 40 000 mensen, minderjarige en meerderjarige personen met een handicap.

Het probleem dat het voorwerp is van de bespreking in deze commissie heeft zich bij ons in de geschiedenis vaak voorgedaan. Dat wil zeggen dat wij zelf in de laatste vijf jaar door een intensieve preventieve politiek, nauwelijks nog individuele klachten hebben ontvangen als Agentschap, maar dat de problemen met die materie voornamelijk in het verleden gesitueerd

zijn. In het verleden, ik spreek over de jaren 1995 tot ongeveer 2003, hadden wij voornamelijk te maken met enkele zeer hardnekkige kernen van enkele voorzieningen waar dit soort problemen zich vaak heeft voorgedaan. Uiteindelijk bleken er, dikwijls door het indienen van klachten van ouders, heel wat problemen in die voorzieningen te zijn. Ik spreek over een vier- of vijftal voorzieningen, die systematisch die problemen, dankzij onder meer de ingrepen die wij hebben aangeboden, hebben kunnen verwerken.

De meeste van die klachten zijn natuurlijk beland in de gerechtelijke sfeer en daar behandeld, maar het overgrote deel van de opvang en de behandeling van de ouders en de slachtoffers is binnen de voorzieningen zelf gebeurd.

Wij hebben zeer snel actief opgetreden, met een heel sterke nadruk op preventie. In de laatste vijf jaar heeft dat werkelijk geleid tot het bijna verdwijnen van de klachten. Ik zeg niet dat er helemaal geen incidenten meer gebeuren op individueel niveau, maar omdat die snel gedetecteerd worden en door de manier waarop men aan risicoanalyse doet, zijn die bij ons, in het Vlaams Agentschap, systematisch heel sterk afgenomen.

Ik wil de commissie kort duiden wat wij gedaan hebben en wat wij in stelling hebben gebracht om eraan tegemoet te komen. In eerste instantie is er al in 2000 een besluit genomen inzake kwaliteitszorg in de voorzieningen voor personen met een handicap. Dat besluit heeft ertoe geleid dat er minimale kwaliteitseisen werden opgelegd, die iedere voorziening moest uitwerken in een soort kwaliteitshandboek.

In dat kwaliteitshandboek moesten zij voorzien in maatregelen om problemen van grensoverschrijdend gedrag snel en adequaat te detecteren en er gepast mee om te gaan. De kwaliteitshandboeken waren een verplichting. Zij werden ook stelselmatig gecontroleerd door de Vlaamse Zorginspectie. Dit heeft geleid tot een collectieve opleiding inzake preventie en risicoanalyse. Ik kan de documenten achterlaten voor de commissie. Alle zorgvoorzieningen in Vlaanderen hebben een model van risicoanalyse aangereikt gekregen, een handleiding over hoe om te gaan met potentiële eerste signalen van grensoverschrijdend gedrag, en een handleiding over hoe om te gaan met de juridische omgeving wanneer men met dergelijke feiten geconfronteerd wordt.

Dit heeft ertoe geleid dat in bijna alle

voorzieningen het personeel getraind is op dit soort potentieel probleemgedrag.

Een verdere stap hebben wij ondernomen in 2003. Toen is er een decreet gekomen over de kwaliteit van zowel gezondheids- als welzijnsvoorzieningen. Ten gevolge daarvan kregen wij eind 2010 een uitvoeringsbesluit met erkenningvoorwaarden. Kortom, het kwaliteitshandboek en de minimale kwaliteitseisen uit het besluit van 2000 zijn opgetild tot het niveau van effectieve erkenningvoorwaarden, die verder uitgewerkt zijn in de verschillende artikelen.

Zo bepaalt dit uitvoeringsbesluit dat iedere voorziening om erkend te worden en te blijven een geschreven referentiekader moet hebben ontwikkeld inzake grensoverschrijdend gedrag jegens personen met een handicap. De voorzieningen moeten ook een procedure hanteren voor preventie, en detectie van, en gepast reageren op grensoverschrijdend gedrag. Grensoverschrijdend gedrag moet gemeld worden aan een centraal meldpunt. Dit centraal meldpunt is er vooralsnog niet. Het is een van de eerstvolgende inspanningen die wij in Vlaanderen binnen het Beleidsdomein Welzijn en Volksgezondheid aan het nemen zijn.

Tot voor kort was het onze opdracht om een meldpunt te creëren, maar onze minister heeft geoordeeld dat het niet efficiënt kan zijn om voor het gehandicaptenbeleid en voor de ziekenhuizen en voor de oudereninstellingen telkens in aparte meldpunten te voorzien voor hetzelfde fenomeen. Hij heeft ervoor geopteerd om op heel korte termijn te kiezen voor een centraal meldpunt voor heel het Vlaamse welzijns- en gezondheidsbeleid. Op dat moment zal dat bepaald artikel in voege treden waardoor men bepaalde zaken zal moeten melden.

Dat betekent niet dat de signalen nu niet tot bij ons komen, want wij hebben ook in een sluitstuk voorzien. Wij hebben namelijk sinds vier jaar een samenwerkingsovereenkomst met een vertrouwensartscentrum van Vlaams-Brabant dat wij elk jaar erkennen voor het opvolgen van mogelijke problemen die zich kunnen voordoen binnen instellingen.

Het gaat hier alleen over de aanpak van de omgeving zelf, de instelling, de ouders en de slachtoffers. Het gaat dus eigenlijk over een soort van remediërende opvang voor wanneer zich problemen voordoen. Een van de opdrachten van dat centrum is dat men ook gehouden is om ons daarover te rapporteren en daarover de nodige

registratie op te zetten.

De slotsom is dat het Vlaams Agentschap in het verleden met deze problemen geconfronteerd was, nu stelselmatig nog nauwelijks, en dat een heel stramien van preventie is opgezet dat toch wel zijn vruchten schijnt af te werpen.

**Alice Baudine:** Je suis Alice Baudine, administratrice générale de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH), qui supervise quelque 321 services de jour ou résidentiels pour environ 14 000 personnes: 2 500 jeunes et 11 500 adultes.

Quand on parle de la problématique des abus envers les personnes handicapées, nous savons en réalité détecter trois pistes d'abus possibles. Il y a d'abord la vulnérabilité personnelle. Il est clair que les personnes handicapées ont des incapacités physiques, des limites cognitives, des limites de communication, l'incapacité de parler, parfois une confiance excessive, qui pourraient les rendre victimes ou, en tout cas, en faire des cibles privilégiées en matière d'abus.

Il y a aussi évidemment tous les risques dans la communauté ou dans la famille: le manque de liens sociaux, le manque de services, la tolérance excessive des parents – des indicateurs d'abus qui sont difficiles à mettre en place, finalement.

Et puis, il y a des risques liés aux établissements, qui sont ceux qui nous concernent tout particulièrement aujourd'hui: le risque de paternalisme, le déni du droit des familles, les traitements de plaintes, le *turn over* du personnel sont autant de facteurs de risque que nous devons prendre en compte tous les jours pour garantir la qualité de vie des personnes handicapées.

Ces trois facteurs de risque ont influencé notre façon de voir l'accueil et l'hébergement. Tout d'abord, en matière d'infrastructure, nous privilégions les unités de vie de petite taille – puisque, si l'on est dans des unités de vie de plus petite taille, le respect s'installe plus vite -, des chambres individuelles, le respect de la chambre individuelle – un éducateur n'entre pas dans la chambre individuelle, il doit y être invité. Il y a un état d'esprit qui fait que la personne handicapée doit être reconnue comme une personne en tant que telle.

Nous voulons aussi que les services soient situés dans la communauté, et non plus, comme c'était

le cas auparavant, dans des espaces éloignés de la communauté.

À côté de l'infrastructure, il y a aussi le niveau de l'organisation. Nous voulons que les activités soient réalisées dans des lieux de vie différents des lieux de résidence. Donc, ne pas avoir un seul bâtiment où l'on fait tout du matin au soir et du soir au matin, mais avoir des bâtiments différents où les personnes vont faire leurs activités de jour, rentrent le soir dans une unité de vie qui est plus familiale.

Nous voulons également qu'il y ait des projets individuels et des activités valorisantes pour les personnes handicapées. Ces projets individuels sont prévus dans des conventions que les services sont obligés de passer avec la personne handicapée, conventions dans lesquelles il est aussi prévu, inscrit spécifiquement qu'en cas de problème, les personnes handicapées et les familles peuvent faire appel à l'Agence pour obtenir une aide et un suivi de leur plainte.

Évidemment, nous voulons aussi un style de vie, pas seulement une infrastructure et une organisation intégrée dans la communauté, mais aussi un style de vie qui permette à la personne d'avoir des activités dans la communauté – donc, des services et des activités ouverts vers l'extérieur. Et, pour les personnes les plus lourdement handicapées qui ont peut-être un peu moins l'occasion de se rendre à l'extérieur, des services ouverts avec des visites d'autres personnes, des visites des écoles. Donc, des rencontres possibles.

En quelques mots, nous souhaitons que les personnes handicapées puissent avoir une vie sociale.

Deux textes phares par rapport à notre action sont, d'une part, le décret relatif à l'intégration des personnes handicapées, qui date du 6 avril 1995, qui sera le départ de l'Agence et qui donne les grandes orientations de notre politique, mais qui prévoit aussi, dans son article 26, le contrôle des institutions; et d'autre part, la Convention de l'ONU, ratifiée en 2009 par la Belgique qui préconise que la personne handicapée soit intégrée dans la société et y trouve sa place en tant que personne, mais qui prévoit surtout, dans son article 16, le droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance.

Ces deux textes se trouvent de manière permanente en arrière-plan de la réflexion que nous menons en matière d'accueil des personnes

handicapées. Nous avons un système de contrôle qui audite tous les services. L'ensemble de nos inspecteurs – une vingtaine – audite l'ensemble des services au minimum tous les deux ans et demi, mais le plus souvent sur demande ou lorsque nous détectons un problème et qu'une institution est détectée comme "à risque". Ce risque peut-être financier, d'accueil, etc. Lorsque celui-ci est détecté, nous passons plus souvent.

Parmi les choses qui sont contrôlées, je mentionnerai la qualité de l'infrastructure, l'espace à disposition des personnes, l'organisation de la structure et son fonctionnement, la qualification du personnel, la gestion et la comptabilité, la politique d'admission et d'accueil, le suivi des plaintes et évidemment les relations financières avec les personnes handicapées qui doivent avoir accès à leurs revenus. Nous supervisons aussi la gestion des biens et des fonds propres des personnes handicapées pour nous assurer qu'il n'y a pas d'abus. C'est peut-être une petite réponse à M. Gubbels, en ce qui concerne, en tout cas, les gens qui se trouvent dans nos institutions.

Le service de plaintes que nous avons au sein de l'Agence est un dispositif assuré par le service audit. Nous organisons régulièrement des audits et notre service se transforme en service d'inspection lorsqu'il y a une plainte ou une doléance. Chaque fois qu'une personne handicapée ou sa famille intervient auprès de l'Agence pour se plaindre d'une institution ou d'un rapport avec une personne appartenant à une institution, nous intervenons pour assurer le suivi. Si la personne demande que la plainte ne fasse pas l'objet d'un suivi personnel, c'est-à-dire qu'on ne cite pas son nom, nous considérons qu'il s'agit d'une doléance. Si la personne souhaite porter plainte, nous effectuons alors le suivi de plainte. Dans les deux cas, nous effectuons une enquête, aussi bien auprès de la personne handicapée, que de la famille, que des travailleurs et de la direction de l'institution.

Tous les volets sont passés en revue pour détecter les faits de maltraitance éventuels.

En 2010, nous avons eu 13 plaintes et 39 doléances. En 2009, il y avait eu 17 plaintes et 18 doléances. Ces plaintes et doléances sont très variées; cela peut concerner une nourriture qui ne convient pas, un problème d'hygiène, un problème avec un éducateur ou un problème plus sérieux.

En ce qui concerne les viols ou les abus sexuels, de 2005 à 2010, il y a eu cinq cas de suspicion de viol par un éducateur. Ces cas ont tous été

transmis au parquet. Trois d'entre eux semblent ne pas être fondés mais dès qu'il y a suspicion d'une maltraitance grave ou d'un viol, il y a transmission au parquet.

Pendant la même période, nous avons eu huit suspicions d'abus par un autre résident. C'est un risque qui existe et que nous devons prendre en compte. Nous faisons une enquête et si le problème est important, nous transmettons au parquet. Sinon, à partir de la situation rencontrée, nous aidons le service à mettre tout en œuvre pour que ce genre de situation ne se reproduise plus.

Nous voulons mettre en place une politique volontariste. Il y a tout un volet sensibilisation et prévention. Nous insistons beaucoup sur la qualité de vie en institution et la qualité de vie, c'est la prévention! Nous avons nos contrôles et audits et nous avons mis en place un système de bonnes pratiques en matière d'auto-évaluation. Par exemple, nous avons organisé en 2010 des ateliers d'échanges de bonnes pratiques en matière d'auto-évaluation pour 300 institutions. Il y a quand même un engouement de la part des institutions pour ces échanges de bonnes pratiques.

Nous avons aussi des plans de formation sur différents thèmes: des outils pour développer la bientraitance, la bientraitance et la bienveillance au sein des services, la place des émotions et des sentiments dans la prise en charge de personnes avec un handicap de grande dépendance, la notion de lien et de distance entre le professionnel et son client dans la pratique éducative. Bref, il s'agit de tous les éléments à prendre en compte pour offrir un service de qualité, professionnel, mais qui respecte les limites que chacun doit se fixer dans son travail et sa relation professionnelle.

En 2010, nous avons ainsi eu 17 modules de formation sur les thématiques dont je viens de vous parler. Cela constitue 48 jours de formation. Nous avons eu 204 participants.

À côté de ces formations, nous développons maintenant un plan "bientraitance". Au départ, c'était un plan de lutte contre la maltraitance; il est devenu un plan "bientraitance" puisque nous voulons aller plus loin que simplement lutter contre la maltraitance. Ce plan est travaillé avec les services, donc avec les acteurs de terrain. Il a pour but de lancer une réflexion par rapport à ces différents aspects. Le plan "bientraitance" a été démarré il y a deux ans. Maintenant, nous le

finalisons.

Nous allons mettre en place des registres d'incidents. Quel est leur objectif? Ils doivent permettre d'inventorier des situations éventuellement maltraitantes. Cet inventaire constituera le point de départ de réflexions pour déboucher sur des pistes d'amélioration de ces différentes situations dans les établissements. C'est vraiment un outil que nous voulons positif, non pour pénaliser les éducateurs, mais pour qu'ils puissent prendre du recul par rapport à leurs pratiques et voir comment mieux fonctionner.

Nous allons aussi mettre en place un espace de réflexion éthique, donc un comité. Nous l'appelons espace, car nous ne voulons pas mettre des personnes permanentes, mais plutôt que s'effectue un renouvellement de ce comité. C'est pourquoi nous l'appelons espace de réflexion éthique: il aura pour missions de répondre aux questions des professionnels et d'établir des *guidelines* qui pourront être diffusées aux structures et aux institutions.

Finalement, nous sommes en train de mettre en place des protocoles de prévention qui reprendront les divers facteurs qui risquent d'amener une institution dans un schéma propice aux situations à risque, dirons-nous. Ces protocoles seront mis à disposition des institutions via notre site web dans la partie professionnelle.

Voilà en gros le fonctionnement mis en place à l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées.

On peut se dire qu'il y a relativement peu de plaintes. C'était l'occasion d'une réflexion à l'interne de l'Agence: puisqu'il y avait la préparation de la commission, on s'était dit que ce n'était peut-être pas beaucoup. Je pense qu'en tout cas, toutes les familles, toutes les personnes handicapées, dans la mesure de leurs capacités, sont mises au courant que nous sommes là comme point de référence pour elles, donc comme point focal en matière de traitement de plaintes, quelles qu'elles soient. On voit ainsi que des gens n'hésitent pas, même pour des doléances, à faire appel.

Cela couvre-t-il toute la réalité du terrain? C'est très difficile à dire. En tout cas, le fait qu'il y ait des retours vers nous nous fait dire que nous devons couvrir toutes les situations qui posent véritablement problème.

Je reste évidemment disponible pour les

questions.

**Sophie Donnay:** Madame la présidente, mesdames, messieurs les commissaires, je représente le service PHARE (Personne handicapée Autonomie Recherchée) puisque notre administrateur général, M. Philippe Debacker, ne pouvait être présent ici aujourd'hui.

Notre service dépend de la COCOF et s'adresse aux personnes handicapées domiciliées à Bruxelles et s'exprimant en français. Le nombre de personnes qui s'adresse à nous est nettement plus réduit que celui qui s'adresse à l'AWIPH et à la VAPH.

Notre objectif est le même que celui des organismes précités, à savoir l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées. Cela se décline sous différents types d'aides et de structures: centres de jour, centres d'hébergement, services d'accompagnement, octroi d'aides matérielles individuelles, octroi d'aides à l'emploi, etc.

Un service d'inspection composé de trois personnes existe au sein de notre service. Vu la petitesse de notre structure, nous sommes fortement à l'écoute des demandes des personnes qui nous interpellent d'ailleurs régulièrement.

J'en arrive à la question des abus sexuels. Depuis plusieurs années, nous abordons la question de la vie affective et sexuelle des personnes handicapées. Dans ce contexte, l'accent a été mis sur le développement de la réflexion sur la question. En effet, cette dernière n'avait jamais été abordée auparavant, le sujet étant tabou. Un travail de réflexion est donc fait avec les institutions et les services d'accompagnement de ces personnes. Dans ce contexte, la question des abus sexuels n'a pas été ciblée. En effet, notre service d'inspection, que j'ai interrogé, n'a jamais reçu de plainte relevant de cette problématique.

Comme l'a dit mon collègue, au regard des dossiers, on peut dire qu'il existe des abus aussi bien intrafamiliaux qu'extrafamiliaux et parfois même au sein des institutions. Mais nous n'avons jamais été saisis de la question. Cela peut s'expliquer par le fait que nous sommes une administration et que les personnes ne pensent pas forcément à prévenir l'administration dans ce genre de cas. Elles s'adressent plutôt à la police ou à des associations d'aide, etc.

Pour ce qui est de la vie affective et sexuelle des personnes handicapée avec laquelle un lien peut être établi avec la thématique des abus, diverses initiatives ont été développées.

En 2001, par exemple, il y a eu la Charte pour agir en collaboration étroite avec l'AWIPH et les cabinets politiques. Ce document visait à améliorer la prise en compte des problèmes de santé, plus globalement ceux liés à la vie affective et sexuelle des personnes handicapées. Dans ce cadre-là, il est important de souligner que cette réflexion s'est mise en route après l'interpellation d'un centre de référence sida qui avait dû prendre en charge des personnes handicapées du fait de la contamination de résidents à la suite d'abus intra-institutionnels.

En 2003, toujours en collaboration avec l'AWIPH, il y a eu des productions de documents qui s'adressaient aux professionnels du secteur sur les aspects juridiques, médicaux et pédagogiques, toujours en lien avec la vie affective mais d'une façon très large et non pas ciblée sur les abus sexuels.

En 2007 et 2008, à l'initiative de la ministre Huytebroeck, on a développé un projet visant à créer un travail de réflexion et intitulé "Sexualité, plaisir et handicap".

En 2009 a eu lieu la création d'un projet qui est le centre de ressources Handicap et Sexualité au sein de la Fédération laïque des centres de planning familial. Toutes ces initiatives ont toujours été développées en collaboration avec le secteur de la personne handicapée, les personnes handicapées elles-mêmes, les représentants des personnes et les représentants d'institutions ainsi qu'avec les administrations et le secteur politique.

Je suis aujourd'hui accompagnée de Mme Cornet qui s'occupe de ce centre de ressources. Depuis 2000, elle est véritablement notre fil rouge par rapport à cette thématique précise, parce qu'elle faisait partie des personnes qui ont interpellé les diverses administrations en 2000 à la suite des abus sexuels. Je lui laisse donc la parole pour aborder plus particulièrement cet aspect de la question. Je reste bien entendu à votre disposition pour toute question supplémentaire.

**Fabienne Cornet:** Depuis 2007 et 2008, je coordonne les projets subsidiés par le cabinet de Mme Huytebroeck qui a la politique des personnes handicapées dans ses compétences. Ces projets ont été décrits brièvement par Sophie Donnay. Déjà dix ans auparavant, ayant travaillé

dans le domaine du sida, dans un centre de référence, j'ai été très interpellée par l'augmentation – même très légère – du nombre de personnes contaminées par le virus du sida présentant un handicap de tout type, parfois une déficience intellectuelle et la plupart du temps comme conséquence d'abus commis sur ces personnes.

Au début des années 1990, quand cette question m'a préoccupée, il était particulièrement difficile d'en parler. Quand nous sommes arrivés à la découverte de huit personnes contaminées par un éducateur dans une même institution, il faut dire que les autorités, l'AWIPH et le service bruxellois ont réagi très rapidement et ont produit en moins d'un an un document intitulé "la charte pour agir" qui reconnaissait le droit à la sexualité et à la vie affective et sexuelle et qui préconisait surtout la prise en compte des problèmes de santé et des risques liés à l'exercice de la sexualité, y compris les abus.

Pourquoi était-il si difficile d'aborder le sujet? Les professionnels du secteur du handicap et du secteur de la vie affective et sexuelle essaient depuis plus de 30 ans de faire avancer la question de l'accès à une vie affective et sexuelle et de rendre réel et effectif ce droit pour les personnes en situation de handicap. Il était malvenu et ce l'est parfois encore d'aborder des thèmes plus négatifs, qui risquent de faire peur. C'est quelque chose dont il faut tenir compte. Même dans les formations et dans les sensibilisations que nous proposons aujourd'hui, nous avons des prescriptions de la part des autorités subsidiaires qui répondent à des philosophies de promotion de la santé et selon lesquelles il ne faut pas aborder la vie affective et sexuelle par les aspects négatifs, par les risques, pour ne pas susciter la peur dans ce domaine.

C'est un élément qui reste très fort.

La crainte des services ou des institutions par rapport à leurs responsabilités ou la crainte de l'entourage par rapport au scandale ont aussi freiné le dévoilement d'abus. J'ai rencontré cette situation à plusieurs reprises.

C'est un point que, au cours de notre travail au centre de ressources, nous abordons toujours de façon transversale et non comme thème en tant que tel. Je demande qu'une réflexion en ce sens soit abordée au niveau des centres de planning. Je voudrais préciser que ce centre de ressources est actuellement localisé à la Fédération laïque des centres de planning familial. C'était une

volonté d'insérer cette réflexion dans un milieu généraliste, dans une philosophie d'inclusion. Un des objectifs de ce centre est d'établir des ponts entre le milieu du handicap et celui des centres de planning. Ma tâche principale est de travailler avec les centres de planning.

Compte tenu de ce qui précède et du manque d'études précises sur la notion d'abus sur des personnes en situation de handicap, je rendrai compte ici de quelques témoignages et de choses que j'ai entendues pendant toutes ces années.

En ce qui concerne le niveau quantitatif de la problématique, il est très difficile à évaluer. En effet, d'une part, les plaintes ou les demandes de suivi auprès de services d'aide aux victimes, auprès des administrations, du Service SOS Inceste ou auprès des centres de planning familial sont très rares. Il y a peu de plaintes, peu de demandes de suivi et peu de demandes d'aide.

D'autre part, lorsqu'on interroge la représentation qu'ont les professionnels du secteur handicap du nombre d'abus, les chiffres qu'ils avancent sont parfois affolants. C'est comme si cela n'arrêtait pas, comme si cette situation était constante. Voilà qui met en évidence la difficulté du décodage de ce qu'est un abus avec une personne en situation de handicap.

En matière de chiffres, j'avais envie de vous transmettre un tout petit résultat, tout à fait secondaire d'ailleurs dans l'objectif de cette recherche, d'une recherche terminée en l'an 2000, qui était subsidiée par la Commission européenne et intitulée "Sida, sexualité et retard mental".

Elle a été effectuée dans quatre pays de l'Union européenne, dans quatre régions, plus exactement: au Portugal, en Émilie-Romagne, en Région wallonne et en Région bruxelloise, ainsi qu'en Ile-de-France. Cette recherche avait un côté quantitatif. La particularité du questionnaire qui a servi à cette recherche est qu'il comportait cinquante questions. Tout le monde a dit que la cinquantième question ne recevrait jamais de réponse, parce que personne ne répondait à cinquante questions dans une recherche. Or il se fait que la cinquantième question portait sur l'abus. Au total, nous avons analysé 530 questionnaires, dont 241 concernaient la Communauté française de Belgique, Wallonie-Bruxelles.

Je vais reprendre uniquement les résultats belges. Sur les 241 questionnaires que nous avons pu

analyser et qui répondaient à des critères de correction, 229 avaient une réponse à cette cinquantième question, ce qui est énorme. Je vais vous lire cette question, même si c'est un peu fastidieux:

"À l'intérieur ou en dehors de votre service, avez-vous connaissance de situations présentes ou passées de:

- une personne non handicapée qui aurait abusé sexuellement d'une personne handicapée mentale;
- une personne handicapée mentale qui aurait abusé sexuellement d'une autre personne handicapée mentale (c'est un terme que l'on utilisait à l'époque, aujourd'hui, on ne dirait plus handicapée mentale);
- une personne handicapée mentale qui aurait abusé sexuellement d'une personne non handicapée;
- une personne handicapée mentale qui aurait été victime d'abus intrafamiliaux;
- une personne handicapée mentale qui aurait été l'auteur d'abus intrafamiliaux?"

La question spécifiait bien "avez-vous connaissance de". À cette question, 95 services et institutions ont répondu avoir connaissance d'abus d'une personne non handicapée sur une personne handicapée; à peu près 50 % ont répondu avoir connaissance d'abus d'une personne déficiente intellectuelle sur une autre personne déficiente intellectuelle; 24,1 % de services signalent avoir connaissance de l'abus d'une personne déficiente intellectuelle sur une personne non déficiente; 71,4 % des institutions signalent avoir connaissance de personnes handicapées mentales victimes d'abus intrafamilial et 25,1 % des institutions déclarent avoir connaissance de personnes déficientes intellectuelles auteurs d'abus intrafamilial.

Ces chiffres sont énormes. Ils ne rendent compte que de la représentation mentale des professionnels. Cela correspond à ce que l'on trouve dans la littérature et à ce que l'on entend comme discours ambiant.

Cette question préoccupe très fort les professionnels.

Le problème majeur dans le traitement de ces abus, tel que nous le voyons dans notre travail, c'est le décodage de la situation. Il pose un énorme problème pour différentes raisons. Ce sont généralement les mêmes raisons qui sont invoquées pour ne pas donner de suite à l'affaire, pour ne pas faire de dévoilement et pour ne pas

mettre l'affaire entre les mains du parquet.

Qu'entend-on comme raisons qui rendent difficile le décodage de la situation? Il y a d'abord la recherche des preuves, qui peut provoquer plus de dégâts que l'acte lui-même chez une victime qui présente une déficience. Ensuite, l'interprétation des professionnels sur un acte qui leur paraît abusif peut être envahie par l'émotion provoquée par l'acte. En fait, cet acte n'est peut-être pas toujours abusif mais simplement hors norme. Il y a beaucoup d'interprétations de quelque chose d'abusif. Je vais vous donner un exemple. On a de grosses réactions de professionnels quand un couple se forme entre une personne handicapée physique et une personne déficiente intellectuelle. Il y a une tendance à taxer cette situation d'abus parce que c'est une relation entre une personne qui n'a pas de déficience intellectuelle et une personne qui a une déficience intellectuelle.

Je vous invite à regarder le reportage tout récent réalisé par Jean-Michel Carré sur la sexualité et le handicap. Une jeune femme témoigne très bien de cela. Elle explique qu'elle a eu un homme dans sa vie, c'était l'homme de sa vie. Elle est restée sept ans avec lui. Il présentait une déficience intellectuelle et pour cette raison, les professionnels ont coupé court à cette relation et ont mis cette personne sous protection. C'est un des exemples qui fait que les situations sont flouées, peu précises et mal décodées.

D'autres professionnels font preuve d'une véritable phobie de l'abus. On le voit actuellement beaucoup dans nos institutions. Un acte se passe, surtout quand l'auteur est en situation de handicap, et les professionnels réagissent très émotionnellement et très vite. Cela soulève la question de la manière dont on s'occupe des éventuels auteurs qui sont déficients intellectuels et qui commettent des infractions à caractère sexuel.

Nous rencontrons aussi des professionnels qui minimisent les faits, qui disent à la personne d'oublier cette histoire, de ne pas en faire trop. Dans un article qu'elle a écrit en 2006, Nicole Diederich reflète cette situation de personnes qui sont maintenues sous l'emprise de l'entourage ou de professionnels et qui sont réduites au silence.

Je vais reprendre une des petites choses qu'elle dit: "On peut mettre en évidence une certaine constance, surtout des femmes désignées comme handicapées mentales. Les violences qu'elles subissent ne sont pas toujours perçues par autrui,

y compris les professionnels, comme ayant une gravité égale à celles qui seraient exercées sur des enfants ou des femmes non handicapées". C'est un article qui date de 2006.

Enfin, ce que l'on rencontre aussi, et à plus d'une reprise, ce sont des personnes qui n'ont jamais bénéficié d'une information sur leur sexualité, qui ignorent qu'elles sont victimes d'abus. Par exemple, un témoignage nous vient d'un mouvement d'autodétermination: le mouvement "Personnes d'abord". Une personne subissait une relation sexuelle hebdomadaire par un voisin qui était invité par son papa et elle ne savait pas du tout qu'elle avait la possibilité de refuser. Elle a appris que c'était en réalité un viol, qu'on ne lui avait jamais demandé son consentement et que cela lui avait été imposé, en discutant avec ses pairs, en discutant avec les autres personnes déficientes qui le lui ont fait remarquer. Donc, on voit que l'absence d'éducation et d'information peut quand même avoir des conséquences aussi terribles.

On constate encore aujourd'hui que la parole d'une personne handicapée a très peu de crédit. J'ai accompagné moi-même des personnes pour porter plainte. Très souvent, on doute de sa parole ou on lui dit: "Vous avez tout fait pour que cela se passe." Cela arrive même avec la population générale, quand des filles vont porter plainte pour viol, je sais bien. En tout cas, cela arrive souvent avec des personnes déficientes intellectuelles. Et je recommanderais, en tout cas, qu'elles soient toujours accompagnées.

Ensuite, on voit aussi que les victimes de violence conjugale qui ont des déficiences motrices renoncent, elles aussi, souvent au dévoilement. Elles craignent de se retrouver sans logement ni ressources matérielles, de se retrouver en institution. Leur limitation les empêche évidemment de s'enfuir. Elles ont peur aussi de perdre la garde de leur enfant sous prétexte d'un handicap si elles vivent seules. Ou alors, difficulté de demander de l'aide.

Certaines situations sont clairement incestueuses. Et on peut entendre qu'elles apparaissent, aux yeux des professionnels, comme peu dommageables à la personne handicapée – en se disant: "De toute façon, elle n'aura quand même jamais rien d'autre en matière de vie affective et sexuelle". L'inceste est un mot qui ne se retrouve pas, si je me souviens bien, dans le Code pénal. Donc, c'est déjà très difficile. Pour la personne qui est sous emprise, déjà dans la population générale, porter plainte, c'est très dur. Alors, pour

une personne handicapée, c'est encore plus dur.

Je ne me gêne pas ici, je dévoile tous ces aspects qui peuvent sembler un petit peu durs, mais qui ne sont pas exagérés, qui sont des situations qu'on rencontre.

On entend souvent le témoignage de professionnels aux prises avec la misère sexuelle des personnes: des personnes qui ont des pulsions, qui ont des besoins, qui sont visibles, un peu plus chez les hommes que chez les femmes, mais existant chez les femmes aussi, si l'on s'intéresse à la question. Ils se disent: "Pourquoi est-ce que je ne le soulagerais pas? Il dormira mieux, etc."

La limite entre ces réponses qui peuvent sembler excessivement humaines, finalement – des parents disent ça, beaucoup de parents –, la limite entre ces actes faits dans un souci d'humanité et un abus ou un inceste est très floue. Ce n'est pas moi qui vais trancher, mais c'est très flou. Nous sommes un peu démunis par rapport à cela.

J'ai pris contact avec le Centre d'appui bruxellois, qui est en train de rédiger son rapport d'activités 2010. Il a 61 nouveaux dossiers d'auteurs d'infractions à caractère sexuel. Donc tout venant. C'est un centre qui s'occupe des auteurs d'infractions et qui ne cherche pas à savoir comment sont les victimes et leurs caractéristiques. En tout cas, chaque année, ils ont plusieurs victimes déficientes, particulièrement à déficience intellectuelle. Ils en ont repéré deux l'année passée. C'est donc un minimum.

Par contre, il y avait cinq ou six dossiers qui concernaient des auteurs d'infractions à caractère sexuel et qui présentaient une déficience intellectuelle.

J'ai pris contact avec le service SOS Inceste: il a excessivement peu de plaintes. Or, déjà en 1982, on a mis en évidence un risque excessivement accru de situations incestueuses auprès des personnes handicapées mentales. Un auteur a montré que, déjà en 1982, une femme déficiente intellectuelle présentait 400 fois plus de risques qu'une autre femme de porter un enfant qui serait le fruit d'un acte incestueux.

Mais les plaintes n'arrivent pas non plus à ce service. Par contre, ce service a été contacté par une équipe qui s'occupait de personnes handicapées et qui soupçonnait qu'une jeune femme avait été abusée par son père. La situation était très compliquée parce que le père était le

tuteur de la personne en minorité prolongée.

Cela met aussi en évidence un aspect qui complique la situation qui est le statut juridique des personnes qui les empêche parfois de porter plainte elles-mêmes ou de demander un examen elles-mêmes ou de demander quelque chose elles-mêmes.

M. Warlet et le Pr Marc Preumont ont écrit un livre sur le traitement juridique et le statut des personnes déficientes intellectuelles et éventuelles victimes de violences sexuelles.

J'ai également eu un contact avec la permanente de la Fédération des services d'accompagnement qui, elle aussi, a très peu de plaintes. Quasiment jamais! Par contre, ils entendent énormément de plaintes pour des abus affectifs comme, par exemple, les cas de personnes entraînées dans des mariages blancs.

SOS Viol qui devrait également être concerné a, chaque année, quelques cas de personnes présentant des déficiences intellectuelles et de personnes handicapées physiques. Les personnes qui présentent des déficiences intellectuelles ne sont jamais suivies elles-mêmes. C'est plus l'entourage qui reçoit des demandes, parfois même le professionnel. Actuellement, une personne handicapée physique est suivie elle-même. Un gros problème, évidemment, c'est qu'ils sont situés au quatrième étage avec un tout petit ascenseur. Ils doivent donc, à chaque fois, trouver un local accessible.

Enfin, j'ai quand même pris contact avec le Centre de Bruxelles francophone qui s'occupe le plus des personnes en situation de handicap et qui, chaque année, est contacté pour des situations d'abus. Là encore, il est excessivement rare qu'ils aident la personne elle-même. Généralement, c'est plus le service ou l'entourage de la personne qui est aidé.

Voilà, nous aurions pu contacter les services SOS Enfants, les services de violence conjugale, etc. Ce sujet mérite vraiment une recherche approfondie. Tout cela montre, en tout cas, qu'il y a une distorsion entre les représentations qu'ont les professionnels de l'existence d'abus sur des personnes en situation de handicap et le nombre d'appels à l'aide, le nombre de personnes aidées et le nombre de plaintes déposées par ces personnes. Il y a clairement une distorsion à ce sujet et cela vaudrait la peine d'objectiver cela.

J'ai déjà essayé d'aborder les raisons pour lesquelles ces plaintes n'arrivent pas. J'ai recensé

aussi toutes sortes de facteurs de vulnérabilité mais ceux-ci ont déjà été évoqués plus haut par les personnes qui ont pris la parole avant moi. Je voudrais compléter en disant aussi qu'un des facteurs qui favorise peut-être cette situation et rend vulnérables les personnes, c'est le manque de place dans les services et les institutions, particulièrement pour les personnes de grande dépendance, personnes qui se trouvent donc chez elles en milieu fermé avec une série assez impressionnante d'acteurs d'aide, de soins, bénévoles, familiaux, etc., ce qui multiplie évidemment les contacts de proximité avec parfois des soins physiques excessivement proches et intimes et qui, parfois dans la tête de certaines personnes, peuvent les dédouaner d'une culpabilité à passer à l'acte. C'est à prendre en compte.

Je sais que cette commission ne s'occupe pas de cette question mais je crois qu'on ne peut pas ne pas prendre en compte la situation des auteurs des infractions à caractère sexuel, surtout s'ils ont une déficience intellectuelle. Cela pose également le problème du décodage. On retrouve des personnes en prison, on retrouve des personnes en défense sociale et on ne sait même pas quand elles vont sortir, on retrouve des personnes sous castration chimique, surtout des hommes. Ces personnes ne bénéficient d'aucune aide et d'aucun traitement approprié à leur cas. D'abord, elles se retrouvent là parfois sans avoir compris ce qui se passait, car souvent, une infraction, un passage à l'acte résulte d'une démarche exploratoire de quelqu'un qui n'a jamais été informé sur la sexualité, de quelqu'un qui n'a jamais appris les habiletés relationnelles, notamment celle qui consiste à demander le consentement des gens avant de faire quelque chose.

Il est vrai, comme l'a très bien dit Mme Baudine, qu'il est important dans l'éducation quotidienne de ces personnes de leur demander à elles aussi leur avis et leur autorisation, ce qui n'est pas encore généralisé. Ces personnes sont parfois à la découverte de quelque chose et n'avaient pas du tout l'intention ni de faire du mal ni d'abuser ni de forcer quelqu'un. Ces personnes en outre ne bénéficient d'une aide que très difficilement car ce qui est offert par les services pour les auteurs d'infractions n'est pas du tout accessible aux personnes avec une déficience intellectuelle. Ce sont des groupes de parole, fondés sur l'élaboration par la parole, ce sont des démarches très souvent psychanalytiques et elles ne sont pas aptes à bénéficier de ces démarches.

On risque aussi de traiter certaines personnes de manière assez violente pour des actes qui auraient pu être évités par la prévention. Tout un travail existe pour analyser des situations d'abus qui devrait être appris aux institutions également.

Nous avons tendance à conclure que le rôle préventif de l'éducation affective et sexuelle de qualité qui comprend l'estime des personnes est essentiel, que la prise en compte du désir de la personne, dont Mme Baudine a parlé, est tout aussi indispensable. Le traitement juridique et psychosocial des abus sexuels devrait vraiment faire l'objet d'une réflexion très approfondie et pluridisciplinaire qui tienne compte du cas par cas. Enfin, j'insiste sur la pratique des groupes de parole pour les personnes en situation de handicap, qui apparaît rapidement très efficace. Elles apprennent énormément de choses elles-mêmes, dont le respect du territoire de chacun, de la bulle de chacun, le consentement. Ces groupes de parole ouverts aux parents de personnes handicapées qui sont les premiers à influencer sur leur sexualité s'avèrent très efficaces eux aussi.

Voilà quelques réflexions sur ce que nous rencontrons dans la réalité.

De **voorzitter**: U hebt melding gemaakt van een Europese studie. Ik neem aan dat u die ter beschikking kunt stellen van de commissie?

Est-il possible de nous remettre le document reprenant les chiffres de l'enquête européenne?

**Fabienne Cornet**: C'est une enquête qui essaie de dresser l'état des lieux sur le sida et la déficience intellectuelle, notamment au sein des services. Elle ne se penchait pas sur les abus. Seule la dernière question y était relative. Mais l'ensemble des questions portent sur la situation. Cette enquête avait été menée par l'ASBL Sida et Handicap, qui n'existe plus. J'en possède encore un exemplaire informatique. Je demanderai aux personnes qui ont signé cette recherche avec moi si elles n'y voient aucune objection. En tout cas, je pense que cela ne devrait pas poser problème!

De **voorzitter**: Zijn er collega's die graag nog een verduidelijking krijgen door een van de sprekers?

**Renaat Landuyt** (sp.a): Ik heb een kleine vraag voor het hoofd van het Vlaams Agentschap, de heer Bursens. U hebt gesproken over een bepaalde rol voor het Vlaams-Brabantse vertrouwensartscentrum, ten opzichte van instellingen. Ik had dat graag even verduidelijkt gezien.

De **voorzitter**: Misschien worden alle vragen beter in een keer gesteld. Ik geef het woord aan mevrouw Déom.

**Valérie Déom** (PS): Je remercie l'ensemble des intervenants. Il est évident que le témoignage de Mme Cornet est assez éclairant. Entre ce qui nous a été présenté par les deux responsables des agences flamande et wallonne où – je l'avais noté avant d'entendre le témoignage de Mme Cornet – on a l'impression que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes et qu'il y a finalement très peu de plaintes, et des témoignages que nous avons eus ici dont ceux de Mme Cornet, il y a une différence; les derniers démontrent que la réalité sur le terrain est tout autre.

Ici, il s'agit de témoignages sur base d'une étude et sur base de ce qui se passe à Bruxelles. Je voulais savoir si vous avez le même sentiment, en Flandre et en Wallonie, qu'il existe un décalage entre les plaintes qui sont déposées auprès de vos institutions ou les audits qui sont effectués et la réalité sur le terrain.

Ce qui nous intéresse, dans le cadre des missions de notre commission, ce sont les abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité. Ce sont plutôt les abus sexuels qui se passent dans le cadre d'institutions et venant de personnes qui ne sont pas en situation de handicap par rapport à une personne en situation de handicap. Dans un tel cas, je voulais savoir, concrètement, quel était le parcours d'une plainte, à partir du moment où vous la recevez, via la victime elle-même, via la famille de la victime, via éventuellement un collègue de l'institution qui vient relater des faits d'abus sexuels.

Quel est le parcours de cette plainte? Quelles mesures prenez-vous vis-à-vis de l'institution? La personne est-elle directement écartée? Cette plainte est-elle d'office transmise à la Justice ou faut-il l'accord de la victime ou du tuteur de la victime? Je voudrais savoir comment cela se passe concrètement, lorsque vous recevez des plaintes de ce type. Y a-t-il une procédure notamment dans le manuel de qualité adopté en Région flamande? Un point de contact central n'a pas encore été mis en place mais y a-t-il des règles de procédure à suivre dès que quelqu'un est informé de ce type d'agissements?

De **voorzitter**: Zijn er nog andere collega's die vragen wensen te stellen?

Ik heb zelf nog een vraag. Mijnheer Gubbels, u

zegt dat u onrechtstreeks bij de administratieve afhandeling van uw dossiers soms stuit op terugbetalingen waaruit u kunt afleiden dat seksueel misbruik aan de grondslag heeft gelegen van die bepaalde vraag om terugbetaling, of dat u dit onrechtstreeks kunt afleiden uit bepaalde dossiers en bepaalde klachten. Wordt er door u dan verder onderzoek verricht? Wordt er desgevallend ook klacht neergelegd bij het parket?

Aansluitend een algemene vraag aan alle sprekers. Mevrouw Déom heeft de vraag al gesteld. Op welke wijze wordt er, wanneer een ambtenaar kennis heeft van een bepaald misdrijf, klacht geformuleerd bij politie of parket?

**Laurent Bursens:** Mijnheer Landuyt, de vraag die u stelt, gaat over de samenwerkingsovereenkomst die al vier jaar bestaat tussen het Vlaams Agentschap en het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling Vlaams-Brabant. Wat is de bedoeling van die overeenkomst? Wij financieren deze instelling om ter beschikking te staan van voorzieningen om, in geval zij te maken hebben met een geval of gevallen van grensoverschrijdend gedrag binnen hun voorzieningen waarop zij een beroep kunnen doen, zowel de voorziening te ondersteunen ten opzichte van hoe om te gaan met dat probleem op het niveau van opvoeders, als om het slachtoffer te ondersteunen. Dat is eigenlijk een stuk remediërende aanpak dat het vertrouwensartscentrum voor zijn rekening neemt en dat daarover ook rapporteert en registreert. Dat is eigenlijk de bedoeling.

De klacht op zich is een andere zaak. Daar is de voorziening gehouden zich aan de procedures te houden.

Dan kom ik tot de vraag die mevrouw daarnet stelde, namelijk: wat is de procedure waarin wij hebben voorzien in onze grondige opleidingen en sensibilisering naar alle voorzieningen toe? Wanneer voorzieningen en directies van voorzieningen geconfronteerd worden met een klacht, zetten zij onmiddellijk zelf stappen naar het gerecht.

Inzake wat wij vooropgesteld hebben in deze meerjarige opleiding van het personeel van de voorzieningen. Daarmee pik ik in op het probleem van de decodering van het gedrag waarover mevrouw daarnet sprak. Ik denk dat het heel belangrijk is te onderstrepen dat het bespreekbaar maken en het systematisch sensibiliseren van de opvoeders van voorzieningen rond seksualiteit

enorm werkt om taboes te doorbreken, om gedrag te leren decoderen, om heel snel signalen op te pikken van zaken die niet kunnen.

Ik zeg helemaal niet dat daarmee alle problemen van de baan zijn. Het fenomeen zal zich zeer zeker nog voordoen. Wat het aantal klachten betreft dat bij ons binnenkomt via de inspectiediensten, het volgende. Wij hebben een apart agentschap inspectie dat voor ons optreedt, voorzieningen bezoekt en controleert. Wanneer er een klacht bij ons belandt schakelen wij altijd opnieuw de inspectie in om ter plekke te gaan controleren. Welnu, die klachten zijn toch heel zeldzaam geworden de laatste jaren.

Ik verwijs toch wel naar het fenomeen dat wij een heel uitgebreide, bekende klachtendienst hebben. Wij maken daar werkelijk reclame rond naar alle personen met een handicap en naar alle voorzieningen om in geval van problemen daarvan gebruik te maken. Ik kan mij dus niet indenken dat ouders in geval ze echt te maken krijgen met een klacht of een situatie binnen een voorziening zouden aarzelen om bij ons een klacht in te dienen. Evenwel, dat gebeurt maar zeer zelden. Wanneer dat gebeurt, wanneer een klacht bij ons binnenkomt, in geval de voorziening zelf het probleem niet onmiddellijk aanhangig heeft gemaakt bij de gerechtelijke instanties, dan is het zo dat op het moment waarop de ambtenaar, hetzij van het Vlaams Agentschap, hetzij van onze zorginspectie, daarvan kennis heeft, hij onmiddellijk het parket inschakelt.

Er is heel veel nadruk gelegd in die opleiding naar voorzieningen op het respecteren van een stappenplan, procedures. Er is een soort boomstructuur opgebouwd, een feitenboom, waarbij men eigenlijk aan instellingen en opvoeders uitlegt dat wanneer die en die feiten gebeurd zijn, men zo moet handelen. De voorschriften zijn zeer degelijk en liggen vast in kwaliteitshandboeken. Uiteraard is het niet omwille van het feit dat wij al deze systemen, kwaliteitshandboeken en criteria grondig hebben opgebouwd dat er geen feiten meer gebeuren. Dat wil ik helemaal niet gezegd hebben. Ik denk echter dat het investeren, niet eenmalig maar in werkelijk continue zin, in dit soort opleiding en procedures toch wel helpt.

**Alice Baudine:** Chez nous aussi, dès qu'il y a une plainte, elle est systématiquement relayée auprès du parquet. Il n'y a aucune enquête préalable, la plainte est directement relayée, mais cela ne nous empêche pas de travailler directement avec l'institution. Nous avons des

auditeurs qualité et un médecin auditeur qui abordent avec l'institution la question des pratiques professionnelles qui doivent être mises en œuvre pour le suivi, la protection de la personne, l'encadrement de la victime et des proches. La famille est toujours impliquée dans la problématique et le travail avec les professionnels. Le but est aussi de mettre en place des procédures pour éviter que cela ne se reproduise. Il y a une approche de l'ensemble de la population et de l'ensemble des éducateurs.

Il y a toujours la double approche, pénale et audit, pour améliorer le système.

À propos de la vie sexuelle et affective des personnes handicapées, j'ajouterai que nous sommes dans un cadre beaucoup plus large. Ici, nous nous sommes limités aux cas d'abus de l'autorité sur la personne. Je ne peux pas garantir qu'il n'y ait pas certaines personnes en institution qui ne disent rien. À côté de l'approche de l'abus, il y a l'approche de la vie sexuelle et affective de la personne handicapée tant en institution qu'en dehors.

Il y a une différence d'approche par rapport à 2001. La personne handicapée a droit à une vie sexuelle et affective. Mais qu'est-ce que cela sous-tend? Comment la rendre possible? Comment la respecter et comment faire en sorte que la personne handicapée soit respectée? C'est une problématique difficile à cerner et qui nous emmène dans un débat beaucoup plus large.

Il est difficile de voir la frontière entre les deux aspects. Nous sommes toujours un peu à cheval sur les deux.

J'ai fait une description de ce que nous mettons en œuvre dans les institutions. À côté de cela, certaines personnes sont à la maison - indépendamment de la problématique des parents qui veulent aider leurs enfants à avoir une vie sexuelle et affective, malgré leur lourd handicap - et se disent à un moment donné, qu'après tout, si personne ne le fait, elles peuvent s'adresser à nos services d'accompagnement et d'intégration, qui ont aussi une approche de la vie sexuelle et affective pour les jeunes et les adultes handicapés.

Reste la problématique qui, jusqu'à présent, n'a pas été abordée par nous et ne l'est pas non plus par d'autres, des abus intrafamiliaux ou par les voisins de personnes handicapées qui sont dans leur milieu de vie et qui ne fréquenteraient pas nos services d'accompagnement et qui n'auraient

donc aucune approche de la vie sexuelle et affective. Dans ce cas, il reste, de toute évidence, un manque, par rapport à l'approche et l'éducation que l'on devrait faire pour ces personnes-là. C'est un point sur lequel nous nous sommes déjà interrogés.

Il existe maintenant un projet pilote sur Namur avec le centre de planning familial, qui réserve un accueil spécifique aux personnes handicapées présentant une déficience intellectuelle, afin de, précisément, les aider à approcher leur vie sexuelle et affective sans se faire "abuser". C'est encore un projet pilote. Chaque fois que l'on évoquait l'aide aux victimes et que l'on se retrouvait dans la situation d'une personne présentant une déficience intellectuelle qui doit faire appel aux services généraux, se posait la problématique de l'inconnu pour le service généraliste, qui ignore la façon d'aborder une personne handicapée présentant une déficience intellectuelle.

Il est très compliqué de faire travailler ensemble les services qui ont des approches totalement opposées. C'est vrai pour la vie sexuelle et affective, comme ce l'est en médecine aussi. Demandez à une personne qui a un polyhandicap et qui n'a pas l'accès à la parole ce qu'elle ressent et de quoi elle souffre, c'est souvent fort compliqué! Si on a une personne autiste en face de soi, il est très compliqué de savoir pourquoi elle va mal réagir, pourquoi elle réagit de telle ou telle façon. Nos services généralistes n'y sont pas préparés. À cet égard, nous avons encore un défi à relever pour faire connaître la spécificité du handicap et le faire accepter dans sa différence par la société.

**Laurent Bursens:** Ik wil daar nog iets aan toevoegen over onze ervaring met intrafamiliaal misbruik en misbruik van burens. Onze voorzieningen praten de jongste 10 jaar zeer regelmatig met bewoners en opvoeders over respectvolle seksualiteit. Door dit bespreekbaar te maken groeit het besef, waardoor personen met een handicap, zelfs personen met een mentale handicap, spontaan aan de sociale dienst van hun voorziening komen melden dat zij niet langer accepteren dat zij door burens of door iemand binnen de familie betast worden op onrespectvolle wijze.

Dit bewijst nogmaals dat een volgehouden inspanning rendeert om mensen met een handicap bewust te maken van seksualiteit en van intimiteit, en het grensverschil tussen intimiteit en seksueel misbruik. Zelfs personen met een

handicap dwingen nu wat dat betreft respect af van de buitenwereld.

De **voorzitter**: Mijnheer Gubbels, u ging nog iets zeggen over de procedure die eventueel gevolgd wordt bij de FOD?

**André Gubbels**: Je voudrais réagir à ce qu'a dit Laurent Bursens. Il a tout à fait raison en disant: "Attention, quand je vous ai dit que nous avons plus de 600 000 personnes qui ont un dossier, les personnes qui sont suivies et qui sont en institution sont finalement celles qui sont le moins à risque". Comme vous l'avez vu, elles font effectivement l'objet d'un suivi et d'un accompagnement. Que constate-t-on chez nous, par exemple? Vous savez que, lorsque les personnes sont en institution, elles sont protégées financièrement. Donc, la famille les empêche d'entrer en institution pour garder les revenus à la maison. Vous voyez bien qu'il y a là tout un terrain sur lequel il y a encore matière à réflexion.

Ce que je voulais vous dire, c'est que, bien entendu, lorsque les personnes introduisent une demande d'allocation, un dossier médical est constitué. Mais ce qui va se trouver dans ce dossier médical, dans lequel vont peut-être apparaître des situations de maltraitance... Il faut savoir que, comme Mme Cornet l'a dit, il y a quand même une littérature internationale assez abondante sur les violences sexuelles. Par exemple, une étude récente disait: "Une femme avec une déficience intellectuelle a une chance sur trois d'être victime d'une agression sexuelle au cours de sa vie". C'est un phénomène assez bien connu. Dès lors, il n'est pas étonnant qu'on le retrouve dans les dossiers. Mais, lorsqu'un médecin va prendre connaissance des rapports pluridisciplinaires, ces faits sont déjà signalés. Ils auront été signalés par le médecin traitant et par l'équipe pluridisciplinaire ou l'institution qui aura constitué le dossier de la personne. Donc, nous n'allons pas découvrir quelque chose qui est déjà fait.

De façon tout à fait incidente, puisque nos médecins font l'examen clinique et qu'ils reçoivent parfois des personnes, lorsqu'ils vont découvrir de façon exceptionnelle un soupçon – dans la conversation qu'ils ont avec la personne – d'un abus sexuel, ils prennent alors contact avec des services d'accompagnement ou, le cas échéant, ils renvoient la personne vers la Justice ou le médecin traitant. Il n'y a pas de règle particulière, parce que la problématique du décodage est assez difficile dans ce cadre-là.

De **voorzitter**: Mijnheer Gubbels, als ik u goed begrijp, zegt u dat jullie ervan uitgaan dat ofwel de voorziening ofwel de behandelende arts het nodige heeft gedaan om het misdrijf bij Justitie te melden en dat jullie nooit zelf het initiatief nemen om in bepaalde situaties toch een klacht bij politie of parket te formuleren. Heb ik u goed begrepen?

**André Gubbels**: Je pense que, de l'expérience que nous avons, nous allons le faire, bien entendu, si ces faits n'ont pas été signalés.

Encore une fois, ce que nous avons est un dossier médical. Le médecin doit évaluer les déficiences et les problèmes que rencontre la personne par rapport à un dossier médical. Si, dans ce dossier médical, par rapport à ce que vous me dites, il apparaît effectivement qu'il y a des faits, que le médecin traitant (c'est un autre médecin, bien entendu) ne l'aura pas signalé, dans ce cadre, se pose la question que vous évoquiez tout à l'heure du secret médical et de ce qui est communiqué ou pas.

Globalement, ce que me disent les médecins, c'est que, s'ils constatent eux-mêmes des délits, ils prendront bien entendu les mesures qui s'imposent.

**Sophie Donnay**: Effectivement, ces situations, nous les rencontrons au quotidien dans l'analyse des dossiers. Quand les personnes entrent en institution, des anamnèses arrivent avec tout l'historique de la personne. C'est un peu la même chose pour M. Gubbels.

Dans ces analyses, on peut voir que, dans les parcours antérieurs, il y a eu parfois des notions d'abus, etc. qui ont été, à l'époque, prises en compte. C'est vraiment dans l'historique de la personne qu'apparaissent ces notions d'abus et qu'on peut observer au travers de la lecture des dossiers. C'est vraiment une lecture de dossier.

Par contre, si, dans le cours des entretiens individuels avec les personnes, on est amené à constater des soupçons d'abus, on amènera les personnes vers les lieux adéquats par rapport à une dénonciation ou des choses comme ça, dans le cadre de la relation individuelle qu'on aura établie avec eux.

Par rapport au service PHARE et à la relation qu'on a avec les institutions et les institutions avec leur personnel, il y a, dans le cadre de toute la réglementation au niveau de l'agrément, des pièces justificatives qui sont demandées par rapport à l'engagement des personnes qui vont

encadrer les personnes handicapées. Tout cela est écrit dans les textes réglementaires.

S'il y a un soupçon d'abus institutionnel avec un éducateur, effectivement, il y aura une dénonciation au parquet. Ils nous avertiront également de ces faits-là.

J'ai interviewé mes collègues et cela fait dix ans que je suis là: jusqu'à présent, on n'a encore jamais connu de telles situations.

Maintenant, comme le disait Mme Cornet, il y a peut-être des choses qui existent parce que les modalités d'expression des personnes handicapées par rapport à leur vécu quotidien sont parfois très déficitaires. C'est donc difficile à décoder.

Mais les professionnels sont au courant et l'objectif des formations qu'on met en place et de tout ce que j'ai cité, de toute la mouvance de tout ce qui est plus global par rapport à la vie affective et sexuelle en général va aider à ce décodage-là aussi. Il est donc possible que cela nous arrive par la suite, suite à tout ce qui est mis en place.

De **voorzitter**: Indien er geen vragen meer zijn, dan sluiten we dit onderdeel. Ik bedank de sprekers voor hun aanwezigheid en voor de tijd en de moeite om ons een en ander toe te lichten.

*De vergadering wordt geschorst van 15.45 uur tot 16.08 uur.*

*La réunion publique de commission est suspendue de 15.45 heures à 16.08 heures.*

*Présidente: Karine Lalieux.*

*Voorzitter: Karine Lalieux.*

#### **Audition de**

**- M. Guy Boudrenghien, président honoraire du Conseil supérieur des centres PMS en Communauté française**

**- M. Stefan Grielens, représentant des "Centra voor Leerlingenbegeleiding (CLB's)"**

**Hoorzitting met**

**- de heer Guy Boudrenghien, erevoorzitter van de "Conseil supérieur des centres PMS en Communauté française"**

**- de heer Stefan Grielens, vertegenwoordiger van de Centra voor Leerlingenbegeleiding (CLB's)**

La **présidente**: Chers collègues, nous allons terminer ces auditions des secteurs particuliers en recevant le secteur de l'enseignement et, en particulier, les centres PMS. Nous allons donc

entendre le président honoraire du Conseil supérieur des centres PMS en Communauté française, M. Boudrenghien, et M. Grielens, représentant les "Centra van Leerlingenbegeleiding.

Ces messieurs vont nous faire un bref exposé avant que vous ne leur posiez vos questions.

**Guy Boudrenghien**: Madame la présidente, mesdames, messieurs, je viens devant vous vous exposer les observations et, si je puis me le permettre, quelques idées sur lesquelles je vous demanderai de bien vouloir insister dans la mesure où j'aurais pu vous en montrer l'importance.

Au niveau des centres PMS, je travaille avec des équipes pluridisciplinaires de psychologues, d'assistants sociaux, d'infirmières et de médecins. J'ai remis à vos services un document qui reprend et qui détaille les missions et la composition des centres, et qui vous a été ou vous sera communiqué.

En fait, nous travaillons au quotidien avec les établissements scolaires dans une relation de bonne connaissance réciproque et de grande proximité. C'est un élément important dans le cadre de la prévention, de la détection et du traitement des abus sexuels dans une relation d'autorité. Ceci est vrai quels que soient la personne ou le groupe abuseur détenteur d'une autorité.

Les centres PMS travaillent en bonne partie dans les établissements scolaires. L'école est importante dans l'éducation. L'école est un lieu de vie.

La **présidente**: Monsieur Boudrenghien, vous savez que tous nos débats sont traduits. Or, je m'aperçois qu'aucun interprète n'est présent pour l'instant. J'interroge mes collègues. Comme aucun problème ne semble se poser au niveau de la compréhension, je vous propose de poursuivre, mais nous attendrons les interprètes avant de passer aux questions.

**Guy Boudrenghien**: Je vous remercie, madame la présidente. Je vous prie de m'excuser de ne pas pratiquer suffisamment le néerlandais pour m'exprimer dans cette langue devant vous. Je voulais commencer par situer l'endroit d'où je vous parle: les centres PMS avec cette caractéristique qu'ils travaillent en bonne partie dans les établissements scolaires. Je disais que l'école était, comme les familles, un lieu important

d'éducation, un lieu de vie où l'enfant se sent en sécurité, comme dans sa famille. Le traumatisme de l'enfant est d'autant plus important lorsque cette sécurité n'est plus garantie; lorsque son école n'est plus un lieu sûr, l'enfant est angoissé. Les abus constatés au sein de l'école dans une relation d'autorité mettent à mal le besoin de sécurité de l'enfant. Commettre un abus sexuel dans un cadre scolaire est une circonstance aggravante, vu l'atteinte portée au sentiment de sécurité nécessaire au développement de l'enfant.

Le troisième lieu duquel je vous parle à côté des centres PMS et des établissements scolaires sont les circuits de formation de base et de formation continuée des futurs agents PMS mais aussi des futurs enseignants et directeurs d'établissement. Depuis quelques années que j'y travaille, j'ai constaté que les étudiants et les adultes en formation que j'y rencontre ignorent tous le décret sur l'aide aux enfants victimes de maltraitance, décret du 12 mai 2004. Ils l'ignorent tous, y compris, la plupart du temps, les enseignants qui les encadrent sauf évidemment lorsque j'ai eu le plaisir de rencontrer ces enseignants plusieurs années de suite, parce que je leur en parle chaque fois. Ils ignorent aussi les obligations auxquelles ils sont astreints, même dans le cadre de leur stage, par le législateur. Si je puis me le permettre, je recommande qu'on porte remède à cette ignorance préjudiciable à l'enfant victime.

Voici maintenant quelques constats sur l'évolution observée. Dans les trois réseaux des centres PMS, s'il n'y a pas davantage de situations d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité qu'auparavant, pour autant qu'on puisse en juger vu le manque de données statistiques, les plaintes des enfants nous parviennent plus fréquemment.

Ceci est d'autant plus vrai que les centres PMS ont veillé à annoncer clairement aux écoles, aux familles et aux enfants, dans les classes, leur offre de services comprenant l'utilisation du centre PMS comme lieu d'écoute sécurisé et compétent. Cette disposition est inscrite à l'article 11 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions des centres PMS.

Je recommande de renforcer cette annonce car elle est une disposition importante en matière de prévention et de protection des enfants.

En ordre croissant, nous observons peu de situations d'abus sexuel au sein de l'Église et aucune depuis plusieurs années. Elles ont été constatées au sein des congrégations religieuses

ou, plus souvent, dans les manécanteries.

Nous ne constatons guère davantage de situations d'abus sexuels et d'actes de pédophile au sein des établissements scolaires mais avec les effets aggravants que j'ai cités plus haut.

Nous constatons de façon beaucoup plus fréquente des situations d'abus sexuels dans le cadre d'une relation d'autorité intrafamiliale (père, mère, frère ou sœur aînés).

Un centre comme le mien dessert 10 500 élèves pour lequel il remplit les trois missions que le décret lui assigne. Dans le cadre de ces missions, nous gérons deux situations graves de maltraitance par semaine. Plus de la moitié s'accompagnent d'abus sexuels et sont intrafamiliales à raison de 90 %.

Enfin, nous constatons, et c'est peut-être un peu nouveau, des situations d'abus sexuels entre jeunes, avec moins de fréquence sans doute, mais avec deux éléments aggravants qui apparaissent actuellement plus fréquemment: les maltraitances, y compris sexuelles, commises par des groupes à l'encontre d'une victime sont des faits liés ou non à la consommation d'alcool ou de drogue et les enfants, que je dirais enfants martyrs, à la fois au sein de l'école et en dehors de celle-ci, dans la rue, comme si la porte de l'école n'était plus en mesure de les protéger.

L'article 458 du Code pénal, l'avis n° 13 du Conseil supérieur des centres PMS, l'article 1<sup>er</sup>, 3° du texte qui crée cette commission traitent de la question du secret professionnel.

Je regarde cette question sous l'angle particulier des relations entre les centres PMS et les écoles. Si je peux me le permettre, je voudrais attirer l'attention de la commission sur une difficulté inopportunistement créée: la mission des enseignants est de transmettre un savoir. Ils ne sont donc pas dans la nécessité de connaître les éléments de vie privée de leurs élèves pour remplir cette mission et ne sont pas, par conséquent, soumis au secret professionnel contrairement aux agents des centres PMS. Or, la collaboration entre écoles et centres PMS est importante pour la protection et l'accompagnement des enfants victimes. Je voudrais donc insister ici sur deux éléments que je recommande pour traiter et faciliter une collaboration juste, correcte et efficace entre enseignants et agents PMS.

Il s'agit premièrement d'apporter une correction à

la plaquette éditée par l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique en Communauté française (AGERS), plaquette qui comporte une erreur, laissant croire que les enseignants sont soumis au secret professionnel. Cette plaquette est source de tensions inutiles entre les agents PMS et les écoles et fausse leurs relations professionnelles. Je peux m'expliquer à ce sujet.

Deuxièmement, il faut développer une formation continue mixte entre agents PMS et enseignants ainsi qu'au niveau des responsables de ces établissements; formation qui leur permettra de mettre en évidence les bonnes collaborations entre eux, faites de respect et de discrétion.

Avant-dernier point: la coordination. Je me joins volontiers au concert de celles et ceux qui mettent en évidence la difficulté mais la nécessité d'une collaboration entre tous les services qui traitent des questions qui nous occupent cet après-midi. Mais comment ne pas voir que la démultiplication des services rend la coordination moins visible, plus difficile au point que je ne connais pas de service de coordination qui, dans ses paroles ou ses écrits, n'oublie pas l'un ou l'autre partenaire. Les choses sont bien trop complexes! Je n'insisterai que sur un seul point: la proximité.

Je voudrais recommander, si je peux me le permettre, le développement de la coordination - et ce principalement à partir des services de proximité - par les cellules 'bien-être' actuellement en développement, en synergie, entre les écoles, les centres PMS et les services de promotion de la santé à l'école, mais aussi par l'apprentissage des techniques de développement des réseaux locaux de proximité, tant en formation de base, qu'en formation continue.

Je souligne ici l'efficacité reconnue des synergies mises en place, au plan local, par les centres PMS, les services de la justice (parquet et autres), les services de l'aide à la jeunesse (SAJ, AMO), efficacité qui ne peut que s'accroître, dès lors que ces services se connaîtront mieux, ce qui laisse encore à désirer; et, au plan communautaire, par la poursuite des travaux menés en commun par le conseil supérieur des centres PMS et la commission consultative de l'aide à la jeunesse qui peut donner l'impulsion nécessaire à cette connaissance réciproque.

Dernier point: la gestion par les centres PMS, c'est le propos des centres rencontrés, c'est votre article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du texte qui crée cette commission. Comment les centres PMS agissent-ils dans le but

de prévoir, détecter et aborder les abus sexuels dans le cadre de relations d'autorité? Tout d'abord, ils accordent une pleine attention à l'enfant victime d'un abus sexuel de la part d'un adulte ou d'un jeune aîné qui utilise une relation d'autorité. L'enfant développera toujours un sentiment de culpabilité. Cette culpabilité est d'ailleurs utilisée par les abuseurs pour influencer l'enfant, l'amener à céder, lui imposer le silence. Les abus restent d'autant plus secrets que l'abuseur joue sur cette réaction naturelle de culpabilité chez l'enfant soumis. Il le menace: "Je dirai à tes parents ce que tu as fait", "Vous avez vu comment elle est habillée?". La prise en compte de la réalité de ce sentiment omniprésent est une condition nécessaire pour promouvoir une prévention efficace, y compris au niveau intergénérationnel.

Un enfant victime de maltraitances, mais qui se sent écouté et respecté, aura moins de risques de devenir un adulte maltraitant. Le sentiment de culpabilité de la victime facilite le passage à l'acte de l'abuseur dans une position d'autorité, parce qu'elle lui donne l'illusion d'impunité. Sa prise en compte permet une intention vraie à laquelle ont droit les enfants victimes. L'enfant pourra arriver à se confier à un éducateur, à un enseignant, à un membre de centre PMS, parce qu'il se sent en sécurité dans le cadre scolaire. Dans le fondamental, ce sont les enseignants qui nous interpellent le plus souvent, dans l'enseignement secondaire, les ados viennent le plus souvent avec un ami ou une amie.

Ils viennent nous rencontrer dans le cadre de l'école, parce qu'ils savent que là, la parole est possible et qu'elle sera respectée. Je n'insisterai pas sur ce point, mais nous avons développé une méthodologie particulière en centres PMS pour accompagner ces enfants qui demandent le secret. Elle est présente dans la note que je vous dépose.

Pour que la résilience puisse se faire, il est nécessaire que l'abuseur soit clairement désigné comme coupable par la justice, par la famille, bref par une autorité, une autre autorité que la sienne. En cette matière, le silence est une violence surajoutée. Il est également nécessaire que l'enfant sache que la société se préoccupera du traitement de l'abuseur pour éviter les récidives et pas seulement sur ses petits frères et sœurs et ce, afin que l'enfant puisse se départir d'un sentiment de responsabilité surajoutée. "C'est à cause de moi que mon père, mon professeur est en prison". Non! Ce n'est pas à cause de lui!

Prévention à tous les niveaux. Dans le cadre de la mission des centres PMS, nous développons des activités EVRAS (Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle) avec les PSE, les centres de planning familial. Ces activités permettent aux enfants et aux jeunes de prendre conscience de leur droit à dire non, de leur droit au respect de soi et de leur corps ainsi que de développer la confiance en soi. La meilleure prévention réside dans l'accroissement des niveaux de conscience, conscience de soi, de la relation à l'autre, de ses droits et devoirs au regard des droits et devoirs de ceux qui disposent d'une autorité à son égard et, finalement, développer des lieux de parole.

Les centres PMS s'attachent à développer dans chaque établissement des lieux de parole, l'école étant un lieu où la parole est possible, où elle peut être respectée. L'enfant le sait, même si ce n'est pas toujours le cas. Il n'en faut pour preuve que l'accroissement des dénonciations d'abus par les enfants à chaque veille de congé scolaire, alors que cette protection va leur être enlevée pour un temps. Je finis par demander à mes équipes de ne plus prévoir de travail les veilles de congé!

J'aurais aimé développer davantage, dans cette enceinte, un certain nombre de conditions nécessaires de plus en plus clairement identifiées pour montrer comment accroître la prévention vraie des faits d'abus sexuels. J'aurais voulu développer les conditions de l'accueil et de l'écoute des victimes, de leur accompagnement, la prise de responsabilité des centres PMS dans la société en synergie avec les écoles. Et c'est pour ça que je remercie les organisateurs d'avoir accepté que je dépose à votre intention le texte de cette communication, même si j'ai pleine conscience que ces éléments ne sont que partiels et insuffisamment développés. C'est pourquoi je tiens à vous remercier, madame la présidente, mesdames et messieurs, pour votre bonne attention à ces quelques propos.

**La présidente:** Je vous remercie pour cet exposé qui suscitera, j'en suis sûre, de nombreuses questions. Avant cela, je vais immédiatement céder la parole à M. Grielens.

**Stefan Grielens:** Geachte parlementsleden, geachte voorzitter, ik ben Stefan Grielens, algemeen directeur van de Vrije CLB-koepel. Ik spreek hier vandaag namens de vrije centra en op vraag van de andere centrumnetten, ook namens de centra van het gemeenschapsonderwijs van OVSG en POV.

Seksueel misbruik is een bijzonder complexe

problematiek. De gevolgen voor kinderen en jongeren die met misbruik worden geconfronteerd, zijn zeer groot en vaak zijn ze dusdanig ingrijpend dat ze het volledig verder leven van mensen kunnen bepalen. Het is dan ook bijzonder belangrijk dat wij meldingen van seksueel misbruik zeer ernstig nemen en dat wij vanuit het CLB en scholen attent zijn voor signalen van misbruik en hier ook gepast op reageren.

Niet alleen de gevolgen van misbruik maken de problematiek complex. Ook de diversiteit van situaties is zeer groot. Misbruik kan voorkomen in een gezagsrelatie, in een gezinsrelatie, tussen jongeren, tussen jongeren die in een relatie zijn of buiten een relatie.

Tegelijk is de definitie van seksueel misbruik niet altijd even eenduidig. Het misbruik is ook niet altijd even makkelijk aantoonbaar of bewijsbaar. Het gaat soms van subtiele vernederingen die een grote impact hebben op het slachtoffer maar waar daders zich soms onvoldoende of helemaal niet van bewust zijn, tot ernstig lichamelijk geweld.

Wij zijn ook van mening dat seksueel misbruik een van de vormen van mishandeling is. We worden geconfronteerd met kinderen die ernstig emotioneel en lichamelijk worden mishandeld of verwaarloosd. In de dagelijkse praktijk maken wij eigenlijk geen onderscheid tussen al die vormen van kindermishandeling. Over het aantal situaties van seksueel misbruik waarbij de hulp van het CLB wordt ingeroepen, hebben wij vandaag eigenlijk onvoldoende gegevens. Wij zijn volop bezig met het uitbouwen van het leerlingenadministratie- en registratiesysteem, kortweg LARS. Dat systeem moet ons in staat stellen om in de nabije toekomst wel te beschikken over actuele en degelijke informatie.

Wanneer wij kijken naar het aantal meldingen dat door het CLB wordt gedaan bij de vertrouwenscentra Kindermishandeling, is wel duidelijk op te maken dat de grote meerderheid van de meldingen vanuit het onderwijs via het CLB gebeurt. Dat is ook logisch. De CLB's hebben de opdracht om een draaischijffunctie op te nemen tussen het onderwijs, de school, en het bredere welzijnsnetwerk. De cijfers van de vertrouwenscentra tonen aan dat de CLB's die rol ook daadwerkelijk opnemen.

Een signaal of melding over misbruik kan op verschillende manieren bij het CLB terechtkomen. De CLB-medewerkers hebben een vaste aanwezigheid in de school. Op die momenten kunnen jongeren zelf rechtstreeks bij het CLB

terecht. Daarnaast werkt het CLB intensief samen met de school, in de meeste scholen via een gestructureerd leerlingenoverleg. Daarnaast is het CLB uiteraard ook bereikbaar buiten de vaste momenten waarop men op school is, op het centrum.

Heel wat signalen komen dan ook van leerkrachten en van scholen. Maar ook zelf stellen wij soms situaties van misbruik vast, via de medische consulten die wij organiseren voor alle leerlingen. Ook tijdens die consulten kan een vermoeden ontstaan in verband met een misbruik. Onze CLB-artsen worden regelmatig gecontacteerd om een vaststelling van mishandeling of misbruik te doen. Soms wordt daardoor een vermoeden bevestigd. In andere gevallen blijkt er van mishandeling geen sprake.

Een belangrijk uitgangspunt – hier staan wij zeer sterk op – is dat het belang van het kind in alle situaties vooropstaat. In situaties zoals kindermishandeling en misbruik, is optreden heel vaak balanceren op een dunne koord, met telkens opnieuw de vraag: ben ik wel goed bezig? Antwoorden op de vraag naar de aanpak, groeien deels binnen de situatie zelf en zelden voldoen vooraf geformuleerde antwoorden. Nochtans zijn die wel van belang.

Stappenplannen zorgen ervoor dat de juiste elementen in beeld gebracht worden en dat degenen die betrokken moeten worden, ook betrokken zijn. Wel is het belangrijk erop te wijzen dat die stappenplannen geen keurslijf kunnen zijn. Ze zijn inspirerend, richtinggevend, maar moeten toch telkens opnieuw, in elke situatie, afgetoetst worden.

De stappenplannen die in de verschillende centrumnetten gehanteerd worden, hebben we samen bekeken. We komen tot de vaststelling dat die eigenlijk allemaal dezelfde elementen bevatten. Na een eerste melding, die kan gebeuren door de school, de ouders, het kind of de jongere, iemand uit de omgeving of via een eigen vaststelling, wordt er een vraagverheldering gedaan bij de melder. De stappen die daarna gezet zullen worden, zijn afhankelijk van de aard van de melding en de acute bedreiging voor het kind.

Altijd zullen situaties van kindermishandeling bij ons worden besproken op het teamoverleg in het CLB. Vanuit dat teamoverleg wordt de situatie verder verhelderd. Elementen worden in kaart gebracht, en er is een inschatting van de ernst van de situatie. Daarnaast wordt er contact

opgenomen met belangrijke derden.

In de stappenplannen is er een heel sterke aanbeveling om situaties van mishandeling consequent te melden bij het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling. Bijna altijd wordt dat ook gedaan.

Het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling wordt geconsulteerd om mede de ernst van de situatie in te schatten en om de CLB'er en het CLB-team op dat moment te ondersteunen in de verdere stappen die worden gezet.

Die samenwerking met de vertrouwenscentra wordt door de centra ook als heel positief ervaren. De meeste centra hebben met de VK's ook specifieke samenwerkingsprotocollen gesloten. Wij willen die samenwerking hier nadrukkelijk onderstrepen.

Voor CLB'ers is het heel belangrijk dat zij een partner hebben binnen de hulpverlening, waar zij terecht kunnen voor ondersteuning en om af te stemmen, wanneer we met situaties van mishandeling te maken krijgen. Van de VK's verwachten de centra dat zij voldoende beschikbaar zijn voor hun ondersteuningsopdracht en dat zij op bepaalde momenten ook zelf kunnen tussenbeide komen.

In de stappenplannen is ook duidelijk opgenomen dat eerst met het VK wordt overlegd, vooraleer bij de procureur des Konings melding wordt gemaakt. In dat verband is het belangrijk te vermelden dat de reacties die wij krijgen over de samenwerking met Justitie, positief zijn. Om deze samenwerking goed te houden, is het belangrijk dat er tussen Welzijn en Justitie goede afspraken zijn. Het protocol tegen kindermishandeling, dat vorig jaar daarover werd gesloten, vinden wij dan ook een zeer goed initiatief. Wij zien in dat protocol ook de erkenning voor de specifieke rol van de hulpverlening bij mishandeling. Tegelijk wordt ervoor gezorgd dat het melden van mishandeling niet te veel een automatisme wordt dat verloopt via strikt omschreven regels.

Wanneer de melder zelf het slachtoffer is, is het belangrijk om open te communiceren over de stappen die worden gezet en het slachtoffer hierin ook effectief medezeggenschap te geven. In de overgrote meerderheid van de situaties van misbruik waarmee wij worden geconfronteerd, hebben kinderen en jongeren die misbruikt zijn, een bijzondere relatie met de dader. Meestal gaat het over incest. Dit maakt het voor jongeren bijzonder moeilijk om met hun verhaal naar buiten

te komen. Wanneer zij dat toch doen, moeten wij hun privacy garanderen. Het is ook van belang dat zij op het beroepsgeheim van de CLB-medewerker kunnen rekenen. Op dat moment is het vooral ook van belang dat in het gesprek met de leerling wordt gezocht naar een opening om anderen bij hun problemen te betrekken. Echter, zaken achter de rug van de jongere ondernemen, kan daarbij niet. Hiermee heb ik niet gezegd dat, op het moment dat de jongere effectief in gevaar is, de CLB-medewerker niet onder zijn beroepsgeheim uit moet kunnen.

Het automatisme om onmiddellijk na een melding contact op te nemen vinden wij een brug te ver. Wij vinden het belangrijkste dat het slachtoffer in eerste instantie begrip en hulp krijgt, dat ze weten wat hun rechten zijn en bij wie ze terecht kunnen, dat wij kunnen zorgen voor een gevoel van veiligheid, dat wij respect hebben voor hun privacy en dat houdt ook een inachtneming van het beroepsgeheim in. Het is vooral belangrijk dat jongeren met hun verhaal blijven komen. Dat is een cruciale voorwaarde. Jongeren blijven nog veel te vaak met hun problemen zitten. Jarelang gebeurt er niets. Omdat niemand het weet en niemand het ziet, blijft het misbruik duren.

Het respect voor privacy en de garantie van het beroepsgeheim zijn er om het slachtoffer te beschermen en de drempel om te spreken over misbruik moet verlagen. Beroepsgeheim kan nooit een argument zijn om niet op te treden. De hulpverlening die wij vanuit CLB bieden, is dan ook niet vrijblijvend en is de garantie die wij kunnen geven. Als wij een signaal krijgen, dan doen wij daar ook iets mee. De bespreekbaarheid in het multidisciplinaire team is daarin cruciaal. Het is belangrijk dat een CLB-medewerker in een school niet alleen met die zorg en die vragen van die jongeren blijft zitten. Er wordt op iets grotere afstand binnen het team naar gekeken. Tegelijkertijd kunnen wij in samenspraak met het VK aftoetsen hoe ernstig de situatie is en kunnen wij inschatten op welk moment het nodig is om verdere stappen te zetten.

Goede afspraken tussen hulpverlening en Justitie moeten zorgen voor duidelijkheid en rechtszekerheid. Er moet in een degelijke opvolging worden voorzien. Jongeren die met misbruik werden geconfronteerd, dragen dat mee. Het is belangrijk om die jongeren vanuit CLB gedurende hun verdere schoolloopbaan op te volgen. Het meest cruciale is dat het belang van het kind altijd voorop moet staan.

Voor mij zijn dat eigenlijk de meest fundamentele

dingen. Wij krijgen op dit moment zeer weinig meldingen van jongeren die op school met seksueel misbruik worden geconfronteerd.

Maar op het moment dat er inderdaad een ernstig risico is dat ook andere kinderen geconfronteerd worden met misbruik, dan denk ik dat dat inderdaad ook een dwingende reden moet zijn om ervoor te zorgen dat alle kinderen een veilige schoolloopbaan kunnen blijven houden. Ik denk op dat vlak dat er ook op geen enkel moment vanuit CLB een mogelijkheid kan zijn om dingen niet bespreekbaar te stellen, maar we vinden dat automatisch bespreekbaar maken, het automatische melden, dat vinden we op dat vlak geen goed idee. Dat was eigenlijk in hoofdzaak datgene wat ik wenste te zeggen.

De **voorzitter**: Dank u. Collega's, zijn er vragen?

**Daphné Dumery (N-VA)**: Ik dank beide sprekers voor hun uiteenzetting. Wat ik wel miste, was de gezagsrelatie tussen leerling en leerkracht of personeelslid van een school. Zijn daar meldingen van? U bent toch ingebed in de scholen? Als er problemen zouden zijn inzake misbruik van een gezagsrelatie tussen leerkrachten en leerlingen, moet u daar toch ook meldingen van hebben? Kunt u mij daar iets meer over vertellen?

Ik heb nog een tweede vraag over het doorsturen naar Justitie. U hebt als tussenstap een vertrouwenscentrum? Hoe snel gebeurt het doorsturen dan? U komt een ernstig misbruik te weten via bijvoorbeeld een medische consultatie. U stapt eerst naar een vertrouwenscentrum, en dan pas wordt Justitie ingeschakeld? Dat kind gaat 's avonds wel naar huis. Ik vraag mij af met welke snelheid Justitie dan tussenbeide komt?

**Valérie Déom (PS)**: Madame la présidente, je remercie également nos deux intervenants. Monsieur le président du Conseil supérieur des centres PMS, vous avez parlé du secret professionnel. Vous dites notamment dans votre note et je pense que vous l'avez répété ici qu'il y a des corrections à faire car certains textes laisseraient supposer que les enseignants pourraient bénéficier, dans un certain cadre, de ce secret professionnel. Il est vrai que la notion de secret professionnel est parfois assez floue. Je pense d'ailleurs que c'est une chose à laquelle on va devoir s'atteler. Pourriez-vous préciser par rapport à votre expérience dans quels cas cet argument, qui a pu être utilisé, l'a été et manifestement à mauvais escient?

La **présidente**: Je souhaiterais également poser

une question générale. Il est vrai que je n'ai pas entendu le secteur de la personne handicapée. Toutefois, on a vraiment le sentiment qu'il manque, à tous les niveaux de la société, l'information essentielle notamment par rapport à ce personnel éducatif, que ce soit les professeurs, les assistants sociaux et toutes les personnes en contact avec les enfants. Des décrets, une Convention des droits de l'enfant, des méthodes de travail et des procédures, etc. existent mais il semblerait que cette information de base n'est pas à la base de l'enseignement des différents éducateurs au sens large. Il manque donc une information de protection générale de l'enfant en vue d'une prévention.

En outre, énormément d'enfants passent par ces centres PMS. Je pense que c'est vous qui voyez le plus le tout-venant. Ils ne sont pas forcément maltraités; vous voyez un peu de tout. Estimez-vous que ces enfants ou adolescents disposent de suffisamment d'informations par rapport à leur propre gestion de leur corps? Leur dit-on que leur corps leur appartient et qu'il ne s'agit pas de toucher à leur corps, etc.? Dès leur tout jeune âge, dès qu'ils ont atteint l'âge de quatre ans, les enfants doivent apprendre cette information. Est-elle donnée à travers nos deux réseaux d'enseignement? J'aurais peut-être deux réponses différentes. Cette information passe-t-elle, étant donné que les professeurs ne sont pas très au courant des problématiques? Si oui, vers quel âge passe-t-elle ou devrait-elle passer aujourd'hui?

**Stefan Grielens:** Ik wil in eerste instantie antwoorden op de vraag wat men doet op het moment dat er sprake is van seksueel misbruik door leerkrachten in de school. Op het moment dat wij als CLB daarmee geconfronteerd worden, zullen wij in eerste instantie voor een stuk op dezelfde manier werken als wanneer dit in een andere situatie gebeurt. Men gaat in kaart brengen wat eigenlijk het probleem is, men gaat op dat moment onmiddellijk ook de nodige stappen ondernemen, men gaat dat bespreken met de school. Op het moment dat de school niet reageert, en in de regel reageert men daar wel, is het belangrijk dat men kiest voor het kind en niet voor de relatie die men met de school heeft. Dan moet men dat inderdaad ook melden.

Het is ondenkbaar dat men zulke dingen onder de mat zou schuiven vanuit CLB. Dat gaat compleet in tegen onze deontologische code, tegen het CLB-decreet. Het belang van de leerling moet steeds primeren. Er kan op zich geen sprake van zijn dat men dat niet mee zou bewaken, dat men er niet mee verder gaat op het moment dat zo'n

situatie aangemeld wordt. Op dit moment spreek ik effectief over misbruik, maar zulke dingen gaan onderkennen, kan gewoon niet, daarop moet men onmiddellijk reageren.

Ik kan u zeggen dat die situatie in het verleden inderdaad reeds plaatsgegrepen hebben. Het is uiteraard een moeilijke situatie waarmee men dan als CLB-medewerker geconfronteerd wordt. Het grote voordeel is dat men als CLB-medewerker met één voet in die school zit, maar dat men er met een andere ook buiten staat en dat men ook een team achter zich heeft in het centrum dat inderdaad voor een stuk mee kan sturen en mee kan duidelijk maken dat dit dingen zijn die niet kunnen en dat men daarmee verder moet gaan. Op die manier beveiligd men voor een stuk dat zulke dingen onder de mat zouden geveegd worden, of hoe moet ik dat anders noemen.

**Daphné Dumery (N-VA):** Beschikt u over cijfers daaromtrent? Kunt u die krijgen, zodat wij een idee hebben? U hebt weet van een aantal gevallen in het verleden.

**Stefan Grielens:** Ik heb dat met heel wat mensen besproken. Ik heb daarstraks nog een overleg gehad met een aantal mensen uit de centra.

Ik hoorde van iemand met vijftientig jaar ervaring op het CLB dat zij het in haar carrière een keer had meegemaakt. Iemand anders had het drie of vier keer meegemaakt in zijn carrière. Ik heb daarover geen cijfers, maar dit gebeurt zeker niet frequent.

Gaat het dan om misbruik of mishandeling? Wij hebben vorig jaar allemaal het filmpje gezien van een leerkracht die een jongere in een cementemmer had geduwd. Dat is een situatie waarbij het CLB duidelijk betrokken was en de verantwoordelijkheid op zich heeft genomen om met dat verhaal verder te gaan. Ik denk dat dit een goed voorbeeld is van hoe het hoort. Ik ga ervan uit dat het door de centra ook op die manier wordt opgenomen.

**La présidente:** Pour les chiffres, vous devez savoir que la commission avait demandé aux autorités de la Communauté flamande et de la Communauté française des chiffres relatifs aux abus commis dans une relation d'autorité, donc par des professeurs et des éducateurs. La réponse que nous avons reçue était que nous devions chercher dans toutes les écoles, parce qu'il n'y avait pas de centralisation des chiffres dans les administrations respectives. Bien entendu, nous n'avons pas eu le temps de les

demander à tous les directeurs d'école. Ceci pour dire que ce n'est pas votre responsabilité ici, devant nous.

**Stefan Grielens:** Als ik daar nog heel even op mag antwoorden? Ik heb daarnet ook gezegd dat wij op dit moment volop bezig zijn met het uitbouwen van een registratiesysteem, waardoor wij in de toekomst wel over die cijfers moeten beschikken. Ik geef eerlijk toe dat we daar zeer laat mee zijn, maar we hebben in het verleden daar een wat minder goede ervaring mee gehad. Nu, op dit moment lijkt het allemaal de goede richting uit te gaan en zijn de centra effectief bezig met het registreren van een veelheid uiteraard van activiteiten waar zij mee geconfronteerd worden. En dus, ik hoop dat we daar in de toekomst inderdaad meer duidelijkheid over zullen geven, want het was een heel erg terechte vraag dat wij ons moeten baseren inderdaad ook op goede gegevens.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** U zegt wanneer er misbruik gesignaleerd wordt van een leraar ten aanzien van een leerling, dan kan men dat effectief niet zo laten, dan moet er verder gegaan worden. Maar wat bedoelt u met 'verder gaan'? De school wordt verwittigd, zegt u. Volgt u dan ook op welke actie de school onderneemt? Is dat een situatie die u inschat als zijnde een situatie waarbij in ieder geval klacht wordt geformuleerd bij politie of parket? Of zegt u dat te evalueren en te bekijken en een doorverwijzing naar politie of parket geen automatisme kan zijn maar dat er geëvalueerd wordt en bekeken of in die situatie tussenkomst van Justitie verwacht wordt?

**Stefan Grielens:** Mevrouw, ik denk dat, op het moment dat er sprake is van manifest misbruik van een leerling, het ondenkbaar is dat je daar geen melding van doet bij de politie. Dat lijkt mij een evidentie.

**Carina Van Cauter (Open Vld):** Dat volstaat, dank u.

**Stefan Grielens:** En in eerste instantie denk ik dat wij er zullen op aansturen dat de school daar actie onderneemt. Op het moment dat wij vaststellen dat de school dat niet doet, dan zullen wij het zelf doen.

**Guy Boudrenghien:** En effet, il y a beaucoup de questions qui se posent autour de cette problématique et je vais essayer d'être bref sur chacune des réponses.

En ce qui concerne la question des enseignants,

je disais que les faits d'abus sexuels ou d'actes de pédophilie au sein des établissements étaient, selon l'expérience que nous avons, aussi rares mais plus graves encore que les situations que nous avons pu observer, comme je le disais, par exemple dans les manécanteries.

Pourquoi? Parce que j'essayais de mettre en évidence que le rôle de l'école est un rôle éducatif et que ce rôle peut être rempli dès lors que l'enfant se sent en sécurité.

Évidemment, vous avez entendu dans la presse et vous avez souvenance de ce quintuple infanticide arrivé dans ma ville de Nivelles. C'était dans des écoles que nous desservons. Pour ces enfants, pendant quinze jours, l'école n'était plus un lieu de sécurité. C'était aussi dû notamment à l'envahissement de la presse. Et nous avons eu affaire à une série d'enfants qui se trouvaient traumatisés par ce fait.

Dans les situations d'actes de pédophilie que nous avons constatés dans les établissements scolaires, même s'il y en a eu peu en volume... Quand je dis peu, je n'ai pas davantage de chiffres que mon collègue et je le regrette tout autant. Pour ma part, j'ai connu quatre situations de ce type et cela fait quarante ans que je travaille. Faites la proportion! C'est difficile à établir.

Nous avons aussi le souci d'avoir un relevé des faits constatés, mais cela se passe au niveau ponctuel, au niveau local. Il n'y a pas, à ce niveau-là, de statistiques globales. Je pense que la statistique qui nécessite en même temps le respect des enfants dans leur situation est difficile à établir, mais sans doute est-elle nécessaire.

Donc, par rapport à ces situations au sein des établissements scolaires, de la même façon que ce qui se passe chez mon collègue, nous avons en premier lieu une question importante que nous nous posons. La première intervention, la première décision que nous prenons, c'est d'essayer de voir dans quelle mesure nous avons, par rapport à la situation de cet enfant, un réel sentiment d'inquiétude par rapport à un danger que l'enfant peut vivre de façon immédiate. Je suis désolé: nous n'avons pas à faire la preuve d'une violence qui est faite à l'enfant; ce n'est pas le rôle des centres PMS. Lorsque nous avons une plainte, nous partons de ce sentiment d'inquiétude qui est le nôtre, en équipe et pas de façon isolée, et lorsque cette inquiétude est importante, le responsable du centre a un contact immédiat avec le parquet. Le jour même, l'heure même.

Nous essayons, dans toute la mesure du possible, d'éviter cette réaction immédiate parce que nous avons cette expérience de voir qu'une réaction immédiate entraîne souvent une double victimisation chez l'enfant.

Je peux vous dire que j'ai, à plusieurs reprises, arrêté la main d'un chef d'établissement qui venait de recevoir la plainte d'une élève par rapport à une situation incestueuse et qui voulait téléphoner à la famille pour vérifier la chose. C'est évidemment un danger important. Nous avons la possibilité d'offrir au chef d'établissement une autre manière d'intervenir dans ces procédures.

Lorsqu'il y a une inquiétude importante, c'est le parquet. Dans tous les autres cas, on essaie de prendre le temps, mais je n'ai pas dit 24 heures, de prendre le temps pour écouter l'enfant, pour que cet enfant se sente respecté.

Cela c'est sur le plan de la réaction en établissement. Comme je l'ai dit, moi j'ai connu quatre situations.

En ce qui concerne la problématique du secret professionnel, cette plaquette qui s'intitule "le secret professionnel des enseignants" fait pendant à une autre plaquette intitulée "le secret professionnel des agents PMS".

Je dénonce cette idée inadéquate selon laquelle d'aucuns, parce qu'ils sont soumis ou protégés par le secret professionnel, ont le sentiment – faux – que leur action a plus de valeur que celle qui est posée par des gens qui ne sont pas soumis au secret professionnel. Je ne veux pas du tout introduire cette hiérarchie entre les enseignants et les agents PMS. Je veux promouvoir toutes les conditions d'une collaboration entre nos services.

Le défaut de cette plaquette entraîne un certain nombre de nos collègues enseignants à réclamer – on peut le comprendre – aux centres PMS toute l'information sur un enfant, y compris celle qui n'est pas utile dans le cadre du travail de l'enseignant par rapport à cet enfant. Sous couleur de secret professionnel tel qu'il leur a été dit qu'ils le possédaient, tel qu'il a été dit et écrit qu'ils y étaient soumis, les enseignants se trouvent en difficulté. Dès lors que nous voulons construire avec eux une relation positive – et je peux vous assurer que cela se passe ainsi la plupart du temps –, ils ont l'impression qu'on leur cache quelque chose alors que la volonté est de pouvoir travailler ensemble dans ces situations complexes. Donc, je demande que l'on procède à

une rectification et que, dans le cadre de la formation de base des enseignants et des agents PMS, on leur apprenne à travailler ensemble ces questions avec l'enfant au centre de leur travail. En effet, l'enfant est la seule personne à être au centre de leur travail.

En ce qui concerne les informations de base, j'ai effectivement parlé de ce manque que j'ai constaté, mais je ne suis pas le seul. Je veux parler de cette méconnaissance du décret du 12 mai 2004. Je peux vous assurer qu'aucun des étudiants que j'ai rencontrés dans les écoles normales maternelles, primaires, en régendat, ce depuis des dizaines d'années, ne connaît ce texte. À chaque fois, dans le cadre de l'agrégation pour l'enseignement supérieur, j'ai pu constater que les étudiants en formation de base, comme les étudiants adultes en formation continue ne connaissent pas ce texte.

À un certain moment, j'ai reçu un coup de téléphone d'une étudiante que j'avais eu l'occasion de rencontrer dans le cadre de l'agrégation et qui, six mois plus tard, avait la responsabilité d'une école de devoirs.

Elle disposait de ce texte alors, à travers l'enseignement que j'ai essayé de lui procurer. Elle m'a demandé s'il était normal qu'un enseignant qu'elle veut avoir dans son école de devoirs refuse de lui donner son certificat selon lequel il est exempt de condamnations en justice. Je lui ai dit de ne pas l'engager. Mesdames et messieurs, c'était un pédophile. Elle n'avait d'autre manière de le savoir qu'en exigeant ce certificat et tant qu'elle n'avait pas eu ce texte, elle ne savait pas qu'elle pouvait l'exiger.

Dernière question parmi celles que j'ai relevées et je suis désolé si j'en ai oublié: les enfants reçoivent-ils des informations? Comme je l'ai dit, nous mettons en place dans l'enseignement secondaire et de plus en plus en primaire – ce qui veut dire, vous l'avez compris, que c'est encore insuffisant et insuffisamment tôt – des interventions, des actions EVRAS (éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle) où le droit de chaque enfant au respect de son corps et de son image est au centre de l'activité éducative que nous leur proposons en classe. Cela se fait beaucoup trop peu et pas assez tôt.

Comme vous, madame la présidente, je crois que c'est dès les premières années d'éducation, dès l'enseignement maternel avec un langage adapté, que des interventions doivent être menées en la

matière. Voilà les réponses que je peux vous donner pour le moment.

La **présidente**: Je vous remercie pour ces interventions très claires. C'est ce dont nous avons besoin, un discours clair, ce qui n'a pas toujours été le cas aujourd'hui. Cela nous aide quand même. Les textes des interventions seront déposés: vous aurez la possibilité de les lire. En l'absence de questions, je remercie les membres et les deux intervenants. Je vous rappelle que demain, notre commission se réunit pour les dernières auditions et que par la suite, il y aura un point d'ordre des travaux avec les membres. Ensuite, je verrai le Bureau de la commission pour envisager le déroulement de nos derniers 15 jours de *rush*.

*La réunion publique de commission est levée à 16.59 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.59 uur.*

COMMISSION SPECIALE  
RELATIVE AU TRAITEMENT  
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS  
DE PEDOPHILIE DANS UNE  
RELATION D'AUTORITE, EN  
PARTICULIER AU SEIN DE  
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 16 MARS 2011

Soir

BIJZONDERE COMMISSIE  
BETREFFENDE DE  
BEHANDELING VAN SEKSUEEL  
MISBRUIK EN FEITEN VAN  
PEDOFILIE BINNEN EEN  
GEZAGSRELATIE,  
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 16 MAART 2011

Avond

La séance est ouverte à 14.31 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.  
De vergadering wordt geopend om 14.31 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

**Audition de**

- Mme Barbara Poppe, représentante du "Vlaamse Jeugdraad" et M. Jan van Santvoet, collaborateur auprès des "Scouts en Gidsen Vlaanderen"

- Mme Annick Hoornaert, présidente de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse et chargée des relations extérieures de l'asbl Les Scouts

**Hoorzitting met**

- mevrouw Barbara Poppe, vertegenwoordigster van de Vlaamse Jeugdraad en de heer Jan van Santvoet, medewerker van Scouts en Gidsen Vlaanderen

- mevrouw Annick Hoornaert, voorzitter van de "Commission Consultative des Organisations de Jeunesse" en belast met buitenlandse relaties van de "asbl Les Scouts"

La **présidente**: Chers collègues, nous allons débiter et ne plus faire attendre nos invités de cet après-midi. Nous allons commencer avec l'audition de représentants de certaines organisations de jeunesse, notamment des scouts.

Je vais citer les personnes de droite à gauche.

Nous avons Mme Annick Hoornaert, présidente de la Commission consultative des organisations de jeunesse et chargée des relations extérieures de l'ASBL Les Scouts.

Nous avons mevrouw Barbara Poppe, vertegenwoordiger van de Vlaamse Jeugdraad en de heer van Santvoet, medewerker van Scouts en Gidsen, Vlaanderen.

Comme d'habitude, nous allons leur donner la parole et vous pourrez ensuite leur poser vos questions.

Nous allons commencer par Mme Annick Hoornaert.

**Annick Hoornaert**: Mesdames, messieurs, c'est au titre de présidente de la Commission consultative des Organisations de jeunesse que j'ai été conviée, hier, à participer à cette commission. Étant donné la brièveté de ce délai, je ferai de mon mieux pour vous présenter le fonctionnement de notre secteur. Toutefois, la CCOJ ne m'a pas donné de mandat pour parler au nom de toutes les organisations de jeunesse, puisque ce sujet n'a pas été discuté de manière spécifique en notre sein. Je vais veiller à vous poser le cadre sectoriel dans lequel nous fonctionnons.

On m'a aussi demandé de témoigner de mon expérience en matière de fonctionnement des organisations de jeunesse sur la question du traitement des abus sexuels. En tant que représentante de la Fédération des scouts, je pourrai vous présenter un exemple parmi d'autres, pour tenter de répondre à vos questions et vous montrer comment il fonctionne.

Le secteur de la jeunesse est organisé en deux parties. D'une part, les organisations de jeunesse et, d'autre part, les maisons de jeunes.

Personnellement, je préside un organe d'avis des organisations de jeunes. Nous sommes chargés d'émettre des avis sur les politiques sectorielles. Nous ne travaillons pas, pour le moment, de manière proactive sur toutes les questions, telles que les questions de santé, mais bien sur des questions de budget, de textes réglementaires, etc.

En 2011, ce sont 92 organisations de jeunesse qui sont reconnues par la Communauté française. Les organisations s'adressent à un public majoritairement composé de jeunes de moins de 30 ans et contribuent au développement des jeunes en leur donnant des responsabilités. Notre objectif organisé dans le décret est d'en faire des "CRACS" (Citoyens Responsables Actifs Critiques et Solidaires). La finalité de ces 92 organisations de jeunesse s'inscrit dans cet objectif. Un des principes mentionné dans notre décret est de "s'inscrire dans la Convention internationale des droits de l'enfant", et je cite un extrait de notre décret.

L'ensemble de ces organisations réalise une multitude de projets et travaille sur des sujets très divers. Ça va de projets étudiants, de projets internationaux, de projets de mouvements de jeunesse, des projets avec des jeunes en situation de handicap, etc. Parmi les 92 organisations de jeunesse, où l'on peut prendre des exemples de différents métiers, il y a assez bien de diversité.

Tous les modes d'action, en tout cas des organisations de jeunesse, sont de travailler par les jeunes et pour les jeunes. Parmi ces organisations, un grand nombre d'entre elles, qui sont spécialistes pour travailler avec l'animation d'enfants, sont aussi habilitées organismes de formation. Ceci est inscrit dans le décret des centres de vacances de 2009.

À ce jour, 30 organismes de formation d'animateurs sont habilités. Parmi les sujets qui font partie de la formation des animateurs d'une durée de 150 heures, figurent l'analyse critique du projet pédagogique de l'organisation, l'éducation à la liberté, l'autonomie, la responsabilité, la connaissance des enfants et des jeunes, les droits de l'enfant, etc. Ce sont des contenus de formation qui existent. Ces organismes doivent les suivre, mais chacun est libre d'y consacrer plus ou moins de temps en fonction de ces spécificités et évidemment d'y ajouter les siennes.

Le cadre centres de vacances et le cadre organisations de jeunesse sont des cadres dans lesquels la commission consultative des

organisations de jeunesse s'inscrit et travaille avec les 92 organisations de jeunesse du secteur.

Il m'a également été demandé de témoigner de la manière dont une organisation de jeunesse gère en son sein les cas d'abus sexuels. Je vais le faire via l'organisation de ma fédération, à savoir la Fédération des scouts Baden Powell de Belgique. Je vous invite vraiment à prendre cet exemple en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'un exemple parmi 90 autres. Dans ce contexte, nous fonctionnons avec 420 groupes locaux, 44 000 jeunes et 10 000 animateurs. Ces chiffres représentent le fonctionnement de notre fédération.

Je voulais vous rappeler qu'une organisation de jeunesse se doit de protéger les enfants dont elle a la charge et non de se substituer à la justice. Cette mission ne lui incombe pas. Dans mon témoignage, je tiens à souligner que ce que nous avons mis en place pour les abus sexuels, nous l'avons mis aussi en place pour tous les cas de maltraitance, qu'elle soit physique ou morale, même si dans ce cas précis, je peux le spécifier de manière plus appuyée pour les abus sexuels, mais notre priorité est le bien-être de l'enfant de manière générale et que toute réaction et toute sanction valent aussi pour d'autres cas de maltraitance.

En notre qualité d'organisation de jeunesse, que sommes-nous en mesure de mettre en place? Quid de l'information directe des jeunes? Pour plusieurs raisons, nous ne croyons pas à la pertinence de la prévention passant par les enfants directement, je précise dans le cadre de nos missions en notre qualité de Fédération des scouts et ce, pour plusieurs raisons.

Premièrement, nous pensons que ce n'est pas aux enfants de porter la responsabilité des actes des adultes mais c'est aux adultes de les protéger.

Deuxièmement, nous pressentons que ce serait un frein quant à leur développement affectif et sexuel si nous-mêmes, dans nos missions pédagogiques, nous commençons déjà en tant qu'institution directement à communiquer vers les enfants.

Troisièmement, en tant qu'institution le seul canal que nous aurions pour communiquer vers les enfants serait nos revues et notre site internet. Nous nous demandons quel message pertinent nous pourrions y faire passer en sachant que les enfants seraient seuls face à ces lectures. Ils ne trouveraient peut-être pas toujours une personne à qui s'adresser. Si parmi ces lecteurs, il y a des

victimes, ils risquent de se retrouver fort seuls. Ce n'est donc pas un moyen que nous utilisons.

L'information des animateurs nous semble également délicate. Car parmi nos animateurs, il y a sans doute des personnes qui peuvent être maltraitées ou maltraitantes dans leurs occupations de manière générale. Nous pensons qu'ils doivent pouvoir prendre connaissance de toutes les possibilités existantes afin de trouver des informations et avoir recours à des personnes ressources. Nous y consacrons des articles et des dossiers dans nos revues.

Le sujet de la maltraitance est surtout abordé au cours de nos formations. Comme je l'ai dit, un décret organise le contenu de nos formations; la question de la bientraitance y est bien sûr abordée. Nous n'attendons pas de nos animateurs qu'ils fassent de la prévention explicite face à la pédophilie mais nous ne voulons pas leur présenter la maltraitance comme un sujet particulier étranger à notre travail éducatif. Nous voulons traiter ce sujet de manière progressive pour qu'ils se sentent outillés et accompagnés et pour qu'en cas de questions, ils sachent tout à fait bien à qui s'adresser.

Le dernier élément de mon intervention consistera à vous expliquer les principes que nous utilisons pour gérer un problème de plainte dans le cadre d'un abus sexuel.

En amont, dans notre organisation – les scouts – c'est la structure d'animation et de soutien (environ 10 000 personnes) qui nous permet de faire grandir chaque jeune dans toutes ses potentialités. Chaque jeune adulte ou adulte n'agit jamais seul. Ils fonctionnent en staff et ont des responsabilités collectives. Ce fonctionnement nous est propre. Dans chaque fonction, nous sommes invités à ne pas les exercer plus de 6 ans de suite, en tout cas lorsque nous sommes inscrits comme membres de notre mouvement.

En cas de problèmes, notre organisation n'entend agir vis-à-vis de ses animateurs que dans le cadre exigé de nous par la loi. Elle doit porter assistance aux personnes en danger en respectant les obligations légales mais nous ne voulons pas nous porter partie civile contre les animateurs. Ceci est l'affaire des victimes ou des familles des victimes.

En tant qu'institution, nous nous devons de rester présents aux côtés de la section, du responsable adulte, des parents, des victimes pour les accompagner et les soutenir en cas de plainte et

nous invitons les victimes à porter plainte et les soutenons dans leurs démarches.

Lorsque quelqu'un commence à soupçonner un cas de maltraitance au sein de sa section, que le maltraitant soit membre de notre fédération ou non ou qu'un enfant révèle une situation – a priori, on a comme principe qu'il faut le croire et l'accompagner dans ses démarches -, quatre principes doivent présider pour nous à toute démarche.

Le premier sera de ne pas agir seul en tant qu'animateur mais en faire part à d'autres, dans un cercle restreint, pour pouvoir se faire une opinion fondée des craintes et des soupçons que nous pourrions avoir. Ensuite, c'est faire barrage à la rumeur car tant qu'il n'y a pas de certitude, nous avons un devoir de discrétion. Nous ne voulons pas considérer des dénonciations anonymes; nous voulons que chaque personne dans ses questions et dans ses confidences puisse faire son chemin et être accompagnée sans que d'emblée ce soit une question publique que le groupe devra gérer de façon collective.

Si un enfant ou un jeune se confie, l'animateur prévient le jeune qu'il va en parler, qu'il ne peut pas garder cela pour lui. Si un jeune s'est confié à lui, il ne peut pas trahir sa confiance. Il va donc voir avec lui comment vont s'effectuer les démarches suivantes vis-à-vis des parents ou de toute autre personne de confiance. En tout cas, l'animateur ne doit pas garder cela pour lui.

Un quatrième principe en amont de toute action est de nous empêcher d'enquêter nous-mêmes et de transmettre le dossier. Parce qu'il s'agit aussi d'un métier pour lequel nous ne sommes ni formés ni outillés, les animateurs et cadres d'une organisation de jeunesse doivent mettre tout en œuvre pour ne pas avoir à se lancer dans une enquête autour de dénonciations de maltraitance. Pour éviter de s'enliser soi-même et de provoquer certains résultats et dégâts irréparables, on transmet les informations à des spécialistes externes. Un éducateur pour nous n'est pas un enquêteur.

En cas de soupçons, nous agissons en plusieurs étapes. La première consiste à prévenir son responsable adulte. Je parle à nouveau en tant qu'animateur. Il y a toujours un adulte ressource dans chaque groupe local. Ensuite, il faut prévenir son animateur fédéral, la structure fédérale de soutien mais aussi la cellule d'assistance d'urgence qui est accessible 24 heures sur 24, sept jours sur sept pendant toute l'année pour tout

membre et tout animateur. Ces personnes sont des ressources pour aiguiller un staff, la victime et l'abuseur.

Pour les scouts, c'est SOS Enfants qui est notre interlocuteur de référence. Leur expertise est notre première étape. Ce n'est pas notre mouvement qui peut gérer cela lui-même. Nous voulons donc passer directement le relais à des professionnels qui peuvent nous conseiller sur la manière d'accompagner les victimes et se mettre eux-mêmes en contact avec ces victimes. C'est également eux qui vont travailler avec les victimes sur l'opportunité de porter plainte et qui vont les accompagner à cet effet.

Les parents sont également des partenaires, comme pour tout autre problème comme un accident qui pourrait survenir lors d'une réunion ou d'un camp.

Les parents doivent aussi être tenus au courant de confessions qui seraient faites ou de doutes que nous aurions. Si c'est un parent qui est suspecté d'abus, c'est via des professionnels compétents que nous nous orienterons.

En cas de soupçons – je parle ici de très fortes présomptions avec des indices sérieux de culpabilité – qui portent sur un animateur, notre mouvement prendra des mesures de protection. L'animateur sera donc suspendu. Il ne s'agit pas d'une mesure disciplinaire, ce n'est pas une sanction, ce n'est pas une exclusion mais c'est un écartement du mouvement de tout risque potentiel pour ses membres. Cette suspension est spéciale et sera levée quand la justice se sera prononcée.

C'est ce que je disais en amont, nous orientons les victimes vers la justice. Nous allons prendre des mesures de sécurité et quand la justice se sera prononcée, nous levons la suspension. Si la reconnaissance de culpabilité est confirmée par la justice il y aura une exclusion du mouvement. Nous aurons donc pris les mesures nécessaires en amont de toute décision de la justice, qui peut prendre un certain temps.

Mon témoignage a voulu présenter le cadre dans lequel nous nous inscrivons à soutenir toute victime à se tourner vers la justice et d'assurer, dans notre chef, tout l'accompagnement éducatif nécessaire, que ce soit dans la prévention, la formation des animateurs, le suivi éducatif des plaintes, la sécurité des membres et la sanction, si la justice s'est prononcée.

Je vous remercie de votre attention.

**Barbara Poppe:** Mijn naam is Barbara Poppe. Ik werk voor de Vlaams Jeugdraad en wij zijn het officiële adviesorgaan van de Vlaamse regering voor alle zaken die kinderen, jongeren en hun organisaties aanbelangen. De Vlaamse Jeugdraad is de vertegenwoordiger van alle Vlaamse jeugdwerkorganisaties. Daaronder bevinden zich Scouts en Gidsen, Chiro, alsook tal van andere organisaties. In totaal zijn er een honderdtal van dergelijke jeugdorganisaties actief binnen de Vlaamse Gemeenschap.

De doelstelling van het jeugdwerk bij ons is dat kinderen en jongeren de ruimte moeten krijgen om zich te ontwikkelen tot volwaardige burgers. De jeugdsector wil ze ruimte geven om te kunnen leren en zich te kunnen ontwikkelen. Dat is een belangrijke doelstelling die wij vooropstellen. In die doelstelling hoor je al direct het evenwicht dat wij proberen te zoeken tussen beschermen en verantwoordelijkheid geven en het creëren van ontwikkelingskansen.

Het Vlaams jeugdbeleid is gericht op kinderen en jongeren van drie tot dertig jaar, maar op enkele uitzonderingen na werken de meeste jeugdorganisaties met kinderen en jongeren vanaf ongeveer zes jaar. In een aantal gevallen is die startleeftijd jonger, maar meestal spreken wij over kinderen vanaf zes jaar. De meeste jeugdorganisaties werken wel met jongeren tot dertig jaar.

Vaak komen kinderen op een hele jonge leeftijd terecht in het jeugdwerk en blijven dan ook tot ze jongvolwassenen zijn. Een verantwoordelijke rol krijgen die kinderen vanaf hun zestien tot achttien jaar. Ze krijgen ruimte om verantwoordelijkheid te nemen, om activiteiten te organiseren en om groepen te begeleiden, ook groepen van kinderen. Dat betekent wel dat het leeftijdsverschil tussen leiding en lid in heel veel jeugdorganisaties vrij klein is. Het is niet zo dat het standaard is dat iemand van 35-40 jaar de begeleiding doet van een groep kinderen van 6-8 jaar. Meestal is het leeftijdsverschil iets kleiner. Dat betekent ook dat de relatie tussen lid en begeleider op een ander niveau zit. Het vertrouwen is groot en de groep speelt een heel belangrijke rol.

De essentie van jeugdwerk bij ons is dat het door en voor jongeren gebeurt en dat maakt dat er bij nogal wat organisaties betrekkelijk weinig ouderen actief zijn.

De ouderen die wel actief zijn, hebben meestal een ondersteunende rol, werken als professionele

krachten en zijn dus geen vrijwilligers maar betaalde krachten, zijn freelancers of verzamelen zich in een oudercomité, dat mee de groep vorm geeft. Binnen de jeugdbewegingen zijn er wel proosten en aalmoezeniers actief. Ze zijn verbonden met de Kerk en begeleiden de groep in zingeving en religie.

De jeugdsector is divers, zowel in doelstellingen als in methodologie. We hebben jeugdbewegingen of organisaties die kampen organiseren, waar er een iets langduriger contact is tussen begeleider en lid, maar wij hebben evengoed jeugthuizen en workshoporganisaties, waarbij de contactmomenten tussen begeleider en lid van kortere duur zijn.

De inhoud van de tekst die ik breng, is gebaseerd op diepte-interviews. Er bestaan bij ons geen onderzoeken of studies naar het voorkomen van seksueel misbruik binnen onze sector of toch geen onderzoeken waar wij weet van hebben. Binnen andere onderzoeken kunnen wel een aantal cases opduiken, zoals dat ook geweest is bij het onderzoek dat Peter Adriaenssens voorgesteld heeft.

Er is geen systeem dat klachten en meldingen bundelt en registreert. Wat we wel zien, is dat de organisaties die actief zijn, allemaal een beleid ontwikkeld hebben om om te gaan met klachten van seksueel misbruik of misbruik en geweldpleging, omdat ze dat vaak op hetzelfde niveau behandelden, doch in de procedures een onderscheid maken.

Wanneer we diepte-interviews afdaken, hebben we gezien dat er een groot verschil was tussen situaties waarin de begeleiders een kortdurend contact hebben met de leden en situaties waarin de begeleiders een langdurend contact hebben met de kinderen. Een kortdurend contact is bijvoorbeeld een workshop van drie uur. Daar is het risico veel kleiner en zijn er veel minder tot geen cases die kunnen worden voorgedragen door de organisaties.

Wanneer het gaat over de contactmomenten bij organisaties die kampen of weekends organiseren en een groep vormen die gedurende een heel jaar samen is, is de relatie tussen begeleider en lid veel nauwer en krijgt die ook een andere intensiteit. Daar zien we dat de procedure om hiermee om te gaan toch wel meer doordacht en gestandaardiseerd is.

Ik zal een aantal feiten voorleggen, die voortkomen uit de diepte-interviews, om jullie mee

te nemen in het verhaal. Daarna zal ik stilstaan bij een aantal knelpunten die we te horen krijgen, zoals zaken waar mensen op botsen in de procedure, of de begeleiding die ze krijgen.

Het grote uitgangspunt van de jeugdorganisaties waarmee we gesproken hebben, is het volgende idee: "als het in de samenleving voorkomt, dan komt het ook bij ons voor." We gaan daar niet blind voor zijn. We willen dat niet onder stoelen of banken schuiven. Het komt voor. Er zijn geen cijfers bekend. Er is geen registratiesysteem. Wanneer we echter vragen hoeveel gevallen er wel bekend zijn, wordt dat aangeduid als eerder sporadisch. Men stelt dat het wel voorkomt, maar zeker niet jaarlijks, toch niet de harde gevallen van seksueel misbruik. Op het concept 'harde gevallen van seksueel misbruik' kom ik straks nog terug. Ik ben zelf niet thuis in de perfecte terminologie van voorliggend thema, maar daar komen we later wel op terug.

Wanneer er een klacht binnenkomt, zien we dat er binnen de organisatie altijd een specifiek aanspreekpersoon is, waartoe men zich kan richten, en dat de klacht behandeld wordt binnen de hoogste regionen van de organisatie. Dat doet men om alle discretie te kunnen waarborgen, maar ook om een zo groot mogelijke deskundigheid in de behandeling van de dossiers op tafel te kunnen spreiden.

Er zijn standaardprocedures, maar elke case wordt wel individueel bekeken, zeker omdat de zaken afhankelijk zijn van de context, de plaats van de gebeurtenis, de vraag wie er allemaal bij betrokken is, en de leeftijd van de betrokken personen. Men zet sowieso een externe begeleiding voor het slachtoffer op. Er wordt zelf begeleiding opgezet voor de groep en de belanghebbenden. Met de groep bedoel ik echt de jeugdbeweging op zich, die in een lokale context actief is. De dader wordt ook opgevolgd.

Met betrekking tot de begeleiding van het slachtoffer geven de organisaties duidelijk aan dat ze zich niet deskundig voelen, of niet gemachtigd voelen om die taak op zich te nemen. Ze moeten zichzelf daar ook voor beschermen, omdat de lokale leiders vaak erg jong zijn, maar vanuit een heel groot verantwoordelijkheidsgevoel handelen, en dikwijls de neiging hebben om het slachtoffer te gaan beschermen, en zelf te handelen. Wanneer de koepelorganisaties daar toekomen, wordt er altijd een externe begeleiding opgestart. De externe begeleiding bestaat uit hulpverlening. Het kan de huisarts, het CLB of het vertrouwenscentrum zijn waarbij ze op dat

moment terechtkunnen binnen die lokale context.

De organisaties maken bij de begeleiding ook altijd heel duidelijk dat een juridische klacht indienen een optie is en dat het een goede optie is om te nemen. Zij zeggen dat, maar desgevallend wordt aan de externe dienst doorgegeven of er al dan niet tot een klacht wordt overgegaan en wordt het opstarten van een dergelijke klachtenprocedure begeleid.

Niettemin is het niet altijd gemakkelijk om de klachten scherp te krijgen. Gaat het over een vermoeden of is het echt heel duidelijk? Zijn er feiten? Daarmee worstelen heel wat organisaties. Wat moet ik daarmee doen?

Het uitgangspunt is dat wij het slachtoffer of het vermoedelijke slachtoffer in eerste instantie beschermen. Wij handelen vanuit voornoemd principe.

Inzake het begeleiden van de groep zien wij in de cases die naar voren komen dat slachtoffer en dader dikwijls uit dezelfde groep komen. Dat maakt het moeilijk. Dikwijls – ik zeg wel “dikwijls”, maar onze indruk is dat de gevallen niet erg uitgebreid zijn – is het in de gevallen dat de dader uit de groep komt, bijzonder moeilijk. Dikwijls is hij immers een vriend van de andere leidingploegen, is het misbruik nog niet erg duidelijk en weet de groep ook nog niet erg goed op welke manier zij met het feit moet omgaan. Hij was mijn vriend; ik vertrouwde hem. Nu blijkt dat hij dat heeft gedaan. Wat moeten wij daarmee doen? Hoe moeten wij met de ouders communiceren? Op welke manier moeten wij met de feiten omgaan?

Dus ook de begeleiding van de groep – hoe gaat zij met het voorval om? – is belangrijk. De groep heeft ook heel veel vragen over het slachtoffer zelf. Zal hij of zij lid van onze organisatie blijven? Is het gebeurde onze fout? Hebben wij zaken over het hoofd gezien? Hadden wij vroeger moeten reageren of ingrijpen?

Een derde belangrijk aspect bij de begeleiding is dat ook met de dader moet worden omgegaan. Ter zake geven de organisaties duidelijk aan dat het iemand is die uit de groep komt. Wanneer aan de feiten een veroordeling vasthangt, is het heel duidelijk dat hij een strafbaar feit heeft gepleegd. Er wordt op die basis een sanctie getroffen, ook door de organisatie zelf. De dader wordt dikwijls uit de groep verwijderd of van elk contact met kinderen uitgesloten.

Wat gebeurt echter daarna met de dader? Is er

hulpverlening? Kan hij ergens terecht of niet? Wanneer het over een jong iemand gaat, op welke manier zal er dan mee worden omgegaan? Er zijn ter zake heel veel vraagtekens.

Het voorgaande geeft in grote lijnen de procedure weer die wordt afgelegd. Misschien moet ik ook nog heel kort de knelpunten aangeven.

De organisaties die met dergelijke cases ervaring hebben, geven heel duidelijk aan dat de contacten met de externe organisaties en met de hulpverlening niet altijd positief verlopen. Er zijn twee grote brokken.

Er is, ten eerste, het contact met de politie, wanneer een klacht wordt ingediend. Wanneer de klacht wordt ingediend, wordt dikwijls elke communicatie met de groep stopgezet.

De politie behandelt het dossier wel, maar wanneer er vragen worden gesteld, bijvoorbeeld of de dader al verhoord is of op de hoogte is, wordt daarop geen antwoord meer gegeven, terwijl de dader wel deel uitmaakt van hun vriendengroep en zij hem bijvoorbeeld op café, op straat of binnen de lokale context kunnen tegenkomen. Vaak weten zij niet hoe zij daarop moeten reageren en hoe men daarmee moet omgaan. Moet men hun dat vertellen of niet? Ook over wat er met het slachtoffer gebeurt – zit hij in de hulpverlening, wordt er nog iets verwacht van ons, zullen wij moeten getuigen? – is er weinig communicatie en zijn er veel vraagtekens.

Een tweede, en iets crucialer punt is dat ook het vinden van gepaste hulpverlening niet vanzelfsprekend is. De organisaties weten dikwijls niet tot welke hulpverleningsinstantie zij zich moeten richten. Waar zij terechtkomen, is gebaseerd op persoonlijke ervaringen, contacten met mensen die in het dorp wonen of contacten met de instellingen waarvan zij ooit al eens gehoord hebben, maar het is niet duidelijk tot wie zij zich in eerste instantie moeten richten.

In een aantal gevallen proberen zij het wel, maar soms krijgen zij ook wel de deur op de neus en krijgen zij te horen dat men daar niet mee bezig is. Ze worden doorverwezen. Voor één organisatie is het heel duidelijk dat de eerste contactpersoon de huisarts is, als het over hulpverlening gaat. De andere prefereren vertrouwenscentra, CLB's of CAW's.

Eenmaal de hulpverlening opgestart wordt, wordt het dossier naar daar doorverwezen en wordt de groep daarvan een stuk ontlast, maar ook dan is

er in een aantal gevallen heel weinig communicatie met de groepsleiding. Ook dat wordt als een knelpunt ervaren, omdat dat een ingrijpende gebeurtenis is, waarvoor iedereen zich een stuk medeverantwoordelijk voelt. Een goede communicatie blijkt toch wel essentieel te zijn om met die groep verder aan de slag te kunnen.

Een ander knelpunt – het is meer een vraag en een initiatief dat de sector zelf neemt – is de vraag naar meer deskundigheidsopbouw. Wij zien nu dat er tussen de verschillende organisaties wel een rode draad is in de manier waarop met klachten omgegaan wordt, maar wanneer de deskundigheid die nu al is opgebouwd, gebundeld zou worden, dan zou er op een krachtigere manier met klachten van seksueel misbruik omgegaan kunnen worden. Daarvoor is er een traject opgestart rond seksualiteit, relaties en seksueel grensoverschrijdend gedrag. In dat traject wordt de jeugdsector ondersteund door Steunpuntjeugd in samenwerking met Sensoa. Wat daar onder andere aan bod komt, is de manier waarop men met klachten over seksueel misbruik moet omgaan. Het is een soort van standaardprocedure, inspelend op de knelpunten: kunnen wij geen lijst aanleggen van hulpverlening en hulpvoorzieningen waarbij men sowieso terecht kan wanneer men daarmee in contact komt?

Relaties, seksualiteit en seksueel grensoverschrijdend gedrag nemen sowieso wel een grote plaats in binnen jongerengroepen. Het is vaak bijzonder moeilijk om te oordelen wanneer iets grensoverschrijdend is, en wanneer niet.

We zien dat de druk van de ouders op dat vlak aan het toenemen is. Als de kinderen onder de douche staan, en een jongetje weigert zich te wassen, mag die dan gewassen worden, of laat je die tien dagen vuil op kamp rondlopen? Dat zijn vragen die we ook van ouders krijgen. Ze vragen of we ook mee onder de douche gaan, en of we dan al dan niet onze kleren aanhouden. Dat zijn zaken die binnen dat grensoverschrijdend seksueel gedrag zitten die bijzonder moeilijk zijn, ook voor de jongeren die in de leiding staan, om er een oordeel over te vellen. Hoe moet ik reageren? Is het normaal als een groep jongeren samen masturbeert? Moet ik daar op ingrijpen? Hoe moet ik daarop reageren?

We merken dat de druk extern ook wel heel fel naar voren aan het komen is, en dat er voor een stuk angst meespeelt, vanuit een beschermingsreflex, die zeker ook voor een stuk terecht is, maar die het niet gemakkelijk maakt om

met het thema om te gaan. Ik heb het dan vooral over de vermoedens van seksueel misbruik. Daarbij gaat niet altijd om een gezagsrelatie. Is het bijvoorbeeld grensoverschrijdend indien iemand van 18 jaar een relatie aangaat met een lid van 15 jaar en 6 maanden? Volgens de wet mag dat niet. In sommige groepen zal dat als grensoverschrijdend beschouwd worden, en in andere niet.

Ook dat luik wordt meegenomen in het traject dat de jeugdorganisaties momenteel opstarten, om daar een duidelijker antwoord op te kunnen bieden, maar ook en vooral om op een positieve manier om te kunnen gaan met seksualiteit, ondanks de vele gevallen van seksueel misbruik die in onze samenleving plaatsvinden.

**Jan van Santvoet:** Ik sluit mij aan bij alles wat Barbara heeft verteld want wij zijn als Scouts en Gidsen Vlaanderen gehoord in wat zij heeft samengebracht, door haar getuigenis die u net heeft gehoord.

Wat ik daar wel aan wil toevoegen is het volgende. Wij zijn een redelijk grote beweging in het Vlaamse jeugdlandschap; wij hebben effectief heel veel schrik gehad in het laatste jaar dat er een storm zou uitbreken van klachten of meldingen over seksueel misbruik uit het verleden, recent of verder terug in de tijd. Die stortvloed is er niet gekomen. Ook vandaag kunnen we nog steeds niet zeggen dat het jeugdwerk via ons in nauw verband wordt gebracht met grensoverschrijdend gedrag. Als er wel een situatie zich aandoet die grensoverschrijdend is, verwijs ik nogmaals naar wat Barbara heeft gezegd.

Eenzijds zullen wij altijd initiatief nemen naar politie of vertrouwenscentra toe, maar wij stoten wel degelijk op die problemen op communicatief vlak. Wat gebeurt er na de terugkoppeling met die doorverwijzing of melding? Dat is inderdaad zeer vervelend naar de lokale groep toe, zowel naar slachtoffer(s), begeleiding en daders.

Voor de rest kunnen wij alleen maar blij zijn dat wij in het traject in de schoot van Steunpunt Jeugd stappen het komende jaar, waarin wij op drie vlakken werk willen maken van jongeren en seksualiteit en hoe wij daar als sector mee moeten omgaan. Het gaat om een algemeen beleid alsook een beleid voor onze jongeren die kinderen en jongeren begeleiden. Ten eerste willen we leeftijd per leeftijd in kaart brengen wat normaal seksueel gedrag is zodat zij een aftoetsing of een kader hebben om te weten

waarover men bezig is.

Ten tweede willen wij een preventief beleid dat beschrijft hoe ze signalen kunnen opvangen of doorspelen als ze iemand verdenken. Want dat is ook juist het probleem. Soms zijn er situaties die de begeleiding doen vermoeden dat er mogelijk iets fout is gebeurd, maar vanaf die stap tot het moment waarop er echt een klacht wordt ingediend is een verschrikkelijk lange en verwarrende weg en daar willen we ook iets aan doen.

Ten derde willen we ook een reactiebeleid hebben. We kiezen er als sector ook heel bewust voor om samen op zoek te gaan naar welk traject afgelegd moet worden en bij wie te rade moet gegaan worden wanneer de telefoon rinkelt of iemand voor de deur staat met een klacht over persoon x of y, zodanig dat we daar zo uniform mogelijk in handelen en zo efficiënt mogelijk klachten kunnen behandelen.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor uw getuigenis.

Ik wil even ingaan op hetgeen mevrouw Poppe zei op het einde, over het traject dat wordt afgelegd met Sensoa. Ik had al gehoord dat Sensoa daarin wil investeren en begeleiding wil opzetten voor de jeugd en naar het sportmilieu. Wij zullen dit misschien straks horen.

Kunt u iets meer vertellen over het traject met Sensoa? Wanneer is dat begonnen? Is dat recent of is dat al een tijdje bezig? Hoeveel verenigingen doen daaraan mee? Spelen een aantal verenigingen daarop in of is het gericht op een heel breed gamma van verenigingen? Wat houdt dat traject precies in? Mocht u daarover wat meer kunnen vertellen, zou dit interessant kunnen zijn.

**Bruno Valkeniers** (VB): Mevrouw de voorzitter, ik heb een vraagje voor mevrouw Poppe.

Hebt u er als koepelorganisatie Vlaamse Jeugdraad, die toch tientallen verenigen overkoepelt al aan gedacht om een soort van uniforme gedragscode in het leven te roepen die van toepassing zou zijn op alle aangesloten verenigingen in verband met seksueel misbruik, hoe daarop te reageren, enzovoort? Of is het veeleer elke vereniging voor zich? Wordt er met andere woorden gedacht aan een gedragscode? Wordt die uitgewerkt?

**Valérie Déom** (PS): Madame la présidente, je remercie également les orateurs pour leur

présentation et leur témoignage.

Je voudrais poser une question à la représentante des organisations de jeunesse francophones.

Madame, vous avez dit que des mesures conservatoires étaient prises par l'organisation en cas de forte présomption, que l'animateur mis en cause était suspendu, mais que vous attendiez, bien entendu, que la justice ait fait son travail pour confirmer ou non la suspension. Qu'en est-il si la victime ne porte pas plainte et que la justice n'a pas l'occasion de se prononcer?

**Barbara Poppe**: Mevrouw de voorzitter, in antwoord op de eerste vraag over het traject dat Sensoa en Steunpunt Jeugd afleggen, merk ik op dat eigenlijk een aantal organisaties binnen de sector zelf aan Steunpunt Jeugd en Sensoa de vraag heeft gesteld om in dat verband iets te doen. Zij merkten immers dat zij steeds meer worden geconfronteerd met vragen van externe organisaties over seksueel grensoverschrijdend gedrag, seksueel misbruik en gewoon ook seksualiteit en relaties binnen hun groepen.

Het desbetreffende project is recent opgestart, de voorbereidingen zullen 1 jaar lopen. Normaal gezien zouden wij in het voorjaar van 2012 resultaat van het project moeten hebben. De doelstelling is een soort instrumentarium te ontwikkelen, waarmee jeugdorganisaties en hun begeleiders zelf in verband met seksualiteit en relaties aan de slag kunnen gaan. Grensoverschrijdend gedrag, maar net zo goed het omgaan met seksueel misbruik, maken zeker een onderdeel daarvan uit.

Binnen hun instrumentarium leeft nu het idee om het Vlaggensysteem van Sensoa, dat met groene, oranje en rode vlaggen werkt om te duiden of een bepaald gedrag al dan niet grensoverschrijdend is en op welke manier op het gedrag kan worden gereageerd, te vertalen naar een concrete situatie van de jeugdsector. De bedoeling is met concrete voorbeelden te werken, zodat de jongeren die op het terrein actief zijn, een en ander direct begrijpen en direct binnen hun eigen context kunnen plaatsen en ter zake direct een aangrijpingspunt hebben.

Van de organisaties die aan het instrumentarium deelnemen, zijn er een vijftiental die actief aan het instrumentarium meebouwen. Het is evenwel de bedoeling dat het een ondersteuningselement is voor de honderd organisaties die binnen de jeugdsector actief zijn. Het zal dus breed worden verspreid.

Oorspronkelijk bevindt het traject zich onder de vleugels van Steunpunt Jeugd. Bij voornoemd Steunpunt werd echter ook wel aangevoeld dat ter zake meer deskundigheid en expertise nodig waren. Daarom werd Sensoa aangesproken, dat zeker bereid was om in het traject mee te stappen.

Het antwoord dat ik heb gegeven, biedt deels ook al een antwoord op de vragen die u hebt gesteld. Er is momenteel geen uniforme gedragscode. Er zal echter wel naar worden gestreefd, zij het niet als iets dat te ondertekenen is en door iedereen moet worden uitgedragen. Er komen echter wel ondersteuningselementen, zodat de lokale groepen, maar ook de koepelorganisaties, actief rond het thema aan de slag kunnen gaan. Dat is één aspect.

Ten tweede, wij vertrekken altijd van het Kinderrechtenverdrag, dat universeel en minder concreet is, zeker voor de lokale groepen. Het legt echter wel de grote principes van onze werking bloot.

**Annick Hoornaert:** Pour répondre à votre question, il est clair qu'en tant que groupe, nous soutenons la famille et la victime dans ses questions, quant à sa place dans le groupe et son positionnement. C'est avec les conseils de SOS Enfants que l'on poursuit le soutien. C'est lui aussi qui nous conseille quant à l'opportunité de porter plainte ou non. C'est sur cette base que nous agissons en tenant compte du choix de la victime et de sa famille. En tout cas, tout cas est différent. C'est la raison pour laquelle je ne peux pas m'exprimer quant aux choix que nous serions appelés à prendre. Mais il est clair que l'enjeu est de prendre des dispositions pour que le groupe puisse continuer à bien fonctionner. S'il s'agit d'un conflit de personnes, nous devons le gérer. Mais il n'est pas question que l'on prenne position par rapport à un comportement d'un abuseur qui fait l'objet d'une plainte qui n'est pas déposée auprès de la justice. Nous ne prenons pas de décision de suspension en cas de doute. Mais il faut que les personnes soient bien dans le groupe et que le reste du groupe soit bien....

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik zou eigenlijk een gelijkaardige vraag willen stellen aan de twee Nederlandstaligen en de vertegenwoordiger van de Jeugdraad.

Gebeurt het ook dat de organisaties zelf klacht neerleggen? Het kan gebeuren dat de feiten zich voordoen zonder dat het slachtoffer of de ouders van het slachtoffer zelf klacht neerleggen, terwijl

de organisatie of de jeugdleiders eigenlijk wel beseffen dat er iemand een potentieel gevaar vormt voor kinderen, ook al wordt die persoon uit de organisatie gestoten. Wat is jullie houding daarin? Zetten jullie zelf de stap naar de politie? Of heeft die situatie zich nog niet voorgedaan?

**Barbara Poppe:** Ik zal direct het woord doorgeven aan de heer van Santvoet. Ik krijg daarover geen signalen.

Wat wel duidelijk is, is het feit dat de organisaties zelf een onderscheid maken tussen misbruik dat plaatsvindt binnen en buiten de groep. Het misbruik waarmee ze geconfronteerd worden, en dat plaatsvindt buiten de groep, is eigenlijk ook wel bestaande. Indien ze signalen krijgen van de kinderen zelf die op kamp zijn en duidelijk maken dat ze een probleem hebben, en hun verhaal vertellen, wordt er doorverwezen naar hulpverlening. Daar zal de zaak verder afgehandeld worden.

Wat betreft misbruik binnen de eigen organisatie, kan ik zeggen dat ik daar niet zo een goed zicht op heb. Naar mijn mening kan de heer van Santvoet daar misschien beter op antwoorden.

**Jan van Santvoet:** Eerst en vooral wil ik zeggen dat die situatie zich inderdaad zeer weinig voordoet.

Er zijn echter inderdaad wel een aantal gevallen bekend, waarbij we weten dat er voorlopig geen zaak aanhangig is gemaakt bij Justitie, en waarbij we de bal naar ons teruggekaatst voelen worden. Dan rijst de vraag hoe we daar als koepel mee om moeten gaan. Als we naar het verleden kijken, blijkt dat dat echt afhankelijk is van situatie tot situatie. Het is effectief al gebeurd dat we zelf daarmee verdere stappen ondernemen naar andere instanties, omdat we anders schrik hebben dat er geen gehoor meer aan wordt gegeven, of dat er geen opvolging is. Als het contact met bijvoorbeeld een vertrouwenscentrum vlot verloopt, en als men naar ons degelijk communiceert over de stappen die men aan het nemen is, dan kan dat voor ons soms ook voldoende zijn. Dat is dus situatiegebonden.

**Daphné Dumery** (N-VA): Ik heb twee kleine vragen.

U zei dat er geen registratiesysteem bestaat. Denkt u erover er een op starten?

Een tweede vraag betreft de diepte-interviews. Hoeveel respondenten waren er en zijn er plannen

om een wetenschappelijk onderzoek aan te vragen of op te starten?

**Barbara Poppe:** Er is momenteel geen registratiesysteem of althans niet één registratiesysteem waar alle koepelorganisaties de klachten registreren. Er zijn daarvoor verschillende redenen. Sowieso heeft dat deels te maken met het garanderen van de anonimiteit. Het is niet altijd eenvoudig een onderscheid te maken tussen klachten en ondersteuningsvragen. Dikwijls komt er een klacht binnen die lijkt op een ondersteuningsvraag maar waarvan achteraf pas blijkt dat het een klacht is. Het gebeurt ook vaak dat algemene vragen eigenlijk over concrete personen en situaties gaan. Het is dus bijzonder moeilijk voor hen om dat te registreren.

Voor zover ik weet, zijn er ook geen plannen om daar één registratiesysteem van te maken. Ik weet dat een aantal organisaties wel heil zien in één meldpunt. Zij vragen zich af of er niet zo'n centraal meldpunt nodig is waar slachtoffers naartoe kunnen gaan, en of dat ook niet opgericht moet worden buiten de sector als overkoepelend orgaan, eventueel werkzaam voor verschillende sectoren.

Wat betreft het wetenschappelijk onderzoek. Voor zover ik weet plannen wij niet om dat op te starten. Het uitgangspunt blijft dat wij positief willen zijn rond seksualiteit en relaties. De sector vindt het ook belangrijk die thema's positief te blijven benaderen om ruimte te geven aan jongeren om zich seksueel te kunnen ontwikkelen. Dat betekent ook dat zij een aantal grenzen zullen aftasten en dat er soms grensoverschrijdend gedrag zal optreden. Wij plannen bovendien geen onderzoek omdat wij niet de indruk hebben dat dat fel aanwezig is. We willen handelen via het traject dat we nu op poten hebben gezet, zodanig dat we als er zich zaken voordoen we daar op een goede en positieve manier op kunnen reageren.

**Daphné Dumery (N-VA):** Ik vroeg ook nog hoeveel respondenten u had.

**Barbara Poppe:** Mijn excuses. Wij hebben nu een vijftiental organisaties bevroegd waarvan er een tiental het opportuun vonden om dieper in te gaan op de vraag.

Wij hebben ervoor gezorgd dat wij soorten organisaties hadden, contacten met workshoporganisaties, waar het contactmoment korter is tussen begeleider en lid en dan de jeugdbewegingen, een aantal andere kamporganisaties, de jeugdhuisfederatie

enzovoort.

**Jan Van Santvoet:** Ik wil nog iets zeggen over klachten die binnenkomen en het registreren daarvan. Het viel mij zelf op toen ik bij Scouts en Gidsen Vlaanderen begon dat de registratie van klachten in het algemeen, dat hoeft echt niet alleen over seksueel overschrijdend gedrag te gaan, niet echt gebundeld of gecentraliseerd werden. Daar hebben wij het laatste jaar een methode voor uitgedacht om dat per categorie op te volgen, zodat het ons op korte termijn veel duidelijker zal worden: inzake verkeersveiligheid zijn er zoveel problemen of klachten en op het vlak van seksueel overschrijdend gedrag zit het zo.

Wij zullen niet aarzelen om dat instrument in de sector te delen, zodat wij sneller van elkaar weten waar wij staan op het vlak van probleem x of y.

**La présidente:** Madame Hoornaert, en ce qui concerne l'enregistrement des données, y a-t-il une perspective par rapport à l'enregistrement centralisé de toutes les plaintes et de tous les cas?

**Annick Hoornaert:** À ce stade, étant donné que cette question n'a pas du tout été abordée de manière sectorielle, il n'y a, à ma connaissance, pas de travail collectif. Au sein de notre fédération, il y a un suivi de tout appel de nos services d'assistance, afin d'établir des liens entre les personnes qui seraient victimes ou elles-mêmes sujettes à des plaintes ce, afin d'établir des liens aussi entre des personnes qui viendraient s'inscrire dans un groupe et ensuite dans un deuxième groupe. Pour cela, nous devons assurer un suivi en interne.

**La présidente:** Certes, il y a parfois du "shopping" de certaines personnes qui pourraient abuser, c'est-à-dire qu'elles vont dans un secteur, où elles se font repérer sans qu'il y ait réellement plainte. Donc, elles vont ailleurs, elles circulent un peu partout. C'est ce qui préoccupe aussi parfois la commission. Lorsqu'une plainte est portée envers un animateur ou autre, elle est quand même enregistrée? Avec son nom?

**Annick Hoornaert:** Non!

**La présidente:** Vous dites qu'il faut effectivement faire attention, parce que, parfois, elles se tournent vers un autre mouvement, un autre groupe. Elles changent d'unités, elles changent de sections. Dans ce cas, il y a peut-être danger effectivement avant qu'il y ait réellement poursuite

d'un individu, mais que cet individu avait été montré du doigt par l'un ou l'autre jeune, n'irait-il pas facilement vers un autre mouvement de jeunesse?

**Annick Hoornaert:** En interne, nous suivons les informations sur les membres. Tout membre qui, à un moment donné, détient une information sur lui est informé. Il y a eu une plainte. Quelle que soit la suite qui y a été réservée, il sait que cette information circule en interne. Donc, aucune information n'est cachée. Aucune fiche n'est tenue secrète. Ces données sont confidentielles, bien entendu, par respect pour la vie privée. Par contre, si un mouvement de jeunesse, une autre maison de jeunesse nous posent une question en rapport avec cette personne, nous pouvons établir des liens. En tout cas, ces données sont secrètes et nous ne ferons aucune publication de celles-ci. Nous ne voulons pas qu'un cas dans un groupe puisse porter préjudice à la personne si, en plus, cela ne s'est pas avéré effectif.

La **présidente:** Y a-t-il d'autres questions? (*Non*). Alors je vais remercier les trois personnes qui sont venues témoigner de la logique de leur secteur.

Chers collègues, nous allons suspendre nos travaux jusque 16 heures. Nous auditionnerons alors des représentants du secteur du sport.

*La réunion publique de commission est suspendue de 15.22 heures à 16.05 heures. De openbare commissievergadering wordt geschorst van 15.22 uur tot 16.05 uur.*

#### Audition de

- **M. Jord Vandenhoudt, collaborateur politique au service du "Team Medisch Verantwoord Sporten" du Département Culture, Jeunesse, Sport et Média de la Communauté flamande**

- **M. René Hamaite, directeur général du sport en Communauté française (anciennement ADEPS)**

- **MM. Cyriel Coomans et Thierry Zintz, vice-présidents du Conseil d'administration du Comité Olympique et Interfédéral Belge (COIB)**  
Hoorzitting met

- de heer **Jord Vandenhoudt, beleidsmedewerker bij het Team Medisch Verantwoord Sporten van het Departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media van de Vlaamse Gemeenschap**

- de heer **René Hamaite, directeur-generaal van Sport in de Franse Gemeenschap (vroeger ADEPS)**

- de heren **Cyriel Coomans en Thierry Zintz, ondervoorzitters van het Belgisch Olympisch**

#### en Interfederaal Comité (BOIC)

La **présidente:** Chers collègues, nous allons procéder à une dernière audition, que j'appellerai le secteur du sport en général. Pour ce faire, j'accueillerai tout d'abord M. René Hamaite, directeur général du sport en Communauté française, autrement dit l'ADEPS. Nous entendrons les deux vice-présidents du COIB, MM. Thierry Zintz et Cyriel Coomans, ainsi que M. Jord Vandenhoudt, beleidsmedewerker bij het team Medisch Verantwoord Sporten van het departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media van de Vlaamse Gemeenschap.

Je présume que vous allez chacun nous faire un petit exposé, à la suite duquel les députés poseront des questions.

Nous commencerons l'audition avec les deux vice-présidents du COIB.

**Thierry Zintz :** Mesdames, messieurs, en notre qualité de représentants du COIB, nous suggérons que l'un d'entre nous s'exprime au nom des deux et que le deuxième complète éventuellement. Je suis le francophone de l'équipe.

Ik zou het in het Nederlands kunnen doen, hoewel mijn moedertaal Frans is. Ik doe het liever in het Frans om precies te zijn.

Le Comité Olympique et Interfédéral Belge est évidemment concerné par la problématique qui vous occupe depuis un certain nombre de mois.

Cette problématique a donné lieu dans le chef du COIB à la prise d'un certain nombre d'initiatives vers différentes parties en Belgique ainsi qu'à une réflexion quant au fond.

En premier lieu, nous avons considéré qu'il était important d'avoir une concertation avec des personnes qui s'occupent de façon professionnelle de la problématique des relations avec nos enfants et avec les plus jeunes. Dans ce contexte, nous avons eu un certain nombre de contacts et initié un travail avec Child Focus.

Par ailleurs, en tant qu'organe olympique, nous avons eu des contacts avec les ministères des Sports des deux Communautés, avec les ministres en charge de la Jeunesse des deux Communautés, et avec le ministère de la Justice.

Enfin, de façon très pratique, avec nos fédérations membres, nous avons eu des échanges de

courriers afin notamment qu'elles nous informent des initiatives qu'elles auraient pu prendre. En effet, un certain nombre de fédérations sportives au niveau communautaire comme au niveau national ont pris des initiatives dans ce domaine.

Il est important également – et j'en arrive ici au fond de la problématique – de considérer que les a priori du genre "pas chez nous" n'existent pas. Il est évident que le monde du sport est un miroir de la société et, ce faisant, comme d'autres sous-mondes de ladite société, il est touché par les phénomènes qui font l'objet des analyses qui sont les vôtres.

Pour nous, il s'agit surtout de nous poser la question d'une analyse des risques et de la nature de ces derniers. Nous travaillons dans une relation d'entraîneurs-entraînés et, dans ce contexte, des dilemmes éthiques et des problématiques se posent de façon évidente.

Face à cette identification et face à cette démarche de collaboration avec les parties que j'ai évoquées précédemment, il y a évidemment matière à essayer de donner des fondements à une action dans le monde du sport. Ces fondements existent. Ils existent au niveau international, parce qu'un certain nombre de pays – en particulier les pays anglo-saxons – ont pris des initiatives dans le domaine. Mais aussi - et je pense que vous avez eu l'occasion d'auditionner le professeur Vanden Auweele – parce qu'un certain nombre d'initiatives ont été prises par ce que j'appellerais un organisme international agissant dans le monde du sport, qui est le Panathlon.

Nous pensons qu'en termes d'actions, sur base de ces codes d'éthique ou de gouvernance ou de conduite, qui sont bien évidemment en évolution permanente, au vu des évolutions que l'on constate dans notre société, il y a matière à avoir des actions dont nous ne pensons pas qu'elles devraient être spécifiques au monde du sport. Nous pensons, en effet, que si la problématique est une problématique de société, elle ne se limite pas à un des secteurs de la société, mais les concerne tous. De telle sorte qu'en termes de moyens à donner aux victimes pour pouvoir s'exprimer, il nous semble qu'il nous faut, certes, des référents dans le monde du sport, mais faut-il aller les chercher au sein des fédérations? Est-ce au sein des clubs? Est-ce au niveau local? C'est à préciser. Dans un certain nombre de fédérations, ces référents existent actuellement, mais nous n'avons ni la capacité, ni la compétence pour intervenir auprès des victimes, pas plus qu'auprès

de ceux qu'à défaut d'un meilleur terme, j'appellerais les prédateurs. Nous n'avons pas les moyens d'agir juridiquement.

Il nous semble essentiel, dans ce contexte, qu'au-delà des référents que nous pouvons mettre en place dans le monde du sport, il y ait des points de contact professionnels, qui seront, selon nous, en mesure de déférer (le terme est lourd de sens, mais il a sa pleine signification) ce genre de problématique à ceux qui sont compétents, pour y apporter les éventuelles sanctions ou, du moins, pour analyser les situations telles qu'elles sont.

En tout cas, en tant que Comité olympique et interfédéral belge, nous voudrions nous positionner en partenariat avec les autres partenaires du monde du sport - BLOSO, ADEPS, au niveau des Communautés -, ligues et fédérations sportives, pour avoir une démarche de proactivité en matière d'attitude à adopter vis-à-vis de ces situations.

**Cyriel Coomans:** Voorlopig heb ik daar niets aan toe te voegen.

Gezien het kader van het sportlandschap in België is het voor ons belangrijk dat elke actie zou moeten gebeuren in samenwerking met de andere actoren in Vlaanderen en Wallonië. Sport is een gemeenschapsmaterie en wij als Olympisch Comité zijn de tussenpersoon tussen de internationale en de nationale federaties. Het voornaamste in de sportwereld gebeurt in de liga's, dus in Vlaanderen en Wallonië. Wij hebben een rol te vervullen. Wij zullen die ook vervullen. Wat wij vooral kunnen doen, is dat wat op internationaal niveau al bestaat, doorsluizen naar de andere actoren, de liga's, onze vrienden in Vlaanderen en Wallonië. Dat is wat ons betreft hetgeen wij bedoelen wanneer we spreken over het doorgeven van informatie.

**René Hamaite:** Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, avant d'aborder la question qui a justifié cette invitation, permettez-moi de rappeler les grands piliers du fonctionnement de la Direction générale du Sport du ministère de la Communauté française, mieux connue sous le nom ADEPS – c'est important pour la suite –, grands piliers qui contribuent à la promotion de la pratique du sport et qui oeuvrent à son succès incontestable auprès du public et des milieux concernés.

À savoir, l'ADEPS est une administration du Sport fortement déconcentrée, composée d'une administration centrale et de services extérieurs

répartis sur tout le territoire de Wallonie et de Bruxelles, à savoir 18 centres sportifs, 6 centres du conseil du sport et 2 dépôts de matériel et de promotion.

Ses missions vont du sport pour tous, des campagnes de promotion, de l'organisation d'événements, des points verts (les fameuses marches ADEPS) au sport de très haut niveau: le soutien aux athlètes via des contrats de travail ou des bourses individuelles, les subventions aux fédérations sportives, etc., en passant notamment par l'initiation sportive et le perfectionnement sportif dans le cadre des activités de nos centres sportifs.

Le troisième pilier est l'organisation d'événements sportifs. Nous sommes l'organisateur du Trophée des communes sportives, du Sport Défi Famille, du Rhéto Trophée, du Sport Sans Limites, etc.

Dans ses activités, l'ADEPS accueille chaque année non seulement des adultes, mais aussi majoritairement des dizaines de milliers d'enfants (plus de 30 000 rien que pour les stages ADEPS d'été).

Quelques chiffres viennent compléter et illustrer mon propos. L'ADEPS emploie 570 agents permanents et plus ou moins 1 500 moniteurs occasionnels, essentiellement pendant les vacances scolaires. La pratique organisée du sport en Belgique francophone regroupe plusieurs centaines de milliers de personnes, dont un pourcentage important de jeunes.

Ce constat reflète la réalité de l'activité sportive en Belgique francophone, pratiquée par un pourcentage significatif de mineurs. Ces derniers sont les potentielles victimes de faits de harcèlement moral ou sexuel. En effet, par leur manque de maturité, leur caractère influençable, ils sont davantage susceptibles de subir des faits de harcèlement moral et/ou sexuel.

Ce danger est encore amplifié lorsque le mineur se trouve sous la responsabilité et l'autorité d'un adulte. Là où se côtoient adultes et jeunes, des situations d'enfants victimes d'agression sexuelle peuvent exister. Mais je tiens à souligner que la problématique de harcèlement sexuel dans ce cas n'est nullement liée exclusivement au milieu sportif. En effet, toutes les activités sportives, mais aussi culturelles, de loisir ou scolaires, sont potentiellement concernées.

À ce titre, loin de minimiser ou de nier les problèmes liés au harcèlement moral ou sexuel

sur les jeunes dans le sport, le directeur général que je suis tient à dire que l'ADEPS ne constitue pas le réceptacle premier et naturel des éventuelles plaintes relatives à des cas de maltraitances, d'attouchements ou de viols sur mineurs, probablement le plus souvent déposées – et c'est très bien ainsi – entre les mains de la police ou des clubs sportifs locaux. D'ailleurs, plus de 80 % des pratiquants sportifs le font tout au long de leur vie sans avoir aucun contact avec leur fédération sportive ou encore moins avec la direction générale du Sport.

Pour sa part, la direction générale du Sport apporte une attention particulière à la sécurité des jeunes qui fréquentent ses activités.

À ce titre, j'aimerais attirer votre attention sur deux points essentiels qui concernent le champ de compétence de la direction générale du sport.

Premièrement, le sport en Communauté française est organisé sur une base volontaire. Les autorités publiques n'interviennent, en conséquence, qu'à titre de pouvoir subsidiant. Nous n'organisons pas le sport, ce sont les fédérations qui organisent le sport, au contraire d'autres pays comme la France, par exemple, où l'État organise le sport et délègue cette organisation aux fédérations. Il s'en suit que, mises à part les activités organisées directement par l'ADEPS, la responsabilité de la Communauté française se limite à vérifier si les conditions d'octroi des subsides fixées par les textes légaux et réglementaires ont bien été respectées par les opérateurs.

Aussi, il convient très clairement de faire une distinction entre, d'une part, les activités sportives qui sont organisées dans le cadre de l'ADEPS sous ma responsabilité et la responsabilité de mes services et, d'autre part, le sport organisé et régi par les différents clubs et fédérations sportifs sur lesquels l'ADEPS n'exerce aucune tutelle directe et à propos desquels on ne peut lui imputer, nous semble-t-il, aucune responsabilité du moins directe. En effet, en ce qui concerne les fédérations ou clubs sportifs, ceux-ci disposent de leur propre règlement d'ordre intérieur et gèrent les éventuels problèmes en leur sein sans en référer à l'ADEPS.

Comme exposé en ce qui concerne les fédérations et les clubs sportifs, l'ADEPS ne dispose d'aucune donnée relative à cette problématique. Les services de la médiation de la Communauté française que j'ai interrogés n'ont enregistré aucune plainte à ce sujet. Par ailleurs, les services du délégué aux droits de l'enfant de la

Communauté française ne disposent d'aucune statistique précise en matière sportive. Interrogés par mes soins, ils font état de deux dossiers de harcèlement ou plus exactement de pression subie par des jeunes sportifs en matière de transfert d'un club vers un autre. Il s'agira, dans ce cas, de harcèlement moral plus que sexuel.

Une deuxième chose que je voulais vous dire a trait à la communication des informations. Les services de police sont habituellement les premiers informés des faits rapportés par des enfants ou par leur entourage et sont donc les premiers à intervenir. Les dirigeants de clubs ou des responsables d'infrastructures sportives où se déroulent les activités des clubs sont en général informés ou avertis dans un second temps. L'ADEPS étant souvent la dernière informée d'éventuels faits de ce type, souvent par la presse d'ailleurs, ne peut que rarement intervenir en première ligne. À cet égard, les seuls cas dont je me souviens avoir eu connaissance durant ma carrière, presque 35 années maintenant, sont des cas qui ne concernaient pas des activités organisées directement par l'ADEPS. Deux concernaient des attouchements sexuels d'entraîneurs dans des clubs. Un autre cas impliquait un directeur d'un centre sportif, convaincu d'actes pédophiles mais en dehors de son milieu professionnel. Enfin, la plainte d'un jeune enfant qui a donné lieu à une enquête de police, cette enquête ayant conclu à une affabulation volontaire et reconnue par cet enfant.

Quelles sont les actions préventives au sein de l'ADEPS pour nos activités? Dans le cadre de l'organisation de ces nombreuses activités, la direction générale du Sport est pleinement consciente de ses responsabilités envers les jeunes qu'elle accueille. L'ADEPS a donc déjà mis en place une série d'actions préventives pour assurer la sécurité des jeunes qui participent à ses activités. Au sein de notre direction générale, nous distinguons deux axes principaux en matière de prévention: un axe administratif et un axe fonctionnel.

D'un point de vue administratif, pour tout recrutement, qu'il s'agisse d'un emploi permanent ou occasionnel (même un moniteur qui ne viendrait qu'une semaine dans nos centres ADEPS) pour quelque type de poste que ce soit, pédagogique ou non, il est exigé un extrait de casier judiciaire modèle 2, comme le prévoient la circulaire d'application de la loi – je vous passe les détails de la loi car vous la connaissez bien mieux que moi – et l'article 4 de l'arrêté d'exécution du 10 juin 1991 spécifiant que le collaborateur

occasionnel doit être de conduite irréprochable. Ce document est scanné dans le système informatique de l'ADEPS. Il suit la personne tout au long de sa carrière.

Quant à l'aspect fonctionnel, il vise à sensibiliser et à avertir chaque personne amenée à travailler avec des enfants et des adolescents afin d'assurer la protection de ceux-ci et d'intervenir judicieusement en prévention de toute situation à risque. Pour atteindre cet objectif, les directeurs de nos centres sportifs sont chargés de donner les instructions nécessaires à chaque membre du personnel en contact avec le jeune public.

Ces consignes tiennent compte de l'environnement du centre sportif concerné, des modalités d'organisation du travail, du type d'activités et des fonctions des agents concernés. Ils ne sont, par conséquent, ni uniformes, ni systématiques.

Voici quelques exemples de consignes que l'on donne à nos moniteurs:

1. Les moniteurs ne peuvent jamais intervenir dans les vestiaires du sexe opposé.
2. Toute intervention dans les vestiaires, dans une chambre ou dans un bureau de moniteur doit être faite à deux moniteurs ou, si c'est impossible, en veillant à toujours laisser la porte ouverte.
3. Les filles et les garçons sont logés à des étages distincts, sous la surveillance d'un moniteur du même sexe.
4. Les jeunes moniteurs sont briefés. Il leur est rappelé que toute relation intime avec une ou un stagiaire mineur est interdite, même si la différence d'âge est minime.
5. Pour les stages " Aventure", l'accent est mis sur l'engagement de moniteurs des deux sexes et aucune intervention dans les tentes des stagiaires n'est autorisée.
6. Les moniteurs doivent toujours prévenir avant d'entrer dans une chambre.

Ce sont des choses que j'ai reprises dans le règlement et qui sont communiquées à nos moniteurs.

Le cas de plaintes individuelles. Quel que soit le niveau de vigilance mis en place, le risque zéro n'existe pas, nous en sommes bien conscients. À ce jour, sur des dizaines de milliers de mineurs qui transitent chaque année dans les infrastructures de l'ADEPS, seul un nombre limité de plaintes a été enregistré ces vingt dernières années.

Certains de nos centres ont été confrontés à cette problématique dans le cadre de leurs activités (je

dispose des cas, si vous le souhaitez). Dans la plupart des cas, il s'agissait de moniteurs masculins ayant pénétré dans des chambres de jeunes filles ou encore d'un rôdeur extérieur qui tentait d'entrer en contact avec des jeunes filles. Deux cas d'attouchements par des moniteurs occasionnels ont été avérés dans deux de nos centres. Cela pour ces vingt dernières années.

La procédure en cas d'abus. La direction générale n'a pas de procédure spécifique pour gérer ce type de faits, si ce n'est l'obligation de prévenir immédiatement:

- les services de police ou le ministère public, selon l'article 29 du Code d'instruction criminelle qui impose à tout fonctionnaire qui a connaissance d'un crime ou d'un délit d'en informer le procureur du Roi du lieu de l'infraction;
- la famille de la victime;
- l'administration centrale, la direction générale.

Dès que cette dernière est informée de comportements inadmissibles ou d'autres fautes graves, la hiérarchie se rend immédiatement sur les lieux et auditionne les personnes concernées. Si des faits avérés ont été commis par des membres de notre personnel, s'en suivent des sanctions au niveau du contrat de travail. Pour le personnel permanent, le licenciement pour motif grave est immédiatement notifié, mais cela n'a jamais eu lieu ces trente dernières années, au moins en matière de harcèlement. Pour le personnel occasionnel, le licenciement pour motif grave est notifié et, grâce à son éviction du système informatique, aucun engagement ultérieur du harceleur, dans aucun des autres centres ADEPS et d'autres services de la direction générale ne sera encore possible.

L'aide aux victimes. Actuellement, il n'y a pas de procédure spécifique mise en place au sein de nos services, relative à l'aide aux victimes. Dans notre ministère, nous avons aussi les services de l'aide à la jeunesse au sein de la Communauté française. Il s'agit des SAJ et des SPJ qui peuvent intervenir, le cas échéant. Toutefois, lorsque les services de police interviennent, les victimes peuvent souvent bénéficier d'une antenne psychologique et/ou médicale.

Les actions futures. Il est clair que nous avons été sensibles à la problématique et que nous envisageons toute une série de choses.

En tant que directeur général de l'ADEPS, je suis soucieux de contribuer à prévenir toute atteinte à la dignité de l'enfant quelle qu'elle soit, exercée dans le milieu sportif ou non.

L'enjeu est de favoriser une action globale et transversale entre tous les services de la Communauté française, tous domaines et services confondus pour la création et la mise en place de mesures adéquates communes et complémentaires applicables à tous les intervenants en contact avec des jeunes.

En effet, étant donné que toute activité impliquant des mineurs peut être sujette à cette dérive, chaque milieu associatif, professionnel où évoluent des enfants et/ou des adolescents, à savoir en ce qui concerne la Communauté française l'enseignement, les divers loisirs, culturels ou autres, les mouvements de jeunesse, etc., est par conséquent visé par la question.

Dans ce cadre et sur l'exemple de plusieurs pays qui ont élaboré diverses publications accessibles d'ailleurs sur internet, l'ensemble des mesures élaborées devraient être adoptées dans le cadre d'une politique commune de prévention et d'intervention en matière d'agression sexuelle sur mineur.

Ces mesures à appliquer par et pour l'ensemble des milieux associatifs et/ou professionnels pourraient s'articuler autour des pistes suivantes:

- élaborer et diffuser un code d'éthique sur les valeurs à respecter au sein de chaque organisme,
- informer et sensibiliser les membres de chacun de ces organismes aux questions d'agressions sexuelles,
- mettre en place des modalités de filtrage des membres du personnel,
- établir des procédures à suivre en cas de situations problématiques,
- soutenir les membres du personnel dans l'application de ces mesures,
- compléter la formation de tout le personnel pour leur permettre d'intervenir adéquatement auprès des jeunes en matière d'agressions sexuelles,
- avoir des règlements généraux permettant de suspendre ou d'exclure un membre de l'organisme à l'occasion d'une situation d'agression sexuelle,
- superviser les activités et établir des règles pour l'hébergement et le transport des jeunes,
- instaurer un numéro vert d'assistance pour les victimes au niveau de la Communauté française,
- organiser une campagne de publication et de diffusion générale de cette politique en matière d'intégrité physique et de mesures créées pour contrer les agressions sexuelles via un affichage, une brochure, etc.

Comme dit précédemment, la direction générale

du sport applique à ce jour certaines de ces mesures dans ses centres sportifs tels que l'établissement de règles en matière d'hébergement, l'établissement de règles en matière de comportement du personnel d'encadrement, l'éloignement définitif des membres du personnel d'encadrement reconnus comme auteurs de comportements inappropriés.

D'autres mesures pourraient venir compléter cela, comme par exemple:

- l'ajout dans notre charte sport-éthique d'un chapitre spécifique avec des points précis relatifs à la protection des enfants,
- l'ajout à la formation de nos moniteurs sportifs - nous avons en charge la formation des moniteurs sportifs - d'un module visant à attirer leur attention sur les risques ou situations problématiques liés à l'encadrement des jeunes dont ils sont responsables,
- l'uniformisation des consignes applicables dans toute l'infrastructure et lors de toute activité organisée par la direction générale du sport.

Pour terminer cette intervention, je vous informe que suite à la requête de M. le ministre Antoine en charge des Sports à la Communauté française, mes services ont lancé une procédure de marché public afin qu'une étude universitaire visant à évaluer l'étendue du problème en Wallonie et à Bruxelles soit réalisée dans les prochains mois. Le marché pour attribuer cette étude est actuellement lancé. C'est une étude comparable à celle qui a été faite par le KUL il y a quelques années.

Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, je vous remercie de votre attention.

La **présidente**: Je vous remercie pour toutes ces informations.

**Jord Vandenhoudt**: Mevrouw de voorzitter, dames en heren, ik ben Jord Vandenhoudt van het departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media. Ik pik even kort in op wat de mensen van het BOIC ook gezegd hebben. Een onderliggende boodschap die moet meegenomen worden vandaag is ook dat de sportsector in Vlaanderen op zich eigenlijk zeer divers is. Men kan dat niet bekijken als één organisatie: dat is een structuur met verschillende facetten, verschillende onderdelen, verschillende niveaus.

Binnen de Vlaamse Gemeenschap heb je ook verschillende structuren, verschillende instanties die zich met dat sportbeleid bezighouden: het departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media is één instantie, je hebt het Bloso, maar daarnaast

heb je ook nog bijvoorbeeld de gemeentelijke en provinciale sportdiensten, je hebt ook de schoolsport en zo meer. Dat is een heel belangrijk aspect om mee rekening te houden. Er is eigenlijk geen instantie die over dat hele plaatje van die sportsector een zicht heeft, ook omdat er op verschillende niveaus allerhande sportinitiatieven kunnen ontwikkeld worden die vaak los staan van al dan niet erkende sportfederaties of gemeentelijke initiatieven, laat staan dat het past binnen door het IOC erkende sportfederaties die bij het BOIC aangesloten zijn.

Een ander element waarmee rekening moet worden gehouden is dat de sportsector gedragen wordt door vrijwilligers. In heel wat initiatieven wordt er met erkende en gekwalificeerde trainers gewerkt wordt, maar in de kleinere sportinitiatieven in de buurt om de hoek wordt er toch vaak beroep gedaan op vrijwilligers die vandaag de dag ook moeilijker en moeilijker te vinden zijn.

Het tweede punt. Het feit is wel dat ik hier vanuit mijn functie of vanuit mijn rol spreek van op een zekere afstand van de sportsector. De mensen van het BOIC zitten korter bij de eigenlijke sportsituatie. Vanuit de administratie medisch verantwoord sporten zitten we daar toch een stukje verder af. Ik heb toch eens een rondvraag proberen te doen bij verschillende instanties binnen de Vlaamse sportsector om te kijken in hoeverre er daar meldingen, vragen, problemen rond seksueel misbruik naar boven zijn gekomen. De problemen binnen de Kerk zijn nu toch al meer dan een half jaar actueel. Ik heb een keer een rondvraag gedaan. Een organisatie die belangrijk is in Vlaanderen is het Vlaams bureau voor sportbegeleiding die eigenlijk voorziet in een officiële tewerkstelling voor sportleraren. Daar heeft men ook geen enkele vraag of melding tot op heden geregistreerd.

Er zijn wel bepalingen opgenomen in het arbeidsreglement, omdat men daar voorziet in een tewerkstelling voor sportleraren en trainers. In het arbeidsreglement heeft men dus wel bepalingen en de functie van een vertrouwenspersoon opgenomen.

Ik verwijs bij wijze van voorbeeld naar een sportfederatie, namelijk de triatlonfederatie en meer bepaald de topsportwerking. Daar bestaat een gedragscode voor stafmedewerkers, die bijvoorbeeld bepaalt dat seksueel ongewenst gedrag steeds onaanvaardbaar is en dat men als leerkracht-opvoeder betrokken moet zijn met zijn pupil of degene die men traint, maar dat men

zeker afstand moet houden ten aanzien van die atleten. Dat is een voorbeeld van een gedragscode. Binnen de sportfederaties zijn er natuurlijk nog meer. Straks kom ik ook nog terug op een ander voorbeeld.

Ook binnen de provincies – er is een rondvraag gedaan bij de provinciale sportdiensten – heeft men geen weet van meldingen of vragen rond seksueel ongewenst gedrag. Ook daar verwijst men, maar dat is dan meer voor hun interne werking, naar bepalingen in het arbeidsreglement die te maken hebben met seksueel ongewenst gedrag op het werk of met pesten.

Ik kan zelf, vanuit mijn functie, niet spreken namens Bloso, het Agentschap Sport van de Vlaamse administratie, maar ik heb toch ook een aantal zaken uit hun werking vernomen of opgevraagd. Ik wil u die niet onthouden. Ook bij de Vlaamse trainerssschool heeft men geen meldingen of klachten ontvangen omtrent seksueel ongewenst gedrag. Binnen de basisopleidingen van de Vlaamse trainerssschool wordt er natuurlijk aandacht besteed aan ethische aspecten. In de kwalificaties van trainers komen die zaken ook wel aan bod.

Als wij kijken naar de topsportwerking, zowel binnen het departement als binnen Bloso, dan heeft men geen vragen of meldingen omtrent seksueel ongewenst gedrag. Men heeft wel weet van een situatie waarbij het toch nodig gebleken was om de overeenkomst met een trainer in het kader van het topsportprogramma te beëindigen. De feiten die eraan voorafgingen betroffen blijkbaar – zij hebben dat ook maar vernomen, zij waren daarbij niet rechtstreeks betrokken – het uiten per brief van gevoelens van een trainer ten opzichte van de atleet of de topsporter die hij begeleidde. Vanuit de topsportstructuur wordt er ook niet gewerkt met gedragscodes of richtlijnen. Zij verwijzen natuurlijk naar de rol van de desbetreffende sportfederaties om dat op te nemen.

Een item is bijvoorbeeld dat trainers in de topsportschool slechts gesubsidieerd worden in zoverre ze beschikken over bijvoorbeeld een pedagogisch diploma. Niet zomaar iedereen kan trainer worden.

Er zijn in Vlaanderen 91 erkende sportfederaties. Dat is een heel breed en divers spectrum van sportfederaties. Ik heb die lijst bij me. U kan die ook op de website van Bloso raadplegen. Enkele voorbeelden zijn de Vlaamse tennissfederatie, de Vlaamse zwemfederatie, dat zijn de grotere

federaties. Sinds 2011 is er bijvoorbeeld ook het verbond van Vlaamse speleologen erkend. Ik wil u maar zeggen dat de sportsector een heel breed en divers landschap heeft.

Binnen de afdeling subsidiering heeft men ook geen weet van meldingen van, of vragen omtrent ongewenst seksueel gedrag. In het decreet van 13 juli 2001 omtrent de sportfederaties is er een bepaalde erkenningsvoorwaarde. Er is dus een hele lijst van criteria waaraan een sportfederatie moet voldoen om erkend te worden. Dat is eigenlijk een vorm van kwaliteitscertificaat dat men dan krijgt. Een van die criteria om erkend te blijven als Vlaamse sportfederatie is dat men in de werkingsstatuten en het reglement moet bepalen dat men de bepalingen inzake het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en het Internationaal Verdrag betreffende de rechten van het kind moet onderschrijven. Dat is uiteraard zeer algemeen.

Ook binnen de Bloso-sportkampen wordt er aandacht besteed aan dat item. Men heeft daar ook nog geen vragen, meldingen of klachten rond seksueel ongewenst gedrag geregistreerd. Er zijn toch twee belangrijke punten die ik wil aanhalen. Ook die Bloso-sportkampen staan onder de leiding van gekwalificeerde lesgevers. Die moeten bepaalde getuigschriften en bepaalde diploma's kunnen voorleggen, of bepaalde cursussen binnen de Vlaamse trainerssschool doorlopen hebben. Trainers kunnen na overleg geweerd worden door de Bloso- centrumverantwoordelijke en de sporttechnische coördinatoren, indien zich bepaalde problemen zouden voordoen.

Binnen de provincies heeft men geen weet van meldingen van seksueel ongewenst gedrag. Bij het overkoepelend orgaan, namelijk het Vlaams Instituut voor Sportbeheer en Recreatiebeleid, ofwel het ISB, heeft men ook geen meldingen, klachten of vragen omtrent seksueel ongewenst gedrag ontvangen.

Dan zullen we even kijken naar de organisatie waar ik deel van uitmaak, namelijk het team Medisch Verantwoord Sporten van het departement Cultuur, Jeugd, Sport, Media.

We hebben het decreet op de medisch en sinds 2009 ook ethisch verantwoorde sportbeoefening. Artikel 7 van het decreet medisch verantwoorde sportbeoefening stelt dat de sportverenigingen de medisch verantwoorde sportbeoefening voor de sporter moeten bewaken en waarborgen. Ten tweede moeten ze de omstandigheden en toestanden die negatief inwerken op de fysieke

integriteit en het psychisch welzijn van de sporter voorkomen en bestrijden door doelmatige initiatieven en gepaste maatregelen. Men kan dat doen door met de regering of een overkoepelend orgaan van sportverenigingen samen te werken en initiatieven en maatregelen uit te vaardigen.

Sinds 1 januari 2009 is er in de Vlaamse Gemeenschap ook een luik rond sportethiek van kracht. Dat is dan natuurlijk ruimer dan de problematiek rond seksueel misbruik. De fysieke en psychische integriteit van het individu is een van de zes thema's die door de Vlaamse regering zijn uitgedragen en waarrond een aantal richtsnoeren zijn uitgevaardigd. De erkende Vlaamse sportfederaties moeten sinds 1 januari van dit jaar verplicht werken rond die thema's.

Om een idee te geven van de richtsnoeren die onder het item "fysieke en psychische integriteit van het individu" zijn verzameld, volgen er hierna een aantal: de persoonlijke integriteit van de leden beschermen; het integer handelen van haar begeleiders en bestuurders stimuleren of structurele maatregelen nemen om problemen, ongewenst gedrag en klachten te melden en te registreren.

Men heeft in september vorig jaar de thema's en richtsnoeren moeten kiezen. Het blijkt dat 10% van de erkende sportfederaties heeft aangegeven rond dat thema te werken. Daarnaast is het belangrijk in deze context dat 30% van de federaties heeft aangegeven te gaan werken rond het thema "rechten van het kind in de sport". Daarbij kan dan extra aandacht gaan naar het pedagogisch-ethisch verantwoord omgaan met jongeren binnen de sportclubs. Binnen dat thema kan ook de Panathlonverklaring over ethiek in de jeugdsport verder uitgewerkt worden. Die verklaring dateert ondertussen al van 2004. Heel wat sportfederaties hebben die ondertekend, maar ze uitten de bekommernis dat ze niet weten in hoeverre de sportclubs zelf die verklaring hebben ondertekend en er ook effectief mee aan de slag gaan.

De bedoeling van het beleid "Ethisch verantwoord sporten" is dat wij goede voorbeelden uit de sportsector kunnen verzamelen, dat wij een soort van benchmarking en peer review kunnen organiseren, dat wij goede praktijken uitwisselen, dat we creatieve ideeën de kans kunnen geven om te groeien, dat wij kleinere federaties, die misschien over minder middelen en mensen beschikken, ook goede voorbeelden kunnen aanreiken.

Misschien belangrijk voor jullie om nog even als achtergrondinformatie mee te geven, twee van de zes thema's heb ik al vernoemd. Daarnaast kunnen de sportfederaties nog werken rond inclusie, diversiteit, solidariteit en fairplay. Gewoon om even de idee te geven.

Omtrent de uitwerking van dat beleid zijn ondertussen ook reeds heel wat initiatieven genomen. Zo heeft er op 27 april van vorig jaar een workshop plaatsgevonden met de sportfederaties, georganiseerd door de Vlaamse Sportfederatie vzw en het Internationaal Centrum voor Ethiek in de Sport vzw die specifiek rond het seksueel grensoverschrijdend gedrag handelde. De Vlaamse Sportfederatie heeft ook reeds heel wat initiatieven genomen rond communicatie, hetzij via hun ledenblad, hetzij via workshops of andere fora.

De Vlaamse Sportfederatie heeft ook reeds contacten gehad met Sensoa om ter zake preventieve acties te ontwikkelen en ook contacten met het meldpunt in Nederland dat specifiek voor de sportsector bestaat. Ik kan daarover straks misschien nog iets meer zeggen.

Het is zo dat wij in Vlaanderen met het Bloso, de Vlaamse Sportfederatie, het kabinet van Vlaams minister van Sport Philippe Muyters, en dat Internationaal Centrum voor Ethiek in de Sport vzw - dat is een organisatie die ontstaan is vanuit Panathlon, de Bond voor Lichamelijke Opvoeding vzw en de Universiteit Gent onder andere; de grote trekker hiervan was en ik wil toch ook nog even hulde brengen aan die persoon, wijlen professor dokter Marc Maes, een heel belangrijke partner in dit verhaal, al een aantal initiatieven hebben genomen om te komen tot een aantal voorstellen die op dit moment op tafel liggen bij het kabinet van de minister.

Eenzijds gaat het om een beleidsplan omtrent het ethisch verantwoord sporten, waarin een aantal doelstellingen en een kader worden geschetst. Specifiek rond het punt van een meldpunt doet onze administratie ook een aantal voorstellen. Ik kan natuurlijk vanuit mijn functie niet op de grond van de zaak ingaan. Feit is echter wel dat in onze regelgeving nergens is vastgelegd waar een sporter eventueel terecht zou kunnen met vragen en klachten rond, enerzijds, gewone, algemene, ethische problemen en, anderzijds, seksueel, ongewenst gedrag of seksueel misbruik.

Wij zijn ook met het Kinderrechtencommissariaat in overleg getreden. Het heeft een aantal standpunten ter zake geformuleerd. Ons

standpunt is – wij delen ter zake de mening van het Kinderrrechtencommissariaat – om geen apart meldpunt voor seksueel misbruik in de sport op te richten, maar wel te voorzien in een vorm van doorverwijspunt, dat binnen een algemener meldpunt voor de sport zou vallen, om algemene, ethische klachten te behandelen. Ons standpunt is om de problematiek van het seksueel misbruik in gezagsrelaties en de hulpverlening ter zake over te laten aan de professionele hulpverlening, die er momenteel al binnen meer welzijnsgerelateerde hulpverleningskanalen is.

In voornoemd verband is het belangrijk te verwijzen naar een actualiteitsmotie van enkele maanden geleden, die volgde op een actualiteitsdebat in het Vlaams Parlement. In voornoemde motie is door het Vlaams Parlement duidelijk gesteld dat aan de Vlaamse minister voor Welzijn moet worden gevraagd om binnen de CAW's verder werk te maken van de versterking van een meldpunt voor seksueel misbruik.

Bovendien delen wij de mening dat er voor de sportsector een rol open ligt, met name om op communicatie, sensibilisatie en toeleiding van de burger-sporter naar de gepaste hulpverlening in te zetten, om ervoor te zorgen dat de sportsector beschikt over voorbeelden van gedragscodes, richtlijnen en preventieve instrumenten, maar ook didactische instrumenten, waarmee bijvoorbeeld binnen de sportclub aan de slag kan worden gegaan, om bepaalde stappenplannen, flow charts en videomateriaal te hebben, die dan kunnen worden gebruikt in preventiebeleid rond, enerzijds, seksueel misbruik en, anderzijds, andere, ethische problemen die zouden rijzen.

Ik wil nog even teruggrijpen naar het beleid inzake ethisch verantwoord sporten. De Vlaamse Zwemfederatie heeft bijvoorbeeld gekozen voor het thema "rechten van het kind" en ook voor "fysieke en psychische integriteit." Eén van de actiepunten voor 2011-2012 is het installeren van een meldpunt voor klachten over ongewenst gedrag en zo meer. Dit wou ik u nog even meegeven.

Dit jaar loopt er een onderzoeksproject ad hoc van de KUL bij het Steunpunt Cultuur, Jeugd en Sport binnen het departement, dat specifiek zal werken aan de promotie van het fysiek, psychisch en sociaal welbevinden van jongeren in Vlaamse sportclubs. Het item seksueel ongewenst gedrag zal een element zijn van dat onderzoek. Daarbij zal een round-up worden gemaakt van de situatie in de Vlaamse sportsector ter zake. Welke beleidsaanbevelingen kunnen er gedaan worden?

Waar zitten de goede voorbeelden? Enzovoort. Ook aan seksueel ongewenst gedrag zal er in dat onderzoek aandacht besteed worden.

Naar aanleiding van een communicatieactie die wij in het najaar 2010 deden over ethisch verantwoord sporten hebben wij het sportbeleid in de verf gezet. In de eerste plaats wilden wij de sportfederaties aanspreken. Die sportfederaties moeten natuurlijk tot het niveau van de clubs geraken met hun acties. Aan die communicatieactie was een online-enquête gekoppeld. Wij hebben daarin in extremis toch nog een aantal vragen over seksueel misbruik kunnen opnemen.

Sta mij toe in de eerste plaats te zeggen dat dit absoluut geen wetenschappelijk onderzoek was. Er waren wel 185 respondenten. De respondenten kwamen vanuit verschillende takken van de sportsector, en ook vanuit verschillende rollen: trainer, clubbestuurder, beleidsmedewerker, en zo meer.

Op de vraag "Hebt u zelf of uw organisatie ondersteuning nodig om gevallen van ongewenst seksueel gedrag of seksueel misbruik te behandelen en te verwerken?" antwoordde 4,32 % positief. Op de vraag "Bent u zelf reeds geconfronteerd met seksueel ongewenst gedrag of hebt u weet van gevallen van seksueel ongewenst gedrag binnen uw organisatie?" antwoordde 3,78 % positief.

De derde vraag is een belangrijke vraag, ze heeft een belangrijk resultaat, vinden wij persoonlijk. Op de vraag "Hebt u nu reeds voldoende zicht op welke hulpverleningskanalen er zijn of waar er ongewenst seksueel gedrag kan worden gemeld?" antwoordt een duidelijke 60% van de respondenten negatief. Daaruit concluderen wij en dat nemen wij ook mee in de voorstellen die we momenteel aan het uitwerken zijn, dat een belangrijke opdracht ligt in de toeleiding van en de duidelijke communicatie naar de burgersporter. Het gaat over informatie en sensibilisatie over waar men met meldingen of klachten terecht kan.

Als men even een onderzoek doet naar wat er reeds bestaat aan hulpverleningskanalen, en niet alleen rond seksueel misbruik, dan stelt men toch vast dat daar een heel ruim spectrum aanwezig is. We stellen vast dat er een probleem is omtrent wat men bijvoorbeeld verstaat onder toelaatbaar of ontoelaatbaar gedrag. Dat is niet voor iedereen duidelijk. Ik kan dat misschien illustreren met een ietwat banaal voorbeeld binnen de relatie tussen een trainer en zijn gymnasten. Als die gymnasten

een goede oefening doen, kan er misschien al eens een tik op de bil volgen om te zeggen “goed gedaan”. Moest diezelfde situatie zich echter voordoen in een klassituatie, tussen een leraar en een leerling, dan merken we dat wat we verstaan onder ‘toelaatbaar gedrag’ serieus verschilt naargelang de situatie.

Natuurlijk is er ook het feit hoe die sporter of sportster dat gedrag ervaart. Voor een bepaalde sporter zal die tik op de bil geen probleem zijn, een andere sporter zal daar misschien wel problemen mee hebben. Dat is dus ook iets wat we in het achterhoofd moeten houden als we daarrond willen gaan werken.

Voor ons als overheid en op politiek vlak ligt er zeker een rol klaar, namelijk om klaarheid te scheppen in het kluwen van hulpverleningskanalen die er reeds zijn, ook binnen Welzijn. Er zijn de centra Algemeen Welzijnswerk, die hun rol inzake seksueel misbruik aan het versterken zijn. Er is ook Childfocus, dat onlangs haar meldpunt ‘seksueel misbruik’ uitgebreid heeft. Er zijn ook, daar verwees ook het Kinderrechtencommissariaat naar, Vertrouwenscentra Kindermishandeling, maar naar ik begrepen heb, maar misschien hebben jullie daar al meer informatie over gekregen, situeren die centra zich voornamelijk op het terrein van intrafamiliaal geweld en misbruik. Er kan dus altijd bekeken worden in hoeverre we niet méér kunnen inzetten, maar dat is binnen de welzijnsmaterie, en in hoeverre dat misschien opengetrokken kan worden.

Belangrijk ook, dat is ook wel gezegd hier door de collega's naast mij: naast het reactief optreden moet er ook proactief, preventief gewerkt worden, bijvoorbeeld rond preventie-instrumenten, draaiboeken, didactisch materiaal. Maar dat heb ik daarstraks al vermeld.

Nog heel even ter informatie iets vermelden over bijvoorbeeld een element dat in het Verenigd Koninkrijk aanwezig is in het sportbeleid, maar dat hier in Vlaanderen bij mijn weten niet aanwezig is. Daar wordt gewerkt met een document dat hier te vergelijken is met het uittreksel uit het strafregister, het vroeger bewijs van goed gedrag en zeden. Ik heb in het verleden nog gewerkt op de personeelsdienst van het toenmalig departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur. Bij de aanwerving van opvoeders of leraars voor de gemeenschapsinstellingen, dus Mol en Ruislede, moest na de selectie van bepaalde kandidaten de betrokken kandidaat aan de personeelsdienst een bewijs van goed gedrag

en zeden model 2 voorleggen. Ik heb vernomen dat ook in het Verenigd Koninkrijk binnen de sportsector dergelijke maatregel in voege is, waarbij dus van trainers die men in dienst wil nemen, een uittreksel uit het strafregister, door het Criminal Records Bureau, kan aangevraagd worden.

Gisteren toevallig kwam er een nieuwsbrief binnen waar ik mij op ingeschreven had waarbij er daar toch ook in Engeland een nieuwe discussie ontstaan is omdat daar een verstrenging aan de gang is rond bijvoorbeeld de privacywetgeving. Men zou ook daar het feit dat men zo'n uittreksel zou kunnen opvragen willen beperken.

In het verleden is door professor Vanden Auweele verwezen naar het meldpunt in Nederland dat dus nu denk ik al meer dan 10 jaar actief is rond specifiek seksueel misbruik in de sport. Twee belangrijke punten ook om mee te geven daarrond is dat zij ook werk maken van het aanbieden van bijvoorbeeld gedragscodes, instrumenten om preventief beleid te voeren naar de sportsector. Een ander punt is ook dat men in Nederland toch ook aan het bekijken is om dat meldpunt, dat dan specifiek voor de sportsector ontstaan was, open te trekken naar een ruimer aanbod van sectoren, dat men een beetje ruimer gaat kijken dan enkel die sportsector.

Ik denk dat ik hiermee ook mijn bijdrage voorlopig kan afsluiten. Mochten er vragen zijn van de commissieleden, dan beantwoord ik die graag.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor uw toelichting. Een rode draad doorheen vele gegevens die ons zijn meegedeeld, is dat men altijd het antwoord “wij hebben geen gegevens of feiten, wij hebben van niets kennis” krijgt, als men bij sportclubs navraag doet. Vandaag verschenen er twee berichten in de pers: een over een veroordeling van een atletiektrainer in Turnhout en een over een proces in Gent over een voetbaltrainer uit Destelbergen, waartegen 37 maanden is gevorderd. Die berichten zijn beide vandaag verschenen.

Het verwondert mij dat men van niets weet, als er een rondvraag wordt gedaan bij de sportclubs of verenigingen van sporttrainers. Ik ga even terug naar het rapport van professor Vanden Auweele, waarnaar al verschillende keren verwezen werd. Hij heeft het hier voorgesteld. De resultaten waren verbazend. Hij zegt dat hij daarmee op pad gegaan is naar de sportclubs, maar dat hij bijna overal op gesloten deuren is gebotst. Niemand nam hem of de problematiek ernstig of wou er iets

mee doen.

Het is nu bijna een jaar geleden dat de zaak-Vangheluwe is uitgebarsten. Ik merk nog niet veel verandering. De sense of urgency, het besef dat er ook een probleem zou kunnen zijn in sportclubs – wij moeten het ook niet overroepen – is er niet. Hier en daar zijn er echter wel ernstige problemen. In Destelbergen zouden 24 kinderen misbruikt zijn, door één trainer. Merken jullie dan niets? Is er geen evolutie in het gedrag of in de manier waarop men dat probleem wil aanpakken?

Ik hoor dat Sensoa wordt ingeschakeld. Wij hebben dat ook gehoord bij de jeugdsector. Ik meen dat dit een goede zaak is. Wat zal er gebeuren? Ik richt mij tot de mensen van het BOIC, maar iedereen mag erop antwoorden. Welke initiatieven zullen er worden genomen om de sportclubs en -federaties te activeren om zaken te registreren en bij te houden en om een politiek te voeren? Ik heb namelijk de indruk dat er niets beweegt. Misschien vergis ik mij. Ik zou graag jullie standpunt daarover horen.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Toevallig daarop aansluitend, wil ik in ieder geval ook de heer Vandenhoutd bedanken voor zijn grondig studiewerk. Ik zou inderdaad ook verwijzen naar de persberichten van vandaag. Ik wil een puntje aanhalen.

Indien je de vaststelling maakt dat er twee keer, zowel in Oost-Vlaanderen als in Limburg, een probleem is met een trainer, waarbij het niet om een klein probleem gaat, dan rijst de vraag welke instantie daar nu rekening mee moet houden. Dat is een beetje onze zoektocht. Wat garandeert bijvoorbeeld dat die sportliefhebbers in de hele brede zin niet verder na hun straf, of tijdens hun straf, een hobby kunnen uitoefenen? Welke reactiemiddelen bestaan er in de sector, waarvan u hebt gezegd dat ze heel divers is, ik zou bijna zeggen zo divers als de Kerk? Het is in ieder geval een beetje onze zoektocht hoe we daarop moeten reageren. Welke suggestie kan u daaromtrent doen?

Ten tweede, maar ook aansluitend bij het voorgaande, is het enerzijds naar mijn mening een beetje onrustwekkend ten opzichte van het BOIC dat men het probleem afdoet met als argument dat men de spiegel van de maatschappij vormt. Anderzijds verwijst men positief naar professor Vanden Auweele, die juist zegt dat men niet van een spiegel van de maatschappij mag spreken, maar dat sectoren misschien gevoelig zijn voor het probleem. Anders uitgedrukt, zoals professor

Adriaenssens in het slot van zijn rapport heeft gezet: “De gevaarlijke mensen zijn wellicht in andere sectoren dan de Kerk hun weg aan het zoeken.” Vandaar onze interesse in die andere sectoren. Vandaar dat ik toch een beetje ongelukkig ben indien met het probleem afschuift door zich te beroepen op het idee van de spiegel van de maatschappij.

Mijn grotere bezorgdheid betreft echter de rol van het BOIC, indien u zegt dat u een soort van transfer bent van communicatie van hetgeen internationaal gebeurt en de nationale sportfederaties, die dan soms nog eens per Gemeenschap georganiseerd zijn. Kunnen jullie als BOIC inhoudelijk nooit voorwaarden stellen aan de federaties? Indien dat wel kan, waarom dan ook niet met betrekking tot voorliggend thema?

**Bruno Valkeniers** (VB): Ik wil een beetje verdergaan met de bedenkingen van mijn collega's, waarmee ik het eens ben. Wat ik hier daarjuist heb gehoord, is dat er geen meldingen zijn. Het is een woord dat verschillende keren is gevallen. Dat kan vier dingen betekenen. Dat betekent ofwel dat men overkoepelend, over de verschillende sportfederaties, organisaties en gemeenschappen heen, geen gegevens heeft. Dat zou op zich al een spijtige zaak zijn. Een tweede mogelijkheid is dat het niet gebeurt. Dat zou mij ten zeerste verwonderen. Indien men de pers van vandaag leest, dan ziet men dat het wel degelijk gebeurt. Een derde mogelijkheid is dat die zaken direct hun weg vinden naar het gerecht en naar de instanties waar zij hun weg moeten vinden. Dat zou de ideale wereld zijn. Sta mij toe om daar ook aan te twifelen. De vierde mogelijkheid is dat het gebeurt, maar dat het voor het grootste deel onder de oppervlakte blijft. Wij riskeren dus dat het vroeg of laat zal uitbarsten zoals het de jongste jaren en maanden is uitgebarsten in de Kerk.

Wat is het volgens u? Welk van die vier mogelijkheden is het nu volgens u? Zijn er geen meldingen of moeten wij hier vandaag alleen maar horen dat er geen meldingen zijn?

Daaraan gekoppeld een tweede punt. Ik heb de indruk dat men wel wil langs de kant van de federaties en de sportorganisaties met gedragscodes en dat men wel preventief wil optreden, maar dat de verscheidenheid, het grote palet van de sportwereld een verhinderende rol speelt. Ik heb het dan absoluut niet over het feit dat dit een gemeenschapsmaterie is en er dan toch nog ergens zoiets bestaat als een Belgisch

Olympisch Comité. Ik ga u daarover vandaag mijn mening niet geven. Dat is niet aan de orde. Door die verscheidenheid en de diaspora komt de wil, die er misschien wel is, niet tot uiting in actieve maatregelen. Wat is daaraan te doen?

**Siegfried Bracke (N-VA):** Mevrouw de voorzitter, ik dank de vier heren voor hun bijdrage.

Ik zou me toch ook willen aansluiten bij wat door een aantal voorgangers is gezegd. Ik blijf namelijk ook op mijn honger en stel samen met hen de contrasten vast die er zijn tussen wat professor Vanden Auweele ons heeft aangebracht enerzijds, en wat u zegt anderzijds. U ontkent aan de ene kant wat de eerste spreker de "pas-chèz-nous" heeft genoemd, maar aan de andere kant zijn er eigenlijk ook geen meldingen. Ik zou willen aandringen op enige duidelijkheid.

Is er wat u betreft bijvoorbeeld nood aan een meldpunt of niet? Het kan best zijn dat u vaststelt dat er al veel meldpunten zijn en dat Childfocus ter zake ook een rol speelt. Dan is de bijkomende vraag echter wat u doet om mensen in voorkomende gevallen te verwijzen naar die instanties?

Hebt u behoefte aan zo een charter dat in Engeland common practice is? Enige duidelijkheid is in het belang van iedereen, dus verontschuldig mij voor de volgende woorden, maar mijns inziens baden uw antwoorden in een sfeer van "we zijn ermee bezig, we zullen er eens aan denken, we willen geen specifieke sportinitiatieven, omdat u juridisch niet kunt optreden". Dat wordt van jullie natuurlijk helemaal niet gevraagd. Daarvoor bestaan er andere instanties. Het is echter wel uw verantwoordelijkheid. De kans dat een aantal mensen die het niet goed voor hebben met kinderen, hun actieterrein verplaatst hebben van kerken, internaten en scholen naar sportterreinen en sportclubs is niet denkbeeldig.

Ik zou dus willen aandringen dat u vanuit uw verschillende benaderingen tot duidelijkheid komt omtrent dat meldpunt, het charter en over de sense of urgency. U geeft de indruk er wel mee bezig te zijn maar u lijkt evengoed te zeggen dat vooral nog geen resultaten verwacht mogen worden. "Pas-chèz-nous" is wat blijkt uit het verhaal over de praktijk, terwijl u theoretisch gesproken ook wel weet dat niemand dat kan zeggen.

La **présidente:** Child Focus nous a dit qu'un travail débutait mais nous ne savons pas très bien de quoi il s'agit.

Nous avons aussi entendu un policier ayant l'habitude de recueillir les plaintes des enfants abusés et donc victimes. Celui-ci nous a dit qu'il avait essayé de commencer, tout comme Child Focus, à travailler avec des clubs de football et les fédérations de football. Ils ont eu pour toute réponse une fin de non-recevoir total.

Comparaison n'est pas raison. Dans nos vestiaires, il n'y a pas d'homosexualité; dans nos vestiaires il n'y a pas d'abus sexuels. Je pense que, dans notre société, nous n'en sommes plus là. On souhaiterait que le sport évolue avec la société en ouvrant simplement les yeux comme mes collègues l'ont dit.

J'ai un peu remis en cause l'étude de M. Vanden Auweele car scientifiquement je ne pense pas qu'elle soit très pointue. Il n'empêche que dans tous les pays, on nous a rapporté qu'il y avait quand même un taux élevé d'abus sexuels dans le domaine du sport. Cette délinquance existe dans tous les pays. Nous sommes en droit de nous poser la question en Belgique. On croit toujours en Belgique que rien n'arrivera jusqu'au moment où il y a des révélations. Chaque pays travaille de cette manière-là.

Quel est votre travail actuel avec Child Focus? Que peut réellement imposer la hiérarchie du COIB, de manière sûre et claire, aux clubs ou aux fédérations? Par exemple, la signature de la charte ou la création d'un point de contact?

Apparemment, au niveau de l'ADEPS, de la Communauté française, les contrôles sont très avancés dans les activités. Il y a un modèle 2, de la formation, des plaquettes, etc. Que peut imposer parallèlement la Communauté française là où elle n'organise pas le sport?

Votre processus pourrait-il être imposé à tout le monde, c'est-à-dire à tous les clubs sportifs, les fédérations sportives, les activités sportives, aux bénévoles? Peut-on demander à un bénévole un modèle 2?

**René Hamaite:** Je pense que si une loi l'imposait, oui, nous pourrions l'imposer à tous les clubs, etc. mais vu le nombre de bénévoles qui oeuvrent dans le monde du sport, c'est énorme, c'est très mouvant. J'y serais favorable. Nous l'avons fait chez nous avec 1 500 moniteurs par an. Certes, les proportions sont plus faciles. Il s'agit plus d'une conscientisation. Il faut considérer l'ensemble des domaines. Pour les clubs qui adhèrent à la charte éthique, c'est clair! Mais on ne saura jamais savoir

dans un club si on place l'inspecteur derrière la porte du vestiaire ou sur les bancs chaque année. Il est impossible de mettre un inspecteur de l'ADEPS dans tous les clubs.

En permanence, lors de chaque réunion des fédérations, nous le rappelons, car je suis d'accord avec ce que la plupart des députés ont dit, il n'y a pas de raison que le sport ne soit pas concerné. J'ignore si les chiffres de M. Vandenaabeele sont corrects. Je crois que le problème existe. Il ne faut pas non plus stigmatiser le sport. Cela existe dans tous les milieux, où il y a des relations d'autorité enfant-adulte et je suis conscient qu'il en va de même dans le milieu sportif.

Certains de vos collègues l'ont fait remarquer, c'est un milieu très mouvant. Comment faire dans le cas d'un entraîneur qui serait pris ou accusé à Arlon. Ensuite, il se rend dans un club de Nivelles. D'un club de football, il passe à un club de triathlon. Les fédérations entre elles n'ont pas de fichier relatif aux entraîneurs, etc. Une grande partie d'entre eux sont qualifiés du point de vue pédagogique. Toutefois, que vous soyez boucher ou ancien joueur sans aucune qualification, vous pouvez très bien être recruté comme entraîneur d'un club. Il n'y a pas de labellisation de l'encadrement. C'est une question à laquelle nous travaillons, l'Europe travaille, mais le nombre des personnes et des clubs concernés est tellement important! Il importe de savoir aussi que toutes les fédérations ne sont pas sous la tutelle de ou reconnues par la Communauté française. Nous dénombrons 63 fédérations reconnues, mais il en existe d'autres plus ou moins pirates ou concurrentielles, d'autres fédérations avec lesquelles nous n'entretenons aucun contact.

Lorsqu'on s'adresse aux fédérations, aux clubs – ce à quoi nous travaillons au niveau de l'encadrement qualifié –c'est surtout l'encadrement sportif, mais aussi avec les conséquences que cela peut avoir dans la formation des moniteurs, les clubs naturellement sont très réticents, non pour des problèmes moraux qui voudraient cacher quelque chose, mais qui dit entraîneur qualifié dit rémunération supplémentaire. D'ailleurs, ils disent: "Comment voulez-vous que l'on rémunère, nous n'avons déjà pas d'argent?" Il existe des moyens. Si on payait moins les joueurs et davantage les entraîneurs, ce serait une bonne chose! Il est impossible d'imposer pour le moment à tout mouvement sportif des entraîneurs qualifiés!

**Thierry Zintz:** Je voudrais compléter la réponse

de M. Hamaite, en tout cas, y amener ma contribution et peut-être répondre à M. Van Hecke et M. Bracke de façon à ce qu'ils ne se méprennent pas lorsque je parle de miroir de la société.

Quand je parle de miroir de la société, je veux dire clairement que je ne vois aucune raison pour laquelle des réalités qui sont présentes dans d'autres secteurs de la société ne seraient pas présentes dans le monde du sport. Que ceci soit très clair, messieurs!

Ensuite, le collègue du *Medisch Verantwoord Sporten* a évoqué l'idée du certificat de bonnes vie et mœurs en Grande-Bretagne. Je tiens quand même à attirer votre attention sur le fait que le sport est organisé de façon très différente en Grande-Bretagne de ce qu'il est chez nous. Le sport en Grande-Bretagne se fonde bien davantage, en dehors du contexte strict de l'État, sur un fonctionnement qui est basé beaucoup plus sur des structures privées qui engagent et rémunèrent des collaborateurs. Par conséquent, le certificat de bonnes vie et mœurs peut sembler une évidence de la même façon que moi-même, comme enseignant, j'ai dû présenter un certificat de bonnes vie et mœurs quand j'ai été engagé.

A contrario, dans le monde du sport en Belgique, la part du bénévolat au niveau de l'encadrement est considérable. De la même façon qu'il est essentiel de conscientiser, de faire prendre conscience à nos bénévoles de l'importance qu'il y a à avoir un comportement éthique et responsable dans leur attitude vis-à-vis des personnes dont ils ont la charge, il y a une balance à trouver entre la responsabilisation des bénévoles et la capacité à encore convaincre des gens de s'engager dans un mouvement volontaire.

**La présidente:** Trouveriez-vous insensé de demander également un modèle 2 aux bénévoles, lorsqu'ils s'inscrivent auprès d'un club ou d'une fédération?

**Thierry Zintz:** Je ne le trouve absolument pas insensé, madame, mais je crains qu'un certain nombre de personnes nous répondraient: "je veux bien donner de mon temps mais si, en plus de cela, vous mettez 36 conditions à mon engagement, je deviens plus rétif." Si la chose était correctement présentée aux personnes qui sont prêtes à se mettre à la disposition du sport, peut-être franchirait-on ce cap de façon plus aisée. Je pense en tout cas qu'une communication de qualité à l'égard de ces gens permettrait de franchir ce pas.

Le **président**: Ce n'est pas 36 conditions! Ce n'est qu'une seule!

**Thierry Zintz**: Oui!

**Bruno Valkeniers** (VB): U zegt "peut-être". Dat wil zeggen dat u er niet van overtuigd bent dat er misschien een aantal voorwaarden moet worden opgelegd. Persoonlijk vind ik dat het er niet toe doet of een sector al dan niet een beroep doet op vrijwilligers. Dat doet er eigenlijk niet toe. Of dat nu betaalde krachten zijn of vrijwilligers, wij zitten met een probleem in de gemeenschap, een probleem dat wij binnen de perken moeten houden. Als een aantal voorwaarden moeten worden opgelegd, dan moeten die ook worden opgelegd aan de vrijwilligers. Als die vrijwilligers om die reden niet meer vrijwillig willen zijn dan is dat maar zo.

**Thierry Zintz**: Je prends acte de votre position, monsieur le député. Je ne suis pas en train de vous refiler la patate, comme on dit, mais je pense qu'il est évident que, à partir du moment où vous prenez une certaine responsabilité comme député, que ce soit au niveau des Communautés ou que ce soit au niveau du Parlement fédéral, il est évident que tout le monde prend en compte les décisions que vous prenez et s'y conforme.

**Bruno Valkeniers** (VB): Ik wil wel hoor, maar ik heb een beetje een déjà vu-gevoel wat betreft voorliggende discussie. Ik begrijp jullie standpunten. Ik herhaal het: we staan in de diaspora van de sportsector. Het is echter een beetje een déjà vu-gevoel naar de Kerk toe. Die wisten het ook niet. Daar bestond het verschil tussen enerzijds de diocesen en anderzijds de verschillende ordes die er waren. Die spraken ook niet met mekaar. Daar was ook geen eenheid. Het komt mij allemaal een beetje bekend voor. Naar mijn mening moeten in de sportsector juist een aantal maatregelen genomen worden, zodanig dat er veel meer in eenheid kan gepraat worden, en aan zaken gewerkt worden.

**Cyriel Coomans**: In de sportsector is men ervan overtuigd dat het in België niet anders is dan in andere landen. In Nederland heeft men 80 à 100 meldingen per jaar. In Nederland is men tien jaar bezig. Dat stopt niet aan de grenzen. Dat is een realiteit.

Waar zit het probleem? Als men hoort wat de collega's hier allemaal zeggen, denk ik dat men vanuit de top van de sportwereld wel probeert om informatie te geven en probeert om deontologische codes en dergelijke op te leggen.

Professor Maes over wie men hier gesproken heeft, is ook jaren medewerker van het Olympisch comité geweest. We hebben de Panathlon-declaratie. Op allerlei niveaus, in verschillende federaties probeert men, de één al wat meer dan de ander. Er is denk ik één probleem wat de communicatie betreft, namelijk dat er geen éénvormige communicatie is. Iedereen probeert zijn best te doen. Iedereen voelt wel aan dat er iets moet gebeuren op ethisch gebied, maar er is een grote verscheidenheid. Daar zou aan gewerkt moeten kunnen worden zodanig dat de verschillende actoren in de sport eenzijdige, dezelfde informatie bieden in plaats van een variëteit.

Er zijn twee grote problemen. Het eerste grote probleem is het volgende. Als er fouten gebeuren, gebeuren ze in de clubs zelf. Men mag in de federaties zoals bijvoorbeeld Bloso de mooiste, prachtigste beleidslijnen uitstippelen, maar als dat niet in de clubs komt, heeft het geen nut. De meeste clubs zijn trouwens kleine clubs, die om de paar jaar andere mensen en besturen hebben. De informatie krijgen waar ze moet zijn, vormt dus een heel belangrijk probleem.

Tweede groot probleem gaat over de meldpunten. Wie zijn juist de vertrouwenspersonen van de sporters? Dat zijn juist de trainers. Dat is één van de grote problemen. Ik vrees dat we hier hetzelfde gaan krijgen als in de Kerk, waarbij de sportmensen pas gaan praten wanneer ze volwassen zijn en geen contact meer hebben met de vertrouwenspersoon. We moeten dus een oplossing vinden waarbij de vertrouwenspersonen meldpunten hebben die zeer gemakkelijk bereikbaar zijn en waarbij de drempel zeer laag ligt voor degene die geconfronteerd wordt met het feit en dat hij weet waar hij naartoe kan stappen.

Als we daar een oplossing voor vinden, dan denk ik dat wij weg geraken. Want ik moet eerlijk zeggen: ik ben 17 jaar voorzitter van de Vlaamse Basketbalbond, ik heb ook nooit een melding gehad. Men gaat ze daar niet melden. Als er een probleem is, gebeurt het bij de clubs en dergelijke, en dan vernemen wij het ook via de pers. Als wij een oplossing kunnen vinden om een drempelverlaging voor een meldpunt... Men kan niet in elke sportvereniging een meldpunt hebben. Ik stel mij zelfs de vraag of men het meldpunt niet voor iedereen toegankelijk moet maken. Men kan geen meldpunten hebben voor de sportsector, voor de jeugdsector, voor alle verschillende sectoren die er zijn. Moeten we dat niet naar een lage drempel, en dan misschien op niveaus van gemeentes, OCMW's en dergelijke. Moeten we

daar niet geen oplossing vinden om daar lage drempel uit te bouwen. Want van hogerhand kan men richtlijnen geven, kan men informeren, maar de mensen moeten bij u komen. De mensen die de problemen hebben, moeten ons kunnen bereiken. We moeten zover geraken dat de mensen die problemen hebben ons bereiken. Dat is eigenlijk de grote uitdaging waar men een oplossing voor moet vinden.

**Jord Vandenhoudt:** Ik wil mij aansluiten inderdaad bij de bemerkingen die mijnheer Coomans gemaakt heeft omtrent de problemen om de sporter, de kleine sportclub te bereiken.

Ik wil toch benadrukken dat wij vanuit de Vlaamse Gemeenschap, weliswaar op dit moment nog achter de schermen, aan voorstellen, ideeën, maatregelen aan het werken zijn. Dat vereist nog een politieke beslissing, politieke bekrachtiging. Ik heb al een aantal zaken aangehaald. Wij willen zeker niet blind zijn voor die problematiek, maar wij zitten inderdaad vanuit het team medisch verantwoord sporten, met een klein team dat zich in eerste instantie voornamelijk bekommert om de dopingpreventie en de dopingbestrijding in Vlaanderen, en daarnaast ook voor een stuk werkt rond sportmedische keuring, sportletselpreventie en dergelijke. Vanuit dat beperkt team zitten wij inderdaad op een zekere afstand – nog verder eigenlijk dan de sportfederaties – van die sportclubs. Wij zijn niet blind voor die problematiek en wij zullen ons daarvoor openstellen. Wij gaan weliswaar een algemeen meldpunt installeren om vragen en klachten van de burger, van de sporter, te ontvangen.

Want inderdaad, die onwetendheid bestaat. Er zijn weinig cijfers, er is weinig materiaal voorhanden, ook omdat er, zoals ik in het begin van mijn toelichting heb gezegd, eigenlijk geen instantie of overheidsinstantie is die het volledige plaatje van de sportsector dekt of kan bereiken. Dus, enerzijds een algemeen meldpunt voor meer algemene ethische problemen, en daarnaast duidelijk de nadruk erop leggen dat wij ons gaan profileren als een doorverwijspunt inzake het probleem van seksueel misbruik. Daarbij zullen wij nauw gaan samenwerken met de bestaande meldpunten bij de welzijnsgerelateerde hulpverlening. Anderzijds zullen wij ons vanuit de sportsector en het sportbeleid inzetten op de preventie-instrumenten door ervoor te zorgen dat er gedragscodes zijn en dat er materiaal voorhanden is waarmee men op het terrein zelf aan de slag kan. Het is makkelijk vanuit Brussel, vanuit een ivoren toren, richtlijnen en dergelijke uit te vaardigen, maar zij moeten in de praktijk, op het

terrein, uitgevoerd worden. Ik denk dat dat een grote uitdaging is.

Een ander punt is de vraag wat er op regelgevend vlak is voorzien. Ik ben zelf geen jurist, dus ik ken ook niet alle facetten daarvan. In het decreet medisch en ethisch verantwoorde sportbeoefening is een en ander voorzien. Men responsabiliseert daar de sportsector, de sportverenigingen zelf; er moet worden voorzien in een beleid dat de fysieke en psychische integriteit van het individu bewaart. Maar er zijn op dit moment geen specifieke bepalingen of aspecten rond seksueel misbruik of zo in voorzien, of rond het feit dat men zou moeten ombudspersonen of vertrouwenspersonen verplichten binnen sportfederaties. Dus dat is iets dat vanuit onze hoek zeker op dit moment niet afdwingbaar is.

Die oefening ligt voor ons, naar aanleiding van het herwerken van het decreet medisch verantwoord sporten, inzake doping. Anderzijds zal er ook een opening zijn om het decreet gezond en ethisch sporten een aantal nieuwe elementen te geven. Ik vermoed dat dan zeker de kans er zal zijn om die zaken ter sprake te brengen. Dan zal er echter ook weer moeten worden bekeken in hoeverre dat dit gerealiseerd kan worden en haalbaar is. Dat is het standpunt dat ik als ambtenaar, en niet als politiek verantwoordelijke, kan uitdragen.

**Cyriel Coomans:** Ik wil graag nog antwoorden op de vraag of de mensen niet van de ene federatie naar de andere of van de ene club naar de andere zullen gaan. In Nederland is men op dit ogenblik daarmee bezig. Het Nederlands Olympisch Comité en de Nederlandse sportfederaties hebben op dit ogenblik een registratiesysteem ingevoerd. De vraag is natuurlijk in hoeverre dat de toets van de privacywetgeving kan doorstaan. Op het ogenblik dat iemand gesanctioneerd wordt, in een tuchtprocedure in een van de federaties of de clubs of door een rechtbank, dan komt hij in een databank. Alle vrijwilligersorganisaties kunnen die databank inkijken vooraleer zij iemand aanwerven. In Nederland is men dat op dit ogenblik aan het uittesten. Het zou op de algemene vergadering van 11 mei voorgelegd worden.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!):** Ik denk dat we moeilijkheden aan het zoeken zijn.

Als trainers veroordeeld worden, moeten we dat niet in een database steken waar alle clubs toegang toe hebben. We moeten gewoon opleggen dat er een attest van goed gedrag en zeden model 2 gevraagd wordt. Anders zitten we met problemen van privacy. Dan gaan er lijsten

aangelegd worden met mensen die veroordeeld zijn, waar vermoedens over bestaan, enzovoort. Dat zal niet haalbaar zijn.

Misschien is het toch het gemakkelijkste om met een model 2 te werken en dat op te leggen. Ik merk wel wat terughoudendheid in verband met het vragen daarvan aan iedereen maar dat is toch ook een stuk kwaliteitslabel dat men kan bieden aan ouders die informeren om hun kinderen te laten sporten. Men kan dan zeggen dat alle trainers en iedereen die er werkt zo'n attest hebben. De bezorgdheid bij sportclubs is toch vaak ook dat de trainer of begeleider ook technische geschoold is. Als iemand in een turnclub een kleine van zes jaar moet helpen bij het turnen, dan zou ik toch ook graag hebben dat die leerkracht of trainer goed geschoold is en weet wat hij mag doen met mijn zoontje en wat niet. Men zal dat toch wel navragen, of men voldoende opgeleid en technisch geschoold is om dat te doen. Dan kunnen we dat tweede er ook bijvragen en hebben we geen zesendertig voorwaarden maar misschien twee, technische bekwaamheid maar ook model 2.

**Cyriel Coomans:** Ik droom al jaren en het is verschillende keren in publicaties vermeld dat wij een label zouden moeten hebben voor elke sportclub, een soort Michelingids met vijf, vier, drie, twee of een ster zodat een ouder die een kind naar een sportclub stuurt, weet dat hij daar opgevangen wordt. Van de scholen weet men dat gewoonlijk. Voor de sportclubs is dat moeilijker. Een kind komt vandaag thuis en wil judo gaan spelen. Men kent van judo niets als ouder en weet soms amper dat het bestaat. Waar moet men naartoe? Men geeft het kind eigenlijk aan mensen die men niet kent. Ik pleit al jaren voor een label voor jeugdclubs in de sport. De praktijk is echter niet zo eenvoudig. Het is al fantastisch moeilijk voor kleine clubs om trainers te vinden. Sportfederaties zijn nu al zo ver dat ze zeggen dat men zonder erkende trainer of geschoolde trainer geen subsidie krijgt. Het gevolg is natuurlijk dat al die erkende trainers meer geld vragen om te trainen omdat ze erkend zijn.

Het plaatje is eigenlijk niet zo eenvoudig. Stel dat we aan die mensen zouden zeggen: nu moet u dát nog doen, en dát nog doen, en dát nog doen... Als we over sportclubs praten, dan vormen de grote clubs 10 %, terwijl 90 % kleine clubs zijn. Die mogen we niet overladen met een massa aan voorwaarden, zodat we één probleem – dat wel een belangrijk probleem is – niet oplossen door een hoop andere problemen te creëren. Dan zullen nog minder mensen, vooral jeugd, aan

sport kunnen doen.

Ik begrijp de vraag. Dat zou het ideale zijn. Ik droom ervan dat men zo ver zou komen, maar in de praktijk is het niet zo eenvoudig.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Mijnheer Coomans, ik deel uw invalshoek en vooral ook de bezorgdheid van de ouders. Waar kunnen zij hun kinderen veilig naartoe brengen, bij wijze van spreken. Vroeger gold die problematiek voor de scholen, nu kan dat een problematiek zijn bij sportclubs.

In uw strijd, waar u al jarenlang van droomt, is de vraag misschien wie er wat moet doen. Bijvoorbeeld, we hebben nu al een systeem van erkende trainers. Het systeem van de erkenning bestaat. Bij de erkenningsvoorwaarden kan dan toch dat attest gevoegd worden? Dat is dan wel een bevoegdheid voor de Vlaamse en de Franstalige Gemeenschap. Met enige verwondering stellen wij vast dat dit in onbruik geraakt is, omdat het voor de functie van ambtenaar wel nog gebruikt wordt, maar blijkbaar niet voor die trainers. Voor de twee genoemde gevallen gaat het mogelijk om erkende trainers. Als ik de namen lees van de clubs, dan zou het best kunnen dat het geen caféploegen zijn, maar serieuze clubs, waar vele kinderen naartoe gingen, en waar de trainer inderdaad de vertrouwensfiguur is. De eerste evidente stap lijkt mij daarom dat attest van goed gedrag en zeden, minstens voor de erkenner. Dat verandert toch niets aan de situatie. Of zie ik dat verkeerd?

Ten tweede, ik hoor u graag bezig, maar professor Vanden Auweele heeft geen getuigenis afgelegd van die bezorgdheid door het BOIC. Hij had eerder de indruk, die ook wij een beetje hadden opgedaan, dat het niet echt hun taak was.

**Cyriel Coomans:** Wij hebben nog een gesprek gehad met professor Vanden Auweele na de hoorzitting hier en uiteindelijk voelt hij ook aan dat het niet zo eenvoudig is. Het grote probleem is dat de mensen die problemen hebben niet op ons niveau terecht komen. Dat zal hij hier waarschijnlijk ook wel gezegd hebben.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Neem nu dat ze overtuigd zijn, net zoals u overtuigd bent, dat er iets moet gebeuren. Met uw ervaring, wie zou nu wat moeten doen om de juiste stap te zetten?

**Cyriel Coomans:** Ik denk dat er twee zaken zijn. Wij – federaties, gemeenschappen – moeten ervoor zorgen dat er goede informatie komt, dat er een gedragscode is voor de trainers en de

mensen die wij opleiden.

Dat is de taak van de sportwereld. Daarmee bedoel ik onder andere het BOIC. Dat moeten wij samen doen. Wij zijn alleen maar bevoegd voor de nationale federaties. Dat zijn zaken die wij samen moeten doen. De Liga's moeten dit samen doen met Bloso, Adeps, de Vlaamse Sportfederatie. Wij moeten samen rond de tafel gaan zitten, net zoals wij de laatste tijd samen hebben gezeten rond dopingbestrijding. Dat is mogelijk. Dat is een eerste stap.

Dan komt er een tweede stap, maar die kunnen wij niet zetten. Men moet de oplossing vinden dat de persoon die een probleem heeft bij een vertrouwenspersoon terecht kan. Ik denk niet dat het mogelijk is dat men vanuit de overheid zegt dat elke club een vertrouwensman moet opgeven. Dat is niet werkbaar, want men loopt dan ook nog het risico dat de vertrouwensman degene is die de problemen creëert.

Er moet een systeem worden gevonden dat niet alleen van toepassing is op de sportwereld, maar ook op een heleboel andere sectoren in de maatschappij waar men met dezelfde problemen kan worden geconfronteerd. Wij moeten meldpunten hebben die heel dicht bij de bevolking staan.

Die moeten daarom niet in de sportwereld zitten, die moeten volgens mijn persoonlijke mening voor iedereen bereikbaar zijn. Als men het probleem van de Kerk naar de sport vershuift, zal men het morgen misschien verschuiven naar de jeugdbewegingen, en dan naar ergens anders. Dat is geen oplossing.

**Renaat Landuyt** (sp.a): Nog een praktische vraag aangezien jullie de transfer zijn voor de internationale informatie. U heeft het over de voorbeelden in Nederland. Misschien kunt u ons nog documentatie leveren over hoe men het in het buitenland aanpakt?

**Thierry Zintz**: Wij hebben heel wat documentatie voor u ter beschikking. Wij hebben heel wat IOC's en NOC's aangeschreven voor documentatie over hoe zij het doen.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Nog een concrete vraag. Als u zegt dat de verantwoordelijkheid voor een deel bij het BOIC ligt in samenwerking met alle andere verantwoordelijke organisaties van de gemeenschappen om een aantal zaken te doen, is het dan jullie intentie om dat heel binnenkort te

doen? Als jullie rond het dopingbeleid willen samenkomen, dan komen er vergaderingen en wordt het beleid afgestemd, hoe moeilijk de dopingstrijd ook is. Bent u bereid om op korte termijn die stappen te zetten en met iedereen rond de tafel te gaan zitten om een gemeenschappelijk beleid te kunnen uitstippelen met alle gemeenschappen en met het BOIC?

**Cyriel Coomans**: Het is uiteraard de bedoeling dat wij zullen proberen de actoren samen te brengen, zoals wij dat ook hebben gedaan in het kader van de dopingbestrijding: de Vlaamse Sportfederatie met de Franstalige tegenhanger. Wij kunnen alleen maar uitnodigen. Wij zijn er van overtuigd dat ze op de uitnodiging zullen ingaan.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Wij mogen dat dus als een engagement van u beschouwen.

**La présidente**: On a dit oui ou on a dit non?

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Ik zag iemand knikken en iemand niet. Het blijft stil.

**Jord Vandenhoudt**: Ik kan alleen maar zeggen wat wij in Vlaanderen hebben gedaan. De taalgrens is soms al wat verder. Wij kijken niet direct naar onze vrienden in de Waalse Gemeenschap. Ik denk dat wij zeker op de uitnodiging van het BOIC kunnen ingaan, maar nogmaals, wij hebben een aantal zaken in voorbereiding waarmee wij in de Vlaamse Gemeenschap aan het werk kunnen om de sportsector zelf zaken te kunnen aanreiken. Dat is voor een stuk een politieke beslissing.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Mijnheer Vandenhoudt, wat is uw tijdschema in deze?

**Jord Vandenhoudt**: Er zijn twee gefinaliseerde nota's. Eind februari zijn die aan het kabinet bezorgd. Zij zullen daar verder worden besproken met verschillende partners.

**Siegfried Bracke** (N-VA): Er is geen vooropgezet tijdschema?

**Jord Vandenhoudt**: Nee, er is op dit moment geen echt tijdschema vooropgesteld.

**Renaat Landuyt** (sp.a): (...)

**La présidente**: Y a-t-il encore des questions? (*Non*) Alors, je vais remercier nos quatre intervenants de l'après-midi. Je vais leur demander de nous donner leurs textes et leurs documents ou de les envoyer au secrétariat pour

que, rapidement, l'ensemble des membres puissent les consulter.

Comme c'était notre dernière séance d'auditions, je voudrais remercier les journalistes qui nous ont suivis de manière assidue. En effet, il est important que les gens soient informés quant au travail de notre commission.

Sachez que vous serez invités lorsque nous voterons le rapport en commission. Par ailleurs, vous savez que ce dernier sera discuté, le 7 avril prochain, en séance plénière.

Je remercie aussi le public qui a assisté à nos travaux.

*La réunion publique de commission est levée à 17.45 heures.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.45 uur.*